

alain ruscio

les communistes et l'algérie

des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962

éditions la découverte

Alain Ruscio

Les communistes et l'Algérie

Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962



Copyright

© La Découverte, Paris, 2019

ISBN papier : 9782348036484
ISBN numérique : 9782348042478

En couverture : Manifestation du PCF à Firminy contre la guerre d'Algérie (1956) © Archives munici-pales de Saint-Étienne, fonds Léon Leponce/5FI9201.

Ce livre a été converti en ebook le 31/01/2019 par Cairn à partir de l'édition papier du même ouvrage.
Ouvrage numérisé avec le soutien du Centre national du livre.

http://www.editionsladecouverte.fr

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

Avec le soutien du CNL Centre national du livre
www.centrenationaldulivre.fr

L’édition de cet ouvrage a été assurée par François Gèze.
Pour les références en note des documents cités disponibles en ligne, les adresses url correspondantes sont données dans leur version raccourcie produite grâce au précieux site non marchand <//frama.link/> ; sauf pour ceux qui sont disponibles sur l’indispensable site patrimonial de la Bibliothèque nationale de France <Gallica.fr>, grâce à son « raccourcisseur » d’url <c.bnf.fr>.

Présentation

C’est un paradoxe : l’histoire du communisme reste aujourd’hui encore, alors que ce mouvement n’a plus dans la vie politique ni le poids ni la force d’attraction d’antan, un objet de controverses à nul autre pareil, en « pour » et en « contre ». Cet état d’esprit atteint un paroxysme lorsqu’il s’agit d’évoquer les actions et analyses du communisme – français et algérien – face à la question coloniale en Algérie, des origines dans les années 1920 à la guerre d’indépendance (1954-1962). Et s’il était temps, écrit Alain Ruscio, de sortir des invectives ?

C’est l’ambition de cette somme exceptionnelle, qui propose une plongée dans les méandres – le mot s’impose – des politiques communistes des deux côtés de la Méditerranée (PCF et PCA) durant plus de quatre décennies. Des tout premiers temps, lorsque le jeune parti commençait à s’affirmer et tentait de briser le consensus colonial, aux tempêtes de la guerre d’Algérie, en passant par les espoirs et illusions du Front populaire. Les relations avec le nationalisme algérien, qui ne furent jamais simples, sont finement analysées, avec le récit d’un grand nombre d’épisodes ignorés ou mal connus et l’évocation de parcours de multiples acteurs, qui donne chair à cette saga.

Novateur, l’ouvrage d’Alain Ruscio ne l’est pas seulement par son esprit. L’historien a utilisé tous les fonds d’archives spécialisés, dont ceux du PCF, désormais accessibles, révélant

des documents totalement nouveaux. On découvrira, au fil des pages, non pas une ligne politique, mais une succession, et parfois une cohabitation, de logiques et de pratiques.

Table des matières

Couverture

Page de titre

Copyright

Présentation

Communisme et Algérie : « Ni cet excès d'honneur ni cette indignité »

Remerciements

Première partie. Un parcours non linéaire : les communistes et l'Algérie, 1920-1954

---

1. La société française et la question coloniale, 1920-1954

Puissance du parti colonial, méconnaissance de l'opinion

Le monde arabo-musulman : un « danger » et un « problème »

Classe ouvrière et idéologie coloniale

2. Le PCF et la question coloniale (de 1920 à 1935)

Avant 1920 : une « attention distraite et intermittente »

En Algérie : le « socialisme colonial » à l'œuvre

Au congrès fondateur de 1920 : un débat avorté

Les premiers engagements anticolonialistes du PCF

La lutte contre la guerre du Rif
Quelle attitude devant l'islam ?
L'organisation des « travailleurs coloniaux »
La création de l'Étoile nord-africaine en 1926

3. En Algérie : du « point de vue esclavagiste » à la radicalité anticolonialiste (1920-1935)

L'adhésion quiproquo des socialistes algériens à la IIIe Internationale
Esquisse d'un redressement
Le choix de la lutte pour l'indépendance
Un parti squelettique
La difficile gestation d'un parti communiste autonome
L'apogée de la radicalité du PCF en Algérie : la « circulaire Barthel » de septembre 1935

4. L'esprit Front populaire (1936-1939)

Thorez, 1937 : « Contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France »
Octobre 1936 : la naissance tardive du Parti communiste d'Algérie
La nouvelle politique : des réformes, mais plus de référence à l'indépendance
Dans les manifestations, « chéchias, casquettes et canotiers »
L'épreuve et l'échec : le projet Blum-Viollette d'octobre 1936
Contre le « nationalisme musulman » : la dissolution de l'Étoile nord-africaine en janvier 1937

Thorez, 1939 : la « nation algérienne en formation »
1920-1939 : une succession de tactiques

5. L’Algérie dans la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme des massacres de 1945

Contre les « deux impérialismes » (1940-1942)
Pour une « politique d’union de la plus grande France » (1943-1945)
La « France nouvelle », grande sœur des territoires d’outre-mer
Le traumatisme : les massacres du Constantinois de mai-juin 1945
Les réactions des communistes : la thèse du complot
Charles Tillon et la répression de mai 1945
Des errements qui ont coûté cher

6. Vers une reprise des combats nationaux (automne 1945-1954)

La campagne pour l’amnistie des emprisonnés algériens de 1945-1946
1947 : « Statut ou *statu quo* ? »
1948 : face aux « élections à la Naegelen »
Le PCA lors des dernières années avant la guerre
Le monde communiste algérien, embryon de la « nation en formation » ?
Les revers de l’« indigénisation » du PCA

Le PCF et l'Algérie avant la guerre : la conscience de la menace du « pire »

7. Communistes français et nationalistes algériens avant 1954

Une union (conflictuelle) de raison

Les nationalistes et le soutien de l'Occident

Un bref rapprochement : le massacre policier du 14 juillet 1953 à Paris

À la veille du 1er Novembre : une méfiance réciproque

Deuxième partie. Des communistes en guerre d'Algérie, 1954-1956

---

8. Le terreau : la société française et la guerre d'Algérie

Des Français informés ou conditionnés ?

Saisies, censures et procès

L'opinion : de l'indifférence distante à l'intérêt angoissé

L'opinion : quelles solutions ?

Jeannette Vermeersch : qu'y a-t-il « dans la tête des masses » ?

9. Le communisme de guerre froide : état des forces… et des faiblesses

Le communisme stalinien : du « rayonnement solaire » au déclin

1950-1952 : de la course en avant à l'avant-gardisme

Face à la répression

Interdire le PCF ?

10. Communistes français et nationalistes algériens pendant la guerre d'indépendance : l'impossible entente

- Le 1er Novembre : « Allumer la mèche »
- François Mitterrand : « La négociation, c'est la guerre »
- Côté nationaliste : la recherche de soutiens tous azimuts
- Deux logiques s'affrontent
- Les contacts PCF-FLN en France, 1954-1955
- Face aux violences fratricides de la communauté algérienne
- L'expression autonome des ouvriers algériens en France
- Une timide et éphémère parenthèse
- Août 1958 : le FLN porte la guerre en France

11. Le PCF et la première année de l'insurrection nationale

- Georges Lachenal : « Qui étaient ces hommes ? Que voulaient-ils ? »
- Le communiqué ambigu du 8 novembre 1954
- Prise de conscience : une « guerre » commence
- Premières actions de propagande
- 1955, le mouvement des « rappelés » : la première vague
- Les autres (timides) manifestations antiguerre de 1955

12. Le PCA et les premiers temps de l'insurrection nationale

- Premières analyses (novembre 1954-janvier 1955)
- Le basculement (février-septembre 1955)
- Répression et interdiction

13. Le PCF : grands thèmes d'une propagande

Dénonciation de la situation coloniale
« La "pacification" vue du côté de la mitraillette »
L'intérêt national français
Souffrances et mort des soldats en Algérie

14. Les communistes et le droit à l'indépendance de l'Algérie

Le rôle moteur des communistes algériens
Affirmation du thème à partir de l'été 1955
L'abandon progressif du concept de la « nation en formation » : convaincre l'appareil
Juillet 1956 : l'article de Jean Dresch comme achèvement d'un processus
Les mots d'ordre : pourquoi « Paix en Algérie ! » et non « Indépendance de l'Algérie ! » ?
L'abandon tardif de la référence à l'Union française

15. Le PCA en 1956 : les grands engagements

FLN/PCA : deux options stratégiques divergentes
Surmonter les contentieux
Henri Maillot, « communiste et Algérien »
L'« affaire Maillot » en France et la montée de l'anticommunisme
Les premiers contacts PCA-FLN et l'accord de juillet 1956
Les suspicions, puis les violences fratricides, du FLN contre les communistes algériens
Fernand Iveton : « Ce qui compte, c'est l'avenir de l'Algérie »
La *chahida* Raymonde Peschard, dite Taous

16. Le PCF en 1956 : les grands balbutiements

- Un « nouveau Front populaire » ?
- Les premiers pas du gouvernement Mollet
- Le vote des « pouvoirs spéciaux » en mars 1956
- Maurice Thorez : « La partie et le tout »
- L'emballement immédiat de l'engrenage guerrier
- Contestations et malaise au sein du PCF
- Des dégâts bien au-delà des rangs du PCF
- La tardive autocritique
- Les manifestations de rappelés du printemps 1956 : la seconde vague
- La crise de Suez : le PCF seul contre tous
- La lutte continue

Troisième partie. Des communistes en guerre d'Algérie, 1957-1962

---

17. Analyse d'une mobilisation avortée : le 17 octobre (1957) des communistes

- Une préparation méticuleuse
- « Une journée qui fera date » ?
- Les raisons d'un échec

18. Le PCA, 1957-1962 : frères de combat et de douleur (Audin, Alleg et tant d'autres)

- L'affaire Audin, l'« affaire de la France »
- Le Comité Audin et le rôle de Pierre Vidal-Naquet

L’assassin : les deux hypothèses
L’arrestation et le calvaire d’Henri Alleg
L’incroyable écho du livre *La Question*
Alleg et Audin, deux martyrs parmi des milliers d’autres…
Un PCA très affaibli, mais qui poursuit la lutte

19. Le PCF et les soldats du contingent

L’état d’esprit des soldats du contingent dans les années 1950
L’absolue priorité : le « travail de masse »
« Faire son travail de communiste » en France : quelques exemples
« Faire son travail de communiste » en Algérie : facile à dire…
Le travail clandestin au sein de l’armée
Faut-il partir en Algérie ?
Le premier soldat du refus en 1956 : le militant communiste Alban Liechti
Les hésitations de la direction du PCF face aux refus des appelés
Le « recadrage » de Maurice Thorez en mai 1959
Le contingent face au putsch d’avril 1961
Aux origines de la FNACA

20. L’engagement des avocats et des intellectuels

Une génération d’avocats préparée au combat
Avocats en guerre d’Algérie
Rivalités politiques au sein du collectif des avocats

Vergès, ni fondateur d’un nouveau réseau ni inventeur de la « défense de rupture »
Des intellectuels « à leur créneau »
L’engagement d’Aragon : des *Lettres françaises* au *Fou d’Elsa*
Les romans de guerre « décalés » d’André Stil
L’engagement d’autres intellectuels et artistes

21. Le PCF et la « troisième gauche » : rencontres, rivalités, controverses
1960 (1) : la « troisième gauche » occupe un espace laissé vacant
1960 (2) : les « porteurs de valises » et le « Manifeste des 121 »
L’attitude du PCF : méfiance et prise de distance
« Soutenir les condamnés, défendre les 121 »
La manifestation du 27 octobre 1960 : un rendez-vous manqué
Les conséquences politiques du refus communiste

22. Face à la Ve République et aux évolutions du gaullisme
Mai 1958 : « Le fascisme ne passera pas »
Septembre 1959 : les communistes et l’autodétermination
L’affaire Servin-Casanova et la guerre d’Algérie
Le massacre policier du 17 octobre 1961 à Paris : l’internationalisme à l’épreuve du feu
Les réactions des communistes aux tueries du 17 octobre 1961

Les communistes, cible privilégiée des violences meurtrières de l'OAS

Février 1962 : le drame du métro Charonne

Conclusion

Quel bilan des résistances au colonialisme et à la guerre d'Algérie ?

L'activité communiste : *une* résistance à la guerre d'Algérie

La faille : l'impensé du rôle des mouvements de libération nationale

Annexes

1. Archives publiques, associatives et privées

2. Témoignages oraux ou écrits

4. Sigles des mouvements et associations

Note

Notes de l'introduction (pages 7 à 12)

Notes du chapitre 1 (pages 17 à 26)

Notes du chapitre 2 (pages 27 à 53)

Notes du chapitre 3 (pages 54 à 79)

Notes du chapitre 4 (pages 80 à 107)

Notes du chapitre 5 (pages 108 à 136)

Notes du chapitre 6 (pages 137 à 164)

Notes du chapitre 7 (pages 165 à 176)

Notes du chapitre 8 (pages 179 à 198)

Notes du chapitre 9 (pages 199 à 212)

Notes du chapitre 10 (pages 213 à 244)

Notes du chapitre 11 (pages 245 à 265)
Notes du chapitre 12 (pages 266 à 279)
Notes du chapitre 13 (pages 280 à 290)
Notes du chapitre 14 (pages 291 à 311)
Notes du chapitre 15 (pages 312 à 342)
Notes du chapitre 16 (pages 343 à 380)
Notes du chapitre 17 (pages 383 à 392)
Notes du chapitre 18 (pages 393 à 415)
Notes du chapitre 19 (pages 416 à 453)
Notes du chapitre 20 (pages 454 à 478)
Notes du chapitre 21 (pages 479 à 502)
Notes du chapitre 22 (pages 503 à 540)
Notes de la conclusion (pages 541 à 552)

Index

Introduction

Communisme et Algérie : « Ni cet excès d'honneur ni cette indignité »

L'idée de ce livre est née un soir d'octobre 2011. J'assistais à la projection du remarquable film de Yasmina Adi, *Ici, on noie les Algériens*. Outre la manifestation parisienne du 17 octobre 1961 et sa terrible répression, le film décrit, avec un grand souci de la nuance, les réactions de la population française, de la complicité active avec les agresseurs à la solidarité agissante avec les agressés. Dans le débat qui a suivi, un dialogue de sourds a commencé. Au lieu de concentrer ses attaques contre les criminels responsables de ce drame – le préfet de police de Paris Maurice Papon, le Premier ministre Michel Debré et le président Charles de Gaulle –, un participant a immédiatement prononcé un violent réquisitoire contre le PCF, considéré comme complice du crime, au moins par ses silences. Il fut applaudi par une partie de la salle. D'autres présents, plus très jeunes, se sont récriés : ils avaient, eux, gardé le souvenir des toutes premières manifestations de rue contre la guerre – où il n'y avait que des communistes –, des collages d'affiches et des nuits inconfortables dans les commissariats,

des soirées interminables passées à tenter de convaincre des voisins, des amis ou les quelques personnes qui venaient dans des préaux d'école un peu tristounets pour des meetings de quartier, des gardes « musclées » des locaux en mai 1958 ou en avril 1961…

Des cris fusèrent. On entendit : « Et les pouvoirs spéciaux de 1956 ? Vous avez contribué à étendre cette guerre !

> — Et Henri Alleg, il n'était pas communiste, peut-être ? Et Iveton ? Et nos morts de Charonne ?
>
> — Vous n'avez jamais revendiqué l'indépendance de l'Algérie !
>
> — Le PCF a été le seul grand parti politique à lutter contre cette guerre ! »

Et chacun repartit, bardé des mêmes certitudes qu'en début de soirée, persuadé d'avoir « mouché » celui qui était devenu l'adversaire, oubliant au passage le vrai, le système colonial, ses acteurs d'hier et ses thuriféraires d'aujourd'hui. Comme l'avait écrit un lointain ancêtre : la « recherche désintéressée » s'était, une fois de plus, transformée en « pugilat » (Karl Marx, 1875) [1] [2].

J'avoue que, ce soir-là, j'ai renoncé à prendre la parole. Par lassitude. Par sensation d'avoir déjà entendu cent fois ces arguments, dont ni les uns ni les autres ne me satisfaisaient. Par crainte d'apparaître comme le donneur de leçons, l'historien de

service qui « dit le vrai ». Et le « vrai », en cette matière – s'il peut être approché –, n'est pas à mi-chemin entre ce réquisitoire et ce plaidoyer, il est ailleurs, par définition le plus difficile à décrire. M'en voulant quelque peu de ce silence pas très courageux, je me suis dit après : il faut exposer la globalité du processus, mettre en situation, traquer les anachronismes, entrer dans les détails, souligner les nuances, proposer des pistes de réflexion. Pour cela, il m'a fallu quelques années de lectures et de relectures, de plongées dans les archives, d'entretiens avec les témoins encore de ce monde. Ce livre en est le résultat. Et j'espère que son lecteur, lui, acceptera de passer un peu plus de temps que dans un échange d'invectives. Car c'est un paradoxe de ces années 2000 et 2010 : alors que le mouvement communiste, dans le monde et en France, n'a plus depuis longtemps le rayonnement des années de son apogée, son histoire reste un objet de controverses à nul autre pareil.

Jean-Paul Sartre avait naguère, en trois phrases, réglé définitivement la question : « L'histoire du PC, qui l'écrit du dehors, sur pièces, documents et témoignages, risque d'être gêné par ses préjugés, il lui manque en tout cas une expérience irremplaçable. S'il en est sorti, la rancœur l'étouffe, sa plume trempe dans le fiel. Qui l'écrit du dedans, en accord avec les responsables, se fait historiographe officiel, ment ou élude selon les positions du jour [3]. » Désespérante assertion : comme personne ne peut échapper à l'une des trois catégories sartriennes, il faudrait renoncer à jamais – ou en tout cas tant qu'il y aura un objet PC – à élaborer une histoire sereine du mouvement communiste. Sartre avait-il raison ? Il faut

admettre qu'il avait – et qu'il a encore en grande partie – pour l'essentiel les apparences pour lui…

Les écrits « du dehors » sont souvent des études de politologie privilégiant les sommets, les « secrets cachés », les divergences donnant naissance aux « grandes affaires » (et ce parti en connut plus que de raison). Œuvres utiles, mais ne permettant pas de mesurer la nature réelle de l'ancrage sociétal communiste en France, exceptionnel à son apogée. Les travaux des « ex », récits autobiographiques ou études, prennent parfois des allures de confession amère (comment ai-je pu être si naïf ?) assortie de la dénonciation pure et simple d'un système ou d'un groupe d'hommes (comment ont-ils pu être si machiavéliques ?).

L'histoire du communisme, avons-nous dit, reste un objet de controverses à nul autre pareil. Cette constatation est vraie en général, avec çà et là des thèmes privilégiés. La politique face à la question coloniale est l'un d'eux. Avec la période de la guerre d'Algérie, on confine au paroxysme. Nul mieux que le militant trotskiste Pierre Frank (1905-1984), acteur et commentateur de la lutte antiguerre côté IVe Internationale, n'a mieux résumé la logique qui présidait aux accusations de cette histoire-procès. Constat n° 1 : les travailleurs ont peu manifesté leur solidarité internationaliste lors de cette guerre… Constat n° 2 : or ils étaient fortement organisés dans les rangs communistes et cégétistes… Conclusion : « C'est donc dans la politique de ces organisations qu'il faut en premier lieu rechercher les causes de l'insuffisance de soutien des travailleurs métropolitains aux

peuples colonisés en rébellion contre l'impérialisme [4]. » Les mots importants, ici, sont « donc » et « en premier lieu ».

À l'opposé, l'écriture de sa propre histoire par le PCF a longtemps été une tâche politique parmi d'autres, quitte à prendre des libertés avec les faits, à « oublier » des dates dérangeantes, à n'évoquer que les dirigeants du moment et à faire passer à la trappe les autres… Longtemps, d'ailleurs, cette écriture était l'apanage de ces dirigeants, décidément omniscients. Deux générations de communistes ont eu comme première (et parfois seule) lecture d'histoire le livre *Fils du peuple* de Maurice Thorez (1900-1964) [5]. En 1964, un *Manuel d'histoire* coordonné par Jacques Duclos (1896-1975 [6]), sans aspérités et passablement indigeste, résuma pour les militants ce qu'il fallait penser de l'histoire de leur parti. Et, lorsqu'un chercheur de profession était *accepté* par les politiques, il avait une fonction précise : « "Illustrer" et "justifier" la politique du parti par des exemples pris dans l'histoire », selon la formule de Jean Bruhat, qui longtemps accepta ce rôle, avant de passer par-dessus bord ce galimatias [7]. En 1973 encore, vingt ans après la mort de Staline, on pouvait lire dans une publication de l'Institut Maurice Thorez cette affirmation assez effrayante : « L'historien communiste […] possède plus qu'un autre la clé de l'histoire du parti [8]. » Ce regard officiel s'est contenté de prendre le simple contre-pied des écrits cités précédemment, soit en substance : « Nous avons eu raison, voici comment et voici pourquoi. » Là où ses adversaires ne voyaient qu'une succession de tournants, voire de reniements, cette historiographie ne voulait connaître qu'une ligne droite, sans

concessions ni compromis, du premier au dernier jour. Paraphrasant Queneau, ses tenants auraient pu écrire : « Le parti, être formidable/a toujours et toujours raison [9]. »

Ces types d'écritures de l'histoire aboutissaient d'ailleurs à une même pratique : un regard purement politique sur l'histoire, transformant cette discipline en une sorte de tribunal où les procureurs dénonçaient et où les avocats justifiaient. Or ce type de débats n'est pas satisfaisant. Il faut en sortir. Et si ces partis communistes de l'époque des luttes pour l'indépendance de l'Algérie, le français et l'algérien, n'avaient mérité « ni cet excès d'honneur ni cette indignité » ? Pour répondre à cette question, ce livre entend s'inscrire dans un courant déjà ancien de renouvellement de l'historiographie sur le fait communiste, dont les auteurs ne sont plus sommés de répondre d'emblée à l'interrogation : êtes-vous pour ou contre ? Le temps est à une histoire banalisée du communisme, et c'est heureux. Les lecteurs qui connaissent les travaux de l'auteur retrouveront donc ici la trace d'un plaidoyer déjà ancien, formulé dans l'introduction de sa thèse, *Les Communistes français et l'Indochine, 1945-1954*, soutenue en 1984 [10] – en histoire comme en bien d'autres domaines de la vie, il vaut mieux se répéter que se contredire. Il faut définitivement considérer le communisme comme un objet d'histoire ordinaire auquel doivent être appliquées les mêmes méthodes qu'à tout autre. Ni plus ni moins : utiliser *toutes* les sources existantes, les confronter, dégager les tendances, les contre-tendances, les contradictions – mot aimé des marxistes, qui ne l'ont pas toujours utilisé à bon escient –, parvenir, étape après étape, à de

premières conclusions, se consolidant ou non les unes les autres ; passer, tout au long du processus, des hypothèses aux probabilités, de celles-ci, quand c'est possible, aux certitudes. Et, d'abord, nous dit l'historien René Gallissot, « écarter tout interdit et toute inhibition : il n'y a pas de "secret de parti" pour l'historien, quelles que soient les lacunes de fait, faute d'informations [11] ». Son collègue Jean Bouvier (1920-1987), victime – et acteur malgré lui, comme tant d'autres [12] – de l'écriture stalinienne de l'histoire, écrivait vers la fin de sa vie : « Nous ne pouvons pas exiger de nous-mêmes l'impossible objectivité (faux mot, fausse perspective, faux problème). Mais nous devons exiger de nous-mêmes la seule et très difficile honnêteté intellectuelle [13]. » Vaste programme… Affirmer vouloir l'appliquer est sans doute un manque de modestie. On va pourtant, dans ces pages, essayer.

L'histoire du PCF et celle des communistes français sont des objets voisins, qui se recoupent, mais ne sont pas strictement juxtaposables. Dans cet essai, il sera plus directement question de l'analyse des appareils et des militants dits « orthodoxes » des partis communistes français et algérien. Mais nous citerons également ceux qui ont quitté ces partis, qui en ont été exclus ou qui y ont mené des activités oppositionnelles, d'André Ferrat à Amar Ouzegane, de Jean-Pierre Vernant à Hélène Cuénat. C'est la « famille communiste » franco-algérienne, dans l'acception la plus large de cette expression, qui est l'objet de cette étude. Les positions et les attitudes des communistes des deux rives de la Méditerranée, bien que n'ayant jamais été séparées par une paroi infranchissable, méritent cependant des

développements distincts. Il sera donc fait dans cet ouvrage un va-et-vient permanent entre ces deux rives. Seront également citées et analysées les « organisations de masse », selon le vocabulaire un peu lourdaud longtemps hégémonique dans ces milieux. Une jeune historienne, Axelle Brodiez, a proposé une expression plus heureuse : le « dispositif périphérique [14] ». Il s'agit des associations et mouvements plus ou moins contrôlés par des militants communistes (CGTU [15] puis CGT, Mouvement de la paix, Secours rouge puis Secours populaire, etc.). Phénomène identique en Algérie, en y ajoutant le cas particulier du quotidien *Alger républicain*.

C'est l'ensemble de ces constats historiographiques et méthodologiques qui a commandé l'organisation de ce livre, dont l'objet premier est de permettre de mieux comprendre ce que furent les positions des communistes des deux rives de la Méditerranée tout au long de la guerre d'indépendance déclenchée par les nationalistes algériens en novembre 1954. Les chapitres de la première partie, ouverte par un aperçu sociologique de l'opinion publique française face à la « question coloniale », synthétisent aussi précisément que possible les étapes de l'histoire complexe de la relation des communistes français à cette « question coloniale » en général et, d'abord, à celle de la colonisation de l'Algérie. Tandis que les quinze chapitres de la deuxième et de la troisième parties entendent documenter avec précision ce que furent les engagements et les errements du PCF et du PCA de 1954 à 1962.

Notes du chapitre

[1] ↑ Allusion à son livre *La Vérité sur 1939*, coécrit avec Jean Gacon (Éditions sociales, Paris, 1953), qu'il regrettera amèrement par la suite.

[2] ↑ Toutes les notes de référence sont classées par chapitre, en fin de ce livre, p. 565.

[3] ↑ *Le Capital*, postface de la seconde édition allemande.

[4] ↑ Jean-Paul SARTRE, « Le socialisme qui venait du froid », préface à Antonin LIEHM, *Trois Générations. Entretiens sur le phénomène culturel tchécoslovaque*, Gallimard, Paris, 1970.

[5] ↑ Pierre FRANK, préface à l'ouvrage de Jacob MONETA, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Maspero, Paris, 1971.

[6] ↑ Maurice THOREZ, *Fils du peuple*, Éditions sociales, Paris, 1937 (rééditions remaniées : 1949, 1954, 1960). Le livre a en fait été rédigé par Jean Fréville.

[7] ↑ Voir sa biographie par Frédéric CHARPIER, *L'Agent Jacques Duclos. Histoire de l'appareil secret du Parti communiste français (1920-1975)*, Seuil, Paris, 2015.

[8] ↑ Jean BRUHAT, *Il n'est jamais trop tard. Souvenirs*, Albin Michel, Paris, 1983.

[9] ↑ *Bulletin de liaison*, janvier 1973 (cité par Frédérick GENEVÉE, *La Fin du secret. Histoire des archives du PCF*, L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2012).

[10] ↑ « Le coiffeur, être formidable/a toujours et toujours raison », *in* Raymond QUENEAU, *L'Instant fatal*, Gallimard, Paris, 1948.

[11] ↑ Alain RUSCIO, *Les Communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, L'Harmattan, Paris, 1985.

[12] ↑ Scission de 1922 entre la CGT (proche des socialistes) et la CGT unitaire, CGTU (contrôlée par les communistes à partir de 1923). Les adhérents de la première centrale étaient communément appelés « confédérés », les seconds « unitaires ».

[13] ↑ René GALLISSOT, « Pour l'histoire du communisme », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1971.

[14] ↑ Jean Bouvier, « Une ou des histoires du PCF ? », *in* Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux (dir.), *Le Parti communiste français des années sombres (1938-1941)*, Seuil, Paris, 1986.

[15] ↑ Axelle Brodiez, *Le Secours populaire français, 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Presses de la FNSP, Paris, 2006.

Remerciements

Aux collègues, archivistes et amis qui ont bien voulu m'aider dans mes recherches, m'indiquer des informations complémentaires et, pour certains, lire ce texte : Saïd Abtout, Nicole Babatz, Myriam Barbera-Boyer, Catherine Bensadek, Jacques Bidet, Pierre Boichu, Anissa Bouayed, Élise Boursault, Geneviève Buono, Pascal Carreau, Bernard Deschamps, Nicolas Devers-Dreyfus, Yves et Jacques Dimet, Yvan Donnat, Éloïse Dreure, Michel Dreyfus, Jacques Fath, Frédérick Genevée, François Gèze, Jacques Girault, Sadek Hadjerès, Julien Hage, Mohammed Harbi, Ahmed Koulakssis, Éric Lafon, Corentin Lahu, Alain et Michel Le Thomas, Alban Liechti, Marie-Claude L'Huillier, Roger Martelli, Claude Mazauric, Aurélie Mazet, le regretté Gilbert Meynier, Alain et Yvan Mignot, Jean-Paul Plassard, Guillaume Quashie-Vauclin, Tramor Quemeneur, Mohamed Rebah, Charles Rollandin, André et Jean Salem, Lucien Sanbiaggio, William Sportisse, Jean Vendart…

Mais, évidemment, l'auteur est seul responsable du contenu de cet ouvrage.

Première partie. Un parcours non linéaire : les communistes et l'Algérie, 1920-1954

1. La société française et la question coloniale, 1920-1954

Les forces politiques se déterminent, fondamentalement, tout à la fois en fonction de grands principes, de valeurs, considérés comme constitutifs de leur identité, et de tactiques élaborées au jour le jour, en réaction aux attitudes des autres forces politiques. Et chacune de ces forces tente ensuite de travailler l'opinion, d'entraîner le maximum de femmes et d'hommes vers les objectifs qu'elle croit justes. Cette opinion, à chacune des étapes de l'évolution d'une société, est le terreau dans lequel s'enracinent le jeu de tous les acteurs, les tâtonnements de la plupart et, finalement, le succès des uns, l'échec des autres. Jaurès disait que le courage était « d'aller à l'idéal et de comprendre le réel [1] » : comment ne pas partir de ce qu'est, *réellement*, à un moment donné, l'état d'une société si l'on veut lui inculquer des éléments d'« idéal » ?

Puissance du parti colonial, méconnaissance de l'opinion

« Partir du réel » : la politique communiste, en ce domaine comme en bien d'autres, s'est élaborée et s'est exprimée *contre* l'air du temps, *contre* le *senso commune* analysé naguère par Gramsci [2], vu comme la résultante majoritaire et consensuelle de la confrontation des idées à une époque donnée, dans un pays donné. Les idées dominantes sur la question coloniale étant, de façon écrasante, celles de la classe dominante, le « réel », en ce domaine, la plupart du temps, fut le règne des certitudes procoloniales.

Un lobby, strictement minoritaire au début de la IIIe République en 1870, mais hyperactif et multiforme, s'imposa dans les quinze années qui suivirent, se structura en « parti colonial [3] », puis régna en maître jusqu'à un moment avancé des guerres de décolonisation du siècle suivant. Il fallait à ce parti un soutien de la population. Il a, sciemment et méticuleusement, échafaudé une politique concertée, cohérente, de conquête des esprits. D'où une propagande aux multiples facettes : les imprégnations de jeunes cerveaux sur les bancs de l'école publique ; les mille discours à la tribune des assemblées élues, des réunions publiques, des banquets ; les articles de presse (*L'Illustration*, *Le Matin*, *Le Pèlerin*, plus tard *Le Parisien libéré* ou *Paris Match*) ; la littérature, il est vrai souvent de pacotille ; les expositions coloniales (en tout des

dizaines de millions de spectateurs) ; le cinéma, aux « indigènes » fourbes ou ridicules, aux héros blancs tour à tour soldats héroïques et médecins civilisateurs ; la chanson à prétention humoristique ou d'exaltation guerrière ; les cartes postales ; les mille et un supports publicitaires, protège-cahiers, buvards, vignettes… Combien de millions de Français, en ces temps où l'on quittait peu son village ou son quartier, n'ont connu l'*ailleurs* colonial qu'à travers les images-clichés des rues sombres de la Casbah, des magnificences de la baie d'Along, des plages de Tahiti ou des denses forêts d'Afrique ? Combien d'adolescents émus ont pensé sincèrement que les femmes « indigènes » étaient toutes des « Mauresques aux seins nus [4] » ? Combien de « braves gens » de chez nous ont-ils pensé que les « bicots [5] » étaient tous vendeurs de tapis, que les « nègres » avaient tous des yeux en boules de billard, qu'un Fu Manchu sommeillait en chaque « Jaune » ?

Au total, on peut dire que ce parti colonial avait réussi, à l'apogée de l'Empire au cours des années 1930, dans son entreprise de conquête des cœurs et des esprits : la masse de la population était devenue tranquillement colonialiste, souvent raciste, que ce soit sous la forme paternaliste ou agressive et méprisante. Sans susciter l'enthousiasme, la présence française hors de l'Hexagone était acceptée. Elle était même, en quelque sorte, intériorisée. Certes, cet attachement était accompagné d'une sorte d'indifférence polie. Ce ne fut qu'en de rares moments et pour de minces couches de la population que l'adhésion à l'Empire fut enthousiaste. Mais les idées reçues, elles, étaient bien ancrées.

Il faut partir d'une donnée incontournable : les Français de cette période ont des niveaux de connaissance de leur pays, du monde et, plus précisément pour ce qui nous intéresse, des questions coloniales extrêmement faibles. La France qui entre en guerre d'Algérie en 1954 connaît un niveau d'instruction moyen : la scolarité, obligatoire jusqu'à quatorze ans (portée à seize ans en 1959) amène un peu plus de la moitié, mais pas plus, des élèves au certificat d'études [6]. L'entrée au collège, puis au lycée, est l'apanage d'une minorité. Moins de 10 % d'une génération est titulaire du baccalauréat au début de la guerre, de l'ordre de 12 % en 1962. Si, par chance, un Français se souvient encore de ce que le maître d'école lui a fait lire dans son *Premier Livre d'histoire*, il sait de l'Algérie qu'elle a été conquise parce que « les indigènes arabes et berbères nous attaquaient », mais que, grâce à notre œuvre, nos protégés vivent en paix, « n'ont plus à craindre les famines ni les épidémies vaincues par la médecine française » et que « des écoles leur ont été ouvertes [7] ».

Pour traduire cet état de (mé)connaissance en chiffres, on dispose d'un outil exceptionnel : fin 1949-début 1950, diverses instances officielles procèdent à une vaste enquête auprès des Français [8]. La date n'est pas sans importance : nous sommes quatre ans après les massacres du Constantinois, trois ans après la généralisation de la guerre d'Indochine, deux ans après la répression de masse à Madagascar – et à la veille des grandes tempêtes qui emporteront le système.

Les sondeurs interrogent d'abord les Français sur leur niveau de connaissance des possessions ultramarines. À la première question, « Pouvez-vous citer le nom de possessions françaises outre-mer ? », deux sondés sur dix, précisément 19 %, ne pouvaient citer aucun nom, une deuxième tranche de 19 % avançait un ou deux noms ; à l'opposé, les « bons élèves », capables d'après les sondeurs de citer cinq pays ou plus, n'étaient que 28 %. Parmi ces pays cités, l'Algérie, « départements français », arrivait cependant en tête, avec 39 % des sondés. Dans cet océan d'ignorance, ce chiffre, 39 %, paraît presque un élément d'optimisme. Un peu moins si on le retourne : six Français sur dix, donc, étaient incapables de citer cette possession si proche. Selon la formule-choc de Michel de la Fournière, ancien dirigeant de l'UNEF durant la guerre : « Pour la plupart, la réalité algérienne se situait quelque part entre Albert Camus, Alain Mimoun et Pépé le Moko [9]. » Ce sondage doit être complété par un autre, légèrement antérieur : en mai 1947, l'IFOP demande aux Français : « Parmi les territoires d'outre-mer suivants, quel est celui où la France a le mieux réussi ? » Cette Algérie si ignorée… arrivait largement en tête : 32 % [10].

Retour au sondage de fin 1949 pour aborder une autre thématique, le bilan de l'œuvre française. On ne citera que deux séries de chiffres. À la question : « La France a-t-elle bien travaillé dans les Territoires d'outre-mer ? », 45 % répondaient positivement. À l'opposé, les Français qui estimaient que leur pays n'avait pas « bien travaillé » outre-mer étaient neuf fois moins nombreux : 5 % des sondés. Autre question : « La France

a-t-elle intérêt à avoir des Territoires outre-mer ? » (pour le présent et pour l'avenir). Huit sur dix (81 %) des sondés répondirent « Oui », seuls 2 % pensant le contraire.

Bénéfique pour les « indigènes », qui ne pouvaient donc qu'être reconnaissants, bon pour la France et les Français, le système colonial était gagnant sur toute la ligne. Rarement sans doute dans l'histoire un « bilan globalement positif » fut-il l'objet d'un tel consensus. Ce sondage est une manifestation éclatante de l'impréparation des Français à la décolonisation [11]. Comment s'étonner, dans ces conditions, du désarroi et de l'incompréhension totale de l'opinion lorsque éclata la guerre d'indépendance algérienne ?

Le monde arabo-musulman : un « danger » et un « problème »

En 1954, la communauté algérienne en France est importante, de l'ordre de 220 000 à 250 000 personnes. Entre 1954 et 1962, le flux s'accélère. Certains observateurs, désolés, font remarquer que des dizaines de milliers d'Algériens qui vont vers le nord croisent, au milieu de la Méditerranée, des centaines de milliers de Français qui se dirigent vers le sud… En 1962, on compte en « métropole » près de 400 000 migrants algériens, dont 150 000 en région parisienne [12].

Or cette communauté est l'objet de ce qu'il faut bien appeler un rejet de la part de la population de métropole. Lequel vient de loin. En fait, le racisme antiarabe et l'islamophobie mêlés remontent au Moyen Âge. « Longtemps, pour l'Occident chrétien, les musulmans furent un danger, avant de devenir un problème », expliquait dans les années 1980 le célèbre orientaliste français Maxime Rodinson, naguère communiste, que nous rencontrerons souvent dans ces pages [13]. Certains éléments constitutifs de la culture historique de toutes les générations de Français ont été intimement liés à des affrontements avec le monde arabo-musulman, car ils étaient au cœur du « roman national » enseigné dans les écoles de la République : Poitiers (en 732) et son preux chevalier franc Charles qui « martela » les envahisseurs ; Roncevaux (778), où pas un Sarrasin pourtant n'apparut ; les croisades du XIe au XIIIe siècles, au nom du « vrai Dieu »… Toutes ces générations ont reçu dans leur jeunesse des échos d'affrontements avec le monde arabo-musulman (Maghreb, mais aussi Levant). D'où cette image solidement ancrée dans l'imaginaire collectif : ces « gens-là » sont à craindre. Bien avant la guerre d'Algérie, l'hostilité à cette « race » ou à cette religion – qui faisait la différence ? – avait imprégné toutes les couches de la société.

En janvier 1951, on pose aux Français la question : quel est, parmi les peuples voisins, celui pour lequel « vous avez personnellement le plus de sympathie ? Et pour lequel avez-vous le moins de sympathie [14] ? ». Suivait un choix portant sur dix peuples. Les « Nord-Africains » seront classés… avant-

derniers, précédés dans ce palmarès de l'impopularité par les seuls Allemands – le temps n'avait pas encore effacé les douleurs de l'Occupation nazie. Seuls 2 % trouvaient les Nord-Africains les plus sympathiques : toutes les générations ont leurs originaux… N'oublions jamais ces chiffres lorsqu'on évoquera les événements de 1954 à 1962 : à la veille de l'affrontement, la majorité des Français était dans le camp des méfiants, des hostiles, voire des racistes, à l'égard de ces « drôles de gens ». Cette étude est confirmée par des indices nombreux et convergents. D'abord le lourd contentieux illustré par le vocabulaire raciste, omniprésent durant toute l'ère coloniale. Ensuite l'accumulation des clichés. À la veille du conflit algérien, l'heureux possesseur du *Nouveau Larousse universel*, édition 1953, pouvait ainsi lire, à la définition du mot « Arabe », cette formule : « Race batailleuse, superstitieuse et pillarde… » La presse dite populaire se faisait le véhicule – voire la source – de cette image.

Fin 1953-début 1954, un sociologue, Jacques Estrines, effectue une étude de terrain dans une petite ville minière du centre de la France, Le Chambon-Feugerolles, dans la Loire [15] . Le résultat est affligeant : « Les manifestations de sentiments racistes s'étendent à l'ensemble de la vie quotidienne » : le Nord-Africain est considéré comme « sale, voleur, toujours à l'affût d'une agression, etc. ». Dans les grandes villes, ce n'était pas mieux. Quel citadin français aurait eu l'idée saugrenue de pénétrer dans un « bistrot arabe », d'où s'échappaient de drôles de musiques et des odeurs de cuisine qui sentaient fort ? Franchir le seuil d'un « meublé arabe » n'était même pas

imaginable. Faire ses courses à la Goutte d'Or (Paris) ou autour de la Porte d'Aix (Marseille) ne venait plus à l'idée de grand monde. Quant à aller dans l'un des bidonvilles qui recouvraient comme une lèpre bien des périphéries de ville, c'était tout simplement impensable, sauf pour quelques bénévoles, chrétiens pour la plupart.

Si les lettres de délation ne reflètent certes pas – et fort heureusement – l'état d'esprit d'une société tout entière, elles ne peuvent non plus être écartées d'un revers de la main. Celles de l'époque reflètent bien des propos que l'on pouvait souvent entendre dans maints bistrots. Les archives de la police en regorgent [16] : « Ces individus, dans la poche desquels on trouve plus souvent un couteau ou un rasoir qu'un certificat de travail [17] », inspiraient la crainte ; on pouvait d'ailleurs « lire, sur leur visage, la plupart du temps cicatrisé, leur triste intention [18] ». Certains fonctionnaires, chargés de transmettre ces courriers au préfet, craignaient le pire, à l'image de ce Henri Fontaine, chargé de mission, se présentant lui-même en 1951 comme un ancien du Gouvernement général d'Alger : « J'ai déjà signalé à plusieurs reprises que les rapports des Nord-Africains avec les Européens allaient se tendant et même s'envenimant chaque jour un peu plus. […] Si la situation continue à évoluer dans ce sens sans qu'on y apporte remède, on peut se demander quelle en sera l'issue [19] . »

Oui, il y avait bel et bien, des années avant l'explosion nationaliste, un sentiment naturel et spontané d'hostilité aux Arabes et aux musulmans, un « syndrome nord-africain. » Ce

fut le titre d'un des premiers écrits de Frantz Fanon, en 1952 [20], qui le définissait ainsi : « Dans le cas particulier du Nord-Africain émigré en France, une théorie de l'inhumanité risque de trouver ses lois et ses corollaires. » Pour conclure : « Cela veut dire que sur tout le territoire de la nation française (métropole et Union française), il y a des pleurs à sécher, des attitudes inhumaines à combattre, des "mon z'ami" à rendre inadmissibles, des hommes à humaniser. »

Tous les exemples ici cités se situent *avant* la guerre d'Algérie. Croit-on qu'en huit ans de guerre atroce, d'exacerbation des tensions raciales, il fut possible de mener à bien ce beau programme, que cent vingt-quatre années de situation coloniale avaient déjà rendu inaccessible ? À partir de 1954, les archives de la Préfecture de police sont plus chargées encore d'enseignements sur l'état d'esprit d'une frange non négligeable de la population : les pétitions, les lettres de dénonciation, parfois les photos prises de balcons, y abondent [21]. En février 1957, un certain R.D. [22], agissant au nom d'une Union des commerçants et artisans de la Seine, annonce au préfet la création d'un « Comité de défense contre la pègre nord-africaine », soutenu par le député Raymond Dronne, utilisant l'argumentaire classique : « Cette masse affamée et désenchantée constitue un champ d'action idéal pour tous les agitateurs et pour les simples gangsters » (lettre, février 1957). Un « citoyen patriote », L.L. [23], écrit au préfet : « Avec toute cette pègres de N. Africains que d'agression, ce qui leurs faut c'est la chambre a gaz le four crématoire » (lettre, 5 décembre 1960 [24]). Avait-il déjà écrit à la même adresse en 1942 ?

Classe ouvrière et idéologie coloniale

Oui, mais, dira-t-on, la classe ouvrière, parée par la vulgate communiste – et, bien au-delà, par toute une frange de la gauche – d'une fonction quasi messianique [25], a au moins été épargnée. Voire. En fait, entre la théorie et la vie quotidienne, entre l'« idéal » et le « réel » (Jaurès), il y avait un fossé. On a déjà cité la vaste enquête d'opinion publiée par l'INSEE en 1951. Regardons-y de plus près pour les réactions des ouvriers. À la question : « La France a-t-elle bien travaillé dans les Territoires d'outre-mer ? », si 45 % des Français répondaient positivement, la proportion montait, chez les ouvriers, à 50 %. Surtout, lorsqu'on demandait : « La France a-t-elle *intérêt* à avoir des Territoires outre-mer ? », les ouvriers répondaient « Oui » à 83 % (rappel : moyenne nationale, 81 %).

Ajoutons-y une once de complexe de supériorité… Marx, déjà, regrettait l'état d'esprit de l'ouvrier anglais, qui se sentait un « membre de la nation dominante » face à l'Irlandais [26]. Remplacez « anglais » par « français », « irlandais » par « algérien »… En 1922, un certain Nguyen Ai Quoc, qui deviendra Ho Chi Minh, décrivait ainsi l'état d'esprit de ses contemporains : « L'indigène est un être inférieur, négligeable, incapable de comprendre et encore moins d'agir. […] Nombreux sont encore les militants qui croient qu'une colonie n'est autre chose qu'un pays plein de sable en bas et de soleil en

haut ; quelques cocotiers verts et quelques hommes de couleur, c'est tout. Et ils s'en désintéressent complètement [27]. » Et si seulement ils n'avaient fait que s'en désintéresser. « Le patronat [...] cultive la haine des ouvriers français contre [...] les indigènes des colonies », dénonce Youssef Benseman dans la jeune *Humanité* [28]. Il aurait pu y ajouter « et y réussit souvent ». Car de l'incompréhension à l'hostilité, il n'y avait parfois qu'un pas. En 1924, des marins de Marseille, pourtant syndiqués à la CGTU, alors en pointe dans les combats internationalistes, se vantent lors d'un congrès d'avoir « vidé des bicots » et « fait goûter les profondeurs de la Joliette à quelques étrangers ». *L'Humanité* dénonce ces propos, et précise qu'ils ont été combattus par le dirigeant national Julien Racamond, puis condamnés par quatre-vingt-quatorze voix contre huit et une abstention [29]. Encore heureux. Un an plus tard, *L'Humanité* a recours à un procédé classique : la publication d'une lettre iconoclaste et une réponse qui se veut pédagogique [30]. La lettre est signée d'un certain Lucien Breillat, militant communiste et... raciste. On trouve toujours du travail pour les *khouïas* [31], affirme-t-il, mais nous, « les pauvres pères de famille, on n'a pas le droit de vivre ». Nous devrions « passer avant les sidis [32] ». Pour conclure : « J'ai beaucoup voyagé et partout la misère par la faute de l'Algérien. » Le rédacteur de *L'Humanité* répond alors par une (un peu laborieuse) leçon d'antiracisme et d'internationalisme. Ces Algériens ne sont aucunement responsables de la situation : « L'état de choses que vous déplorez se trouve de l'autre côté de la barricade. » On peut hélas imaginer lequel, du discours

spontané, désignant des coupables visibles chaque jour, ou du raisonnement de classe, pointant un patronat aux contours flous, était le plus convaincant.

Quelques années plus tard, malgré l'intense mobilisation communiste lors de la guerre du Rif (voir *infra*), malgré un volontarisme maintes fois affirmé, un jeune dirigeant du PC, Maurice Thorez, fait la même constatation. De retour d'Algérie, il rend compte de son voyage en juin 1933. La direction du PC ne lésine pas sur les moyens. Elle organise des réunions à Paris (Grange-aux-Belles, rue de Cambronne) et en banlieue ouvrière (Levallois, Vitry, Saint-Denis). Le lendemain du premier meeting, le quotidien communiste souligne que « les travailleurs algériens [sont] venus en grand nombre », mais observe un étrange silence sur les autres présents [33]. On comprend que les « Français de souche » n'étaient pas là. « Dans le parti, l'internationalisme prolétarien s'affaiblit. Il faut sonner l'alarme ! », s'emporte le même Thorez [34]. Toutes les « alarmes » du monde n'y changèrent rien. Ou, version optimiste : pas grand-chose.

À la veille de la guerre d'Algérie, les dirigeants du PCF ont poursuivi l'effort d'éducation des militants, des sympathisants, plus généralement des ouvriers. Du 24 au 31 mars 1952, Léon Feix (1908-1974), que l'on retrouvera souvent dans ces pages (il fut un des animateurs, puis le principal responsable après l'exclusion d'André Marty (1886-1956), de la Section outre-mer [35] du PCF), remet l'ouvrage, pour la centième fois, sur le métier : sous le titre générique « Contre le poison colonialiste »,

il dénonce les préjugés tenaces, « La “possession française” ; « La “mission civilisatrice” » ; « Les “intérêts français” » ; « Les “peuples arriérés” », concluant : « De larges masses participeront effectivement à la lutte anticolonialiste dans la mesure où nous saurons extirper de l’esprit des Français, en premier lieu des ouvriers, le poison colonialiste » (24 mars)… ce qui n’était donc pas encore une réalité. En interne, Feix était plus direct. Le 14 mai 1952, le gouvernement français décide de placer en résidence surveillée, à Niort, le leader nationaliste du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), Messali Hadj (1898-1974). Le 23, les sections de métropole de ce parti appellent à un mouvement de grève. Feix déplore, devant ses camarades du comité central : « En fait, les travailleurs algériens ont été à peu près tout seuls ce jour-là. Chez Renault, où il y a pourtant plus de 10 % de travailleurs algériens, je crois qu’il ne faudrait pas beaucoup de doigts de la main pour compter les ouvriers français qui se sont associés par débrayage, même symbolique, alors que l’ensemble des Algériens ont fait grève. » Feix conclut : « Nous avons à prendre très au sérieux la question de nos relations avec les centaines [36] de travailleurs algériens en France. […] L’essentiel pour nous, c’est de nous montrer vraiment des frères pour les travailleurs algériens, à la base, dans l’entreprise, dans la localité comme nous le demandait Maurice Thorez au XIIe congrès [37]. » Belle formule, mais qui indique plus une volonté qu’un passage à l’acte. En septembre 1954, l’un des responsables de cette même Section, Georges Thévenin, déplore que les injustices dont sont victimes les « travailleurs nord-

africains » ne soient pas systématiquement combattues par « nos cellules ». Il introduit une différence d'attitude selon la nationalité d'origine de ces travailleurs : « Il arrive parfois que des camarades qui reconnaissent et soutiennent le droit des peuples vietnamien, marocain ou tunisien à l'indépendance, acceptent encore la propagande officielle affirmant que "L'Algérie, c'est la France" et qu'elle "constitue trois départements", et en arrivent à considérer les travailleurs algériens comme des compatriotes dont il faut défendre les "droits français comme nous". [...] Il arrive parfois que des camarades hésitent à examiner l'aide qu'il nous est possible d'apporter à leur propre combat [38]. » La simple répétition des formules (« il arrive parfois... ») était bien le signe d'un malaise profond.

Mêmes efforts dans le monde syndical. « Le racisme est l'arme des ennemis du peuple », martèle André Tollet, militant en pointe sur ces questions [39]. En mai-juin 1951 se tient à Paris le XXVIIIe congrès confédéral de la CGT. Une séance est consacrée aux travailleurs nord-africains en France. Un orateur, présenté comme « Saïd » (en fait, il s'agissait d'Abdelhamid Benzine, responsable national de la commission nord-africaine de la centrale syndicale), s'adresse aux délégués : « Allez, camarades français, invitez vos femmes et vos enfants et avec eux allez visiter une soirée les logis de ceux qui travaillent avec vous dans l'atelier ou le chantier. Vous comprendrez peut-être pourquoi tous nos compatriotes n'arrivent pas toujours à distinguer entre les colonisateurs exploiteurs et la classe ouvrière, exploitée comme eux [40]. » Preuve que ces

visites étaient rarissimes. Le document final déplore la méfiance réciproque : les Nord-Africains « sont souvent plein de réticence à l'égard des Français en général, bien que leur sympathie aille à la CGT ». Mais, par ailleurs, « bien des militants n'ont pas brisé la glace, bien des ouvriers doivent encore être désintoxiqués de l'éducation raciste et colonialiste enseignée à l'école bourgeoise et poursuivie chaque jour par la presse et la radio ». « Désintoxiqués » : le mot était fort. Les Nord-Africains « attendent de nous plus d'actes que de paroles et c'est à nous que revient le devoir de faire les premiers pas [41] ».

La lutte pour faire triompher l'internationalisme prolétarien, chère aux effets de tribune, ressembla en fait à l'incessant effort de Sisyphe. On en aura bien d'autres exemples lors du conflit algérien.

Notes du chapitre

[1] ↑ Discours à la jeunesse, Lycée d'Albi, 1903.

[2] ↑ Je me permets ici de reprendre le raisonnement de Gilbert Meynier, dans sa critique du livre d'Henri Alleg, *Mémoire algérienne* (Stock, Paris, 2005), *in Confluences Méditerranée*, n° 62, mars 2007. Je reviendrai en fin d'ouvrage sur cette notion.

[3] ↑ Charles-Robert AGERON, *France coloniale ou Parti colonial ?*, PUF, Paris, 1978.

[4] ↑ Terme raciste désignant indistinctement tous les Nord-Africains, voire parfois d'autres colonisés.

[5] ↑ Gilles Boetsch, « La Mauresque aux seins nus. L'imaginaire érotique colonial dans la carte postale », *in* Pascal Blanchard *et al.*, *Images et Colonies*, Syros/ACHAC, Paris, 1993.

[6] ↑ Patrick Cabanel, *La République du certificat d'études. Histoire et anthropologie d'un examen*, Belin, Paris, 2002.

[7] ↑ Paul-Joseph Bernard et Frantz Redon, *Notre premier livre d'histoire. Cours élémentaire*, Nathan, Paris, 1950.

[8] ↑ INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques d'outre-mer*, Supplément série Études, n° 22, s. d. (1951).

[9] ↑ Michel de la Fournière, « Les étudiants face à la guerre (1954-1957) », *in* Jean-Pierre Rioux (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, Paris, 1990. L'auteur évoquait le monde des étudiants. On peut évidemment élargir la formule à toute la population.

[10] ↑ « L'œuvre de la France : succès et échecs », *Sondages,* 1er juillet 1947.

[11] ↑ Marc Michel, « Y a-t-il eu impréparation de la France à la décolonisation ? », *in Mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1986.

[12] ↑ Source des informations qui suivent : Commandant Bérenguier, *Quelques notes sur les Algériens musulmans dans le département de la Seine*, document dactylographié, janvier 1961, 74 p. + annexes, à diffusion interne pour les services de police (Archives de la Préfecture de police de Paris – APPP –, Série GD 4, GA Br 50).

[13] ↑ Maxime Rodinson, « Les étapes du regard occidental sur le monde musulman », *in La Fascination de l'islam*, La Découverte, Paris, 1989.

[14] ↑ Enquête menée par Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et Immigrés. L'attitude française*, INED, Cahier n° 19, PUF, Paris, 1953.

[15] ↑ Jacques Estrines, « Les Nord-Africains au Chambon-Feugerolles », *Esprit*, août-septembre 1954.

[16] ↑ Source de ces citations : « État d'esprit des Européens à l'égard des Nord-Africains, 1951-1964 » (APPP, HA 14).

[17] ↑ « Plainte collective (avec noms et signatures) des locataires de l'immeuble du 90, quai de la Loire », 28 mai 1951 (APPP, HA 14, dossier 4560-120-99).

[18] ↑ « Lettre collective des habitants du quartier Clignancourt au préfet Baylot », non signée, 20 avril 1952 (APPP, même dossier).

[19] ↑ « Note à l'intention de M. le Préfet », 6 décembre 1951 (APPP, même dossier).

[20] ↑ Frantz FANON, « Le syndrome nord-africain », *Esprit*, février 1952.

[21] ↑ APPP, même fonds, dossier 4530-8. Tous les documents cités sont issus de ce dossier.

[22] ↑ Nous n'avons pas repris le nom, qui figure pourtant sur le document d'archives.

[23] ↑ Même remarque.

[24] ↑ Nous avons évidemment respecté l'orthographe.

[25] ↑ Voir par exemple l'étude de Maurice THOREZ, « Notion de classe et rôle historique de la classe ouvrière. Exposé présenté à la séance inaugurale de la Semaine de la pensée marxiste », brochure PCF, 13 mars 1963, Paris.

[26] ↑ « Lettre à Siegfried Mayer et August Vogt », 9 avril 1870, *in* Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Textes sur le colonialisme*, Éditions du Progrès, Moscou, 1977.

[27] ↑ « Quelques réflexions sur la question coloniale », *L'Humanité*, 25 mai 1922.

[28] ↑ « La main-d'œuvre coloniale et les comités d'usines », 9 mai 1923.

[29] ↑ CGTU, Comité confédéral national, « Le débat sur la main-d'œuvre étrangère », *L'Humanité*, 21 septembre 1924.

[30] ↑ Les deux documents paraissent le même jour, le 10 janvier 1925. La réponse a pour titre : « Le nationalisme ouvrier ».

[31] ↑ Ce mot, qui signifie « frère », a été continûment utilisé comme insulte raciste tout au long de la colonisation de l'Afrique du Nord.

[32] ↑ Même remarque : en arabe, le mot signifie simplement « monsieur », avec une nuance de respect ; mais il a vite pris une connotation raciste, surtout au pluriel.

[33] ↑ « La conférence de Maurice Thorez », 22 juin 1933.

[34] ↑ *L'Humanité*, 18 juillet 1933.

[35] ↑ Cette appellation fut adoptée en 1948. Mais, pour les contemporains, et même pour les témoins aujourd'hui encore, elle resta la Section coloniale.

[36] ↑ Il est plus que probable que l'orateur a dit « centaines de milliers ».

[37] ↑ Session du comité central du PCF du 18 juin 1952, document dactylographié (Archives du PCF, AD 93, Bobigny [ce qui sera noté par la suite seulement « Archives du PCF »], 261 J 2/24).

[38] ↑ Georges THÉVENIN, « Nos devoirs envers les travailleurs coloniaux immigrés », *Cahiers du communisme*, août-septembre 1954.

[39] ↑ Titre de son article, *Le Peuple*, 1er août 1953.

[40] ↑ Cité par Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, thèse pour le doctorat de troisième cycle d'histoire, université Paris-VII, 1985.

[41] ↑ Numéro spécial de *La Voix du peuple*, XXVIIIe congrès confédéral (XXXIVe congrès national corporatif), Rapports confédéraux, Parc des expositions, Paris, 27 mai au 1er juin 1951.

2. Le PCF et la question coloniale (de 1920 à 1935)

En décembre 1920, le XVIIIe congrès national de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), qui se tient à Tours, marque un tournant historique pour la gauche française : la scission de la majorité des congressistes, ralliés à l'Internationale communiste (ou IIIe Internationale) initiée un an plus tôt par la jeune Union soviétique, et qui créent alors la Section française de l'Internationale communiste (qui prendra le nom de « Parti communiste français » en février 1922) [1] . Avant d'évoquer précisément ce qu'a été l'évolution des positions du PCF vis-à-vis de la « question coloniale » lors des quinze premières années de son existence, il est essentiel de rappeler, fût-ce succinctement, la façon dont les divers courants socialistes l'appréhendaient au cours des décennies précédentes.

Durant les quatre premières décennies de la IIIe République, de 1870 à 1914, on constate une remarquable concordance des temps entre l'essor colonial et la (re)naissance du mouvement ouvrier et socialiste. À la veille du premier conflit mondial, l'Empire français est devenu le deuxième du monde, loin derrière il est vrai le rival britannique. Or, à ce moment, le mouvement ouvrier et socialiste a largement surmonté la saignée de la Commune. Quoique émietté et divisé entre

familles fort diverses, il est alors une force qui compte. Les militants socialistes et syndicalistes ont-ils analysé les mutations accélérées du capitalisme, bientôt englobées sous le concept d'impérialisme ? Ont-ils combattu l'injustice majeure qu'étaient les conquêtes sanglantes et la féroce exploitation dont étaient victimes les colonisés ? On va voir qu'il n'en fut rien.

Avant 1920 : une « attention distraite et intermittente »

Ce qui a alors caractérisé l'attitude du mouvement socialiste et ouvrier français face au phénomène colonial, relèvent les historiens, a d'abord été le « faible intérêt » (Claude Willard [2]) ou même l'« indifférence » (Madeleine Rebérioux [3]). De 1886 à 1914, par exemple, au cours de trente-deux congrès ouvriers (Bourses du travail, CGT, etc.) qui se tiennent alors, abordant plusieurs centaines de thèmes, votant autant de résolutions, la question coloniale ne fut mise à l'ordre du jour en tant que telle qu'en deux occasions. François Bédarida, qui cite ces chiffres, en conclut que le mouvement ouvrier français a réservé une « attention distraite et intermittente » à la question coloniale [4].

Les historiens des idées considèrent généralement que l'ouvrage qui, en tout cas en France, a ouvert la voie à la grande vague colonisatrice fut celui, en 1874, de l'économiste libéral

Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), *De la colonisation chez les peuples modernes* [5]. Il fallut à la famille socialiste européenne un quart de siècle supplémentaire pour produire une première analyse théorique et critique du phénomène [6]. Pour leur part, les penseurs socialistes français ne se précipitèrent pas pour en rendre compte. Le premier ouvrage d'importance fut celui du journaliste militant de la SFIO Paul Louis (1872-1955), paru en 1905 [7]. Et aucun des grands noms du socialisme français d'avant 1914, ni Guesde, ni Lafargue, ni Jaurès, n'a jugé prioritaire de dénoncer le système colonial.

En revanche, la condamnation des violences et des atrocités de la conquête était unanime. Pour une génération encore marquée par le traumatisme de la Commune, l'antimilitarisme était une seconde nature. On peut y ajouter un anticléricalisme tout aussi radical : les missionnaires hypocrites et violents n'étaient-ils pas, toujours et partout, les premiers agents des conquêtes ? Une autre cause de l'opposition socialiste à la violence coloniale était la cascade de heurts entre puissances européennes qu'entraînait la colonisation (crise franco-britannique de Fachoda au Soudan en 1898, crises marocaines…), thème très prégnant chez Jean Jaurès (1859-1914). Mais on a le sentiment que le premier axe de la dénonciation était la crainte des dangers courus par « nos ouvriers et nos paysans habillés en soldats » (Jules Guesde, à propos de la conquête de la Tunisie [8]), voire des douleurs des « femmes, mères » dont les enfants « qui meurent obscurément et inutilement à 2 000 lieues de cette patrie pour la défense de laquelle on vous les a pris » (Jules Guesde toujours, à propos

cette fois du Tonkin [9]). Même la résolution célèbre, connue surtout par sa formule finale (« Plus un homme, plus un sou pour les flibusteries coloniales ») du congrès de Romilly du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français en 1895, véhémente quant à la forme, restait franco-centrée : c'était plus les effets sur le peuple de France que les douleurs des colonisés qui étaient dénoncés. Cette opposition aux « formes capitalistes » de l'expansion s'accompagnait en effet d'une série de considérations sur une possible « colonisation humaine » (ce qui, dans l'esprit des orateurs, signifiait « socialiste »). En 1890, le vétéran Benoît Malon critiquait ainsi durement les conquêtes, mais débouchait sur un plaidoyer en faveur d'une « colonisation scientifique, progressive et civilisatrice » que seul un « État socialiste » pouvait initier [10].

La grande voix de Jaurès, certes, tranchait. Mais pas aussi nettement que sa haute réputation ultérieure l'imposera aux mémoires. Après une adhésion franche aux thèses colonialistes au temps de sa jeunesse, il dénonça lui aussi les brutalités coloniales, tout en partageant certaines illusions de son temps. Mais il se dégagea progressivement chez lui – et, en cela, il fut novateur et atypique au sein du socialisme français – une prise en considération du potentiel révolutionnaire des peuples colonisés. Jaurès entrevit en 1899 la possibilité – plus : la nécessité – de regrouper en Algérie en un seul parti « tous les exploités, les prolétaires de France, d'Italie, d'Espagne et les pauvres colons arabes [11] », ce qui était alors une vision d'une modernité exceptionnelle. Son évolution, dans les dix dernières années de sa vie, l'amènera aux lisières de l'anticolonialisme. Il

eut un courage politique – et physique – extrême en critiquant durement la dernière grande conquête coloniale, celle du Maroc (1907-1912). Cette lucidité fut d'ailleurs pour beaucoup dans la montée de la haine nationaliste qui arma le bras de son assassin en juillet 1914.

Les premiers migrants venus des colonies (des Kabyles d'Algérie) s'installent en France avant la Première Guerre mondiale. En 1914, on compte environ 13 000 « indigènes » d'Algérie en France. Timidement, la presse socialiste commence à s'y intéresser. En avril 1913, *L'Humanité* consacre sa une, peut-être la première de son histoire, à la question : « Les compagnies minières du Pas-de-Calais embauchent des Kabyles. Ils viennent au Pays noir dans l'espoir, vite déçu, de salaires rémunérateurs [12]. » Un autre article, du même journaliste, dénonce leurs mauvaises conditions de vie, leur éviction de la loi sur les accidents de travail, etc. [13]. Mais ils ne sont pas seulement des victimes résignées. Le 1er février 1914, le député-maire socialiste de Lens, le célèbre Émile Basly (1854-1928), prend la tête d'une manifestation des mineurs de Courrières. La presse signale que des Kabyles y participent [14]. En avril de la même année, à Cagnac, dans le bassin minier du Carmausin, une trentaine – c'est-à-dire la totalité – de terrassiers maghrébins se mettent en grève. *L'Humanité* rend compte du mouvement et précise que les grévistes sont acheminés vers Marseille, d'où ils seront refoulés en Algérie [15]. Durant la Grande Guerre, pénurie de main-d'œuvre oblige, près de 90 000 nouveaux travailleurs traversent la Méditerranée [16].

Certains d'entre eux participeront également aux mouvements sociaux, notamment en 1917 [17].

En Algérie : le « socialisme colonial » à l'œuvre

Dans l'Algérie colonisée elle-même, des associations socialistes et syndicales ainsi que des groupes libertaires – il était parfois difficile de les distinguer – ont été créés très tôt au sein du prolétariat des colons européens [18]. Une première unification a lieu en 1880 avec la fondation d'une Union des travailleurs d'Alger, quatre années avant le vote de la loi Waldeck-Rousseau « relative à la création des syndicats professionnels » [19]. Dans le mouvement socialiste, une « région d'Alger ou d'Algérie » est constituée après le congrès ouvrier du Havre (1880), qui voit la création du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français (l'un des partis à l'origine de la SFIO en 1905) [20]. Lors d'un congrès suivant, à Saint-Étienne (1882), elle revendique deux cent quatre-vingt-quinze adhérents [21]. Le mouvement dispose d'un hebdomadaire, *Le Cri social*. Il faut pourtant attendre 1905 pour assister au premier rassemblement ouvrier à l'occasion d'un 1er Mai (à Oran). Ce jour-là, les manifestants défilent en chantant *L'Internationale* ; mais tous les orateurs – et, il semble bien, quasiment tous les manifestants – sont alors européens [22].

Avant 1914, ce sont essentiellement des petits fonctionnaires français qui portent localement le socialisme algérien. Parmi eux se distingue un jeune instituteur, Maxime Guillon, fondateur en 1905 d'une section à Souk Ahras (Constantinois) et futur tenant, explique Gilbert Meynier, « d'une ligne de gauche dont on connaît les avatars coloniaux [23] » (voir chapitre suivant). Après la fondation de la SFIO en métropole, un congrès unificateur a lieu en février 1907, en présence de Marcel Cachin (1869-1958), qui semble avoir été le délégué de Paris le plus souvent envoyé outre-Méditerranée à cette époque. En 1912, il existe trois fédérations (Constantine, la plus importante, Alger et Oran), regroupant trois cent dix adhérents [24]. De premiers succès électoraux sont encourageants : les socialistes Tauveron et Vergnes entrent au conseil municipal d'Oran en 1908. Mais la « question indigène » reste une préoccupation mineure, pour ne pas écrire absente. Le même Cachin en est encore, à la veille de la guerre, à multiplier les vœux pieux : « Que notre Fédération algérienne renseigne d'urgence le groupe parlementaire ! Que celui-ci, aidé par le parti, délègue là-bas, et au plus tôt, un député ou deux pour faire une enquête sérieuse et approfondie ! Quelle honte pour nous, si nous ne prêtons pas l'oreille à la plainte dolente de nos "sujets" terrorisés, violentés, volés, vivant d'une vie abjecte sous la tente en poil de chameau ou le gourbi sordide [25]. »

Quelles solutions pour l'avenir de l'Algérie ? L'indépendance, même à terme, étant alors proprement inimaginable, il fallait attendre des lendemains meilleurs, marqués par une progression des idées socialistes. Si les militants européens

n’étaient évidemment pas insensibles à la misère des colonisés, qui leur donnait une raison supplémentaire de dénoncer le régime, l’idée même d’une intrusion de ceux-ci dans la vie politique échappait à leur univers mental. Comment imaginer que ces êtres frustes, soumis à une religion jugée « fanatique », le plus souvent analphabètes, « vivant d’une vie abjecte sous la tente en poil de chameau ou le gourbi sordide », pouvaient comprendre les mécanismes du capitalisme ? Un certain André Julien – on aura reconnu le futur grand historien Charles-André Julien (1891-1991), qui sera omniprésent dans la première partie de cette étude : il n’était pas natif d’Algérie, mais était arrivé en 1906 sur cette terre, puis devenu professeur au lycée d’Oran [26] – écrira peu après : « Il faut insister sur ce fait que les indigènes ne représentent qu’une infime minorité dans les sections socialistes d’Algérie [27]. » Infime minorité ? Euphémisme : on peut sans doute plus facilement évoquer quelques rarissimes personnalités. Dont Mohand Saïd Lechani (1893-1985), un instituteur kabyle, militant socialiste et liguard aguerri [28]. Dans les huit pages que l’*Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel consacre en 1913 à la Fédération d’Algérie, il n’y a pas un seul nom musulman [29].

Au congrès fondateur de 1920 : un débat avorté

En juillet-août 1920, se tient à Moscou le IIe congrès de l'Internationale communiste, qui retient vingt et une conditions exigées de chaque section nationale pour être reconnue. Y compris la célèbre huitième : « Dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes, […] soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement d'émancipation, […] exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, […] nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, […] entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression. » Ce texte est accessible à tous. Les enjeux du XVIIIe congrès national de la SFIO, qui s'ouvre à Tours le lendemain de Noël 1920, sont de ce fait clairs et connus – ou devraient l'être. *La Nuit finit à Tours*… Ce sera le titre d'un ouvrage de propagande, très en vogue au sein du PCF des années 1950 aux années 1970, bien dans la veine d'une vision manichéenne de l'histoire : des ténèbres à l'aube [30]. Dans le domaine colonial, cela n'a pas été le cas.

Le seul colonisé présent à Tours fut Nguyen Ai Quoc, déjà cité, présenté comme le « délégué de l'Indochine ». Certes, son intervention, le premier jour, prendra *a posteriori* une dimension historique. Mais elle fut minimaliste : Quoc demanda

au jeune parti socialiste de « donner enfin aux questions coloniales l'importance qu'elles méritent » et présenta un programme de simples réformes. Suivit alors un échange acide entre Jean Longuet (1876-1938) et Paul Vaillant-Couturier (1892-1937). Échange *a priori* inégal : le premier, âgé alors de quarante-quatre ans, petit-fils de Karl Marx, était une figure historique et respectée du socialisme français, le second un jeune (vingt-huit ans) inconnu. Longuet, se sentant visé par l'appel de Quoc, cita ses interventions parlementaires comme illustration de son engagement. Il se fit sèchement remettre en place par Vaillant : « Ce à quoi notre camarade [Quoc] fait appel aujourd'hui, ce n'est pas seulement à cette action parlementaire, mais à celle de tout le congrès en faveur des nations opprimées. » Le 29, une nouvelle passe d'armes, plus significative encore, opposa les deux hommes. Vaillant-Couturier, lors de son allocution, avait affirmé que la révolution ne pouvait être seulement « française », mais « mondiale », puis avait fait de nouveau référence au « camarade indochinois ». S'interrompant : « Vous souriez, Longuet ? [...] Vous souriez quand je fais appel au témoignage du camarade indochinois... » Longuet, piqué au vif, rétorqua : « Je souris de l'idée que c'est sans le prolétariat d'Europe que vous feriez la révolution. » Vaillant : « Tous les coups portés à un impérialisme sont des coups portés au capitalisme de tous les pays. » Un délégué : « C'est absurde. » Vaillant : « Ce qui est absurde, c'est de ne pas nous tourner vers l'ensemble du mouvement mondial, dans une époque où tout tend vers l'universel. » Débat intense quant

à son contenu, mais fort bref. Et ce furent là les *seules* références à la question coloniale de ce congrès fondateur.

Et l'Algérie ? Une première constatation est cruelle : ce parti qui s'exprimait au sein de la deuxième puissance coloniale du monde, ce parti dont les militants appelaient sans cesse les « damnés de la terre » à se lever, qui était en train de prendre l'engagement de « soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies », ne délégua aucun « indigène » de sa plus ancienne colonie. De plus, la question algérienne fut totalement absente. Une intervention d'André Julien avait bien été prévue, le 28 décembre au matin. Mais elle fut annulée suite à la lecture par André Le Troquer (1884-1963), favorable à la « vieille maison », d'un télégramme de l'Internationale signé par son secrétaire général Grigori Zinoviev (1883-1936), interdisant tout compromis sur les vingt et une conditions. Le débat, dès lors, ne porta plus que sur ce télégramme.

Sur la question coloniale, l'intériorisation des thèses de l'Internationale par le jeune PCF ne fut donc pas un phénomène de génération spontanée, mais un long et chaotique processus, du congrès de Tours aux débuts de la lutte contre la guerre du Rif… puis au-delà [31].

Les premiers engagements anticolonialistes du PCF

En juin 1921, André Julien, décidément très actif, présent à Moscou lors du IIIe congrès du Komintern, s'en plaint lors d'un entretien avec Gueorgui « Fédor » Tchitcherine (1872-1936, commissaire aux affaires étrangères de la jeune Russie soviétique) : « J'insiste sur l'intérêt platonique que portent aux colonies les communistes de France, l'hostilité à peine déguisée des communistes d'Algérie-Tunisie à l'égard des indigènes, l'ignorance totale de ceux-ci [32]. » De fait, la mise en place du dispositif anticolonialiste du jeune parti est alors en France l'affaire des seuls spécialistes métropolitains ou des colonisés. « Il serait injuste, écrit ainsi l'éditorialiste de *L'Humanité* Maurice Heine, de méconnaître l'utilité d'une Commission d'études coloniales comme celle qui s'est créée depuis Tours, et le précieux appoint des initiatives et des dévouements individuels. » Mais, poursuivait-il – et en cela il montrait qu'il avait compris le nouvel esprit –, « nous voudrions davantage [...] : cette tâche essentielle incombe au parti tout entier [33] ». Il y avait encore du chemin à parcourir.

Quelques Européens, de par leur histoire, leurs aspirations personnelles, leur sensibilité internationaliste, s'investissent. Comment ne pas citer d'abord celui déjà évoqué qui apparaît comme un « vieux » (quarante-huit ans !) militant, naguère le grand spécialiste des questions coloniales de la SFIO, rallié un

court temps à la révolution d'Octobre, Paul Louis. De la même génération, lui aussi venu de la SFIO, Ulysse Leriche. Puis, plus jeunes, Paul Vaillant-Couturier, qui est alors loin d'avoir le prestige acquis plus tard, Robert Louzon (1882-1976), un des plus combatifs, mais qui vit alors en Tunisie (lié à Monatte et Rosmer, il quittera le PC en décembre 1924, après l'exclusion de ceux-ci)… l'avocat André Berthon, qui bataille ferme à la Chambre… Camille Larribère (natif des Hautes-Pyrénées, mais sa famille s'installa en Algérie alors qu'il n'avait que cinq ans), délégué par la Fédération d'Oran au III[e] congrès en mai 1922, resté en métropole jusqu'en 1932 [34]… Henri Lozeray (1898-1952) – c'est la première apparition dans cet ouvrage de cet homme de l'ombre, qui sera permanent durant des décennies de la Section coloniale –, responsable de la lutte anticoloniale pour les Jeunesses communistes [35] … Jacques Doriot (1898-1945) ne prendra en main la lutte anticoloniale qu'au printemps 1923, par le biais lui aussi des Jeunesses communistes, après son retour de Moscou avec entre-temps un séjour d'agitation dans la Ruhr.

S'y joignent immédiatement les colonisés vivant en métropole, directement concernés. Le noyau central est une sorte de « contre-Empire français » : le Malgache Samuel Stéfany (parfois orthographié Stéphany), l'Algérien Abdelkader Hadj Ali [36] et l'omniprésent Vietnamien Nguyen Ai Quoc. Grâce aux archives de la police, qui y avait évidemment son (plus probablement ses) informateur(s), nous possédons la liste de ces pionniers [37] : outre les noms déjà cités, des Vietnamiens, des Malgaches, des Africains, des Antillais, un Réunionnais, des

Maghrébins, etc. Certains d'entre eux ont un temps une solide réputation d'agitateurs. L'Algérien Ahmed Bourhala préside ainsi une des séances du congrès national des Jeunesses et donne une conférence en 1922 [38], avant d'animer des meetings en 1924 et 1926 [39]. Plus spectaculaire encore est le parcours de Mahmoud Ben Lakhal (né en 1894) [40]. Chargé particulièrement de la propagande auprès des soldats maghrébins membres de l'armée d'occupation de la Ruhr, il est arrêté, incarcéré et condamné à cinq ans de prison. *Le Paria, tribune du prolétariat colonial*, organe de l'Union intercoloniale, dont on reparlera, cite ce « communiste dont l'exemple est une leçon pour cette "élite" algérienne si veule et si lâche [41] ». Le PC mène une grande campagne pour sa libération. Amnistié, il poursuit son activité. Dès septembre 1924, alors que la France n'est pas encore officiellement en guerre dans le Rif, il participe à la Grange-aux-Belles à un meeting de soutien à Abd el-Krim (1882-1963, alors président de la république du Rif dirigeant la résistance contre la France et l'Espagne au Maroc lors de cette guerre) [42]. Au terme du conflit, lorsque le sultan du Maroc, Moulay Youssef, vient à Paris participer à des cérémonies pour célébrer avec ses maîtres la chute de la république du Rif, Ben Lakhal prend la parole dans la même salle [43]. Il devient alors un « révolutionnaire professionnel », que l'Internationale envoie en Syrie puis en Tunisie [44], avant de revenir dans son pays natal… où il est de nouveau arrêté pour agitation [45].

Ce jeune parti commence un travail d'organisation. Un organe spécifique interne est mis en place dès juin 1921 : un Comité d'études coloniales (CEC), remplacé en 1924 par une

Commission centrale coloniale (CCC, XII[e] congrès, Lyon, 20 au 24 janvier), composée de Camille Larribère, Joubert, Abdel Haziz, Robert Louzon, Abdelkader Hadj Ali, Max Clainville-Bloncourt, Henri Lozeray, Desprès, Bloncourt, Nguyen The Truyen et Ahmed Bourhala [46]. Simultanément, des communistes sont à l'initiative, dès juillet 1921, donc un mois après le CEC, de la fondation d'une Union intercoloniale, association des originaires de toutes les colonies, non formellement communiste, mais nul ne s'y trompait. À la fin de l'année 1921, elle compte environ deux cents adhérents, puis quatre cents en 1922 [47]. Elle se dote en avril 1922 d'un organe de presse, *Le Paria*. Le titre en français était flanqué de sa traduction en caractères arabes et en idéogrammes chinois. Il y eut trente-six numéros entre 1922 et 1926.

Ce noyau réussit à imposer progressivement une timide coloration anticolonialiste au jeune parti. Le 11 mai 1922, son quotidien annonce aux lecteurs que, désormais, il y aura une rubrique hebdomadaire, intitulée « *L'Humanité* aux colonies ». Pour la seule année 1922, soixante et un articles seront publiés sur la question coloniale. Ce n'était pas toujours de la grande politique, mais on constate un effort pour faire toucher de près les réalités coloniales aux lecteurs et aux adhérents. Le 25 mai, un certain « Audax » (pseudonyme d'un Européen d'Algérie, correspondant du journal) décrit un crime colonial à l'état pur : un Algérien, coupable d'avoir voulu se désaltérer à l'intérieur de la propriété d'un colon, est abattu « comme un lapin » par ce dernier. Le procès aboutit à un acquittement. « Pour une grappe de raisin, pour une gorgée d'eau, on tue impunément les

Arabes. La vie de ces derniers ne compte pas [48]. » Une fois de plus, Nguyen Ai Quoc y est en pointe, écrivant – mais pas forcément signant – vingt-cinq articles avant son départ de France (juin 1923) ; il rédigea également de nombreuses contributions dans *Le Paria*, dans *La Vie ouvrière* et, plus surprenant, dans *Le Libertaire* [49] . Au premier congrès national du nouveau parti, cette fois à Marseille, il intervient de nouveau. En un an, le ton s'est affermi, le discours s'est radicalisé. La presse conservatrice ne s'y trompe pas : « Un Annamite, M. Nguyen Ai Quac [50], dans une déclaration, [...] attira l'attention sur le recrutement des troupes de couleur et indiqua le parti que pourrait tirer l'Internationale d'une propagande parmi les populations des colonies en vue d'un mouvement anticapitaliste [51]. » On a pourtant l'impression qu'il s'agit là d'une litanie, répétée sans conviction. Au congrès suivant, le IIIe (Lyon, 20 au 24 janvier 1924, déjà cité), les belles résolutions ne manquent pas : « Le parti communiste [...] doit dans la presse, au Parlement et dans les réunions publiques, lancer l'idée de l'indépendance des colonies. Il doit soutenir toute tentative des colonies pour se libérer de la métropole. L'indépendance des colonies doit devenir un mot d'ordre de combat du parti [52]. » Paroles... Le 5 mars suivant, Camille Larribère, décidément lui aussi très actif sur ce front, écrit à la direction du parti et à celle de *L'Humanité*. On sent la colère rentrée : « Nous tenons à protester de la façon dont systématiquement *L'Humanité* et le parti mettent de côté tout ce qui touche la question coloniale. » Courrier achevé par une

menace : « Nous vous avisons que nous faisons part à l'exécutif de notre protestation [53]. »

Et l'exécutif réagit. En juin 1924, trois années et demie après le congrès de Tours, l'Internationale, lasse des critiques inefficaces à l'encontre du jeune parti, entreprend une offensive. L'assaut est donné, une fois de plus, par Nguyen Ai Quoc (qui s'était installé à Moscou fin 1923) : « J'ai le très grand regret de dire que notre parti a fait très peu de choses pour les colonies. Il est du devoir de notre presse communiste de familiariser nos militants avec les problèmes coloniaux, de réveiller les masses laborieuses des colonies et de les gagner à la cause du communisme. Qu'avons-nous fait sous ce rapport ? Absolument rien [54]. » Attaque manifestement inspirée par une des personnalités les plus fortes de l'IC, Dmitri Manouïlski (1883-1959), qui se charge de doubler la mise. Il pose une question – tout en connaissant parfaitement la réponse : « Je me permets encore de demander aux camarades français dans quels documents ils ont déclaré le droit de séparation des colonies. [...] Je vais vous citer un fait qui est insignifiant en apparence et qui est très caractéristique pour la mentalité de nos partis. Pendant le congrès de Lyon, l'IC avait adressé un "Appel aux ouvriers français et aux peuples coloniaux". La rédaction de *L'Humanité*, en le publiant, a intentionnellement supprimé les mots "aux peuples coloniaux" [55]. Peut-on avec une telle mentalité faire une propagande énergique parmi les indigènes ? Je souhaite au PCF de retourner, tout au moins sur cette question, aux traditions jauressistes [56]. » Ce qui n'était alors nullement un compliment à Moscou.

La réaction des communistes français à ces injonctions de l'Internationale vient enfin. Le 7 juillet, c'est Marcel Cachin qui expose dans *L'Humanité* le nouveau cours de la politique du PCF : une dénonciation sans nuances de l'« impérialisme colonial » (sous-titre de l'article) [57]. Elle se traduit notamment par le rapprochement, inattendu pour qui s'en tient aux vieux schémas, avec l'émir Khaled (1875-1930), considéré par certains comme le « premier nationaliste algérien [58] ». Khaled devient même un temps membre de l'Union intercoloniale. Le 3 juillet 1924, le quotidien communiste publie une lettre de l'émir au président du Conseil, Édouard Herriot, demandant des droits pour les « indigènes d'Algérie. » Le journal commente : « Libérés du joug que fait peser sur eux l'impérialisme français, les travailleurs indigènes sauront ensuite s'organiser pour faire face à leur propre capitalisme et mener le combat sur le terrain final de la lutte des classes [59]. » Khaled donne deux conférences. Le 12 juillet, *L'Humanité* annonce la première, Salle des ingénieurs civils. Elle en rend ensuite compte : « Une salle comble et enthousiaste [a écouté] le plus formidable réquisitoire qu'on ait jamais présenté contre le colonialisme [60]. » Nouvelle réunion avec l'émir le 19 juillet [61]. La voie vers une protestation plus radicale, vers une action concrète, est alors tracée, trois ans et demi après Tours.

La lutte contre la guerre du Rif

La dénonciation de la guerre du Rif, à laquelle sera toujours associée à partir de l'été 1925 celle de la répression militaire française des opposants syriens au mandat de la France au Levant, ouvre une décennie d'intense activité anticolonialiste. Avant même l'intervention française au Maroc, le fameux télégramme du 10 septembre 1924 de Pierre Semard (1887-1942), secrétaire général du PCF, et de Jacques Doriot, des Jeunesses communistes, à Abd el-Krim donne le ton, saluant la « brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols », exaltant Abd el-Krim, l'appelant à continuer « en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain ». Les communistes ne masquent pas leur soutien : le texte figure en une de *L'Humanité*, sous ce titre en gros caractères : « La sévère leçon d'un peuple opprimé. Le Parti communiste français félicite Abd el-Krim pour ses succès [62] ». La contestation est portée devant la population, sans perdre de temps. Le soir même de l'appel, un meeting de l'Union intercoloniale a lieu Salle de l'utilité sociale, élargissant la protestation à toutes les colonies (discours d'Abdelkader Hadj Ali, Ahmed Bourhala, Camille Saint-Jacques, Nguyen The Truyen, Samuel Stéfany et Jacques Doriot) [63]. Des tracts en français, mais aussi en arabe, sont distribués à la même période aux travailleurs et soldats maghrébins. *L'Humanité* se fait souvent l'écho d'arrestations.

En avril 1925, Abd el-Krim empiète sur le territoire du Maroc français du haut Ouergha (rivière au nord de Fès, près de la frontière entre Maroc français et Maroc espagnol). Occasion rêvée pour la France coloniale de tenter de le mater. Contrairement à une légende intéressée, le maréchal Hubert Lyautey (1854-1934), résident général de France au Maroc, ne reste pas inactif et engage le combat, artillerie lourde et aviation comprises. En « métropole », les opposants à la guerre ripostent par la création d'un Comité d'action contre la guerre du Maroc, dirigé par le jeune Maurice Thorez, qui fait là une première apparition. Ce comité, qui se veut de large recrutement mais qui réunit surtout des communistes, des unitaires et des libertaires, tient des réunions de protestation dans les grandes villes de France. En juillet, il convoque une réunion nationale pompeusement appelée « congrès ». Le jeune Messali Hadj, encore inconnu, arrivé en France en 1923 (il avait cependant déjà effectué un séjour à Bordeaux, comme militaire, de 1918 à 1920), était parmi les auditeurs enthousiastes. À l'automne, il franchit le pas et adhère au PCF [64]. Nouvelle réunion, spécifiquement communiste cette fois, le 27 septembre, dans la salle de la Grange-aux-Belles [65]. La pression monte. *L'Humanité* du 6 juin 1925 lance un appel aux militants du « Comité d'action des travailleurs de la région parisienne » : « Attention ! Le Comité organise chaque jour des réunions à la porte des usines. Tenez-vous prêts. Soyez toujours en éveil. À la sortie de votre travail ou la prise de votre service, facilitez la tâche de nos camarades en vous groupant rapidement autour d'eux. »

Quant au contenu… Le PCF et la CGTU de l'époque adoptent un ton radical, tout autant axé sur la dénonciation de la guerre que sur celle du colonialisme, ce qui sera une constante de la période. Le 31 juillet, un magnifique dessin de Jules Grandjouan occupe toute la une de *La Vie ouvrière* : « Vous avez tué les pères, vous n'aurez pas les fils, non ! » Les militants de 1925 ont évidemment toujours en tête les images de l'effroyable boucherie de la Première Guerre mondiale. Le titre du journal, au-dessus du dessin de Grandjouan, est significatif : « Pas les fautes de 1914 ! Contre la guerre du Maroc ! Préparons la grève générale ! » Toute cette dénonciation s'accompagne d'appels à la fraternisation [66]. *L'Humanité* n'hésite pas à publier des documents horribles, telle cette photo en une de soldats français souriants, exhibant des têtes de rebelles coupées [67]. Cette opposition à la guerre est également un premier moment de coopération entre le jeune PCF et une partie de l'intelligentsia radicalisée, au premier rang de laquelle les surréalistes. Le 2 juillet 1925, *L'Humanité* publie un premier appel, à l'initiative d'Henri Barbusse (1873-1935), signé d'une centaine de noms, dont Louis Aragon, André Breton, René Crevel, Georges Duhamel, Robert Desnos, Paul Éluard, Michel Leiris, Benjamin Péret, Paul Signac, Philippe Soupault, Maurice Vlaminck, Léon Werth… L'appel n'est pas seulement pacifiste, il affirme avec force un principe anticolonialiste sans ambigüité : « Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes. » Toutes les autres forces politiques condamnent ces prises de position avec indignation (droite, gouvernement)

ou en prenant de prudentes distances (socialistes, cégétistes). Des deux côtés, la violence, verbale et physique, est extrême. Lorsque Émile Morinaud, député de Constantine, dénonce à la Chambre la « trahison » communiste le 23 juin 1925, Doriot l'interrompt de façon étonnante : « S'il y avait la révolution, les soldats seraient avec nous contre vous » ; puis, désignant la droite, il utilise une formule dont il avait le secret : « Les fusils partiront contre ceux-là. »

Le « comité » organise en octobre 1925 une « grève générale » contre la guerre du Rif, qui entraîne une partie de la classe ouvrière : « Plus d'un million », clame l'éditorialiste de *La Vie ouvrière* Gaston Monmousseau au lendemain du mouvement [68]. Chiffre révisé à la baisse par les études ultérieures : entre 200 000 et 400 000 grévistes [69]. Mouvement non négligeable donc, mais nullement majoritaire. Pour en mesurer l'importance, il faut tenter de recréer l'atmosphère du moment. La presse dominante et les discours politiques bruissent des dénonciations les plus folles de la « grève insurrectionnelle ». Du coup, SFIO et CGT se joignent au chœur des indignés, tandis que patronat et gouvernement sont bien décidés à répondre à ce « premier grand défi des communistes ». Partout, il y a des échauffourées. Le 12 octobre 1925 à Suresnes, un ouvrier, André Sabatier, est tué par balles par la police. Celle-ci procède au même moment à plusieurs centaines d'arrestations, beaucoup pour « faits de grève » (cent soixante-sept pour le seul 12 octobre). Des licenciements secs suivent le plus souvent. Des manifestants sont arrêtés pour des heurts avec la police, d'autres pour des motifs pouvant aller jusqu'à fredonner des

chansons écrites par un jeune communiste : « Sous le soleil marocain/On crève de faim, de soif et de misère […]/Les prolétaires là-bas n'y ont que faire/Fraternisant, ils laisseront enfin/Le Maroc aux Marocains [70]. »

Un jeune militant, Le Rest, dix-sept ans, qui avait « collé des papillons contre la guerre », est condamné à un mois de prison et, surtout, à rester en maison de correction jusqu'à sa majorité à vingt et un ans [71]. En novembre 1925, trois cent cinquante et un militants (la plupart communistes, mais il y a aussi des anarchistes) sont arrêtés, dont cent cinquante-sept sont condamnés [72]. Maurice Thorez écope de quatorze mois. Plusieurs maires communistes sont révoqués, certains emprisonnés, comme celui de Saint-Pierre-des-Corps, Robespierre Hénault. Dans ces conditions, il fallait un caractère trempé et une conviction à toute épreuve pour participer à de tels mouvements. Au-delà de ce combat immédiat, le PCF est alors la seule force organisée nationale qui axe sa propagande sur l'exigence de l'indépendance des pays colonisés. « La paix dans l'Afrique du Nord, la seule qui soit durable, écrit alors le secrétaire général Pierre Semard, ne s'obtiendra que par l'octroi de l'indépendance complète aux peuples coloniaux opprimés. Si l'impérialisme français et les autres n'accordent pas cette indépendance de bon gré, les peuples coloniaux la conquerront par la force [73]. »

Le PCF est également bien seul à combattre les grandes initiatives officielles d'exaltation du colonialisme. On le voit lors des cérémonies dites du centenaire de l'Algérie, « odieuse

opération impérialiste », comme l'écrit Florimond Bonte, qui ajoute : « Aux insolentes provocations que constituent les fêtes du centenaire, les travailleurs de France répondront par des manifestations révolutionnaires en faveur de l'indépendance complète de l'Algérie et de son évacuation totale par l'impérialisme [74]. » Plus tard, à l'occasion du « congrès eucharistique » qui se tient à Carthage (1930), puis de l'Exposition coloniale internationale de Paris-Vincennes (1931), les communistes sont à la pointe de la dénonciation. Cette hostilité s'exprime surtout à travers l'organisation, en commun avec les surréalistes, compagnons de route d'alors, d'une contre-Exposition coloniale (elle se tint dans un terrain appartenant à la CGTU, place du Combat, devenue place du Colonel-Fabien, là où se dresse actuellement le siège du PCF), qui se révélera un échec populaire, mais qui eut une forte valeur symbolique [75].

Quelle attitude devant l'islam ?

Par une sorte de parallélisme avec l'attitude de l'État colonial face à l'islam, le mouvement communiste a dû faire un choix : le combat frontal ou l'acceptation, fondée alternativement (ou simultanément) sur une analyse réaliste et sur le respect. Ce choix était plus que stratégique : vital. Car, en terre d'islam plus que partout ailleurs, la religion a été le ciment qui a unifié les

populations contre la présence étrangère, devenant ainsi le socle de la prise de conscience nationale.

Le PCF était l'héritier de vieilles traditions françaises anticléricales, voire antireligieuses – libertaires et blanquistes (la paternité de la formule « Ni Dieu ni maître » revient à l'« Enfermé ») –, d'une lecture dogmatique du marxisme (« La religion est l'opium du peuple »), avec de surcroît l'appartenance passée à la franc-maçonnerie de nombreux socialistes devenus communistes. Face à ce bloc d'intransigeance, seule la réflexion jaurésienne tranchait.

Le jeune parti communiste fut confronté à cette question, plus brûlante encore du fait qu'aux pays musulmans d'Afrique du Nord venait de s'ajouter une région importante, peuplée et difficilement soumise, avec les mandats français sur la Syrie et le Liban à partir de 1920. Comme ce fut souvent le cas, dans les premières années, dès qu'il s'agissait des colonies, ce fut Charles-André Julien qui attira l'attention de ses camarades sur la question. Il proposa un plan de travail concret, établi, en bon intellectuel qu'il était, à partir de la constitution d'une « documentation sûre, puisée dans les revues ou les ouvrages coloniaux et dans les études pratiques venues de Russie. […] Le parti, ajoutait-il, pourrait être en mesure d'ouvrir des enquêtes précises et fécondes, […] et aboutirait ainsi à une organisation forte et originale, telle qu'il n'en existe nulle part ailleurs, sauf en Russie. Ses journaux, ses propagandistes et ses parlementaires pourraient mener une action vigoureuse et efficace. Les indigènes de toutes nos colonies qui se sentiraient

intelligemment et puissamment défendus rallieraient, de plus en plus nombreux, le parti. Il y aurait là pour le communisme une tâche immense et très difficile à accomplir mais dont les résultats internationaux seraient considérables [76] ». Ce beau programme de travail ne fut jamais appliqué.

De fait, dans les premières années, un certain embarras régna. En 1924, la Commission d'études coloniales fit un rapport destiné à préparer le IIIe congrès (Lyon, 20 au 24 janvier 1924, déjà cité). Le paragraphe consacré aux « questions religieuses » abordait presque uniquement l'islam. La commission choisit… de ne pas choisir. Sans courage excessif, le projet proposait en effet, « étant donnée la susceptibilité des prolétaires indigènes » sur cette question, de la tenir à l'écart « de toutes les discussions intérieures de groupes [77] ». C'était là la seule consigne donnée. Voilà qui ne pouvait guère faire avancer la réflexion.

Longtemps, les partisans de la dénonciation de l'islam furent majoritaires. Le congrès interfédéral des communistes d'Algérie (septembre 1922), sur lequel on reviendra (voir chapitre suivant), avait des idées bien arrêtées : la masse, maintenue dans l'ignorance par les « caïds », baignant dans « le fatalisme et le fanatisme religieux, très développés dans le prolétariat musulman », était imperméable à la propagande révolutionnaire [78]. Opinion relayée en métropole par une militante d'exception, Magdeleine Marx [79], donnant en janvier 1922 à *L'Humanité* un article remarquablement bien informé [80], mais contestant à la foi ardente des musulmans une quelconque compatibilité avec le combat révolutionnaire :

« Dans son esprit et dans sa lettre, la religion musulmane consacre le régime civil et familial existant. En fait, elle est le soutien direct de l'inégalité sociale. Elle joue à peu près le même rôle que le catholicisme au Moyen Âge. » Magdeleine Marx dénonçait ensuite le principe de charité comme « palliatif unique » aux inégalités, le sort fait aux femmes, l'attachement à la « guerre sainte », etc. La conclusion revenait pourtant à une proposition réaliste : comme l'islam était trop profondément ancré dans la population, on ne pouvait le combattre, « car c'est avec cela qu'un mouvement révolutionnaire devra compter ».

Symbole des symboles, la condition de la femme était la preuve éclatante que cette religion était obscurantiste. « L'idée d'égalité pour la femme, poursuivait la résolution de septembre 1922 déjà citée, et son affranchissement, qui sont une des bases essentielles du communisme, ne sont même pas admises en principe par les indigènes instruits et encore moins par la classe prolétarienne, pour qui la femme est une esclave souvent de moindre valeur qu'un animal domestique. La femme arabe elle-même se refuse à comprendre l'humiliation de son état. » Dans ses Mémoires, Sadek Hadjerès raconte cette anecdote. En 1943 (il est alors jeune militant du PPA), il engage le débat avec un militant, Gachelin « un des Européens communistes les plus sympathiques et les plus actifs du village ». Pourquoi, lui demande-t-il, parais-tu « si tiède envers la revendication d'indépendance ? ». Gachelin rétorque : « Êtes-vous sûrs que l'indépendance est une bonne chose pour vous ? Vous auriez plus de liberté avec une France socialiste. Dans tous les cas, vous, les musulmans, vous n'y arriverez jamais. – Mais

pourquoi donc ? – Parce que vos femmes sont voilées[81] ! » Derrière cet échange se cachait un véritable choc des cultures : même ce « communiste actif et sympathique » ne pouvait imaginer une sortie de la situation coloniale à l'initiative des musulmans, soit de neuf Algériens sur dix… Combien étaient-ils, les militants européens d'Algérie dans ce cas ?

Pourtant, comme en bien d'autres domaines, la voix de Paul Vaillant-Couturier trancha. Il voyage en Algérie au printemps 1922, y tient des réunions (parmi ses auditeurs enthousiastes, à Oran, le jeune Ahmed Messali, pas encore Hadj[82]), participe à des manifestations et écrit, sur place ou au retour, une série d'articles très complète. Dans l'un d'eux, il avance deux idées totalement neuves pour son époque. D'abord, il prend soin de dissocier la « superstition », condamnable et condamnée, et « la religion ou la morale coraniques », qu'il fallait étudier sans idées préconçues. En second lieu, il constate la « solidarité » qui unit « tous les sectateurs de Mahomet, à quelque classe qu'ils appartiennent[83] ». Sous-entendu : si le parti nouveau veut parvenir à ses fins, il doit partir de cette donnée incontournable. Il est probable qu'il avait lu l'article de Magdeleine Marx et le texte de la Commission coloniale cités *supra* : sans en avoir l'air, il s'en démarque finement. Mais Vaillant ne s'arrêtait pas à ce premier contre-pied. Dans un autre article, il évoque, lui aussi, le sort misérable des femmes d'Algérie[84]. Mais, contrairement à la vulgate de l'époque, y compris au sein du PC, il n'en rend pas responsable l'islam : « Est-il vrai que cette religion exige cet esclavage de la femme ? Non ! […] Aucun texte n'interdit aux femmes de sortir de leurs

maisons, d'avoir le visage découvert, ni d'administrer leurs biens. […] D'ailleurs, jusqu'au deuxième siècle de l'Hégire, les femmes musulmanes eurent le visage découvert, comme elles l'ont encore dans les campagnes de Kabylie ou de l'Aurès. » De même pour la claustration des femmes, pour leur droit à l'instruction. Et de citer avec un certain enthousiasme divers versets du Coran.

Vaillant est rejoint par un autre communiste alors en vue, Robert Louzon, qui avait l'avantage d'avoir vécu dix années en Tunisie, et donc de connaître de l'intérieur une société musulmane. Louzon présentait à ses concitoyens un islam originel, qui était tout sauf réactionnaire. Ce sont les dignitaires qui, au fil des siècles, ont fait, « d'une large religion humaine, un fanatisme de secte, ils ont transformé le plus simple et le plus purement spirituel des dogmes en une observance de pratiques multiples et de superstitions absurdes [85] ». Reprenant une thèse chère jadis à Jaurès, il distingue un islam des ténèbres et un islam ouvert, défendu par « des hommes courageux et d'esprit éclairé, […] en Tunisie notamment ».

Il appartenait à un musulman, pilier de la Commission coloniale, Abdelkader Hadj Ali – il signa d'un pseudonyme sans équivoque : « El Djazairi », l'Algérien –, de donner son opinion. Il le fit lui aussi, dans *L'Humanité* : « Les coloniaux [86] mahométans ne s'opposent pas à une nouvelle organisation sociale et leur sympathie ira vers le communisme dès qu'ils verront en lui le sauveur qui les délivrera de l'exploitation impérialiste [87] . » Mieux que bien des docteurs *ès* marxisme de

l'époque, qui répétaient à l'infini que « la religion est l'opium du peuple », Hadj Ali avait assimilé le message de Marx et avait probablement en tête deux phrases du même texte : « La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la *protestation* contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée [88]… » Hadj Ali débouchait, lui aussi, sur une conclusion pratique : « L'islam est le seul lien moral qui rattache le musulman opprimé de Fès à celui de Manille. L'impérialisme européen par son oppression a créé une atmosphère panislamique. Il serait dangereux de combattre une idéologie, même religieuse, quand cette idéologie devient révolutionnaire. »

Maurice Thorez et André Ferrat, dans les années 1930, pesèrent fortement en faveur de cette seconde attitude [89]. Le premier, lors de son voyage en Algérie au printemps 1933, mena bataille contre les militants locaux, proposant une politique d'ouverture aux musulmans : « Une fois de plus, le mouvement de lutte contre l'impérialisme revêt des formes extérieures religieuses. Le problème est maintenant, pour nous, communistes, de ne pas seulement regarder la coquille, l'enveloppe religieuse, mais de comprendre surtout que même dans cette protestation religieuse il y a le bâillonnement de tout un peuple [90]. » André Ferrat partageait cette analyse : évoquant l'Association des oulémas, il estimait souhaitable de « participer à chaque manifestation nationaliste de façon indépendante », tout en préservant l'identité du PC [91].

La conclusion implicite de ce raisonnement était : on peut fort bien *arabiser* le parti sans pour cela demander aux colonisés de renoncer à leur foi. La réponse contraire, il est vrai, aurait débouché sur l'impossibilité absolue de les recruter. Certes, cette dimension fut longtemps plus théorique que pratique. Mais, lorsque les musulmans furent plusieurs milliers au sein du parti, les Européens durent s'habituer à voir leurs camarades se lever et aller prier au beau milieu de réunions, rater un meeting important pour cause de pèlerinage à La Mecque, refuser de participer aux vins d'honneur, ne pas se rendre à un banquet en période de ramadan, etc.

Pour justifier la compatibilité entre islam et communisme, les militants avaient un rapprochement tout trouvé : durant toute cette période, l'Orient soviétique est, cela ne surprendra personne, la référence absolue. Un certain Louis Aragon (1897-1982), un temps journaliste à *L'Humanité*, exalte au détour d'une critique de livre (dans ce cas, sur l'Afrique noire [92]) « ces régions qui étaient naguère des colonies tsaristes », où les peuples qui « n'avaient jamais eu d'alphabet » sont à présent « maîtres d'eux-mêmes, ayant appris à s'administrer et devenus des pionniers de la construction du socialisme, grâce au système soviétique, qui donne d'abord et avant tout leur liberté aux minorités nationales [93] ». Le procédé de la comparaison entre les républiques d'Asie centrale et les pays musulmans sous domination française fut permanent. On devine à l'avantage de qui. Dans *L'Humanité* du 19 juin 1935, en page 4, deux titres cohabitent : « En Algérie, la famine règne dans le bled plus que jamais » et en « Orient soviétique : la femme

gouverne plus que jamais », ce dernier titre sous la plume de Léo Wanner [94], alors en reportage en Ouzbékistan. L'auteure récidive le 22 juin. Elle explique que, au lendemain de son voyage en URSS, elle s'est rendue en Algérie. Là, devant des *fellahs* ébahis, elle a comparé les « milliers d'hectares plantés de blé ou de vigne [...] appartenant à un seul individu, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Syrie » et l'exploitation collective dans les kolkhozes. Devant la description de « la vie nouvelle et heureuse que connaissent aujourd'hui les peuples des anciennes colonies tsaristes, en Asie centrale, [...] nous avons vu des larmes perler aux yeux de ces hommes ». Un quart de siècle plus tard, l'historien Jean Chesneaux utilisera le même procédé : « L'Algérie, cette autre terre d'islam, [...] dont les souffrances passées et présentes ne font que mieux ressortir l'exceptionnel destin des pays de l'Orient soviétique [95]. »

Les communistes avaient une raison supplémentaire, pragmatique, de s'intéresser à l'islam. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le monde musulman était entré en effervescence : au Moyen-Orient, en Turquie, en Asie du Sud, des mouvements nationalistes combattaient les puissances occidentales. Pour le Komintern et pour le jeune PCF, ces mouvements s'inscrivaient dans le combat général contre l'impérialisme : « Les soviets, qui ont discerné la force révolutionnaire de l'islam réveillé et dont l'influence s'étend déjà sur la Perse et sur l'Afghanistan, ont avec raison capté cette énergie à la fois vieille et jeune pour l'utiliser contre la réaction universelle [96]. » Le symbole en était le rapprochement entre la Russie soviétique et la Turquie kémaliste [97]. *L'Humanité*

considérait « la Turquie nationaliste, qui s'adosse à tout l'islam et qui a noué avec Moscou d'utiles relations » comme un élément du front anti-impérialiste [98].

Si, sur les questions impliquant des réponses politiques immédiates, les communistes furent actifs, on note d'une façon générale, jusqu'à la veille de la guerre d'Algérie, une faiblesse de taille : l'absence d'interrogation de fond sur la culture et la civilisation islamiques. Durant l'entre-deux-guerres, l'étude de l'islam en tant que tel ne figure ni dans le *Bulletin communiste*, ni dans les *Cahiers du bolchevisme*, ni dans la nouvelle revue *La Pensée* (qui, il est vrai, n'eut que deux numéros en 1939). Tout au plus peut-on signaler, ensuite, l'effort remarquable de Roger Garaudy qui, malgré son enfermement au camp de Bossuet (sud algérien), trouva la capacité de rassembler une documentation sur la question et de publier en 1943 une brochure exaltant la civilisation arabo-musulmane [99]. Mohamed Bedjaoui, par la suite conseiller juridique du GPRA, puis ministre des Affaires étrangères après l'indépendance, se souvient que, jeune lycéen [100], ses camarades et lui reçurent Garaudy, qui défendit les mêmes thèses : « Il venait nous soutenir dans notre combat tenace contre l'acculturation. Il venait porter témoignage que nous voulions, nous devions demeurer nous-mêmes [101]. »

Ce n'est pourtant qu'après la Seconde Guerre mondiale, avec le ralliement massif d'intellectuels au PC, qu'une réflexion se mit en place, en particulier dans la revue *La Pensée*, la moins dogmatique de la production communiste de la période. Deux chercheurs, qui devaient ensuite prendre rang parmi les plus

grands orientalistes français, Claude Cahen et Maxime Rodinson, écrivirent pour le public cultivé des articles d'excellente facture sur Avicenne [102]. Plus tard le géographe Yves Lacoste y entama son œuvre novatrice sur Ibn Khaldoun [103]. « L'islam moderne, écrivait alors Claude Cahen, doit évoluer vers des formes qui ne soient ni un attachement stérile aux vieilles formules qu'entretient pour son intérêt la classe des théologiens ni une copie de formes européennes étrangères au tempérament de la plupart des peuples musulmans [104]. » Ce mouvement de connaissance s'accentuera évidemment avec la guerre d'Algérie. La revue héberge alors les réflexions du même Yves Lacoste et d'André Prenant [105], plus évidemment celles, célèbres, de leur collègue géographe Jean Dresch [106], qui redonnent à l'islam tout son rayonnement et son rôle politique dans la genèse et l'affirmation de la nation algérienne. Il faudra pourtant attendre 1958 pour trouver, sous la plume cette fois d'un communiste algérien, Bachir Hadj Ali, une étude exhaustive sur la question [107].

L'organisation des « travailleurs coloniaux »

Les communistes ont une autre question, relativement nouvelle, à gérer (car les socialistes d'avant 1914, on l'a vu, ne s'y intéressaient guère) : la présence de la main-d'œuvre

coloniale. Au milieu de la décennie 1920, les Maghrébins sont de loin les plus nombreux : plus de 130 000 Algériens (surtout des Kabyles), auxquels il faut ajouter 9 000 Chleuhs du Maroc [108]. La quasi-totalité d'entre eux étaient ouvriers d'industrie ou mineurs. Le « parti de la classe ouvrière » ne pouvait ni ne devait s'en désintéresser. Mais comment s'adresser à eux ?

Dramatique symbole, l'un d'eux devint un des martyrs d'un 1er Mai ouvrier, en 1923. Comme il était alors fréquent, une bagarre opposa les manifestants et la police lors du meeting tenu ce jour-là rue de la Grange-aux-Belles. La police tira. On releva un mort, l'ouvrier algérien Beradia – son prénom ne figure jamais dans la presse ni dans les documents consultés. Le 8 mai, l'Union des syndicats de la Seine (CGTU) appelle les ouvriers à faire des obsèques un moment de lutte. Le 14 mai, le bureau politique du PCF fait de même. Le 15, l'éditorialiste anonyme de *L'Humanité* écrit : « Serf du patronat et de la métropole, l'ouvrier arabe Beradia avait osé chômer le 1er Mai. Un "bicot", un ouvrier briqueur, s'était permis d'affirmer sa solidarité de classe avec le prolétariat international, en travail d'émancipation. Cela méritait un châtiment. » Le lendemain, *L'Humanité* titre en une : « Le cortège rouge dans Paris. Une grande famille de 10 000 prolétaires a suivi les obsèques de Beradia assassiné. » Paul Vaillant-Couturier, décidément le dirigeant communiste d'alors le plus sensible à l'internationalisme, signe un article inspiré à la mémoire de cette « victime de classe de la guerre révolutionnaire internationale [109] ».

À la même époque, le PC, pour la première fois dans l'histoire française, présente à des élections en métropole des « indigènes », avec la volonté proclamée de contribuer à l'éducation internationaliste et antiraciste des travailleurs français. Lors des législatives de mai 1924 (qui verront la victoire du Cartel des gauches [110]), Abdelkader Hadj Ali, candidat à Paris, obtient 40 580 voix ; il n'est pas élu, à vingt voix près. Le PC récidive l'année suivante, pour les municipales : outre Hadj Ali, candidat dans le quartier du Jardin des plantes, le Sénégalais Lamine Senghor est présenté à la Salpêtrière. La Commission coloniale du PC lance cet appel : « Les ouvriers français sauront défendre leurs frères des colonies. Au reste, les défendre, c'est, pour les ouvriers français, se défendre eux-mêmes. » Après une liste revendicative en faveur de ces « frères des colonies » (dont l'habituel « À travail égal, salaire égal »), l'appel conclut : « Le capitalisme en France plus que partout ailleurs s'efforce d'exaspérer les antagonismes de races pour mieux briser l'action de classe des travailleurs. En votant pour Hadj Ali et pour Senghor, les ouvriers parisiens feront à l'impérialisme français, aux négriers Lyautey et Caillaux la réponse qu'il convient [111]. » Les deux candidats ne seront pas élus : Hadj Ali obtint 842 voix sur 5 923 exprimées, soit 14 % et Senghor 905 sur 5 031, soit 18 %. Allant même plus loin, le groupe communiste à la Chambre demanda le droit de vote pour les « indigènes non naturalisés de toutes les colonies » (proposition de loi déposée par Clotaire Delourme, 7 juillet 1927), s'attirant quolibets et invectives. Le projet fut

évidemment repoussé, seul le groupe communiste ayant voté pour.

Mais il fallait faire plus : non plus seulement s'adresser aux travailleurs coloniaux, les défendre, mais les associer aux luttes, aux manifestations, les organiser. La fondation, déjà citée, de l'Union intercoloniale fut une première réponse à ces interrogations. *Le Paria* lança alors l'appel : « En face du capitalisme et de l'impérialisme, nos intérêts sont les mêmes ; souvenez-vous des paroles de Karl Marx : "Prolétaires de tous pays, unissez-vous !" » Au passage, une façon discrète, mais efficace, d'affirmer que les peuples colonisés ne pouvaient être un appoint aux luttes du prolétariat de métropole, mais une composante à part entière. En décembre 1923, *Le Paria* publie un *Appel aux ouvriers algériens* : « Dans les usines de France, vous avez appris que votre situation matérielle ne différait en rien de celle de vos frères ouvriers français. Vous avez vu que le prolétaire de n'importe quelle race était accablé sous le poids de la même exploitation, réduit à la même misère. [...] Il est temps de vous réveiller de votre torpeur, ne soyez plus indifférents aux attaques du patronat, n'acceptez plus ses coups en fatalistes. Organisez-vous avec vos camarades ouvriers français ; adhérez en masse au syndicalisme pour défendre vos salaires, pour revendiquer vos droits [112]. »

Un an plus tard, les communistes et les syndicalistes de la CGTU organisent le Congrès des ouvriers nord-africains, première initiative de ce genre. En présence de cent cinquante délégués est adoptée une « Thèse sur l'indigénat [113] ». Jacques Doriot

tire une conclusion enthousiaste – mais disproportionnée – de cet événement : « Le front unique du prolétariat français et des peuples coloniaux est constitué [114]. » Si l'on en croit les informateurs de police, le parti et le syndicat auraient à eux deux réussi à organiser près de 8 000 ouvriers nord-africains [115], essentiellement en région parisienne, soit de l'ordre de 10 % de cette main-d'œuvre. Le PCF a évidemment le souci parallèle de former rapidement des militants aguerris. À Bobigny, là où venait d'ouvrir en novembre 1924 une école de formation, une session spéciale, dite « École des indigènes », réunit soixante militants [116]. Certains d'entre eux auront ensuite des responsabilités alternativement, ou simultanément, à la CGTU et au PCF – tel Salah Bouchafa qui, après une intense militance durant deux décennies, entrera dès la première heure dans la Résistance, sera arrêté en 1943 et mourra à Dachau en avril 1945 [117]. On commence à voir apparaître des Algériens (et d'autres colonisés ou paracolonisés) dans les manifestations, au grand dépit des journaux conservateurs : « Les manifestants commencent à se masser assez nombreux. Il y a là, avec les syndiqués et communistes français les plus convaincus, tout ce que Paris compte de sidis et d'étrangers indésirables » (*Le Figaro*) [118]. L'effroi perce : « Tous les étrangers indésirables, Marocains, Arabes, Annamites, Chinois, qui pullulent dans la banlieue rouge de Paris, sont les "troupes de choc" d'un mouvement communiste » (*Le Gaulois*) [119].

Un moment important de cette tentative d'intégrer les travailleurs coloniaux aux luttes paraît avoir été la grève des mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron, fin 1928 [120].

L'Humanité ouvre alors ses colonnes à un jeune syndicaliste, Benoît Frachon (1893-1975), qui signale : « La grève est totale dans tous les puits. Il n'y a pas de défection parmi les mineurs coloniaux et étrangers [121]. » Le mouvement se poursuit. Le 29, une manifestation a lieu dans les rues de Saint-Étienne. En tête, note *L'Humanité*, « six drapeaux rouges, dont celui des ouvriers coloniaux de la XXe Union régionale [122] ». Le journal communiste décrit avec joie ce défilé mêlant « des visages de toutes les nuances : teint clair des blonds Polonais, teint bronzé d'Espagnols et d'Algériens aux cheveux noirs crépus, teint noir de Nègres et teint pâle des jeunes mineurs français qu'use et qu'anémie le dur travail du fond de la mine ». À côté de revendications classiques (« Nos cent sous »), on peut lire : « À bas le Code de l'indigénat. L'ennemi des coloniaux, c'est l'impérialisme. Leurs amis, ce sont les ouvriers et paysans. Les coloniaux veulent leur indépendance et l'égalité de droits. » La grève s'achève. L'un des principaux dirigeants de la CGTU, Gaston Monmousseau, en tire les enseignements : la participation des travailleurs coloniaux est considérée comme l'un des acquis majeurs : « Ce réveil farouche de la main-d'œuvre coloniale aux côtés de la CGTU et en face de la coalition socialo-bourgeoise éclaire la route des prochains combats [123]. »

La création de l'Étoile nord-africaine en 1926

Le premier embryon connu d'organisation des migrants maghrébins en France est une société d'aide mutuelle, l'Association de la fraternité islamique. C'est à partir de ce petit noyau que se serait fondée l'Étoile nord-africaine (ENA), creuset politique initial des mouvements nationalistes algériens ultérieurs qui finiront par déclencher en 1954 la guerre d'indépendance [124] . Abdelkader Hadj Ali situe la naissance de cette organisation en 1924 : il affirme avoir réuni alors, dans un local appartenant à La Famille nouvelle, 49 rue de Bretagne, des militants maghrébins [125] . Mais la plupart des études avancent comme date de création le premier semestre 1926, au sein de l'Union intercoloniale. Sa section nord-africaine devint formellement l'Étoile le 2 mars, puis tint son Assemblée générale constitutive le 20 juin [126] . Malgré cette appellation de « nord-africaine », ce furent surtout des éléments algériens qui y militèrent, la principale exception étant Chedly Khaïrallah, membre du Destour tunisien [127] .

Ce qui est en tout cas certain, c'est que l'initiative est partie des milieux communistes. Au sein de la Section nord-africaine de la Commission coloniale du PCF, le principal initiateur, Abdelkader Hadj Ali, déjà cité, était secondé par Salah Bouchafa, Mohammed Marouf, Mohammed Saïd Si Djilani et le jeune Messali, lui-même membre du PCF, on l'a vu – c'est cette

section qui par exemple, entre septembre et novembre 1926, élabore le programme qui sera présenté en février 1927 à Bruxelles [128]. La première apparition publique de l'association date du 26 juin 1926 [129]. Ce jour-là, boulevard de Belleville, Messali prononce le discours principal, probablement afin de ne pas trop faire apparaître Hadj Ali, trop connu comme communiste. En juillet, rue de la Grange-aux-Belles, il monte encore à la tribune pour dénoncer la « parade » que fut l'inauguration de la mosquée de Paris, le jour même [130]. En octobre, ils animent tous deux un nouveau meeting organisé à la Salle des ingénieurs civils, qui flétrit les « procédés de la France capitaliste » et qui s'achève par la promesse de lutter « jusqu'à l'indépendance [131] ». Quelques mois plus tard, les deux hommes se rendent donc à Bruxelles, au congrès de la Ligue contre l'oppression coloniale. Cette réunion, pilotée en sous-main par l'Internationale communiste, est officiellement pluraliste. Dans ces conditions, on peut comprendre que ce ne soit pas Hadj Ali, mais Messali, qui prononce le discours – remarqué – au nom de l'Étoile. Le mot « indépendance » y est prononcé à haute voix, du haut de cette tribune internationale [132]. *L'Humanité* en rend compte, sans toutefois citer le nom de Messali : « Nous affirmons devant le monde entier que nous sommes aptes à diriger les destinées de notre pays et assurer sa vie politique et économique. » L'orateur termine en remerciant le « prolétariat français » d'avoir soutenu l'ENA « dans notre lutte quotidienne pour notre indépendance [133] ».

Malgré la répression, l'organisation connaît un succès grandissant. Elle est particulièrement active au sein de

l'immigration ouvrière. Dès 1927, elle compte de 3 000 à 3 500 adhérents [134]. L'État colonial ne pouvait laisser progresser l'Étoile sans réagir. Une première dissolution est prononcée, le 20 novembre 1929. Mais, dès ce moment, ses dirigeants, Messali en tête, souhaitent se débarrasser de l'emprise communiste exclusive qui pèse sur leur organisation. À partir de l'automne 1927, d'ailleurs, Messali n'est plus appointé par le PCF. En 1930, l'Étoile se reconstitue et publie un journal dont le titre, *El Oumma* (la communauté musulmane), marque une prise de distance avec la solidarité internationaliste de la première période. L'éloignement Étoile-PCF a probablement dû se faire par consentement mutuel, les communistes n'aimant guère des compagnons de route peu soumis à leurs directives et Messali fuyant désormais le tête-à-tête, rencontrant par exemple des éléments de la gauche de la SFIO. Malgré la prise de distance organisationnelle, les relations entre militants de l'Étoile d'une part, du PCF et de la CGTU de l'autre, sont à ce moment encore bonnes, ne serait-ce que face à la répression. Messali et les autres « étoilistes » sont alors des « camarades de l'organisation nationaliste [135] ».

Le 25 juin 1934, l'Étoile tient un meeting interdit, prétexte à une nouvelle dissolution. Messali Hadj et d'autres dirigeants sont interpellés. C'est l'occasion d'une série de procès, au cours desquels les inculpés sont défendus par les avocats dépêchés par la SFIO, Robert et Jean Longuet, et par le Secours rouge, Antoine Hajje – ils aboutiront finalement à l'annulation de ces sanctions [136]. Entre-temps, une protestation d'ampleur est mise en place. Le 28 octobre, l'Étoile demande aux Algériens de

Paris de venir assister à un meeting à la Grange-aux-Belles. Le quartier est bouclé par la police, qui procède à des centaines d'arrestations. *L'Humanité* proteste contre la « brutalité des flics vis-à-vis de nos frères nord-africains ». Les organisateurs et quelques rescapés de la rafle se replient à la Maison des syndicats, place du Combat. Des orateurs de l'Étoile, du PCF, de la Ligue anti-impérialiste, mais également Robert Longuet et Daniel Guérin, s'expriment [137]. Lorsque ces mêmes dirigeants de l'Étoile sont en procès, le quotidien communiste les soutient : ces militants ont commis comme « seul "crime" de traduire les aspirations de leur peuple, dont la misère est effroyable, et de lutter pour lui gagner les droits que l'impérialisme lui dénie [138] ».

Les responsables de l'ENA font également preuve d'esprit unitaire. Dès avant la victoire électorale du Comité national pour le Rassemblement populaire, qui débouchera en mai 1936 sur l'avènement du Front populaire, ils se rallient à la cause antifasciste. Ils appellent les ouvriers algériens à participer à la grève du 12 février 1934. Ils signent le 19 août un Pacte d'unité d'action avec le PCF, le Secours rouge et la Ligue anti-impérialiste. Le 22 novembre figurent côte à côte, à la Mutualité, des responsables de l'ENA (dont Amar Imache et Émilie Buquant, « Mme Messali », son mari étant alors en prison) et des responsables socialistes (Robert Longuet) et communistes (André Berthon et André Ferrat) [139]. Les communistes sont partie prenante des protestations lorsque l'existence de l'Étoile est menacée. Le 10 décembre 1935, Ferrat représente ainsi le PCF lors d'un nouveau meeting de

protestation [140]. Au VIIIe congrès du PCF encore, en janvier 1936 [141], c'est ce même Ferrat qui prône la « défense de l'Étoile nord-africaine menacée de dissolution [142] ». Mais on verra que Ferrat sera évincé du bureau politique au terme de ce congrès, puis exclu du PCF en juillet.

Cette collaboration sur la base de l'anticolonialisme connaîtra, sous le Front populaire, bien des aléas, avant d'être effacée de façon peu glorieuse par la gauche française (voir chapitres 4 et suivants).

Notes du chapitre

[1] ↑ Sur la création du PCF, on pourra se référer utilement à : Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, préface de Marc Lazar, Perrin, Paris, 2010.

[2] ↑ Claude Willard, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes*, Éditions sociales, Paris, 1965.

[3] ↑ Madeleine Rebérioux, « France : diversité des options à la veille de la guerre », *in* Georges Haupt et Madeleine Rebérioux (dir.), *La IIe Internationale et l'Orient*, Cujas, Paris, 1967.

[4] ↑ François Bédarida, « Perspectives sur le mouvement ouvrier et l'impérialisme en France au temps de la conquête coloniale », *Le Mouvement social*, n° 86, janvier-mars 1974.

[5] ↑ Paul Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*, Guillaumin et Cie, Paris, 1874.

[6] ↑ John Akson Hobson, *Imperialism, a Study*, James Nisbet & Co, Londres, 1902.

[7] ↑ Paul Louis, *Le Colonialisme*, Société nouvelle de Librairie et d'Édition, Paris, 1905.

[8] ↑ Jules Guesde, *Le Citoyen*, 11 avril 1882 (*in Textes choisis (1867-1882)*, Éditions sociales, Paris, 1959).

[9] ↑ Jules Guesde, *Le Cri du peuple*, 7 avril 1885 (*in État, politique et morale de classe*, V. Giard et E. Brière Libraires, Paris, 1901).

[10] ↑ Benoît Malon, *Le Socialisme intégral*, vol. 1, *Histoire des théories et tendances générales*, Félix Alcan/Librairie de la Revue socialiste, Paris, 1890, <c.bnf.fr/v2a>.

[11] ↑ *La Petite République*, 25 mai 1899 (cité par Charles-Robert Ageron, « Jaurès et les socialistes français devant la question algérienne (de 1895 à 1914) », *Le Mouvement social*, n° 42, janvier-mars 1963).

[12] ↑ Raoul Evrard, « Les compagnies minières du Pas-de-Calais embauchent des Kabyles », *L'Humanité*, 30 avril 1913.

[13] ↑ Raoul Evrard, « Les Kabyles dans le Pas-de-Calais », *L'Humanité*, 9 juin 1913.

[14] ↑ *Le Petit Parisien*, 2 février 1914.

[15] ↑ « On avait trompé les Kabyles », *L'Humanité*, 21 avril 1914.

[16] ↑ Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du xxe siècle*, Librairie Droz, Genève, 1981 (nouvelle édition : Bouchène, Saint-Denis, 2015).

[17] ↑ Bernard Viala, « Grèves et immigrés nord-africains à Marseille, 1907-1940 », *in Grèves en Méditerranée maghrébine*, *Cahiers du GRENAMO*, Laboratoire Tiers monde, université Paris-7, 1986-1987.

[18] ↑ Philippe Bouba, « Le mouvement anarchiste en Algérie de 1887 à 1926 », *in* Aïssa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quemeneur (dir.), *La Guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regards*, Karthala, Paris, 2015.

[19] ↑ Nora Benallègue-Chaouia, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, Office des publications universitaires, Alger, 2004.

[20] ↑ « Congrès du Havre, 9 novembre 1880 », document manuscrit, Bibliothèque du Musée social, <c.bnf.fr/v2d>.

[21] ↑ Adhémar Leclère et Louis Dramard, « Rapport de la Fédération algérienne », Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français, VIe congrès national, Saint-Étienne, 25-31 septembre 1882, Aux bureaux du *Prolétaire*, Paris, 1882.

[22] ↑ Nora Benallègue-Chaouia, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit*.

[23] ↑ Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée*, *op. cit.*

[24] ↑ Adéodat Compère-Morel et Jean-Lorris (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, vol. 1, *Les Fédérations socialistes*, Librairie Aristide Quillet, Paris, 1913.

[25] ↑ Marcel Cachin, « La question algérienne », *L'Humanité*, 25 juin 1912.

[26] ↑ Cité par Claire Marynower, *Être socialiste dans l'Algérie coloniale. Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939*, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2013.

[27] ↑ André Julien, « Les mouvements nationalistes dans les colonies », *L'Humanité*, 7 janvier 1921.

[28] ↑ Salem Chaker, Jean Déjeux et Louis Pierre Montoy, « Mohand Saïd Lechani », trois notices biographiques *in Parcours. L'Algérie, les hommes et l'histoire*, n° 13-14, 1990.

[29] ↑ Adéodat Compère-Morel et Jean-Lorris (dir.), *Encyclopédie socialiste*, *op. cit.*

[30] ↑ Jean Fréville, *La Nuit finit à Tours*, Éditions sociales, Paris, 1950.

[31] ↑ Voir en particulier Robert O'Melia, *French Communists and Colonial Revolutionaries. The Colonial Section of the French Communist Party, 1921-1926*, A dissertation submitted to the graduate faculty in history in partial fulfillment of the requirements for the degrees of doctor of philosophy, The City University of New York, 1980.

[32] ↑ Repris *in* Charles-André Julien, *Une pensée anticoloniale. Positions, 1914-1979*, Sindbad, Paris, 1979.

[33] ↑ Maurice Heine, *L'Humanité*, 28 mars 1922.

[34] ↑ Il rejoindra ensuite l'Algérie, où il restera un communiste actif jusqu'à sa mort, en 1970. Tous les membres de sa famille militeront dans le même état d'esprit.

[35] ↑ Comité national, Fédération des jeunesses communistes, *L'Humanité*, 19 juin 1922.

[36] ↑ Voir la biographie de ce militant algérien de la première heure : Abdellah RIGHI, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien*, Casbah, Alger, 2006.

[37] ↑ SERVICE DE LIAISON AVEC LES ORIGINAIRES DES TERRITOIRES FRANÇAIS D'OUTRE-MER (SLOTFOM), Archives nationales, dépôt d'outre-mer (ANOM), Aix-en-Provence, Série III, carton 3, dossier « Union intercoloniale, liste des adhérents » (cité par Robert O'MELIA, *French Communists and Colonial Revolutionaries*, *op. cit.*).

[38] ↑ Montluçon, *L'Humanité*, 18 mai 1922 ; « La civilisation européenne et la répression », *L'Humanité*, 3 novembre 1922.

[39] ↑ Salle de l'utilité sociale, 94 bd Auguste-Blanqui, *L'Humanité*, 13 septembre 1924 ; rue Cambronne, *L'Humanité*, 31 mars 1926.

[40] ↑ René GALLISSOT, notice « Ben Lakhal Mahmoud », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, Algérie : engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance, de 1830 à 1962*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2006.

[41] ↑ *Le Paria, tribune du prolétariat colonial*, n° 27, juillet 1924 (cote BNF, JO-35859).

[42] ↑ « Travailleurs coloniaux et français célèbrent l'écrasement des impérialistes espagnols au Maroc », *L'Humanité*, 28 septembre 1924.

[43] ↑ « Contre le sultan de carnaval », *L'Humanité*, 11 juillet 1926.

[44] ↑ René GALLISSOT, notice « Ben Lakhal Mahmoud », *loc. cit.*

[45] ↑ « La répression en Algérie. Des communistes indigènes sont encore arrêtés », *L'Humanité*, 10 septembre 1926.

[46] ↑ *In Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977, État des sources et des instruments de recherche*, tome 1, *1921-1939* (Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri/Conseil général, 2008) ; voir également Linda AMIRI, « Abdelaziz Menouar et Abdelkader Hadj Ali, les dignes représentants d'une génération pionnière », *in* Ouanassa SIARI TENGOUR et Aissa KADRI (dir.), *Générations engagées et mouvements nationaux. Le XXe siècle au Maghreb*, Éditions du Crasc, Oran, 2012, <frama.link/gANd1V3u>.

[47] ↑ Abdellah Righi, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien*, *op. cit.*

[48] ↑ *L'Humanité*, 16 septembre 1921.

[49] ↑ Pour une raison qui nous échappe, cette orthographe fantaisiste était alors fréquente.

[50] ↑ Voir Jean Maitron, « Ho Chi Minh anarchiste ? », *Le Mouvement social*, n° 83, avril-juin 1973.

[51] ↑ « Le délégué allemand arrêté à Marseille au sortir du congrès communiste », *Le Petit Parisien*, 30 décembre 1921.

[52] ↑ *L'Humanité*, 22 janvier 1924.

[53] ↑ Lettre à en-tête de la Commission coloniale, 5 mars 1924 (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, première série de microfilms, AD 93, Bobigny, 3 Mi 6/7, bobine 7).

[54] ↑ *In* Ho Chi Minh, *Textes*, L'Harmattan, Paris, 1990.

[55] ↑ C'est par Camille Larribère que cette affaire a été pour la première fois révélée (lettre citée, 5 mars 1924).

[56] ↑ Rapport, « La question nationale et coloniale », 20e séance, 30 juillet 1924, *La Correspondance Internationale*, n° 60, 4e année, Vienne, 27 août 1924.

[57] ↑ Marcel Cachin, « La IIIe Internationale au secours des peuples opprimés. L'impérialisme colonial », *L'Humanité*, 7 juillet 1924.

[58] ↑ Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier, *L'Émir Khaled. Premier za'îm ? Identité algérienne et colonialisme français*, L'Harmattan, Paris, 1987.

[59] ↑ « Les revendications des musulmans d'Algérie », *L'Humanité*, 3 juillet 1924.

[60] ↑ « La vie des parias coloniaux. L'émir Khaled accuse le colonialisme et réclame l'amnistie », *L'Humanité*, 14 juillet 1924.

[61] ↑ « Un imposant meeting. Des milliers de parias accourent entendre l'émir Khaled », *L'Humanité*, 24 juillet 1924.

[62] ↑ *L'Humanité*, 11 septembre 1924.

[63] ↑ « Une réunion intercoloniale », *L'Humanité*, 12 septembre 1924 ; « Les parias coloniaux veulent leur émancipation », *L'Humanité*, 13 septembre 1924.

[64] ↑ Benjamin STORA, *Messali Hadj, 1898-1974*, Le Sycomore, Paris, 1982.

[65] ↑ Annonce dans *L'Humanité*, 26 septembre 1925.

[66] ↑ Jacques CREMADEILLS, « Le mot d'ordre de fraternisation pendant la guerre du Rif », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 14, n° 1, 1977.

[67] ↑ « La civilisation occidentale ! », *L'Humanité*, 3 janvier 1926.

[68] ↑ Gaston MONMOUSSEAU, *La Vie ouvrière*, 16 octobre 1925.

[69] ↑ René GALLISSOT, « Le PCF et la guerre du Rif », *in Abd el-Krim et la République du Rif*, Actes du Colloque international de janvier 1973, Maspero, Paris, 1976.

[70] ↑ J. LUDOVICO, *in Le Conscrit*, octobre 1925 (cité par Robert BRÉCY, *Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire*, Hier et Demain, Paris, 1978).

[71] ↑ PCF, *Quatre Ans de répression, mai 1924-mai 1928*, Paris, 1928, <frama.link/cFmrfDTh>, p. 14.

[72] ↑ Georges OVED, *La Gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, tome 1, L'Harmattan, Paris, 1984.

[73] ↑ Pierre SEMARD, « M. Henri Guernut, de la LDH, contrefait la vérité », *L'Humanité*, 20 août 1925.

[74] ↑ « Le centenaire de l'occupation de l'Algérie », *L'Humanité*, 30 avril 1930.

[75] ↑ Alain RUSCIO, « Contre l'Exposition coloniale de 1931 (Paris-Vincennes) : des voix fermes, mais bien isolées. Aperçu », *Aden*, Groupe interdisciplinaire d'études nizaniennes, numéro spécial, « Anticolonialistes des années 1930 et leurs héritages », n° 8, octobre 2009.

[76] ↑ *Bulletin communiste*, n° 28, 7 juillet 1921 (CERMTRI).

[77] ↑ *Bulletin communiste*, n° 3, 18 janvier 1924 (CERMTRI).

[78] ↑ *Bulletin communiste*, n° 49, 7 décembre 1922 (CERMTRI).

[79] ↑ Magdeleine Marx (1889-1973) épousera plus tard Maurice Paz (1896-1985). L'un et l'autre, communistes en 1920, quitteront le PC dès 1923, rejoindront un temps Trotski, puis reviendront à la SFIO, où ils animeront l'aile gauche, portant en

permanence leur attention sur les questions coloniales (voir Anne MATHIEU, « *Le vent se lève…* Magdeleine Paz face au colonialisme », *Aden*, Groupe interdisciplinaire d'études nizaniennes, n° 8, octobre 2009).

[80] ↑ « L'islam », *L'Humanité*, 25 janvier 1922.

[81] ↑ Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *1928-1949*, INAS, Alger, 2014.

[82] ↑ Devenu Messali Hadj (voir son témoignage dans *Le Monde*, 29 janvier 1959).

[83] ↑ Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. Le milieu algérien : Européens et indigènes », *L'Humanité*, 14 avril 1922.

[84] ↑ Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. L'esclavage de la femme arabe », *L'Humanité*, 13 mai 1922.

[85] ↑ Robert LOUZON, « L'arbitraire en Tunisie », *L'Humanité*, 14 juin 1924.

[86] ↑ On écrirait aujourd'hui : les colonisés.

[87] ↑ « Question coloniale et religion », *L'Humanité*, 3 février 1924.

[88] ↑ Karl MARX, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843.

[89] ↑ Céline MARANGÉ, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, mai-août 2016.

[90] ↑ Procès-verbal de la réunion de la Section coloniale centrale (SCC) élargie, 16 juin 1933 (Archives d'État russes d'histoire sociopolitique (RGASPI), Moscou, cité par Cécile MARANGÉ, *loc. cit.*).

[91] ↑ Note aux membres du bureau politique, août 1933, RGASPI (cité par Cécile MARANGÉ, *ibid.*).

[92] ↑ Denise MORAN, *Tchad*, Gallimard, Paris, 1934.

[93] ↑ *L'Humanité*, 11 juin 1934.

[94] ↑ Contrairement à ce que pourrait laisser penser ce prénom, il s'agissait d'une femme journaliste.

[95] ↑ Jean CHESNEAUX, « Compte rendu du livre de Marcel Égretaud, *L'Orient soviétique* », *La Pensée*, juillet-août 1960.

[96] ↑ Paul Louis, « La révolte de l'Inde », *L'Humanité*, 27 août 1921.

[97] ↑ Paul Dumont, « L'axe Moscou-Ankara (Les relations turco-soviétiques de 1919 à 1922) », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 18, n° 3, 1977.

[98] ↑ *L'Humanité*, 1er juillet 1921.

[99] ↑ Roger Garaudy, *La Contribution historique de la civilisation arabe*, Liberté, Alger, s. d. (1946). Malgré nos efforts, nous n'avons pu consulter cette étude. Mais nous avons pu en localiser un exemplaire, dans les archives d'André Mandouze, au Centre d'histoire de la résistance et de la déportation, Lyon, carton NI, boîte 4, « Documentation communiste ou progressiste sur l'Algérie ».

[100] ↑ Alors communiste, mais il ne le précise pas dans son témoignage.

[101] ↑ Mohamed Bedjaoui, préface à Roger Garaudy, *Promesses de l'islam*, Seuil, Paris, 1981.

[102] ↑ Claude Cahen, « À propos d'Avicenne », *La Pensée*, novembre-décembre 1952 ; Maxime Rodinson, « La pensée d'Avicenne », *La Pensée*, novembre-décembre 1952 et janvier 1953.

[103] ↑ Yves Lacoste, « La grande œuvre d'Ibn Khaldoun », *La Pensée*, septembre 1956.

[104] ↑ Claude Cahen, « Critique du livre de Maurice Gaudefroy-Demombynes, *Les Institutions musulmanes* », *La Pensée*, novembre 1947.

[105] ↑ Yves Lacoste et André Prenant, « Quelques données du problème algérien », *La Pensée*, mai-juin 1956.

[106] ↑ Jean Dresch, « Le fait national algérien », *La Pensée*, juillet 1956 (voir *infra*, chapitre 14).

[107] ↑ Bachir Hadj Ali, « Essai sur la nation algérienne », *Réalités algériennes et marxisme*, revue théorique du PCA, juillet 1958 (l'étude parut sans nom d'auteur).

[108] ↑ Louis Massignon, « Carte de répartition des Kabyles dans la région parisienne », *Revue des études islamiques*, Cahier n° 1, 1930.

[109] ↑ Paul Vaillant-Couturier, « Les obsèques de Beradia. À celui qui tomba », *L'Humanité*, 16 mai 1923.

[110] ↑ Le « Cartel des gauches » était une coalition électorale réunissant quatre organisations du centre et de gauche (Radicaux indépendants, partis radical et radical-socialiste, Parti républicain-socialiste et SFIO).

[111] ↑ « Le PC présente deux candidatures de travailleurs coloniaux », *L'Humanité*, 25 avril 1925.

[112] ↑ Cité par Abdellah RIGHI, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien, op. cit.*

[113] ↑ *Cahiers du bolchevisme*, n° 7, 2 janvier 1925.

[114] ↑ Jacques DORIOT, « Le Congrès des ouvriers nord-africains », *L'Humanité*, 8 décembre 1924.

[115] ↑ Charles-Robert AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 1, PUF, Paris, 1979.

[116] ↑ Henri LOZERAY, « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (décembre 1924), document dactylographié (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70).

[117] ↑ Linda AMIRI, « Résistants-déportés algériens, les oubliés de l'Histoire », *L'Humanité*, 26 décembre 2006.

[118] ↑ « La grande journée "nationale" du Parti communiste et de la CGTU », *Le Figaro*, 8 novembre 1926.

[119] ↑ « Le maintien de l'ordre et les étrangers », *Le Gaulois*, 30 avril 1926.

[120] ↑ M. CHEMINAIS, « Les grèves des mines de la Loire, du Gard et de l'Aveyron », *Le Musée social*, 36e année, n° 6, juin 1929.

[121] ↑ Benoît FRACHON, « La grève du bassin de la Loire », *L'Humanité*, 28 décembre 1928.

[122] ↑ Même titre, *L'Humanité*, 30 décembre 1928.

[123] ↑ « La leçon des grèves », *L'Humanité*, 15 janvier 1929.

[124] ↑ Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, vol. 1, *1919-1939*, EDIF, Alger, 2000.

[125] ↑ Lettre à *La République algérienne* (UDMA), 24 décembre 1948 (cité par Ahmed MAHSAS, *Le Mouvement révolutionnaire en Algérie, de la Première Guerre mondiale à 1954*, L'Harmattan, Paris, 1979).

[126] ↑ Charles-Robert AGERON, « La naissance de l'Étoile nord-africaine », *in L'Étoile nord-africaine et le mouvement national algérien*, Actes du colloque, février-mars 1987, Publications du Centre culturel algérien, Paris, 1988.

[127] ↑ Mustapha KRAÏEM, *Pouvoir colonial et Mouvement national. La Tunisie des années 1930*, Alif, Tunis, 1990.

[128] ↑ Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936 (du Congrès de Tours au Front populaire)*, thèse pour le doctorat de troisième cycle, Université de Provence, Centre d'Aix, 1985.

[129] ↑ Messali HADJ, *Mémoires*, Lattès, Paris, 1982.

[130] ↑ « Le meeting de protestation des travailleurs indigènes », *L'Humanité*, 15 juillet 1926.

[131] ↑ « Contre la répression en Afrique du Nord », *L'Humanité*, 8 octobre 1926.

[132] ↑ Cité par Claude COLLOT et Jean-Robert HENRY (dir.), *Le Mouvement national algérien. Textes, 1912-1954*, L'Harmattan, Paris, 1978.

[133] ↑ « La colonisation, c'est l'esclavage "modernisé" », 14 février 1927.

[134] ↑ René GALLISSOT, notice « Messali Hadj », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[135] ↑ « Défendez le droit d'organisation et de réunion ! », *L'Humanité*, 6 novembre 1934.

[136] ↑ « Le procès de l'Étoile nord-africaine », *Le Populaire de Paris*, 17 mai 1935.

[137] ↑ « Sur l'injonction des fascistes, des centaines de travailleurs algériens brutalisés et arrêtés hier à Paris », *L'Humanité*, 29 octobre 1934 (Guérin et Longuet ne sont pas cités par le journal communiste).

[138] ↑ « L'odieux procès contre les trois militants de l'Étoile nord-africaine », *L'Humanité*, 22 mars 1935 (voir également le même journal aux dates des 1er mars, 20 avril et 27 juin 1935).

[139] ↑ « Grand meeting », *L'Humanité*, 22 novembre 1934 ; « 2 000 travailleurs à la Mutualité », *L'Humanité*, 23 novembre 1934 (cette fois, la présence d'orateurs de la

SFIO et de la LDH est signalée).

[140] ↑ « Contre la dissolution de l'Étoile nord-africaine », *L'Humanité*, 11 décembre 1935.

[141] ↑ *L'Humanité*, 25 janvier 1936.

[142] ↑ Jean MAITRON et Claude PENNETIER, notice « André Ferrat », *Dictionnaire Maitron*, vol. 27, 1986, <frama.link/sRMPeoFY>.

3. En Algérie : du « point de vue esclavagiste » à la radicalité anticolonialiste (1920-1935)

Après 1918, la SFIO en Algérie est une force politique qui commence à compter. Une vague de nouvelles adhésions se fait jour : ceux qui, par pacifisme, avaient quitté la SFIO, reviennent. Certes, le mouvement n'est pas impressionnant : de l'ordre d'un millier d'adhérents (400 dans l'Algérois, 210 dans le Constantinois, 390 dans l'Oranais) [1] . Mais les militants sont dans la rue. Et l'influence de la révolution bolchevique y produit de premiers effets. Le 1er mai 1919, un cortège socialo-cégétiste parcourt Oran. *L'Internationale* retentit. Des « indigènes » sont présents. Des orateurs s'expriment en français, en arabe et en espagnol. Certains manifestants crient : « Vive Jaurès ! Vive Lénine ! Vive Trotski [2] ! » Le 7 juillet 1919, l'hebdomadaire de la SFIO algérienne, *La Lutte sociale*, dénonce en première page l'« intervention en Russie [3] ». Aux élections municipales qui suivent, en novembre, André Julien est élu conseiller municipal d'Oran. Des socialistes entrent dans six autres conseils. Cette première victoire entraîne une explosion de joie. Julien lui-même en tire des conclusions légèrement optimistes : « Comparés aux chiffres de 1914, les résultats actuels accusent une telle progression que le socialisme

triomphera d'ici peu d'années si le mouvement se poursuit d'une allure égale [4]. »

L'adhésion quiproquo des socialistes algériens à la IIIe Internationale

Au sein des fédérations d'Algérie, le débat précédant le congrès de Tours est intense. Le moins ardent n'est pas André Julien. Devant ses camarades de la section d'Oran, il donne une conférence exaltant l'« œuvre humanitaire des léninistes et des soviets », citant la nationalisation des terres, l'abolition de l'héritage, l'essor de l'éducation, concluant que le bolchevisme, qui s'étendait déjà en Allemagne, arriverait en France « plus tôt qu'on ne le pens[ait] [5] ».

Oui mais… Et les vingt et une conditions de l'Internationale communiste ? Le 18 novembre 1920, *La Lutte sociale* en publie le texte [6]. Les militants d'Algérie ont donc cinq semaines avant le congrès pour en prendre connaissance. Résumant les débats locaux pour les lecteurs de *L'Humanité*, le même Julien écrira peu après : « La question des mouvements nationalistes [il faut lire : la huitième condition] a tenu la première place dans la discussion approfondie engagée par les fédérations algériennes sur les thèmes coloniaux. À l'*unanimité* et sans qu'aucune voix

se soit élevée pour soutenir un point de vue contraire, sans qu'aucun de nos camarades indigènes ait présenté la moindre observation, elles se sont nettement prononcées contre les mouvements nationalistes et les révoltes indigènes. Sans parler des difficultés pratiques qui voueraient à un massacre inutile, profitable au seul militarisme, des milliers d'hommes incapables de s'organiser, même géographiquement, les fédérations algériennes sont *unanimes* à penser que le succès d'un mouvement ne pourrait profiter qu'à une oligarchie indigène nationaliste, qui soumettrait les habitants à des conditions beaucoup plus pénibles que celles qui leur sont imposées aujourd'hui et dont les socialistes européens seraient les premières victimes [7]. » On aura noté les mots « unanimité » et « unanimes », soulignés deux fois dans le texte. Y compris les « camarades indigènes » qui, il est vrai, étaient une « infime minorité », *dixit* Julien dans le même article…

Malgré – ou à cause de ? – cette incompréhension radicale de l'esprit qui devait présider à la naissance du nouveau parti, l'adhésion en faveur de la nouvelle Internationale est écrasante : les délégués du Constantinois arriveront au congrès avec 100 % des mandats en ce sens, ceux de l'Oranais avec 94,7 %, ceux de l'Algérois avec 86,7 %. Devenus communistes, les militants de cette toute nouvelle région Algérie du PCF changent certes d'opinions politiques… sauf sur la question coloniale. Dans ces conditions, ne peut-on affirmer que, dans ce domaine au moins – mais pour eux celui qui aurait dû être le principal –, les socialistes algériens ont voté pour l'adhésion sur la base d'un quiproquo ?

Peu de temps après Tours, les communistes d'Algérie se lancent dans une première bataille, une élection municipale à Oran suite à une invalidation. Le 5 juin 1921, leur liste obtient 1 450 voix, mais elle est largement battue [8]. Quelques mois plus tard, lors d'une législative partielle, cette fois à Alger, le « camarade Mazoyer, cheminot révoqué à la suite des grèves de mai 1920 [9] » expose le programme communiste, « discuté attentivement par les prolétaires qui veulent y voir clair dans la présente situation [10] ». La campagne porte ses fruits : contre toute attente, le candidat communiste obtient plus de voix (8 500) que les socialistes lors de tous les scrutins d'avant 1914, arrivant même en tête à Alger-ville [11]. Mais seuls les Européens – auxquels étaient adjoints quelques rares « évolués » – pouvant voter, ce succès ne règle en rien la question posée par l'Internationale : et les « indigènes » ?

Le compte rendu d'une manifestation « contre la guerre et pour l'amnistie » à Alger en mai 1922, en présence de Vaillant-Couturier, montre bien les tensions de l'époque, mais aurait pu concerner n'importe quelle ville de métropole. Alors que les autorités ont organisé un « défilé patriotique » en hommage aux morts de la Grande Guerre, les communistes, alliés aux anarchistes, à l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC, créée cinq ans plus tôt par des militants socialistes) et à la CGTU, provoquent, selon le quotidien *L'Écho d'Alger*, une « honteuse manifestation au passage de nos morts glorieux [12] ». Les « 1 500 protestataires » chantent *L'Internationale*, crient « À bas la guerre » puis, bien sûr, affrontent la police. Des manifestants, dont le responsable

anarchiste Marcel Sussan, sont blessés [13]. Six manifestants sont arrêtés, emmenés « sous bonne escorte et enchaînés » jusqu'au palais de justice, puis condamnés à des peines de prison [14]. Mais l'article ne signale aucun « indigène » parmi les manifestants. Ces derniers durent assister, un peu éberlués, à ces affrontements entre Français.

Un épisode célèbre atteste de la difficulté qu'il y eut à greffer le nouvel internationalisme sur le corps de l'ancien parti socialiste. Et de ce qu'il faut bien appeler un phénomène de rejet venu particulièrement des militants « européens » d'Algérie. Quatre mois après Tours, le 22 avril 1921, la section de Sidi Bel Abbès, de vieille tradition guesdiste, adopte une motion rédigée par une grande figure du socialisme d'avant 1914, Maxime Guillon [15], s'opposant frontalement aux directives de l'Internationale : « Il y a des peuples en tutelle qui sont dès maintenant capables de se gouverner seuls, et d'autres qui ne le sont pas encore ; et si le devoir communiste commande de donner la liberté aux premiers, il commande plus impérieusement encore de ne pas abandonner les seconds à leur misérable sort, il commande fortement de leur servir de précepteurs humains et désintéressés. Si une souveraineté égyptienne est nécessaire, une souveraineté d'anthropophages n'est pas désirable ; si un Gandhi peut devenir un chef d'État, un *Batouala* ne le peut pas [16]. » L'opinion profonde, ici, affleure : opposer un Gandhi (un nationaliste combattant les Britanniques ne pouvait être tout à fait mauvais) à un *Batouala* (référence au titre du roman du Guyanais René Maran [17], qui avait pris comme héros un chef de tribu africain ; l'obtention

du prix Goncourt par ce roman déchaîna alors une polémique aux relents racistes) était un choix ouvertement méprisant : manifestement, pour ces néocommunistes, un Indien valait cent fois mieux qu'un « nègre », possiblement « anthropophage », si proche d'un « indigène musulman ».

Ce texte est le seul à être passé à la postérité. Il ne saurait pourtant être considéré comme un combat d'arrière-garde d'éléments isolés. Le secrétaire de la Fédération du Constantinois, le docteur Louis Laurens, lui aussi guesdiste, affirme alors que le nouveau parti devait « très énergiquement dénoncer ces nationalistes, donner aux indigènes une grande impression de force et à la colonisation un apaisement. Nous ne pouvons pas laisser croire que nous allons délibérément abandonner à l'insurrection ceux des nôtres qui se sont engagés dans l'œuvre de colonisation [18] ». En octobre 1921, il entraîne sa fédération à dénoncer l'« agitation nationaliste » qui mènerait à « une société où se déchireraient des races ennemies » pour le plus grand profit du capitalisme [19]. Un an plus tard, le 24 septembre 1922, c'est cette fois la totalité des communistes de l'Afrique du Nord, réunis lors d'un congrès interfédéral, qui s'exprime [20]. La motion, comme préalable, reprend presque mot à mot celle de Sidi Bel Abbès. Il ne saurait y avoir, ajoute-t-elle, une « thèse unique du parti communiste en matière coloniale », en l'occurrence la huitième condition, directement dénoncée : « Ce texte a le tort d'être trop général, de s'appliquer indistinctement à toutes les colonies et États opprimés, sans tenir compte de leurs conditions particulières et des moyens d'action du parti dans chacune d'elles, et de ne pas

marquer une progression dans l'accomplissement des diverses tâches qu'il prescrit. » En Algérie, il ne peut être question de donner un « appui aux mouvements libérateurs » et d'exiger « l'expulsion des colonies des impérialistes nationaux ». La motion reprend ensuite un vieil argument des Européens des colonies – nous connaissons mieux la situation que les « patos » (expression des Français d'Algérie qui désignait avec une petite dose de mépris leurs compatriotes de métropole) – en l'enrobant de verbiage communiste : « Nous avons le devoir impérieux de faire la critique de la politique suivie, d'en signaler les erreurs et les lacunes, étant bien placés pour cela. Il nous appartient aussi de fournir au parti les indications qui lui manquent sur la situation particulière de notre région et de lui suggérer les méthodes à employer afin d'éviter des tâtonnements et des fautes qui risquent d'avoir de graves conséquences. » Obéissant à cette logique, la résolution demande que toute initiative du Comité directeur ou du Comité d'études coloniales soit soumise au filtre de l'avis des communistes d'Algérie. Quelles étaient les « particularités » que les « Français de France » ne pouvaient comprendre ? De façon symptomatique, la motion citait en premier lieu la « mentalité indigène algérienne ». Le peuple était analphabète et plongé dans les ténèbres. Quant à l'élite, composée d'« esprits imprécis, sans énergie, constamment ballotés entre leur impulsion nationaliste et la crainte des représailles de l'administration », elle ne pouvait « être pour nous une alliée ». Sur quel « programme d'action pour l'avenir immédiat [21] » un tel d'esprit pouvait-il aboutir ? Le moins que l'on puisse écrire est

que la phrase introductive était catégorique : « L'émancipation des populations indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la révolution en France. » Pour conclure : « La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens du bled est actuellement inutile et dangereuse. » Deux adjectifs définitifs.

Fait troublant, ce texte fut publié *in extenso*, deux livraisons de suite, par *Le Bulletin communiste, organe du Parti communiste (SFIC)*, dont les bureaux étaient au 120 rue La Fayette, c'est-à-dire au siège du Comité directeur. Ce qui prouve que l'accord de certains dirigeants de Paris était alors acquis à cette orientation. Dans un numéro ultérieur du *Bulletin*, il fut pourtant précisé que cette résolution était parue « pendant la courte période où [il] était aux mains des centristes » (4 janvier 1923).

Il serait pourtant injuste de ne pas faire mention d'une minorité internationaliste, dès ce moment, au sein de la région Algérie, composée particulièrement d'anciens libertaires – on y distingue, déjà, la voix de Victor Spielmann (1866-1938) [22]. En opposition totale avec les textes précédemment cités, les termes « libération nationale » et « indépendance » apparaissent dans la presse communiste dès 1921 : « Tant de misère et d'inégalités développent des tendances libératrices qui prennent tout naturellement la forme d'aspirations à une libération nationale. […] Le nationalisme n'est pas le socialisme, […] mais il va dans le même sens que lui et même coïncide partiellement avec lui. […] Aussi devons-nous envisager les aspirations à

l'indépendance coloniale [23] comme étant de même essence que le socialisme et nous ne devons pas rester indifférents à leur égard. […] Loin de se montrer hostiles aux aspirations d'indépendance coloniale, les socialistes [24] doivent les envisager d'un œil favorable, sans cesser pour cela de spécifier qu'elles sont incomplètes [25] . »

Esquisse d'un redressement

Cependant, les positions (nettement) majoritaires vont attirer aux communistes d'Algérie une pluie de critiques. Un des dirigeants en vue du nouveau parti, Paul Vaillant-Couturier, effectue au printemps 1922 une tournée en Algérie, officiellement pour *L'Humanité*, en fait très probablement pour aider à « redresser la ligne ». Vaillant profite de cette tournée pour informer les lecteurs de *L'Humanité* (série déjà citée du 14 avril au 9 juin 1922 sur l'« impérialisme français en Algérie [26] »). Dès le premier article, le ton est donné : l'esprit raciste est fort en Algérie et « les communistes eux-mêmes ont quelque peine à se dégager de cette emprise. Il semble que quelque chose soit resté du temps où, derrière les murailles de pisé des villages, patriotes et ouvriers se réunissaient pour faire le coup de feu contre les assiégeants arabes ou kabyles [27] ». À l'autre extrémité du reportage, Vaillant confirmait cette critique : « Il faut que la méfiance, l'inquiétude cèdent le pas à une volonté réfléchie mais ferme de collaboration. » Mais il se

gardait bien de renvoyer dos à dos les « indigènes » et les Européens : c'était à ces derniers de modifier leur attitude : « Ce n'est pas en maintenant les indigènes en dehors du parti qu'on fera l'éducation des cadres ouvriers nécessaires à l'application de la dictature du prolétariat, c'est en les attirant au contraire, dût-on parfois avoir à triompher pour cela du préjugé colonial chez certains Européens et d'une défiance trop souvent justifiée chez certains opprimés [28] . »

Plus frontale, plus agressive, fut la condamnation émise en janvier 1923 par Robert Louzon, l'un des communistes de la première heure les plus impliqués dans l'anticolonialisme militant (il venait d'être condamné à six mois de prison, puis expulsé de Tunisie). Son article du *Bulletin communiste*, intitulé « Une honte », était une violente charge contre les différentes motions en cours : « Parlons net ! Un communiste doit avoir une mentalité communiste, non une "mentalité algérienne" [29] . […] Cela devrait l'empêcher d'employer pour combattre les efforts d'émancipation politique des indigènes les mêmes arguments d'"ignorance", d'"incapacité", que ceux qui sont journellement employés par la bourgeoisie pour combattre ses propres efforts d'émancipation sociale. Le communisme, c'est la lutte pour l'émancipation des travailleurs, de tous les travailleurs, non pour la mise en "tutelle" d'une partie d'entre eux sous la domination d'un prolétariat ou d'un capitalisme étranger. N'aurait rien de commun avec le communisme la politique qui ne tendrait qu'à obtenir des augmentations de traitement et de privilèges pour des fonctionnaires français de l'Afrique du

Nord, tout fiers de porter faux col et d'avoir été à l'école [30]. » Voilà qui était net.

L'autre attaque vint des colonisés organisés en métropole au sein du PCF. En décembre, dans la même livraison du *Bulletin communiste* que la publication du texte du congrès interfédéral, parut un court, mais cinglant, article d'Abdelkader Hadj Ali, qui se terminait par cette phrase : « Il est temps que le communisme ne soit plus limité à quelques Européens disséminés dans les colonies, alors qu'on laisse de côté des millions de prolétaires indigènes qui nous tendent la main [31]. » Alors que la résolution du congrès interfédéral avait pour titre « La question coloniale », Hadj Ali titra son article « L'action coloniale » : malice ou combat de front ?

Puis, c'est de l'Internationale que viendra le coup le plus rude. À Moscou, lors du IVe congrès, Léon Trotski présente le 1er décembre 1922 un rapport sur le parti français d'une exceptionnelle sévérité. Sur la question coloniale, c'est la motion de Bel Abbès qui est visée en tout premier lieu (l'Internationale n'avait donc, à ce moment, connaissance ni de la résolution de la Fédération de Constantine, datant pourtant d'octobre 1921, ni de celle de la conférence interfédérale de septembre 1922, bien plus importantes, citées *supra*). Trotski est évidemment très sévère : « Cette résolution d'un groupement qui se prétend communiste constitue un grand scandale. » Plusieurs reproches majeurs lui sont faits : d'abord, l'incroyable prétention de vouloir *seule* déterminer la politique communiste en Algérie : « Voilà une Section coloniale qui se dresse contre

son parti et contre son Internationale, et dit : “Non, non, quand il s’agit des indigènes, c’est notre domaine réservé”. » Puis le leader bolchevik aborde le fond : « On ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies, parce que s’ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination de la bourgeoisie française, ils retourneront à la féodalité, et les communistes français d’Algérie ne peuvent pas tolérer qu’à la suite d’une émeute révolutionnaire les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité ! » L’IC ne peut ni ne doit tolérer dans ses rangs « deux heures ni deux minutes des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d’esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne dans les bienfaits de la civilisation capitaliste [32] ! » Le 18 décembre, *L’Humanité* publie la « Résolution sur la question française », qui reprend les critiques de Trotski, notamment l’expression passée à la postérité : « Point de vue purement esclavagiste. » Suite à ce flot de protestations, le comité directeur intervint et exigea une nouvelle orientation.

Le ton du texte d’un nouveau congrès interfédéral (Alger, 14 janvier 1923) fut radicalement différent. Il fallait désormais « soutenir les aspirations démocratiques des indigènes, résolument », notamment le suffrage universel, recruter des « indigènes » et présenter aux élections des candidats issus de cette population, enfin lutter contre les préjugés coloniaux « même au sein des sections communistes [33] ». Apparition d’un concept, souvent traduit par un mot, « arabisation ». Ce néologisme inélégant, à la limite du détestable, est de surcroît

inadéquat (il s'appliquait à une population en partie kabyle). Pourtant, il fut largement utilisé durant toute l'histoire du communisme algérien. Nous l'emploierons donc ici avec la distance nécessaire.

L'hebdomadaire *La Lutte sociale* passe à ce moment aux mains des internationalistes, qui publient « Pourquoi le communisme intéresse les indigènes » (27 avril 1923) [34]. L'article, dénonçant la IIe Internationale (socialiste), était en fait une véritable déclaration de guerre à l'« esprit de Bel Abbès », affirmant sans détour : « Les indigènes, comme les prolétaires des pays dits civilisés, ont le même désir de délivrance. De là la nécessité pour les uns et les autres de faire alliance, de se tendre la main. » Ce qui provoqua la première crise du PC en Algérie, d'ailleurs contemporaine de celle du PC national (départs début 1923 de Ludovic-Oscar Frossard, Victor Méric, Georges Pioch, tous opposés à l'Internationale). Le rédacteur de la motion de Sidi Bel Abbès, Maxime Guillon, quitta le parti et revint à la SFIO. Est-ce à dire que toutes ces sensibilités avaient disparu ? Fin 1924 encore, Henri Lozeray déplore que « nos camarades des fédérations nord-africaines ne comprennent [pas] l'importance de la liaison avec le parti de l'indépendance nationale [35], et souvent derrière une apparente rigidité dans la doctrine, ils cachent un esprit purement social-démocrate [36] ».

En janvier 1924, un communiste d'Algérie, Constant, envoie sa participation écrite pour le IIIe congrès national de Lyon. Il s'exprime comme aurait pu le faire un militant de la France profonde : tactique électorale (c'est l'intitulé de sa tribune),

revendications salariales, alliances, etc. Pas un mot sur la spécificité coloniale de l'Algérie [37]. Un de ses camarades, un certain C. Labi, le lui fait sèchement remarquer peu après : nous devons, écrit-il dans *L'Humanité*, « faire pénétrer notre influence dans les couches profondes de la population la plus nombreuse et la plus déshéritée des colonies. [...] Au point de vue communiste, l'action électorale a moins d'importance en Algérie que partout ailleurs. Elle ne touchera qu'un nombre limité d'individus » (sous-entendu : les Européens). Les « indigènes » n'ont pas le droit de vote ? Raison de plus pour leur proposer des perspectives politiques, pour « inclure dans votre programme, en même temps que l'affirmation de l'indépendance coloniale, un certain nombre de revendications économiques et politiques élémentaires dont sont frustrés les colonisés. Mais cela vous ne le ferez pas, parce que [...] vous n'avez pas encore saisi le sens de notre action dans les colonies [38] ». Au même moment, la lutte intense contre la guerre du Rif entraîne de nouveaux départs.

Peu après, des éléments de gauche, comme Victor Spielmann, quittèrent également le parti. Comme l'IC interdisait formellement aux communistes l'affiliation à la franc-maçonnerie et à la Ligue des droits de l'Homme, fortement implantées en Algérie dans les milieux de gauche, les rangs de la jeune organisation s'émiettèrent, à la grande joie de la presse socialiste, qui utilisa justement ce mot : l'« émiettement communiste [39] ». Des 1 000 à 1 500 en 1920, il ne restait, en 1924, que quatre cent trente adhérents [40]. Les « observateurs » infiltrés du Gouvernement général fournissent eux aussi des

chiffres modestes : sur la totalité du territoire, il y a alors quarante cellules ; à Alger, la cellule du Central télégraphique a quatorze adhérents, celle de la Recette des Postes vingt-deux, les cheminots ne sont que soixante, les employés du Gaz, trente-cinq [41]. Lors du congrès national de 1926, tenu à Lille, le secrétaire général Pierre Semard admit que le parti avait, en Algérie, « perdu les trois quarts des effectifs [42] » (par rapport à Tours). Si l'on calcule bien, cela signifierait qu'il ne restait alors qu'entre deux cent cinquante et quatre cents adhérents. En février 1926, *La Révolution prolétarienne*, dirigée par Monatte, très hostile au PCF, publie la « lettre d'un camarade d'Alger » qui brosse un tableau peu réjouissant – mais semble-t-il réaliste – de l'état de l'organisation dans la colonie : « Ça va mal. Les cellules ne fonctionnent pas, le journal n'est pas intéressant, les bouillons sont gros. Le journal a failli ne pas paraître la semaine dernière. » Etc. Au sein de ce groupuscule, les « indigènes » restaient strictement minoritaires. En 1924, constate désolé un responsable de la Commission coloniale, certaines sections sont encore « exclusivement composées d'Européens et, à de très rares exceptions, de un à deux camarades indigènes [43] ». En 1926, ces derniers ne sont que quatre-vingts [44].

Ce noyau conserve pourtant une étonnante influence au sein du petit peuple européen des villes. Aux élections municipales (premier collège) de mai 1925, donc en pleine campagne contre la guerre du Rif, les communistes présentent à Alger une liste, dite « Bloc ouvrier et paysan », toujours conduite par Mazoyer. Elle obtient 3 492 voix (20 % des suffrages exprimés).

Le choix de la lutte pour l'indépendance

Les éléments « opportunistes de droite » éliminés, la radicalisation peut se mettre en marche. En mars 1925 a lieu à Alger un congrès d'unification des trois fédérations. Est adopté à cette occasion un programme qui insiste sur l'« égalité des droits », la « libération des masses indigènes du joug colonial et du capitalisme », un projet de réforme agraire qui, pour la première fois de l'histoire coloniale de l'Algérie, demande la restitution des terres aux *fellahs* [45]. On sent encore quelque hésitation sur l'emploi du mot « indépendance ». Qu'importe : le virage est pris. L'organe algérien du PCF écrit alors : « Le parti communiste n'est pas une organisation d'Européens comme celle des socialistes, il groupe dans son sein tous les exploités, à quelque race qu'ils appartiennent. Il a lutté, il lutte et il luttera toujours pour la libération des opprimés des colonies [46]. » C'était, à ce moment, plus une belle résolution qu'une réalité. Mais, au moins, le terrain avait été dégagé pour laisser place à la thématique centrale : la lutte sous le drapeau de l'indépendance. Lors de la conférence nationale d'octobre 1925, la direction tranche : « Des camarades algériens prétendent que l'on peut passer directement à l'action prolétarienne par les ouvriers indigènes organisés, y affirme Suzanne Girault, sans passer par le stade de l'émancipation nationale. Ce point de vue est-il juste ? Cela parait contestable. » À un engagement

de fond (la huitième condition) s'ajoutait une raison éminemment tactique (qui d'ailleurs traversa toute l'histoire du communisme en Algérie) : « Si le parti ne suit pas de très près le développement du mouvement national indigène, il risquerait de dégénérer en mouvement nationaliste pur et aboutirait à l'instauration d'un régime national à base capitaliste [47]. »

Aux élections municipales de mai 1925, déjà citées pour le collège européen, le PC présente pour la première fois une liste dans le collège « indigène », menée par l'émir Khaled. Celle-ci arrive en tête au premier tour [48], puis au second la semaine suivante (551 voix sur 1 172 suffrages exprimés), mais le bureau mis en place par le Gouvernement général, « considérant que M. Khaled est inéligible, ne l'a pas proclamé élu [49] ». *L'Humanité* a beau tonner contre l'« abus de pouvoir des fonctionnaires du Cartel [des gauches] [50] », la décision est maintenue.

Cette période voit également l'implantation, lente, de la CGTU en Algérie. Le secrétaire général de la Fédération des cheminots, Pierre Semard, effectue en décembre 1923 une tournée dans ce but. En février 1926, pour la première fois, un Comité confédéral national examine la situation en Algérie : le centre décide d'y envoyer un permanent appointé, les locaux étant trop exposés à la répression [51]. Ce sera d'abord Jules Teulade, qui échappera à la police en 1926, puis Georges Claveri, rapidement arrêté alors qu'il tentait de prononcer un discours à Rélizane, le 5 avril 1927 [52]. Lors de son procès, il sera condamné à deux ans de prison, pour « incitation de

militaires à la désobéissance » et « provocations de meurtre [53] ». Il se serait alors écrié : « Vive la révolution ! Vive l'Armée rouge [54] ! »

Les militants unitaires, très liés au PCF, entendent eux aussi porter leurs efforts vers l'adhésion des « indigènes » : début 1927, il y aurait eu 10 000 cotisants réguliers, dont un millier d'« indigènes » [55], en particulier des dockers à Oran [56]. Il fallait faire plus. C'est dans cet esprit qu'ils convoquent un « congrès ouvrier et paysan » en juin 1930, en plein cœur d'Alger. Plus de soixante-quinze délégués, dont seulement deux Européens, y participent. L'objectif est de parvenir, à terme, à la formation d'une centrale « indigène » autonome, la Confédération générale du travail d'Algérie (CGTA) : « Quand nous aurons une majorité d'indigènes à la CGTU, nous serons la CGTA. » Les délégués se séparèrent en scandant : « Vive l'Internationale communiste ! Vive la CGTU ! Vive l'Internationale syndicale rouge ! Vive la CGTA ! Vive le PC [57] ! » Initiative d'une extrême intrépidité, alors que la France officielle est justement en train de célébrer le centenaire de la conquête. La tentative échouera, tant à cause d'une répression amplifiée (la Bourse du travail d'Oran, contrôlée par la CGTU, fut fermée, celles d'Alger et de Constantine interdites aux syndicats unitaires) et d'un contrôle policier tatillon, que du peu d'empressement, voire de l'hostilité, de bien des membres européens de la CGTU [58]. La réunification de 1935 mettra fin à cette velléité [59].

En Algérie, bien plus qu'en France, la grande épreuve fut pour ces jeunes organisations la guerre du Rif. Comment appliquer, en terre coloniale, où l'effroi des « petits Blancs » face à la révolte « indigène » en terre voisine est à son paroxysme, les mots d'ordre d'indépendance du Rif, de fraternisation ? La police était sur les dents, les manifestations publiques interdites. Pourtant, on a quelques indications sur sa portée grâce aux adversaires du PC. Le 23 juin 1925, le président du Conseil en personne, Paul Painlevé (1863-1933), dénonce à la Chambre l'existence de tracts en langue arabe distribués « en Afrique du Nord ». La réponse du régime est à la mesure de sa peur. C'est peu après cette période qu'Albert Sarraut (1872-1962), un ministre de l'Intérieur particulièrement combatif, pousse le cri : « Le communisme, voilà l'ennemi ! » Il choisit pour cela la terre algérienne (Constantine, 22 avril 1927) – et ce n'est pas une coïncidence. Il poursuit : « La destruction de la patrie n'est pas une opinion. C'est un crime [60]. » On a vraiment l'impression, en écoutant les discours et en lisant la presse de l'époque, que la poignée de militants, sur place, est à la veille de prendre le pouvoir. La lecture de *L'Écho d'Alger*, toujours, permet de constater que le simple fait de tenir des propos jugés antimilitaristes pouvait valoir de la prison ferme. *A fortiori* pour les vrais militants. Sous le titre « La propagande communiste à Alger », ce même journal ouvre une rubrique quasi quotidienne à partir du 9 juin 1925 [61]. Il informe – et rassure – ses lecteurs : la police veille. Des perquisitions sont effectuées au siège de *La Lutte sociale*, des affiches et des tracts « subversifs », dont certains en langue arabe, y sont trouvés, on

procède à des arrestations. Parmi les interpellés figure Victor Spielmann, présenté comme un dangereux « militant en correspondance suivie avec les organisations communistes de l'étranger et notamment avec les éléments francophones des colonies : Destouriens de Tunisie, Jeunes Turcs, Jeunes Algériens et autres associations de ce genre ». Devant le magistrat instructeur, il a conservé « une attitude d'inébranlable conviction et même de défi [62] ». Lors du procès qui suivra, divers accusés seront condamnés à des peines entre deux semaines et deux ans d'emprisonnement, Spielmann étant toutefois acquitté [63].

Les émissaires de Paris, venus en nombre en terre algérienne, subissent également la répression. En juillet 1925, Henri Lozeray, Victor-Noël Arrighi et Jean-Baptiste Aucouturier sont cueillis par la police dès leur descente du bateau [64]. Ils seront condamnés à deux ans de prison (Barberousse, toujours) pour avoir eu l'« intention » de faire de l'agitation. Ils feront l'intégralité de leur peine. Pour Lozeray, qui avait de la suite dans les idées (il avait été condamné à dix ans de prison pour propagande auprès des soldats coloniaux dans la Ruhr et venait à peine d'être libéré), ce fut un voyage d'une cellule à une autre. Immédiatement après, le 2 septembre, arrive à Oran une délégation de cinq membres, officiellement mandatée par le Comité d'action contre la guerre du Rif, dirigée par Doriot. Puis, Doriot seul (les autres sont immédiatement expulsés) se rend à Alger, où il tient même un meeting en plein cœur de la ville [65]. Pour la première fois, il y a parmi les auditeurs et les manifestants une « majorité d'Algériens [66] ». Doriot est

finalement expulsé à son tour, le 25 septembre, après une rocambolesque tentative de passage au Maroc.

Une autre mission est confiée à Édouard Cormon, un haut cadre disparu de la mémoire communiste (et pour cause, il finira dans les rangs du PPF de Doriot), mais aussi des ouvrages d'histoire [67]. Mais, contrairement à Vaillant-Couturier ou Doriot qui l'avaient précédé sur la terre d'Algérie, Cormon s'y installe (il y fonde même une famille). De 1926 à 1929, il est l'homme de la reconstitution de la région Algérie, après la vague de répression due à la lutte contre les guerres du Rif et de Syrie, bravant les formules de Sarraut (« Le communisme, voilà l'ennemi »). On peut trouver trace de ses interventions publiques dans divers articles de presse. Le 15 février 1928, il est à Blida, portant la contradiction aux socialistes lors d'une réunion organisée par ceux-ci [68]. En avril, il prend la parole lors d'un meeting à Alger. *L'Humanité*, lyrique, décrit un « appel à la véritable lutte révolutionnaire », conclu par un ordre du jour « dénonçant l'impérialisme français et réclamant l'indépendance de l'Algérie », adopté au chant de *L'Internationale* [69] . Nouvelle prise de parole publique, cette fois à Oran, lors de la traditionnelle manifestation du 1er Mai [70]. Mais loin des tribunes, Cormon est surtout un homme de l'ombre, un propagandiste hors pair. Il est l'un de ceux qui s'engagent à fond dans l'arabisation des effectifs. Secrétaire de la région algérienne, il prend pour adjoint le jeune syndicaliste Sid-Ahmed Belarbi, dit Boualem, une des premières figures du communisme algérien issue non de l'immigration, mais des masses autochtones. En 1929, lorsque Cormon est rappelé à

Paris, Boualem prend le poste, devenant ainsi le premier « indigène » à la direction de la région algérienne. À Paris, Cormon continuera son travail d'agitation, animant notamment la rubrique « Colonies » de *L'Humanité*. Le 16 août 1929, il y dénonce la « répression en Algérie » (c'est le titre de l'article, signé « Jacques Péraud »). La suite de son parcours politique donne une impression de déjà vu : désaccords, recouverts par des accusations graves de la part de la direction (malversations financières), exclusion, cheminement vers des cieux politiques radicalement opposés (PPF)… Cormon retournera un temps en Algérie, puis finira ses jours, oublié, en Oubangui-Chari.

Outre Boualem, d'autres « indigènes » sont alors formés pour devenir de futurs cadres du communisme algérien. Certains prennent le chemin de Moscou (École d'Orient), sans qu'il soit possible aujourd'hui de distinguer ceux qui partirent de France de ceux qui quittèrent l'Algérie : Boualem, déjà cité, Mohamed Badsi, Rabah Oussidhoum, Larbi Bouhali, Benyellès, Mustapha, Ben Ali Boukort, Mahmoud Ben Lakhal, Ali Menouer, Mira, etc. Deux d'entre eux devinrent par la suite secrétaires généraux du jeune PCA (Boukort et Bouhali) [71] . Un cas particulier est celui de Mahmoud Latrèche, né en Palestine, où sa famille algérienne s'était réfugiée, un temps dirigeant du PC palestinien, puis du PC syro-libanais, véritable *missus dominicus* de la révolution mondiale, envoyé par l'IC en Algérie en 1938, où il milita dans les rangs communistes jusqu'à la fin de sa vie (1982).

Un parti squelettique

La seconde grande période d'affrontement est celle des cérémonies dites « du centenaire » (de la conquête). En Algérie, les communistes agissent. Ils tentent dès 1929 de mettre sur pied des « comités de lutte contre les fêtes du centenaire ». En 1930, la grande presse nationale conservatrice (qui, certes, gonfle l'événement par calcul politique) s'inquiète [72] . Des tracts sont saisis par la police. Pis, il y a eu des appels, en langue arabe, à l'insurrection : « Aux soldats nord-africains. Après avoir pénétré dans votre pays, après avoir tué vos familles et brûlé vos récoltes, après avoir volé vos terres, la colonisation française vous a donné l'ignorance, le vin, le libertinage, l'oppression odieuse. Vous vous entretuez (Maroc, Syrie), vous faites six mois de service de plus que les soldats français. L'autorité vous considère comme des esclaves et les colons fêtent votre esclavage par un centenaire. Le 1er Mai, vos frères, les travailleurs français, manifesteront contre leur bourgeoisie. Fraternisez avec eux ; manifestez contre le centenaire, contre votre mise en esclavage, contre la colonisation française. » À Alger, les murs sont « constellés de papillons représentant un indigène à demi nu, enchaîné à un poteau, et que frappaient un colon de son fouet, un prêtre de son crucifix, un officier de son sabre. Une inscription en français, "Cent ans de domination française en Algérie", se répétait en arabe dans ces termes : "Cent ans d'esclavage sous la domination française en Algérie" ».

Les « indigènes » qui participent à ces protestations prennent des risques bien plus grands. Une stricte application du Code de l'indigénat amène les autorités à jeter en prison sans autre forme de procédure tout Algérien se mêlant de politique ou de syndicalisme [73]. En 1925, cinq « communistes indigènes », selon l'expression de *L'Écho d'Alger*, sont condamnés à des peines allant de quatre à dix mois de prison pour « entrave à la liberté du travail » lors de grèves, notion éminemment élastique, surtout en situation coloniale [74]. Dans un article de *L'Humanité*, Doriot proteste contre les emprisonnements de ses camarades européens, mais aussi « indigènes » [75] : Ben Lakhal, Belghoul, Youbi. Ce dernier, arrêté le 17 octobre 1925 [76], est condamné à deux ans de résidence forcée dans le grand sud pour avoir traduit en arabe le discours d'un avocat communiste, Me Robert Foissin [77] ; il sombrera dans la folie [78]. En 1928, un militant, Abdallah, se fait un peu trop remarquer par ses prises de parole lors de divers meetings communistes et CGTU. Aussi, le gouverneur général « demande au commissaire central de Bône d'aviser le nommé Abdallah que sa mise en surveillance spéciale dans les territoires du Sud est envisagée dès aujourd'hui, et d'informer l'intéressé qu'à la prochaine réunion publique où il prendrait la parole il serait procédé à l'exécution de la pénalité ci-dessus énoncée [79]. » Lequel commissaire, en fonctionnaire zélé, s'exécute immédiatement [80]. On perd ensuite la trace de cette affaire : Abdallah fut-il contraint au silence ?

Désormais, la question de l'indépendance n'est plus du tout taboue pour les communistes. En février 1926, le pas est

franchi : « Les revendications partielles ne peuvent en aucune circonstance masquer le but final pour lequel nous luttons, c'est-à-dire l'indépendance de l'Algérie » (résolution du congrès de la région d'Algérie (adoptée à une courte majorité, quatorze voix contre dix, ce qui ne manque pas de signification) [81]. Cette date est d'une importance capitale. La région du PCF fut donc la première organisation à proclamer, *en terre algérienne*, le droit à l'indépendance de ce pays. Cette politique était d'ailleurs en cohérence avec ce que fit alors le centre à Paris, en mars de la même année, en parrainant la fondation de l'Étoile nord-africaine (voir *supra*). Et ce n'est pas par hasard si c'est un militant connu de l'ENA, Mahmoud Ben Lakhal, à peine sorti de prison, que le PCF envoie défendre ses couleurs lors d'une élection municipale partielle, le 10 avril 1927. Sa campagne est dénuée d'ambiguïté : « Pour la première fois dans un collège électoral, titre alors avec fierté *L'Humanité*, des indigènes se prononcent en faveur de l'indépendance de l'Algérie [82]. » Ben Lakhal paiera cher ce radicalisme : il sera déporté dans le Sud algérien (Béni Abbès). De retour à Alger en 1929, il aurait alors progressivement abandonné ses activités politiques, quittant le PC en 1932 [83].

Dès lors, et pour plus d'une décennie, le mot est fréquent dans le vocabulaire communiste : « Les communistes algériens se déclarent pour l'indépendance totale de l'Algérie [84] » ; « Pour les travailleurs européens comme pour les masses indigènes, le mot d'ordre "Indépendance de l'Algérie" doit être le drapeau de la lutte anti-impérialiste pour la libération des prolétaires de ce pays [85]. »

À la suite de cette insistance, une deuxième vague d'adhérents européens quitte le parti. Début 1927, la section de Blida, où milite Constant, déjà cité, adopte une résolution de défiance face aux directives renouvelées de Paris : « Contre le mot d'ordre d'indépendance de l'Algérie, contre le parti national révolutionnaire [86], contre le mot d'ordre "La terre aux paysans" », contre le droit de vote pour les « indigènes » (car, « le fanatisme religieux l'emportant, tous les marabouts seraient élus [87] »). La section est exclue dans sa totalité. Constant répond, sur un ton ironique qui effectivement masque mal un certain mépris pour les colonisés : « Il paraît que, pour que *La Lutte sociale* soit dans la ligne, elle ne doit plus s'occuper que des indigènes. Les travailleurs européens de ce pays sont, paraît-il, quantité négligeable. » Si nous agissions de la sorte, nous deviendrions un « parti nationaliste indigène », conclut-il [88]. Un autre militant, l'avocat Édouard Lemédioni, fait connaître publiquement son opposition et démissionne : « Sans nier la valeur révolutionnaire des mouvements coloniaux, je considère votre mot d'ordre de l'indépendance de l'Algérie comme un mot d'ordre démagogique, isolant les masses indigènes et les masses européennes du parti. » Il propose que l'on s'en tienne à des revendications à ses yeux moins « aventuristes » : « Droit syndical intégral aux indigènes, abrogation du Code de l'indigénat, lutte pour les droits politiques [89]. » Même un militant comme Jean-Paul Finidori [90], qui quittera le PCF par la gauche, était dubitatif : « Il est un terrain magnifique qui nous vaudrait la sympathie de la masse indigène : la lutte contre l'indigénat. On lui préfère la théorie

omnibus de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes [91]. » Un autre militant, Henri Schiavo, est exclu à la même époque, pour les mêmes désaccords [92]. Comme il était secrétaire de l'Union régionale algérienne de la CGTU, il est également évincé de sa responsabilité syndicale [93].

Dix années après Tours, la grande majorité des premiers adhérents sont donc partis. Mais cette orientation indépendantiste n'attire pas pour autant les « indigènes » vers le communisme. De ce fait, les rangs de la jeune région algérienne deviennent clairsemés. Début 1932, il ne reste dans toute l'Algérie que cent trente membres du parti, auxquels il faut ajouter quatre-vingts membres de la JC [94]. Fin 1933, après une légère tendance au redressement, ils sont deux cents adhérents, dont une vingtaine d'« indigènes » [95], cette statistique n'incluant pas les JC. L'influence de ce microparti est alors proche de rien : aux élections législatives de mai 1932, les candidats communistes recueillent 2 139 voix dans tout le pays [96], moins que dans la seule ville d'Alger en 1925. Les indicateurs du Gouvernement général continuent à faire consciencieusement leur travail, mais il n'y a là rien qui puisse inquiéter les autorités : quatre-vingt-cinq présents lors du rassemblement de la CGTU, le 1er mai 1931 [97], cent cinquante personnes réunies par le Secours rouge à Alger le 30 juillet suivant [98], etc.

Il faut d'urgence redresser cette situation de faillite. Maurice Thorez, devenu un dirigeant reconnu (il vient, sur consigne de Manouïlski, d'éliminer le groupe Barbé-Célor et de prendre de

fait la tête du parti) se rend en Algérie au printemps 1933, y participe dès son arrivée à des meetings publics (Sidi Bel Abbès, Perregaux, Alger) [99] et même à une manifestation paysanne, au cours desquels il dénonce l'« impérialisme français », demande aux Européens de « détruire l'esprit de race », d'« aider à l'organisation et à la lutte des indigènes pour la libération nationale de l'Algérie [100] ». À Perregaux, il partage la tribune avec Raymond Bossus (1903-1981) [101], alors en mission au nom de la CGTU [102]. Au comité central qui suit le retour a lieu un intéressant échange de vues. Le même Raymond Bossus loue les « camarades indigènes, ouvriers occupés et chômeurs qui n'ont pas une grande expérience politique et syndicale », mais qui « font preuve d'une grande combativité ». L'orientation nouvelle des membres du parti en Algérie a fait surgir une difficulté logique : « Tant que nos camarades n'ont pas défendu les revendications des indigènes, la police de l'impérialisme français laissait manifester. Mais quand notre action est devenue véritablement révolutionnaire et dangereuse pour la bourgeoisie, quand nous avons organisé la lutte des indigènes, la répression a été dure, mais nous avons entraîné des milliers d'ouvriers et d'ouvrières dans la rue. » Thorez conclut : « Je veux marquer [...] l'importance que le bureau politique attache à la défense des peuples coloniaux. C'est pour montrer cette importance que le BP a envoyé un de ses membres en Algérie [Thorez lui-même], non seulement pour examiner les possibilités d'action à la colonie, mais pour organiser en France la lutte des ouvriers pour la libération des peuples coloniaux [103]. »

La difficile gestation d'un parti communiste autonome

Depuis les origines, l'Internationale menait l'offensive pour que se constituent dans les colonies des organisations autonomes. Lors du VIe congrès de l'IC, une charge contre la timidité du PCF en ce domaine fut menée. Le 17 août 1928, un délégué algérien, Abderrahmane, s'exprima, « d'accord avec la délégation algérienne [104] », décrivit « les tâches de notre parti », au premier rang desquelles la constitution d'un « véritable PC algérien, par sa composition et son travail [105] ». Un an plus tard, dans le *Bulletin colonial* d'août 1929, on pouvait lire : « Malgré les difficultés présentes, notre parti communiste [...] s'orientera plus sûrement vers la conquête des masses indigènes, vers la formation d'un véritable parti communiste algérien [106]. » Quatre mois plus tard, une nouvelle injonction est envoyée par l'IC : les belles résolutions ne suffisent plus. « Le PCF doit intensifier de nouveau son travail pour la création d'organisations révolutionnaires communistes dans les colonies. [...] Lorsque l'organisation d'Algérie sera consolidée et renforcée, il faudra poser et résoudre la question de sa transformation en une section indépendante de l'IC [107]. » Vœu pieux.

Trois ans plus tard, lors du VIIe congrès du PCF à Paris, du 11 au 19 mars 1932, Maurice Thorez présente dans son rapport d'organisation, comme une des priorités : « En Algérie,

constituer un parti communiste algérien, section de la IIIe Internationale [108]. » À l'été de la même année, au XIIe comité élargi du Komintern, la délégation française (Ferrat, Fried, Thorez et Doriot) est de nouveau tancée pour sa politique algérienne. S'ensuit un document de travail interne qui réédite l'ordre de « démasquer les éléments colonialistes et opportunistes et de liquider leur influence dans les organisations », d'arabiser les rangs du parti et de le transformer « dans un proche avenir, en une section de l'Internationale communiste [109] ». À la suite de cette énième injonction, le bureau politique décide d'envoyer une « Adresse à tous les membres du Parti en Algérie » : « La grande tâche de l'actuelle région algérienne du PCF, c'est de devenir rapidement un parti communiste d'Algérie représentant réellement et en premier lieu l'avant-garde du prolétariat arabe et kabyle et du prolétariat européen algérien, mais ayant aussi la confiance de la grande masse de la paysannerie arabe et kabyle et capable de la diriger dans la lutte révolutionnaire qui donnera aux fellahs la terre. » On aura remarqué la forte formule « réellement et en premier lieu ». L'adresse s'achevait par une nouvelle demande de « réaliser dans la vie et non sur le papier le travail pour la création d'un parti communiste d'Algérie directement affilié à l'Internationale communiste [110] ». À nouveau de belles phrases et de fortes formules… qui resteront encore lettre morte quatre années durant : le nouveau parti ne naîtra, on le verra, qu'à l'automne 1936.

Comme pour mieux faire peser le poids de Paris sur Alger, le bureau politique envoie, moins d'un an après Thorez, un autre

jeune dirigeant, au prestige alors croissant : André Morel (1902-1988), dit André Ferrat, membre du bureau politique, nommé à la tête de la Section coloniale en 1931 [111]. Les policiers voient vite l'impulsion : « Depuis que le militant Morel André, dit Ferrat, a pris la direction de la section centrale coloniale du parti communiste, écrit alors le chef du service indigène de la Préfecture de police, cet organisme fait preuve d'une activité que les précédents responsables avaient été incapables de lui donner [112]. » Ferrat, ajoute-t-il, donne à la Section la consigne d'étudier prioritairement l'Algérie et le Maroc. Il faut dire que l'intéressé connaissait bien l'Algérie. Il y avait été appelé au service militaire entre novembre 1925 et mars 1927, y effectuant d'ailleurs un travail antimilitariste sanctionné par un envoi dans des unités de discipline.

Ferrat retourne donc en Algérie, cette fois en mission, entre février et juin 1934. Au terme de celle-ci, son analyse est sans appel : « L'arabisation de notre parti et des organisations révolutionnaires est pour nous le problème fondamental du moment et une question de vie ou de mort [113]. » Avec lui, les mots ont un sens. Ferrat convoque en avril une conférence régionale à Alger et en profite pour imposer, un peu au forceps, la nouvelle pratique : le parti sera désormais dirigé en Algérie par un comité de dix membres, dont une majorité (six) d'« indigènes ». Parmi eux, un homme qui jouera un rôle de première importance dans l'histoire de l'Algérie des décennies qui suivront, Amar Ouzegane (1910-1981). À ce moment, les effectifs ont été légèrement redressés : à l'été 1934, près de quatre cents membres, « dont quatre-vingt-deux camarades

indigènes » ; au printemps 1935, quatre cent cinquante-quatre membres, « dont quatre-vingt-onze Arabes », auxquels il faut ajouter les effectifs des Jeunesses, deux cent trente adhérents « avec environ cinquante indigènes [114] ». Mais, quinze ans après Tours, les effectifs sont toujours nettement inférieurs à ceux de l'époque.

Le nouveau cours ne néglige pourtant pas les éléments européens. Mais, de façon caractéristique, c'est un natif de métropole qui va jouer à ce moment un grand rôle : Élie Mignot (1909-1992), homme clé de la politique communiste sur la question coloniale durant un demi-siècle, que l'on retrouvera tout au long de cette étude [115]. D'abord de sensibilité anarcho-syndicaliste, adhérent au PCF depuis le 10 février 1934, il est arrivé à l'âge de vingt-cinq ans en Algérie à l'automne de cette année pour y chercher du travail (il est charpentier). Et il a dans un premier temps, fait significatif, bien du mal à contacter des communistes. Pour aboutir à ses fins, il commande à Paris une centaine d'exemplaires de *L'Humanité* qu'il s'en va vendre, seul, dans les quartiers populaires. Le contact pris, il milite immédiatement – et activement. Il dirige vite la section d'Alger (il ne devait pas y avoir beaucoup de concurrence), puis entre au bureau de la région algérienne, dont il devient permanent durant le premier semestre 1935. « J'étais chargé notamment de la responsabilité du journal *La Lutte sociale*. C'était un problème pour moi, car j'avais bien un peu appris à écrire à l'école, mais depuis ma sortie à l'âge de treize ans, j'écrivais seulement à mes parents… Ça a été tout un apprentissage [116]. »

Ferrat, de retour en France en août 1934, y est pour sa part de tous les combats. Il scelle alors une alliance entre le PCF, l'Étoile nord-africaine, la Ligue anti-impérialiste et le Secours rouge [117]. Le 19 août, il participe, à la Grange-aux-Belles aux côtés de Messali, à un meeting commun contre les événements en cours de Constantine (des affrontements violents entre juifs et musulmans) [118], les deux hommes mettant de concert en garde contre le piège de l'antisémitisme. La résolution qu'ils font alors adopter appelle à l'« abolition de l'odieux Code de l'indigénat » et à l'« indépendance de l'Afrique du Nord [119] ». Ferrat publie plusieurs articles dans les *Cahiers du bolchevisme.* Dès cet été 1934, il déplore le « retard énorme que notre parti a encore en Algérie sur le mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste des masses », et il invite les communistes locaux à ne pas s'effrayer devant le « caractère national inévitable et normal de cette révolution ». En France même, « nous devons faire en sorte que tout le prolétariat comprenne ce mouvement, le voie avec sympathie et le soutienne jusqu'à son terme naturel : l'indépendance de l'Algérie et de l'Afrique du Nord [120] ». Signe de l'importance de ce premier texte, *L'Humanité* du 26 août suivant invite les militants à prendre connaissance de l'« article très documenté de [...] notre camarade Ferrat, qui a séjourné récemment en Algérie ».

Un an plus tard, le 1er juillet 1935, Ferrat s'appuie dans un autre article des *Cahiers* sur la définition célèbre de Staline de la nation et conclut que l'Algérie pourrait répondre parfaitement à chaque critère... sans la présence européenne [121]. Communauté stable ? Oui, celle du « peuple indigène opprimé

d'Algérie ». Langue commune ? « La langue arabe est la langue nationale et le français est la langue de l'impérialisme oppresseur. » Territoire commun ? Oui, mais les deux communautés humaines principales ne sont que juxtaposées. Économie unifiée ? Impossible à atteindre, « par suite de l'intrusion violente de l'impérialisme oppresseur qui a empêché ce développement dans l'intérêt exclusif de l'économie métropolitaine et des gros colons français ». Mentalités communes ? Le fossé est immense. De quelque côté que l'on se tourne, poursuit Ferrat, l'adéquation entre « Nation » et « Algérie » est empêchée par ce seul « détail » : le système colonial et son principal vecteur, la population de souche européenne, qualifiée de « corps étranger implanté par l'impérialisme au milieu du peuple indigène opprimé d'Algérie ». Conclusion : « L'Algérie est une nation dont le développement et dont la formation d'un État national sont entravés par l'oppression impérialiste. » L'affirmation est nette : l'Algérie *est* une nation, le processus est donc achevé, même s'il n'a pas encore trouvé son expression politique. Aux communistes de la mettre en avant.

Immédiatement après cette parution, la Commission coloniale se réunit en août 1935 et adopte un texte général d'orientation, rédigé dans cet esprit en grande partie par ce même Ferrat [122]. Classiquement, le texte rappelle bien la stratégie alors en cours en France – celle du Front populaire en gestation –, mais il insiste sur une dissociation nette des situations française et algérienne : « La question du Front populaire ne se pose pas en Algérie de la même façon qu'en France. […] À l'intérieur de la

population indigène, le problème principal n'est pas : "Fascisme ou antifascisme", le problème principal est : "Impérialisme ou anti-impérialisme". » Sans doute, est-il expliqué, le fascisme est également un danger pour les « indigènes ». Mais cela ne doit pas faire perdre de vue que c'est essentiellement « sur des mots d'ordre anti-impérialistes, dans la voie de la révolution anti-impérialiste et agraire libératrice que [doit] se mobiliser la masse indigène ». Or, jusque-là, affirme le texte, « [nos camarades] semblent être à la remorque des éléments petits-bourgeois », soutenant un programme vaguement démocratique, comportant « une seule phrase qui fait mention des indigènes en disant que la "deuxième révolution française", ici en Algérie, réalisera véritablement cette fraternité entre travailleurs indigènes et travailleurs européens, exploités jusqu'ici par la même féodalité terrienne ».

De ce fait, selon le texte d'orientation inspiré par Ferrat, « ce front risque d'être un front européen anti-indigène. Et, dans le meilleur des cas, il est un front indifférent aux indigènes. […] Cela a fait apparaître notre parti comme un parti français et non pas comme le parti essentiellement indigène que nous voulons être ». Comment parvenir à cet objectif ? « La tâche la plus importante, c'est la création, à côté de ce Front populaire européen, d'un Front anti-impérialiste unique qui devrait englober notamment avec le PC les organisateurs indigènes à tendance nationale-révolutionnaire, […] avec comme mot d'ordre essentiel la lutte contre le Code de l'indigénat et les revendications partielles de l'ouvrier indigène et des fellahs. Plus généralement, ce front devrait grouper tous les éléments,

partis ou organisations indigènes qui sont d'accord pour lutter sur une ou plusieurs revendications du peuple indigène d'Algérie (par exemple relatives à l'extension des droits politiques, aux revendications des fellahs, etc.). » La phrase majeure de ce texte du PCF d'août 1935 était destinée à devenir célèbre : « La nation française n'est pas la nation du peuple d'Algérie. C'est une nation étrangère au peuple d'Algérie, c'est la nation oppresseuse, c'est la nation de l'impérialisme qui, par le fer et par le feu, s'est annexé l'Algérie et qui courbe sous l'esclavage la nation algérienne. »

L'apogée de la radicalité du PCF en Algérie : la « circulaire Barthel » de septembre 1935

Une nouvelle mission, toujours discrète, est alors décidée. Ferrat étant accaparé en métropole par ses fonctions, c'est Jean Chaintron (1906-1989), *alias* Jean Barthel (les autorités connaissaient parfaitement son identité réelle), qui en est chargé [123]. Chaintron est alors un jeune militant (il n'a pas trente ans), mais est déjà impliqué dans le travail anticolonialiste du PCF. Un an plus tôt, entre janvier et mai 1934, il avait accompagné Gabriel Péri et Élie Bruneau (CGTU) dans un voyage – public – en Indochine [124]. Il expliquera plus tard, cependant, que lorsqu'il fut désigné pour

partir en Algérie, il ne connaissait rien de ce pays et que le PCF le « forma » en quelques mois [125].

Il arrive à Alger le 1er septembre 1935 et met immédiatement en place une nouvelle équipe. L'objet principal de la mission de Chaintron-Barthel est de porter à la connaissance des membres de la région algérienne le texte adopté par la Commission coloniale, signé de son seul nom, puis ensuite daté du 17 septembre. Ce texte deviendra, pour l'Histoire, la « circulaire Barthel ». Il aura un immense retentissement, grâce à ce qu'il faut bien appeler la bêtise de la réaction coloniale. Le 16 octobre suivant, soit six semaines après l'arrivée de l'émissaire à Alger, *La Dépêche algérienne* publie ce texte *in extenso*, sous le chapeau « "Le communisme, voilà l'ennemi (Albert Sarraut)". Un complot contre la sûreté de l'État en Algérie », avec, on l'imagine, de nombreux commentaires hostiles – le colonel François de La Rocque, président du mouvement ultranationaliste les Croix-de-Feu, alors présent à Alger, signe l'éditorial indigné, puis fait une conférence de presse à grand spectacle. Comment le journal se l'était-il procuré ? Il semble que ce soient des agents de la Sûreté, liés aux Croix-de-Feu, alors très puissants en Algérie, qui aient remis le document au colonel. Une campagne commence alors, avec la violence qu'on imagine, dans les milieux colons d'Algérie. Le gouverneur général expédie immédiatement un télégramme au ministère de l'Intérieur, accompagné d'un exemplaire du journal [126]. En France, *L'Écho de Paris*, sous le titre « Haute trahison », explique à ses lecteurs que, « sur les directives de Moscou, le communiste Barthel voulait soulever

les indigènes d'Algérie [127] ». À en croire certains, les communistes algériens formaient une véritable armée, prête à s'emparer de l'Algérie et à la transformer en république soviétique. Ce qui était accorder à cette poignée de militants et à cette stricte minorité d'électeurs beaucoup de capacité de déstabilisation…

Cette publicité démesurée eut en revanche un effet involontaire : les « indigènes » – du moins ceux qui avaient accès à l'information – eurent connaissance de ce texte et le reçurent avec une visible satisfaction [128]. Cet épisode a laissé une trace dans la mémoire de Jean Chaintron : « Je vois arriver des copains arabes dans une joie indescriptible, un enthousiasme formidable. Ils brandissent un journal, ils sont contents. Alors je leur dis : "Mais qu'est-ce qui vous rend si heureux ?

— Ah ben dis donc, ils viennent de publier sur quatre colonnes la circulaire ! *La Dépêche algérienne* ! Ah, naturellement, les camarades sont contents parce qu'ils se disent que jamais on n'aurait eu les moyens de diffuser une pareille quantité. La circulaire intégrale [129] !". »

Cet épisode de la circulaire Barthel est pourtant empreint d'un mystère : le chevauchement entre deux stratégies contradictoires, celle de l'anticolonialisme radical et celle du Front populaire. La chronologie est en effet déroutante : le 12 février 1934, à Paris mais aussi à Alger, les manifestations communiste et socialiste se rejoignent ; le 27 juillet 1934, les

anciens frères ennemis signent un « pacte d'unité d'action antifasciste » ; le 24 octobre, à Nantes, Thorez fait la promotion d'une formule nouvelle, le « Front populaire »… Et, près d'un an plus tard, le 17 septembre 1935, est donc produite la circulaire Barthel, qui réaffirme avec force l'opposition radicale du PCF aux positions de la SFIO sur la question coloniale, en particulier en Algérie.

L'explication semble être la suivante. Depuis juillet 1933, André Ferrat menait un travail oppositionnel clandestin au sein du PCF. Ayant formé un groupe, « Que faire ? », il signait des articles dans le « bulletin » du même nom (premier numéro en décembre 1934), sous le pseudonyme de Marcel Bréval. Lequel critiquait… la politique qu'André Ferrat était chargé d'appliquer au grand jour. La vie d'un parti stalinien obligeait parfois à ce genre de schizophrénie. Ferrat réussit trois ans durant à maintenir cette activité, tout en gardant ses responsabilités au sein de l'appareil, veillant en particulier à une certaine autonomie de la Section coloniale. Lors du VIIIe congrès du PCF (Villeurbanne, 22-25 janvier 1936), Ferrat présenta encore le rapport sur la question coloniale. L'auditeur attentif pouvait y trouver un plaidoyer pour « notre travail anti-impérialiste et anticolonial », pour une union avec les nationalistes algériens, la « défense de l'Étoile nord-africaine menacée de dissolution », immédiatement tempéré par la présentation d'une nouvelle tactique politique : « Nous ne demandons pas aux radicaux, ni aux socialistes, d'adopter notre point de vue léniniste sur la question coloniale, mais nous leur demandons d'appliquer la partie de leur programme dans

laquelle ils disent qu'ils sont pour les libertés démocratiques [130]. »

Mais cette pratique ne pouvait durer. Un premier indice est fourni par la non-reconduction de Ferrat au sein du bureau politique lors de ce même congrès, d'autant qu'il n'apprit cette éviction qu'au pied de la tribune, de la bouche de Thorez, juste avant l'annonce de la composition du nouveau bureau [131]. Doutes thoréziens sur son double jeu ? Si oui, à quel moment ces doutes se transformèrent-ils en certitudes ? Probablement entre ce congrès et la première intervention ouvertement critique de Ferrat – en particulier sur la question coloniale –, lors de la réunion du comité central (CC) nouvellement élu, le 2 avril 1936. Son texte ne fut évidemment pas publié, mais dès ce moment, il fut considéré comme « déviant ».

Seuls les habitués des jeux de pouvoir au sein du PCF notèrent sans doute que l'article de fond de *L'Humanité* présentant la nouvelle politique en matière coloniale, en mai 1936, fut signé Gabriel Péri (1902-1941) et non André Ferrat (voir chapitre suivant) [132]. Après l'expression réitérée de ses divergences, lors d'une nouvelle réunion du CC, le 13 juin, ce dernier fut démis de toutes ses responsabilités. Le compte rendu de réunion nota sèchement : « Rapport de Billoux sur les positions défendues par Ferrat, réponse de Ferrat [133]. » Des rumeurs filtrèrent. *L'Humanité* se fit pour la première fois l'écho de divergences, d'abord par un entrefilet le 2 juillet, puis par un article accusateur de Marcel Gitton le 4 juillet [134]. Trois jours de plus, et un communiqué apprenait aux militants que « Ferrat

développ[ait] depuis longtemps une conception hostile à la ligne du parti » et que « les conceptions de Ferrat comme responsable de la Section coloniale [avaient] entravé dans les colonies l'union indispensable des travailleurs indigènes et européens, et en Algérie en particulier, la réalisation du Front populaire [135] ».

Les lecteurs bien informés durent lire avec intérêt la formule « et en Algérie en particulier ». Les choses allèrent très vite alors : six semaines après son éviction du CC, Ferrat fut exclu du PCF, le 23 juillet 1936 [136]. Avec l'équipe de Que faire ?, il rejoignit l'aile gauche de la SFIO à l'été 1937. Cet épisode mit fin à la période du double langage : la ligne Front populaire l'avait emporté, la circulaire Barthel était oubliée.

Notes du chapitre

[1] ↑ Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, tome 2, Éditions du Centenaire, Paris, 1974.

[2] ↑ *La Lutte sociale*, 4 mai 1919 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, « Formation des idées du socialisme scientifique, 1920-1931 », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, n° 14, 22 juin 1977).

[3] ↑ *Ibid.*

[4] ↑ André JULIEN, « Le socialisme en Algérie », *Le Populaire de Paris*, 19 janvier 1920.

[5] ↑ Rapport du sous-inspecteur auxiliaire au commissaire central, Oran, 27 avril 1919 (ANOM/Oran/92/2541, cité par Claire MARYNOWER, *Être socialiste dans l'Algérie*

coloniale. Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2013).

[6] ↑ Allison DREW, *We are no Longer in France. Communists in Colonial Algeria*, Manchester University Press, Manchester, 2014.

[7] ↑ André JULIEN, « Les mouvements nationalistes dans les colonies », *loc. cit* (article du 7 janvier 1921 déjà cité, paru donc après Tours mais qui concernait bien les débats d'avant congrès).

[8] ↑ Camille LARRIBÈRE, « Les élections municipales d'Oran », *L'Humanité*, 11 juin 1921.

[9] ↑ *L'Humanité*, 13 septembre 1921.

[10] ↑ *L'Humanité*, 30 septembre 1921.

[11] ↑ « Un succès communiste à Alger », *L'Humanité*, 18 octobre 1921.

[12] ↑ « La manifestation communiste de dimanche », *L'Écho d'Alger*, 23 mai 1922.

[13] ↑ « La police interdit une réunion contre la guerre et frappe les manifestants », *L'Humanité*, 22 mai 1922.

[14] ↑ « La manifestation communiste de dimanche », *L'Écho d'Alger*, *loc. cit.*

[15] ↑ Il en revendiquera la paternité lors de son départ du PC (*Le Populaire*, 21 janvier 1923).

[16] ↑ Citée par Ahmed KOULAKSSIS et Gilbert MEYNIER, « Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la Première Guerre mondiale », *Le Mouvement social*, n° 130, janvier-mars 1985.

[17] ↑ René MARAN, *Batouala, véritable roman nègre*, Gallimard, Paris, 1921.

[18] ↑ Cité par Charles-Robert AGERON, « Les communistes français devant la question algérienne de 1921 à 1924 », *Le Mouvement social*, n° 78, janvier-mars 1972.

[19] ↑ *La Lutte sociale*, 21 octobre 1921 (cité par Mahfoud KADDACHE, « La question nationale algérienne et le Parti communiste entre 1919 et 1939 », *Revue d'histoire et de civilisation du Maghreb*, Alger, n° 2, janvier 1967).

[20] ↑ *Bulletin communiste*, n° 49, 7 décembre 1922 (CERMTRI).

[21] ↑ C'était l'objet de la seconde livraison du *Bulletin communiste*, n° 50, 14 décembre 1922 (CERMTRI).

[22] ↑ On ne sait si Spielmann adhéra au PC tout de suite après Tours. Il dut le quitter dans la seconde moitié de 1925. En tout cas, il figurait encore parmi les premiers militants communistes arrêtés par la police lors de la répression des mobilisations contre la guerre du Rif, en juin 1925 (voir *supra*).

[23] ↑ Dans le sens d'« indépendance des pays colonisés ».

[24] ↑ Notons la persistance de l'ancienne appellation.

[25] ↑ Cette série paraît donc après les textes de Sidi Bel Abbès et de la Fédération de Constantine, mais avant le Congrès interfédéral de septembre.

[26] ↑ *La Lutte sociale*, 19 mars 1921, cité par Ahmed KOULAKSSIS et Gilbert MEYNIER, « Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie… », *loc. cit.*

[27] ↑ Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. Le milieu algérien : Européens et indigènes », *L'Humanité*, *loc. cit.*

[28] ↑ Ici dans le sens de « mentalité de colon ».

[29] ↑ Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. Esquisse générale de la politique communiste en Algérie », *L'Humanité*, 9 juin 1922.

[30] ↑ Robert LOUZON, « Une honte », *Bulletin communiste*, n° 1, 4 janvier 1923 (CERMTRI).

[31] ↑ Abdelkader HADJ ALI, « L'action coloniale », *Bulletin communiste*, n° 50, 14 décembre 1922 (CERMTRI).

[32] ↑ *Bulletin communiste*, n° 2-3, 11 janvier 1923 (CERMTRI).

[33] ↑ Cité par Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936 (du Congrès de Tours au Front populaire)*, thèse pour le doctorat de troisième cycle, Université de Provence, Centre d'Aix, 1985.

[34] ↑ Cité par Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*

[35] ↑ Il n'existe pas à ce moment de « parti de l'indépendance ». L'auteur a probablement voulu désigner un « mouvement » de la société indigène en train de s'affirmer.

[36] ↑ « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, document dactylographié, s. d. (décembre 1924) (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70).

[37] ↑ « Sur la tactique électorale », *L'Humanité*, 5 janvier 1924.

[38] ↑ « Si nous reparlions de la question coloniale », *L'Humanité*, 17 janvier 1924.

[39] ↑ « L'émiettement communiste », *Le Populaire*, 21 janvier 1923 (Guillon y est prénommé Maurice).

[40] ↑ Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*, *op. cit.*

[41] ↑ Maurice VIOLLETTE, gouverneur général de l'Algérie, « Les menées communistes », *L'Écho d'Alger*, 15 octobre 1925.

[42] ↑ *V^e^ congrès national du Parti communiste français, tenu à Lille du 20 au 26 juin 1926*, compte rendu sténographique, Bureau d'édition, de diffusion et de publicité, Paris, 1927, <c.bnf.fr/v2p>.

[43] ↑ Henri LOZERAY, « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, document dactylographié, s. d. (décembre 1924) (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70).

[44] ↑ « Intervention de Paul Louis », procès-verbal de la réunion de la Commission coloniale centrale du PCF, 17 janvier 1927 (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, documents produits par la SFIC, 1921-1947, Microfilms, 3 MI 6/35, document 241).

[45] ↑ Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*¸ *op. cit.*

[46] ↑ *La Lutte sociale*, 25 décembre 1925 (cité par Jacques CHOUKROUN, *ibid.*).

[47] ↑ Suzanne GIRAULT, « Notre travail en Algérie », *L'Humanité*, 23 octobre 1925.

[48] ↑ « Les élections municipales à Alger », *L'Écho d'Alger*, 4 mai 1925.

[49] ↑ « Élections municipales indigènes », *L'Écho d'Alger*, 11 mai 1925.

[50] ↑ *L'Humanité*, 12 mai 1925.

[51] ↑ « Le Comité discute du sursalaire familial, de l'interversion des congrès et de la situation en Algérie », *L'Humanité*, 2 février 1926.

[52] ↑ « L'odyssée d'un communiste », *L'Écho d'Alger*, 15 avril 1927.

[53] ↑ « Condamnation d'un communiste », *L'Écho d'Alger*, 31 mai 1927.

[54] ↑ Jean MAITRON et Claude PENNETIER, notice « Georges Claveri », *Dictionnaire Maitron*, <frama.link/c4DRzXxG>.

[55] ↑ « Intervention de Paul Louis », 17 janvier 1927, *loc. cit.*

[56] ↑ Situation dénoncée par le *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques*, publication patronale, cité avec ironie par *L'Humanité*, 23 novembre 1926.

[57] ↑ Albert AYACHE, « Essai sur la vie syndicale en Algérie, l'année du Centenaire (1930) », *Le Mouvement social*, n° 78, janvier-mars, 1972.

[58] ↑ Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit*.

[59] ↑ René GALLISSOT, « Syndicalisme ouvrier et question nationale en Algérie : les positions de la CGTU dans les années 1930-1935 », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1969.

[60] ↑ Discours prononcé à l'occasion du jubilé parlementaire de Gaston Thomson, député de Constantine, *Le Figaro*, 23 avril 1927.

[61] ↑ « La propagande communiste à Alger », *L'Écho d'Alger*, 9 juin 1925.

[62] ↑ Même titre, 11 juin 1925.

[63] ↑ « Cour d'appel d'Alger. Les poursuites contre les communistes », *L'Écho d'Alger*, 8 août 1925.

[64] ↑ *L'Humanité*, 14 juillet 1925.

[65] ↑ *L'Écho d'Alger* signale son arrivée dans la ville, le 6 septembre, mais n'évoque pas le meeting.

[66] ↑ Sid-Ahmed Belarbi, dit « Boualem », témoin des événements, entretien avec Abderrahim Taleb Bendiab, Alger, avril 1991 (cité par Amar BENAMROUCHE et René GALLISSOT, notice « Si Belarbi Sid-Ahmed/Boualem », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*).

[67] ↑ Voir cependant René GALLISSOT, notice « Cormon Édouard », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *ibid.*, <frama.link/5GrM40XR>. Mais aussi Jean-Pierre TUQUOI, *Oubangui-Chari, le pays qui*

n'existait pas, La Découverte, Paris, 2017 (où l'auteur documente par des archives inédites les tribulations algériennes de Cormon à l'époque).

[68] ↑ « Blida, réunion publique », *Alger socialiste*, 3 mars 1928.

[69] ↑ « À Alger, 1 500 travailleurs acclament nos mots d'ordre », *L'Humanité*, 16 avril 1928.

[70] ↑ *L'Écho d'Alger*, 2 mai 1928.

[71] ↑ Abderrahim TALEB BENDIAB, « La pénétration des idées et l'implantation communiste en Algérie dans les années 1920 », *in* René GALLISSOT (dir.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Cahiers du *Mouvement social*, n° 3, Paris, 1978.

[72] ↑ Activité qui nous est connue grâce à un article dénonciateur de Jacques LADRET DE LACHARRIÈRE, « Le centenaire de l'Algérie et le bolchevisme », *Le Temps*, 27 mai 1930, supplément colonial.

[73] ↑ « La répression en Algérie », *L'Humanité*, 10 septembre 1926.

[74] ↑ *L'Écho d'Alger*, 29 mars 1925.

[75] ↑ « À l'aide des prisonniers de Barberousse », *L'Humanité*, 22 septembre 1926.

[76] ↑ « La répression en Algérie », *L'Humanité*, 21 octobre 1925.

[77] ↑ « La libération de nos camarades s'impose immédiatement », *L'Humanité*, 28 avril 1926.

[78] ↑ Intervention d'un « camarade algérien », congrès des cheminots CGTU, *L'Humanité*, 8 juillet 1928.

[79] ↑ Lettre n° 3.104 en date du 16 mai 1928 au commissaire central de Bône, citée *in* « L'affaire Abdallah », *La Révolution prolétarienne*, 1er juillet 1928.

[80] ↑ « Sous le régime de l'indigénat », *L'Humanité*, 3 juin 1928.

[81] ↑ Céline MARANGÉ, « Komintern, PCF et indépendance algérienne », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 131, juillet-septembre 2016.

[82] ↑ *L'Humanité*, 14 avril 1927.

[83] ↑ René GALLISSOT, notice « Mahmoud Ben Lakhal », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[84] ↑ *La Lutte sociale*, 11 février 1927 (cité par Mahfoud KADDACHE, « La question nationale algérienne et le Parti communiste entre 1919 et 1939 », *loc. cit.*).

[85] ↑ René CAZALA, « Opprimés contre oppresseurs », *La Lutte sociale*, 6 avril 1928 (cité par Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*¸ *op. cit.*).

[86] ↑ Éphémère – mais important – parti fondé en terre algérienne au début des années 1930 à l'initiative d'un militant venu du PCF, Sid-Ahmed Belarbi dit Boualem, estimant que l'arabisation de la région algérienne du PCF était trop lente (voir Jean-Louis PLANCHE, « Aux origines de l'Étoile nord-africaine à Alger. Le Parti national révolutionnaire », *in L'Étoile nord-africaine et le mouvement national algérien*, *op. cit.*).

[87] ↑ Extraits différents du même document *in* Allison DREW, *We are no Longer in France*, *op. cit.* ; et « La bolchevisation a passé là… Les sauterelles en Algérie », *La Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927.

[88] ↑ *Le Combat social*, 31 mars 1927 (cité par Abderrahim Taleb BENDIAB, « La pénétration des idées et l'implantation communiste en Algérie dans les années 1920 », *loc. cit.*).

[89] ↑ « La lettre de démission de Lemédioni », *La Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927.

[90] ↑ Finidori militait en Tunisie, mais il fut condamné, puis incarcéré à la prison Barberousse d'Alger, d'où il écrivit cette lettre.

[91] ↑ « La crise du Parti communiste. Lettre aux camarades algériens », *La Révolution prolétarienne,* mars 1926.

[92] ↑ Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit*.

[93] ↑ *La Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927 et numéros suivants.

[94] ↑ MOGHREB (pseudonyme), « Sur le travail de la région algérienne », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mars 1932.

[95] ↑ Note sur le travail colonial du PCF, janvier 1934-juin 1935, probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (Archives du PCF, copies d'archives de l'IC, documents produits par la SFIC, 1921-1947, Microfilms, MI 6/115, fonds 517-1, document 737).

[96] ↑ Annie REY-GOLDZEIGUER, « Quelques témoignages pour une étude du PCA de 1934 à 1937 », colloque *La Méditerranée de 1919 à 1939*, organisé par le Centre de la

Méditerranée moderne et contemporaine, Nice, 28-31 mars 1968, Bibliothèque générale de l'EPHE, Paris, SEVPEN, 1969.

[97] ↑ Préfet du département d'Oran, rapport au ministre de l'Intérieur, 2 mai (Archives nationales, Pierrefitte, 19940500.180./1, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

[98] ↑ Gouverneur général de l'Algérie, rapport au président du Conseil, ministre de l'Intérieur, 30 juillet 1931 (Archives nationales, Pierrefitte, même fonds, même cote).

[99] ↑ « Maurice Thorez en Algérie », *L'Humanité*, 16 mai et 23 mai 1933 ; *L'Écho d'Alger*, 24 mai 1933.

[100] ↑ « 500 paysans algériens menacés d'expropriation manifestent avec Maurice Thorez », *L'Humanité*, 25 mai 1933.

[101] ↑ Bossus avait fait en 1932 une tournée en Algérie, qui lui avait valu une arrestation (voir *L'Humanité*, 5 août 1932 et jours suivants) ; après sa libération, il reprit son action.

[102] ↑ « Maurice Thorez en Algérie », *L'Humanité*, 16 mai 1933.

[103] ↑ « En Algérie : le problème de la conquête des travailleurs indigènes », *L'Humanité*, 18 juillet 1933.

[104] ↑ Cité par Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, tome 4, *op. cit.*

[105] ↑ Délégation qui n'avait donc pas (encore) d'existence officielle.

[106] ↑ « Dans la région algérienne », bulletin ronéoté, « rigoureusement intérieur au parti », édité par la Section coloniale du PCF, n° 2, 15 août 1929.

[107] ↑ SECRÉTARIAT POLITIQUE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE, « Thèse sur le travail du PCF dans les colonies », 16 décembre 1929, *Cahiers du bolchevisme*, avril 1930.

[108] ↑ *L'Humanité*, 14 mars 1932.

[109] ↑ « Propositions sur le travail colonial du PCF émises par le secrétariat d'Orient et le secrétariat des pays romains de l'Internationale communiste », 26 novembre 1932 (document cité par Céline MARANGÉ, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *loc. cit.* ; d'après l'auteure, cette directive serait due à André Ferrat lui-même).

[110] ↑ *L'Humanité*, 20 octobre 1932.

[111] ↑ L'essentiel des informations données ici sur ce grand militant proviennent de : Céline MARANGÉ, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *loc. cit.*

[112] ↑ Document cité par le préfet de police, rapport au ministre de l'Intérieur, 13 décembre 1934 (Archives nationales, Pierrefitte, 19940500.183, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

[113] ↑ « Notre Révolution et notre tâche », *La Lutte sociale*, 15 mai 1934 (article signé Mourad) (cité par Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*¸ *op. cit.*).

[114] ↑ Note sur le travail colonial du PCF, janvier 1934-juin 1935, probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (Archives du PCF, copies d'archives de l'IC, fonds 517-1, documents produits par la SFIC, 1921-1947, Microfilms, MI 6/115, document 737).

[115] ↑ René GALLISSOT, notice « Élie Mignot », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[116] ↑ Cet épisode d'après la retranscription d'un enregistrement d'un entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, 4 et 5 juin 1977, document aimablement transmis par Alain et Yvan Mignot.

[117] ↑ *L'Humanité*, 20 août 1934.

[118] ↑ En août 1934, la ville de Constantine a connu une brusque flambée de violence antisémite (voir Joshua COLE, « Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie. Les émeutes antijuives de Constantine (août 1934) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, vol. 108, n° 4, 2010).

[119] ↑ *L'Humanité*, 20 août 1934.

[120] ↑ André FERRAT, « Que signifient les événements de Constantine ? », *Cahiers du bolchevisme*, n° 116, 15 août 1934.

[121] ↑ André FERRAT, « Les questions de la révolution en Algérie et l'idéologie colonialiste », *Cahiers du bolchevisme*, 1er juillet 1935.

[122] ↑ « Circulaire du PCF à destination des communistes d'Algérie, 17 septembre 1935 », *La Dépêche algérienne*, 16 octobre 1935, fac-similé *in* Jean CHAINTRON, *Le Vent*

soufflait devant ma porte, Seuil, Paris, 1993.

[123] ↑ Voir son ouvrage autobiographique : Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte*, *ibid.*

[124] ↑ Il en ramènera une brochure-témoignage : Jean CHAINTRON, *Regards sur l'Indochine*, La Défense, Paris, 1934 (Portail Pandor).

[125] ↑ Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte*, *op. cit.*

[126] ↑ Rapport, 16 octobre 1935 (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/35, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

[127] ↑ « Haute trahison », *L'Écho de Paris*, 19 novembre 1935.

[128] ↑ *Bulletin colonial*, Supplément au n° 22 des *Cahiers du bolchevisme*, 1er novembre 1935.

[129] ↑ Témoignage cité par Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 1, Temps actuels, Paris, 1981.

[130] ↑ *L'Humanité*, 25 janvier 1936.

[131] ↑ Philippe ROBRIEUX, *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 1, Fayard, Paris, 1984.

[132] ↑ Gabriel PÉRI, « Le Front populaire et les colonies », *L'Humanité*, 23 mai 1936.

[133] ↑ *Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherche*, tome 1, *op. cit.*

[134] ↑ Marcel GITTON, « La position du camarade Ferrat unanimement condamnée », *L'Humanité*, 4 juillet 1936.

[135] ↑ Résolution du CC du PCF, 13 juin 1936, *L'Humanité*, 7 juillet. Ferrat a eu cependant la possibilité d'exprimer son point de vue, ce qu'il a fait dans le même numéro, sur deux colonnes.

[136] ↑ Il publia immédiatement en brochure un recueil de ses textes lors de cet épisode : *Lettre ouverte aux membres du Parti communiste*, Imprimerie nouvelle, Paris, 1936 (Office universitaire de recherches socialistes, OURS, fonds Ferrat, 5 APO 1).

4. L’esprit Front populaire (1936-1939)

La période dite du Front populaire, inaugurée par la campagne du printemps 1936, a été courte, mais elle a marqué durablement les esprits. La prise du pouvoir par Hitler en 1933 en Allemagne avait amené la diplomatie soviétique à modifier considérablement ses orientations. Désormais, le monde capitaliste n’était plus un bloc hostile uni, mais était divisé entre la pire réaction internationale (Italie, Allemagne, Japon) et les démocraties occidentales. D’où l’importance en France du voyage officiel à Moscou du président du Conseil Pierre Laval, la rencontre Staline-Laval et la signature d’un pacte (2 mai 1935), suivies immédiatement d’une déclaration : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité » (15 mai). Déclaration immédiatement approuvée par les communistes français, sous la plume de Vaillant-Couturier (le contraire alors n’était pas imaginable) [1]. Lors du VIIe congrès de l’Internationale à Moscou, en juillet-août 1935, la nouvelle politique d’union contre le danger fasciste fut exposée au grand jour.

Thorez, 1937 : « Contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France »

Un autre facteur de même nature, mais cette fois intérieur, contribue au même moment à modifier l'analyse et la stratégie des dirigeants du PCF : la montée en puissance des ligues factieuses, illustrée par l'extrême tension de février 1934, assimilée à tort ou à raison à une volonté de prise du pouvoir. Pour eux, l'alternative n'est plus « capitalisme ou socialisme », mais « fascisme ou développement de la démocratie ». Alternative sanctionnée, on l'a vu, par le discours thorézien de Nantes en octobre 1934. C'est l'époque où le PC reprend une formule nietzschéenne, « revaloriser toutes les valeurs », réhabilite en particulier la notion de patriotisme, associe désormais *La Marseillaise* à *L'Internationale*. Quitte à franchir le trait : apparaît ainsi la notion de « grandeur française [2] », sans même tenter (était-ce possible ?) de donner un contenu marxiste à la notion de « grandeur » [3].

Cette évolution produira des effets dans le domaine colonial – plus sans doute que dans tous les autres aspects de la politique communiste. Car, au milieu des années 1930, le fascisme est également à l'offensive aux colonies. Curieusement, l'argumentaire communiste reprend à son compte la

thématique du « chef d'orchestre clandestin » : « Le IIIe Reich, qui veut des colonies, prépare activement des soulèvements dans les possessions françaises d'outre-mer », écrit à ce moment Paul Vaillant-Couturier [4]. Dans cette optique, l'Algérie est gangrénée par les milices fascistes de De La Rocque et de Doriot [5], aux effectifs impressionnants. La presse communiste dénonce régulièrement les « complots contre la République française [6] ». La Tunisie est menacée par une véritable « cinquième colonne » avec bien des membres de la communauté italienne, manipulée par Mussolini. Le Maroc est directement menacé par la révolte franquiste. Le même raisonnement est appliqué à l'Indochine : le Japon, lié à l'Allemagne nazie par le pacte anti-Komintern de 1936, et son allié régional, le Siam, menacent la colonie française.

D'où un infléchissement très net du discours. Au lendemain de la victoire électorale de mai 1936, Gabriel Péri, dans un article déjà évoqué, propose un « programme très précis » en matière coloniale, bien loin du radicalisme professé quelques mois auparavant : « Abolition du Code de l'indigénat, [...] abrogation des mesures qui ont restreint la liberté de la presse, [...] liberté d'organisation et d'association, [...] amnistie pour les victimes de la répression politique [7]. » Non seulement le mot « indépendance » disparaît, mais il est même récusé en mai 1937 par Robert Deloche (1909-1988), un cadre qui se révélera un des esprits les plus fermés de la Section coloniale [8] : « Ceux qui, n'ayant rien compris ou rien voulu comprendre à la situation politique en France et dans le monde, voudraient voir se dresser, aujourd'hui même, les peuples coloniaux dans

une lutte violente contre la démocratie française, sous le prétexte de l'indépendance, travaillent en réalité à la victoire du fascisme et au renforcement de l'esclavage des peuples coloniaux [9]. »

Durant les trois années qui suivront – donc largement plus longtemps que l'éphémère apogée du Front populaire –, la critique communiste de la politique gouvernementale va se faire à fleurets mouchetés, voire se transformer en soutien à une – pourtant bien hypothétique – « bonne volonté » du gouvernement. Le PCF explique que les lenteurs, les hésitations, puis le regain de répression sont le fait des « hauts fonctionnaires fascistes, placés par les gouvernements précédents dans l'administration et dans la police des colonies, des protectorats et des pays sous mandat, [qui] travaillent d'arrache-pied pour créer les pires difficultés au gouvernement du camarade Léon Blum [10] ». Le modèle accompli du « social-traître », devient donc un (court) temps un « camarade ». Lorsque, en novembre 1936, le ministre socialiste des Colonies, Marius Moutet (1876-1968), réunit les gouverneurs généraux, il emploie des formules que *L'Humanité* reprend sans distance critique [11] : il faut mettre fin à une « colonisation égoïste » qui ne se préoccuperait que d'exploiter les richesses des « indigènes », qui ne se soucierait « que d'une exportation drainant richesse et capitaux et enrayant l'épanouissement économique des colonies ». Contrairement à tout l'enseignement du marxisme – et aux textes de l'Internationale, toujours officiellement en activité, mais elle aussi en sourdine sur cette question –, les communistes semblent donc croire à ce

moment qu'une colonisation pouvait ne pas être « égoïste », qu'un « épanouissement économique » des possessions était possible sans mettre à bas le système lui-même.

Pratique circonstancielle ? Non. Comme souvent dans leur histoire, les communistes cèdent à la tentation de la théorisation. Au IXe congrès (Arles, 25 au 29 décembre 1937), plusieurs orateurs évoquent la question coloniale [12]. C'est à cette occasion que, pour la première fois, par la bouche de Gabriel Péri, apparaît la thématique de la « partie » et du « tout », qui sera abondamment reprise par Thorez lors du débat parlementaire sur les « pouvoirs spéciaux » en mars 1956 (voir *infra*, chapitre 16) : la question coloniale est une « partie subordonnée par rapport à un tout, qui doit être traitée par rapport à ce tout ». Maurice Thorez, justement, qui voit lors de ce congrès son pouvoir définitivement assis, consacre une partie de son discours fleuve aux colonies : « La revendication fondamentale de notre parti communiste concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit à l'indépendance. » Ce principe affirmé, restait à justifier le récent tournant. Thorez fait alors la démonstration de sa parfaite maîtrise d'une certaine conception de la dialectique en faisant appel à Lénine : « Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens [13], [...] qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France. [...] Créer les conditions de cette union, libre, confiante et

fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde [14] ? » Comme dans une mécanique bien huilée, un communiste algérien, Kaddour Belkaïm [15], vient ensuite saluer le congrès, précisant : « Non, camarades, l'Algérie et la France ne divorceront pas, elles s'uniront fraternellement toujours davantage pour faire en sorte que notre pays soit fort et heureux [16]. »

Maurice Thorez se réclama donc de Lénine, pratique alors quasi quotidienne. Le problème est que, sauf erreur de notre part, cette citation n'était jamais référencée. Pour quelle raison ? Une recherche a permis de retrouver la source probable : il s'agit d'une note infrapaginale d'un essai célèbre de Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1914) [17]. Mais, lue et relue, cette phrase ne dit pas exactement cela. Ou plutôt, elle dit cela, mais du point de vue de l'autre partenaire : « La reconnaissance par les marxistes de toute la Russie, au premier chef par les marxistes grands-russes, du droit des nations à se séparer n'exclut nullement, pour les marxistes de telle ou telle nation *opprimée* la propagande contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, la propagande contre le divorce. » Dans l'esprit d'Ilitch Oulianov, c'était donc bel et bien aux « marxistes de telle ou telle nation *opprimée* » (il soulignait ce mot-clé) et non aux « marxistes grands-russes » de faire, s'ils l'estimaient nécessaire à la cause générale du socialisme, de la « propagande contre la séparation ». Dans une autre étude, à la veille de la prise du pouvoir, il évoquait le cas

de la Pologne : « Nous autres, Russes, devons souligner la liberté de séparation, tandis qu'en Pologne on doit insister sur la liberté de rattachement [18]. »

Interrogeons-nous : pourquoi avoir choisi – en la dévoyant donc quelque peu – une citation de Lénine réfutant l'« obligation » du divorce, alors que mille autres insistaient sur le « droit » à la séparation ? En ce domaine, un fossé était apparu entre Lénine et celui que deux générations de communistes présentèrent comme son fils spirituel, son continuateur, Staline. Pourtant, d'après le sociologue Michael Löwy, « dès 1920, on peut percevoir une logique radicalement diverse à l'œuvre dans leurs écrits et propositions. Tandis que Lénine insiste sur la nécessité d'une attitude tolérante envers les nationalismes périphériques, et dénonce le chauvinisme grand-russe, Staline voit dans les mouvements nationaux centrifuges le principal adversaire et s'efforce de construire un appareil étatique unifié et centralisé [19] ». Or quel était le bagage théorique des communistes français en ces années ? Plus Staline que Lénine (les éditions du PCF publient huit ouvrages de Lénine entre 1928 et 1934, contre trente-huit de Staline entre 1930 et 1938 [20]), plus celui d'un adepte et praticien de ce « chauvinisme grand-russe » que de son pourfendeur. D'où un retournement de la formule léniniste : au lieu de « Les marxistes de telle ou telle nation opprimée [peuvent faire de] la propagande contre la séparation », ce fut : « *Nous* avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. »

Il y a là une première manifestation d'un raisonnement politique qui n'aura pas le temps de s'épanouir sous le Front populaire, mais qui reviendra en force à la Libération, avec l'adhésion communiste à la notion d'Union française (et la reprise de la thématique « droit au divorce/obligation de divorcer ») et qu'Aimé Césaire nommera en 1956, dans une retentissante lettre de démission du PCF adressée à Maurice Thorez, « fraternalisme [21] ». Non pas « paternalisme », car ce mot impliquait une certaine distance, voire un mépris caché, mais bien un désir, sans aucun doute sincère, de prendre la tête d'un mouvement d'émancipation, de montrer à des « jeunes frères » moins mûrs le chemin, un peu à la manière dont procédait alors la Russie au sein de l'Union soviétique. Avec quelque candeur, Laurent Casanova (1906-1972), alors secrétaire particulier de Thorez, l'écrira en 1939 : « Dans les conditions historiques du moment, nous proclamons avec franchise que ce droit [au divorce] s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française [22]. » L'avis du « conjoint » n'était pas dans ce cas la préoccupation première…

Octobre 1936 : la naissance tardive du Parti communiste d'Algérie

On a vu que l'Internationale ne cessa de faire pression pour permettre l'émergence d'un PC autonome en Algérie. Mais, force de l'inertie des dirigeants parisiens, sourde – ou ouverte – hostilité de la majorité des communistes européens d'Algérie, l'échéance était toujours repoussée. En août 1935, pourtant, lors du VII[e] congrès de l'IC, un pas décisif fut (enfin) franchi. La délégation communiste y fut-elle un peu contrainte et forcée ? D'après le témoignage d'Amar Ouzegane, membre de cette délégation, ses camarades n'étaient pas particulièrement enthousiasmés par cette idée [23]. En tout cas, lors du VIII[e] congrès du PCF qui suit (Villeurbanne, janvier 1936), il n'en fut guère question. Fait étonnant, le nom de Barthel, invité à la tribune d'honneur, était pourtant suivi de la formule « du parti algérien [24] »… qui n'existait pas encore à ce moment. Maurice Thorez, dans son rapport, très esprit Front populaire, ne consacra que très peu de place à la question coloniale – et rien, pas une ligne, pas un mot, au futur PCA. Seul Ferrat, dans son rapport spécifique sur la question coloniale, présenta le nouveau « parti frère » (mais *L'Humanité* n'évoqua pas cette partie de son discours) [25] . Un indice cependant : le comité central élu au terme du congrès compte dans ses rangs un « camarade algérien [26] », dont le nom n'est pas cité (il s'agissait

d'Amar Ouzegane [27]), relais évident vers la fondation du nouveau parti.

Finalement, à Alger, les 17 et 18 octobre 1936, cent vingt-neuf délégués, « soixante-deux Arabes et soixante-sept Européens, représentant les différentes catégories des adhérents du parti dans ses départements africains (ouvriers, fellahs, commerçants, fonctionnaires, intellectuels) [28] », franchirent le pas. Le jeune Parti communiste d'Algérie (PCA, qui deviendra bientôt Parti communiste algérien) entamait son existence avec un capital de 5 000 adhérents [29]. Lors de ce congrès de création, le PCF était représenté par son secrétaire à l'organisation, Marcel Gitton (1903-1941). Quelques délégués informés firent peut-être une légère grimace : comme on l'a vu, Gitton avait été, deux mois plus tôt, l'accusateur en chef de Ferrat… lequel avait été l'avocat inlassable de la fondation du nouveau parti. Le « Manifeste » adopté saluait le « soulagement » apporté par le Front populaire tout en dénonçant le « sabotage » opéré par les « forces du colonialisme et du fascisme », et indiquait que le nouveau parti s'inspirera des « grandes traditions républicaines et révolutionnaires du peuple français » et des « nobles et glorieuses traditions de culture et de liberté du peuple d'Algérie ». Il se déclarait en faveur d'une « Algérie libre et heureuse, fraternellement unie au peuple français [30] ». Le premier comité central élu compta trente membres (dix pour chaque région), quatorze musulmans et seize Européens. Un triumvirat fut porté à sa tête : Amar Ouzegane, Ben Ali Boukort et Jean Chaintron-Barthel.

Cependant, le numéro de *L'Humanité* qui annonça cette nouvelle ne reproduisit que le portrait d'Ouzegane.

On est encore à ce moment en pleine lune de miel entre la mouvance communiste et les éléments les plus ouverts des deux communautés de la population algérienne. Mais assez vite, comme en France, les dures réalités de l'avant-guerre disloquent ce front. Seuls les plus progressistes des Européens continuent de se déclarer proches du jeune PCA. Les musulmans, quant à eux, déboussolés par les échecs du Front populaire, ne peuvent en masse s'intéresser à un parti qui approuve la politique de répression contre l'Étoile nord-africaine (voir *infra*).

De fait, l'autonomie du PCA restera relative. Les dirigeants du PCF, habitués à « fixer la ligne » – fût-ce « fraternellement » – conserveront les habitudes de la période précédente. Outre Chaintron-Barthel, des cadres de la Section coloniale, tels Robert Deloche et Élie Mignot, deviendront avec d'autres des dirigeants du nouveau parti. Des émissaires du PCF continueront à effectuer des tournées de propagande, tels le sénateur Jean-Marie Clamamus et les députés Virgil Barel et Adrien Langumier en 1937 [31] ou, *a fortiori*, le secrétaire général lui-même en 1939 (voir *infra*). On eut une idée du poids de ces militants lorsqu'une divergence apparut entre Amar Ouzegane et Robert Deloche : en décembre 1937, Ouzegane dut démissionner de ses fonctions [32]. Deloche voulait d'ailleurs l'éliminer totalement – dans un rapport au PCF en date du 20 mai 1938, il qualifiait Ouzegane d'« élément trotskiste, […]

très suspect et dangereux pour la bonne marche du parti [33] » – ce qu'il ne réussit cependant pas (il est probable qu'Ouzegane eut des avocats au sein du PCF, sinon le seul mot de « trotskiste » l'aurait définitivement condamné).

Il faut ici signaler un fait peu connu d'internationalisme de ce jeune parti communiste : l'envoi de volontaires au sein des Brigades internationales en Espagne, de 1936 à 1938 [34]. Les Algériens brigadistes ont été cinq cents à huit cents, majoritairement (mais pas seulement) communistes, venus d'Algérie ou de France. Jean Chaintron y joua un grand rôle. On peut citer Rabah Oussidhoum, au passé militant intense (élève de l'École d'Orient à Moscou, combattant aux côtés des Marocains lors de la guerre du Rif), devenu capitaine de l'armée républicaine, tué au front en mars 1938. Ou encore Lakin Balik, commandant d'une compagnie de Brigades, adhérant durant la guerre au PC espagnol, qui justifia ainsi son engagement : « Le peuple de mon pays est aussi opprimé que le peuple espagnol par le grand colon qui l'exploite et le ruine. […] Je donnerai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour que Algériens, Tunisiens et Marocains puissent un jour secouer leur joug et retrouver leur liberté [35]. » Parmi les Européens, on peut citer Maurice Laban, René Cazala – grièvement blessé sur le front de l'Èbre le 26 juillet 1938, il préféra se tuer que d'être fait prisonnier –, Simon Kalifa, Georges Raffini, les frères Carmona, etc.

La nouvelle politique : des réformes, mais plus de référence à l'indépendance

Ainsi clairement engagé sur le front révolutionnaire de la guerre d'Espagne, le nouveau PCA manifestera une attitude bien plus ambiguë face au défi « révolutionnaire » majeur auquel il était confronté, celui de la future indépendance de l'Algérie. Ce que le rappel de l'épisode du « Congrès musulman », dans les mois précédant sa création, permet de mieux comprendre. En janvier 1936, donc avant le succès électoral du Front populaire, le cheikh Abdelhamid Ben Badis (1889-1940), dirigeant de l'Association des oulémas musulmans algériens (créée à Constantine en 1931), avait lancé l'idée d'un mouvement ouvert à « tous les représentants, tous les dirigeants de l'opinion musulmane, hommes politiques, oulémas, élus, magistrats musulmans, professeurs, instituteurs [36] ». Ce mouvement nationaliste algérien deviendra, pour l'Histoire, le Congrès musulman, regroupant des forces politiques autrefois fort éloignées : les politiciens modérés, dont Ferhat Abbas (1899-1985, futur dirigeant nationaliste de premier plan), les (rares) élus musulmans aux pouvoirs limités des Délégations financières (collectivités locales), dont Mohammed Bendjelloul (1893-1985, engagé aux côtés de Ferhat Abbas), et les oulémas de Ben Badis, plus les communistes. Afin d'aboutir à un consensus, le programme de ce Congrès ne

pouvait être que réformiste. On s'en aperçut lors de sa réunion constitutive du 7 juin 1936, au grand cinéma Majestic d'Alger. La « Charte revendicative du peuple algérien musulman » adoptée alors demandait des réformes sociales et politiques, le tout cependant dans un esprit ouvertement assimilationniste : « Rattachement pur et simple à la France [37] . »

Pour les communistes, l'adhésion à ce mouvement impliquait un changement profond d'orientation politique : il allait de soi que le parti renonçait à tout mot d'ordre indépendantiste, considéré désormais comme « trop avancé » car risquant de « disjoindre les forces du Congrès musulman, si péniblement mais si heureusement rassemblées [38] ». Ce nouveau tournant ne fut d'ailleurs pas accepté par tous. Une figure historique du communisme tlemcénien, Mohamed Badsi (1902-1979), quelque peu frondeur, n'en fut pas moins déléguée au VIIe congrès de l'Internationale, où son intervention trancha sur le consensus antifasciste qui était en train de s'imposer [39] . Un an plus tard, délégué au congrès constitutif du PCA, il appela ses camarades à accorder la priorité au combat contre le colonialisme, suivi d'ailleurs en cela par un délégué européen, Paul Estorges (1874-1973) [40] . Mais ces voix étaient devenues, par discipline ou par conviction, minoritaires.

De ce fait, les messalistes furent désormais les seuls à persister à se placer sur le terrain unique de la revendication indépendantiste. Le phénomène apparut avec éclat le 2 août 1936, lors du plus grand meeting de la période, au stade municipal d'Alger. L'orateur communiste, Amar Ouzegane,

salua alors la victoire du Front populaire, « circonstance heureuse et favorable aux revendications des indigènes contenues dans le programme du Congrès ». Messali était présent. De décembre 1935 à juin 1936, sous la menace d'une énième condamnation, il s'était auparavant réfugié à Genève, auprès de l'émir Chekib (ou Chakib) Arslan, natif du Liban, idéologue du nationalisme arabe, qui avait sur lui une grande influence [41]. Amnistié, il se rendit en Algérie. Contrairement aux autres orateurs, Messali souligna qu'il fallait être « vigilant » et ne pas « attendre que les choses se réalisent toutes seules ». Il se déclara partisan d'un « Parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion », travaillant « sous le contrôle direct du peuple et pour le peuple ». Il ne prononça pas ce jour-là le mot « indépendance », mais le message était clair : « Nous n'accepterons jamais que notre pays soit rattaché à un autre pays ; [nous cultivons] l'espoir de la liberté nationale du peuple algérien [42]. » Le triomphe qui accueillit son discours fut significatif. Messali avait été présent à ce rendez-vous de l'Histoire, alors que toutes les autres familles politiques l'avaient raté.

Dans les manifestations, « chéchias, casquettes et canotiers »

Comment a été reçu le Front populaire en Algérie ? On constate un certain parallélisme entre l'évolution en métropole et les événements en terre algérienne. À Alger, la gauche se rassembla pour la première fois le 12 février 1934 pour dire « Non au fascisme ». Comme à Paris, il y eut d'abord deux cortèges, semble-t-il très fournis – 20 000 d'après *L'Humanité* [43], « des milliers » d'après *L'Écho d'Alger* [44] – qui finalement se rejoignirent face à la Grande Poste. Si les orateurs (Marius Félici, secrétaire de l'UD CGT et Adolphe Cayron, secrétaire fédéral du parti socialiste SFIO, d'un côté, Fernand Seiss pour le PC, de l'autre) ne s'unirent pas, la foule le fit. On chanta *L'Internationale* (peut-être dans sa version arabe, écrite et orchestrée à l'orientale par Roger Bellissant, instituteur communiste [45]). Certains slogans « Des soviets ! » fusèrent. Mais les nationalistes n'étaient pas absents : dans le reportage du correspondant local de *L'Humanité*, on apprend que « des manifestants » s'étaient emparés d'un « drapeau indigène » (il s'agit probablement de celui de l'Étoile nord-africaine [46]), par la suite rougi du sang de l'un d'entre eux [47]. D'autres signes avant-coureurs de l'unité d'action sont signalés. À Constantine en mars 1935, les sections communiste et socialiste, les UD CGT et CGTU, l'ARAC, organisent en commun un meeting qui débouche sur la création d'une Ligue d'action antifasciste [48]. À

Oran, en juillet, un orateur socialiste est invité à s'exprimer lors d'une fête organisée par les communistes [49]. Le 14 juillet, les communistes d'Algérie participent, en écho aux manifestations de métropole, à des défilés du Rassemblement populaire. Au lendemain de la manifestation, la presse communiste appelle « toutes les organisations indigènes nationales-réformistes ou nationales-révolutionnaires, tous les cercles, groupements ou syndicats arabes » à s'unir dans un « front populaire algérien [50] ». Propos aux antipodes de la circulaire Barthel, pourtant adoptée un mois plus tard…

Chez les Européens, un large mouvement d'adhésion s'esquisse. En mai 1936, l'Algérie, qui traditionnellement votait à droite, accorde 44 % des suffrages à la gauche, envoyant quatre députés socialistes (sur dix sièges à pourvoir) au Palais-Bourbon. Les candidats communistes, Jean Barthel (sous le coup d'une inculpation), Élie Mignot, Ben Ali Boukort (de retour d'un séjour en camp dans le sud algérien) et Marcel Montagnié, ne sont pas élus, mais ils profitent de la vague : lors du premier tour, le 26 avril, 15 267 électeurs (contre 2 139 en 1932) votent communiste ; à Alger, leurs voix passent de 389 en 1932 à 4 546 en 1936, à Oran de 420 à 3 200, à Constantine de 278 à 2 111, etc. [51].

Chez les « musulmans », l'avènement du nouveau gouvernement bénéficie d'un vrai crédit. Les mouvements de libération des colonies françaises d'Afrique du Nord – l'Étoile nord-africaine, le Néo-Destour et le Comité d'action marocain – avaient accueilli avec une certaine bienveillance le Front

populaire. Dans les manifestations, des « indigènes » assez nombreux – parmi lesquels, fait nouveau, des femmes – sont visibles. Le député d'Alger André Mallarmé, radical-socialiste, s'en effraie : « Le 14 juin, pour fêter la victoire du Front populaire, on a même innové. Innovation invraisemblable dans un pays musulman : au cortège qui a parcouru les rues et les boulevards d'Alger et où il y avait autant de chéchias que de coiffures européennes, on a voulu que des femmes indigènes participent et, pour cela, on a fait descendre de la Casbah, une cinquantaine de Mauresques. Ce jour-là, publiquement, derrière le drapeau rouge, pendant trois heures, des milliers d'indigènes ont défilé à travers la ville, levant le poing fermé et chantant *L'Internationale*, et il s'est trouvé des gens pour glorifier cette scène, où ils ont voulu voir le symbole d'une ère nouvelle [52]. » De fait, à l'autre extrémité de l'échiquier politique, *L'Humanité* s'en réjouit [53]. Le fait marquant de cet esprit « Front popu » en Algérie a été que, pour la première fois de façon massive – et, si l'on réfléchit bien, l'une des rarissimes fois –, les foules européennes et musulmanes ont été mêlées. Jean Chaintron-Barthel, qui aimait les images parlantes, évoquera dans ses souvenirs les « chéchias » et les « casquettes et canotiers » dans les rassemblements [54]. Aux élections municipales de juin 1937, à Alger, dans le « collège indigène », certes peu représentatif (premier tour : 3 163 inscrits ; 2 188 votants, 2 095 exprimés), la liste dite d'union populaire présentée par les communistes arrive largement en tête (en moyenne entre 700 à 950 voix) [55]. Au second tour, la liste est intégralement élue : douze sièges, dont sept attribués au Parti

communiste algérien (PCA) lui-même, créé moins d'un an auparavant [56].

Parallèlement, les organisations communistes se renforcent : de groupuscules, elles deviennent des forces qui comptent. Comme en France, un mouvement profond a poussé les éléments les plus combatifs vers le communisme. Certains jeunes Européens, humanistes, sont attirés par le tableau vivant de l'« union des races » qu'était alors ce parti. C'est le cas d'un habitant de Belcourt, Albert Camus (1913-1960), on y reviendra (voir encadré ci-après). Ou d'un jeune étudiant en médecine, Jean Masseboeuf (1908-1985), membre de la SFIO, qui quitte alors ce parti pour rejoindre le PCA [57]. La région algérienne n'avait que 600 adhérents en juillet 1935 ; lors du congrès constitutif du PCA d'octobre 1936, les effectifs ont presque décuplé (5 000) ; en 1937, pour son second congrès, le PCA compte 5 116 adhérents (Alger, 1 555 ; Oran, 2 508, Constantine, 1 053), dont 2 000 musulmans [58]. La progression continue, malgré les désillusions du Front populaire : en 1938, le jeune PCA compte dans ses rangs 7 500 adhérents, regroupés dans deux cent cinquante-quatre cellules, les Jeunesses 8 850 membres [59]. Les communistes apparaissent, drapeaux déployés, dans les manifestations. Ils organisent une fête de l'hebdomadaire *La Lutte sociale*, sorte de pendant algérien de la fête de *L'Humanité*. La CGT réunifiée dépasse les 100 000 syndiqués, dont 40 % à 50 % de musulmans : 60 000 dans l'Algérois, 30 000 dans l'Oranais, etc. [60].

Mouvement identique en métropole. Avant même la victoire électorale, l'ENA avait participé, le 22 novembre 1934, à un meeting unitaire aux côtés de Jean Longuet (SFIO), André Berthon et André Ferrat (PCF). En juin 1936, un nouveau meeting, à la Mutualité, avait vu à la même tribune quatre orateurs : à côté du socialiste Jean Longuet et du communiste Henri Lozeray, Habib Bourguiba, alors présent en France, et Messali Hadj s'exprimèrent [61]. Les militants algériens se mêlèrent également aux cortèges de la gauche. Lors de la grande manifestation du 14 juillet 1935, l'Étoile forma un groupe compact intégré, mais autonome. La presse de gauche, prudente, mit en avant le mot d'ordre d'« extension des libertés démocratiques aux colonies [62] » ou la dénonciation du fascisme italien en Abyssinie [63]. Le 24 mai 1936, au Mur des fédérés, ils sont encore « plusieurs milliers », toujours derrière l'Étoile, à exiger : « Amnistie totale en Afrique du Nord ! Abolition du Code de l'indigénat [64] ! »

Même présence, mêmes mots d'ordre, le 14 juillet 1936 [65]. Mais là où *L'Humanité* voit des manifestants enthousiastes, le journaliste de service de *L'Écho de Paris* décrit à ses lecteurs des « sidis défil[ant], [...] [des] ouvriers plus ou moins arabes de toutes les banlieues réclam[ant] la "liberté de l'Afrique du Nord", [une] Algérie ambulante caquet[ant], croass[ant], piaill[ant] à qui mieux mieux. Il y en avait pour tous les goûts, et même pour tous les dégoûts [66] ». La presse réactionnaire n'aura pas d'autre occasion d'étaler son mépris : l'année suivante, les « sidis » ne défileront plus, leur organisation ayant été dissoute… par le gouvernement du Front populaire.

Lors des grandes grèves de l'époque, les travailleurs algériens ne furent pas les derniers dans la lutte. L'Étoile, particulièrement implantée en milieu ouvrier, y fut pour beaucoup. En novembre 1936, un conseiller de Paris de la droite républicaine, Gaston Le Provost de Launay, s'en émut dans une lettre ouverte adressée au préfet de police de Paris : « Des dizaines de milliers d'ouvriers algériens ou tunisiens tendent de plus en plus à devenir la troupe de choc éventuelle des révolutionnaires. C'est à eux, dans les usines occupées, que les ouvriers en grève ont confié, en maintes circonstances que je pourrais vous spécifier, la garde des directeurs et des ingénieurs séquestrés dans leurs bureaux [67]. » Quelques jours plus tard, cette présence sera sous les feux de l'actualité dans des conditions dramatiques. Le 23 novembre, l'usine Cusinberche de Clichy voit un affrontement violent entre une milice patronale, menée par le fils du patron, par ailleurs activiste Croix-de-Feu, et des grévistes. Les briseurs de grève sont armés (matraques, barres de fer) et le fils Paul Cusinberche a deux revolvers. Il fait feu sur les grévistes, touchant un ouvrier algérien, Tahar Acherchour, par ailleurs adhérent de la CGT. Pour la propagande communiste, ce sera une occasion d'associer dans la même protestation le patronat, les ligues et les attitudes racistes.

Durant une semaine, *L'Humanité* va consacrer sa une à ce crime. Le 24 novembre 1936, une photo de Tahar Acherchour sur son lit d'hôpital y figure. L'éditorial est signé Paul-Vaillant Couturier (treize ans plus tôt, on l'a vu, il avait signé l'article dénonçant l'assassinat d'un autre ouvrier algérien, Beradia). Le

26, le journal annonce à ses lecteurs la triste nouvelle : « Tahar Acherchour est mort de la balle patronale. Châtiment exemplaire pour l'assassin et ses complices fascistes ! L'Union des syndicats prend à sa charge les obsèques. Dimanche, les travailleurs feront une grandiose escorte au corps de leur frère nord-africain. » Jusqu'au 29, jour des obsèques, le quotidien appelle à venir en masse honorer le martyr. Le 29, l'article est illustré par la photo du cercueil avec, en toile de fond, l'emblème de l'Étoile. Ce jour-là, un cortège immense (cela ne sera contesté par aucun observateur) accompagne le cercueil jusqu'à la gare de Lyon. *L'Humanité* du 30 fait un récit lyrique de la démonstration, assorti de deux photos de foule (avec, de nouveau, le drapeau de l'ENA). Marcel Cachin salue la « grandiose réaction du peuple ouvrier parisien. […] Les travailleurs sont là, émus et frémissants, aux côtés de leur pauvre camarade tombé dans la lutte. Ils ont fermé l'oreille aux bestiales excitations raciales, aux préjugés antihumains de la classe dirigeante ; ils n'obéissent qu'aux sollicitations de leur cœur fraternel et à leur sympathie de classe ». La dépouille est ensuite acheminée vers l'Algérie. Une délégation de la CGT, conduite par Gaston Monmousseau, l'accompagne jusqu'à sa terre natale.

L’épreuve et l’échec : le projet Blum-Viollette d’octobre 1936

Immédiatement après l’intronisation du gouvernement Blum, l’apparition d’un nom, celui de Maurice Viollette (1870-1960), ayant rang de ministre d’État, suscite espoir chez bien des colonisés, déception et colère chez les colons et leurs politiciens. Républicain socialiste indépendant, ancien gouverneur général de l’Algérie (1925-1927), évincé de son poste sous la pression du lobby colonial [68], catalogué comme « arabophile » – ce qui était un compliment pour certains, un signe de défiance pour l’immense majorité des Européens d’Algérie –, Viollette avait eu tout le temps, entre 1927 et 1936, de réfléchir à un programme. Aussi est-ce très tôt, dès la mi-octobre 1936, que son projet, auquel sera associé le nom du président du Conseil, Léon Blum (1872-1950), est rendu public. Si le préambule affirmait qu’il paraissait « impossible d’appeler immédiatement l’ensemble des indigènes à l’exercice des droits politiques », le texte estimait nécessaire d’accorder ces droits à certains d’entre eux « comme une récompense, soit des services rendus, soit de l’effort intellectuel réalisé ». En conséquence, selon des articles bien précis répondant à ces deux critères, étaient admis à la citoyenneté entière les musulmans considérés comme « évolués » (c’était alors un terme omniprésent du vocabulaire colonialiste). Il y avait, avant le projet, 4 000 électeurs directs « indigènes ». Son adoption aurait permis à 25 000 de plus [69]

d'avoir accès à l'expression politique. Pour mémoire, l'Algérie comptait alors 6 247 432 musulmans [70], dont environ un million et demi d'adultes majeurs de sexe masculin. On voit que, même appliqué intégralement, le plan Blum-Viollette n'aurait pas compromis l'équilibre politique de l'Algérie coloniale – et évidemment encore moins menacé la présence française.

Ce texte minimal va pourtant susciter dans le monde colon et chez les forces conservatrices de métropole une campagne d'une violence inouïe. Il y a quasi-unanimité des élus (maires, députés, sénateurs), notables et hauts fonctionnaires pour affirmer que ce projet constitue un « péril mortel pour la souveraineté française [71] », car il placerait les Français d'Algérie « à une époque plus ou moins rapprochée, sous la domination des indigènes [72] ». Ce lobby ultraréactionnaire a le soutien de nombreux politiciens et journalistes de métropole : cette « loi de désordre algérien [73] » était une raison supplémentaire de combattre le gouvernement de Front populaire. Tout cela était attendu. Ce qui le fut moins fut l'extraordinaire frilosité de la gauche, toutes tendances confondues – avec une notable exception pour Maurice Viollette lui-même, combatif jusqu'au bout, mais bien seul – à imposer ces vues, voire à livrer le combat. *Le Populaire*, organe officiel du parti au pouvoir, ne livra aucune campagne systématique, se bornant à signaler les déclarations de bonne volonté des Algériens (une interview de Ferhat Abbas le 20 mars 1937, par exemple [74]). Blum lui-même, qui avait

accepté d'associer son nom à ce projet, ne s'investit pas dans le débat public.

Les communistes, qui auraient pu, au moins, faire campagne pour ce petit pas en avant, firent profil bas, *L'Humanité* ne rendant compte du projet que de façon relativement neutre, signalant çà et là des meetings tenus à Constantine, à Philippeville [75], à Alger [76], des collages d'affiches « rédigées en arabe et en français [77] » ou des résolutions de communistes algériens résidant en métropole (par exemple ceux du XIIIe arrondissement de Paris et ceux de Nanterre [78]). Mais le parti en tant que tel et ses principaux dirigeants ne s'investirent pas. Robert Deloche, chargé de présenter ce projet aux lecteurs de *L'Humanité*, le fit en mettant d'abord en avant l'intérêt de la démocratie française : « Le vote du projet Viollette sera un coup très rude porté à l'odieuse propagande hitlérienne et mussolinienne développée de plus en plus intensément à travers l'Algérie. C'est en effet en spéculant sur la déception du peuple musulman que les hommes du fascisme international et leurs agents français préparent, en Algérie, le terrain favorable au déclenchement de l'agression contre la démocratie française et la paix [79]. » Cette vision aboutissant à des formules inimaginables quelques années plus tôt : « Le Front populaire ne doit pas perdre l'Algérie [80]. » La dénonciation de la « situation coloniale » n'était certes pas absente, mais venait en second lieu : « Nous considérons [le projet Blum-Viollette] non comme une fin, mais parce qu'il est la première mesure importante permettant de soustraire les musulmans au régime odieux de l'indigénat. Nous le défendons beaucoup plus pour ce

qu'il renferme de possibilités pour l'avenir que pour ce qu'il apporte réellement dans sa forme actuelle [81]. » Soit. Mais ces lignes étaient écrites début 1939, alors que le potentiel d'enthousiasme du Front populaire était considérablement érodé, particulièrement sur les terres de l'Empire. On imagine facilement que le jeune Parti communiste d'Algérie souscrivit à cette analyse. C'est d'ailleurs Barthel, passé un temps du PCF au PCA, qui signa un éditorial de *La Lutte sociale* en janvier 1937, utilisant le proverbe « Le mieux est l'ennemi du bien » pour justifier le projet Viollette, puis concluant par une formule typiquement thorézienne : « Tout n'est pas possible en n'importe quel moment. Luttons pour ce qui est possible tout de suite [82]. »

Finalement, une certaine torpeur s'installa. Puis l'actualité internationale de 1938 (guerre d'Espagne, *Anschluss*, Munich) et de 1939 (chute de la République espagnole, invasion allemande de la Tchécoslovaquie, crise de l'été) effaça totalement la question algérienne des esprits. La chute du deuxième gouvernement Blum (8 avril 1938) et l'investiture du radical Édouard Daladier (12 avril) eurent, en ce domaine, une signification : le projet était bien mort et enterré, sans même avoir été présenté aux parlementaires. Le lobby colonial put dès lors crier victoire : « La question des droits politiques des indigènes d'Algérie est, pour le moment, abandonnée. […] Après plusieurs années d'effervescence, […] tout est retombé dans le calme [83]. » À quel prix ? Jacques Berque écrira plus tard : « L'"Algérie française" était une chimère. […] L'historien peut aujourd'hui, avec un recul suffisant, estimer que la France y a

d'elle-même renoncé quand elle abandonna le projet Blum-Viollette. C'est à la Chambre du Front populaire que nous sommes redevables de cet exploit [84]. »

Le parcours communiste d'Albert Camus, 1935-1937

Issu de la population européenne pauvre, jeune homme épris de justice et d'égalité, comment Albert Camus ne se serait-il pas intéressé au courant communiste qui, au tournant des années 1930, débarrassé de son sectarisme de l'ère « classe contre classe », apparaissait à beaucoup comme la « jeunesse du monde » [85] ? Il est en cela conseillé par son ancien professeur de philosophie, devenu son ami, Jean Grenier (1898-1971) [86]. C'est en août (ou septembre) 1935 qu'il franchit le pas et adhère à ce qui est encore la région algérienne du PCF. Il intègre la cellule du Plateau, dite « des intellectuels », bien qu'elle intègre des ouvriers, dont des musulmans. Il y découvre, d'abord, la chaude fraternité. « Il y a plus de vérité dans les rapports entre communistes qu'entre leurs professions de foi, écrit-il à un de ses camarades, Claude de Fréminville. Je suis toujours plus étreint par une réunion d'ouvriers que par un discours de *Commune* [87]. » L'un de ses biographes affirme que l'écrivain cherchait dans le PC une « Église laïque [88] ». Élie Mignot, qui avait alors croisé Camus au sein du parti, estima plus tard que l'adhésion de l'enfant de Belcourt avait été empreinte de « sentimentalisme », ses

camarades ouvriers, ajouta-t-il, le considéraient un peu comme un « boy-scout » [89], ce qui n'était pas un compliment dans la bouche du cadre communiste.

Au sein de la formation communiste, Camus fit ce qu'il savait le mieux faire : de l'activité culturelle. Il fut la cheville ouvrière du Théâtre du travail, pour lequel il écrivit une adaptation du *Temps du mépris* de Malraux, roman dont le héros était un écrivain communiste allemand pourchassé par les nazis. Le pourtant très conservateur *Écho d'Alger* du 25 janvier 1936 annonça la première : « C'est ce soir, à 21 h 15, salle Padovani, à Bab El Oued, que le Théâtre du travail ouvre ses portes. Au programme : *Le Temps du mépris*, d'André Malraux, au profit des chômeurs. Participation aux frais : 4 francs. Entrée gratuite pour les chômeurs à la Bourse du travail. Il reste quelques places. » Mais il n'y eut que deux représentations. Camus et ses amis persévérèrent : une deuxième pièce, *Révolte dans les Asturies*, fut écrite à plusieurs mains, montée… mais interdite par le maire, Augustin Rozis, notoirement proche des Croix-de-Feu. En revanche, *Les Bas-Fonds*, d'après Gorki, fut montée et obtint un franc succès en novembre 1936. La jeune troupe, en tout cas, ne masquait pas sa couleur : trois pièces, dont deux jouées, trois cris protestataires.

Le Camus nouvellement communiste de cette époque multiplie les activités, malgré la tuberculose qui, déjà, le mine. Il donne des cours dans le Collège du travail d'Alger,

sorte de mini-université populaire. Il est un membre en vue de l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires (AAER), du Comité dit Amsterdam-Pleyel. *L'Écho d'Alger*, décidément bienveillant (pour être bien vu des autorités du Front populaire ?) annonce que « M. Camus, professeur de philosophie[a] , et M. Escoute, géomètre expert, développeront "La signification du Front populaire" et "La bataille pour la paix". Toute la population doit assister à cette importante manifestation, autant pour entendre ces éminents orateurs que pour protester contre la décision du maire [b] . La contradiction courtoise sera admise [90] ».

On a en fait peu de textes directement politiques de Camus datant de 1935-1937. On trouve pourtant çà et là quelques traces. Une fois de plus, *L'Écho d'Alger* nous permet de connaître les paroles de Camus. Lors d'une autre conférence (texte jamais cité, à notre connaissance, dans les anthologies de l'écrivain), le jeune homme « entreprit la critique du capitalisme, source de tout le mal » : « Ce régime est basé sur le profit, c'est-à-dire que les bénéfices qui proviennent d'un travail collectif ne profitent qu'à quelques personnes. Résultat : on brûle du café, du blé, on détruit des bestiaux, on arrache des vignobles, on jette du lait, alors que des millions d'individus sont sous-alimentés. Ces chômeurs, dont le nombre va chaque jour s'accroissant, constituent une menace pour les capitalistes. Aussi ont-ils cherché les moyens de sauver leurs capitaux. Ils ont pensé au colonialisme, puis au fascisme qui est l'ultime effort de la haute finance pour conserver le régime

économique actuel. […] Seul le Front populaire assurera à tous une vie assez aisée en mettant toutes les richesses au service de la collectivité [91]. » Pour un militant marqué par le « sentimentalisme », ce discours était bien charpenté…

Le début de l'année 1937 marque l'apogée de l'engagement communiste camusien. Nommé à la tête de la Maison de la culture (concept alors nouveau) d'Alger, il coordonne ainsi les activités de l'AAER, déjà citée, de Ciné-Travail, de Médecine et travail, de l'Association des amis de l'Union soviétique, etc. Dans cette Maison, qui est désormais un peu la sienne, Camus est à l'initiative de conférences, invitant des célébrités parisiennes, toutes d'une « certaine coloration politique » (Claude Aveline, Irène et Frédéric Joliot-Curie, André Wurmser), poursuivant son activité théâtrale. Pourtant, la prise de distance avec le PCA suivit presque immédiatement cette période d'intense activité. Camus, qui avait besoin de repos (et de se soigner), se rendit en France en juillet 1937. À son retour, en septembre, il ne reprit pas sa vie militante.

Plusieurs causes expliquent la rupture avec l'appareil communiste. La première est sans doute le peu d'intérêt continu pour la théorie marxiste dont a fait preuve l'écrivain. Dans un courrier à son ancien professeur et ami Jean Grenier, il affirmait : je ne mettrai jamais « entre la vie et l'homme un volume du *Capital* », formule écrite le 21 juin 1934, un an avant son adhésion [92]. Mais même lorsqu'il devint membre du PCF, puis du PCA, Camus ne

s'est semble-t-il jamais plongé réellement dans l'étude livresque du marxisme. Les formules précitées sont certes dénonciatrices du capitalisme, mais peuvent également être lues comme une reprise un peu verbeuse d'articles de presse de l'époque.

La deuxième cause est sans aucun doute le désaccord croissant avec un communisme orthodoxe totalement attaché à l'URSS, alors même que de grands procès staliniens étaient en cours et que cela ébranlait bien des consciences [93]. Déjà, en janvier 1937, il avait hébergé à la Maison de la culture une présentation du récent ouvrage d'André Gide, *Retour de l'URSS* [94], abomination absolue pour les orthodoxes, geste qui lui fut d'ailleurs reproché. Mais c'est surtout le changement de cap des communistes (français et algériens) à l'égard du nationalisme qui va désorienter, puis irriter, Camus. Le jeune homme n'était pas quelqu'un qui cachait ses opinions et, donc, ses réticences. Convoqué par sa cellule, il fut mis en présence du très rigide Robert Deloche (qui avança l'accusation, terrible alors, de « trotskisme ») et d'Amar Ouzegane. Le processus d'exclusion, classique en ces temps d'unanimisme, était en route. Camus n'attendit pas, il tira sa révérence en octobre (ou novembre) 1937[c] .

Pourtant, l'explication qui court dans une certaine histoire écrite à la va-vite – « À l'issue du voyage de Pierre Laval à Moscou en 1935, les communistes, sur ordre du Kremlin, modifient leur politique de soutien des revendications

musulmanes. Camus refuse d'obtempérer. Il est exclu du parti [95] » –, outre qu'elle prend des libertés avec la chronologie (Camus adhère en 1935…), paraît bien courte. C'est plus par détestation des méthodes staliniennes que sur le fond politique que Camus rompit. En fait, il paraît avoir partagé les illusions réformistes de ses camarades. Le projet minimaliste Blum-Viollette eut ses faveurs. Le 26 avril 1937, nous apprend *L'Écho d'Alger*, le « secrétaire de la Maison de la culture » (donc Camus) donna une conférence sur « les intellectuels devant le projet Viollette » à Alger [96], sans doute le même texte que celui publié un mois plus tard, devenu le « Manifeste des intellectuels d'Algérie en faveur du projet Viollette [97] ».

Rien n'autorise donc à penser que le Camus de 1935-1937 ait été un visionnaire et qu'il ait quitté les rangs communistes « par la gauche ». S'il eut effectivement une sympathie humaine pour les gens du PPA, s'il fut outré du langage de Deloche et d'Ouzegane contre les nationalistes, il n'en adhéra pas pour autant aux thèses indépendantistes. En 1939, il dénoncera la répression dont seront victimes les messalistes, essentiellement parce qu'elle donnait des aliments à leur propagande : « La montée du nationalisme algérien s'accomplit sur les persécutions dont on le poursuit. Il n'aura plus de raison d'être, au contraire, quand l'injustice disparaîtra de ce pays [98]. » Sans jamais imaginer que cette injustice était consubstantielle à la situation coloniale. En fait, Camus considérait tous les nationalismes comme des séquelles du passé, des « signes

de décadence [99] ». Étaient donc d'ores et déjà en germe les positions camusiennes de 1954-1960 [100].

a. Camus, qui souhaitait exercer ce métier, n'y parvint pas.

b. Lequel avait une fois de plus refusé une salle municipale.

c. La période qui suit, marquée par l'entrée de Camus en 1938 au quotidien *Alger républicain* et sa célèbre série « Misère de la Kabylie » (onze articles publiés en juin 1939), échappe à notre sujet, Camus n'étant plus dès lors communiste.

Contre le « nationalisme musulman » : la dissolution de l'Étoile nord-africaine en janvier 1937

On a vu que les mouvements nationalistes d'Afrique du Nord avaient accueilli avec bienveillance, mêlée chez les messalistes d'une attention vigilante, l'avènement du Front populaire. Mais, très vite, face à la timidité des mesures envisagées, des

fractures entre les nationalistes du Maghreb et la gauche française ne tardent pas à (ré)apparaître. Côté nationaliste, Messali, toujours en Algérie, fort de l'audience acquise par son discours du stade d'Alger en août 1936, critique désormais radicalement cette politique. Profitant de cette parenthèse d'expression légale, qui se révélera bien courte, il multiplie les réunions publiques, à chaque fois devant des salles pleines. En octobre, au cinéma Mondial, à Alger, il assortit son discours revendicatif d'une menace à peine voilée : il « demande au gouvernement du Front populaire, dans son intérêt comme dans celui du peuple algérien, de passer immédiatement aux réalisations pratiques [101] ». Le 2 novembre 1936, au cinéma Eldorado, il fait adopter une motion condamnant le projet Blum-Viollette [102].

En France, durant l'absence de Messali, Amar Imache (1895-1960) avait pris de fait la direction de l'Étoile. Il se révéla plus intransigeant encore que le chef nominal de l'organisation : le projet Blum-Viollette fut qualifié d'« abominable duperie », les communistes qui le soutenaient révélaient leur vrai visage de « chauvins de la pire espèce [103] ». À une délégation du PCF venue demander un appel de l'ENA pour que des Nord-Africains s'engagent dans les Brigades internationales, Imache opposa un « Non » catégorique, avec semble-t-il une certaine brutalité : la République espagnole n'avait-elle pas pratiqué une politique colonialiste à l'égard des frères rifains ?

Il y a donc escalade verbale. La revendication nationaliste, qui, pour la population musulmane d'Algérie suscitait un intérêt

croissant, était devenue pour les gouvernants et les partis de gauche une difficulté politique majeure. Le cabinet Blum n'eut pas à chercher bien loin la réponse ; elle figurait depuis toujours dans l'arsenal répressif des gouvernements, auquel était venue s'ajouter la loi contre les ligues factieuses du 10 janvier 1936. Le 26 janvier 1937, le gouvernement dissout les organisations nationalistes des trois pays : Étoile, cible principale, Néo-Destour et Comité d'action marocain. Le 29, le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, Raoul Aubaud, expose devant les sénateurs les raisons de l'attitude gouvernementale : l'ENA est dirigée par « un homme, un aventurier certes, un nommé Messali », qui a « réussi à former comme un bloc homogène excité par la fièvre des meetings », prêt à « suivre aveuglément n'importe quelle direction ». Cet homme était lié à « des tentatives de division venues du dehors » (allusion à Chekib Arslan). Rien de bien nouveau… avec ce « détail » que cet argumentaire était dans la bouche d'un ministre du Front populaire.

Comment va réagir le PCF ? Rappelons que, dix ans plus tôt, cette même ENA avait été en grande partie le fruit d'une initiative communiste. Dans le discours du 29 janvier 1937 de Jean-Marie Clamamus, porte-parole du groupe communiste au Sénat, faisant suite à celui d'Aubaud, le mot Étoile n'est même pas prononcé, l'orateur se contentant d'un tiède : « Le parti communiste continuera à soutenir la politique du Front populaire », le vent étant « à l'union en Algérie ». Dans *L'Humanité*, c'est Robert Deloche, homme à tout faire à ce moment, qui s'exprime, reprenant l'argumentaire

gouvernemental. Amar Imache est d'ailleurs la principale cible, Messali n'étant même pas nommé. Celui qui était encore pour *L'Humanité* en 1935 le « camarade Imache Amar [104] » devient sous la plume de Deloche, en 1937, un « nommé Imache Amar », « personnage » faisant l'« apologie de Franco » (allusion à sa position sur les Brigades). Deloche accuse l'Étoile d'avoir mené une campagne au « caractère violemment anticommuniste, [...] une campagne acharnée [...] contre le projet Viollette, première mesure progressive en faveur du peuple d'Algérie », rejoignant celle « menée par les éléments fascistes d'Algérie, l'abbé Lambert et tous les gros colons pour torpiller le projet ». C'est pourquoi, concluait-il, « nous considérons que si l'on veut éviter la division du peuple d'Algérie et du peuple de France, si l'on veut éviter que les hitlériens français et les agents provocateurs ne dressent les masses nord-africaines contre la France du Front populaire, il faut agir vite et énergiquement [105] ».

Immédiatement après la dissolution de l'Étoile, Messali et certains de ses compagnons refondent en mars un mouvement, le Parti du peuple algérien (PPA) – les relations entre Messali et Imache ont continué à se détériorer rapidement, ce dernier et certains de ses partisans, tous Kabyles, refusant d'entrer dans le nouveau parti. Les observateurs notent alors le glissement, qui se révélera définitif, du cadre nord-africain au cadre algérien. Autre évolution : afin d'éviter une nouvelle et immédiate dissolution, le PPA renonce (publiquement) à la notion d'indépendance au bénéfice d'un prudent : « Ni assimilation ni séparation, mais libération. » En juin 1937, Messali retourne à Alger. Il tente de s'exprimer publiquement. Sa popularité n'a

fait que croître. Très vite, le PPA procède à une implantation. Ce qui n'empêche pas – et sans doute même incite –, le 9 juillet, les organisateurs du second Congrès musulman d'interdire l'entrée à ses représentants. Ce jour-là, les organisateurs dirigent leurs attaques contre les messalistes : « L'Étoile nord-africaine fait le même travail que l'administration des affaires indigènes » (Tahrat, président du comité départemental de Constantine) ; « Il y a parmi les étoilistes de braves gens, mais ils sont conduits par de mauvais bergers qui cherchent à semer la division entre nous et à donner des armes à nos adversaires » (Lamine Lamoudi, directeur du journal *La Défense*) – propos que *L'Humanité* reproduit avec une délectation certaine [106]. Le 14 juillet, à Alger, sera l'occasion d'une nouvelle manifestation publique du PPA. *L'Écho d'Alger* rapporte les mots d'ordre du défilé des organisations officielles du Front populaire (soutien à l'Espagne républicaine, application du projet Viollette) [107]. Mais, ajoute le journal, « la grande surprise de la journée aura été le défilé séparé et massif [des] sectateurs autonomistes de l'Étoile nord-africaine "dissoute" » défilant derrière « un étendard vert et une banderole portant en arabe l'inscription : "Parti de l'indépendance de l'Algérie" » – cette appellation est peu probable ; c'est sans doute Parti du peuple algérien qui était inscrit ; mais, volontaire ou non, la confusion de *L'Écho d'Alger* ne manque pas d'intérêt. En tout cas, la simple comparaison des mots d'ordre permet d'imaginer vers qui allaient les faveurs des « indigènes »…

Pour les autorités, trop, c'est trop. Le 27 août, Messali et six autres militants sont arrêtés pour « reconstitution de ligue

dissoute, provocation des indigènes au désordre et manifestation contre la souveraineté française en Algérie » [108]. *L'Humanité* franchit un nouveau pas en se félicitant de cette mesure contre ces « trotskistes », ces « auxiliaires du fascisme », menant une « politique aventurière inspirée par le trotskiste Ferrat », s'appuyant sur l'aide « des caïds, des fonctionnaires et des maires fascistes [109] ». La similitude de noms entre le PPF et le PPA amène même *L'Humanité* à accuser ce dernier d'être « contrôlé par Doriot [110] », ce qui était une calomnie tout autant qu'une imbécillité. « Qu'est-ce que le PPA ?, interroge en 1937 Ben Ali Boukort. C'est un parti soi-disant nationaliste. C'est un parti dont la politique et l'action vont de pair avec celles du PPF, dont il est le prolongement. Le PPF n'ayant pas réalisé une base de masse en Algérie pour étrangler le Front populaire, en laisse le soin à ce parti. Doriot utilise les nationalistes du PPA comme Franco s'est servi de certains nationalistes rifains contre les véritables intérêts des nations arabes [111]. » En 1939, Laurent Casanova, commentant le récent voyage de Thorez en Algérie, que l'on va évoquer, présente le PPA comme « un moyen possible de barrer la route à l'influence grandissante du parti communiste sur la masse des travailleurs arabes, un instrument de lutte contre le Front populaire », qui sert « objectivement » les desseins de l'administration [112]. Une administration qui dissoudra ce même PPA quelques mois plus tard, le 26 septembre 1939…

Thorez, 1939 : la « nation algérienne en formation »

Les limites de l'autonomie du PCA apparaissent au grand jour début 1939, lors d'un voyage en Algérie du secrétaire général du PCF destiné à passer à la postérité. Élie Mignot, devenu en 1936 membre du bureau politique du PCA à l'âge de vingt-sept ans, faisait souvent le voyage de Paris. Le 1er décembre 1938, il est dans le bureau de Laurent Casanova, au siège du PCF, 120 rue La Fayette [113]. Celui que les militants appellent familièrement « Casa » est le secrétaire particulier de Maurice Thorez. Il n'a aucun titre officiel lié à l'Algérie, mais il a sur tous ses camarades un avantage énorme : il est natif de ce pays (9 octobre 1906, Souk Ahras, Constantinois) et est, à Paris, le premier interrogé par la direction pour toute prise de position sur la question. On sait d'ailleurs aujourd'hui que Casanova fut le principal, et sans doute même le seul, rédacteur des discours de la tournée thorézienne, donc celui sur la « nation algérienne en formation » [114]. Casanova dit à Mignot : « Le secrétariat te demande de repartir ce soir en Algérie. Voilà, le secrétariat a pensé que Maurice devait faire un voyage en Algérie. [...] Donc on te demande d'aller organiser ce voyage. » Mignot repart immédiatement à Alger et transmet la nouvelle « à tous les camarades du parti qui évidemment étaient enthousiasmés ». Il est plus que probable que cet enthousiasme n'était pas feint, tant la popularité de Thorez était forte à cette époque. Il

n'empêche : deux ans après la fondation du PCA, ce voyage, qui marquera l'histoire du communisme en Algérie durant plusieurs décennies, a donc été décidé à Paris. Casanova a « informé » Mignot comme il l'aurait fait pour le simple secrétaire d'une fédération de métropole, et l'a chargé d'appliquer une décision prise hors du PCA.

Le 29 janvier 1939, la délégation quitte Marseille. À sa tête se trouve Maurice Thorez, accompagné de Jeannette Vermeersch, de Laurent Casanova, des députés Henri Lozeray et Henri Courtalès, ainsi que d'Élie Mignot [115]. Thorez parla à Oran, Sidi Bel Abbès, Perregaux, Constantine, Souk Ahras, Bône et enfin à Alger [116]. D'emblée, le ton de la presse communiste montra ce que serait la signification première de cet événement : « Le peuple d'Algérie, par son accueil enthousiaste à Maurice Thorez, a montré sa volonté de s'unir contre les menaces du fascisme italien [117]. »

Cet épisode dépassa largement les dimensions d'un voyage d'études : il s'agissait de donner *a posteriori* un fondement théorique aux pratiques inaugurées depuis le tournant de 1935. C'est en effet à cette occasion que Thorez prononça le 11 février, à Alger dans le Hall de l'automobile, le discours dit de la « nation en formation ». Ce soir-là, 9 000 auditeurs (15 000 selon *L'Humanité*), dont « plusieurs centaines d'indigènes [118] » purent voir sur le mur « un tableau symbolique représentant un forgeron français, d'une main tenant son marteau et de l'autre serrant la main d'un fellah arabe, armé d'une faucille [119] ». Le meeting commença à 18 heures, ponctué de discours

de deux communistes algériens, Marcel Planès et Ben Ali Boukort (le seul qui s'exprima en arabe) et de deux communistes français, Henri Courtalès et Henri Lozeray [120].

Puis, après avoir entendu *L'Internationale* et *La Marseillaise*, le public écouta le message thorézien : « Nous, communistes, nous ne connaissons pas les races. Nous ne voulons connaître que les peuples. Nous savons comment, dans notre France, sur un sol particulièrement riche, admirablement situé et dans des conditions climatiques privilégiées, vivent maintenant les descendants de ces vingt races que des siècles d'histoire ont brassées. [...] Mais n'en est-il pas de même, ici, en Algérie ? Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : "Cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne" ? Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas parmi vous, peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitions il y a quelques jours ? Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des

Turcs convertis à l'islam venus après eux en conquérants nouveaux, des juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! […] Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races [121] . »

Pourquoi ce « elle aussi » ? Un fait est rarement signalé par les études : quelques jours seulement auparavant, le 21 janvier, Thorez avait prononcé à Gennevilliers un discours réfutant la conception nazie de la nation fondée sur la « race élue », dans lequel il avait décrit la nation française comme « constituée, à travers les siècles, de vingt races qui se sont fondues [122] ». On peut donc interpréter le discours d'Alger comme une simple application d'un schéma français à la réalité algérienne. Ainsi, l'Algérie n'était plus une « nation dont le développement et dont la formation d'un État national sont entravés par l'oppression impérialiste » (processus achevé, mais entravé), comme l'écrivait encore Ferrat en 1935, mais une potentialité (processus en cours, à l'achèvement non borné dans le temps) ; la population européenne n'était plus un « corps étranger implanté par l'impérialisme au milieu du peuple indigène opprimé d'Algérie » (Ferrat), mais « des Espagnols, des Italiens et des Français » venus participer à l'édification du pays (Thorez). Franchissant une étape, Laurent Casanova, le rédacteur du discours, poussera même plus loin la démonstration en glissant de la notion de « creuset » – fusion de plusieurs éléments d'égale importance – à celle

d'« assimilation » – acceptation par les dominés des valeurs du dominant : « Du fait des contacts qui se sont établis, la population urbaine d'origine arabo-berbère ou juive est en voie d'assimilation : cette assimilation est même particulièrement avancée chez les éléments de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie citadine [123]. »

Dans les jours qui suivirent le retour en France, *L'Humanité* donna abondamment la parole à Thorez, avec toujours la même dominante : « Unir la famille algérienne autour de la France républicaine [124] » : « Unir ! Unir ! Unir ! L'exemple de l'Algérie populaire [125] » ; « L'union de la nation algérienne avec la nation française [126] », etc. Mais cet enthousiasme cachait mal la question principale : qu'en pensaient les Algériens ? Dans les cercles réformistes, l'idée d'une nation, même présentée comme « en formation », était loin d'être évidente. À l'opposé, les militants du PPA ne pouvaient accepter une formulation à leurs yeux minimaliste. Mais, même chez les communistes « indigènes », une partie, au moins, a été choquée (sans, évidemment, que cela apparaisse dans la presse de l'époque), comme me l'a indiqué Sadek Hadjerès : « À Oran, à Alger, on entendait : "Non, non, non, la nation algérienne existe !" [127]. » Élie Mignot rapporte à cet égard une anecdote significative : « On arrive dans l'Oranais. Il y avait un camarade nommé Boukharouba [128]. Maurice arrive, demande à ce camarade : "Ça va ?" L'autre lui répond : "Oh non, ça ne va pas." Maurice : "Tu es malade ?" L'autre explique qu'il n'avait pas dormi de la nuit à cause du discours [de Thorez] et dit : "Nous ne sommes pas une race, nous sommes une nation" [129]. » Nicolas

Zannettacci, dirigeant du PCA, témoignera que cette réaction était partagée : « Beaucoup de musulmans nous disent : “Pourquoi en formation ? N’est-elle pas une nation, l’Algérie ?” [130] . » Bonne question. Mais pas posée à la bonne personne.

1920-1939 : une succession de tactiques

Lorsque arrive l’ère des tempêtes, à l’été 1939, les deux décennies qui viennent de s’écouler ont donc été marquées, pour les communistes des deux rives de la Méditerranée, par des milliers d’actes courageux, par des engagements sans nombre, sanctionnés par une répression impitoyable. Pour obtenir, çà et là, des victoires. En France : l’honneur d’avoir été les seuls, comme force politique nationale, à tenter d’opposer des arguments à l’idéologie coloniale dominante, contre les initiatives du parti colonial, à mener des combats contre la répression, contre les guerres. En Algérie : le mérite immense d’avoir, les premiers sur cette terre asservie, prononcé le mot « indépendance », d’avoir combattu le racisme dominant au sein de la communauté européenne, d’avoir émis le projet de former des cadres politiques « indigènes » et commencé à le réaliser, d’avoir créé et renforcé un mouvement syndical combatif (CGTU), mêlant là encore Européens et « indigènes ». Mais globalement, le bilan est maigre.

La cause n'est pas difficile à définir. L'histoire des rapports entre communisme et Algérie laisse en effet la nette impression d'une succession de tactiques, non d'une stratégie. Sur la question clé du « droit à l'indépendance », on a assisté à un va-et-vient entre le refus net (motion de Sidi Bel Abbès et tous ses avatars contemporains), l'affirmation, puis l'exaltation (circulaire Barthel), pour finir par le repli vers le refus de fait, selon la théorie de la non-obligation du divorce (Front populaire). Va-et-vient qui eut des répercussions logiques sur la question des relations politiques avec le nationalisme, la mouvance communiste ayant été successivement sa matrice originelle (fondation de l'Étoile), sa compagne de route, puis son ennemie jurée (dissolution de l'Étoile et dénonciation du PPA). Comment les contemporains pouvaient-ils s'y retrouver ?

Du fait de ces déchirements, de ces invectives, la confiance dont avaient bénéficié les communistes dans les « masses musulmanes », au tournant des années 1930, eut tendance à s'étioler. Malgré la propagande autour du voyage de Thorez en février 1939, malgré les reportages de *L'Humanité* présentant une Algérie tout entière attendant un message, l'écho de la théorie de la « nation en formation » fut hostile chez les musulmans les plus politisés, faible ou inaudible chez les autres. Finalement, l'immobilisme du Front populaire et la volonté des deux PC de coller à cette politique se révélèrent catastrophiques. Ce qu'avait craint le pertinent rédacteur de la « circulaire Barthel » se réalisa : les communistes furent « à la remorque des éléments petits-bourgeois », apparaissant « comme un parti français et non pas comme [un] parti

essentiellement indigène » ; le Front populaire apparut comme « un front européen anti-indigène et, dans le meilleur des cas, un front indifférent aux indigènes ». À la veille de son interdiction, contemporaine de celle du PCF, le PCA avait perdu plus de la moitié de ses adhérents, qui n'étaient plus que 2 400 en 1939, plus probablement chez les musulmans que chez les Européens [131] . À l'été 1939, le tirage de l'hebdomadaire du parti *La Lutte sociale*, qui avait atteint 14 000 exemplaires durant la grande époque du Front populaire, était retombé à 3 000. Les jours qui s'annonçaient promettaient d'être sombres… Ils le furent…

Notes du chapitre

[1] ↑ Georges VIDAL, *La Grande Illusion ? Le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2006 ; Paul VAILLANT-COUTURIER, « Les bolcheviks défendent la paix », *L'Humanité*, 18 mai 1935.

[2] ↑ Maurice THOREZ, *Une politique de grandeur française*, brochure réunissant les discours des congrès de Villeurbanne (1936), d'Arles (1937) et d'une session du CC du PCF (1939), Éditions du PCF, Paris, 1939.

[3] ↑ Danièle JOLY, *The French Communist Party and the Algerian War*, Saint-Martin's Press, New York, 1991.

[4] ↑ Paul VAILLANT-COUTURIER, « Factieux d'Alsace et factieux d'Algérie contre la France », *L'Humanité*, 15 octobre 1936.

[5] ↑ Suite à ses désaccords croissants avec la ligne du Komintern, Doriot avait été exclu du PCF en juin 1934. Son hostilité de plus en plus affirmée au PC le conduira, dans une dérive progressive, à fonder en juin 1936 le Parti populaire français, qui

s'affichera à partir de 1937 comme un parti ouvertement fasciste et soutiendra l'Allemagne nazie.

[6] ↑ *L'Humanité*, 28 et 29 octobre 1936.

[7] ↑ Gabriel Péri, « Le Front populaire et les colonies », *L'Humanité*, *loc. cit*.

[8] ↑ René Gallissot, notice « Robert Deloche », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, *Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[9] ↑ Robert Deloche, « Le pain, la paix, la liberté aux peuples coloniaux », *Cahiers du bolchevisme*, 20 mai 1937.

[10] ↑ « Il faut que ça change ! Dans les colonies », *L'Humanité*, 10 juillet 1936.

[11] ↑ Toutes ces citations *in* « Dans les colonies », *L'Humanité*, 13 novembre 1936.

[12] ↑ *La France du Front populaire et les peuples coloniaux*, Brochure, Éditions du Comité populaire de propagande, Paris, s. d. (1938).

[13] ↑ En fait de « camarades », il s'agissait d'une délégation du Néo-Destour conduite par Habib Bourguiba, reçue le 1er mars 1937 au siège du PCF (*L'Humanité*, 19 mars).

[14] ↑ *Ibid.*

[15] ↑ Le quotidien communiste ne cite que son prénom.

[16] ↑ *L'Humanité*, 28 décembre 1937.

[17] ↑ Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 20, Paris-Moscou, 1959.

[18] ↑ Discours sur la question nationale, 29 avril (12 mai) 1917, VIIe conférence de Russie du POSD(b)R, mai 1917, *in* Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 24, Paris-Moscou, 1966.

[19] ↑ Michael Löwy, « Lénine contre Staline : la question nationale », *La Brèche numérique*, 9 mars 2009, <frama.link/7PVK2vzc>.

[20] ↑ François Ferrette, *La Véritable Histoire du PCF*, Demopolis, Paris, 2011.

[21] ↑ Aimé Césaire, *Lettre à Maurice Thorez*, Présence africaine, Paris, 1956 (l'original se trouve dans les Archives du PCF, dossiers « Commission centrale de contrôle politique », 261 J 6/9).

[22] ↑ Laurent Casanova, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *Cahiers du bolchevisme*, mars 1939.

[23] ↑ Amar Ouzegane, *Le Meilleur Combat*, Julliard, Paris, 1962.

[24] ↑ *L'Humanité*, 23 janvier 1936.

[25] ↑ Par ailleurs, dans le compte rendu sténographique, paru après l'exclusion de Ferrat, toute trace du dirigeant avait disparu (notice « André Ferrat », *Dictionnaire Maitron*, <frama.link/sRMPeoFY>).

[26] ↑ *L'Humanité*, 26 janvier 1936.

[27] ↑ Notice « Amar Ouzegane », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[28] ↑ Rapport, non signé, sur papier pelure, en date du 26 novembre 1936 (Archives nationales, Pierrefitte, 19940500/183, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur ») ; chiffres et informations confirmés par toutes les études ultérieures.

[29] ↑ *Ibid.*

[30] ↑ *Ibid.* Voir également des extraits dans *L'Humanité*, 7 novembre 1936.

[31] ↑ « Grand succès de la tournée du Parti communiste en Algérie », *L'Humanité*, 7 avril 1937.

[32] ↑ Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*

[33] ↑ Cité par Christian Phéline et Agnès Spiquel-Courdille, *Camus, militant communiste. Alger, 1935-1937*, Gallimard, Paris, 2017.

[34] ↑ Toutes ces informations *in* Denys Gazquez, notice « Brigades internationales (les colonisés dans les) », *in* Alain Ruscio (dir.), *Encyclopédie de la colonisation française*, tome 1, Les Indes savantes, Paris, 2017.

[35] ↑ Francisco Sánchez Ruano, *Islam y Guerra civil española. Moros con Franco y con la República*, La Esfera, Madrid, 2004 (cité par Denys Gazquez, *ibid.*).

[36] ↑ *La Défense*, 3 janvier 1936 (cité par Abderrahim Taleb Bendiab, *Écrire l'Histoire. Contribution à une nouvelle méthodologie de la recherche historique*, Apic, Alger, 2015).

[37] ↑ *L'Écho de la presse musulmane*, Alger, 4 juillet 1936.

[38] ↑ *La Lutte sociale*, 8 août 1936 (cité par Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 1, *op. cit.*).

[39] ↑ René GALLISSOT, notice « Mohamed Badsi », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[40] ↑ Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit.*

[41] ↑ Arslan fut souvent réceptif aux sirènes du fascisme, puis du nazisme, ce qui ne fut jamais le cas de Messali (voir Évariste LÉVI-PROVENÇAL, « L'émir Shakib Arslan », *Cahiers de l'Orient contemporain*, n° 9-10, 1er-2e trimestres 1947 ; Juliette BESSIS, « Chekib Arslan et les mouvements nationalistes au Maghreb », *Revue historique*, n° 259, avril-juin 1978).

[42] ↑ *El-Oumma*, 26 août 1936 (cité par Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, tome 2, *1939-1951*, EDIF, Alger, 2000).

[43] ↑ « Pendant deux heures, 20 000 travailleurs indigènes et européens manifestent dans la rue », *L'Humanité*, 14 février 1934.

[44] ↑ « La manifestation des groupements de gauche s'est déroulée hier à Alger dans le calme et la dignité », *L'Écho d'Alger*, 13 février 1934 ; une photo de foule, en une, accompagne cet article.

[45] ↑ René GALLISSOT, notice « Roger Bellissant », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[46] ↑ La première apparition de ce drapeau en terre algérienne est signalée lors d'une manifestation le 16 avril 1934 à Alger, particulièrement à la haute Casbah (voir Belkacem BABACI, « Le drapeau algérien », < www.babzman.com/le-drapeau-algerien>).

[47] ↑ *L'Écho d'Alger*, 14 février 1934.

[48] ↑ « L'unité d'action contre les deux ans à Constantine », *L'Humanité*, 31 mars 1935.

[49] ↑ « Près d'Oran, 6 000 antifascistes s'assemblent », *L'Humanité*, 10 juillet 1935.

[50] ↑ *La Lutte sociale*, 15 août 1935 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit.*).

[51] ↑ Jean BARTHEL, « Un réveil en Algérie », *Cahiers du bolchevisme*, n° 12-13, 25 juillet 1936.

[52] ↑ « La situation en Algérie », *Le Temps*, 11 juillet 1936.

[53] ↑ *L'Humanité*, 15 juin 1936.

[54] ↑ Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte*, *op. cit.*

[55] ↑ *L'Écho d'Alger*, 28 juin 1937.

[56] ↑ *L'Humanité*, 6 juillet 1937.

[57] ↑ Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, Bouchène, Saint-Denis, 2017.

[58] ↑ Sayah TALEB, *Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier. Les communistes d'Algérie dans la stratégie révolutionnaire du Komintern*, maîtrise, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, université Lille-II, juin 1976 ; et Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, PUR, Rennes, 2015.

[59] ↑ Note, 19 mars 1938, pelure sans en-tête (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/35, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

[60] ↑ Notes, 28 avril 1938 (Algérois), 13 mai 1938 (Oranais), pelures sans en-tête (Archives nationales, même fonds, même cote).

[61] ↑ « Un beau meeting pour la défense des peuples coloniaux », *Le Populaire de Paris*, 28 juin 1936 ; « 4 000 auditeurs coloniaux au meeting de la Mutualité », *L'Humanité*, 1er juillet 1936.

[62] ↑ « Un fleuve d'hommes de la Bastille à Vincennes », *L'Humanité*, 15 juillet 1935.

[63] ↑ « De la Bastille à Vincennes, avec les manifestants », *Le Populaire de Paris*, 15 juillet 1935.

[64] ↑ « Une démonstration sans précédent », *L'Humanité*, 25 mai 1936.

[65] ↑ « Par centaines de mille, de Charonne à la République et à la Bastille », *L'Humanité*, 15 juillet 1936.

[66] ↑ « Le défilé du Front populaire », *L'Écho de Paris*, 15 juillet 1936.

[67] ↑ Gaston Le Provost de Launay, « Les Nord-Africains, troupe de choc du communisme », *Le Figaro*, 12 novembre 1936.

[68] ↑ À son retour en France, il avait publié un essai accusateur : *L'Algérie vivra-t-elle ? Notes d'un ancien gouverneur général*, Félix Alcan, Paris, 1931. Le sous-entendu était évident : l'Algérie « française » vivra-t-elle si le conservatisme colonial se maintient ?

[69] ↑ Estimation des élus colons (André Mallarmé, Conseil général d'Alger, 30 octobre 1936, *in* « La représentation parlementaire des indigènes musulmans », *L'Écho d'Alger*, 31 octobre).

[70] ↑ Selon le recensement de cette même année, cité par Augustin Bernard, « Le recensement de 1936 dans l'Afrique du Nord », *Annales de géographie*, vol. 46, n° 259, 1937.

[71] ↑ Motion de la Fédération des maires d'Oranie, 5 janvier 1937 (citée par Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 2, 1871-1954, PUF, Paris, 1979).

[72] ↑ Pierre Roux-Freissineng, député d'Oran, Chambre des députés, 29 janvier 1937.

[73] ↑ *Journal des débats*, Éditorial, non signé, 9 mars 1938.

[74] ↑ Ferhat Abbas, « Justice aux Algériens ! », *Le Populaire*, 20 mars 1937.

[75] ↑ *L'Humanité*, 13 avril 1937.

[76] ↑ Ben Ali Boukort, *L'Humanité*, 15 avril 1937.

[77] ↑ *L'Humanité*, 18 janvier 1937.

[78] ↑ *L'Humanité*, 19 février 1937.

[79] ↑ Robert Deloche, « La France du Front populaire fera voter le projet Viollette », *L'Humanité*, 12 février 1938.

[80] ↑ Henri Lozeray, « Le Front populaire ne doit pas perdre l'Algérie », *L'Humanité*, 24 septembre 1937.

[81] ↑ Henri Lozeray, « Droits politiques aux musulmans d'Algérie », *L'Humanité*, 26 février 1939.

[82] ↑ Jean Barthel, « Échec au fascisme par le triomphe du projet Viollette », *La Lutte sociale*, 23 janvier 1937.

[83] ↑ Paul-Émile VIARD, « Deux retouches au statut de l'indigène algérien », *Questions nord-africaines*, n° 13, 15 janvier 1939.

[84] ↑ Jacques BERQUE, « Perdre une seconde fois la guerre d'Algérie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994 (repris in *Une cause jamais perdue. Pour une Méditerranée plurielle. Écrits politiques, 1956-1995*, Albin Michel, Paris, 1998).

[85] ↑ Herbert R. LOTTMAN, *Albert Camus*, Seuil, Paris, 1978 ; Olivier TODD, *Camus, une vie*, Gallimard, Paris, 1996 ; Christian PHÉLINE et Agnès SPIQUEL-COURDILLE, *Camus, militant communiste. Alger, 1935-1937*, *op. cit.*

[86] ↑ Jean GRENIER, *Albert Camus, Souvenirs*, Gallimard, Paris, 1968.

[87] ↑ *Ibid.* (*Commune* était une revue très lue dans les milieux d'extrême gauche).

[88] ↑ Olivier TODD, *Camus, une vie*, *op. cit.*

[89] ↑ Cité par Herbert R. LOTTMAN, *Albert Camus*, *op. cit.*

[90] ↑ « Contre la guerre et le fascisme », *L'Écho d'Alger*, 14 mars 1936.

[91] ↑ « Contre la guerre et le fascisme », *L'Écho d'Alger*, 24 mars 1936.

[92] ↑ Cité par Jean GRENIER, *Albert Camus, Souvenirs*, *op. cit.*

[93] ↑ René GALLISSOT, notice « Albert Camus », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[94] ↑ Jean-Louis PLANCHE, « Une jeunesse algéroise », *in Albert Camus*, numéro spécial de la revue *Europe*, n° 846, octobre 1999.

[95] ↑ « Camus exclu du parti », *L'Histoire en question*, <frama.link/1HWV2DnQ> ; voir également Morvan LEBESQUE, *Camus par lui-même*, Seuil, Paris, 1963.

[96] ↑ « Conférences », *L'Écho d'Alger*, 25 avril 1937.

[97] ↑ *Jeune Méditerranée*, mai 1937.

[98] ↑ Albert CAMUS, « Les procès du nationalisme algérien », *Méditerranée-Afrique du Nord*, juin 1939.

[99] ↑ Albert CAMUS, « La culture méditerranéenne », conférence, Maison de la culture, Alger, 8 février 1937.

[100] ↑ Voir Alain Ruscio, « Conflit indochinois et premiers temps de la guerre d'Algérie : Mauriac, Camus, Sartre et les guerres de décolonisation », *in* Catherine Brun (dir.), *Algérie, d'une guerre à l'autre*, Presses Sorbonne nouvelle, Paris, 2014.

[101] ↑ « L'Étoile nord-africaine proteste », *L'Écho de la presse musulmane*, 31 octobre 1936, <c.bnf.fr/v2s>.

[102] ↑ *L'Écho de la presse musulmane*, 14 novembre 1936, <c.bnf.fr/v2v>.

[103] ↑ Cité par Benjamin Stora, notice « Imache Amar », *in Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens, ENA, PPA, MTLD, 1926-1954*, L'Harmattan, Paris, 1985.

[104] ↑ « Où est Imache Amar ? », *L'Humanité*, 20 novembre 1935.

[105] ↑ Robert Deloche, « La dissolution de l'Étoile nord-africaine », *L'Humanité*, 12 février 1937.

[106] ↑ « Le deuxième congrès musulman a tenu ses assises », *L'Humanité*, 16 juillet 1937.

[107] ↑ « Le défilé du Front populaire », *L'Écho d'Alger*, 15 juillet 1937.

[108] ↑ Messali sera candidat (inéligible) lors des cantonales qui suivront (17 octobre 1937), sera élu, puis évidemment invalidé. Il sera ensuite condamné à deux ans de prison, le 14 janvier 1938. Libéré le 27 août 1939, Messali sera de nouveau arrêté lors de la dissolution officielle du PPA, un mois plus tard.

[109] ↑ « Six trotskistes arrêtés à Alger pour reconstitution de ligue dissoute », *L'Humanité*, 29 août 1937.

[110] ↑ « Arrestation de quatre dirigeants du "Parti du peuple algérien" », *L'Humanité*, 28 février 1938.

[111] ↑ « Union des peuples de France et des colonies pour le pain, la liberté et la paix ! », discours prononcé le 23 juillet 1937 au comité central du PCF par Ben Ali Boukort, secrétaire du Parti communiste d'Algérie, conseiller municipal d'Alger, Éditions du Comité populaire de propagande, Paris, 1937.

[112] ↑ Laurent Casanova, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *loc. cit.*

[113] ↑ Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.*

[114] ↑ Voir René Gallissot, notice « Laurent Casanova », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[115] ↑ Voir notamment *Regards*, numéro spécial consacré à cette visite, 2 mars 1939. Mignot sera également le rédacteur et le commentateur du film de douze minutes consacré à l'événement par le PCF (visionnable sur le site < Ciné-Archives.org>, < frama.link/yzuWpAZD>).

[116] ↑ Gouverneur général de l'Algérie, « Rapport au ministre de l'Intérieur », 13 février 1939 (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/35, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

[117] ↑ « Le peuple d'Algérie », *L'Humanité*, 7 février 1939.

[118] ↑ Gouverneur général de l'Algérie, « Rapport au ministre de l'Intérieur », *loc. cit.*

[119] ↑ « Maurice Thorez en Afrique du Nord », *L'Humanité*, 13 février 1939.

[120] ↑ Paradoxalement, ce n'est qu'une semaine plus tard que le quotidien communiste évoqua le contenu de ce discours et mentionna, pour la première fois, la formule « nation en formation » (« Maurice Thorez nous évoque son voyage en Algérie », *L'Humanité*, 18 février 1939). Le texte fut ensuite publié *in extenso* dans *La Brochure populaire*, n° 7, avril 1939, sous le titre « Le peuple algérien uni autour de la France ».

[121] ↑ « Maurice Thorez à Alger », *L'Écho d'Alger*, 12 février.

[122] ↑ Conférence nationale du PCF à Gennevilliers, *L'Humanité*, 23 janvier 1939.

[123] ↑ Laurent Casanova, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *loc. cit.*

[124] ↑ *L'Humanité*, 14 février 1939.

[125] ↑ *L'Humanité*, 22 février 1939.

[126] ↑ *L'Humanité*, 24 février 1939.

[127] ↑ Sadek Hadjerès, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017 (Hadjerès, trop jeune à l'époque, n'a pas été témoin direct de cette attitude).

[128] ↑ Véritable nom de famille de Houari Boumediene ; ce militant était-il un ascendant du futur président ?

[129] ↑ Élie Mignot, enregistrement cité, juin 1977.

[130] ↑ Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, chemise « Souvenirs de militants », pages de cahier d'écolier, 23 feuillets, sans date. En haut, une autre

écriture a inscrit « Nicolas Zannettacci ».

[131] ↑ Sayah TALEB, *Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier*, *op. cit.*

5. L’Algérie dans la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme des massacres de 1945

De la « drôle de guerre » à la Libération – d’abord de l’Afrique du Nord, puis de la métropole –, la ligne politique des communistes, français et algériens de nouveau confondus, a connu bien des fluctuations, en fonction de la conjoncture, collant à toutes les étapes à celles de l’Internationale.

Contre les « deux impérialismes » (1940-1942)

Durant une première partie de la guerre, le PCF, calquant ses analyses sur celles de l’Internationale, caractérise le conflit en cours comme « interimpérialiste », renvoyant dos à dos les deux camps. Il n’est pas question de nous battre pour « le général de Gaulle et autres agents de la finance anglaise », pour la « City », encore moins de laisser « entraîner les peuples coloniaux dans la guerre » (allusion au fameux message du 18 juin 1940, dans

lequel de Gaulle évoquait les forces de l'Empire pour inciter à continuer le combat). « Les Français répondent le mot de Cambronne à ces Messieurs. Quant aux peuples coloniaux, ils pourraient bien profiter des difficultés que connaissent leurs oppresseurs pour se libérer [1]. » Les rares références ou allusions aux colonies dans la presse clandestine s'inspirent – ou plutôt se réinspirent – d'un anticolonialisme radical. La tâche d'un gouvernement authentique sera de « proclamer l'indépendance des peuples opprimés des colonies, des protectorats, des territoires sous mandat », affirme un numéro clandestin des *Cahiers du bolchevisme* [2] . L'insurrection vietnamienne de novembre 1940 dans le sud du pays est saluée, la violente répression qui lui répond est dénoncée avec ce commentaire : « Le peuple indochinois veut vivre libre et indépendant. On ne sait pas encore qui obtiendra cette colonie, mais il est certain que la France ne pourra pas la garder. […] Ainsi a commencé la désagrégation de l'Empire français. Et cette désagrégation peut être un coup tout aussi dur pour l'impérialisme français que l'a été la catastrophe de juin 1940 [3]. »

En Algérie, dans le dernier numéro légal de *La Lutte sociale*, le PCA approuve le pacte germano-soviétique, reprenant en particulier un article d'Aragon passé à la postérité, « Vive la paix ! » (le pacte est une « leçon » pour « quelques autres gouvernements », comme Paris et Londres, invités cependant à signer au plus vite une entente avec l'URSS dans le but de barrer la route à Hitler) [4]. Dans un premier temps, le désarroi règne dans les organisations de base. Rien n'avait préparé les

militants à la clandestinité. Trois années plus tôt, ils tenaient le haut du pavé, ils préparaient les « lendemains qui chantent ». Nicolas Zannettacci, mobilisé, obtient une permission fin 1939. Il témoigne : « À Oran, des camarades viennent me trouver : Léonard [5], Lisette Vincent [6]… Ils me disent : “La direction régionale nous interdit de faire des tracts, d’agir contre la guerre.” À une réunion du bureau régional, la position “attentiste” m’est confirmée. Cette position est approuvée par tous. Quand j’indiquais que j’avais apporté de Blida un numéro clandestin de *La Lutte sociale*, on me répondit : “Tu n’as donc rien compris, il ne peut être question de le distribuer” [7]. » Le secrétaire général du PCA, Ben Ali Boukort, était sous les drapeaux en 1939 et ne prit position que lors de sa démobilisation : il condamna le pacte en janvier 1940, par une lettre au gouverneur général Georges Le Beau, que la presse locale reproduisit avec empressement [8]. Il fut de ce fait considéré comme un renégat par ses anciens camarades [9]. Les conseillers municipaux d’Alger furent sommés de se désolidariser de leur parti : six acceptèrent, six autres, dont Amar Ouzegane, refusèrent. Mais ce même Ouzegane vota quelques mois plus tard en faveur d’un « secours à la nation finlandaise [10] ». Épisode trouble, ne serait-ce que par la date de ce vote (29 décembre 1939). Comment le secrétaire d’un parti dissous depuis septembre pouvait-il encore siéger au conseil municipal en décembre ?

Mais le parti, même affaibli, se réorganise clandestinement. Un (premier) comité central clandestin est mis sur pied en janvier 1940, sous la direction d’Amar Ouzegane [11], entouré de

Larbi Bouhali (1912-19 ??) – c'est d'ailleurs à ce moment que prend corps une inimitié-rivalité entre les deux hommes –, de Thomas Ibanez, natif de l'Oranais, de militants communistes espagnols qui, après la victoire de Franco, s'étaient réfugiés dans la région, parmi lesquels Ramon Via Fernandez, ancien instructeur militaire des Brigades. C'est, sans hésitation, la ligne « lutte contre les deux impérialismes » qui s'impose. Et, puisque l'impérialisme français est (de nouveau) dénoncé, revient alors logiquement le thème de l'exigence de l'indépendance de l'Algérie. Le premier numéro clandestin (novembre 1940) de *La Lutte sociale*, en fait une feuille de la dimension d'un tract, publie un « Manifeste du Parti communiste algérien » : « Nous réclamons l'indépendance de l'Algérie pour constituer dans notre pays un gouvernement démocratique et ouvrier désigné par l'ensemble du peuple algérien, formé de tous ceux qui contribuent à la prospérité générale du pays, quelle que soit leur race ou leur religion, dans l'égalité totale, absolue. [...] En avant pour notre indépendance [12] ! » Il se produit, chez les adhérents les plus actifs d'un parti communiste réduit à une stricte clandestinité, comme un phénomène de soulagement : enfin proclamer sans détours le droit à l'indépendance ! Le dernier n'est pas Maurice Laban (1914-1956), qui propose comme mots d'ordre : « 1) Vive l'indépendance de l'Algérie ; 2) union du peuple d'Algérie pour la conquête de son indépendance ; 3) l'indépendance de l'Algérie sera l'œuvre du peuple algérien lui-même [13]. » On ne peut être plus net. Cette orientation s'accompagne d'un revirement à l'égard des nationalistes les plus intransigeants. Le PPA est désormais de

nouveau considéré comme un « parti de lutte contre l'impérialisme », avec lequel il faut établir une « unité de combat [14] », les messalistes sont des « frères [15] ». Parallèlement, la propagande insiste sur les questions sociales et dénonce les « affameurs » vichystes.

La répression se met en place. La IIIe République montre l'exemple, avant de passer le relais à Vichy. Pour les réactionnaires d'Algérie, en proie en 1936 à une « grande peur » sans doute supérieure à celle de leurs homologues métropolitains, le temps de la revanche est venu. Le PC algérien, comme son parti grand frère, est dissous le 26 septembre 1939. La presse se fait l'écho d'un premier (?) procès en janvier 1940, contre l'« instituteur Estorges, agitateur communiste », accusé d'avoir rédigé et diffusé, le 24 août 1939, « un tract incriminant violemment les actes du gouvernement Daladier ». Interrogé sur la politique du PCA, il répond : « Ce parti est dissous légalement, je m'incline pour l'instant. » À quoi l'avocat général réplique avec quelque perspicacité : « Un jésuite ne répondrait pas mieux [16]. » Paul Estorges sera finalement condamné à huit mois de prison [17]. Toujours lors de la « drôle de guerre », un certain Joseph Chitrit est condamné à trois ans de prison ferme pour avoir tenu des « propos purement communistes et faisant l'apologie du régime soviétique » (cour d'Alger, 13 mars 1940) [18]. On imagine que les dirigeants sont plus encore pourchassés : Amar Ouzegane et une partie de la direction sont arrêtés en avril 1940, Larbi Bouhali le 5 mai. Un bilan établi en août estime à cent cinquante le nombre de militants communistes internés, en

camp ou en prison [19]. Le camp de Djenien Bou-Rezg, un ancien fortin du Sud algérien, qui avait servi au XIXe siècle à interner des bagnards, est rouvert début mai 1940. Y sont internés, sans procès, Européens (dont de nombreux républicains espagnols), juifs et musulmans (du PPA et du PCA). Les conditions de vie y sont abominables. Le typhus fait des ravages. Kaddour Belkaïm, secrétaire du PCA, y meurt de cette maladie le 30 juillet 1940. Le grand écrivain Malek Haddad, longtemps membre du PCA, lui dédia deux poèmes [20].

Après les arrestations d'Ouzegane et de Bouhali, le noyau espagnol (Thomas Ibanez, Ramon Via Fernandez) établit le contact avec Jean (Juan) Torrecillas, Maurice Laban et sa compagne Odette Dei (du nom de son premier mari) [21], Georges Raffini, Mohamed Kateb (l'oncle du grand écrivain), Danielus Dietmar (communiste allemand, probablement lié à l'appareil de l'Internationale, envoyé par le PCF en Algérie depuis 1936), le docteur Eugène Cattoir… Ils réussissent à réorganiser le parti, à rediffuser *La Lutte sociale*. Les 28 et 29 septembre 1940, ils réunissent une conférence, qui se dote d'un nouveau comité central. Cette initiative sera cependant durement critiquée par un autre communiste clandestin, Ahmed Smaïli, accusant ce nouveau CC d'autodésignation (à l'inverse, les autres dirigeants communistes marqueront une grande méfiance à son égard, le soupçonnant même un temps d'être un indicateur).

Mais la police et la justice vichystes, plus acharnées encore dans la chasse aux communistes, officient. Une vague d'arrestations,

en janvier 1941, décapite cette direction – dès cette époque, des tortures contre les prisonniers et les prisonnières sont avérées. *L'Écho d'Alger* signale ces arrestations, non sans une pointe d'inquiétude : ces équipes agissaient « principalement chez les musulmans et parmi les classes laborieuses européennes au moyen de tracts en français ou en arabe, qu'elles distribuaient dans l'ombre ou déposaient dans les boîtes aux lettres des quartiers populeux » ; les premières arrestations « n'avaient [donc] pas diminué l'ardeur des propagandistes du communisme [22] ». En mars 1942 sont jugés soixante et un militants. Le tribunal militaire d'Alger condamne six d'entre eux à la peine capitale : Thomas Ibanez, Lisette Vincent, Georges Raffini, Danielus Ditmar, Émile Touati et Ahmed Smaïli (ce dernier par contumace). Neuf autres, dont Maurice Laban et Odette Dei, sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité, les autres peines s'échelonnant entre vingt et sept ans de travaux forcés, un et cinq ans de prison [23]. Ce sera, pour ces militants, le début d'un calvaire extrêmement pénible. Les soixante et un, emprisonnés dans des lieux divers, furent l'objet de tortures, de brimades incessantes, de privations. Ils souffrirent énormément de la faim. Leur état physique était tel que trente et un d'entre eux furent atteints du typhus, huit en succombèrent. D'autres procès, moins spectaculaires, ont lieu : en juillet, quarante-six communistes sont jugés et condamnés à Constantine ; en septembre a lieu à Alger et à Oran le procès dit des communistes espagnols. Sept peines capitales sont de nouveau prononcées. Fort heureusement, les exécutions ne furent pas appliquées. Durant cette période, le PCA clandestin

avait organisé une évasion de ses principaux dirigeants. Bouhali et Zannettacci avaient réussi, avant d'être repris. Ouzegane avait refusé l'idée même de s'évader, ce qui lui sera reproché plus tard [24].

Pour une « politique d'union de la plus grande France » (1943-1945)

L'analyse communiste du début de la guerre résiste cependant mal. En métropole, l'occupation nazie est terrible, le pillage économique est pesant, les premières exécutions ont lieu. La mise sur un pied d'égalité de cette Allemagne et des autres pays devenait plus difficile. La Résistance a d'ailleurs commencé, malgré les mots d'ordre ambigus. Quoi qu'il en soit, l'invasion de l'URSS, en juin 1941, modifie aux yeux des communistes la nature même du conflit. L'Internationale appelle à partir de ce moment à la constitution de « fronts nationaux de lutte ». En Afrique du Nord, le débarquement allié à Casablanca, Oran et Alger du 8 novembre 1942 (l'« opération Torch ») modifie complètement les données du problème. C'est désormais, après bien des tergiversations (épisode Giraud-de Gaulle), un pouvoir politique issu de la Résistance – souvent gêné par des libérateurs américains et britanniques jouant leur propre jeu – qui préside aux destinées des trois pays d'Afrique du Nord.

Comment vont agir dès lors les communistes en Algérie ? Et, d'abord, quels communistes ? Dès ce moment, sous les apparences d'une unité, il y a deux catégories de militants : les autochtones, qui reprennent une activité semi légale début 1943, et les autres. Il faut se souvenir que quarante-quatre hommes politiques métropolitains, dont beaucoup de communistes (vingt-sept députés et un sénateur), avaient été condamnés par la IIIe République finissante (Tribunal militaire de Paris, 3 avril 1940), encombrant fardeau dont le régime de Vichy se débarrassa en les expédiant en Afrique du Nord en mars 1941. Vingt camps furent ouverts en Algérie et cinq au Maroc, pour un total de cent cinquante-cinq internés politiques, presque tous communistes [25]. Les principaux – François Billoux, Henri Lozeray, Florimond Bonte, Roger Garaudy, Virgil Barel, Waldeck Rochet, Lucien Midol, Ambroise Croizat, Jean Cristofol, Prosper Môquet [26], etc. – étaient des hommes politiques de grande expérience et de grand prestige auprès de leurs camarades algériens. Après le débarquement allié, ils furent libérés en février 1943, sans à vrai dire que les nouvelles autorités se précipitent.

Dès lors, les responsables communistes français reprirent une activité politique. Les rejoignirent ensuite Henri Pourtalet, homme de l'ombre envoyé par la direction clandestine métropolitaine en juillet 1943 [27], et André Marty, venu de Moscou le 12 octobre – ce dernier deviendra durant presque une décennie le « Monsieur Algérie » du PCF. Le 23 décembre 1943, ces dirigeants décident de constituer une « Délégation du comité central du Parti communiste français en Afrique du

Nord ». Dans le texte instituant cette délégation, il est précisé qu'elle assurera la « liaison avec le comité central des partis communistes des territoires de l'Empire et les communistes isolés qui s'y trouvent [28] ». Ce qui est ici appelé « liaison » est en fait subordination. Durant toute cette période, la délégation du comité central du PCF analyse, décide, les autres communistes des colonies appliquent. L'expression légale se fait par le biais de *Liberté*, organe du PCF en Algérie (directeur : Roger Garaudy) [29], qui paraît à partir de juillet 1943, alors que dans le même temps le PCA n'a pas les moyens de faire reparaître *La Lutte sociale*. Les articles de *Liberté* citent toujours, en premier lieu, les responsables du PCF : « La population de Blida a fait, dimanche, un accueil enthousiaste à nos amis André Marty et François Billoux [...] et à Bouhali Larbi [30]. » L'article rend compte du discours de Bouhali en dix-huit lignes, de celui de Billoux en cent trente et une lignes, de celui de Marty en cent trente-cinq lignes. Lors de la conférence d'août 1943 du PCA à Hussein Dey, la première légale, trois dirigeants communistes français sont présents : François Billoux, Étienne Fajon (lequel, dans son allocution, fait un lapsus : parlant du PCA, il dit « notre parti [31] ») et Waldeck Rochet (qui prononce le discours de clôture) [32]. Quelques mois plus tard, une réunion du comité central du PCF se tient à Alger, les 30 et 31 mars 1944. Ordre du jour : la « question algérienne ». Trois dirigeants du PCA sont « invités » (en terre algérienne...), dont le secrétaire général Amar Ouzegane. La lecture du compte rendu donne l'impression d'une rencontre entre un maître bienveillant (rapport d'Henri Lozeray,

interventions de Léon Feix et d'Alfred Costes) et un élève un peu repentant (Amar Ouzegane, le secrétaire général, qui « reconnaît la justesse des critiques », sans précision) [33]. Cette emprise s'étendra également aux partis communistes de Tunisie et du Maroc [34]. Pour appliquer quelle politique ?

C'est le temps d'un rapprochement des communistes avec les autres mouvements français de Résistance. Après des démarches de Fernand Grenier auprès de De Gaulle, à Londres, le principe d'une entrée des communistes au sein du Comité français de libération nationale (CFLN, créé à Alger en juin 1943) est retenu. Après le débarquement en Afrique du Nord, Grenier rencontre de nouveau de Gaulle, cette fois à Alger, le 18 octobre 1943. L'entrée du même Grenier et de François Billoux au CFLN, en février 1944, sanctionne cette évolution rapide.

Le thème dominant de la propagande est désormais celui de l'« exaltation patriotique [35] ». Mais il est bien entendu que c'est de la défense « de la France » face à l'hitlérisme qu'il est question. Quarante-huit heures après le débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, Étienne Fajon (1906-1991), à Alger, donne une conférence sur les « tâches des communistes et des populations de l'Afrique du Nord [36] ». Ces tâches sont d'abord liées à la situation en métropole : développer la campagne pour armer les patriotes français, soutenir le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF, créé le 3 juin 1944 pour succéder eu CFLN) dans sa lutte pour l'indépendance, augmenter la production, écraser la cinquième colonne, avec

une seule allusion à l'Algérie : « Développer l'union des populations algériennes et leur union avec la France. » Dans un texte qui prend un ton très officiel, il est indiqué que la participation au CFLN a pour but de mettre en œuvre « tous les moyens de l'Empire et de la France pour la guerre » et, dans le domaine colonial, la mise en œuvre d'une « politique d'union de la plus grande France par la compréhension et la satisfaction des légitimes revendications des masses indigènes [37] [38] ». Dès lors, il n'est plus question d'impérialisme français, encore moins de libération nationale des territoires coloniaux. De nouveau s'impose le thème de l'ère Front populaire, l'union des forces des peuples français et colonisés contre un ennemi ô combien plus dangereux qu'en 1936. En juillet 1943, Florimond Bonte avait écrit dans l'éditorial du n° 2 de *Liberté* : « Le problème politique fondamental, central, de la situation, duquel dépend tout, l'existence physique de la France y compris, de la nation française et de son empire, consiste dans la nécessité d'écraser l'Allemagne hitlérienne et de chasser les envahisseurs de la France [39]. » « La nation française et son empire » (mot inconnu, auparavant, dans le discours communiste) formaient désormais un bloc.

Cette subordination de fait eut une conséquence majeure, dont on mesura après la Libération bien des dégâts : un (nouvel) effacement de la dimension nationale dans le discours du PCA. « La présence à Alger de nombreux cadres du PCF, écrira plus tard Henri Alleg, et la pression qu'ils exerçaient accentuaient une tendance à gommer "provisoirement", pour des raisons tactiques, la revendication fondamentale de l'indépendance

pourtant inscrite dans son programme [40]. » Alleg ajoutera un témoignage personnel précis : « Pendant toute cette période, […] j'avais fait une campagne (on emmenait toujours un jeune dans les meetings et pendant cette période c'était moi qui étais avec Ouzegane), on avait fait des meetings extraordinaires, les types se battaient… et qu'est-ce qu'on leur disait : "L'Algérie ne peut pas être indépendante, ce n'est pas possible." L'expression c'était : "On n'est même pas capables de fabriquer une boîte d'allumettes, comment voulez-vous qu'on soit indépendants, on n'est pas capables de fabriquer une paire de ciseaux, comment voulez-vous qu'on soit indépendants", choses qui ne me choquaient pas à l'époque, je dois dire la vérité. Il y avait aussi cet aspect que l'on disait : nous sommes, nous, pour la véritable libération nationale, et nous opposions la libération nationale telle que nous la concevions c'est-à-dire libération nationale qui impliquait la libération sociale, à l'indépendance qui était une fausse libération : exemple l'Inde. On disait ça. Il y a eu une période de grande confusion sur ces problèmes-là, alors que les autres, les dirigeants nationalistes, donnaient des formules très simples, très directes, qui avaient une répercussion immédiate dans les masses [41]. »

Pourtant, des critiques naquirent à ce moment des rangs mêmes du PCA. On sait par exemple que Maurice Laban était fort critique : « Il ne faut pas oublier, écrit-il en août 1943 à sa compagne Odette, que si *Liberté* est l'organe des vingt-six députés, ces députés sont en Algérie et s'adressent à la population algérienne. Il ne faut pas oublier non plus que la population algérienne ne se limite pas à une minorité d'un

million d'Européens et qu'elle en comprend six à sept d'indigènes [42]. » Mobilisé, il demanda deux mois plus tard à sa compagne d'être sa voix auprès des députés communistes français : « Dis à Billoux qu'il n'existe pas seulement un PC français, [...] mais aussi un PC algérien [43]. » Des remontrances, ou même des « conseils » d'un militant communiste algérien, fût-il un ancien des Brigades, fût-il un ancien prisonnier, à un dirigeant prestigieux du PC français, cela n'était pas alors dans l'air du temps. Laban et sa section de Biskra devaient être ramenés dans la « ligne ». Deux dirigeants du PCA, Paul Estorges et Larbi Bouhali, furent missionnés d'Alger pour s'y employer. Laban assimilera cette intervention à « des coups de matraque, et précisément là où nous nous sentions les plus forts : la conduite à avoir vis-à-vis des nationalistes musulmans » (mai 1944) [44]. Il s'en tirera avec un blâme... et une solide réputation de contestataire. Son camarade William Sportisse cite même les cas de Bouzid Azouz et de Mohammed Bidi, militants attachés au PCA, exclus parce qu'ils étaient partisans d'adhésions individuelles des communistes aux Amis du Manifeste de la liberté (AML) créé par Ferhat Abbas [45] en mars 1944. Le cas le plus emblématique est sans doute celui d'Ahmed Akkache, exclu pour « nationalisme » en 1945, réintégré en 1947, qui va devenir l'un des dirigeants historiques du PCA [46]. Sportisse lui-même, militant fidèle mais lucide, ajoute qu'il douta à ce moment des orientations de son parti, qu'il jugeait assimilationnistes. Lors d'un meeting tenu en octobre 1945, il déclara : « S'il y en a qui doivent s'assimiler, ce sont les Européens ! », à la grande joie de Laban, présent [47].

Mais l'évolution majoritaire aura pour effet immédiat de distendre de nouveau les relations du PCA avec les autres forces politiques nationales d'Algérie. Dès février 1943, lorsque Ferhat Abbas et ses amis, pourtant modérés, publient un document qui deviendra le « Manifeste du peuple algérien [48] », les communistes s'en démarquent. Comme en réponse, ils publient à leur tour, la même année, un manifeste intitulé « Liberté, Égalité, Fraternité » (sorti symboliquement le 14 juillet !), qui préconise l'« union avec le peuple de France » contre le nazisme [49]. Une divergence nette apparaît entre ces forces politiques et la ligne communiste. En septembre 1943, Billoux menace : « Tous les actes qui empêchent, retardent, la réalisation pour l'action vont à l'encontre des intérêts de la France et de son Empire [50]. » On voit s'esquisser ici le raisonnement politique qui aboutira à l'analyse catastrophique du printemps 1945.

En revanche, comme en France, le PC bénéficie d'un élan de sympathie de la part de la population européenne. Certains des résistants les plus actifs et les plus populaires se rallient aux communistes. On pense en particulier au docteur José Aboulker (1920-2009), héros trop oublié qui prit des initiatives décisives lors de l'« opération Torch », permettant la libération d'Alger sans effusion de sang [51], gaulliste durant la guerre, sympathisant puis membre du PCF ensuite. Ou au général de gendarmerie Paul Tubert (1886-1971), fondateur du mouvement Combat en Algérie, proche lui aussi des communistes, devenu un temps maire d'Alger (1945-1947) et député à la Constituante (1945-1946). Le retour des effectifs du PCA au niveau d'avant guerre (5 000 membres) est dû en

priorité à des adhésions d'Européens. Le tirage de l'hebdomadaire *Liberté* [52], lu essentiellement par ces mêmes Européens, vu le taux d'analphabétisme des « indigènes », dépasse alors largement les 100 000 exemplaires (jusque 150 000 en mai 1945) [53].

Après le débarquement allié en Afrique du Nord, les dirigeants du PCA sont libérés au compte-gouttes. Les premiers, Odette Dei, Maurice Laban et Georges Raffini, sortent de prison en mars 1943, après quatre mois d'attente, Amar Ouzegane et Pierre Fayet en mai, Larbi Bouhali en juin. Après le retour à la légalité, on parle au PCA également d'unité derrière la « France nouvelle ». Le 14 juillet 1943, le premier depuis le débarquement, voit se dérouler une grande fête patriotique. *L'Écho d'Alger*, aussi fervent résistant qu'il était peu de temps auparavant hystériquement pétainiste (et antisémite), titre : « Alger, capitale de la France en guerre, a célébré avec ferveur ce 14 juillet [54]. » Un seul « indigène », semble-t-il, est présent à la tribune : Amar Ouzegane. Celui-ci dénonce la persistance des « inégalités choquantes » dans son pays. Mais le reste de son discours est une exaltation de « cet esprit de guerre, cet esprit de sacrifice, cet élan patriotique unanime » que, « à l'exemple des peuples de l'Union soviétique, le peuple algérien, uni au peuple français, veut mettre au service de la victoire [55] ». Lors de la conférence d'août 1943 à Hussein Dey, qui reconstitue officiellement le parti, Amar Ouzegane réitère l'objectif : « Abandonner tout sectarisme, démontrer aux musulmans que leurs intérêts sont indissociablement liés à ceux des travailleurs français [56]. »

À partir de l'été 1944, l'évolution de la guerre amène les dirigeants communistes français à exiger leur retour en métropole. Ce qui est accompli à partir de fin août. Mais des passerelles sont mises en place entre les deux partis. Léon Feix, déjà cité, qui commence à ce moment une ascension qui ne se démentira plus (il sera cependant sous la coupe d'André Marty jusqu'en 1952), devient délégué du PCF pour l'Afrique du Nord, tâche qu'il remplira d'autant plus facilement qu'il fit d'incessants voyages en Algérie, étant en couple depuis 1943 avec une communiste algérienne, Viviane Halimi, plus tard membre du CC du PCA. Le 17 août 1944, il est décidé de nommer au parti algérien divers dirigeants métropolitains, tous emprisonnés sous Vichy, à des postes de responsabilité : Joanny Berlioz, Antoine Demusois, Roger Garaudy, André Moine… Tous rentreront pourtant assez rapidement en France, fin août-début septembre, à l'exception de Moine, promu secrétaire à l'organisation. Première apparition de ce militant modèle, fidèle, qui sera, au fil des années un homme clé des relations PCF-PCA. Après un bref séjour en France (1946-1947), André Moine repartira en Algérie, où il reprendra sa place à la direction du PCA jusqu'à la guerre de libération nationale (voir chapitre suivant) [57] .

La « France nouvelle », grande sœur des territoires d'outre-mer

La libération totale du territoire métropolitain obtenue, le PCF compte bien tenir un rôle de premier plan dans la vie de la nation française. Il est vrai qu'il a quelques raisons d'y croire. « Le communisme stalinien, martyr et vainqueur de la guerre, dégageait un rayonnement solaire », écrit alors Edgar Morin, qui partagea un temps ces illusions [58]. Aux élections pour la Constituante de novembre 1946, le PCF recueille 28,2 % des suffrages (ce sera là l'apogée de son influence). Maurice Thorez remet fièrement la millionième carte d'adhérent du PCF lors d'une fête de *L'Humanité* [59] (en réalité, les effectifs avoisinent 540 000 adhérents en 1947, ce qui est déjà considérable) [60]. Les deux plus forts tirages de la presse quotidienne, *L'Humanité* et *Ce Soir*, sont communistes, avec chacun un demi-million d'exemplaires (*Le Figaro* tire alors à 400 000, *Le Monde* culmine à 200 000). La CGT – plus de 5 millions d'adhérents à ce moment – est, de fait, entre les mains des communistes (congrès d'avril 1946 : 89 % des suffrages pour les ex-unitaires). Dans la revue *Esprit*, Emmanuel Mounier constate que « les meilleurs des jeunes Français » s'inscrivent dans le « seul parti » qui leur propose « une discipline virile, le sens de l'histoire, la grandeur et l'efficacité ». Il met en garde contre toute exclusion du PCF de la vie nationale [61]. Une hégémonie de fait s'est instaurée, un investissement pacifique de l'État paraît une hypothèse

plausible. C'est l'époque où Maurice Thorez émet ainsi l'hypothèse, alors hardie, d'une possible « marche au socialisme [par] d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes [62] ».

Le raisonnement communiste, dès lors, est simple : pourquoi les peuples colonisés, qui pourraient en profiter, se sépareraient-ils d'une France sur une si bonne voie ? Ce raisonnement s'applique à l'Indochine, où un révolutionnaire chevronné, Ho Chi Minh [63], vient de prendre le pouvoir ; à Madagascar, où un tout jeune Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM) s'exprime ; à l'Afrique subsaharienne, où un Rassemblement démocratique africain (RDA), fortement influencé par le PCF, vient de voir le jour à Bamako en octobre 1946. La formule de Lénine sur le « droit au divorce » (dont on a vu qu'elle était quelque peu sollicitée) refleurit alors dans toute la presse communiste. Sans le dire ouvertement, le PCF imagine que cette France socialiste à venir pourrait jouer le rôle qu'avait joué la Russie bolchevique à l'égard des peuples allogènes non russes. Au printemps 1945, un militant chevronné de la Section coloniale comme Henri Lozeray reprend même avec une certaine candeur le vieux schéma européocentrique : « Il ne saurait être question de l'amélioration du sort des peuples colonisés sans une union étroite de ceux-ci avec le peuple, les masses travailleuses des pays métropolitains. […] Nous le disons avec netteté et sans équivoque, si les populations de la France d'outre-mer ont le droit de se séparer de la métropole, cette aspiration, à l'heure présente, irait à l'encontre des intérêts de ces populations. […] Il

ne fait de doute pour personne que les colonies françaises […] sont absolument incapables d'exister économiquement et, par conséquent, politiquement, comme nations indépendantes [64]. » On était donc passé du « droit au divorce », même théorique, au refus absolu par l'un des « conjoints » (« Il ne saurait être question. […] Il ne fait de doute pour personne… »). Une année plus tard, Lozeray persistait, et même résumait la politique communiste d'alors d'une formule : « Dans la mesure où le peuple français développe la démocratie dans la métropole en l'élargissant aux territoires d'outre-mer, il crée les conditions plus grandes pour une solution satisfaisante de la question coloniale [65]. » Le titre de cet article, « La lutte du peuple français pour la démocratie et l'émancipation des peuples coloniaux », soulignait le fossé qui séparait les positions bolcheviques de la « décennie héroïque » 1925-1935 de celles de l'ère de la Libération : c'était désormais au « peuple français » d'assurer aux « peuples coloniaux […] la démocratie et l'émancipation. » Il n'était plus le soutien des luttes, il en était le principal (le seul ?) vecteur.

Et l'Algérie ? Dans le discours communiste de cette période, son avenir est alors vu sans nuances comme organiquement lié à celui de la France : nous devons « convaincre les masses musulmanes que l'amélioration de leur sort et leur avenir résident dans un appui actif au peuple de France [66] ». Il faut s'attacher ces masses par des réformes hardies. Mais cette perspective court un grave danger. En novembre 1944, Joanny Berlioz, resté sur place comme on l'a vu, affirme que les « cent seigneurs de la colonisation » – reprise et algérianisation de la

célèbre formule des « deux cents familles » dénoncées par le Front populaire – et les « hitlériens bien en place », profitant de l'exaspération de populations en proie à la misère et à la faim, susciteraient « des désordres, prétexte bienvenu à l'instauration d'un véritable fascisme [67] ». Les parallèles historiques les plus hasardeux sont avancés : « L'Algérie ne connaîtra pas un nouveau Versailles », écrit Amar Ouzegane [68] : la « France nouvelle » serait-elle une nouvelle Commune ? L'Algérie ne sera pas la « Vendée de la France nouvelle », affirme *L'Humanité* [69] : le parallèle avec la République naguère menacée par les royalistes, avec l'aide de l'étranger, est édifiant. Cette omniprésence fantasmée hante littéralement les communistes. Berlioz concluait par le mot décisif : « C'est le complot, grâce auquel on effraie, puis on serre la vis [70]. »

« Complot », mot de toutes les dérives. Or, pour qu'il aboutisse, les agents du fascisme ont besoin d'alliés. Comme de 1937 à 1939, la critique communiste dénonce donc également les « pseudo-nationalistes ». Pour cela, le recours au classique amalgame est permanent : certains éléments du PPA avaient en effet cédé aux sirènes nazies durant la guerre. Cas isolés, immédiatement et fermement dénoncés par Messali et la direction du parti. Peu importe. Ouzegane se fait alors une fois de plus le champion des formules assassines : « On assiste actuellement à la métamorphose de certains éléments qui se prétendent aujourd'hui champions du nationalisme arabe, alors qu'ils étaient les plus chauds et les plus enragés partisans du régime de Vichy. Des agents avérés de l'administration, mouchards trop connus, brandissent le drapeau de

l'indépendance et appellent à la lutte contre l'impérialisme [71]. » Citation de septembre 1944, quelques mois avant le drame de Sétif. L'appareil conceptuel communiste qui va y répondre est en place.

Le traumatisme : les massacres du Constantinois de mai-juin 1945

La langue française a de redoutables ressources. Ainsi, longtemps, les massacres du 8 mai 1945 et des semaines qui ont suivi ont-ils été qualifiés d'« événements du Constantinois ». « Événements » ? Que le jour même où l'Europe entière fêtait la victoire dans une guerre menée au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des Français – militaires, policiers et civils miliciens – aient tiré sur des Algériens, que dans les semaines qui ont suivi, ils en aient massacré des milliers, reste et restera une tache indélébile sur l'histoire de la France.

« Événements », peut-être pour certains Français. Mais, pour toute la société algérienne, véritable « traumatisme », selon l'expression utilisée par la meilleure historienne française de cette tragédie, Annie Rey-Goldzeiguer [72]. En fait, étape marquante d'un processus qui mènera à la guerre de libération. Tous ceux qui nourrissaient encore quelque illusion sur la possibilité de compromis avec le système comprirent alors en effet que le temps des armes était venu, que ce n'était plus

qu'une question d'opportunité. Ce traumatisme fut fondateur du choix du soulèvement pour toute une génération de jeunes nationalistes, du futur chef de l'État Houari Boumediene au grand Kateb Yacine. Et bien au-delà : « Tous les chefs nationalistes sont unanimes à ce sujet : la révolution de 1954 a été décidée lors des événements de 1945 », écrira plus tard le journaliste suisse engagé Charles-Henri Favrod [73]. Ce que confirmera l'indispensable historien Mohammed Harbi, également acteur direct de la lutte nationaliste : « La guerre d'Algérie a commencé à Sétif [74]. »

À la veille de la fin du conflit mondial, le colonialisme avait déjà remontré les dents. Messali Hadj avait été une fois de plus arrêté, le 23 avril 1945. L'ignorance du lieu où il était incarcéré ajouta à la colère populaire. Lors des manifestations du 1er Mai à Alger et à Oran, les « indigènes » furent tolérés, mais interdiction leur avait été faite d'arborer le drapeau du PPA et des portraits de Messali. Interdiction rejetée. La police tira. On déplora trois morts (musulmans).

À Sétif, le 8 mai au matin, la manifestation s'ébranle. Une masse de 7 000 à 8 000 musulmans est bien plus visible que les quelques centaines de Français. Les drapeaux du PPA sont nombreux. Des banderoles portent l'inscription « Vive l'Algérie libre et indépendante ». La police intervient, somme les manifestants de mettre bas drapeaux et banderoles. Refus. Une fusillade commence. Un jeune scout, Bouzid Saâl, tombe. Il est 9 h 25. C'est le premier mort de cette séquence tragique. Commence alors une première phase, marquée par une

violence aveugle de la foule musulmane, souvent au hasard, contre les Européens rencontrés. Au terme de ce massacre, on relèvera cent deux cadavres. À cette violence des colonisés, spontanée, va répondre la répression exacerbée des dominants, appuyée sur la force mécanique. Selon une vieille tradition coloniale, le pouvoir utilise le marteau-pilon de l'armée : trois jours après l'émeute, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), présidé par le général de Gaulle, ordonne aux forces armées dont il vient à peine de recouvrer la maîtrise de frapper les populations rebelles du Nord-Constantinois. Durant des semaines, l'aviation et les unités de la Marine vont bombarder sans merci les populations locales, tandis que les troupes de la Légion étrangère et des « tirailleurs » coloniaux vont dévaster leurs villages, massacrant à tout va. À cette sauvagerie, se joignent, déchaînées, des milices de civils européens parcourant les rues, tuant parfois au hasard des « indigènes », en jugeant sommairement – et évidemment illégalement – d'autres [75]. Combien y eut-il de morts ? Aujourd'hui encore, les historiens sérieux hésitent à avancer un chiffre, mais on sait que c'est en milliers (ou dizaines de milliers ?) qu'il faut parler.

En métropole, l'opinion française est alors très mal informée – voire « désinformée », dirait-on aujourd'hui – par une presse qui n'évoque pratiquement pas ces « événements » et épouse les thèses officielles. *Le Monde* écrit par exemple : « Pour juger de ce dramatique incident, il est bon de se rappeler à quelle violence d'excès se hausse instantanément toute agitation en Afrique du Nord, [d'autant que] les mœurs de ce peuple sont

demeurées primitives[76]. » Une phrase inscrite dans un long article affirmant qu'une « politique indigène, si avancée soit-elle, se justifiera et réussira toujours si elle est menée d'une main qui ne tremble pas »… Albert Camus est alors l'un des seuls à protester, exigeant que la France fasse enfin la preuve de « son désir d'exporter en Algérie le régime démocratique dont jouissent les Français », non plus par des mots, mais par des réalisations[77] – discours courageux qui tranche avec le climat ambiant, mais qui ne manifeste pas pour autant la clairvoyance exaltée par ses thuriféraires soixante-dix ans plus tard.

Comment les communistes, français et algériens, ont-ils analysé et vécu ce traumatisme [78] ? Il faut, d'emblée, évoquer un fait brutal : des communistes et des cégétistes français ont alors adhéré au consensus antiarabe, certains ont même participé aux massacres. Pour un Albert Denier, secrétaire de la section sétifoise du PCA, atrocement mutilé par les insurgés, qui refusa de dénoncer ses agresseurs (« Je ne reconnais personne. Ça ne peut être aucun d'eux, c'est le colonialisme qui a voulu m'assassiner [79] »), combien de militants ont observé sans protester, combien se sont transformés en tortionnaires ? Peu de temps après les massacres, deux délégués du PCA, Rachid Dalibey et Chiavarini, arrivent à Guelma. Ils assistent à une réunion au cours de laquelle des adhérents arrivent… en armes. « Nous avions sincèrement très peur. Nous nous sommes alors limités à leur demander de nous remettre leurs cartes d'adhérent en vue de vérifier les timbres placés. Il fut par la suite décidé de procéder à leur exclusion du parti et du

syndicat, et l'Union locale a été dissoute [80]. » Le 10 juillet 1945, devant l'Assemblée consultative, le docteur José Aboulker en conviendra : la « haine raciale » a été telle qu'elle a emporté « des représentants de la France combattante et même le secrétaire local de l'union des syndicats ; il serait plus exact de dire l'ex-secrétaire, car il vient d'être exclu ». Quelques mois plus tard, le 1er mars 1946, Pierre Fayet, député communiste à l'Assemblée, devenue constituante, n'aura pas de mots assez durs pour qualifier les membres du PCA et de la CGT qui avaient participé à ces « ratonnades » et à ces crimes.

Reste le fond politique. Pour bien analyser les réactions, il faut d'abord se replacer dans les conditions de l'époque. Et se poser des questions élémentaires : qui savait quoi ? Quand a-t-on su ? Ceux qui ont donné l'ordre de réprimer durement, puis qui ont été en possession des premières informations sur l'ampleur du drame, avaient tout intérêt à désinformer et à censurer. Ou même à double-censurer : une sélection très rigoureuse des informations à la source (des journalistes n'étant pas sur place les premiers jours, la seule information venait de la hiérarchie militaire), puis la présence d'un fonctionnaire aux sièges des journaux qui imposait des coupes [81]. De fait, la lecture de la presse de ces journées montre des « blancs » partout : ici une à dix lignes absentes, là une à deux colonnes censurées. Dans le cas de *L'Humanité*, deux articles l'ont même été intégralement, les 18 (165 lignes) et 26 mai (180 lignes) – il serait du plus haut intérêt historique d'avoir accès à ces paragraphes.

Henri Alleg se souvient que son journal, *Alger républicain* [82], n'eut de premières informations fiables et surtout indépendantes qu'après une mission sur place au cours de la seconde quinzaine de mai, composée du rédacteur en chef Michel Rouzé et de Jean Amrouche [83]. Au retour, *Alger républicain* organise une réunion publique à Alger, le 3 juin 1945 [84]. Rouzé y fait un récit assez fidèle des événements. L'origine : c'est un « commissaire » qui aurait voulu arracher à un « indigène » sa « banderole » (le drapeau du PPA), puis l'aurait tué. « Des Européens » auraient ensuite été massacrés. Le lendemain (en fait, le jour même), la Légion et des civils armés auraient commencé un « massacre organisé des indigènes ». Il y aurait à ce moment 10 000 morts [85]. Rouzé rédigea ensuite un rapport de quarante-sept pages, en date du 12 juin [86]. Une autre étude [87] signale qu'Antoine Demusois, envoyé d'urgence par le PCF [88], et un administrateur du même *Alger républicain*, Abdelkader Moulfi, allèrent également sur place fin mai. Mais la mission n'a semble-t-il pas laissé d'archives.

Les réactions des communistes : la thèse du complot

Ces précisions données, essayons de retracer, jour par jour, les réactions des communistes de métropole. Ils ne pouvaient alors

compter que sur une seule source fiable : leurs camarades d'outre-Méditerranée. Mais vient immédiatement à l'esprit la question : comment s'établissaient les liaisons, évidemment discrètes, entre Alger et Paris ? Téléphone, télex, courriers ? Là aussi, la police veillait. Émissaires ? Avouons notre ignorance. Un élément d'information peut nous être fourni par le compte rendu dactylographié de la session du 18 mai du CC du PCF, que nous serons amenés à citer à maintes reprises [89]. André Marty y évoque les massacres et ajoute : « À l'exemple des photos que l'on montrait tout à l'heure. » Si des photos étaient en possession des dirigeants communistes de Paris le 18 mai, c'est que d'autres informations fiables avaient pu parvenir. Avant ? Simultanément ?

La réunion hebdomadaire du bureau politique qui a lieu le 10 mai au matin n'évoque pas le drame [90] . C'est qu'à ce moment les dirigeants n'ont probablement d'autre source que l'officielle. Le 11, en tout cas, *L'Humanité* ne fait que reprendre, sans commentaire, un communiqué du Gouvernement général : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression à main armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre. » Le titre adopté – « À Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire » – adhère à la thèse officielle. Le lendemain, 12 mai, paraît le premier article de commentaires. Sous le titre « Après les incidents de Sétif. Où veut-on mener l'Algérie ? », on peut lire : « On compte des morts. » Mais cette formule est immédiatement suivie de dix lignes censurées, ce qui nous met dans l'impossibilité de savoir quelle information exacte

possédait la rédaction. En revanche, dès ce moment, l'argumentaire est en place.

Le journal dénonce en tout premier lieu les « méthodes employées en Algérie pour affamer les populations musulmanes », méthodes sciemment programmées par la « cinquième colonne » afin de dresser ces populations contre la France. Ces éléments s'appuient sur des « provocateurs » (vieille formule, qui vise ici les patriotes algériens) et veulent profiter de la situation ainsi créée « pour écraser les éléments démocratiques de la population et, en conséquence, instaurer en Afrique du Nord une dictature militaire, fasciste, versaillaise, qu'on pourrait diriger, le cas échéant, contre le peuple de France ». Le 13 mai, le journal esquisse une timide dénonciation de la répression, par exemple la mise en place de milices. Dans la recherche des responsabilités, *L'Humanité* commence à contester la version officielle : « Et voilà qu'aujourd'hui le gouvernement général rejette l'entière responsabilité des troubles uniquement sur des éléments musulmans. » Mais le journal communiste ajoute immédiatement : « Qu'il y ait parmi eux quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste tunisien Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne [91] et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord. » C'est la vieille théorie colonialiste des « meneurs », habillée d'une phraséologie antifasciste. Le 19, *L'Humanité,* pratiquant toujours l'amalgame, renvoie dos à dos les « tueurs hitlériens » et les « chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes,

faisant ainsi le jeu des cent seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France ». Dans l'adresse du CC du PCF au CC du PCA, en date du 18 mai [92], les formules, toujours aussi dénonciatrices contre les « cent seigneurs » et les agents de l'administration, sont certes adoucies contre les nationalistes, « agents directs ou inconscients dans certains milieux musulmans ». Le ton adopté en Algérie est plus agressif encore. Dans *Alger républicain*, le 13 mai, le tout premier commentaire, écrit par le rédacteur en chef Michel Rouzé, s'intitule : « Attention aux provocateurs. » Le 14, ce même journal affirme que « l'émeute [a été] provoquée par des agitateurs qui ont profité de la misère des populations frustes », mais que « le calme est rétabli dans la région de Sétif », alors que les massacres redoublent.

Une conclusion s'impose : il faut réprimer ! Dès le 10 mai, une délégation commune du PCA (Amar Ouzegane, Paul Caballero, Henriette Neveu) et du PCF (Victor Joannès), reçue au siège du Gouvernement général, dénonce les « agents hitlériens du PPA, du PPF et d'autres agents » et demande explicitement des arrestations [93]. « Ces agents provocateurs sont parfaitement connus de l'administration algérienne. [...] Or on ne les a pas arrêtés ! Il est clair que dans ces conditions, les troubles ne pouvaient qu'éclater [94]. » Amar Ouzegane, le 17, cette fois dans l'hebdomadaire du PCA *Liberté*, titre : « Faux nationalistes, mouchards, criminels et valets du fascisme. » Il reprend la théorie du complot visant à « couronner Messali "sultan" d'Algérie », dont l'« espion nazi Chekib Arslan » aurait été le grand concepteur (on a déjà signalé les relations denses et

anciennes entre Arslan et Messali ; mais, si le premier eut effectivement des relations troubles avec le régime nazi, le second refusa toute collaboration). L'auteur n'hésitait pas à citer des noms, demandant un châtiment, puis concluait : « En prison, les mouchards et les traitres du PPA. En prison, leurs "patrons" [95]. » Le soupçon touche même Ferhat Abbas, figure historique des politiciens modérés algériens, qui n'était strictement pour rien dans l'affaire. Le 31 mai, *L'Humanité* se réjouit de son arrestation : « On apprend l'arrestation, après les événements du département de Constantine, de Ferrat Abbas, conseiller général, président du Comité des Amis du Manifeste [96]. Une mesure identique a été prise à l'égard du docteur Saadane [97], membre du comité directeur de la même organisation. Il est bien que des mesures soient prises contre des dirigeants de cette association pseudo-nationale, dont les membres ont participé aux tragiques incidents de Sétif. »

En confrontant textes publics et textes d'archives, on constate cependant que, chaque jour, l'argumentaire paraît moins accusateur. Il est probable que la direction du PCF reçoit ces jours-là (mais quand précisément ?) de premières informations indépendantes et précises sur l'étendue de la répression. Le 15 mai, *L'Humanité* fournit à ses lecteurs des informations plus accusatrices, par exemple l'utilisation des avions de bombardement contre les populations. Elle titre : « Donner du pain et non des bombes ! » Sont également dénoncés « les fonctionnaires français vichystes, les mêmes criminels qui ont trahi la France mettent en œuvre les mêmes méthodes que la Gestapo pour empêcher l'union entre les populations

musulmanes et le peuple français et trouver prétexte à l'instauration d'une dictature séparatiste. Le ministre de l'Intérieur, dont dépend l'Algérie, va-t-il continuer une telle politique antimusulmane et antifrançaise ? ».

On en vient à la session du comité central du 18 mai, déjà citée [98]. Document de première importance, car non destiné à la publication : les dirigeants communistes s'y exprimèrent donc sans retenue. André Marty y fit un récit assez bien informé. Il dénonça les violences subies par les Européens : « Rien que des petits, des gardes forestiers, des gardes champêtres, des petits colons. Les gros colons étaient prévenus et étaient tous dans les villes. » Mais il réserve la plus grande partie de son discours à une dénonciation bien documentée des exactions françaises : « Intervention des automitrailleuses, des tanks, l'aviation, et les morts ramassés en charniers. [...] Des centaines de morts empilés. À Alger, on appelle maintenant ces régions les "régions dévastées". Il n'y a plus rien, plus de villages et les quelques femmes et gosses qui restent et errent dans les rues sont arrêtés, envoyés à Port-Royal et laissés sans manger. Voilà la situation. Ça va même jusqu'à la frontière tunisienne. Je crois que depuis 1871 [99], nous n'avons pas eu d'événements aussi graves. » Mais ces informations, justes, ne modifient pas fondamentalement ce jour-là l'analyse abrupte des dirigeants. Tout est vu non à travers la situation algérienne, mais en fonction de la réalité métropolitaine. Le thème de la provocation, visant à isoler ou, au moins, à gêner les deux PC, reste central. Marty en rajoute même dans la charge antinationaliste. La brutalité et l'absence de sens de la nuance

de ce dirigeant étaient proverbiales au sein du PCF. Il évoque ce jour-là des « éléments provocateurs parmi lesquels il y a de véritables bandits hitlériens ». Certains éléments du PPA sont qualifiés de « tueurs », Marty concluant : « Il faut bien se souvenir que les chefs du PPA font partie de la même bande qui [un passage non reproduit dans le document] et qui étaient des hitlériens. Eh bien, c'est les mêmes types. Ce Messali est une fripouille de la petite espèce. Ce sont ces gens qui sont des provocateurs auxquels il est permis d'organiser le mouvement, en général, ce sont des mouchards de la police. » Henri Lozeray, qui connaissait bien l'Algérie (sa première mission militante, et d'ailleurs son premier emprisonnement, sur cette terre dataient de 1925) demande un approfondissement de la réflexion. Marty lui oppose sèchement une fin de non-recevoir : « J'ouvre une parenthèse pour dire à Lozeray que je pense que le comité central ne discutera pas aujourd'hui la question des troubles qui ont eu lieu en Afrique du Nord. » Mais aucun argument ne vient justifier ce refus. Comme toujours, Maurice Thorez conclut. Sans adopter le ton insultant de Marty, il ne diffère guère sur le fond : « Nous devons être très attentifs, vigilants, les événements si graves d'Algérie, je n'insiste pas, c'est une provocation politique. »

Le lendemain, 19 mai, *L'Humanité*, probablement en possession des mêmes informations, veut s'en faire l'écho. L'article originel est très accusateur. Mais il y a de nombreux passages censurés. Par bonheur pour l'historien, la direction du PCF a décidé, ce jour-là, de distribuer un tract reprenant l'intégralité de cet article – signe d'une volonté politique nouvelle. Voici ce texte

(les passages censurés figurent ici entre crochets) : « Le communiqué du 15 mai du ministère de l'Intérieur relatait une centaine de morts au cours des tragiques événements qui ensanglantent les régions de Sétif et Guelma. Malheureusement, ce chiffre est très loin de correspondre à la réalité. [On compte effectivement une centaine de morts européens ; mais un officier d'état-major a estimé à plus de 6 000 les victimes musulmanes de la plus bestiale répression qu'ait connue l'Algérie.] Sur une distance de 150 kilomètres, de Sétif à la mer, la loi martiale est proclamée, [les tribunaux d'exception fonctionnent sans arrêt]. Les musulmans des campagnes qui n'ont pas pris la moindre part aux agissements d'une poignée de tueurs à gages dont les chefs sont connus comme mouchards de Berque [100], directeur des Affaires musulmanes, sont pourchassés [comme des bêtes – faire feu sur le burnous, tel est le mot d'ordre officiel]. La légion étrangère, les tirailleurs sénégalais et marocains, l'artillerie, la marine, l'aviation, mènent une vaste opération de représailles, [semant dans les villages la terreur et la dévastation ; cependant que les civils européens – dont tous les vichystes – sont armés, ont le droit de tirer à leur gré sur tout musulman qu'ils rencontrent]. »

Cette estimation de 6 000 morts et ces détails précis montrent qu'à ce moment les communistes sont enfin en possession de nombreux éléments de la réalité. On peut du reste s'interroger : si *L'Humanité*, alors premier tirage de la presse quotidienne, avait pu, le 19 mai 1945, informer ses lecteurs et les centaines de milliers de militants communistes de l'ampleur de la répression, n'y aurait-il pas eu des réactions plus vives dans la

population française ? Poser la question, c'est y répondre : c'est justement pour cela que la censure existait…

Les semaines passent. Le Xe congrès du PCF, qui se tient dans les derniers jours de juin 1945, ne remet pas fondamentalement en cause cette ligne. La première vraie évolution dans le discours surviendra à la mi-juillet, lorsque l'Assemblée nationale consultative examinera le drame.

Charles Tillon et la répression de mai 1945

Une grave question a été sans cesse posée, inlassablement, depuis des décennies. Le thème de la coresponsabilité des communistes dans les massacres court dans toute une littérature, des deux côtés de la Méditerranée. Plus exactement : d'*un* communiste, Charles Tillon (1897-1993) [101]. Parmi cent autres textes : « Tillon, ministre de la Guerre dans le gouvernement Charles de Gaulle et membre du bureau politique du PCF, ordonna à l'aviation militaire de bombarder des populations algériennes sans défense [102]. » Raisonnement un peu élémentaire, mais efficace. Évacuons d'emblée le ministère de la Guerre : Tillon ne l'a jamais occupé. C'est une demi-année après le drame du Constantinois, le 13 novembre 1945, que de Gaulle confia le ministère de l'Armement à Tillon (le chef du gouvernement prit d'ailleurs soin de scinder toute

l'activité militaire : lui, Charles de Gaulle, occupant simultanément le ministère de la Défense, et son fidèle compagnon, Edmond Michelet, recevant les Armées). Une contre-vérité répétée à l'infini ne constituera jamais une vérité.

Reste le ministère de l'Air, dirigé effectivement par Tillon de septembre 1944 à novembre 1945. La seule question est : le ministre avait-il la main sur l'aviation militaire en Algérie durant cette période ? Il a maintes fois affirmé qu'il ne fut jamais informé par ses collègues du gouvernement ou par ses propres services du drame en cours. Dans ses Mémoires, au titre si émouvant, *On chantait rouge*, il écrira en 1977 : « Le ministère de l'Air y maintenait [en Algérie] une partie de son armée, des usines et des ateliers. Mais, fait capital en cette affaire, les trois ministères d'armées n'avaient en Algérie aucune part à ce qui concernait les problèmes d'utilisation de leurs armes, bien que participant périodiquement aux délibérations du Comité de la Défense nationale, dont la présidence revenait au chef du pouvoir, auquel se trouvait exclusivement soumis l'état-major du général Juin. De sorte que pour l'armée de l'air comme pour les autres armées, l'usage des armes le 8 mai 1945, en gros et en détail, dépendait de l'état-major de la Défense nationale. Le général Juin était donc nécessairement le premier informé du déclenchement du drame de Sétif le 8 mai [103]. » Tillon ajoutait qu'après avoir été informé de l'étendue du drame, il avait voulu démissionner du gouvernement – rejoint en cela par François Billoux, ministre de la Santé publique – mais que la « direction du parti » (sans aucun doute Thorez) avait refusé.

Un autre témoignage est troublant. En 1945, Me Pierre Kaldor est président du Secours populaire. L'une de ses tâches est de rapatrier les rescapés des camps encore en Allemagne, trop faibles pour faire un long voyage en train. Il sollicite les Américains, qui ont évidemment beaucoup plus de matériel que les Français, et obtient d'eux deux avions, dès lors placés sous l'autorité du ministère de l'Air. Ces avions, premiers va-et-vient accomplis, attendent au Bourget de nouvelles missions. « Le 8 ou le 9 mai 1945, je ne peux plus vous dire, je vais au Bourget pour reprendre les avions et organiser deux nouveaux voyages en Allemagne. Il n'y avait plus d'avions. Je téléphone à Charles Tillon, il n'est pas au courant. » Sur place, ce sont des fonctionnaires qui lui apprennent que les avions avaient été réquisitionnés par le ministère de la Défense, sur ordre de De Gaulle. « Naturellement, je suis retourné voir Tillon, il n'était pas au courant. Maurice Thorez, qui était vice-président du Conseil, n'était pas au courant, lui non plus [104]. » Aucun acteur d'événements historiques ne doit être cru sur parole, surtout si lui-même ou sa famille politique est en état d'accusation. Il faut donc poursuivre l'investigation.

Le général Pierre Weiss, qui commandait justement cette aviation de septembre 1944 à juin 1945, a répondu dès mai 1946 à un journaliste de *Liberté* : « M. Tillon n'a jamais donné cet ordre [de bombarder], puisqu'il était à Paris et ignorait le début des événements. À aucun moment le ministre de l'Air n'est intervenu pour ordonner des opérations ou pour donner des directives tactiques à l'aviation que je commandais. Ce n'était d'ailleurs pas le rôle du ministre [105]. » Qui donc, demande

alors le journaliste, pouvait demander l'intervention de l'aviation ? « L'autorité locale responsable de l'ordre à Sétif et à Guelma. En matière d'opérations de police, l'autorité civile ou militaire, suivant le cas, qui se trouve sur les lieux proclame ses besoins et demande les concours qu'elle juge nécessaires. […] L'emploi tactique des troupes relève du chef d'état-major général de la Défense nationale [106] . Le ministre de l'Air n'a rien à voir dans la question. Supposer que M. Tillon a donné des ordres d'emploi comme ministre de l'Air, c'est à la fois une absurdité et une impossibilité. Ceux qui prétendent le contraire ne connaissent rien à la question. » Thèse implicitement confirmée par le travail méticuleux d'un historien, Jean-Charles Jauffret, qui a sélectionné et publié plusieurs centaines de documents officiels provenant des archives militaires sur l'Algérie [107] : dans le tome 1 (1943 à 1946), plus de trois cents pages (181 à 491) portent sur le drame du Constantinois. Le nom de Tillon n'y apparaît qu'*une* fois, pour démentir que l'article de *L'Humanité* du 19 mai ait trouvé sa source dans les services de son ministère.

Qui donc étaient les ministres réellement décideurs ? Outre le président du Conseil, Charles de Gaulle, le ministre de l'Intérieur (selon le précepte « l'Algérie, c'est la France »), le socialiste Adrien Tixier, le ministre de la Guerre, André Diethelm, un fidèle de De Gaulle, éventuellement le ministre de l'Afrique du Nord, le général Georges Catroux (1877-1969), lui aussi gaulliste historique. Pour de Gaulle et sans doute pour la majorité de leurs collègues au gouvernement, les ministres communistes n'étaient pas tout à fait « comme les autres ». Leur

patriotisme, leur fidélité, étaient en permanence objets de suspicion, ils étaient de ce fait évincés des lieux où s'exerçait le véritable pouvoir. Ce fut vrai pour l'Algérie en 1945. Les officiers supérieurs de l'état-major – certains, vichystes peu de temps auparavant, d'autres authentiques résistants, mais de tradition conservatrice – étaient dans le même état d'esprit. Le chef d'état-major général, le général Juin, colonialiste endurci, pied-noir natif de Bône (Annaba), où des manifestations et des heurts avaient également eu lieu le 8 mai, mais aussi le général Martial Valin, chef d'état-major de l'Armée de l'air, étaient très hostiles à Charles Tillon et à son chef de cabinet, Pierre Daix (1922-2014), considérés comme des « représentants staliniens aux ordres du comité central du PCF », lui-même contrôlé par le « véritable chef d'orchestre et bailleur de fonds, […] SE M. Bogomolov, ambassadeur de l'URSS [108] ». On imagine mal ces officiers supérieurs ne serait-ce qu'informer ce ministre « au service d'une puissance étrangère ».

Cette exclusion, imaginable dans les conditions de l'époque, est corroborée par un document, déjà plusieurs fois cité, l'intervention d'André Marty devant le comité central du PCF. Reprenons-le. Nous sommes le 18 mai, donc dix jours après le début de la répression. Marty donne l'information suivante à ses camarades : « Pour que le comité central apprécie sur un fait comment certains conçoivent la participation communiste au gouvernement, je veux apporter seulement cet élément. Hier à 6 heures du soir, nous avons fait prévenir le ministère [109] de l'Air et son chef de cabinet, membre du parti [110], que l'aviation en Algérie était en train de bombarder et mitrailler depuis dix

jours. Nous l'avons fait prévenir des faits concrets : bombes de 100 kg, mitraillades, et que la majorité des 6 000 morts arabes étaient dus à l'aviation française. Or le ministre ne le savait pas parce que les télégrammes envoyés n'étaient pas remis au ministre, de manière que le ministre ne puisse pas intervenir, alors que le gouvernement avait décidé que l'aviation devait simplement servir comme démonstration et sans tirer. C'est ce qu'avait pu obtenir Tillon au Conseil des ministres. Je dis cela parce qu'on imprime dans toute la presse algérienne que la décision a été prise à l'unanimité alors que c'est entièrement faux, alors que le ministre de l'Air, obligé de s'incliner devant le gouvernement, avait tout de même fait adopter son point de vue que l'aviation soit employée sans armes. Et pendant huit jours, les officiers DGPR [111] ont arrêté les télégrammes secrets pour que le ministre ne le sache pas. Cela pour qu'on sache comment certains comprennent la collaboration ministérielle des communistes, non pas pour utiliser le grand parti pour briser les obstacles et pour la reconstruction de la France, mais au contraire pour essayer de nous faire périr. »

Ainsi donc, « le ministre ne le savait pas ». Mais l'indignation de Marty étonne : les dirigeants communistes s'attendaient-ils vraiment à autre chose de la part de leurs partenaires-adversaires ? L'État bourgeois ne se laisse pas facilement investir de l'intérieur, ces léninistes qu'étaient les communistes français n'avaient pas à en être indignés. Et encore moins surpris…

La mémoire de Charles Tillon, insurgé de la mer Noire, résistant de la première heure, chef des FTP, militant irréprochable, victime plus tard d'un inique « procès de Moscou à Paris [112] », fidèle jusqu'au bout à ses engagements de jeunesse, mérite cette mise au point.

Des errements qui ont coûté cher

Au terme de cette évocation des réactions du PCF et du PCA à la sanglante répression du Nord-Constantinois, on ne peut que ressentir un malaise, voire une indignation, à la lecture des textes communistes de l'époque. Un système d'explication parfois mis en avant par l'historiographie officielle ou para-officielle a été la « maladresse » de certaines formules journalistiques ou l'étroitesse d'esprit de responsables, en particulier en Algérie. Dans son ouvrage de 1986, Pierre Durand, ancien journaliste de *L'Humanité*, reporte la responsabilité principale sur Amar Ouzegane, « qui se montrait très hostile aux nationalistes algériens [113] » – il sera du reste exclu du PCA trois ans plus tard (voir chapitre suivant). Paris, explique-t-il, aurait envoyé Léon Feix, ancien secrétaire de la délégation du PCF à Alger, pour « redresser » cette ligne [114]. Ce système de défense est d'abord inélégant, car il fait porter la responsabilité d'une erreur collective sur un seul individu, comme par hasard un exclu, tare indélébile dans la culture communiste de cette période. Mais surtout, il ne résiste pas à

l'analyse. Certes, Ouzegane a employé des termes virulents, plusieurs fois cités ici, contre les nationalistes – et ce bien avant mai 1945. Mais peut-on imaginer qu'il ait prononcé des discours qui engageaient le PCA sans l'aval des dirigeants du PCF ? En fait, aucune voix discordante, au comité central ou ailleurs, ne s'est élevée alors des rangs communistes. Il faut également rappeler que, dès le 10 mai, c'est une délégation commune des deux partis (Amar Ouzegane en faisait partie, mais aussi Victor Joannès, Henriette Neveu et Paul Caballero) qui fut reçue au Gouvernement général à Alger par Paul Alduy (1914-2006), chef de cabinet et qui exigea une répression contre les « meneurs ». En fait, c'est tout l'appareil communiste – PCF et PCA – de ces jours maudits qui a gravement « dérapé ».

Les communistes ont payé cher cette erreur d'appréciation. Le témoignage de Gaston Donnat (1920-2013) est de ce point de vue édifiant. Instituteur, militant communiste aux engagements affirmés, à la sincérité hors de toute contestation (voir le portrait qu'en fait Gilles Perrault dans la préface de son ouvrage de *Mémoires* [115]), il avait été en poste en Algérie de 1931 à 1944, y partageant avec ses camarades européens et « musulmans » bien des combats, dans un climat de grande fraternité. En 1944, il avait été muté au Cameroun. Revenu en Algérie en 1946, il constate alors des évolutions dans l'opinion des Européens, y compris parmi les militants ou sympathisants communistes : « Dans les conversations, j'observais un doute, une inquiétude, qui se manifestaient très souvent lorsqu'on parlait de l'Algérie. […] Je sentais des réticences ; l'enthousiasme n'y était plus. La tante avait abandonné l'Union

des femmes d'Algérie. L'oncle me lançait souvent : "Nos frères… nos frères… Ils nous couperont la tête !" Je me souviens de cette interrogation que les uns et les autres me faisaient : "Alors, Gaston… tu t'en occupes toujours ?", voulant me demander si je continuais à militer, eux s'étant placés sur la touche. Que s'était-il donc passé ? Il y avait eu mai 1945 [116] ! » Mais Donnat constate des changements tout aussi importants chez les « musulmans » : « Plusieurs collègues instituteurs algériens que j'eus l'occasion de rencontrer dirent nettement qu'après mai 1945, il n'y avait plus qu'une alternative possible : la conquête de l'indépendance par tous les moyens qui se présenteraient aux Algériens. Et ce qui me fit le plus de mal, c'est qu'ils mirent en cause le PCF pour son appartenance au gouvernement… » Conclusion : « Je voyais bien que, déjà, dans les deux communautés, les problèmes se cristallisaient, que le fossé s'était creusé… » La sanction ne tarda d'ailleurs pas. Aux élections pour la Constituante du 2 juin 1946, le taux d'abstention chez les musulmans fut considérable (52,92 %), suite aux consignes du PPA clandestin, en protestation contre la détention de Messali. Parmi ceux qui s'exprimèrent, ce fut un succès de taille pour l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA, 459 000 voix, 71,07 %) de Ferhat Abbas [117], celui-là même que les autorités avaient jeté en prison un an auparavant. Le PCA perdit plus de la moitié de ses voix, de 135 000 aux municipales d'août 1945 (19 %) à 53 000 (8,3 %).

Les communistes pouvaient se consoler avec le maintien de leur influence en milieu européen. Après la Libération, trois villes élurent à leur tête, phénomène inimaginable quelques

années plus tôt, des maires communistes ou soutenus par le PCA : Alger (le général Paul Tubert, ancien résistant, sympathisant notoire, maire de 1945 à 1947), Oran (Nicolas Zannettacci, 1947-1948) et Sidi Bel Abbès (René Justrabo, 1947-1953). Mais ces succès étaient fragiles : la « barrière coloniale », selon le terme de Gilbert Meynier [118], fit que, lorsque le mouvement national algérien releva la tête et que les communistes réévaluèrent leur politique, le PCA perdit chez les Européens ce qu'il reprit en audience en milieu « indigène ».

Renvoyer dos à dos les assassins et les victimes, appeler à la répression, se réjouir publiquement de l'arrestation de Ferhat Abbas, faire sans cesse l'assimilation PPA/PPF, considérer les nationalistes comme des provocateurs – et, en interne, Messali comme une « fripouille » –, voilà qui ne pouvait que laisser de lourdes traces dans les mémoires de beaucoup d'Algériens… Au total, le bilan – moral, certes, mais surtout politique – est lourd pour les communistes, français et algériens : au printemps 1945, ils ont dans le pire des cas calomnié, dans le meilleur tergiversé, en tout cas trahi leur internationalisme. L'Algérie venait brusquement de changer d'époque, et les communistes ne l'avaient pas compris. Le PCF et le PCA ont alors gravement sous-estimé la revendication nationale qui était en train de s'affirmer – et qui a été radicalisée par la répression. Cette plaie ne sera jamais tout à fait cicatrisée.

Notes du chapitre

[1] ↑ *L'Humanité* (clandestine), 1er juillet 1940.

[2] ↑ *Cahiers du bolchevisme*, 1er trimestre 1941.

[3] ↑ G. Richard, *Cahiers du bolchevisme*, 2e-3e trimestres 1941.

[4] ↑ Louis Aragon, « Vive la paix ! », *Ce Soir*, 24 août 1939.

[5] ↑ Il s'agit peut-être de Léonardo (dit Léonard) Lopez.

[6] ↑ Voir l'essai biographique de Jean-Luc Einaudi, *Un rêve algérien. Histoire de Lisette Vincent, une femme d'Algérie*, Dagorno, Paris, 1994.

[7] ↑ Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, chemise « Souvenirs de militants », *loc. cit.*

[8] ↑ « M. Ben Ali Boukort a pris et est prêt à reprendre les armes contre l'ennemi germano-soviétique », *L'Écho d'Alger*, 12 janvier 1940.

[9] ↑ Boukort eut ensuite un cheminement politique chaotique : il milita au PPA de Messali, puis à l'UDMA de Ferhat Abbas, revint vers le MTLD avant 1954, puis rejoindra le MNA dès sa création, jusqu'en 1962 (René Gallissot, notice « Ben Ali Boukort », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*).

[10] ↑ Texte cité par Ben Ali Boukort, *Le Souffle du Dahra. La Résistance algérienne de 1924 à 1962*, L'Harmattan, Paris, 2013.

[11] ↑ Témoignage d'Amar Ouzegane (cité par Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*).

[12] ↑ Il s'agit d'un texte rédigé par la seconde direction clandestine, probablement par Maurice Laban et Mohamed Kateb (Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien. Maurice Laban*, Le Cherche-Midi, Paris, 1999). Quatre numéros de cette feuille, de novembre 1940 à septembre 1942, sont numérisés sur Gallica, <c.bnf.fr/vEp>.

[13] ↑ Cité par Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

[14] ↑ Conférence clandestine du PCA, juin 1941 (texte cité par Charles-Robert Ageron, « Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *Vingtième Siècle*, vol. 12,

n° 12, 1986).

[15] ↑ Tract du 8 juillet 1941 (cité par Nora Benallègue-Chaouia, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit.*).

[16] ↑ *L'Écho d'Alger*, 16 janvier 1940.

[17] ↑ *L'Écho d'Alger*, 23 janvier 1940.

[18] ↑ « Un mauvais Français », *L'Écho d'Alger*, 14 mars 1940.

[19] ↑ René Gallissot, *La République française et les indigènes. Algérie colonisée, Algérie algérienne (1870-1962)*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2006.

[20] ↑ « À Kaddour Belkaïm, qui n'est pas mort », coécrit avec Roland Doukan, *Liberté*, Alger, 27 juillet 1950 ; « À Kaddour Belkaïm », *Liberté*, Alger, 27 août 1953.

[21] ↑ Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

[22] ↑ « La bataille à Alger contre les communistes. Sept militants notoires ont été arrêtés cette semaine », *L'Écho d'Alger*, 27 janvier 1941.

[23] ↑ « Le tribunal militaire d'Alger condamne six militants communistes, dont une femme, à la peine de mort », *L'Écho d'Alger*, 22 mars 1942.

[24] ↑ Jean-Louis Planche, notice « Larbi Bouhali », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[25] ↑ André Moine, *Déportation et Résistance, Afrique du Nord 1939-1944*, Éditions sociales, Paris, 1972.

[26] ↑ Alors député. Il apprendra en prison l'assassinat par les nazis de son fils Guy, âgé de dix-sept ans, le 22 octobre à Châteaubriant.

[27] ↑ D'après Robert Belot (*Les Secrets de la Résistance*, Vuibert, Paris, 2013), Pourtalet aurait été chargé de représenter le PCF auprès du général Henri Giraud (alors en compétition avec de Gaulle pour la direction des forces françaises en Afrique du Nord) en cas de victoire de celui-ci.

[28] ↑ *In Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches*, tome 2, 1944-1953 (Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri/Conseil général, 2008).

[29] ↑ Le titre sera repris par le PCA à la fin de la guerre.

[30] ↑ « Blida entend avec ferveur la grande voix du Parti communiste », *Liberté*, 9 décembre 1943.

[31] ↑ Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*

[32] ↑ *Liberté*, Alger, n° 6, 5 août 1943.

[33] ↑ *In Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977*, tome 1, *op. cit.*

[34] ↑ « Réunion commune des trois PC d'Afrique du Nord », 15 mai 1944, *in 1937-1945, Sept ans de lutte ardente au service du peuple contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre démocratique et indépendan*te, rapports du CC pour le Xe congrès national du PCF, Paris, 26-30 juin 1945.

[35] ↑ Serge WOLIKOW, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déçu du Parti mondial de la révolution*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2010.

[36] ↑ « Un exposé d'Étienne Fajon », *Liberté*, Alger, 15 juin 1944.

[37] ↑ *Ibid.*

[38] ↑ Le mot d'ordre sur la « politique d'union de la plus grande France » avait été lancé dans *L'Humanité* clandestine dès le 15 novembre 1943. Tous les dirigeants communistes qui s'étaient exprimés dans les mois suivants avaient strictement repris les mêmes formules (voir en particulier Maurice THOREZ, *Cahiers du Communisme*, 1er trimestre 1944).

[39] ↑ « Indépendance française », éditorial, juillet 1943.

[40] ↑ Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, Stock, Paris, 2005 ; même témoignage chez Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit.*

[41] ↑ Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.* ; la forme du langage parlé a été respectée.

[42] ↑ Lettre de Maurice Laban à Odette Dei, 14 août 1943, citée par Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

[43] ↑ Lettre de Maurice Laban à Odette Dei, 2 octobre 1943, *ibid.*

[44] ↑ *Ibid.*

[45] ↑ William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers. Parcours d'un communiste algérien*, PUR, Rennes, 2012 ; mêmes témoignages chez Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*,

op. cit., et Sadek HADJERÈS (qui n'était pas communiste à cette époque), *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit*.

[46] ↑ Jean-Luc EINAUDI, *Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton. Enquête*, L'Harmattan, Paris, 1986.

[47] ↑ William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[48] ↑ « L'Algérie devant le conflit colonial. Manifeste du peuple algérien », 10 février 1943 (cité par Claude COLLOT et Jean-Robert HENRY (dir.), *Le Mouvement national algérien. Textes, 1912-1954*, L'Harmattan, Paris, 1978).

[49] ↑ Charles-Robert AGERON, « Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *loc. cit.*

[50] ↑ « Union dans l'action », *Liberté*, éditorial, Alger, 30 septembre 1943.

[51] ↑ Voir José ABOULKER, *La Victoire du 8 novembre 1942. La Résistance et le débarquement allié à Alger*, Le Félin, Paris, 2012.

[52] ↑ On a vu qu'il est à ce moment l'organe du PCF en Algérie ; mais les lecteurs ne font pas alors de différence entre les deux PC.

[53] ↑ Abasse TOUMERT, *Le Parti communiste algérien de 1945 à 1954*, maîtrise d'histoire contemporaine, Université Parix-X Nanterre, 1991.

[54] ↑ *L'Écho d'Alger*, 15 juillet 1943.

[55] ↑ Cité par Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

[56] ↑ « Rapport d'orientation du PCA », 14 août 1943 (cité par Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*).

[57] ↑ René GALLISSOT, notice « André Moine », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[58] ↑ Edgar MORIN, *Autocritique*, Julliard, Paris, 1959.

[59] ↑ *L'Humanité*, 2-3 septembre 1945.

[60] ↑ Voir Roger MARTELLI, *Prendre sa carte, 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri/Département de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 2010.

[61] ↑ Emmanuel MOUNIER, « Débat à haute voix », *Esprit*, 1er février 1946.

[62] ↑ *Times*, Londres, 18 novembre 1946.

[63] ↑ Il a finalement adopté ce pseudonyme définitif en 1942.

[64] ↑ Henri Lozeray, « La question coloniale », *Cahiers du communisme*, avril 1945.

[65] ↑ Henri Lozeray, « La lutte du peuple français pour la démocratie et l'émancipation des peuples coloniaux », *Cahiers du communisme*, avril 1946.

[66] ↑ Florimond Bonte, Assemblée constitutive provisoire, 21 novembre 1944.

[67] ↑ Joanny Berlioz, « Où mène-t-on l'Algérie ? », *Liberté*, Alger, 2 novembre 1944.

[68] ↑ Amar Ouzegane, « L'avenir de l'Algérie est en jeu », *Liberté*, Alger, 21 septembre 1944.

[69] ↑ *L'Humanité*, 25 février 1945.

[70] ↑ Joanny Berlioz, « Où mène-t-on l'Algérie ? », *loc. cit.*

[71] ↑ Amar Ouzegane, « L'avenir de l'Algérie est en jeu », *loc. cit.*

[72] ↑ Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945. De Mers el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, La Découverte, Paris, 2002.

[73] ↑ Charles-Henri Favrod, *La Révolution algérienne*, Plon, Paris, 1959.

[74] ↑ Mohammed Harbi, « La guerre d'Algérie a commencé à Sétif », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

[75] ↑ Voir la somme de Jean-Pierre Peyroulou, *Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale*, La Découverte, Paris, 2009.

[76] ↑ Jacques Driand, « La crise nord-africaine. II. Européens et indigènes », *Le Monde*, 24 mai 1945, <frama.link/R5MkoYMw>.

[77] ↑ *Combat*, 15 juin 1945.

[78] ↑ Alain Ruscio, « Les communistes et les massacres du Constantinois (mai-juin 1945) », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, Presses de Sciences Po, n° 94, avril-juin 2007.

[79] ↑ Témoignage d'Andrée Djemad (cité par Henri Alleg (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 2, *op. cit.*).

[80] ↑ Cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit*.

[81] ↑ Annie REY-GOLDZEIGUER, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945*, *op. cit.*

[82] ↑ Henri Alleg n'en deviendra le directeur que le 1er février 1951.

[83] ↑ Entretien d'Henri Alleg avec l'auteur, 2 mai 2004.

[84] ↑ Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale. Le cas d'*Alger républicain *(1938-1955)*, master d'histoire, IEP Paris, 2006-2007.

[85] ↑ Au cours de cette réunion, un représentant (anonyme) du consulat américain aurait avancé l'estimation de 30 000 à 35 000 victimes.

[86] ↑ Michel ROUZÉ, *Rapport sur les émeutes du Constantinois et leurs conséquences immédiates (8 mai 1945)*, Alger, 12 juin 1945 (consultable dans le fonds Tubert, BDIC, Nanterre, 1975).

[87] ↑ Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit*.

[88] ↑ Le 22 mai, le secrétariat décide d'envoyer Auguste Touchard, Arthur Musmeaux et Antoine Demusois, pour une mission d'enquête « de trois semaines à un mois » (réunion du 22 mai 1945, Archives du PCF, 261 J 5/1). La présence de Demusois, au moins, est attestée.

[89] ↑ Réunion du comité central du PCF du 18 mai 1945 (Archives du PCF, CC, 261 J 2/4).

[90] ↑ Réunion du bureau politique du 10 mai 1945 (Archives du PCF, 261 J 4/1).

[91] ↑ Bourguiba était incarcéré au Fort Montluc, à Lyon. Libéré fin 1942 sur initiative de Klaus Barbie, en même temps que Salah Ben Youssef, il fut reçu avec tous les honneurs en Italie, accepta de parler à la radio officielle du régime, avant de revenir en Tunisie. Mais il n'est pas allé en Allemagne.

[92] ↑ *L'Humanité*, 20 mai 1945.

[93] ↑ *Liberté*, Alger, 17 mai 1945.

[94] ↑ *L'Humanité*, 13 mai 1945.

[95] ↑ *Liberté*, Alger, 17 mai 1945.

[96] ↑ Le journal est long à réagir : Abbas est en prison depuis le 8 mai ! Il y restera jusqu'à la loi d'amnistie de mars 1946.

[97] ↑ Chérif Saadane, médecin à Biskra, était dès l'avant-guerre un leader nationaliste très connu.

[98] ↑ Nous avons respecté le langage parlé, tel qu'il figure dans le tapuscrit.

[99] ↑ André Marty fait-il allusion à la grande révolte de 1871 dirigée par Mokrani, durement réprimée ? Ou, plus gallocentriste, à la Commune de Paris ?

[100] ↑ Augustin Berque (1884-1946) était le directeur des « Affaires indigènes » en Algérie. Le paradoxe est que cet administrateur colonial, plutôt dans la tradition libérale et « indigénophile », était alors la véritable bête noire des communistes.

[101] ↑ Lorsqu'il préparait une thèse sur l'Indochine, il y a bien longtemps, l'auteur a longuement pu rencontrer Charles Tillon (La Bouexière, Ille-et-Vilaine, 13 avril 1978). Cependant, il avait été entendu avec ce grand témoin que l'entretien ne porterait que sur l'Indochine. Le drame du Constantinois du printemps 1945 ne fut donc pas été évoqué.

[102] ↑ M'hamed YOUSFI, *Le Complot (Algérie, 1950-1954)*, ENAL, Alger, 1986.

[103] ↑ Charles TILLON, *On chantait rouge*, Robert Laffont, Paris, 1977.

[104] ↑ « Pierre Kaldor, dernier témoin d'un épisode peu connu », entretien avec Nadjia Bouzeghrane, Paris, 18 mars 2005 (*El Watan*, Alger, supplément spécial, 8 mai 2005).

[105] ↑ Ce texte est souvent cité sans référence précise. Nous nous sommes reportés à l'original : « Un grand soldat répond aux calomniateurs de Charles Tillon », *Liberté*, Alger, 30 mai 1946.

[106] ↑ À ce moment, le général Alphonse Juin (1888-1967).

[107] ↑ Jean-Charles JAUFFRET (dir.), *La Guerre d'Algérie par les documents*, tome 1, *L'Avertissement, 1943-1946*, Service historique de l'Armée de terre, Vincennes, 1990.

[108] ↑ « Un an de gestion communiste de l'Air », Note de l'état-major de l'Armée de l'air, Service historique de l'Armée de l'air (cité par Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La République et soin armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques, 1945-1960*, Les Indes savantes, Paris, 2005).

[109] ↑ Le mot utilisé fut sans doute « ministre ».

[110] ↑ Il s'agit probablement de la DGER (Direction générale des études et recherches), alors de création récente. En fait, les services secrets.

[111] ↑ Voir Pierre DAIX, *Tout mon temps. Mémoires*, Fayard, Paris, 2001.

[112] ↑ Titre de son second ouvrage autobiographique (Seuil, Paris, 1989).

[113] ↑ Pierre DURAND, *Cette mystérieuse Section coloniale. Le PCF et les colonies, 1920-1962*, Messidor, Paris, 1986.

[114] ↑ On ne retrouve pas trace dans les archives de ce voyage de Léon Feix. Il est probable que l'auteur a confondu avec la mission Touchard-Musmeaux-Demusois, citée *supra.*

[115] ↑ Gaston DONNAT, *Afin que nul n'oublie. Itinéraire d'un anticolonialiste. Algérie-Cameroun-Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1986.

[116] ↑ *Ibid.*

[117] ↑ Sur l'histoire de l'UDMA, créée en mai 1946, voir l'ouvrage de référence de Malika RAHAL, *L'UDMA et les udmistes. Contribution à l'histoire du nationalisme algérien*, Barzakh, Alger, 2018.

[118] ↑ Gilbert MEYNIER, « Critique de l'ouvrage de Mémoires d'Henri Alleg (2005) », *Confluences Méditerranée*, n° 62, mars 2007.

6. Vers une reprise des combats nationaux (automne 1945-1954)

Si l'on ne raisonne qu'en termes électoraux, les lendemains de la Libération sont en Algérie chargés d'espoir pour les communistes. Les premières élections municipales permettent de mesurer l'audience du jeune PCA… au sein de la population européenne qui, à peu près seule, vote. Les listes dites de la « France combattante », présentées ou soutenues par les communistes, l'emportent ou réalisent des scores impressionnants, inimaginables avant guerre, à Alger (élection du général Tubert), Oran, Orléansville, Sidi Bel Abbès, Tiaret, Rélizane, Blida, Bougie, etc. Mais c'est là un épiphénomène.

La grande question reste celle de la population musulmane. Après la tempête dévastatrice du printemps 1945, les communistes des deux côtés de la Méditerranée sont confrontés à un choix stratégique : soit persister dans la voie de la dénonciation du mouvement national et apparaître aux yeux des masses algériennes comme des agents ou, pour le moins, des alliés de la répression coloniale ; soit modifier l'analyse et ainsi tenter de se réinsérer progressivement dans la vie politique de la colonie. C'est alors une question de survie pour l'idée communiste en Algérie.

La campagne pour l'amnistie des emprisonnés algériens de 1945-1946

Une première occasion pour avancer une analyse débarrassée des scories complotistes se présente lorsque l'Assemblée nationale consultative examine les responsabilités du drame. Le 10 juillet 1945, dans le discours déjà cité devant l'Assemblée consultative, José Aboulker fait un récit rigoureux, probablement fondé sur le rapport Rouzé du 12 juin. Il insiste particulièrement sur les premiers instants (le coup de feu français de Sétif). Contredit par le ministre de l'Intérieur, Aboulker est bruyamment appuyé par André Marty.

Mais il faut pousser plus loin la réflexion, car l'avertissement a été rude. Les responsables du PCA ont suffisamment de sens politique pour comprendre que le divorce avec l'opinion de la masse musulmane est entamé.

Il faudra pourtant attendre les derniers mois de 1945 et l'année 1946 pour que la thèse des responsabilités partagées soit publiquement abandonnée et pour que le PCA décide d'engager une campagne pour la libération et l'amnistie de tous les emprisonnés algériens lors de la terrible répression de mai-juin, dont plusieurs ont déjà été condamnés à mort. Le Secours populaire algérien commence fin septembre cette campagne, « Halte à la répression en Algérie » : « Les arrestations sont poursuivies à une cadence telle que cela fait frémir les jeunes

ou les vieux musulmans à la seule vue d'un Européen [1]. » Le 3 octobre 1945, tous les élus communistes d'Algérie écrivent en ce sens au gouverneur général et au ministre de l'Intérieur [2]. Le bureau politique du PCA, dans sa réunion du 24 octobre, persiste et demande une « élémentaire mesure de justice et d'équité, la libération immédiate des internés politiques musulmans [3] ». Une partie de la campagne pour élire des députés à la Constituante, le 21 octobre 1945, se fait sur ce thème. C'est sans doute ce début de redressement de sa ligne politique qui lui vaut un relatif succès : 135 357 voix, deux élus. Mais ce résultat est surtout dû à l'absence des candidats nationalistes, dont beaucoup (Messali et même Ferhat Abbas) sont encore en prison. La suite le démontrera.

En novembre est fondé un Comité d'initiative pour l'amnistie [4]. Le PCA en est ouvertement à l'origine : Roger Rouzeau, membre du BP, en est le président, Larbi Bouhali le secrétaire [5] – chacun sait alors que ce dernier est moins antinationaliste qu'Ouzegane, signe d'apaisement envoyé aux amis de Messali. Ce comité remporte immédiatement un grand succès : fin 1945, ses groupes locaux comptent 100 000 adhérents, pour la plupart musulmans [6]. Pour la première fois depuis des années, deux communistes, Rachid Dalibey et Younès Kouch, participent à une délégation commune, avec l'UDMA (Ahmed Boumendjel) et le PPA (Ahmed Boudah) auprès du gouverneur général, afin de demander la grâce de condamnés à mort [7]. En novembre, les élus du PCA à la Constituante (même Ouzegane) interviennent dans le même sens [8]. La presse communiste de métropole dénonce désormais ouvertement la répression : « En Algérie,

condamnations à mort et exécutions sommaires [9] » ; « En Algérie, 4 000 exécutions en mai dans la région de Guelma. Il faut châtier les coupables et amnistier les musulmans prisonniers [10] ! »

Fin février 1946, Pierre Fayet, de nouveau, puis Mohamed Chaouadria et Camille Larribère s'expriment dans le même sens à la tribune de l'Assemblée constituante. Le PCA prend l'initiative de publier leurs discours en brochure, ce qui est le signe d'une volonté de porter ces paroles dans la population [11]. Messali, peu de temps auparavant insulté, redevient alors un « patriote » dont on réclame la libération : « Libération immédiate et inconditionnelle de Messali », exige *L'Humanité* le 6 janvier 1946 ; « Inquiétude en Algérie. Dans quel but retarde-t-on le retour de Messali Hadj ? », titre le quotidien le 28 juillet. Enfin, la libération de Messali et de Ferhat Abbas obtenue, on passe à une autre exigence : « Messali Hadj, président du PPA, est enfin libéré. Il faut légaliser son parti » (2 août). Le 23 août, devant l'Assemblée constituante, le député communiste Antoine Demusois formule la même demande. En septembre a lieu à la Mutualité, à Paris, un meeting du Secours populaire en l'honneur de ce même Messali et en sa présence. Francis Jourdain y représente le PCF et lit un message d'André Marty, saluant le « camarade Hadj Messali » – celui-là même qu'il avait qualifié de « fripouille » seize mois plus tôt. Côté algérien, outre Messali, Ferhat Abbas (UDMA) et Rachid Dalibey (PCA) prennent la parole. Une photo, assez rare, montre Messali entre Alice Sportisse et Francis Jourdain [12]. L'hebdomadaire du PCA en fait sa une : « À Paris, 8 000 Français et Nord-Africains

demandent le retour inconditionnel en Algérie de Messali et la légalité pour le PPA », puis commente : « La participation à la manifestation de Rachid Dalibey, Messali Hadj et Ferhat Abbas démontre la possibilité de constituer immédiatement le Front national en Algérie [13] . »

En mars 1946 a lieu, au foyer civique d'Alger, le IIIe congrès du PCA. Comme lors des précédents, c'est un dirigeant du PCF, toujours André Marty, qui mène de fait les débats [14] . Amar Ouzegane est reconduit au poste de secrétaire général [15] . Un appel est lancé : si les « fascistes hitlériens et italiens » et les « vichystes » sont dénoncés comme il était habituel alors, la charge antinationaliste est abandonnée. Au contraire, l'une des principales exigences est l'« amnistie des condamnés politiques musulmans », des « centaines d'hommes honnêtes [16] ». Et le nouveau comité central issu de ce congrès, réuni en juillet, procède à une véritable autocritique : « La question nationale domine toute la vie algérienne », est-il affirmé d'emblée. Or le PCA a « reculé sur sa propre ligne en estompant sa position nationale » et il est apparu « comme un parti non algérien [17] ». Formule particulièrement grave. Le nouveau programme du PCA est donc bien plus « national algérien » que lors de la période précédente : il est à présent demandé l'élection d'une Assemblée et d'un gouvernement algériens, acceptant cependant un représentant de la France pour les affaires extérieures et les affaires militaires, « les forces armées stationnant en Algérie devant être composées d'Algériens ».

Une formule, appelée à être souvent répétée ensuite, apparaît en juillet 1946 : « République démocratique algérienne, ayant sa Constitution, son Parlement, son gouvernement, […] unie par des liens fédératifs librement consentis au peuple de France et aux autres peuples fédérés dans l'Union française [18]. » Clin d'œil appuyé à la situation vietnamienne : quelques mois plus tôt, le 6 mars, Ho Chi Minh et le délégué français Jean Sainteny avaient signé un accord exactement dans les mêmes termes. Façon de dire que l'Algérie, comme le Viêt-Nam, n'était pas française mais bel et bien un territoire colonisé. « En vérité, le problème de l'Algérie se place dans le cadre du problème colonial », dit d'ailleurs sans détour en août 1946 la députée PCA d'Oran Alice Sportisse (1909-1996) à la tribune de l'Assemblée constituante, qui poursuit : « L'Algérie doit être considérée comme un pays différent de la France, ayant son caractère propre. […] Ce pays doit avoir une vie nationale propre. C'est là la vérité historique vers laquelle il s'achemine, qu'on le veuille ou non. […] Nous pensons que rien ne sert de tergiverser ou de ruser avec les aspirations légitimes à la vie nationale des masses algériennes. Soyez bien persuadés qu'elles savent ce qu'elles veulent, et pas plus la politique de force brutale que celle de l'autruche ne les détourneront de leur objectif [19]. » Incontestable prise de distance avec le schéma thorézien de 1939 : si un pays « doit avoir une vie nationale propre », c'est bien qu'il a déjà réuni les éléments pour y parvenir. D'ailleurs, la formule « en formation » ne figure à aucun moment dans le discours d'Alice Sportisse. Le même

jour, à la même tribune, le député Antoine Demusois, lui, cite deux fois Thorez [20]. Mais il s'exprime au nom du PCF…

Le congrès suivant du PCA, le IVe, a lieu à Alger (à Maison Carrée) du 17 au 19 avril 1947. Le document soumis aux congressistes monte d'un cran dans l'autocritique : durant toute une période, explique-t-il, le PCA avait suivi une « politique sectaire, hésitante » qui l'avait placé « en dehors du mouvement national » et condamné « à continuer à végéter avec les seuls éléments d'origine européenne » ; nous avons dû rectifier et adopter une « politique hardie et profondément unitaire qui nous permettrait de nous intégrer dans le mouvement national [21] ». Nul doute que ces paroles durent plaire au « délégué de Biskra, d'origine européenne, parlant le français et l'arabe » cité par le journaliste de *L'Humanité* [22] : on aura reconnu Maurice Laban. Cette nouvelle inflexion signifiait *ipso facto* un changement de direction. Dès la première séance, les observateurs attentifs savaient que les jeux étaient faits : c'est Larbi Bouhali, la « bête noire rivale » d'Ouzegane [23], qui présenta le rapport politique. Il sera élu secrétaire général. Amar Ouzegane qui, certes, portait une responsabilité dans la surenchère antinationaliste – mais il était loin d'être le seul, on l'a vu –, fut rétrogradé. Son sort avait été scellé par l'hostilité croissante de son ancien mentor, André Marty – lequel sera lui-même exclu du PCF, avec les mêmes arguments, quatre années plus tard. Ouzegane resta un temps membre du secrétariat. Mais, de fait, dès 1947, il n'eut plus d'activité militante. Selon un schéma fréquent dans les sphères du communisme, la descente fut ensuite vertigineuse. Jusqu'à

l'exclusion en janvier 1948. Celui qui avait occupé durant deux décennies dans la vie du parti une grande place, dont la première, n'eut droit qu'à un sec communiqué, en page 3 de l'hebdomadaire *Liberté*, avec, comme argument principal : « Il a été, de 1943 à juillet 1946, le principal responsable d'une politique qui a gêné considérablement le rassemblement de tous les mouvements nationaux progressistes d'Algérie contre le colonialisme », assorti de la formule classique : « Le parti [...] se renforce lorsqu'il se débarrasse des éléments de désagrégation introduits en son sein [24]. »

Dans son livre autobiographique paru en 1962, alors qu'il était devenu un cadre du FLN, Ouzegane donnera comme explication de son exclusion un motif exactement inverse, à savoir son prétendu refus de la ligne antinationaliste du PCA [25]. Version aussi peu crédible et aussi excessive que celle qui avait présidé à son exclusion. Sadek Hadjerès, qui l'avait naguère entendu lors de ses meetings, souligne le « ton personnel, par moment hargneux » de l'orateur, son « aversion » pour le PPA. « Mais, conclut-il, à moins qu'Ouzegane ait été un comédien exceptionnel », il livrait là sa pensée réelle [26].

1947 : « Statut ou *statu quo* ? »

Durant la Seconde Guerre mondiale, la France libre – réalisme ou volonté sincère de transformation ? – avait promis de modifier le statut des « indigènes » d'Algérie. Le discours gaulliste de Constantine du 12 décembre 1943 ouvrit une première porte [27]. Puis, ce fut l'ordonnance du 7 mars 1944, qui entérinait le principe de l'accès à la citoyenneté des « élites musulmanes », bien au-delà de la timidité du projet (avorté, on l'a vu) Blum-Viollette. Mais, cette fois, les Européens, qui avaient été pétainistes dans leur masse, n'eurent guère l'occasion de protester. À la sortie du provisoire, la question d'un statut global pour l'Algérie se posa [28]. Question au demeurant paradoxale : l'Algérie n'était-elle pas la France ? Aurait-on imaginé une discussion, longue et passionnée, sur le statut de l'Auvergne ou de la Provence ? Aux deux extrémités de l'échiquier franco-algérien, la discussion même d'un statut nouveau était jugée inutile. La réaction coloniale voulait maintenir le *statu quo.* De Gaulle, fondateur en avril 1947 du Rassemblement du peuple français (RPF), affirma le 18 août : « La France, quoi qu'il arrive, n'abandonnera pas l'Algérie » et dénonça les « séparatistes » et les « illusionnistes [29] ». À l'opposé, les nationalistes du PPA-MTLD [30] repoussaient tout habillage, prétendument nouveau et moderne, de la « situation coloniale ».

Trois projets furent finalement présentés : celui du PCA, soutenu sans investissement excessif par le PCF, celui des partisans de Ferhat Abbas (UDMA), demandant une République algérienne autonome, accédant au statut d'État associé [31], celui de la SFIO, présenté le 6 février 1947 par Maurice Rabier, Européen d'Algérie, député d'Oran, teinté d'esprit intégrationniste (l'Algérie, « collectivité territoriale de la France métropolitaine »), mais qui comportait des avancées, notamment la suppression du Gouvernement général, une plus grande accessibilité des musulmans au premier collège et l'étude de la langue arabe. Mais l'éviction des communistes du gouvernement (mai) et le début de leur isolement politique laissaient les socialistes dans un tête-à-tête avec le MRP et les radicaux, hostiles à toute évolution en profondeur. Or la SFIO, malgré sa faible représentativité électorale, occupait de solides postes dans l'État, la présidence de la République avec Vincent Auriol, la présidence du Conseil avec Paul Ramadier, le ministère de l'Intérieur, occupé par Édouard Depreux [32]. Dès lors, un bras de fer s'engagea entre Rabier, qui voulait maintenir tel quel son projet, et les ministres SFIO, qui souhaitaient un compromis avec la droite. Le congrès SFIO de Lyon (14-17 août) se tint au beau milieu de la discussion parlementaire. Mandat fut donné aux élus et aux ministres socialistes de faire triompher le projet Rabier. Le paradoxe est que le plus actif dans ce combat fut Guy Mollet (1905-1975), tout nouveau secrétaire général, considéré alors comme le leader de l'aile gauche. Il n'empêche : les ministres s'empressèrent… de ne pas appliquer la motion. À la grande fureur de Rabier, qui

démissionna, et des élus musulmans UDMA, qui quittèrent l'Assemblée. Ce sera donc finalement un quatrième texte, défendu essentiellement par les socialistes gouvernementaux et leurs alliés, qui s'imposera – on y reviendra.

Comment allaient se situer les communistes algériens ? Le projet adopté par le PCA est rendu public en mars 1947 [33]. Il commence par affirmer que « l'Algérie n'a de départements que le nom ». Il convient donc de sortir de l'hypocrisie et de lui octroyer un statut, fondé sur l'existence d'une « Assemblée algérienne, élue par le suffrage universel, celle-ci choisissant un gouvernement algérien, qui prendra en main l'administration et la gestion des affaires intérieures du pays », l'Algérie devenant un « territoire associé » au sein de l'Union française (projet politique de transformation/maintien de l'empire colonial mis en place par les responsables de la IVe République en 1946). Opposé dans un premier temps à toute idée de séparation en deux collèges, le PCA avait fini par en accepter le principe, afin de déjouer les manœuvres des « ennemis communs de l'Algérie populaire », qui voulaient former un « bloc européen » contre le « péril arabe » et le « fanatisme islamique » (Amar Ouzegane, mars 1946) [34]. Argument, on en conviendra, opportuniste. En tout cas, le texte communiste de 1947 accepte « à titre provisoire » les deux collèges. Notre parti a été « opposé à la politique du tout au rien », plaidera plus tard la direction [35]. Projet que l'on peut qualifier de centriste, à mi-distance entre le maintien du *statu quo* colonial et une grande autonomie [36]. Les cinq élus du PCA, Cherif Djemad, Mohamed Mokhtari, Alice Sportisse et Pierre Fayet à l'Assemblée, et le

général Tubert, apparenté, au Conseil de la République, furent chargés de défendre ces options.

Lors des débats, ils dénoncèrent les tergiversations socialistes : « Nous condamnons le projet gouvernemental parce qu'il maintient l'Algérie dans cette dangereuse équivoque qui en a fait, en réalité, une colonie, tout en essayant de faire croire qu'elle est province française » (Alice Sportisse, 19 août) ; « Les députés communistes algériens ne peuvent pas voter un statut qui déçoit aussi gravement les espoirs que les populations algériennes avaient placés dans les travaux de cette Assemblée » (Abderrahmane Djemad, 27 août). À ce moment, les communistes français sont au diapason : « Nous approuvons entièrement les propositions faites par nos camarades communistes algériens », dit devant la même Assemblée André Marty. La base de discussion ne peut être que l'ensemble des propositions de la commission Rabier, « étant bien entendu qu'elles doivent être considérablement améliorées et amendées » (20 août 1947). Dans *L'Humanité*, Pierre Darzeu, qui signe alors tous les articles sur cette question, dénonce les reculs (« Osera-t-on supprimer les droits acquis des anciens combattants musulmans [37] ? », allusion au projet de regrouper tous les musulmans dans le second collège), le conservatisme du gouvernement (« Le projet Ramadier-Depreux maintient l'Algérie sous le régime des décrets [38] »), accuse les « fossoyeurs de l'Union française » et les « seigneurs de la colonisation [39] ». Le vote négatif se profilait.

Mais un changement d'attitude de la direction du PCF se produit immédiatement après. Il faut ici observer de près la chronologie. Le débat commence alors que le PCF a des représentants au gouvernement, dont Maurice Thorez, et s'achève après leur éviction. Bien que contemporaine de celle de leurs camarades belges (mars) et italiens (fin mai), cette mise à l'écart ne fut pas perçue pour ce qu'elle était : un point de non-retour dans la mise en place de la logique de guerre froide. De ce fait, durant plusieurs mois, le PCF se voudra responsable, toujours « parti de gouvernement ». Sur les questions ultramarines, il porta certes de fortes critiques sur la guerre qui commençait en Indochine et la répression à Madagascar, mais ne considéra pas qu'il s'agissait là de causes majeures de rupture. La même logique présida à son comportement sur le statut algérien. Ce n'est qu'avec la fondation du Kominform à l'initiative de Moscou, fin septembre, que le grand tournant vers la dénonciation anticolonialiste fit son retour.

Durant toute la période des débats, il avait été décidé entre le PCF et le PCA qu'Amar Ouzegane viendrait en France pour assurer la mise en cohérence des deux argumentaires. Son témoignage est précieux [40]. Il affirma plus tard que, pendant longtemps, l'accord des deux partis semblait acquis pour un vote négatif. Mais, « la veille du vote sur le statut », soit le 26 août, il revint à ses oreilles que le PCF s'apprêtait à voter en faveur du projet. Surprise, inquiétude, mécontentement. Une réunion d'urgence entre communistes français (Jacques Duclos, André Marty, Georges Marrane, Fernand Grenier, Henry Lozeray et Raymond Barbé) et algériens (les quatre députés,

plus Amar Ouzegane et Camille Larribère) fut organisée dans la précipitation. Les délégués constatant leurs divergences, Jacques Duclos proposa à chaque parti de faire un pas : « S'il nous était possible de nous mettre d'accord en décidant un vote commun d'abstention, la question serait réglée. » Il se passe alors un événement qui constitue une première dans les relations PCF-PCA : les délégués algériens, probablement furieux, s'en tiennent à leur position originelle – ce qu'ils exprimeront après le vote par ce titre du quotidien *Alger républicain* : « Statut ou *statu quo* [41] ? » Les députés communistes français opteront donc seuls pour l'abstention.

Le lendemain, 27 août, Jacques Duclos, principal orateur communiste français, défend cette position : « Nous ne pouvons, pour plusieurs raisons, voter le projet qui nous est soumis. [...] Je vous le dis franchement : j'aurais voulu pouvoir, au nom du groupe communiste, déclarer que nous allions voter le statut. Cela aurait signifié que ce statut était d'inspiration vraiment démocratique. » Mais le maintien du principe du double collège était « une barrière qui va heurter la conscience des populations algériennes, et c'est là une raison suffisante pour ne pas voter votre projet ». Duclos nuançait pourtant son hostilité dans la seconde partie de son intervention, avec un argument classique : les colonialistes, encore puissants au sein même de la représentation nationale, se sont dressés contre ce statut, trop libéral à leurs yeux ; nous, au contraire, « estimons qu'il ne va pas assez loin ». Cette crainte de voir les voix communistes mêlées à celles de la réaction apparaît comme la seule cause du choix final du PCF. Duclos ajoutait, au détour

d’une phrase : « Certains de nos collègues ont dit qu’ils voteraient contre le projet. » Qui étaient donc ces « collègues » ? Outre le vote négatif déjà signalé des députés communistes algériens, Félix Houphouët-Boigny, au nom du Rassemblement démocratique africain, dont le groupe était pourtant apparenté à celui du PC, venait d’annoncer le même choix. Ainsi, la totalité des élus représentatifs des populations colonisées exprimèrent leur hostilité à ce texte, soit en votant contre (PCA, RDA), soit en refusant de participer au vote (UDMA, MTLD). Unanimité apparemment insuffisante pour modifier l’attitude des députés communistes français. Duclos concluait donc : « Nous allons, nous, nous abstenir, en regrettant, je le répète, que le texte qui nous est soumis ne soit pas de nature à emporter notre adhésion. Nous souhaitons que la France, demain, n’ait pas à regretter trop amèrement les erreurs et les insuffisances du projet que vous aller voter. » C’était là la dernière phrase de son discours.

Ce 27 août, le statut fut donc finalement adopté par trois cent vingt voix (« modérés », radicaux, MRP, SFIO) contre quatre-vingt-huit (députés réactionnaires du premier collège et députés PCA et RDA, pour des raisons évidemment opposées) et cent quatre-vingt-six abstentions (essentiellement élus PCF) [42]. L’Algérie devenait un « groupe de départements dotés de la personnalité civile, de l’autonomie financière et d’une organisation particulière », toujours dirigé par un gouverneur général (même la mince satisfaction de voir disparaître ce titre fut refusée aux députés musulmans) nommé par Paris, géré par une Assemblée algérienne élue par deux collèges à parts égales,

le premier regroupant les Français non musulmans et quelques dizaines de milliers de musulmans « évolués » – représentant moins d'un million de personnes – et le second tous les autres, soit environ 8 millions. Une clause perverse, subreptice (pas pour tout le monde), déléguait à la future Assemblée algérienne des compétences législatives que n'avait aucune autre collectivité territoriale. De plus, le statut prévoyait qu'une majorité des deux tiers était nécessaire pour l'adoption de toute mesure d'importance. Le système colonial n'aimait pas les risques… Dans les conseils municipaux, c'était pire : le premier collège avait droit à trois cinquièmes des sièges. Les autres mesures étaient destinées à amortir le choc de ce statut décevant pour la population largement majoritaire de l'Algérie : une vague promesse de donner le droit de vote aux femmes musulmanes (subordonnée à une « décision de l'Assemblée algérienne » future [43] … laquelle n'aborda jamais ce « détail »), un octroi « généreux » de l'appellation « Français musulmans » à la place du sinistre « indigènes », la suppression des communes mixtes, l'indépendance du culte musulman à l'égard de l'État, l'organisation de l'apprentissage de la langue arabe – considérer cette clause comme un acquis après cent dix-sept ans de présence française en disait long sur la nature de la colonisation –, etc.

On imagine qu'il fallut une certaine souplesse de plume au journaliste de *L'Humanité*, Pierre Darzeu, qui couvrait depuis le début ce débat parlementaire – et, on l'a vu, portait la critique pratiquement à chaque article – pour expliquer cette abstention finale des députés PCF. Le journal titra d'ailleurs sur le refus :

« Jacques Duclos explique pour quels motifs les communistes refusent de voter le projet. » Le projet adopté, écrivait Darzeu, était condamnable. Mais, ajoutait-il, « tel qu'il est cependant, il a un mérite : celui d'exister et ainsi ouvrir un sillon qu'il faudra bien tracer jusqu'au bout. Cette existence même est une première brèche dans les privilèges des seigneurs algériens de la terre et de la mine [44] ». Une semaine plus tard, le même, croyant peut-être éclaircir les idées de ses lecteurs, ajoutait en fait à la confusion : « Le statut qu'a fait adopter le gouvernement est un statut colonialiste », mais les réactionnaires ne voulaient même pas une simple modification de la situation. Utilisons, concluait-il, la future Assemblée algérienne comme une tribune. Ainsi, le statut pourrait être « une porte ouverte sur l'avenir [45] ». Raisonnement confirmé par la voix plus prestigieuses de Léon Feix : ce texte « ne s'inspire réellement ni des aspirations démocratiques de l'Algérie ni de l'intérêt général français, [mais] il n'en constitue pas moins un point de départ, un outil qu'Algériens et Français unis sauront utiliser pour marcher hardiment dans la voie démocratique et construire l'Union française [46] ». Un « statut colonialiste », contraire aux « aspirations démocratiques de l'Algérie » et à l'« intérêt général français », ouvrant « une porte sur l'avenir » ? La dialectique était plutôt approximative. Quoi qu'il en soit, cette « porte », si tant est qu'elle ait été entrouverte, fut vite claquée au nez de ceux qui, envers et contre tout, pensaient le système réformable. Car la période qui suivit immédiatement fut le règne d'un gouverneur « à l'ancienne », le socialiste Marcel-Edmond Naegelen (1892-1978).

1948 : face aux « élections à la Naegelen »

Le système colonial ne s'est pas contenté de priver, de fait, les Algériens de droits politiques durant cent trente-deux ans. Il y a ajouté une certaine dose d'hypocrisie – certains diront de cynisme. Dans l'histoire de l'Algérie, le nom de Naegelen restera ainsi associé à un vaste système de tricherie dans les élections, système qui tenta à peine de se masquer : « Nous avons quelquefois fait voter parce que nous ne voulions pas que d'autres fassent voter en sens contraire », reconnaîtra le principal initiateur du mécanisme devant le groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée nationale, le 6 juillet 1949 [47] .

Lorsqu'il est nommé gouverneur général le 11 février 1948, Naegelen, député du Haut-Rhin, membre du comité directeur de la SFIO, ne connaît rien à l'Algérie, à l'exception d'un court voyage en 1946. C'est justement pour cela qu'il a été nommé, plaident ses défenseurs : il sera ainsi imperméable à toutes les influences. Devant ses camarades du comité directeur, Naegelen déclare : « Je vous demande d'être patients et de me faire confiance. […] Je vous assure que je resterai fidèle à mes idées et au socialisme [48] . » Promesse imprudente. Le nouveau gouverneur arrive à Alger le 25 février. Il a donc précisément six semaines pour organiser les premières élections prévues par le statut de 1947, qui doivent se dérouler les 4 et 11 avril.

« Organiser », le mot est bien choisi : il s'agit en fait de tout mettre en œuvre pour barrer la route aux nationalistes du PPA-MTLD et secondairement à l'UDMA et au PCA. En fait, même s'il n'a pas le temps d'entrer dans les détails, Naegelen couvre d'emblée de son autorité des pratiques arbitraires. Avant les élections, l'administration procède à l'arrestation de près de quatre cents militants nationalistes, dont plus de la moitié des candidats (trente-trois sur cinquante-neuf). Malgré tout, ce premier tour voit une victoire du MTLD. Alors, l'administration monte d'un échelon dans le cynisme. Entre les deux tours, les suffrages nationalistes s'effondrent inexplicablement, entraînant l'élection de quarante-deux candidats dits « indépendants », que l'opinion commune appelait les « béni-oui-oui », le MTLD n'ayant que neuf élus [49] et l'UDMA huit, dont Ferhat Abbas. Quant au premier collège, il assure un triomphe aux gaullistes (trente-huit élus sur soixante). Ces indécents trucages marqueront tout son mandat, donnant naissance à l'expression passée à la postérité, « élections à la Naegelen [50] ».

Le 15 mars 1951, il démissionne. En fait, il choisit la facilité. En France, des élections législatives étaient programmées pour juin. Venant du Haut-Rhin, où la SFIO était en état de faiblesse, il se présente… dans les Basses-Alpes, où le siège était acquis. Il sera ensuite continûment un partisan acharné de l'« Algérie française », au point que les organisateurs du putsch militaire d'Alger d'avril 1961 penseront à lui pour remplacer le Général à la présidence de la République.

Mais cette expression « élections à la Naegelen » peut induire en erreur. Elle pourrait laisser penser qu'un gouverneur particulièrement machiavélique aurait seul conçu, puis appliqué cette tricherie. En fait, elle le précéda et se poursuivit. Son successeur, Roger Léonard, voudra faire ses preuves : les législatives de 1951 seront même un apogée, une sorte de chef-d'œuvre de la fraude. Tout le monde, en Algérie, le savait : « Le truquage des élections du second collège est la fable de l'Algérie », écrira l'envoyé spécial du *Monde*, Pierre Frédérix [51]. Il en sera ainsi jusqu'aux ultimes mois de la « paix française » en Algérie.

Les communistes, à la fois spectateurs et victimes de ces pratiques frauduleuses, les dénoncèrent à longueur de colonnes. *L'Humanité* du 10 août 1951 se fait l'écho d'une interpellation du député Fernand Grenier, la veille à l'Assemblée. Après avoir cité un certain nombre de villages où le nombre des suffrages exprimés et des voix obtenues par les candidats officiels est égal, voire supérieur, au nombre des votants, il déclare : « À qui fera-t-on croire que parmi ces fellahs et ces ouvriers agricoles qui souffrent durement de la surexploitation des colonialistes français, les 5 123 suffrages exprimés dans un douar sont 5 123 suffrages pour les candidats de l'administration ? Pas un seul qui n'aurait exprimé un vote de protestation ? Pas un seul n'aurait eu la fierté et le courage de voter pour que ça change ? Si l'on admet que ces chiffres sont vrais, on fait du même coup injure à ces hommes qui, pour être misérables, n'en ont pas moins leur sentiment national et leurs aspirations à la liberté et au bonheur [52]. » Grenier

dénonce également les arrestations de militants MTLD, y compris des scrutateurs dûment mandatés. Pour conclure : « Il ne sera pas dit, dans le présent comme pour l'avenir, qu'il ne se sera pas trouvé un parti français pour élever une solennelle protestation contre le vol de ses élus dont vient à nouveau d'être victime le peuple algérien. Le PCF joint sa protestation indignée à celle du peuple algérien. Vous avez tellement peur d'entendre ici la voix authentique des Algériens que vous ne pouvez plus admettre la présence ici même d'un seul représentant des partis ou organisations patriotiques d'Algérie. Mais l'oppression aboutit tôt ou tard à sonner le réveil et à rassembler les opprimés. » Il demande enfin, sans grand espoir, l'annulation de ces élections.

Si, en France, le truquage des élections était une nouvelle parmi tant d'autres, suscitant des commentaires partiels, assez vite oubliés, il en allait autrement en Algérie : après les massacres du printemps 1945 et l'inégalité érigée en principe du statut de 1947, la tricherie éhontée ajoutait une nouvelle page à l'histoire des scandales coloniaux. Les autorités auraient voulu radicaliser toute la société musulmane qu'elles ne s'y seraient pas prises autrement. « La République française a donc triché », disait alors Me Ahmed Boumendjel (1908-1982). Tirant les conclusions de cette duperie, il écrivait des phrases prémonitoires : « Pour l'heure, nous nous acheminons insensiblement, en Algérie, vers un climat de guerre civile. [...] Un choix dicté par le désespoir ne peut être inévitablement qu'un choix contre la France [53]. » Ce n'étaient pas là que des mots : au même moment, l'Organisation spéciale du PPA

clandestin lançait les bases de la lutte armée. L'Histoire avance souvent masquée. Comme l'écrivit malicieusement Jean Sénac dans son (unique) roman : « Celui qui a donné l'indépendance à l'Algérie, c'est Naegelen [54]. »

Le PCA lors des dernières années avant la guerre

Que font les communistes d'Algérie au cours de ces années de maturation de la lutte ? Ils confirment le mouvement esquissé : la question nationale est redevenue l'axe de leurs réflexions, de leur stratégie. Le 2 octobre 1948, désormais vainqueur du duel avec Amar Ouzegane à qui il a succédé, on l'a vu, comme secrétaire général en avril 1947, Larbi Bouhali présente devant le CC du PCA un rapport dont le titre même est un programme : « L'avenir de l'Algérie se décidera avant tout par la lutte de notre peuple sur le sol national [55]. » Cet avenir « ne se décidera ni au Caire ni à Washington », évidente référence aux liaisons et aux espérances du PPA. Mais, Bouhali le laisse clairement entendre, pas non plus à Paris : « Nous risquons d'entretenir l'illusion qu'un gouvernement d'union démocratique en France pourra résoudre seul tous les problèmes qui se posent devant nous et par conséquent démobiliser les masses algériennes », formule autocritique inimaginable quelques années plus tôt. Il faut donc, bien plus

qu'avant, apparaître comme un parti national. Or, poursuit le rapporteur, nous avons jusqu'ici pratiqué une « sous-estimation du mouvement national, qui découle elle-même de l'insuffisance de liaison avec les masses. Nos cadres ne sont pas suffisamment liés aux masses et plus particulièrement aux masses musulmanes, à l'atelier, au bureau, dans les cafés, sur les marchés, dans les douars ». C'est donc un nouvel appel à une réorientation que lance la direction du PCA. Et, pour parvenir à ses fins, elle constate qu'elle doit « d'abord convaincre tout le parti » : les communistes « qui ont tendance à oublier le mouvement national seront hors de course : aussi longtemps que nous sous-estimerons sa puissance, nous commettrons des erreurs et par conséquent nous piétinerons ». On peut voir là une critique feutrée de certains cadres européens du parti.

Développant cette logique, le CC du PCA, réuni les 11 et 12 novembre 1950 à Alger, invite ses militants à prononcer à nouveau le mot décisif d'« indépendance ». L'objectif du parti est désormais la constitution d'un « Front anti-impérialiste pour l'indépendance nationale et la paix [56] ». Bouhali commente : « L'immense majorité, la quasi-totalité de notre peuple aspire à une véritable libération nationale, que notre parti a conscience d'exprimer sous la formule de réelle indépendance », mais assortie du maintien de « liens fédératifs » avec la France comparables à ceux des républiques soviétiques d'Asie avec la Russie au sein de l'URSS [57]. À l'Assemblée nationale, les orateurs du PCA défendent désormais à chaque occasion, au milieu d'incessantes interruptions, la thématique de la libération nationale, tout en l'assortissant, là aussi, de

l'association avec la lutte du peuple de France : « Oui, l'heure de notre libération nationale est proche. Nous avons une claire vision de cette perspective, parce que notre lutte est appuyée sur celle du peuple de France, qui vous obligera, que vous le vouliez ou non, à céder la place à un gouvernement qui sera l'expression fidèle de sa volonté » (Alice Sportisse, 15 mars 1950).

De ce fait, les relations avec les autres forces nationales sont assainies. Fin juillet 1951, le PCA réussit à convaincre le MTLD, l'UDMA et les oulémas de fonder avec lui un Front algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL). Un comité directeur du nouveau Front de trente membres, représentants des quatre grandes familles, est mis sur pied. Rapidement, quelques comités locaux voient le jour. L'appellation du Front était minimale, mais ce fut bel et bien, en tout cas dans l'esprit du MTLD et du PCA, un pas vers l'indépendance qui fut programmé. L'hebdomadaire *Liberté* l'affirma même en titre : « Le Front algérien pour la défense et le respect de la liberté, premier pas décisif dans la voie de l'union pour l'indépendance nationale [58]. » Le 5 août, lors de l'initiative publique de lancement du Front, des orateurs des différentes composantes (cheikh Larbi Tebessi, Ahmed Boumendjel) s'exprimèrent. Au nom du PCA, Larbi Bouhali fut on ne peut plus clair : « On ne pourra parler réellement de liberté, de paix et de bien-être dans notre pays que lorsque notre peuple sera maître de ses destinées, que lorsqu'il jouira de sa pleine indépendance nationale [59]. » Les observateurs conservateurs ne s'y trompaient pas. Reçu par le président Vincent Auriol en

septembre 1951, le gouverneur général Roger Léonard constatait ainsi amèrement : « Ils ont derrière eux la majorité de la population. Leur programme, c'est une République algérienne qui assurerait l'indépendance de l'Algérie [60]. »

Était-on à la veille d'une unification des forces anticolonialistes ? Le danger, qui se révélera mortel, vint des rangs communistes. Mais pas d'Algérie. En effet, peu de temps après, à l'occasion des élections cantonales des 7 et 14 octobre 1951, les mouvements nationalistes se déclarèrent pour le boycottage, en signe de protestation contre les truquages systématiques. Le CC du PCA pencha pour la même position. Ce qui lui fut reproché par la Section coloniale du PCF, qui exerça une « pression amicale », mais… insistante. Sadek Hadjerès, alors secrétaire du PCA, se souvient : « Les camarades de Paris ne nous ont pas dit : "Vous allez appliquer ça !" Non, c'était plus subtil : "On devrait en rediscuter, nous sommes un grand parti d'expérience…" Ils ont réussi à inverser la majorité [61]. » Certaines sections, comme celle de Biskra, dirigée par Maurice Laban, menèrent la fronde. Une exclusion collective, un temps brandie, ne fut pourtant pas mise à exécution [62]. Le PCA participa donc finalement à ces élections. On imagine les dégâts que pouvaient provoquer ces circonvolutions chez les partenaires des communistes.

Le PCA, malgré ce faux pas, persiste ensuite. Son orientation indépendantiste est confirmée par son VIe congrès, en février 1952, le premier de sa jeune histoire où les délégués musulmans sont plus nombreux (cent quarante-deux) que les

Européens (cent quatre) [63]. L'intitulé même du rapport du secrétaire général, toujours Larbi Bouhali, fait référence à une « Algérie libre et indépendante » : « Il est clair que la première préoccupation de notre peuple, c'est de vivre libre et indépendant. C'est pourquoi nous mettons au premier plan de nos préoccupations la lutte pour la libération nationale de notre pays, pour une véritable indépendance nationale [64]. » André Marty, invité à s'y exprimer au nom du PCF – ce sera la dernière fois –, y prononce le mot à six reprises : « Ouvrier français, tu as pour devoir d'aider ton ami, le peuple algérien, opprimé par les impérialistes français. Comment l'aider ? En soutenant son action pour conquérir son indépendance. [...] L'intérêt des ouvriers français, des ouvriers des pays impérialistes, est d'aider à la victoire du peuple du Viêt-Nam, comme du peuple algérien, dans leur lutte pour l'indépendance nationale contre l'ennemi commun, l'impérialisme [65]. » Sadek Hadjerès, alors jeune militant issu des rangs nationalistes, « apporte le salut des étudiants communistes qui, à l'avant-garde de tous les étudiants, portent le drapeau du parti de l'indépendance, première étape vers le socialisme [66] ».

Ces avancées font que le PCA apparaît aux yeux de la population majoritaire, plus qu'auparavant, comme une composante de la vie nationale. Les effectifs dépassent 15 000 adhérents avant 1950, avant de connaître une nouvelle baisse, toutefois limitée (11 000 à 12 000 adhérents en 1954).

Le monde communiste algérien, embryon de la « nation en formation » ?

Durant les années qui précèdent la guerre de libération, on assiste à la poursuite de l'effort de diversification ethnique dans les rangs communistes et cégétistes algériens. Effort grandement facilité par la conjoncture : au même moment, le PPA est traversé par des querelles internes (dont la fameuse « crise berbériste » de 1949 et les rivalités entre Messali et les jeunes du parti qui commencent à se dessiner). Lors d'une session du comité central du PCA, en février 1949, Paul Caballero se félicite de la « vague d'adhésions », dont « 80 % des Algériens arabo-berbères [67] ». Le parti peut même se targuer de constituer quelques bastions dans des zones rurales pauvres et dans les bidonvilles des ceintures urbaines. Ce mouvement se répercute dans les instances dirigeantes.

Contrairement à ce qui s'était passé avec la génération précédente, où le PCF formait des militants musulmans selon ses critères et ses méthodes, il y a désormais des mouvements endogènes. Des figures nouvelles apparaissent, pour la plupart de jeunes intellectuels qui marqueront l'histoire du communisme algérien durant des décennies : Bachir Hadj Ali devient rédacteur en chef de *Liberté* en 1947 (il a alors vingt-sept ans), Ahmed Akkache, secrétaire général des Jeunesses en

1946, entre au comité central du PCA dès l'année suivante (il n'a que vingt et un ans), puis au bureau politique en 1949. Tout aussi jeune (vingt-cinq ans en 1948), Boualem Khalfa devient rédacteur en chef d'*Alger républicain* [68]. Arrivé plus tard au PCA (en 1950 à l'âge de vingt-deux ans), venu des rangs du PPA, Sadek Hadjerès y connaîtra une ascension rapide : membre du CC en 1952, puis du BP en 1954, il sera le numéro deux du parti, aux côtés de Bachir Hadj Ali, durant toute la guerre d'indépendance.

Le comité central élu par le IVe congrès, tenu du 17 au 19 avril 1947, était composé de vingt-cinq Européens et de vingt-trois Arabo-Berbères. Son bureau politique comptait neuf Européens (Paul Caballero, Henriette Neveu, Pierre Fayet, Alice Sportisse, Yvonne Kouch, Roger Rouzeau, Élie Angonin, Nicolas Zannettacci, André Moine) et huit Arabo-Berbères (Larbi Bouhali, Amar Ouzegane, Rachid Dalibey, Ahmed Mahmoudi, Cherif Djemad, Ahmed Khalef, Bouali Taleb, Abdelhamid Boudiaf), son secrétariat un (Paul Caballero) pour trois (Amar Ouzegane, Larbi Bouhali, Rachid Dalibey) [69]. Le processus se poursuivit ensuite. Au Ve congrès (1949), on l'a vu, Ahmed Akkache et Bachir Hadj Ali (celui-ci, déjà membre du BP, rejoint le secrétariat) furent promus. Au terme du congrès suivant (1952), le secrétariat compta plus de musulmans (Larbi Bouhali, Bachir Hadj Ali, Ahmed Akkache) que d'Européens (Paul Caballero, André Moine). La proportion était de huit pour quatre au bureau politique, de trente pour dix-sept au comité central. Dans les moyennes et petites villes, les secrétaires de section étaient le plus souvent des musulmans. À la veille de la

guerre d'indépendance, le PCA comptait de l'ordre de 60 % de musulmans [70]. Il est alors, en nombre d'adhérents, la deuxième force politique dans cette population : si le PPA-MTLD, largement en tête, peut compter sur une force militante de l'ordre de 25 000 membres [71], les musulmans adhérents du PCA oscillent entre 7 000 et 8 000 – plus, donc, que ceux des Amis du Manifeste, mouvement plus élitiste. Le milieu communisant d'*Alger républicain* est également un lieu d'accueil et d'expression unique pour de jeunes intellectuels qui deviendront des personnalités importantes. Signent alors dans ce quotidien, de façon régulière ou épisodique, Mohammed Dib (1920-2003) [72] ou Kateb Yacine (1929-1989) [73].

À la CGT, l'ouverture vers les préoccupations spécifiques de la population algérienne est manifeste [74]. À la conférence générale des syndicats (Alger, 26 et 27 juin 1946), le secrétaire de l'Union algéroise, René Rouzeau, avance une thèse qui, quelques années auparavant, aurait été jugée iconoclaste : « Nos unions ne sont pas des unions départementales de France, dont l'action consiste à appliquer les directives données par le bureau confédéral et la commission administrative de la CGT. […] Le mouvement syndical [doit] s'organiser en fonction de ses besoins, des tâches qui lui incombent, des conditions algériennes de son travail. » En décembre se constitue le Comité de coordination des syndicats confédérés d'Algérie (CSSA). Le XVIIe congrès confédéral (Paris, 11-15 octobre 1948) entérine cette orientation pour « lui permettre d'agir en fonction de la situation algérienne, si différente de la situation en France [75] ». Les rangs du syndicat, plus encore que ceux du PCA,

s'« indigénisent » : probablement 60 % des 125 000 adhérents en 1948, près de la moitié des directions locales, 60 % (neuf sur quinze) à la direction nationale algérienne [76]. De hautes figures du syndicalisme algérien connaissent le début de leur formation au sein de la CGT : les communistes Lakhdar Kaidi [77] et Mohammed Nefaa, surnommé « Hadj Moscou » (selon Henri Alleg, qui a milité avec lui, ce surnom aurait pu avoir deux origines : soit sa fréquentation, naguère, d'une école de formation des cadres à Moscou, soit un attachement inconditionnel à l'Union soviétique [78] – ou peut-être les deux), les nationalistes Aïssat Idir, futur secrétaire général de l'UGTA, et Boualem Bourouiba.

La CGT algérienne est à la pointe des combats internationalistes. Six mois avant ceux de métropole, les dockers d'Oran refusent en juin 1949 de charger des armes à destination de l'Indochine, en « solidarité fraternelle avec le peuple vietnamien en lutte pour sa liberté [79] ». Le lien avec la situation de l'Algérie est évident aux yeux de tous : la très grande majorité des dockers – métier harassant, non qualifié, sous-payé – sont en effet algériens, de ce fait conscients qu'un enjeu de taille a lieu à ce moment en Indochine. Pour que les choses soient plus claires encore, la IVe conférence fédérale des syndicats CGT d'Algérie, réunie en janvier 1950, met en avant, outre des revendications sociales classiques, la « lutte contre l'oppression nationale et le régime colonial qui sévissent en Algérie [80] ». Un féroce bras de fer s'engage. La répression tombe : licenciements, interventions policières. En février 1950, lors d'un nouveau refus des dockers, malgré la présence d'une

délégation du PCA conduite par le docteur Jean-Marie Larribère, la police intervient. Face à la répression, les débrayages gagnent la ville. Une manifestation a lieu le 27 mai, avec la participation d'Alice Sportisse, députée PCA. Les heurts se multipliant, la police charge et même tire, faisant quatre blessés par balles. Cinquante militants sont arrêtés, trois condamnés à de la prison ferme [81].

Ce mouvement vers l'autonomisation trouve un aboutissement dans la fondation, en juin 1954, de l'Union générale des syndicats d'Algérie, qui gardera dans son nom le sigle CGT (UGSA-CGT) [82], mais qui sera dès lors adhérente directe à la Fédération syndicale mondiale (FSM), sans pour cela couper ses liens avec la centrale française. La composition de la direction marque bien l'accélération de l'« arabisation ». Le secrétariat général est partagé entre André Ruiz, Lakhdar Kaidi et Driss Oudjina. Au secrétariat, il y a désormais plus d'« indigènes » que d'Européens.

Cependant, pour préciser l'analyse, il faut distinguer deux catégories d'adhérents musulmans, plus au PCA qu'à la CGT. Les premiers, que l'on pourrait appeler les « francisés », étaient recrutés essentiellement au sein de la minorité qui avait pu aller à l'école, parfois bien au-delà, soit par sélection sociale (fils de caïds et autres cadres indigènes, enfants de familles de lettrés patriotes), soit par chance, ayant été remarqués dès l'enfance par un instituteur bienveillant, et ayant saisi cette opportunité : les Boualem Khalfa, Sadek Hadjerès, Bachir Hadj Ali, Kateb Yacine, Mohammed Dib, devenus journalistes,

écrivains, enseignants, médecins, etc., cultivés, lisant la presse, écoutant la radio, voyageant, maniant avec la même aisance le français et l'arabe, certains le kabyle. Peu nombreux, ils fournirent rapidement les cadres autochtones dont le parti avait besoin, tant pour son lien avec les masses que pour son image – certains pourraient dire qu'ils en étaient la vitrine. Nouvellement militant au sein de la section communiste de Larbaâ, Sadek Hadjerès observe : « Certains adhérents musulmans étaient des éléments pensant en partie "à la française" (je ne le dis pas de façon péjorative, mais pour souligner le caractère réducteur de cette composition). Ils apparaissaient à la masse de la population comme ceux qui, en compagnie des Français, buvaient de l'alcool et jouaient aux boules [83]. » Hadjerès aurait sans doute pu ajouter : et ne paraissaient pas souvent à la mosquée.

Et puis il y avait la masse des autres, les chômeurs, les ouvriers non qualifiés, les dockers, les fellahs. Le PCA et la CGT, faiblement implantés dans ces milieux jusqu'aux années 1930, font un effort particulier. À Biskra, probablement grâce au travail volontariste en ce domaine de Maurice Laban, des sections rurales étaient implantées dès avant la guerre mondiale. Fin 1934, le commissaire de police de la ville s'inquiète de la situation : « Leur activité [celle des communistes] s'exercera surtout et presque exclusivement sur la masse indigène, qu'ils auraient déjà sondée, écrit-il au préfet. Leurs chances de succès actuelles sont réelles. Ils paraissent avoir de nombreux atouts dans leur jeu : crise économique, misère du fellah, propagande subversive à laquelle les milieux

indigènes de Biskra sont soumis. Les indigènes retrouveront dans la doctrine communiste de nombreux points communs avec l'enseignement qu'ils reçoivent de certains agitateurs : émancipation, conditions de vie meilleures, misère diminuée, propagande antifrançaise ou tout au moins anti-administrative. […] Étant donné l'état d'esprit des indigènes il est à craindre que les idées communistes soient bien accueillies parmi eux et qu'elles rallient très rapidement de nombreux adhérents [84] . » Effort accentué après guerre. En 1951, la CGT est à l'origine d'une réunion nationale, dite Conférence algérienne des ouvriers agricoles, avec la volonté affirmée de relancer l'implantation rurale [85] . La tonalité anticolonialiste était forte : par-delà les revendications immédiates, la solution était bien de « débarrasser l'Algérie du carcan colonial [86] ».

Avant 1954, le PCA/CGT a une implantation populaire rurale dans diverses régions. Témoignage de Jacqueline Guerroudj, institutrice communiste, originaire de métropole, fraîchement nommée dans le Tlemcénois : « J'ai été étonnée de trouver dans ces montagnes des groupes importants de paysans structurés au sein du PCA, groupes qui couvraient une large zone, avec plusieurs centres particulièrement actifs. […] Leur aptitude, alors qu'ils étaient quasiment illettrés et géographiquement isolés, à la réflexion, à l'organisation efficace et à l'entraide, était surprenante. […] La première réunion à laquelle j'ai assisté était pour moi une vraie première. […] Tahar, Berrahou ou Kaddour commençaient par donner toutes les informations récentes, des plus générales à celles qui les concernaient directement. Ensuite, ils exposaient les problèmes qui étaient à

l'ordre du jour. Suivait un silence d'un quart d'heure environ, pendant lequel chacun réfléchissait à la situation et y cherchait une réponse appropriée. En ville, les gens ont plutôt tendance à parler tous ensemble, sans qu'on sache s'ils ont pris le temps de réfléchir ! À Ouchba, chacun parlait à son tour, posément, et la discussion s'engageait sans pagaille, pour aboutir à des décisions opérationnelles qui concernaient d'abord leur riposte aux difficultés ponctuelles, aux problèmes immédiats de survie : faire face à l'épidémie de rougeole, aider à construire des maisons, assurer la défense de ceux qui avaient été arrêtés, assister leurs familles qui se trouvaient totalement démunies, etc. Au cours de plusieurs réunions successives, on remontait à la source de ces problèmes (l'administration coloniale, ses structures, ses exécutants), on recherchait des formes de lutte efficaces : lettres, pétitions, délégations chargées de les présenter aux autorités, informations à transmettre aux journaux, préparation des élections et, naturellement, maintien, élargissement et renforcement des structures du PCA qui permettaient de mener efficacement cette lutte. Enfin, on en arrivait à étudier les bases et les fondements de l'idéologie marxiste. En somme, leur démarche partait de leur vie quotidienne, de la lutte immédiate pour survivre et si possible améliorer leurs conditions de vie, des moyens d'y parvenir, pour aboutir à l'analyse des causes de leur oppression, de la structure économique et politique dans laquelle ils vivaient et des principes sur lesquels ils pouvaient s'appuyer pour leur défense [87]. »

Les revers de l'« indigénisation » du PCA

Tout cela est vrai. Mais il est tout aussi vrai que des clivages, inévitables en situation coloniale, subsistaient. Quel « indigène », ne parlant qu'arabe ou kabyle, pouvait venir aux meetings pour y écouter les orateurs s'exprimant en français (c'était la majorité) ? Et combien de militants européens pouvaient-ils s'adresser à des fellahs dans la seule langue qu'ils comprenaient ? Rappelons ce simple chiffre, global : en 1948, 15,3 % des hommes « indigènes » parlaient le français à peu près correctement ; à l'inverse, 19,7 % des hommes, 10,3 % des femmes originaires d'Europe parlaient l'arabe. Sans compter l'ignorance à peu près généralisée du kabyle [88]. Même si on peut faire crédit à certains communistes d'avoir fait l'effort de parler les langues des colonisés, ils étaient tout de même une stricte minorité. Certains, comprenant le handicap que cela représentait, commencèrent à apprendre l'arabe… en prison, durant la guerre de libération.

De fait, l'interpénétration des communautés militantes communistes fut l'exception. *Tous* les Européens communistes pouvaient à loisir lire un livre, feuilleter un journal, voire écouter la radio, parler avec leurs amis de mille choses, de politique, de littérature, de cinéma, raconter des histoires grivoises, trinquer avec du bon vin. Quel camarade du même

parti habitant un bidonville ou quel fellah des campagnes, où l'analphabétisme régnait, pouvait faire de même ?

L'exemple du docteur Jean Massebœuf, déjà cité, est parlant [89]. Cet homme, d'un exceptionnel attachement à la cause de l'Algérie indépendante, qui ne cachait pas ses opinions (il avait été candidat du PCA lors d'élections) était tout de même un notable local. Avant la guerre de libération, vivant dans la petite ville de Tenès, où tous les Européens se connaissaient, il se rendait aux réceptions du maire, voire chez des colons, participait ainsi à une certaine vie mondaine. Pouvait-il faire autrement ? En tout cas, « toute la population algérienne était au courant et cela produisait un effet désastreux [90] ». Ce même homme prouvera, en passant six années en prison sans jamais renier ses engagements, de 1956 à 1962, son courage politique et physique. Lors de son procès, il exalta la « richesse de notre parti, regroupant sur un pied d'égalité et de fraternité, dans le même combat, un marchand de brochettes [91] et un médecin [92] ». Lorsqu'il défendait ce bel idéal, était-il conscient qu'il en attaquait également le fondement ? Car s'il y avait exceptionnellement des médecins « indigènes » dans les rangs du PC, y avait-il des « marchands de brochettes » européens ? Le docteur aurait-il pu inviter à dîner son marchand à sa table ? Peut-être. Quoique… « Même chez certains pieds-noirs communistes, il y avait une distance. Un jour, Cherif Djemad, un militant aguerri, m'avait dit : "Certains me recevaient chez eux comme un indigène, pas comme un camarade !" » (témoignage de Saïd Abtout [93]). Et, d'ailleurs, le camarade musulman du docteur Massebœuf pouvait-il lui rendre la

pareille ? Dans quel logement ? Avec quelles finances ? Et *quid* de son épouse, si celle-ci était habituellement recluse ?

Même interrogation quant aux options politiques. Les militants européens d'Algérie menaient certains combats exactement comme le faisaient leurs camarades du Finistère ou de la Haute-Garonne : ils dénoncèrent l'emprisonnement et l'exécution des époux Rosenberg (accusés aux États-Unis d'espionnage au profit de l'URSS), défendirent l'URSS contre les accusations du transfuge soviétique Kravtchenko, firent signer l'appel de Stockholm, exigèrent le retrait de la CED… Autant de combats qui, très probablement, concernaient très peu la masse des communistes « arabo-berbères ». Quant à l'avenir de l'Algérie, selon l'heureuse formule d'Henri Alleg, la plupart des adhérents européens souhaitaient un « changement de régime et de société en Algérie comme en France et en même temps, non un changement d'état de l'Algérie [94] ». Même parmi les militants communistes les plus engagés, il y avait quelques nuances sur l'avenir imaginé de l'Algérie. Le livre sensible corédigé par trois membres historiques du PCA, Boualem Khalfa, Henri Alleg et Abdelhamid Benzine, *La Grande Aventure d'*Alger républicain, comporte une page d'une grande lucidité qui confirme cette illusion. Au sein de la rédaction de ce quotidien, symbole s'il en était de la fraternité, il y avait, même si personne ne le disait, de légères différences d'opinions. Les Européens avaient une « vision idéale, née du concept de la "nation en formation" d'une Algérie indépendante où musulmans et Européens, débarrassés du régime colonial, cohabiteraient dans l'égalité et la fraternité, où l'on vivrait en

somme comme à *Alger républicain*, en toute amitié avec des hommes et des femmes de toutes origines, avec pour perspective lointaine une sorte de fusion entre tous les éléments ethniques divers du pays [95] ». Chez les Algériens, « notamment ceux qui [venaient] des mouvements nationalistes », cette idée était certes défendue « par conviction internationaliste », mais ils envisageaient « l'avenir avec plus de pragmatisme », plus sensibles qu'ils étaient « au grand mouvement de libération arabe dans lequel [s'incluaient] l'Algérie et tout le Maghreb et, sans doute, plus conscients de l'extrême dureté des luttes à venir ».

Il y eut pire. Pourquoi le racisme, même sous ses formes insidieuses, aurait-il épargné *tous* les communistes européens ? Lors de la session du comité central du 17 janvier 1953, Bachir Hadj Ali, nouveau secrétaire du parti, insista : il fallait lutter « contre les tendances racistes, paternalistes ou sectaires [96] ». Les mots étaient forts. Le parti dut même exclure des militants européens. En 1952, René Arrus, par exemple, dirigeant politique et syndical (secrétaire de l'Union locale CGT de Philippeville), assiste à la répression (y compris la mort d'un Algérien, tué par les balles de la police) d'une manifestation MTLD dans cette ville. Il refuse de témoigner. Il est exclu en janvier 1953 [97] … Mais l'« affaire Sanchez », plus encore, est une illustration de ce malaise. Pierre Sanchez était un animateur historique, dès la fin des années 1920, du PCA et des dockers CGTU d'Oran [98]. Il avait même été candidat aux élections de 1929. Plus récemment, en février 1950, il avait été un des leaders de la grève historique des dockers. Mais sa fidélité à une

conception « puriste » de la dimension lutte des classes et son hostilité ouverte au nationalisme l'amenèrent à la rupture. Lors de la session du comité central déjà citée, Bachir Hadj Ali déplore : « Sur le port d'Oran, Sanchez a une attitude raciste telle que l'un des secrétaires de l'UD d'Oran et du syndicat des dockers, le camarade Boualem [99], a estimé qu'il n'avait plus sa place au parti [100]. » Sanchez persévère pourtant : après la tuerie parisienne de la place de la Nation du 14 juillet 1953 (voir chapitre suivant), il refuse de s'associer à l'hommage à l'une des victimes, un Oranais membre du MTLD, au nom d'un slogan étonnant dans sa bouche : « Pas de politique dans les syndicats [101]. » En août, la région oranaise du PCA procède à son exclusion pour « attitude raciste et colonialiste [102] ».

Même constatation dans les rangs du syndicat. Lorsque la CGT algérienne appela les ouvriers à faire grève, en mai 1952, contre un (nouveau) bannissement de Messali, ses adhérents européens ne suivirent guère, ou pas [103]. D'autres, sans tomber dans le pur racisme, restaient sur les schémas paternalistes anciens. André Tollet, chargé durant toute cette période de suivre les unions départementales de la CGT, se souvient : « Quand j'allais en Algérie, ce n'était jamais facile avec les syndicalistes européens. Même une notion comme "lutte commune" leur était souvent étrangère. Certains me disaient qu'il fallait se borner à "être gentils avec eux" [104]. » Comme simultanément des musulmans, y compris des fellahs, adhéraient et comme ils y prenaient des responsabilités – en 1953, 62 % des membres du bureau de l'Union régionale d'Oran sont musulmans, alors même que la population européenne est

majoritaire dans la région [105] –, pour bien des Européens, le syndicat était devenu la « CGT des Arabes », ainsi qu'en témoigne alors un dirigeant communiste, André Ruiz : « Nous avons souvent entendu les travailleurs européens, influencés par la propagande colonialiste dire : "C'est vrai que seule la CGT lutte et défend les revendications, mais je n'adhère pas, parce que c'est la CGT arabe" [106] . » Globalement, l'apport « indigène » ne compense pas les départs d'Européens : le syndicat perd la moitié de ses adhérents entre 1948 et la veille de l'insurrection [107] – il ne compte plus à ce moment que 60 000 adhérents, dont 35 750 « indigènes », soit 60 % [108] .

Cette « indigénisation » du PCA eut comme pendant, quasi inéluctable, une montée de la défiance de la part de la population européenne dans son ensemble, d'autant que, simultanément, la guerre froide faisait des ravages et introduisait des clivages infranchissables, en Algérie comme en France. En 1951, *L'Écho d'Alger* accuse ainsi les communistes de récupérer un « nationalisme périmé » pour tenter de le diriger « vers les barricades de la révolution mondiale [109] ». Le député RPF (et futur maire d'Alger) Jacques Chevallier « se lance alors à corps perdu dans une croisade – le mot n'est pas trop fort – contre le parti communiste [110] ». En mars 1950, il dépose devant la Chambre une demande invitant le gouvernement à « prendre toutes mesures urgentes de légitime défense active contre les entreprises antifrançaises d'un parti nationaliste étranger dit "communiste" et de ses organisations et publications satellites camouflées sous diverses étiquettes trompeuses [111] » – demande rejetée le 3 mai, dans une

indifférence assez générale. Sans que cela prenne une dimension aussi frontale, bien des électeurs européens s'éloignent à ce moment du PCA [112]. Lors des élections municipales d'avril 1953, ce parti perd la mairie emblématique de Sidi Bel Abbès, malgré la popularité de son édile, René Justrabo.

Le PCF et l'Algérie avant la guerre : la conscience de la menace du « pire »

Parallèlement, en métropole, le PCF connaît entre 1947 et 1954 la seconde grande période (après la décennie 1925-1935) d'intense engagement contre le colonialisme. Il faut dire que la IVe République, totalement aveugle en la matière, lui offre bien des occasions de se mobiliser… Mais, également, on va le voir, de subir de plein fouet la répression. La lutte contre la « sale guerre » d'Indochine est un temps au cœur de son activité. Mais le PCF dénonce également la répression à Madagascar en 1947, les arrestations de militants du RDA (Afrique subsaharienne), les ratissages du Cap Bon puis de la chasse aux fellaghas en Tunisie (1952-1954), la déposition du sultan Mohammed ben Youssef au Maroc (1953-1955). Les communistes retrouvent le vocabulaire des années de l'anticolonialisme flamboyant. Le 3 avril 1952, ils organisent un meeting contre la répression en

Tunisie : « Des dizaines de milliers de Parisiens [...] scandent debout, pendant plusieurs minutes, “La Tunisie aux Tunisiens !” [113]. » En décembre, c’est l’écrivain et poète communiste Louis Aragon qui jette le poids de son prestige dans la balance, en protestation contre l’assassinat du syndicaliste tunisien Farhat Hached (1914-1952) par l’organisation la « Main rouge » (un faux nez des services secrets français) : le colonialisme est une « domination condamnée par l’Histoire », « c’est entre de tels moyens et l’indépendance des peuples que nous avons désormais à choisir [114] ».

Pour le cas plus spécifique de l’Algérie, le militant ou le lecteur régulier de la presse communiste de cette époque est en mesure d’avoir un tableau général de la « situation coloniale ». Et ce tableau est sombre. *L’Humanité* consacre alors ses titres à la dénonciation de la misère (« Marches de la faim en Algérie », 18 septembre 1953), de la répression (« La répression colonialiste en Algérie », 8 septembre 1948 ; « Le gouvernement prépare la guerre contre le peuple algérien », 22 février 1951 ; « Devant la cour d’appel d’Alger, cent trente victimes du colonialisme accusent leurs bourreaux », 21 août 1951), voire de la pratique – déjà – de la torture (Me Henri J. Douzon, « Villa Maheddine, les policiers pratiquent le supplice de la baignoire », 20 mars 1954). Le PCF est par ailleurs à l’origine d’une expérience militante originale : l’envoi en Algérie de deux peintres, tous deux anciens résistants, Boris Taslitzky, rescapé de Buchenwald, et Mireille Miailhe. À leur retour, ils publient un ouvrage d’art, « éloquente démonstration de ce que fut la

société coloniale, la détresse matérielle de larges couches de la population », mais aussi valorisation de la « combativité de certains groupes sociaux dont ceux des dockers et des travailleurs agricoles » et dénonciation de la répression coloniale (témoignage sur le procès de Blida des militants de l'Organisation spéciale (PPA-MTLD), dont Ahmed Ben Bella)[115] ; puis ils organisent, galerie Weil à Paris, une exposition, *Algérie 1952*. L'année suivante, un autre peintre célèbre du « réalisme socialiste », André Fougeron, expose au Salon des peintres témoins de leur temps un tableau de « Nord-Africains aux portes de la ville » : la nuit venue, deux pauvres êtres, masques figés, yeux grands ouverts, ayant pour couverture une tôle ondulée, sont allongés ; en arrière-plan, la ville, ses bâtiments, ses usines, ses lumières[116].

Quant aux solutions politiques… En voyage à Alger en 1949, Jacques Duclos affirme dans un discours : « Il serait vain de nier les réalités nationales en train de se développer et de s'affirmer. Et je dis qu'un jour viendra où la nation algérienne, avec toute la diversité qu'elle porte en elle, enrichira la communauté des peuples d'un apport original dont on voit déjà se dessiner les contours[117]. » « Un jour viendra » ? Cette simple formule montre qu'il reste des blocages. On sent, une fois de plus, combien le schéma de la « nation en formation » fige la pensée. Avec toutefois, mais rarement, l'apparition du mot clivant : « Des neiges du Djurdjura aux sables sahariens, conquérir une véritable indépendance nationale », titre par exemple Jean Tichit dans *L'Humanité* le 23 février 1951. Un dirigeant du PCF, Léon Feix, l'emploie également, dans un article sur les trois

pays d'Afrique du Nord : chaque peuple a le « droit de disposer pleinement de lui-même », la classe ouvrière française et son parti reconnaissant « sans réserve le droit des peuples coloniaux à la liberté et à l'indépendance », ce qui permettra, précisait-il cependant, de maintenir des liens avec la France [118].

En juillet 1954, un dossier de *L'Humanité-Dimanche* intitulé « SOS Afrique du Nord » [119], évident clin d'œil à l'ouvrage historique de la journaliste engagée Andrée Viollis (1870-1950) [120], connu de tous les militants [121], est consacré aux trois pays sous domination française. L'article d'Yves Moreau, intitulé « Derrière le "calme" de l'Algérie », est prémonitoire : « Le calme n'est qu'apparent en Algérie. [...] Fondées sur la violence, l'asservissement et l'exploitation coloniale, les relations entre les deux pays ne peuvent plus être maintenues sur leurs bases actuelles sous peine du pire. » Le pire approchait.

Notes du chapitre

[1] ↑ MESGUICHE, secrétaire du Secours populaire algérien, *La Défense*, Paris, 28 septembre 1945.

[2] ↑ Discours du député communiste Gabriel Palomba (cité par Radouane AINAD TABET, *Le 8 mai 1945 en Algérie*, OPU, Alger, 1985).

[3] ↑ PCA, « Communiqué du 31 octobre 1945 », *Liberté*, Alger, 1er novembre 1945.

[4] ↑ *Liberté*, Alger, 8 novembre 1945.

[5] ↑ *Liberté*, Alger, 15 novembre 1945.

[6] ↑ *L'Humanité*, 6 janvier 1946.

[7] ↑ Abasse TOUMERT, *Le Parti communiste algérien de 1945 à 1954*, *op. cit.*

[8] ↑ *L'Humanité*, 3 novembre 1945.

[9] ↑ *L'Humanité*, 5 janvier 1946.

[10] ↑ *L'Humanité*, 6 janvier 1946.

[11] ↑ *Amnistie des détenus politiques musulmans*, Brochure, Liberté, Alger, 1946.

[12] ↑ *La Défense*, 20 septembre 1946.

[13] ↑ *Liberté*, Alger, 19 septembre 1946.

[14] ↑ « André Marty en Algérie », *L'Humanité*, 19 mars 1946 ; André MARTY et Amar OUZEGANE, « Union et action pour accentuer la démocratisation en Algérie, avec l'aide de la nation française », *L'Humanité*, 26 mars 1946.

[15] ↑ *Liberté*, Alger, 28 mars 1946.

[16] ↑ Tract « Appel du IIIe congrès du PCA : Union pour la démocratie, gage du bien-être de toutes les populations algériennes », 21-24 mars 1946 (Archives du PCF, Archives de la Commission centrale de contrôle politique, Affaire André Marty, 261 J 6/2, sous-dossier 9, « L'Algérie et les colonies »).

[17] ↑ D'après le compte rendu fait, une fois de plus, par André Marty (« La question algérienne », *Cahiers du communisme*, août 1946).

[18] ↑ *Liberté*, Alger, 25 juillet 1946.

[19] ↑ Assemblée nationale constituante, 23 août 1946.

[20] ↑ *Ibid.*

[21] ↑ PCA, « La lutte des peuples pour la liberté et la démocratie », 17-19 avril 1947 (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Congrès », document dactylographié, non signé, 42 pages pelures).

[22] ↑ « Il faut doter l'Algérie d'un statut véritablement démocratique », *L'Humanité*, 19 avril 1947.

[23] ↑ René GALLISSOT, notice « Amar Ouzegane », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[24] ↑ « Mise en garde », *Liberté*, 29 janvier 1948.

[25] ↑ Amar OUZEGANE, *Le Meilleur Combat*, *op. cit*.

[26] ↑ Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit*.

[27] ↑ Charles DE GAULLE, *Discours et Messages*, tome 1, *Pendant la guerre, 1940-1946*, Plon, Paris, 1970.

[28] ↑ Odile RUDELLE, « Le vote du statut de l'Algérie », *in* Serge BERSTEIN et Pierre MILZA (dir.), *L'Année 1947*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000.

[29] ↑ En septembre 1946, Messali Hadj, récemment libéré, et ses camarades avaient créé le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), façade légale du PPA devenu clandestin depuis sa dissolution en juillet 1939.

[30] ↑ Charles DE GAULLE, *Discours et Messages*, tome 2, *Dans l'attente, 1946-1958*, Plon, Paris, 1970.

[31] ↑ Cette notion, alors nouvelle, figurait au Titre VIII de la Constitution de la IVe République, qui venait d'être adoptée.

[32] ↑ Sur les évolutions socialistes, voir l'étude de Guy PERVILLÉ, « Paul Ramadier et le statut de l'Algérie », *in* Serge BERNSTEIN (dir.), *Paul Ramadier, la République et le socialisme*, Complexe, Bruxelles, 1990, <frama.link/rbZNUnu3>.

[33] ↑ *Liberté*, Alger, 27 mars 1947.

[34] ↑ *Liberté*, Alger, 21 mars 1946.

[35] ↑ PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN, « Avril 1947-mai 1949, deux années de lutte pour la liberté et la paix, la terre et le pain », Rapport du CC pour le Ve congrès du PCA, 1949, *Socialgerie.net*, <frama.link/b_asgP3J>.

[36] ↑ Les allusions au MTLD-PPA sont permanentes, mais le parti de Messali n'est pas cité.

[37] ↑ *L'Humanité*, 24 juillet 1947.

[38] ↑ *L'Humanité*, 25 juillet 1947.

[39] ↑ *L'Humanité*, 26 juillet 1947.

[40] ↑ Entretiens accordés à Jacques Jurquet en juin 1976, reproduits par celui-ci *in La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 4, *op. cit.*

[41] ↑ *Alger républicain*, 23 septembre 1947 (cité par Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*).

[42] ↑ Il y eut un dernier passage devant le Conseil de la République, puis la loi fut promulguée (loi n° 47-1853 portant statut organique de l'Algérie, 20 septembre 1947, *Journal officiel de la République française* (*JORF* par la suite), 21 septembre).

[43] ↑ La députée communiste d'Algérie, Alice Sportisse, déposa un amendement annulant cette clause, qui fut repoussé par le gouvernement et la majorité de l'Assemblée le 24 août 1947.

[44] ↑ *L'Humanité*, 28 août 1947.

[45] ↑ Pierre DARZEU, « Souhaitons que la France n'ait pas à regretter les insuffisances et erreurs du statut de l'Algérie », *L'Humanité*, 3 septembre 1947.

[46] ↑ Léon FEIX, « Quelques vues sur le problème algérien », *Cahiers du communisme*, septembre 1947.

[47] ↑ Cité par Roger QUILLIOT, *La SFIO et l'exercice du pouvoir*, Fayard, Paris, 1972.

[48] ↑ Guy PERVILLÉ, « Marcel-Edmond Naegelen », *Parcours. L'Algérie, les hommes et l'histoire, recherches pour un dictionnaire biographique*, n° 12, mai 1990, <frama.link/MVhLaCvw>.

[49] ↑ Lors de la première séance de la nouvelle Assemblée, le 21 mai 1948, quatre étaient toujours en prison.

[50] ↑ C'est semble-t-il *Alger républicain*, en pointe dans la lutte contre l'administration, qui lança la formule ; le journal fut attaqué par le gouverneur général et condamné en février 1949 (Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*).

[51] ↑ Pierre FRÉDÉRIX, « Perspectives algériennes », *Le Monde*, 3 avril 1952.

[52] ↑ Fernand GRENIER, « Dénonciation des élections préfabriquées en Algérie », *L'Humanité*, 10 août 1951.

[53] ↑ Ahmed BOUMENDJEL, « L'Algérie unanime », *Esprit*, octobre 1951.

[54] ↑ Jean Sénac, *Ébauche du père*, Gallimard, Paris, 1989 (roman rédigé entre 1959 et 1962, publié à titre posthume).

[55] ↑ Larbi Bouhali, « L'avenir de l'Algérie se décidera avant tout par la lutte de notre peuple sur le sol national », discours prononcé à l'ouverture de la session du comité central du PCA, Hussein Dey, 2-3 octobre 1948 (Liberté, Alger, 1948).

[56] ↑ Titre barrant toute la première page de *Liberté*, 16 novembre 1950.

[57] ↑ Larbi Bouhali, « Les communistes et l'indépendance nationale », *Liberté*, 21 janvier 1951.

[58] ↑ *Liberté*, 2 août 1951 (éditorial de Larbi Bouhali reproduit sur *Socialgerie.net*, <frama.link/eFyqq89r>).

[59] ↑ *Liberté*, 9 août 1951.

[60] ↑ Cité *in Journal du septennat*, tome 4, *Année 1951*, Armand Colin, Paris, 1974.

[61] ↑ Sadek Hadjerès, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[62] ↑ William Sportisse, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[63] ↑ Voir Jean-Louis Massebœuf, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, *op. cit.*

[64] ↑ « Action unie sur le sol national pour une Algérie libre et indépendante », rapport présenté au VIe Congrès national du Parti communiste algérien, Hussein Dey, 21-23 février 1952 (Liberté, Alger, s. d.).

[65] ↑ *Algériens, le peuple de France est avec vous. Discours prononcé par André Marty, député de Paris, secrétaire du PCF, au meeting d'Hussein Dey, le 24 février 1952*, brochure, Liberté, Alger, s. d.

[66] ↑ *Liberté*, 28 février 1952.

[67] ↑ Session des 8 et 9 février 1949, Hussein Dey (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « comité central du PCA »).

[68] ↑ Michel Rouzé regagne à ce moment la métropole, où il épaulera Aragon à la direction du quotidien *Ce Soir*.

[69] ↑ D'après *L'Algérie nouvelle*, 20 avril 1947.

[70] ↑ Henri Alleg, « Le torrent souterrain », *in La Guerre d'Algérie*, tome 1, *op. cit*.

[71] ↑ Auxquels il faut ajouter les adhérents de la Fédération de France.

[72] ↑ Mohammed Dib, « Les intellectuels algériens et le mouvement national », 26 avril 1950 ; « Inventions et inventeurs d'Algérie », 25 juillet 1950 ; « Sur les monuments d'Alger », 20 décembre 1950 ; « Cheminots d'Algérie », 24 mai 1951 ; etc.

[73] ↑ Yacine Kateb, trente-cinq articles entre 1948 et 1951, dont « Les nuits du ramadan », 21 juillet, 1949 ; « Je reviens de La Mecque », 9 novembre 1949 ; « Molière et les Algériens », 8 février 1950 ; « Les USA accélèrent l'occupation de l'Afrique du Nord », 7 février 1951, etc. Il reprendra cette coopération dans l'Algérie indépendante.

[74] ↑ Ce paragraphe et le suivant d'après Abderrahim Taleb Bendiab, « Le mouvement syndical algérien de 1943 à 1954 et ses rapports avec les partis politiques », *in*Abderrahim Taleb Bendiab, *Écrire l'Histoire*, *op. cit.*

[75] ↑ *La Voix du peuple*, octobre 1948 (cité in brochure de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, *La CGT et les travailleurs des pays d'outre-mer*, s. d.).

[76] ↑ Jacques Choukroun, *Le Syndicalisme en Algérie et la question nationale, 1926-1954*, mémoire de maîtrise, Paris Sorbonne, 1969.

[77] ↑ Nasser Djabi, *Kaidi Lakhdar, une histoire du syndicalisme algérien*, Chihab, Alger, 2005.

[78] ↑ Henri Alleg, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

[79] ↑ Tout ce développement d'après Ahmed Aabid, « La grève historique des dockers d'Oran », *El Watan*, 13 février 2010.

[80] ↑ Numéro spécial de *La Voix du peuple*, XXVIIIe congrès confédéral, *op. cit.*

[81] ↑ Alice Sportisse, Intervention à l'Assemblée nationale, 15 mars 1950.

[82] ↑ Le bureau de l'UGSA, au moment de l'insurrection, compte neuf musulmans sur dix-neuf membres (*Le Travailleur algérien*, 10 novembre 1955).

[83] ↑ Sadek Hadjerès, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit.*

[84] ↑ Cité par Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

[85] ↑ Voir le compte rendu *in Le Travailleur algérien*, 15 novembre 1951 (*Alger républicain* intégrait alors une fois par semaine cet encart des syndicats CGT algériens).

[86] ↑ « Les revendications des ouvriers agricoles », même numéro.

[87] ↑ Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, Bouchène, Alger, 1993.

[88] ↑ Philippe MARÇAIS, « Cohabitation linguistique en Algérie », *in À la recherche d'une communauté. La cohabitation en Algérie*, Éditions du secrétariat social, Alger, 1955.

[89] ↑ Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, *op. cit*.

[90] ↑ Témoignage de Gaston DONNAT, *Afin que nul n'oublie*, *op. cit.*

[91] ↑ Allusion à Ali Benhamou, secrétaire de la section du PCA dans laquelle militait le docteur Massebœuf.

[92] ↑ Cité par Jean-Louis MASSEBŒUF, *op. cit.*

[93] ↑ Saïd ABTOUT, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017.

[94] ↑ Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 1, *op. cit.*

[95] ↑ Boualem KHALFA, Henri ALLEG et Abdelhamid BENZINE, *La Grande Aventure d'*Alger républicain, Messidor, Paris, 1987.

[96] ↑ Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J – 1, sous-chemise « 1953. CC 17 et 18 janvier, rapport Bachir Hadj Ali ».

[97] ↑ Notice « René Arrus », non signée, *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[98] ↑ Notice « Pierre Sanchez », non signée, *ibid.*

[99] ↑ Mohamed Boualem, venu des rangs du PPA, militant CGT puis PCA, secrétaire général des dockers CGT d'Oran (René GALLISSOT, *ibid.*).

[100] ↑ « 1953. CC 17 et 18 janvier, rapport Bachir Hadj Ali », *loc. cit.*

[101] ↑ *L'Algérie libre*, 11 septembre 1953 (voir Charles-Robert AGERON, « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36, n° 3, 1989).

[102] ↑ Tayeb MALKI (secrétaire régional de l'Oranais), « Le cas Sanchez », *Liberté*, Alger, 3 septembre 1953.

[103] ↑ Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Presses de la FNSP, Paris, 1976.

[104] ↑ André Tollet, entretien avec l'auteur, Paris, 23 octobre 1981.

[105] ↑ Abderrahim Taleb Bendiab, *Écrire l'Histoire*, *op. cit.*

[106] ↑ *Alger républicain*, 17 avril 1953 (cité par Abderrahim Taleb Bendiab, *ibid.*).

[107] ↑ Blanche Moine, rapport, décembre 1953 (cité par René Gallissot, *La République française et les indigènes*, *op. cit.*).

[108] ↑ Charles-Robert Ageron, « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *loc. cit.*

[109] ↑ *L'Écho d'Alger*, 4 août 1951 (cité par Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, *op. cit.*).

[110] ↑ José-Alain Fralon, *Jacques Chevallier, l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie*, Fayard, Paris, 2012.

[111] ↑ Proposition n° 9668, Assemblée nationale, Annexe au PV de la séance du 29 mars 1950, *JORF*.

[112] ↑ Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, *op. cit.*

[113] ↑ Léon Feix, « La Tunisie aux Tunisiens », *L'Humanité*, 5 avril 1952.

[114] ↑ Louis Aragon, « Discours au Congrès des partisans de la paix », Vienne, *L'Humanité*, 19 décembre 1952.

[115] ↑ Boris Taslitzky, Mireille Miailhe et Jacques Dubois, *Deux Peintres et un poète, retour d'Algérie*, Cercle d'art, Paris, 1952 ; ce voyage a été l'objet, plus d'un demi-siècle plus tard, d'une exposition présentée au nouveau musée d'Alger Le Mama, *Les Artistes internationaux et la Révolution algérienne*, avril-juillet 2008, dont la commissaire générale a été l'historienne Anissa Bouayed (voir le catalogue : Anissa Bouayed (dir.), *Un voyage singulier. Deux peintres en Algérie à la veille de l'insurrection, 1951-1952. Mireille Miailhe et Boris Taslitzky*, préface d'Henri Alleg, Association Art et Mémoire au Maghreb, Vitry-sur-Seine, 2009).

[116] ↑ Voir Anissa Bouayed, *L'Art et l'Algérie insurgée. Les traces de l'épreuve, 1954-1962*, ENAG, Alger, 2005 ; cette œuvre a été exposée à l'exposition *Vies d'exil, 1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie*, commissaires Linda Amiri et Benjamin Stora, CNHI, Paris, octobre 2012-mai 2013 (catalogue, p. 26).

[117] ↑ Jacques Duclos, « Tous unis, nous abattrons le colonialisme ! », Alger, 5 juin 1949 (brochure PCA, Liberté, Alger, 1949).

[118] ↑ Léon Feix, « Le mouvement de libération nationale des peuples d'Afrique du Nord », *Cahiers du communisme*, décembre 1953.

[119] ↑ « SOS Afrique du Nord », *L'Humanité-Dimanche*, 18 juillet 1954.

[120] ↑ Andrée Viollis, *SOS Indochine*, préface d'André Malraux, Flammarion, Paris, 1935 (seconde édition : Éditeurs français réunis, Paris, 1949).

[121] ↑ Vers la fin de sa vie, Andrée Viollis avait adhéré au PCF.

7. Communistes français et nationalistes algériens avant 1954

A priori, la solidarité entre communistes français et nationalistes algériens aurait dû être spontanée, évidente : ils avaient en commun un même ennemi, l'État français colonialiste, au service des classes dirigeantes, considéré comme oppresseur des peuples des deux pays, certes dans des conditions très différentes et avec des niveaux de violence d'État bien distincts. Mais dans l'histoire concrète, rien ne correspond aux *a priori*. En fait, les relations entre les militants communistes et nationalistes ont en permanence été empreintes de méfiances, d'accusations réciproques. On a l'impression d'une succession de rendez-vous manqués, nourrie simultanément de deux forces s'annihilant – ou s'additionnant, selon l'angle d'observation –, l'antinationalisme du PCF et l'anticommunisme du FLN. Sans chercher un impossible équilibre dans la quête des responsabilités (quel intérêt aurait d'ailleurs une telle recherche ?), on peut remarquer que chaque partenaire/adversaire a voulu utiliser l'autre pour parvenir à ses fins. Et tous en étaient parfaitement conscients. PCF/CGT d'un côté, PPA-MTLD de l'autre : certainement pas un mariage de grande passion, mais une « union libre » de raison. Le phénomène ne fera ensuite que s'accentuer, de 1954 à 1962.

Une union (conflictuelle) de raison

Après la Libération, la Fédération de France du PPA-MTLD confirme l'hégémonie acquise avant guerre par l'Étoile nord-africaine et le PPA naissant au sein de la communauté algérienne. Le PCF et la CGT doivent compter avec elle s'ils veulent conquérir ou maintenir une influence au sein de cette communauté, très largement ouvrière : dans les régions industrielles, toutes les usines comptent en leur sein une forte proportion d'ouvriers algériens (11 % par exemple à Renault-Billancourt, un tiers à Citroën-Levallois). D'autant que cette masse est fortement syndiquée, bien plus que la moyenne des ouvriers français : en 1952, 43 000 Algériens sont syndiqués, dont 35 750 à la CGT, soit 83 % [1]. Les messalistes, de leur côté, avaient le plus grand intérêt à avoir de bonnes relations avec le monde communiste français. Au service de la cause sacrée à leurs yeux, la lutte pour l'indépendance, ils ne pouvaient se passer du soutien de la seule force politique nationale contestant globalement le colonialisme, influençant de surcroît entre le cinquième et le quart des Français.

La direction de la CGT fit un effort tout particulier en direction des ouvriers algériens. Fin 1950, André Tollet (1913-2001), figure historique de la Résistance devenu dirigeant de la CGT, mais aussi du PCF, se rend à Alger pour y rencontrer la direction du MTLD. Un accord est conclu sur une parité entre nationalistes et communistes ou communisants dans les

représentations syndicales des Algériens, les premiers ayant même la présidence de droit de la Commission nord-africaine de la centrale. La IVe conférence régionale des travailleurs nord-africains se tint à Paris le 3 décembre 1950, sous le double signe de la lutte contre le « joug colonialiste et impérialiste [2] ».

À compter de 1949 dans le Nord, de 1950 sur le reste du territoire, la Fédération de France du MTLD va appeler ses adhérents et tous ceux qu'elle influence à se joindre aux grands défilés ou rassemblements ouvriers, 1er Mai, 14 juillet (il s'agissait d'ailleurs plus d'une reprise que d'une innovation ; on a déjà signalé que l'Étoile nord-africaine avait défilé en rangs autonomes les 14 juillet 1935 et 1936). L'une des premières concrétisations de cette coopération fut la manifestation du 1er mai 1950. *L'Humanité* signale et salue le « groupe imposant des travailleurs nord-africains » défilant aux cris de : « Indépendance ! Libérez Messali Hadj ! » Le 13 juin suivant, la presse communiste annonce la tenue d'un meeting commun pour la même cause. Parlent ce jour-là le communiste Raymond Guyot, le cégétiste Eugène Henaff, Jacques Vergès, des Associations d'étudiants anticolonialistes, Abdoulaye Diallo, du Rassemblement démocratique africain (RDA) et un « orateur du MTLD », non nommé pour des raisons évidentes. Le lendemain, une photo en une montre une salle de la Mutualité pleine.

Le 1er mai 1951, la manifestation s'ébranle. Le MTLD, pour la deuxième fois à Paris, a ses rangs autonomes. On distingue parmi les banderoles un mot d'ordre « L'Algérie aux Algériens [3] ». Un affrontement assez violent oppose à la fin

manifestants algériens et policiers[4]. Des militants CGT se joignent aux Algériens pour faire le coup de poing. La presse syndicale répercute et amplifie l'action : « Dans les rues de Paris, les travailleurs n'ont pas hésité une seule seconde. Devant les matraques levées sur leurs frères algériens, la riposte a été rapide comme l'éclair et les flics ont dû refluer en désordre devant les manifestants français et algériens et la population indignée[5]. » Madeleine Riffaud, qui commence alors à avoir une grande réputation, signe un reportage au titre quelque peu excessif : « Un 1er Mai historique[6] ! » La mobilisation au sein de la communauté étant forte, la partie « algérienne » des défilés deviendra vite spectaculaire (de l'ordre du tiers de la manifestation tragique du 14 juillet 1953, par exemple[7]). Le 1er mars 1952, M'hamed Yazid (1923-2003), dit « Zoubir », est aux côtés de Marcel Dufriche, à la Grange-aux-Belles, pour présider la conférence des travailleurs nord-africains, sous une immense banderole rappelant qu'« un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre[8] ». C'est la première apparition de ce militant, en France depuis 1950, délégué du comité central du MTLD, connu pour sa volonté de dialogue avec le mouvement ouvrier français.

De ce fait, des rapports sains, parfois amicaux, se tissent, tout au long de la période, entre la Section coloniale du PCF, la Commission nord-africaine de la CGT et la Fédération de France du MTLD. Pour cette dernière, deux noms apparaissent, M'hamed Yazid et Ahmed Mezerna, qui feront en 1954 des choix différents, Yazid devenant un responsable du FLN, Mezerna restant fidèle au vieux chef. Élie Mignot témoigne qu'il

rencontrait souvent Yazid [9]. Parfois, ces rencontres tournaient au psychodrame. Lorsque Taïeb Boulharouf voulut rendre visite à ce même Mignot, au 19 rue Saint-Georges (siège de la Section), il fut reçu avec effroi : il était clandestin et Mignot ne voulait en aucun cas « mouiller le parti [10] ». Les archives gardent également la trace de visites de Mezerna en mai et juin 1954 [11], lors de la crise du mouvement national. Mais on n'a pas d'informations sur le contenu des entretiens.

Les ouvriers algériens se montrent en revanche pleins d'amertume – et on les comprend – lorsque, après l'assignation à résidence de Messali, le MTLD appelle à « l'union des démocrates français et algériens » dans la grève, le 23 mai 1952 [12], et que la CGT reste muette. Le débrayage n'est suivi pratiquement que par les ouvriers algériens (voir *supra*, chapitre 1). Il est vrai que le PCF et la CGT sont surtout, à ce moment, préoccupés par la préparation de la manifestation contre le passage à Paris du général américain Matthew Ridgway (28 mai), puis par la campagne pour la libération de ses dirigeants Jacques Duclos et André Stil (voir *infra*, chapitre 9). *La Vie ouvrière*, durant cette période, n'évoque pas Messali, mais dénonce abondamment les emprisonnements de Duclos et Stil. En réprimande, le MTLD frappe d'exclusive les actions communistes ou cégétistes quand elles sortent du cadre professionnel [13]. Que se disait-il en interne ? Saïd Abtout témoigne : militant du MTLD, mais aussi actif à la CGT, il reçoit une visite, avec demande « pressante » de deux responsables de son parti, eux aussi cégétistes. « Ils dénigrent le syndicat, me disent même de ne pas adhérer ! Je trouve ce sectarisme

déplacé. Non seulement je deviens moi-même délégué CGT, mais c'est à ce moment que j'adhère au PCF[14]. » Il devint durant la guerre d'indépendance un militant, totalement clandestin, de la Fédération de France du PCA.

Les nationalistes et le soutien de l'Occident

Cherchant plus profondément la cause de la divergence, on trouvera une question éminemment politique : l'attitude face à la guerre froide. On a vu que les communistes et les cégétistes axaient toutes leurs réflexions, toutes leurs actions, sur le socle de la théorie des deux blocs (« impérialisme contre communisme »). Les nationalistes n'avaient quant à eux aucune raison de choisir entre ces deux blocs : toutes les forces qui pouvaient aider à la libération nationale devaient être utilisées. L'esprit dans lequel les relations avec le monde communiste étaient envisagées a fort bien été exposé par Hocine Aït-Ahmed (1926-2015), membre du bureau politique du PPA dès 1948. Simple constatation de départ : « L'Algérie, le Maghreb, est dans la zone d'influence occidentale. Jamais les États-Unis ne permettront qu'il passe du côté de l'Est[15]. » Face à cette donnée incontournable, « gardons-nous d'apriorismes idéologiques et de slogans sentimentaux ». Choisir le « camp de l'Est », c'est à coup sûr subir le calvaire et l'anéantissement des

maquis communistes grecs (alors dans toutes les mémoires). Nous ne voulons pas être des héros tragiques à la Marcos, salués après leur défaite « par les stratèges du Kremlin ». S'il est une permanence dans le raisonnement nationaliste, c'est bien cette ligne. Calcul d'un froid pragmatisme, loin de tout socle idéologique, mais que l'objectif suprême, la conquête de l'indépendance, justifiait amplement. Et, dans les conditions de cette époque, ne pas choisir l'« Est », c'était de fait accepter de se rapprocher de… l'« Ouest ».

Pour les nationalistes, la grande affaire était donc de miser sur l'anticolonialisme américain – ou en tout cas ce qui était considéré comme tel. Depuis le débarquement de 1942, les États-Unis bénéficiaient dans tout le Maghreb d'une image de marque favorable, d'une réputation de libérateurs. Hier du nazisme, demain du colonialisme ? Washington se gardait bien de faire quoi que ce soit pour démentir cette image. Les officiels américains ne pouvant intervenir directement pour ne pas froisser l'allié français, c'est par le biais de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) que se fit le contact avec les nationalistes. Cette confédération, fondée en décembre 1949, était de notoriété publique soutenue – la formule est légère – par les services secrets américains. Elle avait un objectif affirmé : arracher les travailleurs, dans tous les pays, à l'emprise communiste, symbolisée par la Fédération syndicale mondiale (FSM) basée à Prague. L'une des ses tâches majeures était le « retournement » du syndicalisme maghrébin [16]. L'offensive avait commencé bien avant le déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne. La

CISL était parvenue à ses fins d'abord en Tunisie : le 29 mars 1951, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), membre de la FSM, quitta cette organisation pour rejoindre la Confédération libre [17]. Puis au Maroc, où l'Union générale des syndicats confédérés (UGSCM), séparée de la CGT depuis 1950 avec le soutien de l'Istiqlal [18], se transforma en mars 1955 en une Union marocaine du travail (UMT), laquelle s'empressa elle aussi d'adhérer à la CISL, le 16 mai 1955.

Et l'Algérie ? En 1953 était paru un article, passé relativement inaperçu, de l'écrivain et militant libertaire Daniel Guérin (1904-1988), décrivant la stratégie de reconquête du « syndicalisme libre » [19]. Constatation et accusation de départ : « Les filiales nord-africaines de la CGT étaient ou sont encore contrôlées par les communistes, c'est-à-dire par un parti subordonné aux nécessités changeantes de la politique extérieure russe et n'accordant aux mouvements de libération des pays arabes qu'un soutien à éclipses. » Conclusion : « En Algérie, les syndicalistes américains devraient aider les militants ouvriers appartenant au MTLD de Messali Hadj et à l'Union des libertés démocratiques de Ferhat Abbas à enlever aux communistes la direction des syndicats affiliés à la CGT française pour transformer ceux-ci en CGT algérienne. » Les syndicalistes américains n'avaient sans doute pas attendu Guérin pour penser à « enlever aux communistes » le mouvement ouvrier algérien. Un dirigeant syndical bien connu en France pour avoir été l'homme de la scission Force ouvrière de la CGT en 1947, fut la cheville ouvrière de l'opération : Irving Brown (1911-1989), omniprésent dans la région dans les

années 1950 [20]. « Nous gagnerons la bataille et nous éviterons une nouvelle Indochine si nous sommes prêts à accorder plus de justice et d'égalité aux éléments nationaux anticommunistes du monde musulman », écrit-il alors dans un article publié en France en 1953 [21]. On sait, par son propre témoignage, qu'Irving Brown effectua au moins une visite en Algérie avant la guerre d'indépendance [22].

Ces calculs américains furent convergents avec les préoccupations de certains nationalistes algériens. M'hamed Yazid, déjà cité, ancien responsable du MTLD en France, en a témoigné : « Le problème des syndicats était posé sous son aspect négatif. Non pas sous l'aspect d'une construction d'une force pour la lutte de libération, mais de la constitution d'une force pour liquider les syndicats contrôlés par les communistes [23]. » Aspirant à un soutien international très large, ces nationalistes algériens espéraient que le double jeu, réel, des États-Unis leur profiterait. En mars 1951, le MTLD donna mandat au leader de l'UGTT, Farhat Hached, pour le représenter au congrès mondial de la CISL qui se tint à Milan, du 4 au 12 juillet. En janvier 1953, deux dirigeants du MTLD, Abderrahmane Kiouane et Ahmed Mezerna, rencontrèrent discrètement Brown à Paris. En juin, délégués algériens et américains se retrouvèrent, toujours à Paris, et la CISL accorda à cette occasion une subvention de 30 millions de francs, somme destinée à jeter les bases d'une centrale ouvrière musulmane qui lutterait contre la CGT [24].

Pour les nationalistes algériens, désormais sous l'œil de la CISL, une nouvelle raison impérieuse de garder des distances avec la mouvance communiste était venue s'ajouter aux autres. À l'inverse, nul doute que les communistes des deux côtés de la Méditerranée observaient avec méfiance cette évolution, dénoncée publiquement par Bachir Hadj Ali en avril 1953 dans *Liberté* [25]. Méfiance… et probablement quelque rage. Lors d'une session du CC du PCA en mai de la même année, André Moine le signala à ses camarades : la CISL « se sert des mouvements nationalistes [26] ». Et réciproquement. Le couronnement de cette convergence sera, durant la guerre de libération, l'adhésion en 1956 du syndicat frontiste UGTA à cette même CISL (voir *infra*, chapitre 10).

Un bref rapprochement : le massacre policier du 14 juillet 1953 à Paris

La brutalité de la répression colonialiste fut pourtant à l'origine d'un court intermède, au cours duquel militants communistes et cégétistes français et nationalistes algériens se rapprochèrent. La date : le 14 juillet 1953. Le lieu : la place de la Nation à Paris. Double symbole, clin d'œil cynique aux « valeurs républicaines » de la France. Depuis le 14 juillet 1935, avec l'évidente exception de la guerre, la gauche avait pris l'habitude

de défiler le jour de la fête nationale. En cet apogée de la guerre froide, la gauche manifestante se résume en fait au PCF et à son « dispositif périphérique ». Avec cependant un ajout de taille : les rangs compacts du MTLD. Le groupe défile, dans le calme, fort encadré par les seuls militants de la Fédération de France, derrière un immense portrait de son chef, Messali Hadj, alors emprisonné. Comme lors des précédentes manifs, les mots d'ordre sont dénués d'ambiguïté : « À bas le colonialisme, Nous voulons l'indépendance. » Le drame se déroule à la toute fin de la manifestation, place de la Nation [27].

La police charge, sans sommation, avec la volonté d'arracher le portrait et les banderoles. Outre l'arsenal habituel des forces de l'ordre, utilisé avec violence, la police tire à balles réelles. L'affrontement est bref, mais extrêmement violent. À son terme, six Algériens (Abdelkader Draris, Larbi Daoui, Abdallah Bacha, Mouloud Illoul, Tahar Madjène, Amar Tadjadit) et un Français (Maurice Lurot, militant CGT, qui avait voulu s'interposer) sont tués. Au moins quarante-huit autres manifestants sont blessés par balles (deux cent dix douilles seront retrouvées). Sans compter les matraqués, les tabassés, les traumatisés. Comme toujours, le ministre de l'Intérieur, alors le radical Léon Martinaud-Déplat (gouvernement du centriste Joseph Laniel), accuse les victimes, suivi en cela par la majeure partie de la presse – détonnent toutefois les voix habituelles qui gênent le consensus, celles des hebdomadaires *France Observateur* et *Témoignage chrétien*.

Et celles des communistes. Le 15 juillet, *L'Humanité* titre : « Monstrueuse provocation policière des comploteurs fauteurs de guerre ». Les manifestants algériens, explique le journal, défilaient dans le calme lorsque survint l'attaque policière, provoquant des « scènes atroces » et la réplique des travailleurs français et algériens, tenant la place durant une heure. Ce qui était une double exagération manifeste : d'une part, selon tous les témoignages, les « travailleurs français » étaient déjà partis ou ne purent s'interposer (et on les comprend, le sort du malheureux Maurice Lurot en atteste) ; d'autre part, face aux balles, la place de la Nation ne pouvait être « tenue » une heure, même pas quelques minutes.

Reste que la une de *L'Humanité* va être barrée plusieurs jours de suite par des titres dénonciateurs. Le 16 juillet : « Après la provocation policière qui a fait sept morts le 14 juillet, vigoureuses protestations à Paris et dans toute la France, contre l'attentat aux droits démocratiques et contre le racisme du gouvernement colonialiste ». À l'intérieur, on pouvait trouver la déclaration du PCF, des reproductions de tracts de cellules PCF ou de sections CGT, mais aussi le texte de la protestation du MTLD. Le 17 juillet : « Arrêts de travail et manifestations se multiplient contre le crime réactionnaire et raciste du 14 juillet ». Nouvelle exagération : s'il y eut des arrêts de travail, ils ne « multiplièrent » pas, et furent surtout observés par les travailleurs algériens. Le 18 : « Le peuple de Paris rendra un grandiose hommage aux victimes de la fusillade de la place de la Nation ». Le 19 (*L'Humanité-Dimanche*) : « Hommage aux morts du 14 juillet ». Le 21, le journal communiste appelle à des

« arrêts de travail et manifestations » à l'occasion des obsèques. Des cellules communistes de quartiers éditent et distribuent des tracts [28]. Le 21 au soir a finalement lieu un meeting au Cirque d'Hiver, à l'appel de la CGT, du PCF, du MRAP et du Mouvement de libération du peuple (gauche chrétienne). Diverses personnalités (Georges Cogniot, Gilles Martinet, Colette Jeanson, Emmanuel d'Astier, Me André Bumel, Michel Leiris) s'y expriment, ainsi qu'un représentant (anonyme) du MTLD. Plusieurs milliers de personnes y assistent. *L'Humanité* du 22 rend compte du meeting « débordant de monde » – ce dont attestent les photos publiées – « contre le crime réactionnaire et raciste de la place de la Nation ». L'éditorial, signé Léon Feix, est intitulé : « Gloire et salut à vous, frères ! » Le 23, *L'Humanité* publie une ultime photo d'un rassemblement d'hommage tenu au 94 rue Jean-Pierre Timbaud. Les corps des jeunes Algériens assassinés sont ensuite rapatriés en Algérie, non sans quelques conflits avec certains militants cégétistes européens, comme on l'a vu (voir *supra*, chapitre 6).

Ce n'est que bien plus tard que sera compris le rôle majeur joué par cet épisode tragique dans la décision du déclenchement de la guerre de libération par un noyau de militants nationalistes déterminés, comme l'expliquera précisément en 2012 à Daniel Kupferstein l'avocat Amar Bentoumi, alors militant du MTLD : « Finalement, le déclic qui va aboutir à la lutte armée, c'est le massacre du 14 Juillet. Oui, cette manifestation a servi de déclic [29]. » Et malgré leur forte mobilisation face à cette répression à l'époque, les dirigeants communistes français

n’ont clairement pas perçu alors cet enjeu pour les dirigeants nationalistes algériens.

À la veille du 1er Novembre : une méfiance réciproque

En fait, durant la décennie précédant la guerre d’indépendance, les deux parties se sont plutôt tolérées, utilisées l’une l’autre, qu’appréciées. La méfiance, réciproque, a souvent été exprimée. Elle est manifeste par exemple le 1er mai 1954, le dernier « 1er Mai » avant le début de la guerre, sur la pelouse de Reuilly : Français d’un côté, Algériens « se démarquant ostensiblement des autres manifestants » de l’autre [30]. Des incidents surgissent : un orateur du MTLD fait un discours enflammé qui déplaît fortement aux organisateurs CGT et aux communistes. Dans une note qui suit immédiatement, Léon Feix propose de « revoir [la] position » à l’égard du MTLD. Les reproches sont sévères : « Méconnaissance de la solidarité de lutte de la classe ouvrière française et du peuple algérien ; insistance à monopoliser le mouvement des Algériens en France (y compris sur le plan syndical) ; formulations gauchistes et aventuristes [31]. » Le 29 juin, le bureau politique prend comme décision d’organiser une réunion avec Mezerna, « pour lui faire comprendre les dangers d’une telle politique [32] ». À l’inverse, *La Nation algérienne* (organe du

MTLD) explique que les dirigeants de la CGT sont des « racistes qui se sont servis des travailleurs et veulent continuer à s'en servir en tant que monnaie d'échange dans leurs discussions avec le patronat et l'administration » (octobre 1954) [33]. Cet état d'esprit réciproque n'était certes pas idéal pour préparer les luttes en commun, bien plus intenses, à venir. En commun ? En tout cas, qui auraient dû l'être.

Durant presque deux décennies, l'idée d'une « nation en formation » a été le bien commun des communistes des deux côtés de la Méditerranée (au moins formellement chez les Algériens), la formule de ralliement qui a guidé leur stratégie globale et chacune de leurs actions. Or le « creuset » se révéla une impossibilité pratique. La sévérité qui préside à cette simple constatation doit être immédiatement tempérée par une autre formule : la thématique de la « nation en formation » était alors d'avant-garde par rapport aux idées ambiantes en métropole (« L'Algérie, c'est la France »), tant chez les politiciens et les observateurs que dans le grand public. Et même chez la majorité des hommes politiques algériens : peu d'années auparavant, Ferhat Abbas avait écrit son célèbre article : « Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste, et je n'en rougirais pas comme d'un crime, [mais] je ne l'ai pas découverte, [et donc] je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas [34]. » L'utilisation du mot « nation », même assorti de la formule « en formation », tranchait sur ce que pensaient et disaient quasiment tous les contemporains. Quasiment ? Sauf… Messali et son PPA. Et ce n'était certes pas un détail. Car ce n'est pas par

hasard que cette mouvance bénéficia d'une audience croissante dans le petit peuple des villes et des campagnes d'Algérie.

Le projet des communistes français pour l'Algérie n'était – et ne pouvait être – qu'une aspiration, un idéal à atteindre. Mais il s'est continûment heurté à la « centrale barrière coloniale qui, en Algérie, clivait la société » (Gilbert Meynier [35]). Et même à une double barrière, de « race » et de classe. « Tout colonisateur, a écrit Albert Memmi, est privilégié, car il l'est comparativement, et au détriment du colonisé [36]. » La formule peut paraître outrancière. Mais elle est le reflet d'une réalité sociale. Même les Européens les plus modestes vivaient dans des quartiers salubres, avec un confort certes inégal, mais toujours supérieur à celui des ruelles sombres des quartiers « indigènes » ou des infâmes bidonvilles à la ville, des « gourbis » à la campagne. Ils avaient l'eau courante et l'électricité chez eux, pouvaient aller chez le médecin quand ils étaient malades, envoyaient *tous* leurs enfants à l'école, lorsque ceux de leurs camarades « indigènes » étaient souvent des *yaouleds* cireurs de souliers ou, pire, travaillaient dès huit ou dix ans dans des ateliers, sans protection sociale aucune. Les ouvriers communistes européens avaient des salaires modestes, mais décents ; lorsqu'ils étaient qualifiés, ils pouvaient aspirer à une promotion sociale au sein de leur entreprise. *Quid* des salariés musulmans, presque tous manœuvres ?

La théorie de la « nation en formation » n'était ni l'imbécillité absolue souvent décrite – avec évidemment la lucidité teintée d'ironie que permet le recul de plusieurs décennies – ni une

potentialité détruite par des acteurs historiques aveuglés, une « occasion perdue », thème définitivement disqualifié. Elle était une impossibilité historique. On ne perce pas des brèches dans la « barrière coloniale », on l'abat. Il revenait cependant aux communistes de produire une analyse autocritique. Au PCF, ce travail ne fut jamais mené à bien.

L'abandon de fait de cette conception, en 1955-1956 (voir *infra*), ne fut jamais accompagné d'un travail de fond sur ses conditions d'émission, encore moins sur ses limites. En tout cas publiquement. Du vivant de Maurice Thorez, une telle démarche était difficilement imaginable. À noter cependant que le *Manuel d'histoire*, référence quasi obligatoire durant des années dans les bibliothèques des militants et dans les écoles du parti, ne retint pas la formule « en formation » : « Le Parti communiste français saluait dès 1939, "la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française" [37]. » Détestable manie d'utiliser les textes au gré des besoins du moment. Des décennies plus tard, la plaquette, pourtant lucide sur bien d'autres aspects, éditée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, ne mentionne pas cette thématique [38].

Du côté sud de la Méditerranée, en revanche, ce travail fut accompli avec courage, au cours même de la guerre de libération. On le doit à Bachir Hadj Ali, auteur d'un « Essai sur la nation algérienne », réfutation en règle, quoiqu'en termes fort diplomatiques, de la définition thorézienne [39]. Le texte de

1939, fût-il écrit, avait « deux aspects fondamentalement justes : formation de la nation (aspect principal) et voie ouverte à l'intégration d'Européens (aspect secondaire) », mais ce point de départ fut « interprété d'une façon dogmatique, de telle sorte qu'il apparaissait que la nation ne pouvait se former avant la fusion de tous les éléments ethniques, y compris des Européens. Or le processus de prise de conscience de la nation algérienne, déjà développé chez les musulmans, ne pouvait pas avoir le même contenu pour l'immense majorité des Européens, et ce malgré les efforts courageux du PCA qui a réuni des patriotes algériens d'origine européenne ou israélite. La fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. » Le mot « impossible » figure en toutes lettres : on ne peut être plus clair. Aussi, poursuivait le texte, les références à cette théorie furent-elles empreintes d'« idéalisme », car la mentalité des Européens ne pouvait se modifier *avant* l'effondrement du système. Conclusion sans équivoque sur cette question : « La libération nationale sera l'œuvre des masses musulmanes qui subissent l'oppression coloniale et constituent de ce fait les forces révolutionnaires. » Contrairement, donc, à la belle image du « mélange de vingt races », l'Algérie était bel et bien « formée d'Algériens autochtones », elle « ne compren[ait] pas les Européens d'Algérie », dont « l'immense majorité des Européens se dress[ait] contre l'aspiration des musulmans ». L'Algérie était *in fine* définie comme un pays « de civilisation arabe », et ses « caractéristiques arabes ne feront que se développer » avec l'indépendance, l'intégration « d'Européens et d'Israélites […]

tout en l'enrichissant d'apports nouveaux ne changera pas fondamentalement ses caractéristiques principales et originales ».

Texte, donc, de 1958. Durant les vingt années qui séparaient les textes de Thorez et de Hadj Ali, la réalité des affrontements coloniaux avait pris sa revanche sur les schémas, même généreux (ou plutôt « idéalistes », selon le PCA), la « nation en formation » avait été malmenée par le processus (inévitable en situation coloniale) action nationaliste/réaction conservatrice/lutte populaire pour l'indépendance. *A fortiori* à partir de 1954. « Les révolutions sont les locomotives de l'histoire » : les leçons du vieux Marx rattrapèrent les communistes [40].

Notes du chapitre

[1] ↑ Charles-Robert AGERON, « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *loc. cit.*

[2] ↑ Laure PITTI, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 : une décennie de tournants », *in* Élyane BRESSOL et Michel DREYFUS (dir.), *La CGT dans les années 1950*, PUR, Rennes, 2005.

[3] ↑ Voir la vidéo de la manifestation sur <Ciné-Archives.org>, <frama.link/hF6k2PWd>.

[4] ↑ À cette occasion a lieu un événement assez rare pour être signalé : un officier de police, Lucien Saintier (ancien résistant, communiste), ordonne à ses hommes de relâcher un Algérien arrêté ; il sera évidemment sanctionné (Luc RUDOLPH *et al.*, *Au cœur de la Préfecture de police, de la Résistance à la Libération*, plaquette émise par la PP, Paris, 2010).

[5] ↑ « Contre les provocations racistes, solidarité aux travailleurs algériens », *La Vie ouvrière*, 9 mai 1951.

[6] ↑ Madeleine RIFFAUD, « Un 1er Mai historique ! », *La Vie ouvrière*, 2 mai 1951. Elle signe également une courte nouvelle sur le même thème, « L'accusé Saïd souriait », *La Vie ouvrière*, 16 mai 1951.

[7] ↑ Daniel KUPFERSTEIN, *Les Balles du 14 juillet*, La Découverte, Paris, 2017.

[8] ↑ René GALLISSOT, notice « M'hamed Yazid », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[9] ↑ Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.*

[10] ↑ Témoignage de Mohammed Harbi, entretiens avec l'auteur, Paris, 21 juillet et 25 novembre 2017.

[11] ↑ Léon FEIX, note au secrétariat « sur nos relations avec l'immigration algérienne », 25 juin 1954 (AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[12] ↑ MTLD, « Messali Hadj déporté. Des patriotes algériens assassinés », tract, 21 mai 1952 (archives Renault, cité par Laure PITTI, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 », *loc. cit.*).

[13] ↑ Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997.

[14] ↑ Saïd ABTOUT, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017.

[15] ↑ Hocine AÏT-AHMED, « Rapport devant le comité central élargi du PPA », décembre 1948 (cité par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, Jeune Afrique, Paris, 1981).

[16] ↑ Sur cette question, voir Annie LACROIX-RIZ, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington*, L'Harmattan, Paris, 1988.

[17] ↑ Charles-Robert AGERON, « Les forces internationales et la décolonisation de l'Afrique du Nord », *Publications de l'École française de Rome*, vol. 95, n° 1, 1987, <frama.link/hhoJd2N->.

[18] ↑ Albert AYACHE, *Le Mouvement syndical au Maroc*, tome 3, *Vers l'indépendance, 1949-1956*, L'Harmattan, Paris, 1982.

[19] ↑ Daniel GUÉRIN, « Farhat Hached, l'Afrique du Nord et l'Amérique », *Tribune des peuples*, n° 1, mars-avril 1953 (repris *in Au service des colonisés*, Minuit, Paris, 1953).

[20] ↑ Mathilde VON BÜLOW, « Irving Brown and ICFTU labor diplomacy during Algeria's struggle for independence, 1954-1962 », *in* Robert A. WATERS Jr. et Geert VAN GOETTHEM (dir.), *American Labor's Global Ambassadors. The International History of the AFL-CIO during the Cold War*, Palgrave Macmillan, New York, 2013.

[21] ↑ Irving BROWN, « Importance du syndicalisme tunisien », *Preuves*, mars 1953 ; article sous le titre « Oui, la Tunisie nous concerne tous », *Le Populaire*, 14-17 mars 1953.

[22] ↑ Il le dit lui-même, sans préciser la date, dans l'article cité.

[23] ↑ Cité par Mohammed HARBI, *Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie*, Christian Bourgois, Paris, 1975.

[24] ↑ Charles-Robert AGERON, « Les forces internationales et la décolonisation de l'Afrique du Nord », *loc. cit.*

[25] ↑ Bachir HADJ ALI, *Liberté*, Alger, 16 avril 1953 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit*.).

[26] ↑ Session des 14-15 mai 1953 du comité central du PCA (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « Comité central du PCA »).

[27] ↑ La première étude sur ce massacre policier est due, en 1985, à Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*. Voir également Danielle TARTAKOWSKY, « Un 14 juillet 1953 à Paris », *in La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises*, Actes du colloque en l'honneur de Charles-Robert Ageron, Société française d'histoire d'Outre-Mer, Paris, 2000, <c.bnf.fr/v0b> ; Maurice RAJSFUS, *1953, un 14 Juillet sanglant*, Agnès Viénot, Paris, 2003 ; Emmanuel BLANCHARD, « 14 juillet 1953 : une répression coloniale, place de la Nation », *in La Police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Nouveau Monde, Paris, 2011, p. 129-143.Mais c'est surtout le réalisateur Daniel Kupferstein qui a permis que cet événement sorte vraiment de l'oubli, grâce à l'enquête fouillée, en France comme en Algérie, de son documentaire *Les Balles du 14 juillet 1953*, 2014, <frama.link/-6DFgJjR> ; et de son livre publié en 2017 sous le même titre à La Découverte, *op. cit.*

[28] ↑ Nombreux exemples dans l'ouvrage de Daniel KUPFERSTEIN, *Les Balles du 14 juillet 1953*, *ibid.*

[29] ↑ Entretien de Daniel Kupferstein avec Amar Bentoumi, Alger, 2012 (cité par Daniel KUPFERSTEIN, *Les Balles du 14 juillet 1953*, *ibid.*).

[30] ↑ Danielle TARTAKOWSKY, *La Part du rêve. Histoire du 1er Mai en France*, Hachette-Littérature, Paris, 2005.

[31] ↑ Léon FEIX, « Note au secrétariat », 4 mai 1954 (AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[32] ↑ Compte rendu dactylographié, AD 93, même fonds.

[33] ↑ Cité par Benjamin STORA, *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France, 1912-1962*, Fayard, Paris, 1992.

[34] ↑ *L'Entente*, 23 février 1936 (cité par Charles-André JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche*, Seuil, Paris, 1952).

[35] ↑ Gilbert MEYNIER, « Critique de l'ouvrage de Mémoires d'Henri Alleg (2005) », *loc. cit*.

[36] ↑ Albert MEMMI, *Portrait du colonisé, précédé de Portrait du colonisateur*, Buchet-Chastel, Paris, 1957.

[37] ↑ *Manuel d'histoire*, Éditions sociales, Paris. Achevé d'imprimer – grimace de l'histoire – en juillet 1964, date de la mort de Thorez.

[38] ↑ *Le PCF et la guerre d'Algérie. Retours sur l'histoire*, supplément à la *Lettre des relations internationales*, Publications du PCF, Paris, 2012.

[39] ↑ Bachir HADJ ALI, « Essai sur la nation algérienne », *Réalités algériennes et marxisme*, revue théorique du PCA, juillet 1958 (l'étude parut sans nom d'auteur). Il faut cependant signaler que la revue théorique du PCF, les *Cahiers du communisme*, a publié cette analyse du PCA en août 1958, texte également paru en brochure autonome à l'initiative de ce même PCF.

[40] ↑ Karl MARX, *Les Luttes de classes en France*, 1850.

Deuxième partie. Des communistes en guerre d'Algérie, 1954-1956

8. Le terreau : la société française et la guerre d'Algérie

Si on interroge les Français du début du XXIe siècle pour savoir quels furent les grands événements du précédent, il est assez probable que la guerre d'Algérie figurera en bonne place. Et si l'on pousse un peu plus loin l'investigation, on arrivera assez facilement à un consensus : cette guerre a été inutile, car l'indépendance de l'Algérie était un dû, vouloir la lui refuser fut criminel… Se méfier pourtant, ici plus que partout ailleurs, de l'anachronisme. Car, sans inverser totalement les réponses, il faut partir de ce que furent les réactions des Français contemporains des événements. Et l'on constatera bien vite : 1) que les « Français moyens » (à distinguer, donc, des lecteurs politisés, des observateurs attentifs et, *a fortiori*, des militants investis) ne se sentirent pas spontanément concernés ; 2) que l'affirmation « L'Algérie, c'est la France » fut longtemps partagée par la très grande majorité de ces mêmes Français [1] .

Des Français informés ou conditionnés ?

Il faut toujours partir de cette donnée : qui dispense l'information ? Et le moins que l'on puisse dire est qu'il y a eu une dominante « Algérie française » dans les grands médias, au moins jusqu'au tournant gaulliste de 1959 pour certains, jusqu'au bout pour d'autres. À la source, déjà, l'information fut filtrée, du moins durant les premières années de la guerre. Jusqu'à l'adoption d'un nouveau statut en 1957, l'Agence France Presse (AFP) a été la « voix de son maître », ne manquant jamais de présenter l'« attachement des populations », de signaler une victoire militaire, une exaction des « fellaghas », de « compter les pieds de vigne arrachés par les "rebelles" », mais ignorant la torture et les exécutions sommaires [2]. Même l'adoption du statut libéral de 1957 ne mit pas l'agence à l'abri des pressions officielles (plus de la moitié des recettes venaient des subventions gouvernementales). La presse écrite reste, durant cette période, le vecteur le plus suivi [3]. Une statistique précise, au cœur de la guerre (juin 1960), fait état de 11 863 266 exemplaires de quotidiens tirés chaque jour, dont 10 millions étaient effectivement diffusés [4]. Dans cette masse, la disproportion entre les organes proguerre et les autres était criante. Chaque jour, bien des lecteurs n'eurent comme seule information que ce que voulait bien proposer la grande presse populaire (*France-Soir*, 1 150 000 exemplaires, *Le Parisien*

libéré, 750 000, *Paris-Jour*, *Paris-Presse*), la presse conservatrice (*Le Figaro*, 500 000 exemplaires, *L'Aurore*, d'ultra-droite, restée « Algérie française » jusqu'au bout, 480 000), la presse catholique (*La Croix*, dans la ligne de la hiérarchie catholique guère critique, malgré les quelques tentatives d'un Jacques Duquesne), le quotidien socialiste *Le Populaire*, lui aussi « Algérie française » durant la plus grande partie de la guerre, la presse régionale et locale, presque unanimement proguerre (cent onze quotidiens en 1956, dont le surpuissant *Ouest-France*, 550 000 exemplaires chaque jour, et ses dauphins en termes de diffusion, *La Voix du Nord*, 310 000, *Sud-Ouest*, 290 000, *La Dépêche du Midi* et *Le Dauphiné libéré*, 250 000 chacun) [5], etc.

Dans les hebdomadaires dits de divertissement, souvent pourvus d'une riche iconographie, on fit passer, au milieu des reportages sur la vie des cours royales ou sur les coulisses du cinéma, des articles très politiques. Chaque semaine, *Paris Match* (« Le poids des mots, le choc des photos »), qui écrasait, et de loin, toute la presse concurrente, était tiré entre 1,5 et 1,8 million d'exemplaires ; mais, hebdo des salons de coiffure, des cabinets de dentistes ou de médecins, il multipliait son lectorat : dans le n° 492 (13 septembre 1958), il annonça 10 millions de lecteurs, un adulte sur trois [6]. Lorsque le « Français moyen » l'ouvrait pour suivre les péripéties des amours de Grace et Rainier de Monaco ou découvrir l'œuvre de la grande vedette de la littérature de l'époque, Minou Drouet, il avait également sous les yeux : « Les paysans descendent des montagnes où ils se cachaient pour rejoindre les régions pacifiées. Un ancien combattant les a ralliés autour d'un

drapeau français. Ils disent à nos soldats : “Ne partez pas, restez pour nous protéger” [7]. » Ou : « Dix millions de Français : c’est la devise de l’Algérie nouvelle où fraternisent deux communautés [8] », etc. Face à ce mastodonte, l’industriel Marcel Dassault avait lancé *Jours de France* en novembre 1954. Chaque semaine, 400 000 lecteurs pouvaient y lire : « Perdre l’Algérie, c’est perdre la France » (Guy Mollet) [9] ; ou « Nous gagnerons en Algérie » (Max Lejeune) [10], etc. *Idem* pour la presse féminine (*Elle*, *Marie-Claire*) et même la presse dite « de cœur » (*Nous Deux*, *Confidences*).

Face à cela, parmi les quotidiens, seuls *Le Monde*, lecture de référence mais pour une certaine intelligentsia (ses combats courageux contre la torture ne doivent pas masquer ses ambiguïtés dans bien d’autres domaines), *Combat*, devenu confidentiel, et *Franc-Tireur*, disparu en 1957, firent parfois entendre des voix discordantes – ainsi que, bien sûr, la presse communiste, nous y reviendrons. Dans la presse hebdomadaire, trois jeunes titres, *Témoignage chrétien* (issu de la Résistance), *France Observateur* (fondé en 1950), devenu *L’Observateur*, et *L’Express* (fondé en 1953) furent actifs dans la dénonciation de la guerre. Mais leur lectorat se limitait à la « troisième gauche ».

Un exemple, relevé à l’époque par le journaliste Marcel Péju (1922-2005) dans la revue *Les Temps modernes* [11]. Fin 1959, le Comité Audin publie une étude précise sur les circonstances de la mort du jeune mathématicien communiste Maurice Audin, enlevé par les parachutistes de Bigeard en juin 1957 (voir *infra*, chapitre 18), accusations particulièrement graves, dénonçant

un crime d'État. Or les quatre plus grands titres de la presse quotidienne (3 140 000 exemplaires) consacrent à eux tous à cette information quatre-vingt-trois lignes, « dont vingt et une exactement exposent la thèse de l'accusation, quand soixante-deux développent la réponse gouvernementale ». En définitive, poursuit l'auteur, « seuls les lecteurs de *Libération* et de *L'Humanité* (360 000 exemplaires en tout) sont exactement informés de cette affaire ».

En résumé, en une formule : plus personne, sauf peut-être un thésard original, ne lit aujourd'hui Raymond Cartier, alors patron de *Paris Match*, mais il eut de 1954 à 1962 infiniment plus de lecteurs que Raymond Aron, Hubert Beuve-Méry, Jean-Paul Sartre et Pierre Vidal-Naquet réunis… On pourrait étendre ces constatations aux autres moyens de communication. Le livre : l'image du para baroudeur, modèle de Jean Lartéguy (*Les Centurions* [12], plus d'un million d'exemplaires, sans compter une adaptation cinématographique à grand spectacle, avec des vedettes internationales [13]), distança de loin celle du para tortionnaire d'Alleg (*La Question*, 66 000 exemplaires [14])… La chanson : la plus entendue ne fut pas *Le Déserteur* de Boris Vian (et pour cause : elle fut interdite d'antenne dès 1955), mais *Y'a Mustapha* (« Fais-moi du couscous chéri… ») [15]. Il est donc essentiel, de se méfier, en ce domaine plus qu'en tout autre, des effets d'optique. C'est sans doute blessant pour l'ego du monde intellectuel, mais c'est difficilement contestable.

Les Français sont alors également abreuvés d'images lorsqu'ils vont en famille au cinéma. C'est l'âge d'or des « Actualités

Gaumont », soigneusement sélectionnées, souvent avec la complicité des autorités civiles et militaires sur place, afin de présenter au grand public des images rassurantes. La période de la guerre d'Algérie est par ailleurs celle où la télévision entre dans la vie quotidienne d'un nombre grandissant de Français : on passe de 1 % des foyers équipés en 1954 à un sur quatre en 1962. Mais, là encore, on peut faire confiance au contrôle gouvernemental direct pour présenter des informations sélectionnées. La fameuse interview du ministre de l'Information Alain Peyrefitte par Léon Zitrone (on devrait plutôt écrire : « auto-interview ») date du 20 avril 1963 [16], mais il est évident que le contrôle direct était en place bien avant. Si le mot « torture » est aujourd'hui associé pour beaucoup à la guerre d'Algérie, on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'il ne fut jamais entendu, alors, par un spectateur en salle ou par un téléspectateur.

On sera moins affirmatif pour la radio, ce médium qui lui aussi prend un essor impressionnant durant la période. La radio d'État fut, comme la télévision, aux ordres, mais l'audience alors devenue rapidement massive, grâce aux « postes à transistors », de Radio-Luxembourg [17] et d'Europe n° 1 (fondée en 1955) introduisit une réelle diversité.

Saisies, censures et procès

Il faut ajouter à cela un verrouillage systématique de l'information, à vrai dire le dernier à grande échelle de l'histoire contemporaine française [18]. La loi obligeait à cette époque chaque périodique à soumettre avant publication un exemplaire à trois fonctionnaires, désignés respectivement par le ministère de l'Intérieur, la Sûreté nationale et le ministère des Armées. En cas de désaccord sur un contenu, le ministre de l'Intérieur pouvait imposer la sortie avec des blancs à la place des articles ou documents (photos, par exemple), ou encore saisir purement et simplement la publication [19]. Un cran fut franchi dans le contrôle de la presse avec l'adoption de la loi d'état d'urgence par le gouvernement Edgar Faure, le 3 avril 1955 : les autorités étaient habilitées à « prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature » (article 11, alinéa 2).

Système particulièrement bien rodé. Et efficace. Entre mai 1954 [20] et décembre 1961, *L'Express* a été saisi vingt-deux fois ; entre septembre 1955 et août 1961, *France Observateur* connut le même sort à seize occasions, *Témoignage chrétien* quatre fois [21]. En mars 1958, *Le Canard enchaîné* réserva à Anastasie un de ses meilleurs tours : il publia l'intégralité du texte devenu interdit d'Henri Alleg, *La Question*, en caractères minuscules, illisibles à l'œil nu… mais lus dans la France entière avec des loupes [22]. La IVe République et la République

gaullienne rivalisèrent en matière de censure. En juillet 1960, répondant au député d'extrême droite Jean-Marie Le Pen qui l'accusait de laxisme (reproche classique), le ministre des Armées Pierre Messmer (1916-2007) donnait des chiffres : près de deux cents informations avaient été ouvertes contre des journaux entre le 1er juin 1958 et le 1er janvier 1960, aboutissant dans la moitié des cas à la condamnation des journaux. « Ces chiffres suffisent à montrer que le gouvernement [...] n'a cessé de se préoccuper, dans le respect absolu de la liberté de la presse, de veiller à la répression des campagnes susceptibles de nuire au moral de l'armée et de la nation[23]. » Durant les derniers mois de la guerre, la presse d'extrême droite, au ton de plus en plus antigaulliste, fut également saisie à maintes occasions : *Carrefour* une fois, *Rivarol* quatre fois, *Aspects de la France* deux fois, *Nouveaux Jours* trois fois. Ce qui ne devait pas correspondre aux souhaits du député Le Pen...

Dans ce triste palmarès de la censure d'État, la presse communiste eut sa part. En terre algérienne, l'interdiction est vite apparue évidente, naturelle, aux autorités. Il fallait laisser la place nette pour une presse ultraconservatrice, souvent raciste, qui fut pour beaucoup dans la fermeture d'esprit de bien des Européens d'Algérie. Le chemin était tout tracé : comme quotidien, il n'y avait guère qu'*Alger républicain* qui, depuis 1938, empêchait de penser en rond. Il fut donc interdit dès septembre 1955, au mépris de toute légalité, en même temps qu'était dissous le PCA. Évidemment, le gouverneur général, puis le ministre résidant[24], interdirent à *L'Humanité* et à toute presse communiste – ainsi d'ailleurs qu'aux autres

titres d'opposition précités ou que, au coup par coup, au *Monde* – de pénétrer dans ces « départements français ». Quant aux journalistes communistes venus de métropole, ils furent de fait empêchés de travailler : *L'Humanité* détient le record, dont ce journal se serait passé, d'expulsés d'Algérie : Robert Lambotte (deux fois), Alain Guérin et Yves Moreau, auxquels il faut ajouter le cas de Madeleine Riffaud (expulsée, repartie clandestinement sous un pseudonyme, victime d'une tentative d'assassinat par l'OAS à Oran en février 1962 [25] – voir *infra*, chapitre 22).

En métropole, la première saisie de *L'Humanité* remonte au 24 août 1955, au lendemain des ratissages de Philippeville (éditorial de Pierre Courtade et reportage de Robert Lambotte [26]). À partir de cette date, la vigilance d'Anastasie ne se démentira plus. Sur les trois cent seize procès intentés à la presse durant cette guerre, plus de deux sur trois (deux cent neuf) visèrent le quotidien communiste, pour « provocation de militaires à la désobéissance, diffamation envers l'armée, atteinte à la sécurité de l'État [27] ». Certains cas deviendront emblématiques, comme les saisies suite à la publication du dossier Jean Müller, soldat catholique, témoin de sévices en série (*L'Humanité-Dimanche*, 2 mars 1957) [28], de la lettre d'Henri Maillot (18 avril 1956), de la plainte d'Henri Alleg (30 juillet 1957), du reportage de Madeleine Riffaud sur les tortures pratiquées contre des Algériens en plein Paris (2 mars 1961). Ce dernier reportage mit particulièrement en rage le préfet de police de Paris Maurice Papon (1910-2007), qui intenta un procès au journal. Que cet ancien haut fonctionnaire de

Vichy (mais ce passé est dissimulé à l'époque) ait ainsi accusé une figure symbolique de la jeunesse résistante sur les barricades du Paris d'août 1944 apparaît comme une grimace hideuse de l'Histoire [29]. Comme réponse, le journal publia le lendemain de la plainte sur une page entière, sous la même signature, un article assorti de quatre photos pénibles… Donnant ainsi l'occasion aux autorités de saisir de nouveau le journal, aboutissant à l'une des plus célèbres censures de l'histoire de la presse : sous le titre « Deux Algériens témoignent » figurait une page entièrement blanche, seul subsistant… un encart publicitaire (7 mars 1961).

La même pratique fut appliquée à *L'Avant-Garde* (UJRF/JC), à ce qu'il restait de la presse communiste de province (*La Voix du Lyonnais*, une *Semaine en Loir-et-Cher*, *La Marseillaise*, saisie quatorze fois [30]), *Les Nouvelles des Basses-Pyrénées*, *Liberté* (Nord-Pas-de-Calais), *La Page de l'Oise*, *La Voix du peuple de Touraine*, les éditions départementales de *L'Humanité-Dimanche* [31]. En tout, pour l'ensemble de la presse communiste, soixante-cinq saisies [32]. Un effet pervers de cette pratique – et les autorités en étaient parfaitement conscientes – était le choc financier, car chaque condamnation était évidemment assortie d'amendes. Un document interne des Jeunesses communistes concernant les saisies de son hebdomadaire fait état, pour une année (juillet 1957-août 1958), de 3 335 643 francs d'amendes, qui s'ajoutaient aux méventes [33]. Pour un monde communiste en voie d'affaiblissement, donc de rentrées financières asséchées, ce n'était pas un détail. Même si la force militante communiste a

parfois réussi à parer les coups : les journalistes communistes de cette époque ont souvent raconté qu'ils étaient régulièrement réveillés en pleine nuit dès qu'il y avait saisie, et fonçaient alors au siège du quotidien pour y rédiger à la hâte une édition de protestation, vendue à la criée ensuite dans les rues des villes.

Il est enfin un effet induit qu'il faut signaler : l'autocensure. Le 18 octobre 1961 au matin, immédiatement après les massacres d'Algériens au cœur de Paris, *L'Humanité* couvre l'événement et dénonce la répression (voir *infra*, chapitre 22). Mais une formule retient l'attention : « Sur ce qu'a été cette tragique soirée d'hier, nous ne pouvons tout dire. La censure gaulliste est là. Et *L'Humanité* tient à éviter la saisie pour que ses lecteurs soient, en tout état de cause, informés de l'essentiel. » Formule rare à l'écrit, mais qui dut trotter dans bien des têtes de journalistes, soupesant chaque mot.

L'opinion : de l'indifférence distante à l'intérêt angoissé

« L'Algérie est calme » ne cessaient de répéter les officiels et la grande majorité des médias avant novembre 1954. Pourquoi ne pas les croire ? Après tout, dans la décennie qui avait précédé, cette Algérie avait fait figure d'« enfant sage » du Maghreb français, alors que la Tunisie et le Maroc étaient en ébullition.

Les Français qui suivaient l'actualité de la région portaient leurs regards d'abord sur la Tunisie – où des « fellaghas » étendaient l'insécurité [34] – et sur le Maroc – où des manifestations légalistes de plus en plus violentes faisaient suite à la déposition en août 1953 par la France du sultan Mohammed ben Youssef. Fait caractéristique, deux ans avant la guerre, le grand quotidien *France-Soir* avait publié une étude angoissée intitulée « Les grands problèmes musulmans », assortie d'une carte : des flèches menaçantes, parties du Moyen-Orient, étaient dirigées vers le Maroc et la Tunisie ; mais il n'y avait rien sur l'Algérie [35]. En août 1954, deux mois avant l'insurrection, l'IFOP avait effectué un sondage sur l'avenir de la région. Parmi les questions posées, deux concernaient le « droit à l'indépendance » : des Français, en proportions comparables (16 % pour le Maroc, 17 % pour la Tunisie) se déclaraient en faveur de ce droit. L'Algérie n'était même pas citée ! Comme si la notion d'indépendance, même lointaine, de ces « départements », échappait à l'univers mental des sondeurs et des sondés. Une grande partie du discours des politiques ou des écrits des journalistes est alors – et pour longtemps – remplie de cet argument : « Qui aurait l'idée saugrenue de proclamer l'indépendance de l'Auvergne ou du Périgord ? L'Algérie, c'est la même chose ! »

Bien sûr, l'insurrection algérienne du 1er novembre 1954 a provoqué un réel choc dans l'opinion française. Mais la première frayeur passée, les premiers titres de presse oubliés, les contemporains ont pu penser qu'ils avaient eu affaire à un nouvel accès de fièvre, finalement sans lendemain. Un survol

des grands titres de la presse de l'automne-hiver 1954 permet de constater qu'ils s'intéressèrent d'abord au procès du patriarche Gaston Dominici (accusé de l'assassinat de trois Anglais, sa condamnation à mort tomba le 28 novembre), les plus politisés observèrent l'entrée du Viet Minh à Hanoi, les plus sensibles répondirent à l'appel de l'abbé Pierre (le fameux « Hiver 54 »), etc. Le premier numéro de *Paris Match* après la « Toussaint rouge » consacre sa couverture à une Gina Lollobrigida tout en poitrine, ne laissant qu'un petit rectangle en haut de page à l'Algérie (« La vague terroriste a franchi la frontière de l'Algérie ») [36] .

En août 1955 encore, seuls 5 % des sondés affirment lire régulièrement des nouvelles de l'Algérie dans la presse écrite, soit trois fois moins que ceux qui s'intéressent aux rumeurs de retour du sultan du Maroc (15 %). Sondage probablement antérieur au 20 de ce mois. Car c'est à cette date qu'a lieu le drame dit de Philippeville : cette fois, il y a plusieurs dizaines de morts européens, dont des enfants. La répression qui suit est impitoyable, mais ce sont évidemment les cadavres français – les seuls déplorés par la grande presse – qui interpellent l'opinion. En décembre, en pleine campagne électorale (législatives anticipées), on demande aux Français : « Quelle devrait être la priorité du prochain gouvernement ? » 25 % répondent : « L'Algérie. » Ce qui est loin d'être négligeable, mais ce qui signifie, mathématiquement, que les trois quarts des Français n'en font pas encore la priorité. En septembre 1957, après donc trois années de guerre, les Français classent les événements d'Algérie au sixième rang de leurs préoccupations

(6 % des sondés). Même classement en janvier 1958 (3 % des sondés), à la veille de l'effondrement de la IVe République. On est pourtant déjà presque à la moitié de la guerre. Évidemment, l'actualité de 1958 amène les Français à regarder de près cette Algérie. Mais ce sont surtout les enjeux de la politique française qui accaparent l'attention : les soubresauts d'une République agonisante, les promesses d'une République naissante. En février 1959, neuf mois après le « coup » de mai 1958 qui a vu le retour au pouvoir du général de Gaulle, la guerre d'Algérie s'est pourtant hissée au second rang des préoccupations des Français, avec 14 % des opinions. Ce n'est finalement qu'en octobre 1959, après donc cinq années de conflit, qu'elle passe au premier rang, pour ne plus le quitter jusqu'en 1962.

Mais ces Français se sentirent-ils vraiment concernés par la grande question politique du moment, la signification de la décolonisation en cours ? Pour beaucoup de foyers, la période 1954-1962, au cœur des fameuses Trente Glorieuses, fut surtout celle de l'achat de la première voiture (+ 10 % de propriétaires entre 1950 et 1960), de la première « télé » noir et blanc, du premier « frigo », des timides départs en vacances, etc. Est-ce forcer le trait que d'affirmer que, pour beaucoup, 1955 fut l'année de l'effroyable accident des 24 heures du Mans, 1956 celle de la tornade Elvis Presley, 1957 celle du « bip-bip » du Spoutnik soviétique, 1958 celle du glorieux duo Kopa-Fontaine (la France troisième de la Coupe du monde de football), 1959 celle de la première de « Salut les copains » sur Europe n° 1, 1960 celle des seins d'Anita Ekberg dans *La Dolce Vita*, etc. ? Et on doit bien constater qu'Ali – dit « Alain » – Mimoun (un bien

sympathique « Arabe » rapportant une médaille d'or française et embrassant le drapeau tricolore aux jeux Olympiques de 1956), Jacques Anquetil (le jeune prodige qui va dominer le cyclisme mondial durant cette période), Léon Zitrone (bien plus connu que tous les ministres d'alors), Fernandel (un Don Camillo truculent) ou Brigitte Bardot occupèrent à l'époque beaucoup plus de place dans les grands médias que les militants de l'indépendance de l'Algérie, comme Larbi Ben M'hidi, les deux Djamila, André Mandouze ou Maurice Audin !

L'opinion : quelles solutions ?

Face à la Toussaint 1954 et à ses suites, le mot qui caractérise le mieux la réaction de l'opinion est, plus encore que réprobation, incompréhension. Comment des fils de « nos départements », que l'action bienfaitrice de la France avait tant fait progresser, pouvaient-ils se révolter ? Le leitmotiv est classique. *Primo*, « les populations nous sont fidèles », les contestations proviennent de « fanatiques minoritaires ». En septembre 1957, au lendemain de la bataille d'Alger, 41 % des Français pensent que « la majorité de la population musulmane désapprouve les rebelles » ; en février 1959, alors que de Gaulle a entamé le processus qui l'amènera à accepter l'inévitable, la proportion des Français s'est encore accrue : 43 %. *Secundo*, « le danger vient de l'extérieur », le tandem Moscou-Le Caire succédant au Moscou-Pékin de l'ère de la guerre d'Indochine. En

septembre 1957, les Français répondent à une enquête de l'IFOP : 81 % pensent que l'Égypte est une cause importante (55 %) ou moyennement importante (26 %) des malheurs de l'Algérie ; pour les « pays communistes », on atteint 77 % (très importante : 57 % ; moyennement : 20 %) [37].

Il est assez probable que si la rébellion avait été noyée dans le sang en quelques semaines, comme cela avait été le cas en mai 1945, les Français seraient retournés à leur quiétude. Mais les affrontements durèrent. Il devint de plus en plus difficile, quand les habitants des quartiers et des villages, les ouvriers des ateliers voyaient partir en masse des jeunes gens pour l'Algérie, quand ils apprenaient que certains y trouvaient la mort, quand ils constataient que d'autres revenaient estropiés ou traumatisés, de continuer à ne parler que de « maintien de l'ordre ». La propagande hostile, bien que muselée, dénonçait, elle, une « guerre », voire, pour les plus radicaux, une « nouvelle sale guerre ». Et elle avait les apparences pour elle.

De ce fait, l'idée d'un divorce France/Algérie a connu une évolution finalement assez rapide. L'opinion des Français est passée de l'impensé des premiers temps au difficilement imaginable, de celui-ci au possible, de ce possible à l'inéluctable… selon une chronologie qu'il faudra affiner. Le « joyau de l'Empire », chef-d'œuvre de l'« œuvre civilisatrice » française, est devenu en moins d'une décennie un poison qui pollue la vie de la société dans son ensemble, une menace pour chaque famille, un danger de guerre civile, une « boîte à chagrin », selon la forte expression de De Gaulle [38].

Cette évolution s'exprime dans les sondages. Mais il a fallu attendre pour qu'elle se dessine. On a beau chercher, on ne trouve nulle trace de sondages sur l'avenir de l'Algérie durant la première année de guerre. Il n'est donc venu à l'esprit d'aucun chef de service de l'IFOP, d'aucun rédacteur en chef de périodique, de poser cette simple question : que deviendront nos « trois départements » ? La première apparition date d'octobre 1955 : presque un Français sur deux (47 %) est favorable au *statu quo*. Ils sont 49 % à penser ainsi en février 1956, mais plus que 40 % en avril de la même année. L'érosion continue ensuite, mais de façon cahotante et fort lente : 34 % en mars 1957, 36 % en juillet. Une notion floue, des « liens moins étroits » – comme si l'amputation qui commençait à poindre devait être masquée par des mots –, recueille un quart des avis favorables en octobre 1955, la même proportion en février 1956, un tiers en avril de la même année, 40 % en septembre 1957. La proportion de ceux qui ne se prononcent pas est en permanence, durant cette période, importante : 27 % en octobre 1955, 31 % en mars 1957, etc. Toujours en avril 1956, on pose cependant aux Français une question : « Si la situation devait beaucoup s'aggraver en Algérie et que la France n'ait plus le choix qu'entre deux solutions laquelle préfèreriez-vous ? 1) Négocier avec les rebelles pour accorder l'indépendance à l'Algérie [première apparition, à notre connaissance, du mot « indépendance », même à titre d'hypothèse] ; 2) employer tous les moyens militaires dont on peut disposer pour réprimer la rébellion. » Il ne s'agit donc que de l'acceptation d'un pis-aller. L'opinion est à ce moment très exactement partagée en deux :

39 % pour chacune des hypothèses. En juillet 1957, ils seront 38 % pour la négociation, 36 % pour la solution militaire.

Une autre série de questions fait appel non aux opinions, mais à la vision prospective des sondés : « Est-ce qu'à votre avis, dans cinq ans, l'Algérie sera encore française ? », leur demande-t-on. En juillet 1956, 31 % le pensent, 25 % sont persuadés du contraire. Mais, signe d'un désarroi qui gagne les esprits, 44 %, proportion énorme, ne se prononcent pas. Il est vrai que cette année 1956 voit, bien plus que la période précédente, les familles affectées par les départs de soldats du contingent, rappelés compris. Par un phénomène classique en temps de guerre, la lassitude se profile dès que la vie quotidienne est bouleversée, l'angoisse naît lorsqu'un drame surgit.

On est alors dans une phase intermédiaire des évolutions de l'opinion : les Français « envisagent » une indépendance à terme de l'Algérie, ils ne la « souhaitent » pas encore. En juillet 1957, les Français sont interrogés, cette fois, sur ce qu'ils « désirent » pour cette Algérie : une forte minorité, 36 % (chiffre déjà cité *supra*), reste attachée au statut départemental classique. Une autre minorité, 34 %, se déclare partisane d'une évolution « en douceur » (« Donner à l'Algérie beaucoup d'autonomie intérieure, mais en la maintenant dans la République française »). Ce qui fait tout de même sept Français sur dix qui, d'une manière ou d'une autre, souhaitent « garder » l'Algérie. Seuls 18 % des sondés optent pour la solution de « l'indépendance complète, dans un délai plus ou moins long ». Moins, donc, par exemple, que l'électorat communiste à ce

moment. Cette question de « l'indépendance complète » taraude – enfin – les enquêteurs, car ils y reviennent en septembre de la même année. La demande des Algériens d'obtenir l'indépendance est considérée par 34 % des Français « justifiée » ; mais, paradoxe, ils ne sont que 13 % à l'accepter. À l'opposé, 47 % la trouvent « injustifiée », 44 % en refusent même l'idée.

Après l'avènement de De Gaulle, sa gestion de la question algérienne va tout à la fois accompagner et, d'une certaine façon, faciliter l'évolution de l'opinion. Certes, dans un premier temps, c'est l'illusion lyrique. À Oran, le 6 juin 1958, le Général déclare que « l'Algérie tout entière [...] est organiquement une terre française, aujourd'hui et pour toujours [39] ». Même si ses autres discours de l'époque sont volontairement ambigus, c'est sur cette illusion qu'il est porté au pouvoir. Alors qu'en janvier 1958, 27 % seulement des Français pensaient que l'Algérie serait « encore française dans dix ans », la proportion monte en flèche ensuite : ils sont 42 % à penser de la sorte en juin. Une majorité absolue (55 %) juge alors que l'armée « vient de jouer en Algérie un rôle utile » en Algérie, contre 17 % qui l'estiment « nuisible ».

Mais, très vite, les opinions du Général évoluent. Le 16 septembre 1959, après seize mois passés à Matignon, puis à l'Élysée, c'est le discours sur l'« autodétermination ». En mars 1960, il franchit une étape avec la formule « Algérie algérienne liée à la France ». Une forte majorité (64 %) trouve la formule bonne : à défaut d'enthousiasme, on peut parler d'une

adhésion résignée ; 10 % seulement sont contre, 26 % restent sans opinion.

La paix se profile donc à ce moment à l'horizon. Les morts des soldats du contingent en Algérie n'en sont que plus insupportables. La semaine des barricades et ses révolutionnaires d'opérette (janvier 1960), le putsch des généraux (avril 1961) et, finalement, les crimes de l'OAS en métropole, accélèrent le basculement de l'opinion. L'Algérie est devenue un poison qui pollue la vie de la société dans son ensemble, une menace pour chaque famille. Le sentiment dominant, de façon écrasante, est devenu la volonté de passer à autre chose.

Les votes favorables au référendum sur l'autodétermination du 8 janvier 1961 (75,25 % en métropole) montrent que l'opinion française, dans sa masse, a basculé vers l'acceptation de la perte inéluctable, et désormais à court terme, de l'Algérie. En août 1961, 58 % sont désormais acquis au principe de l'indépendance. En quatre ans, de juillet 1957 à août 1961, cette proportion a augmenté de 40 %. Seuls désormais 4 % se déclarent encore pour le *statu quo* (à comparer aux 47 % d'octobre 1955).

Enfin, au lendemain des accords d'Évian de mars 1962, 82 % des sondés se déclarent satisfaits, 8 % seulement mécontents, 10 % indifférents. Mais le meilleur des sondages n'est-il pas la consultation des Français, par référendum, le 8 avril 1962 ? Ce jour-là, 90,81 % des votants optent pour le « Oui » (24,66 %

s'abstiennent). Joie d'entrer dans une ère de paix – la première depuis 1945 – pour le plus grand nombre, « lâche soulagement » pour une minorité, la guerre d'Algérie s'achève. En huit années, période très courte au regard de l'Histoire, on est passé de l'attachement quasi sans fausse note à l'« Algérie-trois-départements-français » à l'« Algérie-fardeau-à-oublier ». La colonie est désormais plus encombrante qu'utile. De Gaulle refléta parfaitement cette évolution : « C'est un fait : la décolonisation est notre intérêt et, par conséquent, notre politique. Pourquoi resterions-nous accrochés à des dominations coûteuses, sanglantes et sans issue, alors que notre pays est à renouveler de fond en comble [40] ? » On ne peut donc en aucun cas dire que l'opinion moyenne a pesé en faveur de l'indépendance algérienne. Tout au plus l'a-t-elle accompagnée.

Jeannette Vermeersch : qu'y a-t-il « dans la tête des masses » ?

En février 1959, Jeannette Vermeersch, la toute-puissante épouse du secrétaire général, donne une conférence devant les militants de la Fédération de Seine-Nord-Est [41]. Ce n'est pas, plaide-t-elle, de l'état d'esprit des plus conscients, des plus politisés de nos compatriotes, qu'il faut partir, mais de l'opinion moyenne. Elle emploie une formule qui n'est pas d'une légèreté foudroyante, mais qui a le mérite d'être parlante : « Il est

important que nous cherchions à comprendre ce qui se passe dans la tête des masses, pour essayer à la fois d'y voir clair et d'aider ces masses à avancer. » Selon un exercice bien rodé, elle décrit toute la force de l'idéologie dominante : « Il y a encore une majorité de Français qui pensent que le conflit peut se résoudre en accordant un peu plus de bien-être et de liberté au peuple algérien dans le cadre traditionnel de la grandeur française, basée sur la domination colonialiste. [...] Il ne faut [donc] pas s'étonner outre mesure si la masse des gens ne comprend pas immédiatement les solutions que nous proposons. » On aura noté ce « immédiatement », plus de quatre ans après le début de la guerre. Conclusion de la dirigeante communiste : « Bien que le parti communiste ait mené la bataille pour la paix juste en Algérie (ainsi d'ailleurs que les éléments démocratiques des milieux universitaires et enseignants), bien que nous ayons diffusé des millions de journaux, tracts, brochures, affiches, organisé des réunions, pétitions, que des jeunes communistes aient eu une attitude héroïque, nous ne sommes pas parvenus sur cette question décisive à entraîner l'opinion publique sur l'opposition. Où en serions-nous si nous n'avions pas fait tout cela ! » Maigre consolation.

Avant même un aspect de la grandeur française, avant même une garantie contre le chômage mise en avant par la propagande officielle, le mot « Algérie » évoquait un fils, un frère, un cousin, un mari « là-bas », qui risquait à chaque instant d'y être blessé ou d'y mourir (c'était amplement suffisant pour rejeter, parfois haïr, ceux d'« en face », sans

distinction) ; ou, en métropole, les règlements de comptes FLN/MNA dans les quartiers, les luttes sanglantes avec la police… Le « brave Français moyen » souvent cité ici n'a donc eu la plupart du temps, comme contact avec la violence de la guerre, que celle des Algériens. C'est injuste, mais c'est de ce ressenti-là qu'il faut partir pour comprendre sa réaction.

Même les maires communistes, alors extrêmement populaires, personnalités très implantées dans leurs communes, ont quelque mal avec leurs administrés. À Nanterre, où les bidonvilles s'installent et prennent des dimensions gigantesques (lieu-dit La Folie), la cohabitation devient chaque jour plus difficile : à la crainte pour l'hygiène (évacuation des eaux usées, chemins boueux et malodorants), s'ajoutent la réprobation d'actes considérés comme barbares (abattage clandestin de moutons) et le fantasme de l'insécurité (pour « nos femmes »)… Fin 1954, le bureau municipal publie une note qui signale que « des incidents se produisent journellement », engendrant « des rapports très tendus entre les Algériens et la population de Nanterre [42] ». « Nous devons tenir compte, concluait le bureau, des pétitions et protestations renouvelées des habitants de certains quartiers, d'autant plus que ceux-ci ne manifestent aucun esprit raciste mais expriment un mécontentement justifié par les faits » (l'affirmation sur le non-racisme restant d'ailleurs à prouver). Raymond Barbet, maire de la ville depuis 1935, régulièrement réélu au premier tour depuis, doit faire preuve de patience et de persuasion lorsqu'il répond aux habitants proches du bidonville de La Folie : « Il est certain que la poursuite de la guerre d'Algérie

sécrète, de part et d'autre, un climat qui rend la vie quotidienne plus difficile, plus tendue », et engendre un « fossé qui se creuse tous les jours [43] », répond-il, avec des formules minimalistes, à des habitants de sa commune qui avaient signé une pétition [44]. Le maire a beau tout faire pour apporter des explications, sur le thème classique « Les Algériens sont également des victimes », il n'est sans doute pas entendu. Et les pétitionnaires, après tout, sont des électeurs… On trouve le même genre de difficulté pour le maire de Saint-Denis, Auguste Gillot, sollicité par des riverains des bidonvilles incommodés par les puanteurs des ordures non ramassées [45].

Enfin, la présence de communautés algériennes regroupées engendre des violences, venues de deux directions opposées. D'abord les fréquentes descentes de police, bruyantes, spectaculaires. En 1959, les autorités installent – et l'on peut croire que ce n'est pas innocent – un camp de harkis face au bidonville de La Folie. Et, surtout, les règlements de comptes FLN/MNA, analysés par ailleurs (voir *infra*, chapitre 10). À Argenteuil, au lieu-dit Château-Mirabeau, un bidonville, implanté dès 1945, est « le théâtre de véritables scènes de guerre [46] ». Le 8 décembre 1957, il est entouré d'une quarantaine d'hommes en armes (sans doute MNA), qui exercent un véritable racket sur les habitants, probablement pour « griller » les rivaux frontistes. Le 4 mars 1958, une opération de même type laisse deux morts sur le sol, soixante-dix douilles de différents calibres sont relevées par la police. Le tout, bien sûr, de préférence de nuit, tout un quartier de « bons

Français » étant réveillé et un rien paniqué par le bruit et la fureur.

Dans l'expression publique du PCF ou de la CGT, malgré le parti pris permanent d'enjoliver les situations, malgré les litotes, malgré la volonté de mettre en avant les exemples d'engagement, le malaise transpire. On a cité *supra* un article d'août 1954 de Georges Thévenin, déplorant la faiblesse de l'aide aux migrants venus des colonies [47]. *Bis repetita,* sous la plume du même, cette fois au début de la guerre d'indépendance [48] : « De-ci, de-là, des organisations du parti manifestent encore des faiblesses certaines » dans la défense des droits des Algériens ; « Il arrive encore que des organisations du parti ou des communistes investis de responsabilités syndicales s'intéressent relativement peu aux revendications des ouvriers algériens. Les conséquences de telles insuffisances sont parfois sérieuses. Elles ont pour résultat d'affaiblir l'efficacité de l'action de tous les travailleurs. Par exemple ne faut-il pas voir parmi les causes du résultat insatisfaisant des élections chez Simca-Nanterre le fait du peu d'attention consacrée par le syndicat CGT aux Algériens qui sont environ un millier dans cette entreprise ? » Thévenin donnait un autre exemple : depuis mai 1950, le PCF avait été à l'initiative de la publication d'un mensuel, *L'Algérien en France.* Or « beaucoup de sections ou même de fédérations ne comprennent pas encore l'utilité de faire un effort important pour mettre entre les mains des travailleurs algériens ce journal de notre parti ». Les militants, absorbés par mille tâches, considéraient peut-être que là n'était pas la priorité.

Saïd Abtout, militant PCF et CGT avant la guerre (ensuite militant clandestin du PCA en France), se souvient : « Un jour je rencontre Georges Marchais à la section de Montrouge, il était secrétaire. Je vois des piles de journaux *L'Algérien en France*, non diffusés. Je lui demande pourquoi. Il me répond : "Le camarade est malade." Je ne suis pas content et je repose la question publiquement en conférence de section. Malheureusement pour Marchais, Thorez est présent et il me donne raison [49]. »

En privé, ces mêmes dirigeants communistes ne se payaient pas de mots. Henri Alleg a souvent raconté cette anecdote. Début 1956, il est de passage en France. Il rencontre Léon Feix, qu'il connaît depuis longtemps. Le reproche est lancé : « Nous, en Algérie, pensons que le parti français ne s'engage pas assez. » Réponse de Feix : « Tu crois que c'est facile ? Quand on veut dénoncer la guerre, la classe ouvrière nous répond "Algérie française" [50] ! » Même témoignage chez René Justrabo, qui garde le souvenir, qu'il ne date malheureusement pas, d'une conversation avec ce même Feix qui lui expliqua que « ce n'était pas commode de faire accepter par la France et les Français l'idée d'une Algérie indépendante [51] ».

Une historienne, Laure Pitti, a particulièrement étudié l'usine Renault de Billancourt, la « forteresse ouvrière », durant cette guerre. Elle a recensé quatre-vingt-seize mobilisations de mars 1955 à février 1962, dont seulement quinze débrayages et huit manifestations. Lors des meetings, la police patronale a recensé à chaque fois quelques centaines de participants (sur

les 27 000 ouvriers), c'est-à-dire l'ordre de grandeur des militants du PCF présents dans l'usine, moins que les effectifs de la CGT. Claude Poperen, alors secrétaire de la CGT-Renault, évoqua devant l'historienne les « manifestations où on partait du syndicat pour aller à la mairie de Billancourt, et on était quoi ? Cent cinquante, deux cents maximum, on ne marchait pas sur la chaussée, on marchait sur le trottoir [52] ». En 1959, Jacques Gautrat, dit Daniel Mothé, animateur par ailleurs de la revue *Socialisme ou Barbarie*, publie un récit de vie, deux années passées au cœur de ce Renault-Billancourt, objet de toutes les attentions. L'image des relations entre ouvriers français et algériens y est plutôt désespérante : les contacts, hors des lieux de travail, sont inexistants. Facteur aggravant, les anciens d'Algérie, réintégrés dans l'usine après leur temps d'armée, ne réfléchissent guère à leur expérience et sont parfois plus racistes qu'avant leur départ. Partout, le vocabulaire raciste – « ratons », « crouilles »… – fleurit. « Sauf chez quelques militants communistes, la solidarité prolétarienne entre les rappelés et les Nord-Africains ne s'est pour ainsi dire jamais manifestée », conclut l'auteur [53]. Plus nuancé, moins accusateur, le roman de Claire Etcherelli, *Élise ou la vraie vie* (1967), qui raconte l'amour entre une ouvrière française et un manœuvre algérien en pleine guerre, souligne la persistance de certains comportements racistes dans ces milieux. En 1961, un fonctionnaire de la Préfecture de police, chargé d'évaluer l'état d'esprit de la population envers les Algériens, ne s'embarrasse pas, lui, de mots : « La masse ouvrière fait preuve d'un certain racisme. […] L'ouvrier

français, installé dans ses conquêtes sociales, considère le musulman avec un sentiment de supériorité en même temps qu'il en a peur car il ne le comprend pas [54]. »

Ce cadre global explique les difficultés qu'eurent les militants à ne serait-ce que se faire « entendre » par les travailleurs. Se faire « écouter » était une autre étape, difficilement – et pas toujours – franchie. Quant à « convaincre »… On en a maints exemples. En octobre 1955, le secrétaire fédéral du PCF des Ardennes, Roger Villemaux, se déplace devant l'usine Lorraine-Escaut, à Sedan, pour dénoncer la guerre d'Algérie. L'envoyé des Renseignements généraux note, sans doute avec satisfaction : « Il a développé le thème du tract, mais sa venue est passée presque inaperçue, les Nord-Africains eux-mêmes hésitant à s'arrêter pour écouter les harangues du militant communiste [55]. » Autre témoignage, celui de Julien Lauprêtre, alors secrétaire général du Secours populaire. Nous sommes le 24 mai 1956 [56] : « Il ne faut pas se faire d'illusions : on était totalement à contre-courant. Personnellement, d'après ma longue expérience, ça a été la campagne de solidarité la plus difficile de ma vie. Une anecdote à ce propos : un jour, je me rends avec Raymond Gerbal [57], qui travaillait à *La Défense* [hebdomadaire du Secours populaire] à l'époque, aux portes de l'usine Rateau, à La Courneuve. Travaillaient là des métallos, de vrais prolos, la CGT était forte, etc. Je monte sur une chaise et je commence mon petit discours : "Solidarité avec les prisonniers politiques algériens, non à la peine de mort" et tout le reste. Et puis on fait un appel aux dons. Arrivent des femmes, bien décidées : "Mon p'tit gars, on va te faire la peau si tu soutiens

ceux qui tirent sur nos jeunes, et qu'est-ce que tu fais pour eux ?" Elles joignent le geste à la parole, elles me prennent par le col. Il a bien fallu renoncer [58] ! » À Renault-Billancourt, c'est l'avocate Nicole Dreyfus, de retour d'Algérie où elle avait plaidé, qui est critiquée, lorsqu'elle évoque les tortures pratiquées par l'armée : « Vous avez tort de parler comme ça, ce n'est pas possible que des soldats du contingent fassent ça [59]. » La plupart des ouvriers passent leur chemin. Aux ateliers SNCF de Montrouge, un jeune militant CGT, Edmond Amiable, est rappelé en Algérie. Sa section décide de réunir le personnel afin de protester : « Lorsque la prise de parole eut lieu, nous n'étions plus qu'une vingtaine de cheminots sur deux cents [60]. » On pourrait probablement multiplier les témoignages. Et force est de constater que les exemples contraires, ceux d'une solidarité spontanée, manifeste, éclatante, sont rarissimes.

En pleine guerre, une polémique, peu connue, opposa une universitaire et un syndicaliste dans les colonnes de la revue *La Pensée*, contrôlée par les communistes. En janvier 1960, la sociologue Andrée Michel, bien connue des spécialistes (elle était l'auteure d'une étude, suite à un long travail de terrain, *Les Travailleurs algériens en France* [61]), mais également femme engagée [62], y publie un article [63]. Les thèses qu'elle présente sont à mille lieues de l'orthodoxie dominante alors dans les milieux de la militance communiste ou cégétiste : « Les grandes grèves nationalistes entreprises par les travailleurs algériens au cours des années 1957 et 1958 réalisèrent une situation au cours de laquelle on put étudier l'attitude ouvrière. La riposte ouvrière à l'échelon [des entreprises] ne fut pas au niveau de la

répression patronale. Pendant la grève, des ouvriers se plaignirent de faire le travail des Algériens que l'on estimait dégradant. À la fin de la grève, le patronat procéda à des licenciements massifs de travailleurs algériens grévistes. Un syndicaliste algérien, depuis dix ans membre responsable d'une union départementale de la CGT, remarqua à cette occasion que les relations entre travailleurs français et algériens pouvaient être qualifiées de "précaires" et que ni les uns ni les autres ne semblaient "intégrés" au même groupe prolétarien. La guerre n'a pu que creuser un peu plus le fossé. L'ambiguïté de l'attitude ouvrière montre par conséquent que l'"internationalisme prolétarien" ne peut naître que d'une lente éducation de la part des responsables syndicaux. » Un jeune leader syndicaliste – il a nom Henri Krasucki – lit ce texte et, furieux, exige un droit de réponse, qu'il obtient dans le numéro suivant [64]. Il y exalte au contraire « la solidarité et la fraternité ouvrières dans des conditions cependant difficiles » et cite de nombreux exemples de cette solidarité. « Sans doute ces luttes ont-elles leurs insuffisances et ne sont-elles pas encore au niveau que nécessite la situation. Sans doute y a-t-il des travailleurs français influencés par les campagnes chauvines et racistes. On ne juge pas d'un combat en dehors des conditions dans lesquelles il se déroule. On ne juge pas la classe ouvrière sur ses éléments les plus retardataires. » Version communiste de la célèbre formule de La Bruyère [65] : « Krasucki peint les ouvriers comme ils devraient être, Andrée Michel tels qu'ils sont. »

Par déni ou par volonté de ne pas contribuer aux campagnes de division, la presse communiste a quasiment toujours, durant la guerre, penché en faveur de la thèse krasuckienne : le « rôle historique de la classe ouvrière[66] » était un pilier du credo communiste. Un pilier fendillé…

Notes du chapitre

[1] ↑ Cette étude se fonde sur une recherche effectuée dans la revue de l'IFOP, *Sondages*, appuyée sur un article de Charles-Robert AGERON, « L'opinion française à travers les sondages », *in* Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Colloque IHTP/CNRS, 15-17 décembre 1988, Fayard, Paris, 1990 ; voir également la synthèse « De 1955 à 1959, l'évolution de l'opinion sur la situation en Algérie », *IFOP Collectors*, n° 33, novembre 2014.

[2] ↑ Barbara VIGNAUX, « L'AFP en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 83, mars 2004.

[3] ↑ Gilles MARTINET, « Les maîtres de la presse française », *France Observateur*, 20 janvier 1955.

[4] ↑ William G. ANDREWS, *French Politics and Algeria. The Process of Policy Formation*, Appleton Century Crofts, New York, 1962.

[5] ↑ Les études historiques portant sur la presse de province confirment cet unanimisme. Voir par exemple Claude DÉROCHE, *Les Ardennais et la guerre d'Algérie*, Terres ardennaises, Charleville-Mézières, 2002 ; Yves FREY, *La Guerre d'Algérie en Alsace. 1945-1965, enquête sur les combattants de l'ombre*, La Nuée bleue, Strasbourg, 2013 ; Bénédicte PONÇOT, *Besançon à l'heure de la décolonisation. Le processus de décolonisation vu d'une ville moyenne de province, de 1945 aux années 1960*, doctorat en histoire, Université de Bourgogne, École doctorale LISIT, 2016.

[6] ↑ Pierre ALBERT, *La Presse française*, La Documentation française, Paris, 2004.

[7] ↑ Claude PAILLAT et François PAGÈS, 16 juin 1956.

[8] ↑ *Paris Match*, 31 mai 1958 ; légende en une, accompagnant une photo de musulmanes dévoilées.

[9] ↑ *Jours de France*, 14 avril 1956.

[10] ↑ *Jours de France*, 22 septembre 1956.

[11] ↑ Marcel Péju, « L'affaire Maurice Audin et la presse d'"information" », *Les Temps modernes*, n° 166, décembre 1959 (cité par Patrick Kessel, *Guerre d'Algérie. Écrits censurés, saisis, refusés, 1956-1961*, L'Harmattan, Paris, 2002).

[12] ↑ Jean Lartéguy, *Les Centurions*, Presses de la Cité, Paris, 1960.

[13] ↑ *Les Centurions*, réalisation de Mark Robson, 1965.

[14] ↑ Henri Alleg, *La Question*, Minuit, Paris, 1958. Il est vrai que le livre fut vite interdit. Mais, même en ajoutant les exemplaires qui furent diffusés sous le manteau, on est très loin des chiffres lartéguyens.

[15] ↑ Lucien Rioux, « De *Bambino* à *Mustapha*, le fond sonore de la guerre », *in* Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora (dir.), *La France en guerre d'Algérie*, Musée d'Histoire contemporaine/BDIC, Paris, 1992.

[16] ↑ Archives INA, <frama.link/6og0ewPv>.

[17] ↑ Jean-Pierre Farkas, ancien correspondant de cette radio en Algérie, entretien avec l'auteur, Paris, 10 novembre 2017.

[18] ↑ Martin Harrison, « Government and press in France during the Algerian war », *The American Political Science Review*, vol. 27, n° 2, juin 1964 (cité par Christophe Barthélémy, « Les saisies de journaux en 1958 », *in* Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora (dir.), *La France en guerre d'Algérie*, *op. cit.*).

[19] ↑ Y compris donc les trois derniers mois de la guerre d'Indochine.

[20] ↑ Christophe Barthélémy, « Les saisies de journaux en 1958 », *loc. cit.* (ce titre est d'ailleurs trompeur, car l'auteur ne limite aucunement son étude à l'an 1958).

[21] ↑ Claude Estier, *Journalistes engagés*, Le Cherche-Midi, Paris, 2011.

[22] ↑ *Le Canard enchaîné*, 12 mars 1958.

[23] ↑ *Le Monde*, 3 juillet 1960.

[24] ↑ Le dernier « gouverneur général » de l'Algérie coloniale fut Jacques Soustelle (1912-1990), de février 1955 à janvier 1956. Le nouveau président du Conseil investi en février 1956, le socialiste Guy Mollet, créa alors le poste de ministre « résidant » en Algérie (et non « résident » : par cette subtilité, le gouvernement avait voulu souligner que le ministre resterait en permanence en Algérie durant son mandat).

[25] ↑ Jean-Pierre Farkas, blessé lors du même attentat, entretien cité avec l'auteur.

[26] ↑ Pierre COURTADE, « Faites cesser la terreur » ; Roger LAMBOTTE, « En Algérie, les hameaux rasés étaient encore habités », *L'Humanité*, 24 août 1955.

[27] ↑ Émilie ROCHE, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie :* Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, L'Express, France Observateur, *1954-1962*, thèse de doctorat de sciences de l'information et de la communication, Université Lumière-Lyon-II, 9 novembre 2007, <frama.link/rh_WpKPQ>.

[28] ↑ Ses lettres sont publiées, après sa mort au combat, par les *Cahiers de Témoignage chrétien*, immédiatement saisis (février 1957). Outre *L'Humanité-Dimanche*, *France Observateur* (28 février) qui avait repris ce témoignage, subit le même sort.

[29] ↑ Madeleine RIFFAUD, « J'ai diffamé M. Papon », *L'Humanité*, 6 mars 1961.

[30] ↑ Sébastien MADAU, *La Marseillaise*, 9 avril 2014.

[31] ↑ Liste établie d'après les archives de Me Paul Vienney, avocat de la presse communiste, déposées au Musée d'Histoire vivante, Montreuil.

[32] ↑ René ANDRIEU, *La Guerre d'Algérie n'a pas eu lieu*, Éditions sociales, Paris, 1992.

[33] ↑ Archives de l'Union des Jeunesses communistes (AD 93, Bobigny, 500 J 350).

[34] ↑ Le mot de « fellagha », pluriel de *fellag*, a un sens péjoratif en arabe (bandit de grand chemin). Il a d'abord été utilisé, à partir de 1952, par les communicants de l'armée française et par les médias qui les relayaient, pour désigner les nationalistes tunisiens engagés dans la lutte armée pour l'indépendance. Il sera ensuite largement médiatisé en France durant la guerre d'Algérie pour qualifier les combattants de l'ALN.

[35] ↑ *France-Soir*, 12 septembre 1952.

[36] ↑ *Paris Match*, 6 novembre 1954 (voir Marie CHOMINOT, « Les débuts de la guerre d'Algérie dans l'hebdomadaire *Paris Match* », *in* Mohammed HARBI et Benjamin STORA (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004. La fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004).

[37] ↑ IFOP, « De 1955 à 1959, l'évolution de l'opinion sur la situation en Algérie », *loc. cit.*

[38] ↑ De Gaulle emploie l'expression le 23 août 1961 devant l'ambassadeur Hervé Alphand (Hervé ALPHAND, *L'Étonnement d'être. Journal 1939-1973*, Fayard, Paris, 1977).

[39] ↑ *Le Monde*, 7 juin 1958. Il faut noter que, dans la publication des *Discours et Messages*, ce texte est absent (de Gaulle tenait à ce que seuls ses discours écrits figurent dans ses recueils).

[40] ↑ Charles DE GAULLE, conférence de presse, 11 avril 1961, *in Discours et Messages*, tome 3, *Le Renouveau, 1958-1962*, Plon, Paris, 1970.

[41] ↑ Jeannette VERMEERSCH, « Le problème algérien et l'intérêt national », *Cahiers du communisme*, mars 1959.

[42] ↑ « Note sur les difficultés rencontrées à Nanterre par rapport au problème des Algériens », 5 novembre 1954. Ce document a été retrouvé dans les archives de la Section outre-mer du PCF, à l'appui d'une note de Léon Feix au secrétariat sur cette question, ressentie comme grave (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[43] ↑ Cité par Françoise DE BARROS, « Les effets de la guerre d'indépendance algérienne sur des espaces politiques locaux métropolitains : représentations "coloniales", pratiques électorales et politiques publiques communales », *in* Emmanuel BELLANGER et Julian MISCHI (dir.), *Les Territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Armand Colin, Paris, 2013.

[44] ↑ Nous n'avons pu déterminer si l'auteure fait référence à la pétition de fin 1954 signalée par nous ou s'il s'agissait d'une nouvelle protestation des habitants.

[45] ↑ Cédric DAVID, *La Résorption des bidonvilles de Saint-Denis. Un nœud dans l'histoire d'une ville et de « ses » immigrés (de la fin des années 1950 à la fin des années 1970)*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université Paris-I, Centre d'histoire sociale du XXe siècle, octobre 2002 (fonds Jacques Girault, AD 93, Bobigny, 319 J 42).

[46] ↑ Emmanuel BLANCHARD, « La police et les “médinas algériennes” en métropole, Argenteuil 1957-1962 », *Métropolitiques*, 2012, <frama.link/hgP9q-fx>.

[47] ↑ Georges THÉVENIN, « Nos devoirs envers les travailleurs coloniaux immigrés », *loc. cit.*

[48] ↑ Georges THÉVENIN, « Notre alliance avec les travailleurs algériens en France », *Cahiers du communisme*, juillet-août 1955.

[49] ↑ Saïd ABTOUT, entretien avec l’auteur, Malakoff, 15 février 2017. Saïd Abtout ajoute : « Des années plus tard, à Prague où je représentais le PCA, j’ai revu Marchais, qui était devenu un chef connu. Il m’a dit : “Qu’est-ce que tu fais là ?” Il n’avait pas oublié. Il ne m’aimait pas beaucoup. »

[50] ↑ Voir Alexis BERDCHAVSKI, La Question *d’Henri Alleg. Un “livre-événement” dans la France en guerre d’Algérie*, Larousse, Paris, 1994.

[51] ↑ René JUSTRABO, Lettre à l’auteur, Dijon, 27 avril 1987.

[52] ↑ Laure PITTI, « Renault, la “forteresse ouvrière” à l’épreuve de la guerre d’Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 3 (83), 2004.

[53] ↑ Daniel MOTHÉ, *Journal d’un ouvrier*, Minuit, Paris, 1959.

[54] ↑ Commandant Hippolyte BÉRENGUIER, *Quelques notes sur les Algériens musulmans dans le département de la Seine*, Document dactylographié, janvier 1961, 74 p. + annexes, à diffusion interne pour les services de police (APPP, Série GD 4, GA Br 50).

[55] ↑ Rapport cité par Claude DÉROCHE, *Les Ardennais et la guerre d’Algérie*, *op. cit*.

[56] ↑ *Journal d’Aubervilliers*, 25 mai 1956. Ce meeting a fait l’objet d’un rapport de police : DIRECTION DE LA POLICE MUNICIPALE, « Propagande nord-africaine, réunions publiques » (APPP, HA 33, dossier 4563).

[57] ↑ Raymond Gerbal, alors également militant du Secours populaire, deviendra ensuite un homme de théâtre connu.

[58] ↑ Julien LAUPRÊTRE, entretien avec l’auteur, Paris, 9 juin 2017.

[59] ↑ Citée par Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d’Algérie*, *op. cit*.).

[60] ↑ Edmond AMIABLE, « Témoignage d’un syndicaliste CGT », *in* COLLOQUE CGT, *Le rôle du syndicalisme pour la paix et l’indépendance de l’Algérie* (*L’Union*, Union

régionale CGT d'Île-de-France (URIF), supplément au n° 83, décembre 2001).

[61] ↑ Andrée MICHEL, *Les Travailleurs algériens en France*, Travaux du Centre d'études sociologiques, Éditions du CNRS, Paris, 1956.

[62] ↑ Elle s'engagea dans un réseau de porteurs de valises (voir Marie VOGEL, « Andrée Michel, sociologue sans frontières », suivi d'un entretien avec Andrée Michel, *Travail, genre et sociétés*, vol. 22, n° 2, 2009).

[63] ↑ Andrée MICHEL, « La sociologie des relations raciales », *La Pensée*, février 1960.

[64] ↑ Henri KRASUCKI, « La CGT et les travailleurs algériens. Réponse à Andrée Michel », *La Pensée*, mars-avril 1960.

[65] ↑ Voir notamment Maurice THOREZ, « Notion de classe et rôle historique de la classe ouvrière. Exposé présenté à la séance inaugurale de la Semaine de la pensée marxiste », *loc. cit*.

[66] ↑ « Corneille peint les hommes comme ils devraient être, Racine les peint tels qu'ils sont. »

9. Le communisme de guerre froide : état des forces… et des faiblesses

Moins de deux ans après la chute du nazisme, éclate une guerre sourde, puis de plus en plus ouverte, que l'on appellera plus tard « froide ». Il y a, à l'ouest et à l'est, convergence des constats – même si l'analyse des responsabilités, elle, diverge totalement. À l'ouest, Churchill dénonce le « rideau de fer [qui] s'est abattu sur le continent [1] » ; à l'est, Jdanov, l'idéologue le plus influent du Kremlin, théorise la division du monde en un « camp impérialiste et antidémocratique » et un « camp anti-impérialiste et démocratique [2] ». Chacun est dès lors sommé de « choisir son camp ». Pour les communistes français, pas d'états d'âme, le choix sera vite fait. À chaque étape de la vie politique internationale – crise de Berlin, procès de Prague, procès Kravtchenko, dénonciation du titisme, guerre de Corée –, le PCF prendra bruyamment parti pour le camp dirigé par l'Union soviétique. Malgré l'aide de rares alliés, dits « compagnons de route », ce parti vivra, durant presque deux décennies, dans un « ghetto » politique. Il y aura toutefois une rémission, de 1953-1954 (armistice en Corée, paix en Indochine) à fin 1956 (intervention soviétique en Hongrie). Les premiers temps de la

guerre d'Algérie se situent précisément à ce moment, d'où sans doute bien des illusions au sein de la direction du PCF.

Le communisme stalinien : du « rayonnement solaire » au déclin

Certes, ce « ghetto » peut paraître assez spacieux, le PCF influençant autour de 25 % des électeurs sous la IVe République, capital ramené à moins de 20 % au début de la Ve. Dans la vie syndicale, la CGT reste dominante, malgré la scission de Force ouvrière en avril 1948 : un peu plus de 43 % des voix aux élections des représentants au conseil d'administration de la Sécurité sociale de juin 1950 [3]. Mais cette façade est trompeuse. La force d'intervention du mouvement communiste a été érodée, régulièrement, inéluctablement, durant toute la guerre froide. Politiquement, lorsque commence le conflit algérien, le communisme a perdu l'ascendant qu'il avait acquis lors de la Résistance. Le « rayonnement solaire » que dégageait le « communisme stalinien » après la Libération selon Edgar Morin – formule déjà citée [4] – dura peu. Des adhérents partiront en masse, des femmes et des hommes se détacheront, des « compagnons de route » quitteront, discrètement ou spectaculairement, cette route pour prendre des chemins de traverse. Quel est l'état des

forces du mouvement au moment où commence la guerre d'Algérie ?

Les effectifs du PCF ont fondu. Au XIII[e] congrès tenu à Ivry en juin 1954, le secrétaire à l'organisation Marcel Servin (1918-1968) annonce 506 250 adhérents mais reconnaît la « disparition de cellules entières [5] ». En réalité, les effectifs sont beaucoup plus faibles : sans doute à ce moment de l'ordre de 270 000 adhérents (pour 19 000 cellules), selon l'étude minutieuse de Roger Martelli, à comparer aux 540 000 membres réels en 1947 (pour 36 000 cellules), soit une division des forces par deux en huit années. Durant la guerre d'Algérie, l'érosion continuera, mais de manière atténuée (258 000 adhérents en 1962) [6]. Le mouvement de jeunesse lié au PCF, l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF) [7], qui avait compté jusqu'à 250 000 membres en 1945, connut un étiage lors de la guerre froide : guère plus de 30 000 jeunes organisés au milieu des années 1950, à la veille de la reconstitution des Jeunesses communistes [8]. Même érosion à la CGT : entre 1947 et 1952, la confédération a perdu plus de la moitié de ses effectifs, de 5,5 à 2,5 millions. Même en prenant en compte la scission de Force ouvrière (départ d'environ 300 000 adhérents), l'affaiblissement était net [9].

La direction ayant réponse à tout, elle utilisa une imparable logique : « Le parti se renforce en s'épurant », reprenant les termes d'une lettre de Ferdinand Lassale à Marx, le 24 juin 1852 [10]. Ou encore un vers de Pouchkine, alors souvent cité : « Les coups de marteau brisent le verre et forgent le fer. »

Maurice Thorez, dans le discours de clôture du XII[e] congrès (Gennevilliers, avril 1950), a une formule étonnante : oui, nous avons perdu des membres « petits-bourgeois, inconsistants et timorés par nature », venus dans les illusions unanimistes de la Libération, mais nous avons recruté des « hommes nouveaux [11] ». Auguste Lecœur (1911-1992), dans les derniers temps de son pouvoir [12], qualifiera cette « épuration » de « naturelle et bienfaisante », car prouvant que le parti menait le bon combat de classe [13]. Ces formules à fonction consolatrice ne devaient pas convaincre beaucoup de dirigeants : en interne, l'inquiétude était réelle.

La presse communiste a connu une érosion comparable : du pic de janvier 1946 (526 000 exemplaires quotidiens), *L'Humanité* passe à 450 000 en avril 1947, 310 000 en 1949, 190 000 en 1950. Durant la guerre d'Algérie, elle tirera entre 130 000 et 150 000 exemplaires, seules les ventes de masse de *L'Humanité-Dimanche* (parfois 400 000 exemplaires) parvenant à maintenir un certain niveau. L'autre grand quotidien communiste, *Ce Soir*, a disparu en 1953. *Libération*, dirigé par l'ancien résistant Emmanuel d'Astier de la Vigerie (1900-1969), considéré comme paracommuniste, vivote [14]. En province, alors qu'à la Libération chaque région, parfois chaque département, avait un périodique communiste, l'hécatombe est dramatique : les quotidiens *Ouest-Matin* (Rennes), *Le Patriote* (Toulouse), *Les Nouvelles* (Bordeaux), *La République* (Lyon) cessent de paraître durant la guerre d'Algérie, d'autres titres survivent à peine [15] . Dans le Sud-Est, le second grand titre de la presse communiste, *La Marseillaise*, se débat dans des difficultés. Le député Marius

Patinaud déplore publiquement que seuls 20 % des communistes de la région le lisent[16]. Que dire alors des sympathisants ? Et des électeurs ?

Quant au Parti communiste algérien, il n'a pu conquérir, comme il l'avait un temps espéré, une place prédominante dans la vie du pays. Ses dramatiques erreurs du printemps 1945, ses retards sur le choix de la lutte pour une indépendance totale, ses liens étroits maintenus avec le PCF – communauté de lutte et d'idéal pour certains, subordination pour d'autres – lui ont aliéné les sympathies d'une partie du mouvement national. Comme par ailleurs la masse des Européens s'est détournée de lui, lui faisant le reproche exactement inverse, le PCA peine à s'affirmer. En 1955, à la veille de sa dissolution, il compte quelque 13 000 adhérents (6 000 dans l'Algérois, 4 000 dans l'Oranais, 3 000 dans le Constantinois)[17]. Ce qui est remarquable pour un parti luttant en terre coloniale contre l'esprit dominant, mais bien insuffisant pour peser sur la vie politique de façon décisive. Cette faiblesse organisationnelle était en revanche compensée par le rayonnement, bien au-delà du lectorat, du quotidien *Alger républicain*[18], non formellement communiste, mais dont chacun savait qu'il était animé par des militants du PCA. Son tirage pouvait paraître modeste (entre 25 000 et 30 000 exemplaires), mais tous les témoignages attestent qu'il était lu avec une certaine avidité par les « musulmans » – ceux en tout cas qui étaient alphabétisés – et aussi l'objet de lectures publiques. Dans le même temps, « à mesure que ses positions sur la question nationale se radicalis[ai]ent, des lecteurs d'origine européenne

l'abandonn[ai]ent [19] ». Un test significatif est l'évolution des ventes immédiatement après le déclenchement de la guerre de libération nationale : en décembre 1954 (par rapport à décembre 1953), *Alger républicain* connaît une baisse de 13,9 % à Bab El Oued, quartier européen, alors qu'à la Casbah, il progresse de 5,4 % [20] .

1950-1952 : de la course en avant à l'avant-gardisme

Militants moins nombreux, ayant à accomplir plus de tâches, chacune étant présentée par la direction comme prioritaire… On constate au début des années 1950 un hiatus entre deux types de phénomènes que les directions communistes semblent avoir tenté de combler par un appel à l'action militante tous azimuts. Que l'on écoute les souvenirs des militants de cette période, que l'on lise les pages de la littérature « réaliste socialiste » – on pense au premier André Stil (1921-2004, écrivain et rédacteur en chef de *L'Humanité* de 1950 à 1959) – consacrées au quotidien de ces militants de base, le constat est le même : il y avait tout à faire, et vite. Le communiste-modèle de cette période doit assister à ses réunions (de cellule, de section, et plus au besoin), distribuer des tracts, vendre *L'Huma-Dimanche*chaque semaine, parfois *L'Huma* en semaine lorsqu'il y avait saisie, coller des affiches, aller fidèlement aux réunions

publiques multiples (c'est une période où le PC français remplissait plusieurs fois par an la « Mutu » ou le Vel' d'Hiv'), préparer la fête de *L'Huma*, montage et démontage des stands compris. Plus, évidemment, l'adhésion et si possible une militance supplémentaire dans une « organisation de masse ».

C'est tout ? Non. Lire, lire, encore et encore, si possible le stylo à la main : d'abord *L'Huma*, parfois un quotidien régional, les hebdomadaires *France nouvelle* et *La Vie ouvrière*, le mensuel (austère !) *La Nouvelle Critique*, parfois complétés pour les plus cultivés par la lecture de *La Pensée*, des brochures (les principaux discours des membres du BP étaient diffusés de cette façon, au rythme d'une par mois), des livres (Thorez d'abord, Staline ensuite, avant Marx et Lénine), etc. Et tout cela pour… convaincre ! Selon le vieux précepte marxiste, « une idée devient dominante lorsque les masses s'en emparent », chaque communiste se devait de « combattre les idées de l'adversaire », de « défendre la ligne », en toutes circonstances, en famille, à l'atelier, au bistrot, au ciné-club du quartier, etc. Il était le soldat volontaire, actif et discipliné, dont l'armée, son armée, avait besoin dans l'implacable lutte des classes. Mais à quel prix ?

Avec cette conséquence inévitable : un temps, que l'on peut situer entre 1950 et 1952, la « course en avant » s'est transformée en avant-gardisme. Un paroxysme est passé à la postérité : la fameuse manifestation du 28 mai 1952, déjà évoquée, contre la présence à Paris du général américain Matthew Ridgway[21]. La direction du PCF, cédant paradoxalement au vertige de la phrase gauchiste, incita les

militants non seulement à descendre dans la rue, mais à en découdre avec les forces de l'ordre, marquant la volonté communiste de ne plus reculer. Si les militants les plus acharnés purent, pour une fois, avoir la satisfaction de voir à terre plus de policiers blessés (trois cent soixante-douze) que de manifestants (dix-sept, mais aussi deux morts, le communiste algérien Hocine Belaïd et l'ouvrier Charles Guénard), bien d'autres, plus clairvoyants, constatèrent que l'engagement physique avait suppléé à la maigreur des rangs (quelques milliers) et que les « Français moyens » sur les trottoirs (ou, le plus souvent, même, rentrés précipitamment chez eux) n'avaient rien compris à ce qui était en jeu. Aragon a écrit sur cette solitude des lignes qui sentent très fort l'autobiographie et… l'autocritique : « J'ai eu un sentiment horrible. […] Je me disais, alors, les gens ? Je comparais avec dix-sept, dix-huit ans plus tôt, et ça me faisait froid. On était devenus des étrangers pour les gens, alors ? […] Que, nous, enfin, nous soyons comme ça, sept ans après la Libération, si complètement séparés d'eux, des autres [22] … » Plus que la répression qui s'ensuivit, ce fut sans doute ce paroxysme du divorce entre avant-garde et masses qui marqua l'histoire du PCF lors de la guerre froide.

La réponse de l'État, en tout cas, ne fut pas tendre : arrestations de Jacques Duclos et d'André Stil les 28 et 29 mai 1952, dizaines de perquisitions ponctuées de saisies de milliers de documents, sept cent dix-huit inculpations, interdictions d'association qui ne furent plus jamais levées. Si les communistes, dans leur expression publique, se gardèrent d'avouer qu'ils prenaient des coups, les dirigeants ne se payèrent pas de mots. Lors de la

séance du comité central qui suivit cette « manif », le 18 juin 1952, divers membres exprimèrent de très fortes craintes. Auguste Gillot rapporta que, dans la fédération qu'il suivait, la Sarthe, certes pas la plus prolétarienne, les communistes avaient été « désemparés », s'interrogeant : « Ça y est déjà, c'est comme en 39. On va mettre le parti dans la clandestinité. Tout recommence comme en 39. » Léon Feix précisa même que certains « camarades [étaient] entrés de plain-pied dans l'illégalité, […] nous en connaissons tous dans les fédérations que nous suivons ». En filigrane, une critique de la stratégie d'ultragauche, qui avait amené le PCF et les organisations qui le suivaient, surtout la CGT, dans une impasse dramatique depuis cinq ans : l'alternative ne pouvait être qu'entre un repli peu glorieux et… la fuite en avant. Pour aller où ?

Le même phénomène s'observa alors dans la lutte contre la guerre d'Indochine [23] . À partir du début 1950, la presse du PCF et de la CGT accorda à des actions dures un écho exceptionnel. Un temps, le moindre arrêt de travail, le moindre blocage de train prit des allures d'épopée. On a un peu l'impression que les militants les plus déterminés « fabriquaient » des événements, souvent à la limite, parfois au-delà de la limite, des raids de commandos. « Fermons la porte océane au matériel de guerre », affirmait ainsi le journaliste et écrivain Jean-Pierre Chabrol (1925-2001) dans *L'Humanité-Dimanche* le 8 janvier 1950, à propos d'opérations chocs des dockers de La Pallice. À Nice, en février de la même année, un tronçon de V2 allemand de la guerre est basculé dans le port : l'hebdomadaire de la CGT ne cache nullement cet acte, il titre au contraire : « Bravo

Nice [24] ! » À Roanne, le 23 mars, les manifestants, après avoir bloqué un train, se heurtent aux CRS durant toute la journée, achevée par une vingtaine d'arrestations. À Grenoble, Brive, Béziers ou Paris (gare de Vaugirard), du matériel militaire est détérioré ou jeté sur le ballast par des manifestants.

Début 1950, *L'Humanité* titre régulièrement : « Pas de locomotive pour la sale guerre, décident les ouvriers riveurs de la grosse chaudronnerie de Fives-Lille [25] » ; « Ce matériel de guerre n'ira pas en Indochine ! Les gars de chez Renault vident un wagon d'appareils de radio [26] » ; « À La Pallice, le matériel pour l'Indochine n'est pas parti [27] ». Mais ce mouvement avait des limites évidentes, car il ne puisait pas ses racines dans une volonté internationaliste clairement exprimée par la classe ouvrière dans son ensemble, mais d'une pratique volontariste des directions du PCF et de la CGT imposée aux avant-gardes, en espérant qu'elle ferait tache d'huile. Un moment forcément éphémère lorsque ce n'était pas le cas. La lecture de la presse de l'époque montre bien, malgré les formules toutes faites, qu'une partie des ouvriers, prête à suivre la CGT pour son combat social dans ses formes habituelles de lutte, répugnait à participer à des initiatives trop souvent violentes et sans lien évident avec leurs revendications et leur vécu quotidien. Les dockers, aux traditions anarcho-syndicalistes affirmées et anciennes, tinrent bon. Mais ils furent à peu près les seuls. Les notes prises lors des réunions du bureau politique du PCF du 17 avril 1952 attestent de l'échec de cette forme de lutte : « Absence d'actions effectives contre guerre. […] Peu d'actions contre transport matériel de guerre et fabrication » (François

Billoux) ; « Lutte contre fabrication de guerre. Changements sérieux à apporter. On a eu action pendant une période. Ça s'est tassé. Trop souvent actions d'avant-garde ; nous avons voulu lier à mouvements de masse et finalement initiatives individuelles se sont arrêtées » (Raymond Guyot) [28] .

Et pour cause : ce bras de fer entre l'« État bourgeois » – qui, rappelons-le, était investi alors par toutes les autres forces politiques, SFIO comprise – et les éléments les plus actifs du mouvement ouvrier ne pouvait que tourner à la confusion de la direction du PCF, qui entendait le représenter. Persister impliquait pour elle d'aller au-devant d'un cinglant échec. D'où un retour vers un certain légalisme et la recherche simultanée de campagnes plus classiques et plus mobilisatrices, dénonçant les injustices subies par deux « héros positifs » communistes, Raymonde Dien [29] et Henri Martin (1927-2015) [30] , et sanctionnant l'abandon de fait des pratiques avant-gardistes [31] .

Face à la répression

Lorsque le conflit algérien commence, toutes les organisations communistes ou communisantes, du sommet à la base, sont en tout cas affaiblies, certaines décapitées. Des dirigeants du PCF (Jacques Duclos), de l'UJRF (Paul Laurent, Louis Baillot, Guy Ducolonné, Jean Messer), de la CGT (Alain Le Léap, André Tollet, Lucien Molino), de *L'Humanité* (André Stil, Pierre Courtade,

Robert Lambotte) ont été à un moment ou à un autre l'objet de poursuites, beaucoup ont été emprisonnés quelques jours ou quelques mois. D'autres enfin ont été contraints à une semi-clandestinité (Benoît Frachon de la CGT, Léo Figuères et François Hilsum de l'UJRF). Même les élus n'ont pas été à l'abri : la levée de l'immunité parlementaire de Duclos, Guyot, Billoux, Fajon, Marty (députés) et Feix (conseiller de l'Union française) fut demandée par le gouvernement le 16 octobre 1952, mais rejetée par une courte majorité (302 voix contre 291) par l'Assemblée le 6 novembre.

À la base, quelle est l'importante section syndicale, quelle est la cellule d'entreprise qui, au cours de la guerre froide, n'a pas perdu un, deux, trois de ses dirigeants ? Des milliers d'organisations ont été détruites. Certaines se relevèrent, d'autres pas. Au XVIIIe congrès de la CGT (27 mai-1er juin 1951), le rapporteur donna des chiffres : 3 500 travailleurs avaient été poursuivis, 1 200 condamnés à des peines de prison, amendes et dommages et intérêts, vingt secrétaires d'unions départementales, soixante-dix secrétaires de syndicats de base avaient été inculpés ; dans la fonction publique, 3 900 sanctions, pouvant aller jusqu'à la révocation, avaient été prononcées [32] . À Renault-Billancourt, à la suite des licenciements de l'année 1952, le comité de section se trouva complètement hors d'état d'agir. Roger Linet, un cadre historique du communisme/cégétisme dans cette grande entreprise, brossait un sombre tableau devant ses camarades du comité central : « Nous voyons maintenant que le comité de section se trouve complètement décapité. Il ne reste que trois membres du CS qui

sont encore dans l'usine, sur trente-six. Le bureau du syndicat, c'est la même chose, il n'en reste plus que cinq. » L'orateur estimait qu'en tout, les organisations communiste et cégétiste avaient perdu cent soixante-douze militants, dont cinquante délégués. Il concluait : « Nous avons subi un choc important dans cette usine. Nous ne sommes plus en mesure maintenant de faire des actions importantes avant quelque temps [33]. » « Dans nombre d'usines contribuant à la fabrication de matériel de guerre, témoignera plus tard Raymond Barbé, pilier de la Section coloniale, l'application du mot d'ordre du parti s'est traduite par la mise à la porte des meilleurs communistes et le renoncement par nombre d'autres (y compris la démission du parti), à tel point que le parti perdait l'essentiel de ses forces dans ces entreprises [34]. » Même constatation dans une autre forteresse, le syndicat des marins de Marseille : « Notre action contre la guerre du Viêt-Nam a provoqué une vigoureuse répression. Ils nous ont démantelés partout systématiquement. Dès qu'une section syndicale tentait de se réorganiser, elle était liquidée. De 1948 au début des années 1960, nous avons connu une répression terrible. Les coups portés au syndicat nous ont affaiblis pour une décennie. On peut même dire qu'il n'y avait pratiquement plus de syndicat des marins à Marseille [35]. »

D'autres « héros du prolétariat » exaltés par la saga communiste, les dockers, prirent la répression de plein fouet. Les licenciements, voire les interdictions de se rendre sur les ports, tombèrent à La Rochelle-La Pallice, Dunkerque, Rouen, Bastia. Même phénomène à Marseille [36]. Le syndicat, hyperactif en 1949-1950, fut décapité. La direction des ports

retira d'un coup leurs cartes professionnelles à cinq cents dockers pour la seule grève de janvier 1950, particulièrement dure. Durant deux années (avril 1950-avril 1952), il n'y eut même plus de bureau du syndicat, tous les dirigeants ayant été licenciés. En mai 1954, dans un rapport au ministère de l'Intérieur, le préfet des Bouches-du-Rhône signale que les effectifs de la CGT-Ports-et-Docks du département ont baissé de 58 % en quelques années [37]. Lorsque quelques mois plus tard la guerre d'Algérie commence, la CGT sur le port est « dans une situation semi-clandestine [38] », ses militants peu nombreux – 500 à 600, sur 4 000 dockers [39] –, devenus des parias. En juin 1959, Albert Brachet, un des derniers militants qui tente des actions, témoigne au congrès de la CGT : « Marseille est le seul port où une carte d'accès est obligatoire pour franchir l'enceinte portuaire. Cette carte est délivrée par le Bureau central de la main-d'œuvre (BCMO) mais sur visa de la police et des Renseignements généraux, les décrets de l'ancien préfet [Jean] Baylot [de 1948 à 1951 à Marseille] sont toujours en vigueur [40]. » En 1956, lors du mouvement des rappelés (voir *infra*, chapitre 16), Robert Bonnaud, un militant communiste marseillais devenu dissident, posera amèrement la question : « Mais pourquoi les dockers CGT ne se mettent-ils pas en grève [41] ? » La réponse est sans doute là.

De fait, une coupure s'était opérée dans le mouvement ouvrier français. Une armée de choc exceptionnellement motivée avait été envoyée à la bataille par l'état-major, persuadé que les troupes suivraient. Et les troupes n'avaient pas suivi. En tout cas le gros des troupes. Au fond d'eux-mêmes, les sympathisants

(ou les simples adhérents) du PCF, les syndiqués à la CGT, condamnaient sans aucun doute la guerre d'Indochine, détestaient Ridgway et les « Amerloques », ont très certainement admiré les militants qui se sacrifiaient. Mais ils sont restés spectateurs. Les méthodes de lutte des activistes les ont dissuadés de participer aux mouvements. À Renault-Billancourt, par exemple, la CGT décida de faire défiler dans les ateliers les travailleurs licenciés après 1952, portant des panneaux indiquant leur ancienneté dans l'entreprise, leur qualification, mais aussi leur situation de famille (nombre d'enfants, etc.). Pratique à double tranchant : chacun devait être ému, révolté même… mais penser *in petto* qu'il pourrait bien être sanctionné en cas de nouvelle grève. Ce climat eut même parfois l'effet inverse de celui qu'escomptaient les dirigeants : les militants les moins ardents, peut-être légèrement honteux de ne pas être « à la hauteur », partirent sur la pointe des pieds (« y compris la démission du parti », avait écrit Raymond Barbé [42]). Tous ne pouvaient être des héros prolétariens. « Les charrettes de licenciements pesaient terriblement dans l'usine », dira plus tard Marius Apostolo [43] , lui-même licencié à ce moment [44] .

Dans le discours déjà cité, Roger Linet ajoutait une formule significative : « Pour redresser la situation, ici plus qu'ailleurs, je crois, nous ne devons pas décoller des revendications. » Qu'est-ce à dire, sinon qu'ils avaient bien « décollé » de ce b.a.-ba de l'action syndicale ? S'il fallait une confirmation de cet échec, elle survint le 4 juin 1952 : quelques jours après la « manif Ridgway » et l'arrestation de Duclos, la CGT, seule,

appela à une grève nationale de protestation. De l'aveu même de Claude Poperen, l'un des dirigeants communistes et cégétistes de l'époque, elle fut « arrachée » par une « minorité active. […] Le syndicat, les militants étaient loin devant le reste du personnel [45] ». De ce fait, elle fut un « désastre [46] ». Une formule de Benoît Frachon qui, lui, resta toujours lucide, est passée à la postérité : « Victoire ! Encore une ou deux victoires comme celle-ci et il n'y aura plus de CGT [47]. » Tout était dit. Aux élections des délégués du personnel de 1952, collège ouvriers, la CGT passera de 75 % (en 1951) à 63 % des voix. Sans y voir un effet mécanique, on peut imaginer que la dureté des affrontements dissuada les moins engagés.

Au moment du choix des formes d'action contre le conflit algérien, il est bien évident que ce vécu pesa énormément. En fait, le premier congrès confédéral de la CGT qui se tint après le 1er novembre 1954, en juin 1955, aborda relativement peu la question générale de la lutte pour la paix [48]. Effet de saturation. Les rares délégués qui le firent soulignèrent les difficultés persistantes à faire pénétrer cette thématique auprès de leurs camarades de travail : les mots d'ordre « "Lutte pour la paix" […] ne sont pas compris des masses laborieuses » (Bodéré, syndicat des marins de Marseille) ; il y a un net retour à l'esprit « pas de politique au syndicat » (Vandart, fédération de l'alimentation) ; la lutte pour la paix « scie les pattes » aux militants (Garnier, Dijon).

Au total, en comparaison avec les combats épiques contre la guerre d'Indochine, la lutte contre la guerre d'Algérie est

apparue comme timide, voire passive. Le PCF n'aurait pas voulu organiser la protestation populaire. Dans tous les témoignages des activistes antiguerre, dont les « porteurs de valises » (voir chapitre 21), cette accusation, souvent agressive, toujours douloureuse, reviendra [49]. L'explication la plus courante est qu'aux yeux des responsables du PCF, la lutte du Viêt-Nam était menée par des communistes (donc fiables), celle d'Algérie par des nationalistes (donc suspects). Cette explication est évidente. Avec Ho Chi Minh et ses camarades, même langage, mêmes objectifs, même appartenance à un « camp ». Rien de tout cela, on n'y revient pas, avec les Algériens. Mais il y a une réponse complémentaire : le PCF n'a pas pu, ni su, et donc, effectivement, pas voulu, organiser la forme de protestation la plus activiste. Avec sans doute une gamme infinie de variations dans les proportions entre ces trois verbes.

Interdire le PCF ?

Le PCF passa-t-il près de l'interdiction ? On sait que cette crainte fut souvent exprimée par les dirigeants de ce parti. Des politiciens, des journalistes le proposèrent souvent : Jacques Chevalier, on l'a vu, avant même le début de la guerre d'Algérie, en 1950 [50], Raymond Dronne, député ex-RPF, le suggérant fortement en 1956 : « Le devoir du gouvernement est de juguler la trahison d'où qu'elle vienne, celle des communistes comme celle des intellectuels dépravés [51]. » Le porte-parole le plus actif

de ce lobby fut l'ex-commissaire Jean Dides, s'écriant à l'Assemblée nationale en mai 1956 : « Nous vous demandons d'utiliser tous nos moyens et de les mettre en pratique sans ménagements contre les défaitistes, les traîtres déclarés ou camouflés. [...] Interdisez toutes les feuilles coupables, frappez ces feuilles qui empoisonnent le moral de l'armée, paralysez la diffusion de ces tracts et de ces textes ignobles. Ces mesures de salut public ne peuvent être que fructueuses en visant la tête de la trahison et, s'il le faut, allez, comme en 1939, jusqu'à la dissolution du parti communiste [52]. » Lequel Dides joignit le geste à la parole en déposant, en pleine crise de Suez (voir *infra*, chapitre 16), une proposition de loi de dissolution du PCF [53].

Dissoudre, interdire ? Il semble que les véritables décideurs n'ont jamais sérieusement envisagé cette solution. Au plus fort des grèves dites « insurrectionnelles » de fin 1947-1948, même Jules Moch (1893-1985), qu'une haine réciproque opposa aux communistes, contra ceux qui exigeaient cette mesure, « estimant que cela serait le plus grand service à rendre » au PCF [54]. Plus tard, Michel Debré (1912-1996) fut un infatigable accusateur du « laxisme » de la IVe République face au communisme. Mais, arrivé à Matignon en 1958, s'il tonna et dénonça la « collusion du parti communiste avec l'anti-France [55] », il se garda bien de prendre cette mesure. On ne plonge pas facilement dans l'illégalité un parti politique de centaines de milliers d'adhérents, qui influence entre 20 % et 25 % des Français, qui contrôle de plus la principale centrale syndicale ouvrière. On ne dissout pas le « parti des 75 000 fusillés [56] » dix ans après la Libération : bien des résistants

communistes avaient, malgré le climat de guerre froide, gardé des contacts amicaux dans tous les partis politiques. En fait, les ministres savaient bien qu'une dissolution poserait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Interdire, c'était aller au-devant de mois et de mois d'affrontements violents, probablement de morts dans la population. L'État, certes, serait resté maître de la situation. Mais à quel prix ? Une division inévitable entre les autres forces politiques, unies dans l'anticommunisme, mais attachées aux libertés publiques. Une concession aux « ultras », officiers supérieurs compris, qui devenaient également une menace pour les gouvernants. Et puis une image internationale dramatiquement dégradée.

Mais si cette mesure ne fut pas sérieusement envisagée, tout le reste de l'arsenal répressif contre le PCF et son « dispositif périphérique » fut bel et bien mis en place. À partir de 1956, le ministre des Armées demanda aux régions militaires de produire mensuellement une synthèse, alimentant un « Plan de recherche sur l'ennemi intérieur [57] ». Le ministre de l'Intérieur n'était pas en reste : la consultation des archives de la Préfecture de police (au Pré-Saint-Gervais) permet de savoir (ou plutôt d'avoir confirmation) que ses services étaient fort bien informés de la vie interne du PC à tous les échelons. Les listes des membres de direction, jusqu'aux comités de section (donc des militants de base), étaient très complètes, avec noms et souvent adresses.

Les dirigeants communistes pensèrent-ils l'interdiction possible ? La grande frayeur du printemps 1952 (manif Ridgway

et ses suites) était encore dans les mémoires. Il y eut un équivalent durant la guerre d'Algérie, bien que non directement lié à ce conflit : la vague d'indignation de l'automne 1956 lors des « événements » de Hongrie et de l'intervention israélo-franco-britannique en Égypte (voir *infra*, chapitre 16). Dans les deux cas, le PCF, comme force politique nationale, fut totalement isolé. On sait que, en marge des manifestations contre la politique soviétique, des éléments, nombreux et déterminés, prirent d'assaut des locaux communistes, en détruisirent partiellement certains. À Paris, même si cela ne fut pas révélé à l'époque, il y eut des morts (deux lors du siège de *L'Humanité*, un dans la contre-manifestation qui suivit) [58] . Mais, sous réserve d'ouverture de nouvelles archives, même à ce moment la menace d'une interdiction ne fut pas réellement ressentie par la direction. Il reste que cette simple menace dut suffire pour faire preuve de la plus extrême retenue. Selon que l'on est bien ou mal disposé à l'égard de ce parti, on taxera cette attitude de prudence salvatrice ou de prétexte hypocrite.

Notes du chapitre

[1] ↑ Winston CHURCHILL, « Discours au Westminster College », Fulton (Missouri), 5 mars 1946.

[2] ↑ *Rapport d'André Jdanov sur la situation internationale*, présenté à la conférence d'information des neuf partis communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin septembre 1947, Imprimerie Maréchal, Paris, 1947.

[3] ↑ Ronald Tiersky, *Le Mouvement communiste en France, 1920-1972*, Fayard, Paris, 1973.

[4] ↑ Edgar Morin, *Autocritique, op. cit.*

[5] ↑ Parti communiste français, « XIIIe congrès, Ivry-sur-Seine, 3-7 juin 1954 », *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juin-juillet 1954.

[6] ↑ Roger Martelli, *Prendre sa carte, 1920-2009*, *op. cit.*

[7] ↑ Guillaume Quashie-Vauclin, *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, L'Harmattan, Paris, 2009.

[8] ↑ Paul Laurent, « Rapport au congrès constitutif de l'Union des Jeunesses communistes de France », *Notre Jeunesse*, revue de l'UJCF, numéro spécial congrès, janvier 1957 (Archives de l'UJCF, AD 93, Bobigny, 302 J 8).

[9] ↑ On sait que cette formule est passée à la postérité, entre autres par le fait que Lénine l'utilisa en exergue de son ouvrage majeur, *Que faire ?* (1902, *in Œuvres*, tome 5, Éditions sociales, Paris, Éditions du Progrès, Moscou, 1965).

[10] ↑ Georges Lefranc, *Le Mouvement syndical, de la Libération aux événements de mai-juin 1968*, Payot, Paris, 1969.

[11] ↑ Maurice Thorez, *Cahiers du communisme*, numéro spécial, mai 1950.

[12] ↑ En 1954, suite à des conflits internes, il sera évincé de ses fonctions éminentes à la tête du PCF et exclu du parti.

[13] ↑ Auguste Lecœur, « Rapport sur les effectifs, bureau politique du PCF », 14 septembre 1953 (cité par Roger Martelli, *Prendre sa carte, 1920-2009*, *op. cit.*).

[14] ↑ Créé en 1941, le quotidien disparaîtra en 1964. Le titre sera repris en 1973 par les jeunes maoïstes de la Gauche prolétarienne, avec le soutien de Jean-Paul Sartre.

[15] ↑ Julien Hage, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *in* Hervé Bismuth et Fritz Taubert (dir.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, Éditions universitaires de Dijon, Dijon, 2014.

[16] ↑ Marius Patinaud, « La scission RPF et la politique fasciste du gouvernement Pinay », *Cahiers du communisme*, septembre 1952.

[17] ↑ « Le Parti communiste algérien », *Bulletin de l'Association d'études et d'informations politiques internationales (BEIPI)*, n° 139, 16-31 octobre 1955. Ce bulletin a été fondé en mars 1949 par Georges Albertini (1911-1983), ancien collaborateur actif, condamné à la Libération, lié au préfet Jean Baylot (1897-1976, préfet de police de Paris de 1951 à 1954), qui lui fournissait des renseignements en général justes.

[18] ↑ Boualem KHALFA, Henri ALLEG et Abdelhamid BENZINE, *La Grande Aventure d'*Alger républicain, *op. cit.*

[19] ↑ *Ibid.*

[20] ↑ Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*

[21] ↑ Michel PIGENET, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. La manifestation Ridgway*, L'Harmattan, Paris, 1992.

[22] ↑ Louis ARAGON, *Blanche ou l'oubli*, Gallimard, Paris, 1967.

[23] ↑ Voir Alain RUSCIO, *Les Communistes français et l'Indochine, 1945-1954*, *op. cit.*

[24] ↑ « Bravo Nice ! », *La Vie ouvrière*, 23 février 1950.

[25] ↑ *L'Humanité*, 2 janvier 1950.

[26] ↑ *L'Humanité*, 25 janvier 1950.

[27] ↑ *L'Humanité*, 28 janvier 1950.

[28] ↑ Lors de l'arrestation de Jacques Duclos le 28 mai 1952, suite à la « manif Ridgway », la police s'empara du cahier de notes que ce militant aguerri avait imprudemment gardé sur lui. Par la grâce des services du préfet Baylot, des extraits en furent vite reproduits par la presse, puis sous forme d'une brochure, publiée sans lieu ni date, sous le titre *La Signification politique du cahier de Jacques Duclos*. Son authenticité ne fut jamais mise en doute. Les formules citées sont tirées de cette source.

[29] ↑ Jeune militante qui s'était couchée sur des rails à Tours-Saint-Pierre-des-Corps, emprisonnée une année en 1950.

[30] ↑ Soldat communiste de retour d'Indochine fin 1947, auteur d'une série d'actions militantes au sein de l'Arsenal de Toulon, arrêté et emprisonné de 1950 à 1953 (voir Alain RUSCIO (dir.), *L'Affaire Henri Martin et la lutte contre la guerre d'Indochine*, Le Temps des cerises, Pantin, 2005).

[31] ↑ Vanessa CODACCIONI, « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures et Conflits*, n° 89, printemps 2013, <frama.link/Y61cLmJR>.

[32] ↑ Numéro spécial de *La Voix du peuple*, XXVIIIe congrès confédéral, *op. cit.*

[33] ↑ CC du PCF, Session du 18 juin 1952, document dactylographié (Archives du PCF, 261 J 2/24).

[34] ↑ Raymond BARBÉ, Lettre à l'auteur, Auch, 14 mars 1983.

[35] ↑ Georges Serano, secrétaire du syndicat CGT des marins de Marseille, entretien avec l'auteur, Marseille, 6 juin 1981.

[36] ↑ Jean-Claude LAHAXE, *Les Communistes à Marseille à l'apogée de la guerre froide (1949-1954). Organisations et militants, engagements et contre-société*, thèse de doctorat d'histoire, Publications de l'Université de Provence, Aix-en-Provence, 2002.

[37] ↑ *Ibid.*

[38] ↑ Michel PIGENET, « Le syndicalisme docker et la guerre d'Algérie », *L'Union*, union régionale CGT Île-de-France, numéro spécial Algérie, supplément au n° 83, décembre 2001.

[39] ↑ Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[40] ↑ Cité par Robert MENCHERINI, « Les dockers et les guerres coloniales : les trois temps et la double articulation des luttes syndicales sur les quais de Marseille », *in* Jean DOMENICHINO, Jean-Marie GUILLON, Robert MENCHERINI (dir.), *Dockers, de la Méditerranée à la mer du Nord*, Édisud, Aix-en-Provence, 1999.

[41] ↑ Fait rapporté par Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises. La Résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris, 1979.

[42] ↑ Raymond BARBÉ, Lettre citée.

[43] ↑ Apostolo deviendra plus tard permanent de la Fédération de la métallurgie, puis responsable national CGT des questions de l'immigration.

[44] ↑ Entretien avec Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[45] ↑ Claude POPEREN, *Renault, regards de l'intérieur*, Éditions sociales, Paris, 1983.

[46] ↑ René MOURIAUX, « 1895-2003. La grève générale en France. Pratiques et débats », Institut d'histoire sociale CGT, s. d., <frama.link/bmFSaQ5B>.

[47] ↑ Cité par René Mouriaux, *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, La Découverte, Paris, 1994.

[48] ↑ Document dactylographié, XXXe congrès, 12-17 juin 1955 (IHS, Montreuil).

[49] ↑ Charlotte Gobin, *Genre et engagement. Devenir « porteur-e de valises » en guerre d'Algérie (1954-1966)*, thèse de sociologie, université de Lyon, 2017, <frama.link/jRMg8YR9>.

[50] ↑ Jacques Chevalier, Proposition n° 9668, Assemblée nationale, Annexe au PV de la séance du 29 mars 1950, *JORF*.

[51] ↑ Raymond Dronne, Assemblée nationale, 31 mai 1956.

[52] ↑ Jean Dides, même séance.

[53] ↑ Jean Dides, question n° 3497, Assemblée nationale, 16 octobre 1956, *JORF*.

[54] ↑ Gilles Morin, « Les communistes et Jules Moch, représentations et pratiques en temps de guerre froide », *in* Philippe Buton *et al.* (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, CNRS Éditions, Paris, 2014.

[55] ↑ Michel Debré, Assemblée nationale, 9 juin 1959.

[56] ↑ On sait aujourd'hui que ce slogan ne correspondait nullement (et heureusement) à la réalité. Mais il suffisait que beaucoup l'aient alors cru pour que cette idée devienne une force matérielle.

[57] ↑ Le *Bulletin mensuel de renseignements sur l'ennemi intérieur* est consultable au Service historique de la Défense (Château de Vincennes, Sous-série GR 4 U, Inventaire des archives des régions militaires) ; voir Olivier Buttner et Annie Martin, « Imaginaires de guerre : l'ennemi intérieur en guerre froide. France années 1950 », *in* Philippe Buton *et al.* (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, *op. cit.*

[58] ↑ André Narritsens, « 1956, la CGT et la Hongrie », *Cahiers d'Histoire sociale*, IHS-CGT, août 2001.

10. Communistes français et nationalistes algériens pendant la guerre d’indépendance : l’impossible entente

Le conflit déclenché, il n’y avait pas de raisons pour que les relations tendues, souvent conflictuelles depuis des décennies, entre communistes français et nationalistes algériens, redeviennent soudain harmonieuses. Sans doute même au contraire. C’est ce qu’on va voir dans ce chapitre, qui propose un tableau d’ensemble de ce que vont être ces relations à partir de 1954, dont on évoquera ensuite plus en détail les péripéties dans les chapitres qui suivront. Auparavant, il importe toutefois de rappeler, même brièvement, les circonstances du déclenchement de ce qui sera justement qualifié plus tard par les Algériens de « guerre de libération » mais qui était loin, à l’époque, d’être perçu comme tel par les opinions, tant en France qu’en Algérie.

Le 1er Novembre : « Allumer la mèche »

Souvent, au lendemain d'épopées nationales glorieuses, l'historiographie dominante a tendance à oublier les mille petits faits « dérangeants » des combats passés, à héroïser certains acteurs, à en diaboliser d'autres. La France d'après 1945 a connu cela : la Résistance avait été le fait de tout un peuple, la collaboration celui d'une élite réactionnaire. Tout comme l'Algérie d'après 1962 (écriture parfois relayée en France) : un peuple uni, mobilisé pour un seul objectif, hors quelques traîtres, s'était levé le 1er novembre 1954 et n'avait plus relâché ses efforts jusqu'à la victoire finale, au prix de mille sacrifices [1]. Vient ensuite seulement, en général plusieurs décennies plus tard, le temps de l'histoire critique – temps aujourd'hui venu en Algérie.

En réalité, le déclenchement de la lutte de libération nationale a été l'initiative volontariste d'une toute petite fraction d'un mouvement lui-même plus que jamais divisé. Quelques phrases, prononcées lors d'une des réunions décisionnelles de l'été 1954 par l'un des six leaders historiques du Front, le jeune (vingt-sept ans) Mourad Didouche (1927-1955), sont passées à la postérité : « Il faut que nous en donnions le départ, que l'on sache que notre pays bouge. […] Il faut que les Français se disent : "Ils ont osé !" C'est cela l'important ! Il faut allumer la

mèche. Pour cela il ne faut pas beaucoup d'armes ni de moyens. Il faut que nous le voulions [2]. » « Allumer la mèche », version algérienne de la célèbre formule maoïste : les premiers résistants ont envoyé des « étincelles » au cœur d'une « plaine » qui « s'embrasa », même si ce ne fut pas immédiat. Ce fut leur mérite historique. Mais si l'étincelle n'avait pas pris ? N'était-ce par un pari risqué sur l'adhésion des masses ? Sans employer le mot, c'est pourtant bien cela que décrira plus tard Mohammed Boudiaf (1919-1992) : « Nous espérions, sans d'ailleurs en être sûrs, que les masses entreraient dans le jeu. Sinon, il se serait agi d'une opération suicide [3]. » Un autre membre fondateur, Lakhdar Bentobal (1923-2010), qualifia pour sa part le déclenchement de « précipité [...] par la force des choses », puis précisa : « Les premiers militants n'avaient aucune directive, aucun plan d'ensemble, aucune coordination, le seul lien qui les unissait était leur souci de veiller à la réussite du déclenchement de la révolution qui doit nécessairement mener le peuple algérien à l'indépendance nationale. Tous les efforts étaient concentrés sur ce déclenchement. Derrière lui c'était le vide, aucune ligne d'action à longue échéance, aucun programme établi, aucune coordination étudiée [4]. » Ces constatations n'enlèvent rien, sans doute même au contraire, au mérite des *moudjahidin* de novembre. Geste historique donc, mais volontariste tout de même.

Mais les faits, rien que les faits, sur le terrain, ce 1er novembre ? Deux proclamations, signées Front de libération nationale (FLN) et Armée de libération nationale (ALN). Une série d'accrochages relativement mineurs. La statistique maximale,

« soixante à soixante-dix actions criminelles », avancée par le ministre de l'Intérieur dès les premiers jours pour justifier l'envoi de troupes [5], a été depuis revue à la baisse par les études historiques : une trentaine d'attentats, d'inégale importance, faisant sept morts et une douzaine de blessés [6]. Les récits sur les premières heures de la guerre d'Algérie ne manquent pas. Presque tous évoquent l'assassinat du cheikh Hadj Sadok et du jeune instituteur français Guy Monnerot (les assassins de ce dernier avaient d'ailleurs enfreint les ordres en tirant sur un civil français), dans les gorges de Tighanimine (dans le massif des Aurès, à l'est du pays), vers 7 heures du matin. En fait, les premières victimes furent un chauffeur de taxi, Georges-Samuel Azoulay, abattu à Oran à 0 h 20 [7], puis un jeune Européen de vingt-deux ans, Laurent François, assassiné à 1 h 30 du matin dans les monts du Dahra [8].

Faits épars ? Non. Deux phénomènes éveillent alors l'inquiétude des autorités : la simultanéité et, surtout, une répartition géographique nouvelle ; la diffusion immédiate de l'appel de ce Front sur les ondes des radios du Caire (*La Voix des Arabes*) et de Budapest (*La Voix de l'indépendance et de la paix* [9]). Pour les observateurs qui apprirent ces faits bruts dans le courant de la journée du 1er Novembre, bien des questions pouvaient se poser.

Un « front » ? Côté messaliste, seul le vieux chef comprit sans doute ce qui était en train d'advenir : ses jeunes et fougueux lieutenants de naguère, devenus ses ennemis politiques, venaient de lui griller la politesse. Au sein du MTLD, une crise

couvait en effet depuis plusieurs années entre Messali Hadj et la majorité du comité central. Elle devint irréversible après la session du CC de mars 1954. Dès lors, les fidèles du leader, les « messalistes », et la majorité des autres dirigeants, membres du comité central et désormais appelés « centralistes », se disputèrent l'hégémonie au sein du mouvement ; mais c'est une troisième tendance, celle des « activistes » devenus partisans de l'action armée immédiate, qui sera à l'origine du déclenchement de l'insurrection [10]. Face à l'événement, Messali observera un silence remarqué une semaine durant. Et certains militants « messalistes » ou « centralistes » apprirent les faits… au petit matin du 2 novembre, lors de leur arrestation par la police française. Tous ceux qui n'avaient pas été associés à la décision reconnurent plus tard leur désarroi initial : « Qui a osé déclencher ce mouvement, dont le caractère visiblement coordonné n'a pas manqué de frapper tous les esprits ? "Front de libération nationale" : le nom ne dit évidemment rien à personne et beaucoup, sans toujours y croire, y voient la main de Messali » (Mohamed Lebjaoui) [11] ; « D'où sortent-ils, ces Robin des bois et des bas-fonds ? Que veulent-ils ? Qu'est ce FLN, nouveau sigle surgi du néant ? » (Amar Ouzegane) [12]. Ce n'est que le 3 novembre que certains reçurent, sous pli postal, l'« Appel au peuple algérien [13] ».

Côté français, les observateurs avertis connaissaient les Amis du Manifeste de Ferhat Abbas, les oulémas et le PPA-MTLD. Ils savaient que la direction de ce dernier était déchirée entre « centralistes » et « messalistes », les mieux informés ayant suivi avec bien des interrogations l'apparition d'une troisième

composante, le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), à partir de mars 1954 [14]. Mais qui se cachait derrière ce FLN, sigle jamais prononcé ni écrit auparavant ? Qui étaient ces « anonymes [15] » ? Bien des Français, même informés, considérèrent que le PPA-MTLD pilotait l'opération (d'où la décision par le gouvernement de sa dissolution immédiate [16]), certains précisant avec assurance : « C'est en juin que Messali a décidé le passage à l'action directe [17]. » Cependant, de premières hypothèses apparaissent. Le gouverneur général Roger Léonard s'interroge : « Le chef de cette affaire semble être Ben Bella [18]. » Ce « semble » en dit long sur le désarroi des autorités, tant en Algérie qu'en métropole. Dans *Le Monde*, le journaliste André Leveuf signale qu'une « proclamation distribuée aux populations musulmanes » aurait été distribuée, « émanant d'un certain Front de libération nationale [19] ». Cinq jours après le début de l'insurrection, un journaliste alors assez réputé, René Janon, signe dans *Le Figaro* un article relativement bien informé, décrivant les déchirements internes du mouvement national et citant les noms de Mohammed Khider et d'Ahmed Ben Bella (orthographié « Benbella ») [20]. Mais *quid* du FLN ? On reste dans le flou. Ce n'est qu'en avril 1955, six mois plus tard, que sera diffusé à Alger même un premier tract signé FLN [21].

Une « armée de libération » ? Les moyens militaires des résistants sont alors faiblissimes : quelques centaines d'hommes dans les Aurès et en Kabylie, quelques dizaines dans l'Algérois, l'Oranais et le Nord-Constantinois, tous pauvrement armés. Lorsque les autorités françaises dénoncent, avec

quelque mépris, des « bandits de grand chemin », comme il en existait depuis toujours sur cette terre, elles ont les apparences pour elles. Dans les jours qui suivent le 1er Novembre, on a l'impression sur le terrain que les rebelles se sont évanouis. En fait, les dirigeants du FLN n'avaient évidemment pas l'intention d'affronter la puissante armée française. Si certains ont peut-être espéré un jour un « Diên Biên Phu algérien », la perspective en était très lointaine. Aussi, après le premier coup d'éclat, les rares maquisards observèrent-ils un sage repli. Fin novembre, les autorités françaises rendront public un bilan : quarante-deux « rebelles » abattus, 1 188 arrêtés – parmi lesquels des militants non armés, ou même de pauvres fellahs totalement étrangers à l'insurrection –, dont 750 gardés en prison, 412 armes à feu saisies [22]. Un peu plus de quatre cents armes : même s'il en existait quelques centaines d'autres dans les djebels, pas de quoi bouter l'armée française et un million d'Européens à la mer.

Une « guerre d'Algérie » ? Les expressions « guerre d'Algérie » et « guerre d'indépendance » finiront avec le temps par s'imposer. Mais lors de ces premiers jours, c'est un abus manifeste de langage. Le général Paul Cherrière, commandant en chef des forces armées en Algérie jusqu'en juillet 1955, confessera plus tard que, jusqu'à l'hiver 1954-1955, on crut à un « soulèvement tribal, analogue à ceux qui jalonnent notre histoire nord-africaine », ce qui était une erreur manifeste, soulèvement mené par des « tribus dissidentes bien localisées, mettant en œuvre des effectifs très faibles et sans grand appui matériel de l'étranger », ce qui était plus conforme à la

réalité [23]. Trois semaines après le début de l'insurrection, François Mitterrand lui-même, qui pourtant utilisera le mot « guerre » (voir *infra*), présente aux sénateurs un bilan humain : vingt-trois civils et cinq soldats tués, trente-deux civils et dix-neuf soldats blessés [24]. En tout cas, ce n'est pas (encore) la guerre du peuple algérien. Si la masse de la population musulmane observe avec une réelle sympathie ces gens qui ont « osé », elle ne s'engage pas. Des jeunes, qui attendaient ce signal et commençaient à désespérer devant les hésitations de Messali, manifestent leur joie. Certains veulent monter au maquis, mais se posent ces questions pratiques : comment le faire ? Qui contacter ?

À l'opposé, pas d'attentisme côté français ! Les autorités réagissent avec brutalité. Fin octobre 1954, on comptait 57 784 militaires sur le territoire algérien ; plus de 20 000 hommes supplémentaires sont immédiatement envoyés. L'armée pilonne, ratisse, réprime et exécute, la police emprisonne et torture. Vieilles habitudes, réflexes quasi naturels en situation coloniale en période de tension. S'il le faut, on fera comme en 1945 quelques milliers de morts, on frappera d'effroi les populations, et la question sera réglée. Même les responsables militaires sur place ne comprennent pas qu'un conflit commence [25]. La « paix française » règne. Dans les villes, tout semble calme. Les premiers attentats n'auront lieu qu'au printemps 1955 : une bombe déposée au casino de Constantine en mai, un car d'Air France mitraillé à Alger en juin. Du fait de cette situation, l'Algérie ne fait pas longtemps la une de l'actualité. La Toussaint 1954 n'aura-t-elle été qu'une flambée ?

Durant les deux derniers mois de cette année, *France-Soir* consacre 7,5 % de la surface imprimée à la question algérienne, *L'Humanité* 5 % et *Le Monde* 3,45 % [26] .

François Mitterrand : « La négociation, c'est la guerre »

La surréactivité des autorités françaises s'explique en revanche par le climat de l'époque. Contre toute évidence, une partie du monde politique français accuse alors le gouvernement de Pierre Mendès France (1907-1982) d'avoir « bradé » l'Indochine (accords de Genève, 20 juillet 1954) et de s'apprêter à faire de même en Tunisie (discours de Carthage, 31 juillet). Pour l'Algérie, ses pourtant timides intentions réformatrices lui sont également reprochées. Mendès et son jeune ministre de l'Intérieur, François Mitterrand (1916-1996), s'efforcent de rassurer la droite. Les circonstances – les 9 et 16 septembre 1954, deux tremblements de terre ravagent Orléansville (aujourd'hui Chlef), qui fut détruite à 90 % ; on déplora 1 500 morts et des dizaines de milliers de blessés – font que Mitterrand se rend en Algérie à la veille même de l'insurrection. Il en profite pour dissiper toute équivoque : « Je peux vous l'affirmer, la présence française sera maintenue dans ce pays. Nous n'avons aucune idée révolutionnaire, nous n'avons pas l'intention de faire le saut dans l'inconnu [27] . » Ce

climat particulier explique la rapidité et la brutalité des réponses gouvernementales, immédiatement après l'insurrection : « On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République, affirme le président du Conseil Pierre Mendès France le 12 novembre 1954 à l'Assemblée nationale. Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable [28]. » Et les actes suivent, quoi que dise le lobby colon, toujours prêt à crier au « laxisme ». François Mitterrand martèle : « Tous ceux qui manifesteront contre l'intégrité et l'unité de la nation devront subir les rigueurs de la loi. La négociation, dans ce cas, c'est la guerre. Il ne peut y avoir de conversation entre l'État et les fractions insurrectionnelles qui veulent se substituer à lui [29]. » Le ministre de l'Intérieur répète encore la vulgate de l'époque le 12 novembre, à la même séance de l'Assemblée nationale après Mendès France : « L'Algérie, c'est la France, parce qu'il se trouve que les départements de l'Algérie sont des départements de la République française. »

La majorité du monde politique, des journalistes et des « Français moyens » réagit de la même façon. Dans les jours qui suivent, c'est toujours la demande de « fermeté » qui guide les éditorialistes et les politiques. Car ce n'est pas seulement le sort de l'Algérie qui est en jeu. Six mois après la débâcle militaire indochinoise de Diên Biên Phu en mai 1954, la France est-elle en train de couler ? Le vénérable académicien français Jules Romains (1885-1972) lance alors un cri d'alarme : « Notre déclin risque d'être « définitif [30]. » Pour la grande presse populaire,

un nom occupe durant plusieurs jours la une, celui de l'instituteur Guy Monnerot, tué dans les Aurès le 1er Novembre. Il faut dire que son histoire avait tout pour unir la « France profonde » dans le recueillement devant le drame de son couple : l'origine géographique (le Limousin, vieille province française) ; la nature de leur mission (ils venaient en Algérie pour y occuper des postes d'instituteurs : quel meilleur symbole de la « mission civilisatrice » française ?) ; l'union de jeunes mariés, jusqu'à la mort (en fait son épouse Jeannine, gravement blessée, survécut). Le 29 novembre, lorsque le corps rapatrié de Guy Monnerot est porté en terre limousine, une communion nationale se produit.

Çà et là, très minoritaires, on relève toutefois quelques appels à la réflexion sereine. À vrai dire, des voix attendues. Charles-André Julien : « Le nationalisme est la forme comprimée du patriotisme. […] Huit millions d'indigènes ne pourront pas abandonner leur sort à un million de non-musulmans qui les considèrent comme des ennemis ou des citoyens diminués [31]. » André Mandouze : « Ceux qui, niant qu'il y ait un problème algérien, répètent "L'Algérie, c'est la France", sont ou des ignares ou des gredins [32]. » On ne sera pas surpris non plus que la revue *Esprit*, attentive depuis sa création aux questions coloniales, ait posé la question : « Est-ce la guerre en Afrique du Nord ? », avec cette affirmation forte de son directeur Jean-Marie Domenach : « On n'a pas voulu voir que depuis vingt ans l'Algérie devenait une nation [33]. » Des voix criant dans le désert…

Du côté algérien, même si le noyau initial de la rébellion nationaliste était réduit, il était issu comme on l'a vu d'un puissant mouvement, aux composantes multiples, qui se mobilisait de longue date contre l'oppression coloniale. Ses dirigeants se souciaient moins désormais des avatars de la politique française que de la quête de soutiens tous azimuts au plan international.

Côté nationaliste : la recherche de soutiens tous azimuts

Qu'en fut-il des pays socialistes ? Il n'y avait aucune raison pour que le raisonnement des leaders de l'insurrection changeât par rapport à la période précédente : le FLN ne négligea pas des contacts pouvant déboucher sur des appuis, mais s'interdit tout geste qui aurait pu laisser penser à une alliance. Position d'élémentaire prudence : la propagande française assimilant en permanence le FLN au communisme, il ne fallait rien faire pour accréditer cette accusation. Un raisonnement parfaitement résumé en juillet 1958 par Ferhat Abbas, dans un rapport destiné à ses collègues du Comité de coordination et d'exécution (CCE) du FLN : « Le secteur URSS est nettement anticolonialiste. Par principe, il soutient la cause des peuples colonisés [34] » (principe de départ qui demanderait évidemment à être vérifié)… « Mais ce "secteur" ne compte que huit nations, plus la

Yougoslavie » (ce chiffre, huit, correspondait aux pays socialistes d'Europe ; la direction du FLN considérait ses relations avec la Chine, le Nord-Viêt-Nam et la Corée du Nord selon une autre logique). Abbas poursuivait : « Et, parce qu'il est entouré de l'hostilité du monde entier, son influence est nulle sur le monde non communiste. [...] Il en résulte que, pour l'instant, être accusé de sympathie pour le communisme, c'est s'exposer à passer au camp des "isolés". C'est pourquoi l'utilisation pour notre cause des peuples communistes ne doit en aucun cas se transformer en adhésion au bloc communiste. » Restait l'Occident.

Une alliance de fait étonnante, qui n'est pratiquement jamais signalée dans l'historiographie, fut nouée avec l'Espagne franquiste [35] . Le régime du vieux général n'était pas mécontent des déboires français aux frontières de « son » Maroc – au demeurant bien plus calme que la zone française et, *a fortiori*, que l'Algérie. La presse espagnole, évidemment contrôlée par le régime, dénonça même un temps la « guerre d'extermination » menée par la France. Dès novembre 1954, les services secrets franquistes ont favorisé la création et l'entraînement de groupes armés de l'ALN dans la partie espagnole du Maroc. Les armes égyptiennes à destination de l'Algérie y étaient débarquées sans aucune difficulté. Ben Bella, Aït-Ahmed, Khider et d'autres leaders algériens organisèrent en terre espagnole des réunions et même des rencontres avec les nationalistes marocains de l'Istiqlal, avec l'évidente complicité des autorités. En mars 1956, le dirigeant de l'Istiqlal Allal El Fassi rencontra à Séville le général Rafael García Valiño, bras

droit de Franco lors du putsch de 1936, devenu Haut Commissaire au protectorat du Maroc. Un transfert d'armes, partant de Ceuta à destination de la frontière algérienne, fut mis en place [36].

Les leaders du Front ne cachaient d'ailleurs pas qu'ils misaient sur cette aide. Sadek Hadjerès qui, avec Bachir Hadj Ali, rencontra Abane Ramdane (1920-1957) et Mohammed Khider (1912-1967) en 1956 (voir *infra*, chapitre 15), témoigne : « Lorsque nous les rencontrâmes, ils nous demandèrent la plus stricte discrétion. L'un de leurs arguments était qu'ils étaient au même moment en pourparlers avec Madrid afin d'obtenir des armes [37]. » Dans une lettre en date du 16 août 1956 (non rendue publique), le PCA fit d'ailleurs une limpide allusion à ce trafic : « Faire connaître officiellement la coopération entre le FLN et le PCA [...] aurait comme conséquence d'aliéner à la cause algérienne certaines sympathies dans les pays à gouvernements anticommunistes ou hostiles aux communistes. Cela ralentira et l'achat d'armes et leur acheminement vers l'Algérie [38]. » Cependant, l'attitude de l'Espagne se modifia ensuite, quand la pression des nationalistes marocains s'accentua.

Mais, comme avant la guerre de libération, le grand espoir des nationalistes était l'engagement américain. Deux envoyés du FLN à New York, M'hamed Yazid et Abdelkader Chanderli, firent un travail efficace, tant dans les couloirs de l'ONU qu'auprès des officiels américains. Lesquels ne pouvaient évidemment se prononcer publiquement contre la politique

française. Mais ils étaient capables d'envoyer des signaux. En visite officielle en Afrique (dont la Tunisie et le Maroc nouvellement indépendants) du 28 février au 21 mars 1957, le vice-président Richard Nixon laisse clairement entendre que la politique française pourrait être un obstacle, l'Afrique étant devenue la « cible prioritaire du communisme international [39] ». Le 2 juillet 1957, le jeune sénateur John Fitzgerald Kennedy, son futur rival, prononce un discours au message limpide, renvoyant dos à dos l'« impérialisme soviétique » et l'« impérialisme occidental », étant entendu que les États-Unis étaient au-dessus de la mêlée. « Si nous voulons conquérir l'amitié des Arabes, des Africains et des Asiatiques, conclut-il, [ce sera grâce à] notre conception ancestrale et profondément vécue de la liberté et de l'indépendance des peuples du monde entier [40] . »

De nouveau, durant la guerre de libération, la CISL fut instrumentalisée par Washington [41] . Côté nationaliste, la recherche de l'appui de la centrale fut d'autant plus vive que messalistes et pro-FLN avaient entamé une course de vitesse. Irving Brown, courtisé, poussa même la malice jusqu'à recevoir, au siège, à Bruxelles, les deux délégations en même temps (les 29 décembre 1955 et 1er janvier 1956) [42] . Cette même année, en mai, Brown retournera en Algérie, avant d'être expulsé par Lacoste, qui ne goûtait guère ses ingérences [43] . Il n'était pas homme à renoncer : il reviendra dans l'Algérie indépendante dès le 9 juillet 1962 [44] . Walter Reuther, président de la fédération syndicale CIO, fit lui aussi un déplacement (plus discret) à Alger. Finalement, les messalistes tirèrent les

premiers : ils fondèrent l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA), le 14 février 1956. Réplique immédiate du Front avec la fondation, le 24 du même mois, de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Aïssat Idir, ancien de la CGT (voir *supra*, chapitre 6) en devint le secrétaire général. Arrêté, emprisonné, il mourra des suites d'atroces brûlures, sans avoir été soigné, le 27 juillet 1959. Outre un choix assumé de ménager le camp occidental, la Commission exécutive de la nouvelle centrale critiqua la CGT, qui ne répondait plus aux nécessités du combat, qui avait toujours « essayé de freiner, d'endiguer et d'orienter dans un sens favorable à ses desseins » les aspirations des travailleurs [45]. Ce qui bien sûr ne pouvait être le cas de la CISL.

Au IVe congrès mondial de la confédération (Vienne, 21-28 mai 1956), M'hamed Yazid s'entretint avec les syndicalistes américains pour obtenir un appui technique et financier à la création de la centrale algérienne. Finalement, lors de la session de la commission centrale de la CISL, le 5 juillet 1956, l'UGTA fut acceptée comme membre (elle coiffa d'une seule voix l'USTA). Immédiatement après, le comité exécutif de la centrale internationale autorisa son secrétaire général à « utiliser le Fonds de solidarité internationale pour venir en aide aux familles des syndicalistes détenus [46] ». Le couronnement de la stratégie de la CISL fut un immense meeting, tenu à Tunis, le 24 mars 1957, en présence des représentants des trois centrales maghrébines. Une foule enthousiaste applaudit Jacobus Oldenbroeck, le secrétaire général, et Irving Brown, aux cris de : « À bas le colonialisme français ! » Les vivats l'empêchèrent

peut-être d'entendre cette phrase brownienne : « Tôt ou tard, la politique américaine deviendra la politique du monde entier, surtout en Afrique et particulièrement en Algérie [47] . »

Deux logiques s'affrontent

Si l'on revient à présent aux relations communistes français/nationalistes algériens, on constate que les deux mouvements partaient de deux divergences de fond. La première portait sur les priorités. Pour les communistes français, de 1954 à 1962 comme (presque) tout au long de leur histoire, la défense bec et ongles du socialisme dit « réel » est le combat principal, d'autant que les fondamentaux paraissent menacés (crises de Pologne et de Hongrie, difficile – et, pour certains même, impossible – digestion de la déstalinisation). La guerre d'Algérie est un front de lutte parmi d'autres. Certes d'importance croissante. Mais il faut également croiser le fer pour défendre les droits sociaux, mener des combats idéologiques (on est surpris aujourd'hui de l'acuité du débat sur la « paupérisation absolue » ou sur le contrôle des naissances), lutter contre le réarmement allemand, contre l'« impérialisme américain », observer et accompagner la décolonisation en cours, le tout dans une situation d'affaiblissement général des forces militantes. En ce sens, la formule « la partie et le tout » de Maurice Thorez (voir *infra*, chapitre 16) peut choquer, elle n'en a pas moins sa cohérence. Toutes les forces politiques de

métropole auraient pu l'utiliser. Oui, la guerre d'Algérie était une « partie » d'une réalité nationale et internationale complexe. Mais là où le bât blessait, c'était dans l'importance accordée à chacun de ces combats. La guerre d'Algérie aurait dû, bien plus tôt, en devenir le principal. De fait, la direction du parti a péché un temps – mais à quel moment placer le curseur ? – par une « sous-estimation de l'affaire algérienne », comme devait l'écrire dès 1960 l'oppositionnel Jean Baby (1897-1969) [48] , et bien d'autres depuis.

Qu'en est-il pour les nationalistes algériens ? C'est exactement l'inverse. Pour eux, le « tout » est leur combat patriotique, rien ne compte hors cela. Stratégie, tactiques, alliances, compromis, combats, parfois trahisons… tout se fait en fonction de l'objectif suprême : la conquête de l'indépendance. Et il ne peut être question de tenter un arbitrage entre ces deux logiques : les points de vue différaient parce que les rôles politiques différaient, tout simplement.

La seconde divergence portait sur la stratégie antiguerre à adopter. Là encore, chacun suivit sa logique. Le problème est qu'elles étaient une fois de plus quasiment opposées. Le raisonnement communiste : tenter, même contre vents et marées, contre la propagande d'État, contre la presse « Algérie française », contre la mauvaise image des Algériens, contre le racisme aux mille expressions, de gagner l'opinion publique à l'idée de la négociation et de la paix. Le raisonnement – majoritaire mais il est vrai pas unanime – du Front fut en revanche de renoncer, de fait, à une hypothétique solidarité du

peuple français. Le colonel Abdelhafid Boussouf (1926-1980), plus tard un des leaders les plus controversés du Front et de l'ALN (il a été le principal fondateur du ministère de l'Armement et des Liaisons générales, en fait le service de renseignement de l'ALN, ancêtre de la Sécurité militaire), portait dès juillet 1956 une critique sévère contre toutes les forces politiques françaises, réservant son salut aux « Français courageux, honnêtes » qui dénonçaient la guerre, puis tempérant immédiatement cette louange : ils étaient « rares » et sans « grande audience [49] ». En conclusion, le colonel combattait « l'illusion chez ceux d'entre nous – surtout des intellectuels – qui cro[yaient] pouvoir mettre fin au conflit algérien en influençant l'opinion française ». Ne doutons pas que ce « surtout des intellectuels » visait particulièrement Mohammed Harbi, cadre de la Fédération de France du FLN, dès ce moment opposant à cette ligne (Boussouf connaissait Harbi, alors jeune lycéen, avant la guerre de libération). L'appel du 26 août 1958 de la Fédération de France, qui annonçait les causes de la série d'attentats (voir *infra*), dénonçait « la responsabilité quasi unanime du peuple français, complice par passivité de la poursuite barbare de la guerre d'Algérie. […] De nombreux Français ont prêté main forte aux gens de la répression et se sont livrés à plusieurs reprises à de véritables lynchages d'Algériens [50] ». Globalement coupable, il fallait que le peuple français souffrît à son tour.

Facteur aggravant, il y avait, côté communiste de métropole, une longue pratique, devenue une seconde nature : tenter de contrôler *toutes* les luttes qui se déroulaient sur le sol français,

y compris donc celles menées par les originaires des colonies. Les Algériens n'acceptèrent jamais cette subordination : le nationalisme seul leur tenait lieu de matrice idéologique, ils avaient leur propre organisation, centralisée et bien structurée dès le début des années 1950 et n'avaient dès ce moment plus besoin de « conseillers » français. *A fortiori* lorsque commença la guerre. La relation de dépendance de fait se changea même en son contraire : dans l'esprit des nationalistes, les Français qui voulaient participer à la lutte devaient se placer sous la bannière du Front, devenir des « coopérants techniques instrumentali(sés) » (Gilbert Meynier [51]) mais en aucun cas des partenaires politiques sur un pied d'égalité. Or ce que les quelques centaines d'activistes, membres des réseaux, pouvaient accepter, devenait totalement inenvisageable pour les dirigeants communistes et cégétistes, qui entendaient rester maîtres du contrôle de leurs troupes. Le PCF accepta – un temps – d'envisager un partenariat, jamais une dépendance. Ses dirigeants voulaient être des acteurs politiques à la place et selon la stratégie qu'ils avaient choisies, jamais, au grand jamais, des « coopérants techniques ».

Les contacts PCF-FLN en France, 1954-1955

Avant la Toussaint 1954, la Section coloniale avait suivi de près la profonde crise qui affectait le mouvement nationaliste algérien. Léon Feix adressa au secrétariat deux notes épaisses et bien documentées en mai et en septembre 1954 : les stratégies des uns et des autres étaient assez bien décrites, les noms étaient cités, les enjeux étaient soulignés [52]. Mais les dirigeants communistes ne pouvant ni ne voulant choisir, essayèrent de maintenir des relations avec les centralistes (Yazid) et les messalistes (Mezerna). On peut cependant penser que, compte tenu des mauvaises relations multidécennales qu'ils avaient avec Messali, ils virent sans mécontentement le pouvoir du vieux leader contesté.

Au début du conflit, le cas des messalistes fut d'ailleurs réglé dans la douleur. Messali, dès décembre 1954, avait fondé le Mouvement national algérien (MNA), qui se voulait rival direct du jeune FLN. Au sein de la communauté des migrants algériens, le messalisme régnait alors sans conteste. Le 1er mai 1955 eut lieu un violent incident. Cette année-là, la CGT organisait son rassemblement annuel sur la pelouse du bois de Vincennes (le ministre de l'Intérieur du gouvernement précédent, François Mitterrand, avait interdit les défilés de rue aux 1er mai et 14 juillet). Après les orateurs habituels – Eugène Henaff, Louis Saillant, Alain Le Léap – les organisateurs

voulurent donner la parole à Omar Belouchrani, membre de la direction confédérale, mais surtout avant la guerre représentant du MTLD auprès de la CGT, ex-centraliste parmi les premiers passés au FLN[53]. À ce titre, il était honni des messalistes. En lisière du rassemblement, ceux-ci conspuèrent l'orateur, arborèrent le drapeau algérien et des banderoles (« À bas le statut de l'Algérie », « L'indépendance de l'Algérie est inéluctable », « Vive le Mouvement national algérien »)[54]. Le service d'ordre de la CGT empêchant les messalistes de prendre la parole, ceux-ci quittèrent alors en bloc le rassemblement, après un échange d'invectives[55], puis se rendirent dans la soirée à la Salle des sociétés savantes, où ils tinrent meeting avec Marceau Pivert, Jean Cassou et Yves Dechezelles, tous acquis au messalisme. Des incidents de même nature eurent lieu à Lille – où le MNA était encore très implanté – et probablement dans d'autres villes de province.

Dès ce moment, ni les uns (communistes et cégétistes) ni les autres (messalistes) ne souhaitèrent poursuivre la moindre coopération. Restaient les autres nationalistes. Quand, à la direction du PCF, on commença à comprendre que les centralistes étaient également hors jeu, qu'il y avait une troisième force, de premiers éclaircissements furent recherchés. Et, d'abord, le plus important : qui se cachait derrière ce sigle nouveau, FLN ? L'apport des témoins communistes est malheureusement flou sur cet épisode – on y reviendra dans le chapitre suivant. Georges Lachenal, cadre de la Section coloniale : « Nous n'avons été en possession des tracts du FLN que plusieurs jours plus tard. » Sans précision. Élie

Mignot, pour sa part, se souvenait très bien qu'il avait voulu joindre son contact habituel, M'hamed Yazid, dit Zoubir, déjà cité, mais que celui-ci avait alors disparu [56]. Et pour cause : il était au Caire depuis le 27 octobre 1954, dans le but politique que l'on imagine [57]. Le contact s'établit début novembre – sans qu'on puisse déterminer plus précisément à quelle date – avec Tayeb Boulharouf [58]. Quel était le contenu de ces entretiens ? Par définition, ils étaient discrets et il paraît improbable que des documents écrits aient été produits. Nous n'en avons en tout cas pas trouvé trace dans les archives. On peut pourtant imaginer que les méfiances mutuelles n'avaient pas disparu. Côté nationaliste, outre les différends anciens, les phrases controversées du communiqué du 8 novembre devaient être gravées dans les mémoires [59]. De nouvelles rencontres ont pourtant lieu. Prudence ou paranoïa des communistes, elles eurent lieu dans des endroits improbables. Mohammed Harbi se souvient avoir rencontré Raymond Barbé au parc Monceau en septembre 1956 et Georges Thévenin à la Porte de Montreuil en 1957 [60]. Mais c'est rue Saint-Georges, dans les locaux du PCF, qu'il rencontra Élie Mignot en 1955. Ce dernier sortit, comme argument suprême, un texte de Lénine et lut un passage sur l'« impatience petite-bourgeoise [61] ».

Ces rencontres débouchèrent sur une coopération que l'on peut qualifier de minimale. Georges Lachenal évoque même des transports d'argent : « Eh oui, les premiers porteurs de valises, c'est nous [62]. » Vocabulaire évidemment hors sujet. Un autre aspect fut l'impression de documents. Témoignage de Lachenal, toujours : « C'est nous qui avons imprimé les premiers

documents de la Fédération de France du FLN. » Le premier numéro de *Résistance algérienne*, 22 octobre 1955, et les cinq qui suivirent auraient été tirés dans une imprimerie contrôlée par le PCF [63]. Les témoignages de certains dirigeants du FLN sur cette question divergent. Si Omar Boudaoud [64] et Ali Haroun [65] confirment cette aide, Mohammed Harbi la conteste : c'est justement le refus de la Section coloniale qui a selon lui été à l'origine de la rupture [66].

Cette coopération va cependant s'achever assez rapidement. La prise de distance, dès fin 1955-début 1956, est nette et, semble-t-il, assumée avec un certain soulagement de part et d'autre. Les nationalistes de la jeune Fédération de France du FLN recherchent des alliances tous azimuts, ce qui déplaît souverainement aux communistes. Lesquels, d'ailleurs, accordent de toute façon plus d'importance aux évolutions de la politique intérieure française : l'espérance d'un « nouveau Front populaire », début 1956, leur semblera un temps *le* moyen de mettre fin à la guerre. Le vote parlementaire en mars 1956 des « pouvoirs spéciaux » accordant au gouvernement socialiste de Guy Mollet la liberté d'action pour réprimer militairement la révolte nationaliste, consacrera la rupture – on y reviendra longuement dans les chapitres suivants.

Face aux violences fratricides de la communauté algérienne

Une autre difficulté, grave, fut l'explosion de la véritable guerre entre les deux composantes du nationalisme algérien, avec son cortège de violences, dès l'été 1955. Les affrontements connurent un paroxysme en 1957-1958, le combat cessant presque ensuite, faute de combattants MNA. L'attentat, le crime furent quotidiens à certains moments forts. On estime qu'il y eut en tout, en métropole, de l'ordre de 12 000 règlements de comptes violents, provoquant la mort de 4 055 Algériens et faisant quelque 9 000 blessés [67] (répartis, en gros, en trois tiers : les deux premiers pour les victimes mutuelles des deux factions, le dernier pour les traîtres ou présentés comme tels, par exemple d'anciens combattants de l'armée française refusant de cesser de porter leurs médailles ou les réfractaires à l'« impôt révolutionnaire »), ce qui en fait « un des conflits armés les plus meurtriers que l'Europe occidentale ait connus depuis la Seconde Guerre mondiale [68] ». Total effrayant : quels que soient les chiffres retenus pour les morts algériens du fait des violences policières (dont le paroxysme d'octobre 1961), ils furent infiniment moins nombreux que ceux de ces duels fratricides : « Le combat des Algériens en France fut d'abord mené contre d'autres Algériens », commentera plus tard l'historien Charles-Robert Ageron [69]. Ce « d'abord » est à soi seul un drame.

Sans entrer dans la querelle des responsabilités de cette entreprise de destruction mutuelle, on ne peut que constater sa portée et ses effets dévastateurs sur l'opinion. « Les réactions de peur et de colère face au terrorisme algérien, sous-estimées aujourd'hui par les chroniqueurs, ne furent-elles pas l'une des composantes de l'opinion profonde des couches populaires ? Et n'ont-elles pas contribué à renforcer les stéréotypes racistes de l'Algérien agressif et violent, vindicatif et impitoyable ? », écrivait toujours Charles-Robert Ageron [70]. Pain bénit pour les politiciens proguerre ou pour la grande presse dite populaire, type *Le Parisien libéré*, clamant leur admiration quand les paras de Bigeard mettaient Alger en coupe réglée, mais s'indignant lorsque des coups de feu étaient tirés dans les rues d'une ville française. Mais, même sans cette surenchère, pour beaucoup de « braves gens », la guerre d'Algérie au quotidien, c'était d'abord cela : des détonations en pleine nuit, un ou plusieurs cadavres sur un trottoir du quartier, un « café arabe » mitraillé, un camarade d'atelier algérien absent un matin, dont on apprenait qu'il avait été abattu par un compatriote, etc. S'y ajoutait la crainte, paralysante, source d'hostilités irraisonnées, qu'un être cher, soi-même, devienne une victime collatérale. Et il faut dire que ce fut parfois le cas.

Dans le Nord, où le MNA resta longtemps majoritaire, la violence des affrontements provoqua de tels drames. Au printemps 1957, à Hautmont, un Français père de six enfants est tué lors d'une fusillade. Quelques jours plus tard, à Louvroil, un autre est grièvement blessé d'une rafale de mitraillette. Le 20 octobre 1957 à Lille, un Algérien est abattu en pleine rue,

mais aussi un passant de quinze ans… D'autres régions sont concernées. Le 29 décembre, un Français est tué lors d'une fusillade à Aix-en-Provence… Le 11 juillet 1958, à Paris, lors d'un échange de coups de feu entre MNA et FLN, trois Français sont tués, deux autres blessés… Le 16 août suivant, deux femmes et une fillette de six ans sont blessées dans les mêmes circonstances… Une statistique globale évoque cent cinquante-deux civils français tués de cette façon lors de ces fusillades [71] . Peu de choses, dira-t-on, dans l'océan de drames et de morts de la guerre. Mais autant de familles, de lieux de travail, de quartiers ou villages dans lesquels ces morts furent le choc le plus important, le plus douloureux de cette terrible période. Dans le Paris populaire, où les citoyens purent, des années durant, voir des cadavres dans les caniveaux ou être réveillés par des fusillades, les réactions furent vives. Le communiste Jean Rony, qui vivait et militait dans le quartier du Château-des-Rentiers, se souvient de l'effet « désastreux » de ces événements : le « racisme ordinaire » montait d'un cran à chaque accrochage [72] . Une exigence d'autodéfense se fit parfois jour, en particulier dans le Nord. À Hautmont, suite à la distribution d'un tract poujadiste, une grève de commerçants fut très suivie. Infiniment plus grave, à Louvroil, à la suite du drame précité, un groupe d'ouvriers se constitua en commando, réclama des armes et voulut prendre d'assaut des « baraquements arabes », mais fut heureusement stoppé. Le député socialiste et ancien ministre Eugène Thomas souffla sur les braises lors des obsèques de deux gendarmes tués dans ces circonstances : « Le devoir de la police et des tribunaux est

clair : considérer les tueurs comme des bêtes malfaisantes et se montrer impitoyables à leur égard. » Il conclut par un véritable appel à la loi du talion : « Tout le monde doit savoir qu'en cas de carence des pouvoirs publics, les travailleurs de notre région organiseraient eux-mêmes leur défense et vengeraient leurs morts [73] . »

Les communistes se devaient de réagir. Peu de temps après les drames, Léon Feix fit une tournée d'inspection dans les fédérations du Nord. L'état d'esprit qu'il y trouva le rendit très inquiet. En fait, les communistes étaient coincés. Un tract de la section locale du PCF, qui évoquait un « regrettable incident » fit l'objet d'un refus net de distribution. Le dirigeant constatait : « Plusieurs camarades ont indiqué qu'ils étaient découragés par l'absence de prise de position du parti et qu'ils n'avaient plus aucune activité. L'ensemble du travail du parti se trouve affecté : c'est ainsi que très peu a été fait dans le cadre de la semaine de propagande et de lutte pour la paix en Algérie. » Il conclut par une formule inquiétante : « L'avis de tous les camarades est le suivant : dans l'état actuel des choses, si le patronat et la réaction montaient une opération d'envergure contre les travailleurs algériens, nous ne serions pas en mesure de la mettre en échec [74] . »

La réaction publique fut minimale, par la voix, toujours, de Léon Feix en terre nordiste. Il prononça un premier discours à Hautmont le 15 juin 1957, puis à Maubeuge le 9 juillet [75] . Rien n'y fit. Au contraire. En septembre-octobre 1957, le FLN engagea en France une vague dramatique d'élimination

systématique de cadres syndicalistes de l'USTA liés au MNA. *France Observateur* fit part de l'« émotion considérable dans la classe ouvrière et les milieux de gauche[76] ». Un appel d'intellectuels, « qui ont toujours eu à cœur de lutter contre le colonialisme et de manifester leur sympathie au peuple algérien » (Laurent Schwartz, Maurice Clavel, Marceau Pivert, Jean Rous, Me Yves Dechezelles, Edgar Morin, André Breton, Maurice Nadeau, Benjamin Péret, Michel Leiris, Clara Malraux, etc.), affirma : « De tels actes portent un tort immense à la cause algérienne, risquant d'élever un mur d'incompréhension entre les travailleurs français et algériens[77]. » Les signataires ne pouvaient que « crier leur indignation ». Même sans le manifester publiquement, tous les hommes de gauche furent hostiles à ces procédés. Mohammed Harbi cite les réactions dans le même sens de Pierre Cot et de Vercors[78]. C'était pourtant une époque où il ne faisait pas bon, même pour des amis proches, être en désaccord avec les nationalistes algériens. L'organe central du FLN leur répondit de façon cinglante, en deux étapes. Premièrement, les victimes avaient mérité leur sort : « La police a recruté de misérables tarés que le peuple algérien a vomis : caïds des bas-fonds, souteneurs, déchets de la pègre auxquels on a collé une étiquette MNA ou USTA, que l'on a encadrés de professionnels de la provocation politique et syndicale, brûlant de reprendre l'héritage d'un vieillard compromis et oublié[79]. » Puis une attaque agressive contre les signataires : « Cette attitude de l'intelligentsia française ne doit pas être interprétée comme la conséquence d'une solidarité interne avec le peuple algérien.

Ces conseils et ces critiques s'expliquent par le désir difficilement réprimé de guider, d'orienter jusqu'au mouvement de libération de l'opprimé [80] . »

En octobre 1958, quand le FLN décida de franchir une étape en portant la guerre en France (voir *infra*), Thorez révéla (ou confirma ?) à ses camarades du comité central : « À plusieurs reprises avant les événements de mai [1958], Feix en notre nom est intervenu à propos des attentats entre Algériens [allusion aux deux discours cités] et il a montré que ça ne servait pas la cause du peuple algérien, quand ils se tuaient entre eux, ça n'aidait pas la classe ouvrière, leur alliée naturelle, à comprendre les problèmes de l'Algérie, ça donnait de trop faciles arguments aux ennemis qui disaient : "Vous voyez, ils se canardent ici même, imaginez ce que ce se serait là-bas si nous n'y étions plus." Avec ça, ils faisaient croire : "Là-bas ce sera un massacre, le jour où n'y serons plus. Y'a qu'à les voir ici." Ils faisaient peu à peu pénétrer dans la tête des gens en France que tout ce déploiement de police était nécessaire et que nos rues du XVIIIe par exemple, ou du XIIe, tous les soirs, et maintenant dans le jour, doivent être à tous les coins avec des hommes mitraillette sur le ventre, avec un déploiement de forces policières considérable. Ça n'a pas servi. Il faut dire nettement : ça n'a pas servi. […] Nous considérons [que] dans les conditions où nous sommes, l'attentat n'est pas recommandable. Surtout lorsqu'il s'agit d'attentats contre les ouvriers algériens. C'est pas une méthode vis-à-vis de l'adversaire [81] . »

L’expression autonome des ouvriers algériens en France

Avant 1954, on l’a vu, le MTLD négociait avec les organisations françaises, le plus souvent PCF et CGT, la possibilité d’avoir des rangs autonomes au sein des cortèges. Avec la guerre, cela devint impossible. Le rassemblement du 1er mai 1955, déjà signalé, fut la dernière tentative de jonction. Elle se termina par des heurts entre Algériens messalistes et service d’ordre CGT et des accusations réciproques. Dès lors, les nationalistes – à ce moment, seulement le MNA – prirent l’initiative de manifestations autonomes, évidemment interdites. En 1955, il y eut dix manifestations de ce type dont celle, très spectaculaire, contre l’état d’urgence (30 juillet 1955) [82]. Le MNA récidiva en appelant les Algériens à protester contre les « pouvoirs spéciaux » alors en gestation (9 mars 1956), à Paris, mais aussi à Saint-Étienne, à Lyon et dans certaines localités industrielles du Nord et de l’Est, « dans l’indifférence ou l’hostilité des autres travailleurs » (Danielle Tartakowsky) [83].

Dès 1957, la Fédération de France du FLN est à son tour capable de mobiliser en masse. En janvier, lors de l’assemblée générale de l’ONU à l’occasion de la discussion de la question algérienne, elle appelle à une grève d’une semaine – en parallèle avec le même mot d’ordre en Algérie. Le mot d’ordre est suivi nationalement à 83 % [84]. Le MNA veut faire de même, mais la différence d’écho marque pour lui une réelle défaite.

L'Humanité consacre au mouvement plusieurs titres en une : « Premières grèves en France des travailleurs algériens » (29 janvier) ; « Les travailleurs algériens toujours plus nombreux dans la grève » (31 janvier) ; « Pour le respect du droit de grève, la liberté du travail et la paix, solidarité aux Algériens en grève » (2 février). Mais c'est dans le contenu des articles qu'il y avait le plus d'enseignements. Le journal communiste voulait mettre en avant les exemples de solidarité des travailleurs français, mais la moisson était maigre : grèves de protestations d'un quart d'heure, collectes de solidarité, tracts des sections CGT contre les menaces de licenciement des ouvriers algériens, délégations dans les mairies… Au terme de la semaine, la même *Humanité* titre le 5 février : « Nous sommes solidaires, disent les ouvriers français. »

En fait, il aurait fallu titrer : « Les militants français… », ou même : « Certains militants français… ». Il est en effet possible de connaître les réactions réelles des ouvriers français grâce à une initiative de Marcel Dufriche, alors l'homme de la direction de la CGT en charge de l'action en direction des travailleurs migrants. Immédiatement après la grève, il procéda à un sondage à grande échelle auprès des unions départementales : « Que s'est-il passé chez vous ? Quelle a été l'ampleur de la répression ? Comment ont réagi les travailleurs français [85] ? » L'intérêt des réponses obtenues est qu'elles étaient spontanées, non destinées à être rendues publiques, faites par des syndicalistes de terrain qui n'avaient aucune raison d'enjoliver ni de noircir la situation. La première constatation, qui ne surprendra pas, est que la grève fut massivement suivie par les

Algériens : de 80 % (Seine-et-Oise) à 100 % (Loire-Inférieure). Deuxième constatation, tout aussi attendue, la répression des autorités, complétée par les mesures patronales : à peu près partout, les responsables départementaux signalent des licenciements secs, tempérés par des réembauches là où il y avait eu protestations assez fortes de la CGT. Mais, pour notre sujet, l'enseignement majeur de cette semaine est à chercher dans le comportement des ouvriers français. D'une façon générale, les dirigeants locaux déplorèrent leur faible écoute des revendications des Algériens, leur indifférence, parfois leur hostilité : « Le mouvement a été malheureusement isolé par rapport aux travailleurs français qui n'ont pas senti la nécessité d'apporter à leurs camarades leur solidarité active » (Loire-Inférieure) ; une conférence départementale pour assurer la défense des travailleurs nord-africains n'a vu la présence que d'un « nombre restreint de militants français » (Moselle) ; « Pour les travailleurs français, à part quelques résolutions et pétitions pour la paix en Algérie, il n'y a eu que peu d'action » (Seine-et-Oise) ; « Dans certaines entreprises, nos directions de syndicats ont rencontré quelques difficultés ; cela provenait du manque d'explication des ouvriers de ces entreprises » (Isère) ; « Nous avons un certain nombre d'exemples de bonnes réactions des travailleurs français, […] mais ces exemples ne semblent pas la majorité ; nous sentons chez nos camarades responsables algériens une certaine déception devant le peu d'ampleur de la solidarité des travailleurs français » (Rhône) ; « Les travailleurs français sont restés calmes ; il n'y a eu à notre connaissance aucune manifestation d'hostilité pendant la

grève. Par contre, après la grève, c'est-à-dire à la reprise, il y a eu quelques cas regrettables (Macérienne à Mézières et Biard à Revin) où les ouvrières d'un service débrayaient en protestation contre le fait qu'aucune sanction n'était prise contre les Algériens. Il semble qu'on peut affirmer que le racisme est loin d'être éteint et qu'il nous faudra continuer à donner des explications sur ce problème. Cela n'aide évidemment pas pour la paix en Algérie » (Ardennes) ; etc. Avec, çà et là, des notes optimistes : « On peut dire sans se tromper que cette grève a été suivie avec sympathie par les travailleurs là où nos organisations syndicales ont fait le travail d'explication nécessaire » (Moselle) ; « Les travailleurs français ont suivi avec sympathie le mouvement » (Calvados) ; « Du point de vue de nos rapports avec les Algériens, nous pouvons considérer qu'une nette amélioration se manifeste, qu'accentuera encore la solidarité qui ne peut manquer de se développer et qu'ils ont déjà ressentie au cours de leur grève » (Bouches-du-Rhône). Mais c'étaient là des exceptions.

Pour tenter de résoudre ce grave problème, les dirigeants de la CGT vont accepter en février 1957 une exception à leur règle d'organisation : la fondation d'une Amicale générale des travailleurs « algériens » (AGTA), avec double affiliation à la CGT. C'est André Tollet, tout à la fois dirigeant de la CGT et du PCF, qui pilote une négociation avec Mohamed Lebjaoui (1926-1992) et Mohammed Harbi, de la Fédération de France du FLN [86] . De concert, l'Amicale et la Confédération organisent en mars 1958 une rencontre publique, en présence de diverses personnalités françaises liées de longue date à la lutte de

solidarité (Jean Dresch, Colette et Francis Jeanson, déjà discrètement engagés dans les réseaux d'aide au FLN mais qui n'avaient pas encore plongé dans la clandestinité, la sociologue Andrée Michel, déjà citée, Me Pierre Stibbe, Pierre Cot). Le journaliste de *L'Humanité* qui couvre cette réunion se félicite de la « discussion franche, mais fraternelle », formule qui masque en général des divergences de vues : « Bien des choses ont été dites – qui faisaient souvent mal à entendre – sur la tension des rapports entre travailleurs algériens et français, sur ces résultats qu'obtient parfois chez les ouvriers la propagande raciste et colonialiste du gouvernement et de sa presse. » Le journaliste ne peut cependant conclure sur une note si pessimiste. Il ajoute que « des changements se produis[ent] [87] ». Quels changements ?, est-on tenté de questionner. Dans le même numéro, Léon Feix salue cette initiative et s'enthousiasme : mais une lecture attentive de l'article permet d'affirmer qu'il renferme plus de phrases généreuses que d'exemples concrets [88]. L'AGTA deviendra vite de fait une couverture du seul FLN. Elle sera dissoute en août 1958, mais continuera ensuite d'agir clandestinement.

Une timide et éphémère parenthèse

Après le vote des pouvoirs spéciaux au printemps 1956 (voir *infra*, chapitre 16), les relations directes entre la Fédération de France du FLN et le PCF s'étaient éteintes, tant par la volonté des nationalistes algériens, furieux, que de celle des communistes, privilégiant leurs alliances politiques métropolitaines. Cette situation avait, pour les deux parties, un coût politique. Pour les dirigeants du PCF, les franges de la population française les plus déterminées à engager la lutte anticoloniale, en particulier la jeunesse, le débordaient par la gauche, ce qui avait toujours été à leurs yeux le crime majeur ; et ils étaient parfaitement conscients que l'immigration algérienne se reconnaissait massivement dans le Front. Pour les dirigeants du FLN, il y avait un manque à gagner évident, que les engagements courageux des « porteurs de valises », militants français qui transportaient notamment des fonds destinés au financement de la lutte armée (voir *infra*, chapitre 21), et autres groupes minoritaires ne pouvaient combler.

Une influence a probablement été déterminante à ce moment : celle d'Henri Curiel (1914-1978), communiste égyptien mais avant tout militant internationaliste, expulsé de son pays natal en 1950, résidant ensuite en Italie, intégré depuis novembre 1957 au réseau de soutien au FLN tout juste constitué par le jeune philosophe Francis Jeanson (1922-2009). En 1952,

Curiel avait été soupçonné par le PCF, en ces temps où cela ne pardonnait pas, d'avoir été lié à André Marty : « Un couple d'Égyptiens douteux… », avait écrit *L'Humanité* au plus fort de l'affaire [89]. Il avait sans doute une piètre opinion de la Section coloniale. Mais, contre vents et marées, il était resté attaché aux schémas classiques de l'internationalisme prolétarien : il estimait que ce parti avait seul la capacité de faire monter d'un cran la protestation populaire. « Quand je suis entré dans le réseau, se souvient Michel Muller, je venais d'une culture "catho de gauche". […] Engagement moral, je cherchais ma voie… Lorsque j'ai rencontré Henri Curiel, il m'a écouté et m'a dit : "Adhère au PCF, c'est la seule solution" [90]. » Même témoignage chez le couple Verlet : « Curiel était d'une indulgence avec le parti… Le PC avait toujours raison » (Maguy) ; « C'était un communiste à l'ancienne » (Martin) [91].

Reste une question : qui, du PCF ou du FLN, a pris l'initiative de la reprise de contact au plus haut niveau ? L'historiographie longtemps dominante, sur la foi des travaux d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman [92], attribue un rôle décisif au réseau de « porteurs de valises » : Francis Jeanson, après évidemment accord du FLN, aurait effectué la démarche au printemps 1958. Et les dirigeants du PCF, saisis d'une grande peur, suite à la collusion entre les aventuriers d'Alger et les gaullistes, n'ayant guère d'alliés, auraient été bien heureux, en cas de vraie tentative fasciste, de trouver un renfort dans une communauté algérienne en France rangée derrière le FLN.

En fait, l'acte initial vint des rangs communistes. Le cheminement vers la tentative de reprise des contact peut être retracé, grâce à des archives, il est vrai assez maigres, mais décisives. Nous avançons l'hypothèse que la décision a été prise au sein du secrétariat ou du bureau politique fin 1957 [93]. Elle est annoncée aux membres du comité central le 15 janvier 1958 au matin. Laurent Casanova, que l'on retrouvera dans tout ce timide processus, chargé du rapport, commence son intervention par cette précision : ce texte ne sera pas publié, il est demandé un secret absolu aux présents [94]. Casanova fait part à ses camarades d'une décision d'une grande importance : « Le bureau politique pense qu'il n'est pas juste de laisser à la gauche socialiste seule le soin de discuter avec le FLN. » On aura noté la curieuse logique de cette phrase introductive, privilégiant une fois de plus la politique hexagonale. Casanova poursuit : « Nous devons intervenir directement dans les débats [mots inaudibles] et répondre nous-mêmes, en ménageant bien sûr les susceptibilités légitimes des nationalistes algériens et en n'apparaissant pas leur faire reproche d'être des nationalistes, mais en rétablissant les faits et en justifiant publiquement notre politique, avec le souci de les aider à mieux comprendre notre but, leurs intérêts en France et la complexité de la situation politique chez nous. » Casanova est également en charge du discours de conclusion. Il revient sur les contacts PCF/FLN : « Les nationalistes parlent du point de vue des nationalistes bourgeois. Ils le font très honnêtement d'ailleurs et on ne peut pas leur en faire grief. » Quelle attitude face à leurs critiques virulentes ? Casanova plaide la modération, avec un grand sens

politique : « Il faut nous expliquer clairement, sans polémique, en ménageant les susceptibilités et en considérant, alors même qu'ils sont injustes à notre égard ou qu'ils y mettraient quelque outrance que ce soit, que nous ne pouvons pas leur en faire le reproche, ni même paraître leur en faire le reproche, parce que, sur ce plan-là [mots inaudibles], la culpabilité ne leur en revient pas, et nous devons comprendre leur situation et comprendre les responsabilités qui sont aussi les nôtres, dans la mesure où le peuple français n'est pas encore arrivé à imposer la solution. » Deux mois plus tard, on peut lire sous la plume de Léon Feix, dans une lettre à Maurice Thorez : « Je pense que nous devons rappeler aux dirigeants de Tunis, ne serait-ce que pour prendre date, la démarche faite auprès d'eux fin mars et restée sans réponse de leur part [95] . »

On a bien lu les dates : décision probable du BP fin 1957, annoncée au CC le 15 janvier 1958, demande écrite sans doute dans la foulée, puis relance, toujours venant du PCF, fin mars 1958. Tout ce processus bien avant le coup des conjurés du 13 mai. La simple chronologie décrite ici dément donc le schéma de Hamon et Rotman. Henri Curiel fut la cheville ouvrière de l'opération, témoignera plus tard Didar Fawzy-Rossano (1920-2011), fidèle compagne de lutte [96] . L'information peut surprendre : l'homme était, on l'a vu, objet de détestation de bien des cadres, dont ceux de la Section coloniale… Mais il avait gardé des contacts secrets avec des membres de l'appareil. Nous avançons l'hypothèse, sans pouvoir l'étayer, que ce fut probablement Maurice Kriegel-Valrimont (il était en contact avec le Comité Audin et avec d'autres éléments de la « troisième

gauche », et ne cachait pas ses opinions à ce propos[97]) qui servit d'intermédiaire.

La rencontre a lieu après le début de la prise de pouvoir par de Gaulle. C'est le 30 mai 1958 que Francis Jeanson, mandaté par le FLN, rencontre Laurent Casanova[98]. Le dialogue peut commencer : « Il faut, dit le chef du réseau au responsable communiste, que le PC avance en même temps les deux mots d'ordre : lutte contre le fascisme et "indépendance" de l'Algérie. Le mot d'ordre de "Paix en Algérie" est insuffisant. » Ce qui lui vaut cette réponse : « Tout cela est dans notre ligne politique actuelle. » Une action commune FLN-PCF, évidemment clandestine, est envisagée, éventuellement la diffusion dans la classe ouvrière de publications du FLN pour qu'elle comprenne mieux la position algérienne. Une semaine plus tard (5 juin), c'est Waldeck Rochet (1905-1983) qui se déplace, toujours pour rencontrer Jeanson. Un pas supplémentaire est franchi : Rochet propose un contact direct PCF-FLN, ce que Jeanson s'empresse d'accepter. Le lendemain même, 6 juin, Casanova, de nouveau, confirme cette proposition et il est décidé de confronter les calendriers. Un silence complet s'ensuivit. Quelle fut la cause de cet échec ? Qui en porta la responsabilité ?

Côté FLN, il y eut des tâtonnements, des hésitations. Mohammed Harbi affirme avoir rédigé, le 16 mai 1958, un « Appel aux démocrates français[99] » : « La situation actuelle démontre la nécessité de la jonction entre le mouvement anticolonialiste français et l'immigration algérienne pour hâter le dénouement d'un problème qui leur est commun. Assumant

ses responsabilités devant l'Histoire et devant les peuples, la Fédération de France du FLN se déclare disposée à prendre les contacts nécessaires en vue d'étudier concrètement les modalités d'une action commune. » Texte approuvé par son supérieur hiérarchique, Omar Boudaoud, puis par trois leaders historiques, Aït-Ahmed, Ben Bella et Khider (alors en prison, mais les contacts avec le Front ne furent jamais rompus)… Mais assez durement repoussé par la majorité du comité central de Tunis, notamment sous l'impulsion d'Abdelhafid Boussouf. Il faut dire que cette même direction tunisoise était, exactement au même moment (avril 1958), en passe de prendre la décision de porter la guerre en France par des actions spectaculaires et violentes : la politique exactement inverse de celle proposée par Harbi (qui démissionnera, voir *infra*). Politique, est-il besoin de le préciser, qui aurait fait pousser des hauts cris aux dirigeants communistes français s'ils en avaient pris connaissance. Fin mai, la Fédération de France publiait un sec communiqué, rappelant le lourd contentieux, les silences du peuple français, l'hypocrisie de la « démocratie française » (entre guillemets dans le texte), l'accord de la gauche unanime pour les « pouvoirs spéciaux », puis concluant : « Nous ne recommanderons jamais assez à nos compatriotes de demeurer en éveil pour déjouer les manœuvres de l'adversaire et parer à toute éventualité [100] . » Fin de l'épisode…

Août 1958 : le FLN porte la guerre en France

Durant les premières années de la guerre, ses échos sont assez lointains pour les familles françaises, hormis bien sûr celles qui ont un de leurs membres combattant sur place. Pour la majorité, ce drame n'a guère d'épaisseur. L'idée de porter la guerre sur le territoire français vient donc très tôt à l'esprit de certains responsables du FLN : quitte à faire son deuil de l'opinion française, mieux valait encore la heurter, l'effrayer, que de la laisser dans la quiétude. En Algérie, tout Français, civil ou militaire, était un danger potentiel pour la population : il fallait qu'en France tout Algérien le devînt. Une autre raison a présidé à cette décision : la nécessité de fixer plus de forces de répression en métropole et de soulager ainsi les maquis.

En janvier 1957, Mohamed Lebjaoui est envoyé en France prendre en main les destinées de la Fédération de France. Les consignes sont précises, selon son témoignage : « Porter la guerre en France, c'est-à-dire monter des opérations de représailles dans les villes et les campagnes françaises chaque fois qu'une exaction colonialiste d'envergure serait commise en Algérie. Pour tout Algérien abattu, un civil français devait l'être. […] "Il faut du sang à la une dans tous les journaux", m'avait dit Abbane en guise d'au revoir[101]. » Des hypothèses sont étudiées : paralyser le métro en sabotant en une nuit toutes les stations ; mettre le feu à des dépôts d'autobus ; s'emparer un

temps d'émetteurs TV et radio pour faire des émissions pirates ; hisser le drapeau algérien sur la tour Eiffel[102]. Mais la Fédération est décapitée à ce moment, précisément par l'arrestation de Lebjaoui, un mois seulement après son arrivée (février 1957). Son remplaçant, Omar Boudaoud, n'arrivera que quelques mois plus tard. Quoi qu'il en soit, le FLN, alors surtout occupé en France à asseoir son hégémonie sur la communauté algérienne en éliminant les rivaux MNA, n'a pas (encore) les forces pour passer à l'acte. C'est finalement en avril 1958 que la direction du FLN (re)donne l'ordre d'ouvrir le « second front » en France, en y fomentant une série d'attentats ciblés. Le 25 juillet de la même année, la Fédération de France (repliée en RFA) entérine – elle n'avait d'ailleurs guère le choix[103]. L'objectif politique était double : d'une part, démontrer définitivement son contrôle sur toute la communauté algérienne de métropole ; de l'autre, impliquer la population française, lui faire comprendre qu'elle ne pouvait désormais plus échapper au conflit, qu'elle devait au besoin souffrir à son tour – dans des proportions infiniment moindres que le peuple algérien, mais souffrir tout de même –, craindre à chaque instant l'insécurité. On sait aujourd'hui que cette décision fut prise dans un climat de contestation interne, marqué notamment par la démission de Mohammed Harbi (23 juillet 1958) : « Nous étions, que nous le voulions ou non, comptables du sang des innocents, algériens et français, et non des choix des lieux. Cautionner une décision aussi importante sans se poser de questions politiques et sans éclaircissements sur la nature des opérations me semblait indigne d'un

révolutionnaire [104]. » Les chefs historiques, prisonniers depuis le détournement de leur avion en octobre 1956, mais qui avaient des contacts avec l'extérieur, furent eux-mêmes « très réservés [105] ».

Dans la nuit du 24 au 25 août, une série d'actes spectaculaires secoue le pays : le plus impressionnant est l'incendie du dépôt de carburants de Mourepianne, au nord de Marseille. Le sinistre fut visible de plusieurs kilomètres et dura plusieurs jours. Huit cents personnes furent évacuées, un pompier, Jean Péri, y laissa la vie, dix-huit autres furent blessés. D'autres cuves sont incendiées cette même nuit (Toulouse, Frontignan, Le Havre). Dans certains dépôts ou commissariats, des policiers sont tués (huit cette première nuit). En tout une vingtaine d'attentats. Le 31 août, au métro Montparnasse, un soldat français en uniforme, Jacques Venner, est assassiné par un Algérien. Il y aura d'autres agressions de ce type. Saïd Abtout, militant communiste clandestin en France, mais en même temps membre du FLN, se souvient de l'assassinat d'un gardien de square en uniforme, confondu avec un policier (fait qu'il n'a pu dater) : « On leur a dit : "C'est un père de famille, c'est comme ça que vous croyez avoir la sympathie des Français ?" » Son opposition à ce type d'actes lui vaut un passage devant un tribunal, mais ensuite il n'est plus inquiété [106]. L'attentat individuel contre des soldats pris au hasard était une méthode strictement prohibée par la Fédération de France du FLN. Cette pratique cessa d'ailleurs rapidement. Il n'empêche : le mot d'ordre « porter la guerre en France » déboucha bien un temps sur ces pratiques hors contrôle.

Le 5 septembre 1958, le paquebot *Président de Cazalet*, qui sert de transport de troupes, est victime d'un attentat en pleine Méditerranée. Le début d'incendie est maîtrisé, mais il y a treize brûlés, dont André Barreda, un ouvrier-chauffeur, qui succombe à ses blessures. Nouvelle victime innocente. Durant un mois, les commandos FLN vont exécuter cinquante-six sabotages et deux cent quarante-deux attaques contre des objectifs économiques, militaires ou politiques (Jacques Soustelle échappe à un attentat le 15 septembre), ou encore symboliques, comme les incendies de forêt, pour répondre aux épandages de napalm en Algérie (un seul prend de l'ampleur, dans les Vosges, mais des tentatives sont attestées dans les Ardennes, en Lorraine, dans l'Esterel, à Rambouillet, Sénart…). Dans le même temps, d'autres attentats sont découverts avant d'avoir fait des dégâts : contre les voies ferrés Paris-Vierzon, Paris-Le Havre, Paris-Montargis, Paris-Lyon, contre la tour Eiffel (bombe au troisième étage) [107], contre le port du Havre, le Gazomètre d'Alès, etc. [108].

Un rapport interne du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA, créé au Caire en septembre 1958) tirera de cet épisode des conclusions optimistes : « En fait, nous avons gagné. La réalisation de certains attentats et de certains sabotages en milieu hostile sinon ennemi a impressionné le peuple français et les chefs militaires [109]. » « Impressionné », le mot est bien choisi. La France a peur. Mais est-ce aussi favorable à la cause algérienne que veulent bien le dire les chefs du GPRA ? Dès ce moment, la campagne contre le « terrorisme FLN » redouble. La presse quasi unanime

condamne les actes commis. Les Français qui ouvrent leur télévision ou qui regardent les « Actualités Gaumont » au cinéma ne voient que flammes déchaînées, voisins hagards évacués, pompiers harassés… et cercueils. Un temps, le sort tragique du soldat Venner fait la une de toute la presse, pas seulement conservatrice : il a fait son devoir en Algérie, pour mourir dans un métro de Paris, lâchement assassiné… Les services de police constatent que le racisme monte d'un cran au sein de la population [110] . L'État prend des mesures, soutenu par une grande partie de l'opinion. Le 28 août, l'armée se met sur le pied de guerre en métropole, les congés des policiers sont annulés. Des contrôles systématiques des Algériens, « au faciès », ont lieu, les arrestations brutales se multiplient. Dans le département de la Seine, un couvre-feu est décrété par le préfet Maurice Papon (nommé en mars 1958, donc par la IVe République, Papon fut le seul préfet maintenu dans son poste par le régime gaulliste ; on ne se sépare pas d'un homme aussi « efficace »). Occasion pour lui d'utiliser… le Vel' d'Hiv'. Ou plutôt, de le réutiliser (peu nombreuses sont les personnes qui connaissent à ce moment son rôle à la préfecture de la Gironde sous l'Occupation allemande et sa première relation tragique avec ce lieu). D'autres préfets l'imitent.

Comment va réagir le PCF ? Cette pratique nouvelle heurtait de front les principes mêmes de sa politique, fondée sur l'appel à la lutte en commun afin de surmonter le racisme ambiant et les traumatismes inhérents à la guerre au sein de la population française. Mais, de plus, la conjoncture était éminemment défavorable. Depuis le printemps 1958, le PCF était engagé à

fond contre le retour au pouvoir du général de Gaulle, dans les fourgons de l'armée, retour assimilé à une « menace fasciste ». Durant l'été, précisément au moment des premiers attentats du FLN, les communistes sont, avec de rares politiciens, (Mendès, Mitterrand) et la gauche de la SFIO, Depreux, Savary (à la veille de constituer le parti socialiste autonome, PSA), engagés dans la campagne pour le « Non » au référendum sur la Constitution, prévu pour fin septembre. Malgré le ton triomphaliste de la presse communiste, on sent l'angoisse croître : la vague gaulliste s'apprête à tout submerger.

En interne, la rage dut être d'autant plus grande que la décision de reprendre contact avec le FLN était récente. Les archives ne nous renseignent pas, et pour cause, sur l'état d'esprit place Kossuth [111] . On peut pourtant penser que le Front ne reçut pas que des satisfecit. Mais que dire publiquement ? Ne pas hurler avec les loups, telle fut en substance la ligne des communistes. Mais la gêne était évidente. Le 26 août, *L'Humanité* se contente d'informer : « Fusillades hier dans Paris. Quatre policiers et deux Algériens tués. Des dizaines de millions de litres d'essence flambent à Marseille, Toulouse et Narbonne. Dix-sept marins pompiers blessés à Mourepianne, dont trois grièvement. Plus que jamais : paix en Algérie. » Aucun commentaire sur cette forme d'action ne figure durant plusieurs jours. En revanche, le journal est en pointe dans la dénonciation de la répression, le couvre-feu imposé aux Algériens, les rafles qui se mettent en place. Le 29 août, Madeleine Riffaud dénonce un « camp de concentration raciste en plein Paris » (titre), ce « Vel' d'Hiv' où jadis les nazis entassèrent les juifs ! ». La police n'a même pas

eu la « pudeur de choisir un lieu qui ne rappelle rien aux patriotes qui célèbrent actuellement l'anniversaire de la libération de Paris [112] ». Deux semaines plus tard, le Vel' d'Hiv' est toujours plein. « Témoignages accablants sur la concentration des travailleurs algériens au Vel' d'Hiv'. Des hommes y sont-ils morts ? », titre de nouveau *L'Humanité*. L'article dénonce des « mesures de guerre », la « chasse au faciès sur une vaste échelle, [...] la faim, le froid, les mauvais traitements » qui règnent dans l'enceinte. Plus grave : « Les travailleurs algériens qui nous ont renseignés sont formels : ils ont vu plusieurs de leurs camarades mourir sous leurs yeux [113] . » Le 4 septembre, sous le titre « Gardiens de la paix ou gardiens de la guerre ? », Jeannette Vermeersch s'appuie sur un drame sordide : deux Italiens ont été tués par un policier qui, pour toute défense, avait affirmé qu'il les avait pris pour des Algériens.

Lorsque de premiers soldats français sont tués dans Paris, début septembre, *L'Humanité* hésite manifestement. On imagine l'angoisse dans les rangs communistes : et si cette pratique se généralisait, comment continuer à lutter ? Madeleine Riffaud signe un article qui ne manque pas de courage, en cette période de déchaînement quasi unanime contre le FLN. « Qui a tué le soldat Venner ? », interroge-t-elle (c'est le titre) [114] . Partant du principe que la meilleure défense est l'attaque, elle dénonce la campagne qui commence, la presse apitoyée qui utilise la photo du jeune soldat partout à la une, les discours grandiloquents. « Taisez-vous ! Assez de larmes de crocodile ! », écrit-elle. Ce soldat est une victime de la guerre

coloniale. Depuis quatre années que l'armée française ratisse, torture, tue en Algérie, « il était fatal qu'un jour un peu de cette guerre qui a fait en Algérie tant de victimes civiles, passât la mer ».

Les 3 et 4 octobre, le CC se réunit de nouveau [115] . Nous sommes une semaine après le référendum. Le « Oui » vient de l'emporter avec 82,60 % des suffrages exprimés : voie royale pour le gaullisme, échec cinglant pour les communistes. Les violences du FLN sont, pour certains intervenants, une des causes, parmi bien d'autres, du recul. Léo Lorenzi : « Les attentats du FLN ont été exploités à fond. Des affiches ont couvert les murs de Marseille : FLN = communistes = assassins » ; Oswald Calvetti : « Les attentats en métropole ont fait pencher un certain nombre d'hésitants » ; Marcel Dufriche : « Il nous faut être très prudents, il y a un climat raciste et chauvin, y compris dans les rangs de la classe ouvrière. » Puis, c'est au tour de Maurice Thorez d'intervenir : « Nous sommes à un moment où nous devons dire vraiment ce que nous pensons, dans les formes qu'on voudra, comme on voudra, mais dire ce que nous pensons de la tactique du FLN en France. C'est notre droit et c'est notre devoir. […] Maintenant on ne tue plus seulement les Algériens, mais un policier par-ci par-là. Il ne me semble pas que ça aide le peuple algérien. Si c'est pour inspirer l'opinion, on dresse l'opinion contre soi. Si c'est pour gagner des sympathies, c'est le contraire. Ça donne une prise trop facile contre eux. Et en plus, il faut dire ces choses au comité central, ça permet toutes les provocations contre nous. […] Il faut parler, […] de façon plus nuancée, peut-être moins directe, mais

il faut parler. Nous ne pouvons plus persister dans un silence qui semble être un acquiescement. » Publiquement, « de façon plus nuancée », comme l'avait demandé Thorez, *L'Humanité* reprend la formule : « Les méthodes du FLN ne nous aident pas. » Fait caractéristique, le journal communiste met une semaine (10 octobre) avant de publier des extraits réécrits de ce discours, délai excessivement long, preuve que chaque mot rendu public avait dû être pesé.

Même édulcorée, même présentée avec une certaine prudence, la remarque thorézienne vient s'ajouter au contentieux. Un mois plus tard, dans un article qui a tout l'air d'une réplique, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA, émanation du FLN) adopte un ton très accusateur [116] : « Ce sont les travailleurs de France qui façonnent et acheminent les armes qui mènent [117] la terreur et la mort. Ce sont les cheminots français qui les transitent. Ce sont les dockers de Marseille et de Bordeaux qui les chargent précieusement sans se rendre compte qu'elles se retourneront contre leurs libertés et leur sécurité. » Conclusion désabusée et agressive : « Où est la solidarité ouvrière internationale ? » La condamnation thorézienne et cette cinglante réplique nationaliste mettent un terme à tout contact durant les deux années suivantes.

Une tentative, avortée, peut pourtant être signalée. En avril 1959, une délégation du GPRA, dirigée par Omar Oussedik, est en visite officielle à Pékin. Les relations entre la Chine populaire et les nationalistes algériens sont bonnes : les pays socialistes d'Asie, Chine, Viêt-Nam du Nord, Corée du Nord,

Mongolie (contrairement à l'URSS et ses alliés européens) avaient reconnu le GPRA dès 1958. D'après le témoignage du commandant Azzedine, membre de la délégation, les Algériens tentent de contacter la délégation du PCF alors présente à Pékin pour les cérémonies du 1er Mai. Devant l'échec de cette tentative, les autorités chinoises (le maréchal Chen Yi, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères) intercèdent pour qu'une délégation de haut niveau du PCF se déplace d'urgence à Pékin. La délégation algérienne attendit en vain [118]. Ce non-événement est vraisemblable, les Chinois n'étant pas mécontents de mettre à l'épreuve le PC français. Mais pourquoi des Français auraient-ils traversé la moitié de la planète pour rencontrer les représentants d'un mouvement de libération qui avait son siège à Tunis ? Quoi qu'il en soit, la direction du PCF n'était sans doute pas prête à voir les Chinois s'ériger en conseillers (intéressés) de sa stratégie internationale. Nouvelle page au contentieux PCF/FLN.

Il y eut enfin, en 1960 et 1961, deux ultimes tentatives, tout aussi infructueuses. Le 19 novembre 1960, à Prague, Waldeck Rochet, décidément actif sur ce front, rencontra Ahmed Francis et Ahmed Boumendjel. Le PCF donna son accord pour une aide concrète (hébergements, peut-être passages de cadres aux frontières). De ce travail, forcément secret, on ne trouve nulle trace dans les archives. Enfin, en octobre 1961 à la veille de la grande manifestation dans les rues de Paris, Léon Feix et Étienne Fajon viendront à Bruxelles pour reprendre le dialogue avec Omar Boudaoud, dirigeant de la Fédération de France

(voir *infra*, chapitre 22) [119] . Mais les délégués se quitteront sans résultats notables.

Après ce survol des relations difficiles entre PCF et FLN durant la guerre d'indépendance, revenons maintenant à l'historique détaillé de l'évolution des positions des communistes français et algériens au cours de ces sept années. Ce sera l'objet des chapitres suivants.

Notes du chapitre

[1] ↑ Ouanassa Siari Tengour, « Dits et non-dits dans les mémoires de quelques acteurs de la guerre d'Algérie », CRASC, Oran, 2015, <frama.link/MY33ws02>.

[2] ↑ Cité par Yves Courrière, *La Guerre d'Algérie*, tome 1, *Les Fils de la Toussaint*, Fayard, Paris, 1968.

[3] ↑ *Le Monde*, 2 novembre 1962.

[4] ↑ Lakhdar Bentobal, « Conférence aux cadres du FLN du Maroc et de Tunisie », 5 février 1960 (cité par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

[5] ↑ François Mitterrand, Chambre des députés, 12 novembre 1954.

[6] ↑ Jean-Charles Jauffret (dir.), *La Guerre d'Algérie par les documents*, tome 2, *Les Portes de la guerre, 1946-1954*, Service historique de l'Armée de terre, Vincennes, 1998.

[7] ↑ « Histoires Aïn Sefra-ville », article non signé, *Encyclopédie de l'Afrique du Nord, 1830-1962*, <encyclopedie-afn.org>, 4 mai 2010.

[8] ↑ Jean-François Mendez, « C'était la veille de la Toussaint 1954 », <Algerie-française.org>, 2010, <frama.link/ZCHbrHWq>.

[9] ↑ Depuis mai 1954, l'État hongrois avait mis à la disposition du PCA cette radio qui diffusait des informations en langues française et arabe. Son responsable était William Sportisse. Elle diffusa notamment l'appel du FLN du 1er Novembre.

[10] ↑ Voir Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, Paris, 2002.

[11] ↑ Mohamed Lebjaoui, *Vérités sur la révolution algérienne*, ANEP, Alger, 2005.

[12] ↑ Amar Ouzegane, *Le Meilleur Combat*, *op. cit*.

[13] ↑ *Ibid.*

[14] ↑ Benjamin Stora, « La différenciation entre le FLN et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955). Contribution à l'histoire intérieure de la révolution algérienne », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 26, n° 1, 1983.

[15] ↑ Mohammed Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *1945-1962*, La Découverte, Paris, 2001.

[16] ↑ Le Conseil des ministres, le 4 novembre au matin, décide la dissolution du MTLD. Le siège du mouvement, à Alger, est assiégé par la police. Son secrétaire général, Moulay Merbah, ainsi que des centaines de cadres et de militants, sont arrêtés.

[17] ↑ *L'Écho d'Alger*, 6 novembre 1954 (cité par Benjamin Stora, *loc. cit.*).

[18] ↑ *L'Écho d'Alger*, 3 novembre 1954.

[19] ↑ André Leveuf, *Le Monde*, 4 novembre 1954.

[20] ↑ René Janon, *Le Figaro,* 6 novembre 1954.

[21] ↑ Jean-Louis Planche, « De la solidarité militante à l'affrontement armé : MNA et FLN à Alger, 1954-1955 », *in* Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Complexe, Bruxelles, 2001.

[22] ↑ *L'Année politique 1954*, PUF, Paris, 1954.

[23] ↑ Général Paul Cherrière, « Les débuts de l'insurrection algérienne », *Revue de Défense nationale*, décembre 1956.

[24] ↑ François Mitterrand, Conseil de la République, 24 novembre 1954.

[25] ↑ Général Paul Cherrière, « Les débuts de l'insurrection algérienne », *loc. cit.*

[26] ↑ William G. Andrews, *French Politics and Algeria*, *op. cit.*

[27] ↑ François Mitterrand, « Discours à Alger », 16 octobre 1954, *L'Écho d'Alger*, 17-18 octobre 1954.

[28] ↑ Pierre Mendès France, Assemblée nationale, 12 novembre 1954, <frama.link/9jkN_0XZ>.

[29] ↑ La première référence retrouvée par nous de cette phrase célèbre se trouve dans *Le Figaro*, 6-7 novembre 1954 (voir *infra* la citation complète).

[30] ↑ Jules Romains, « Afrique du Nord », *L'Aurore*, 11 novembre 1954.

[31] ↑ Charles-André Julien, « Les rendez-vous manqués de la France avec l'Algérie », *Témoignage chrétien*, 12 novembre 1954.

[32] ↑ André Mandouze, *La Quinzaine*, 15 novembre 1954 (cité *in André Mandouze. Un chrétien dans son siècle. De Résistance en résistances*, Textes choisis et présentés par Olivier Aurenche et Martine Sevegrand, Karthala, Paris, 2007).

[33] ↑ Jean-Marie Domenach, *in* « Journal à plusieurs voix », *Esprit*, décembre 1954.

[34] ↑ Ferhat Abbas, « Éléments constitutifs d'une politique FLN », 29 juillet 1958 (cité par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

[35] ↑ Ce développement d'après Anne Dulphy, « La guerre d'Algérie dans les relations franco-espagnoles », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 71, n° 2, 2005.

[36] ↑ Luis Gonzalez-Mata, *Cygne. Mémoires d'un agent secret*, Grasset, Paris, 1976.

[37] ↑ Sadek Hadjerès, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[38] ↑ Première publication, à notre connaissance, dans une brochure clandestine du PCA, *Pour une nation algérienne libre, souveraine et heureuse*, CC du PCA, sans date (1957). Voir *infra*, chapitre 15, le texte plus complet.

[39] ↑ Richard Nixon, « The emergence of Africa », *Department of State Bulletin*, vol. 36, n° 930, 22 avril 1957.

[40] ↑ Cité par Fredj Maatoug, « John F. Kennedy, la France et l'Algérie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 224, n° 4, 2006.

[41] ↑ Voir Frédéric Charpier, *La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Seuil, Paris, 2008.

[42] ↑ Témoignage de Boualem Bourouiba, membre fondateur de l'UGTA, *El Watan*, Alger, 19 février 2005.

[43] ↑ Irvin M. WALL, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, Soleb, Paris, 2006 (édition américaine, 2001).

[44] ↑ « À Alger où elle est arrivée hier, une délégation de la CISL conduite par M. Irving Brown, a été reçue à la Casbah par l'UGTA. Le président Ben Khedda lui a accordé son audience » (*La Dépêche quotidienne*, Alger, 10 juillet 1962).

[45] ↑ COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'UGTA, « Les raisons de notre affiliation à la CISL », *L'Ouvrier algérien*, 6 juin 1956.

[46] ↑ « La CISL accepte l'adhésion de l'UGTA », *Franc-Tireur*, 9 juillet 1956.

[47] ↑ « Meeting intersyndical à Tunis sous le signe de l'unité nord-africaine. MM. Oldenbroeck et Irving Brown attaquent violemment la politique française en Algérie », *Le Monde*, 26 mars 1957.

[48] ↑ Jean BABY, *Critique de base. Le PCF entre le passé et l'avenir*, Maspero, Paris, 1960.

[49] ↑ Abdelhafid BOUSSOUF, « Mission libératrice de l'ALN », *El Moudjahid*, n° 2, juillet 1956 (*in* collection reliée, imprimée à Belgrade en 1962, vol. 1).

[50] ↑ Cité par Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Seuil, Paris, 1986.

[51] ↑ Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, *op. cit.*

[52] ↑ Léon Feix, deux notes au secrétariat sur la situation du MTLD, 4 mai et 4 septembre 1954 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[53] ↑ René GALLISSOT, notice « Omar, Saïd Belouachrani », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[54] ↑ Le site Internet <Ciné-Archives.org> (qui « gère le fonds audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier ») a mis en ligne un reportage (muet) de deux minutes sur ce rassemblement. On y voit durant trois secondes ces manifestants algériens et leurs banderoles : « 1er mai 1955 (ex-meeting de la CGT) », <frama.link/5v73Zwt3>.

[55] ↑ La version communo-cégétiste de ces incidents figure dans *L'Humanité* (« Un incident regrettable », 2 mai 1955) et dans plusieurs numéros de suite de *La Vie ouvrière* à partir du 3 mai. Les trotskistes du PCI consacrèrent un numéro de *La*

Vérité à dénoncer cette attitude (6 mai 1955) (CERMTRI). On peut également se reporter à un récit sobre, non partisan, dans *France Observateur*, 5 mai 1955.

[56] ↑ Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.*

[57] ↑ Mezerna était également parti en urgence au Caire, avec l'accord de Messali… qui le désavoua dès qu'il noua des contacts avec l'autre faction (René GALLISSOT, notice « Ahmed Mezerna », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*).

[58] ↑ Jacques DE BONIS, « À la recherche du dernier quart d'heure », *in* Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 3, *op. cit.*

[59] ↑ Première expression publique du PCF après le déclenchement de l'insurrection : elle comportait une dénonciation d'éventuels « actes individuels » (voir chapitre suivant).

[60] ↑ Mohammed HARBI, entretiens avec l'auteur, Paris, 21 juillet et 25 novembre 2017.

[61] ↑ *Ibid.*

[62] ↑ D'après l'entretien accordé à Claude LECOMTE, « Le 1er novembre 1954 à la Section coloniale du PCF », *L'Humanité*, 29 octobre 1984.

[63] ↑ Le PCI pabliste prit ensuite le relais.

[64] ↑ Omar BOUDAOUD, témoignage *in*Jean-Luc EINAUDI, *Octobre 1961 : un massacre à Paris*, Fayard, Paris, 2001.

[65] ↑ Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya*, *op. cit*.

[66] ↑ Mohammed HARBI, entretiens cités.

[67] ↑ *Le Monde*, 20 mars 1962 (cité par Charles-Robert AGERON, « Les Français devant la guerre civile algérienne », *in* Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, Paris, 1990).

[68] ↑ Paul-Marie ATGER, « Le Mouvement national algérien à Lyon. Vie, mort et renaissance pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 104, avril 2009.

[69] ↑ Charles-Robert AGERON, « Les Français devant la guerre civile algérienne », *loc. cit*.

[70] ↑ *Ibid.*

[71] ↑ Guillaume D'HOOP, *Les Algériens sous le prisme des faits divers*, L'Harmattan, Paris, 2011.

[72] ↑ Jean RONY, *Trente Ans de Parti. Un communiste se souvient*, Christian Bourgois, Paris, 1978.

[73] ↑ *La Voix du Nord*, 20 juillet 1957 (cité par Annie DEPERCHIN et Arnaud LECOMPTE, « Les crimes commis par les Algériens en métropole devant la cour d'assises du Nord, 1954-1962 », *Histoire de la justice*, vol. 16, n° 1, 2005).

[74] ↑ Note au secrétariat, 17 juin 1957 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[75] ↑ *L'Humanité*, 17 juin et 11 juillet 1957.

[76] ↑ *France Observateur*, 31 octobre 1957.

[77] ↑ *La Vérité*, PCI, 17 octobre 1957 (CERMTRI).

[78] ↑ Mohammed HARBI, entretien avec l'auteur, Paris, 25 novembre 2017.

[79] ↑ « Les attentats en France et l'échec de la campagne anti-FLN », *El Moudjahid*, n° 12, 15 novembre 1957 (d'après la collection reliée, imprimée à Belgrade en deux volumes en 1962).

[80] ↑ « Les intellectuels et les démocrates français devant la Révolution algérienne », *El Moudjahid*, n° 14, 15 décembre 1957 (même source).

[81] ↑ Enregistrements sonores, 4 octobre 1958 (Archives du PCF, 4 AV 179/189).

[82] ↑ Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit*.

[83] ↑ *Ibid.*

[84] ↑ D'après les chiffres de la police, cités par Linda AMIRI, « Les relations entre le FLN et le MNA en métropole », *Cahiers d'histoire sociale*, n° 23, printemps-été 2004.

[85] ↑ Toutes les citations sont tirées des lettres de réponses des responsables d'unions départementales, entre le 6 février et le 13 mars 1957 : Arthur Buchmann, Moselle ; G. Charreton, Isère ; J. Colas, Calvados ; M. Colombini, Bouches-du-Rhône ; R. Desgrand, Rhône ; Jean Dréan, Seine-et-Oise ; R. Marzi, Ardennes ; R. Rousselot, Loire-Inférieure (Fonds Marcel Dufriche, IHS-CGT, Montreuil, 16 B 1/52).

[86] ↑ Jacques SIMON, « L'Amicale des Algériens : la police politique du FLN en France », *Le Soir d'Algérie*, 31 janvier 2012.

[87] ↑ « Développer la solidarité entre travailleurs français et algériens », *L'Humanité*, article non signé, 5 mars 1958.

[88] ↑ Léon FEIX, « Les travailleurs algériens et nous », *L'Humanité*, 5 mars 1958.

[89] ↑ Cité par Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

[90] ↑ Michel MULLER, entretien avec l'auteur, Saint-Denis, 29 août 2017.

[91] ↑ Maguy et Martin VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

[92] ↑ Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

[93] ↑ Le premier contact (officieux) entre le FLN et l'URSS n'eut lieu qu'en mars 1958 au Caire (voir Evgueniya O. OBITCHKINA, « Le communisme soviétique face au nationalisme arabe lors de la guerre d'Algérie », *in* Hervé BISMUTH et Fritz TAUBERT (dir.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, Éditions universitaires, Dijon, 2014).

[94] ↑ Toutes les citations qui suivent *in* Enregistrements sonores, 15 janvier 1958 (Archives du PCF, 4 AV 3760). Nous avons respecté le langage parlé.

[95] ↑ Lettre personnelle de Léon Feix à Maurice Thorez, 25 avril 1958 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[96] ↑ Didar FAWZY-ROSSANO, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990). Du Caire à Alger, Paris et Genève. Lettre aux miens*, L'Harmattan, Paris, 1997.

[97] ↑ Pierre VIDAL-NAQUET, entretien, septembre 1970 (*in*Rachid OUÏSSA (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, Casbah, Alger, 2009).

[98] ↑ Récit *in* Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

[99] ↑ Mohammed HARBI, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *op. cit.*

[100] ↑ *Ibid.*

[101] ↑ Mohamed LEBJAOUI, *Vérités sur la révolution algérienne*, *op. cit.*

[102] ↑ *Ibid.*

[103] ↑ Daho Djerbal, *L'Organisation spéciale de la Fédération de France du FLN. Histoire de la lutte armée du FLN en France (1956-1962)*, Chihab, Alger, 2012.

[104] ↑ Mohammed Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *op. cit.*

[105] ↑ Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

[106] ↑ Saïd Abtout, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017.

[107] ↑ Roger Faligot et Pascal Krop, *DST Police secrète*, Flammarion, Paris, 1999.

[108] ↑ Nous avons écarté l'hypothèse de la responsabilité du FLN dans la rupture du barrage de Malpasset (qui fit quatre cent vingt-trois morts et disparus le 2 décembre 1959), avancée lors de la diffusion d'un documentaire (Arte, 22 janvier 2013), reprise seulement par les sites « nostalgériques ». Jean Baklouti, ancien directeur adjoint de la DST, chargé de centraliser les informations liées au FLN entre 1956 et 1962, a formellement contesté cette version (interview à *Nice-Matin*, 30 janvier 2013, <frama.link/2NuwNGFp>).

[109] ↑ Ahmed Boumendjel, « Rapport politique du GPRA », août 1959 (cité par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

[110] ↑ APPP, Procès-verbal de la réunion du 24 septembre 1958 (cité par Linda Amiri, *La Bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, Paris, 2004).

[111] ↑ Ce nom, celui d'un patriote hongrois du XIXe siècle, avait été attribué à cette place après la répression soviétique en Hongrie.

[112] ↑ « À Paris, rafles monstres de travailleurs algériens », *L'Humanité*, 29 août 1958.

[113] ↑ *L'Humanité*, 11 septembre 1958.

[114] ↑ *L'Humanité*, 2 septembre 1958.

[115] ↑ Toutes ces citations in Enregistrements sonores, 4 octobre 1958 (Archives du PCF, 4 AV 179/189). Nous avons respecté le langage parlé.

[116] ↑ « Les travailleurs algériens et l'Occident », *El Moudjahid*, n° 31, novembre 1958 (*in* collection reliée, imprimée à Belgrade en 1962, vol. 1).

[117] ↑ Probablement à la place de « sèment ».

[118] ↑ « Aux origines de l'amitié algéro-chinoise. Des fellaghas à Pékin », *Le Soir d'Algérie*, 20 février 2017.

[119] ↑ Jean-Luc EINAUDI, *Octobre 1961 : un massacre à Paris*, Fayard, Paris, 2001.

11. Le PCF et la première année de l'insurrection nationale

Coïncidence : le 1er novembre 1954, *L'Humanité* commence une série d'articles sur les migrants algériens en France, signée Georges Joseph et Paul Krivo. Le titre est dans la veine « fraternaliste » : « Algériens, nos frères. La grande misère de la terre natale continue à Paris », ponctué d'affirmations du genre : « Les colonialistes français ont pillé les richesses, volé la moitié de leurs terres aux Algériens. » Mais, évidemment, lorsque le journal sort des rotatives, les informations sur la Toussaint rouge tombent à peine sur les télex de l'AFP.

Georges Lachenal : « Qui étaient ces hommes ? Que voulaient-ils ? »

C'est donc dans le cours de cette matinée que les nouvelles des Aurès arrivent en France. La petite histoire ne dit pas si les permanents du PCF travaillaient, ce jour férié. En tout cas, le lendemain matin, 2 novembre, les membres de la Section coloniale se réunissent. Sont présents Léon Feix, Élie Mignot, Louis Odru et Georges Lachenal [1]. Feix doit ensuite rencontrer

Duclos, Plissonnier et Servin [2], les hommes les plus influents du parti, hors Thorez. Ces révolutionnaires professionnels, pourtant habitués à juger rapidement des situations, sont déroutés. Ils n'ont pas de boussole, pas de points de repère. Que dire ? « Nous n'étions pas surpris, mais en même temps, nous ne savions pas à qui nous avions affaire » (Élie Mignot) ; « Qui étaient ces hommes ? Que voulaient-ils ? » (Georges Lachenal). Malgré – ou à cause de ? – cette méconnaissance, les vieux réflexes réapparaissent immédiatement : n'y a-t-il pas là une manipulation des services français ? On sait combien ce thème était alors prégnant dans le mode de pensée communiste. Douze jours avant l'insurrection, *L'Humanité* avait dénoncé la rencontre entre le général Pierre Boyer de Latour, résident supérieur en Tunisie, et le gouverneur de l'Algérie Roger Léonard : « N'auraient-ils pas l'intention d'étendre aux Aurès et à toute l'Algérie les mesures répressives qui endeuillent journellement la Tunisie ? Sous prétexte de poursuivre des patriotes tunisiens, ne se prépare-t-on pas à frapper de nombreux patriotes algériens ? La question reste posée et demande réponse [3]. » Ce 2 novembre donc, précise Élie Mignot, « nous étions tous d'accord sur les dangers de la provocation pouvant permettre une répression sanglante comme celle de mai 1945 ». D'autant que la première information largement diffusée était l'assassinat de Guy Monnerot. Mignot précisera plus tard : « Cet événement entraîna à nous poser tout naturellement une série de questions [4]. »

Contexte politique qui explique sans doute le délai exceptionnellement long, une semaine, qui sépara le fait et la première réaction officielle, le communiqué du 8 novembre (voir *infra*). En attendant une position politique, il faut commenter l'actualité immédiate. Ce que fait la presse communiste.

Le 2 novembre, *L'Humanité* fait son tout premier titre sur le drame qui commence : « Graves événements en Algérie. Plusieurs morts et blessés dans la nuit de dimanche à lundi. Pour aggraver la répression, le gouvernement envoie trois bataillons de parachutistes et trois compagnies de CRS. Nombreuses arrestations de patriotes algériens. » Il faut souligner que le journal communiste a imprimé en une ce mot, « patriotes », dès le premier jour du conflit, au moment où la quasi-totalité des politiciens et des commentateurs évoquaient – non : dénonçaient – les « fellaghas », les « bandes rebelles », les « terroristes ». Sous ce vocable de « patriotes » n'étaient certes pas évoqués les membres du FLN, mais tous les Algériens victimes de la répression. Le lendemain, le titre est plus mordant, moins informatif : « Halte à la répression en Algérie ! Vaste opération de "ratissage" dans le massif de l'Aurès. Arrestations massives dans tout le pays. » Mais la lecture des dépêches d'agence se révèle vite insatisfaisante. Il faut, d'urgence, avoir des informations de première main. Il se trouve que *L'Humanité* a alors presque sur place une journaliste, ancienne députée, Marie Lambert (elle signait de son nom de jeune fille, Marie Perrot [5]), qui est en reportage en Tunisie. Elle se rend immédiatement en Algérie et, aidée par

des membres du PCA, dont Alice Sportisse, va dans des endroits « chauds » et envoie les premiers textes de terrain au quotidien. Nous les citerons longuement plus loin.

Mais nous étions début novembre : c'était une époque où il n'était pas imaginable, pour la direction du PC, de ne pas célébrer l'anniversaire de la révolution soviétique dite d'Octobre, occasion de réunir des foules venues écouter des discours de politique générale. Cette année-là, ce fut au Vel' d'Hiv', le 5. Jacques Duclos y salua longuement, comme à l'accoutumée, les succès de la « grande Union soviétique », puis aborda l'actualité. À propos de la « question nord-africaine » – c'était l'expression de l'époque –, il dit (nous avons repris la totalité du texte) : « Il n'est nullement question, pour nos gouvernants, de demander l'avis des populations de l'Afrique du Nord, dont ils méconnaissent cyniquement les aspirations nationales et la volonté d'indépendance. Les colonialistes semblent croire à l'éternité de leur domination, mais il faut bien voir qu'un vent de liberté et d'indépendance souffle de plus en plus fort dans les pays soumis à la domination des colonialistes, comme en ont témoigné et en témoignent notamment les événements de Tunisie, du Maroc et ceux d'Algérie. La seule politique juste et raisonnable consisterait à reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et à conclure avec eux des traités culturels et économiques. Ainsi, dans un climat d'amitié fondée sur l'égalité, il serait possible de maintenir des positions françaises dans ces pays et de mettre en échec les plans des colonialistes américains, de leurs associés allemands imbus de racisme hitlérien et des colonialistes

anglais. Les déclarations faites par le représentant du gouvernement de la République démocratique du Viêt-Nam à la conférence de Genève [6] montrent qu'il s'agit d'une position parfaitement réalisable à la condition d'en finir avec le colonialisme [7]. » Des milliers d'auditeurs entendirent donc, quatre jours après le début de l'insurrection, le mot « indépendance » à trois reprises. Nous y reviendrons.

Le communiqué ambigu du 8 novembre 1954

C'est le 8 novembre que le secrétariat du PCF se réunit pour la première fois depuis le début de l'insurrection. Le compte rendu dactylographié, extrêmement court, est ainsi rédigé : « Continuer la protestation contre les mesures de répression prises à l'encontre du peuple algérien et soutenir ses aspirations nationales. Montrer que les mesures gouvernementales sont des mesures de guerre contre le peuple algérien et dénoncer le bluff de la "nouveauté de la politique du gouvernement" en Afrique du Nord. Rappeler la position de principe du parti qui est opposée aux actions de terreur individuelles, l'action de masse étant seule susceptible de faire échec aux impérialistes [8]. » C'est là la trame du communiqué public.

Le lendemain paraît dans *L'Humanité* un texte long, dense, signé « Le Parti communiste français », ce qui en accentue le caractère solennel. « Le Parti communiste français, affirme-t-il d'abord, souligne que les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernants français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence directe du régime colonial qui sévit dans ce pays. En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le vocable de "trois départements français", le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires. » Contrairement au discours de Duclos, alors tout frais, le mot « indépendance » ne figure pas, remplacé par les formules plus vagues citées. La déclaration dénonce ensuite les « mesures de violences prises pour tenter de briser le mouvement national algérien ». Elle conclut par une exigence de l'arrêt de la répression et une demande de discussions « avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne : délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités ». On aura remarqué l'absence de toute référence au FLN.

Au milieu de cette déclaration, une formule marque la défiance à l'égard de la forme prise par l'insurrection : « En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti

communiste français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits. » Maladroit habillage de gauche de la vieille théorie des meneurs/manipulateurs, formule qui sera ensuite amèrement et continûment reprochée au PCF.

Deux remarques cependant à ce propos. D'abord, la pratique qui consiste à ne citer que ce membre de phrase (soixante-huit mots sur six cent quatre-vingt-un), et donc réduire l'analyse du PC à cette condamnation, est assez généralisée dans l'historiographie critique. Il est bien difficile au lecteur soucieux de connaître les autres paragraphes de les trouver dans la plupart des études sur la question. Pratique aussi peu sérieuse que celle, fréquente dans les études qui émanent des rangs du PCF, qui tend à « oublier » ce membre de phrase (c'est le cas du *Manuel d'histoire* longtemps officiel de 1964).

Ensuite, ce faux pas fut alors partagé par bien des acteurs et des observateurs. En Algérie, Mohamed Lebjaoui – plus tard dirigeant de la Fédération de France du FLN – reconnaîtra honnêtement dans ses Mémoires que si « chez les jeunes acquis aux idées nationalistes, la satisfaction prédomin[a] », par contre « chez les cadres traditionnels, l'inquiétude l'emport[a]. Certains pens[ai]ent même – de plus ou moins bonne foi – qu'il pourrait s'agir d'une provocation coloniale visant à mater le mouvement national [9] ». En France, la crainte d'une

manipulation des services n'épargna pas un intellectuel d'extrême gauche, Claude Bourdet (1909-1996) : « Il ne faut pas exclure que des provocateurs aient pu jouer sur l'exaspération des nationalistes extrémistes afin de briser toute évolution positive et de faire déclencher la répression (nous avons entre les mains un tract très violent demandant l'action directe et dénonçant à la fois les deux fractions du MTLD tout en se réclamant de Messali Hadj. Cela sent la police à plein nez) [10] . »

En tout cas, les communistes allaient payer « cash » ce faux pas. Comment des responsables politiques, à la longue expérience, ont-ils pu penser que ces formules ne réveilleraient pas chez les Algériens le souvenir douloureux des errements de 1945 ? Dans les jours qui suivirent, la communauté algérienne en France connut une « exacerbation des sentiments nationalistes », si l'on en croit une note de Léon Feix. Et les Algériens membres du PCF, atteints par cette « exacerbation », ne ménagèrent pas leurs critiques sur ce membre de phrase [11] . Lors de la conférence de section de Renault, où les communistes algériens étaient en nombre, ce désaccord prit les allures d'un affrontement : « Les camarades continuent à interpréter cette déclaration comme une condamnation des formes de lutte nouvelles en Algérie bien que des explications leur aient été données [12] . » Mêmes réactions très négatives des étudiants communistes algériens qui vivaient alors en France [13] . André Akoun évoque un « désaccord » unanime au sein de son « groupe de langue [14] ». Claude Ouazana va plus loin en évoquant un « cri de fureur » dans son milieu [15] . La plupart quitteront le PCF au cours des années suivantes.

Cette thématique de la provocation n'apparut pas dans la première déclaration du PCA (voir chapitre suivant). Divergence grave avec leurs camarades français. On sait aujourd'hui que le parti algérien dépêcha d'urgence à Paris l'un de ses responsables les plus influents, Bachir Hadj Ali. Celui-ci aurait déconseillé la formule « recours à des actes individuels » à ses camarades français. Il aurait été reçu par Jeannette Vermeersch, écouté poliment, mais non invité à participer à la réunion du secrétariat qui suivit immédiatement et qui maintint la formule [16]. L'« aide fraternelle », qui avait si souvent fonctionné du nord vers le sud, n'agit pas, en cette occasion cruciale, dans le sens inverse.

Prise de conscience : une « guerre » commence

Malgré les limites signalées du communiqué du 8 novembre, une campagne commence. Très vite, *L'Humanité* envoie en Algérie, pour compléter le travail de Marie Lambert (Marie Perrot), déjà citée, Robert Lambotte (1921-1984). On retrouvera à maintes reprises ce journaliste d'exception, militant intrépide (résistant à dix-neuf ans, arrêté à vingt, déporté à Auschwitz à vingt et un ans, rescapé, journaliste à *L'Humanité* depuis 1946) qui connaissait bien le Maghreb – ce qui lui avait valu une expulsion du Maroc pour avoir dénoncé la déposition du

sultan [17] . Outre ces deux envoyés spéciaux, *L'Humanité* dispose probablement d'informations par des membres du PCA, par des canaux qu'il est aujourd'hui difficile de reconstituer.

Dès ce moment, apparaît dans le vocabulaire communiste un mot d'une importance décisive : « guerre ». Quand une grande partie du monde politique et de la presse évoque des « opérations de police », une « pacification », le mot est utilisé dès le 3 novembre dans *L'Humanité* (« véritables mesures de guerre »). Il est prononcé trois fois par Robert Ballanger, le 12, à l'Assemblée nationale : « Le gouvernement a déclenché en Algérie de véritables mesures de guerre dans le but de frapper de terreur la population. » Puis en réponse à François Mitterrand (« la seule négociation… ») : « La guerre ? L'expérience ne vous a donc pas appris qu'un peuple qui se bat pour sa liberté est invincible ? » Enfin : « Opérations de guerre en cours [18] … » Un mois plus tard, Ballanger récidive, citant, probablement pour la première fois à la tribune, un texte destiné à devenir tristement célèbre (il s'agissait d'un tract largué par l'aviation française) : « Bientôt un malheur terrible s'abattra sur la tête des rebelles. Après quoi régnera à nouveau la paix française. » Il dénonce également, citant le journal *L'Aurore*, l'enfumade de galeries de mines appartenant à la firme Peñarroya, dans la région d'Ichmoul, faisant le parallèle avec les méthodes de Bugeaud [19] .

Ce même mot, « guerre », apparaît dans les titres du journal communiste à quatre reprises, fin 1954-début 1955 : « Véritables mesures de guerre en Algérie. Nouveaux ratissages. Nouveaux

débarquements de renforts » (7 novembre) ; « Les opérations de guerre s'intensifient dans l'Aurès » (8 novembre) ; « Les autorités colonialistes prévoient que les opérations de guerre dans l'Aurès dureront plusieurs mois » (10 novembre) ; « Des soldats du contingent sont employés dans des opérations de guerre contre des populations opprimées » (8 janvier 1955). Les actes dénoncés étaient gravissimes. Au sol, un « véritable corps expéditionnaire de 90 000 hommes » (8 novembre), utilisant « l'artillerie et les blindés » (4 novembre), les « colonnes blindées et commandos parachutistes » (5 novembre), procède à des « ratissages » (3, 7 et 27 novembre)… Marie Perrot dénonce la destruction d'un village avec un parallèle qui parle aux lecteurs de 1954 : « Aïn M'lila, Oradour algérien » (17 novembre). Le pire est l'utilisation de l'aviation : « L'aviation mitraille les montagnards » (5 novembre) ; « Une école bombardée » (9 novembre) ; « Une mère algérienne victime des mitraillages terroristes de l'aviation » (10 novembre) ; « Bombardements massifs » (23 et 27 novembre) ; « Neuf avions de chasse ont mitraillé maison par maison un village » (30 novembre). L'usage du napalm est dénoncé le 9 novembre (information accompagnée d'un démenti du gouvernement général). En bref, sur la terre d'Algérie, « on martyrise, on tue des hommes » (17 novembre), on « sème la terreur » (31 décembre)… D'autres formes appartenant à l'arsenal classique de la répression coloniale sont signalées : les arrestations (qualifiées de « nombreuses » le 2 novembre, de « massives » le 3) ; les perquisitions (8 et 12 novembre), les rafles, etc. La dénonciation de l'usage de la

torture figure dès ce moment, sous la plume de Marie Perrot, le 8 novembre : « Des tortures dignes de la Gestapo sont infligées à des Algériens détenus à Batna par la police. » Y est dénoncé l'usage de « sévices révoltants, […] le passage à tabac en règle, la bastonnade, le lavage d'estomac à l'aide d'un tuyau enfoncé dans la bouche et la torture au moyen du courant électrique » (sans doute la première mention dans toute la presse française, deux mois avant l'article de Claude Bourdet qui, lui, est passé à la postérité [20]). Nouveau parallèle avec les méthodes nazies en janvier : « La police continue d'employer contre les patriotes les méthodes de la Gestapo [21] . » À l'Assemblée nationale, Raymond Guyot (1903-1986), alors membre du bureau politique et député du PCF de 1945 à 1958, lance le mot aux partisans de la guerre : « À longueur de journée, des policiers torturent [22] . »

Mais ce n'est pas un peuple algérien victime résignée qui est décrit. La notion de Résistance apparaît dès ce moment. Les opposants à la politique coloniale sont en fait des « patriotes » : on a vu que le mot figure dès le premier article, le 2 novembre ; il ne disparaîtra plus. Robert Lambotte, évoquant un procès de premiers prisonniers, fait un clin d'œil au lecteur, habitué au poème d'Aragon « Strophe pour se souvenir [23] » : « Ils étaient vingt-trois face au tribunal de Batna » (7 décembre). Ces hommes bénéficient en fait de l'« ardente sympathie populaire » (10 novembre). Car l'« immense partie de la population » (13 novembre) aspire à la « liberté » (13 novembre, 25 décembre), voire à la « patrie […] indépendante » (Marie Perrot, 17 novembre). Ces maquis sont certes faibles mais, fait nouveau, ils ne sont pas immédiatement écrasés : « Deux

compagnies de parachutistes accrochées » (11 novembre) ; « Les Algériens n'ont pu être délogés du djebel Ichmoul » (12 novembre) ; « La population refuse de se rendre » (26 novembre). Fait aggravant pour les colonialistes : en Kabylie, où l'insurrection avait été faible, la forte répression qui a eu tout de même lieu a chassé les jeunes les plus hardis vers les montagnes. De ce fait, « les maquis sont aujourd'hui plus nombreux qu'il y a un mois » (11 décembre).

Que fit, que dit, durant ces premières semaines, le « dispositif périphérique » ? Avant le 1er novembre, c'est une catastrophe naturelle, les deux tremblements de terre de la région d'Orléansville (voir *supra*, chapitre 10), qui accapare l'attention. De ce fait, le Secours populaire est au premier rang de la mobilisation. Mais comme c'était alors systématiquement le cas, l'organisation mêle solidarité matérielle et critique politique. La dénonciation porte sur la lenteur des secours, sur la discrimination dont sont l'objet les victimes « indigènes ». Madeleine Riffaud écrit dans le mensuel du SPF (daté du… 1er novembre 1954) : « C'est le régime colonial lui-même qu'il faudrait changer […] par le droit accordé aux peuples de disposer d'eux-mêmes [24]. » Le numéro suivant nous apprend que la section d'Aix-en-Provence du SPF avait organisé pour le 18 novembre un « meeting de solidarité au peuple algérien », interdit par le préfet. Commentaire : « Le fait montre combien le gouvernement redoute la solidarité du peuple français envers le peuple algérien [25]. »

Et le syndicat proche des communistes, la CGT ? Il se trouve que son secrétaire général, Benoît Frachon, était depuis octobre présent en Algérie, à la tête d'une délégation de solidarité (avec Marcel Dufriche et André Tollet), suite aux terribles tremblements de terre cités [26]. Le 1er novembre au soir, face à la nouvelle situation, Benoît Frachon se doit de faire une déclaration : « Je suis le représentant de cette classe ouvrière qui porte en elle, après que la bourgeoisie l'a abandonné, le sentiment national profond qui ne tolère pas sans réagir qu'on touche à ses libertés et à son indépendance ; et pour tout cela, je sais que chaque patriote de chaque pays du monde a les mêmes sentiments que moi à l'égard de sa patrie [27]. » Déclaration minimale, prudente, mais qui marque une compréhension de la portée de l'acte du FLN – évidemment non nommé. Malgré cela, la question algérienne n'apparaît pratiquement pas dans l'hebdomadaire du syndicat, *La Vie ouvrière*, fin 1954.

En interne, il n'en est pas de même. Le 9 novembre 1954, lors d'une réunion du Comité confédéral national, les syndicalistes entendent leur camarade Lakhdar Kaidi, secrétaire général de l'Union générale des syndicats algériens (UGSA-CGT) (mais également membre du BP du PCA), dénoncer l'envoi de soldats dans les Aurès, les arrestations, la dissolution du MTLD (dès le 5 novembre). La résolution adoptée est dans le même esprit, débouchant sur l'exigence de la « reconnaissance des aspirations sociales et nationales » du peuple algérien, seule politique qui pourra garantir les « véritables intérêts de la France ». André Ruiz, secrétaire de l'UGSA, écrit dans *Le Peuple* du 15 décembre 1954 que « l'immense majorité du peuple

algérien, organisé dans les différents partis du mouvement national » se dresse contre le régime colonial et « pour le respect de la personnalité algérienne et le droit pour le peuple algérien de disposer librement de lui-même ».

Premières actions de propagande

Mais, progressivement, le maintien de maquis, même maigres, le piétinement de la répression, malgré les moyens employés, l'exaspération des Français d'Algérie montrent bien qu'une étape nouvelle vient de commencer. On n'est plus en 1945, quand la répression de masse avait laissé la population dans un état d'hébétude, ni en 1950, quand le démantèlement de l'Organisation spéciale du MTLD avait stoppé net l'action. En avril 1955, Alger est secouée par de premiers attentats. Le 3 de ce mois, Edgar Faure, qui a succédé en février à Mendès France à la présidence du Conseil, promulgue l'état d'urgence [28] . « Si la situation devait continuer à empirer, on serait fondé à parler d'un Viet Minh [29] algérien », écrit alors *Le Monde* [30] . Quelques jours encore et Claude Bourdet, de *France Observateur*, pose, angoissé, la question : « Vers la guerre d'Algérie [31] ? » Mais on est *déjà* dans la guerre.

À la direction du PCF, Léon Feix multiplie les appels pour que le PCF en prenne conscience. Ce dirigeant est souvent la cible principale de l'historiographie critique. Il était sans aucun

doute d'une extrême rigidité. Ses réactions négatives, lors des affaires Maillot, puis Iveton, son attachement indéfectible au vote pour les pouvoirs spéciaux de mars 1956, ses réponses sèches, à la limite du mépris, aux interrogations des membres du parti, dont celles des adhérents de la cellule Sorbonne-Lettres, justifient cette sévérité. Pourtant, une étude de ses archives montre qu'il était également un inlassable partisan de l'action concrète contre la guerre. Ses notes multiples au secrétariat, ses tentatives d'organiser les communistes pour des actions spécifiques en témoignent. Le 15 décembre 1954, il envoie au secrétariat une note synthétique [32]. Sur la question algérienne, y affirme-t-il, le parti se trouve devant des tâches nouvelles : il faut que la masse des travailleurs algériens sente la « solidarité de la classe ouvrière française ». Nous devons orienter notre lutte d'abord « contre la répression ». Voilà pour les grandes idées. Mais la réalité de la mobilisation ? À notre connaissance, le premier journal de cellule qui évoqua la guerre d'Algérie le fit début décembre 1954 ; il s'agissait de *La Voix des chaînes* (entreprise Sebin, Paris) [33]. Dans la note déjà citée, Feix fait état des réunions d'information sur l'Algérie organisées en novembre-décembre : Seine-Ouest (vingt présents), Paris-ville (dix, dont six Algériens), Lyon (dix, dont trois Algériens)… Il peut à bon droit parler d'« échec complet ». Et s'interroger : « Cette situation provient, en tout premier lieu, du désintéressement du parti à l'égard des problèmes coloniaux en général, et de celui des travailleurs algériens en France en particulier. » Les informateurs de la police, attentifs et bien

renseignés, confirment cette désaffection : « Une dizaine ou une vingtaine de personnes à chaque fois [34] . »

Est-ce après cette insistance qu'une première réunion du bureau politique spécifique sur la lutte contre la guerre d'Algérie a lieu, le 15 février 1955 [35] ? Le BP prépare l'ensemble de l'organisation à une meilleure prise en compte de la question : « Dans les explications du parti, établir le lien étroit entre les problèmes coloniaux, notamment d'Afrique du Nord, et la lutte générale du parti » (point 2) ; « Les dirigeants du parti écriront plus souvent dans *L'Humanité* sur ces questions (Fajon). Envisager un reportage dans *L'Humanité* sur la situation en Algérie, qui serait fait par un journaliste communiste connu, de préférence un écrivain (Fajon). Examiner avec les peintres communistes quelle contribution ils pourraient apporter pour faire connaître par des tableaux la situation en Algérie et la lutte du peuple algérien (Casanova-Feix) » (point 3) ; « Obtenir des organisations du parti un effort plus grand parmi les travailleurs algériens en France. […] Dans les entreprises et les localités où les travailleurs algériens sont nombreux, demander aux organisations du parti de prendre l'initiative de constituer des comités de lutte contre la répression en Algérie, et qui grouperaient travailleurs français et algériens. […] Préparer des meetings dans quelques localités où les travailleurs algériens sont nombreux, et éditer une affiche réservée aux départements intéressés, dans laquelle seront exposées la terreur et la répression en Algérie (Jeannette Vermeersch) » (point 4).

Progressivement, durant le premier semestre 1955, la terrible actualité algérienne investit les colonnes du quotidien communiste : « Plus de 2 500 Algériens sont actuellement condamnés ou en instance de “jugement” » (15 février) ; « Non à la guerre » (André Stil, éditorial, 12 avril) ; « Le premier condamné à mort en Algérie : un jeune patriote de vingt ans » (16 juin) ; « Algérie. Deux villages rasés » (18 juin). Le 5 juillet, Jacques Duclos dénonce le « monstrueux plan de répression mis en œuvre en Algérie, où se multiplient les bombardements de mechtas, les ratissages, les arrestations, les déportations, les détentions dans les camps de concentration, les emprisonnements, les condamnations à mort, [...] les exécutions d’otages qui rappellent ce que nous avons connu en France durant l’occupation nazie, [...] des crimes semblables à ceux d’Oradour [36] ».

En juin 1955, un article de *L’Humanité* prend rétrospectivement un relief dramatique : « Les forces de répression ont effectué une série d’opérations de terreur dans la région d’El Milia, au nord de Constantine. Les avions ont survolé toute une journée le secteur pour détecter les maquis et impressionner la population. Des rafles massives sont organisées, écrit notre correspondant d’El Milia. Les personnes arrêtées sont rassemblées à la caserne de gendarmerie ou elles sont soumises à diverses tortures [37]. » Plusieurs dizaines de maisons ont été détruites, il y a des milliers d’arrestations, des exécutions sommaires. El Milia ? Voilà un nom qui a dû passer inaperçu lors de la publication de ce reportage : c’est pourtant là qu’éclatera peu de temps après une insurrection violente. Une

preuve supplémentaire que la répression coloniale atroce avait engendré la riposte des populations, et non l'inverse. Le 20 août 1955, des soldats de l'Armée de libération nationale, encadrant des éléments plus ou moins contrôlés de la population, procèdent à une offensive et se livrent à des exactions et exécutions contre des Européens [38], faisant plus d'une centaine de morts [39]. S'ensuit une nouvelle vague de répression, disproportionnée, comme toujours en histoire coloniale. Tout le Constantinois est ratissé, tant par les militaires que par des miliciens armés, ces derniers se montrant particulièrement féroces, laissant à terre des milliers de cadavres [40]. Le drame fait sortir brusquement l'opinion de sa torpeur. Le 3 septembre, la couverture de *Paris Match* est un choc pour ses 7 à 8 millions de lecteurs : sous le titre « Les journées tragiques de l'Afrique du Nord », ils peuvent voir une photo aérienne représentant un paysage noirci, dévasté, parsemé d'énormes incendies. « L'Afrique du Nord française est fondée sur un pays qui s'appelait la Barbarie, écrivent dans ce numéro les deux envoyés spéciaux du même *Paris Match*. Pendant deux heures, la fureur ancestrale a soufflé d'un bout à l'autre du Maghreb et les rebelles ont frappé avec cet aveuglement qui n'appartient qu'aux barbares [41]. » C'est sans doute ces jours-là que les « Français moyens » ont commencé à comprendre qu'une guerre était déjà en cours. Dans la communauté musulmane, la répression marque également les esprits, dans une direction radicalement différente, on s'en doute. Les deux communautés, qui ne faisaient déjà que coexister, viennent d'entrer dans la phase ultime de lutte qui les mènera à la séparation.

L'Humanité prend une fois de plus le contre-pied du discours dominant. Le 22 août, elle titre en une, en gros caractères : « Opération de guerre sans précédent depuis dix mois en Algérie, 528 morts dénombrés en 24 heures. » Entre-temps, Robert Lambotte s'est rendu sur place. Ce qu'il rapporte est effrayant. Le 23 août, il témoigne : « Quels mots employer pour décrire ce qui se passe actuellement dans le Constantinois ? Sang, morts, exécutions sommaires, incendies, ratissages sont dans toutes les conversations. La mort est devenue à ce point courante que chaque habitant ou presque a assisté au cours des trois derniers jours à une exécution, à une fusillade. [...] Mais saura-t-on jamais le nombre d'hommes et de femmes tués depuis quarante-huit heures à Philippeville ? Le chiffre de cent, de cent cinquante est hélas bien en dessous de la réalité. On n'ose pas croire les chiffres avancés ce soir à Philippeville : des milliers de morts[42]. » *L'Humanité* poursuit le récit le lendemain : « En Algérie. Les hameaux rasés par l'artillerie étaient encore habités. » Le journal est saisi. Lambotte, arrivé le 22 août sur place, est expulsé *manu militari* le 25. Le 28, il publie de nouveau son témoignage, cette fois dans *L'Humanité-Dimanche*, sous le titre « Voici pourquoi j'ai été expulsé d'Algérie » : « Ce qu'il ne faut pas voir et ne pas dire, ce sont les longues colonnes d'Algériens ramassés samedi, dimanche et lundi dans les quartiers arabes de Philippeville et systématiquement mis à mort sur le stade ou dans les campagnes environnantes. » Les photos qui accompagnent ces titres sont parlantes : un enfant algérien blessé, gisant à terre (23 août) ; un Français en armes, apparemment un civil,

mitraillette au poing, face à un groupe de six Algériens mains en l'air (24 août). Une de ces photos, publiée en une, le 24 août, est passée à la postérité. Au dessus de la légende (« Les cadavres d'Algériens jonchent le terrain du stade municipal de Philippeville »), on pouvait voir un spectacle morbide, plusieurs dizaines d'hommes allongés [43]. Ce dramatique épisode entraîne une mobilisation plus forte de l'appareil communiste.

Outre l'organe central, d'autres moyens d'expression du PC s'investissent. Le PCF dispose alors d'un périodique populaire, très riche en photographies, *Regards* [44] – que certains ont parfois appelé le « *Paris Match* communiste » ou, plus méchamment, le « *Paris Match* du pauvre » –, fondé dans l'entre-deux-guerres, où l'actualité politique partisane côtoie les informations sur le cinéma, la chanson, la culture, etc. Or, nouvel indice d'un intérêt croissant, *Regards* consacre en août 1955 les deux tiers d'une parution (dix-sept pages) à un dossier, « Opération Algérie [45] ». Pour rappeler les conditions de la conquête et dénoncer la légende du « coup d'éventail », c'est l'historien Jean Bruhat qui est sollicité [46]. Pour le présent, c'est un pays en guerre qui est présenté aux lecteurs. Robert Lambotte, décidément présent dans tous les médias de son parti, reprend la plume pour y dénoncer l'appellation « opération de police ».

Autre signe intéressant, commence simultanément un travail de conviction auprès des cadres, des intellectuels et des militants les plus actifs. La revue de politique internationale *Démocratie nouvelle* publie cette année 1955 trois articles de fond, signés

Robert Ballanger (janvier), Robert Lambotte (mars) et Jacques Duclos (juillet). La revue théorique (et très stalinienne) *Nouvelle Critique* publie également deux études de Marcel Égretaud (janvier) et Jacques Duclos (juillet), ainsi qu'une étude sociologique sur les migrants, fort documentée, signée Mohamed Dib, « Prolétaires algériens. Éléments d'enquête » (septembre).

En mars 1955 est collée sur les murs la première – en tout cas la première retrouvée par nous – affiche contre la guerre [47] . Son contenu complet vaut d'être cité, pour évaluer le message que veut alors faire passer la propagande communiste (voir aussi *infra*, chapitre 13), six mois après le début de la guerre : « Assez de sang en Afrique du Nord ! Après la Tunisie et le Maroc, le sang coule en Algérie. Des villages entiers sont ratissés et bombardés, au cours de véritables opérations militaires auxquelles participent des soldats du contingent. Des centaines d'Algériens, nationalistes, communistes, militants syndicaux, sont emprisonnés, torturés, condamnés, traqués par les forces de répression.

« Les buts poursuivis : réprimer le mouvement national et démocratique des peuples des pays d'Afrique du Nord qui veulent vivre libres et indépendants, qui veulent la paix ; maintenir les privilèges d'une poignée de gros capitalistes profiteurs de la colonisation qui, pour la plupart, exploitent également les travailleurs de France ; faciliter l'installation en Afrique du Nord d'industries franco-allemandes prévues par les accords de Londres et de Paris.

« Il faut imposer une autre politique. Que partout travailleurs, socialistes et communistes, républicains et patriotes s'unissent et agissent sous les formes les plus diverses pour exiger : l'arrêt de la répression et des opérations militaires ; le retour en France des troupes et des forces de police acheminées en Afrique du Nord depuis six mois ; la libération des patriotes emprisonnés et le rétablissement des libertés démocratiques ; la reconnaissance des revendications des peuples algérien, tunisien et marocain à la liberté et à la gestion de leurs propres affaires ; les négociations sincères et sans arrière-pensées avec les représentants qualifiés de ces peuples. C'est l'intérêt des travailleurs français, c'est la seule solution française. »

Nouvelle affiche nationale en septembre : « Halte à la politique de force en Afrique du Nord [48] ! » Et, chose intéressante, apparition de premières affiches locales. En septembre toujours : « Contre l'envoi des soldats en Afrique du Nord, contre la répression, pour la négociation » (fédération du Var) [49] ; « De nouveaux départs pour l'Algérie. Trop de sang a déjà coulé ! » (section de Brive) [50]. En décembre, mêmes thèmes à Besançon [51]. La direction nationale édite cette même année sept tracts : un discours de Raymond Guyot à l'Assemblée nationale (2 février) ; « Frères algériens ! » (présentation de la version communiste des incidents du 1er Mai avec le MNA) ; « Assez de sang en Algérie ! », appel à un meeting à la Mutualité – qui sera interdit (juin) ; « Travailleurs algériens ! Le gouvernement français a peur de la vérité sur sa politique en Algérie », tract bilingue (juin) ; « Algérie 1955 », supplément au n° 59 de *L'Algérien en France*, mini-brochure de huit pages

(juillet) ; « Déclaration du PCF sur les événements d'Algérie et du Maroc », suite aux drames d'août ; « Le PCF propose au parti socialiste : action commune contre l'envoi des soldats en Afrique du Nord, contre la répression, pour la négociation » (septembre) [52] .

Le 14 juin, le PCF et l'UJRF coorganisent donc un meeting, à la Mutualité, « Assez de sang en Algérie ! » (orateur : Jacques Duclos). Ou plutôt essaient de coorganiser : la réunion est interdite, état d'urgence oblige. Par un tract, on peut savoir quels auraient été les thèmes traités : « Une poignée de rebelles ? Non ! […] « Qu'est-ce que le colonialisme ? » […] « Il faut imposer une autre politique […] satisfaire la revendication nationale du peuple algérien à la gestion de ses propres affaires, […] mettre un terme à l'effusion de sang, supprimer l'état d'urgence, […] engager des discussions avec les représentants qualifiés de l'ensemble de la population vivant en Algérie [53] . »

1955, le mouvement des « rappelés » : la première vague

Il faut faire plus. Il faut que s'exprime la protestation de façon spectaculaire. Et, d'abord, celle des soldats du contingent [54] . Une première vague a lieu à la fin de l'été 1955. Après le drame de Philippeville en août 1955, le gouvernement Edgar Faure

décide d'accélérer l'effort militaire. Les décrets des 24 et 28 août rappellent les jeunes « disponibles » (car réservistes) de trois classes ayant déjà effectué leur service militaire. Le 31 de ce mois, à la base aérienne d'Orange, six cents soldats boycottent la cantine en signe de protestation. Les 26 août, 1er et 2 septembre 1955, à Paris, la gare de l'Est voit trois manifestations de « rappelés [55] » [56]. Les slogans criés à pleins poumons sont sans équivoque : « La quille ! La quille ! [...] On ne veut pas partir en Algérie [57] ! » D'autres suivent : gare de Lyon à Paris (11 septembre) [58], gares d'Angoulême et de Bordeaux (où certains soldats chantent *L'Internationale*) [59], casernes de Grenoble, Vincennes, Chartres, Albi, Bourg-Saint-Maurice, Toulon, Brest, Le Bourget, Noisy, La Rochelle, Brive, Provins, Valence et Montluçon.

La manifestation la plus spectaculaire de ce cycle, celle de la caserne Richepanse de Rouen, a lieu en octobre [60]. Roland Leroy, alors secrétaire fédéral de la Seine-Inférieure du PCF, se souvient s'être appuyé sur l'équipe toute prête du réseau de distribution clandestin de *Soldats de France*, Jean Malvasio, Jean-Pierre Engelhard et Marcel Baisnée. « Évidemment, la présence de Jean Meaux, un camarade très actif parmi les rappelés, nous a beaucoup aidés. C'est nous qui avons tiré les tracts, pris les contacts, organisé les distributions. D'ailleurs, les policiers ne s'y sont pas trompés, ils ont perquisitionné immédiatement après à la fédé, ils ont trouvé quantité de tracts. Un temps, j'ai été obligé de me planquer, les réunions de la direction fédérale se sont tenues clandestinement [61]. » Dans la soirée du 5 octobre, un tract de l'UJRF avait incité les rappelés

du 2e bataillon de marche du 406e régiment d'artillerie anti-aérienne (RAA) à ne pas partir au Maroc et en Algérie, volonté mise en chanson, sur l'air des *Chevaliers de la Table ronde* : « 406, oui, oui, oui/406, non, non, non/406 ne partira pas. »

Dans l'après-midi du 6, des rappelés, à l'intérieur du réfectoire, commencent à protester, puis vont vers les grilles extérieures et entonnent la chanson en question. Des manifestants extérieurs lancent par-dessus le mur de la caserne des victuailles. De premiers heurts ont lieu. Les troubles reprennent le lendemain 7 octobre. Cette fois, les soldats quittent la caserne, entrent en contact avec des manifestants civils. Le maire communiste de Petit-Quevilly, Martial Spinneweber, et Roland Leroy [62] sont présents. À l'heure de la sortie des usines, 2 000 à 3 000 manifestants, appelés par tracts par les sections locales du PC et de la CGT, se regroupent aux abords de la caserne. C'est au moment où gendarmes et gardes mobiles veulent faire rentrer de force les rappelés que commencent les bagarres. La manifestation tourne à l'affrontement physique. Des projectiles sont lancés sur les forces de l'ordre, tant par les manifestants que par des rappelés, montés sur les toits de la caserne. Il y a des blessés hospitalisés des deux côtés. Ce n'est que dans la nuit du 8 au 9 octobre que les forces de police arrivent à mettre fin au mouvement en faisant monter *manu militari* les soldats dans les camions. En novembre, le commandement militaire accusera dix-huit soldats du 406e de « révolte militaire » et de « mutinerie ». Neuf des inculpés bénéficieront d'un non-lieu. D'autres connaîtront la cellule à Casablanca. L'un d'entre eux, Jean Meaux, cheminot à Sotteville, militant de l'UJRF et de la

CGT, y restera deux mois puis, redevenu civil, sera envoyé deux semaines supplémentaires à Fresnes à son retour en métropole.

Au cours du dernier trimestre 1955, quarante-sept actes de protestation de nature et d'ampleur diverses ont lieu dans onze gares, onze casernes, trois forts et quatre camps militaires [63], mobilisant plusieurs milliers de soldats (les estimations restent très imprécises : de 6 000 à 60 000 [64]). Ces manifestations furent-elle spontanées ? Notion floue, notion piège : il y a toujours, dans les protestations politiques, sociales ou sociétales, une part de révolte immédiate, née d'une certaine exaspération, et une part d'organisation, dans des proportions qui varient à l'infini. Dans les cas étudiés ici, la vérité est probablement intermédiaire entre la thèse imbécile du « chef d'orchestre clandestin » et l'exaltation guère convaincante de la « spontanéité des masses ».

Ce qui est certain, c'est que les communistes ont fortement appuyé le mouvement. Un dirigeant du parti, que nous avons déjà croisé plusieurs fois, joue à ce moment un rôle clé : Raymond Guyot. Ancien secrétaire général de l'Internationale communiste des jeunes, il avait depuis les années 1930 une longue pratique du travail sur les questions militaires dans les organisations de jeunesse, puis au sein du PCF. Plus tard, il avait été, avec André Marty, le principal organisateur de la lutte contre la guerre d'Indochine. À cette occasion avait été formée une équipe clandestine d'une dizaine d'activistes, ayant des relais (de l'ordre de deux cent cinquante membres) dans les

fédérations, parfois dans les grosses sections, chargée de distribuer le bulletin *Soldats de France* (créé par le PCF en 1951, voir *infra*, chapitre 19), trouver du matériel pour tirer des tracts à la va-vite, faire des inscriptions à la peinture, alerter la population, etc. En mai 1955, le bulletin titre : « Nouvel envoi de troupes pour la répression en Algérie. Les soldats français répondront comme il se doit à ces mesures en intensifiant leur action contre les départs pour cette nouvelle sale guerre et en exigeant le rapatriement immédiat du contingent envoyé illégalement contre le peuple algérien. » Le 9 juin, Raymond Guyot signe un éditorial de *L'Humanité*, titré « Pas d'hommes du contingent en Algérie » : « L'application de l'état d'urgence a pris le caractère d'une véritable agression contre le peuple algérien et, désormais, dans d'immenses territoires, se déroulent de véritables opérations militaires. »

L'UJRF commence dès ce moment une campagne sur ce thème : « Pas de soldats du contingent en Algérie », titre en une son hebdomadaire *L'Avant-Garde*, le 10 juillet ; le 24, il titre : « Non, l'Algérie n'est pas la France ! » À l'Assemblée nationale, le 12 octobre, la députée Jeannette Prin consacre une intervention entière à défendre et même à exalter ces protestations, citant de nombreux cas, dans un climat une fois de plus électrique : « La jeunesse lutte. Les rappelés, les jeunes du contingent refusent de se laisser embrigader. Des casernes montent des cris de révolte que vous ne pourrez pas toujours étouffer, malgré vos CRS. Par exemple à Rouen, où des heures entières, avec l'appui de la population, des centaines de soldats ont manifesté [l'oratrice est interrompue par de nombreuses invectives], à la

gare de Lyon, […] au camp de Sougé, […] à Sissonne… » Pour conclure d'une formule fracassante : « Nous n'avons rien à défendre en Algérie. Notre patrie, c'est la France. L'Algérie, c'est la patrie des Algériens. »

À Paris, les archives de la police signalent de nombreux cas d'initiatives communistes. Le 11 septembre à la gare de Lyon, un militant du XIVe, Pierre Fabre, est interpellé en possession de tracts qu'il s'apprêtait à distribuer aux soldats [65]. D'autres tracts ronéotés sont saisis : cellule PCF de la Cité universitaire (17 septembre), cercle UJRF de Fontenay-sous-Bois (30 septembre), cercle UJRF de Charenton (30 septembre), cellule PCF Georges Dudach Paris XIIIe (30 septembre), etc. Quelques tracts émanant du PCI (trotskiste) ou des milieux libertaires sont également signalés. Des protestations dans la rue, qualifiées par la police de « nombreuses » sont menées par des « organisations communistes particulièrement actives » à Suresnes, Asnières, Gennevilliers, Villejuif, Romainville, Bagnolet, etc. [66]. Au terme de ce premier cycle, en tout cas, soixante-dix membres du PCF ou de l'UJRF figurent parmi les manifestants arrêtés [67], certains étant condamnés à de la prison ferme. Le maire PCF de Petit-Quevilly sera suspendu durant deux mois de ses fonctions. Charles Garcia, conseiller général de Nogent, où il y a un fort militaire, s'introduit dans la caserne, y prononce un discours au réfectoire, avant d'être arrêté et d'être incarcéré deux semaines.

Les autres (timides) manifestations antiguerre de 1955

Aux manifestations de soldats, il faut des relais dans la société civile. Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire du communisme français, l'organisation de jeunesse (l'UJRF) fut en pointe, mise en avant par le PC. Durant la première quinzaine de septembre 1955, les RG signalent qu'une « réunion d'information » s'est tenue à Paris, au cours de laquelle les communistes ont décidé d'« amorcer une vaste campagne pour lutter contre les mesures militaires prises par le gouvernement en fonction de la situation en Afrique du Nord [68] ». Le 17 septembre, André Thomazo, secrétaire de l'UJRF, appelle ses adhérents à se placer « à la tête de la jeunesse dans ce combat du peuple de France [69] ». Immédiatement après, le 24, a lieu la première manifestation de rue française de cette guerre, à l'appel de l'UJRF [70] – elle avait toutefois été précédée par plusieurs manifestations autonomes d'Algériens, à l'appel du MNA. Quelques centaines de jeunes descendent la rue de Belleville, dans le XXe arrondissement de Paris, et distribuent un millier de tracts, puis se dispersent avant l'arrivée de la police. La presse communiste en rend compte : « Pendant une demi-heure hier, sur le pavé de Belleville, les jeunes ont défilé contre les décrets de mobilisation, [et ont été] applaudis chaleureusement par la population. » *L'Humanité* (25 septembre) et *L'Avant-Garde* (19 octobre) publient la même

photo (avec des pancartes manuscrites : « La quille à quinze mois », « Pas de contingent en Algérie », « Pas de soldats du contingent en Afrique du Nord ». On y voit seulement les deux ou trois premiers rangs : la foule, c'est le moins que l'on puisse dire, n'est pas au rendez-vous. « Les gens nous regardaient, c'est à peine s'ils comprenaient pourquoi nous étions là », se souvient Jean Vendart, manifestant et futur soldat du refus [71]. L'UJRF se spécialise à ce moment dans l'organisation de « manifs éclairs » : le 2 octobre, dans le XVIIIe arrondissement, rue du Poteau [72], et à Bagnolet (mot d'ordre : « Assez de sang en Afrique du Nord [73] »), le 4 à Aubervilliers [74], le 19 à Ivry [75]. Dans ces « bastions » communistes, les photos laissent apparaître, autour des orateurs, tout au plus quelques dizaines de personnes.

Le quartier Latin devient alors un autre lieu de contestation. En l'église Saint-Séverin, le 29 septembre, cent cinquante soldats, rappelés ou maintenus, assistent à une messe dont la dimension protestataire est éclatante – mais, cette fois, les communistes n'y sont pour rien [76]. Le 13 octobre, des étudiants « Nouvelle gauche » et communistes descendent un court instant le boulevard Saint-Michel, avant d'être durement matraqués par la police [77]. Au même moment, les militantes communistes aux manettes de l'Union des femmes françaises sont à l'initiative d'une réunion de mères et de femmes de soldats en Algérie, le 8 octobre à la Salle des sociétés savantes. Première utilisation de l'argument affectif, privilégiant l'inquiétude supposée « naturelle » des femmes, auquel s'ajoutent les dégâts sociaux : « Combien de jeunes femmes laissées sans ressources avec un

ou deux enfants, par le rappel de leurs maris ? Combien de mères dont le fils rappelé était le seul soutien [78] ? »

Le monde syndical s'active également. Cette année 1955, la CGT doit tenir son XXXe congrès à Paris, du 12 au 17 juin. Marcel Dufriche, tout à la fois membre du comité central du parti et secrétaire confédéral du syndicat, à la tête de la Commission chargée du travail « auprès des Nord-Africains », participe activement à cette préparation. « Il serait souhaitable, écrit-il le 21 janvier 1955, que des travailleurs nord-africains et plus particulièrement algériens » soient délégués. « Il y aurait intérêt à ce que systématiquement l'attention des militants soient attirée sur l'importance de cette catégorie de travailleurs, surtout dans le moment actuel et compte tenu des événements qui se déroulent en Algérie [79] . »

A-t-il satisfaction ? De fait, on a un peu l'impression qu'il y a un choc entre le volontarisme des directions et une relative apathie des militants. Finalement, ce congrès ne consacrera que peu de place à l'Algérie. Il écoutera certes poliment, le 13, le « camarade Omar [80] » dénoncer une « autre guerre [qui] commence en Algérie », déplorer que « la propagande de l'ennemi [ait] jeté quelque trouble » au sein de la classe ouvrière, puis conclure par quelques euphémismes : « Nous n'avons pas encore obtenu la mobilisation de toutes les énergies de la classe ouvrière de France. […] Les idées ne sont pas claires. L'ennemi […] a jeté le trouble dans la conscience des militants, des syndiqués, des travailleurs. » Belouchrani, à dessein, n'évoque donc pas un retard des seuls « travailleurs »,

mais bien également des « syndiqués » et même des « militants ». Il y avait encore du chemin à parcourir… Ce sera à peu près tout lors de ce congrès. Des militants internationalistes chevronnés (Georges Serano, des marins de Marseille, Marius Apostolo, des métallurgistes de Renault) n'évoqueront pas l'Algérie dans leurs interventions [81]. Sous-estimation ou conscience de l'impuissance ?

Notes du chapitre

[1] ↑ D'après l'entretien accordé par ces trois derniers à Claude Lecomte, « Le 1er novembre 1954 à la Section coloniale du PCF », *L'Humanité*, 29 octobre 1984.

[2] ↑ D'après les mêmes témoignages. Mais nous n'avons pas retrouvé de trace de cette seconde réunion.

[3] ↑ « S'apprête-t-on à étendre les mesures de guerre à l'Algérie ? », *L'Humanité*, 18 octobre 1954.

[4] ↑ Document dactylographié, 1982 (Archives Musée d'histoire vivante, Fonds Louis Odru, Montreuil).

[5] ↑ Merci au professeur Jean-Yves Mollier de m'avoir signalé ce fait.

[6] ↑ Son représentant, Pham Van Dong, avait émis le désir de maintenir des liens amicaux avec la France.

[7] ↑ *L'Humanité*, 6 novembre 1954.

[8] ↑ Secrétariat, 8 novembre 1954 (Archives du PCF, 261 J 4/14).

[9] ↑ Mohamed LEBJAOUI, *Vérités sur la révolution algérienne*, *op. cit.*

[10] ↑ Claude BOURDET, « Le carrefour du Maghreb », *France Observateur*, 4 novembre 1954.

[11] ↑ Léon Feix, « Note au secrétariat du PCF », 15 décembre 1954 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[12] ↑ « Note sur les positions politiques des Algériens de chez Renault » (manuscrite, non signée), 15 décembre 1954, envoyée à Léon Feix (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[13] ↑ Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale*, *op. cit.*

[14] ↑ André Akoun, *Né à Oran. Autobiographie en troisième personne*, Bouchène, Saint-Denis, 2004.

[15] ↑ Mémoires publiés sous le pseudonyme de Claude Adida, *Les Aventures d'Oreste* (cité par Pierre-Jean Le Foll-Luciani, « Saisir les héritages de la guerre par une entrée minoritaire : autour des mémoires de guerre de militants anticolonialistes juifs algériens », *L'Esprit créateur*, vol. 54, n° 4, 2014, p. 37-50, <frama.link/kn1XhJgc>).

[16] ↑ Sadek Hadjeres, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017 ; même témoignage chez Raymond Hannon, membre du PCA, lettre manuscrite, 3 octobre 2004 (Archives CN du PCF, dossier « Algérie-groupe de travail-Jacques Fath »).

[17] ↑ Robert Lambotte, « Quinze jours au Maroc où gronde la colère », *L'Humanité*, 8 septembre 1953 et jours suivants.

[18] ↑ Robert Ballanger, Assemblée nationale, 12 novembre 1954.

[19] ↑ Robert Ballanger, Assemblée nationale, 10 décembre 1954.

[20] ↑ Claude Bourdet, « Votre Gestapo d'Algérie », *France Observateur*, 13 janvier 1955.

[21] ↑ Lettre d'un soldat en Algérie, *L'Humanité*, 4 janvier 1955.

[22] ↑ Raymond Guyot, Assemblée nationale, 2 février 1955.

[23] ↑ Poème plus connu sous le titre « L'affiche rouge », depuis sa mise en musique par Léo Ferré en 1959.

[24] ↑ Madeleine Riffaud, « Le pont de l'amitié », *La Défense*, 1er novembre 1954.

[25] ↑ « La vie du Secours populaire. Bouches-du-Rhône », *La Défense*, 1er décembre 1954.

[26] ↑ Cette présence sera, pour certains auteurs partisans de l'Algérie française, la preuve irréfutable que le communisme international était bien le grand manipulateur de l'insurrection.

[27] ↑ Dans la plupart des études, ce discours est attribué à Frachon. Or celui-ci s'était envolé dans la journée pour Tunis pour assister à une réunion de l'UGTT (témoignage de Henriette Placette, militante JOC et CGT en Algérie, qui accompagna Frachon, *in* Andrée DORE-AUDIBERT, *Des Françaises d'Algérie dans la guerre de libération*, Karthala, Paris, 1995). Dufriche affirme de son côté qu'il était à Constantine ce soir-là (entretien accordé à Dominique LABBÉ, *Communisme*, n° 45-46, 1996). Peut-on avancer l'hypothèse que ce fut plutôt Tollet qui s'exprima à Alger ? Ou alors qu'il lut un texte de Frachon envoyé *in extremis* ?

[28] ↑ Loi nº 55-385 du 3 avril 1955. Les députés communistes, socialistes et UDSR ont voté contre (voir Sylvie THÉNAULT, « L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi », *Le Mouvement social*, n° 218, janvier 2007).

[29] ↑ Contraction de l'expression vietnamienne *Viet Nam Doc Lap Dong Minh*, ou Ligue pour l'indépendance du Viêt-Nam, fondée par Ho Chi Minh en 1941 et qui mena la lutte contre les Français jusqu'en 1954.

[30] ↑ *Le Monde*, 11 mai 1955.

[31] ↑ Claude BOURDET, « Vers la guerre d'Algérie ? », *France Observateur*, 26 mai 1955.

[32] ↑ Léon FEIX, lettre au secrétariat du PCF, 15 décembre 1954 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[33] ↑ Cité par « Revue des journaux de cellules », *France nouvelle*, 11 décembre 1954.

[34] ↑ Rapports des 12 novembre 1954, 20 janvier, 4 et 10 février 1955 (cités par Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste : Raymond Guyot, un dirigeant du PCF*, thèse de doctorat d'histoire, Paris-XIII, 2009).

[35] ↑ « La situation en Afrique du Nord et l'activité du Parti parmi les travailleurs algériens en France », Archives du PCF, bureau politique, réunion du 15 février 1955 (Archives du PCF, 261 J 4/12).

[36] ↑ Jacques DUCLOS, « Amnistie ! », *L'Humanité*, 5 juillet 1955.

[37] ↑ « Raids aériens, villages incendiés, camps de concentration et exécutions », *L'Humanité*, 6 juin 1955.

[38] ↑ Cent vingt-trois morts, d'après l'étude de Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Payot, Paris, 2011.

[39] ↑ Le même jour, à Oued Zem, au Maroc, des massacres d'Européens furent également perpétrés, à l'occasion du second anniversaire de la déposition du sultan.

[40] ↑ 7 500 morts, selon Claire Mauss-Copeaux, *ibid.*

[41] ↑ Jean Mézerette et Jean Durieux, « Fureur sur l'Afrique du Nord », *Paris Match*, 3 septembre 1955.

[42] ↑ Robert Lambotte, « Les événements du Constantinois », *L'Humanité*, 22 août 1955.

[43] ↑ Cette photo a parfois, par la suite, été utilisée à tort pour dénoncer les massacres de mai-juin 1945.

[44] ↑ Hebdomadaire jusqu'au début des années 1950, la périodicité devient ensuite incertaine. Il cessera de paraître en 1960.

[45] ↑ *Regards*, n° 393, août 1955.

[46] ↑ Jean Bruhat, « Petite histoire (véridique) de la conquête de l'Algérie », *ibid.*

[47] ↑ Voir la reproduction *in* Fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF). Également reproduite in *France nouvelle*, 26 mars 1955.

[48] ↑ *France nouvelle*, 17 septembre 1955.

[49] ↑ *France nouvelle*, 1er octobre 1955.

[50] ↑ *Ibid.*

[51] ↑ Archives de la police, citées par Bénédicte Ponçot, *Besançon à l'heure de la décolonisation*, *op. cit*.

[52] ↑ Fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55).

[53] ↑ *Ibid.*

[54] ↑ Voir Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*, thèse de

doctorat d'histoire, université Paris-VIII, Saint-Denis, 2007 ; Clément GRENIER, « La protestation des rappelés en 1955, un mouvement d'indiscipline dans la guerre d'Algérie », *Le Mouvement social*, vol. 218, n° 1, 2007.

[55] ↑ Jean-Charles Jauffret fait remarquer à juste titre qu'il faudrait plutôt évoquer les « disponibles », car les jeunes gens revenus sous les drapeaux étaient des réservistes (« Le mouvement des rappelés en 1955-1956 », *in* Mohammed HARBI et Benjamin STORA (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004. La fin de l'amnésie*, *op. cit.*). Mais, comme lui et comme tous les historiens de la période, nous avons conservé l'appellation la plus connue.

[56] ↑ *L'Humanité*, 27 août, 2 et 3 septembre 1955.

[57] ↑ « 2 000 "rappelés" manifestent à la gare de l'Est », *L'Humanité*, 2 septembre 1955.

[58] ↑ Particulièrement bien étudiée par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

[59] ↑ *Ibid.*

[60] ↑ Tout ce récit d'après R. GUIBERT, « L'exemple de Rouen », *L'Avant-Garde*, tiré à part spécial, 19 octobre 1955 ; puis étude de Clément GRENIER, « La protestation des rappelés en 1955… », *loc. cit.*

[61] ↑ Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

[62] ↑ L'historienne Madeleine Rebérioux, qui eut souvent de douloureuses relations avec les dirigeants du PCF, disait souvent : « À Roland Leroy, je pardonne tout : il avait été à l'origine de la mobilisation de Richepanse » (témoignage de Charles SILVESTRE, entretien avec l'auteur, Paris, 12 septembre 2017).

[63] ↑ Clément GRENIER, « La protestation des rappelés en 1955… », *loc. cit.*

[64] ↑ Voir Guillaume QUASHIE-VAUCLIN, *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, L'Harmattan, Paris, 2009.

[65] ↑ Tract ronéoté, 1 500 à 2 000 exemplaires saisis. Rapport du commissaire du XIVe arrondissement, 12 septembre 1955 (APPP, HA 33, dossier 4560-120-131-0, « Envoi du contingent en Algérie. Manifestations et incidents lors de l'acheminement des troupes, 1955-1960 »).

[66] ↑ *Ibid.*

[67] ↑ Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, CNRS Éditions, Paris, 2013.

[68] ↑ Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de police, 21 septembre 1955 (citée par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*).

[69] ↑ *France nouvelle*, 17 septembre 1955.

[70] ↑ Pourtant non recensée par Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit.*

[71] ↑ Jean VENDART, entretien avec l'auteur, Paris, 5 janvier 2017.

[72] ↑ *L'Humanité*, 3 octobre 1955, photo en une.

[73] ↑ *La Voix de l'Est*, 6 octobre 1955, photo représentant une quille géante montée sur un véhicule.

[74] ↑ *L'Humanité*, 5 octobre 1955.

[75] ↑ *L'Humanité*, 20 octobre 1955.

[76] ↑ Les participants adoptent une motion d'inspiration chrétienne, « Silence pour la paix. Ce que signifie la présence des rappelés à l'église Saint-Séverin » (voir Tramor QUEMENEUR (préface), *Résister à la guerre d'Algérie par les textes de l'époque*, Les Petits Matins, Paris, 2012).

[77] ↑ *L'Humanité*, 16 octobre 1955.

[78] ↑ Cité par Charlotte GOBIN, *Genre et engagement*, *op. cit.*

[79] ↑ Marcel DUFRICHE, « Lettre aux secrétaires généraux de fédérations », document dactylographié à en-tête, dossier « Préparation XXXe congrès CGT, Paris, 12-17 juin 1955 » (Fonds Marcel Dufriche, IHS-CGT, Montreuil).

[80] ↑ Document dactylographié, XXXe congrès, 12-17 juin 1955 (Fonds Marcel Dufriche, IHS-CGT, Montreuil).

[81] ↑ Il apparaît avec ce seul prénom dans le compte rendu sténographique, pour des raisons évidentes de sécurité ; il s'agit d'Omar Belouchrani Belouchrani, l'un des responsables de la Fédération de France du MTLD, puis du FLN, précisément en charge des contacts secrets avec la CGT et le PCF. Son intervention au congrès de la CGT en juin 1955 ne pouvait donc procéder que d'un accord entre les trois organisations.

12. Le PCA et les premiers temps de l'insurrection nationale

Comme les autres composantes du mouvement national, les communistes algériens ont été surpris par la date et les effets de l'explosion du 1er Novembre. Mais pas par l'explosion elle-même. Ils sentaient, à divers indices, que des événements importants se préparaient. Mais comme la plupart des acteurs historiques, ils ne surent pas alors à qui ils avaient affaire.

Premières analyses (novembre 1954-janvier 1955)

Il se trouva que Bachir Hadj Ali, secrétaire du PCA, et Jean Galland, instituteur communiste, étaient fin octobre-début novembre en tournée de propagande en Kabylie. Le dialogue entre les deux militants montre l'étendue de l'interrogation [1]. Hadj Ali : « Ce ne sont pas les messalistes, ni les centristes [2] du MTLD, trop occupés à s'exclure mutuellement. Ce n'est sûrement pas l'UDMA, qui paraît oublier les termes du *Manifeste* »…Galland : oui, mais « il a fallu pendant des mois, et cela à l'insu de tous, gouvernement et opinion publique,

constituer des équipes, plus ou moins les armer, choisir des objectifs, prévoir des replis, organiser la coordination et l'exécution ! C'est extraordinaire. Un ensemble pareil représente une réelle capacité d'organisation, une autorité et des moyens humains nombreux et convaincus ». Sur le chemin du retour vers Alger, Hadj Ali ne cessait de répéter : « Pourvu que ça tienne [3] ! »

En attendant, avant que de premières informations parviennent aux communistes, il avait fallu prendre position. On imagine la perplexité de ceux qui, les premiers, durent le faire. Henri Alleg, devenu depuis 1951 rédacteur en chef, rédige l'éditorial d'*Alger républicain* dans la soirée du 1er novembre : les récents événements démentent le mythe d'une Algérie « calme », écrit-il en préambule ; en réalité, que les responsables, ministres et gouverneur général, « ne jouent pas la surprise, car ils auront été prévenus », ils savent qu'« ici, comme dans le reste de l'Afrique du Nord », le « problème vital pour l'immense majorité des gens de ce pays », est la « suppression du fait colonial, pour l'appeler par son nom ». Alleg fustige la politique officielle, celle de l'« autruche » et de la « mitrailleuse [4] ». Ce même 2 novembre, un certain nombre de militants – ceux qui ont pu être contactés – se réunissent dans la librairie du parti, attenante au siège. En présence de Paul Caballero, c'est André Moine qui brosse un tableau de la situation. Selon le témoignage de Baya Allaouchiche (1920-2007), alors membre du comité central, il évoque une possible « provocation [5] », ce que n'avait pas fait Alleg dans l'éditorial cité. Dans ses *Mémoires*, Moine confirme les interrogations,

l'usage du mot et le justifie : « Les nouvelles que nous avions eu au 2 novembre étaient rares, fournies par la presse et la radio colonialistes. On savait, largement diffusé, qu'un instituteur avait été tué dans l'Aurès et sa femme grièvement blessée. Mais qui organisait ce soulèvement ? N'était-ce pas une aventure, une provocation ? En tous les cas il y avait eu soulèvement, éclatement des vieux maquis de l'Aurès, action populaire. Alors notre choix était fait [6] . » Quel choix ? Certains participants font le parallèle avec l'attitude de Marx lors de la Commune de Paris : ce n'étaient sans doute pas les meilleures conditions du déclenchement d'une insurrection populaire, mais elle était là, il fallait la soutenir [7] .

En tout cas, le bureau politique, réuni immédiatement après afin de rendre un texte public [8] , ne retient pas la thèse de la provocation. La comparaison de son communiqué avec celui de son « grand frère » métropolitain (voir *supra*) ne manque pas d'intérêt. D'abord quant à la réactivité : c'est le 2 novembre que le PCA s'exprima, le PCF s'accordant une semaine de réflexion (8 novembre). Mais, surtout, les contenus différèrent. Le PCA précisait d'emblée : c'est « la politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage » qui, heurtant de front les « aspirations légitimes du peuple algérien », est à l'origine des événements. Aussi, « la meilleure façon d'éviter les effusions de sang, d'instaurer un climat d'entente et de paix, consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de

race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France ». Après une dénonciation de la « répression bestiale », des « mesures de terreur », le bureau politique s'adressait tout particulièrement aux travailleurs européens : ne vous laissez pas « influencer par la propagande mensongère des milieux colonialistes », rejetez « toute arrière-pensée raciale », unissez-vous aux « musulmans » pour lutter contre « les mesures répressives de l'administration », pour « demander la libération de tous les progressistes, démocrates et militants syndicaux, arbitrairement arrêtés », et pour « qu'enfin soit amorcée une politique nouvelle qui, rompant avec les solutions de force, fera droit aux justes et légitimes aspirations du peuple algérien ». Ainsi, relève Saïd Bouamama, « on ne trouve dans cette déclaration aucune condamnation de l'insurrection du 1er Novembre et de la forme armée de la lutte, comme le prétendront de nombreuses déclarations anticommunistes encore diffusées largement aujourd'hui en Algérie. En fait, de tous les partis légaux, la position du PCA est la plus claire et la plus juste [9] ».

Le lendemain, 3, Boualem Khalfa rédige l'éditorial de *Liberté* : « Les actions armées d'aujourd'hui nous donnent raison. À un problème politique, il faut une solution politique. Il faut reconnaître aux Algériens, à tous les Algériens, le droit de disposer d'eux-mêmes, d'organiser leur vie nationale propre, de retrouver leur dignité d'hommes. Il faut abandonner les mensonges des "trois départements français" et la politique de force qui a fait la preuve de son inefficacité [10] . »

Mais il faut d'urgence en savoir plus, beaucoup plus. Et pour cela établir des contacts discrets avec les responsables et militants des autres composantes du mouvement national, le tout sur un fond d'hyperactivité de la police nécessitant la plus extrême prudence. La direction du PCA a de premières indications dès le 4 novembre : ce jour-là, trois chefs FLN, Ben Boulaïd, Berrahil et Si Slimane, rencontrent à Ouled Si Amrane, dans la plus stricte clandestinité, deux responsables communistes, Me Laïd Lamrani et Mohammed Guerrouf. Les hommes, tous originaires des Aurès, se connaissaient. La rencontre est amicale, mais ne débouche pas sur une coopération. Un différend intervient car des militants du FLN, dont Berraïl Hocine, auraient réquisitionné des armes cachées du PCA [11]. Il semble par ailleurs que Ben Boulaïd ait demandé au PCA de détacher Maurice Laban, qui était un ami de jeunesse, mais surtout avait une longue et précieuse expérience militaire – il avait été brigadiste en Espagne – afin d'en faire son adjoint. Mais un élément de la direction du PCA, en l'occurrence André Moine, mit son veto : il n'appréciait pas Laban, le considérant comme un aventurier [12]. Le 12 novembre, Guerrouf accompagne Si Slimane à Alger et organise une rencontre avec Paul Caballero [13], membre du BP, puis avec Georges Raffini, membre du CC et simultanément secrétaire du Secours populaire algérien, qui remet à l'émissaire du Front une première aide matérielle et même une certaine somme d'argent [14]. Ce même 12 novembre, donc forcément après avoir été en possession d'informations de première main, le comité central publie un communiqué [15] qui réalise le tour de

force de se démarquer deux fois des positions du PCF (8 novembre) en une seule phrase : un allusion directe et limpide au FLN, alors ignoré place Châteaudun [16] (« Après avoir analysé la proclamation politique qui a été diffusée parallèlement à ces actions armées… ») ; puis la réfutation de la notion de provocation (« Le rapport souligne qu'il y a tout lieu de croire qu'il ne s'agit pas d'une provocation ou d'un complot colonialiste mais d'un mouvement algérien »).

Cette réception somme toute positive, mais prudente, de la nouvelle de l'insurrection par la direction du PCA ne satisfait pas les militants les plus déterminés, tant musulmans qu'européens. Beaucoup sentent, même confusément, qu'une étape vient d'être franchie, et les communistes sont absents de ce combat. Un parti communiste se doit certes d'être à la tête des masses mais, lorsque celles-ci ont entamé un mouvement sans lui, il doit, au moins, être à l'écoute. Le premier communiqué du BP est qualifié d'« hésitant et attentiste » par Jacqueline Guerroudj [17], de « plein d'ambiguïtés » par Daniel Timsit [18]. Henri Alleg se souvenait de la fièvre qui s'était emparée des musulmans dans les locaux du journal [19]. Certains décident dès novembre de rejoindre les maquis, même si le passage à l'acte n'est pas immédiat. C'est le cas de Tahar Ghomri, de membres des Jeunesses, tous musulmans [20]. Le 10 novembre, à Blida, Georges Counillon [21], alors étudiant en médecine, demande à Boualem Khalfa ce qu'il en est d'une participation du PCA à l'insurrection ; Khalfa répond que les dirigeants des Aurès semblent être passés au maquis et que l'ensemble du parti devrait leur emboîter le pas [22]. Les époux

Guerroudj, qui militaient dans une cellule à forte majorité de fellahs, constatent le même engouement. Témoignage d'Abdelkader : « Dans la nuit du 4 novembre 1954, il y a eu une réunion des principaux responsables paysans de la région de Tlemcen (Ouchba, Oum El Oulou, Terny, Chouly notamment). Nous étions vingt-quatre responsables, dont moi seul non paysan, et tous, comme un seul homme, sans hésitation, après avoir entendu ce qui venait de se passer à travers le territoire algérien, nous avons décidé de partir à l'action. Mieux que cela, nous avions pris des dispositions pour nous procurer du matériel de sabotage pour commencer les actions. Il y avait parmi nous deux membres du comité central du PCA, Tahar Ghomri, mort en 1956 au maquis, et Medjdoub Berrahou, qui est décédé après l'indépendance [23]. » Mais il est « rappelé à l'ordre par la direction du parti à Alger, notamment Larbi Bouhali, Bachir Hadj Ali, Paul Caballero, Ahmed Akkache et André Moine ». L'engagement armé collectif attendra.

À l'Assemblée nationale, les élus communistes algériens s'expriment. Alice Sportisse, députée d'Oran, croise le fer avec les partisans de l'Algérie française. Le 12 novembre 1954, elle est parmi les premiers orateurs inscrits au débat parlementaire qui s'ouvre. Elle y affirme : « Le régime que subissent les Algériens n'est pas celui de trois départements français, mais celui d'un peuple colonisé. » Elle dénonce les « véritables actes de guerre », les « distributions d'armes aux civils européens », la pratique des « otages », etc. Elle rappelle en conclusion l'axe du programme du PCA : la fondation d'une « République algérienne ». Et le mot « indépendance » ? Le 10 décembre, la

même Alice Sportisse réussit (malice de sa part ? Sottise de ses adversaires ?) à le faire entendre sans le prononcer. Lorsqu'elle affirme que « l'Algérie doit cesser d'être une colonie », elle est interrompue par Gaston Palewski, député gaulliste (URAS) : « L'Algérie n'est pas une colonie. Elle forme trois départements français. » Alice Sportisse : « Non, M. Palewski, c'est une colonie, je viens d'en faire la démonstration. » C'est alors qu'Alfred Jules-Julien, député radical, président de séance, l'interrompt à son tour : « Mme Sportisse, je vous ai laissé, en vertu d'une jurisprudence hélas constante, parler de l'indépendance de l'Algérie. Vous n'ignorez pas, Madame, que l'Algérie est composée de trois départements français et que l'article 1er de la Constitution définit la République comme étant une et indivisible. Je vous prie de ne pas trop l'oublier. »

Cette combativité s'accompagne cependant d'hésitations, ponctuées par un retour aux schémas anciens. Le 13 janvier 1955, l'hebdomadaire *Liberté* reprend à son compte, pour la première fois, le thème de la provocation possible, la dénonciation des actes individuels. Faut-il y voir une pression de la Section coloniale du PCF ? Ou un bras de fer gagné (provisoirement) par André Moine ? Les 5 et 6 février 1955, le CC du PCA (encore légal, quoique désormais menacé) se réunit. Le développement sur les « événements du 1er Novembre » est particulièrement alambiqué. Prétextant que les « niveaux des luttes » sont « très différents suivant les régions, les couches raciales, etc. », il rappelle son attachement traditionnel à l'action politique de masse, solidairement avec la « lutte de la classe ouvrière et du peuple de France [24] ». Mais cette analyse

en demi-teinte clôt une période. Le temps des grands engagements est arrivé.

Le basculement (février-septembre 1955)

Deux facteurs vont rapidement faire évoluer le PCA vers un soutien plus direct à l'insurrection. Le premier, on l'a vu, est la tension naissante dans les rangs du parti entre les plus déterminés des militants et les hésitants. Le second est la connaissance, progressivement acquise, de la nature du Front, de l'identité des initiateurs de la guerre qui commençait, mais aussi de ce que ce FLN attendait – ou même exigeait – des communistes. En février 1955, une délégation du PCA (Rachid Dalibey, Alice Sportisse, René Justrabo, Azzedine Mazri, le docteur Camille Larribère, Me Laïd Lamrani et Mohamed Guerrouf) se rend dans les Aurès, officiellement pour y témoigner sa solidarité à une « région particulièrement éprouvée [25] », en fait afin d'y rencontrer des cadres du FLN. C'est au retour de cette délégation, impressionnée par la détermination des combattants rencontrés, que pour la première fois fut envisagée la création d'un maquis, les Combattants de la libération (CDL). Bachir Hadj Ali et Sadek Hadjerès commencent à contacter des cadres sûrs pour en jeter les bases [26]. En avril, Ahmed Akkache, accompagné d'un autre

dirigeant communiste, Noureddine Rebah, s'exprime publiquement cette fois, lors d'un meeting tenu au marché à bestiaux de Maison-Carrée (El Harrach), place les événements en cours dans la perspective de la lutte pour l'indépendance et appelle les jeunes venus nombreux l'écouter à rejoindre les maquis.

Début mai ont lieu deux réunions de direction qui vont décider de l'orientation stratégique des années à venir. Le parti va être amené à choisir entre deux lignes, défendues par deux dirigeants plusieurs fois cités ici, Ahmed Akkache et André Moine [27] . Le 2 mai, lors de la réunion du bureau politique [28] , Moine fait des reproches graves au secrétaire général Larbi Bouhali : « Sous-estimation de l'internationalisme prolétarien, […] sous-estimation du rôle de la classe ouvrière et du PCF, […] tendance à glisser sur des positions nationalistes », sous-estimation du « contenu bourgeois, de classe, du nationalisme », d'où « un certain suivisme vis-à-vis des nationalistes et des positions opportunistes », une tendance à « réduire le rôle de la classe ouvrière à être un appendice du mouvement national bourgeois » (notes Moine). Mais Moine est battu. Non seulement le bureau « envisage le retrait [du secrétariat] du camarade M. » (Moine), mais fait deux propositions : « Faire participer au travail du secrétariat le camarade B. K. » (Boualem Khalfa) et nommer le « camarade Akkache » premier secrétaire légal (notes Caballero). Le message aux autres dirigeants est clair : les promotions concernent deux hommes qui venaient de prendre une position nette en faveur de la lutte armée, et chacun le savait. Suivant cette même logique, le BP s'apprête à proposer

au CC la formation de maquis autonomes. On sait ce que signifiait, alors, le terme « proposer » lorsqu'il émanait d'une direction…

Une semaine plus tard, le 8 mai 1955, c'est cette fois le comité central qui se réunit [29] . Le rapport est présenté par Akkache [30] (et donc non par Moine), qui se livre à une critique en règle des faiblesses du parti. Des élections cantonales viennent d'avoir lieu (17 et 24 avril). Le PCA, encore légal à ce moment, y a perdu des voix dans les deux collèges. Pour le collège européen, c'est presque normal : la guerre qui vient de commencer va vite entamer le crédit dont disposait encore le PCA dans cette population, processus qui ne s'arrêtera plus. Mais la baisse a également été ressentie dans le collège « indigène ». Akkache n'en cherche pas la cause dans des circonstances secondaires : « Nous estimons, au bureau politique, qu'il faut trouver la raison profonde dans le fait que le rôle national d'*avant-garde* [31] du parti est estompé. Tout d'abord, les masses populaires en général ne sentent pas que le parti est suffisamment national. Le PCA apparaît comme un parti de militants dévoués, un parti qui œuvre utilement, qui aide au combat pour la liberté, pour lequel on éprouve de la sympathie, mais qui n'est pas de la famille, de la "maison". » Il risque la question, qui ressemble fort à une critique voilée de l'adhésion du PCF à l'Union française : « N'est-il pas évident que nous avons eu souvent tendance à transposer mécaniquement dans notre pays les expériences des partis frères ? » L'orateur poursuit : « Quels sont les efforts faits par notre parti et d'abord par notre comité central pour, en premier lieu, étudier les

“conditions spécifiques” de l’Algérie ? » Dimension critique accentuée : ces « conditions spécifiques » ne pouvaient être étudiées que par nous – sous-entendu : pas par nos camarades de Paris. Akkache en vient à la lutte armée en cours : « Dans l’Aurès, la lutte armée prend de plus en plus les caractères d’une guérilla. […] Sur le problème qui retient l’attention et la sympathie de 90 % des Algériens, la lutte armée dans les Aurès et en Kabylie, est-ce que nous n’apparaissons pas d’une part comme condamnant ces actions aux yeux de nombreux patriotes, ou d’autre part comme des partisans timorés de cette action aux yeux d’autres Algériens ? » (cette dernière formule désignant les Européens).

Un nouveau CC se réunit le 20 juin. Ce sera le dernier légal. Décision définitive est prise de former les Combattants de la libération (CDL), à l’origine plus tard du « maquis rouge » (voir *infra*, chapitre 15). Pourtant, avant que ce maquis soit en place, il faut agir. Le parti demande à ses membres, dans la plus extrême discrétion, de rejoindre les zones insurgées FLN [32]. Parmi les premiers, dès août 1955 : Georges Raffini, souvent cité ici, un ancien des Brigades internationales, donc un homme avec une expérience militaire, denrée rare alors dans l’ALN, et Me Laïd Lamrani.

Mais là où les communistes peuvent être d’une aide décisive, c’est dans les villes : à ce moment, l’implantation du FLN y est extrêmement faible. Les réseaux CDL urbains se mettent en place dès l’été 1955. À Constantine, Mohammedia Hamouda, dit Salim, membre du CC, regroupe des cheminots, des postiers, des

électriciens, etc. Mais le réseau est démantelé en fin d'année, la police découvrant des documents à en-tête Combattants de la libération nationale, des pistolets et des grenades [33]. À Alger, certains militants, sous la responsabilité d'Abdelhamid Benzine, jettent les premières bases. À Blida, fin 1955, Abdelkader Babou fait de même. Il aurait disposé d'un réseau de soixante-dix membres. En avril 1956 enfin, Boualem Khalfa implante un réseau à Oran [34]. Leur activité proprement militaire sera mineure, tout au plus quelques tentatives de sabotage. Mais la présence dans ces structures de communistes européens ou juifs – Jacqueline Guerroudj [35], Fernand Iveton (dont on retracera plus loin la tragique épopée) et Daniel Timsit à Alger, Roland Siméon et Roland Martinez à Constantine, Gabriel Gimenez et Antoine Salmeron à Oran [36] – sera ensuite d'une grande utilité au Front, après les accords FLN-PCA du 1er juillet 1956.

Répression et interdiction

Très rapidement, la « drôle de justice [37] » se met sans états d'âme au service de la répression. Par une sorte de réflexe conditionné, l'interdiction du MTLD, considéré comme l'instigateur, est quasi immédiate. Mais les milieux communistes ne sont pas épargnés. L'insurrection de novembre est forcément le fruit d'un complot d'essence moscovite, selon le schéma habituel : l'URSS dictait ses choix au PCF, lequel les

répercutait au PCA. Les communistes algériens, qui avaient pour certains une longue expérience politique, ne se faisaient aucune illusion sur la « démocratie bourgeoise » dès lors que la lutte se faisait intense. Les arrestations et les expulsions commencent dès novembre 1954, sur simples décisions administratives.

L'instituteur communiste Guy Drouillard eut le privilège d'être le premier Européen arrêté, dès le 2 novembre, puis incarcéré dix jours [38]. Pour un fellah, Le simple fait de posséder une carte du PCA était suffisant pour être arrêté [39]. Un militant de Perregaux écope d'un mois de prison pour avoir distribué des tracts [40]. Dans le Constantinois, quatre militants sont arrêtés, onze autres, dont trois conseillers municipaux de Constantine, font l'objet de mesures d'éloignement. La presse est frappée de plein fouet. Tous les numéros de novembre de *Liberté*, hebdomadaire du PCA, sont saisis [41]. Le 17 décembre, le secrétaire général Larbi Bouhali, le rédacteur en chef d'*Alger républicain* Boualem Khalfa et Laurent Salignac, directeur de publication de *Liberté*, sont déférés devant le tribunal correctionnel d'Alger pour « atteinte à la sûreté de l'État » [42]. Ils sont condamnés à des peines de prison ferme, assorties de privation de droits civiques (Larbi Bouhali par contumace). *Alger républicain*, bien que non formellement communiste, est harcelé. Le 4 novembre, la police investit son imprimerie, saisit les formes d'impression… avant d'en connaître le contenu [43]. Le 8, le numéro qui protestait contre l'interdiction du MTLD est également saisi. L'éditorial d'Henri Alleg a un titre on ne peut plus parlant : « Et pourtant, elle tourne ». Texte qui lui vaut

d'ailleurs sa première inculpation du temps de guerre, le 23 novembre [44]. Début janvier, Louis Pont, directeur gérant, est condamné à son tour (trois mois et un jour de prison avec sursis, 300 000 francs d'amende) [45].

La pression s'accentue durant le premier semestre 1955. *Alger républicain* tente bien de contourner ces mesures en donnant la parole à tous les courants. Le 19 mars, il interroge : « L'Algérie vivra-t-elle [46] ? ». Les avis de Ferhat Abbas et de Messali Hadj sont cités. Pour faire bonne mesure, le journal publie également des déclarations de Borgeaud, de Blachette, porte-parole du gros colonat, de François Mitterrand… Mais aussi ceux de Jacques Duclos ou de Larbi Bouhali : une façon intelligente de faire connaître l'avis des communistes… et d'inciter les lecteurs à le comparer à d'autres [47]. Mais le journal est sur la pente fatale. À partir d'avril 1955, la maquette, après bouclage, doit être présentée à la préfecture pour autorisation. Lorsque celle-ci tarde, il devient impossible de diffuser *Alger républicain* (c'est le but). Des équipes de policiers empêchent de toute façon les exemplaires de sortir de l'imprimerie. Même lorsque la parution du journal est autorisée, certains maires prennent des arrêtés municipaux en empêchant la diffusion. Quant à l'hebdomadaire communiste, *Liberté*, il est purement et simplement empêché de paraître les 4 et 11 mai. Le 13, il publie une édition de protestation… dont la moitié de la une est marquée par le blanc de la censure. Les seuls écrits autorisés sont un conte oriental, des nouvelles sportives et un reportage sur la délégation soviétique au Festival de Cannes. Mais rien sur l'Algérie… Le 4 juin, Henri Alleg est convoqué à la préfecture :

son journal pourra paraître à l'avenir… s'il n'évoque ni l'état d'urgence, ni la situation en Algérie, ni même la conversation en cours ! L'équipe décide de passer outre. Le rythme des saisies s'accélère : 7, 8, 28 juillet, 19, 22, 25 août [48] .

Comme il apparaît difficile d'éliminer le parti français, une campagne d'envergure pour l'interdiction pure et simple du PCA commence très tôt. Roger Paret, de *France Observateur*, envoyé en Algérie, écrit à ce moment : « Une campagne d'une extrême violence est engagée contre le PCA, dont la plupart des dirigeants sont arrêtés, et dont les maires d'Oranie et du Constantinois réclament avec acharnement la dissolution immédiate [49] . » Il n'y avait pas que ces maires. Le 7 février 1955, le député de Constantine Léon Haumesser intervient dans ce sens auprès du ministre de l'Intérieur (question n° 14 512). Lors d'un débat à l'Assemblée sur la prolongation de l'état d'urgence, le 28 juillet 1955, la paternité communiste de l'insurrection est présentée comme une évidence. Joseph de Monsabert, ex-RPF, député des Basses-Pyrénées, dénonce ceux « qui vont empoisonner la vie lointaine des douars » par « des journaux communistes lus et interprétés à des illettrés. […] Quand se décidera-t-on à établir la censure, dans l'état de guerre morale qui est celui de l'Algérie ? », concluant, avec une logique imparable : « Le Parti communiste algérien ne devrait-il pas être interdit, précisément parce qu'il est algérien ? » Maurice Paternot, député Républicain indépendant d'Alger, plaide pour une « légitime défense active » : « Épargner aujourd'hui le Parti communiste algérien et ses complices, c'est du même coup prendre la responsabilité de la prolongation des

troubles et de la répression. » En juin, la police procède à l'arrestation de Paul Caballero et de Georges Raffini (ce dernier, condamné à un mois de prison et interdit de séjour dans l'Algérois, monte dès sa sortie au maquis). En juillet, c'est (encore) au tour d'Henri Alleg [50]. Comme le ridicule ne tue pas, Alleg, qui n'avait pas précisément une carrure d'athlète ni une réputation de bagarreur, était accusé… d'avoir agressé un policier « bâti comme un catcheur, me dépassant de deux têtes [51] », ce qui n'empêcha pas les juges de le condamner : « M. Alleg, jugé aussitôt par le tribunal correctionnel d'Alger, s'est vu infliger – pour commencer – trois mois de prison ferme et 25 000 francs d'amende », précisait le journaliste de *France Observateur* [52]. Ce « pour commencer » était tristement prémonitoire [53]. Entre-temps est tombé le décret d'interdiction.

Les autorités utilisent sans vergogne l'état d'urgence, proclamé en avril 1955 par le gouvernement Edgar Faure. Le 12 septembre suivant, le gouverneur général Jacques Soustelle – qui avait eu des opinions d'extrême gauche dans sa jeunesse – interdit purement et simplement le PCA et « toutes ses filiales » : Union de la jeunesse démocratique d'Algérie, Secours populaire algérien, Union des femmes d'Algérie. *Liberté*, hebdomadaire officiel du parti, est évidemment suspendu. Mais aussi *Alger républicain*, au mépris de la loi. Henri Alleg, directeur du journal, lorsqu'il voit le commissaire arriver dans ses locaux, fait remarquer qu'il n'est pas concerné légalement par la dissolution du PCA. Qu'à cela ne tienne : le commissaire ajoute à la main sur son ordre de mission le nom du journal [54]. L'équipe journalistique réussit à faire annuler l'interdiction

(Tribunal civil d'Alger, 18 juin 1956). Avec un infini courage, elle se réinstalle dans les locaux, sans pouvoir faire reparaître le journal, mais… pour y subir un attentat, un mois jour pour jour plus tard. Ce soir-là, Henri Alleg, blessé, le visage ensanglanté, constata que les ouvriers européens qui imprimaient le journal ne firent pas un geste humain pour lui venir en aide. « À leur comportement, je sentis que tout avait brusquement basculé [55]. » L'arrêté d'expulsion des locaux est signifié le 8 décembre 1956. Cynisme, ils sont alors occupés, imprimerie comprise, par le journal de l'état-major à destination des soldats, *Le Bled.*

Le parti avait évidemment prévu cette échéance fatale. Ses militants les plus éprouvés plongent dans la clandestinité. Avaient été prévues des planques, ménagées des caches, entreposé du matériel, gros (imprimantes) et petit (ronéos, papier, stencils). Début octobre 1955, un premier numéro de son organe, désormais clandestin, *Liberté*, paraît sous forme de tract ronéoté [56]. D'autres militants montèrent au maquis, de l'ordre de deux cents à trois cents, pour toute la durée de la guerre, beaucoup y connaîtront le sacrifice suprême [57]. Parmi eux, vingt journalistes et salariés d'*Alger républicain* ; huit y trouveront la mort. Que feront les autres ? Il faut ici distinguer deux catégories.

Une majorité des militants musulmans vont progressivement quitter les rangs du PCA pour rejoindre ceux du Front. Le mouvement, on l'a vu, s'esquissa dès les lendemains de la Toussaint 1954. Immédiatement après les accords FLN/PCA du

1er juillet 1956 (voir *infra*, chapitre 15), qui demandaient aux communistes de rejoindre individuellement le Front, le mouvement s'accéléra.

Et les Européens ? Certains, qui étaient le plus sincèrement du monde communistes, mais qui l'étaient comme ils auraient pu l'être à Hénin-Liétart ou à Clermont-Ferrand, vont hésiter, puis assez vite renoncer. Les rapports de police signalent, dès fin novembre, ce clivage et décrivent des réunions du PCA désertées de leurs adhérents européens [58]. Mouvement là aussi considérablement accéléré à partir de l'interdiction du parti. Dans le film que Laurent Heynemann tira du témoignage d'Henri Alleg, *La Question* (1977), le personnage principal, joué par Jacques Denis, tente de convaincre ses camarades de continuer à militer. Presque tous se défilent. Réponse de l'un d'eux (interprété par le jeune Jean Benguigui) : « Excuse-nous, Henri, tout le monde ne peut pas être un héros. » Et on le comprend. Sans parler des électeurs, dont certains commenceront à ce moment un cheminement qui les mènera à l'OAS. Les communistes européens qui restèrent fidèles au combat anticolonialiste, obligés de vivre dans la clandestinité, devaient désormais se méfier de leurs anciens camarades. Lucette Manaranche (qui deviendra Hadj Ali) raconte que, rencontrant par hasard une femme avec laquelle elle avait milité avant guerre, elle prit la fuite, ne sachant pas quelles avaient été les évolutions de cette ex(?)-camarade [59].

De fait, la liste des non-musulmans (Européens et juifs) qui devinrent des combattants est longue. Certains au prix de leur

vie : Henri Maillot, Raymonde Peschard, Pierre Ghenassia, Maurice Laban, Maurice Audin, Fernand Iveton, Georges Raffini… D'autre au prix de plusieurs années d'emprisonnement, souvent après tortures : Henri Alleg, Lucien Hanoun, Raymond Hanon, Blanche et André Moine, Lisette Vincent, Jacqueline Guerroudj, Félix Colozzi, Georges Acompora, Pierre Cots, Danièle-Djamila Minne, André Espi, Christian Buono… En tout, plus d'une centaine de combattants, discrets, modestes, qui ne demandèrent jamais de remerciements : ils n'avaient fait que leur devoir d'Algériens. Dans un livre qui recense des « Algériens d'origine européenne et juive » qui ont participé à la guerre de libération [60], sur trois cent quinze notices biographiques, cent trente-quatre concernent des communistes, soit 42 %. Mais évidemment, ce sondage n'est qu'indicatif.

Il faut également évoquer une catégorie que l'on peut qualifier d'intermédiaire, des Européens qui ne plongèrent pas dans la clandestinité, mais qui continuèrent à exercer une action secrète. On pense au plus dramatiquement célèbre d'entre eux, Maurice Audin, militant communiste avant guerre, qui n'abandonna pas son travail à l'université, tout en assurant des tâches importantes (exfiltration de Larbi Bouhali, planque de Paul Caballero – qui lui sera fatale). On pense également au médecin Jean Masseboeuf [61], arrivé en Algérie à l'âge de douze ans, installé à Ténès, militant au grand jour, candidat du PCA dans sa ville, arrêté le 7 juillet 1956, jugé le 26 septembre 1957 et condamné à vingt années d'emprisonnement [62]. Il passa le reste de la guerre en prison en Algérie (bagne de Ksar-

Chellala, prisons de Boghari, d'Orléansville, de Maison-Carrée) et en métropole (Casabianda, en Corse, Baumettes).

Notes du chapitre

[1] ↑ L'auteur a voulu écrire « centralistes ».

[2] ↑ Alors siège national du PCF. On trouve également dans certains documents l'adresse postale 44 rue Le Pelletier. Les militants de l'époque allaient « au 44 ».

[3] ↑ Qui devait être assassiné au maquis par des membres du FLN.

[4] ↑ Malheureusement, André Moine, auteur d'un livre de Mémoires (*Ma guerre d'Algérie*, Éditions sociales, Paris, 1979), n'évoque absolument pas ces divergences.

[5] ↑ Souligné dans le document original.

[6] ↑ Elle avait vécu et milité avec son mari, Abdelkader, dit Djillali, à Oran jusqu'en avril 1955. Expulsée, interdite de séjour dans l'Oranie, elle passe quelque temps en France, puis revient à Alger début 1956, où elle devient agent de liaison des CDL, avant l'intégration au Front (voir son ouvrage de Mémoires, *op. cit.*).

[7] ↑ Aucun Algérien ne pouvait avoir oublié ce titre de l'ouvrage de Maurice Viollette (voir *supra*, chapitre 4).

[8] ↑ C'est après sa deuxième arrestation, en juin 1957, qu'il sera affreusement torturé (voir *infra*, chapitre 18).

[9] ↑ Voir les Mémoires de Jean GALLAND, *En Algérie, « du temps de la France », 1950-1955*, Tirésias, Paris, 1998.

[10] ↑ Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[11] ↑ Cité par Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*

[12] ↑ Cité par Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, L'Harmattan, Paris, 1997.

[13] ↑ André Moine, *Regards critiques et dialogues d'un communiste avec son passé, les Algériens, les chrétiens*, L'Étincelle, Le Boucaun, 1986.

[14] ↑ Sadek Hadjerès, entretien cité.

[15] ↑ « Une déclaration du bureau politique du PC algérien », *Liberté*, Alger, 4 novembre 1954.

[16] ↑ Saïd Bouamama, *Algérie, les racines de l'intégrisme*, EPO, Bruxelles-Anvers, 2000. L'auteur précise à juste raison que les accusations contre la position initiale du PCA viennent d'une confusion, volontaire ou non, entre les textes du PCA (2 novembre) et du PCF (8 novembre).

[17] ↑ « La seule solution, faire droit aux légitimes aspirations du peuple algérien », *Liberté*, Alger, 4 novembre 1954.

[18] ↑ Nordine Boulhaïs, *Des harkis berbères, des Aurès au nord de la France*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2002 ; voir également Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, *op. cit.*

[19] ↑ Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

[20] ↑ Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

[21] ↑ Sadek Hadjerès, entretien cité du 3 février 2017.

[22] ↑ « Une déclaration du bureau politique du PC algérien », *Liberté*, Alger, 14 novembre 1954.

[23] ↑ Jacqueline Guerroudj, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

[24] ↑ Daniel Timsit, *Récit de la longue patience. Journal de prison, 1956-1962*, Flammarion/Bouchène, Paris, 2002.

[25] ↑ Henri Alleg, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

[26] ↑ Note de renseignement, Alger, 10 novembre 1954 (ANOM ; gouvernement général d'Algérie (GGA) 10 CAB 2 ; cité par Pierre-Jean Le Foll-Luciani, « Algérianisation et radicalisation : les étudiants communistes de l'université d'Alger (1946-1956) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 126, 2015).

[27] ↑ Note de la PRG de Blida, 12 novembre 1954 (ANOM GGA 10 CAB 2 ; cité par Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *ibid.*).

[28] ↑ Abdelkader GUERROUDJ, « Voici venu le temps des imposteurs », *El Watan*, Alger, 24 avril 2017.

[29] ↑ Cité par Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, *op. cit.*

[30] ↑ *Liberté*, Alger, 17 février 1955.

[31] ↑ Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit.*

[32] ↑ Une reconstitution de cette séance est possible grâce à deux sources concordantes : « Texte reconstitué de l'intervention de Moine au BP du 2 mai 1955 » (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « Cadres », sous-chemise « bureau politique ») ; « Document saisi lors de l'arrestation de M. Caballero », photocopie des notes manuscrites du dirigeant communiste, *in* Courrier de M. le général Cherrière à M. le général d'armée, inspecteur des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, 2 juillet 1955 (SHD, Vincennes, 1 H 1719/2).

[33] ↑ Dossier « comité central du PCA », sous-dossier « 1955, CC du 8 mai » (Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J 1).

[34] ↑ Le document n'est pas signé, mais il est porté à la main le nom d'Akkache sur le sous-dossier.

[35] ↑ « Essai sur l'histoire du mouvement ouvrier algérien de 1920 à 1954 », *Révolution socialiste*, n° 7, PAGS, s.l.n.d.

[36] ↑ Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, « Un microcosme de l'Algérie nouvelle ? Le Parti communiste algérien clandestin à Constantine pendant la guerre d'indépendance (1954-1962) », *Atala. Cultures et sciences humaines*, 2013.

[37] ↑ Serge KASTELL, *Le Maquis rouge. L'aspirant Maillot et la guerre d'Algérie, 1956*, L'Harmattan, Paris, 1997.

[38] ↑ *Ibid.*

[39] ↑ Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 2001.

[40] ↑ René GALLISSOT, notice « Guy Drouillard », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[41] ↑ « Plusieurs membres de notre parti arrêtés dans l'Aurès », *Liberté*, Alger, 9 décembre 1954.

[42] ↑ « Un mois de prison pour notre camarade Martinez », même numéro.

[43] ↑ « Nos camarades Alice Sportisse et Pierre Fayet interviennent auprès du ministre de l'Intérieur », *Liberté*, Alger, 25 novembre 1954.

[44] ↑ « Un grand procès politique », *Liberté*, Alger, 16 décembre 1954.

[45] ↑ *Ibid.*

[46] ↑ « Henri Alleg inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État », *Liberté*, Alger, 25 novembre 1954.

[47] ↑ *L'Humanité*, 3 janvier 1955.

[48] ↑ 24, 29, 31 mars, 1er avril, 28 avril 1955 (cité par Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*).

[49] ↑ *Ibid.*

[50] ↑ Roger PARET, « L'Algérie au régime des otages », *France Observateur*, 14 juillet 1955.

[51] ↑ « Démocrates algériens et français doivent obtenir vendredi la libération du directeur d'*Alger républicain* et de ses collaborateurs », *L'Humanité*, 14 juillet 1955.

[52] ↑ Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

[53] ↑ Roger PARET, « L'Algérie au régime des otages », *loc. cit.*

[54] ↑ Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

[55] ↑ *Ibid.*

[56] ↑ *Liberté*, Alger, n° 1, sans date (daté par nous d'après le titre de l'article leader : « Trois semaines après… ») (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse »).

[57] ↑ Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[58] ↑ Jean-Louis PLANCHE, « De la solidarité militante à l'affrontement armé : MNA et FLN à Alger, 1954-1955 », *loc. cit.*

[59] ↑ Lucette HADJ ALI, *Itinéraire d'une militante algérienne (1945-1962)*, Éditions du Tell, Blida, 2011 ; citée sur *Socialgerie.net*, <frama.link/Gpuh_S2c>.

[60] ↑ Rachid KHETTAB, *Frères et compagnons. Dictionnaire biographique d'Algériens d'origine européenne et juive et la guerre de libération (1954-1962)*, Dar Khettab, Alger, 2012.

[61] ↑ Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien, op. cit.*

[62] ↑ Voir son émouvante déclaration lors de la première audience, *La Pensée*, n° 77, novembre 1957.

13. Le PCF : grands thèmes d'une propagande

Face à l'intense campagne des milieux gouvernementaux, face à une presse très majoritairement « Algérie française », il a fallu à la principale force d'opposition répéter inlassablement les mêmes thèmes, combattre les idées dominantes.

Dénonciation de la situation coloniale

Le premier travail fut de déconstruire le thème « L'Algérie, c'est la France », alors omniprésent. Et ce, dès les tout premiers jours du conflit. Les lecteurs de *L'Humanité* sont, le 8 novembre, en possession d'un argumentaire sur le statut spécifique de l'Algérie : tout, sauf « la France », même pas une « partie » de la France ; le mot le plus utilisé pour la désigner est « colonie » (le journal communiste est alors le seul, de toute la presse quotidienne de diffusion nationale, à soutenir cet argumentaire [1]). Répondant à Mitterrand, bête noire des communistes en novembre-décembre, fonction de « premier

flic de France » oblige, l'article est polémique : « Le régime qui, en 1945, a massacré 45 000 Algériens dans le Constantinois, le régime qui condamne l'ouvrier agricole algérien à travailler pour 300 francs par jour sur une terre dont il a été dépouillé et qui perpétue l'analphabétisme de centaines de milliers d'enfants algériens, le régime qui laisse sans abri, sans même une toile de tente, des dizaines de milliers de sinistrés autour d'Orléansville [2], le régime qui assure des superprofits exorbitants aux trusts coloniaux, ce serait là la "Justice". Le peuple algérien n'est pas nôtre, mais exploité et asservi. Que M. Mitterrand aille donc dans les bidonvilles qui rongent comme une lèpre les cités algériennes, ou dans les misérables gourbis où vivent les fellahs, et qu'il y proclame : "Ici, c'est la France !" Nul ne le croira. Le peuple algérien a des aspirations nationales légitimes. Tous les démocrates de France doivent être à ses côtés pour l'aider à les faire prévaloir [3]. »

Mitterrand n'était pas homme à esquiver les attaques. Lorsque la porte-parole du groupe communiste au Conseil de la République, Suzanne Girault, y dénonça la politique gouvernementale, elle fut sans cesse interrompue par le ministre :

« SG : Les revendications nationales de l'immense majorité des Algériens…

FM : Il n'y a pas de revendications nationales, Madame ! […]

SG : La nation algérienne […] dont on voit déjà se dessiner les contours…

FM : C’est contre cela, Madame, que nous combattons [4] … » Etc.

Lorsque, le 12 novembre, Robert Ballanger, porte-parole du groupe communiste à l’Assemblée, monte à la tribune, il est bien seul à prononcer des formules comme « joug colonial » ou « L’Algérie est l’Algérie » : « Si l’Algérie est une province française, pourquoi la Sécurité sociale, les allocations familiales n’y jouent-elles pas comme en France ? Si l’Algérie est une province française, pourquoi la loi municipale n’est-elle pas semblable à la loi française ? Pourquoi, si l’Algérie est une province française, les élections, de l’aveu de tous, y sont-elles truquées, préfabriquées et la plupart des élus nommés, en fait, par l’administration ? Pourquoi, si l’Algérie est une province française, y a-t-il un gouverneur général ? » Suivait la thèse, alors classique, que l’Algérie était une nation « en voie de formation ».

L’hebdomadaire grand public *L’Humanité-Dimanche* proposa dès le 21 novembre 1954 une page entière, signée Jacques-Francis Rolland et titrée « Ce qu’on ne dit pas sur l’Algérie », démontant un par un tous les arguments des pro-Algérie française. Titres des paragraphes : « Le brav’ général Bugeaud… Le vol des terres… Famine à Tebessa… Citoyens n° 1 ou citoyens n° 2 ?… Les massacres de Guelma… Où sont les terroristes ? » Dans le même hebdo, en 1956, deux dossiers très complets, sur plusieurs pages, firent appel à des politiques, Jacques Duclos et Pierre Cot, mais aussi à des spécialistes réputés. Le 5 février, Maxime Rodinson pose la question : « Qui gouverne l’Algérie ? », Jean Dresch dénonce le fossé entre « riches et

pauvres en Algérie ». Le 4 mars, l'historien Marcel Émerit (non communiste, mais atypique à l'université d'Alger) accorde à Antoine Acquaviva une interview (dossier « Neuf millions de "rebelles" en Algérie »). Enfin à des personnalités algériennes, Boudjemâ (dit Benjamin) Ould Aoudia, membre démissionnaire de l'Assemblée algérienne, Toufik El Madani (Oulémas), Lakhdar Kaidi (syndicaliste UGTA). L'hebdomadaire de l'UJRF *L'Avant-Garde* fit également son travail de clarification, détruisant l'image idyllique de la conquête : « Sous la casquette du père Bugeaud » se cachaient des exactions, des crimes sans nombre [5]. Celui de la CGT, *La Vie ouvrière*, traça le même sillon. Le 6 mars 1956, il se fit professeur d'histoire, démentant la légende des origines de la conquête (« Le coup d'éventail », article du vieux militant Gaston Monmousseau). Dans le même numéro commença, sous la signature de Madeleine Riffaud, une série de reportages sur la misère, la répression coloniale, mais aussi sur la Résistance algérienne [6].

Mais la situation coloniale était d'abord caractérisée par une misère dont bien peu de Français connaissaient l'ampleur. En juin 1958, dans *L'Humanité*, Marcel Égretaud, qui venait de publier une première version de *Réalité de la nation algérienne* (1957), signait un reportage, « Français à part entière ? », titre illustré par une photo montrant un enfant en guenilles, pieds nus, dormant sur un trottoir. Suivaient des paragraphes argumentés : « Un niveau de vie quatre fois inférieur à celui de la France… Six fois plus d'enfants morts [7]… » Un médecin militaire, sous couvert de l'anonymat, envoya en 1959 à l'hebdomadaire *France nouvelle* ce témoignage : « J'ai pu

constater que les habitants des villages, affamés, se nourrissaient pendant toute la saison froide de glands et d'herbes ; la viande et les fruits ne font pratiquement pas partie de l'alimentation dans cette région [8]. Les enfants sont maigres, hypotrophiques, rachitiques en majorité ; le trachome est extrêmement répandu ; les adultes sont tuberculeux [9]. » Vingt ans après les reportages de Camus dans *Alger républicain* de 1939 (voir *supra*, chapitre 4), rien n'avait donc changé ? Si : la situation avait empiré, à cause de la dureté de la guerre.

Et les Français d'Algérie ? Les dirigeants communistes savaient parfaitement que le « petit peuple des villes » avait basculé, très vite, vers le soutien à l'Algérie française. On sait aujourd'hui que des émissaires du PCA (on a cité André Moine, Henri Alleg…) venaient discrètement place de Châteaudun. On peut imaginer qu'ils brossaient un tableau réaliste – et donc forcément négatif – des évolutions des esprits au sein de cette communauté. Évolutions dramatiquement confirmées lors des manifestations algéroises contre Guy Mollet, début 1956 (voir *infra*, chapitre 16) : « La plupart des cheminots, des postiers, des travailleurs du gaz et de l'électricité, des domaines, etc., d'origine française, soutiennent les positions colonialistes, écrit alors en interne, dépité, Léon Feix. Très nombreux sont ceux qui ont manifesté à Alger le 6 février [10]. » D'autres indices sont connus, place de Châteaudun : des habitants, presque tous de condition modeste, de Bab El Oued la « rouge » d'avant 1954, basculent… Et lorsque René Justrabo, longtemps maire de Sidi Bel Abbès, fut expulsé d'Oranie le 17 mai 1956, ce fut avec l'assentiment de ses anciens administrés… Et encore, le pire

était à venir : certains électeurs communistes rejoignirent plus tard l'OAS. Autant de faits douloureux, contredisant radicalement les perspectives d'une fusion des populations.

En interne, une certaine lucidité amère régna : « Est-ce que la nation algérienne comprend la population européenne d'Algérie ? On doit répondre par la négative à cette question. En effet, il n'y a pas brassage de population entre les deux principaux éléments ethniques » (note, février 1958, probablement de la main de Léon Feix [11]). Mais que dire publiquement ? Face à cette réalité dérangeante, la presse communiste observa le silence. *A contrario*, l'activité du PCA, les protestations de libéraux, même très minoritaires, furent toujours présentées comme le signe d'une possible cohabitation après la chute du colonialisme. Les communistes français n'évoquèrent jamais, même au plus fort de la crise de l'OAS, l'hypothèse d'une Algérie nouvelle sans une partie, au moins, de sa population européenne.

En revanche, bien sûr, les gros colons étaient en permanence dénoncés. Les soldats qui écrivaient à *L'Humanité*, avec toutes les précautions nécessaires, brossaient un tableau accusateur : « On trouve ici, écrivait l'un d'entre eux, de gros manitous qui gagnent un pognon fou et qui possèdent des km de terres [12]. » Leur égoïsme, leur rapacité étaient sans cesse dénoncés. Si le journal ne reprit pas, à notre connaissance, le thème du « verre d'eau refusé » (voir *supra*, chapitre 2), il y eut tout de même des accusations graves : « Les gros colons vendent 40 francs le litre d'eau aux soldats [13]. » Dans une autre ferme, un colon,

trouvant que les soldats prenaient trop de douches, leur coupa l'eau [14]. Un autre soldat titre son témoignage : « Moi, gars du Beaujolais, j'étais chez un gros colon ». Notre tâche, explique-t-il, était de garder sa ferme. Ce qui ne l'empêchait pas de nous vendre son lait 50 francs le litre. « De temps en temps, on voyait arriver un colon, dans sa grosse Traction [15] civile, flanqué de deux sentinelles. Chez les rappelés, j'aime mieux vous dire que les colons, on ne pouvait pas les voir [16]. »

« La "pacification" vue du côté de la mitraillette »

Le second axe était la dénonciation de la violence coloniale à l'état pur. On a vu que cette attitude fut immédiate, dès novembre 1954. Une étude des thèmes abordés dans les grands périodiques français sur la totalité de la guerre est de ce point de vue révélatrice [17] : *L'Humanité* a consacré 68,9 % de ses colonnes aux violences de l'armée française, 16,7 % à celles du nationalisme algérien. Aucun autre périodique n'égale, ni même n'approche, ces pourcentages.

Ce que le discours officiel et la grande presse persistaient à appeler « pacification » avait un autre visage dans la presse communiste : « L'état-major d'Alger multiplie les bombardements au napalm [18]. » Ou encore : « La "pacification" vue du côté de la mitraillette… Rafles d'enfants… La loi du lynch

dans trois départements français[19]. » La répression était dénoncée : rafles, arrestations arbitraires, prisons surchargées. Surtout, exécutions capitales. Lorsque, au petit matin du 19 juin 1956, dans la cour de la prison Barberousse, les deux premiers guillotinés de cette guerre, Hamida Zabana et Abdelkader Ferradj, sont exécutés, *L'Humanité* salue les victimes, précise que toute la prison a crié « Vive l'Algérie », puis dénonce cet « acte délibéré dont les conséquences peuvent être extrêmement graves. Chaque Algérien porte aujourd'hui le deuil de ses deux compatriotes guillotinés. Imagine-t-on le sursaut de colère que cela va provoquer en Algérie[20] ? ».

Contrairement à d'autres composantes du mouvement anti-guerre, la dénonciation de la torture ne sera jamais centrale dans l'argumentaire communiste. Mais pas absente. Le mot « torture » apparaît, on l'a vu, lors de la toute première semaine de la guerre[21]. Puis sur une affiche dès 1955 : « Des centaines d'Algériens, nationalistes, communistes, militants syndicaux, sont emprisonnés, torturés, traqués par les forces de répression[22]. » Ce thème sera l'occasion pour les communistes de polémiquer avec un jeune et fougueux politicien. En mai 1957, une association dite Les Amis du droit[23] organise une réunion d'information, violemment interrompue par deux députés en uniforme de paras, de retour d'Algérie, Jean-Marie Le Pen et Jean-Maurice Demarquet : « Le Pen, le député fasciste ex-poujadiste », accuse *L'Humanité*, a plaidé « en faveur des tortionnaires. Cela lui a permis de préciser son rôle personnel durant son séjour en Algérie : "J'ai été officier de renseignement au 1er régiment de parachutistes étrangers. En tant que tel, j'ai

eu la responsabilité du 74 boulevard Gallieni. J'y ai moi-même interrogé des gens, je les ai interrogés le temps qu'il fallait, pas plus du temps qu'il fallait, mais pas moins… Je travaillais vingt heures par jour[24]. » On imagine la nature de ce « travail ». Dans le quotidien du PC, on lit régulièrement : « Il y a des tortures en Algérie[25] » ; « Vendredi 12 avril, journée nationale contre la répression et les tortures en Algérie[26] » ; « Nouveaux documents au dossier des tortures[27]. » Mais aussi dans le reste de la presse communiste. Une pratique régulière dans les régions semble avoir été la publication de lettres de soldats : *La République de Lyon* (« À deux heures de Lyon, la guerre tue », 22 janvier 1957), *L'Étincelle de Boulogne-Billancourt* (« Comment on cherche des aveux », janvier 1957), etc.[28]. Une couverture de l'hebdomadaire des JC (ex-UJRF) est tout entière consacrée à cette grave question. Une photo représente des Algériens arrêtés, bras en l'air, avec cette légende : « Cessez la guerre déshonorante. Arrêtez les tortures[29] ! » Cette même JC est à l'origine de la publication d'une brochure, *Des jeunes démobilisés vous parlent… de ce qu'ils on vu en Algérie*[30] . On peut y lire des témoignages, avec noms et qualités des signataires, dénonçant pratiquement à chaque page des exécutions sommaires, des tortures, des destructions de villages entiers… La « drôle de justice[31] » est également accusée : « Dix-sept avocats ont défendu en Algérie des centaines d'emprisonnés politiques[32] » ; « Deux Algériens guillotinés. La guillotine doit cesser de fonctionner[33] ! » Etc.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la Résistance ait pris un caractère tout à la fois national et populaire ? Face à la

sempiternelle explication des troubles par l'action de « meneurs », d'« agitateurs », l'adhésion massive de la population à la lutte de la Résistance algérienne a été exaltée : « Aujourd'hui, toute l'Algérie flambe et sa capitale est au cœur de l'incendie [34] » ; « Non, ce n'est pas à 1 500 fellaghas que l'armée a affaire, mais au peuple algérien tout entier [35] » ; « Algérie : actions de guerre sur l'ensemble du territoire [36] » ; « Tout le peuple algérien [37] », etc. Comme lors des manifestations de décembre 1960, dont Madeleine Riffaud fut un témoin admiratif : « Par milliers et par milliers, les Algériens des bidonvilles, "suspects" de toutes les perquisitions, victimes de toutes les "ratonnades", ont dévalé, sans armes, à Alger comme à Oran, leurs ruelles en pente. Les femmes, vêtues de vert et de blanc aux couleurs de leur patrie, allaient devant. Et jamais encore dans l'histoire algérienne, on n'avait vu de tel raz-de-marée d'un peuple affirmant devant le monde entier qu'il est prêt à tous les sacrifices pour être libre [38] . »

En novembre 1959, le périodique communiste *Regards* consacre un épais dossier à la guerre, sur le thème : « *Regards* ouvre le dossier de l'armée FLN. Est-il possible de vaincre militairement l'insurrection algérienne ? » L'article leader, rédigé par Louis Montagne, passe en revue tous les aspects de la lutte du peuple algérien : des troupes en voie de pouvoir harceler sérieusement l'armée française (« L'ALN compterait 50 000 hommes »), bien encadrées (« Les cadres du FLN sont souvent d'anciens officiers algériens de l'armée française »), en voie de modernisation (« Des fusils de chasse à la DCA »), désormais nombreuses (un « réservoir humain inépuisable »), portées par la volonté de

tout un peuple. Les photos illustrant cette étude montraient les guérilleros en opérations.

C'est ce même message que porte, devant l'Assemblée nationale, Jeannette Vermeersch : « On ne peut venir à bout d'un peuple qui lutte contre l'oppression, car c'est la masse du peuple algérien qui lutte pour son indépendance, pour ses revendications nationales. On ne peut venir à bout d'un peuple qui sait pourquoi il se bat, ce qui fait sa supériorité. Il se bat pour le droit. Il se bat pour la justice. Il se bat pour la liberté. » Au ministre Lacoste, qui avançait l'éternel argument de l'amélioration des conditions de vie, elle rétorquait : « C'est faire injure à un peuple que de le croire capable de vendre son pays et son indépendance pour un plat de lentilles » (17 octobre 1956).

L'intérêt national français

« La guerre d'Algérie est contraire à l'intérêt national [39]. » « La guerre d'Algérie sape le prestige de la France [40]. » Ces affirmations courent dans tout l'argumentaire communiste, tout au long de la guerre. Pour le PCF, ce terrain ne doit pas être abandonné aux partisans du *statu quo* colonial. Cette thématique est particulièrement présente dans les affiches [41], comme si la propagande de masse se devait de l'appuyer plus encore, car jugée plus mobilisatrice : « Il faut imposer une autre

politique, […] c'est l'intérêt des travailleurs français, c'est la seule solution française » (1955) ; « La poursuite de la politique Guy Mollet conduit à la rupture entre l'Algérie et la France » (fin 1956) ; « Seule une politique de paix et d'amitié avec le peuple algérien peut permettre l'établissement de liens nouveaux et solides entre l'Algérie et la France » (1957), etc. La comparaison avec la guerre d'Indochine, cette première « sale guerre », était omniprésente : à vouloir lutter contre l'inéluctable, à vouloir contrarier un processus inscrit dans la marche de l'histoire, la France officielle perdrait tout. « On a si bien trahi les intérêts de la patrie que la France est absente de tout le Vietnam un peu moins tout de même du Vietnam libéré [42] que du Vietnam américain [43] », concluait André Wurmser début 1957, au terme d'un article rappelant sept ans d'errance de la politique française [44].

S'y ajoutait la dimension économique : « Libérée du système colonial, l'Algérie entreprendra un immense effort d'édification économique et ne manquera pas de recourir à la technique et à l'industrie françaises [45]. » Oui mais… Parfois, la limite entre l'intérêt français et l'intérêt du capitalisme était bien floue. En mai 1956, l'éditorialiste de *L'Humanité*, Yves Moreau, eut tendance à l'oublier : « Qu'on imagine notre économie privée des ressources et de débouchés nord-africains, le déclin de la culture française sur les rives méridionales la Méditerranée… Qu'on imagine ce que serait la France dans le monde demain, alors que déjà l'aventure algérienne affaiblit gravement notre pays au moment même où l'Allemagne de l'Ouest reconstitue son potentiel économique et militaire… » ; avant de dénoncer *in*

fine la « politique antifrançaise » menée par les gouvernants [46]. Cette thématique fit grincer des dents à bien des militants, comme ce jeune professeur d'histoire, Maurice Moissonnier, qui lui répondit de façon un peu sèche quelques jours plus tard [47].

Mais il y avait aussi une dimension sociale dans la protestation. À une propagande omniprésente qui représentait la perte de l'Algérie comme une catastrophe pour le niveau de vie en métropole, les communistes et les cégétistes, selon une vieille thématique du mouvement ouvrier, montraient que la guerre était ruineuse. En 1957, une affiche propose aux passants un calcul : « Avec un mois de guerre en Algérie, on pourrait construire 16 000 logements de quatre pièces [48]. » La presse renchérit : « Coût de la guerre d'Algérie : 1 500 milliards par an, soit trois mois de salaire des travailleurs français (non compris les cadres) [49] » ; « 655 millions sacrifiés en Algérie : de quoi loger un demi-million de jeunes ménages [50] » ; « Pour la paix en Algérie, contre la misère [51]. » Il est plus que probable que l'argument figura souvent dans la bouche de vendeurs de *L'Humanité-Dimanche*, de militants de base discutant à la cantine avec leurs copains de travail, de femmes communistes dans les files d'attente dans les commerces, dénonçant la hausse des prix, etc.

C'est cette partie de l'argumentaire qui suscita les plus vives réactions des nationalistes algériens et des opposants français. La défense de l'intérêt national pouvait être un levier pour mobiliser, en aucun cas un argument puisé dans le marxisme.

Au XXXIIe congrès confédéral de la CGT en juin 1959, Aboubeker Belkaïd, délégué par sa section de Renault-Billancourt (mais également un des dirigeants secrets de la Fédération de France du FLN) s'indigna : « Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la guerre d'Algérie tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière, les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan : "La guerre d'Algérie coûte cher" passe en premier, ils sont appelés à lutter contre cette guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie [52] . » Même vive irritation chez les opposants internes au sein de la CGT. Dans le bulletin *Tribune de discussion*, un militant (anonyme car risquant l'exclusion) écrivait : « C'est avant tout au nom de l'"intérêt national" que parle la direction. Accessoirement, il est question de la lutte du peuple algérien contre l'impérialisme français. Les intérêts de la France ? Personne ne sait au juste ce que signifie cette formulation abstraite. Les Français sont divisés en classes. Il n'y a pas d'intérêt national au-dessus des classes. La guerre d'Algérie n'est pas contraire à l'intérêt national en général, elle est contraire aux intérêts des travailleurs. Les capitalistes, sous une forme ou sous une autre, ont intérêt à exploiter les Nord-Africains. L'essentiel, pour apprécier correctement les événements d'Algérie, c'est de formuler clairement que la lutte des travailleurs algériens est la même que celle des travailleurs français [53] . »

Vieille querelle au sein du mouvement ouvrier. Mais cet « argument alimentaire », s'il n'était pas le plus glorieux et le plus satisfaisant pour l'esprit internationaliste, fut efficace et il a probablement été parmi les plus convaincants : le « bon vieux sens populaire » voulait qu'un sou ne pouvait être dépensé deux fois…

Souffrances et mort des soldats en Algérie

Un autre pan de la propagande était les répercussions humaines pour les familles. Une des organisations relais du PCF, l'Union des femmes françaises (UFF), se spécialisa dans la mise en évidence de l'inquiétude des mères, des épouses, des fiancées. Selon une logique très présente à cette époque dans la propagande communiste, qui considérait que la sensibilité, l'émotivité étaient des marques de la féminité, les textes prenaient souvent des allures un peu mièvres, pleurnichardes : « Comment pourrions-nous rester passives quand nos enfants ont besoin de notre aide ? Ils ont vingt ans mais c'est toujours nous qu'ils appellent quand ils ont mal », interrogeaient des mères de soldats dans un appel d'octobre 1955 [54]. « Nous sommes nous-mêmes, écrivait l'antenne montreuilloise de l'UFF, des mamans de soldats ou de futurs soldats qui lançons ce cri d'alarme, pour que le nom de votre garçon ne vienne pas

s'ajouter à la terrible liste des vingt-quatre jeunes de Montreuil tués en Algérie, dont le dernier il y a un mois à peine. » Suivait une invitation à une rencontre entre mères de soldats [55].

À chaque fois qu'un soldat tombait en Algérie, la cellule PCF de la commune dont était originaire la victime saisissait l'occasion pour dénoncer la guerre. En septembre 1956, la section d'Aubervilliers sort une affiche : « Assez de sang ! En moins d'un mois, trois jeunes d'Aubervilliers sont tombés en Algérie », avec au centre la photo de l'un d'eux avec son bébé [56]. L'intervention des maires communistes semble avoir été une pratique courante (sauf, bien sûr, lorsque les familles s'y opposaient). Parfois, un cortège de militants accompagnait la dépouille jusqu'au cimetière. Il y avait même des discours sobres, mais appelant à la paix. À Villejuif, le maire Louis Dolly était souvent présent : « Ville de Villejuif. La municipalité invite la population, samedi 24 octobre 1959, à assister aux obsèques de Gérard Vigier, victime de la guerre d'Algérie [57]. » La police s'en inquiétait [58]. Même pratique à Gennevilliers (Waldeck L'Huillier [59]) et à Saint-Denis (Auguste Gillot [60]). Ou en province : après la mort en Algérie de Raymond Andrieu en 1961, la JC d'Aigues-Mortes appelle la population à assister à l'enterrement. Le maire, André Fabre, et le secrétaire de la JC, Bernard Deschamps, prononcent des allocutions [61].

La lecture de la presse de la « banlieue rouge » [62] permet de constater que chaque drame était l'occasion d'une dénonciation : « La politique colonialiste a tué le rappelé Guy Huette, jeune Montreuillois de vingt-trois ans » (10 décembre

1955) ; « Claude Aubert, troisième Balbynien victime de la guerre d'Algérie » (29 avril 1956 ; dans le cas de ce jeune, dont la famille était engagée, la protestation fut appuyée le 29 avril par un meeting de l'UJRF, orateur Henri Martin) ; « Un jeune Gervaisien, Marcel Fleury, tué en Algérie. "Dites à toutes les mères qu'il faut arrêter cette guerre", nous déclare sa maman » (14 juillet 1956) ; « La guerre d'Algérie a détruit ce jeune bonheur. Jean Villhaume, dix-huitième victime drancéenne » (6 juin 1959, photo du jeune homme en civil avec sa fiancée) ; « "Plus que vingt-quatre jours… On fera de gros câlin", écrivait dans sa dernière lettre à sa maman le jeune Paul Walter de Bobigny, tué en Algérie » (25 février 1960) ; etc. Chaque drame était une occasion pour les militants d'interroger : pour quelle cause cet homme a-t-il été fauché en pleine jeunesse ? Quels intérêts défendait-il ? Certainement pas ceux du pays, etc. Initiatives que d'aucuns pourraient trouver morbides, mais probablement efficaces, répondant à une émotion réelle, permettant d'associer de nouvelles couches à l'hostilité à la guerre.

Notes du chapitre

[1] ↑ Denise MALDIDIER, *Analyse linguistique du vocabulaire politique de la guerre d'Algérie d'après six quotidiens parisiens*, thèse de troisième cycle, université Paris X-Nanterre, 1969, <frama.link/xgRDNAy6>.

[2] ↑ Suite aux séismes des 9 et 16 septembre 1954.

[3] ↑ « Un menaçant plaidoyer de M. Mitterrand », *L'Humanité*, 8 novembre.

[4] ↑ Assemblée nationale, 24 novembre 1954, *JORF*.

[5] ↑ Robert Franck, « Sous la casquette du père Bugeaud », *L'Avant-Garde*, 16 février 1955.

[6] ↑ Madeleine Riffaud, « La tragédie algérienne », *La Vie ouvrière*, 6, 13 et 20 mars 1956.

[7] ↑ Marcel Égretaud, « Français à part entière ? », *L'Humanité*, 24 juin 1958.

[8] ↑ L'auteur, sans doute par crainte d'être découvert, ne citait pas la région.

[9] ↑ « J'étais médecin militaire », *France nouvelle*, 12 novembre 1959.

[10] ↑ Léon Feix, « Note au secrétariat », 21 février 1956 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[11] ↑ « Quelques idées sur la nation algérienne », document dactylographié, non signé, 1er février 1958 (Archives du PCF, fonds Léon Feix, 334 J 1, dossiers divers concernant l'Afrique du Nord, sous-dossier « Léon Feix »). Ce texte est repris plus complètement *infra*.

[12] ↑ « "Notre" colon, 20 000 hectares, trois avions », *L'Humanité*, rubrique « Le coin du soldat », 29 décembre 1956.

[13] ↑ *L'Humanité*, rubrique « Le coin du soldat », 30 juillet 1955.

[14] ↑ *L'Humanité*, 29 décembre 1956.

[15] ↑ Automobile Citroën, alors d'un coût élevé.

[16] ↑ *L'Humanité*, rubrique « Le coin du soldat », 15 décembre 1956.

[17] ↑ Émilie Roche, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[18] ↑ *L'Humanité*, 9 juillet 1960.

[19] ↑ *L'Humanité*, une pleine page, 26 février 1957.

[20] ↑ « Deux Algériens guillotinés », *L'Humanité*, 20 juin 1956.

[21] ↑ Marie Perrot, *L'Humanité*, 8 novembre 1954.

[22] ↑ Fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF).

[23] ↑ Cette association de juristes n'était pas du tout marquée à gauche, bien au contraire. Les personnalités qui prirent la parole ce soir-là étaient Me Jacques Isorni, Thierry Maulnier, Maurice Schumann et René Capitant.

[24] ↑ « Les députés fascistes Le Pen et Demarquet : "Nous avons participé nous-mêmes à des "interrogatoires" en Algérie" », *L'Humanité*, 27 mai 1957.

[25] ↑ Robert Lambotte, *L'Humanité*, 6 octobre 1956.

[26] ↑ *L'Humanité*, 2 avril 1957.

[27] ↑ *L'Humanité*, 19 novembre 1957 (il s'agit de la plainte de Boualem Khalfa, dirigeant du PCA, et de la dénonciation de la mort sous la torture de Ben Miloud, ancien conseiller général d'Oran).

[28] ↑ Cités par Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.* Nombreux autres exemples dans le même travail.

[29] ↑ *L'Avant-Garde*, 3 avril 1957.

[30] ↑ Publication des Jeunesses communistes, sans date (second semestre 1957).

[31] ↑ Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[32] ↑ *L'Humanité*, 14 mai 1956.

[33] ↑ *L'Humanité*, 20 juin 1956.

[34] ↑ André Beaugency, « L'Algérie après huit mois de pacification », premier article, *L'Humanité*, 9 décembre 1956.

[35] ↑ *Ibid*., second article, 11 décembre 1956.

[36] ↑ *L'Humanité*, 18 septembre 1956.

[37] ↑ Léon Feix, *L'Humanité*, 25 septembre 1956.

[38] ↑ Madeleine Riffaud, « Les haïks rouges » (allusion aux voiles des femmes algériennes tachés de sang), *L'Humanité,* 12 décembre 1960.

[39] ↑ Jacques Duclos, *L'Humanité*, 1er juin 1956.

[40] ↑ Yves Moreau, *L'Humanité*, 21 juillet 1956.

[41] ↑ Fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF).

[42] ↑ Dirigé par Ho Chi Minh.

[43] ↑ Le régime pro-américain de Saigon, qui venait effectivement de chasser les Français du sud du pays.

[44] ↑ André Wurmser, « Aujourd'hui, le procès de Léo Figuères », *L'Humanité*, 17 janvier 1957.

[45] ↑ Affiche de 1957, *in* Fonds Affiches du PCF, 1945-1962.

[46] ↑ Yves Moreau, « Un enjeu national », *L'Humanité*, 31 mai 1956.

[47] ↑ Maurice Moissonnier, « Les relations économiques entre la France et l'Algérie », *L'Humanité*, 6 juin 1956.

[48] ↑ Affichette de 1957, *in* Fonds Affiches du PCF, 1945-1962.

[49] ↑ *La Vie ouvrière*, 17 février 1960.

[50] ↑ *L'Avant-Garde*, 5 juin 1956.

[51] ↑ Georges Séguy, *L'Humanité*, 8 octobre 1958.

[52] ↑ Cité par Nicolas Hatzfeld, « Les syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux : un modèle renouvelé (1948-1963) », *in* Élyane Bressol *et al.* (dir.), *La CGT dans les années 1950*, PUR, Rennes, 2005

[53] ↑ « Les combattants algériens et les travailleurs français ont le même ennemi : l'impérialisme français », *Tribune de discussion*, n° 8, mars 1957.

[54] ↑ Appel d'un Comité des mères et femmes de soldats du IXe arrondissement de Paris (Archives du PCF, 261 J 9/5).

[55] ↑ Union des femmes françaises, « Appel à toutes les mères de Montreuil qui ont un fils soldat ou conscrit », 16 décembre 1959 (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil).

[56] ↑ *France nouvelle*, 15 septembre 1956.

[57] ↑ Reproduction de cette affiche dans *La Vie ouvrière*, 29 juin 1960.

[58] ↑ L. Auroux, commissaire principal de Gentilly, « Envoi du contingent en Algérie. Obsèques de militaires tués au combat, 1956-1961 », rapport, juin 1960 (APPP, HA 33, dossier 4560-134).

[59] ↑ Nombreux exemples dans *La Voix populaire*, hebdomadaire cité.

[60] ↑ Hélène FRAYE-OUANAS et Sylviane VISCOGLIOSI, *Étrangers et Français musulmans d'Algérie à Saint-Denis de 1945 à 1962. Immigration et intégration*, thèse de doctorat d'histoire du monde contemporain, université Paris X-Nanterre, UER Sciences sociales et administration, septembre 2003 (fonds Jacques Girault, AD 93, Bobigny, 319 J 46).

[61] ↑ *La Marseillaise-Dimanche*, 30 avril 1961.

[62] ↑ Toutes les citations qui suivent in *La Voix de l'Est* (banlieue nord-est, correspondant au département actuel de la Seine-Saint-Denis).

14. Les communistes et le droit à l'indépendance de l'Algérie

Depuis 1954, la présence – ou l'absence – du thème de la défense de l'« indépendance » de l'Algérie, la mise en concurrence de celui-ci avec le mot d'ordre « Paix en Algérie » figurent parmi les principaux sujets de controverse. Pour beaucoup, c'est une affaire entendue : « Les mots "indépendance de l'Algérie" mettront longtemps à se faire naturaliser communistes » (Dominique Desanti [1]), avec d'ailleurs moult variations dans les datations (« En janvier 1957, dans un article des *Cahiers du communisme* [2] » ; « Le PCF ne commença à parler d'indépendance qu'en 1961 [3] »), certaines études allant jusqu'à affirmer que le mot ne fut jamais prononcé. À un mot d'ordre d'internationalisme véritable, le PCF a préféré un slogan mièvre, tellement rassembleur qu'il en avait perdu toute signification politique : comment pouvait-on ne pas être pour la paix ?

Il est pourtant un mystère dans l'historiographie sur la question : il n'existe pas, à notre connaissance, d'étude systématique, citant ses sources, sur les destinées de ce mot dans le vocabulaire communiste français de l'époque. Ayant procédé à cette étude, on proposera donc ici une progression que, toute modestie abandonnée, nous considérons comme neuve.

Mais se pose alors une question : pourquoi ce mot ne devint-il pas le pivot du discours communiste ? Influence à Paris des orientations de Moscou, où les dirigeants du PCUS ne tenaient pas à ce que le mouvement communiste international apporte un soutien franc à ce mouvement nationaliste inédit, de surcroît trop enclin comme on l'a vu à rechercher l'appui de l'« impérialisme américain » ? Prudence devant la crainte des saisies, voire de l'interdiction du PCF ? Manque de confiance dans la maturité du partenaire nationaliste algérien ? Frilosité devant une thèse jugée « aventuriste » ? Ou bien, perception vague du choc entre deux concepts contradictoires, cette « nation en formation » déjà décrite et cette indépendance souhaitée, même à terme, de l'Algérie ? Ou tout cela à la fois ?

Le rôle moteur des communistes algériens

On étonnerait bien des observateurs en affirmant que le mot est apparu dans la bouche d'un dirigeant communiste de renom quatre jours après la Toussaint 1954. C'est pourtant le cas : on a vu que, dans le discours de Jacques Duclos au Vel' d'Hiv', le 5 novembre 1954, le mot « indépendance » fut prononcé trois fois en public [4]. Sur place, en Algérie, Marie Perrot (Marie Lambert) constate : « C'est en vérité tout le peuple algérien qui, comme ceux de Tunisie et du Maroc, est décidé à recouvrer son

indépendance. » Telle est la conclusion de l'un des premiers articles qu'elle envoie à *L'Humanité-Dimanche*, toujours en novembre [5]. L'hebdomadaire de l'UJRF, *L'Avant-Garde*, consacre le 10 novembre un dossier à l'Algérie. On peut y lire, sous le titre : « Après le Maroc et la Tunisie, Algérie SOS » : « Notre jeunesse [...] exige que soit reconnu pour les peuples d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, [le droit] de gérer librement leurs propres affaires. La jeunesse de France ne veut voir en la jeunesse de ces trois pays que des amis, auxquels pourront nous unir de fructueuses relations économiques et culturelles, dans l'indépendance de nos pays respectifs et la paix. » Qu'en est-il au cœur de la représentation nationale ? Début février 1955, au détour d'un raisonnement, le député communiste Raymond Guyot glisse le mot : « Où est l'intérêt de la France, de son peuple, et des peuples frères d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ? [...] La répression, la terreur, les opérations de guerre contre de malheureux peuples qui aspirent à la liberté et à l'indépendance ne constituent pas une politique conforme aux sentiments du peuple de France [6]. »

Ces textes sont importants, car ils tordent le cou à une première idée reçue : la prétendue « absence totale » de la référence à l'indépendance algérienne dans le discours communiste durant toute la guerre. Mais on est aussi bien sûr très loin d'une omniprésence. On partira donc d'un postulat assez simple : les relations entre communistes français et algériens n'ont jamais cessé durant la guerre, même s'il est difficile aujourd'hui de reconstituer les canaux par lesquels elles circulaient. Or il se passe au printemps-été 1955 un mouvement d'accélération de

la prise de conscience communiste qui mérite une grande attention et un suivi chronologique précis.

On a déjà évoqué la réunion décisive du comité central du PCA, en date du 8 mai 1955, qui décide du passage à la lutte armée (voir *supra*, chapitre 12). Pris dans le tourbillon des événements, les communistes algériens ont compris que le combat pour l'indépendance était commencé et qu'il aurait été suicidaire de ne pas y participer. Cette prise de conscience entraînait *ipso facto* l'abandon de la thèse de la « nation en formation ». Restait à convaincre, diplomatiquement, leurs camarades français de pousser plus avant leur raisonnement. Or, une semaine plus tard, donc le 16 mai 1955, Léon Feix, animateur de la Section outre-mer, dans une lettre au secrétariat du PCF, déplore l'« extrême faiblesse de notre soutien à la lutte du peuple algérien ». Il l'informe qu'il a demandé au PCA d'envoyer « trois camarades » à Paris « la semaine prochaine », afin d'avoir avec eux une « discussion approfondie [7] ». Les archives ne nous informent malheureusement pas sur la suite de cette invitation.

Ce n'est qu'en juillet 1955 qu'André Moine vient en France, où il rencontre Jacques Duclos. On a vu qu'il venait, le mois précédent, d'être mis en minorité et évincé du secrétariat du PCA. En militant discipliné à l'ancienne – sa probité morale n'a jamais été remise en cause, même chez ses détracteurs –, il s'est plié à la décision majoritaire : le passage à la lutte armée, la prise de contact avec le FLN. Il informe Duclos des décisions d'Alger. Décisions approuvées par le secrétaire du PCF : « Le

mouvement s'étendra. Il y a maintenant un engrenage. Les Algériens ne s'arrêteront plus[8]. » Moine est d'ailleurs immédiatement chargé de retourner en Algérie et d'y mettre en place un réseau d'impression et de diffusion d'un journal clandestin destiné au contingent en Algérie, *La Voix du soldat* (voir *infra*, chapitre 19), ce qu'il fit avec courage et efficacité, avant d'être arrêté. En septembre 1955, c'est au tour de Sadek Hadjerès, numéro deux du PCA, de faire le déplacement – sous une couverture légale : médecin, il se fait inviter aux « Entretiens de Bichat », du 2 au 9 octobre[9]. Il a des entretiens avec les militants indépendantistes de Paris, Kateb Yacine, Mohammed Harbi, Aziz Benmiloud, Ahmed Inal, ce dernier communiste (« C'est à l'issue de ces entretiens qu'Ahmed Inal décidera de rentrer en Algérie[10] ; il le fit comme membre du PCA »). Mais ce voyage a surtout un but militaire : « Je fonce au 19 rue Saint-Georges [siège de la Section d'outre-mer du PCF]. Là, dans le plus grand secret, je rencontre d'anciens officiers FTP (on ne me dit même pas leurs noms). Ils me donnent des conseils tirés de leur expérience : organisation, méthodes de lutte. »

Toute cette agitation aboutit à une publication majeure : le 3 juin 1955, un article signé Larbi Bouhali, le secrétaire général du PCA alors dans la clandestinité, paraît dans l'organe du Kominform (lu en général par les cadres de haut niveau du mouvement communiste international piloté depuis Moscou)[11]. Dans ce monde communiste très structuré, la parution d'un article d'un dirigeant du PCA, non membre du Kominform (structure exclusivement européenne), n'a pu se

faire sans consultation et même parrainage du PCF. Il nous faut donc décortiquer cet article fondateur. Bouhali y reprenait, sous une forme évidemment adoucie en vue d'une publication, les grands thèmes de la nouvelle politique du PCA. Une nette allusion était faite au 1er novembre 1954, attribuée à l'action de « patriotes excédés » (le FLN en tant que tel n'étant pas cité), « en général vue avec sympathie par le peuple algérien » mais « pas directement soutenue par les masses, à l'exception de deux régions, l'Aurès et la Kabylie ». Venait ensuite le mot-clé : « Le problème algérien est le suivant : comme tous les peuples opprimés, le peuple algérien aspire à une vie libre, à son indépendance nationale. [...] Il se créée en Algérie une communauté nouvelle, et l'unité nationale se forge. » Ce thème était cependant assorti d'une restriction : « Contre la conception de l'unique revendication de l'indépendance nationale, assortie de l'attentisme, notre parti oppose la nécessité de lier la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale à la lutte pour le pain, en développant l'action politique de masse, y compris sous la forme électorale. » Venait ensuite, le contraire eût été inimaginable, un coup de chapeau à Maurice Thorez : « Il y a, suivant l'expression de Maurice Thorez, une "nation algérienne qui se constitue dans le mélange de vingt races". C'est cette réalité que les colonialistes prétendent ignorer. » Les lecteurs avertis de la revue (ils l'étaient tous) notèrent certainement l'absence des mots « en formation ». Aucune mention non plus de l'Union française, pas encore abandonnée alors par le PCF. Une photo, prise dans une manifestation de rue à Alger, accompagnait ce texte. Légende : « Le peuple algérien intensifie

sa lutte pour la paix, la liberté, l'indépendance et une vie meilleure. »

On a confirmation de l'adhésion de la direction du PCF à cette politique par une pratique qui ne put échapper aux militants avertis. Elle choisit en effet *France nouvelle*, son hebdomadaire, pour faire passer le message. Aucun cadre, du membre du comité central au secrétaire de cellule, ne pouvait alors imaginer de ne pas lire cet organe de presse. Or, dès le 11 juin suivant, le texte de Bouhali, titre compris, est repris *in extenso* par cet hebdomadaire. Dans le même numéro, le mot « indépendance » apparaît une nouvelle fois, au détour d'un article généraliste d'une membre éminente du bureau politique – épouse du secrétaire général –, Jeannette Vermeersch : « L'intérêt du peuple de France est d'entretenir des liens d'amitié avec le peuple algérien sur la base de l'égalité complète des droits et en premier lieu le droit à l'indépendance. Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre[12]. » Quarante-huit heures plus tard, le 13 juin, le très respecté (et très lu) directeur de *L'Humanité* Marcel Cachin signe l'éditorial de son journal[13] [14]. Il dénonce les « ratissages, [...] provocations, [...] arrestations par milliers », qui ne pourront rien contre « des millions d'Algériens [qui] aspirent à l'indépendance ». Puis poursuit : « Il serait urgent de leur donner les moyens de vivre de leur travail en leur rendant la possession du sol de leur patrie. Il s'agit là d'un mouvement national soutenu par tout un peuple. [...] Ils veulent vivre de leur travail sur leur sol libre indépendant. »

Ces textes publics, accessibles depuis l'époque, n'ont à notre connaissance jamais été cités dans les études historiques ultérieures sur la question. Ils permettent pourtant d'affirmer que le mot « indépendance » est apparu, non plus de façon subreptice, mais au grand jour – et même « en premier lieu » – dès juin 1955 dans la communication officielle du PCF. Sept mois et demi après la Toussaint 1954, donc. Un certain retard certes, mais on peut relever que le PCF en a connu de plus longs et de plus dramatiques tout au long de son histoire.

Affirmation du thème à partir de l'été 1955

La simultanéité des apparitions du mot « indépendance » dans les temps qui suivent montre que le virage est alors pris. Durant l'été 1955, un jeune militant, René Henri, fait partie d'une délégation en Algérie, conduite par le vétéran Lucien Monjauvis. Dans l'hebdomadaire de l'UJRF, *L'Avant-Garde*, plus qu'une analyse, il propose une série de choses vues. Il rapporte les paroles de ce qu'il appelle la « chanson nationale algérienne » (dit *Min Djibalina*, très célèbre en Algérie [15] : « De nos montagnes/Monte la voix des hommes libres/Clamant l'indépendance/L'indépendance/De notre pays./Le sacrifice pour la patrie/Vaut mieux que la vie. » Il conclut : « Non, l'Algérie, ce n'est pas la France, mais une nation qui veut son indépendance

et le bien-être [16]. » Toujours dans l'hebdo des Jeunesses, Jean Faucher affirme que les militants de son organisation « feront connaître la vérité sur les événements d'Algérie, expliqueront que ce n'est pas par la force que peut se solutionner la situation, mais par la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même, à l'indépendance [17] ».

En août, suite aux drames du Constantinois et du Maroc, le PCF publie une déclaration solennelle : « Le Parti communiste français déclare, une fois de plus, que les problèmes qui se posent au Maroc, en Algérie, ne peuvent être résolus que par une politique faisant droit aux aspirations des peuples à la liberté et à l'indépendance, et tenant compte des intérêts de la France, qui ne sont pas ceux des colonialistes [18]. » Il exprime en conclusion son soutien aux « aspirations à la liberté et à l'indépendance des peuples jusqu'ici opprimés ». Texte jugé assez important par la direction pour être reproduit en tract [19]. La première apparition du mot sur un matériel de propagande de masse ?

Pour confirmer cette évolution, c'est exactement à ce moment que le sigle FLN apparaît dans la propagande communiste : « Dans la dernière période, une nouvelle tendance s'intitulant Front national de libération a vu le jour », écrit Georges Thévenin dans les *Cahiers du communisme* de juillet 1955. Même si la formule peut faire sourire – une « dernière période » qui aura tout de même duré sept mois – c'est là le signe que le virage est accompli.

La CGT a simultanément adopté les mêmes orientations. Et même légèrement en avance : c'est en mai 1955, un mois avant l'article cité de Larbi Bouhali, qu'Anissa Bouayed a trouvé la première utilisation du mot, dans la revue mensuelle de la CGT, *Le Peuple* : « Des Algériens qui ne demandent qu'à vivre librement dans leur pays meurent, le chemin de l'indépendance est jonché de victimes du colonialisme [20] . » Le 5 juillet, *La Vie ouvrière* affirme que les travailleurs de France exigent « le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris leur droit à une complète indépendance [21] ». À la fin de cette même année 1955, le cosecrétaire général, Alain Le Léap (particulièrement sensible aux questions coloniales : son activité contre la guerre d'Indochine lui avait valu dix mois d'incarcération à la Santé), se rend en délégation en Algérie. Au retour, son organisation publie coup sur coup, sous sa signature, deux brochures. Les formules y sont plus tranchantes que dans la presse communiste. Première brochure : « Que veulent les Algériens ? Ni *statu quo* ni réformes : l'indépendance. […] Que l'on se dise bien que le conflit durera aussi longtemps que l'Algérie n'aura pas acquis son indépendance [22] . » Seconde : « L'Algérien se bat pour l'indépendance de l'Algérie. […] Les Algériens […] ont le sentiment que c'est l'indépendance, et l'indépendance seule qui leur donnera la plénitude de leurs droits [23] . » Le Léap conclut, citant lui aussi le FLN comme interlocuteur incontournable : « Il faut négocier avec ceux contre qui l'on se bat afin d'obtenir un cessez-le-feu, avec le Front de libération nationale, avec tous ceux qui participent à la lutte armée. »

L’abandon progressif du concept de la « nation en formation » : convaincre l’appareil

Dès lors, la nouvelle ligne peut descendre vers la masse des adhérents. Le 30 août 1955, au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, l’assemblée de rentrée des communistes de la région parisienne peut entendre un rapport du jeune secrétaire à l’organisation, Marcel Servin : « Pour nous, communistes, les choses sont claires : nous sommes solidaires des peuples d’Algérie et du Maroc qui luttent légitimement pour la conquête de leur indépendance nationale [24]. » Une fois de plus, la formule thorézienne « nation en formation » est oubliée. En octobre commence une nouvelle session de l’Assemblée nationale. C’est le doyen d’âge qui, selon le règlement, prononce le premier discours. Manque de chance pour les partisans de l’Algérie française, c’est Marcel Cachin qui a ce jour-là la parole. Et qui prononce un discours bien peu consensuel, contrairement à la tradition : « Nous ne pouvons ignorer que dans cette dernière décennie de nombreuses nations jusqu’ici colonisées ont accédé à l’indépendance. » Et de citer l’Inde, l’Indonésie, l’Indochine, concluant par la nécessité de négocier en Algérie [25]. Une semaine de plus, et c’est Jacques Duclos qui utilise le mot, toujours à la tribune de l’Assemblée nationale [26] : « Chaque pas en avant fait en Tunisie et au Maroc sur la voie de l’indépendance nationale aura d’inévitables répercussions en

Algérie » ; « Nous nous prononçons en faveur de la négociation qui, dans la reconnaissance de ses aspirations nationales et sur la base de l'indépendance et de l'égalité, fera du peuple algérien un ami et un allié du peuple de France. » Mais l'ambiguë Union française est toujours présente : « La reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien est la condition première d'une politique d'association au sein d'une véritable Union française [27] . »

Le lendemain, *L'Humanité* joue un tour pendable aux censeurs : puisque le discours de Duclos devant la représentation nationale n'a pas été interrompu, il est devenu possible d'en publier un extrait, même en titre, même en une… Ce qu'il fait : « Non à la guerre en Algérie. Négociation pour faire du peuple algérien, dans la reconnaissance de ses aspirations nationales et sur la base de l'indépendance et de l'égalité, un ami et un allié du peuple de France [28] . » Deux jours plus tard, le 13, « indépendance » figure dans le projet d'ordre du jour du groupe communiste (Jacques Duclos, mais aussi Alice Sportisse et Pierre Fayet, élus d'un parti officiellement dissous depuis un mois !) – évidemment repoussé – à l'Assemblée nationale : « L'Assemblée nationale, considérant qu'il est indispensable de mettre fin au plus vite à la politique de guerre et de répression poursuivie contre le peuple algérien, dont les aspirations nationales doivent être reconnues, […] déclare qu'à cette politique doit être substituée une politique de négociations qui, sur la base de l'indépendance et de l'égalité, ferait du peuple algérien un ami et un allié de la France [29] . » Formule que le quotidien communiste s'empresse d'imprimer, toujours en

première page[30]. Message transmis également à la communauté algérienne en France : le numéro de décembre de *L'Algérien en France*, mensuel édité par le PCF, reprit l'expression « défense du droit à la liberté et à l'indépendance ».

Début 1956, l'argumentaire nouveau est en place. Dans *L'Humanité* du 9 février, on lit sous la plume de Louis Luc : « Les musulmans consultés à Alger ont dit à Guy Mollet : 99 % des nôtres sont acquis à l'idée nationale. » On peut encore trouver çà et là l'expression « nation en formation », mais sous forme de scories, comme une sorte de réflexe conditionné. Dans la bouche d'Étienne Fajon, en avril : les Européens « sont appelés à se fondre demain dans la nation algérienne en formation », pour enchaîner immédiatement : « Le peuple algérien lutte pour son indépendance. Nous disons bien le "peuple", pour en finir avec le mensonge qui présente les événements d'Algérie comme le fait de quelques milliers de "terroristes"[31]. »

Mais, jusqu'à ce moment, Maurice Thorez ne s'était pas encore exprimé en public. Il le fait lors de la session du comité central du 10 mai 1956, à Arcueil. Avant même la présentation du rapport (François Billoux), ce qui n'est pas habituel, il consacre un long développement à l'évolution de ses conceptions : « Il y a une vingtaine d'années, nous avons attiré l'attention sur la formation en cours de la nation algérienne. Aujourd'hui, la reconnaissance du fait national algérien peut seule conduire à une solution du conflit conforme à l'intérêt de l'immense majorité des Algériens de toute origine et à celui de la France.

Nous devons répéter qu'il n'est pas d'autre moyen pour ramener la paix et pour permettre à l'Algérie de décider librement de son sort, y compris [...] de sa présence éventuelle au sein d'une véritable Union française, formée de peuples libres et égaux[32]. » Seuls les esprits subtils auront remarqué l'emploi de l'expression « présence *éventuelle* ». Début d'une réflexion ? En juin, lors d'une conférence interne (mais la presse communiste répercute les propos), Thorez persiste : « Ils sont insensés, ceux qui n'ont pas encore compris qu'un mouvement irréversible entraîne les peuples vers l'indépendance nationale. [...] Il y a en Algérie des interlocuteurs valables et, en premier lieu, ceux qui luttent pour l'indépendance[33]. » Selon une longue tradition communiste, la « nation en formation » était enterrée de fait par son propre concepteur... mais sans y ajouter de dimension autocritique : nous avions eu raison par le passé, nous avons raison aujourd'hui. Un collaborateur anonyme du comité central (ou Léon Feix lui-même ?) notera le phénomène en février 1958, regrettant : « Ce changement n'a été suivi d'aucune explication, d'aucune discussion pour approfondir un problème politique d'une très grande importance[34]. » Le rédacteur s'attaquait ensuite au fond : « Est-ce que la nation algérienne comprend la population européenne d'Algérie ? On doit répondre par la négative à cette question. En effet, il n'y a pas brassage de population entre les deux principaux éléments ethniques, sans parler de l'indice important de la langue. La nation algérienne est présentement arabo-berbère du point de vue historique et ethnique. » Prose qui aurait valu les foudres

de la direction deux ou trois années plus tôt. Et pour cause : elle équivalait à une condamnation, presque terme à terme, du texte thorézien de 1939.

Ainsi, l'évolution du vocabulaire, reflétant un changement fondamental d'approche de la question algérienne, avait été extrêmement rapide : entre février 1939 et le printemps 1955, quinze années de fidélité à la « nation en formation ». Entre la première apparition du mot « indépendance » et l'abandon *de facto* de la précédente théorie, un semestre…

Juillet 1956 : l'article de Jean Dresch comme achèvement d'un processus

Il restait à donner de l'épaisseur historique à cette évolution. Une longue, et souvent brillante, historiographie, attribue à Jean Dresch (« Le fait national algérien », *La Pensée*, juillet 1956) le mérite d'avoir ouvert les yeux à ses camarades du PCF : « C'est dans une revue marginale, *La Pensée,* et sous la plume d'un universitaire, Jean Dresch, qu'on parle du "fait national algérien" [35]. » À toute force faire entrer la réalité dans un schéma préétabli : il fallait qu'un intellectuel, de surcroît non lié à l'appareil, dans une « revue marginale [36] », traçât la route aux politiques. Sans cesse répétée, jamais vérifiée, cette affirmation a pris force de vérité. La chronologie décrite ici dément ce schéma.

La longue connaissance du Maghreb (première mission au Maroc dès 1928), les engagements jamais démentis, la lucidité politique de ce grand géographe ne sont évidemment pas en question : qu'il ait été, dès le début de la guerre, partisan de l'indépendance de l'Algérie ne fait aucun doute ; qu'il ait pensé sans l'exprimer publiquement, sans doute depuis le début, que la théorie de la « nation en formation » était une sottise, est plus que probable. Il reste que son article de juillet 1956 n'a fait que confirmer un mouvement esquissé depuis une année.

Nous avançons l'hypothèse que l'article de Jean Dresch a été une commande de la direction du PCF, consciente des retards accumulés. Il y avait là, pour elle, un double avantage : donner une assise théorique et historique solide à l'évolution de ses conceptions ; mais aussi, moins avouable, se servir du prestige de Dresch, tout à la fois intellectuel de haute réputation, communiste fidèle et homme totalement libre – profil rare à l'époque. L'hypothèse « opération politique » est étayée par la parution de l'article dans *La Pensée*, la seule revue d'obédience communiste qui n'était pas discréditée par une stricte orthodoxie stalinienne, tout en étant solidement contrôlée (son patron était Georges Cogniot, ancien rédacteur en chef de *L'Humanité* au début de la guerre froide, puis secrétaire particulier de Maurice Thorez). L'article de Dresch était d'ailleurs précédé d'un chapeau, probablement rédigé par ce même Cogniot : « Pour compléter la documentation de nos lecteurs sur le problème algérien, nous avons demandé à Jean Dresch, professeur à la Sorbonne, d'apporter des éléments de discussion tirés de l'histoire de l'Algérie. Ils permettront d'y voir

plus clair dans des questions complexes, que la propagande officielle s'évertue à brouiller et à fausser. » Ce « nous avons demandé » corrobore notre hypothèse.

Jean Dresch commençait sa contribution par un rappel historique : « En 1830, lorsque les troupes françaises prirent Alger, il n'y avait certes pas de nation algérienne. Pourtant quelques indices existaient déjà. » Au fond berbère s'était progressivement ajoutée la population arabe. L'islam avait été un ciment fort du sentiment national. Puis étaient arrivés les conquérants français : « C'est sans conteste le colonialisme français qui a forgé la conscience nationale algérienne, comme le capitalisme crée le prolétariat qui le combat et le mène à sa ruine. Mais la prise de conscience fut lente, a été déterminée par une longue suite d'événements intérieurs et internationaux, retardée parce que le colonialisme est ici plus pesant et plus puissant que partout ailleurs. » En supprimant les structures archaïques, en unifiant le marché algérien, le colonialisme avait contribué à l'émergence du sentiment national. En même temps, en refusant tout droit aux Algériens, le système les a amenés à considérer qu'ils avaient des intérêts communs contre les maîtres du moment : « Une nation prend conscience d'elle-même par la lutte commune contre l'étranger. » Dresch n'esquivait pas la délicate question de la place des Européens dans la société algérienne, prenant soin de distinguer les « gros profiteurs » et les « Français établis depuis des générations, Espagnols, Italiens ou Maltais chassés de leur pays par la misère, établis eux aussi sans idée de retour et francisés » qui « ont acquis par leur travail des droits à demeurer sur le sol

algérien où sont enterrés leurs ancêtres et où sont tous leurs intérêts ». Dans l'immédiat, « assez de sornettes et de tromperies ! Elles risquent à brève échéance de mener au désastre et à la ruine de cette minorité qu'on prétend sauver ». Pour conclure : « Il faut se rendre à l'évidence : la nécessité, l'obligation matérielle et morale de cesser le feu et de négocier en reconnaissant seulement, au préalable, le fait national algérien, le droit des Algériens à l'indépendance. Ce seront ensuite les Algériens qui décideront avec les Français des liens qu'il est permis de souhaiter voir maintenus entre la France et l'Algérie ; ce seront les Algériens eux-mêmes qui préciseront leur statut politique, et les rapports entre les deux groupes de population, de statut civil différent, établis côte à côte sur la terre algérienne. » C'était là la conclusion. On aura noté au passage les formules : seuls « les Algériens [...] décideront » les liens futurs avec la France, seuls, ils « préciseront leur statut politique ». Évidente et éclatante prise de distance avec l'Union française, jamais évoquée dans l'article, du reste en cours d'abandon par le PC (voir *infra*).

À partir de 1957, le mot « indépendance » sera omniprésent dans les textes communistes. En janvier, un éditorial non signé des *Cahiers du communisme* évoque les « légitimes aspirations du peuple algérien à l'indépendance », non plus comme un potentiel, mais comme un mot d'ordre immédiat. En mars, Jacques Duclos écrit, pour les lecteurs de *France nouvelle* : « Qu'on le veuille ou non, le problème décisif qui est posé par rapport à la paix en Algérie est celui du droit à l'indépendance du peuple algérien, et c'est de la reconnaissance de ce droit que

dépend la fin de la guerre en Algérie. […] Pour tout homme qui suit attentivement la marche des événements en ne perdant pas de vue les conséquences de la crise générale du système colonial, un fait est certain : rien ne pourra empêcher l'Algérie de conquérir son indépendance. Le problème qui se pose est donc de savoir si l'Algérie deviendra indépendante contre la France ou avec son aide[37]. » Le 9 mars, Pierre Courtade intitule son éditorial de *L'Humanité* : « Le droit à l'indépendance… ou quoi ? » En avril, Marcel Dufriche écrit dans les *Cahiers du communisme* que le « fait national algérien » est désormais « constitué », que la seule « solution juste » est la « reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance[38] ». Et, comme ses camarades, Dufriche « oublie » de citer le Thorez de 1939.

Il y a donc eu une véritable montée en puissance des notions de « fait national » algérien et d'« indépendance ». La direction communiste, une fois convaincue que là était la juste ligne, utilisa tous les supports en sa possession pour toucher les publics qu'elle influençait : *L'Humanité* pour beaucoup d'adhérents et pour la frange la plus proche des sympathisants, *France nouvelle* et les *Cahiers du communisme* pour les cadres nationaux, fédéraux ou locaux, *La Pensée* pour les intellectuels et militants cultivés. On ne peut pas ne pas voir dans ces répétitions ce que l'on n'appelait pas encore une « stratégie de communication ».

Les mots d'ordre : pourquoi « Paix en Algérie ! » et non « Indépendance de l'Algérie ! » ?

Qu'en fut-il dans la propagande de masse ? Là encore, il faut nuancer les affirmations de l'historiographie dominante. Le mot « indépendance » n'y a pas disparu. L'étude minutieuse d'Émilie Roche déjà citée, portant sur les thèmes traités par la presse de l'époque, souligne que, pour ce qui est de *L'Humanité*, 28,8 % des articles mirent en avant « Paix en Algérie » et 11,4 % « Indépendance »[39]. Dans les tracts, on l'a vu, la première apparition du mot date de fin août 1955. Mais cette initiative fait figure d'exception : dans cette forme d'expression, c'est, massivement, « Paix en Algérie » qui s'impose encore alors. Le mot figure en revanche sur quelques affiches[40]. Tramor Quemeneur estime que la première apparition pourrait bien être dans une affiche d'un cercle de l'UJRF de Montreuil, intitulée « Pas de jeunes en Afrique du Nord » dénonçant l'armée qui écrase « par le fer et par le feu le mouvement d'indépendance des peuples coloniaux » (septembre 1955)[41]. Il faut attendre la fin de l'été 1957 pour que le mot apparaisse sur des affiches nationales : « La nation algérienne est une réalité. La seule question : l'Algérie accédera-t-elle à l'indépendance avec l'aide de la France ou contre elle ? » ; « Le seul moyen de faire la paix en Algérie : reconnaître le droit du peuple algérien à l'indépendance » ; « Ce n'est pas vrai que l'indépendance

accordée à l'Algérie serait "le chaos et la régression". La preuve : la Tunisie indépendante a reconnu les droits de la femme (y compris le droit de vote), la suppression de la polygamie, etc. Elle a aboli la monarchie et proclamé la République » ; « Algérie. Une seule solution : reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien et négocier des rapports nouveaux entre l'Algérie et la France » (326 000 exemplaires) ; « Négocions la paix avec le peuple algérien en reconnaissant son droit à l'indépendance » (Un Algérien tient un enfant dans ses bras, 120 000 exemplaires).

Mais il reste que, si ce thème s'impose à partir de 1955 dans le discours communiste à destination des cadres et des militants les plus politisés, il n'est pas systématiquement mis en avant dans la propagande au quotidien, dans les réunions grand public, sur les banderoles, sur les tracts et affiches (malgré les exceptions signalées)… Là, c'est massivement « Paix en Algérie » qui s'impose.

Une première explication plausible, souvent avancée, est la crainte de la censure, voire pire. On l'a déjà signalé. Mais il en est sans doute une autre, plus fondamentale. Faut-il la résumer d'une formule abrupte ? Les Français, dans leur grande majorité, « se fichaient » du droit à l'indépendance du peuple algérien. Ce n'est pas glorieux, mais cela a suffisamment été démontré par diverses études, fondées en particulier sur les sondages et par des témoignages (voir *supra*). Plus grave, ces Français avaient tendance à considérer que les Algériens, qui menaient leur combat et menaçaient donc à tout moment la vie

d’un fils, d’un frère, d’un mari, étaient responsables de la situation. Bien des militants se sont heurtés à cet écueil durant la guerre, et ont tenté de le contourner. Interrogés bien après la fin de la guerre, des délégués CGT des usines Berliet à Vénissieux se souvenaient de ces difficultés : « Cette putain de guerre… on n’y arrivera jamais décidément. […] Nous sommes mal compris. Des camarades de travail qui ont été d’accord avec nous pour demander la paix en Indochine sur la base de l’indépendance ne suivent plus » (Roger Bourdeleau)… « Comment entraîner les travailleurs dans la lutte contre la guerre ? Si l’on met en avant de façon prématurée le seul mot d’ordre d’indépendance, on va se retrouver une poignée, isolés et incompris des autres. Alors, la négociation, la paix, le retour des jeunes, l’utilisation des milliards jetés là-bas à des fins pacifiques, c’est le b.a.-ba de notre propagande » (Albert Rivat) [42] .

Évitons évidemment les généralisations : il va de soi que certains secteurs de l’opinion ont plongé dans l’action antiguerre par humanisme et/ou par internationalisme. Mais ils furent strictement minoritaires. L’historien Pierre Vidal-Naquet (1930-2006), alors particulièrement engagé contre les « crimes de l’armée française », le reconnaîtra plus tard : « Les espérances que nous avions de créer un vrai mouvement d’opinion comparable à l’affaire Dreyfus, qui était notre référence quasi obligatoire, n’ont pas été couronnées de succès. […] On [la masse des Français] espérait le retour du contingent, mais la question des tortures, des exécutions sommaires, des mesures et autres techniques employées en Algérie, on ne peut

pas dire que cela a bouleversé les populations [43]. » Plus de dix années après la fin de la guerre d'Algérie, c'était encore cette distance avec le sort des colonisés algériens qui marquait la mémoire de Vidal : « Ce qui nous a frappés, lorsque j'ai fait publier l'article de Robert Bonnaud [en avril 1957], "La paix des Nementchas [44]", ce fut que nous étions comme dans un édredon d'indifférence [45]. »

L'expression est cruelle. Mais elle est, au moins en partie, fondée. Il est tout de même significatif qu'il ait fallu attendre le récit d'un Européen d'Algérie, *La Question*, pour que la dénonciation de la torture franchît un cran ; or, en mars 1958, lorsque parut le maître livre d'Alleg, on torturait à tour de bras, en Algérie, depuis bientôt quatre ans ; mais les victimes, par milliers, étaient des Mohamed ou des Rachid. Ou que la figure lumineuse du martyr Maurice Audin ait suscité plus d'émotion que les milliers d'Algériens assassinés, restés hélas définitivement anonymes. De la même façon, on y reviendra, les centaines de cadavres algériens du 17 octobre 1961 marquèrent moins les esprits en métropole que les huit martyrs européens de Charonne, trois mois et demi plus tard. L'explication du phénomène peut faire l'objet, à l'infini, de divergences. Mais pas la constatation.

Le raisonnement communiste fut simple, simpliste : il fallait tenir compte de cette donnée, partir de bas (l'indifférence), de très bas (l'hostilité teintée de racisme), pour (tenter de) faire progresser la masse des Français vers la conviction que cette guerre était néfaste ; il était plus facile d'obtenir un consensus

sur « Quelle connerie la guerre ! » (Prévert) que sur « FLN vaincra ! ». Bien sûr, la facilité de compréhension des « masses » ne peut être, pour un parti qui se veut révolutionnaire, le seul critère du choix d'un mot d'ordre. Mais elle doit être, au moins, un critère. D'où la mise en avant systématique d'un mot d'ordre unificateur, « Paix en Algérie ». Sur « indépendance », on pouvait obtenir l'adhésion d'une avant-garde, d'une frange déjà politisée… Sur la « paix » pouvaient se retrouver le prof, l'ouvrier, le retraité et la ménagère, pouvaient agir ensemble, même minimalement, le militant éprouvé et l'homme de la rue qui-ne-fait-pas-de-politique, le lecteur de *L'Huma* et celui de *France-Soir*…

Le drame a été l'opposition entre les deux mots d'ordre. Il y a eu une escalade verbale d'une extrême violence qui, évidemment et heureusement atténuée, persiste encore parfois çà et là des décennies après. Les uns et les autres se sont jeté mutuellement des anathèmes, ont considéré que « Indépendance ! » et « Paix en Algérie ! » étaient des mots d'ordre antinomiques. C'était *l'un ou l'autre*. Comme, de plus, chaque acteur des événements – dans les deux camps –, dans le feu de l'action, n'était pas forcément pourvu d'un sens aigu de la nuance, la polémique a souvent tourné à l'affrontement, parfois à la haine. Les partisans du mot d'ordre « Indépendance ! », contestataires de la ligne ou extérieurs au PCF, ont sans doute considéré les autres militants comme des « tièdes », hésitant devant un mot devenu emblématique, voire des nationalistes honteux. Furieux, ils ont attribué aux directions communiste et cégétiste la mobilisation insuffisante et, finalement, l'échec du

mouvement. À l'opposé, les communistes orthodoxes ont répondu avec un mépris bien dans l'air du temps à cette « gesticulation gauchiste », à cette « impatience petite-bourgeoise », comme l'avait dit Élie Mignot à Mohammed Harbi en 1955 (voir *supra*, chapitre 10). Clara Benoits, militante à Renault-Billancourt, qui a été indissociablement communiste critique et indépendantiste, a vécu ce genre d'accusation : « Petite-bourgeoise, car lectrice du *Monde* », elle était de plus, tare suprême « influencée par des agents de la CIA » (allusion à son mariage avec Henri, militant trotskiste)[46]. « Dans les manifestations, il nous était reproché d'associer le mot d'ordre de "Paix » à celui d'"Indépendance". Lors d'une de nos réunions, à laquelle était convié un responsable du Mouvement de la paix, celui-ci, horrifié par nos propos en faveur de l'indépendance, a quitté la réunion furieux : "Ici, on parle de tout autre chose que de la paix en Algérie. Les intérêts de la France ne sont pas pris en compte"[47]. » Alain Krivine, jeune militant de la JC, fut quant à lui durement remis en place par sa direction : sa fougue, son désir d'action, le firent cataloguer « trotskiste »… ce qu'il devint finalement[48].

Mais on ne saurait renvoyer dos à dos deux fermetures d'esprit. C'est à l'état-major communiste que revient la responsabilité principale. Voulant totalement contrôler ses troupes, il leur a imposé, sans délicatesse particulière, *un* mot d'ordre. Ce faisant, il s'est coupé des éléments les plus déterminés, les plus internationalistes, non seulement de la mouvance communiste, mais de ce que la société française comptait de militants radicalisés. L'épisode des cartes rendues – parfois

spontanément, souvent sur ordre brutal –, voire confisquées, n'appartient qu'en partie au domaine des mesures techniques et à la préservation de l'appareil : symboliquement, les dirigeants imposaient, de fait, à la frange la plus radicale de leur masse militante de renoncer à leur identité politique. Or ces militants se sentaient – étaient – toujours communistes et refusaient à bon droit à quelque hiérarchie que ce fût de leur interdire cette qualité. Certains traversèrent une véritable tempête. On pense à l'historienne Madeleine Rebérioux (1920-2005) qui, après avoir tenu à sa qualité de communiste durant toute la guerre, fut exclue du PCF en 1969, pour une raison qui paraît aujourd'hui totalement absurde : la participation à une revue, *Politique aujourd'hui*, qui n'avait pas l'heur de plaire à la direction [49]. Ou à Martin Verlet, intellectuel communiste de renom, habituellement homme posé, s'emportant soixante ans après contre les anciens membres de la Section coloniale et leur décernant certains noms d'oiseaux difficiles à reproduire ici [50].

Cette pratique eut des effets politiques désastreux. Elle accrédita l'idée qu'on ne pouvait être communiste que d'une seule façon : dire et faire comme le voulait la direction. C'est un constat : le PCF, durant la guerre d'Algérie, a perdu progressivement son aura auprès d'une partie de sa masse militante et, par ricochet, de la frange internationaliste de la population qu'il avait conquise de haute lutte lors du précédent conflit colonial, en Indochine.

L’abandon tardif de la référence à l’Union française

Le droit à l’indépendance de l’Algérie était-il compatible avec le maintien de l’attachement du PCF à l’Union française ? L’utilisation simultanée des deux formules, parfois dans le même texte, jusqu’à l’été 1956, ne manque pas d’interpeller. D’autant que le PCA, lui, avait renoncé *de facto* à cette référence depuis 1949 [51] . Là encore, une interrogation surgit : comment est-il possible que les dirigeants communistes français, qui eurent mille occasions de dialoguer avec leurs camarades algériens, n’aient jamais été convaincus d’abandonner cette notion obsolète avant 1956 ?

Le concept d’« Union française », inscrit dans la nouvelle Constitution de la IVe République adoptée par référendum en octobre 1946, était né dans les derniers temps de la Seconde Guerre mondiale, dans un texte du gouvernement provisoire sur l’Indochine, le 24 mars 1945 [52] , directement inspiré de l’esprit de la déclaration du général de Gaulle lors de la conférence de Brazzaville en janvier-février 1944 du Comité français de la libération nationale (CFLN), consacrée à l’avenir de l’Afrique française. Il n’était donc nullement de paternité communiste. Le PCF l’adopta pourtant lorsque ses représentants siégèrent au gouvernement. Mais le plus étonnant est qu’il maintint cette position durant toute la décennie qui suivit son éviction en 1947, lui ajoutant tout au

plus les adjectifs « véritable » et « fraternelle ». « Une rupture de l'Union française n'apporterait, prédisait Étienne Fajon, qu'une indépendance apparente, prélude à la domination pesante de puissances où les trusts règnent en maîtres, où les conceptions racistes sont en vigueur, où sévit le lynchage des nègres [53]. » Allusion limpide à l'« impérialisme américain » et à ses « vassaux » britanniques et ouest-allemands. Le PCF ne cachait pas ses craintes de voir les États nouvellement indépendants être attirés (ou même tomber) dans leur sphère d'influence. Les intérêts du « camp de la paix » (formule qui recouvrait pour le parti français l'Union soviétique et ses alliés) ne pourraient que pâtir des succès de nationalismes considérés comme incontrôlables et « instrumentalisables » par Washington. Durant toute la période, l'évolution du Sud-Viêt-Nam, devenu quelques mois après la défaite française de 1954 une base américaine, fut citée en exemple. Le raisonnement communiste aboutissait à ce résultat, paradoxal au regard des valeurs de l'internationalisme : une Union française, dont la nature néocoloniale ne pouvait être ignorée, apparaissait malgré tout comme un moindre mal.

Par ailleurs, cette fidélité à la formule « Union française » apparaît comme une manifestation tardive d'un état d'esprit qui figura toujours dans l'appareil conceptuel du mouvement ouvrier français, mais qui explosa sous le Front populaire (voir *supra*, chapitre 4) : cette « France républicaine », cette « fille aînée des Lumières », ce Paris qui avait enfanté la Commune, ce PCF à la longue expérience qui lui avait permis de conquérir une confiance massive de son peuple pouvaient-ils n'avoir

qu'un rôle hexagonal ? Non, certes. Ils pouvaient, ils devaient entraîner vers la libération, à la fois nationale et sociale, des peuples plus « jeunes », moins « aguerris », non pourvus d'une classe ouvrière organisée. Comme on l'a vu, Césaire trouva en 1956 – et cette date n'est certes pas une coïncidence (voir *infra*, chapitre 16) – le mot juste : « fraternalisme ». Dans une *Lettre à Maurice Thorez*, il revint sur cette longue tradition : « Dans le cas de Staline et de ses sectateurs, ce n'est peut-être pas de paternalisme qu'il s'agit. Mais c'est à coup sûr de quelque chose qui lui ressemble à s'y méprendre. Inventons le mot : c'est du "fraternalisme". Car il s'agit bel et bien d'un frère, d'un grand frère qui, imbu de sa supériorité et sûr de son expérience, vous prend la main (d'une main hélas ! parfois rude) pour vous conduire sur la route où il sait se trouver la Raison et le Progrès[54]. » Comment les colonisés, comment les paracolonisés (comme Césaire) qui avaient entamé la lutte contre le système colonial selon leurs propres critères, avec leurs propres armes, auraient-il pu accepter cette logique ?

Le déclenchement de la guerre d'Algérie ne modifia pas immédiatement cet attachement du PCF à l'Union française. En octobre 1955, dans *L'Humanité*, Maurice Thorez fit un court historique de la question[55]. À la Libération, écrivit-il, l'Union française avait été mise en place pour permettre de « régler sur des bases nouvelles les rapports entre le peuple de France et les peuples d'Outre-Mer qui [avaient] été dans le passé rattachés à la France ». Mais la réaction avait ruiné ce projet, notamment en Indochine. Il ne fallait pas rééditer les mêmes erreurs. La négociation « avec les représentants qualifiés des peuples du

Maroc et de l'Algérie, l'entente amiable, [c'était] pour ces deux pays comme pour la Tunisie la seule façon de régler les questions posées par l'histoire. C'[était] le seul moyen de rassembler dans l'Union française [ces] peuples ». Au passage, relevons cette étonnante confusion : le Maroc et la Tunisie, protectorats, et l'Algérie, officiellement trois départements, n'ont jamais été membres de l'Union française créée en 1946 par la nouvelle IVe République. Le raisonnement était assorti de la référence éculée au « droit au divorce n'impliquant pas l'obligation de divorcer ». En début d'année 1956 encore, les spécialistes du parti sur ces questions dépliaient l'argumentaire habituel. Léon Feix dans les *Cahiers du communisme* et Georges Thévenin dans *L'Humanité* choisirent le même titre : « Pour une véritable Union française [56]. » Le 13 avril, lors d'une réunion d'information des militants, Étienne Fajon, membre du BP du PCF, fit de la reconnaissance du « fait national algérien » la condition de la paix, mais ajouta : « Une telle politique [...] ouvrirait largement la voie à un accord librement consenti entre l'Algérie et la France, à la création d'une Union française réelle et prospère [57]. » Les dirigeants du PCF étaient à ce moment dans la plus totale illusion de l'émergence d'un « nouveau Front populaire », suite à la victoire du Front républicain aux élections du 2 janvier 1956, illusion qui présidera au vote en faveur des « pouvoirs spéciaux » attribués par le Parlement au gouvernement pour la conduite de la répression de la révolte nationaliste en Algérie, que nous évoquerons longuement plus loin (voir *infra*, chapitre 16).

Au printemps de cette même année 1956, la direction du PCF annonce aux militants qu'elle convoque un nouveau congrès [58]. Une préparation de congrès obéit alors à un rite précis : d'abord une présentation par la direction d'un texte préparatoire, souvent appelé « Thèses », ensuite une discussion publique dans la presse communiste – est-il utile d'ajouter qu'elle est canalisée par la direction ? –, enfin l'adoption de la « ligne ». Le 9 mai, c'est donc Maurice Thorez qui ouvre la discussion, lors d'une session du comité central. Commentant le projet de « Thèses », il justifie le maintien d'une « véritable Union française formée de peuples libres et égaux ». Il ajoute une phrase troublante : « Nous ne devons pas pour l'instant, nous, abandonner cette formule. Au contraire, nous devons si je puis dire la revigorer dans la lutte contre les autres [59]. » S'il affirme cela, c'est donc que certains au sein du parti, ont proposé d'« abandonner cette formule » ? Nous n'en saurons pas plus. Lorsque le projet est rendu public par *L'Humanité* le 16 mai, l'attachement à l'Union française, qualifiée une fois de plus de « véritable », est réaffirmé (point 21).

Mais à partir de ce moment, la tribune de discussion ouverte dans le quotidien communiste laisse apparaître quelques doutes. Le 7 juin, un certain Alain Menez, adhérent de Lorient, propose que l'on supprime l'adjectif « française » après Union et que l'on parle désormais d'une « véritable union librement consentie ». Une semaine plus tard, le 14, une cellule entière, « Cherche-Midi-Moget » de Paris, émet de « vives réticences » face au maintien du concept même. C'est une fois de plus Léon

Feix qui répond. Le dirigeant communiste propose de maintenir la formule, mais de ne jamais oublier de préciser « véritable ». Beaucoup de nos compatriotes, plaide-t-il, sont encore attachés à cette Union, symbole à leurs yeux d'un « aspect de la sauvegarde de l'intérêt national ». En général, lorsque la direction répond alors à une objection, on peut considérer qu'elle a partie gagné. Le XIVe congrès semble donc se diriger tout droit vers la réaffirmation de l'attachement du PCF à la « véritable Union française ».

Pourtant, c'est le contraire qui se produit. Que se passe-t-il entre l'achèvement du débat interne et le premier jour du congrès (18 juillet 1956) ? Ceci : Léon Feix, inlassable défenseur de la notion en public, mène parallèlement un travail de sape auprès de ses camarades de la direction. Entre sa dernière déclaration publique (14 juin, article cité *supra*) et la première prise de distances retrouvée dans les archives (2 juillet), il ne se passe que deux semaines. La note qu'il envoie au secrétariat ce 2 juillet propose l'abandon pur et simple de l'appellation : « La situation évolue avec une extrême rapidité et certains faits, survenus depuis la discussion du BP [60], m'amènent à penser que la déclaration de ce dernier devrait être reconsidérée [61]. » Quels faits ? La « loi-cadre » sur les colonies françaises de juin 1956 [62], le rejet désormais unanime de la notion d'Union française par les mouvements politiques d'Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et même par les partis politiques métropolitains. En conséquence, Feix proposa d'utiliser désormais les formules « Union entre la France et les

pays d'outre-mer, […] véritable Union des peuples de France et d'outre-mer ». Il fut entendu.

Dans son rapport fleuve lors du XIVe congrès du PCF, le 18 juillet, Maurice Thorez ne prononça même plus la formule « Union française ». Sauf erreur de notre part, aucun délégué ne posa alors de question à ce sujet. Au terme des débats, l'adjectif « française » avait disparu, sans explication politique. Georges Cogniot, un fidèle du secrétaire général, se contenta de constater la disparition progressive du vocable « Union française » dans le discours politique général. Curieuse pratique qui consiste à abandonner, sans explication aucune, une référence politique qui figurait dans tous les textes depuis une décennie, jusques et y compris dans le projet de « Thèses » trois mois auparavant. Feix avait conclu sa note du 2 juillet : « Il ne serait pas juste de nous entêter sur une formule que nous serions bientôt les seuls à utiliser. » Le « parti d'avant-garde » n'avait fait qu'accompagner, sans gloire, l'effacement d'une notion obsolète depuis bien longtemps – sans doute même dès sa conception. De toute façon, cette Union mourra de sa belle mort deux années plus tard, avec l'avènement de la Ve République (qui inventera un autre mot, « Communauté », pour masquer de nouveau le néocolonialisme).

Notes du chapitre

[1] ↑ Dominique Desanti, *Les Staliniens. Une expérience politique, 1944-1956*, Fayard, Paris, 1975.

[2] ↑ René Dazy, *La Partie et le Tout. Le PCF et la guerre franco-algérienne*, Syllepse, Paris, 1990.

[3] ↑ Jean-Louis Hurst, cité par Martin Evans, *Mémoires de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, Paris, 2007.

[4] ↑ *L'Humanité*, 6 novembre 1954.

[5] ↑ Marie Perrot, *L'Humanité*, 14 novembre 1954.

[6] ↑ Raymond Guyot, Assemblée nationale, deuxième séance du 2 février 1955, *JORF*, p. 632.

[7] ↑ Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6.

[8] ↑ Propos rapportés par André Moine, *Ma guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[9] ↑ Ce développement d'après Sadek Hadjerès, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[10] ↑ Ahmed Inal partira effectivement en Algérie en octobre 1955, enseignera un temps à Tlemcen tout en ayant une activité clandestine, puis rejoindra un maquis de l'ALN en avril 1956. Il sera capturé et assassiné par l'armée française le 20 octobre 1956 (voir Leïla Boukli, « L'intellectuel, défenseur des humbles et patriote de conviction : Ahmed Inal, nom de guerre Djaâfar », <frama.link/_4HGUd9u>).

[11] ↑ Larbi Bouhali, « La lutte des patriotes algériens contre le régime colonial », *Paix et Démocratie. Hebdomadaire d'informations politiques*, Vincennes, 3 juin 1955.

[12] ↑ Jeannette Vermeersch, « L'organisation du front unique de la classe ouvrière », *France nouvelle*, 11 juin 1955.

[13] ↑ Marcel Cachin, « En Algérie », *L'Humanité*, 13 juin 1955.

[14] ↑ Cachin appelait les lecteurs à se rendre au meeting contre la « répression en Algérie » à la Mutualité (orateur Jacques Duclos). Comme on l'a vu, le gouvernement

interdit cette réunion, sous le prétexte classique de crainte de troubles à l'ordre public (voir *supra*, chapitre 12).

[15] ↑ Mise en musique d'un poème de Mohamed Laïd Al Khalifa.

[16] ↑ René Henri, « Un témoignage : ce que j'ai vu en Algérie », *L'Avant-Garde*, 3 juillet 1955.

[17] ↑ Jean Faucher, « Pas un soldat du contingent pour la guerre en Algérie », *L'Avant-Garde*, 14 juillet 1955.

[18] ↑ PCF, *L'Humanité*, 23 août 1955.

[19] ↑ Fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55/6).

[20] ↑ Mazza, « Fraternellement unis, les travailleurs français et algériens préparent le XXXe congrès », 20 mai 1955 (cité par Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit.*).

[21] ↑ « En finir avec la répression en Algérie ! », *La Vie ouvrière*, 5 juillet 1955.

[22] ↑ Alain Le Leap, « Guerre ou paix en Algérie. Enquête et conclusions sur le problème algérien », *Les Études du peuple*, n° 501, Paris, 15 février 1956.

[23] ↑ Alain Le Leap, *Données sur le problème algérien*, brochure de la CGT, Paris, 15 avril 1956.

[24] ↑ Marcel Servin, « La situation politique et les tâches du Parti », *France nouvelle*, 3 septembre 1955.

[25] ↑ Marcel Cachin, première séance du 4 octobre 1955, *JORF*, p. 4755.

[26] ↑ Jacques Duclos, deuxième séance du 11 octobre 1955, *JORF*, p. 5006-5010.

[27] ↑ *Ibid.*, p. 5009.

[28] ↑ 12 octobre 1955. Texte reproduit *in* Maurice Thorez, Jacques Duclos et François Billoux, *La France et l'Afrique du Nord*, brochure Éd. France nouvelle, s. d. (1955). On sait que la publication de petites brochures, à l'époque, était un moyen pour les directions de populariser leurs thèses en direction de l'appareil et des militants. Le fait de reprendre le texte de Duclos était donc un signe envoyé au parti.

[29] ↑ Deuxième séance du 13 octobre 1955, *JORF*, p. 5101.

[30] ↑ *L'Humanité*, 14 octobre 1955.

[31] ↑ Étienne Fajon, Discours prononcé le 13 avril 1956 à l'assemblée des communistes de la région parisienne, salle des métallurgistes à Paris, brochure *La Lutte pour la paix en Algérie,* Éd. du PCF, 1956.

[32] ↑ Maurice Thorez, *L'Humanité*, 14 mai 1956.

[33] ↑ « Voici ce que Maurice Thorez a dit aux communistes du Pas-de-Calais », *L'Humanité*, 4 juin 1956.

[34] ↑ « Quelques idées sur la nation algérienne », document dactylographié, non signé, 1er février 1958 (Archives du PCF, fonds Léon Feix, 334 J 1, dossiers divers concernant l'Afrique du Nord, sous-dossier « Léon Feix »).

[35] ↑ Jeanine Verdès-Leroux, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, *op. cit.*

[36] ↑ En réalité, *La Pensée. Revue du rationalisme moderne*, fondée en 1939, a compté dans la vie intellectuelle française de l'après-guerre. Cette revue « marginale » a célébré son quatre-vingtième anniversaire en 2019.

[37] ↑ Jacques Duclos, *France nouvelle*, 7 mars 1957.

[38] ↑ Marcel Dufriche, « Le fait national algérien », *Les Cahiers du communisme*, avril 1957.

[39] ↑ Émilie Roche, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[40] ↑ Voir la reproduction *in* fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF). Les chiffres sont cités par le *Bulletin de propagande* édité par le CC du PCF, n° 12, septembre-octobre 1957.

[41] ↑ Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

[42] ↑ Deux entretiens cités par Jacques de Bonis, « À la recherche du dernier quart d'heure », *in* Henri Alleg (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 3, *op. cit.*

[43] ↑ Bernard Favre et Benjamin Stora, *Les Années algériennes*, Antenne 2, septembre 1991.

[44] ↑ Robert Bonnaud, « La paix des Nementchas », *Esprit*, avril 1957.

[45] ↑ Laurent Theis et Philippe Ratte, *La Guerre d'Algérie ou le temps des méprises*, Mame, Tours, 1974.

[46] ↑ Clara BENOITS, « Persiste et signe, souvenirs d'une militante », *L'Humanité*, 17 novembre 2001.

[47] ↑ Clara et Henri BENOITS, avec Jean-Claude VESSILIER, *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Boulogne-Billancourt*, Syllepse, Paris, 2014.

[48] ↑ Alain KRIVINE, entretien avec l'auteur, Montreuil, 25 avril 2014.

[49] ↑ Voir le récit de cet épisode *in* Jean BRUHAT, *Il n'est jamais trop tard*, *op. cit.*

[50] ↑ Martin VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

[51] ↑ Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, préface à l'ouvrage de William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[52] ↑ *L'Année politique 1944-1945*, Éditions du Grand Siècle, Paris, 1946.

[53] ↑ XIe CONGRÈS NATIONAL DU PCF, *L'Avenir de l'Union française*, Strasbourg, 25-28 juin 1947 (brochure, Éditions du PCF, Paris, 1947).

[54] ↑ Aimé CÉSAIRE, *Lettre à Maurice Thorez*, *op. cit.*

[55] ↑ Maurice THOREZ, « Intervention devant les élèves de l'École centrale du PCF le 10 octobre 1955 », *L'Humanité*, 11 octobre 1955.

[56] ↑ Léon FEIX, *Cahiers du communisme*, janvier-février 1956 ; Georges THÉVENIN, *L'Humanité*, 25 février 1956.

[57] ↑ Étienne FAJON, « La lutte pour la paix en Algérie », *L'Humanité*, 14 avril 1956.

[58] ↑ PCF, XIVe congrès, Le Havre, 18-21 juillet 1956, *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juillet-août 1956.

[59] ↑ Archives du PCF, *loc. cit.*

[60] ↑ Qui avait maintenu l'appellation « Union française » dans les documents préparatoires du congrès.

[61] ↑ Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6.

[62] ↑ Loi votée le 20 juin 1956 à l'initiative de Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer du gouvernement de Guy Mollet. Elle stipulait que les assemblées territoriales des colonies françaises d'Afrique, désormais élues au suffrage universel, avaient des pouvoirs législatifs étendus. Elles élisaient en leur

sein des gouvernements locaux, néanmoins toujours présidés par un haut fonctionnaire nommé par Paris, assisté d'un vice-président, obligatoirement africain.

15. Le PCA en 1956 : les grands engagements

L’année 1956 est celle de la confirmation du basculement de nombreux communistes algériens dans la guerre de libération, certains sous sa forme la plus achevée : la lutte armée. Basculement en partie contrarié par les réticences du mouvement nationaliste, le FLN, qui au même moment est en train d’asseoir son hégémonie sur toute la lutte et entend bien imposer sa loi à ses alliés. En particulier aux communistes, qui vont payer les errements et les hésitations passés de leur parti au moment où ils étaient en train de les analyser eux-mêmes, avec un sens remarquable – et qui aurait dû être remarqué – de l’autocritique.

À partir du printemps 1956, délégués FLN et PCA entrent dans une phase active de négociations, certains militants communistes, déjà montés au maquis ou intégrés dans la lutte urbaine clandestine, paient souvent cet engagement de leur liberté, parfois de leur vie. C’est pourtant cette même année que les participants au congrès clandestin de la Soummam du FLN affirment que le communisme est « absent » de la lutte patriotique.

FLN/PCA : deux options stratégiques divergentes

Bien avant le déclenchement de la guerre de libération, les rapports entre nationalistes et communistes furent marqués par une divergence d'analyse majeure. Les premiers considéraient que le peuple algérien était un « peuple-classe » : « En réalité, avait tranché un congrès du MTLD, il n'y a pas de classes sociales distinctes. [...] Du point de vue social, le pays pris dans son ensemble ne présente pas d'antagonismes de classe [1]. » D'où une hostilité à l'égard de tout ce qui pouvait étayer une analyse de la société algérienne comme traversée d'intérêts divergents. « Il faut mettre en relief le caractère non communiste, non matérialiste du nationalisme algérien [2]. » En cela, ils étaient plus proches du réformisme du bourguibisme que de la radicalité du castrisme. Ce « peuple-classe » ne pouvait en conséquence être représenté que par un mouvement unique – L'Étoile, le Parti du peuple algérien, plus tard le Front – lequel aurait pour seul horizon la conquête de l'indépendance : « L'essentiel était de prendre le pouvoir. Une fois le pouvoir pris, il serait temps de faire la révolution par le haut » (Mohammed Harbi) [3]. Après novembre 1954, le FLN reprit ce raisonnement avec plus de conviction encore, conscient qu'il était de son rôle historique. Tout groupe, toute organisation qui voulait rejoindre le combat patriotique devait se dissoudre dans le Front. Il ne pouvait y avoir d'adhésions

qu'individuelles. Tous les autres courants algériens se rallièrent un à un (les centralistes dès le printemps 1955, de premiers élus UDMA en décembre, les oulémas en janvier 1956, Ferhat Abbas et Ahmed Francis en avril). Tous ? Non. Sauf les messalistes, fidèles au vieux chef, qui entamèrent une lutte à mort contre le Front, qu'ils perdirent. Et les communistes qui, au contraire, cherchèrent une alliance, mais refusèrent tout effacement. Pour les nationalistes, ce refus masquait des arrière-pensées politiques, l'espoir de « noyauter » – le mot fut employé dès la première rencontre par Abbane Ramdane, voir *infra* – le Front. Méfiance qui cachait mal un réel malaise : les communistes n'étaient pas nombreux, mais la densité de leur discours politique, leur discipline, leur longue expérience avaient de quoi inquiéter une organisation encore jeune, aux cadres – en tout cas intermédiaires – peu formés politiquement. D'où ce mélange d'admiration et de crainte [4].

Et le raisonnement frontiste fut étendu à la description de l'Algérie future, exactement sur le modèle de l'Égypte nassérienne. En mars 1960, Lakhdar Bentobal, ministre de l'Intérieur du GPRA, érigea en principe la notion de parti unique, au nom d'une supposée tendance de l'« Algérien » à se tourner « vers l'anarchie. » Après la guerre, il nous faudra donc une « forte discipline [...] : les impératifs de l'édification de la République algérienne après la libération du pays ne permettront pas d'ouvrir librement les portes à la constitution de partis [5] », formule qui ne pouvait, alors, viser que le PCA, aucune autre force politique n'ayant eu la velléité de contester cette analyse. Bentobal aurait ajouté, d'après Sadek Hadjerès :

« Le principal danger, dans l'Algérie indépendante, sera le mouvement communiste [6] . » Dont acte : le PCA, dans l'Algérie indépendante, n'eut que quelques mois d'existence légale [7] .

Le raisonnement des communistes était à l'exact opposé : la lutte pour l'indépendance était le combat commun, et il était de ce fait normal d'unifier les forces de tout le peuple, mais celui-ci était bel et bien traversé par des contradictions de classe ; l'indépendance était le but immédiat, mais n'était qu'une étape. En pleine guerre de libération, le secrétaire général Bachir Hadj Ali écrivit, comme en réponse à Bentobal : « Le peuple algérien a beaucoup réfléchi au problème de l'après-libération. Il a soif d'indépendance, de liberté et de progrès social. Il s'intéresse considérablement aux expériences économiques et sociales des pays libérés du joug colonial. [...] Nous n'avons pas lutté depuis sept ans pour qu'une fois l'indépendance acquise, la terre et les richesses nationales restent, comme en Tunisie et au Maroc, entre les mains des colonialistes, de leurs agents féodaux ou des monopoles étrangers, ou profitent essentiellement à une seule classe sociale, la bourgeoisie [8] . » Il n'était donc pas imaginable que les communistes, dépositaires des intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre – c'est comme cela qu'ils se représentaient en tout cas leur rôle – fussent absents, en tant que tels, dans le combat en cours.

Surmonter les contentieux

Ces divergences des tout premiers temps de la guerre de libération se sont ajoutées au lourd contentieux multidécennal, décrit ici. Pour bien des éléments du Front, les communistes ne pouvaient être des patriotes comme les autres, attachés et dépendants qu'ils étaient au camp soviétique et à son relais français, le PCF. Préfigurant le congrès de la Soummam du FLN d'août 1956 (voir *infra*), Amar Ouamrane avait dit en septembre 1955 au journaliste français Robert Barrat, lors d'une interview retentissante (car la première de ce type) : « Par tempérament, par tradition, par expérience, les Algériens sont hostiles au communisme. Qu'est-ce d'ailleurs, le parti communiste en Algérie ? Une vingtaine de permanents appointés par le PC français, sans influence véritable sur la masse algérienne. Il n'y a pas un seul militant communiste dans nos rangs [9]. » Le colonel Abdelhafid Boussouf, déjà cité, l'homme des services de renseignement de l'ALN, un « anticommuniste comme on ne peut pas faire mieux » (Mohammed Harbi) [10], dénonçait dans les colonnes de l'organe officiel du FLN le PCF qui « n'a[vait] pratiquement rien fait » contre la guerre et accusait les « jeunes militants du PCF et de la CGT » de « participer aux côtés des militants poujadistes aux exécutions sommaires des patriotes algériens, aux incendies et bombardements [11] ». Quelque temps encore, et Frantz Fanon affirmera que, « après le 1er novembre 1954, les communistes algériens [avaient] dénoncé les "terroristes provocateurs", en

d'autres termes le FLN[12] », l'usage des guillemets laissant penser qu'il s'agissait d'une citation. Accusation reprise par une partie de l'historiographie, sans contrôle aucun. Or, sauf erreur ou omission de notre part, le mot « terrorisme » ne fut jamais appliqué aux combattants FLN par les communistes. Que des responsables de haut niveau de l'ALN aient proféré de telles contrevérités peut laisser imaginer ce que pensaient bien des cadres petits et moyens, patriotes ardents, lorsqu'ils voyaient arriver des militants communistes dans les maquis. Ils étaient le plus souvent pas ou peu alphabétisés – héritage du colonialisme – et ils devaient parler avec des militants aguerris, souvent cultivés, maniant le verbe facilement… Ils étaient pour la plupart des paysans et ils recevaient des citadins… Ils avaient une foi profonde, et ils se trouvaient en présence de communistes considérés comme tous athées…

L'état d'esprit des dirigeants communistes algériens était autre. Le Front était considéré comme une « organisation anticolonialiste[13] », certes dynamique et décisive, mais parmi d'autres : « Notre parti salue son apparition dans l'arène politique algérienne, d'autant qu'il a contribué puissamment à redonner à notre peuple le sens de sa dignité et à faire avancer par l'action armée le problème algérien, sur le plan intérieur et extérieur. Nous enregistrons avec plaisir le caractère sain et la maturité politique de son orientation nationale. […] L'attitude des communistes algériens à l'égard du Front et de l'Armée de libération est donc positive, comme elle l'est à l'égard de tout parti qui œuvre de façon conséquente pour la libération. Elle est de coopérer avec le Front et les autres organisations

anticolonialistes au combat commun. » Les choses étaient claires : les communistes se joignaient à la lutte armée, mais entendaient garder leur autonomie politique. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une demande d'intégration des communistes dans les maquis : certains y étaient déjà… « Dès le 1er novembre 1954, de nombreux militants communistes des Aurès et du Sud-Constantinois ont rejoint les premiers maquis qui correspondaient à un large mouvement de masse. Les dirigeants communistes, musulmans et européens, qui ont milité au sein du comité central du PCA s'y trouvent. Certains sont glorieusement morts au champ d'honneur, tel Hamma Lakhdar, tombé à la tête de ses troupes dans les combats d'El Oued. Les communistes ont collecté médicaments, armes, instruments de précision pour les combattants. Ils ont hébergé des militants traqués, aidé les maquis. […] Ils ont participé, au sein des Combattants de la libération, nouvelle organisation militaire, à des actions de sabotage, à des attaques de cantonnement de CRS, à la mise hors d'état de nuire de policiers. » Bilan magnifié ? C'est probable. Mais exagération compréhensible, au moment où les dirigeants nationalistes refusaient tout contact. Pourtant, les services de renseignement français observent bel et bien, et avec inquiétude, un début d'activité communiste. Un « réseau d'obédience communiste sur le point de passer à l'action » pour intégrer « le Front de libération nationale en faveur d'une journée d'action prévue le 2 janvier [14] » est démantelé fin décembre 1955.

Pour forcer le sort, le PCA va frapper un grand coup. Par l'intermédiaire de l'un de ses militants les plus intrépides, qui

répond au nom d'Henri Maillot [15] .

Henri Maillot, « communiste et Algérien »

Le 6 avril 1956, les journaux algériens trouvent dans leur courrier un tract déroutant : « Mercredi 4 avril, jour anniversaire de l'insurrection de 1871, en Kabylie, […] un commando armé des Combattants de la libération s'est emparé, à la suite d'une opération audacieuse, d'un camion d'armes et de munitions. […] L'officier commandant l'escorte, Algérien d'origine européenne, est passé aux forces de la Résistance [16] . » Les militants communistes distribuent même clandestinement ce tract, puis reproduisent le communiqué dans un numéro de leur organe, *Liberté* [17] .

Henri Maillot, né le 21 janvier 1928 à Alger, au sein d'une famille de militants communistes, était actif bien avant la guerre. Il avait même représenté la jeunesse algérienne lors de réunions internationales de la mouvance communiste (FMJD) à Budapest, puis à Bucarest. Lorsque commence la guerre d'Algérie, il travaille comme comptable à *Alger républicain*, tout en livrant occasionnellement au quotidien des articles. En août 1955, il est de passage dans le Constantinois lors de la terrible répression qui suit un soulèvement local. Il écrit à ce propos un article, évidemment censuré. Appelé sous les

drapeaux en octobre 1955, puis engagé (avec l'accord secret de son parti), avec le grade d'aspirant, il est affecté au 57e bataillon de tirailleurs, basé à Miliana. Il décide à ce moment de participer à la lutte armée. Le moment déclencheur est la rencontre, en novembre, avec William Sportisse, qui connaissait Maillot depuis la Libération (activités militantes au sein de l'organisation de jeunesse) : « Henri est venu me voir clandestinement, une nuit, en entrant par une issue dérobée. Il est resté toute la nuit, nous avons discuté. Comme nous étions amis, je pense qu'il se sentait particulièrement en confiance avec moi. Il m'a expliqué qu'il ne pouvait plus continuer à être dans l'armée française : il était Algérien il ne fallait pas qu'il se trouve demain dans une situation impossible. Il voulait participer à la lutte de libération. Il m'a dit qu'il convoyait des armes jusqu'à Alger et qu'il était possible de les détourner. Je lui ai dit que je transmettrais cette information à la direction [18]. » Mission accomplie. Le trio de direction des CDL, Bachir Hadj Ali/Sadek Hadjerès/Jacques Salort, est justement en train de s'interroger sur les modalités du passage à l'acte de l'organisation. À cela deux raisons : une immédiate – marquer les esprits, étendre la lutte – et une plus liée au rapport des forces politiques – faire pression sur les alliés potentiels du FLN. La proposition Maillot va exactement dans ce sens. Une rencontre secrète Maillot-Hadj Ali est organisée en décembre 1955. Les aspects techniques sont mis au point : reconnaissance des lieux, mise à disposition de véhicules, acheminement et caches pour les futures armes volées, planques pour Maillot et pour les militants poursuivis, etc. Dès

lors, l'appareil clandestin se met en place. L'action de Maillot fut tout sauf individuelle ou improvisée [19]. Elle nécessita une préparation minutieuse, demandant la participation d'un réseau dense de camarades sûrs – une vingtaine au total, sous la direction du trio Bachir Hadj Ali/Sadek Hadjerès/André Couronnet.

On a vu que le CC du PCA a adopté le principe de fonder un maquis, dit plus tard « rouge ». Mais pour cela, il faut des armes. La décision du parti et la volonté d'action de Maillot convergent. Le passage à l'acte a lieu en avril 1956. De premiers cadres, Abdelkader Babou, Abdelhamid Boudiaf et Mustapha Saadoun [20], bientôt rejoints par Abdelhamid Gherab [21] et par Maurice Laban, s'installent discrètement dans le douar Medjaja, au nord-est d'Orléansville (aujourd'hui Chlef).

Le mercredi 4 avril 1956 au petit matin, un camion d'armes, sous escorte, quitte la caserne de Miliana. L'aspirant Maillot est, à bord, le plus gradé. Vers midi à Alger, Maillot dit aux hommes de l'escorte qu'ils ont quartier libre pour aller déjeuner. Il reste seul avec le chauffeur du camion, Jacques Domergue. Maillot prétexte alors une visite à sa famille. Les deux hommes quittent la ville avec le camion. Dans la forêt de Baïnem, à l'ouest d'Alger, un commando des CDL (Jean Farrugia, Joseph Grau et Clément Oculi) les intercepte. Le chauffeur est immobilisé, sans violence, puis ligoté. Les armes sont transférées dans une camionnette prête à partir vers le « maquis rouge ». L'opération a duré quelques minutes.

Après le coup d'éclat, Henri Maillot se replie, rencontre Sadek Hadjerès et Bachir Hadj Ali, laisse passer quelques jours dans une planque secrète, revient sur Alger, où son hébergement est assuré un temps chez l'abbé Jean Scotto (1913-1993), puis s'apprête à rejoindre à son tour le « maquis rouge ».

Malgré l'immense retentissement qu'eut alors ce geste, la portée proprement militaire de la prise était relativement modeste : soixante-quatorze revolvers, cent vingt pistolets mitrailleurs, cinquante-huit fusils, des grenades et des munitions [22]. De quoi équiper deux centaines d'hommes, pas de bouter hors du pays l'armée française… Toutefois, en cette période de pénurie d'armes, cet apport ne fut pas négligeable. Les organisateurs répartirent ces armes entre le maquis des CDL et les réseaux FLN, en gage de bonne volonté. L'acheminement fut assuré par les militants communistes des zones d'Alger et de Blida. La réception d'un premier lot par la région algéroise du FLN se fit quelques jours seulement après le détournement du camion [23]. « Ils manquaient vraiment d'armes à ce moment-là. Ça a été un ballon d'oxygène pour eux » (Sadek Hadjerès) [24]. L'autre partie était destinée aux CDL. À Ténès, les époux Donnat et le docteur Massebœuf furent en charge de les transporter jusqu'au maquis de la région montagneuse dite Francis Garnier, animé par Ali Benhamou [25]. Une autre partie fut transportée à Blida par Jean Farrugia et remise au groupe Gherab/Saadoun/Maillot en route vers le maquis de l'Ouarsenis [26].

Dès le 8 avril, l'état-major des CDL revendique hautement l'acte de Maillot. Son auteur s'en explique dans une lettre à la

presse[27] : « L'écrivain français Jules Roy, colonel d'aviation, écrivait, il y a quelques mois : "Si j'étais musulman, je serais du côté des fellaghas[28] ". Je ne suis pas musulman, mais je suis Algérien[29], d'origine européenne. Je considère l'Algérie comme ma patrie. Je considère que je dois avoir à son égard les mêmes devoirs que tous ses fils. Au moment où le peuple algérien s'est levé pour libérer son sol national du joug colonialiste, ma place est aux côtés de ceux qui ont engagé le combat libérateur. La presse colonialiste crie à la trahison. [...] En vérité, les traîtres à la France, ce sont ceux qui pour servir leurs intérêts égoïstes dénaturent aux yeux des Algériens le vrai visage de la France et de son peuple aux traditions généreuses, révolutionnaires et anticolonialistes. [...] Il ne s'agit pas comme voudraient le faire croire les gros possédants de ce pays d'un combat racial, mais d'une lutte d'opprimés sans distinction d'origine, contre leurs oppresseurs et leurs valets sans distinction de race. Il ne s'agit pas d'un mouvement dirigé contre la France et les Français, ni contre les travailleurs d'origine européenne ou israélite. Ceux-ci ont leur place dans ce pays. Nous ne les confondons pas avec les oppresseurs de notre peuple. En accomplissant mon geste, en livrant aux combattants algériens des armes dont ils ont besoin pour leur combat libérateur, des armes qui serviront exclusivement contre les forces militaires et policières et les collaborateurs, j'ai conscience d'avoir servi les intérêts de mon pays et de mon peuple, y compris ceux des travailleurs européens momentanément trompés. »

Maillot est condamné à mort par contumace le 22 mai par le tribunal militaire d'Alger. Début juin, le « maquis rouge » est découvert, grâce semble-t-il à des délations au sein de la population de la région. Le 4, il est encerclé par les soldats du 504e BT, assistés de suppléants musulmans du bachaga Boualam. La disproportion des forces est écrasante. L'assaut commence le 5 au matin [30]. Vers 13 heures, Maurice Laban, Djillali Moussaoui [31], Abdelkader Zelmatt, Belkacem Hanoun [32] qui n'avait pas vingt ans, sont tués au combat. Les versions sur la mort de Maillot diffèrent. Officiellement, il est mort dans les mêmes conditions [33], une « version léchée et reléchée, sans bavure, qui sent son bureau d'action psychologique à cent coudées [34] ». Le 5, l'AFP transmet l'information brute. Le 6, *L'Humanité* annonce avec prudence que « deux Algériens d'origine française » auraient été tués et qu'il pourrait s'agir de Laban et de Maillot. Mais un autre récit parvient rapidement en France et est repris par *France Observateur*, dans son édition du 14 juin [35] : Maillot aurait été pris vivant, pas reconnu immédiatement, puis confié aux gendarmes mobiles venus en renfort. Peu après, un officier lui aurait dit : « Lève-toi, tu peux filer. » C'était son arrêt de mort, et Maillot le savait parfaitement. Il part, mais à reculons, de manière à faire face à ses assassins, puis crie : « Vive le Parti communiste algérien ! » ou « Vive l'Algérie indépendante » (les versions diffèrent).

Dans la journée, les cadavres, comme il est de détestable coutume, sont exposés devant les populations des villages

avoisinants. Seuls réussirent à franchir les lignes françaises Mustapha Saadoun, Mohamed Boualem et Hamid Gherab.

L'« affaire Maillot » en France et la montée de l'anticommunisme

On a du mal à imaginer le choc que fut, pour une partie de l'opinion française, cette découverte : dans cette guerre que le gouvernement, la plupart des hommes politiques, des journalistes présentaient sans l'ombre d'un doute comme la défense d'une « terre française », un homme, au nom de terroir, avait choisi la cause des « rebelles » ! Il leur avait livré des armes pour tuer « nos enfants » ! D'autant que, pratiquement au même moment (18 mai 1956), la France découvrit le spectacle effrayant des morts et mutilés lors de l'embuscade de Palestro, en Kabylie (où vingt soldats français furent tués par une section de l'ALN [36]). Immédiatement, une partie de la presse fit le lien entre les deux événements. Les envoyés spéciaux de *Paris Match* affirmèrent : « C'est avec ces armes que les rappelés [ont] été assassinés », ce qui était un mensonge [37], mais qui ajoutait à l'effroi de la découverte des cadavres. Après la mort de Maillot, l'hebdomadaire consacrera deux nouvelles pages à l'événement, poids des mots (« Le camion de la trahison devient pour Maillot celui du châtiment ») et choc des photos (cinq) à l'appui (16 juin 1956).

Les épithètes les plus infamantes sont alors attribuées à Maillot, la moindre étant « aspirant-félon ». Durant quelques semaines, il sera l'ennemi numéro un, celui qui met en danger toute l'Algérie française. Nul doute, écrit le *Journal d'Alger*, le 6 avril, que la gendarmerie trouvera vite la trace du traître et qu'il tombera sous un chef d'inculpation qui le conduira « à la peine de mort [38] ». Mais l'affaire dépasse de loin un geste individuel : c'est une « nouvelle preuve de la collusion du PC et des terroristes », écrit le même journal [39]. Désormais, plus de doutes, le FLN est un jouet entre les mains du PCA, donc du PCF, voire de Moscou. *Le Figaro* voit là un « plan du Kominform [40] »… lequel est pourtant en sommeil depuis la mort de Staline en 1953 et, coïncidence, est précisément dissous le 17 avril 1956.

Comment vont réagir les communistes de métropole ? Cet épisode marque sans aucun doute un pic dans les différences d'analyse du PCA et du PCF. L'opération a été montée par la direction du premier sans consultation aucune du second. Impossibilité technique ? Ou plutôt constat désabusé de la divergence ? La confrontation des dates est parlante : 12 mars 1956, vote des pouvoirs spéciaux par le PCF (message : la paix en Algérie par l'évolution de la situation politique en métropole) ; 4 avril, organisation d'un vol d'armes par le PCA (message : l'indépendance de l'Algérie passe par la lutte armée sur place)… L'opération Maillot contrarie donc la stratégie de la place de Châteaudun : surtout, ne pas heurter l'allié potentiel, la SFIO, qui justement à ce moment hurle avec les loups. La presse communiste est, dans un premier temps, d'une grande

discrétion. *L'Humanité* du 6 avril signale l'évasion d'un « aspirant de réserve qui conduisait le convoi », qui « aurait obligé le chauffeur » à s'arrêter. Mais elle ne donne pas de nom, alors que la presse proguerre évoque déjà abondamment Maillot. Ce n'est que le 14 avril que le quotidien communiste fait apparaître son nom. En interne, comme par réflexe conditionné, le mot « provocation » vient dans la bouche de Léon Feix [41], qui pourtant connaissait personnellement Maillot.

La publication intégrale, dans *L'Humanité* du 18 avril, de la lettre de l'aspirant (« Je ne suis pas musulman, mais je suis Algérien, d'origine européenne… ») est le signe d'un changement d'attitude, on ne sait à la suite de quels débats internes et/ou d'un effort de persuasion du PCA auprès du PCF. Dès lors, autant la première réaction avait été distante, autant le PCF fait preuve d'un certain courage politique. Lorsque la mort au combat de Maillot est connue en France, le PCF a (timidement il est vrai) entamé l'évolution qui l'amènera à renoncer aux illusions du vote en faveur des pouvoirs spéciaux. C'est justement le 5 juin, jour de la mort de Maillot, que le groupe, rectifiant le choix du 12 mars, s'abstient dans un vote de confiance au gouvernement Mollet. Lorsque l'annonce de la mort de l'aspirant arrive en France, le quotidien communiste reprend un récit publié dans *France Observateur*, y compris le cri final, « Vive le Parti communiste algérien ». Ayant abandonné désormais toute réserve, *L'Humanité* publie le même jour un communiqué du PC algérien : « Son geste historique a marqué de façon éclatante la participation d'Algériens d'origine européenne au combat pour la libération

de la patrie commune, […] un combat juste et exaltant au cours duquel se forge aujourd'hui la jeune nation algérienne[42]. » Numéro évidemment saisi.

Cette affaire provoque une crise d'une violence inouïe. Comme il en a l'habitude, Guy Mollet sonne la charge : « Pour un Maillot, il y a des milliers de jeunes […] qui, tous, je dis bien tous, une fois en Algérie font leur devoir avec un héroïsme, avec une compréhension de leur tâche de paix qui force l'admiration de la nation[43]. » Le *Journal officiel* note : « Applaudissements sur de nombreux bancs à gauche, au centre et à droite. » Au terme de ce débat, Édouard Depreux, au nom du groupe socialiste, pose la question de confiance au gouvernement avec un texte comportant cette formule : « Que soient sévèrement réprimées toutes propagandes de défaitisme et de démoralisation qui constituent une trahison à l'égard de ceux qui combattent[44]… » Le paradoxe est que ce même Depreux, quatre ans plus tard, devenu secrétaire général du PSU, aurait pu être victime de ce texte…

« Comment désormais appeler les gens du PCF, s'interroge gravement *Le Populaire de Paris*, l'organe de la SFIO. "Communistes" ? C'est un nom trop beau pour eux. "Staliniens" ? Ils ont l'air moins sûrs du génie du "petit père des peuples". Appelons-les "Maillotins", et leur journal l'"organe central des Maillotins"[45] ». Un temps, le journal socialiste sera écouté : les communistes français devinrent tous des « Maillotins ». Plusieurs incidents de séance, à l'Assemblée nationale, pourraient figurer dans une anthologie des grandes

engueulades parlementaires. Des débats, marqués de quolibets et d'insultes, opposèrent deux blocs soudés : d'un côté, les députés communistes, en face… tous les autres. L'ère n'était pas aux nuances : rappelons que, quasi simultanément, les Soviétiques intervenaient en Hongrie [46], approuvés par le seul PCF, et les Anglo-Franco-Israéliens entreprenaient la reconquête du canal de Suez, dénoncés par le même PCF toujours aussi isolé (voir chapitre suivant). Le 17 octobre, devant les députés et des membres du gouvernement, dont Mollet et Lacoste, Jeannette Vermeersch salue la « lutte héroïque du parti communiste algérien ». Interrompue par l'ancien ministre socialiste Eugène Thomas (« Pour assassiner des Français ! »), elle jette à la figure de tous les députés non communistes déchaînés : « Maillot est un Algérien (mouvements divers), oui, il est un Algérien comme Blanche Moine [47], il est Algérien comme des musulmans, comme des juifs d'Algérie, comme des Espagnols d'Algérie. Ils sont tous des Algériens. » Après des protestations innombrables, dont celle du président de séance, Robert Bruyneel, député Républicain indépendant (« Madame, vous faites ici l'apologie de la trahison »), elle reprend, imperturbable : « Ils sont tous des Algériens qui luttent pour leur liberté, pour le droit du peuple algérien à gérer ses propres affaires. »

Cet épisode va d'ailleurs être à l'origine d'un échange étonnant à la direction du PCF [48]. Le lendemain, 18, se tient une session du comité central. Maurice Thorez prend ses distances avec le comportement de sa compagne : « En dépit de la peine que ça me fait, je pense que le discours de Jeannette dans son

ensemble ne me paraissait pas dans sa dernière partie suffisamment au point. […] J'ai eu l'impression que Jeannette n'était pas en forme, […] qu'elle était fatiguée ou pas sûre d'elle, […] qu'elle avait répondu dans un moment d'énervement. » On peut imaginer la stupeur au sein de l'assistance. Mais la seconde surprise – quand on connaît les pratiques internes d'alors – est que les autres membres du CC approuvent, eux, le discours vermeerschien. Raymond Guyot déclare qu'il faut « résister aux pressions de l'adversaire » (ose-t-il insinuer que Maurice n'est pas dans ce cas ?), d'ailleurs, de nombreux camarades et lui-même ont lu la lettre de Maillot dans des réunions publiques, et ils ont bien fait. Le très fidèle Étienne Fajon qualifie le discours de la députée de « juste » et répondant à une « question importante sur laquelle l'ennemi nous attaque depuis longtemps », puis se permet même un camouflet : « J'ignore si la camarade Jeannette Vermeersch était plus ou moins en forme et je n'en ai cure parce que ce n'est pas la question. » Le compte rendu n'évoque pas une réponse de Thorez.

Le 7 novembre 1956 est un jour de paroxysme [49]. Dans la rue : 30 000 manifestants, derrière tous les hommes politiques, de François Mitterrand à Georges Bidault, défilent et protestent contre l'intervention en Hongrie ; une partie d'entre eux, dont des parachutistes en uniforme, se dirige vers le siège du PC, le prennent d'assaut, se rendent maîtres du rez-de-chaussée, allument un incendie, attaquent ensuite le siège de *L'Humanité*. Trois personnes sont tuées, des dizaines sont blessées. La fièvre est de même nature, en moins violent tout de même, à la

Chambre [50]. C'est un député du MRP, Fernand Bouxom, apostrophant les « amis de Maillot », qui met le feu aux poudres. La suite est consignée dans le *Journal officiel* [51] :

> « À l'extrême gauche : Vive Maillot ! (Vives protestations à gauche, au centre, à droite et à l'extrême droite. Bruit.)
>
> « M. le président (André Le Troquer, SFIO) : M. Calas a dit : "Vive Maillot !"…
>
> « Au centre et à droite : C'est Ramette ! (À ce moment, de la gauche à l'extrême droite, les députés se dressent et crient : "Assassins ! Assassins !")
>
> « M. Eugène Thomas (député SFIO) : Bande de salauds !
>
> « M. le président : M. Thomas, je vous en prie ! Encore une fois, j'invite tous nos collègues à s'asseoir. J'avais cru que l'auteur de l'interruption était M. Calas. Je m'en excuse auprès de lui. C'était M. Ramette ; il en a fait l'aveu.
>
> « M. Arthur Ramette : Oui, c'est moi ! (Exclamations au centre, à gauche et à droite.) Sur de nombreux bancs : Exclusion ! Exclusion !). […]
>
> « M. le président : Le propos tenu par notre collègue est indigne d'un député français (Applaudissements de la gauche à l'extrême droite.)
>
> « M. Michel Raingard (député Républicain indépendant) : Ce n'est pas un député français, c'est un valet de Moscou !

« Voix nombreuses à droite : Qu'il sorte ! »

Le président rappelle alors que, selon le règlement, un député menacé d'être censuré et expulsé a le droit d'être entendu. Arthur Ramette reprend alors la parole : « Mesdames, Messieurs, on a crié à notre adresse : "Maillot !" Nous considérons, nous, communistes, que Maillot a accompli son devoir. (Vives protestations de la gauche à l'extrême droite. Sur ces bancs, de nombreux députés se lèvent et crient : Assassins ! Assassins !) Je dis que Maillot a accompli son devoir de patriote algérien en se battant aux côtés des musulmans, des Algériens luttant pour l'indépendance nationale. » Après de nouvelles invectives (« Crétin de base ! Peau-Rouge ! »), Ramette est effectivement expulsé [52].

Durant des mois, désormais, lorsque les orateurs communistes se présentaient à la tribune de l'Assemblée pour dénoncer la guerre, ils étaient interrompus, insultés. Ou plaints : une députée socialiste, Germaine Degrond, s'adressant à ses collègues communistes femmes, leur demande : « N'y a-t-il rien dans votre cœur ? Le communisme a-t-il éteint en vous ce qui est l'essence même de notre féminité : le dévouement, la bonté, la douceur ? » Comment est-il possible que vous ayez « trouvé des mots d'une sentimentalité sans grandeur pour larmoyer sur le sort du traître Maillot » et que vous n'ayez pas un sentiment de compassion pour les milliers de martyrs de Budapest [53] ? L'« aspirant-félon Maillot » disparut pourtant ensuite assez rapidement de la une de l'actualité, remplacé par l'« ouvrier-terroriste Iveton », arrêté en novembre (voir *infra*). Nouvelle

occasion pour la droite et les socialistes de dénoncer les communistes.

Les premiers contacts PCA-FLN et l'accord de juillet 1956

Dans les dix-huit mois qui suivent le 1er novembre 1954, on l'a vu, la quasi-totalité des forces patriotiques algériennes se rallient au FLN. Ne restent alors, hors de son contrôle, que deux forces : le MNA et le PCA. Mais, bien sûr, pour des raisons radicalement différentes : les messalistes cherchent à détruire le FLN, les communistes à le rejoindre.

Le premier contact n'est pourtant établi que fin avril-début mai 1956 [54] : les dirigeants du Front acceptent une rencontre immédiatement après le succès de l'opération Maillot – et bien sûr ceci entraîna cela. Chez le docteur Mokrane Bouchouchi, rue d'Isly, au cœur d'Alger, Abbane Ramdane [55] et Benyoucef Ben Khedda, du FLN, rencontrent donc Bachir Hadj Ali et Sadek Hadjerès, du PCA. Les émissaires du Front sont partagés : si l'opération Maillot, on l'a dit, avait décrispé les relations, le vote des pouvoirs spéciaux par les députés communistes français, pratiquement au même moment (12 mars), avait introduit plus qu'un malaise. Leurs camarades algériens désapprouvaient – évidemment – ce vote, mais ne pouvaient, solidarité oblige, le dire trop ouvertement. Une cause de méfiance conjoncturelle,

mais qui eut sur le moment une importance considérable. C'est donc en partant de positions éloignées – qui ne purent jamais se rapprocher totalement – qu'eurent lieu les rencontres.

Dès le premier entretien, le ton est parfois vif. Abbane, le premier, exprime un ressentiment : les communistes déjà montés au maquis sont accusés de vouloir exercer une influence politique. « Détail » sordide, le premier accusé, Laïd Lamrani, est mort à cette date, exécuté dans les maquis par ceux dont il voulait partager les combats. La triste nouvelle a même été annoncée par la *Dépêche de Constantine*, le 24 décembre 1955 [56], mais on peut imaginer qu'Abbane ne le savait pas. Le second mis en cause est Abdelkader Choukal. Les maquisards ont trouvé sur lui sa carte du PCA. Abbane commente : « On ne veut plus de ces choses-là. […] Les communistes veulent noyauter le mouvement. » Réponse vive des délégués communistes : « Nos camarades, comme tous les Algériens, veulent se battre. […] Nous ne voyons aucun intérêt à noyauter vos organisations, ni pour nous-mêmes ni surtout pour notre cause commune. » Ce début de polémique visait à introduire l'exigence majeure du Front : l'autodissolution du PCA. Réponse des communistes : « Nous comprenons bien l'importance d'une organisation et d'une discipline monolithiques pour tout ce qui concernait le combat et les structurations militaires. Nous estimons cependant qu'en ce qui concerne la mobilisation et l'éducation politiques, elles gagneraient plutôt à se réaliser dans des formes plus larges, plus rassembleuses et par là même plus efficaces. On ferait ainsi de l'autonomie d'opinion et d'expression des

organisations qui le souhaitaient, un levier supplémentaire de rassemblement. » Hypocrisie ou suprême malice, les délégués communistes savaient bien qu'à ce jeu de « la mobilisation et [de] l'éducation politiques », ils avaient quelques longueurs d'avance. Vient ensuite la question des armes de Maillot. Les communistes, on l'a vu, proposent d'en livrer une partie à l'ALN. Ce qui a comme effet immédiat de détendre l'atmosphère. Par ailleurs, une coopération « technique » entre FLN et CDL (y compris des groupes urbains de ces derniers, palliant opportunément la faiblesse du Front, à ce moment, dans les villes) est décidée.

Deux semaines plus tard, les mêmes acteurs se retrouvent chez un couple de militants chrétiens sympathisants, Éliane et Jacques Gautron, toujours à Alger. Puis pour une troisième rencontre, début juin, cette fois chez des militants communistes non repérés, les Servetti. Finalement, ce sera, le 1er juillet 1956, l'annonce officielle de l'intégration de tous les combattants des CDL, maquisards ou clandestins urbains, au sein de l'ALN. Les communistes déjà présents dans cette armée ou ceux qui étaient amenés à la rejoindre durent couper tout lien organisationnel avec le PCA. Incontestable victoire de la stratégie intégrationniste du Front. Mais, vu la disproportion des forces – y compris militaires –, recul réaliste de la part des communistes algériens. Ces derniers connaissaient trop les méthodes expéditives de leurs alliés en cas de divergences.

Gaston Donnat, qui ravitaillait un petit maquis des CDL dans la région de Ténès et qui avait pour cela constitué un stock

d'armes, se souvient avoir reçu la visite du responsable local du FLN, Eddaikra, un « garçon charmant et très sympathique, très près de nous », qui lui dit : « Je suis chargé d'une mission bien désagréable auprès de vous ; bien sûr, je ne le fais pas à titre personnel. On sait que vous avez des liaisons avec le PCA. Or vos groupes armés agissent dans le secteur et, à l'échelon supérieur, l'ALN n'accepte pas ces actions. Elle seule doit mener la lutte armée. Dans la région de Ténès-Orléansville, l'ALN est décidée à liquider à n'importe quel prix tous les groupes armés non structurés en son sein, aussi bien ceux du PCA que ceux du MNA. Pour le FLN-ALN, il n'y a qu'une solution : dissolution des groupes, remise des armes à l'ALN, intégration à titre individuel, s'ils le désirent, des membres de votre groupe aux unités de l'ALN [57]. » On ne plaisantait pas avec l'ALN : ce « diktat [58] » équivalait à une menace de mort. Un refus aurait équivalu à l'exécution de la menace : « Liquider à n'importe quel prix. » Les maquisards messalistes l'apprirent à leurs dépens [59]. Mais cette acceptation ne signifia jamais, pour le PCA, un renoncement à son expression politique autonome. Jusqu'au terme de la guerre, il publiera un organe clandestin, *Liberté* – qui avait repris le nom de son ancien hebdomadaire –, paraissant le plus souvent sous forme de bulletins ronéotés d'une ou plusieurs pages (quarante-six numéros entre octobre 1955 et février 1962) [60], publiant des communiqués, commentant l'actualité, marquant sa différence.

Par ailleurs, les négociateurs FLN exigèrent la plus totale confidentialité sur les entretiens et les accords, craignant sans doute les accusations de l'aile anticommuniste de

l'organisation, mais aussi de ses alliés à l'Ouest. Ce qui amena un envoi de deux lettres des communistes au FLN, les 12 juillet et 17 août 1956, où la diplomatie n'était pas la note dominante : « Votre argumentation peut à notre sens se résumer ainsi : publier cette lettre [celle du 12 juillet, décrivant les premiers contacts], c'est faire connaître officiellement la coopération entre le FLN et le PCA, ce qui, d'après vous, aurait comme conséquence d'aliéner à la cause algérienne certaines sympathies dans les pays à gouvernement anticommuniste ou hostile aux communistes. Cela ralentira et l'achat d'armes et leur acheminement vers l'Algérie. Cette argumentation ne nous a pas convaincus [61] . »

Est-ce ce refus de l'alignement complet qui explique le ton très accusateur de la plateforme adoptée par le FLN le 20 août 1956 lors de son congrès clandestin de la Soummam, pourtant tenu quelques semaines seulement après l'accord FLN-PCA ? Un des paragraphes les plus repris de la plateforme fut intitulé rageusement : « Le communisme absent ». On sait aujourd'hui que son principal (ou unique ?) rédacteur fut Amar Ouzegane, ancien dirigeant historique du PCA dont il avait été exclu en 1948 (voir *supra*, chapitre 6) et qui avait donc quelques comptes à régler [62] … « Absent », le communisme ? Ce texte fut adopté alors même que des communistes, certes en petit nombre, étaient bien présents dans les maquis, y souffraient et mouraient comme leurs frères de combat. Évoquer, comme le faisait la plateforme, une « collusion imaginaire » FLN-PCA au lendemain d'un accord entre les deux organisations était d'une rare mauvaise foi. Et attribuer le manque d'engagement dans la

lutte du PCA à « la prépondérance en son sein d'éléments européens » aux « convictions nationales algériennes artificielles », au lendemain de la mort de Maillot et de Laban (le 5 juin précédent), au moment où d'autres Européens communistes montaient au maquis – où devaient mourir, outre les héros cités, Georges Raffini, Raymonde Peschard, d'autres encore – ou préparaient les conditions de la guérilla urbaine – qui coûta la vie à Fernand Iveton – était à la limite de l'indécence. À laquelle s'ajouta une perversité : les communistes pouvaient difficilement se défendre, les dirigeants du FLN ayant exigé (verbalement !) que les accords et les courriers amicaux échangés, encore tout frais, fussent tenus secrets. Le PCA, accusé sans pouvoir se défendre, attendit une année avant de rendre publics ces courriers [63] .

Les suspicions, puis les violences fratricides, du FLN contre les communistes algériens

Le sectarisme fit alors des ravages. On sait aujourd'hui qu'il fut souvent exigé des communistes ralliés au FLN des professions de foi abjurant leur parti – ce qui n'était évidemment nullement prévu dans les accords FLN-PCA, comme en témoignera par exemple la militante du PCA Jacqueline Guerroudj : « Ils [les cadres algérois du FLN] ont exigé, non pas une lettre de

renonciation à toute appartenance et à tout contact avec le PCA jusqu'à l'indépendance, ce qui aurait été normal, mais une lettre de répudiation dans laquelle ils devaient motiver ce reniement par une critique de leur ancien parti pour pouvoir être intégrés dans le FLN. En ce qui me concerne, […] je n'étais pas prête à signer un tel reniement. C'était un sujet d'une actualité brûlante au moment de mon arrestation [en janvier 1957], qui tombait à point nommé pour m'éviter le dilemme[64] ! » Un demi-siècle plus tard, cette pratique n'empêchera pas certains responsables algériens, comme Ali Haroun, d'exhiber ces lettres comme « preuves » de la « trahison communiste[65] ». « Beaucoup de militants, et *a fortiori* du PCA, poursuivait Jacqueline Guerroudj, se sont vu refuser l'attestation de militantisme qu'ils n'ont obtenue que longtemps après. Seul le militantisme au sein du FLN était reconnu, et l'intégration des CDL n'était admise qu'avec réticence. » Jacqueline Guerroudj prend cet épisode avec un recul teinté d'humour : « Sur mon attestation communale de militantisme, la période prise en compte (validée) commence le jour de mon incarcération (28 janvier 1957), la ligne "*fiday*" [ou *fidaya*, combattante] restant vierge : j'aurai donc été condamnée à mort sans avoir rien fait auparavant qui le justifie. Joli paradoxe. »

Mais dans d'autres cas, les drames guettaient[66]. Il y a eu comme une graduation dans la suspicion envers les communistes algériens, puis dans leur mise à l'écart. La première manifestation fut l'éviction des postes de responsabilité auxquels leurs compétences et leur expérience

les avaient conduits, comme Noureddine Rebah et Mustapha Saadoun, commissaires politiques, désarmés brusquement et sans explications en mars 1957. Rebah trouva ensuite la mort dans un affrontement avec l'armée française en septembre. Saadoun, communiste depuis 1945, rescapé du « maquis rouge » de Maillot (5 juin 1956), littéralement promené d'un poste à l'autre sans possibilité de combattre, fut finalement envoyé sur ordre au Maroc ; devant sa surprise, l'émissaire qui lui remit l'ordre répondit : « Je te donne un conseil de frère, pars. Si tu restes, je ne réponds de rien. » La même mésaventure arrive à Abdelhamid Boudiaf un an plus tard, « pour lui éviter le pire [67] ». Amer, on le serait à moins, Sadek Hadjerès écrira bien plus tard : « Ce ne fut pas, pour l'ensemble des acteurs communistes, une mince affaire face à la double pression subie à la fois du côté colonialiste (normal et inévitable) et du côté d'un certain nationalisme (pas si normal et qui aurait gagné à être évité). Ces deux pressions étaient différentes et asymétriques dans leur nature. Mais dans leur expression physique et morale, elles étaient parfois aussi insoutenables les unes que les autres [68]. » Abdelhamid Boudiaf rédigea un rapport sévère sur l'ostracisme dont lui et ses camarades étaient victimes [69]. La direction du PCA alerta à plusieurs reprises la direction du FLN à ce propos [70]. Sans résultat.

Mais il y eut pire : les assassinats de militants au maquis. Certes, les communistes furent loin d'être les seules victimes de ces pratiques de certains dirigeants de l'ALN, qui firent des milliers de morts dans les maquis. Les purges sanglantes décidées par ces derniers, pour des motifs qui pouvaient aller d'« activité

contre-révolutionnaire » à « achat de tabac ou de vin », en passant évidemment par « mœurs contre nature », furent une plaie tragique de la guerre de libération. Et elles atteignirent dans certaines zones et à certaines périodes un caractère de masse, comme l'ont établi bien des études historiques [71]. Dans le cas des communistes, les assassinats se voulaient à base de justification politique : il y eut bel et bien des ordres d'exécutions sommaires. Dans d'autres cas, des petits chefs dotés de grands pouvoirs, par haine irrationnelle, agirent de même. La liste, non exhaustive, est douloureuse : l'avocat Laïd Lamrani, le docteur Salah Mohand Saïd, Roland Siméon, André Martinez, Georges Raffini, le docteur Georges Counillon (celui-ci, adjoint de Fanon à l'hôpital de Blida, monté au maquis dès l'été 1955, à la demande expresse de Larbi Ben M'hidi, car les médecins manquaient cruellement), Abdelkader Belkhodja, très probablement d'autres, moins connus [72].

Dans un roman fondé sur une documentation historique sérieuse, Tahar Ouettar décrit la montée de l'intolérance au sein des maquis puis l'exécution de Georges Counillon, Laid Lamrani, Georges Raffini, André Martinez, Abdelkader Belkhodja et Roland Siméon [73]. Pratique confirmée par son préfacier, Henri Alleg, qui déplore cette « purge anticommuniste, dans les maquis de l'Aurès ». Un autre dirigeant de premier plan, Abdelhamid Benzine, ayant décidé de rejoindre un maquis de l'Aurès, sera prévenu à temps qu'une « période d'égorgements » était en cours. D'autres, enfin, eurent la vie sauve grâce à l'intervention de cadres FLN. Noureddine Rebah et Hamid Allouache furent convoqués, dès

leur arrivée au sein de l'ALN, devant une assemblée de cinq cents maquisards et sommés d'abjurer publiquement leurs idées politiques. Ils refusèrent. « Cet attachement à notre idéal nous conduisit immédiatement à "la fosse" [74]. Omar Oussedik, en homme politique avisé, intervint *in extremis* [75]. » Ceux qui perdirent la vie lors de ces purges sordides furent déclarés « morts au combat ». Longtemps, cette légende dorée fut entretenue, tant par l'historiographie FLN que par celle du PCA. Si la triste réalité est à présent connue, certains sites algériens (et même certains anciens dirigeants du FLN reconvertis en historiens) citent toujours ces morts comme des victimes du colonialisme français. L'expression consacrée est : « Tombés en martyrs lors d'un accrochage. » Fort heureusement, cette question, longtemps taboue dans ce pays, y est à présent abordée [76].

Un cas particulier peut être évoqué, celui de René Vautier (1928-2015), le « petit Breton à la caméra rouge [77] ». Particulier, car ce communiste atypique, critique – d'aucuns diraient marginal –, auteur avant la guerre d'Algérie d'*Afrique 50* (1950), passé à la postérité comme le premier film anticolonial français, s'engagea très vite en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Parti en 1956 en Tunisie afin d'y rencontrer la direction du FLN, il tissa des liens forts d'amitié avec Abbane Ramdane. Il obtint l'autorisation de filmer les maquisards aux confins algéro-tunisiens, mais refusa d'être salarié du FLN [78]. Le cinéaste repartit un temps en Allemagne de l'Est pour monter son œuvre. Communiste atypique, avons-nous dit : oui, mais communiste tout de même. À ce titre, certains le virent

d'abord comme un adversaire politique. Alice Cherki, l'amie devenue la biographe de Frantz Fanon, cite à ce propos un mot cruel : Fanon affirmait qu'il était inimaginable que le FLN laisse Vautier maître d'images qu'il pourrait utiliser plus tard : « En période révolutionnaire, on ne peut pas prendre le risque de faire confiance à quelqu'un qui n'est pas dans nos rangs [79]. » Cet état d'esprit explique l'accueil glacial que reçut de la part des cadres du FLN à Tunis le film monté à son retour en 1958, *Algérie en flammes*, pourtant à la gloire de la lutte armée. Circonstance aggravante, il ignorait alors le sort tragique d'Abbane Ramdane, assassiné en décembre 1957 par des sbires du colonel Abdelhafid Boussouf. Doublement suspect, Vautier fut arrêté en mai 1958 sur ordre de ce même Boussouf, de Belkacem et de Bentobal (les « trois B »), emprisonné en Tunisie et même torturé par des membres de l'ALN [80]. Il ne fut libéré qu'en juillet 1960.

Une bien triste confirmation de cet état d'esprit sera observée dans l'Algérie indépendante. Certains combattants de la première heure, comme Mustapha Saadoun, furent arrêtés immédiatement [81]. Henri Alleg a pour sa part souvent raconté comment, après les accords d'Évian (il était alors à Prague, après une évasion spectaculaire), il écrivit aux autorités provisoires de l'Algérie, encore à Tunis, pour revenir au pays et mettre en place la reparution d'*Alger républicain*. Pour toute réponse, il reçut… une visite : un émissaire du GPRA lui fit part de l'hostilité des nouvelles autorités à son projet. Comme il insistait, l'émissaire lui glissa : « Tu sais, les assassinats politiques resteront longtemps la norme pour régler certains

problèmes en Afrique[82]. » Mais Alleg n'était pas homme à plier : il rejoignit Alger en juillet 1962, sans autorisation. Le moins que l'on puisse écrire est qu'il n'y fut pas accueilli avec un grand enthousiasme. Il était toutefois difficile de toucher un cheveu de ce soutien devenu célèbre de la guerre de libération. C'est finalement le 17 juillet qu'enfin le quotidien anticolonialiste reparut. Mais, jusqu'en juin 1965, sous contrôle. Parallèlement, en novembre 1962, le PCA fut dissous (pour la troisième fois, donc : septembre 1939, par la IIIe République ; septembre 1955, par la IVe).

En 2016, les communistes algériens ont fait remarquer, avec l'amertume que l'on peut imaginer, qu'ils ont connu la clandestinité durant trente-neuf ans, dont vingt-sept dans l'Algérie indépendante[83]. En juin 1965, lors du coup d'État militaire de Boumediene, *Alger républicain* sera de nouveau interdit, « par un *oukase* du gouvernement algérien en tous points semblable à celui de Lacoste en 1956 » (Mohamed Benchicou)[84]. Une nouvelle ère d'exils pour certains, de clandestinité et de douleur pour bien d'autres, commença. Des militants communistes et de la gauche du FLN, dont Mohammed Harbi, furent emprisonnés en nombre, souvent torturés, parfois liquidés. Une vague de cruauté inouïe s'abattit sur les opposants. Le plus exposé fut le premier secrétaire Bachir Hadj Ali, qui avait nargué la police colonialiste, mais qui fut arrêté et torturé par ses « frères »[85] : « J'ai été torturé onze fois. Je n'ai pas ouvert la bouche. » Homme d'exception, militant intègre et lucide, grand écrivain, il trouvait encore la force, dans son malheur, de faire de l'humour noir : « Ma santé est

bonne. J'ai perdu vingt-deux kilos en un mois… », suivi de : « J'en ai repris trois [86]. » William Sportisse était dans le même cas : il eut la douleur d'être torturé par ses compatriotes, lui qui avait échappé à la police française durant toute la guerre d'indépendance [87]. Citons également Serge Gex, emprisonné puis expulsé, Jacques Salort, qui « eut le triste privilège de subir trois fois la torture, d'abord des mains de sbires de Vichy, puis des paras de Massu et enfin des policiers algériens après le coup d'État qui renversa Ben Bella [88] » ; Arnaud Spire, tout jeune journaliste à *Alger républicain*, horriblement torturé. D'autres, trop connus, devenus intouchables, tel Henri Alleg, sont expulsés ou quittent le pays, par prudence.

Fernand Iveton : « Ce qui compte, c'est l'avenir de l'Algérie »

Il est difficile de comprendre ce qui est devenu l'« affaire Iveton [89] » (et, surtout, son tragique épilogue [90]) sans rappeler le climat d'extrême tension qui marqua la période, à la charnière des années 1956 et 1957. Internationalement, c'est à un nouveau pic de la guerre froide – ou plutôt à une rechute, car la paix en Corée, 1953, puis en Indochine, 1954, avait paru ouvrir une parenthèse – que l'on assiste. Les crises de Budapest et de Suez sont exactement contemporaines, parfois au jour près, de l'affaire Iveton. Lorsque, au terme de la seconde, les

militaires français rentreront piteusement dans leurs bases algériennes, les « ultras » auront, plus encore qu'auparavant, la rage aux lèvres.

Sur place, 1956 a été une année éprouvante : le gouvernement Mollet, élu sur la promesse – il est vrai vague – de mettre fin à l'affrontement armé en Algérie, va multiplier les mesures bellicistes, principalement le gonflement considérable de l'armée française sur place. Mais l'attachement au combat national, côté algérien, croît. La guérilla urbaine, fait relativement nouveau, s'installe à Alger. La pression des « ultras » pour procéder à des exécutions capitales devient dès lors forte des deux côtés de la Méditerranée. Le 15 février 1956, une majorité du Conseil des ministres (Mollet, Lacoste, Bourgès-Maunoury, Mitterrand…) se prononce en faveur des exécutions. Le 19 juin, au petit matin, l'irréparable est commis : dans la cour de la prison Barberousse, à deux pas de la Casbah, Ahmed Zahana, dit Zabana, et Abdelkader Ferradj Ben Moussa sont guillotinés – les premiers de la guerre d'Algérie. Dès le lendemain, 20 juin, des exécutions d'Européens ont lieu en pleine rue. Il s'agit encore, à ce moment, d'attentats artisanaux, à l'arme blanche ou à l'arme à feu de poing. Les « ultras », furieux, franchissent une étape. Dans la nuit du 9 au 10 août, ils posent une bombe de forte puissance, rue de Thèbes, au cœur de la Casbah, qui connaît une des plus fortes densités urbaines du monde. Le bilan est effroyable : on relèvera plusieurs dizaines de morts – les sources divergent. Plusieurs témoignages attestent que la foule vengeresse voulut descendre sur la ville européenne et que des cadres du FLN l'en ont

empêchée. Mais il fallait préparer une riposte. Deux bombes sont déposées dans des établissements fréquentés par la jeunesse européenne, le Milk-Bar et la Cafétéria (30 septembre, huit morts, des dizaines de blessés).

L'« affaire Iveton » commence immédiatement après, en octobre. Fernand Iveton était un Algérien (il était né le 12 juin 1926 au Clos-Salambier, quartier d'Alger où il a toujours vécu) et fier de cette identité. Et il était, indissociablement dans son esprit, un communiste. Membre des Combattants de la libération, il rejoint en octobre 1956 le « réseau bombes » du FLN, autour de Daniel Timsit, Georges Arbib (dit « Georgio »), Félix Colozzi, Jacqueline et Abdelkader Guerroudj (dit « Djilali »), tous communistes. Lorsque la question d'un nouvel attentat y vient en discussion, Iveton propose l'usine où il travaille, Électricité et gaz d'Algérie (ÉGA), sur les hauteurs de la ville. Mais c'est à un acte spectaculaire, et non meurtrier, qu'il songe. Jacqueline Guerroudj, chargée de prendre possession de deux bombes, puis de les remettre à Iveton, témoignera plus tard [91] : « L'objectif, clairement exprimé, était de placer des bombes sous des tuyaux, à un endroit choisi pour que les dégâts empêchent l'usine de fonctionner, privant ainsi Alger d'électricité. Il n'a jamais été question, contrairement à ce qu'affirmera Yacef Saadi [92], de faire sauter le réservoir à gaz : la déflagration aurait détruit tout le quartier alentour, dont la population était essentiellement musulmane. Bien au contraire, l'objectif était de faire un sabotage purement matériel, et Iveton a exprimé à deux reprises son souci de ne tuer personne. » La sortie des ouvriers était prévue à 18 heures, et le mécanisme

provoquant l'explosion était réglé sur 19 h 30. En ce sens, « son acte relevait du sabotage révolutionnaire, non du terrorisme aveugle » (Emmanuel Roblès) [93].

Le 14 novembre 1956, après le déjeuner, Jacqueline Guerroudj rencontre Fernand Iveton et lui remet une bombe (une seconde était prévue, mais la musette d'Iveton ne pouvait en contenir qu'une ; Jacqueline Guerroudj, en se repliant, remit la seconde bombe à un autre membre du commando, Jean Ferrugia, lui aussi communiste – lequel la plaça dans un car de CRS, mais elle n'explosa pas). Iveton se dirige alors vers l'usine et met, le plus naturellement du monde, sa musette dans le placard (il est à ce moment entre 13 h 30 et 14 heures), espérant la récupérer à la fin de son travail et placer la bombe dans la tuyauterie de l'usine vide. C'est un contremaître qui, soupçonneux – Iveton, avant la guerre, militait au grand jour et s'était attiré les inimitiés de beaucoup d'Européens –, s'approche de ce placard et qui, entendant le bruit d'un réveil, appelle la police. L'engin est désactivé. Iveton est arrêté sur son lieu de travail, vers 16 heures. La suite peut être imaginée. Interrogatoires violents, tortures atroces immédiates : les policiers surent vite qu'il y avait une seconde bombe et voulurent savoir où elle était. Le général Paul Aussaresses (1918-2013) écrira plus tard : « Il avait bien fallu faire parler Iveton sous la torture, malgré l'interdiction de Paul Teitgen, de peur de risquer la destruction du quart de la ville [94]. » Les tortionnaires crurent-ils eux-mêmes à cette sornette ? Quoi qu'il en soit, Iveton ignorait totalement où était le second engin. Mais il prend soin de distiller des informations – fausses – au compte-gouttes,

prétendant par exemple que la femme qui lui avait donné l'engin explosif était blonde (Jacqueline Guerroudj était du brun le plus profond), permettant ainsi au réseau de se mettre à l'abri : « Il n'y a eu aucune arrestation qui a suivi la sienne. Il s'est comporté en vrai héros » (Jacqueline Guerroudj) [95] .

Lorsque la nouvelle est connue, c'est un déchaînement au sein de la communauté européenne d'Alger. Les attentats du Milk-Bar et de la Cafétéria, sept mois plus tôt, étaient encore dans toutes les mémoires. Le 12 novembre, quarante-huit heures avant l'arrestation d'Iveton, avaient explosé de nouvelles bombes. « Monstrueux attentat communistes-FLN. Trois bombes ont explosé à Alger, Maison-Carrée et Hussein Dey, blessant trente-six personnes, dont onze femmes et dix enfants », avait titré *L'Écho d'Alger* le 13. Quelques mois après Maillot-le-communiste-félon, Iveton-le-communiste-terroriste pouvait-il espérer la moindre clémence ? *L'Écho d'Alger* titre : « Ami intime de l'aspirant-félon Henri Maillot, le communiste Fernand Yveton est surpris cachant une bombe à retardement », avec photo de la bombe en question [96] . *Le Journal d'Alger* préfère attribuer des propos au « terroriste » : « "Je comprends l'horreur du crime que j'allais commettre", a affirmé hier le communiste Yveton aux enquêteurs. » Quatre photos du prisonnier, un peu hébété, sont présentées, assorties de commentaires accusateurs [97] . Le ministre résidant Robert Lacoste se fait un relais actif de la campagne, déplorant le « terrorisme aveugle de la bombe que les communistes ont inauguré », donnant comme exemple : « La bombe déposée par Yveton sous le gazomètre d'Alger devait, sans la vigilance de la

police, occasionner un effroyable carnage [98] », ce qui était un mensonge, et le ministre en était parfaitement conscient. Ajoutons qu'entre l'arrestation et l'exécution, deux nouveaux drames, l'assassinat d'Amédée Froger, maire de Boufarik, président de la Fédération des maires d'Algérie, personnalité très populaire chez les pieds-noirs (28 décembre 1956), et l'attentat dit « du bazooka » contre le commandant en chef, le général Raoul Salan (16 janvier 1957), comme à l'habitude attribué aux communistes [99], amplifieront encore la rage des « ultras ».

Les communistes français, évidemment non informés du projet, étaient une fois de plus dans l'embarras. Ils avaient des contacts espacés et techniquement compliqués avec leurs camarades algériens – lesquels de toute façon ne contrôlaient nullement le groupe Iveton-Guerroudj – et étaient donc dans l'incapacité de connaître les vrais éléments du dossier. Ils étaient *a priori* hostiles à ce type d'action : la pose de bombes, même pour une bonne cause, même sans volonté de semer la mort, était contraire à leur culture – et, d'ailleurs, plus généralement, à celle de la gauche traditionnelle. « On peut comprendre ce qu'ils font, là-bas, mais nous, ces bombes, ça nous emmerde sacrément. On allait quand même pas dire : vive les bombes ! » : cette confidence de Léon Feix (qui n'évoquait pas le cas particulier d'Iveton, mais les poses de bombes en général) résume bien l'état d'esprit des dirigeants communistes français [100]. Aussi, aucune campagne de défense d'Iveton n'est-elle menée. Bien plus, la direction du PCF, probablement le même Léon Feix, dans un premier temps, interdit à l'avocat

communiste Gaston Amblard de défendre Iveton : « C'est un provocateur. Tu ne te présentes pas [101] », ajoutant : « Il n'avait qu'à pas faire cette connerie [102]. » *L'Humanité* choisit donc durant deux semaines le silence.

Le procès en flagrant délit, dans un climat d'hystérie, commence le samedi 18, quatre jours après l'arrestation. En l'absence donc d'un ténor prestigieux du PCF, c'est un jeune (vingt-six ans) avocat du barreau d'Alger, Me Albert Smadja, qui défend l'accusé. Me Smadja avait été, de 1950 à 1953, l'un des responsables des étudiants communistes à la Fac de droit d'Alger [103] et était resté – au moins – sympathisant. Un autre avocat algérois, Charles Lainné, plus expérimenté, participe également à cette défense. Qu'y avait-il dans le dossier d'accusation ? Un acte de sabotage attesté, mais sans mort, sans blessé – et il ne pouvait y en avoir, la programmation de l'heure de la déflagration en attestait – sans même dégât matériel. Dans n'importe quelle autre circonstance, l'accusé aurait été condamné à une peine de prison de quelques années. « Jamais je n'ai vu un dossier aussi mince », dira plus tard Me Smadja. Qu'importe : la décision était prise avant même le début du procès. La peine de mort est prononcée le 25, soit après moins d'une semaine de délibérations et onze jours après les faits. Le public, composé uniquement d'Européens, applaudit. Me Smadja se souvient être resté, par crainte, « une heure et demie ou deux heures » dans la salle d'audience, avec son collègue, Me Lainné : « On se demandait si on n'allait pas se faire écharper en sortant [104]. »

Alertée par l'importance de l'affaire, la presse communiste change alors d'attitude. Le 26, donc seulement le lendemain du verdict, *L'Humanité* évoque pour la première fois Iveton [105]. Le commentaire le présente comme un « militant communiste » (et non FLN) « algérien ». Le journal défend la version de l'accusé : « Yveton, qui n'a pas nié les faits, a déclaré à l'audience : "Le parti communiste, où je milite depuis l'âge de seize ans, voulait combler le fossé entre musulmans et Européens. Je suis Algérien et ne pouvais rester indifférent aux malheurs de ma patrie et à la lutte que mènent les Algériens contre le colonialisme. J'ai adhéré à un groupe clandestin." Le commissaire du gouvernement a prononcé un réquisitoire écartant toutes circonstances atténuantes. Après les plaidoiries, et avant que le tribunal se retire pour délibérer, Fernand Yveton a fait cette simple déclaration : "J'aime la France mais je suis Algérien, et j'ai participé à la lutte de mon peuple." » Le 4 décembre, le journal poursuit la protestation contre le verdict et demande la grâce du condamné. Le 10 décembre, le premier article d'importance paraît, sous le titre « Sauver Fernand Yveton et les deux cent cinquante patriotes algériens condamnés à mort ! ». La direction du PCF envoie enfin l'un de ses avocats, Me Joë Nordmann (1910-2005) [106], pour reprendre en main le dossier, en collaboration avec les avocats algérois. Il arrive à Alger le 26 décembre. Nordmann écrit au président du Conseil, Guy Mollet, alerte la Ligue des droits de l'Homme. Les trois avocats sont reçus à l'Élysée par le président Coty et lui présentent une demande de grâce. Le 7 février 1957, *L'Humanité* titre : « Les patriotes algériens condamnés à mort

menacés d'être exécutés sans délai. » Le 10, elle cite le communiqué de Me Nordmann, établissant que « les déclarations de Lacoste au sujet de Fernand Iveton sont fausses ». Le 11, un éditorial – le premier du genre – est consacré à l'affaire, sous le titre « Des condamnés… ou des otages ? » (Pierre Courtade). Mais, dramatique choc des dates, ce 11 février 1957, lorsque le journal sort des rotatives, Iveton a été guillotiné.

Les autorités politiques parisiennes étaient, particulièrement à ce moment, acquises à l'idée de la répression la plus totale. Le 24 janvier, trois nouvelles bombes avaient explosé au cœur d'Alger (Otomatic, Cafétéria, Coq hardi). Les « ultras » se déchaînent. Lacoste est leur fidèle porte-parole. Il proteste auprès de Paris contre l'hypothèse même de grâces, il déplore que « les exécutions effectuées depuis un an ne dépassent pas le chiffre de sept », pour conclure par cette terrible phrase en forme d'injonction : « On ne comprend pas pourquoi Yveton n'est pas encore exécuté [107] . » Le garde des Sceaux, François Mitterrand, est parmi les plus déterminés (durant son passage à ce poste, il eut à statuer sur quarante-cinq dossiers de recours en grâce. Il en rejeta huit sur dix) [108] . Mollet ne s'oppose pas. Le pouvoir veut envoyer un double message. Aux Français d'Algérie et de France les plus « ultras » : vous pouvez nous faire confiance pour juguler la rébellion… Aux combattants algériens : vous avez tout à craindre. Ce qui était une preuve de méconnaissance totale de l'état d'esprit des patriotes. Le 6 février, le Conseil supérieur de la magistrature, présidé par

Mitterrand, rejette la demande de grâce. Le 10, le refus est rendu public. Il n'y a plus d'espoir.

Moins de 24 heures plus tard, au petit matin du 11 février 1957, Fernand Iveton est exécuté en même temps que deux autres patriotes algériens : Mohamed Ouenouri et Ahmed Lakhnache. Ses dernières paroles auraient été : « La vie d'un homme, la mienne, ne compte pas. Ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir. » Il s'est passé douze semaines, moins de quatre-vingt-dix jours, entre la tentative et l'exécution. Le 13, *L'Humanité* titre : « Trois Algériens guillotinés, hier à l'aube, dans la cour de la prison d'Alger. » Iveton est présenté comme « un homme passionné de justice et désirant contribuer de toutes ses forces à la solution du problème algérien conforme aux inspirations [109] de ses compatriotes. » Que ce drame spécifique – le seul Européen guillotiné, mais il se clamait lui-même, et il avait raison, Algérien – ne fasse pourtant pas oublier les autres, musulmans ou catalogués comme tels, qui subirent la peine capitale pendant la guerre d'indépendance : deux cent vingt-deux Algériens, dont deux cents sur le sol de leur patrie.

Le 13 février 1957, deux jours après l'exécution, Me Smadja est lui-même arrêté, sans aucune justification (si ce n'est de lui faire payer sa fidélité à Iveton). Ce jour-là, il avait prévu de rendre à la famille le sac d'affaires personnelles du supplicié, récupéré à la prison. Arrêté chez lui, dans le quartier de Bal El Oued, il refuse qu'on lui passe les menottes. Un policier accepte, mais dit à son collègue : « Au moindre geste, tu le descends. »

Me Smadja passera deux années au camp de Lodi, réservé aux politiques [110] .

Jacqueline Guerroudj est également arrêtée (janvier 1957). Le procès du réseau algérois des Combattants de la libération a lieu du 4 au 7 décembre 1957 : outre Jacqueline, sont jugés Djilali, son mari, Abderrahmane Taleb, Yahia Briki, Jean Ferrugia, Jacques Salort, Georges Marcelli et Jocelyne Chatain. Les trois premiers sont condamnés à mort. Taleb sera exécuté, les époux Guerroudj graciés.

Parmi les intellectuels engagés dans la lutte contre la guerre, seuls Jean-Paul Sartre [111] et, surtout, Emmanuel Roblès, auteur d'une pièce, *Plaidoyer pour un rebelle*, dès 1959, évoqueront Iveton. Albert Camus, contacté par Roblès pour intervenir en faveur du condamné, refusa, trop occupé alors à rédiger son ouvrage *Réflexions sur la guillotine*, sorti à la fin de la même année 1957. Il fit cependant une allusion à Iveton, en évitant de le nommer : « L'ouvrier communiste qui vient d'être guillotiné en Algérie pour avoir déposé une bombe (découverte avant qu'elle n'explose) dans le vestiaire d'une usine, a été condamné autant par son acte que par l'air du temps. »

Iveton tomba ensuite dans l'oubli. En France, il fallut attendre l'ouvrage de Jean-Luc Einaudi (1986) pour que justice lui fût rendue. Le PCF organisa, à l'occasion du triste anniversaire de son exécution, une soirée d'hommage à son siège, le 24 février 2017. En Algérie, seule une (petite) rue d'Oran rappelle son sacrifice. Encore cette rue fut-elle menacée d'être débaptisée en

2016, avant qu'une mobilisation indignée imposât un recul à la municipalité [112].

La *chahida* Raymonde Peschard, dite Taous

Née à Alger le 15 septembre 1927, c'est pourtant à Constantine que Raymonde Peschard passe son enfance et son adolescence, au sein d'une famille de militants syndicalistes et communistes [113]. Militante des Jeunesses à partir de 1945 (elle avait alors dix-huit ans), puis membre du PCA, elle est interdite de séjour à Constantine dès le début de la guerre. Installée à Alger, elle est assistante sociale à Électricité et gaz d'Algérie (ÉGA), où elle côtoie évidemment Fernand Iveton. Elle est l'une des premières femmes communistes à intégrer les CDL, puis le FLN (juillet 1956). Au moment de l'arrestation d'Iveton, la police algéroise la présente comme la « femme blonde qui a remis la bombe » au militant, ce qui est faux (c'était, on l'a vu, Jacqueline Guerroudj), puis comme celle qui a posé la bombe meurtrière du Milk-Bar, ce qui est un mensonge de plus. La presse Algérie française, sûre de n'être point contredite, dénonce la « communiste des bombes [114] ». Sa capture est même annoncée [115], avant d'être démentie. Un procès est organisé et aboutit à un « non-lieu à titre posthume [116] », ce qui est une curiosité juridique. Mais son absence à l'audience est

interprétée comme le signe qu'elle est morte sous la torture [117]. En fait, traquée, elle s'était réfugiée un temps chez les Sœurs blanches de Birmendreis, puis chez les clarisses de Notre-Dame d'Afrique, lesquelles lui demandent de partir lorsque sa photo apparaît dans la presse (mais elle n'est pas dénoncée).

Elle quitte alors Alger pour rejoindre les maquis FLN, en mars 1957. Elle est intégrée dans celui de la wilaya 3 (Kabylie), dirigée par le colonel Amirouche. Raymonde Peschard en impose à chacun par sa forte personnalité. Mais aussi par sa beauté, qui lui vaut le surnom de « Taous » (le paon). Avec Danielle Minne [118], dix-sept ans à ce moment, et Louisa Attouche, elles sont trois femmes communistes dans ce maquis. Comme ce fut souvent le cas des femmes maquisardes, elles sont affectées à des tâches non combattantes. Le docteur Mustapha Laliam, qui rejoint à son tour le maquis en septembre 1957, est chargé de former une équipe d'infirmiers et d'infirmières et intègre tout naturellement Raymonde-Taous, Danielle-Djamila et Louisa dans son équipe. Mais on sait qu'Amirouche nourrissait une vive méfiance à l'égard des intellectuels, *a fortiori* des citadin(e)s communistes cultivé(e)s. Il les intègre dans un convoi à destination de la Tunisie, sous la conduite du docteur Laliam [119]. Le 26 novembre 1957 au petit matin, le groupe, probablement dénoncé, est encerclé par la troupe, menée par le lieutenant-colonel Fagalbe. Il se scinde en deux : dans le premier, Djamila, Louisa et bien d'autres sont arrêtés, certains exécutés sommairement [120]. Raymonde Peschard est dans le second groupe. Les récits de sa mort concordent. Bien que non armée,

elle avait elle-même été blessée. Lorsqu'elle constate que les soldats exécutent sommairement des *moudjahidin* blessés, elle déverse sur eux « un flot d'injures », les traite « de sauvages, de barbares et de nazis [121] ». Sur ordre d'un officier, elle est alors exécutée d'une balle dans la nuque. « Nous n'avons jamais su exactement quelles pertes nous avions subies. À la caserne, j'ai dû identifier le corps de Raymonde Peschard, qui avait sans doute été tuée lors de l'accrochage. Les soldats maquisards arrêtés avec nous ont vraisemblablement été fusillés, ils ont été éloignés de nous, nous avons entendu des coups de feu et nous ne les avons plus jamais revus », témoignera Danielle Djamila Amrane-Minne [122].

La propagande française affirmera par la suite que l'armée avait détruit un maquis. Le porte-parole du ministre résidant donna une version tronquée : Raymonde Peschard était « morte en uniforme », ce qui était vrai, « les armes à la main [123] », ce qui était un mensonge supplémentaire, mais qui « justifiait » le crime. La presse française se réjouit de l'élimination du « groupe communo-FLN [124] ». En fait de maquis, il s'agissait d'une colonne, assez pauvrement armée. Ne craignant pas le ridicule, le communiqué de l'état-major évoquera la prise de trois pistolets mitrailleurs, un fusil MAS 36, trois pistolets et un fusil de chasse [125].

Seule *L'Humanité* salua sa mémoire, sous la plume de Robert Lambotte l'associant symboliquement à Djamila Bouhired [126]. En hommage à cette *chahida* (martyre), une rue de Constantine porte son nom. Des observateurs ont remarqué que, lors de la

pose d'une nouvelle plaque, le « e » de son prénom a été « oublié ». Machisme inconscient ?

Revenons maintenant dans le détail à la séquence d'une importance majeure quant à l'histoire des positions du PCF sur la guerre d'indépendance, celle de l'année 1956.

Notes du chapitre

[1] ↑ Cité par Mohammed HARBI, *Aux origines du FLN*, *op. cit.*

[2] ↑ Résolution du IIe congrès du MTLD, avril 1953 (cité par Mohammed HARBI, *ibid.*).

[3] ↑ Mohammed HARBI, « Culture et démocratie en Algérie : retour sur une histoire », *Le Mouvement social*, vol. 219-220, n° 2, 2007.

[4] ↑ Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit*.

[5] ↑ Lakhdar BENTOBAL, « Questions et réponses lors d'une tournée au Maroc », 14 mars 1960 (cité par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

[6] ↑ Hadjerès précise qu'il avait eu, alors, connaissance de ces déclarations par les « feuillets dactylographiés » de ces réunions. Ces formules ne figurent cependant pas dans le document publié plus tard par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*

[7] ↑ Le parti fut dissous et son hebdomadaire *El-Hourriya* interdit en novembre 1962.

[8] ↑ Tout ce raisonnement sous la plume de Bachir HADJ ALI, « Les progrès politiques en Algérie et le problème de l'union », *France nouvelle*, 8 novembre 1961.

[9] ↑ Robert BARRAT, « Un journaliste français chez les "hors-la-loi" algériens », *France Observateur*, 15 septembre 1955.

[10] ↑ Mohammed HARBI, entretien avec l'auteur, Paris, 21 juillet 2017.

[11] ↑ Abdelhafid BOUSSOUF, « Mission libératrice de l'ALN », *El Moudjahid,* n° 2, juillet 1956 (*in* collection reliée, imprimée à Belgrade en 1962, vol. 1).

[12] ↑ Frantz FANON, *Sociologie d'une Révolution. L'An V de la révolution algérienne*, Maspero, Paris, 1959.

[13] ↑ Toutes les citations qui suivent *in* « Les communistes et le FLN » (éditorial), *Liberté*, Alger, n° 8, mars 1956.

[14] ↑ Lieutenant-colonel Jean RUYSSEN, Centre de renseignement et d'opérations du gouvernement général (CROGG), rapport, 30 décembre 1955 (cité par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*).

[15] ↑ L'ouvrage de base est celui de Serge KASTELL, *Le Maquis rouge*, *op. cit.*

[16] ↑ « Un tract des Combattants de la libération », *Le Monde*, 7 avril 1956.

[17] ↑ Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse ».

[18] ↑ William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[19] ↑ Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[20] ↑ Voir sur ce militant d'exception, Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, préface d'Ahmed Akkache, Mille-feuilles, Alger, 2009.

[21] ↑ On trouve parfois les orthographes Guerab ou Guerrab.

[22] ↑ Chiffres donnés par *Le Journal d'Alger* dès le 6 avril, correspondant à ceux retrouvés plus tard dans les archives (CROGG, 5 avril 1956, cité par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*).

[23] ↑ Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

[24] ↑ Sadek HADJERÈS, entretien cité.

[25] ↑ Gaston DONNAT, « Note sur la période 1955-1956 à Ténès », lettre manuscrite, sans date (Archives Yvan Donnat).

[26] ↑ Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

[27] ↑ *L'Humanité* publie *in extenso* cette lettre le 18 avril… ce qui lui vaut une saisie (voir *infra*).

[28] ↑ Maillot fait allusion à un article publié dans *L'Express* le 20 septembre 1955, qui avait eu un écho considérable, vu la personnalité de l'auteur, pied-noir, ancien officier supérieur : « Si j'étais musulman, ce n'est pas de notre côté que je serais, mais dans le maquis. »

[29] ↑ C'est bien en tant que communiste et algérien que Maillot a agi : « Il est temps de cesser de mettre au crédit du PCF le dévouement et le sacrifice de ces héros d'une lutte exemplaire de libération nationale », écrira des années plus tard la sœur du martyr, Béatrice Maillot, déplorant « une certaine récupération depuis trop longtemps : vingt-cinq ans, ça suffit ! » (« Communistes, oui… mais algériens ! », *Le Nouvel Observateur*, 16 mars 1981).

[30] ↑ Récit in Rapport de l'officier de police des renseignements généraux, sous-préfecture d'Orléansville, à Commissaire divisionnaire de la police des RG, Alger, s. d. (SHD, Vincennes, 1 H 1719/2, sous-dossier « Affaire Maillot »).

[31] ↑ Dans le rapport cité de l'officier des RG, ce nom ne figure pas, mais est remplacé par Abdelkader Mekaoui.

[32] ↑ Dans le rapport cité, est présenté comme « non identifié ».

[33] ↑ C'est le cas dans le rapport cité.

[34] ↑ Serge KASTELL, *Le Maquis rouge*, *op. cit.*

[35] ↑ « La mort de l'aspirant Maillot », *France Observateur*, 14 juin 1956.

[36] ↑ Voir Raphaëlle BRANCHE, *L'Embuscade de Palestro. Algérie 1956*, La Découverte, Paris, 2018.

[37] ↑ Reproduit sans hésitation par de nombreux sites « nostalgériques » aujourd'hui encore.

[38] ↑ *Journal d'Alger*, 6 avril 1956, p. 3.

[39] ↑ Titre en une du *Journal d'Alger*, 6 avril 1956.

[40] ↑ Cité par Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, *op. cit.*

[41] ↑ Témoignage d'André Prenant qui, avec Yves Lacoste, rencontre à ce moment Feix, communication devant le groupe de travail « Guerre d'Algérie » (Archives du CN du PCF, fonds Louis Baillot, 1 CN 11, 2002).

[42] ↑ « Le Parti communiste algérien rend hommage à Henri Maillot », *L'Humanité*, 15 juin 1956.

[43] ↑ Guy MOLLET, Assemblée nationale, 2 juin 1956.

[44] ↑ Ordre du jour n° 2, 2e rectification, Assemblée nationale, 2 juin 1956. La confiance est accordée au gouvernement le 5 juin suivant.

[45] ↑ *Le Populaire de Paris*, 23 octobre 1956.

[46] ↑ En octobre 1956, le retour au pouvoir d'Imre Nagy, naguère expulsé par les conservateurs, ouvre une période d'intense activité réformatrice, appuyée par des manifestations. Le gouvernement soviétique, craignant une « contagion » dans les autres pays du pacte de Varsovie, intervient brutalement le 4 novembre suivant. Chars contre manifestants, plusieurs milliers de personnes sont tuées.

[47] ↑ Militante communiste européenne d'Algérie, membre du comité central du PCA, épouse d'André Moine, arrêtée et horriblement torturée en août 1956.

[48] ↑ Toutes ces citations *in* Enregistrements sonores, 18 octobre 1956 (Archives du PCF, 1 AV 4696/4703).

[49] ↑ Jean-Pierre A. BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 30, n° 1, 1991.

[50] ↑ Le *JORF* signale que la séance commença à 15 heures, donc avant la manifestation du soir.

[51] ↑ *JORF*, Débats parlementaires, première séance du mercredi 7 novembre 1956, p. 4529-4530.

[52] ↑ Ramette sera d'ailleurs « blâmé » pour ses « extravagances parlementaires » lors du comité central qui suivit (Ivry, novembre 1956) (voir Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*).

[53] ↑ Assemblée nationale, deuxième séance du 18 décembre 1956.

[54] ↑ Tout ce développement d'après divers travaux de Sadek Hadjerès, principal négociateur communiste de ces contacts, qui a publié plusieurs récits, plus de nombreux entretiens avec l'auteur.

[55] ↑ Emprisonné en novembre 1954, libéré depuis le 18 janvier 1955, il devient très vite l'organisateur en chef du Front.

[56] ↑ René GALLISSOT, notice « Laïd Lamrani », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[57] ↑ Gaston DONNAT, « Note sur la période 1955-1956 à Ténès », *loc. cit*.

[58] ↑ Mot employé par le même Gaston Donnat, lettre à Sadek Hadjerès, Les Milles, 30 janvier 2007 (Archives Yvan Donnat).

[59] ↑ Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

[60] ↑ Une collection presque complète est consultable aux Archives du PCF (fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse »).

[61] ↑ Lettres du PCA au FLN, 12 juillet et 16 août 1956 (un extrait de cette dernière a déjà été cité *supra*, chapitre 10). Première publication, à notre connaissance, dans la brochure clandestine du PCA déjà citée : *Pour une nation algérienne libre, souveraine et heureuse*, *loc. cit*.). Ces documents figurent, sous forme de pelures dactylographiées, *in* Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « Relations avec le FLN, l'UGMA, le GPRA, le Conseil national de la révolution algérienne ». On peut également les trouver dans l'ouvrage de référence de Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*

[62] ↑ René GALLISSOT, notice « Amar Ouzegane », *loc. cit.*

[63] ↑ PCA, *Pour une nation algérienne libre, souveraine et heureuse*, *loc. cit*.

[64] ↑ Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

[65] ↑ Voir Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya*, *op. cit*.

[66] ↑ Les exemples qui suivent *in* Mohamed REBAH , *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

[67] ↑ René GALLISSOT, notice « Abdelhamid Boudiaf », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

[68] ↑ « À l'occasion de la parution de l'ouvrage *Des chemins et des hommes* », *Socialgerie.net*, 30 janvier 2010, <frama.link/tkjAFkJx>.

[69] ↑ Rapport du 5 mars 1959 (cité par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

[70] ↑ Courriers de novembre 1958, juillet et août 1959 (cités par Mohammed HARBI, *ibid.*).

[71] ↑ Charles-Robert AGERON, « Complots et purges dans l'armée de libération algérienne (1958-1961) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 89, n° 1, 1998 ; Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

[72] ↑ Nordine BOULHAÏS, *Des harkis berbères, des Aurès au nord de la France*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2002.

[73] ↑ Tahar OUETTAR, *L'As*, Messidor, Paris, 1983.

[74] ↑ Exécution sommaire par égorgement dans une fosse commune.

[75] ↑ Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

[76] ↑ Paraphrase du film qui lui a été consacré, *Le Petit Blanc à la caméra rouge* (Richard Hamon, 2007).

[77] ↑ Voir Ali GUENOUN, « Mémoire et guerre d'Algérie : quand des maquisards (ré)écrivent le(ur) passé », *L'Année du Maghreb*, n° 1, 2006.

[78] ↑ Cherifa DIFFELAH-PLACIDET, *La Valeur d'archive du cinéma engagé : « Algérie en flammes » et « Avoir vingt ans dans les Aurès » de René Vautier*, master 1, université Paris-Nanterre, UFR Philia, 2016-2017.

[79] ↑ Cité par Alice CHERKI, *Frantz Fanon. Portrait*, Seuil, Paris, 2000.

[80] ↑ Voir l'entretien de René Vautier avec Cherifa DIFFELAH-PLACIDET, *La Valeur d'archive…*, *op. cit.* ; et son autobiographie, *Caméra citoyenne*, Apogée, Rennes, 1998.

[81] ↑ Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

[82] ↑ Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

[83] ↑ « Cinquantième anniversaire de la création du PAGS, double anniversaire PCA-PAGS, 1936-1966 », *Le Lien*, 27 janvier 2016, <frama.link/vSMrhp33>.

[84] ↑ Mohamed BENCHICOU, « Pardon, Alleg ! », *Le Matin*, Alger, 20 juillet 2013 (article nécrologique).

[85] ↑ Il raconta ce parcours de douleur dans son livre-témoignage *L'Arbitraire*, préface de Mohammed Harbi, Minuit, Paris, 1966.

[86] ↑ Lettre passée clandestinement, 31 décembre 1965 (Archives du PCF, AD 93, fonds Raymond Guyot, 283 J 24, dossier « Algérie 1965 »).

[87] ↑ Catherine SIMON, *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance aux désillusions*, La Découverte, Paris, 2009.

[88] ↑ Henri ALLEG, « Quand l'Algérie se libérait », entretien accordé à Francis ARZALIER, *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 92, juin 2004.

[89] ↑ On peut être irrité, à juste titre, par la multiplication des études qui orthographient son nom avec un « Y ». Cependant, nous avons évidemment conservé cette orthographe fautive lorsqu'elle émanait de documents d'époque.

[90] ↑ On consultera en priorité l'ouvrage de Jean-Luc EINAUDI, *Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton. Enquête*, L'Harmattan, Paris, 1986. Un récit romancé, mais excellemment documenté, évoque ce drame : Joseph ANDRAS, *De nos frères blessés*, Actes Sud, Arles, 2016.

[91] ↑ Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

[92] ↑ Yacef Saadi (responsable de la « zone autonome d'Alger » du FLN jusqu'à son arrestation à l'été 1957) prétendra également qu'Iveton aurait été victime d'une dénonciation qui « ne pouvait venir que de son entourage », c'est-à-dire des rangs des CDL, affirmation démentie avec indignation par Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit.*

[93] ↑ Emmanuel Roblès, préface à l'édition américaine de *Plaidoyer pour un rebelle*, 1967 (cité par Christiane CHAULET-ACHOUR, « Camus, Roblès et Fernand Iveton », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 18 février 2014, <frama.link/bo1mMrCe>).

[94] ↑ Général Paul AUSSARESSES, *Services spéciaux. Algérie, 1955-1957*, Perrin, Paris, 2001.

[95] ↑ Jacqueline GUERROUDJ, témoignage, *in* Danièle Djamila AMRANE-MINNE (dir.), *Des femmes dans la guerre d'Algérie*, Karthala, Paris, 1994.

[96] ↑ Article non signé, *L'Écho d'Alger*, 15 novembre 1956.

[97] ↑ Francis ATTARD, *Le Journal d'Alger*, 16 novembre 1956.

[98] ↑ Robert LACOSTE, déclaration, déjeuner de la presse diplomatique, 6 décembre 1956, citée par Jacques DE BONIS, « À la recherche du dernier quart d'heure », *in* Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 3, *op. cit.*

[99] ↑ Alors que ses commanditaires venaient certainement du petit cercle des partisans, au plus haut niveau de l'État, du maintien de l'Algérie française. Ce qui ne

sera jamais établi officiellement.

[100] ↑ Alfred GERSON, entretien avec l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017.

[101] ↑ Témoignage de Me Nicole Dreyfus, qui évoque une formule de la « direction », sans précision (cité par Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, *op. cit.*).

[102] ↑ Propos de Léon Feix cités par Jean-Luc EINAUDI, *Pour l'exemple*, *op. cit.*

[103] ↑ Pierre-Louis LE FOLL-LUCIANI, « Algérianisation et radicalisation : les étudiants communistes de l'université d'Alger (1946-1956) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 126, 2015.

[104] ↑ Me Albert SMADJA, entretien avec Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[105] ↑ « Fernand Yveton condamné à mort ? », *L'Humanité*, 26 novembre 1956.

[106] ↑ Voir le récit dans son ouvrage de Mémoires (avec Anne Brunel) : Joë NORDMANN, *Aux vents de l'Histoire, Mémoires*, Actes Sud, Arles, 1996.

[107] ↑ Télégramme du 28 décembre 1956, cité par Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice*, *op. cit.*

[108] ↑ L'attitude de Mitterrand a été confirmée par l'étude de Benjamin STORA et de François MALYE, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*, Seuil, Paris, 2012. Les auteurs ont publié en particulier le texte de la délibération du 6 février.

[109] ↑ Nathalie FUNÈS, *Le Camp de Lodi. Algérie, 1954-1962*, Stock, Paris, 2012.

[110] ↑ Le journaliste a évidemment voulu écrire « aspirations ».

[111] ↑ Jean-Paul SARTRE, « Nous sommes tous des assassins », éditorial, *Les Temps modernes*, mars 1958.

[112] ↑ Akram EL KEBIR, *El Watan*, 6 septembre 2016.

[113] ↑ Voir Mohamed REBAH, « Raymonde Peschard. Elle est morte pour l'Algérie, son pays », <*huffpostmaghreb.com*>, juin 2014.

[114] ↑ *L'Écho d'Alger*, 22 mars 1957.

[115] ↑ « Arrestation de la terroriste communiste Raymonde Peschard », *Le Figaro*, 26 mars 1957.

[116] ↑ *L'Écho d'Alger*, 18 juillet 1957.

[117] ↑ *Le Monde*, 25 juillet 1957.

[118] ↑ Future épouse de Khellil Amrane. Elle prendra alors le prénom de Djamila.

[119] ↑ Témoignage du docteur Laliam, conférence, Alger, 10 juillet 2005, *Alger républicain*, 2e quinzaine de juillet 2005.

[120] ↑ Andrée DORE-AUDIBERT, *Des Françaises d'Algérie dans la guerre de libération*, Karthala, Paris, 1995.

[121] ↑ Djoudi ATTOUMI, *Avoir vingt ans dans le maquis*, Casbah, Alger, 2005.

[122] ↑ Témoignage de Danielle Djamila Amrane-Minne, cité par Andrée DORE-AUDIBERT, *Des Françaises…*, *op. cit.*

[123] ↑ Marcel THIÉBAULT, « Plusieurs militantes communistes aux côtés de Raymonde Peschard dans le maquis où elle a été tuée », *Le Monde*, 30 novembre 1957.

[124] ↑ René JANON, « Le FLN a lancé des assauts répétés pour tenter de reprendre le corps de Raymonde Peschard », *Le Figaro*, 30 novembre 1957.

[125] ↑ *Combat*, 29 novembre 1957.

[126] ↑ « Raymonde et Djamila », 29 novembre 1957.

16. Le PCF en 1956 : les grands balbutiements

Le 2 décembre 1955, le président du Conseil Edgar Faure dissout l'Assemblée nationale et appelle les Français aux urnes. Les élections sont prévues pour le 2 janvier 1956. La campagne est donc ultra courte, mais d'une remarquable densité. Et, pour la première fois depuis le début de la guerre, l'Algérie est l'objet d'un grand débat national. Les résultats modifient le paysage politique français : la gauche est majoritaire. Mais quelle gauche ?

La une de *L'Humanité*, le 7 janvier 1956, est agrémentée d'un dessin de Mittelberg [1] qui illustre magnifiquement les illusions de l'immédiate après-élection. On y voit un soldat souriant, regardant une Marianne espiègle, qui vient de détacher une locomotive d'un convoi. Légende : « Messieurs les voyageurs sont avertis que, par décision du Front populaire, les trains à destination de l'Algérie sont annulés. » À l'autre extrémité de l'année, le 26 décembre, la une du même quotidien a perdu, ô combien, sa jovialité : « Noël sanglant en Algérie. Nombreux morts et blessés à Alger et dans d'autres villes. Les patrouilles de la police et de l'armée organisent la chasse aux musulmans. »

Tragique rapprochement. Entre ces deux unes, entre la Marianne qui bloque le train de la guerre et l'armée de la République qui organise la « chasse aux musulmans », il y a eu la perte progressive des illusions. Il y a eu l'année terrible.

Un « nouveau Front populaire » ?

Durant la campagne, la SFIO, très peu critique sur la question algérienne jusqu'à ce moment, se livre à une « révisions déchirante [2] » de sa politique et se positionne nettement contre la poursuite des hostilités. Le secrétaire général, Guy Mollet, laisse entendre qu'en cas de victoire de la coalition, dite Front républicain, qu'il codirige (avec Pierre Mendès France), une solution négociée est possible : « Saurons-nous faire de ces peuples nos associés et nos amis ? Les Français […] diront sans équivoque quel est leur choix entre, d'une part, cet avenir de réconciliation et de paix et, d'autre part, une guerre imbécile et sans issue [3]. » Le 2 janvier 1956, les électeurs accordent une large confiance à ce Front (27,4 % des suffrages exprimés). Le PCF maintient ses positions (25,1 % des voix, contre 25,8 % en 1951) et forme à la Chambre le groupe le plus nombreux (cent quarante-quatre membres, plus six apparentés). Le 6 janvier, *Le Populaire*, quotidien du parti socialiste, confirme qu'une chance de paix semble se profiler : « Guy Mollet et Mendès France d'accord pour sortir la France de l'immobilisme. Et d'abord convoquer tout de suite l'Assemblée pour faire la paix en

Algérie. » Au sein de ce tandem, le leader radical est, de loin, celui qui a le plus de charisme, de densité politique. Mais la SFIO domine la coalisation : c'est finalement son secrétaire général qui est pressenti comme président du Conseil, puis investi le 28 janvier ; Mendès n'est que ministre d'État. La fin d'une « guerre imbécile et sans issue » est-elle en vue ?

Pour les communistes, l'année 1956 est une occasion rêvée pour marquer une volonté (nouvelle) de réinsertion dans la vie politique française. Plus un anniversaire : quels qu'aient été les événements, la direction du PCF aurait programmé des commémorations pour les vingt ans du Front populaire. *A fortiori*, la victoire de la gauche aux élections législatives du 2 janvier prit l'allure d'un magnifique symbole. Sous-estimant gravement le fossé qui les séparait des autres forces de gauche, les communistes mettent en avant la simple constatation arithmétique que la gauche est majoritaire. Dès le 4 janvier, une déclaration signée « Le Parti communiste français » barre la une de *L'Humanité* : « Après la victoire du 2 janvier, vive le Front populaire ! » Commentaire quelque peu lapalissadesque : « Ceux qui se sont prononcés pour une telle politique, un tel changement (communistes, socialistes et d'autres républicains) disposent d'une majorité certaine au sein de la nouvelle Assemblée, à la seule condition qu'ils s'entendent. » Et l'Algérie ? La première phrase qui suit est : « Il est donc possible aujourd'hui d'apporter une solution pacifique à la guerre d'Algérie. » Le « donc » est ici un mot fort, qui résume toute la politique communiste du début d'année. Le 16, un premier article de fond de Léon Feix fait le lien entre victoire du Front

républicain et fin de la guerre d'Algérie. « Le moyen d'arrêter la guerre d'Algérie » (c'est le titre), pour Feix, est de renouer le dialogue entre forces de gauche. Certes, les dirigeants communistes n'idéalisent pas la politique socialiste. Mais, fidèles à une analyse ancienne du réformisme, ils jugent que ce phénomène est plus enjeu que force agissante : la « pression des masses » doit contrecarrer la « pression de la réaction », particulièrement vive avec l'entrée en force des poujadistes à l'Assemblée.

À la lecture de *L'Humanité* du premier trimestre, on a vraiment l'impression que cette « pression des masses » est en route, que la France de gauche est en effervescence. Chaque jour, le quotidien publie des lettres de fédérations départementales ou de sections locales du PCF à leurs homologues de la SFIO et les quelques – à vrai dire rares – réponses de ces dernières. Les prises de position d'organisations de base de FO, du SNI, sont également citées. Lors des débats à l'Assemblée (janvier pour l'investiture du nouveau cabinet, mars pour le grand débat sur l'Algérie), le journal publie de nombreuses photos de délégations, apparemment fournies, présentées comme unitaires, attendant d'être reçues par des députés.

C'est ce climat général, cette logique interne du discours communiste qu'il faut avoir en tête pour comprendre le cheminement qui a conduit aux choix de mars, avec le vote des « pouvoirs spéciaux » accordés au gouvernement socialiste.

Les premiers pas du gouvernement Mollet

Une première remarque : les dirigeants communistes, en 1956, ne pouvaient (ou n'auraient pas dû) avoir oublié le bilan, en matière coloniale, des alliés potentiels qu'ils courtisaient. Avant la guerre d'Algérie, il y avait eu celle d'Indochine, au cours de laquelle la SFIO avait partagé, souvent avec enthousiasme, l'argument officiel – la défense du « monde libre » – et avait fourni des ministres aux gouvernements qui avaient mené cette guerre jusqu'en 1951, puis avait voté les crédits de guerre jusqu'en 1953… Or Guy Mollet était secrétaire général de la SFIO depuis 1946 et avait continûment et fermement mené son parti sur cette voie. Qu'importe le passé, dira-t-on. Mais la composition même du gouvernement Mollet était parlante. Le président du Conseil s'était bien gardé d'appeler à un poste de responsabilité, sur la question algérienne, par exemple son camarade de parti Alain Savary (1918-1988)[4], homme d'une grande probité morale, connu pour son ouverture d'esprit en matière coloniale. *A contrario*, il avait confié les principaux postes « algériens » à des bellicistes affirmés : Maurice Bourgès-Maunoury (1914-1993), ministre de la Défense nationale et des Forces armées, et Max Lejeune (1909-1995), secrétaire d'État aux Forces armées, poste qu'il avait déjà occupé durant la guerre d'Indochine[5]. Sans même citer Mendès et Mitterrand

qui, quinze mois plus tôt, avaient commencé la répression dès le premier jour. Rien de très pacifiste dans cet attelage.

Une seconde observation est nécessaire à la simple lecture de la chronologie. Guy Mollet est investi le 31 janvier. Les députés communistes votent pour l'investiture. Depuis le début de la guerre froide, c'est la seconde fois (la première avait été en faveur de Mendès, en juin 1954, lorsque celui-ci se proposa de parvenir à une paix négociée en Indochine [6]). Le parallèle avec le vote de juin 1954 est d'ailleurs explicite. *L'Humanité* reprend en titre une formule de Jacques Duclos : « En votant l'investiture, nous mettrons le gouvernement en mesure de traduire ses promesses en actes [7]. » Jusque-là, une certaine logique présidait aux choix des communistes : Mendès ayant réussi son pari, ils mettaient Mollet en situation de réussir également le sien, de mettre fin à cette autre guerre.

Une semaine plus tard, le 6 février, Mollet décide de frapper un grand coup. Il vient en personne à Alger pour y installer le général Catroux au poste de ministre résidant. Or Catroux, naguère gouverneur général nommé par la France libre (1943), n'avait pas laissé de bons souvenirs à une population européenne qui, dans sa masse, avait été pétainiste. Mollet est accueilli par une véritable révolte. Une foule chauffée à blanc le bombarde (on évoque toujours les tomates, mais il y eut également des jets de pierres et de divers autres projectiles). Il capitule honteusement (et encore, le pire restait à venir). Dès le 6 au soir, il renonce et sort de son carnet d'adresses le nom de son camarade de parti Robert Lacoste. Lequel se rend

immédiatement à Alger – où, phénomène étonnant, aucune tomate ne l'attend – et s'empresse de prononcer un tonitruant : « Les fanatiques aveuglés apprendront à leur dépens que la France frappe d'autant plus fort qu'elle a conscience d'être plus juste » (21 février)[8]. Une fois de plus, le combat gauche/« ultras » se révéla inégal, la première capitulant sans gloire. « Qu'est-ce qu'un ministère socialiste ?, interroge alors cruellement Mauriac. Nous le savons aujourd'hui : c'est un ministère qui exécute les besognes que le pays ne souffrirait pas d'un gouvernement de droite. Si les hommes élus pour faire la paix en Algérie y font la guerre, pensent les bonnes gens, c'est sans doute qu'ils n'ont pas le choix et que l'événement commande[9]. »

Côté communiste, une telle capitulation aurait dû inciter à la prudence, voire à l'hostilité. Accorder des pouvoirs spéciaux à un homme au caractère si peu trempé, aux convictions si vite chancelantes, était pour le moins une imprudence. Pourquoi le bureau politique pourvu de cette « boussole » qu'était le marxisme-léninisme aurait-il été moins clairvoyant qu'un écrivain catholique peu porté sur la grande stratégie politique ?

À la base du PCF – qui n'avait pas besoin qu'on la pousse beaucoup pour être hostile à la SFIO –, un mouvement s'esquisse. Un souvenir d'André Prenant, géographe, un des meilleurs spécialistes de l'Algérie, militant contestataire (il était membre de la cellule Sorbonne-Lettres), est significatif. Dans la soirée même de cette « journée des tomates », il est en réunion. À ses côtés Georges Marchais, alors jeune étoile montante,

secrétaire de la Fédération Seine-Sud. Lorsqu'ils apprennent l'épisode, Prenant demande à Marchais : « Penses-tu que dans ces conditions nous pouvons accorder les pouvoirs spéciaux ? » La réponse fuse : « Bien entendu, non [10]. » Autre indication de tendance : le 10 mars dans la soirée, la cellule Stalingrad de Saint-Denis organise une micro-réunion (vingt-sept présents, dont… un policier, qui nous permet de connaître le contenu), dans l'appartement d'un militant. René Benhamou, maire adjoint de la ville, dit aux participants : « Après un glissement vers la droite, on peut se demander si le programme électoral du président du Conseil concernant la paix en Algérie sera appliqué [11]. » Paroles prononcées quarante-huit heures avant le vote… Du reste, l'appareil ne ménage pas ses reproches à Mollet durant toute la période. Le 7 février, le titre de une de *L'Humanité* dénonce sa capitulation « devant les ultras ». Le 16 février, le BP constate que ce voyage aura finalement été un encouragement aux « ultracolonialistes [12] ».

Comment faire autrement ? On peut même dire qu'il y a une perception claire des plans d'extension de la guerre. Le 29, le quotidien titre, toujours en une : « Guy Mollet au maquis algérien : guerre à outrance si vous ne déposez pas les armes. » Le commentaire dénonce les projets du secrétaire d'État aux forces armées, Max Lejeune, d'incorporer 50 000 recrues tous les deux mois d'ici la fin de l'année. En interne, le 1er mars, le BP dénonce la volonté du gouvernement de rechercher un « compromis avec la réaction, notamment en ce qui concerne l'Algérie », mais esquisse un raisonnement qui aboutira au vote final : « S'efforcer de rendre impossible un tel compromis [13]. »

Cette réunion s'achève par l'adoption d'un texte solennel, le dernier avant l'ouverture du débat. Quelles sont, pour les dirigeants communistes, les conditions de la paix ? « Il n'est d'autre moyen pour parvenir que de négocier d'abord avec ceux contre qui on se bat », sur la base de « la nécessaire reconnaissance du fait national algérien ». Excellents principes… ternis par l'ultime paragraphe : « Le dernier mot appartiendra à la France si les communistes et les socialistes s'unissent pour imposer la négociation et la paix en Algérie, en alliance avec l'ensemble des démocrates et des patriotes [14]. » Or le « dernier mot » ne pouvait appartenir à « la France » : en ramenant une guerre franco-algérienne à un débat franco-français, le BP venait de faire une erreur d'analyse qui se révélera fatale. Pourtant, le 6 mars encore, quand Mollet reçoit Duclos (en tant que président de groupe), le leader communiste avance plus de réticences que d'accords : « L'article 5 du projet gouvernemental, qui tend à donner au gouvernement des pouvoirs plus étendus pour prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, peut ouvrir la voie à de très graves événements qui, loin de favoriser le règlement du problème algérien, contribueraient au contraire à l'aggraver dangereusement [15]. » Cependant, précise-t-il, la conduite du groupe communiste n'est pas encore fixée : elle dépendra des débats à venir à l'Assemblée nationale [16]. Duclos ne ment pas : le compte rendu de la réunion du 7 mars précise que « la position du groupe sera fixée lors d'une prochaine réunion du BP ». Étaient désignés

pour défendre cette position devant leurs collègues : Raymond Guyot, Robert Ballanger, Jeannette Prin et Jacques Duclos [17] .

Le vote des « pouvoirs spéciaux » en mars 1956

Toutes les conditions étaient cependant réunies pour que le groupe communiste s'abstînt (au moins), en assortissant ce vote d'explications, alternativement positives et négatives. Ce débat commence le 8 mars [18] . Et le moins que l'on puisse dire est que le discours gouvernemental n'a rien pour rassurer les communistes.

Le nouveau ministre résidant, Robert Lacoste, reprend la vieille antienne de tous les conservatismes : une population qui nous témoigne une « fidélité loyale », troublée par une minorité qui use de « la terreur, une terreur impitoyable, primitive, d'une bestiale férocité ». La solution est l'amélioration du sort des masses pauvres. Le lendemain, 9 mars, le secrétaire d'État aux armées, Max Lejeune, confirme qu'aux 200 000 hommes actuellement en Algérie seront adjoints 50 000 soldats de plus dans les « prochaines semaines ». Il commente : « Les effectifs militaires en Algérie seront renforcés de façon régulière. » Le président du Conseil monte alors à la tribune. Il définit son action à venir comme une recherche d'équilibre entre une politique visant à « rétablir la confiance entre les deux

collectivités d'Algérie, de les associer en une communauté franco-musulmane » et une réplique militaire : « Le gouvernement entend donner à l'armée sa pleine efficacité. » Il conclut : « La France sans l'Algérie, ce ne serait plus la France. » S'il y eut illusions communistes, le moins que l'on puisse dire est qu'il n'y eut pas hypocrisie socialiste : la répression était inscrite dans les textes et dans les discours les accompagnant. Ce même 9 mars, Raymond Guyot est le premier orateur communiste à prendre la parole. D'entrée, il affirme : « Le Parti communiste n'a jamais été favorable à l'octroi de pouvoirs spéciaux. » Il poursuit : « L'immense majorité du peuple algérien ne veut plus vivre sous la domination colonialiste et aspire à la liberté et à l'indépendance. » La campagne du Front républicain, explique-t-il en substance, nous avait laissé des espoirs. Mais le « fléchissement » molletiste devant les « ultras » d'Alger éveille notre inquiétude. Le discours de Lacoste de la veille risque d'accroître l'insolence des colonialistes. Nous dirons ce que nous pensons de chacun des pouvoirs spéciaux, mais d'ores et déjà nous affirmons que rien ne pourra se faire sans un cessez-le-feu immédiat. Cet argumentaire semble orienter le vote communiste au moins vers l'abstention.

Le vote était prévu pour le 12 mars dans l'après-midi. Dans la matinée s'était réuni le bureau politique. C'est là, sans aucun doute, qu'a été prise la décision stratégique qui a tant été commentée depuis. Les archives consultables sont insatisfaisantes : contrairement aux réunions du CC, celles du BP n'étaient pas l'objet de comptes rendus dactylographiés détaillés, mais seulement de relevés de l'ordre du jour. On peut

tout de même y lire une appréciation paradoxale, quand on a en tête les déclarations précitées de Lejeune et de Mollet : « 1) Constater à l'Assemblée nationale que, malgré leurs efforts, les partis de droite n'ont pas pleinement réussi à amener le gouvernement à se placer sur leurs positions, qui consistent à développer la guerre et la répression en Algérie. » En conséquence : « 2) Le groupe parlementaire communiste votera chacun des articles, ainsi que l'ensemble du projet de loi du gouvernement [19] . »

On ne sait à quelle heure cette réunion se termina. Le matin du 12, *L'Humanité* avait annoncé que le groupe communiste [20] devait se réunir « à 14 h 30, salle Colbert ». C'est donc à ce moment que le membre du bureau politique chargé de transmettre cette décision, probablement Duclos, la présenta. Or le *Journal officiel* en date du 13 précise que la séance du 12 à l'Assemblée s'est ouverte, sous la présidence de M. André Le Troquer, à 15 heures, et que la question algérienne a été la seule évoquée. Même si Jacques Duclos n'intervint pas le premier (il était le septième orateur inscrit), et donc que le groupe communiste ne se présenta pas au début de la séance, il reste qu'une décision qui devait marquer l'histoire du PCF a été prise très rapidement. La critique portée plus tard par le député des Ardennes Pierre Lareppe [21] , devenu oppositionnel, selon laquelle le groupe parlementaire a été mis devant le fait accompli et n'a disposé que de vingt minutes pour en discuter, est peut-être exagérée par besoin polémique, mais la réalité de la pression par précipitation n'en subsiste pas moins.

Le contenu, à présent. Dans la mémoire d'Étienne Fajon, il y eut de « vives discussions [22] », Roland Leroy se souvient d'une réunion « animée [23] », Roger Boisseau la qualifie d'« âpre [24] ». On sait aujourd'hui qu'une dizaine de députés, et non des moindres (Robert Ballanger, Jean Pronteau, Pierre Lareppe, déjà cité, Bernard Jourd'hui, secrétaire de la puissante Fédération de la Seine, Roger Boisseau, Julien Lespiau) étaient très hostiles à la décision. Le plus déterminé fut sans doute Pierre Courtade, non élu mais responsable de la rubrique internationale de *L'Humanité* et invité à ce titre. Il parla « avec violence [25] », mais fut « vertement repris par Jeannette Vermeersch [26] ». D'autres, plus jeunes, moins aguerris, se sont interrogés plus timidement, tel le député de l'Yonne Jean Cordillot [27]. On est en revanche surpris de l'étrange silence d'Aimé Césaire, qui vota finalement pour. Une légende tenace veut que Robert Ballanger se soit abstenu, voire ait voté contre [28]. C'est inexact : le procès-verbal le compte parmi les votants pour. Certes, il ne voulut pas défendre une décision qu'il désapprouvait : choisi le 7 mars (réunion du BP citée *supra*) comme l'un des orateurs du groupe communiste, il resta obstinément muet – du moins en public. Ceux qui l'ont connu imaginent sans peine que ce député-militant, discipliné, n'a cependant jamais fait partie des « béni-oui-oui ». Il a très probablement clamé à qui voulait l'entendre qu'il désavouait le choix du 12 mars. D'où la légende de son abstention. *A contrario,* il convient ici de détruire définitivement une accusation qui court dans certaines études : les députés du PCA, Alice Sportisse et Pierre Fayet, auraient emboîté le pas à leurs

collègues communistes de métropole. Imbécillité à l'état pur : il n'y eut pas d'élections législatives en Algérie en 1956 et donc, pas d'élus… et certainement pas d'élus communistes, leur parti étant dissous depuis septembre 1955.

Lorsque Jacques Duclos monta à la tribune, il présenta un argumentaire assez charpenté, ce qui était le signe que son discours était écrit avant le vote du groupe et qu'il n'avait donc été approuvé que par le bureau politique. Duclos analysa le projet gouvernemental sous des aspects tour à tour positifs et inquiétants. Le positif : « Les pouvoirs spéciaux sont demandés pour aboutir à la paix et pour contraindre si besoin les grands possédants l'Algérie. » L'inquiétant : « D'autres déclarations différentes ont été faites aussi, elles sont relatives à des mesures militaires que nous ne saurions approuver. » Le discours prit alors un ton nettement défensif : certes, nous ne sommes pas satisfaits, mais « les hommes du fascisme siégeant dans notre Assemblée, […] partisans acharnés de l'intensification de la guerre en Algérie », ayant comme ambition de « remplacer l'actuel gouvernement à direction socialiste ou de lui imposer leur politique », le PCF ne pouvait « manquer de tenir compte de ces manœuvres ». Il les déjouera donc par sa politique d'union : « Nous considérons que ce qui compte avant tout, c'est le développement de l'unité d'action ouvrière et populaire, et nous sommes convaincus qu'elle parviendra rapidement à imposer le cessez-le-feu et l'ouverture de négociations… » En conséquence, le groupe communiste accordera au gouvernement les pouvoirs demandés. Il était alors inimaginable qu'un élu communiste n'applique pas la consigne.

Le groupe vota donc la confiance [29]. Le groupe ? Il est un fait troublant : douze députés communistes n'ont pas pris part au vote [30], soit tout de même presque un sur dix. Et quels noms ! Le secrétaire général Maurice Thorez, l'icône inattaquable Marcel Cachin [31], l'idéologue attitré Roger Garaudy, Laurent Casanova, natif d'Algérie, l'homme de la « nation en formation », Hubert Ruffe, Gabriel Roucaute, Gustave Ansart, de grandes voix lors des débats, auxquels il faut ajouter le député apparenté Robert Chambeiron. Avouons notre incompréhension : manque de courage politique ? Choix tactique – et, dans ce cas, quelle signification ?

Ce 12 mars, il y eut finalement cinq cent vingt-cinq suffrages exprimés [32], la majorité absolue était donc de deux cent soixante-trois. Il y eut quatre cent soixante-trois voix pour. En défalquant les cent cinquante voix communistes, il restait donc au gouvernement une majorité confortable. Ce qui, au passage, détruit un des pans de l'argumentaire de la direction du PCF de ce moment : une abstention ou un vote hostile n'auraient pas fait tomber le gouvernement Mollet.

« Les députés n'ont pas seulement voté le texte qui leur était soumis, écrira Jacques Charby, mais ils en ont entériné aussi d'autres à venir et dont ils n'auraient connaissance qu'une fois appliqués ! Ce qui sera le cas le 17 mars 1956, date de la première extension des pouvoirs spéciaux : le garde des Sceaux publiait deux décrets qui octroyaient aux militaires français le pouvoir de rendre la justice "pour tous les faits commis postérieurement au 30 octobre 1954". Pour la première fois

depuis le régime de Vichy, un gouvernement adoptait des décrets qui avaient des effets rétroactifs (disposition en parfaite contradiction avec la tradition du droit français et avec l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme). Et tout cela sans que des protestations ne s'élevassent, ni à gauche ni à droite [33]. »

Maurice Thorez : « La partie et le tout »

Comment et pourquoi avoir voté en faveur de cette politique ? Quelle logique a présidé à ce choix de mars 1956 ? Il faut faire ici appel à la thématique de la « partie » et du « tout », utilisée naguère sous le Front populaire par Gabriel Péri (voir *supra*, chapitre 4). Le 16 mars 1956, Thorez justifia le vote devant le comité central en utilisant les mêmes termes : « Le parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie [34]. » Qu'était alors la « partie » ? C'était la guerre d'Algérie, qualifiée d'« affaire très importante, mais pourtant délimitée à la préoccupation essentielle ». Qu'était-ce donc que ce « tout », quelle était la « préoccupation essentielle » ? C'est probablement l'évolution internationale, qui a d'abord guidé le choix communiste. Pour le PCF, alors l'allié le plus fidèle de Moscou, la sortie de l'isolement de l'URSS et du bloc de l'Est est un événement considérable. Après pratiquement dix années de

tension extrême, au cours desquelles, selon la formule thorézienne, « la paix n'a tenu qu'à un fil », l'ouverture d'une ère de coexistence pacifique possible a été ressentie comme un moment important, quasiment un tournant de l'Histoire.

Ce « dégel » après la mort de Staline, marqué par la fin de deux guerres chaudes (Corée 1953, Indochine 1954), prendra une dimension spectaculaire durant le premier semestre 1956 : visites de Khrouchtchev et de Boulganine à Londres, de Tito à Paris, voyages d'un groupe dirigeant de la SFIO à Moscou (pour la première fois depuis Tours), suivi immédiatement par une délégation gouvernementale dirigée par Guy Mollet (mai 1956)… Plus dure sera la chute, avec le choc de l'écrasement de la révolte populaire hongroise par l'armée soviétique à l'automne. Mais, en mars, on est à mille lieues, place de Châteaudun, d'imaginer une telle fin d'année. Il y avait d'autres paramètres dans ce « tout » : des conquêtes dans la vie sociale, dont la troisième semaine de congés payés, vieille revendication communiste (pour ne pas se couper de sa base ouvrière, le PCF ne pouvait guère porter le fer sur ce terrain contre Mollet) ; dans l'outre-mer, les accords, exactement contemporains du vote, qui reconnaissaient les jeunes indépendances du Maroc (2 mars) et de la Tunisie (20 mars), sans compter la loi-cadre Defferre alors en gestation, visant en pratique à préserver ce qui restait de l'empire colonial français (elle sera votée en juin).

La formule sur la « partie » et le « tout » peut choquer, elle est pourtant le reflet de la réalité : la lutte contre la guerre

d'Algérie fut *un* front du combat politique général de cette période. Ce qui ne désarme évidemment pas la critique : il faudra ici essayer de comprendre pourquoi, un temps, l'Algérie ne fut pas *le* front premier de ce parti qui se voulait anticolonialiste.

Il est un autre élément qui n'apparaît pas, et pour cause, dans l'argumentaire public du PCF : les premiers contacts, discrets, avec les nationalistes algériens menés par le gouvernement Mollet pour tenter de sortir de la crise. Le premier jalon est le passage au Caire du ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau. Il y rencontre Nasser, le 5 mars. La question algérienne est au centre des discussions. Ce qui facilitera des contacts entre Joseph Begarra, socialiste algérien bien connu, homme de dialogue, et Mohammed Khider, toujours au Caire, à partir du 10 avril, puis en Yougoslavie ; enfin à Rome, cette fois entre Pierre Commin, secrétaire général adjoint de la SFIO, et M'hamed Yazid. En tout, cinq rencontres, dont certaines directement avec Ben Bella, menées en toute discrétion sous le gouvernement Mollet [35] (cette timide tentative, qui rencontra d'ailleurs bien des suspicions, voire des oppositions, chez les dirigeants FLN de l'intérieur, sera torpillée par le détournement totalement illégal, le 22 octobre 1956, de l'avion qui transportait de Rabat à Tunis cinq dirigeants majeurs du FLN, lesquels resteront incarcérés en France jusqu'en 1962). La direction du PCF fut-elle informée par l'équipe Mollet de ces négociations ? Le président du Conseil y fit-il allusion lorsqu'il la rencontra le 6 mars, au lendemain de la rencontre Nasser-Pineau au Caire ? Le journaliste du *Monde* Jacques Fauvet (1914-2002) affirmera

plus tard que le bureau politique fut « bien informé » de ces contacts, mais sans citer sa source [36]. Son confrère « gaulliste de gauche » Paul-Marie de la Gorce (1928-2004) affirmera en avoir lui-même informé un « dirigeant du PCF », hélas lui aussi sans précision [37]. Ce n'est pas là un détail : si tel fut le cas, on peut supposer que cette information pesa en faveur du vote du 12 mars. Ce qui n'enlève rien à une critique émise : même dans cette hypothèse, le bureau politique, en prônant le vote favorable aux pouvoirs spéciaux, fit bel et bien un « pari » dangereux.

C'est donc la très ancienne notion de la « pression » sur la social-démocratie qui a été la colonne vertébrale du raisonnement de la direction communiste. Un mois après le vote favorable du 12 mars, *L'Humanité* interrogeait : « Qui l'emportera ? La pression des ultras ou la pression populaire [38] ? » L'auteur de l'article avait l'air de pencher pour la seconde hypothèse. Pourtant, le 27 avril, un communiqué du BP déplorait : « À diverses reprises, le gouvernement a déclaré vouloir aboutir rapidement à la paix. Mais ses actes ne correspondent pas aux promesses faites [39]. » Après une liste des mesures de guerre, il ajoutait : « Ce n'est pas pour une telle politique que les communistes ont accordé leurs voix au gouvernement. » Certes, mais c'était bien la politique qu'il pratiquait, ce qui seul comptait aux yeux des concernés, Algériens d'abord, soldats sur place, rappelés et familles de France ensuite. Le BP invitait en conclusion les communistes à « redoubler d'efforts » pour l'unité d'action. « C'est ainsi que seront imposées les négociations qui permettront d'arrêter la

guerre et de régler tous les problèmes se trouvant posés entre la France et l'Algérie, dans l'intérêt commun des deux pays et des deux peuples. » Le 4 mai encore, Marcel Servin persistait dans une lecture optimiste des événements : « L'élargissement de ce mouvement sorti des profondeurs de la nation est la condition nécessaire et suffisante pour que les colonialistes, leurs intrigues et leurs pressions connaissent un échec retentissant… » On peut s'interroger sur l'utilisation de cette expression, sous la plume d'un membre du bureau politique, dans l'organe officiel du PCF. Condition « nécessaire » ? Certes. Mais pourquoi y avoir ajouté « suffisante » ?

Comme il était alors de tradition, on fit appel à Lénine pour justifier cette pratique. En juin 1956, Marcel Servin cite un texte de 1916 du grand maître bolchevique [40] où il était question d'un « absolu » (le « tout ») et d'une « parcelle » (la « partie ») : « Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique. Il est possible que dans certains cas concrets, la parcelle contredise le tout : alors, il faut la rejeter [41]. » La filiation Lénine-Thorez était éclatante. Mais Servin avait « oublié » la phrase qui suivait immédiatement chez Lénine : « Il peut arriver que le mouvement républicain d'un pays ne soit que l'instrument d'intrigues cléricales, financières ou monarchiques d'autres pays. Nous avons alors le devoir de ne pas soutenir ce mouvement concret donné, mais il serait ridicule, sous ce prétexte, de rayer du programme de la social-démocratie internationale le mot d'ordre de République. » Qui,

alors, aurait osé assimiler le combat des Algériens à des « intrigues cléricales, financières ou monarchiques » ? Par ailleurs, on l'a déjà signalé, il y avait une faille majeure dans ce raisonnement : qui devait décider ce qui était bon pour l'avenir de l'Algérie ? Un parti politique du pays colonisateur, fût-il armé de la « supériorité intrinsèque de la théorie marxiste-léniniste », ou les dirigeants de la lutte nationale du pays colonisé ? Poser la question, c'était y répondre. Mais justement : elle ne fut pas posée par l'équipe thorézienne.

L'emballement immédiat de l'engrenage guerrier

De fait, en Algérie, toute l'évolution sur le terrain infirmait cet optimisme : les rappels de réservistes se succédant, les effectifs doublèrent entre les élections de janvier et l'été 1956 (de 200 000 à 400 000 hommes). Dans les jours qui suivirent le vote des pouvoirs spéciaux, *L'Humanité* adopta des titres qui prouvaient que la guerre s'accentuait : « Lacoste : "Priorité absolue aux mesures militaires." Couvre-feu à Alger à la suite de l'aggravation de la tension » (17 mars) ; « Sanglants combats en Kabylie » (24 mars) ; « Menace de graves décisions militaires sur l'Algérie. […] Fascicules de mobilisation prêts pour 100 000 hommes » (27 mars) ; « Algérie : la marine de guerre entre en action » (29 mars) ; « Extension des combats en Algérie.

Cent soixante morts en vingt-quatre heures. Deux divisions envoyées en renfort » (30 mars). Le 11 avril, le rappel des disponibles est officialisé. Cruel concours de circonstances, c'est donc un mois jour pour jour après le vote des pouvoirs spéciaux qu'André Stil constate dans *L'Humanité* : « Aucun doute n'est possible. C'est la guerre qui marque un point [42]. » On peut imaginer l'angoisse des lecteurs du quotidien : ainsi, c'est pour cela que nos dirigeants avaient voté ?

Aux illusions lyriques du début d'année succède alors un ton de plus en plus critique vis-à-vis du gouvernement. Le 11 mai, un reportage de Robert Lambotte intitulé « Le vrai visage de la "pacification". Exécutions sommaires et fusillades d'otages se multiplient en Algérie », déjà cité, dénonçait les exactions. Première occasion pour le gouvernement Mollet de saisir le quotidien communiste et de poursuivre ses journalistes, le signataire Lambotte et le rédacteur en chef André Stil. Il y aura, cette année 1956, deux autres saisies (15 juin – « affaire Maillot » – et 25 septembre – éditorial de Léon Feix affirmant que « tout le peuple algérien » aspirait désormais à se libérer du colonialisme).

Ainsi, non seulement ce gouvernement intensifie la guerre, mais il s'attaque aux libertés démocratiques. Il est temps, il est grand temps, de rectifier la ligne. Lors d'une nouvelle session du CC, le 9 mai, Maurice Thorez souligne en interne : « Peut-être faut-il sur ce point mettre de plus en plus les points sur les "i" par rapport au gouvernement et ne pas laisser croire que le gouvernement est plus ou moins malgré lui victime de la

pression, de la violence des ultras, comme nous avons tendance un peu trop à le dire, mais il applique consciemment une politique impérialiste. Nous n'allons pas le dire de cette façon, mais il faut faire comprendre qu'il mène cette politique, qu'il applique cette politique. Il s'oriente en fait – on n'est pas obligés de dire qu'il envisage, mais qu'il s'oriente en fait – vers une politique de guerre, vers une guerre longue[43]. » Pour conclure : « Nos journaux » doivent être plus critiques, « hausser le ton » contre la politique de guerre du gouvernement. Dans *L'Humanité* du 12, ce discours est repris, avec des formules adoucies, mais tout de même sévères : « La pression, la violence des ultras n'est pas seule en cause. Le gouvernement s'oriente en fait vers une guerre, une guerre longue. » L'analyse communiste esquisse là une évolution – qui ne sera pas menée à son terme – sur la nature du réformisme, non plus simple enjeu entre des pressions opposées, mais courant politique autonome ayant sa propre logique… et qui « applique consciemment une politique impérialiste ».

Par ailleurs, le « mouvement sorti des profondeurs de la nation » (Marcel Servin, article cité, 4 mai) était plus un vœu qu'une réalité. La fameuse « pression populaire » était faible, faiblissime même. *L'Humanité* se bornait à mettre en avant quelques délégations mixtes (communistes, socialistes, syndiqués CGT et FO), quelques motions de conseils municipaux… Des photos de militants, porteurs de pétitions, aux portes de l'Assemblée nationale, figuraient. *France nouvelle*, l'hebdomadaire des cadres, semble miser sur des forces internes à la SFIO. Le 5 mai, il cite avec chaleur les positions de

Jean Rous, d'Oreste Rosenfeld et de Charles-André Julien. Mais il se garde bien de préciser que cette aile gauche des socialistes est isolée, qu'aucun ténor du PS ne s'est engagé dans la lutte pour la paix. Exemples montés en épingle, qui pouvaient – peut-être – convaincre des lecteurs de bonne volonté, mais sur lesquels les dirigeants ne pouvaient nourrir sérieusement d'illusions : comment penser, dans ces conditions, que ce gouvernement décidément belliciste plierait ?

Le PCF fut lent à réagir, du moins dans l'espace parlementaire. Le 31 mai, Jacques Duclos, toujours à l'Assemblée, lâche une formule : « Les changements attendus par le peuple français ne se sont pas produits [44]. » Il demande à cette occasion un vote de confiance séparé sur la question algérienne. Ce que le gouvernement, en toute logique – et en tout cynisme –, refusera, trop heureux de refermer sur les communistes le piège qu'ils s'étaient tendu à eux-mêmes. Le 5 juin, Waldeck Rochet fait donc part de la décision du groupe communiste de s'abstenir. Le 6, *L'Humanité* privilégie la connotation négative de ce vote : « Le parti communiste a refusé la confiance au gouvernement Guy Mollet pour la politique de guerre menée en Algérie. » Le PCF trouve l'affaire suffisamment importante pour tirer un tract reprenant cette formule [45]. Ce n'est pourtant que fin octobre que, finalement, le groupe communiste se résoudra à voter contre la totalité de la politique du gouvernement Mollet [46].

Contestations et malaise au sein du PCF

On a vu que la décision du vote en faveur des pouvoirs spéciaux avait été quelque peu arrachée à un groupe parlementaire réticent – et certains de ses éléments franchement hostiles [47]. Et il n'y avait aucune raison pour que ce trouble ne fût pas ressenti dans les rangs de tout le parti. Étant entendu que la question algérienne s'ajouta aux désaccords ressentis comme plus graves encore, liés à l'analyse du socialisme dit « réel » (voir *infra*).

Dans les milieux intellectuels, certains militants, naguère orthodoxes, avaient cheminé vers l'attitude critique et commencé à former un pôle politique informel bien avant mars 1956 [48]. Plus grave, et même impardonnable pour la tradition communiste, certains d'entre eux fonderont des groupes oppositionnels (*Tribune de discussion*, dès mars ; *Arguments*, octobre ; *L'Étincelle*, décembre [49]). L'affaire des pleins pouvoirs accentua le malaise. Marcel Prenant prit sa plume pour écrire personnellement à Maurice Thorez et taxer cette pratique de « crétinisme parlementaire [50] ». Claude Roy, Hélène Parmelin, Édouard Pignon, Roger Vailland, Dominique Desanti, Jean Toussaint-Desanti, Jean Chaintron – le Barthel de la circulaire de 1935 –, Paul Tillard, Jacques-Francis Rolland, etc. firent des pas supplémentaires sur le chemin qui les mena à la rupture. Plus spectaculaire, car emblématique, fut

le départ fracassant d'Aimé Césaire – le pamphlétaire du *Discours sur le colonialisme* (1950), l'élu d'un territoire connaissant des éléments de « situation coloniale » –, auteur en octobre d'une *Lettre à Maurice Thorez*.

Une autre opposition retentissante, qui se dessina dès ce moment, fut celle de la célèbre cellule Sorbonne-Lettres. Le secrétaire en était Michel Crouzet [51], elle regroupait certains des intellectuels communistes les plus connus et les plus respectés : Marcel Cohen, François Chatelet, Jean Dresch, Jean Bruhat, Raymond Guglielmo, Jean Chesneaux, Michel Crouzet, André Prenant, Maxime Rodinson, Pierre George, Jean-Pierre Vernant, Yves Lacoste, etc. [52]. Cette cellule délégua à la conférence de section de Paris Ve André Prenant, François Chatelet et Maxime Rodinson, porteurs d'une motion hostile au vote, qui emporta l'adhésion de la conférence… mais la direction (Philippe Robrieux, Laurent Casanova et un certain Georges Marchais) fit refaire le vote, cette fois en faveur de la « ligne » [53]. « Le camarade géographe [Prenant] étouffait d'indignation. Moi, je sortis, bien décidé à ne plus m'émouvoir de semblables mascarades », se souviendra plus tard François Chatelet [54]. La crise culminera immédiatement après le référendum constitutionnel de septembre 1958, lorsque la direction du PCF attribua l'échec à des seules causes externes (voir *infra*, chapitre 22). La cellule synthétisa alors l'ensemble de ses critiques : XXe congrès, Hongrie, mais aussi question coloniale, Algérie, dans un document, une « Lettre au comité central ».

L'histoire de cette lettre peut à présent être retracée. Les principaux rédacteurs furent Jean-Pierre Vernant et Victor Leduc [55]. Elle fut adoptée à l'unanimité, en assemblée générale de cellule, le 7 octobre 1958 [56]. Ce texte, signé du pseudonyme de Jean Gérôme [57], fut ensuite ronéoté, puis envoyé personnellement à tous les membres du comité central, à la direction fédérale, à la direction de section et, plus grave, pour un parti fonctionnant sur le mode de la verticalité, à divers communistes, responsables locaux ou personnalités. Enfin, comble de provocation, il fut inséré dans le bulletin oppositionnel *Voies nouvelles* [58]. Le réquisitoire était implacable. Les erreurs du parti, expliquait-il, dataient de l'époque de l'après-Libération, avec son incapacité à reconnaître le caractère des mouvements en Algérie, en Indochine, à Madagascar : pendant ce temps, le PCF continuait à évoquer une Union française vaguement assortie du qualificatif « véritable ». Pour conclure par l'inversion radicale du schéma alors dominant à la direction : ce ne sera pas la « classe ouvrière française, guidée par le parti » qui apportera, comme un présent, l'indépendance aux peuples coloniaux, mais « cette indépendance a été et sera conquise contre la bourgeoisie française au pouvoir par les peuples coloniaux en lutte [59] ».

Mais on aurait tort de ne percevoir la contestation que chez les intellectuels, ces « éternels insatisfaits ». Immédiatement après commença la préparation du XIVe congrès du PCF, avec force réunions de cellules, de sections et de fédérations. La critique du vote de mars fut-elle présente ? Massive ? Comme on

pouvait s'y attendre, cela n'apparaît guère (*L'Humanité*) ou pas du tout (*France nouvelle*) dans la presse communiste de l'époque. Et les archives, sur ce point, sont muettes[60]. *A contrario*, les oppositionnels ont souvent affirmé que, « dans toutes les conférences », il y eut « de fortes minorités » pour condamner le vote[61]. Le bulletin oppositionnel *Tribune de discussion* citait de nombreux exemples, mais il est possible qu'il ait agi lui aussi de façon partisane[62]. La vérité est peut-être à mi-chemin entre ces deux thèses. À défaut de « fortes minorités », il y eut probablement des interpellations assez nombreuses. Comment des militants obéissant à deux penchants « naturels » – l'anticolonialisme et l'antisocialisme – auraient-ils pu accepter sans broncher le vote de mars ? Les plus anciens avaient connu la lutte contre la guerre du Rif, ceux dans la force de l'âge sortaient, la tête haute, d'un combat internationaliste authentique (guerre d'Indochine), les plus jeunes étaient tout simplement concernés, car risquant de partir en Algérie. Si la discipline de parti annihila bien des interrogations, le malaise fut perceptible. Le mot est d'ailleurs utilisé à l'époque : « Le vote du 12 mars incontestablement a [provoqué un] malaise. [...] Beaucoup d'entre nous ont pensé que nous n'aurions pas dû voter les pleins pouvoirs. [...] Ce vote a ralenti notre action pendant plusieurs mois, ce fut une sorte de coup d'arrêt » (cellule Notre-Dame-des-Champs, Paris)[63]. André Wurmser, fidèle parmi les fidèles[64], partisan du vote, confesse qu'il y eut de « rudes disputes » dans sa cellule. Élie Dayan, lui aussi communiste fidèle, militant ouvrier, évoque une « discussion vive, parfois même orageuse[65] ». Dans la

fédération de l'Yonne, René Marault, un communiste très connu et respecté, ancien résistant, candidat aux législatives de 1951, membre du bureau fédéral, rendit sa carte[66]. Au sein de l'usine Renault de Billancourt, ce vote fut un moment de « bascule[67] » : les plus déterminés des militants reçurent un « choc violent », se souvient Clara Benoits, militante communiste et syndicaliste – contestataire – dans cette usine. Des protestations éclatèrent spontanément[68]. En mai, des adhérents démissionnèrent, dans des cellules d'hospitaliers (Pitié-Salpêtrière). Bernard Jourd'hui, qui pourtant avait été plutôt hostile à ce vote – mais ne pouvait le dire –, se révéla impuissant à les faire revenir sur leur décision[69].

L'appareil du parti, au plus haut niveau, fut conscient de ce malaise. Le 9 mai, lors d'une nouvelle session du CC, Maurice Thorez dit à ses camarades : « Revenons une fois de plus, je crois c'est nécessaire pour le congrès [à venir[70]], sur une question qui a été discutée et controversée dans le parti : lorsque notre groupe a voté pour le gouvernement à l'issue du débat sur l'Algérie[71]… » Ainsi, deux mois après le vote, le secrétaire général emploie cette formule, « une fois de plus ». Après avoir repris l'argumentaire habituel, il reconnaît : « Encore une fois, naturellement, il y a eu de l'émotion dans le parti à la suite de ce vote. » Le secrétaire joue alors la carte de l'apaisement : « Je crois qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter outre mesure. Que les militants demandent des explications, c'est bien normal. C'est au contraire l'absence de questions qui aurait été grave. Il est absolument naturel que nos militants formés dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien soient

alarmés par ce qui se passe en Algérie et qu'ils demandent des explications sur les votes du groupe parlementaire. » Pour retomber sur ses pieds et justifier de nouveau le vote : « De vrais sujets d'inquiétude pour nous, il n'y en aurait que si nous constations une passivité, une négligence dans l'action contre la guerre d'Algérie et si n'étaient pas utilisées toutes ces possibilités de front unique pour renforcer et soutenir l'action du parti et aussi dans une forme donnée l'action de notre groupe parlementaire à l'Assemblée. » Par rapport à cet effort de compréhension de Thorez, Léon Feix paraît d'une rigidité absolue. Lui aussi constate « les hésitations, même parfois après explications » d'un « certain nombre de camarades » ; mais il y apporte une réponse convenue : nous avons tardé à mieux expliquer ; surtout, « seuls des camarades qui sont encore coupés de rapports avec les socialistes et avec les masses peuvent nier la justesse du vote [72] ».

Commencent donc, le 18 juillet, les travaux du XIVe congrès. Les délégués écoutent attentivement deux rapports-fleuves de Maurice Thorez et Jacques Duclos. L'autosatisfaction y domine. Les autres intervenants s'en tiennent à des comptes rendus d'activité dans leurs fédérations. Mais, en lisant bien ces textes un peu répétitifs, on trouve quelques traces de l'existence de minorités frondeuses : « Nous avons rencontré des difficultés légitimes lors de notre vote du 12 mars (je dis : légitimes, car notre politique fondamentale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est profondément ancrée dans notre peuple)… » (Jean Cagne, fédération du Rhône) ; « Quelques camarades ont perdu pied… » (Bernard Jourd'hui, fédération de Paris) ; « Des

camarades, et cela s'est manifesté dans bien des conférences de section, considèrent encore le front unique, nos efforts pour l'unité, comme un recul de notre part… », aussi ont-ils « manifesté une espèce de soulagement » lors de notre vote d'abstention du 5 juin (Gustave Ansart, fédération du Nord) ; il a été nécessaire de « convaincre les camarades qui hésitaient à admettre ce vote » (André Faivre, fédération de Saône-et-Loire) ; « Au début, l'action du parti a été gênée, à la suite de certaines incompréhensions qui se sont manifestées après le vote du 12 mars » (Gilles Gravoille, fédération de la Loire-Inférieure), etc. Quand on connaît l'efficacité des filtres mis en place lors de la préparation des congrès (« centralisme démocratique »), alors, on peut penser que la contestation n'a nullement été marginale.

Des dégâts bien au-delà des rangs du PCF

En un seul vote, le parti perdit le crédit qu'il avait conquis auprès de l'intelligentsia progressiste de sensibilité anticolonialiste. Le 10 mars 1956, le Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, très représentatif de ce courant, avait publié un appel solennel, adjurant les députés de gauche de refuser les pouvoirs spéciaux [73] . Quarante-huit heures plus tard tombait la nouvelle

du vote positif. On imagine les réactions. Après le vote, l'équipe rédactionnelle des *Temps modernes* (sans doute Sartre lui-même, lui qui, quatre années plus tôt et dans la même revue, avait théorisé l'impossibilité de lutter pour la paix sans le PCF [74]) lui consacra son éditorial [75] : « La gauche pour une fois unanime a voté les "pouvoirs spéciaux", ces pouvoirs parfaitement inutiles pour la négociation, mais indispensables pour la poursuite et l'aggravation de la guerre. Ce vote est scandaleux et risque d'être irréparable. » La première pique était réservée au PC : « La mise en pratique des "pouvoirs spéciaux" ne rendra-t-elle pas dérisoire une tactique qui ne fut peut-être que le déguisement de la résignation ? » Dans les rangs trotskistes, le vote du grand rival stalinien fut l'objet d'une critique radicale. Pierre de Massot, un ancien du PC, assimila le plaidoyer communiste à un « raisonnement byzantin, dont les robes noires de Loyola sont coutumières ». Les Mollet, Lacoste, Lejeune et consorts devaient, dit-il, bien « rigoler dans l'intimité » de cette incroyable naïveté [76].

Mais le PCF avait l'habitude des critiques de gauche et, à vrai dire, ne s'en souciait guère. Autrement préoccupant fut le divorce aggravé avec les forces vives du nationalisme algérien, en France comme en Algérie, que nous avons déjà rapidement évoqué (voir *supra*, chapitres 10 et 14). Courant mars ou début avril, la Fédération de France du FLN sortit un tract bilingue dénonçant la « mystification » opérée par les communistes [77], tract qui fut sans doute abondamment distribué au sein de la communauté. Évidemment, l'aile anticommuniste du FLN, qui n'avait pas attendu cet épisode pour être virulente, fut

confortée. D'autres militants, progressistes, qui avaient jusque-là espéré en un rapprochement, furent déroutés [78]. Ceux d'entre eux qui étaient membres du PCF partirent en masse. Le grand écrivain algérien Malek Haddad, lui-même longtemps communiste, fit du personnage principal d'un de ses romans, Omar, un être déchiré par ce vote, qui finit par rendre sa carte [79]. À Renault-Billancourt, il y eut même concertation et démission collective dès le 13 mars [80]. On sait par divers témoignages que cet épisode fut un véritable traumatisme pour la communauté algérienne dans son ensemble [81]. « Vous nous avez trahis » : cette amère pensée des mineurs algériens du bassin houiller des Cévennes semble avoir été partagée par beaucoup de leurs compatriotes [82].

Roger Boisseau (déjà cité, hostile au vote, mais qui avait appliqué la consigne), député de Boulogne-Billancourt, eut le courage de venir s'expliquer dans sa ville afin d'y parler avec des Algériens, de Renault ou d'autres usines. Il y fut accueilli par une farouche hostilité : « Je suis allé rencontrer les Algériens que je connaissais, et j'en connaissais beaucoup, à la Bourse du travail. Ils m'attendaient, et j'avoue que j'étais très ému. Je leur ai expliqué dans quelles conditions j'avais voté, mais il n'empêche que j'avais voté, et que j'avais voté l'aggravation de la guerre. J'ai parlé personnellement avec chacun, tous m'interpellaient. Je n'ai pas l'habitude de pleurer, parce que j'en ai vu d'autres, mais j'avais les larmes aux yeux. J'avais l'impression de les avoir trahis et que j'avais aussi trahi mes électeurs. Cette explication publique devant des centaines de personnes, les cris, les sifflets, les huées… Il y avait des gens

du FLN, ceux du MTLD [83] de Messali Hadj. Eux, ils m'ont craché au visage. C'était le soir même du vote. J'en ai eu gros sur le cœur. Et après tout s'est confirmé, la guerre s'est aggravée [84]. » Même cas de figure pour Pierre Lareppe, député des Ardennes, un département ouvrier où les Algériens étaient nombreux : en mai 1956, lors d'une réunion publique à Nouzonville, il fut durement apostrophé par des travailleurs algériens lui reprochant ce vote. Tenu par la discipline de parti, il ne put que balbutier [85].

On peut imaginer l'accueil reçu par les militants de base lorsqu'ils persistaient à (tenter de) porter la « bonne parole » dans les masses algériennes. Un militant de Levallois, Parfait Jans (qui devait devenir maire de cette ville en 1965), explique ainsi en 1957 que, lorsqu'il diffuse *L'Algérien en France*, le mensuel du PC à destination de cette communauté, il est en butte à de « grandes difficultés » dans les « quartiers et cafés fréquentés par les Algériens ». Auparavant, nous étions bien accueillis, écrit-il ; aujourd'hui, « certains cafés nous sont devenus carrément hostiles » : parfois, lorsque je rentre dans un café, un jeune prend la parole [sous-entendu : en arabe ou en kabyle], le silence se fait et « je n'en vends pas un seul [86] ». *L'Algérien en France* cessera d'ailleurs sa parution en octobre 1960, « aveu d'échec » manifeste [87]. Candeur ou manque d'analyse politique, Parfait Jans n'associe pas ce climat nouveau au vote de mars 1956. Le bulletin oppositionnel *Tribune de discussion*, déjà cité, lui, ne s'y trompa pas, il lança dès l'été 1956 un cri d'alarme [88] : « Les sections qui ont un contact avec les Nord-Africains ont critiqué le relâchement des

liens entre le parti et le mouvement national algérien [89] . » Or la communauté algérienne était une composante à part entière de la classe ouvrière que, à défaut d'appeler « française », on peut définir comme « vivant et travaillant en France ». Dans certaines usines, un ouvrier sur dix, parfois un sur cinq, était algérien. Elle était évidemment la partie la plus exploitée, mais elle comptait aussi souvent dans ses rangs des éléments combatifs (rappelons que leur taux de syndicalisation, très majoritairement à la CGT avant 1954-1956, était plus élevé que celui des Français dits « de souche »). Si le « relâchement des liens » signalé par les oppositionnels n'avait aucune conséquence électorale, il en avait une grande sur la lutte des classes. Un parti communiste n'aurait jamais dû l'oublier.

On n'a guère d'informations directes sur les réactions des communistes algériens. Mais on peut supputer que le choix des « camarades français » fut accueilli avec sévérité. Un tract du 5 mars 1956, signé « Le Parti communiste algérien », ne laisse aucun doute : pour que les armes se taisent, affirmaient les rédacteurs, il faut que le gouvernement reconnaisse solennellement le droit à la libre disposition du peuple algérien et qu'il engage des négociations avec toutes les composantes de la société algérienne, « résistance armée » comprise [90] . On était bien loin de la confiance en un « nouveau Front populaire ». On imagine ce que le PCA a pu penser après ce vote. Les communistes algériens ne pouvaient ni désavouer publiquement le PCF – dans les conditions de l'époque, c'était inimaginable – ni défendre le choix de leurs camarades. Ils vivaient dans la plus stricte clandestinité, en butte à la

répression coloniale, mais aussi à l'hostilité d'une partie du FLN. La seule réaction publique connue est une déclaration du 20 mars : « Le gouvernement Guy Mollet a obtenu les pouvoirs spéciaux au Parlement français. Va-t-il maintenant, comme le lui demandent la classe ouvrière et le peuple de France, avec à leur tête le PCF, rechercher la paix par la négociation [91] ? » Après ce coup de chapeau obligé, le second terme de l'alternative apparaissait comme probable. « Ou va-t-il au contraire, comme l'exigent les seigneurs de la colonisation et les milieux fascistes, faire à notre peuple une guerre totale ? » Le reste du texte penchait vers le doute. « M. Guy Mollet et plus encore le ministre résidant Robert Lacoste ont fait des déclarations qui constituent un véritable ultimatum à notre peuple. » Croient-ils que les promesses compenseront ces menaces ? On voit qu'on était loin de l'argumentaire du PCF.

Ce qui est certain, c'est que les communistes sur place ressentirent douloureusement ce choix. Militant fidèle, Gaston Donnat l'évoque dans ses Mémoires [92]. « Douleur » est d'ailleurs un mot faible. « Colère » conviendrait mieux. Une anecdote est significative : lorsque Baya Allaouchiche et Henri Maillot eurent entre les mains des tracts expliquant ce vote, ils les brûlèrent dans une lessiveuse [93]. Au plus haut niveau du PCA, l'interrogation fut d'autant plus forte que les communications avec Paris étaient difficiles. Le PCF tenta bien une démarche. Un cadre peu connu de la Section coloniale, Georges Thévenin, fut envoyé en grand secret à Alger auprès d'Ahmed Akkache et de Bachir Hadj Ali [94]. Nous n'avons trouvé nulle trace de ce voyage, mais on peut imaginer que l'accueil fut

frais. Dans l'autre sens, l'une des missions du secrétaire général, Larbi Bouhali, lorsqu'il quitta clandestinement l'Algérie fin 1956, fut de poser des questions aux dirigeants du PCF [95]. Ces militants, particulièrement investis dans la lutte nationale, plongés dans la clandestinité, exposés à tout moment à des arrestations et à des tortures, ne pouvaient comprendre un jeu parlementaire. Opinion de William Sportisse, alors vétéran de la lutte malgré son jeune âge : « Évidemment, nous y étions totalement opposés [96]. » Ou encore Alfred Gerson, communiste venu de France pour participer à l'équipe qui conçut et distribua le bulletin clandestin *La Voix du soldat* à destination du contingent, vite imprégné du climat spécifique du PCA : « Pour nous [97], cela a été évident dès le premier jour : c'était une bêtise [98]. »

Comme on l'a vu, le ton particulièrement agressif de la plate-forme de la Soummam du FLN d'août 1956 (paragraphe intitulé « Le communisme absent » – voir chapitre précédent) était dû à cette forte désillusion. Le texte y fit d'ailleurs référence, en évoquant l'« attitude opportuniste du groupe parlementaire » du PCF. Jacqueline Guerroudj témoignera que, même en prison, les discussions les plus polémiques entre communistes et nationalistes portaient sur ce vote, dont les membres du PCA n'étaient pourtant nullement responsables [99]. Alfred Gerson, arrêté en mars 1957, a même entendu des militants FLN emprisonnés à Barberousse en même temps que lui proférer des menaces de mort contre les communistes français [100]. Cette plaie ne fut jamais totalement cicatrisée durant la guerre. Elle

ne l'est toujours pas aujourd'hui, tant ses traces restent présentes dans la quasi-totalité de l'historiographie algérienne.

La tardive autocritique

Jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, puis bien au-delà, les textes émanant de la direction communiste (ou autorisés par elle) ne portèrent jamais de jugement négatif sur cet épisode. En 1976, vingt ans après – et Thorez, Feix et Duclos disparus –, Étienne Fajon fut le premier dirigeant national à rompre le silence sur ce malaise. Dans ses Mémoires, il employa un mot encore bien timide : choix « contestable [101] ». Analyse plus sévère, plus argumentée, chez Roland Leroy en 2001, évoquant dans une interview à *L'Humanité* cet épisode et le qualifiant d'« erreur d'appréciation [102] ». Quelques années encore, et le PCF prit l'initiative de réunir un groupe de travail, symboliquement dirigé par un duo Hélène Cuénat (porteuse de valises, ancienne compagne de Jeanson)/Jacques Fath (alors permanent du PC), tentant d'établir un bilan de l'activité communiste lors de la guerre. Plusieurs séances furent consacrées aux pouvoirs spéciaux, le groupe écoutant notamment Jean-Pierre Vernant, André Prenant, André Lajoinie, Bernard Sigg, Sadek Hadjerès, Claude Vinci, Alfred Gerson, Alban Liechti, etc. [103]. Seuls quelques-uns défendirent le vote de mars 1956.

Quelques mois plus tard, cette fois publiquement, la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, à l'occasion d'une soirée commémorative du soulèvement de novembre 1954, qualifia le vote d'« élément extrêmement controversé », de « geste difficile à assumer, qui pèse encore aujourd'hui sur la mémoire du PCF », décrivant le parti d'alors, d'une formule étonnante, comme « un peu déboussolé », dans le contexte d'une « déstalinisation difficile [104] ». Aujourd'hui encore, la question de ce vote reste une des plus controversées dans la mémoire communiste. En 1988, Jeanine Verdès-Leroux, après avoir interrogé cent dix militants de l'époque, conclut : « Le vote des pouvoirs spéciaux est le point sur lequel on entend le plus de critiques, vingt-cinq ans après [105]. » En 2010, une autre historienne, Vanessa Codaccioni, a trouvé des acteurs/témoins de l'époque aux opinons plus partagées [106]. Reprenant l'argument, arithmétiquement faux, qu'un vote négatif aurait fait tomber le cabinet Mollet, certains estiment toujours que le parti aurait été dans un porte-à-faux impossible : « Ce ne fut pas une confiance aveugle. Nous affirmions simultanément qu'il fallait déboucher sur une solution politique. C'était, c'est vrai, une sorte de pari. Mais si nous ne l'avions pas tenté, les mêmes qui nous font des procès aujourd'hui nous l'auraient reproché » (Henri Malberg) [107]. Globalement, il semble toutefois que, même au sein de la génération qui a vécu cet épisode, l'analyse autocritique l'emporte.

Revenons à l'expression précitée de Roland Leroy, « erreur d'appréciation ». Le mot paraît faible : quand toute une direction soutient un raisonnement durant des mois, puis

« oublie » de s'expliquer sur les conséquences, peut-on encore parler de faux pas ? « Nous avons fait passer la tactique immédiate avant le raisonnement à long terme », a reconnu Roland Leroy en 2017. En fait, il y a eu une « erreur stratégique [108] ».

Ne peut-on dire que ce vote ne fut qu'un avatar d'une vieille maladie du mouvement ouvrier français, le gallocentrisme, la foi, sans aucun doute sincère, que la libération – ou la démocratisation – de la périphérie serait une conséquence de la libération – ou de la démocratisation – du centre ? Maladie explicable sans doute, dans les années 1920, 1930 ou 1940, quand les mouvements nationaux ne paraissaient pas aptes à l'emporter sur le colonialisme, quand l'Internationale communiste et le PCF étaient des alliés puissants, réels ou potentiels, de ces mouvements. Mais définitivement inacceptable en 1956, deux ans après la libération du Viêt-Nam, un an et demi après la Toussaint algérienne, un an après la conférence d'avril 1955 à Bandoeng (Indonésie), réunissant les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques pour poser les bases du « mouvement des non-alignés ».

Les manifestations de rappelés du printemps 1956 : la seconde vague

Mais cette année 1956 fut marquée par bien d'autres événements liés à la guerre d'Algérie. Et, en premier lieu, le mouvement de protestation des rappelés. On a vu que le gouvernement Mollet avait immédiatement fait suivre le vote de mars d'une mesure frontale : le service militaire porté à vingt-sept mois, le rappel de 70 000 disponibles (11 avril). Une nouvelle vague de mouvements contestataires (après celle de l'automne 1955 déjà décrite *supra*, chapitre 11) commence. Le 19 avril 1956, deux mouvements ont lieu à Aigues-Mortes et à Vauvert (Gard) [109] . Le 20, manifestation spectaculaire à Voiron (Isère) : des militants bloquent un autorail qui emmenait des réservistes. Ils sont évacués par la police, sans opposer de résistance violente. Le 22 avril, la une de *L'Humanité-Dimanche* est barrée par l'expression « Colère contre la guerre d'Algérie ». Le 4 mai, Marcel Servin exalte la vague qui se poursuit « à Metz, à Tours, à Villeneuve-Saint-Georges, dans la région parisienne, dans le Finistère, l'Ardèche ou la Vendée ». Dans le camp adverse, la même constatation, mais en négatif : « Nous assistons à un tournant du PC qui veut prendre l'offensive », s'inquiète Francis Raoul, préfet de l'Isère [110] . Le ministre de l'Intérieur, Jean Gilbert-Jules, envoie à tous les Igame (inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire) et aux préfets une directive d'alerte : « Le

rappel des disponibles se déroule dans des conditions préoccupantes pour le moral de la nation, [car] les incidents bénins ou graves se multiplient au point d'avoir affecté ces derniers jusqu'à un cinquième des trains » (31 mai) [111] .

Le 5 mai, en une du journal communiste, sous le titre « Paix en Algérie ! Premières photos des manifestations de rappelés à La Rochelle et à Marseille », on peut voir la photo d'un train à l'arrêt, des soldats sur les voies parlant avec les civils. Le 18 mai, à Grenoble, a lieu une manifestation d'une ampleur exceptionnelle lors de l'arrivée d'un train de rappelés. C'est un comité d'action local UJRF-UNEF-Jeunes CGT-JOC qui a été à l'initiative. Un des organisateurs, François Perez, se souvient : « Des informations transmises par des cheminots CGT apprennent au comité qu'un train de rappelés devait quitter la gare de Grenoble en début de soirée. […] Les animateurs du comité décident de bloquer le train à la barrière du cours Berriat, à deux cents mètres de la gare. Des milliers de tracts sont distribués aux portes des entreprises par les sections du PCF. L'UNEF distribue à la fac, des tracts sont également diffusés sur les marchés, dans les boîtes aux lettres. […] Lorsque j'arrive sur le lieu du rendez-vous vers 18 h 15, nous sommes à peine une centaine. En retrait de la barrière, du côté de la rue Denfert-Rochereau, le préfet de l'Isère fait camper des pelotons de CRS venus de Bourgoin et de Vienne. Son représentant, mégaphone à la main, surveille la situation. Peu à peu, l'attroupement se renforce. Des participants envahissent la voie, s'avancent en direction du quai de la gare ou le train est à l'arrêt. […] Vers 18 h 45, les salariés des ateliers voisins sortent.

On compte à ce moment un peu plus six cents personnes, lorsqu'un gros camion arrive et stoppe au milieu des manifestants. A 19 h 10, le train supposé rempli de rappelés arrive et s'arrête face au camion qui lui barre le chemin. Le chauffeur de la locomotive stoppe sa machine, en descend et plante sur la voie un drapeau rouge. Manifestants, camion, locomotive, la circulation est totalement bloquée. Le rassemblement gonfle. Le représentant du préfet donne l'ordre de se disperser et annonce l'intervention. C'est alors qu'une cinquantaine de jeunes, communistes pour la plupart, s'assoient sur les rails, tandis que d'autres s'allongent en travers. Personne n'obéit à l'injonction.

« Les CRS décident de dégager le camion, les voitures, les vélos, font reculer le train vers la gare, foncent sur l'attroupement, tentent de déloger ceux qui sont allongés sur les rails. Je suis parmi eux. Nous ne bougeons pas encore, mais nous faisons le plein de cailloux qui jonchent le ballast. Lorsque les coups de matraque commencent à sévir, nous refluons en ordre de bataille vers la rue Nicolas-Chorrier, la place Saint-Bruno, le quartier de l'Aigle, le long du cours Jean-Jaurès. Aux fenêtres les gens applaudissent la bataille, d'autres lancent des objets sur les CRS. Nous reculons en lançant des pierres, nous jouons à cache-cache entre les immeubles, les ruelles. Le dispositif policier et son déploiement de force ont accentué la détermination des manifestants qui se renforcent de nouveaux arrivants. Les affrontements sont violents. Aux coups de matraque répondent des jets de pierres. Il y a des blessés, des arrestations. La police nous repousse et nous refluons vers les

grands boulevards en construction. Le long de la voie ferrée qui conduit vers Gap et Chambéry, au croisement des boulevards Foch et Vallier, il y des chantiers avec des grues. Nous en renversons plusieurs sur les voies. Du béton est coulé entre les aiguillages. […] Vers minuit, un bon millier de personnes résistent encore aux assauts de la police. Des militants communistes certes, mais pas seulement. Il y a un peu de tout. Des gens solidaires, des gens venus en copains, et d'autres tout simplement qui n'aiment pas la guerre. La bataille durera jusqu'à 2 heures du matin [112] . » Au terme de la soirée, on relève cinquante manifestants blessés, dont cinq graves, mais aussi une trentaine de policiers, dont trois officiers. Il est procédé à cinquante et une interpellations, trois manifestants sont condamnés à des peines de prison, sept autres, non-Français, sont expulsés. *L'Humanité* consacre de nouveau sa une à la manifestation.

Durant tout le mois de mai, le mouvement ne s'essouffle pas [113] . Toujours dans l'Isère, la presse communiste exalte les manifestations de Brignoud (600 personnes) et de Roussillon (1 500) [114] . Certaines deviennent rapidement frontales, comme au Havre, à Saint-Nazaire, Tarbes, Firminy, Épernay, Amiens, Castres, etc. À chaque fois, les cortèges sont fournis, les manifestants investissent les voies. D'autres manifestations ont lieu dans la « ceinture rouge » de Paris.

Il y aura en tout deux cent soixante-treize mouvements de ce type, d'ampleur variable. Spontanés, ces mouvements ? On peut reprendre mot à mot la démonstration faite à propos de la

première vague (août-septembre 1955). Si les manifestants, interrogés des années plus tard par Jean-Pierre Vittori [115], nièrent avoir répondu à des mots d'ordre politiques, les relais extérieurs furent souvent les organisations communistes ou cégétistes locales, comme l'a décrit François Perez pour la manifestation de Grenoble. Yves Moreau, dans un éditorial de *L'Humanité*, le cache à peine [116]. L'UJRF fut, comme il était habituel, mise en avant. Le 17 avril, son hebdomadaire *L'Avant-Garde* publie en une la photo d'une manifestation, sous le titre : « Cessez-le-feu ! 200 000 disponibles menacés de quitter leurs familles pour l'Algérie. Grosse émotion dans le pays. Multiples actions pour la paix. » Mais il faut ici souligner un choc des comportements. La contradiction entre cet activisme et le vote, exactement contemporain, des pouvoirs spéciaux, était criante. Et d'abord aux yeux des plus concernés parmi les Français, les soldats. Les militants communistes eux-mêmes rappelés durent un temps être bien mal à l'aise. Comment pouvaient-ils justifier la poursuite des manifestations, faire du travail d'agit' prop', quand leurs dirigeants, leur groupe parlementaire, venaient de voter, puis de justifier la confiance au gouvernement ? Malgré les circonvolutions du discours, ils savaient bien, eux, ce que cela signifiait dans l'immédiat : le départ pour l'Algérie, une jeunesse gâchée, un traumatisme assuré et, au bout, peut-être la mort. Et, pour les plus récalcitrants, étiquetés « meneurs », les bataillons disciplinaires, ce qui accentua encore leur sentiment d'avoir été lâchés. C'est le thème du livre autobiographique de Roland Perrot *RAS* (1970), dont Yves Boisset a fait un film (1973), dans lequel un militant communiste, envoyé comme ses

copains en bataillon disciplinaire, est durement apostrophé par ses compagnons d'infortune.

Divers témoignages de rappelés attestent de leur désarroi, alors, de leur amertume, ensuite, devant cette situation. Si les politiciens réactionnaires et les services de police voyaient des communistes partout, certains, amers, ne les virent nulle part. « Pourquoi avez-vous laissé partir les trains ? Pourquoi nous avez-vous abandonnés quand nous étions dans les trains ? Nous, on ne voulait pas partir ! On a tout fait pour ne pas partir ! », écrit Daniel Anselme dans un roman à forte dimension autobiographique [117]. Un autre témoin-acteur de l'époque, Robert Bonnaud, estimait qu'il avait manqué au mouvement « une organisation pour le prendre en charge et le conduire à son terme normal : le refus collectif de partir » ; qu'il aurait fallu donner « une direction à la spontanéité, [courir] le risque d'une action illégale, [proclamer] : "Le peuple français ne fera pas, ne fera jamais la guerre au peuple algérien [118]", [appeler] les masses à soutenir de leurs manifestations et de leurs grèves les agitations militaires [119] ». Une organisation ? Sous-entendu : ce ne pouvait être, alors, que le PCF, appuyé sur la CGT. Ils ne l'ont pas fait, ou pas assez fait, en tout cas n'ont pas réussi, *donc* ils ont trahi. Bien des rappelés ont bel et bien ressenti l'échec de ces manifestations comme un abandon [120]. Ils étaient seuls face à leur destin. Et le ressenti est souvent aussi important que le raisonnement.

Accusation qui ne peut faire l'économie d'une interrogation : était-ce possible ? Dans toute lutte politique, il y a deux

intervenants. Pouvait-on croire un instant que l'État resterait inactif ? Dans la circulaire précitée du ministre de l'Intérieur, des mesures d'urgence étaient demandées aux préfets : interdiction des « rassemblements et manifestations aux abords des gares, par la mise en place d'un dispositif de police et de gendarmerie ». Par ailleurs, « les auteurs, les imprimeurs et les distributeurs de tracts ou journaux appelant à former des attroupements » doivent faire l'objet de poursuites, « ainsi que ceux qui s'opposeront à leur dispersion [121] ». Désormais, une simple distribution de tracts aux abords de casernes ou de gares où étaient rassemblés des rappelés pouvait donner lieu à des arrestations. Celles-ci tombèrent. Suite à la manifestation suivie d'échauffourées de Castres, le 31 mai, quinze militants, tous communistes ou cégétistes, sont arrêtés et envoyés au fort du Hâ, la prison militaire de Bordeaux. Certains y resteront cinq mois. Le 11 juin 1956, *L'Humanité* proteste contre l'incarcération de soixante-huit militants. Parmi eux, René Romanet, ancien résistant, maire de La Villedieu (Creuse), révoqué, et Gaston Fanton, instituteur, révoqué de la fonction publique, pour avoir, le 7 mai, stoppé un camion militaire transportant des rappelés [122], Gabriel Chevauchet, secrétaire de la section d'Oyonnax (Ain), accusé d'avoir bloqué un autorail le 19 mai, Roland Le Moullac, militant d'Ivry, vu à la tête d'une manifestation, le 3 juin. D'autres maires communistes sont révoqués dans le Gard (Aigues-Mortes, Cardet, Chamborigaud) [123].

Les exemples de victoires définitives des manifestations populaires face à l'appareil d'État sont rarissimes. Même au

plus fort de l'activisme lors de la guerre d'Indochine, les manifestants les plus violents n'avaient jamais bloqué un train plus que quelques heures, au maximum une journée, les dockers avaient pu empêcher les bateaux de partir quelques jours, jamais plus. Il n'y avait aucune raison pour que, face au conflit algérien, ils obtiennent plus de résultats. Malgré l'habileté rédactionnelle des journalistes de *L'Humanité*, les titres décrivaient le même phénomène : « En gare du Fayet (Haute-Savoie), les militants retardent le départ de l'autorail », « Express Bordeaux-Nice : deux heures de retard », « Des Sétois retardent d'une demi-heure le départ d'un train de rappelés » (29 mai) ; « À Chavanay (Loire), l'autorail est retardé de vingt minutes » (30 mai), etc. Et lorsque, malgré tout, un train était immobilisé, des camions militaires étaient envoyés en urgence et les soldats contraints d'y monter. Progressivement, inexorablement, se pose la question : et après ? Sans perspective politique immédiate, le mouvement est destiné à mourir.

Et des perspectives, il n'y en a pas. Le 2 juin, mis en difficulté, Guy Mollet pose la question de confiance. Les orateurs communistes contestent durement la politique algérienne du gouvernement. Mais comme on l'a vu, compte tenu des autres aspects du bilan molletiste et appliquant à nouveau la thématique de la « partie » et du « tout », le groupe communiste ne fait que s'abstenir (discours de Waldeck Rochet déjà cité, 5 juin). Pour les soldats et pour les manifestants civils les plus déterminés, peu importe toutefois l'ampleur des abstentions. Ils ne voient qu'une chose : Mollet a obtenu deux cent soixante et

onze voix contre cinquante-neuf. Son gouvernement a la confiance du Parlement, donc de la nation… Nouveau rendez-vous manqué entre une avant-garde activiste et une direction communiste hésitante ? D'autant que cette dernière, toujours engluée dans son adhésion convaincue à l'Union soviétique, peine toujours à comprendre l'ampleur du basculement politique qui s'opère alors dans le « tiers monde » – notion avancée dès 1952 par le démographe français Alfred Sauvy (1898-1990) pour désigner les peuples du Sud, ne relevant ni du premier monde occidental capitaliste ni du deuxième monde oriental socialiste.

C'est ce que va illustrer à l'automne 1956 la réaction du PCF à la « crise de Suez ».

La crise de Suez : le PCF seul contre tous

Quatre ans plus tôt, l'avènement en 1952 d'un groupe d'officiers modernistes à la tête de l'État égyptien n'avait pas été vu d'un très bon œil par les puissances occidentales. Son leader, le colonel Gamal Abdel Nasser (1918-1970), donna rapidement une orientation neutraliste à la politique de son pays, dont la présence à Bandoeng en avril 1955 fut un symbole fort. Et pour certains esprits obtus, le neutralisme était un « masque du communisme ». Le 26 juillet 1956, le gouvernement égyptien

nationalise le canal, lésant la compagnie internationale qui l'exploitait, détenue à 44 % par les Britanniques et les Français. Cette initiative lui vaut immédiatement la réprobation d'une grande partie du monde occidental.

Dans une opinion française chauffée à blanc, une vague porte vers la guerre. On évoque sans cesse Munich, oubliant un peu facilement que les familles politiques antinassériennes avaient presque toutes été munichoises. Les comparaisons avec Hitler commencent à fleurir dans la presse et chez certains hommes politiques. Comme ce fut souvent le cas au cours de sa longue carrière, Jean-Marie Le Pen fut précurseur en la matière : « M. Nasser, dictateur à l'hitlérienne s'il en fut [124] … » Imité par un gaulliste appelé lui aussi à un grand avenir, Michel Debré : « Le dictateur semi-hitlérien qui alimente le terrorisme et l'anarchie en Algérie [125]. » Car la grande frayeur d'une partie de ce monde politique, c'est le lien entre la politique nassérienne et le conflit algérien. L'expédition de l'automne 1956 fut ainsi la plus importante application de la théorie de la greffe étrangère comme seule explication des déboires outre-mer.

Depuis 1954, Le Caire hébergeait effectivement divers services du FLN. Captée en Algérie, sa radio était le relais vers l'extérieur des thèses du Front, entretenait la flamme de la résistance. Et les services français savaient pertinemment que des armes à destination des maquis algériens partaient d'Égypte. Lors de la crise, puis de l'intervention militaire sur Suez, la justification de la politique française passa la plupart

du temps par l'Algérie, comme l'expliqua dès le début août Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères : « L'Afrique du Nord serait perdue si Nasser devait triompher. Il serait inutile que 450 000 de nos soldats risquent leur vie en Afrique du Nord si nous permettions à Nasser de compromettre leur action [126]. » Face à ce danger pour la paix du monde – et pour « notre Algérie » –, il fallait réagir. Et préparer les esprits. « Nous devons dire notre volonté de barrer la route au panislamisme, déclara Mollet devant ses camarades du comité directeur du Parti socialiste en septembre. Dans une telle situation, céder à la provocation, accepter le fait accompli, c'est-à-dire le succès de Nasser, c'était s'exposer à de nouvelles violations du droit, à de nouveaux succès de la dictature, jusqu'au moment où la paix générale se serait trouvée en péril [127]. » « Paix générale » menacée ? Dans la bouche d'un président du Conseil, chaque mot était supposé être pesé.

Dans l'offensive qui se préparait, Paris et Londres trouvèrent un allié non désintéressé, Tel-Aviv. Et le passage à l'acte advint. Les 22 et 23 octobre, à Sèvres, les gouvernements français, britannique et israélien mettent secrètement au point une offensive militaire. Le 29, Israël envahit la région égyptienne à l'est du canal. Deux jours plus tard, Français et Britanniques commencent à bombarder et, le 5 novembre, ils effectuent une opération aéroportée sur Port-Saïd. La ville est facilement contrôlée. Mais, très vite, l'hostilité mondiale fait reculer les envahisseurs. Pour une fois, la seule durant l'ère de guerre froide, Washington et Moscou ont la même opinion et imposent

la fin des hostilités. L'opération de Suez s'achève piteusement par le retrait des forces franco-britanniques.

En France, qui proteste ? Qui émet des réserves ? Quelques rares voix. L'équipe des *Temps modernes*, fidèle à sa ligne depuis sa création, en 1945. La « Nouvelle gauche », qui trouve là, autour de *France Observateur*, une raison supplémentaire de se démarquer de la vieille SFIO, décidément de tous les mauvais coups. Mais ce sont là minces filets de voix dans le concert assourdissant des criailleries antinassériennes. Comme forces organisées nationalement, seuls le PCF et les organisations qu'il contrôle émettent de vigoureuses protestations. Immédiatement après la nationalisation, le bureau politique publie un communiqué : « À Munich, céder devant Hitler, c'était encourager et renforcer l'impérialisme le plus agressif, s'emparant de territoires étrangers. […] Au contraire, l'acte d'indépendance par lequel le peuple égyptien proclame ses droits sur ce qui lui appartient affaiblit l'impérialisme, comme tout acte d'indépendance des peuples colonisés [128] . »

Nouvelle occasion pour le clan anticommuniste, couvrant un large éventail politique, de se déchaîner. On aura une idée du climat qui régnait alors en lisant le *Journal officiel*, lorsque Raymond Guyot, au nom du groupe communiste, prit la parole, le 2 août (donc avant l'intervention armée) : « C'est l'avocat de Nasser qui est à la tribune ! » (Jean Legendre, Républicain indépendant)… « Dans toutes les circonstances, les communistes sont les porte-parole de l'étranger en France. […] En 1939, M. Guyot et ses amis étaient les porte-parole de Hitler »

(Roland de Moustier, Républicain indépendant)… Pour finir par le délicat « Enlève ton burnous, Guyot, on t'a reconnu » (Pierre Montel, Républicain indépendant). Le lendemain, 3 août, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, attaque de front le PC : « Nous déplorons, pour le prestige international de la France, qu'un parti politique dit "de gauche" ait approuvé les actes d'un dictateur fasciste dirigés à la fois contre l'honneur et les intérêts de notre pays, contre le respect des traités, contre la liberté du monde. » C'est à cette occasion que Guy Mollet, répondant aux interruptions du groupe communiste, prononcera une formule restée célèbre : « Il y a quelque chose d'effrayant chez vous, Messieurs. Il suffit qu'une cause soit étrangère pour qu'elle soit vôtre. »

Lorsque, l'automne venu, le corps expéditionnaire franco-britannique appuyé par l'armée israélienne attaque l'Égypte, le PCF est plus violemment encore interpellé. Lors de la séance du 7 novembre 1956, les députés se renvoient d'aimables insultes. On assiste alors à ce spectacle assez cocasse de deux groupes face à face, prêts à en venir aux mains, chacun utilisant les mêmes mots pour viser des cibles différentes : « À l'extrême gauche : "Le fascisme ne passera pas ! Le fascisme ne passera pas !" Au centre, à droite et à l'extrême droite : "Le fascisme ne passera pas ! Le fascisme ne passera pas !" À l'extrême gauche : "L'unité contre le fascisme ! L'unité contre le fascisme !" Au centre et à droite : "Oui, l'unité contre le fascisme ! L'unité contre le fascisme !" [129] . »

Rappelons que la question hongroise exacerbe alors encore plus les passions. Résultat : les communistes, qui avaient espéré début 1956 sortir de leur « ghetto » politique, y replongent. Cet isolement aura de tragiques conséquences quand il faudra essayer de poursuivre la mobilisation contre la guerre d'Algérie.

La lutte continue

Cette année 1956, à bien des égards parmi les plus dures de l'histoire du communisme français, a pourtant été marquée par la poursuite de la dénonciation du conflit algérien. La direction nationale émit cette année-là dix tracts à grande diffusion [130], publia deux affiches (« Contre la réaction colonialiste ! Négociation pour le cessez-le-feu et la paix en Algérie »). Elle fut soit à l'initiative, soit associée à l'organisation de divers rassemblements. Le plus important fut organisé par le Mouvement de la paix les 16 et 17 juin 1956 : les Journées nationales pour le désarmement, pour la paix en Algérie, dans un Vel' d'Hiv' rempli si l'on en croit des photos d'époque [131]. Prirent notamment la parole à cette occasion Jacques Chatagner, Me Pierre Stibbe, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Alain Le Léap, Léon Feix, Maxime Rodinson. Les réunions de moindre ampleur furent nombreuses : 31 janvier (Sociétés savantes, meeting unitaire) ; 18 avril (rue Didot) ; 11 mai (Ivry, Clichy, Aubervilliers, etc.) ; 5 octobre (Maison des métallos) ; etc.

Un autre meeting fit alors grand bruit. Le 23 février 1956, le Comité anticolonialiste des étudiants, qui regroupait des étudiants venus de tous les territoires coloniaux et des militants métropolitains (communistes, Nouvelle gauche, quelques rares socialistes), organisa à la Mutualité une réunion de protestation contre la répression. À la sortie, certains d'entre eux tendirent les drapeaux marocain, tunisien et algérien pour faire une collecte. Des photos furent prises. Scandale ! Le quotidien *Paris-Presse*, très réactionnaire, entama une campagne sur le thème « 2 000 étudiants acclament à Paris le drapeau des fellaghas [132] ! ». Un temps, cette expression, « Le drapeau fellagha à Paris », fleurit dans toute la presse, généralement sur le ton de l'indignation [133]. À l'Assemblée, l'affaire fut l'occasion de nouveaux affrontements dès le lendemain 24 février. Comme à l'habitude, les communistes furent les premiers dénoncés : « Pierre Montel : "Je ne pensais pas qu'il y avait des fellaghas à Paris." Jean Legendre : "Ils ont leurs complices dans l'Assemblée !" Henri Dorgères d'Halluin [134] : "Ce sont les fellaghas de Moscou !" »

Les communistes, légèrement gênés (l'incident eut lieu en plein débat sur les pouvoirs spéciaux), s'abstinrent toutefois de s'associer à la curée. Jean-Pierre Chabrol, dépêché par *L'Humanité*, se contenta d'une sobre référence à une « collecte faite à la porte dans des drapeaux nationaux des peuples opprimés [135] ». Mais, les élus réactionnaires insistant, les présidences des deux Chambres acceptèrent des débats en urgence. Le 28 au Conseil de la République, Jean Chaintron – qui dut se souvenir ce jour-là qu'il s'appela un temps Barthel –

et Roger Garaudy le 29 à l'Assemblée défendirent les positions communistes. Garaudy employa sciemment l'expression « drapeau algérien », cita le FLN. Une fois de plus, les esprits s'enflammèrent (les étudiants présents à la Mutualité furent traités de « métèques [136] »).

Une autre initiative communiste et cégétiste, rarement signalée par les historiens, fut la mise en place dès la fin 1955 d'un Comité national d'information et d'action pour la solution pacifique des problèmes d'Afrique du Nord. Exactement à la même époque fut fondé un Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, à l'initiative de Dionys Mascolo, Robert Antelme, Louis-René Des Forêts et Edgar Morin. La simultanéité des dates permet d'avancer l'hypothèse qu'il y eut alors une sorte de course en avant entre les deux comités afin de capter le mouvement de protestation qui montait, notamment après la première vague de protestations des soldats « rappelés » et les premières manifestations de rue (voir *infra*, chapitre 11) [137]. Mais comme son nom l'indiquait, le comité de Mascolo se situait dans une longue tradition française de comités d'intellectuels, en général très parisiens ; tandis que celui du PCF et de la CGT se voulait plus populaire, rassemblant des délégués de comités locaux ou même d'entreprises venus de tout le pays [138].

Le coup de pouce initial du second comité fut une directive de la direction du PCF, début octobre 1955 [139]. Léon Feix convoque alors Marcel Dufriche, à la fois dirigeant du PCF et de la CGT, lequel expliquera plus tard : « Benoît Frachon avait été d'accord

pour que je fasse partie de l'éventuel regroupement qui sortirait de ces contacts, sans pour autant l'être au nom de la CGT [140]. » Dufriche était trop modeste : il ne fit pas seulement « partie » du comité, il en fut l'homme de terrain et le secrétaire [141]. Il contacte alors Jean Dresch, de loin l'intellectuel communiste le plus compétent sur la question algérienne, puis se met en quête de personnalités représentatives d'un certain pluralisme : Jacques Chatagner (1918-2007), directeur de *La Quinzaine* (presse catholique), le pasteur Maurice Voge (1904-1985), Jean Verlhac (1923-1995), un des non-communistes dirigeants du Mouvement de la paix (catholique et futur PSU). La réunion de fondation a lieu le 6 novembre 1955, Salle des sociétés savantes. Une première publication s'ensuit fin 1955, conjointement avec le Mouvement national judiciaire [142], *La Répression en Algérie*, avec de nombreux témoignages sur les tortures, les représailles collectives et les « camps de concentration » (Mes Braun, Dechezelles, Douzon, Stibbe, Vienney…) [143]. Puis immédiatement après (début 1956) une seconde, *La Vérité sur l'Algérie* – non signée, mais due essentiellement à Jean Dresch [144].

Ce comité fut par ailleurs à l'origine, le 5 février 1956, d'une Journée nationale pour la fin de la guerre d'Algérie, à la mairie de Montreuil – Daniel Renoult, vétéran du PCF, était alors maire et Jacques Duclos député de la circonscription, ce qui attestait que la direction du PCF avait directement piloté cette initiative. Elle réunit 1 714 délégués venus de soixante-cinq départements, au cours de laquelle se croisèrent analyses et témoignages de Vercors, Yves Farge, Me Pierre Stibbe, Me Yves Dechezelles,

Gilles Martinet, Léon Feix, Jacques Madaule, Jacques Mitterand [145], Me Henri Douzon, Jean-Paul Sartre (qui envoya un message) et Jean Dresch [146]. Une délégation de ce comité effectuera peu après une mission d'information en Algérie (Alain Le Léap, Mme Huisman, Rosa Caillez, M. Weil-Hallé, André Souquière), qui donnera lieu à des comptes rendus publics, dont un à l'Hôtel Lutétia [147]. Il continuera ensuite quelque temps son activité [148], mais disparaîtra rapidement à partir de la fin 1956, par éclatement suite aux violents affrontements entre les communistes et tous les autres (après les événements de Hongrie), ou du fait de la concurrence des autres comités [149].

Notes du chapitre

[1] ↑ Caricaturiste d'exception, qui quittera par la suite les rangs communistes, puis rejoindra *L'Express*, où il signera ses dessins du pseudonyme de Tim.

[2] ↑ Guy Pervillé, « La SFIO, Guy Mollet et l'Algérie de 1945 à 1955 », *in Guy Mollet, un camarade en République*, Presses universitaires de Lille, Lille, 1987 ; site Internet Guy Pervillé.

[3] ↑ Guy Mollet, « Que faire ? », *L'Express*, 19 décembre 1955, repris en première page du *Populaire*, le 20, sous le titre : « Il dépend de nous que les peuples d'outre-mer soient nos associés et nos amis ».

[4] ↑ Investi des dossiers tunisien et marocain, d'ailleurs en voie de règlement.

[5] ↑ Secrétaire d'État à la Guerre du 12 février au 26 juillet 1948, secrétaire d'État aux Forces armées du 11 septembre 1948 au 7 février 1950, puis du 12 juillet 1950 au 11 août 1951.

[6] ↑ Il faut toutefois noter que Mendès avait refusé de comptabiliser les voix communistes, ce que se garda bien de faire Mollet.

[7] ↑ *L'Humanité*, 1er février 1956.

[8] ↑ *L'Écho d'Alger*, 22 février 1956.

[9] ↑ François MAURIAC, « Bloc-notes », 6 avril 1956, *in D'un bloc-notes à l'autre, 1952-1969*, Bartillat, Paris, 2004.

[10] ↑ André PRENANT, communication au groupe de travail « Guerre d'Algérie », 16 mai 2002 (Archives du CN du PCF, fonds Louis Baillot, 1 CN 11).

[11] ↑ R. GUENNE, commissaire principal de Saint-Denis, rapport, 10 mars 1956 (APPP, HA 33, dossier 4563, « Propagande nord-africaine. Réunions publiques »).

[12] ↑ Archives du PCF, 261 J 4/13.

[13] ↑ *Ibid.*

[14] ↑ « Les relations franco-algériennes », *L'Humanité*, 3 mars 1956.

[15] ↑ « Le gouvernement disposera en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle commandée par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire. Lorsque les mesures prises en vertu de l'alinéa précédent auront pour effet de modifier la législation, elles seront arrêtées par décret pris en conseil des ministres. »

[16] ↑ *L'Humanité*, 7 mars 1956.

[17] ↑ Archives du PCF, 261 J 4/13.

[18] ↑ Alain RUSCIO, « Les communistes français et la guerre d'Algérie, 1956 », *in Le Parti communiste français et l'année 1956*, Actes des Journées d'étude organisées par les archives départementales de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 29-30 novembre 2006, Conseil général/Fondation Gabriel Péri, Bobigny/Paris, 2007.

[19] ↑ Bureau politique, « Décisions », séance du 12 mars 1956 (Archives du PCF, 261 J 4/13).

[20] ↑ Rappel : cent quarante-quatre élus, plus six apparentés (on ne sait si ces derniers participèrent à la réunion ; ils votèrent également en faveur des pouvoirs spéciaux).

[21] ↑ Dans une revue oppositionnelle, *Le Débat communiste*, 15 avril 1963 (cité par René Dazy, *La Partie et le Tout*, *op. cit.*).

[22] ↑ Étienne Fajon, *Ma vie s'appelle liberté*, Robert Laffont, Paris, 1976.

[23] ↑ Roland Leroy, *L'Humanité*, 8 juin 2001.

[24] ↑ Entretien avec Jean-Pierre Vittori, *Le Choix des larmes. Algérie, 1954-1962*, Le Félin/Arte Éditions, Paris, 2002.

[25] ↑ Jean Cordillot, lettre à l'auteur, non datée (début 2007).

[26] ↑ Jean Cordillot, témoignage oral, *in Le PCF et l'année 1956*, *op. cit.*

[27] ↑ Jean Cordillot, lettre citée.

[28] ↑ « Robert Ballanger vota contre les pouvoirs spéciaux » (Jean-Paul Monferran, *L'Humanité*, 20 décembre 2000).

[29] ↑ Le *JORF* prenait bien soin de distinguer les abstentions, les excusés et les députés n'ayant pas pris part au vote.

[30] ↑ Le cas de Marcel Cachin est particulier : il vota pour lors des scrutins n° 53 et 54, mais ne prit pas part aux votes des n° 55 et 56.

[31] ↑ Pour le scrutin n° 53. Les chiffres des trois autres étaient sensiblement les mêmes.

[32] ↑ *JORF*, Assemblée nationale, séance du 12 mars 1956, scrutin n° 53, « Sur la question de confiance posée au cours de la discussion du projet de loi autorisant le gouvernement à mettre en œuvre un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative ». Mêmes votes sur les scrutins n° 54, 55 et 56, sensiblement sur les mêmes textes. Annexes au PV, p. 869-875.

[33] ↑ Jacques Charby, « Henri Alleg : une mémoire algérienne communiste », *Le Monde*, 5 novembre 2005, <frama.link/cK36VwNa>.

[34] ↑ Contrairement à d'autres sessions de cet organisme, celle de mars n'a pas été enregistrée – ou alors l'enregistrement a disparu. On ne peut donc citer ici que le texte public (curieusement, *L'Humanité* mettra dix jours avant d'en rendre compte, le 27 mars). C'est aussi lors de cette session que le contenu du XXe congrès du PCUS de février 1956, officialisant la « déstalinisation », fut exposé aux membres du CC du PCF – autre raison possible de ce retard inhabituel.

[35] ↑ Voir Ouanassa Siari TENGOUR, « Dits et non-dits dans les mémoires de quelques acteurs de la guerre d'Algérie », *loc. cit.* ; et Sofia PAPASTAMKOU, « French-Egyptian relations before the Suez crisis (1954-1956) », *in* Philippe VIAL, Georges-Henri SOUTOU, Robert FRANK, Martin ALEXANDER (dir.), *Les Occidentaux et la crise de Suez. Une relecture politico-militaire*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2015, <frama.link/TK7HVh4Q>.

[36] ↑ Jacques FAUVET, *Histoire du Parti communiste français, 1920-1976* (en collaboration avec Alain Duhamel), Fayard, Paris, 1977.

[37] ↑ Commission du PCF, audition du 16 mai 2002 (Archives CN du PCF, dossier « Algérie-groupe de travail-Jacques Fath »).

[38] ↑ *L'Humanité*, 12 avril 1956.

[39] ↑ *L'Humanité*, 28 avril 1956.

[40] ↑ LÉNINE, « Bilan sur une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916 (*Œuvres complètes*, Moscou, tome 22).

[41] ↑ Marcel SERVIN, « Les problèmes de l'union entre la France et les pays d'outre-mer », conférence du 11 juin 1956 devant les communistes des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise, sous la présidence de Marcel Servin, brochure, Éditions du PCF, Paris, 1956.

[42] ↑ André STIL, « Non à la guerre », *L'Humanité*, 12 avril 1956.

[43] ↑ CC du PCF, séance du 9 mai 1956, document dactylographié (Archives du PCF, 261 J 2/32).

[44] ↑ *L'Humanité*, 1er juin 1956.

[45] ↑ fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55/6).

[46] ↑ Explications de vote par le même Waldeck Rochet, *L'Humanité*, 26 octobre 1956.

[47] ↑ Un an plus tard, le député apparenté communiste Pierre Dreyfus-Schmidt, par ailleurs maire de Belfort, dira publiquement qu'il avait voté « à contrecœur » et que, depuis, il le « regrettait » (Chambre des députés, 17 juillet 1957). Audace de langage qu'aucun membre du parti ne pouvait même imaginer.

[48] ↑ Denis BERGER, « La fin de la nuit. Les trotskistes et l'"entrisme" au Parti communiste français », *Variations*, n° 9-10, 2007.

[49] ↑ La direction du PCF se procurait méticuleusement ces bulletins, ce qui nous a permis de les consulter en séries presque complètes dans le fonds du parti des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

[50] ↑ Marcel Prenant, lettre, 30 septembre 1958 (Archives du PCF, 261 J 6/9, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », courrier Léon Feix).

[51] ↑ André Prenant, témoignage, communication au groupe de travail « Guerre d'Algérie », 16 mai 2002 (Archives du CN du PCF, Groupe de travail Jacques Fath).

[52] ↑ Composition complète : Éliane Mossé, Marcel Cohen, Suzanne Virebagre, Harnois, Diraison, Romen, Guérinot, François Chatelet, Françoise Carrière, Guillon, Paulat, Dumoulin, Brisson, Jean Dresch, Jean Bruhat, Raymond Guglielmo, François Durand-Dastes, Jean Chesneaux, Michel Crouzet, Régine Raveau, André Prenant, Véronique Blum, Évelyne George, Pierre George, Jean-Pierre Vernant, Yves Lacoste, Léger, Bastie, Proust, Pfrimmer, Lazard (d'après liste tapuscrite *in* Archives du PCF, AD 93, Bobigny, 261 J 6/9, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », courrier Léon Feix).

[53] ↑ André Prenant, témoignage cité, 16 mai 2002.

[54] ↑ François Chatelet, *Les Années de démolition*, Hallier, Paris, 1976.

[55] ↑ Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Seuil, Paris, 1996.

[56] ↑ Ironie de l'histoire, Jean Jérôme était également le pseudonyme d'un important militant de l'ombre du PCF, Michel Feintuch, souvent présenté comme l'homme des relations avec Moscou.

[57] ↑ Archives du PCF, 261 J 6/9, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », courrier Léon Feix.

[58] ↑ *Voies nouvelles*, n° 9, 1959.

[59] ↑ Cette citation est reprise intégralement dans la conclusion du présent ouvrage.

[60] ↑ Fajon, directeur du journal, avait conservé les contributions envoyées à la tribune (Archives du PCF, AD 93, Bobigny, fonds Étienne Fajon, Boîte 2, dossier 2, « XIVe congrès). Aucune n'évoque les pouvoirs spéciaux. Mais il paraît assez probable qu'un autre dossier, plus « délicat », cohabitait avec celui-ci et n'a pas été versé aux archives.

[61] ↑ Denis Berger, entretien accordé à Hartmut Elsenhans, juin 1970 (*in* Rachid Ouïssa (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, *op. cit.*).

[62] ↑ « La politique algérienne », *Tribune de discussion*, n° 3, juillet 1956.

[63] ↑ Courrier à Léon Feix, lettre tapuscrite, 15 décembre 1958 (Archives du PCF, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », 261 J 6/9).

[64] ↑ C'est le titre de son ouvrage de Mémoires (André Wurmser, *Fidèlement vôtre. Soixante ans de vie politique et littéraire*, Grasset, Paris, 1979).

[65] ↑ Élie Dayan, *Tribulations d'un militant en usine*, La Mémoire vive, Paris, 1998.

[66] ↑ Jean Cordillot, lettre à l'auteur, non datée (début 2007).

[67] ↑ Laure Pitti, « Renault, la "forteresse ouvrière" à l'épreuve de la guerre d'Algérie », *loc. cit.*

[68] ↑ Clara et Henri Benoits, avec Jean-Claude Vessilier, *L'Algérie au cœur*, *op. cit.*

[69] ↑ Frédéric Charpier, *Les RG et le Parti communiste. Un combat sans merci dans la guerre froide*, Seuil, Paris, 2000.

[70] ↑ Il s'agissait du XIVe, Le Havre, 18-21 juillet 1956 (*Cahiers du communisme*, numéro spécial, juillet-août 1956).

[71] ↑ Maurice Thorez, CC du PCF, 9 mai 1956, enregistrements sonores (Archives du PCF, 1 AV 4679). Nous avons respecté le langage parlé, rapporté par le tapuscrit.

[72] ↑ Léon Feix, CC du PCF, enregistrements sonores, 10 mai 1956 (Archives du PCF, 1 AV 4679).

[73] ↑ *La Vérité*, PCI, 16 mars 1956 (CERMTRI).

[74] ↑ Jean-Paul Sartre, « Les communistes et la paix », *Les Temps modernes*, n° 81 (juillet 1952), n° 84-85, (octobre-novembre 1952) et n° 101 (avril 1954), repris *in Situations*, tome 6, *Problèmes du marxisme, 1*, Gallimard, Paris, 1964.

[75] ↑ Jean-Paul Sartre, « Pouvoirs spéciaux », *Les Temps modernes*, mars-avril 1956.

[76] ↑ Pierre de Massot, « Un maître à penser » (portrait au vitriol de Léon Feix), *La Vérité*, 19 avril 1957 (CERMTRI).

[77] ↑ Fédération de France du FLN, tract (Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J-4, dossier « FLN Fédération de France »).

[78] ↑ Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit*.

[79] ↑ Malek Haddad, *L'Élève et la Leçon*, Julliard, Paris, 1960.

[80] ↑ Laure Pitti, « Renault, la "forteresse ouvrière" à l'épreuve de la guerre d'Algérie », *loc. cit.*

[81] ↑ Mohammed Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *op. cit.*

[82] ↑ Cité par Bernard Deschamps, « Un cas : militants anticolonialistes dans le Gard (1954-1962) », colloque *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne*, 20-22 juin 2006, Lyon, ENS LSH, 2007, <frama.link/KaprFAXd>.

[83] ↑ En réalité MNA à cette date.

[84] ↑ Roger Boisseau, entretien avec Jean-Pierre Vittori, *Le Choix des larmes*, *op. cit*.

[85] ↑ Gilles Déroche, *Les Ardennais et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[86] ↑ Lettre manuscrite du 11 juillet 1957, adressée à Léon Feix, agrafée à la réponse du destinataire (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[87] ↑ Caroline Izambert, « Le rendez-vous manqué des Algériens en France et du PCF : le cas de *L'Algérien en France* (1950-1960) », *in* Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault (dir.), *La France en guerre, 1954-1952. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Autrement, Paris, 2008.

[88] ↑ « La politique algérienne », *Tribune de discussion*, n° 3, juillet 1956.

[89] ↑ Il ne s'agit pas ici du MNA mais d'une expression synthétique.

[90] ↑ Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse ».

[91] ↑ Parti communiste algérien, déclaration, 20 mars 1956 (Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J 2, dossier « Tracts, communiqués, déclarations, lettres ouvertes »).

[92] ↑ Gaston Donnat, *Afin que nul n'oublie*, *op. cit.*

[93] ↑ Jacques Jurquet, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, *op. cit.* (il est probable que cette anecdote a été rapportée à l'auteur par Baya, plus tard sa compagne).

[94] ↑ Serge KASTELL, *Le Maquis rouge*, *op. cit.*

[95] ↑ Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

[96] ↑ William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[97] ↑ Ce « nous » désigne le trio (avec André Moine et Lucien Hanoun) qui dirigeait la rédaction et la distribution de *Soldats de France*.

[98] ↑ Alfred GERSON, entretien avec l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017.

[99] ↑ Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

[100] ↑ Alfred GERSON, entretien cité avec l'auteur.

[101] ↑ Étienne FAJON, *Ma vie s'appelle liberté*, *op. cit.*

[102] ↑ Roland LEROY, « L'erreur des pouvoirs spéciaux », entretien accordé à Jean-Paul Monferran, *L'Humanité*, 8 juin 2001.

[103] ↑ Document dactylographié (Archives CN du PCF, dossier « Algérie-groupe de travail-Jacques Fath », séance du 27 février 2003).

[104] ↑ Marie-George BUFFET, « Déclaration de Mme Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire du 1er novembre 1954, point de départ de la guerre d'Algérie », Paris, 28 octobre 2004, <frama.link/BEUHRgjw>.

[105] ↑ Jeanine VERDÈS-LEROUX, « La guerre d'Algérie dans la trajectoire des intellectuels communistes », *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, *Cahiers de l'IHTP*, CNRS, n° 10, novembre 1988.

[106] ↑ Vanessa CODACCIONI, « "Le futurisme historique, c'est la catastrophe". La conflictualité de la mémoire de l'anticolonialisme communiste pendant la guerre d'Algérie », *Terrains et travaux*, vol. 17, n° 1, 2010.

[107] ↑ Henri MALBERG, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

[108] ↑ Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

[109] ↑ « Vauvert a sonné le tocsin », *L'Humanité-Dimanche*, 22 avril.

[110] ↑ Cité par *L'Humanité*, 22 mai 1956.

[111] ↑ Cité par Charlotte GOBIN, *Genre et engagement*, *op. cit.*

[112] ↑ François Perez, entretien accordé à Charles Rollandin, Grenoble, juillet 2017, copie transmise à l'auteur, qui remercie l'interviewé et l'intervieweur. Sur cet épisode, voir également Paul Muzard, *Algériens en Isère, 1940-2005*, Association Algériens en Dauphiné, Grenoble, 2006.

[113] ↑ Pour les manifestations de cette période, voir Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

[114] ↑ *L'Humanité*, 29 mai 1956.

[115] ↑ Jean-Pierre Vittori, *Nous les appelés d'Algérie*, Stock, Paris, 1977.

[116] ↑ « Grenoble », *L'Humanité*, 21 mai 1956.

[117] ↑ Robert Antelme, *La Permission*, Les Belles Lettres, Paris, 1958.

[118] ↑ Utilisant cette expression, l'auteur faisait allusion, avec une ironie amère, à la formule thorézienne de l'ère de guerre froide : « Le peuple de France ne fera pas, ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique. »

[119] ↑ Robert Bonnaud, « Le grand refus », *Vérité-Liberté*, mai 1960 (repris *in Itinéraire*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Minuit, Paris, 1962).

[120] ↑ Jean-Pierre Vittori, *Nous, les appelés d'Algérie*, *op. cit.*

[121] ↑ Cité par Charlotte Gobin, *Guerre et engagement*, *op. cit.*

[122] ↑ Un troisième inculpé, Antoine Meunier, n'était pas communiste.

[123] ↑ Bernard Deschamps, « Un cas : militants anticolonialistes dans le Gard (1954-1962) », *loc. cit.*

[124] ↑ Jean-Marie Le Pen, Assemblée nationale, 8 mars 1956.

[125] ↑ Michel Debré, Conseil de la République, 31 juillet 1956.

[126] ↑ Christian Pineau, Radio-télévision française, 3 août 1956 (cité par Henri Azeau, *Le Piège de Suez*, Robert Laffont, Paris, 1964).

[127] ↑ Guy Mollet, 5 septembre 1956 (cité in « Histoire du Parti socialiste SFIO, 30e partie, juillet 1956-juin 1957 », *L'OURS, Cahier et Revue*, n° 184, novembre-décembre 1988).

[128] ↑ *L'Humanité*, 3 août 1956.

[129] ↑ *JORF*, p. 4520.

[130] ↑ Fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55/7).

[131] ↑ Photo de couverture de *Combat pour la paix*, n° 94, juin 1956.

[132] ↑ Victor Franco, « 2 000 étudiants acclament à Paris le drapeau des fellaghas ! », *Paris-Presse l'Intransigeant*, 24 février 1956.

[133] ↑ Voir notamment *Paris Match*, 17 mars 1956.

[134] ↑ C'est sous ce nom qu'apparaît dans le *Journal officiel* l'ancien haut fonctionnaire pétainiste Henri-Auguste d'Halluin (1897-1985), devenu député poujadiste.

[135] ↑ Jean-Pierre Chabrol, *L'Humanité*, 25 février 1956.

[136] ↑ Le mot figure au *JORF*, 1er mars 1956, p. 576.

[137] ↑ Les études historiques n'évoquent en général que le comité Mascolo.

[138] ↑ René Gallissot, « Information et action contre la guerre d'Algérie. La reconnaissance communiste du fait national algérien », *Hérodote, Géographie/Anticolonialisme/Jean Dresch*, n° 11, 3e trimestre 1978.

[139] ↑ Léon Feix, note au secrétariat, 5 octobre 1955 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[140] ↑ Marcel Dufriche, lettre manuscrite non datée ni signée, sur papier à en-tête du Musée de l'histoire vivante de Montreuil ; mais Éric Lafon, directeur de ce musée, naguère ami proche de Dufriche, a reconnu son écriture sans aucune hésitation (entretien avec l'auteur, Montreuil, 2 mars 2017). Voir également, du même Dufriche : entretien accordé en 1996 à Dominique Labbé, *Communisme*, *loc. cit*.

[141] ↑ Il figure avec ce titre dans les deux brochures citées *infra* : « Secrétariat M. Dufriche, 4 rue Ampère, Le Perreux (Seine). »

[142] ↑ Probablement une des nombreuses associations, souvent éphémères, fondées pendant la guerre d'Algérie ; celle-là ne semble pas avoir été une courroie de transmission du PCF.

[143] ↑ *La Répression en Algérie*, Imprimerie centrale commerciale, J. London Imprimeur, Paris, s. d. (1955).

[144] ↑ *La Vérité sur l'Algérie*, Imprimerie PPI, Paris, sans date (1956) ; voir Marcel DUFRICHE, lettre citée.

[145] ↑ À ne pas confondre, évidemment, avec François Mitterrand (les orthographes diffèrent). Jacques Mitterand, qui avait fondé après la Libération un petit mouvement, l'Union progressiste, était conseiller de l'Union française, apparenté au groupe communiste.

[146] ↑ Toutes ces informations d'après : « La paix en Algérie à l'ordre du jour », *L'Humanité*, 6 février 1956 (titre en une) ; Hélène PARMELIN, « Montreuil, bouleversante journée d'union. 2 000 représentants de toute la France », *ibid.*

[147] ↑ *L'Humanité*, 24 février 1956.

[148] ↑ « Graciez les Algériens condamnés à mort ! », *L'Humanité*, 15 février 1956 ; « Appel à envoyer des délégations auprès des groupes parlementaires à l'Assemblée », *L'Humanité*, 18 février 1956 ; « Communiqué sur les pouvoirs spéciaux », *L'Humanité*, 2 mars 1956.

[149] ↑ Comité pour la libération de Messali Hadj, novembre 1954 ; Comité de lutte contre la répression colonialiste, décembre 1954 ; Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, juin 1955 ; Comité pour l'amnistie aux condamnés politique outre-mer, juillet 1955.

Troisième partie. Des communistes en guerre d'Algérie, 1957-1962

17. Analyse d’une mobilisation avortée : le 17 octobre (1957) des communistes

Pour l’historiographie sur la guerre d’Algérie, pour la mémoire militante, la date du 17 octobre fait immédiatement référence, à juste titre, aux massacres d’Algériens en plein Paris en 1961 (voir *infra*, chapitre 22). Pour les communistes qui militaient à l’époque de la guerre d’Algérie, cette date évoque également une autre initiative, considérablement moins dramatique : en 1957, le PCF décide d’une Journée nationale d’action. Ni le temps ni les efforts ne feront défaut aux organisateurs, à tous les niveaux. Pour aboutir à un échec retentissant.

Une préparation méticuleuse

C’était un temps où le PCF se définissait lui-même comme une formation menant le « combat de classe » de façon disciplinée, une armée, en évacuant de négatif ce que l’antimilitarisme pouvait véhiculer dans cette expression. Il y avait un état-major, des officiers, des sous-officiers, des troupes : « ceux d’en

face » avaient tant de pouvoir, tant de relais, qu'il ne pouvait être question de prendre la lutte à la légère. Ainsi de la préparation de la journée du jeudi 17 octobre 1957.

L'idée d'une initiative nationale, exclusivement communiste – donc ne mettant pas en avant, pour une fois, le Mouvement de la paix – dut germer dans l'esprit des dirigeants du PCF dans le courant de l'année 1957. En non-dit, il n'est pas impossible que le recentrage sur la question algérienne, après les terribles épreuves des derniers mois de 1956 ait été le fruit d'un calcul politique : comment faire pour briser le processus infernal qui venait de replonger brutalement le PC dans le « ghetto » ? Le retour à la thématique « Paix en Algérie » comme diversion ? Ce n'est pas impossible.

La décision d'une journée unique de lutte a été prise le 10 septembre. Ce jour-là, le bureau politique décide d'organiser une « journée nationale d'action qui sera proposée à la prochaine session du comité central ; cette journée nationale aurait lieu vers le 10 octobre [1] ». Ce sera finalement le 17. Dès le lendemain, le secrétariat entérine et commence la préparation concrète : « Demander : à la section de propagande d'examiner quel matériel de propagande sera édité par le comité central (Jeannette Vermeersch) ; à la section de presse de préparer un plan pour *L'Humanité* et la presse du parti (Étienne Fajon) ; à la section agraire les dispositions à prendre pour faire participer les masses paysannes (Waldeck Rochet) ; et quel travail le parti en tant que tel peut effectuer parmi les femmes (Madeleine Vincent) ; avoir une discussion avec les

organisations de jeunesse afin d'examiner leur participation dans les formes appropriées à cette campagne (Guy Ducolonné)[2]. » Rien là que de très classique. Le 16 septembre, le comité central se réunit à Ivry. Léon Feix présente un rapport sur la lutte pour la paix en Algérie. Le lendemain, le quotidien communiste titre en une : « L'essor et l'union du combat pour la paix en Algérie au centre des travaux du comité central ». Raymond Guyot fait adopter un « Appel au peuple de France[3] », qui sera officiellement tiré à 5 millions d'exemplaires[4]. Quatre affiches nationales sont imprimées : « Libérée du système colonial, l'Algérie entreprendra un immense effort d'édification économique et ne manquera pas de recourir à la technique et à l'industrie françaises. La poursuite de la guerre, elle, conduit à la rupture entre l'Algérie et la France » ; « Algérie. Des deux côtés, la liste des victimes s'allonge. Près de 2 milliards de dépenses chaque jour. Union et action pour imposer la paix » ; « Algérie. Une seule solution : Reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien et négocier des rapports nouveaux entre l'Algérie et la France » (326 000 exemplaires) ; « Négocions la paix avec le peuple algérien en reconnaissant son droit à l'indépendance » (120 000 exemplaires)[5]. On aura noté l'utilisation, à deux reprises, du mot « indépendance » (voir *infra*, chapitre 14).

Les autres réunions du secrétariat confirment la mobilisation. Le 20 septembre, il est décidé de consacrer chaque jour dans *L'Humanité*une rubrique « pour réfuter un mensonge de l'ennemi », notamment par des mises au point idéologiques, une sur la nation algérienne (Roger Garaudy), une autre pour

mettre en valeur les initiatives des organisations de base, cellules ou sections syndicales ; de mobiliser toute la presse régionale (il y avait alors encore des quotidiens communistes en province, même affaiblis) et celle de la JC ; d'impliquer les municipalités communistes, etc. L'initiative a quelques échos à l'extérieur du PC. *France Observateur* rend compte de la préparation avec une certaine bienveillance (ce qui n'était pas si courant à l'époque) : « Même s'il ne faut pas en attendre de résultats spectaculaires, [...] la journée du 17 octobre peut néanmoins contribuer à un réveil de l'opinion à l'égard de la guerre d'Algérie [6] . »

Dans les rangs communistes, l'effervescence et l'optimisme paraissent grands. Dans le mois qui précède sont annoncées des initiatives de préparation. Les dirigeants du PCF donnent de la voix. « Le 17 octobre [sera] l'affaire de tous les patriotes » (François Billoux) [7] . Un jeune cadre montant de la CGT insiste : « Pour la paix en Algérie, contre la misère » (Georges Séguy) [8] . Un journaliste, Fernand Chatel, décrit même sur une page entière la journée d'action du 12 octobre 1925 contre la guerre du Rif [9] . Message : voici l'exemple à suivre. À partir du début du mois, le quotidien communiste accorde chaque jour à la préparation une, voire deux pages (rubrique : « Le 17 octobre... c'est aujourd'hui »). « La décision du comité central suscite une grande mobilisation et beaucoup d'initiatives », s'enthousiasme le bureau politique le 1er octobre [10] . S'enthousiasme ou se rassure ? Car l'appareil communiste, adossé à celui de la CGT, était suffisamment dense pour que les remontées de la base signalent la faiblesse des mobilisations. Un fait interroge : il

n’est à aucun moment question de retenir une grande salle parisienne, Vel’ d’Hiv’ou, au moins, Mutu, pour un grand meeting central. Mais tout bon état-major préparant un affrontement se doit d’insuffler le meilleur moral possible aux cadres et aux troupes.

Un fait, cependant, est propre à doucher les meilleurs enthousiasmes : la répression qui s’annonce. Car si la France connaît exactement à ce moment une de ces crises qui ont fait la réputation de la IVe République – 30 septembre : chute de Bourgès-Maunoury ; 17-18 octobre : échec d’Antoine Pinay ; 22-28 : échec de Guy Mollet –, l’appareil d’État reste bien en place : le 14 octobre, le ministère de l’Intérieur a interdit toute manifestation sur la voie publique, les contrevenants risquant l’inculpation pour « atteinte à la sûreté de l’État [11] ».

« Une journée qui fera date » ?

Vint donc la « grande journée d’action ». Le 18 octobre au matin, le militant fidèle lecteur de *L’Humanité* trouva sans aucun doute un réconfort dans le titre barrant la une : « Grèves et débrayages par milliers pour la paix en Algérie. » Il a dû penser *in petto* : « Les camarades ont mieux réussi que moi… » Mais une lecture plus attentive lui permit de relativiser. Malgré l’habitude qu’avaient les journalistes communistes d’enjoliver les résultats des mouvements sociaux, même quand ils

échouaient, on sentait un certain désappointement. Voici quelques exemples, dans *L'Humanité* du même jour, choisis dans des « bastions » communistes : grandes entreprises, villes de banlieue ou quartiers populaires :

« XIIe arrondissement. Le personnel unanime de l'Imprimerie Victor-Thomas, boulevard de Reuilly, a débrayé pendant deux heures.

« XIVe arrondissement. Hispano-Brune : débrayage à 5 h 30 et manifestation jusqu'au métro Porte de Vanves. Cantonniers : deux débrayages. SAGA : une demi-heure à 100 %. Entreprise métallurgique, 46 rue Vercingétorix : une heure à 100 %.

« Vitry. À la Cegedur, l'équipe de jour (cinq cents ouvriers environ) a décidé de cesser le travail pour la journée en faveur de la paix en Algérie, l'augmentation des salaires et pour protester contre le lock-out de la veille. Débrayage d'une heure du personnel unanime des établissements des produits chimiques Loreid, avec délégation à la mairie. Une heure de débrayage à la SOFAM. Plusieurs débrayages d'ateliers aux Isolants de Vitry. Débrayage à 100 %, pendant 2 h 30, des employés communaux.

« Nanterre. Grève à 100 % pendant deux heures des travailleurs des produits chimiques Lorilleux. Débrayage d'une heure chez Sapratin et à la TCIM.

« Asnières. Débrayage à 90 % à la SEF pendant un quart d'heure. Le personnel du nettoiement a débrayé une demi-

heure à 100 %. Chez Chausson, près de cinq cents travailleurs ont tenu un meeting avec vote de résolution. Plus de trois cents signatures ont été recueillies parmi le personnel de la RATP. Enfin, un rassemblement central a groupé près de 1 000 personnes.

« Dans le Nord. Dans plusieurs communes de l'arrondissement d'Avesnes, des délégations se sont rendues au monument aux morts et ont déposé des gerbes. Dans l'arrondissement de Lille, notre camarade Arthur Ramette, membre du CC, s'est adressé aux métallos de Grand Coquar-Lille, pendant que des militants faisaient signer des listes de pétition pour la paix en Algérie. Notre camarade Adolphe Dutoit, sénateur, a également pris la parole à la Société des produits du maïs, à Haubourdin.

« À Villerupt, meeting et délégations à la mairie. Meeting à la Maison du peuple, à l'appel du Parti communiste. Les orateurs du parti et de la CGT ont demandé la paix en Algérie et se sont rendus en délégation à la mairie, accompagnés par tous les travailleurs et ménagères qui assistaient au meeting.

« Au Mans. Des centaines de manifestants se sont rassemblés hier soir au Mans et ont riposté vaillamment aux forces policières qui les avaient attaqués et avaient blessé notre camarade [Robert] Manceau, député communiste de la Sarthe. Deux gendarmes et deux agents ont été blessés.

« À Carmaux, un meeting tenu à la Chambre syndicale a rassemblé trois cents mineurs. À l'issue de ce meeting, une

gerbe a été déposée au monument de Jaurès, où une minute de silence a été observée. »

Plus prudente, *La Vie ouvrière*, l'hebdomadaire de la CGT, fit profil bas : la « grande journée d'action » ne fit l'objet que d'une seule page, dans son édition du 23 octobre, avec trois photos (aucune de foule) et quelques informations embarrassées.

En fait, le bilan fut médiocre. La comparaison avec les centaines de milliers de grévistes d'octobre 1925 contre la guerre du Rif fut cruelle. Dans la « banlieue rouge », où parfois le PC était élu dès le premier tour et qui comptait une multitude d'organisations de base actives, il y eut peu d'initiatives. L'hebdomadaire communiste *La Voix de l'Est*, sous le titre optimiste « Une grande étape pour la paix en Algérie », eut bien du mal à remplir ses colonnes. Quatre photos illustraient cette prose : une banderole « Paix en Algérie » fixée sur un muret, une délégation dans la salle des fêtes de la mairie de Romainville, un vin d'honneur pour conscrits à Montreuil, enfin un vendeur de *L'Humanité*… Aucune photo de foule, et pour cause. En revanche, une photo qui occupe la une de l'hebdomadaire *Saint-Denis républicain* montre une foule compacte écoutant un discours du maire, Auguste Gillot. Exception [12] ? Même la « forteresse ouvrière », l'usine Renault à Boulogne-Billancourt, ne fit pas le plein. Les militants les plus aguerris préparèrent des banderoles, s'apprêtant à sillonner en cortège l'usine, voire les rues de la ville. Devant l'échec de la mobilisation, ils se rabattirent sur une maigrelette délégation à la mairie [13]. À Marseille, chez les dockers, même sentiment

d’impuissance : « Si vous venez sur le port de Marseille, semble s’excuser un responsable local, […] vous verrez des brigades de cyclistes, de gardiens de la paix, de police militaire. Voilà, camarades, ce que les dockers ont sous les yeux à longueur de journée. Il nous est absolument impossible de distribuer un tract syndical, ou alors il faut se battre avec la police et appeler les dockers pour empêcher les dirigeants syndicaux d’être arrêtés. Le 17 octobre, à La Madrague comme à la Joliette, en plus des cars de CRS, il y avait quinze inspecteurs de la sûreté ; et pas parmi les meilleurs, mais parmi ceux qui ont la haine du docker [14]. » À Dijon, la Fédération avait vu grand : quatre cortèges devaient converger vers l’Hôtel de Ville. Il n’y en eut qu’un, facilement bloqué – et matraqué – par la police [15]. La presse hostile évoqua l’« extrême fluidité du cortège [16] ».

Un militant de la première heure contre la guerre, Henri Malberg (1930-2017), alors membre du bureau national des JC, homme de terrain dans son quartier, Porte de Montreuil, se souvenait bien plus tard du fossé immense qui sépara ce jour-là les espérances des organisateurs et la réalité de la mobilisation : « On nous a dit, je me rappelle de la formule, qu’il fallait faire “quelque chose d’important” contre la guerre d’Algérie, du genre journée d’action contre la guerre du Rif. Au fond, on voulait comme parti faire un truc énorme, énorme. Pendant des semaines, on a collé des affiches, fait des inscriptions, on a fait une fixation sur cette date. C’était devenu… pas un mythe, mais tout de même un objectif permanent à atteindre. C’était vraiment une grande chose, on y croyait. À l’époque, on devait être huit cents communistes dans le quartier. Je me rappelle

qu'on avait un "grand rendez-vous" en haut de la rue d'Avron. Quand on est arrivés avec "La Bosse" [17], franchement, ça a été difficile. C'était bourré de flics. On pensait être 1 000, 2 000. Résultat, y'avait des gars par petits groupes de trente, quarante. On n'a même pas pu déployer une banderole. On était effarés. Un gars comme "La Bosse", enfant du XXe, vieux militant, n'en revenait pas. Il nous est revenu en pleine face que les gens étaient toujours "Algérie française". Et je crois que cet échec était le signal de notre tragique isolement. Si vous voulez, pour ceux qui essayent de comprendre "pourquoi ils ont été mous, ils ont été cela", notre… c'était une des premières grandes tentatives de faire monter un grand mouvement. Échec terrible [18]. » Signe supplémentaire du malaise (du découragement ?) qui dut alors s'emparer un temps de la direction, le comité central suivant (réunion commune avec le groupe parlementaire, 9 octobre, Assemblée nationale, salle Colbert), ne fit l'objet, fait exceptionnel, d'aucun compte rendu écrit, encore moins d'enregistrement [19].

Au lendemain du mouvement, la quasi-totalité de la presse confirmera son échec net. *Paris-Presse*, par exemple, commenta : « Cette "grande journée" ne semble devoir être marquée que par des prises de parole, notamment aux carrefours, dans les localités de la banlieue parisienne, des distributions de tracts et quelques tentatives d'attroupements » (édition du soir du 17 octobre). La presse non communiste du 18 octobre fut à peu près unanime : *Le Monde* souligna l'absence de « profonds échos dans la classe ouvrière », *Le Figaro* évoqua un « fiasco », *L'Aurore* un « échec à peu près

complet », *Le Populaire*, sans doute le plus virulent, un « désastre ». Même en tenant compte des outrances du temps, il est assez probable que ce bilan était proche de la réalité. Le 19, *L'Humanité* avait pourtant persisté, titrant : « Une journée qui fera date. » Sans doute. Mais pas pour les raisons qu'espéraient les organisateurs.

Les raisons d'un échec

Il convient de s'interroger sur les causes de cet échec. En premier lieu, une fois de plus, la faible réceptivité de la population aux thèmes de la propagande antiguerre. Le 4 octobre 1958, un an plus tard, Maurice Thorez prend la parole en clôture de la session d'un comité central – discours dont nous reparlerons [20]. Nous sommes alors au lendemain d'une perte considérable d'influence du PCF, suite au triomphe gaulliste du référendum constitutionnel de septembre. Le secrétaire général se charge d'expliquer à ses camarades les causes de ce recul. Au premier rang : la pénétration en profondeur de l'idéologie dominante, en particulier sur la question coloniale, pour « des générations et des générations de Français ». Et justement, il cite l'exemple du 17 octobre précédent : « Les actions, […] malgré des succès partiels çà et là, [n'ont] répondu ni à notre attente ni surtout aux exigences de la situation. En particulier dans les grandes usines. […] Une partie la classe ouvrière, plus encore de la

petite-bourgeoisie, est jusqu'à présent restée rétive à nos explications. » Ce « jusqu'à présent », après trente-sept années d'existence d'un parti communiste en France et quatre années après le début de la guerre de libération de l'Algérie, en disait long sur une certaine impuissance.

Intervenaient également des causes conjoncturelles. La première était le retour, déjà souligné, du PCF et de ses alliés dans le « ghetto » politique, moins d'une année après le pic d'anticommunisme de la fin 1956. L'embellie de 1954-1955 s'était brusquement achevée lors du drame de Budapest. On a peine aujourd'hui à imaginer le choc qu'a pu représenter cet épisode dans toute la société française. Choc évidemment accentué et instrumentalisé par toutes les forces – et elles étaient nombreuses – qui souhaitaient porter des coups à la mouvance communiste. Mais émotion populaire réelle. En 1957, le PCF se retrouve cinq années en arrière, aussi isolé que lors de la « manif Ridgway » et du « complot des pigeons ». Plus même : car ses compagnons de route les plus fidèles ont été déstabilisés.

Quant à l'unité d'action communistes-socialistes, un temps espérée début 1956, elle est devenue strictement inimaginable après Budapest. Les syndiqués FO et CFTC nourrissent une méfiance extrême, pour ne pas dire un mépris, pour leurs collègues cégétistes. L'apparente unanimité présentée alors par la presse communiste cache mal un malaise, qui n'atteint pas que les intellectuels. La CGT est secouée jusqu'en sa direction par cette même crise hongroise, les membres communistes du bureau confédéral épousant la position du PCF, les autres étant

sérieusement troublés. La réunion du Comité confédéral national qui suit (22 et 23 novembre) voit, fait rarissime alors, des voix divergentes s'exprimer [21]. Même chose à la base. Les rapports de police, fiables semble-t-il sur cette question, montrent de nombreux militants communistes ou cégétistes observant un silence gêné ou, lorsqu'ils tentent de prendre la parole pour « défendre le parti », en butte à une hostilité, ouverte ou sourde, recevant en pleine figure « de cinglantes critiques à l'encontre des Russes » (RG Bas-Rhin), se faisant « conspuer » ou même recevant des projectiles sur leurs locaux (RG Bouches-du-Rhône) [22]. Anissa Bouayed, dans sa thèse déjà citée sur la CGT durant la guerre d'Algérie, a constaté que l'année 1957 avait marqué un net recul des actions contre la guerre de la part du syndicat [23].

À l'opposé, le vote des pouvoirs spéciaux de mars 1956 a incontestablement creusé un fossé entre l'appareil et certains militants gagnés à l'idée de l'indépendance de l'Algérie. Les nationalistes algériens y voyaient même la première cause de l'échec : « Ce vote a démobilisé les masses ouvrières et permis aux jusqu'au-boutistes d'exploiter le climat ainsi créé. Il faut donc dire que si le niveau de lutte contre la guerre d'Algérie, qui était très haut en janvier 1956, a baissé depuis, le PCF en porte une grande part de responsabilité [24]. »

Est également entré en ligne de compte, en dernier lieu, un terrible discrédit provoqué par un « dérapage » dramatique de la résistance algérienne : pour beaucoup de Français de l'époque, l'Algérie de 1957 fut d'abord synonyme – bien avant la

terreur déchaînée par les paras français lors de la « bataille d'Alger », largement occultée – de Melouza, village où trois cent soixante-dix Algériens, supposés pro-MNA, furent massacrés le 28 mai par des troupes du FLN [25]. Occasion inespérée pour les bellicistes français pour tenter de faire oublier la polémique en cours sur les méthodes de l'armée française et la complicité du gouvernement. Durant plusieurs mois, les Français n'entendirent parler que des horreurs de Melouza. *L'Humanité* récusa cette campagne, donnant la parole au dirigeant du PCA Bachir Hadj Ali, qui contesta contre l'évidence la responsabilité du FLN dans le massacre avec cet argument irréfutable : « Le crime de Melouza ne profite qu'aux colonialistes français [26]. » Pour lui, ce ne pouvait donc être le FLN, soudain paré de toutes les vertus…

Ce discrédit s'étendit à l'action du FLN en France. En septembre 1957, au moment même où la direction du PCF décidait de lancer son initiative nationale, le FLN était passé à l'action violente contre les syndicalistes de l'USTA restés fidèles au messalisme. Entre le 20 septembre et le 4 octobre, en pleine préparation de la journée d'action, six d'entre eux furent assassinés, dont des secrétaires de section chez Panhard (Hocine Maroc) et Renault-Billancourt (Saïd Melloul). Certaines exécutions eurent lieu à des sorties d'usine, parfois par des tirs au milieu de la foule. On imagine la difficulté d'expliquer ensuite aux travailleurs de Panhard ou Renault qu'il fallait soutenir le peuple algérien…

Il y avait cependant une faille dans le raisonnement communiste, décelée très tôt par un oppositionnel déjà cité, Jean Baby [27] : pourquoi ne retenir que des causes externes aux difficultés ? Pourquoi éluder le débat sur les « erreurs de jugement ou de tactique qui ont pu être commises » ? Pourquoi cet « interdit » de tout débat « sans tenir compte de ce qu'il pouvait y avoir de positif dans les critiques formulées », par exemple par la cellule Sorbonne-Lettres ? La direction ne pouvait raisonnablement s'en sortir par des explications rejetant en permanence l'autocritique, ce mot pourtant omniprésent dans la prose du PCF. Et à propos duquel Maurice Thorez avait manié l'ironie en mars 1960 : « J'ai connu autrefois un secrétaire de section qui avait une notion toute particulière de l'autocritique. Il ne retenait que la deuxième partie du mot, la critique, qu'il ne ménageait pas aux autres. Mais il en ignorait résolument la première partie, auto, c'est-à-dire : de soi-même. Procéder à la critique de soi-même, voilà bien la dernière idée qui aurait pu se présenter à l'esprit de notre homme. Au contraire, il disait sans sourciller en parlant de ses discussions avec un militant : "Je lui ai fait son autocritique" [28]. » Un constat somme toute lucide, dont la direction du PCF continuait alors à s'abstenir de tirer les conséquences pour faire évoluer ses positions face à la guerre engagée par la France contre les nationalistes algériens. Les militants du PCA, Européens comme musulmans, allaient subir, comme on va le voir, les pires effets des réactions du pouvoir colonial à cette politique.

Notes du chapitre

[1] ↑ Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/14).

[2] ↑ *Ibid.*

[3] ↑ *L'Humanité*, 18 septembre 1957.

[4] ↑ *Bulletin de propagande édité par le CC du PCF*, n° 12, septembre-octobre 1957. Mais on a déjà signalé que les chiffres avancés par la propagande communiste étaient excessifs.

[5] ↑ Reproduction de ces affiches dans le même numéro.

[6] ↑ « La journée du 17 octobre », *France Observateur*, 10 octobre 1957.

[7] ↑ *L'Humanité*, 1er octobre 1957.

[8] ↑ *L'Humanité*, 8 octobre 1957.

[9] ↑ « Un glorieux précédent au 17 octobre : le 12 octobre 1925 », *L'Humanité*, 12 octobre 1957.

[10] ↑ Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/14).

[11] ↑ *L'Humanité*, 15 octobre 1957.

[12] ↑ « Pour la paix en Algérie, Saint-Denis a puissamment manifesté », *La Voix de l'Est*, 17 octobre 1957 (mais la légende précise que la manifestation a eu lieu le dimanche précédent, donc le 13).

[13] ↑ Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[14] ↑ Marguerie, Congrès fédéral des Bouches-du-Rhône, 1957 (cité par Anissa Bouayed, *ibid.*).

[15] ↑ Témoignage de Marcel Harbelot, « Pour la paix en Algérie », *in* Amicale des vétérans de la Fédération du PCF de Dijon, *La Lutte des communistes de Côte d'Or contre les guerres coloniales*, document dactylographié, Dijon, décembre 1999.

[16] ↑ « Quelques centaines de communistes se sont heurtés aux barrages de police », *Le Bien public*, Dijon, 18 octobre 1957, *ibid.*

[17] ↑ Surnom de Raymond Bossus, un vétéran du PCF, qui avait fait des missions en Algérie dans les années 1930 (voir *supra,* chapitre 3).

[18] ↑ Henri Malberg, entretien avec Vanessa Codaccioni, « “Le futurisme historique, c’est la catastrophe” », *loc. cit.*

[19] ↑ Voir *Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches*, tome 3, *1954-1964*, *op. cit.*

[20] ↑ *L’Humanité*, 10 octobre 1958.

[21] ↑ André Narritsens, « 1956, la CGT et la Hongrie », *Cahiers d’histoire sociale*, IHS-CGT, août 2001.

[22] ↑ Rapports cités par Nicolas Monod, « L’impact des événements de Hongrie, octobre-novembre 1956 », *in* Philippe Buton *et al.* (dir.), *La Guerre froide vue d’en bas*, *op. cit.*

[23] ↑ Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d’Algérie*, *op. cit.*

[24] ↑ « La journée du 17 octobre », *L’Ouvrier algérien en France*, mensuel de l’UGTA, décembre 1957.

[25] ↑ Sur les circonstances et les raisons du massacre, voir notamment Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

[26] ↑ Bachir Hadj Ali, lettre à Maurice Thorez, 22 juin 1957. Numéro saisi : puisque le PCA était dissous, nul ne pouvait bien sûr s’exprimer en son nom…

[27] ↑ Jean Baby, *Critique de base. Le PCF entre le passé et l’avenir*, *op. cit*.

[28] ↑ Maurice Thorez, « À propos de l’autodétermination », *L’Humanité*, 11 mars 1960.

18. Le PCA, 1957-1962 : frères de combat et de douleur (Audin, Alleg et tant d'autres)

En 1962, au terme de la guerre, un magistrat de haute réputation, Serge Fuster (1911-1988), qui signait ses écrits du pseudonyme de Casamayor, affirme que les communistes sont, de loin, les plus haïs par les partisans de l'Algérie française, en particulier par les paras : « Au-dessous des hommes, nous avons vu, il n'y a pas si longtemps, les juifs, qui peuvent à la prochaine occasion redescendre à cette situation de sous-hommes. Au-dessous des juifs, il y a les Arabes. Et au-dessous encore, il y a les communistes : il était pire d'être du PCA que d'être FLN [1] . » Ce paroxysme dans la haine trouvait sa source, en tout cas son renforcement, dans le conflit précédent : combien étaient-ils, les soldats perdus de l'« Indo », revenus avec la certitude qu'ils auraient gagné la guerre sans la « trahison communiste » ? Combien étaient-ils qui attendaient leur revanche ? Les Massu, Bigeard, Trinquier, Vanuxem, Thomazo, Aussaresses et même le benjamin Le Pen étaient des « anciens de l'Indo ». Comme Roger Faulques (1924-2011), ancien résistant et jeune officier de la Légion étrangère, grièvement blessé sur la route coloniale n° 4 au Tonkin à l'automne 1950 puis rapatrié, qui se souvenait de son arrivée à Marseille, bloqué par les manifestants CGT : « J'étais fou de

rage. Si j'avais eu une grenade, je crois bien que je n'aurais pas hésité à m'en servir[2]. » Une fois rétabli, Faulques part en Algérie : une occasion d'assouvir ce trop-plein de haine.

Trois ans plus tard, son heure est venue : il a Maurice Audin et Henri Alleg entre les mains. Alleg raconte : « Un capitaine de paras – béret vert de la Légion étrangère – m'attendait : cheveux en brosse, figure en lame de couteau, traversée d'une longue balafre, lèvres pincées et méchantes, yeux clairs et saillants. Je m'assis en face de lui et au même moment il se leva : d'un coup au visage, il me jeta par terre et fit voltiger mes lunettes qu'on m'avait rendues : "Tu vas t'enlever cet air insolent que tu as sur la gueule", dit-il. Je lui demandai si je pouvais reprendre mes lunettes ; il crut que c'était pour mieux me souvenir de son visage : "Vous pouvez me regarder, je suis le capitaine Faulques, vous savez, le fameux capitaine SS. Vous avez entendu parler ?" J'étais en présence de Faulques, chef des tortionnaires de la villa Sesini, particulièrement réputé pour sa férocité. […] Il eut à plusieurs reprises envie de me frapper, mais il se retint et à un moment il cria : "Vous ne voulez rien dire ? Moi, je fais parler les gens en leur mettant un couteau sur la gorge la nuit. Je vous reprendrai". » Il n'a « repris » ni Audin ni Alleg.

Outre ce « fameux capitaine SS », nombre d'officiers et de sous-officiers de l'armée française, même s'ils étaient loin d'être majoritaires dans leur génération – ont ainsi eu alors l'occasion de torturer et de tuer des militants du FLN, mais aussi des communistes, comme dans le cas d'Audin. Ces tortionnaires et

assassins agissaient sur les ordres de Massu, lequel informait le ministre résidant Lacoste, qui rapportait bien sûr à Matignon. Les « mains sales » n'étaient pas que dans les caves de la villa Sesini…

Les cas d'Audin et d'Alleg furent connus grâce à l'inlassable résistance, face aux silences et aux mensonges, de deux femmes d'exception, également communistes, Josette Audin et Gilberte Alleg, relayées par leurs avocats, puis par des militants politiques (dans le cas d'Audin, par un Comité animé notamment par l'historien Pierre Vidal-Naquet).

L'affaire Audin, l'« affaire de la France »

Maurice Audin était membre du Parti communiste algérien depuis 1950 – il avait alors dix-huit ans. Mathématicien brillant, assistant à la faculté d'Alger, il s'apprêtait à soutenir une thèse et à devenir ainsi un des plus jeunes docteurs ès sciences de France. Son directeur, René de Possel (1905-1974), témoigna de la qualité exceptionnelle des travaux de celui qui était un des espoirs de la recherche française [3] . Après l'interdiction du PCA en septembre 1955, ses dirigeants avaient estimé qu'Audin, qui n'avait pas de responsabilités politiques de premier plan et n'était pas forcément fiché, serait plus utile dans un travail discret que dans la lutte armée. Il hébergea des militants

traqués, stocka de la documentation, etc. Il participa également à des activités dangereuses, comme par exemple l'exfiltration vers les pays socialistes du secrétaire général Larbi Bouhali en septembre 1956 : ce fut en quelque sorte une affaire de famille, Maurice Audin ayant assuré la logistique avec sa sœur Charlie et son beau-frère Christian Buono.

L'engrenage se met en place le 9 juin 1957. Le docteur Georges Hadjadj, membre du PCA, est arrêté. Torturé, il résiste durant trois jours, mais craque devant la menace de torturer sa femme : il finit, le 11 dans la soirée, par dire qu'il a soigné Paul Caballero, un dirigeant communiste de premier plan, au domicile de la famille Audin. Les paras s'y précipitent. C'est là, à 23 heures, en présence de sa femme et de ses enfants, que Maurice Audin est arrêté et immédiatement transporté à El Biar, dans un immeuble « réservé », où déjà Ali Boumendjel avait été assassiné. D'autres paras s'installent au domicile, pensant qu'ils avaient déniché une « planque » de première importance. Josette Audin proteste, sa fille aînée Michèle – trois ans – donne même des coups de pied aux paras [4]. À El Biar, les tortionnaires, joignant l'imbécillité à la bestialité, persuadés d'avoir capturé un « gros poisson », passent immédiatement à la « manière forte ». Le docteur Hadjadj est mis en sa présence aux environs d'une heure du matin. Audin a déjà été torturé, donc deux heures après son incarcération… Henri Alleg est arrêté au domicile d'Audin le lendemain, 12 juin. Dans la soirée, il est mis en présence de son ami et camarade : « Il faisait chaud. Maurice portait une chemisette. Je revois son visage défait. Son bourreau l'a amené devant moi et

lui a crié : “Audin, dis à ton ami les horreurs qu’on t’a faites hier soir. Ainsi, ça lui évitera de les subir, lui aussi !” Maurice m’a regardé. Il a juste lâché dans un souffle : “C’est dur, Henri…” [5] . »

Il est pourtant un homme, au cœur du système, qui n’accepte pas – et n’acceptera jamais – ces pratiques : Paul Teitgen (1919-1991), secrétaire général de la préfecture d’Alger. C’est le 21 juin seulement qu’il prend connaissance par un tiers de l’arrestation. Il assigne officiellement Maurice Audin à résidence, mais antidate son acte au 12 juin, afin de mettre chacun devant ses responsabilités. Aussitôt, les militaires lui demandent d’annuler cette assignation, ce qui ne se fait qu’en cas de décès : Teitgen considère à juste titre cette demande comme un aveu. De fait, ce même 21 juin, le drame vient d’atteindre son point de non-retour : les tortionnaires tuent leur prisonnier. Mais il faut immédiatement maquiller le crime. Une partie de la presse métropolitaine bruisse encore des échos de la protestation contre les exactions de la bataille d’Alger. Si des « disparitions » de ce type sont alors nombreuses, il ne s’agit la plupart du temps « que » de musulmans. Dans le cas Audin, il s’agit d’un jeune homme, père de famille et assistant à l’université, sans aucune activité terroriste. C’est à ce moment qu’est imaginée la version « tentative de fuite », cafouilleuse, mal ficelée et non crédible même chez les partisans de la guerre. Le 1er juillet, elle devient pourtant la thèse officielle. L’affaire commence à faire grand bruit. Le rôle de Josette, son épouse, est central dans son déclenchement. C’est en grande partie grâce à elle que l’assassinat du jeune homme est devenu

l'« affaire de la France[6] ». Maintenue de force à son domicile durant les quatre premiers jours qui suivent l'arrestation de son mari, elle s'engage dès qu'elle peut prendre contact avec l'extérieur. Elle exige des entretiens auprès de l'état-major, puis auprès d'une Commission de sauvegarde des libertés. Informée le 1er juillet par le colonel Trinquier de la version officielle, l'évasion, elle dépose plainte dès le 4. Le procès qui s'ensuivra s'achèvera par un non-lieu.

Les communistes commencent alors une campagne de dénonciation du crime, même si bien des éléments échappent encore aux contemporains. Le 16 juillet, Jacques Duclos interpelle le gouvernement et cite pour la première fois à la tribune de l'Assemblée nationale les noms de Maurice Audin et d'Henri Alleg. Après avoir évoqué la thèse officielle, il interroge : « Qu'y a-t-il de vrai dans cette information ? Nous savons que de prétendues évasions peuvent cacher des assassinats. » Le 25 septembre, nouvelle interpellation. Cette fois, Duclos n'émet plus une hypothèse tragique mais affirme : « Je demande qu'on nous dise dans quelles conditions et par qui Maurice Audin a été assassiné. » L'Assemblée s'enflamme. L'échange est littéralement haché par des invectives, des interruptions, des cris, reproduits au *Journal officiel*. Le ministre Lacoste répond : « Vous avez dit que M. Audin a été assassiné. Qu'en savez-vous ? Alors, il vous suffit, M. Duclos, de dire à la tribune de cette Assemblée qu'on a tué, qu'on a assassiné, sans que vous apportiez aucune preuve, et il faut que nous, nous supportions le poids de forfaits qui n'ont pas été commis ! » Comme il est pressé par les députés communistes

qui répètent sans cesse « Où est Maurice Audin ? », il lâche : « Qui a tué Maurice Audin ? C'est vous les assassins ! Vous avez tué des femmes et des enfants à Alger ! » Le ministre était un sanguin. Il n'a donc pas contrôlé son langage et a dit le même jour à la tribune de l'Assemblée, à la fois qu'Audin s'était évadé et qu'il avait été tué… Le cynisme rejoint ici la bêtise : le ministre était à ce moment nécessairement informé de la fin tragique du jeune militant [7].

Par la suite, la presse communiste informera régulièrement ses lecteurs des démarches de Josette Audin et mènera campagne [8]. Mais contrairement à ce qui s'était passé durant la guerre d'Indochine (affaires Henri Martin et Raymonde Dien), le PCF ne prend pas en main – en tout cas pas seul – la protestation. On retrouvera la même pratique lors de l'affaire Henri Alleg. Choix de l'efficacité ? Difficultés à faire seuls de l'agit' prop' ? Ou, plus simplement, volonté d'intellectuels anticolonialistes de se libérer totalement de la tutelle du PCF ?

Le Comité Audin et le rôle de Pierre Vidal-Naquet

Le 13 août, *Le Monde* et *L'Humanité* publient une première lettre de Josette Audin : « Qu'est devenu Maurice Audin ? » Le 15, *France Observateur* titre : « Après l'affaire Alleg, l'affaire Audin [9]. » Les multiples courriers écrits, les nombreuses

démarches effectuées par Josette Audin éveillent l'intérêt de femmes et d'hommes engagés dans la lutte contre la guerre. Un professeur d'anglais du Prytanée militaire de La Flèche (Sarthe), Jean-Fernand Cahen, est un des premiers à lancer l'idée de mettre sur pied un Comité Maurice Audin [10]. D'autres, intellectuels communistes comme Michel Crouzet [11] ou Luc Montagnier [12], lancent en marge de leur parti une première pétition. Début septembre, Pierre Vidal-Naquet reçoit une lettre de Josette Audin [13]. L'idée d'un comité national germe. Il est officiellement fondé en novembre, autour de Pierre Vidal-Naquet, Michel Crouzet, Luc Montagnier, Laurent Schwartz, Jean Dresch et Henri-Irénée Marrou. Le Comité Audin organisera divers meetings et rencontres en toute indépendance, même si parfois des orateurs communistes y prirent la parole, comme par exemple le 18 mars 1958 à Paris, au meeting du Comité et de la Ligue des droits de l'Homme, Marcel Paul [14]. Mais d'autres initiatives donneront la parole à un éventail très large de personnalités non communistes, telle la rencontre du 30 mai 1958 à l'Hôtel Lutétia, avec Daniel Mayer, Jean-Paul Sartre, François Mauriac et le général Pierre Billotte (1906-1992, alors député gaulliste de gauche).

En mai 1958 les Éditions de Minuit publient un ouvrage synthétique de Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*. Avec la participation active de son éditeur Jérôme Lindon dans la rédaction du livre, cet éminent spécialiste de l'Antiquité grecque livre là un véritable modèle d'écriture de l'histoire immédiate : l'arrestation, la reconstitution du meurtre, le démontage méticuleux de la fabrication du mensonge

d'État, etc.[15]. Nulle réfutation, *a fortiori* nulle demande d'inculpation contre l'auteur ne furent émises, ce qui avait valeur d'aveu. Une légère divergence apparut cependant entre Josette Audin et l'auteur. La veuve de la victime avait évidemment laissé totale liberté à l'historien de reconstituer les faits. Mais, elle aussi communiste, elle interrogea Vidal : n'avez-vous pas un peu gommé l'identité politique de mon mari ? « Je ne comprends pas bien votre ennui à écrire que Maurice Audin milite dans le PCA jusqu'à sa dissolution. Cela n'exclut pas du tout qu'il ait continué à y militer après, mais alors c'était une action clandestine, donc inconnue en principe. Vous pouvez alors peut-être rajouter : "Alors qu'il était étudiant il adhéra au Parti communiste algérien. Il y milita jusqu'à sa dissolution. Il était toujours d'accord avec les positions de ce parti, en particulier sur les événements d'Algérie et la part que devaient y prendre les communistes." Dites-moi ce que vous en pensez exactement. Il est certain que si on ne précise pas, de toute façon, tout le monde pensera que ce n'est pas un état de fait brutal, l'illégalité du PCA décidée du jour au lendemain, qui a pu modifier aussi brutalement l'attitude de quelqu'un qui a longuement réfléchi à ses pensées et ses actions[16]. » Malgré l'affection qui unissait la veuve et l'intellectuel – et qui les unira jusqu'à la mort de Vidal en 2006 –, n'y avait-il pas là un léger reproche ?

L'hypocrisie d'État, en tout cas, ne faiblit pas. En février 1959 est annoncée la mise en procès, pour « reconstitution de ligue dissoute » (le PCA, interdit en septembre 1955) et « atteinte à la sûreté de l'État », de plusieurs militants. Le nom de Maurice

Audin est sur la liste des accusés, ce qui provoque l'émotion que l'on imagine. Le procès s'ouvre à Alger le 13 juin 1960. Sont cités, outre Maurice Audin, Ahmed Akkache, Henri Alleg, Constant Tiffou, Christian Buono [17], Fernand Boillat, André Moine, Paul Caballero, Georges Catogni, Louis Rives et Jeanne Jornet. La défense est menée par Me René-William Thorp [18], ancien bâtonnier du barreau de Paris (1955-1957), président de l'Association pour la sauvegarde des institutions judiciaires et la défense des libertés individuelles. Devenue une des grandes plumes de *L'Humanité*, Madeleine Riffaud est chargée de couvrir le procès : « Entre Akkache et Alleg, une place est vide, à Alger, au banc des accusés : celle du jeune savant algérien Maurice Audin, fantôme que les militaires s'obstinent, après le renvoi du procès de 1959 à vouloir condamner "par contumace", comme s'il était "en fuite". [...] Dimanche, le bâtonnier Thorp a été accueilli à l'aéroport par ses confrères parisiens et par la frêle silhouette courageuse, le visage pâle de celle qui a perdu, il y a exactement trois ans aujourd'hui, le mari qu'elle aimait. Tout à l'heure, à l'ouverture du procès d'Akkache et d'Alleg, quand le président aura appelé dans le vide l'accusé Maurice Audin, c'est Josette Audin qui se lèvera à sa place. Ainsi que la loi l'y autorise, elle doit pouvoir expliquer au tribunal pourquoi son mari est absent [19]. »

Le procès commence sous les pires auspices [20]. Le commissaire du gouvernement demande – et évidemment obtient – le huis clos. Réplique immédiate de l'un des avocats, Me Léo Matarasso : « Il faut que le tribunal sache que de toute façon tout ce qui sera dit ici sera connu dans le monde entier. Nous en

prenons la responsabilité, quoi qu'il puisse nous en coûter. » Puis ce qui devait arriver arrive : le président Catherineau procède à l'appel des accusés et se fait confirmer leur identité. Quand il prononce le nom de Maurice Audin, Me Thorp se lève et déclare : « Monsieur le président, Mme Audin est là pour expliquer au tribunal les raisons de l'absence de son mari. » Réplique embarrassée du président : « Nous verrons cela tout à l'heure. » Chacun est dans son rôle. Me Thorp demande alors à ce que Mme Audin soit entendue avant le huis clos. Devant les hésitations, les accusés et les avocats provoquent un véritable tumulte. Me Matarasso : « Vous voulez le huis clos pour condamner un mort. » Ahmed Akkache : « Ce sont les assassins et les tortionnaires que l'on protège encore et toujours. » Henri Alleg : « Vous avez peur de ce mort. » L'auteur de *La Question* décide alors de dire à haute voix les noms de ses tortionnaires :

« HA : J'ai nommé Érulin.
Le président : Taisez-vous.
HA : Le lieutenant Charbonnier.
Le président : Taisez-vous.
HA : Tevis.
Le président : Gardes ! »

Le président fait évacuer la salle. Alleg et Akkache, considérés comme les plus violents des accusés, sont expulsés, menottes aux poignets.

Josette Audin réussit à placer deux phrases : « Appelez donc Maurice Audin pour qu'il s'explique aussi. Je demande à être

entendue. » Mais sa demande n'est pas retenue. Elle fait alors à la presse une déclaration : « J'étais venue ici comme le code m'y autorise, assistée de mon avocat, Me William Thorp, pour exposer les raisons de l'absence de mon mari, Maurice Audin, cité par contumace. Le président ayant refusé à mon avocat de m'assister et ayant rejeté son droit à la défense, j'ai décidé de quitter l'audience en signe de protestation indignée. Privée de ce concours, je me réserve de me pourvoir en cassation contre le jugement à intervenir. J'aurais dit ici les raisons de l'absence de mon mari et qui devaient amener à l'extinction de l'action publique. Mon mari est mort étranglé par le lieutenant Charbonnier, qui l'interrogeait, et après qu'il eut refusé de parler, malgré les affreuses tortures qu'on lui faisait subir. » À la suite de ces incidents graves, les accusés refusent de s'exprimer devant le tribunal[21]. Le 15 juin, après donc seulement deux jours de procès, Ahmed Akkache et André Moine sont condamnés à vingt ans de réclusion criminelle, Paul Caballero et Georges Catogni à quinze ans, Henri Alleg à dix ans, Christian Buono à cinq ans, les autres écopant de peines moins lourdes. « Comme on nous faisait évacuer de nouveau, les communistes algériens se levèrent spontanément et crièrent tous ensemble : "Vive l'indépendance nationale de l'Algérie !" » (Madeleine Riffaud).

L’assassin : les deux hypothèses

Longtemps, notamment après l’enquête minutieuse de Pierre Vidal-Naquet, une thèse a été exposée : « Le lieutenant C. [Charbonnier], ne parvenant pas à tirer de Maurice Audin les renseignements qu’il souhaitait obtenir, a une crise de fureur ; il bondit à la gorge de Maurice Audin et l’étrangle [22] . » Durant quarante ans, cette thèse fut acceptée comme une évidence par le comité et, d’une façon plus générale, par tous ceux qui s’étaient intéressés à l’affaire (on a vu que Josette Audin l’avait reprise lors du procès intenté à son mari). Au point qu’il se murmura que le général de Gaulle en personne avait émis le désir de voir infliger à Charbonnier une « lourde peine de travaux forcés [23] ».

Quarante-trois ans après le crime, de nouveaux éléments apparaissent. Le 24 juillet 2000, Michel Charbonnier, fils du principal accusé, écrit une lettre à l’hebdomadaire *Marianne*. Il disculpe son père qui, prétend-il, avait été éloigné avant le drame [24] . Puis, dans un entretien accordé à Florence Beaugé, le vieux général Aussaresses confirme : « La seule chose que je peux vous dire, c’est que ce n’était pas Charbonnier. Il n’était pas dans le secteur à ce moment-là [25] . » Certes, Aussaresses, l’ancien chef des commandos de tueurs ne peut être cru sur parole, certes, il est l’antipathie faite homme. Mais pourquoi mentirait-il, à la fin de son existence, sur l’identité de l’assassin ? Quel intérêt sordide y trouverait-il ?

Dix années passent encore. Nathalie Funès, une journaliste du *Nouvel Observateur* [26] effectuant une enquête historique sur le camp de Lodi (où furent internés des centaines de pieds-noirs favorables à l'indépendance, dont beaucoup de communistes), découvre un texte écrit de la main du colonel Yves Godard, ancien de la bataille d'Alger (il y était chargé du renseignement), mais aussi plus tard activiste de l'OAS. Décédé en 1975, Godard avait déposé ses archives à la Hoover Institution de l'université Stanford, en Californie, probablement pour ne pas faire de don, même posthume, à une France qui à ses yeux avait trahi son idéal d'Algérie française. Document important, car l'ancien officier, furieux de l'hypocrisie des responsables politiques et militaires de l'époque, y a écrit que ses supérieurs étaient évidemment informés – et donc complices : « J'ai moi-même affirmé à Guillaumat [alors ministre de la Défense dans le cabinet Debré], en décembre 1959, que Charbonnier n'était pas le meurtrier d'Audin. C'est vrai. » Il avance alors un nom : « L'agent d'exécution étant le propre aide de camp du général Massu, le sous-lieutenant Garcet de l'INF [Infanterie] coloniale, assisté du commandant Aussaresses. » C'est la première fois à notre connaissance que ce nom, Gérard Garcet, apparaît. Ancien résistant, élève officier à Saint-Cyr, ancien du bataillon français de Corée, il avait des convictions anticommunistes fortes, qui le menèrent lui aussi, ensuite, dans les rangs de l'OAS. Après la mort en 2013 du général Aussaresses – à quatre-vingt-quinze ans : il aura donc vécu soixante-dix ans de plus que Maurice Audin… – paraît un livre d'entretiens avec un

journaliste, Jean-Charles Deniau [27]. Il y lâche : « Eh bien oui, on a tué Audin. Voilà ! » Et Massu était « dans le coup » : c'est lui qui aurait – implicitement, selon son habitude – laissé entendre à Aussaresses que le moment était venu de se débarrasser d'Audin.

La version Godard-Aussaresses chargeant Garcet peut paraître suspecte, chacun pouvant, par calcul politicien et revanchard, distiller quelques éléments de vérité au milieu de calomnies invérifiables. Mais, affirme l'historienne Sylvie Thénault, « qu'il ait été étranglé par l'un de ses tortionnaires, exécuté par un commando spécialisé ou qu'il soit décédé sous la torture, Audin est l'une des victimes de la torture et du système répressif mis en place à Alger en 1957. La responsabilité de l'État, à travers celle de l'armée, est engagée [28] ».

Les assassins d'Audin et leurs complices pensaient peut-être qu'avec les années et la disparition, hélas, de certains acteurs-témoins de premier ordre (Laurent Schwartz est décédé le 4 juillet 2002, Pierre Vidal-Naquet le 29 juillet 2006), Maurice Audin entrerait peu à peu dans l'anonymat. Il n'en fut rien. La mémoire algérienne n'a pas oublié ce héros. Une place, au cœur d'Alger, lui rend hommage. La promotion 2005 de l'École nationale d'administration d'Alger porte également son nom. En France, comme il était naturel, diverses municipalités communistes (Saint-Denis, Bobigny, Le Blanc-Mesnil…) ont baptisé des rues ou des places de son nom. À Paris, le 26 mai 2004, le maire socialiste, Bertrand Delanoë, a également inauguré une place Maurice-Audin, en présence de Josette

Audin, de Pierre Vidal-Naquet et d'Henri Alleg. L'avènement de la gauche socialiste au pouvoir, en 2012, amena quelques changements dans le domaine de la politique mémorielle. Josette Audin, infatigable, reprit sa plume pour écrire au nouveau président [29], lui demandant de profiter d'un voyage programmé à Alger pour prononcer une « condamnation ferme de la torture et des exécutions sommaires commises par la France pendant la guerre d'Algérie ». Pour la première fois depuis la disparition du militant, une voix officielle lui répondit. Le président Hollande affirma que l'État français devait « faire face à ses responsabilités et au devoir qui lui incombe » envers la famille Audin, mais aussi devant l'« ensemble des Français ». Ce même président, lors de son voyage en Algérie, fit un geste symbolique, demandant à faire une étape sur la place Maurice-Audin, le 20 décembre 2012.

En mai 2017, diverses personnalités écrivirent au président nouvellement élu, Emmanuel Macron, l'enjoignant de mettre ses actes en accord avec ses paroles (il avait promis lors de la campagne un « geste fort » sur les questions mémorielles liées à la guerre d'Algérie). Le président a effectivement téléphoné personnellement à Josette Audin, le 11 juin 2017 [30]. Une année plus tard – et ce long délai montre qu'il s'est agi d'une position mûrement réfléchie –, le 13 septembre 2018, le président Macron a fait connaître une déclaration [31], qu'il a doublée d'un geste symbolique, une visite à la veuve et aux enfants du militant assassiné. Que disait le texte présidentiel ? Que l'« évasion » d'Audin était « manifestement une mise en scène visant à camoufler sa mort », qu'on avait la « certitude » qu'il

avait été auparavant « torturé ». Mais le texte dépassait le cas, déjà suffisamment terrible, de Maurice Audin. Il dénonçait un « système, dont les gouvernements successifs ont permis le développement [...], appelé “arrestation-détention” à l’époque même, qui autoris[ait] les forces de l’ordre à arrêter, détenir et interroger tout “suspect” dans l’objectif d’une lutte plus efficace contre l’adversaire ». Mais qui était responsable de ce « système » ? Dans un paragraphe suivant, les « gouvernements successifs » étaient directement mis en cause, quoiqu’avec une formule minimale : ils auraient échoué « à prévenir et à punir le recours à la torture ». La déclaration s’achevait sur un appel à poursuivre le travail historique, poursuite facilitée par la « libre consultation tous les fonds d’archives de l’État qui concernent ce sujet » et le recours à de nouveaux témoignages.

Ce geste fort fut reçu avec une grande satisfaction, évidemment avant tout par Josette Audin – quatre-vingt-sept ans en 2018 – et ses enfants, ainsi que par tous ceux, nombreux, qui avaient œuvré, certains depuis 1957, pour aboutir à cette déclaration. Mais aussi par la communauté des historiens : ce que la recherche avait établi depuis fort longtemps était désormais sanctionné par un acte fort, reconnaissant la responsabilité de l’État, et non plus de quelques individus violents, écrivit l’historienne Sylvie Thénault, qui avait accompagné la famille dans les ultimes démarches [32]. Sa collègue Raphaëlle Branche enchaînant : « Il ne sera plus possible de nier le caractère systématique de la torture en Algérie [33]. »

« Système »… Ce mot dut rappeler aux anciens opposants à la guerre d'Algérie une formule sartrienne : « Le colonialisme est un système [34] . » Après la déclaration d'Emmanuel Macron, nul ne peut nier désormais que la torture fût un système…

L'arrestation et le calvaire d'Henri Alleg

Celui qui est passé à la postérité comme *le* pied-noir communiste… n'était pas pied-noir. Harry Salem, dit Henri Alleg, était né à Londres en 1921, sa famille ayant fui les persécutions antisémites à l'est de l'Europe. Il a une vingtaine d'années lorsqu'il arrive à Alger, alors soumis au régime vichyste. C'est là qu'il prend ses premiers engagements politiques, d'abord dans l'organisation de jeunesse, UJDA, puis au PCA, évidemment clandestins. « Juif, communiste et Anglais en terre vichyste, dira-t-il souvent en souriant, je n'avais pas choisi la facilité. » Après la Libération, il devient dirigeant des Jeunesses (1944), membre du comité central du PCA (1946), puis est chargé de la direction d'*Alger républicain* (1950), tâche qu'il assume lorsque commence la guerre d'indépendance. À ce titre, il est l'un des communistes algériens les plus connus et, partant, les plus haïs des « ultras ». Après l'interdiction du PCA, il a tenté contre vents et marées de faire reparaître *Alger républicain*, a

été arrêté à deux reprises, puis a plongé dans la clandestinité courant 1956.

Le mercredi 12 juin 1957, Alleg se rend au domicile de Maurice Audin pour une rencontre de routine, sans savoir que les parachutistes sont dans la place, venant d'arrêter la veille le jeune mathématicien. Alleg est reconnu, appréhendé, puis emmené à El Biar. Comme c'est désormais l'habitude en cette terre d'Algérie, les tortures commencent immédiatement.

De même que Josette Audin lors de l'arrestation de son mari Maurice, l'épouse d'Henri Alleg, Gilberte, est consignée au domicile familial pendant plusieurs jours. Le 18 juin au soir (Henri est arrêté depuis cinq jours), elle est enfin libre de ses mouvements. Dès le 19, elle contacte un avocat communiste, Me Germain Dreyfus, puis rencontre Mgr Léon-Étienne Duval, archevêque d'Alger, Pierre Maisonneuve, le directeur de cabinet de Robert Lacoste. Et elle écrit, beaucoup. Elle devient gênante pour les tortionnaires et leurs complices : elle est expulsée d'Algérie dès le 2 juillet, sans avoir pu obtenir de véritables renseignements sur le sort de son mari. Au moins peut-on penser que cette activité débordante, multiforme, publique, a pu empêcher l'irrémédiable. De plus, les informations sur la mort probable d'Audin ont probablement freiné dans leurs pratiques les plus haineux des militaires. En France, en tout cas, Gilberte Alleg continue, bénéficiant du relais des milieux communistes ou paracommunistes (Secours populaire). Elle ne demande certes pas la pitié à l'égard d'une « pauvre femme », elle appelle à rejoindre le combat d'une

militante, avec la même fougue qu'Henri, avec les mêmes arguments.

En France, une campagne commence un mois après l'arrestation. Le 16 juillet 1957, Jacques Duclos interpelle le gouvernement et, après avoir dénoncé la « disparition » d'Audin (discours déjà cité), prononce pour la première fois à la tribune de l'Assemblée nationale un nom promis à une certaine célébrité : « Pendant un mois, Henri Alleg a été illégalement séquestré, torturé. »

Le journaliste-militant, lorsqu'il était en camp à Lodi, avait eu le temps de rédiger un récit circonstancié de son arrestation et des tortures qu'il avait subies, sous la forme d'une plainte au procureur général d'Alger, M. Reliquet. Cette lettre est publiée intégralement par *L'Humanité* le 30 juillet 1957, précédée d'une présentation de Léon Feix, sous forme de lettre ouverte au garde des Sceaux, Maurice Bourgès-Maunoury. Le quotidien est saisi. Le PCF reprend alors les termes de cette lettre dans un tract de masse, intitulé « Un document accablant ». Dès lors, *L'Humanité* consacre régulièrement des articles à l'affaire qui commence : « Interdiction aux avocats de voir Henri Alleg » (5 août) ; « Le procureur général d'Alger a en main la plainte d'Henri Alleg [35] » (7 août) ; « L'affaire Henri Alleg » (10 août) ; « Veut-on faire disparaître toutes les traces de l'affaire Henri Alleg ? » (16 août) ; « Henri Alleg enfin confronté avec des parachutistes qu'il accuse » (21 août), etc. Le 22 août, le bureau politique se réjouit, constatant que la campagne contre la

torture portait ses fruits et qu'Alleg avait été présenté au juge d'instruction [36].

Mais le prisonnier n'appartient pas seulement à la famille communiste. Son épouse prend des contacts avec la Ligue des droits de l'Homme dont le président, Émile Kahn, écrit à Robert Lacoste. Au cours du second semestre de 1957, le grand public, grâce à une presse qui n'est pas unanimement aux ordres sur cette question, est informé des pratiques dont a été victime l'ancien directeur d'*Alger républicain*. En août, soixante et un articles de presse évoquent l'affaire : lettre de Gilberte Alleg (*L'Express*, 2 août ; *Le Monde*, 3 août), protestations de François Mauriac contre l'« effrayant dossier » (*L'Express*, 23 août), de l'écrivain catholique Louis Martin-Chauffier (dans *Le Figaro*, pourtant habituellement favorable aux thèses du maintien de l'Algérie française, 13 août), six articles dans *France-Soir*, le plus grand quotidien national, etc. [37]. L'affaire prend même une dimension internationale avec la publication d'articles, au même moment, dans le *Washington Post* [38] et le *New York Herald Tribune* aux États-Unis, *The Economist* et *The Observer* en Angleterre (12 août).

Contrairement à ce qui est couramment pensé, il y eut donc bien une « affaire Henri Alleg » avant la parution de *La Question*. C'est d'ailleurs cette popularisation de 1957 qui seule explique le succès foudroyant du livre du printemps 1958.

L’incroyable écho du livre *La Question*

Mais il faut faire plus encore. La genèse de la publication de l’ouvrage qui deviendra *La Question* est à présent bien connue [39]. L’homme du coup de pouce initial est l’avocat d’Alleg, Me Léo Matarasso. Le principal intéressé en fera plus tard le récit : « Mon avocat, à qui je raconte les interrogatoires, me dit : “Il faut que tu l’écrives.” Je lui réponds : “As-tu réfléchi pour dire une chose pareille ? Avant de venir ici, au parloir, j’ai été fouillé des pieds à la tête. Je ne peux rien transmettre. Tout ce que nous écrivons est censuré.” Il insiste : “Il faut que tu te débrouilles. Il y a dans cette prison des Algériens qui sont passés par là où tu es passé. Soit ils sont analphabètes, soit ils ne savent pas comment le dire. Toi, c’est ton métier, et en plus tu es militant.” Je suis rentré dans ma cellule. Il y avait avec moi deux camarades, des Européens, communistes [40]. Ils me disent : “C’est formidable, il faut le faire.” Comment ? “On va se débrouiller” [41]. » Alleg se laisse convaincre, rédige sur des cahiers d’écolier, en caractères minuscules, quelques pages par jour qu’il pourra dissimuler. « Cela commençait toujours par un “Cher maître”, pour faire croire à celui qui tomberait dessus qu’il s’agissait d’une lettre à l’avocat. » Puis, tout en craignant à chaque instant qu’une fouille ruine le projet, remet à chaque visite à ses avocats, Me Matarasso, auquel s’est joint Me

Rappaport [42], les précieuses pages. C'est ensuite Gilberte Alleg qui se charge de dactylographier ce texte manuscrit.

Une fois ce récit assemblé, il faut choisir un éditeur. Dans un premier temps, les camarades d'Alleg penchent vers une publication « maison », du type brochure du Secours populaire. Le bureau politique note, le 3 janvier 1958 : « Diffuser la brochure contenant la déclaration d'Alleg [43]. » Mais c'est une autre décision qui est finalement prise. L'infatigable Me Matarasso plaide la nécessité de contacter un éditeur en dehors de la « famille communiste », au nom de l'efficacité maximale [44]. Léon Feix, Élie Mignot et Gilberte Alleg donnent leur accord. C'est, presque naturellement Minuit qui est approchée, car la maison poursuit alors contre la guerre d'Algérie un combat politique commencé durant l'Occupation. Son directeur, Jérôme Lindon, reçoit un premier jeu de feuillets, puis la totalité, apportés par Gilberte Alleg en personne, accompagnée de Me Matarasso. Lindon propose de substituer au titre originel, très descriptif, *Interrogatoire sous la torture*, celui de *La Question*, référence évidente à la torture pratiquée au Moyen Âge, mais aussi à l'affaire Dreyfus (« La question ne sera pas posée »).

L'ouvrage sort des presses le 12 février 1958 et il est mis en vente une semaine plus tard. L'exergue est une phrase de Romain Rolland, dans *Jean-Christophe* : « En attaquant les Français corrompus, c'est la France que je défends. » C'est un récit fort, qui ne cherche pas les effets et ne fait pas appel à la compassion, mais à l'indignation, elle-même engendrant la

lutte. Alleg ne demande nullement à ce qu'on s'apitoie sur ses douleurs, il se veut celui qui a eu la chance de pouvoir témoigner, au nom de tous ses compagnons suppliciés, dont l'immense majorité sont musulmans. La qualité de l'écriture et la sincérité du ton sont pour beaucoup dans l'écho de l'ouvrage. Malgré les dénonciations de la torture dès 1954, *La Question* est, pour beaucoup, une terrible révélation. L'écho est immense et immédiat. Dans *L'Express*, le 6 mars 1958, Jean-Paul Sartre signe un de ses écrits militants les plus forts, qu'il intitule « Une victoire », celle d'un homme seul apparemment frêle face à la force brute. Le reste de la presse évoque en abondance cette parution. Un autre grand intellectuel de gauche, Edgar Morin – qui se trouvait avoir été le « meilleur copain [45] » d'Henri Alleg au lycée – lui consacre une rubrique dans *France Observateur* [46]. L'écrivain et philosophe catholique Gabriel Marcel lit également le livre et, effrayé, lâche cette phrase lourde de sens : « Hitler a été un précurseur [47]. »

Le premier tirage est de 5 000 exemplaires. La diffusion se fait de façon classique, par le réseau de libraires, et militante. D'autres tirages suivent. En quelques semaines, 66 000 exemplaires sont vendus. Le gouvernement Félix Gaillard s'affole [48]. Il fait saisir divers organes de presse qui rendent compte du témoignage d'Alleg : *France Observateur*, *L'Express* (pour l'article de Sartre) et *France nouvelle* (hebdomadaire communiste). Ce qui a comme effet immédiat d'accentuer l'intérêt pour le livre. Robert Escarpit ironise d'ailleurs sur l'« admirable campagne de publicité » qu'engagent les autorités [49]. Et puisque, pour cette IVe République à bout de

souffle, la meilleure façon de réparer une erreur est d'en faire une plus grosse encore, le gouvernement finit par interdire purement et simplement le livre, le 27 mars, soit après six semaines d'intense diffusion [50]. À ce moment, par le biais des prêts aux amis et des lectures collectives, plus de 100 000 Français avaient déjà lu *La Question* avant la saisie.

Début avril, Jérôme Lindon sollicite quelques-uns des plus grands écrivains du moment pour signer ensemble une « Adresse au président de la République » René Coty, rendue publique le 17 avril. Si les signatures de Mauriac et de Sartre sont attendues, celles de Roger Martin du Gard [51], qui n'a jamais été un pétitionnaire, et d'André Malraux, qui avait depuis longtemps pris ses distances avec la gauche française, montrent l'étendue de l'émotion. Tous les observateurs remarquent en revanche l'absence de Camus, grand écrivain (il avait obtenu le Nobel de littérature en octobre 1957), fils de la terre d'Algérie : il expliqua qu'il se sentait « définitivement » séparé « de la gauche et de la droite sur la question algérienne [52] ». Deux semaines après l'interdiction, la maison La Cité, dirigée par un éditeur-militant anticolonialiste suédois vivant à Lausanne, Nils Andersson, republie le texte, avec une maquette qui rappelle l'originale, assorti du texte de Sartre en préface.

Toute cette agitation provoque un mouvement d'intérêt qui dépasse les frontières de la France. Les demandes de traduction affluent sur le bureau de Jérôme Lindon : avant la saisie, l'éditeur britannique John Calder avait déjà signé un contrat ; le

livre paraît à Londres le 25 avril. Puis il y eut, pour la seule année 1958, treize autres demandes de traduction en anglais (États-Unis), suédois, hollandais, japonais, danois, italien, allemand, hongrois, polonais…

Le courage et l'engagement d'Alleg, de ses camarades et de ses soutiens contre la médiocrité du personnel politique de la IVe République : le combat n'était pas égal. Lorsqu'il était aux mains de ses bourreaux, Henri Alleg avait eu avec eux ce dialogue : « Bon ! Alors tu vas crever.

> On — saura comment je suis mort, lui dis-je.
> Non, — personne n'en saura rien.
> Si, — répondis-je encore, tout se sait toujours. »
> C'est le militant qui avait raison.

Alleg et Audin, deux martyrs parmi des milliers d'autres…

Pendant ce temps, Henri Alleg était toujours en prison. Ce n'est qu'en février 1959, un an et demi après l'arrestation, qu'une ordonnance de jugement fut émise contre lui et d'autres dirigeants du PCA pour « reconstitution de ligue dissoute » et « atteinte à la sûreté extérieure de l'État », ce qui donnera lieu au procès d'Alger de juin 1960, déjà évoqué. La peine maximum

prévue en ce cas était de dix années d'emprisonnement. Il fut condamné à… dix ans (TPFA d'Alger, 15 juin 1960).

Fin juin 1960, Henri Alleg, devant être entendu comme témoin dans le nouveau procès de l'affaire Audin, est transféré à Rennes. Simulant des troubles de santé, il bénéficie de la complicité du docteur Prudent Porée, par ailleurs notable radical de la région, qui avait de la sympathie pour le combat du prisonnier. Lequel est transféré au centre hospitalier de Pontchaillou. Son épouse, Gilberte, qui peut lui rendre visite, renseigne un réseau de militants communistes, sous la houlette d'Élie Mignot [53], lequel organise son évasion. Albert Ouzoulias, un grand résistant français qui en avait vu d'autres, pilote sur place l'opération. Dans la nuit du 2 au 3 octobre 1961, Henri Alleg cisaille le grillage de sa chambre, est recueilli par trois militants, qui le planquent quelques jours à Rennes et lui procurent de faux papiers, puis organisent son passage clandestin vers la Tchécoslovaquie, *via* la Suisse [54]. Après les accords d'Évian, Henri Alleg rejoindra l'Algérie, y reprendra ses activités journalistiques et politiques, au milieu de mille difficultés et d'un contrôle tatillon des nouvelles autorités. Cette activité persistera jusqu'en juin 1965, date du coup d'État militaire de Houari Boumediene.

« Dans cette immense prison surpeuplée, dont chaque cellule abrite une souffrance, parler de soi est comme une indécence. » Cet incipit de *La Question* résume la vie entière d'Henri Alleg. C'est « au nom de tous les siens » (dans son esprit : tous les Algériens) qu'il dénonce : « Les tortures ? Depuis longtemps le

mot nous est à tous devenu familier. Rares sont ici ceux qui y ont échappé. Aux “entrants” à qui l’on peut adresser la parole, les questions que l’on pose sont, dans l’ordre : “Arrêté depuis longtemps ? Torturé ? Paras ou policiers ?” Mon affaire est exceptionnelle par le retentissement qu’elle a eu. Elle n’est en rien unique. Ce que j’ai dit dans ma plainte, ce que je dirai ici illustre d’un seul exemple ce qui est la pratique courante dans cette guerre atroce et sanglante. »

Ni Audin, s’il avait survécu, ni Alleg n’auraient apprécié la focalisation de la protestation sur leurs seuls noms. Ils étaient des Algériens, participant à leur façon à la lutte de leur peuple. Invitée à Paris début 1958 à parler du cas de son mari, Gilberte Alleg dira : « Si la “séquestration” de mon mari, l’“évasion” de Maurice Audin, le “procès” de Djamila Bouhired ont eu un retentissement exceptionnel, ce ne sont pas des cas exceptionnels. C’est dans notre pays la réalité quotidienne [55] . » S’il est devenu bien malgré lui un symbole de la barbarie des tortionnaires partisans de l’Algérie française, Alleg a toujours mis en avant le destin des dizaines de milliers de femmes et d’hommes qui subirent le même sort. Surtout ses frères musulmans. Gilberte Alleg, dans le témoignage précité, poursuivait : « Est suspect, surtout s’il est musulman, celui qui passe dans la rue au moment d’un attentat et celui qui se terre chez lui ; celui qui court et celui qui ne court pas ; celui qui n’a pas de fiche de paie (et c’est particulièrement facile en Algérie où sur 9 millions d’habitants il y a 2 millions de chômeurs). Est suspect celui qui habite le village dans les environs duquel un représentant des “forces de l’ordre” a été abattu ; celui qu’un

“mouchard”, le visage recouvert d’une cagoule, désignera du doigt à la patrouille. » Suivaient de nombreux exemples.

Un PCA très affaibli, mais qui poursuit la lutte

Avant même que n’éclate la guerre de libération, la surveillance des militants par la police était efficace : elle connaissait les noms et les adresses de tous les responsables du PCA, y compris aux échelons intermédiaires et jusqu’au niveau des sections, mais aussi de toutes les organisations qui lui étaient liées, CGT, Amis de l’URSS, Union démocratique de la jeunesse, Union des femmes d’Algérie, Combattants de la paix, etc.[56]. La police n’eut plus, après l’interdiction de septembre 1955, qu’à se rendre aux domiciles de ces militants fichés. Les plus déterminés ne les avaient certes pas attendus et avaient soit rejoint les maquis, soit plongé dans la clandestinité en ville. Parmi les autres, la répression fit des ravages. La plupart du temps, les militants étaient arrêtés et incarcérés pour « reconstitution de ligue dissoute » ou, plus grave, pour « atteinte à la sûreté de l’État ». Et pour être catalogué « ennemi de la France », il fallait peu de choses.

Le 29 février 1956, la police procède à une perquisition chez Louis Prouff, simple adhérent, et trouve dans sa petite chambre de célibataire deux tracts, un stencil et quelques feuilles

blanches. Malgré le talent de Me Pierre Kaldor, son défenseur, le jeune homme est condamné à deux ans de prison, qu'il effectuera intégralement [57]. Le geste d'Henri Maillot en avril (voir *supra*, chapitre 15), les contacts FLN-PCA, dont forcément la police a des échos, accentuent la chasse aux militants. Et désormais, les Européens sont également menacés : tout contrôle d'identité dans la rue ou lors d'un barrage sur la route peut être fatal à celui qui est fiché. En avril 1956, une trentaine de militants algérois, dont Jules Molina, ancien directeur de l'imprimerie d'*Alger républicain*, sont arrêtés. En septembre est démantelé le groupe CDL d'Oran. Les arrestations sont le plus souvent immédiatement suivies de tortures, donnant naissance à la première grande campagne nationale de dénonciation de ces pratiques [58].

Un bilan établi fin 1957 par les militaires – qui avaient pris le relais de la police – fait état de soixante-sept militants communistes algériens déjà condamnés, les peines allant jusqu'à vingt ans de travaux forcés [59]. L'ampleur et la gravité de cette répression eurent des échos internationaux. L'Organisation internationale du travail (OIT), basée à Genève, s'en émut et présenta aux autorités françaises un dossier très précis, demandant des explications sur d'innombrables arrestations et détentions arbitraires et des « disparitions » [60]. Le gouvernement français répondit par un long plaidoyer (28 février 1958). Concernant les communistes, il apportait les précisions suivantes : « Blanche Moine, membre suppléant du CC du PCA clandestin, inculpée d'association de malfaiteurs, a été condamnée le 3 août 1957 à dix ans de réclusion par le

tribunal militaire d'Oran. Cette peine a été commuée le 12 octobre 1957 en cinq ans de travaux forcés par le tribunal permanent de cassation des forces armées à Alger. Serge Gex, militant du PCA clandestin d'Oran, inculpé d'association de malfaiteurs et de détention illégale d'armes et de munitions de guerre, a été condamné le 3 août 1957 à quinze ans de réclusion par le tribunal militaire d'Oran. Mohammed Boualen, militant du PCA clandestin d'Oran, inculpé d'association de malfaiteurs et de détention illégale d'armes et munitions de guerre, a été condamné le 3 août 1957 à quinze ans de travaux forcés par le tribunal militaire d'Oran. Leonardo Lopez, responsable de l'organisation clandestine du PCA clandestin d'Oran, inculpé d'association de malfaiteurs, a été condamné le 3 août 1957 à cinq ans de réclusion par le tribunal militaire d'Oran. André Castel, militant du PC clandestin algérien, responsable d'un groupe terroriste, a été arrêté par les forces armées en juillet 1957, inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État (tentative d'assassinat du général Massu) et écroué. Henri Domenech, secrétaire régional du Parti communiste algérien, inculpé d'association de malfaiteurs et de détention illégale d'armes et munitions de guerre, a été condamné le 12 octobre 1957 à cinq ans de travaux forcés par le tribunal militaire d'Oran. »

Ce que se gardait évidemment d'écrire le gouvernement français, c'est que quasiment tous ces prisonniers européens étaient torturés. En septembre 1956, Claude Bourdet avait écrit à ce sujet un article dénonciateur et cité des noms de victimes de la torture : Serge Gex, Joseph Sala, Léonardo Lopez, Gisèle

Amiache (enceinte, torturée comme les autres), Mme Pellegrin, Gabrielle Gimenez (cette dernière déjà arrêtée et torturée par la police de Vichy), aux côtés de leurs camarades algériens Mohamed Boualem et Marouf[61]. Le 25 avril 1957, Léon Feix avait dénoncé ces pratiques contre Nelly Porro, Madeleine Chomat, Gilbert Cohen, Elyette Loup, Nelly Forget, Elyane Gautron, Lucien Hanoun, Lucie Koskas, Jacques Salort, Alfred Specelivisis[62], Georges Torrès, Yves Ozanne[63]… Ces listes dataient d'avant l'arrestation d'Henri Alleg. On pourrait y ajouter les noms de Blanche et André Moine, Christian Buono, Raymond Hanon, probablement d'autres encore.

Pour un militant communiste en Algérie, le « moindre mal » est alors l'expulsion du territoire. Des fonctionnaires européens y travaillant parfois depuis longtemps doivent ainsi le quitter : les instituteurs Jacqueline Guerroudj (qui reviendra vite, début 1956, comme on l'a vu, voir *supra*, chapitre 12), Lisette Vincent[64], Jean Galland[65], Gaston Revel[66] ou Gaston Donnat[67], des cheminots et des postiers, comme Alfred Locussol, plus tard poursuivi et assassiné par l'OAS jusqu'en France (voir *infra*, chapitre 22). D'autres sont interdits de séjour « seulement » dans leur département. Mais la plupart du temps, les communistes sont arrêtés et incarcérés. Ensuite, les prisonniers – il y avait également des militants libertaires, des chrétiens progressistes – vont être regroupés dans un camp d'internement, à Lodi, à une centaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger, près de Médéa[68]. Il n'y aura jamais, ne serait-ce que pour sauver les apparences, de jugement ni même d'inculpation, mais de simples lettres préfectorales. L'état

d'urgence permettait ce genre de non-droit. « Camp » est d'ailleurs le mot le mieux adapté : vieilles baraques, dortoirs de cinquante personnes, hygiène déplorable, nourriture insuffisante, soins rudimentaires ou inexistants, discipline militaire, barbelés et rondes de gendarmes armés…

La liste des emprisonnés va des plus connus – Henri Alleg, après l'enfer de la villa Sesini (on a vu que c'était à Lodi qu'il commença la rédaction de *La Question*), Me Albert Smadja, incarcéré uniquement parce qu'il avait assuré la défense de Fernand Iveton et René Justrabo, l'ancien maire de Sidi Bel Abbès – à une pléiade de médecins, dockers, cheminots, artisans, instituteurs. Parmi eux, d'anciens déportés ou prisonniers, comme le militant libertaire Fernand Doukhan [69], qui avait déjà subi cinq années durant les stalags nazis de Ludwigsburg et de Baden-Baden, ou Jean Ferrugia, communiste et rescapé de Dachau. « Le plus dur ? Nous ne savions absolument pas quand nous allions sortir, racontera plus tard Albert Smadja. Dans un an ? Deux ou trois ans, plus longtemps encore ? Nous avions laissé des femmes et des enfants, qui n'avaient plus un sou. Certains d'entre nous étaient malades, handicapés, âgés… Et nous n'avions aucune idée du sort qui nous était réservé. »

Le camp de Lodi a fermé ses grilles en octobre 1960. Au bout de cinq années de service, il ne restait alors plus beaucoup de prévenus. Mais pas question de garder sur le sol ces « dangereux éléments ». La plupart furent expulsés vers la France. « Quand le directeur m'a convoqué dans son bureau,

raconte André Espi, militant communiste et ancien technicien des postes à Alger, il m'a annoncé en même temps ma libération et mon expulsion d'Algérie, comme beaucoup d'internés avant moi. J'avais quarante-huit heures pour quitter le pays. Avec deux gendarmes qui ne m'ont pas lâché d'une semelle jusqu'à ce que je monte dans le bateau pour Marseille. »

Pourtant, au milieu de ces tempêtes, un noyau de militants échappa à la police et à l'armée. Pour un Européen, c'était quasiment impossible. Mais des hommes comme Bachir Hadj Ali, Sadek Hadjerès et William Sportisse réussirent durant tout le conflit à continuer la lutte clandestine. L'appareil, très affaibli, continua par exemple à ronéoter et à distribuer durant toute la guerre de libération l'organe du parti, *Liberté*, même si on peine à reconstituer les réseaux qui permettaient sa diffusion [70]. De même, à l'ouest du pays, les militants imprimèrent et distribuèrent *L'Oranie combattante* [71], ceux du Constantinois *Le Patriote* [72]. La Sécurité militaire signala jusqu'à la fin de la guerre des distributions de tracts communistes (Biskra et Guelma, en janvier 1962 [73] ; Alger en mai 1958, octobre 1961 et janvier 1962 [74]) et procéda à des démantèlements de cellules (cheminots du Hamma, Alger, juin 1961 [75]).

Lorsque vint l'indépendance, les militants communistes algériens pouvaient à juste titre être fiers d'avoir maintenu une organisation politique alliée du FLN, loyale mais autonome, ce qu'aucune autre composante de la vie politique algérienne d'avant 1954 (messalistes, Amis du Manifeste) n'avait pu

obtenir. Même considérablement affaibli, le PCA envisageait de prendre la place – évidemment mineure – qui lui revenait dans la nouvelle étape de l'histoire du pays. Cette obstination à vouloir maintenir une identité politique originale ne plaisait pas forcément à toute la direction du FLN. Mais cela renvoie à une autre histoire, celle du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), héritier du PCA fondé par Bachir Hadj Ali en janvier 1966 ; une histoire qui reste à faire tant sont rares les travaux à ce sujet, en dehors des précieux témoignages de Sadek Hadjerès, dirigeant historique du PCA (voir *supra*, chapitre 6) et secrétaire général du PAGS de 1966 à 1986 [76] .

Pour reprendre le fil de notre récit, il nous faut maintenant revenir de l'autre côté de la Méditerranée, afin d'évoquer plus précisément l'action politique du PCF en direction des soldats du contingent, surtout à partir de l'année 1957.

Notes du chapitre

[1] ↑ CASAMAYOR, « La justice vivante », *Esprit*, octobre 1962.

[2] ↑ Roger FAULQUES, entretien accordé à Dominique VENNER, *Nouvelle Revue d'histoire*, mai 2004.

[3] ↑ René DE POSSEL, « Mon assistant, Maurice Audin », *Les Lettres françaises*, 19 décembre 1957.

[4] ↑ Michèle AUDIN, *Une vie brève*, L'Arbalète/Gallimard, Paris, 2013.

[5] ↑ Henri ALLEG, *La Question*, *op. cit*.

[6] ↑ Titre de l'éditorial (non signé) des *Lettres françaises*, 29 mai 1958.

[7] ↑ Pierre BRANA et Joëlle DUSSEAU, *Robert Lacoste (1898-1989). De la Dordogne à l'Algérie, un socialiste devant l'histoire*, L'Harmattan/Fondation Jean Jaurès/OURS, Paris, 2010.

[8] ↑ Josette AUDIN, « Lettre à Me Maurice Garçon », *L'Humanité*, 26 septembre 1957 ; numéro spécial, *France nouvelle*, 2 décembre 1959.

[9] ↑ L'« affaire Audin » avait précédé de peu, on l'a vu, l'« affaire Alleg ».

[10] ↑ Gérard BOËLDIEU, « À l'origine du comité Audin : Jean-Fernand Cahen », *in* Raphaëlle BRANCHE et Sylvie THÉNAULT (dir.), *La France en guerre, 1954-1952*, *op. cit*.

[11] ↑ Devenu ensuite professeur de littérature française, spécialiste de Stendhal.

[12] ↑ Plus tard « découvreur » du virus du sida, prix Nobel de médecine 1983.

[13] ↑ Pauline SCHMITT PANTEL, « Pierre Vidal-Naquet, historien engagé. Autour de *L'Affaire Audin* », *Anabases. Traditions et réceptions de l'Antiquité*, n° 15, 2012.

[14] ↑ Une autre exception était Gilberte Alleg, mais c'est plus comme épouse et témoin que comme militante communiste qu'elle avait été invitée.

[15] ↑ Travail d'histoire entièrement confirmé par la suite, à l'exception des circonstances de l'assassinat.

[16] ↑ Lettre du 23 janvier 1958, citée par Pauline SCHMITT PANTEL, *ibid.*

[17] ↑ Voir : Christian BUONO, *Témoignage d'une babouche noire (École de guerre 1954-1966)*, Nouvelle édition Pleine Plume, Paris, 1989.

[18] ↑ Voir son ouvrage de réflexions et autobiographique : René-William THORP, *Vues sur la justice*, Fayard, Paris, 1962.

[19] ↑ Madeleine RIFFAUD, « Un grand procès s'ouvre ce matin à Alger », *L'Humanité*, 13 juin 1960.

[20] ↑ Détails d'après les comptes rendus de Madeleine RIFFAUD dans L'*Humanité*, 13 juin (*loc. cit.*), puis : « Huis clos au procès d'Alger », 14 juin ; « Lourdes peines au procès d'Alger », 16 juin ; et, dans *Le Monde*, de Jean-Marc THÉOLLEYRE, « Tumulte au procès du Parti communiste algérien », 14 juin ; « Le tribunal rejette en audience publique une demande de levée de huis clos déposée par la défense », 15 juin.

[21] ↑ À l'exception de Constant Tiffou, qui s'était désolidarisé su PCA (« Un accusé brise la consigne du silence », *Paris-Presse*, 15 juin 1960) ; il sera acquitté.

[22] ↑ « Maurice Audin aurait été étranglé au cours d'un interrogatoire au centre de tri d'El-Biar », *Le Monde*, 4 décembre 1959. Cet article, qui rendait compte d'un communiqué du Comité Maurice Audin, précisait que ce dernier avait cité les noms, et non les initiales.

[23] ↑ Propos prononcés devant le garde des Sceaux Edmond Michelet, répétés ensuite à Robert Barrat (voir Pierre VIDAL-NAQUET, « Disparition », *in L'Affaire Audin*, réédition, Minuit, Paris, 1978).

[24] ↑ Michel CHARBONNIER, « Non, mon père n'était pas un bourreau », *Marianne*, 24 juillet 2000.

[25] ↑ Paul AUSSARESSES, *Le Monde*, 23 novembre 2000.

[26] ↑ Nathalie FUNÈS, « Guerre d'Algérie : révélations sur l'affaire Audin », *Le Nouvel Observateur*, 1er mars, puis 22 mars 2012.

[27] ↑ Jean-Charles DENIAU, *La Vérité sur l'Affaire Maurice Audin*, Éditions des Équateurs, Sainte-Marguerite-sur-Mer, 2014.

[28] ↑ Sylvie THÉNAULT, « La disparition de Maurice Audin. Les historiens à l'épreuve d'une enquête impossible (1957-2014) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 31, janvier-février 2017.

[29] ↑ Elle avait également, précédemment, écrit au président Sarkozy, mais n'avait jamais reçu de réponse. Sarkozy proposa en revanche à Michèle Audin de lui attribuer la Légion d'honneur (par compensation ?). Proposition évidemment rejetée.

[30] ↑ Josette AUDIN, entretien avec l'auteur, 11 juin 2017.

[31] ↑ « Déclaration du président de la République a propos de l'affaire Maurice Audin », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 13 septembre 2018, <frama.link/VKudkH_V>.

[32] ↑ Sylvie THÉNAULT, « La reconnaissance des responsabilités de l'État, enfin ! », *Le Monde*, 14 septembre 2018.

[33] ↑ Titre de son interview, *Le Monde*, 14 septembre 2018.

[34] ↑ Jean-Paul SARTRE, « Discours », Paris, Salle Wagram, 27 janvier 1956 (repris sous le titre « Le colonialisme est un système », *Les Temps modernes*, mars-

avril 1956 ; et dans *Situations,* tome 5, *Colonialisme et néocolonialisme*, Gallimard, Paris, 1964).

[35] ↑ On a vu que cette lettre avait été publiée par le journal communiste le 30 juillet. Bloquée, probablement par la hiérarchie militaire, elle ne fut finalement connue par le procureur Reliquet que par cet article (Alexis BERDCHADSKY, *« La Question » d'Henri Alleg. Un « livre-événement » dans la France en guerre d'Algérie*, Larousse, Paris, 1994).

[36] ↑ Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/15).

[37] ↑ Alexis BERDCHADSKY, *« La Question » d'Henri Alleg*, *op. cit.*

[38] ↑ Edmond TAYLOR, 12 août 1957 (cité par *Le Monde*, 13 août 1957).

[39] ↑ Récit détaillé *in*Alexis BERDCHADSKY, *« La Question » d'Henri Alleg*, *op. cit.*

[40] ↑ Dont Christian Buono. Il est probable qu'Henri Alleg n'a pas cité de noms, car le troisième prisonnier aurait parlé aux policiers (précision de Geneviève Buono, lettre à l'auteur, 8 août 2017).

[41] ↑ Henri ALLEG, entretien accordé à Charles Silvestre, *Huffington Post*, 28 octobre 2004.

[42] ↑ Voir son témoignage en annexe de la réédition de *La Question*, Minuit, Paris, 2008.

[43] ↑ Archives du PCF, bureau politique, 261 J 4/15.

[44] ↑ Confirmé par Nils ANDERSSON (second éditeur du livre, en Suisse, après son interdiction en France), *Mémoire éclatée. De la décolonisation au déclin de l'Occident*, Éditions d'En-Bas, Lausanne, 2016.

[45] ↑ L'expression est d'Henri Alleg lui-même (*Mémoire algérienne*, *op. cit.*).

[46] ↑ Edgar MORIN, « Les livres », *France Observateur*, 20 février 1958.

[47] ↑ Gabriel MARCEL, lettre à François Mauriac (citée par celui-ci, « Bloc-Notes », *L'Express*, 20 mars 1958).

[48] ↑ D'autant que la sortie du livre est exactement contemporaine du bombardement meurtrier par l'armée française du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef (soixante-dix morts, dont douze enfants), le 8 février 1958, qui provoque un autre scandale.

[49] ↑ Robert Escarpit, « Éloge de la censure », *Le Monde*, 31 mars 1958 (cité par Laurent Goblot, *Apologie de la censure*, Subervie, Lodez, 1959).

[50] ↑ Jean-Yves Mollier, « Les tentations de la censure entre l'État et le marché », *in* Jean-Yves Mollier (dir.), *Où va le livre ?*, La Dispute, Paris, 2007.

[51] ↑ Dont ce sera le dernier acte public. Il devait mourir le 22 août 1958.

[52] ↑ Albert Camus, lettre à Jérôme Lindon, 7 avril 1958 (citée par Alexis Berdchavsky, *« La Question » d'Henri Alleg*, *op. cit.*).

[53] ↑ André Salem (fils de Gilberte et Henri Alleg), témoignage public, soirée d'hommage à Fernand Iveton, siège du CN du PCF, 24 février 2017.

[54] ↑ Jacques Thouroude, « L'évasion rennaise d'Henri Alleg en 1961 », *Place publique*, novembre-décembre 2015.

[55] ↑ Gilberte Alleg, « Témoignage », *La Pensée*, mai-juin 1958.

[56] ↑ « Synthèse des renseignements recueillis au 15 août 1954 par le Poste SSDN/FA/G de la dixième Région », Alger, quatre-vingt-neuf pages dactylographiées (SHD, Vincennes, 1 H 1719/1).

[57] ↑ Fonds Me Pierre Kaldor (Archives du PCF, AD 93, 503 J 2).

[58] ↑ Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[59] ↑ « Activités du PCA de février à octobre 1957 », six feuillets dactylographiés, non signés, avec noms et condamnations des militants (SHD, Château de Vincennes, 1 H 1719/1). Voir également Secrétariat de l'UGSA, « Une lettre d'Algérie », 20 novembre 1956, *Le Travailleur parisien* (syndicats CGT de la Seine), n° 178, 30 novembre 1956.

[60] ↑ Diverses organisations syndicales avaient saisi le Bureau international du travail des atteintes au droit syndical en Algérie (plainte du 29 novembre 1956, <frama.link/K-7HnC-w>) ; le gouvernement français répondit sèchement à cette accusation. Réponse dans OIT, *Rapport intérimaire*, n° 28, 1958, <frama.link/h3aEP0Mu>.

[61] ↑ Claude Bourdet, « Tortures en Oranie ? Robert Lacoste, souvenez-vous ! », *France Observateur,* 27 septembre 1956.

[62] ↑ Nous avons respecté l'orthographe du document d'origine. En réalité, Alfred Sepcélévitius, dit Gerson, était un militant métropolitain spécialement envoyé par le PCF pour y diffuser un journal à destination des soldats du contingent (voir *infra*).

[63] ↑ Léon Feix, « Lettre à Guy Mollet sur les tortures en Algérie », *L'Humanité*, 25 avril 1957.

[64] ↑ Jean-Luc Einaudi, *Un rêve algérien. Histoire de Lisette Vincent, une femme d'Algérie*, *op. cit*.

[65] ↑ Jean Galland, *En Algérie, « du temps de la France », 1950-1955*, *op. cit*.

[66] ↑ Alexis Sempé, *Un instituteur communiste en Algérie. L'engagement et le combat (1936-1965). Carnets, correspondance, discours et photographies de Gaston Revel*, La Louve, Toulouse, 2013.

[67] ↑ Gaston Donnat, *Afin que nul n'oublie*, *op. cit.*

[68] ↑ Ce développement grâce à la documentation réunie par Nathalie Funès, *Le Camp de Lodi*, *op. cit.*

[69] ↑ Grand-oncle de Nathalie Funès. Voir également de cette auteure *Mon oncle d'Algérie*, Stock, Paris, 2010.

[70] ↑ On peut reconstituer une collection relativement complète du *Liberté* clandestin grâce à deux sources radicalement différentes : le fonds André Moine (Archives du PCF, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse ») ; les nombreuses saisies opérées par l'armée, regroupées au SHD, Vincennes, séries 1 H 1719 et 1 H 1720.

[71] ↑ SHD, Vincennes, 1 H 1720/2.

[72] ↑ William Sportisse, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[73] ↑ Dossier « Autres activités séparatistes (MNA, PCA, etc.) », janvier 1962 (SHD, Vincennes, 1 H 1719/2).

[74] ↑ Dossier « Tracts » (SHD, Vincennes, 1 H 1720/2).

[75] ↑ Rapport du commissaire Rauzy, 9 juin 1961 (SHD, Vincennes, 1 H 1254/2).

[76] ↑ Voir notamment : Sadek Hadjerès, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, *op. cit.*

19. Le PCF et les soldats du contingent

De 1954 à 1962, la propagande communiste au sein de l'armée française ne pouvait être de même nature que lors du conflit de décolonisation précédent en Indochine. De 1946 à 1954, les rares militants communistes devaient tenter de persuader des engagés en Indochine, dont certains avaient intériorisé l'esprit de croisade anticommuniste. Le cas d'Henri Martin, on l'a vu, fut exalté : encore faut-il remarquer qu'il ne put agir contre la guerre que lorsqu'il revint en métropole en 1947 (voir *supra*, chapitre 9). Lors de la guerre d'Algérie, au sein du contingent, les appelés communistes étaient mêlés à d'autres « fils du peuple ». La consigne qu'ils reçurent fut de mener un combat politique à l'intérieur de l'armée, si possible en restant liés à l'organisation de jeunesse, l'UJRF puis la JC. L'autre partie de ce travail fut menée de l'extérieur (réunions de conscrits, journaux et tracts clandestins, colis).

L’état d’esprit des soldats du contingent dans les années 1950

En ce domaine comme dans d’autres, il faut partir de ce que nous avons appelé le « terreau » : la masse des jeunes. Et le moins que l’on puisse écrire est que la méconnaissance de la chose publique y domine. En Seine-et-Oise, département aux portes de la capitale, 30 % des conscrits de la classe 1957 ne peuvent répondre à la question : « Qui dirige la France ? » ; 15 % ignorent le nom du président de la République, 70 % celui du président du Conseil (lequel, il est vrai, changeait souvent)[1]. Une autre enquête de l’époque porte sur les lectures de ces jeunes conscrits : 95 % d’entre eux répondent en citant des illustrés (*Hurrah*, *L’Intrépide*), des romans policiers, des romans-photos contant des amours romantiques, des revues de femmes dénudées (*Paris-Hollywood*)[2]. Rien ne préparait donc ces jeunes à un conflit. Pour la grande majorité des soldats du contingent, le simple voyage en Algérie est la première occasion de quitter leur terroir.

La France de 1954 reste marquée par une faible mobilité géographique : on naît dans un lieu, on y va (un peu) à l’école, souvent on s’y marie et on y travaille. Lorsqu’on se déplace, pour des raisons familiales ou professionnelles, c’est de quelques dizaines de kilomètres. Cela est particulièrement vrai dans les campagnes (35 % des Français y vivent en 1954, avec il est vrai un exode rural qui s’accélère jusqu’en 1962). Combien

sont-ils qui auraient pu dire, comme ces habitants d'une petite ville de la Loire, Bourg-Argental : « Personnellement, je ne voyage pas du tout. À part des pique-nique dans les alentours, je ne participe à aucun voyage » (Bernard Bréjon) ; « Je suis allé à Tournon (Ardèche), à cinquante kilomètres » (Michel Rouchouze)[3]. Certains n'avaient jamais mis les pieds, ne serait-ce qu'au chef-lieu de leur département. D'autres n'avaient même jamais pris le train, tout au plus la « Micheline », sans parler du bateau en mer. Mais la même constatation pourrait être faite pour les citadins. En 1954, la loi n'autorise que deux semaines de congés payés (le Front républicain de 1956 en accordera une troisième). Comme, de plus, les budgets sont serrés, difficile de sillonner la France et, encore plus, le monde. Parmi ceux qui ont eu vingt ans à cette époque, quelques-uns (de 10 % à 12 %) avaient eu la chance d'avoir des places en colonies de vacances. Pour l'immense majorité, l'horizon est celui du quartier, de la ville ou du terroir. Comme l'a chanté Jean Ferrat précisément en 1960 : « On va pas à Saint-Paul-de-Vence/On pass' tout' nos vacances/ À Saint-Ouen/Comme famille on n'a qu'une marraine/Quelque part en Lorraine/Et c'est loin[4]. »

Qu'on imagine le choc qu'a pu être pour cette génération le fait de quitter village ou quartier, famille, amis et proches et de se retrouver quelques semaines plus tard dans un pays qu'on leur avait présenté comme la France, où tout pourtant les dépaysait. Dans ces conditions, que pouvait bien vouloir dire pour ces jeunes le simple mot « Algérie » ? On a déjà cité l'enquête de l'INSEE de fin 1949-début 1950 dans laquelle seuls 39 % des

sondés pouvaient la citer (voir *supra*, chapitre 1). L'Algérie, ce pouvait être bien sûr le souvenir déjà lointain d'une leçon de géographie sur les bancs de l'école primaire. Mais, une fois l'« interro » du maître passée, que restait-il ? Et de quelle Algérie pouvait-il bien s'agir ? Celle de *Pépé le Moko* ? « Rien, je ne sais rien ! Je suis net. Je sais que l'Algérie est française, comme aujourd'hui on sait que La Réunion est française. En réalité, je ne sais pas ce que c'est » (Michel Dumas, habitant de Bourg-Argental, mobilisé) [5].

En mai 1957, un autre sondage est effectué auprès des jeunes soldats en partance. Diverses questions sont posées. À la première, « Combien y a-t-il de Français installés en Algérie ? », 70 % répondent par des chiffres variant entre 30 000 et 60 000. La deuxième question porte sur la distance à parcourir entre Marseille, lieu d'embarquement, et Alger ; les réponses vont de 100 à 5 000 km, la moyenne se situant autour de 3 000 ; enfin, 15 % à 20 % des recrues pensent que l'Algérie est au sud du Sahara [6]… « Aussi, […] "l'Algérie, c'est la France" : ils l'admettent volontiers sans chercher à y réfléchir davantage [7]. » À cette jeunesse, il fallait donner une « éducation patriotique ». L'armée s'y employa. Avant le départ, il y avait de nombreuses projections de films de propagande. Entre 1954 et 1962, le Service cinématographique des armées (SCA) a produit deux cent vingt courts métrages de ce type (dont certains réalisés par Claude Lelouch, Robert Enrico et Philippe de Broca…), soit une moyenne de 2,5 par mois [8] ! On y exaltait les prouesses de l'armée française, la pacification, mais aussi la mise en valeur, l'œuvre humanitaire, les vaccinations, le travail

des soldats-instituteurs entraînant la reconnaissance des populations, tout autant qu'on y dénonçait la sauvagerie de l'adversaire [9]. Sur place, l'inévitable *Bled*, hebdomadaire conçu par l'état-major, était dans tous les foyers (il tirait à 285 000 exemplaires). Les numéros étaient sans doute lus ou, au moins, parcourus, faute d'autres lectures. Le tout pour déboucher sur une certitude, résumée d'une formule en avril 1959 sous la plume du ministre Pierre Guillaumat dans un opuscule distribué au contingent : « L'autorité de la France en Algérie est une exigence de l'histoire, de la nature et de la morale [10]. »

Il serait évidemment excessif et injuste d'affirmer que cette propagande, à vrai dire pas très fine, s'imprimait dans les esprits de toutes les jeunes recrues. Ceux qui étaient catalogués par l'armée comme « intellectuels » (les enseignants, les séminaristes, les militants politiques) y étaient en général, du fait de leur connaissance du « problème algérien », totalement rétifs. Parmi les rappelés, il y avait également nombre d'hommes plus mûrs, qui avaient déjà entamé une vie professionnelle, capables d'une prise de distance critique. Et, hors même la protestation d'ordre directement politique, surgissaient souvent de petites frondes. Les projections de films de propagande avant le départ étaient par exemple souvent ponctuées de quolibets et rires, voire de bruyants ronflements collectifs, dont les auteurs étaient protégés par l'obscurité [11]. Facéties non dénuées de fondement politique, qui prouvaient à l'état-major la réalité des réticences devant cette « exigence de l'histoire, de la nature et de la morale ». De là à transformer ces

réticences en résistances, il y avait pourtant un grand pas, difficile à franchir.

L'absolue priorité : le « travail de masse »

Bien avant la Première Guerre mondiale, il y avait au sein du mouvement ouvrier une très longue tradition de maintien du contact avec les soldats : vins d'honneur, conviviaux, festifs même, mais où la politique n'était jamais absente, liens tissés avec les familles de ceux qui étaient sous les drapeaux, envois de colis de la part de municipalités ouvrières ou d'organisations de base (la CGT, dès avant 1914, avait organisé le « Sou du soldat »). Tradition reprise ensuite par la famille communiste. Certains militants furent chargés du travail, alors appelé couramment antimilitariste. Ils agissaient, de façon strictement clandestine, par groupes de trois (les *troïkas*). En 1926, l'équipe nationale de direction était composée de Maurice Thorez, Henri Barbé et Raymond Guyot [12] : deux d'entre eux étaient toujours aux commandes du PC lors de la guerre d'Algérie. Ce furent surtout les Jeunesses qui se chargèrent de ce travail [13]. Durant l'entre-deux-guerres, une presse spécifique fut imprimée : *Le Conscrit, organe antimilitariste* publié par la Fédération des Jeunesses communistes, *La Caserne*, organe de défense des paysans et ouvriers mobilisés, etc. Pratiques reprises durant la

guerre froide, accentuées lors des « événements » d'Algérie. Rien en ce domaine ne fut spontané. À chaque départ du contingent, des réunions-vins d'honneur étaient organisées, le plus souvent par l'UJRF, puis la JC. *L'Avant-Garde* publiait pratiquement chaque semaine des photos de tablées joyeuses, rigolardes… mais où les mots d'ordre sur des banderoles murales n'étaient jamais absents : « Pas de jeunes en Algérie », « La 56 ne veut pas aller en Afrique du Nord », les tracts ou les journaux étaient bien visibles sur les tables.

Les municipalités communistes, nombreuses en cette période, jouaient également un grand rôle, reprenant d'ailleurs la tradition d'avant 1914. Ainsi, le 13 mai 1959, celle de Vierzon, nouvellement élue, reçoit les conscrits de la ville. Jacques Raimbault, maire-adjoint, fait une déclaration très politique : « En décidant de vous recevoir d'une façon officielle, la nouvelle municipalité a tenu à ce qu'un contact fraternel et étroit s'établisse entre nous et que surtout vous sachiez, lorsque vous serez à l'armée, que vous pouvez compter entièrement sur votre municipalité. […] Votre municipalité […] pense que son devoir ne doit pas se borner […] à une aide matérielle, mais à mettre tout en œuvre pour que cesse la guerre d'Algérie [14] . » Il y avait un moyen infaillible de s'attirer les sympathies de ces conscrits : les colis alimentaires. Quel « sous-off » aurait osé refuser une distribution de terrines ou de confitures familiales ? François Hilsum, militant clé de l'UJRF-PCF sur cette question [15] , racontera qu'en août 1955, il s'était présenté, en compagnie de Paul Laurent, devant la caserne du 93e RI à Courbevoie : « Une voiture à bras était poussée par des jeunes

de l'UJRF de Courbevoie, contenant trois cents colis destinés aux soldats, fruit d'une collecte réalisée auprès de la population de la ville par l'UJRF, la section communiste, les sections syndicales CGT, l'UFF ainsi que les amicales d'anciens FFI et anciens FTP. La délégation remit les colis au commandement du 93e, qui dut en faire la distribution dans le réfectoire de la caserne dans un enthousiasme indescriptible [16]. » Un bilan du « Sou du soldat » de Villejuif, émanation directe de la municipalité, portant sur la seule année 1956, faisait alors état de 1 550 colis envoyés à cent cinquante jeunes de la ville alors en Algérie [17]. « Tous mes camarades de chambrée, écrit alors un conscrit venu d'Arcueil, ont été étonnés qu'une commune pense comme cela à ses soldats [18]. » Propagande intelligente et efficace.

La presse communiste joua son rôle. En 1955, *L'Humanité* systématisa une rubrique hebdomadaire, dite « Le coin du soldat », fort bien faite et recensant tous les faits, petits et grands, concernant la vie quotidienne des appelés [19]. Preuve que le journal avait réussi à constituer un réseau dense de « bidasses », écrivant à des « camarades sûrs », qui transmettaient. La rubrique avançait également des revendications propres : la gratuité des transports, l'exigence d'une meilleure nourriture, la dénonciation des conditions d'hygiène, la protestation contre les brimades imbéciles, le refus de la « boule à zéro »… Autant de « petits combats », loin des grandes envolées internationalistes, mais propres à gagner la sympathie des premiers concernés. L'autorité militaire, d'ailleurs, ne s'y trompait pas et traquait dans les courriers ce type d'informations.

« Faire son travail de communiste » en France : quelques exemples

Contre le bourrage de crâne à multiples facettes, que pouvait faire le militant ? Il faut partir d'une donnée : pour une grande partie du monde politique français et, plus encore, de la hiérarchie militaire, les communistes étaient des « ennemis de l'intérieur ». Comme tels, ils devaient être l'objet d'« attentions » particulières. Bien avant la guerre d'Algérie, la police veillait : elle envoyait souvent des informateurs dans les vins d'honneur déjà cités. Lorsqu'un participant, même apolitique, venu simplement « boire un coup », était reconnu, son nom était cité [20]. *A fortiori*, les militants communistes ou anarchistes (les fonctionnaires ne faisaient guère de différence) étaient par ailleurs signalés : à chaque départ d'une nouvelle classe, les préfets envoyaient au ministère de l'Intérieur une liste des conscrits « susceptibles d'être considérés comme PR », soit « propagandistes révolutionnaires [21] ».

Lorsque commencèrent les « événements d'Algérie », le ministre de l'Intérieur François Mitterrand reprit cette tradition ; il signa le 18 novembre 1954 la circulaire n° 345 sur le « filtrage des jeunes recrues » : tout militant qui, avant son incorporation, avait été arrêté ou qui avait pris publiquement la parole, ou pis encore qui avait exercé des responsabilités, était fiché ; mais aussi tout soldat qui avait des liens familiaux ou amicaux avec des militants connus [22]. Quant à ceux qui

avaient été liés à tel ou tel mouvement, par exemple lors des arrêts de trains de 1955 ou 1956, gare à eux. Amado Garcia, qui était dans ce cas, se souvient : « Notre chef de corps nous a réunis en carré, dans la cour. Il a commencé une véritable harangue sur le thème “La Patrie en danger”. À chaque formule forte, il se plantait devant ceux qu’il ciblait comme “meneurs” et appuyait ses mots, de façon menaçante. Nous étions prévenus [23] . »

Cette menace était parfaitement connue des intéressés. Aussi devaient-ils ruser. Il y avait le travail le plus facile : laisser traîner la presse communiste dans les lieux fréquentés par les soldats, halls de gare, compartiments de train, cafés, cinémas, bancs publics… Un peu plus délicate était la recherche de contacts avec d’autres jeunes partageant les mêmes convictions, grâce aux signes, imperceptibles à d’autres, qui faisaient que des militants se reconnaissaient : jeter des noms connus des seuls initiés dans des conversations (éviter de prononcer le nom de Thorez, mais citer Figuères), évoquer des périodiques (ne jamais citer *L’Huma*, mais dire *France-Nounou – France nouvelle*, hebdomadaire du PCF – ou *L’AG – L’Avant-Garde*, hebdomadaire des JC), partager une culture (romans d’André Stil, vers d’Aragon « Et s’il était à refaire… », titres de films soviétiques), fredonner du Yves Montand (« Quand un soldat s’en va-t-en guerre… »), etc. Puis se rapprocher d’autres soldats qui avaient manifesté une opinion proche : chrétiens de gauche, instituteurs sursitaires, lecteurs de *France Observateur* ou de *L’Express.* Les plus discrets entamaient dans les chambrées des

discussions l'air de rien, pour contester des idées reçues, ébranler des certitudes…

Un appelé de l'Isère, François Perez, racontera en 2013 sa tactique : « Je dois trouver le bon moment, choisir les mots pour engager le dialogue, sentir si l'appelé à qui je m'adresse a envie, ou pas, de parler de ces choses-là [24]. » Ces « choses-là », ce n'était pas immédiatement de la grande politique : « Au quotidien ce qui fait réagir et râler, c'est d'abord l'absence de permission pour cause d'état d'urgence, la mauvaise nourriture, la discipline, les tâches inutiles. Pour que la discussion s'amorce sur les objectifs de ce conflit, les raisons pour lesquelles il faut y mettre un terme rapidement, je dois attendre que l'occasion se présente. C'est souvent le cas le soir dans la chambrée. Là, en dehors de tout contrôle, mes compagnons livrent leurs craintes. Ils redoutent de tomber en embuscade, de sauter sur une mine, de ne pas revenir vivants ou bien mutilés. Les uns considèrent que c'est une perte de temps, d'autres qu'ils n'ont pas envie de "se sacrifier pour rien". […] Cette accumulation de griefs accroît le niveau de contestation contre laquelle les sous-officiers proches des appelés n'ont pas beaucoup de prise. "Il faut savoir faire une analyse concrète de la situation concrète", disait Lénine. Ces éléments me servent de support pour nourrir les discussions, y compris auprès des gradés. »

Les plus politisés se rendent d'emblée à la « fédé » du département. Mais même cette simple visite peut être dangereuse : les appelés n'avaient pas le droit à cette époque de

se promener en civil et entrer dans un local communiste en uniforme risquait d'attirer des regards dangereux. D'autres, avant leur départ sous les drapeaux, avaient été reçus par un dirigeant qui leur avait promis un contact dans la ville de garnison où ils étaient d'abord affectés. Paul Fromonteil (né en 1930), affecté à Brive, a par exemple alors comme « marraine » une jeune femme, secrétaire des jeunes filles communistes du département (UJFF) : comment soupçonner un couple de jeunes gens, sans doute des amoureux [25] ? François Perez, en caserne à Montélimar, reçoit un jour la visite d'une dame d'un certain âge, qui tenait une mercerie en ville (rien du profil d'un dangereux bolchevique) : la secrétaire de cellule. Premier contact. C'est dans son arrière-boutique qu'il prendra possession de piles de *Soldats de France*, entrées ensuite clandestinement dans la caserne, puis distribuées de nuit. Associé à deux autres militants de la JC, il réussira même à graver dans la pierre des murs de la caserne le slogan « Paix en Algérie ».

Même action de la part d'Edmond Coëdelo, qui quitta sa chambrée de nuit pour faire des inscriptions à la peinture reprenant le même slogan [26]. Les archives des Jeunesses communistes sont remplies de tracts et de journaux ronéotés, souvent faits « à la va-vite », non signés, mais manifestement rédigés par des militants et tirés discrètement dans des locaux du PC [27] : *Contingent-Roques*, *Longeville-les-Metz*, novembre 1961 (« Pourquoi devons-nous en baver ?. […] Une nourriture meilleure, le prêt à 100 francs par jour, plus de départ sur le barrage ou au Sahara, la quille pour tous ceux

ayant vingt-quatre mois ou plus, dix jeunes de Moselle ont trouvé la mort en Algérie le mois dernier, nous voulons vivre, paix en Algérie par la négociation avec le GPRA ») ; *Télé-Bidasse, Journal du contingent BA 117*, bd Victor, novembre 1961 (« Non aux menées fascistes, contre le pouvoir personnel, en rangs serrés avec le peuple de France, halte au fascisme et au racisme, paix en Algérie ») ; *idem*, avril 1962 (« Écrasons l'OAS, notre pire ennemi, fusillez Jouhaud, Degueldre et ses pareils ! ») ; *La Voix du 23e RI*, organe de liaison des soldats antifascistes de la caserne Guillaut à Montpellier, fin mars 1962 (« L'OAS contre la paix »), etc. Maigres actions, mais qui avaient le double intérêt de montrer aux autres soldats que certains osaient s'engager… et de procurer une certaine jubilation à leurs auteurs, constatant la fureur des gradés au petit matin.

Il existe enfin une catégorie de soldats que l'on peut qualifier d'intrépides et n'ayant peur de rien, d'aucune sanction ni d'aucune répression. Claude Despretz, arrêté lors d'une manifestation avant son incorporation et passé en jugement alors qu'il avait entre-temps revêtu l'uniforme, fut acquitté faute de preuves. Mais, dira-t-il plus tard, se sachant fiché, il n'avait pas à cacher ses opinions : « Dès le début de mon incorporation, nous avions, entre soldats et quelques sous-officiers appelés, des discussions très intéressantes sur la guerre d'Algérie. Des liens d'amitié se sont tissés très vite entre plusieurs soldats. […] Nous étions entourés d'un certain nombre de soldats amis. Durant les quelques mois que nous avons passés ensemble, nous avons rédigé et distribué deux tracts. Ils avaient été ronéotypés à l'extérieur par un camarade

communiste. Le premier, nous l'avons distribué de nuit, en le glissant en nombre suffisant sous la porte de chaque chambrée. Le second, toujours de nuit, nous l'avons réparti, par petits paquets sous des pierres, dans toutes les cours de la caserne. » Ce petit groupe mènera d'autres actions : inscriptions à la peinture, lectures collectives de *L'Humanité*, etc.[28]. Que pouvaient les officiers d'une caserne de province contre un homme qui était de toute façon décidé à ne pas partir en Algérie et donc à affronter des épreuves bien plus redoutables ? Et, effectivement, Claude Despretz écrira le 2 juillet 1957 au président de la République René Coty son refus de porter les armes contre le peuple algérien. Il sera emprisonné le jour même à Metz, puis à Fresnes, enfin à Laval. Dans sa ville de garnison, Nancy, son camarade Étienne Boulanger décide de vendre *L'Humanité* dans la rue, en uniforme[29]. Vite repéré, il est muté dans un camp disciplinaire, où il ne côtoie que des sous-offs et des punis marocains, « pour la plupart, de vieux soldats abrutis par l'alcool et par le kif ». Appelé ensuite en Algérie, il refusera lui aussi de porter l'uniforme et d'y faire la guerre.

« Faire son travail de communiste » en Algérie : facile à dire…

Sur place, en Algérie, dans les conditions du combat ou, au moins, de la tension, comment agir ? La consigne générale, « faire son travail de communiste », n'était pas facile à faire passer dans la vie quotidienne. Les quelques ouvrages de Mémoires d'appelés communistes montrent la complexité du travail de persuasion.

Jean Laurans, militant très actif avant la guerre, est incorporé en janvier 1956 : « Je me retrouve dans une batterie où coexistent des appelés de différentes conditions. Il y avait notamment de jeunes catholiques avec lesquels nous avions essayé d'arrêter une ligne de conduite : exécuter les ordres qui concouraient à notre sécurité, travailler avec zèle à des actions en direction des populations locales, comme la réparation des routes, mais ne pas en rajouter, ne pas se laisser aller, essayer d'intervenir quand certains voulaient se montrer trop zélés dans les patrouilles, dans les fouilles. On avait réussi à faire comprendre notre point de vue à certains officiers. Ils savaient que nous étions contre la guerre d'Algérie, que nous n'étions pas là pour nous faire casser la figure et que nous ferions ce que nous considérions normal de faire pour éviter les atrocités, mais que nous ne nous laisserions pas entraîner dans des actes contraires à notre conscience [30] . » Edmond Coëdelo cite le cas d'une conférence donnée par un officier sur le thème « Nous

avons civilisé des régions auparavant barbares », après laquelle il intervint et évoqua, sans agressivité, l'histoire ancienne de la région, la Numidie, la civilisation arabo-musulmane, ce qui désarçonna un temps le conférencier [31] . Maigre victoire, mince effet. Un autre appelé, Marcel Yannelli, tente d'entamer un dialogue avec un « sous-off » : « Je dis à mon sergent que si c'était pour défendre notre pays contre un envahisseur, oui, là il y aurait des hommes courageux… Tandis que là, nous ne sentons pas l'utilité du sacrifice. » Le sergent, qui a probablement compris à qui il avait affaire, lui conseille : « Vous ! Là-dessus, écrasez-vous ! Cela vaut mieux ! » Tous sont d'ailleurs conscients de l'efficacité limitée de ce travail : toutes les patientes explications s'effondrent en quelques secondes lorsqu'un copain tombe, *a fortiori* s'il est retrouvé mutilé. Même condamner la torture n'est pas toujours simple : « J'exprime ma rancœur, mon indignation. Ils ne me comprennent pas, justifient la torture : si cela sert à sauver dix Français, oui ! Que répondre [32] ? »

L'autre danger qui guette est l'inaction de fait. Témoignage d'un habitant de Bourg-Argental, André Blanchard (cégétiste, non membre du PCF). Lors des manifestations de 1956, il s'était couché sur les rails afin de bloquer un train. Interpellé par la police, il est fiché. À son arrivée en Algérie, son commandant le convoque immédiatement. Mais l'officier est bon enfant, ou alors ne veut pas d'ennuis : « Vous avez suffisamment fait parler de vous. Je voudrais bien ne plus en entendre parler. » Comme sanction, il est versé au… garage, avec interdiction de fait de participer à la vie du régiment. Il passera tout son temps

en Algérie le nez dans le cambouis [33]. Gilbert Argelès, militant communiste de l'Isère, est appelé en mars 1959. Il est tenté par le refus, mais son secrétaire fédéral, Paul Rochas, le persuade de n'en rien faire. Sur le terrain, en Kabylie, totalement isolé, il enrage : « Moi qui ai participé quelques mois plus tôt au blocage des trains emmenant les rappelés, qui en ai organisé un à Bourgoin, me voilà impuissant, désœuvré et littéralement déraciné [34]. »

« Impuissant » et « désœuvré », cela était d'ailleurs un moindre mal comparé à ce que subirent les appelés dont le travail de propagande était découvert, ou même seulement soupçonné. Les sous-officiers et les officiers ayant « fait l'Indo », qui avaient souffert dans les camps Viet Minh, détestaient les communistes et guettaient les occasions de se venger. Gilbert Argelès, déjà cité, à peine arrivé à Fort Michelet (Kabylie), est prévenu par le caporal Thomas (un appelé communiste, mais non fiché) : « Fais gaffe ! Ton dossier est coché de trois croix rouges, avec la mention : "Élément très dangereux ; ne doit être mis à aucun poste où il puisse avoir connaissance de secrets militaires." Je ne peux pas t'en dire plus, et nous n'aurons plus aucun contact : c'est trop dangereux [35] ! » Jean-Pierre Farkas, pourtant simple pigiste à *L'Humanité* avant son incorporation, a la chance de croiser un officier communiste d'exception et ancien FTP, Jean Brugié, qui lui confirme qu'il est fiché et lui conseille la prudence [36]. Paul Fromonteil, connu pour ses engagements communistes par les services de police bien avant son incorporation en novembre 1954 pour l'Algérie (voir *infra*), à l'origine de bien des mouvements de rappelés ensuite, se voit

bloqué en novembre 1955 (il était en partance pour le Maroc) dans un wagon par un sergent-chef, un « ancien d'Indo » plutôt patibulaire : « Je te préviens, je veux pas que tu bouges [37] . »

Ceux qui élevèrent la voix malgré les menaces étaient en danger. Combien d'entre eux ont subi des brimades, des mutations dans des camps disciplinaires, combien ont été envoyés en priorité dans les missions périlleuses : « Avec deux camarades communistes appelés, se souvient Jacques Tourtaux, je militais clandestinement au sein de mon unité contre la guerre. J'ai été dénoncé et immédiatement embarqué en avion pour une destination inconnue, sous escorte armée, comme un gangster. Je fus affecté comme artificier dans une soute à munitions (SMU). Mon travail y était celui d'un forçat. L'armée m'a toujours gâté, particulièrement choyé. À titre d'exemple, j'ai entre autres été contraint d'effectuer quatre patrouilles, dont une de nuit, c'était un dimanche de l'hiver 1961, sans munitions dans la MAT 49. Les chargeurs étaient vides. Je vous prie de croire qu'il faut avoir vécu de telles intenses émotions pour en connaître le réel ressenti. La peur est indescriptible [38] . » Jean Diard, sous-officier, qui avait refusé d'emmener son peloton en opérations, est dès ce moment visé : « Je me retrouvais en pleine montagne. J'étais complètement isolé. Il n'y avait que quinze soldats au total. On me fait savoir que tous les soirs, il faut que je descende à Lamartine [39] pour ouvrir la piste, alors que dans l'armée un sous-officier n'a pas le droit de conduire, c'est contraire au règlement. À la nuit tombée, j'effectuais 40 km de piste. C'était tous les passages du FLN. Pour eux il n'y avait pas d'autres solutions. Je descendais

sans phares. Quand il y avait une opération prévue, on me faisait ouvrir la piste deux fois. Une fois j'ai sauté sur une mine. Miracle, je n'ai pas été blessé. Et cela dura trois mois [40]. » Jean Diard trouve une consolation (plus : une revanche) en se disant que son geste avait sans doute été connu des maquisards locaux et qu'il fut de ce fait épargné.

Et puis il y eut ceux qui respectèrent les consignes du parti, mais qui ne purent supporter les horreurs de la répression colonialiste. Claude Vinci, dans un beau récit autobiographique [41], explique qu'il était bien décidé à ne pas se rendre à la convocation de l'armée (avril 1956), mais qu'il accepta que sa décision fût soumise à sa cellule : il y eut dix-neuf voix pour son départ et trois contre, dont la sienne. Malgré la fermeture d'esprit de ses camarades (ses arguments furent qualifiés de « trop personnels, anarchisants, pacifistes intégraux, légèrement trotskistes »), il accepta et partit. « En ce temps-là, une décision de cellule, c'était une décision à appliquer, surtout quand elle était aussi majoritaire. » Dès sa première participation à une opération, il vit des horreurs et ne voulut pas être associé à un « Oradour algérien » : « Je suis complètement effondré, tétanisé, honteux d'avoir accepté la phrase de Lénine. […] Demain, je fous le camp. » Ce qu'il fit… Ou encore Bernard Sigg [42], médecin, affecté à un poste, qui comprend, après un entretien avec son prédécesseur, que sa mission consistera à « réparer » les pauvres corps disloqués des torturés : « Tout était clair : mon boulot là-bas serait assistant de tortionnaires [43]. » Il prend la décision immédiate de déserter, puis de passer au Maroc, bénéficiant de complicités. Après un

passage en Algérie indépendante (1962-1965), il ne pourra revenir en France qu'en 1968, à la faveur d'une loi d'amnistie [44].

Comment réagirent les dirigeants communistes ? Le plus souvent, avec la « souplesse » bien connue de ces temps. Claude Vinci, de retour secrètement en France, aggrava son cas en devenant « porteur de valises » du FLN. Convoqué par sa cellule et sommé rudement de rendre toutes ses cartes, il ne sera réintégré qu'en 1964 et restera jusqu'à la fin de sa vie un « anarcoco [45] ». Bernard Sigg, réfugié au Maroc, on l'a vu, fait partie d'un petit groupe de communistes français sur place. En 1961, une délégation du PCF, dirigée par Roger Garaudy et Raymond Guyot, est de passage à Casablanca. « On a été un peu malmenés. Ils nous ont dit que la désertion n'était pas la bonne solution. Je me souviens que Garaudy était le plus véhément [46]. » En sens inverse, on peut citer le cas de Francis Renda, militant lui aussi discipliné, qui est incorporé en novembre 1956, part en Algérie, mais ne peut supporter ce qu'il y voit. Durant sa première permission, en octobre 1957, il demande à rencontrer Raoul Calas, figure historique du communisme occitan et notoirement proche de Thorez, et lui fait part de sa décision de ne pas repartir. Or Calas ne critique nullement Renda, se contentant de lui dire : « Francis, je salue ton courage, mais es-tu sûr de tenir ? Tu vas en baver… » Réponse : « Je sais, tant pis, il vaut mieux ça que d'aller tuer ces gens [47]. »

Il faut poser également la terrible question : combien reçurent une balle dans le dos ? Soupçon impossible à étayer, mais correspondant à une idée répandue chez beaucoup d'anciens appelés. Le soldat réfractaire Paul Lefebvre, par exemple, affirme qu'un sous-officier, le sergent-chef Herbuto, avait reçu l'ordre de l'abattre, mais qu'il ne passa pas à l'acte [48] .

On ne peut hélas non plus écarter l'hypothèse où quelques-uns, « braves gars du peuple de France », partis la fraternité chevillée au cœur, se laissèrent happer par le climat ambiant, commirent des actes considérés comme bénins, quasi naturels en opérations, vols, brutalités, voire, bien plus gravement, basculèrent dans des pratiques horribles, purent même devenir des bêtes féroces lorsqu'un des leurs était tué, parfois émasculé. À Claude Juin, qui avait seulement fait un signe de tête de réprobation après avoir été témoin de l'exécution d'un fellagha blessé, son sous-lieutenant dit : « Tu verras, tu feras de même quand tu auras vu tes copains mutilés par ces salauds [49] . » Et le pire est que l'officier savait très bien, par expérience, que, dans certains cas, c'était vrai. D'ailleurs, les gradés ne s'y trompaient pas : il y avait toujours des volontaires pour les « corvées de bois » [50] . Comme ce Bernard, le héros du *Foudroyage* d'André Stil, fils de mineur syndicaliste et communiste, engagé volontaire afin de « gagner du temps », devenu tortionnaire. Le roman fut mal reçu par certains lecteurs et critiques communistes (voir chapitre suivant), mais il reposait bien sur quelques réalités.

Le travail clandestin au sein de l'armée

Il y avait également l'action organisée, structurée, évidemment interdite, à l'intérieur de l'armée. À partir de juillet 1950, une structure clandestine, organisée selon les pratiques de la Résistance (les triangles, rapports écrits strictement interdits, correspondants connus des seules directions fédérales [51]) compta jusqu'à deux cent cinquante membres, disséminés sur tous les départements – et même au-delà, puisque des communistes allemands fournirent une aide logistique autour des casernes françaises en RFA. Aucun des militants de cette structure n'était connu du grand public ni, très probablement, de la police ou de la Sécurité militaire. Raymond Guyot [52], pour le bureau politique, chapeautait l'opération. Le premier et longtemps le principal homme de terrain fut Jean Collet, remplacé ensuite par Jacques Grosman, à la tête d'une petite équipe, Julien Lauprêtre (qui ne deviendra cadre du Secours populaire qu'en 1954), Georges Troubat, Alfred Gerson, qui reprendra du service durant la guerre d'Algérie, Claude Lecomte… Cette équipe édita le périodique imprimé *Soldats de France*, diffusé clandestinement dans les casernes par les soldats communistes, souvent avec l'appui de militants civils extérieurs qui « faisaient le mur à l'envers » ou qui laissaient traîner des exemplaires dans les cafés ou les squares fréquentés par les « bidasses ».

Durant la guerre d'Indochine, l'équipe s'activa. La Sécurité militaire aussi. Jean Portejoie, militant de la fédération de la Seine, fut puni de six mois de prison pour avoir distribué des tracts ronéotés au sein de son régiment, à Coblence (janvier 1952)[53]. Claude Lecomte[54], Pierre Hennequin et Roland Vaucher, en garnison à Bône (Annaba), distribuèrent *Soldats de France*, plus des tracts rédigés en coopération avec le PC algérien : « Jeune ouvrier, paysan, Français devenu soldat. Aujourd'hui tu mets les pieds sur le sol de l'Algérie. À partir de maintenant, tu vas être aux prises avec les racistes qui vont te dire : "Prends garde aux ratons, aux sidis, etc." Ne les écoute pas ! Tu as des yeux : regarde. Tu as des oreilles : écoute. Vois et entends la grande misère d'un peuple qui souffre et qui lutte pour se libérer des gros propriétaires français. [...] Tu commences à comprendre ce que tu fais en Algérie. [...] C'est pour faire de toi un flic contre le peuple d'Algérie qui veut être libre[55]. » Un autre tract était plus radical encore : « Pourquoi sommes-nous en Algérie ? L'Algérie n'est pas la France, c'est un pays occupé pour le profit des gros colons, des banquiers, des industriels. Indépendance de l'Algérie[56]. » Ils furent arrêtés en février 1953[57]. Défendus par un membre du CC du PCA, Me Laïd Lamrani, ils furent emprisonnés dix mois. *Liberté* et *Alger républicain* en Algérie, *L'Humanité* en France menèrent une campagne de dénonciation de ces peines, avec des articles de Jacques Duclos[58] et de Jean-Pierre Chabrol[59]. Deux ans et demi après leur libération, ils furent de nouveau convoqués devant le tribunal militaire de Constantine, qui classa

finalement l'affaire [60]. Entre-temps, la guerre avait commencé sur cette terre.

Les communistes étaient donc préparés lorsque cette guerre débuta. À partir de 1957, François Hilsum prit la tête de la structure. Les militants aguerris s'emparèrent du périodique. Paul Fromonteil, membre du bureau de sa fédération avant d'être appelé, crée lui aussi un triangle. « Nous distribuions *Soldats de France* sous les traversins. Comme ça, les gars les trouvaient après l'appel et pouvaient les lire. Ça avait un impact considérable. À chaque fois, la Sécurité militaire s'agitait. » Parfois, des alliés inattendus se découvraient une vocation de militants : « Avant de partir en Algérie, j'étais à Coulommiers. Je trouvais de temps en temps *Soldats de France*, posé en pile. Je pense que c'était l'aumônier militaire qui les déposait ! » (Jean Diard) [61].

Sur la totalité de la guerre, les militants diffusèrent quarante-six numéros de *Soldats de France*, doublé à partir de l'été 1958 de *Marin de France* (vingt et un numéros), du *Parachutiste* (vingt-trois numéros) [62], du *Contingent*, feuilles d'ailleurs distribuées dans des conditions de plus en plus difficiles. *Soldats de France* fut tiré jusqu'à 90 000 exemplaires. Il y aurait eu, durant les sept années de guerre, de l'ordre de 5 à 6 millions d'exemplaires édités [63], sans que l'on soit en mesure de savoir combien sont réellement parvenus entre les mains des appelés, car la police militaire veillait. Le plus probable est qu'une proportion modeste de cette littérature touchait sa cible. La pratique de l'envoi des colis, par ailleurs, persista. Et rien

n'empêchait tel ou tel militant de glisser quelques mots, d'emballer les confitures dans des journaux « choisis au hasard », voire une littérature engagée. Le livre d'André Stil, *La Question du bonheur est posée*, ouvrage traitant des traumatismes dus à la guerre d'Algérie, était par exemple envoyé à certains soldats [64]. On retrouve dans les archives militaires des textes qui prouvent que la hiérarchie y était attentive. Ainsi, trente appelés du quartier général de la zone Alger-Sahel étaient-ils destinataires d'un tract, « Voici ce que le PCF fait pour la paix en Algérie, pour les revendications des jeunes soldats et des conscrits », saisi par la Sécurité [65].

Cependant, il fallait faire plus : garder le contact avec les soldats sur le sol même de l'Algérie. Témoignage d'André Moine : « Au cours d'une conversation avec Larbi Bouhali, au printemps 1955, [...] nous avons évoqué la possibilité et l'utilité d'un travail dans l'armée française en partant de l'expérience des camarades indochinois [66]. » Or, au même moment, Jean Collet, alors cheville ouvrière de la diffusion clandestine de *Soldats de France* et bras droit de Guyot (voir *supra*), est comme par hasard en voyage (« touristique » pour les vacances de Pâques !) en Algérie [67]. Les organisations communistes, à cette époque, détestaient la spontanéité : on peut conclure que la décision politique de publier une feuille clandestine a été prise en commun, à ce moment, par les responsables des deux partis. Puis, en juillet, André Moine vient à Paris. Il y rencontre Jacques Duclos ou Raymond Guyot [68] pour un ultime feu vert politique, puis Léon Feix. La propagande prendra la forme d'un périodique, *La Voix du soldat* [69]. Feix présente ensuite à Moine

Alfred Gerson, l'homme de la situation : militant éprouvé, déjà dans les réseaux de *Soldats de France*, discret, inconnu de la police (et pour cause : il ne militait pas sous son vrai nom, Sepcelevitius, d'origine lituanienne).

Gerson traverse immédiatement la Méditerranée, se fait embaucher en usine sous son vrai nom, afin d'avoir une couverture. Il forme alors un trio avec André Moine et Lucien Hanoun, juif natif d'Algérie, membre du PCA. Lequel trio ne part pas de rien : pressentant l'interdiction du PCA, Moine avait été chargé de disséminer dans des endroits sûrs des machines à écrire, des ronéos et du matériel d'imprimerie, entre autres une presse clandestine. C'est dans la villa du docteur Hadjadj que fut tiré *La Voix du soldat*. Le premier numéro sort en septembre 1955, donc immédiatement après que le gouvernement Faure a décidé le premier rappel de réservistes. On ne peut pas dire qu'en ce domaine les communistes furent en retard… Comme pour *Soldats de France* – mais avec des prises de risque considérablement plus élevées –, cette feuille était transportée par des agents de liaison éprouvés, souvent sous le couvert de leur activité professionnelle (cheminots, postiers), transmises par petits paquets à d'autres militants, qui les jetaient la nuit par-dessus les murs des casernes, les déposaient dans les trains, les halls de gare, les cafés fréquentés par les soldats, etc. Cette équipe, en liaison permanente – mais totalement clandestine – avec les directions des deux partis, va réussir ce travail d'impression et de distribution durant quinze mois, pour dix-sept numéros parus (dernier numéro en novembre 1956). Le tirage ne dépassa jamais un millier. Alfred

Gerson : « Il n'était pas diffusé en grand nombre. Quand on pouvait le distribuer, c'était dix, vingt, trente, quarante peut-être, pas davantage. » Lucien Hanoun : « En tout, nous avons distribué quelques milliers d'exemplaires. »

Insuffisamment, bien sûr, pour faire basculer le contingent dans la lutte antiguerre (ce ne pouvait être le but), mais assez pour faire enrager la hiérarchie : quinze ans après la « bataille d'Alger », Massu éructait encore contre ce « torchon clandestin », se souvenant que, « depuis des mois, tous les services de police prévoient un pot monstre pour le jour où ils cravateront l'imprimerie clandestine de *La Voix du soldat* [70] ». Confirmation dans la mémoire de Paul Aussaresses, chargé des basses œuvres : « Massu me les cassait tous les matins à propos des cocos : "Alors, z'avez pas encore mis la main sur *La Voix du soldat* ? Vous servez à quoi ?" [71]. » Ce fut d'ailleurs l'une des causes de l'acharnement fatal dont fut victime Maurice Audin : ses tortionnaires étaient persuadés que le jeune militant était capable de leur indiquer où était l'imprimerie – ce qui était faux. Enfin, au printemps 1957, Massu et ses paras eurent une satisfaction majeure : le réseau tomba, « brillante victoire » de milliers de parachutistes et policiers sur une poignée de militants clandestins. Les membres furent torturés : « C'était immédiat et presque mécanique : ils torturaient avant, interrogeaient après » (Alfred Gerson) [72]. Le procès du réseau eut lieu en novembre 1958. André Moine, Lucien Hanoun, Alfred Gerson et une trentaine de militants furent condamnés à des peines allant de cinq ans à quelques mois de détention.

Après le démantèlement de ce réseau, les PCF et PCA n'avaient plus les forces pour fonder un nouveau journal clandestin en Algérie même. Décision fut alors prise de créer *Secteur postal Algérie* (vingt-trois numéros de juillet 1958 à juillet 1962)[73], moins militant, plus informatif, envoyé directement de métropole à certains appelés. Certains militants qui préparaient ces colis en profitaient pour glisser des tracts, voire des journaux. Un fichier de 20 000 à 25 000 adresses fut constitué et des envois assurés[74]. Là encore, on est dans l'impossibilité de savoir ce qui parvenait entre les mains des soldats et ce qui était effectivement lu. En septembre 1958, une affaire fit quelque bruit : une femme, Mauricette Blanche Pointal, ayant envoyé des tracts cachés dans de tels colis à un appelé, Guaydamour, fut découverte. Elle n'était pas du tout, ou en tout cas pas seulement, la femme assez âgée (soixante-cinq ans), malade et naïve, que présenta alors la presse communiste. Militante, mère du cadre de la CGT Maurice Gastaud, elle correspondait depuis les premiers temps de la guerre avec de jeunes recrues et leur faisait parvenir des tracts clandestins. Elle fut arrêtée par la DST le 12 septembre 1958, emprisonnée à La Roquette, puis aux Baumettes (Marseille), transférée à Alger pour y être jugée par un tribunal militaire, emprisonnée de nouveau à Barberousse : en tout, dix-huit mois de prison[75]. Deux années plus tard, cette pratique continuait, si l'on en croit Henry Colonna, député de Tizi-Ouzou, protestant contre ces envois[76].

Faut-il partir en Algérie ?

Un jeune historien, Tramor Quemeneur, a consacré en 2007 sa thèse à ceux qui ont dit « Non », sous des formes diverses (insoumissions, désertions, refus de porter les armes) [77]. Il est parvenu au chiffre de 12 000. Alors que, de 1954 à 1962, 1 200 000 appelés et rappelés passèrent à un moment ou à un autre par l'Algérie [78]. Ni un phénomène marginal, donc, ni un mouvement suffisamment massif pour déstabiliser l'armée. Ces appelés appliquèrent, selon leur sensibilité ou selon les situations auxquelles ils furent confrontés, diverses formes de résistance : le refus pur et simple de se présenter à la convocation de l'armée (10 831 cas), la désertion sur place (886 cas), l'objection de conscience (420). Enfin une dernière catégorie : ceux qui acceptaient d'être appelés sous les drapeaux, de faire un service national en métropole, se déclaraient de bons citoyens, prêts le cas échéant à défendre la patrie menacée, mais, au moment de l'affectation en Algérie, refusaient de partir. Il faudrait y ajouter un cas de figure, rarement abordé et jamais recensé, celui des soldats qui allaient en Algérie sans rien dire, mais qui dès la première opération refusaient de porter les armes ou de tirer [79].

Comment réagirent les dirigeants du PCF lorsque cette question devint brûlante, des centaines de milliers de « fils du peuple » étant concernés ? En 1932, déjà, *L'Humanité* écrivait : « Du geste isolé, désespéré, vain, l'"objecteur" qui réfléchit avec un esprit

de classe doit passer au contraire à l'action antimilitariste de masse, coude à coude avec les autres soldats. C'est cette action, celle que mènent le parti et les Jeunesses communistes, celle-là redoutée de l'ennemi bourgeois, celle-là qui seule peut transformer l'armée et changer sa force de sens, c'est la véritable action contre l'armée bourgeoise et la guerre impérialiste[80]. » Le paradoxe est qu'il s'agissait alors de défendre un soldat-militant maintes fois cité ici, Raymond Guyot, dans son jeune âge, condamné à un an de prison pour « insoumission », terme qu'il récusa violemment. Une chose est certaine : les communistes rejetèrent de tout temps le simple refus de la guerre, qualifié d'« anarchiste ». Ils n'étaient pas très à l'aise avec ces comportements, trop vite assimilés à des « actes individuels », voire « individualistes », non susceptibles de ce fait d'engendrer des « mouvements de masse ». Leur position sur les questions militaires a été permanente : il était hors de question de laisser l'armée entre les mains d'une caste réactionnaire, elle-même au service de la classe dominante. Lorsque l'ordre de conscription arrivait, il fallait partir sous les drapeaux, observer, ne pas négliger l'apprentissage du métier des armes et puis, surtout, contrecarrer la propagande de l'état-major par une action politique intelligente, un « travail de masse ».

Durant la guerre d'Algérie, la direction du PCF craignit ainsi une assimilation dans l'opinion entre refus, insoumission et – le pire pour la culture communiste – désertion. « Dans la tête de beaucoup de camarades, témoignera Louis Orhant, déserter, c'est la fuite et non pas l'engagement. Un déserteur, en général,

c’est un mal aimé. Il n’est pas considéré comme un militant qui s’engage à faire quelque chose, mais comme un trouillard, à la limite [81]. » Amené à polémiquer avec des députés gaullistes (UNR), Étienne Fajon martela en 1960 : « Nous mettons [quiconque] au défi de citer un seul propos, une seule ligne d’un militant communiste appelant les jeunes soldats à déserter [82]. » C’était la stricte vérité. Mais il y avait une différence de nature entre l’objection, la désertion, et le refus de faire la guerre contre un peuple qui luttait pour son indépendance. Avec cette attitude, les dirigeants communistes ne pouvaient se contenter de répéter à l’infini les formules, il fallait une réponse concrète. D’autant que les « soldats du refus », dans leur grande majorité, étaient eux-mêmes des communistes. Le premier d’entre eux s’appelait Alban Liechti.

Le premier soldat du refus en 1956 : le militant communiste Alban Liechti

Olivier Liechti (Alban est son second prénom), né en 1935, fut élevé par ses parents dans la grande tradition communiste [83]. Membre du PCF depuis 1950 (il avait alors quinze ans), il a déjà derrière lui, lorsqu’il est appelé sous les drapeaux le 5 mars 1956, bien des activités militantes, bien des manifestations, dont

la fameuse « manif Ridgway » de 1952 (voir *supra*, chapitre 9), au cours de laquelle il fut blessé et hospitalisé.

Courant juin 1956, il est avisé de son départ prochain pour l'Algérie. En bon militant, il a déjà fait œuvre pédagogique et politique, lisant et commentant par exemple les passages de la Constitution qui concernaient l'Union française : « La République n'avait aucunement vocation à opprimer un autre peuple », etc. C'est sans mal qu'il obtient alors de trente de ses camarades de chambrée la signature d'une lettre adressée à Guy Mollet. Comme « travail de masse », ce n'est pas mal… Mais, contrairement aux consignes du parti, il franchit un pas supplémentaire : il refuse de partir. Liechti n'a pourtant rien d'un dissident : il n'a jamais porté (ni ne portera) de jugement négatif sur la consigne d'alors de ce qui est resté « son parti ». Mais cette consigne ne lui convient pas, tout simplement. Sa conscience l'emporte sur sa fidélité à la « ligne ».

Le 2 juillet, il reprend sa plume pour s'adresser cette fois au président de la République, René Coty : « Dans cette guerre, ce sont les Algériens qui défendent leurs femmes, leurs enfants, leur patrie, ce sont les Algériens qui combattent pour la paix et la justice. » C'est pourquoi, ajoute-t-il, « je ne peux prendre les armes contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance ». Sa famille transmet sa lettre aux responsables locaux du parti, puis tente une démarche auprès d'Étienne Fajon, membre du secrétariat, directeur de *L'Humanité*. Dans la journée du 3, la réponse, transmise par le secrétaire de Fajon, tombe : « Ne rien faire, ne pas transmettre aux journaux [84] . »

Au lendemain du vote du 12 mars en faveur des pouvoirs spéciaux, alors que la presse communiste menait une campagne laissant penser que le gouvernement « pouvait » tenir ses promesses et aller vers la paix, Liechti est apparu au mieux comme un gêneur, au pire comme un objecteur de conscience non assumé. Un premier cercle de familiers, d'amis et de militants locaux commence pourtant, par courriers, par conversations et par téléphone, un travail d'information. En septembre, l'avocate Claudine Saramito [85], mandatée par le Secours populaire, obtiendra de son organisation la prise en charge matérielle du jeune emprisonné. La campagne du SPF commencera alors, puis ira *crescendo*, pour ne plus jamais faiblir. Fin 1956, explique un article de son hebdomadaire *La Défense*, « un mémoire sur l'affaire Liechti a été édité en 5 000 exemplaires et envoyé à tous les députés, sénateurs, conseillers généraux du département, à toutes les sections du Secours populaire, à tous les journaux, à toutes les organisations départementales et nationales qui peuvent s'intéresser à cette affaire, aux avocats du département, à plusieurs centaines de personnalités [86] ». Preuve qu'au moins, si le PCF ne s'est pas investi, il n'a pas opposé d'interdits au « dispositif périphérique ». Pouvait-il faire moins ? Transféré et emprisonné à Tizi Ouzou, puis à Fort National, le soldat Liechti doit être jugé le 19 novembre. Comme par hasard, le domicile algérois de Claudine Saramito (devenue entre-temps Nahori, après son mariage avec un journaliste d'*Alger républicain*) fut perquisitionné quarante-huit heures avant le début du procès, ses dossiers fouillés [87] …

Ce n'est finalement que le 15 de ce même mois, quatre mois et demi après la « Lettre à Coty » et quatre jours avant le procès, que *L'Humanité* informe ses lecteurs : « Le soldat Alban Liechti, jugé le 19 à Alger, doit être acquitté », titre-t-elle. La forme de lutte adoptée par Liechti n'est pas révélée aux lecteurs du journal, noyée dans une vague formule : « Il s'était élevé [...] contre la guerre d'Algérie. » L'article signale par ailleurs qu'une campagne locale pour sa libération a commencé à Sèvres, ville de résidence de la famille Liechti : « Alban Liechti jouit à Sèvres de l'estime de tous ceux qui le connaissent. La population de Sèvres et de sa région, les camarades de travail d'Alban Liechti, profondément émus par les poursuites engagées contre lui, ont pris en main sa défense. Les listes de pétition, la carte postale éditée par le Secours populaire se couvrent de signatures : des lettres individuelles et collectives, émanant de personnalités d'opinions très diverses, sont adressées au président du tribunal des forces armées d'Alger pour demander son acquittement. » Le journal communiste cite également l'intervention en sa faveur du Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord (voir *supra*, chapitre 16). Pour conclure : « Que les organisations, associations, comités, personnalités qui défendent les droits des citoyens et souhaitent le rétablissement de la paix en Algérie joignent leur voix à celle de la population de Sèvres pour réclamer l'acquittement d'Alban Liechti. » Après le procès, un articulet de dix-huit lignes sera un peu plus explicite : Alban Liechti, « soldat d'Algérie qui refusait de porter les armes »,

vient d'être « condamné au maximum de la peine, soit deux ans de prison [88] ».

Par la suite, Raymond Guyot – et ce n'est nullement un hasard – est le premier dirigeant du PCF à citer son nom : « Le cas d'Alban Liechti, de Sèvres, aîné de neuf enfants – aurait-il dû être là-bas ? – et condamné récemment à deux ans de prison pour s'être opposé à la guerre, serait loin d'être isolé [89]. » Mais nous sommes tout de même six mois après le refus de Liechti. On peut avoir confirmation de ce lent changement d'attitude par l'annonce, dans *L'Humanité* du 12 mars 1957, de la tenue d'un meeting, notamment autour de la mère de Liechti, infatigable lutteuse. Outre Julien Lauprêtre, secrétaire général du SPF, sont présents Mathilde Gabriel-Péri et Henri Martin, secrétaire général adjoint des JC – Péri et Martin : toujours les symboles. Le 9 avril 1957, après neuf mois de détention, le bureau politique évoque pour la première fois le cas du jeune soldat. Une des directives adoptées est : « Mener un plus grande campagne pour la libération d'Alban Liechti (Stil en est chargé) [90]. » Le 17 avril, le secrétariat s'arrête également sur son cas : « Développer l'action pour la libération de Liechti et de tous ceux qui sont emprisonnés pour leur action en faveur de la paix en Algérie [91]. » Le 24, pour la première fois, *L'Humanité* consacre une page entière au prisonnier. Pourquoi faut-il alors plusieurs mois pour que reparaisse Liechti dans les papiers de la direction ?

Le 11 septembre, *bis repetita* : « Créer un comité d'action contre la répression qui frappe des jeunes soldats en raison de leur

activité pour la paix en Algérie, dont Alban Liechti [92]. » Le 17, devant le comité central, un dirigeant de premier plan, Léon Feix, cite plus longuement l'affaire Liechti : « De jeunes Français – tel le soldat Alban Liechti – sont emprisonnés pour avoir défendu formellement leur propre honneur et l'honneur de la France. Ils ont condamné la guerre d'Algérie et montré que la guerre creusait le fossé entre l'Algérie et la France [93]. » Deux semaines plus tard, *L'Humanité* consacre à Liechti son premier éditorial, signé André Stil [94]. Le secrétariat du comité central envisage alors de mettre sur pied un « comité national » pour la défense du jeune soldat, sur le modèle de ce qui avait été fait six années plus tôt pour Henri Martin. Deux dirigeants doivent le prendre en main : Marie-Claude Vaillant-Couturier et Marcel Dufriche [95]. Mais n'y avait-il pas double emploi avec l'action engagée par le SPF [96] ? En tout cas, ce comité ne verra pas le jour. C'est bel et bien le SPF, en accord avec le secrétariat du PCF, qui est chargé d'organiser un meeting central. Une date est retenue : 24 avril 1958 [97]. *L'Humanité* de ce jour invite ses lecteurs à se rendre à la Salle des sociétés savantes, rue Danton, puis informe de la réunion, le lendemain [98]. Début d'une campagne nationale ? Si cela avait été le cas, les velléités seront bloquées par la crise de mai 1958.

La CGT s'investit également davantage [99]. Au XXXIe congrès confédéral (Ivry, 16-21 juin 1957), Josette Liechti est invitée à la tribune, le geste de son fils est longuement applaudi. La lettre d'Alban Liechti ne sera pourtant citée par *La Vie ouvrière* que le 2 octobre 1957. D'autres campagnes suivront, accentuées lorsque les soldats du refus étaient dans le civil des

syndicalistes déjà actifs, comme René Boyer, militant de la Fédération des PTT [100]. Mais même à ce moment, la presse communiste ou cégétiste n'accorda jamais au cas Alban Liechti une grande publicité. Rien de comparable par exemple avec la campagne nationale pour la libération d'Henri Martin et de Raymonde Dien lors du conflit indochinois.

En septembre 1958, Liechti sort de prison, sa peine purgée. Il est affecté à une caserne de Barcelonnette. Comme il n'est ni antimilitariste ni objecteur de conscience, il accepte. Mais l'armée est bien décidée à ne pas lâcher celui qu'elle considère comme un facteur de trouble. En mars 1959, une nouvelle affectation en Algérie tombe. La République a changé, mais l'attitude de l'état-major n'a pas bougé d'un iota. Celle d'Alban Liechti non plus. Il reprend sa plume pour écrire à l'Élysée, cette fois-ci au président de Gaulle. Le plus tranquillement du monde, il affirme : « Seize mois d'emprisonnement en France d'une part et d'autre part la diversité des témoignages de solidarité et d'affection reçus par ma famille n'ont fait qu'enrichir mes convictions. » Il est condamné une seconde fois à deux années de prison par le tribunal militaire d'Alger, le 26 mai 1959.

Ce deuxième geste sera mieux compris de ses camarades. En 1958, le temps des illusions d'un « nouveau Front populaire » est bien passé. Les dirigeants communistes ont bien compris n'y avait vraiment rien à espérer du côté de ceux de la SFIO. Entre-temps, les refus de partir s'étaient multipliés (voir *infra*). Sans devenir un « mouvement de masse » capable d'inverser le cours

de la guerre, le refus n'était désormais plus marginal. Enfin, le nom d'Alban Liechti est désormais connu bien au-delà des militants : en 1957 et 1958, cent soixante-quinze réunions ont été organisées, la plupart par le Secours populaire et avec le concours actif de la famille du prisonnier, en particulier de sa mère, Josette. Son nom figure désormais en bonne place dans la presse communiste – *L'Humanité*, mais aussi l'hebdo des Jeunesses, *L'Avant-Garde*.

Le 14 mars 1961, le soldat Liechti est finalement extrait du pénitencier agricole de Casabianda, à Aléria en Corse. Les autorités militaires et civiles oseront-elles renvoyer cet homme vers une guerre qu'il abhorre ? La réponse ne tarde guère : dès le 17, Alban apprend son renvoi en Algérie. Rancune tenace. Son attitude change alors. Considérant que le conflit vit ses derniers moments – il se trompe, car la folie destructrice des derniers partisans de l'Algérie française imposera une année supplémentaire de guerre –, il accepte l'affectation. Mais il fait savoir haut et fort qu'il ne portera jamais d'arme chargée. Promesse qu'il tiendra.

Alban Liechti est finalement libéré de ses obligations militaires le 8 mars 1962, dix jours avant le cessez-le-feu. Il a alors vingt-sept ans. Il aura passé six années de sa jeune vie dans l'armée, dont quatre en prison. Cet homme modeste est resté ensuite toute sa vie un militant actif. Soixante années après son geste de refus, il témoigne aujourd'hui volontiers, sans jamais mettre en avant un quelconque ego. Toute sa personnalité est dans ces formules : « Je pense que l'action spectaculaire qui a été la nôtre

a été complémentaire du travail politique opéré par nos camarades enrôlés, présents dans les casernes et sur les théâtres d'opérations. Ça n'a en tout cas pas pu faire de mal [101] . »

Les hésitations de la direction du PCF face aux refus des appelés

Derrière la fidélité à la plus stricte orthodoxie léniniste, rappelée souvent dans les publications de l'époque, les réactions de la direction du PCF face aux choix des « soldats du refus » ont varié au fil des années. On peut distinguer trois phases : de l'été 1956 à l'automne 1957, le silence et la prise de distance gênée ; de l'automne 1957 à la fin 1959, une acceptation ponctuée par quelques ballons d'essai ; enfin, de 1960 à la fin de la guerre, une réserve certaine, face au succès quantitativement mitigé de cette forme de protestation.

La première phase est ouverte en juillet 1956 avec le cas d'Alban Liechti, déjà évoqué. On peut imaginer que, côté direction du PC, le silence officiel a été doublé par des consignes verbales aux cadres : ne pas inciter les appelés à imiter Liechti. Durant une année pleine, celui-ci sera donc le seul soldat communiste du refus. À la veille du premier anniversaire de sa lettre à Coty, un autre soldat, lui aussi communiste, écrit le

2 juillet 1957 au président de la République : Claude Despretz, déjà cité.

Une première évolution se dessine en 1957. La direction du PCF envisage alors, non pas d'amener des jeunes du contingent à désobéir massivement à la guerre d'Algérie, encore moins à tenter de déstabiliser l'armée française, mais à « faire des exemples » : les emprisonnés deviennent des emblèmes du refus de la jeunesse. Début septembre (la campagne pour la libération d'Alban Liechti a – enfin – commencé), Henri Martin et François Hilsum, de la direction des JC, rencontrent discrètement Raymond Guyot afin d'envisager d'étendre le mouvement [102]. Guyot n'était pas homme à prendre une initiative sans une concertation préalable avec la direction du PCF : c'est donc bien un tournant qui s'esquisse là. La chronologie le confirme. Le 11 septembre, l'une des décisions du secrétariat, déjà citée, est de mettre sur pied un « comité d'action contre la répression qui frappe des jeunes soldats en raison de leur activité pour la paix en Algérie [103] ». Le 16 commence une session du comité central [104]. Henri Martin – on imagine combien ses interventions sur la question étaient écoutées – y prend la parole dès l'ouverture et propose une politique, nouvelle, de soutien aux premiers soldats du refus : « Dans la jeunesse, on n'en parle pas assez [de Lietchi] ! Et, s'il n'y a pas d'action, c'est qu'à l'origine, il y a incompréhension de son geste. […] En ne glorifiant pas assez le geste de Liechti, on a l'air de dire qu'il n'est pas suffisant, et on reste figés. » Il faut accélérer la protestation « et le geste de Liechti aide à cette prise de conscience » : « Ce n'est d'ailleurs pas un acte isolé,

puisqu'il avait fait signer une lettre au président de la République par toute sa section. » Selon la tactique décidée à l'avance, Guyot appuie. Il demande que l'on « exalte » le geste de Liechti (malheureusement, il devait intervenir de la salle, car le reste de son intervention est inaudible).

Enfin, discours attendu, Thorez parle. Et approuve Martin et Guyot : « Dire, ou bien : "C'est un geste avant-gardiste" ; ou bien : "C'est un geste qui n'est pas conforme à ce que nous a enseigné Lénine", c'est le dogmatisme ! C'est se comporter absolument contrairement à la réalité ! » Tout au contraire, « ce ne sont pas des actes individuels, mais ce sont des actes de soldats, de jeunes qui vont à l'armée et qui disent : "Je veux accomplir mon devoir de soldat français, mais pas ça". » Le secrétaire général critique une propagande qui ne se tiendrait qu'à la demande du retour des soldats, à la peine des familles, qu'il qualifie de « pleurnicharde » et de « pacifiste » (critique voilée du Secours populaire ?). C'est le travail auprès des familles, nous ne le négligeons pas, « mais, vis-à-vis des jeunes, vis-à-vis des jeunes communistes, vis-à-vis des jeunes ouvriers, nous leur montrons qu'ils ont une tâche pratique à effectuer : de lutter contre la guerre. Ne pas maintenant poser très largement devant tous les jeunes Français le cas Liechti, ne pas en faire la question devant tous les jeunes gens qui vont partir… » (Thorez n'achève pas cette phrase).

Le lendemain, dans le rapport signé Léon Feix, les lecteurs de *L'Humanité* (et parmi eux, en premier lieu, les cadres intermédiaires et les militants actifs) sont informés de cette

évolution. Sans en faire un mot d'ordre applicable par tous, le refus de porter les armes est désormais considéré par la direction du PCF comme une forme de lutte « possible ». Le 22 septembre, soit moins d'une semaine après la clôture de la session du comité central, Léandre Letoquart, fils d'un député communiste et membre du comité central, écrit une nouvelle lettre à René Coty pour lui signifier son refus d'aller à la guerre [105]. Le 12 octobre 1957, pour bien marquer ce tournant, *L'Humanité* publie une lettre au même destinataire, signée cette fois du père (la confusion fréquente vient du fait que le père et le fils portaient le même prénom), apportant son soutien entier au geste du fils. Selon le témoignage de Jean Clavel, qui prendra alors la même décision, habitué à décrypter les messages de *L'Huma*, un militant éprouvé ne pouvait se tromper sur la signification de cette publication : la direction donnait le feu vert pour agir de même [106]. Ce que fit Clavel. De fait, la direction du PCF invite discrètement des militants considérés comme sûrs (politiquement, mais aussi moralement et physiquement, car ceux qui refusaient savaient que de douloureuses épreuves les attendaient) à agir dans ce sens. Raphaël Grégoire, fils d'André Grégoire, adjoint au maire de Montreuil, est ainsi approché par un « camarade de la direction fédérale ». Il franchit le pas [107]. Serge Magnien, dirigeant national de l'UEC, fils d'un éditorialiste connu de *L'Humanité*, agit de même. Cette pratique est attestée par Jean Diard, membre du bureau fédéral de la Seine des JC, qui décide quant à lui de partir. Un autre membre de la direction parisienne, Jean Gajer (alors secrétaire de la fédération de Paris des JC),

tente de le convaincre : « Petit Jean m'a dit : "Il faut que tu refuses." J'avais des doutes sur l'efficacité de refuser. On était tous les deux des sanguins. L'entrevue s'est très mal passée. » Finalement, Diard part et devient même sous-officier. Mais comme on l'a vu, il agira sur place [108]. Rien n'indique en revanche que Pierre Guyot, fils de l'un des principaux dirigeants nationaux du PCF, ait agi sur l'instigation directe de son père [109].

Ils sont dix à refuser en 1957, vingt-sept en 1958… Sans devenir un mouvement de masse, le refus n'était désormais plus marginal. Ils seront en tout quarante-cinq, presque tous communistes [110]. Sous réserve de compléments, on doit citer ces courageux citoyens qui allèrent alors au bout de leurs convictions : Jacques Alexandre, Claude Bardinet, Gilbert Bleiveiss, Pierre Boisgontier, Hervé Bougeant, Guy Bougerol, Étienne Boulanger, André Boursier, René Boyer, Marcel Cassan, Henri Cheyrouze, Jean Clavel, Jean Dauvergne, Claude Despretz, Voltaire Develay, Fayemendy, André Feret, Louis Fontenel, Florent Founès, Henri Fournier, Michel François, Raphaël Grégoire, Pierre Guyot, Émile Lauransot, Paul Lefebvre, Jean Le Meur, Léandre Letoquart, Alban Liechti, Serge Magnien (dirigeant national de l'UEC, fils d'un éditorialiste connu de *L'Humanité*), Fernand Marin, Pierre Michaud, François Michel, Maxime Mignerat, Jean-Bernard Moreau, Jean-Louis Moritz, Edgar Nehou, Georges Paris, Michel Ré, Francis Renda, Jérôme Renucci, Jean-Marie Samson, Marc Sagnier, Jean Vendart, Maurice Verneuil, Claude Voisin [111].

Il faut faire un effort pour imaginer la situation dans laquelle se trouvèrent ces très jeunes gens. Les coups, les brimades, les insultes tombèrent sur eux en cascade. Le mépris des supérieurs (l'armée n'avait pas envoyé auprès d'eux ses cadres les plus brillants) – et, plus difficile à supporter, fréquemment celui des autres soldats – les accompagna en permanence. Ils furent contraints à un isolement souvent total. Les plus exposés, par exemple ceux qui furent envoyés à Timfouchi [112], dans le Sud algérien, hypocritement appelé « Compagnie disciplinaire d'Afrique du Nord », rappelant les tristement célèbres « Bat' d'Af' », souffrirent le martyre. Ils furent cinq : Jean Clavel, Voltaire Develay, Lucien Fontenel, Paul Lefebvre et Marc Sagnier. Le but de la hiérarchie était de briser la personnalité de ces jeunes gens qui avaient osé mettre leurs actes en concordance avec leurs idées : « Tout déplacement doit se faire au pas de gymnastique ; tous les jeux sont interdits ; pour parler à un gradé, le disciplinaire doit lui en demander la permission en le saluant ; aucun commandement au disciplinaire ne se fait par la voix, mais par le sifflet, etc. [113] . » Leur quotidien était fait de brimades, de brutalités allant parfois jusqu'à la torture. La « pelote » était fréquente : le prisonnier devait courir, lesté d'un sac à dos rempli de cailloux, sous le soleil, des heures durant, jusqu'à épuisement total, voire évanouissement. Le moindre reproche valait le « tombeau » : sous cette expression parlante se cachait l'enfouissement dans un trou creusé à même la terre, pour y passer un temps indéterminé, dans les nuits glaciales et les journées de soleil intense. Une fois de plus, le Secours populaire français fut à la pointe de la protestation et les élus

communistes tentèrent d'attirer l'attention sur cette situation. Le 2 juillet 1959, au Sénat, Louis Namy dénonça « Timfouchi, un nouveau nom, c'est le nom du bagne militaire qui remplace le Biribi », interrompu avec une grande élégance par son collègue gaulliste Jean Michelin (« Il y fait moins froid qu'en Sibérie ! »).

En mai 1958, l'un de ces réfractaires, Marc Sagnier d'Aigues-Mortes, trouva le moyen de contourner la surveillance et de faire passer des lettres à sa famille et à ses amis, ainsi que le texte d'un tract à sa cellule du PCF [114]. Et sept mois plus tard une autre lettre à ses membres, d'un superbe optimisme pour un homme dans cette situation : « Chers camarades, je vous écris en vitesse cette lettre pour vous assurer de ma confiance dans le parti. Je souhaite que vous soyez en bonne santé et prêts pour le grand combat. Comme tout communiste, j'ai soif d'apprendre et je regrette beaucoup de ne pas avoir fait l'école du parti, car cela me manque en ce moment et je voudrais que les camarades de la section en comprennent l'importance. Bien que mes sentiments patriotiques me commandent de refuser de faire tout travail pour la guerre d'Algérie, je voudrais que vous me donniez quelques conseils sur ma position en rapport avec les événements d'une manière qu'ici ils ne se méfient de rien en lisant mon courrier. Faute de conseils, sachez que je saurai me comporter en vrai communiste. Comme je tiens à ce que cette lettre parte, je termine en vous assurant de ma participation dans notre lutte. Bonjour à tous les copains/copines. Et que Mario sache que nous n'avons pas milité pour rien et que ce n'est pas le moment de lâcher. Excusez-moi si cette lettre est

courte, mais j'ai su au dernier moment que je pouvais la faire passer à travers les mailles [115] . »

Le « recadrage » de Maurice Thorez en mai 1959

L'effort d'agit' prop' du PCF et de la JC autour de ces soldats du refus est un temps important. En octobre 1957, un tract du PCF, sous forme de bande dessinée très réaliste socialiste, raconte la saga d'« Alban Liechti, valeureux fils de France [116] ». À la mi-janvier 1958, le secrétariat adopte une résolution : « Organiser, avec la participation des JC et du parti, des meetings dans les localités où habitaient ou dans les lieux où sont emprisonnés les jeunes en raison de leur action pour la paix en Algérie [117] . » Le passage à l'acte est immédiat. Le 24 janvier, dans un lieu connu de tous les militants, 94 rue Jean-Pierre Timbaud, se tient à Paris un meeting coorganisé par le PCF et les JC. Y prennent la parole Raymond Guyot, mais aussi les « Vietnamiens » (anciens opposants à la guerre d'Indochine) Henri Martin et Raymonde Dien [118] . Le 29, à Montreuil, ville où vit Raphaël Grégoire, meeting de protestation contre son incarcération (présidence de Jacques Duclos, prises de parole de Raymond Guyot et d'Henri Martin) [119] . Un tableau récapitulatif, dressé par Léon Feix en mars 1958, comptabilise sept meetings locaux (orateurs : Duclos, Guyot, Vermeersch, Marrane…) et de nombreuses

réunions de quartier [120]. Le même mois, un tract signé « Le Parti communiste français » présente des lettres collectives de soldats, mais aussi les cas de refus [121]. Toujours en mars 1958, Gaston Plissonnier écrit à Léon Feix que le secrétariat envisage d'« organiser, à Paris, un meeting central sur ces questions [122] ». Meeting qui n'aura jamais lieu, sans doute à cause de la crise de mai 1958.

En août et septembre, les Jeunesses communistes éditent une plaquette (sur Serge Magnien [123]) et un tract (sur Pierre Guyot [124]). Le 17 septembre, salle Lancry, un nouveau meeting est organisé pour la défense de Pierre Guyot, avec des orateurs du Mouvement de la paix (abbé Jean Boulier), du PCF (Étienne Fajon), de la CGT (Pierre Gensous) et de la JC (Paul Laurent) [125]. Fin 1958, le PCF sortira même une plaquette spéciale sur la question : *Des jeunes qui servent l'intérêt de la France*, préfacée par Jacques Duclos. Madeleine Riffaud consacrera un article aux « vingt-quatre soldats de vingt ans, "en prison et le ciel par-dessus" [126] ». Localement, les cercles de la JC font également de la propagande. En février 1959, la fédération du Nord organise une réunion publique à Lille avec le témoignage de la famille de Voltaire Develay. Une carte postale adressée à la présidence de la République est éditée à cette occasion [127]. Le PC algérien clandestin trouve même la force d'éditer un tract [128] – même si on est aujourd'hui incapable de savoir dans quelles conditions il a pu être distribué.

Mais cette forme de lutte ne fait pas tache d'huile. Refuser de porter les armes nécessite une très haute conscience politique

et un moral d'acier, joints à un courage physique hors pair. Les rumeurs qui circulent sur l'enfer supporté par certains dissuadent les nouveaux appelés. De fait, la campagne piétine. Quarante-cinq jeunes hommes militants, c'est humainement remarquable et politiquement significatif, mais ce ne sont *que* quarante-cinq militants, quand les effectifs de l'armée française en Algérie se comptent alors par centaines de milliers. Certes, le SPF est très actif sur le front de la solidarité avec les engagements « humains » des soldats du refus et la collecte des fonds, mais sur le fond politique de la question, peu de mouvements s'esquissent. Raymond Guyot, décidément le plus attaché à cette cause au sein de la direction du PCF, adresse le 4 janvier 1958 une lettre à son « cher Jacques » (Duclos) : il faut, dit-il, « faire prendre conscience plus nettement aux jeunes ouvriers et paysans, et surtout aux conscrits et aux soldats, que le devoir envers le peuple frère d'Algérie et le devoir envers notre pays, c'est d'agir pour organiser le refus de faire la guerre au peuple algérien [129] ». Lors de la dernière session du comité central, à Ivry-sur-Seine le 5 décembre 1957, ajoute Guyot, nous avions décidé de mieux faire connaître le cas Liechti. Mais les incompréhensions nous bloquent, il y a encore des « hésitations […] pour, non seulement demander la libération d'Alban, mais pour exalter son geste qui, pourtant est l'équivalent de celui d'Henri Martin au moment de la guerre d'Indochine ». Des « discussions » furent et sont sans doute encore « nécessaires », conclut Guyot. Il revient à la charge en février, cette fois auprès du secrétariat : « Il y a lieu de renforcer notre lutte de solidarité à l'égard des soldats et pour la libération des emprisonnés. […]

Il est nécessaire de développer la campagne pour le soutien et la libération des soldats ; de ce point de vue, les décisions du comité central n'ont pas été pleinement appliquées [130]. » Guyot maniait la dialectique euphémisante : en clair, le parti dans sa masse ne s'était pas impliqué. Les militants dont les enfants étaient au front ne pouvaient ni ne voulaient faire des campagnes en faveur de ceux qui souffraient, mais ne risquaient pas leur vie.

Il fallut se rendre à l'évidence : le refus ne pouvait décidément être un acte de masse – et ne sera donc plus une consigne de la direction du PC et de la JC. La nouvelle évolution s'esquisse en mai 1959, après donc un peu plus d'une année de « forcing ». Lors d'une réunion de militants, Julien Lauprêtre – déjà secrétaire général du SPF et, à ce titre, le plus impliqué dans le soutien à ces soldats, mais c'était comme dirigeant communiste qu'il s'exprimait – demande que l'on « exalte » leur exemple [131]. « Exalte » : c'est le même verbe qu'avait utilisé Guyot dans la lettre à Duclos, signe d'une certaine coordination de ce dirigeant avec les éléments les plus actifs de la lutte antiguerre, dont Lauprêtre, qu'il côtoie depuis des années. Le militant se souvient : « Je suis longuement acclamé. » La suite est moins… enthousiaste. « Lors de l'interruption de séance qui suit, Maurice Thorez vient vers moi, je le revois encore appuyé sur sa canne. Nous avions de très bons rapports, il avait du respect pour le Secours. Mais il me dit : "C'était bien ce que tu as dit… Mais je vais dialoguer avec toi. Il y a un terme qui ne correspond pas à notre ligne : exaltation. La solidarité, oui, mais pas l'exaltation. Je vais intervenir cet après-midi". » Ce qui fut

fait. Sous des tournures aimables, c'est à un véritable recadrage que le secrétaire général se livre ce jour-là. « Le geste d'Alban Liechti, le geste de Serge Magnien et de leurs camarades est un geste de courage » que nous devons saluer et continuer à soutenir, commence Thorez [132]. On pressent à ce moment que cet hommage va être suivi d'un « mais »… Il arrive : « Mais il est nécessaire de répéter ici ce que nous avons déjà dit au comité central : cette solidarité ne peut pas mettre en cause l'attitude fondamentale des communistes sur les problèmes de l'armée et de la guerre. » Nous devons faire en sorte de ne pas laisser les jeunes du contingent « entre les mains des cadres fascistes et de ceux qui mènent l'action psychologique ». C'est bien pour cela qu'il faut rester fidèle aux « principes définis par Lénine » : « Le soldat communiste part à toute guerre, même à une guerre réactionnaire, pour y poursuivre la lutte contre la guerre. Il travaille là où il est placé. » Ne pas agir ainsi, ce serait retomber dans des positions « purement morales, […] au détriment de l'action avec les masses ». Les soldats du refus ne sont qu'une « infime minorité » et « nous ne pouvons pas proposer cet exemple à l'ensemble des soldats puisque nous savons bien que l'ensemble des soldats ne le suivra pas. […] Lutter pour la libération des emprisonnés, c'est une chose. Et mener coûte que coûte le travail communiste à l'armée, c'est une autre chose. Je crois, camarades, cette précision nécessaire pour que chacun voie bien comment nous devons agir dans ce domaine [133]. »

Toutefois, preuve que le message ne passait pas facilement, le secrétaire général signe un an plus tard un nouvel article de *L'Humanité* [134], appelant une fois de plus Lénine à la

rescousse : « L'action révolutionnaire doit comprendre les manifestations et les grèves de masse, mais non – en aucun cas – le refus du service militaire. » Il rappelait également, toujours sous l'autorité de Lénine, les célèbres paroles que devrait prononcer une mère à son fils appelé sous les drapeaux : « Bientôt, tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends à bien manier les armes. C'est une science indispensable aux prolétaires. » Thorez concluait : « Pour les communistes, le travail de masse est partout nécessaire, à l'armée comme ailleurs. La place des communistes est toujours là où sont les masses, pour expliquer, éclairer, guider [135] . »

Raymond Guyot fut-il convaincu ? Plus qu'aucun autre dirigeant, par son histoire personnelle, par son tempérament et par sa fonction, il s'était engagé à fond dans le soutien aux soldats du refus. Son échec et le désaveu de Thorez durent le blesser. Sans compter la dimension humaine : son fils Pierre était alors toujours emprisonné. Quelques fuites d'une disgrâce parurent dans la presse hostile : « M. Raymond Guyot limogé ? Les réfractaires au service militaire désavoués par M. Maurice Thorez [136] . » Vite démentie. Le plus probable est qu'en militant discipliné, il fit bonne figure. À Jean Gager, l'un de ses relais auprès des appelés, venus s'enquérir de la conduite à tenir désormais, Guyot répond : « Tu obtempères [137] . » Il n'y aura plus dès lors de jeunes communistes pour écrire au président de la République.

L'efficacité politique passe avant les positions « purement morales » : on est ici au cœur de l'argumentaire. Ce n'est pas au nom d'on ne sait quel principe *a priori* intemporel que la direction a pris ses distances avec la pratique du refus. C'est parce qu'elle n'a jamais réellement cru que ces actes pouvaient devenir des exemples. Un support à la lutte, oui, mais un exemple à proposer à chacun, pas question. Caractéristique est de ce point de vue la défense adoptée par Étienne Fajon en juin 1960 lorsqu'il comparaît devant la XVIIe chambre correctionnelle de la Seine, pour « provocation de militaires à la désobéissance », un classique [138]. Le dirigeant communiste réaffirme que s'il éprouve de l'admiration pour le jeune Liechti, il n'a nullement eu l'intention d'inciter d'autres militaires à agir de même : « Si je croyais que l'ensemble des soldats puissent suivre l'exemple d'Alban Liechti et que ce soit le chemin de la paix, je n'aurais pas hésité à l'écrire. […] Mais je ne le crois pas et, de ce fait, je ne l'ai pas écrit [139]. »

Malgré les variations de la direction, les soldats du refus restèrent fidèles au PCF. Fin mars 1962, ils furent reçus par Maurice Thorez. Les photos accompagnant le reportage de *L'Humanité-Dimanche* montrèrent un groupe souriant, apparemment uni [140].

Le contingent face au putsch d'avril 1961

Les évaluations sur l'efficacité de ce « travail de masse » sont diverses. Lorsque quatre généraux, partisans acharnés de l'Algérie française, tentèrent en avril 1961 un putsch à Alger, on a souvent évoqué la « résistance des transistors », appareils de radio nouveaux à l'époque, très répandus dans l'armée : « Cinq cent mille gaillards munis de transistors », selon une expression prêtée à de Gaulle [141], se seraient sentis le droit de s'opposer à tout officier félon, au lendemain de son appel célèbre du dimanche 23 avril – « Françaises, Français ! Aidez-moi ! » Toutes les études sur cet épisode tragique confirment l'écho de la parole gaullienne. Un sous-lieutenant appelé, légaliste, chef de poste en Kabylie, reçoit immédiatement après cet appel une délégation de soldats qui lui tient ce langage : « Nous sommes résolus à ne pas obéir si le bataillon passe aux rebelles. Demain matin, nous crierons "Vive de Gaulle" au rassemblement [142]. » Autre témoignage : « Cette journée du lundi fut l'occasion pour le contingent dispersé dans les différentes unités de la garnison de constater son unanimité. Un tract ainsi libellé : "Il n'y a qu'un seul gouvernement, qu'un seul chef. Le général de Gaulle nous a donné un ordre, exécutons-le", a été diffusé un peu partout, des pétitions de fidélité au gouvernement légal circulaient [143]. »

Évidemment, l'analyse communiste conteste ou atténue la portée du discours gaullien, affirmant à chaque occasion que le travail de masse des militants fut pour beaucoup dans le rejet des putschistes. Ces « fils du peuple » auraient d'abord été sensibles à la grève décrétée en métropole et aux manifestations et à l'action discrète, mais réelle, des appelés communistes. Ce qui est sans doute une partie de la vérité. Francis Renda se souvient des réactions de ses copains de chambrée [144]. Il faut dire qu'il avait une grande autorité, car il avait fait trois ans de prison pour avoir refusé de porter les armes en Algérie, avant d'accepter, en 1961, de repartir (« Ça sentait la fin »). Lorsque la nouvelle du putsch arrive à sa caserne, il entend fréquemment : « Francis, qu'est-ce que tu en penses ? » ; ou « Francis, qu'est-ce qu'on fait ? » Renda : « Si le lieutenant veut en être, on lui dit gentiment mais fermement qu'on ne le suivra pas. Le lieutenant sort : "On va à Alger." Je réponds : "On obéit à Debré, on ne bouge pas." Il faut savoir qu'on était trente-cinq ou quarante, tous armés. Le lieutenant n'a pas insisté. » En mai 1961, la Jeunesse communiste publia une plaquette relevant les cas d'intervention directe des soldats [145]. Les témoignages, anonymes pour des raisons faciles à comprendre, abondent.

Le même schéma se présente en divers lieux : d'abord, s'assurer que les officiers sont légalistes ; lorsqu'ils paraissent hésiter ou cachent leur jeu, ils sont séquestrés sans violences ; ensuite, se rassembler dans les cours des casernes, parfois au chant de *La Marseillaise*, monter la garde aux portes, se préparer à toutes les éventualités. Il n'y a pas que des arguments politiques : un

peu partout, des batteries sont mises en place pour protéger les lieux sensibles, garages et dépôts d'armes. À la base aérienne de Blida, des soldats politisés inscrivent à la peinture des slogans : « Le devoir d'un soldat est d'obéir », puis « Officier, obéis à ton chef, de Gaulle » [146]. Dans la matinée, le commandant de la base convoque les soldats : « "Messieurs, je n'irai pas par quatre chemins, je suis aux ordres du général Challe…" Sa voix s'étrangle, le premier rang s'est levé, il sort en bon ordre, puis le second, le troisième… Un sentiment indéfinissable s'empare de moi, de nous, je sens physiquement le courant qui nous traverse, force tranquille venant de bloquer un engrenage de l'insurrection. Un peu plus tard, notre commandant de groupe quitte la base. » C'est alors le second de la base, le commandant Joseph Kubaziak, un officier légaliste, qui prend le commandement. Deux mille hommes de troupe ferment les grilles lorsque les parachutistes se présentent. Les sous-offs craignent un instant que les paras tirent, mais ils n'en font rien [147].

À la caserne d'Orléans, à Alger, un capitaine loyaliste fait emprisonner quelques officiers putschistes, avec l'approbation d'un comité de soldats : « Nous avons défini une attitude qui portait contre tout officier ou sous-officier qui ne s'était pas clairement prononcé : délégation dans les services pour les interroger directement. Une attitude de harcèlement est aussi mise au point. Dire à tout officier qui passe dans les casernes, quel que soit son grade : "Nous préférons crever plutôt que d'obéir à Salan. Ne nous vendez pas." Cette tactique va se révéler payante [148]. » « Pour nous, se souvient Serge Drouot,

c'était l'aventure, c'étaient des factieux. C'était notre sentiment, sans que nous donnions pour autant un sens précis au mot "factieux". C'était une réaction défensive, instinctive. On a senti qu'il y avait danger, surtout quand on a appris que deux des quatre généraux étaient pieds-noirs [149] » – en fait, seul le général Edmond Jouhaud (1905-1995) était natif d'Algérie.

Cette réalité ne peut être ignorée aujourd'hui lorsqu'on porte un regard sur les actions des communistes de l'époque en direction du contingent. La réaction spontanée d'un grand nombre de soldats permit aux dirigeants du PCF de proclamer la supériorité éclatante de leurs analyses sur celles des partisans de l'insoumission. Ils le firent sans nuances : « Les thèses de ces donneurs de leçons qui, avec les 121 [voir chapitre suivant] ou le réseau Jeanson, prêchaient la désertion et l'insoumission, en bavardant sur l'impossibilité pour les jeunes travailleurs de lutter à partir du moment où ils endossaient l'uniforme, se trouvent irrémédiablement condamnées [150] . »

Puissance du discours gaullien chez les appelés ? Efficacité du travail de sape communiste ? Ou, plus simplement chez beaucoup, réaction épidermique logique (« Avec leurs conneries, la guerre va encore durer, la quille s'éloigne, fini le retour dans nos familles… ») ? Sans doute un mélange de ces raisons…

Aux origines de la FNACA

Les années de guerre d'Algérie s'accumulent, et la masse des appelés ou rappelés de retour de ce conflit gonfle, souvent en proie au « silence » et à la « honte »[151]. Il faut les déculpabiliser, les défendre. Mais aussi exiger des droits qu'une République ingrate, déjà, leur conteste, par exemple l'obtention de la carte d'ancien combattant. Bref, les organiser. Au gré des engagements politiques des uns et des autres commencent à se former des mouvements. Fin 1956, autour d'Yves Jamati et de Georges Mattei, naît le Groupement démocratique des rappelés et maintenus en Afrique du Nord. De retour lui aussi d'Algérie, Jean-Jacques Servan-Schreiber (1924-2006), dit « JJSS », patron de *L'Express*, auteur d'un livre-témoignage[152], se met en tête début 1957 de fonder une Association des anciens d'Algérie, qui restera assez fantomatique.

C'est ici qu'intervient Paul Fromonteil, que nous avons déjà croisé à diverses occasions[153] . Celui-ci a sans aucun doute été marqué par le *mektoub* : c'est en effet le 2 novembre 1954, au lendemain du début d'une guerre qui longtemps ne dira pas son nom, qu'il est appelé sous les drapeaux – il avait vingt-quatre ans. Il est démobilisé en avril 1956. Déjà dirigeant national de l'UJRF et régional du PCF avant sa mobilisation, il reprend immédiatement une militance communiste classique. Avec cette particularité : revenant de « là-bas », il peut témoigner de l'atrocité de la guerre. Il est d'une aide

particulièrement précieuse pour le journal local du PCF, *L'Écho du Centre*, en procès pour précisément avoir dénoncé la guerre.

Mais il faut faire plus. Il faut que les communistes militent également au sein de cette population d'anciens d'Algérie. La mouvance comprend bien une organisation spécifique d'anciens combattants, l'ARAC, fondée en 1917 par Henri Barbusse. Mais justement : malgré ses dénégations, l'étiquette « communiste » lui colle à la peau, elle ne pourra être un pôle de rassemblement. Au sein de la fédération du PCF de la Vienne, où il milite, Fromonteil avance l'idée d'une organisation spécifique. Oui, mais cela dépasse les compétences d'un département. Comment la communication avec le « centre » s'est-elle faite ? Fromonteil est convoqué à Paris par Jacques Duclos. « Il me dit : "Je sais que tu as une idée. Il y a trop de dispersion. Il faut voir grand". » Une décision est prise : il faut d'abord fonder une organisation spécifique, capable d'être l'interlocutrice des deux autres, l'association de Mattei et celle de JJSS. Ce sera, en février 1958, l'Association nationale des anciens d'Algérie (ANAA) [154] .

D'où l'importance d'entrer en contact avec le très médiatique JJSS. Les réunions en vue de l'unification commencent au printemps 1958, alors même que commence le coup d'État gaulliste. Ce qui, par parenthèse, accentue l'urgence de l'initiative. « Nous nous réunissions dans les locaux, spacieux et très confortables, de son journal *L'Express*, raconte Fromonteil. Là, nous avons reçu certes des anciens d'Algérie ou même des militaires d'active, dont le général de Bollardière, mais aussi

des hommes politiques de tous bords, en tout cas ceux qui considéraient avec sympathie notre projet [155]. » La plateforme adoptée se veut de rassemblement : « Pour entretenir et renforcer les liens de solidarité entre les anciens d'Algérie. Pour assurer une meilleure défense des droits des anciens d'Algérie. Pour agir de façon efficace pour la défense des traditions et de son armée, pour la paix en Algérie [156]. »

Le grand jour arrive. Le 21 septembre 1958, à l'Hôtel Moderne place de la République, est fondée la Fédération nationale des anciens d'Algérie (FNAA). La date n'est pas neutre : le gaullisme est en train de réussir son opération de conquête du pouvoir, qui sera couronnée par un référendum triomphal une semaine plus tard. La composition de la direction est le fruit d'un savant dosage. Comme il se doit, JJSS est élu président, flanqué de cinq vice-présidents et de deux secrétaires généraux. Paul Fromonteil est l'un des vice-présidents [157] et Georges Mattei secrétaire général adjoint [158] ; on trouve également dans le bureau le nom du futur écrivain René[-Victor] Pilhes [159].

Si les assertions absurdes des sites Web algérianistes contemporains, affirmant par exemple en 2016 que « la FNACA n'est qu'une émanation du parti communiste prétendument français [160] », sont évidemment à écarter, il reste avéré que l'influence communiste y fut marquante à l'origine. Outre Fromonteil, d'autres communistes occupaient des fonctions de direction, comme Paul Debiesse, cosecrétaire général, et Jean Martinet, rédacteur en chef de *L'Ancien d'Algérie* [161]. Le Mouvement de la Jeunesse communiste, représenté par Paul

Laurent et Jean Laurans, fut d'ailleurs invité *es qualité* lors du congrès fondateur [162]. Et le premier local de la fédération fut mis à sa disposition par le PCF [163]. La première municipalité qui leur offrit une tribune fut celle de Saint-Denis. Le 27 mai 1959, autour d'Auguste Gillot, maire communiste, s'exprimèrent Jean-Jacques Servan-Schreiber, le révérend père Maurice Avril et Alfred Sauvy [164]. La Fédération ne compte dans un premier temps que quelques milliers d'adhérents. Mais, forte de sa spécificité, elle recrute, devient vite incontournable, au point d'être reçue, le 12 juin 1959, par le ministre des Anciens combattants, Raymond Triboulet (1906-2006). Après les accords d'Évian, elle se transformera en Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (FNACA) – appellation complétée plus tard par… Maroc et Tunisie.

Mais tout au long de la guerre d'Algérie, on ne saurait oublier que l'évolution des positions du PCF, notamment de ses engagements aux côtés des appelés et rappelés, a également été fortement déterminée par l'émergence de multiples mobilisations en rupture plus ou moins radicale avec ses dirigeants. Celles alors impulsées par de jeunes avocats et intellectuels – dont certains étaient d'ailleurs passés par le PCF – ont joué à cet égard un rôle essentiel, comme on va le voir.

Notes du chapitre

[1] ↑ « Marianne », *L'Express*, 7 juin 1957 (cité par Ludivine Bantigny, « Jeunesse et engagement pendant la guerre d'Algérie », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, vol. 8, n° 2, 2007).

[2] ↑ Enquête menée en novembre 1959 par le Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP), citée par Claude Juin, *Guerre d'Algérie : la mémoire enfouie des soldats du contingent*, thèse de sociologie, EHESS, 2011 (publiée sous le titre *Des soldats tortionnaires. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'intolérable*, Robert Laffont, Paris, 2012).

[3] ↑ Cité par Jean-Paul Julliand, enquête orale menée auprès d'anciens conscrits de cette petite ville, publiée sous le titre *Ils ne savaient pas que c'était une guerre ! Appelés en Algérie, aujourd'hui ils racontent*, Chronique sociale, Lyon, 2017. Film du même titre.

[4] ↑ Pierre Frechet, « Ma môme », chanson, 1960.

[5] ↑ Cité par Jean-Paul Julliand, *Ils ne savaient pas que c'était une guerre*, *op. cit.*

[6] ↑ « Quand les conscrits lisent "Tintin" », *France Observateur*, 23 mai 1957.

[7] ↑ Claude Juin, *Des soldats tortionnaires*, *op. cit.*

[8] ↑ Sébastien Denis, *Le Cinéma et la guerre d'Algérie. La propagande à l'écran (1945-1962)*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2009.

[9] ↑ Ludivine Bantigny, « Jeunes appelés et rappelés en guerre d'Algérie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Nanterre, vol. 74, n° 1, 2004.

[10] ↑ Pierre Guillaumat, « Développement des forces morales dans l'armée par la formation civique et l'information », 3 avril 1959 (cité par Ludivine Bantigny, « Le contingent français… », *loc. cit.*).

[11] ↑ Ludivine Bantigny, « Jeunes appelés… », *loc. cit.*

[12] ↑ Marc Giovaninetti, « Le travail antimilitariste : le PCF et l'armée dans les années 1920 », *Paprika*, 21 novembre 2013, <frama.link/LUpz7Rf3>.

[13] ↑ Yves Lanchon, *L'Action antimilitariste du PC et de la JC, 1928-1935*, maîtrise, Centre d'histoire du syndicalisme, université Paris-I, 1974 (fonds Jacques Girault, AD

93, Bobigny, 319 J 70).

[14] ↑ *L'Humanité-Dimanche*, supplément du Cher, 24 mai 1959.

[15] ↑ Ce n'est qu'après plusieurs décennies que François Hilsum, principal coordinateur de ce réseau, qui avait conservé des archives de cette structure, a commencé à témoigner : « Guerre d'Algérie : le contingent, les JC et le PCF », entretien avec Dominique Bari, *L'Humanité*, 2 mars 2012 (la collection quasi complète de *Soldats de France* est déposée aux AD 93, Bobigny).

[16] ↑ François Hilsum, intervention, journée d'études organisée par l'Amicale des vétérans du PCF, 15 avril 2001 (anecdote confirmée par *L'Humanité*, « Le coin du soldat », 13 août 1955).

[17] ↑ *L'Humanité*, 30 mars 1957.

[18] ↑ *L'Humanité*, 18 août 1956.

[19] ↑ Il existe, dans les archives du PCF déposées aux AD 93 à Bobigny, dans le fonds Raymond Guyot (283 J 157), des documents étonnants : sur trois cahiers d'écolier avaient été soigneusement collés ces articles. La plupart des actes signalés ici viennent de ce recensement.

[20] ↑ Nombreux rapports, avec parfois listes nominatives de participants (« Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur » (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/0033).

[21] ↑ Nombreuses listes, Archives nationales, même cote.

[22] ↑ Cité par Jean-Charles Jauffret, *Soldats en Algérie. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Autrement, Paris, 2000.

[23] ↑ Amado Garcia, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[24] ↑ François Perez, entretien accordé à Charles Rollandin, Grenoble, 2 avril 2013 (copie transmise à l'auteur, qui remercie l'interviewé et l'intervieweur).

[25] ↑ Paul Fromonteil, entretien avec l'auteur, Châtellerault, 3 décembre 2017.

[26] ↑ Edmond Coëdelo, *Rebelles dans les djebels. Guerre d'Algérie, lutte contre le colonialisme*, Le Travailleur du Sud-Ouest, Agen, 2002.

[27] ↑ Archives de l'Union des jeunesses communistes (AD 93, Bobigny, 500 J 649).

[28] ↑ Claude Despretz, témoignage, *in* Gérard Couturier (dir.), *Des profs d'EPS témoignent. À l'épreuve de la guerre d'Algérie*, Institut de recherches de la FSU/Centre EPS et société, Syllepse, Paris, 2005.

[29] ↑ Voir son court ouvrage de mémoires, signé Selim Boulanger, *Insoumis*, Éditions Baudelaire, Lyon, 2011.

[30] ↑ Jean Laurans, témoignage, *in Une mémoire meurtrie. Paroles d'appelés du contingent lors de la guerre d'Algérie*, témoignages recueillis par le club Histoire du lycée Buffon au cours des années 2000-2002, publication de la région Île-de-France, Paris, 2002.

[31] ↑ Edmond Coëdelo, *Rebelles dans les djebels*, *op. cit.*

[32] ↑ Marcel Yannelli, *J'ai mal à l'Algérie de mes vingt ans. Carnets d'un appelé, 1960-1961*, L'Harmattan, Paris, 2016.

[33] ↑ Jean-Paul Julliand, *Ils ne savaient pas que c'était une guerre*, *op. cit.*

[34] ↑ Gilbert Argelès, « Un communiste isolé durant la guerre d'Algérie », blog Gilbert Argelès, 20 août 2012, <frama.link/w3Ap39F4>.

[35] ↑ *Ibid.*

[36] ↑ Jean-Pierre Farkas, entretien avec l'auteur, Paris, 10 novembre 2017.

[37] ↑ Paul Fromonteil, entretien avec l'auteur, Châtellerault, 3 décembre 2017.

[38] ↑ Jacques Tourtaux, « Mon vécu de la guerre d'Algérie », conférence, Bryay-la-Bussière, 30 avril 2011, *Le Réveil communiste*, <frama.link/udqscV-r>.

[39] ↑ Petite ville au sud-est d'Orléansville.

[40] ↑ Jean Diard, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

[41] ↑ Claude Vinci, *Les Portes de fer. « Ma » guerre d'Algérie et « ma » désertion*, Le Temps des cerises, Pantin, 2002.

[42] ↑ L'auteur, devenu psychanalyste, effectuera par la suite un long travail pionnier sur les séquelles de la guerre d'Algérie chez les appelés (*Le Silence et la Honte*, Éditions sociales, Paris, 1989).

[43] ↑ « Bernard Sigg, témoin d'une blessure toujours vive », entretien accordé à France Berlioz, *L'Humanité*, 2 décembre 2000.

[44] ↑ Bernard SIGG, entretien avec l'auteur, Paris, 2 octobre 2017.

[45] ↑ Claude VINCI, nombreux entretiens avec l'auteur.

[46] ↑ Bernard SIGG, entretien avec l'auteur, Paris, 2 octobre 2017.

[47] ↑ Francis RENDA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[48] ↑ Paul LEFEBVRE, « Lettre au président de la République, René Coty », fin 1957 (citée par Jacques DUQUESNE, avec Antoine D'ABBUNDO, *Carnets secrets de la guerre d'Algérie*, Bayard, Paris, 2012).

[49] ↑ Claude JUIN, *Des soldats tortionnaires*, *op. cit.*

[50] ↑ Claire MAUSS-COPEAUX, *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Hachette, Paris, 1998.

[51] ↑ Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

[52] ↑ Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

[53] ↑ Jean PORTEJOIE, lettre à l'auteur, 16 août 1983.

[54] ↑ Claude LECOMTE, entretien avec l'auteur, Paris, 5 janvier 1983. Voir également son témoignage : « Ma plus belle rencontre avec *L'Huma* », *L'Humanité*, 14 octobre 2003.

[55] ↑ Tract en date du 17 novembre 1952, distribué aux recrues en gare de Bône, aujourd'hui Annaba (reproduction d'un document de la Sécurité militaire, *in* Micheline LECOMTE, *Claude Lecomte, la beauté d'une vie*, plaquette, s.l.n.d.).

[56] ↑ Tract en date du 2 décembre 1952, retrouvé par la Sécurité militaire au sein de la caserne de Bône (cité *in* « L'affaire Lecomte et ses camarades… Maccarthysme dans l'armée », *La Défense*, SPF, juillet 1953).

[57] ↑ « Ils veulent étendre leur complot », *L'Humanité*, 27 février 1953.

[58] ↑ Jacques DUCLOS, « Amnistie ! », *L'Humanité*, 12 juillet 1955.

[59] ↑ Jean-Pierre CHABROL, « L'affaire de Constantine », *L'Humanité*, série du 20 au 24 juillet 1955.

[60] ↑ Raymond LAVIGNE, « Constantine. Le tribunal militaire décide le renvoi du procès des 9 », *L'Humanité*, 27 juillet 1955.

[61] ↑ Jean DIARD, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

[62] ↑ Chiffres donnés par Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit.*

[63] ↑ Élie MIGNOT, « *Soldats de France* et l'intervention du PCF auprès des soldats du contingent », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 8, 1982 ; François HILSUM, « Guerre d'Algérie : le contingent, les JC et le PCF », *loc. cit.*

[64] ↑ Note au secrétariat du PCF, 25 février 1958, fonds Raymond Guyot (Archives du PCF, 283 J 70).

[65] ↑ Note du commandant supérieur des Forces armées en Algérie, 25 juillet 1961 (SHD, Vincennes, 1 H 1720/2).

[66] ↑ André MOINE, « Communistes algériens, communistes français, guerre d'Algérie », entretien avec Roger Bourderon, *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 8, 1982.

[67] ↑ André Moine, probablement pour ne pas porter tort au PCF, même vingt ans plus tard, ne signale pas la présence de Collet. Elle nous est connue par Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

[68] ↑ André Moine affirme que la mise en contact fut le fait de Jacques Duclos (*Ma guerre d'Algérie*, Éditions sociales, Paris, 1979). Dans la mémoire d'Alfred Gerson, ce fut plutôt Raymond Guyot (entretien avec l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017). Nous avons tendance à penser que ce fut effectivement Guyot, car celui-ci était spécifiquement chargé de ce secteur d'activité à la direction du PCF.

[69] ↑ Témoignages d'Alfred GERSON et Lucien HANOUN, « Un journal clandestin pour les appelés : *La Voix du soldat* », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 8, 1982. Lors d'un entretien croisé entre Lucien Hanoun (alors âgé de cent deux ans), Alfred Gerson et l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017, les détails de cette aventure peu ordinaire furent confirmés.

[70] ↑ Jacques MASSU, *La Vraie bataille d'Alger*, Plon, Paris, 1971.

[71] ↑ Jean-Charles DENIAU, *La Vérité sur l'Affaire Maurice Audin*, *op. cit.*

[72] ↑ Alfred GERSON, entretien cité.

[73] ↑ Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit.*

[74] ↑ François HILSUM, témoignage cité.

[75] ↑ Feuille dactylographiée, non signée (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil, fonds Louis Odru).

[76] ↑ Question écrite n° 8328 à M. le ministre des Armées, 15 décembre 1960, *JORF*.

[77] ↑ Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

[78] ↑ Jean-Charles JAUFFRET, *Soldats en Algérie : expériences contrastées des hommes du contingent*, Autrement, Paris, 2000.

[79] ↑ Comme en a par exemple témoigné Jean DIARD, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

[80] ↑ Paul-Louis DARNAR, « Le gouvernement de guerre d'Herriot-Boncour fait condamner Raymond Guyot à un an de prison. "Vive l'Armée rouge, vive le Parti et la Jeunesse communistes, vive l'amnistie !" », *L'Humanité*, 5 octobre 1932.

[81] ↑ Cité par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

[82] ↑ Étienne FAJON, *L'Humanité*, 27 avril 1960.

[83] ↑ Alban LIECHTI, *Le Refus*, Le Temps des cerises, Pantin, 2005. Toutes les citations d'Alban Liechti sont tirées de cet ouvrage.

[84] ↑ Note dactylographiée, ni datée ni signée, probablement de Josette Liechti, mère d'Alban (Archives famille Liechti).

[85] ↑ Ancienne conseillère générale communiste de La Réunion, membre plus tard du collectif des avocats du FLN.

[86] ↑ « Pour libérer Alban Liechti », *La Défense*, janvier 1957.

[87] ↑ Vanessa CODACCIONI, notice « Claudine Nahori », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.* ; voir BDIC, Nanterre, fonds Claudine Nahori, <frama.link/UUzZb07G>.

[88] ↑ *L'Humanité*, 20 novembre 1956.

[89] ↑ Raymond GUYOT, « Nouvel an du soldat », *L'Humanité*, 31 décembre 1956.

[90] ↑ Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/14).

[91] ↑ Secrétariat (Archives du PCF, 261 J 5/14).

[92] ↑ *Ibid.*

[93] ↑ Léon Feix, *L'Humanité*, 18 septembre 1957.

[94] ↑ André Stil, « Libérez Alban Liechti », 30 septembre 1957.

[95] ↑ Lettre de Marcel Dufriche à Léon David, ancien sénateur communiste, principal dirigeant des comités Henri Martin de 1951 à 1953, 7 octobre 1957 (IHS-CGT, Montreuil, Fonds Marcel Dufriche, 15 B1/43).

[96] ↑ Julien Lauprêtre, entretien avec l'auteur, Paris, 9 juin 2017.

[97] ↑ Lettre de Julien Lauprêtre « aux camarades Dupuy, Bailly et à l'attention du secrétariat du CC », 31 mars 1958 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[98] ↑ Alain Guérin, « Il faut libérer Alban Liechti. L'honneur en prison », *L'Humanité*, 25 avril 1958. Interventions du pasteur Jean Bosc, de l'abbé Jean Boulier, d'Andrée Marty-Capgras et de Léon Feix en page intérieure. Un message de Louis Massignon fut lu.

[99] ↑ Ce développement d'après Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

[100] ↑ Gilbert Dubant, « René Boyer, le militant qui refusait de tuer des Algériens », *Mémoires vives. Revue de l'Institut d'histoire sociale CGT d'Île-de-France*, juillet-septembre 2012.

[101] ↑ Alban Liechti, témoignage, *in* Alban Liechti *et al.*, *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie. La parole aux témoins*, L'Épervier, Noisy-le-Sec, 2012.

[102] ↑ Henri Martin, *Quelques souvenirs du siècle passé*, Le Temps des cerises, Pantin, 2009 ; François Hilsum, témoignage cité.

[103] ↑ Secrétariat (Archives du PCF, 261 J 5/14).

[104] ↑ Toutes les citations qui suivent *in* Enregistrements sonores, CC du PCF, 16 septembre 1957 (Archives du PCF, bande 202, 4 AV 3741/3750).

[105] ↑ Léandre Letoquart, *L'Humanité*, 27 septembre 1957.

[106] ↑ Jean Clavel, nombreux entretiens avec l'auteur, Paris et Malakoff, 1990-2017.

[107] ↑ Raphaël Grégoire, témoignage, *in* Alban Liechti *et al.*, *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[108] ↑ Jean Diard, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

[109] ↑ Marc Giovaninetti, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

[110] ↑ Voir Alban Liechti *et al.*, *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[111] ↑ Liste établie grâce au travail de l'Association Combattre contre le colonialisme aujourd'hui (ACCA, constituée par Nicole Babatz, Maurice Jacubowicz, Alban Liechti, Tramor Quemeneur et Jean Vendart, que l'auteur remercie).

[112] ↑ On trouve également l'orthographe Tinfouchi.

[113] ↑ Claude Despretz (lui aussi soldat du refus, mais pas à Timfouchi), « Les souffrances de Lucien Fontenel », *L'Humanité*, 17 novembre 2000.

[114] ↑ Marc Sagnier, lettre manuscrite au président de la République, 4 mai 1958, reproduite sous forme de tract ronéoté (Archives Bernard Deschamps).

[115] ↑ Marc Sagnier, lettre manuscrite, 1er décembre 1958 (Archives Bernard Deschamps).

[116] ↑ La date d'octobre 1957 figure à côté de la signature (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

[117] ↑ Gaston Plissonnier, note à Léon Feix, 21 janvier 1958 (Archives du PCF, AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[118] ↑ « Deux jeunes soldats du XIe, Jean Vandart et Gilbert Bleiveis, arrêtés pour leur action en faveur de la paix en Algérie » (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

[119] ↑ Fonds Raymond Guyot (Archives du PCF, chemise « Autres soldats », 283 J 70).

[120] ↑ Léon Feix, note au secrétariat, 3 mars 1958 (AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

[121] ↑ « Trois lettres de soldats », la date de mars 1958 figure à côté de la signature PCF (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

[122] ↑ Gaston PLISSONNIER, lettre à Léon Feix, 11 mars 1958 (Archives du PCF, fonds Léon Feix, 334 J 1, chemise « Algérie »).

[123] ↑ JEUNESSES COMMUNISTES, « Serge Magnien, étudiant en architecture, fait le procès de la guerre d'Algérie », brochure, 16 pages, août 1958.

[124] ↑ JEUNESSES COMMUNISTES, « Jeunes de France, un jeune soldat vous parle », 21 septembre 1958 (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

[125] ↑ Une note manuscrite jointe au tract signale qu'il a été tiré à 10 000 exemplaires et que cinq cents affiches furent collées (Archives du PCF, fonds Raymond Guyot, chemise « Pierre Guyot », 283 J 70).

[126] ↑ Madeleine RIFFAUD, *L'Humanité*, 24 décembre 1958.

[127] ↑ *L'Avant-Garde*, 4 mars 1959.

[128] ↑ PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN, « Des soldats français refusent de combattre notre peuple », 22 décembre 1957 (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

[129] ↑ Raymond GUYOT, lettre tapuscrite, 4 janvier 1958 (Archives du PCF, fonds Raymond Guyot, chemise « Dossiers autres détenus », 283 J 70).

[130] ↑ Raymond GUYOT, lettre tapuscrite, 25 février 1958 (Archives du PCF, mêmes références).

[131] ↑ Julien LAUPRÊTRE, entretien avec l'auteur, Paris, 9 juin 2017.

[132] ↑ Marc Giovaninetti fait remarquer que Thorez ne cite pas Pierre Guyot, le fils du dirigeant national (Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*).

[133] ↑ Maurice THOREZ, « Rassemblons toutes les forces pour la bataille contre le pouvoir personnel », discours de clôture à la conférence fédérale de Paris (31 mai 1959), *L'Humanité*, 3 juin 1959.

[134] ↑ Cet article était présenté comme la réponse, en date du 25 octobre 1960, à une lettre du Cercle Grandes écoles de l'Union des étudiants communistes.

[135] ↑ Maurice THOREZ, « Lénine et l'attitude des jeunes devant le service militaire », *L'Humanité*, 1er novembre 1960.

[136] ↑ *Le Figaro*, 10 juin 1959. Ce quotidien tenait depuis des années une rubrique, en général bien informée, intitulée « *Le Figaro* donne ici les informations que

L'Humanité refuse à ses lecteurs ». Il est assez probable que les informateurs anonymes étaient pilotés par l'ancien préfet Jean Baylot.

[137] ↑ Jean GAJER, témoignage, *in* Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

[138] ↑ Article soutenant Alban Liechti, *L'Humanité*, 28 mai 1959.

[139] ↑ Cité par *Le Monde*, 14 juin 1960.

[140] ↑ *L'Humanité-Dimanche*, 1er avril 1962.

[141] ↑ Jean PLANCHAIS, « Le putsch manqué d'Alger », *Le Monde*, 23 avril 2001 (cité dans l'article de François NADIRAS, « Les appelés en Algérie et le putsch d'avril 1961 », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 12 avril 2011, <frama.link/fgkdSSHd>).

[142] ↑ Sous-lieutenant Jacques GUY, témoignage, « Soldats et citoyens », *Esprit*, juin 1961.

[143] ↑ Vincent LENDORMY, témoignage, *ibid.*

[144] ↑ Francis RENDA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[145] ↑ UJCF, *Algérie, 22-25 avril 1961*, *Le Contingent*, supplément à *L'Avant-Garde*, 31 mai 1961.

[146] ↑ Ce récit d'après le témoignage d'un appelé du contingent : Jacques LAMBOUR, « La base de Blida pendant le putsch des généraux », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 21 avril 2011, <frama.link/oTS8eVup>.

[147] ↑ L'OAS et l'extrême droite ont par la suite fait courir la légende que Kubaziak aurait laissé hisser un drapeau rouge sur la base, ce qui est faux. Plus tard, le 24 juin 1962, donc trois mois après Évian, il fut lâchement assassiné chez lui devant sa famille par un commando OAS, car il était « très dangereux, peut-être rouge » (Alain RUSCIO, *Nostalgérie. L'interminable histoire de l'OAS*, La Découverte, Paris, 2015).

[148] ↑ UJCF, *Algérie, 22-25 avril 1961*, *op. cit.*

[149] ↑ Serge DROUOT, témoignage *in Une mémoire meurtrie*, *op. cit.*

[150] ↑ Raymond GUYOT, « Le contingent aux côtés du peuple pour la paix en Algérie », *L'Humanité*, 6 mai 1961.

[151] ↑ Bernard SIGG, *Le Silence et la Honte*, Éditions sociales, Paris, 1989.

[152] ↑ Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, *Lieutenant en Algérie*, Julliard, Paris, 1957.

[153] ↑ Cet épisode d'après Paul FROMONTEIL, *Mémoires d'un militant communiste et d'un élu républicain*, plaquette, Naintré, s. d. (2015) ; également entretien avec l'auteur, Châtellerault, 3 décembre 2017.

[154] ↑ Voir les plateformes des trois organisations *in* Jean-Luc EINAUDI, *Franc-Tireur : Georges Mattei, de la guerre d'Algérie à la guérilla*, Éditions du Sextant/Danger public, Paris, 2004.

[155] ↑ Paul FROMONTEIL, entretien cité.

[156] ↑ Cité par Jean-Luc EINAUDI, *Franc-Tireur*, *op. cit.*

[157] ↑ Il sera élu secrétaire général lors du III**e** congrès, en novembre 1961.

[158] ↑ Mattei, en désaccord avec les orientations minimalistes de la fédération, trop axées à ses yeux sur les revendications des anciens d'Algérie, quittera très vite son bureau (voir Jean-Luc EINAUDI, *Franc Tireur*, *op. cit.*).

[159] ↑ *L'Ancien d'Algérie*, n° 1, décembre 1958 (*Fnaca.org* , <frama.link/QjUYTf35>).

[160] ↑ COMITÉ DE LIAISON DES ASSOCIATIONS NATIONALES DES RAPATRIÉS (CLAN-R), « La nature exacte de la FNACA… », 16 mars 2016, <frama.link/put6Xf0b>.

[161] ↑ Paul FROMONTEIL, entretien avec l'auteur, Châtellerault, 16 décembre 2017.

[162] ↑ *Ibid.* ; Jean Laurans, entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

[163] ↑ Georges Mattei, témoignage, *in* Jean-Luc EINAUDI, *Franc-Tireur*, *op. cit.* Il s'agit probablement du 17, rue Édouard Manet, Paris XIII **e** , premier siège national de la fédération.

[164] ↑ *L'Ancien d'Algérie*, n° 2, juillet-août 1959, <frama.link/XJdAWKbR>.

20. L’engagement des avocats et des intellectuels

Depuis les débuts de la République, l’engagement des intellectuels de toutes disciplines, avocats compris, dans les combats politiques s’est affirmé – et la dénonciation du colonialisme n’a pas été mineure dans ces combats. Les mouvements républicains, socialistes puis communistes ont forgé une longue tradition de défense des victimes de la répression. Très vite, les militants ont compris que la justice était un des fronts de lutte contre le système, et qu’il fallait former des avocats spécialisés, capables de porter la contradiction à la « justice de classe ». Avant 1914, la SFIO et la mouvance anarcho-syndicaliste avaient des avocats de leur sensibilité.

Une génération d’avocats préparée au combat

Dès 1920, le PCF agit de même. Ses militants furent l’objet d’innombrables procès, aboutissant le plus souvent à des peines de prison ou à de fortes amendes. Pratiquement tous les

dirigeants communistes de cette première période connurent l'emprisonnement : André Marty, Maurice Thorez, Raymond Guyot, etc. Dès 1923, autour de Marcel Willard (voir *infra*), un collectif des avocats communistes s'était formé. Mais il fallait faire plus : franchir les frontières. En décembre 1929, la direction du Secours rouge international sollicita des avocats, quasiment tous communistes, afin qu'ils se regroupent. Ce fut l'Association juridique internationale (AJI), qui fut active jusqu'à la Seconde Guerre mondiale[1]. De grands noms du barreau, Me Albert Fournier, socialiste avant 1914, communiste depuis 1920 (il fut même député de 1926 à 1928), Me Robert Foissin, Me Georges Pitard[2], Me Marcel Willard, membre du collectif qui assura la défense de Georges Dimitrov, animateur d'un groupe d'aide juridique à la République espagnole, furent les défenseurs principaux de ces militants. En 1938, Marcel Willard publia un livre, à mi-chemin entre historique des grands procès et guide pratique de conseils aux révolutionnaires accusés, *La Défense accuse*[3] – nous y reviendrons. Dès cette époque, l'autre pan de l'activité des avocats communistes est la défense des colonisés en Indochine, à Madagascar[4], en Algérie, en Syrie, etc. C'est le plus souvent l'AJI, soutenue et financée par le Secours rouge international, qui se charge de l'envoi de ces avocats.

Lors de la « décolonisation tragique », exactement contemporaine du pic de la guerre froide, c'est à un avocat communiste, Me Henri J. Douzon, que l'on doit l'idée de mettre en place en métropole, dès mars 1949, un service juridique permanent spécialisé dans l'aide aux militants des pays

colonisés [5]. Comme ce fut le cas avec le Secours rouge, le Secours populaire fut à la fois un réceptacle et un lieu d'organisation concrète de l'action. Un article de *La Défense*, son hebdomadaire, estime en 1950 que le SPF a mis sur pied une structure de deux cent trente-neuf avocats, dont certains sont spécialisés dans les déplacements outre-mer : Mes Matarasso, Douzon, Braun, Kaldor [6] … Autant de noms que l'on retrouvera tout au long de la guerre d'Algérie. D'autres, partageant la fibre anticolonialiste, mais éloignés du PCF, agiront dans le même esprit, mais plus individuellement : on pense à deux avocats d'exception, Mes André Berthon (1882-1968), un ancien communiste, exclu dès les années 1930, et Me Yves Dechezelles (1912-2007), socialiste de l'aile gauche, exclu de la SFIO en 1947, qui furent des défenseurs du PPA-MTLD, puis du MNA, Dechezelles restant fidèle à Messali jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie. On peut citer également Pierre et Renée Stibbe, le premier, un temps membre de la SFIO, puis proche de la Nouvelle gauche, collaborant souvent avec les communistes, sans jamais être pour cela un « compagnon de route ».

Et les occasions ne manquaient pas d'intervenir : procès des dirigeants du Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM), durant lequel Douzon fut agressé, tabassé et laissé pour mort, du Rassemblement démocratique africain (RDA) et même du Viet Minh (Me Marie-Louise Jacquier-Cachin alla plaider jusqu'à Saigon) ; défense des militants français arrêtés pour cause d'activités contre la guerre d'Indochine (Henri Martin, Raymonde Dien, Léo Figuères, André Stil, très nombreux militants « de base » poursuivis). En Algérie ou en

métropole, quand des Algériens étaient concernés, lorsqu'un procès était en préparation, le responsable de la Fédération de France du MTLD, M'hamed Yazid (Zoubir), et celui de la Section outre-mer, en général Élie Mignot, mettaient au point ensemble la stratégie de défense [7]. Ce fut le cas en 1951 et 1952 lors des procès des activistes de l'Organisation spéciale (OS) algérienne, dont Ahmed Ben Bella. Le MTLD fit alors appel à un groupe d'avocats impressionnant, quantitativement et qualitativement, dont les communistes Pierre Braun, Paul Vienney et Henri Douzon [8].

Des forces de résistance naquirent également sur la terre algérienne. En avril 1948 fut mis sur pied par des nationalistes et des communistes un Comité de soutien des victimes de la répression destiné à fournir une aide aux accusés. L'intendance était assurée par le Secours populaire algérien (le communiste Georges Raffini). Les rares avocats musulmans furent sollicités : Me Salah Zidi, Me Amar Bentoumi (barreau d'Alger), Me Ben El Hadj Said, Me Hadj Driss, Me Aït-Ahcène (Constantine), Me Mohamed Belbegra (Oran) [9], mais aussi Me Laïd Lamrani, bâtonnier du barreau de Batna (et membre du CC du PCA), que nous retrouverons plusieurs fois dans ces pages. Des avocats parisiens, Mes Stibbe, Dechezelles et Douzon, coopérèrent.

Avocats en guerre d'Algérie

Lorsque éclata la guerre, les avocats algériens tentèrent immédiatement de réagir. Au noyau initial du Comité de soutien des victimes de la répression vinrent s'ajouter dès l'été 1955 des avocats nationalistes (Neffa Rebbani, Mahmoud Zertal) et communistes (Albert Smadja, Louis Grange [10], Élie Guedj). Mais ces hommes courageux furent frappés de plein fouet par la répression, dans l'arbitraire le plus total : onze avocats du barreau d'Alger furent ainsi « assignés à résidence », hypocrite formule pour masquer des internements dans des camps [11]. Quand ce ne fut pas pire : Me Ali Boumendjel assassiné par les paras le 23 mars 1957 ; Me Pierre Popie poignardé dans son cabinet le 25 janvier 1961 [12] ; Me Pierre Garrigues, qui avait eu le courage de reprendre le même cabinet, également assassiné un an plus tard ; Me M'hamed Abed, assassiné par l'OAS sur les marches du palais de justice d'Oran le 14 décembre 1961 ; d'autres encore pourchassés par les services français jusqu'à l'étranger, comme Me Améziane Aït-Ahcène, assassiné à Bonn le 5 novembre 1958, ou Me Alphonse Thuveny, tué lors de l'explosion de sa voiture à Rabat [13].

C'est donc tout naturellement, dans les premiers temps, que les patriotes algériens arrêtés se tournèrent vers le groupe constitué d'avocats communistes et sympathisants. Au terme du premier mois de guerre, dix avocats ont déjà franchi la Méditerranée [14]. Lorsque le secrétaire général du PCA, Larbi

Bouhali, et le rédacteur en chef d'*Alger républicain*, Boualem Khalfa, sont inculpés, en décembre, d'atteinte à la sûreté de l'État, Me Joë Nordmann vient à Alger les défendre [15]. Pour sa part, Me Henri J. Douzon se rend en Algérie une première fois durant le premier trimestre 1955 [16].

On ne peut pourtant parler de réseau qu'à partir de novembre 1955 [17], autour d'un noyau communiste composé de Me Douzon [18], Jules Borker, Pierre Braun et Michel Bruguier. On peut citer, outre les membres du bureau, Pierre Kaldor, Paul Vienney, Charles Lederman, Léo Matarasso, Eddy Koenig, Nicole Dreyfus, Marcel Manville, Jacques Vergès (qui quittera le PCF au milieu de la guerre, *voir infra*), Roland Weyl, Joe Nordmann, Marie-Louise Jacquier-Cachin, Roland Rappoport, Roger Cevaer, Jérôme Ferucci, Jacques Kauski, Maurice Zavarro, Michel Kagansky, Angeline Dominique, David Bloch, Jean Aubertin, Gaston Amblard, Françoise Bris, Georges Attal, Roland Weyl, Armand Dymentzstajn dit Dimet, Claudine Nahori [19], Anne-Marie Parodi, François Brault, Wagmaeker, Claudine Retail-Kopp, Jean Guillemot, Roger Dosse, Raymond Merat… À partir de cette date, le Collectif implante des antennes permanentes près de chacun des trois tribunaux militaires (Alger, Constantine, Oran) [20].

En mai 1956, le lecteur de *L'Humanité* pouvait découvrir un premier bilan, après un an et demi de conflit : « En quelques mois, dix-sept avocats français, mandatés par les soins du Comité national du Secours populaire français de cette organisation, ont défendu en Algérie plusieurs centaines de

condamnés politiques et obtenu un nombre très important d'acquittements, de libérations des camps, de réductions notables de peine. Le meilleur hommage rendu à cette action de solidarité juridique s'exprime surtout par l'afflux de demandes reçues chaque jour par les avocats du Secours populaire. Leur nombre dépasse aujourd'hui 2 000. Le Comité national du Secours populaire français a donc décidé d'accroître encore cette solidarité juridique en multipliant les réunions, manifestations, comptes rendus, appels et collectages, de façon à assurer la présence plus fréquente et plus nombreuse d'avocats français à la barre des tribunaux algériens. Il a pris l'engagement de dénoncer et de combattre sans relâche la répression qui sévit en Algérie et d'assurer à tous les démocrates français frappés pour leur action en faveur d'un cessez-le-feu, son entière solidarité [21] . »

Une statistique portant sur la période octobre 1956-mars 1962 fait état de deux cent onze voyages Paris-Alger effectués par trente-six avocats. Les plus actifs d'entre eux allèrent chaque année en Algérie, parfois plusieurs fois : entre 1956 et 1962, Pierre Kaldor fit dix-huit voyages, Pierre Braun quatorze, Léo Matarasso treize, etc. Une fois de plus, le Secours populaire fut l'organisateur, le coordinateur et… le financier de cette noria même si, on ne le dira jamais assez, ces avocats acceptèrent de travailler bénévolement [22] .

Il faut avoir en tête ce que pouvait être le climat en Algérie, surtout après les premiers attentats, pour mesurer, outre la fermeté dans l'engagement politique, professionnel et humain,

le simple courage physique qu'il fallait à ces femmes et à ces hommes (bien au-delà du collectif des communistes) pour, simplement, faire leur métier. Une grande partie de la population européenne d'Algérie, qui lisait chaque jour dans la presse des articles dénonçant le « terrorisme aveugle » (celui des autres), souvent accompagnés de photos atroces et qui réclamaient plus d'exécutions capitales encore, voyait dans ces avocats des obstacles à leur désir de vengeance, des « complices des terroristes ». Les quolibets, invectives, crachats et menaces, y compris des cris de « À mort ! », pleuvaient, à l'intérieur comme à l'extérieur des tribunaux. Me Nicole Dreyfus se souvient du procès, en mars 1957, des auteurs de l'attentat du stade municipal d'Alger (huit morts, vingt-quatre blessés) : « La salle criait "À mort !", aussi bien à l'encontre des accusés que du défenseur que j'étais. Charles Lederman, présent à Alger pour plaider dans une autre affaire, a estimé que j'étais personnellement en danger et m'a fait rentrer aussitôt en France [23]. » Certains avocats regagnèrent leur hôtel sous la protection de la police, d'autres encore furent malmenés et frappés, tel Me Jacques Vergès (1924-2013) [24].

Le pire fut évité *in extremis* pour certains. Ce fut le cas par exemple de Me Gisèle Halimi (née en 1927), condamnée à mort en 1957 par les services spéciaux de l'armée, expulsée à la veille de son exécution par Paul Teitgen (il s'agissait évidemment d'une expulsion de protection de la part du secrétaire général de la préfecture, que des informateurs avaient alerté) [25]. En mai 1958, immédiatement après le début du coup de force, à un moment où la légalité était vacillante, quatre d'entre eux, Me

Gisèle Halimi, décidément bête noire des « ultras », Mes Pierre Braun, Dominique Stefanaggi et Michel Kagansky furent arrêtés, détenus (certes pas en prison, mais dans le centre de tri de La Corniche, tout de même, puis dans un hôtel), menacés, puis expulsés. D'autres avocats, Mes Borker, Bruguier, Gautherat, Kaldor, Matarasso, Nahori, Pierre et Renée Stibbe et Jacquier-Cachin furent interdits de prétoire et également expulsés [26].

Ces mesures étaient pratiquées dans le plus total arbitraire. Me Claudine Saramito-Nahori fut arrêtée le 11 janvier 1957 sur les marches du palais de justice d'Alger, emmenée dans les locaux de la PJ, où un arrêté d'expulsion immédiate lui fut notifié. Elle ne put joindre son mari (alors emprisonné au camp de Lodi), n'eut que l'autorisation d'aller à son hôtel faire une valise, puis fut mise dans l'avion de Paris [27]. Me Kaldor, sous le coup d'un arrêté d'expulsion en date du 30 décembre 1960, fut retenu dix-sept heures par la police des frontières d'Oran, sans explication, ses notes furent fouillées, subtilisées (certaines apparurent dans la presse ensuite) [28]. Plus grave, les « ultras » passèrent à l'acte. En juin 1960, Me Nicole Rein fut violemment agressée. À la veille d'une plaidoirie à Sétif, elle fut kidnappée, emmenée à plusieurs kilomètres, frappée puis laissée à terre, ensanglantée. Elle fut ramenée à Sétif par des musulmans, hospitalisée, puis rejointe par ses confrères Me Courrégé et Me Vergès, qui l'envoyèrent en France [29]. Début 1962, une autre avocate, Me Mireille Glayman, fut enlevée, cette fois par l'OAS, séquestrée, mais put échapper à ses geôliers [30] (cet

événement dramatique a servi de trame au film d'Alain Cavalier, *L'Insoumis*, 1964).

Cette tension permanente était plus que largement compensée par le sentiment du devoir humain et politique accompli, comme en témoignera par exemple Me Nicole Dreyfus : « Le rôle que nous avons pu jouer, très modestement, comme avocats dans la guerre d'Algérie était pour moi dans le droit fil d'un itinéraire que j'avais choisi bien avant et c'est resté la part la plus exaltante de mon métier d'avocat et de mon activité militante. C'était une ambiance très dure, mais la justesse de notre travail nous était tellement chevillée au corps, les contacts humains avec les prisonniers étaient tellement enrichissants qu'il en a résulté toute une série d'amitiés, de liens, d'expériences que je ne pourrai jamais oublier [31] . »

Rivalités politiques au sein du collectif des avocats

Mais ce collectif, malgré les qualités que chacun lui reconnaissait, fut victime à l'époque, comme le racontera Me Pierre Braun, d'une « vaste opération pour [l']évincer [32] ». Cette opération n'a d'ailleurs pas cessé depuis : la mémoire officielle de l'Algérie indépendante a purement et simplement effacé tous les combats juridiques non liés au FLN [33] . Ou en tout cas a tenté de le faire. Cette éviction, dont l'histoire ne fut

connue durant la guerre que par les intéressés et quelques initiés, a été le fruit de la rencontre entre la volonté politique du FLN de contrôler dans les moindres détails tous les aspects de son combat, dont la défense, et les pratiques d'un « jeune loup » du barreau, Me Jacques Vergès.

Dans le domaine judiciaire comme dans les autres, le Front fit preuve d'une suspicion croissante envers les éléments venus d'une gauche considérée comme frileuse [34]. Progressivement, à partir de 1956, le FLN va considérer qu'il n'accepte plus les « règles du jeu » des anciens maîtres, qu'il « ne jouera plus avec les cartes françaises », comme l'a écrit Ali Haroun [35]. De ce fait, les accusés étaient des combattants qui n'avaient pas à se justifier de ne pas respecter la loi d'un État étranger occupant leur sol national. Seuls les avocats acceptant cette logique pouvaient défendre des accusés FLN et donc partager le combat nationaliste. « Il était nécessaire, explique Ali Haroun, de considérer tous les avocats du FLN comme des militants d'une cause dont les principes sont universellement admis [36]. » Conception instrumentaliste, que l'on peut comprendre dans une guerre où il fallait rendre coup pour coup. Mais sa mise en œuvre fut plus brutale…

Dès 1956, le FLN demanda à certains de ses membres emprisonnés de déconstituer – en termes moins diplomatiques, on pourrait appeler cela : évincer – leurs avocats lorsqu'ils n'étaient pas sous le strict contrôle de l'organisation. En ce domaine comme en tant d'autres, le vote de mars 1956 sur les pouvoirs spéciaux fut un moment de basculement. Le refus du

PCF de mener campagne pour l'insoumission fut l'autre grief : des cours politiques préparés par le Fédération de France du FLN étaient envoyés à ces prisonniers, où il était question des « frères algériens tombés [...] sous les balles des soldats communistes [37] ». Gestes d'humeur sans doute compréhensibles. Mais aussi, plus fondamentalement, décision politique de prise de distance avec tout ce qui pouvait constituer un lien avec le PCF.

C'est ici qu'intervient l'avocat Jacques Vergès. Avant 1954 – il n'a alors que trente ans –, il a entamé un parcours prometteur de militant stalinien. Fils du député communiste de La Réunion Raymond Vergès, membre du PCF depuis 1945, il a acquis une certaine notoriété comme dirigeant, efficace et batailleur, du Comité de liaison des étudiants anticolonialistes de Paris, sous l'œil vigilant de la jeune responsable communiste Annie Besse (1926-1995), alors réputée pour son extrême dogmatisme (devenue plus tard Annie Kriegel, elle sera une historienne fort critique du phénomène communiste). De 1950 à 1952, au pic de la guerre froide, il a même été promu secrétaire général de l'Union internationale des étudiants (UIE), dont le siège est alors à Prague, poste qu'il n'aurait jamais occupé sans l'aval du PCF. Il trouve tout de même le temps d'achever des études de droit. En 1955, il entre au cabinet de Me Jules Borker, connu pour ses engagements communistes.

En 1957, c'est l'« affaire Djamila Bouhired », l'une des poseuses de bombes de la bataille d'Alger. Arrêtée en avril 1957, elle passe en procès en juillet, après avoir été abominablement

torturée. Me Borker, qui a remarqué les qualités intellectuelles et professionnelles du jeune avocat, lui confie le dossier Bouhired [38]. À Alger, Vergès fait de ce moment un véritable contre-procès, multipliant les altercations et les sarcasmes à la limite des insultes – « Sommes-nous ici dans un tribunal militaire ou dans un meeting d'assassinat ? » –, les contestations, provoquant la foule qui le hue. Il est rappelé à l'ordre à plusieurs reprises, quitte le procès, revient après que Djamila Bouhired a récusé des avocats commis d'office.

À son retour en France, il rompt avec le PCF. Comme souvent chez lui, il a donné plusieurs versions. Version douce : lors d'une réunion de sa cellule, il annonça que, se mettant désormais au service du FLN, il valait mieux qu'il rende sa carte. Car, expliquera-t-il, s'il lui arrivait une « bricole », le PCF serait obligé soit de le désapprouver et d'étaler au grand jour des divergences avec le FLN, soit d'observer le silence et de compromettre le parti. « Après cette explication, je n'ai trouvé aucun écho favorable et je ne leur en ai pas fait le reproche. Mes camarades de la cellule ne pouvaient pas me suivre, car le PCF n'était pas le FLN [39] ! » Ces camarades poussèrent tout de même un « "ouf !" de soulagement », car cela leur avait évité de m'exclure, conclut Vergès. Version un peu plus polémique, donnée sept ans plus tard : « Je fus sévèrement critiqué par des spécialistes de la défense des militants anticolonialistes, [qui] y voyaient une atteinte à leur monopole tutélaire sur leurs sujets de l'Empire [40]. » Les mots « sujets » et « Empire » n'étant pas fortuits, sous la plume de Vergès, rappelant une relation de type colonial, n'étant pas fortuit. Troisième version, à la limite de la

malhonnêteté : « La défense la plus audacieuse de ces avocats se résumait à dire qu'ils condamnaient la violence, aussi bien celle du FLN que celle de l'armée [41]. » Parlant avec un certain mépris des « vieux caciques » de l'équipe qui l'a envoyé à Alger, il affirme que leur stratégie consistait à assimiler le FLN à une « association de malfaiteurs » et non pas à une « organisation de résistance [42] ». Dans un autre ouvrage, c'est à Me Stibbe, socialisant et haute figure morale, qu'il s'en prit : sa stratégie de défense « ne visait qu'à une chose : préserver l'union de la France, fille aînée de la Révolution, et de l'Algérie, fille aînée de la République [43] ». Ce qui n'était ni juste ni élégant : tous bénévoles, ces femmes et ces hommes qui s'étaient mobilisés pour défendre les militants nationalistes algériens avaient sacrifié leur temps, souvent leur carrière, avaient été menacés, avaient pris des coups, dans tous les sens du terme.

Vergès s'engagea alors sur le chemin de l'autocélébration, au prix de certaines prises de distance avec la vérité. « La nouveauté de 1957, a écrit l'historienne Sylvie Thénault, spécialiste de la question, [fut] que Jacques Vergès [fit] de la médiatisation des affaires une véritable stratégie : considérant comme joué d'avance le sort de certains de ses clients, il [fit] le choix d'abandonner la plaidoirie entrant dans le cadre ordinaire du fonctionnement du tribunal pour multiplier les incidents, de façon à médiatiser le procès et, par la suite, sauver ses clients autour desquels l'attention [s'était] focalisée [44]. » On doit surtout à la faconde de Jacques Vergès, à ce qu'il faut bien appeler son sens de la mise en scène, son petit plus de provocation verbale, sa réputation naissante de cette époque.

Ce qui lui a permis d'entrer dans l'Histoire comme le fondateur du réseau des avocats du FLN, puis le père d'une façon révolutionnaire de plaider, dite « défense de rupture ». En fait, il ne fut ni l'un l'autre.

Vergès, ni fondateur d'un nouveau réseau ni inventeur de la « défense de rupture »

Dès le début de la guerre, l'avocat parisien Amokrane Ould Aoudia [45], rallié au FLN, s'était rendu à Alger pour y nouer des contacts [46]. Il sera rejoint par Me Abdessamed Benabdallah et Me Mourad Oussedik. Ces trois avocats formeront le noyau de départ du collectif des avocats du FLN. Me Ould Aoudia, le plus expérimenté pour en prendre la direction, sera de fait écarté : son appartenance passée au PCF le rendait suspect. Son neveu confirme : « Son passé politique pourrait avoir été un obstacle à sa prise de responsabilités au sein du collectif d'avocats du FLN [47]. » La dissidence de Vergès (lui aussi ancien communiste, mais suffisamment critique pour être crédible auprès des nationalistes) vint à point, pour bien des éléments du Front, si même elle n'avait pas été préparée par eux. Elle avait l'avantage d'amener sur un plateau une équipe jeune, capable de remplacer les « historiques », acceptant les règles nouvelles de subordination. C'est Yacef Saadi, responsable du Front pour

Alger, qui prit contact avec Me Vergès. Décision fut donc prise de constituer un collectif rival, désormais dit du « FLN ». Y contribuèrent Mes Michelle Beauvillard, Michel Zavrian, Mireille Glayma, Henri Fenaux, Maurice Courrégé, Marie-Claude Radziewsky, Nicole Rein ou Henri Coupon [48]. D'autres, sans être liés d'aussi près au collectif, assurèrent des défenses d'inculpés FLN ou de Français « porteurs de valises » : Mes Jean-Jacques de Félice, Robert Badinter ou Roland Dumas.

Comment réagirent ces « historiques », justement ? Ils ne purent ni ne voulurent accepter cette instrumentalisation. Ali Haroun relate par exemple les différends, que l'on devine violents, qui l'opposèrent à Me Pierre Stibbe, lorsque celui-ci refusa de défendre des militants FLN qui avaient assassiné des membres du MNA. Stibbe répliqua : « Je suis avocat du FLN et non pas militant de votre organisation. » Me Stibbe et son épouse furent d'ailleurs déconstitués de bien des dossiers, parfois après avoir commencé des instructions. Dans le cas des avocats communistes, qui évidemment rendaient déjà des comptes au PCF, une discipline imposée par le FLN était difficilement imaginable. Il faut pourtant souligner que leur éviction ne fut pas la règle absolue. Bien des prisonniers n'adhérèrent pas à ce mouvement, comme l'a expliqué Nicole Dreyfus : « Le responsable du FLN dans la prison Barberousse à Alger, qui s'appelait [Mustapha] Fétal (il deviendra préfet d'Alger après l'indépendance), s'est opposé à ce que des avocats qui, depuis des années, plaidaient pour les détenus algériens soient éliminés. Et ces avocats ont continué à le faire [49]. » La consultation des archives d'avocats (Me Kaldor, Me Dimet)

prouve que, jusqu'aux accords d'Évian, très nombreux furent les prisonniers FLN qui furent défendus par cette équipe. Lorsqu'ils furent malgré tout déconstitués, ces femmes et ces hommes d'expérience avaient parfaitement compris que l'opération cachait (mal) l'anticommunisme de certains membres du Front. Si la rupture se produisit sans fracas, car l'ennemi commun veillait, on peut imaginer l'amertume des plus anciens, qui avaient été aux côtés des patriotes algériens bien avant la guerre.

Depuis cette époque, Vergès a dit lui-même (« Le procès de rupture, notre découverte au plus fort de la guerre d'Algérie [50] ») et, surtout, laissé dire, qu'il avait, sinon inventé, du moins conceptualisé cette notion [51], qu'il avait substitué à un juridisme étroit une stratégie fondamentalement politique, offensive, agressive, instaurant le malaise dans le camp adverse [52]. Affirmation démentie pour quiconque connaît l'histoire de la défense politique [53]. Le titre de l'ouvrage déjà cité de Marcel Willard, datant de 1938, disait déjà l'essentiel : *La Défense accuse*. Deux générations d'avocats engagés devaient tous connaître par cœur ces préceptes : « La meilleure stratégie est celle de l'offensive. Prendre et garder la maîtrise des opérations, l'initiative du combat, telle est la meilleure forme de la résistance. Comme en politique internationale, il n'y a pas deux façons efficaces d'affronter la bête : si, par peur de l'irriter, tu la caresses, elle te dévorera ; si tu ne veux pas être dévoré, dompte-la ; si tu ne veux pas être muselé, muselle-la [54]. » Lignes écrites vingt ans avant les premières plaidoiries de Vergès. Et les « vieux caciques » dénoncés par lui durent rire

– ou grimacer – sous cape, eux qui venaient de défendre politiquement les mineurs de 1948, les milliers de militants ouvriers licenciés durant la guerre froide et autres militants contre la guerre d'Indochine.

Durant la guerre d'Algérie, les avocats des militants algériens (le réseau communiste et le réseau Stibbe) ne plaidèrent *jamais* la thèse « association de malfaiteurs », encore moins le fatras humaniste/paternaliste dénoncé par Vergès. Le collectif du PCF fut et resta, d'après un ancien prisonnier politique FLN, Mohand Zeggagh, « le plus nombreux, le mieux organisé, le mieux pourvu en moyens structurels et en motivation idéologique [55] » – cette dernière précision, « en motivation idéologique », n'étant pas superflue. Les témoignages en ce domaine abondent : il y avait concertation avec les intéressés, puis accord sur une marche à suivre. Le patriotisme revendiqué était la plupart du temps le cœur du système de défense. Me Nicole Dreyfus : « À la barre, la tâche de l'avocat reposait sur un principe absolu : ne jamais trahir la pensée de son client, respecter ses choix, considérer que c'était lui le maître de la défense. Beaucoup parmi les prévenus se comportaient en patriotes cohérents et supportaient les sentences fatales sans se départir de leur calme en affirmant leur qualité de combattants [56]. » Me Pierre Braun : « Nous exaltions le caractère patriotique et désintéressé des combats de nos "clients". Enfin, nos plaidoiries comportaient une critique systématique du colonialisme et des injustices qu'il engendrait, ainsi qu'une justification de la légitimité des luttes menées pour la conquête de l'indépendance [57]. »

Les quelques traces de plaidoiries que nous avons retrouvées dans les archives confirment cette attitude. En 1959, Me Kaldor défend Abderrahmane Boualem, un militant arrêté le 25 septembre 1957. La trame de sa défense : « Boualem ne se reconnaît pas coupable d'association de malfaiteurs. […] Il n'est pas un criminel. Il s'estime le soldat d'une cause qu'il est désagréable d'évoquer. Mais je n'ai pas l'intention de ruser avec la vérité. Quand un demi-million d'hommes se trouve l'arme au pied en Algérie, ce n'est pas pour réprimer des activités criminelles, c'est tout simplement pour poursuivre un nouvel épisode de cette conquête de l'Algérie qui commença en 1830. […] Son patriotisme. Les raisons de son départ au maquis : anticolonialiste/pas antifrançais [58] . » Suit, après la formule « ce que cela veut dire », une énumération des exactions de l'armée française (une page entière). Viennent ensuite des considérations sur les espoirs nés naguère de la démocratie française, déçus un par un (la porte brusquement refermée après la fraternité d'armes de la guerre mondiale, les « élections truquées », etc.). « C'est pourquoi ce peuple de paysans, d'ouvriers, d'artisans avec quelques intellectuels, s'est mis à désespérer d'une solution de sa dignité humaine dans le cadre des institutions existantes. Une poignée de jeunes d'abord a pris les armes, souvent engagés comme des desperados, comme des nihilistes. On les a traités de tueurs, de criminels, d'effroyables bandits. Mais aujourd'hui, ces jeunes combattants se sont multipliés au moins par dizaines de milliers. Sont-ce autant de tueurs, d'assassins ? Si, pour tenter de les vaincre, des centaines de milliers de soldats sont là, c'est qu'ils ont l'appui de la

population. […] Boualem, c'est un homme déterminé. Ce qu'il estime être son patriotisme ne lui permet pas de balancer. Il s'agit d'un haut impératif moral, d'une contrainte à laquelle il n'essaie pas de se soustraire, car il estime qu'en y échappant il perdrait sa valeur d'homme, de citoyen. […] Que dire de ces volontaires qui ne sont pas des mercenaires, de ceux qui mènent la vie des hommes traqués, qui ne savent pas où ils mangeront ou coucheront demain ? De quelle trempe doivent être ces hommes ! De quel prix est leur amitié si nous savons les juger et les comprendre. Messieurs, le gouvernement de notre pays fait imputer à crime de s'opposer à la situation coloniale ou paracoloniale de l'Algérie. »

Par ailleurs, malgré la prudence nécessaire en ces temps de répression tous azimuts, ces avocats se voulurent militants, indissociablement : ils témoignèrent lors de réunions de protestation. *La Défense*, organe du Secours populaire français, appela ses adhérents à organiser « des prises de parole, dans les bureaux, les entreprises, les quartiers, les lycées, à la sortie des spectacles, […] des comptes rendus des avocats de retour d'Algérie », à publier « leurs témoignages dans la presse [59] ». Il n'existe pas, et il ne peut exister de recensement de toutes ces « petites » initiatives.

Ces avocats alimentèrent souvent, au coup par coup, à visage découvert, la dénonciation dans la presse du PC ou proche. Dès le 20 mars 1955, dans *L'Humanité-Dimanche*, Me Douzon dénonça la torture : « Villa Maheddine, les policiers pratiquent le supplice de la baignoire. » Un an plus tard (18 mars 1956),

dans le même hebdomadaire, il décrivait l'inique procédé qui transformait « les officiers et sous-officiers qui quitt[ai]ent pour un jour leur tenue de combat » pour devenir juges, le climat d'hystérie et, *in fine,* lançait un cri d'alerte contre les exécutions capitales qui se préparaient à Alger [60]. On sait que, malheureusement, cette protestation sera insuffisante : de premières exécutions auront lieu le 19 juin suivant. *L'Humanité* du 26 février 1957 et *L'Humanité-Dimanche* du 3 mars publièrent des témoignages sur les ratissages et les méthodes de pacification, dont le premier de la plume de Me Michel Bruguier [61]. Le 19 décembre 1957, c'est Me Pierre Braun qui prit le relais, décrivant minutieusement, étape par étape, les procédés de l'armée tortionnaire, de la justice complice : « Certain président est pris d'une telle fièvre de rendement qu'il frétille d'aise à la seule évocation de la statistique des condamnations qu'il réussit à faire prononcer en un minimum de temps [62] . » Numéros saisis, comme à l'accoutumée.

Enfin doit être signalé le rôle des avocats communistes dans la genèse de deux des ouvrages majeurs de la dénonciation des tortures, exactions et assassinats. On a vu que Me Matarasso fut l'homme de la situation, lorsqu'il fallut d'abord convaincre Henri Alleg d'écrire ce qui allait devenir *La Question*, puis, avec son confrère Me Rappaport, de faire passer, feuille par feuille, le manuscrit, enfin de prendre la décision de le publier hors des éditions du parti – ce qui en assura le succès. Dans le cas de la publication de *L'Affaire Audin*, rédigé dans le feu de l'action par Pierre Vidal-Naquet, le Comité Audin s'appuya sur une

documentation de première main : et pour cause, elle fut fournie par Me Borker, premier avocat du jeune martyr [63] .

Mais, dans la sphère communiste, les avocats ne furent pas les seuls à s'engager fortement contre la guerre d'Algérie : les intellectuels, alors nombreux dans les rangs du parti, prirent largement leur part de ces combats.

Des intellectuels « à leur créneau »

Il a toujours existé, dans les rangs communistes, deux types d'intellectuels : ceux qui choisirent de s'exprimer d'abord (certains même uniquement) au sein des instances du PCF et en accord avec celles-ci ; et les autres, fidèles à un idéal plus qu'à un appareil, de ce fait souvent marginalisés. Durant la décennie 1950, cette césure prit des proportions jamais atteintes auparavant – ni d'ailleurs depuis. Aux Marguerite Duras, Dionys Mascolo et autres Edgar Morin qui s'émancipèrent de l'appareil très vite après la Libération, se joignirent à partir de 1956 un nombre incalculable d'intellectuels, de renom ou non, en désaccord avec la « ligne » : Hélène Parmelin, Roger Vailland, Madeleine Rebérioux, Marcel et André Prenant, Jean Baby, Pierre Hervé, Jacques-Francis Rolland, tant d'autres…

Ce fut d'abord la question du socialisme dit « réel » et l'attitude de la direction du PC qui ébranlèrent les esprits : refus de divulguer le rapport « attribué au camarade Khrouchtchev »

suite au XXe congrès du PCUS, crise polonaise et soutien à l'intervention soviétique en Hongrie. Dans tous les ouvrages de « Mémoires d'ex », c'est, de loin, cette thématique qui domine [64]. Dans une lettre de la cellule Sorbonne-Lettres à la direction du PC en date du 23 novembre 1956 (bien moins célèbre que celle de 1958), les signataires évoquent l'« atmosphère de confusion et parfois de désespoir » au sein du parti et le « malaise qui devient dramatique » dans les relations avec le monde intellectuel [65]. Mais la guerre en cours en Algérie n'est pas citée, même si, évidemment, les troubles qu'elle suscitait furent également pour quelque chose dans ce « malaise ». Secondaire, la question n'a pas pour autant été négligeable dans les désaccords en cours. Pour tenter une (mauvaise) paraphrase : l'Algérie n'a été que la « partie d'un tout » dans le processus de rupture.

Nous l'avons souligné, les intellectuels de la seconde catégorie n'abdiquaient bien sûr en rien leur identité de communistes. Mais nous avons déjà cité beaucoup d'entre eux. Portons à présent un regard plus particulier sur les premiers, ceux qui sont restés fidèles, par conviction ou par discipline, ou par un mélange des deux, au PCF. D'autant que cette étude est souvent évincée des travaux sur l'intelligentsia française à cette période. Une consultation des index d'ouvrages spécialisés permet de constater l'absence des noms d'Aragon, André Stil, Vladimir Pozner, André Fougeron, Madeleine Riffaud [66], intellectuels de renom pourtant investis dans la dénonciation de la guerre, sous des formes diverses.

Selon une tradition anciennement ancrée dans la culture communiste, l'intellectuel était un militant comme les autres, placé par ses compétences, ses qualités, son talent, à un « créneau » particulier. Cette expression est omniprésente durant la guerre froide. « Obéissance politique[67] » ? Sans aucun doute. Mais aussi volonté sincère, instrumentalisée par la direction, de participer à un combat que les intellectuels en question croyaient juste, de mettre leurs compétences au service de la « cause ». Si certains ouvrages de l'ère de la guerre froide furent évidemment des commandes politiques visant à illustrer telle ou telle facette de la politique du parti, d'autres purent plus simplement exprimer une révolte sincère contre les injustices.

L'engagement d'Aragon : des *Lettres françaises* au *Fou d'Elsa*

Chez les écrivains, on pense immédiatement à Louis Aragon. Comment réagit le maître absolu de l'intelligentsia communiste de l'époque ? Durant la période précédente, il avait été prolixe en textes à caractère directement politique. Certains d'entre eux lui furent – et lui sont toujours – durement reprochés, dont une ode à Maurice Thorez, retour d'URSS après une pénible maladie : « Il revient[68] ». Lors de la guerre d'Indochine, à la même époque, Aragon avait écrit un pamphlet défendant André

Stil, emprisonné pour ses éditoriaux de *L'Humanité* [69], une longue intervention au congrès des peuples pour la paix, à Vienne (Autriche) [70], un livre étonnant, *Le Neveu de M. Duval*, clin d'œil appuyé à Diderot, sauf que le neveu en question était un « Français moyen » imbibé de propagande, se heurtant à l'implacable logique du militant communiste [71]. C'était là une « littérature de circonstance [72] », et même une littérature d'intervention politique directe. Il y eut de meilleures lignes sous sa plume. Est-ce pour cela que son activité a pu paraître en retrait lors de la guerre d'Algérie ? En fait, il faut distinguer trois niveaux de l'intervention aragonienne durant ce nouveau conflit.

Comme homme politique, Aragon livra à l'hebdomadaire *France nouvelle* cinq chroniques entre le 15 octobre 1959 et le 3 mars 1960, un peu à la manière de Mauriac dans *L'Express*. En revanche, membre du comité central du PCF, son nom ne figure pratiquement jamais dans la liste des orateurs inscrits aux réunions de cette instance. Il existe pourtant un document étonnant : son intervention devant ses camarades du CC à la mi-janvier 1958 [73]. Il y attire l'attention sur les accusations qui sont portées contre les communistes, jugés responsables de l'insuffisante mobilisation contre la guerre. Il cite un article de Jean Amrouche dans *Le Monde* [74] ; un livre de Daniel Anselme, *La Permission* (Les Belles Lettres, 1957), l'histoire de trois soldats affectés en Algérie qui bénéficient d'une permission en métropole et qui se heurtent à l'absence d'écoute – ou, pire, à l'incompréhension – des leurs : l'Algérie semble être le dernier souci des Français ; enfin, un autre ouvrage, en partie

autobiographique, d'Olivier Todd, *Une demi-campagne* (Julliard, 1956), préfacé par Jean-Paul Sartre. Aragon résume l'intrigue de ce second livre : « C'est un jeune bourgeois qui a été mobilisé au Maroc et qui explique que cette guerre, il n'a pas envie de la faire et qu'on devrait bien la terminer… Mais quant à lui il ne propose rien pour sa part parce que lui il ne peut rien faire… Qui peut y faire quelque chose ? Il est évident que c'est le prolétariat, sa partie la plus éclairée, c'est-à-dire les communistes… Or, la guerre continue… C'est par conséquent la faute du prolétariat et des communistes… Je ne simplifie pas, c'est tout à fait comme cela dans le livre… » Devant un public acquis, Aragon aurait pu ironiser sur les limites politiques d'un tel raisonnement. Il n'en fait rien. Car, dit-il, « cependant, le livre est un livre intéressant… Je dois dire, intéressant à lire parce qu'assez caractéristique d'un certain nombre de choses dans la jeunesse… Il ne suffit pas de se dire : "C'est faux", nous savons bien que c'est faux… Mais il faut voir comment ces gens sont appelés, sont amenés à penser des choses semblables et comment il faut discuter avec eux… Ça me paraît être la chose principale… »

Document étonnant, avons-nous écrit. Le ton n'est pas celui, sentencieux et parfois méprisant, qu'avait trop souvent le discours communiste à cette période dès qu'il s'agissait de répondre à la critique. Au contraire, Aragon propose à ses camarades de partir du point de vue de l'autre, l'opposant, le catalogué « gauchiste » : bien sûr, « nous savons bien que c'est faux », mais s'en tenir là ne fait avancer ni notre influence ni la cause de la paix en Algérie ; « il faut voir comment ces gens […]

sont amenés à penser des choses semblables », et pour cela « discuter avec eux ». Il cite son propre cheminement : n'a-t-il pas lui-même, naguère, critiqué dans les mêmes termes les communistes ? Et, si on s'était contenté de lui claquer la porte au nez, qui sait ce qu'il serait devenu ? Son discours a-t-il été entendu ?

Le deuxième niveau d'intervention aragonien est son activité à la tête des *Lettres françaises*. Cet hebdomadaire fut particulièrement actif dans la dénonciation de la guerre d'Algérie (quarante-huit titres de première page de 1954 à 1962), en y privilégiant, puisque là était sa spécificité, la dimension littéraire et culturelle. Les *Lettres* firent ainsi un effort exceptionnel pour faire connaître la culture arabo-musulmane en général, algérienne en particulier [75]. Aragon, le premier en France, attira l'attention des lecteurs sur l'œuvre de Mohammed Dib. Et ce, avant même le déclenchement du conflit, avec des phrases rares à l'époque : « Même si la nation algérienne n'a pas encore sa forme achevée, elle a ses patriotes. Allez voir dans les prisons, dans les bagnes sahariens [76]. » Il sera par la suite un soutien indéfectible de l'œuvre du grand écrivain algérien, accueillant ses poèmes ou ses récits [77], avant d'en préfacer un recueil [78]. Les *Lettres* publièrent également les extraits d'un roman de Kateb Yacine (« Clandestins », 20 décembre 1956) et un essai sur la « nouvelle littérature algérienne » (Mohammed Abdelli, 8 mars 1956). Après l'assassinat de Mouloud Feraoun par l'OAS en 1962, les *Lettres* lui consacrèrent un numéro d'hommage : l'écrivain était tombé « comme Lorca à Grenade [79] ». Des poètes français écrivant des

textes antiguerre furent publiés [80]. Enfin les *Lettres* publièrent des tribunes directement politiques, d'abord sous la plume de Pierre Daix, fidèle second [81], puis sous d'autres signatures [82].

Et, troisième niveau, Aragon le poète ? Absent de la lutte contre la guerre ? Absolument pas ! Mais de façon radicalement différente de celle de la période précédente. Car, à l'insu de (presque) tous, il s'est alors attelé à une tâche immense, l'écriture du *Fou d'Elsa*, dont le titre n'évoque pas forcément l'objet : les derniers temps du royaume maure de Grenade à la fin du XVe siècle [83]. Aragon l'a par la suite lui-même expliqué : c'est en s'interrogeant sur les racines de la résistance algérienne qu'il s'est plongé avec passion dans l'étude de la civilisation arabo-islamique. « J'ai subi une sorte de fascination de ce pays, de ces gens, de leurs mœurs, de leur philosophie, de leur religion même, tout ce qui était les éléments de leur civilisation. […] La guerre d'Algérie… il ne suffisait pas, pour comprendre ces hommes et leur acharnement à ne pas devenir des Français, à part entière ou pas entière, de quelques généralités sur cent ans de colonisation. En tout cas s'en tenir là, c'était s'en tenir à un schéma. C'est sans doute par les événements d'Afrique du Nord que j'ai compris mes ignorances, un manque de culture qui ne m'était d'ailleurs pas propre. »

Aragon, à l'orée de la vieillesse, confesse ce « manque de connaissance » qui lui paraît « intolérable [84] ». Il demande à Charles Haroche, une des grandes plumes de la presse communiste (qui avait travaillé avec Aragon à *Ce soir* avant 1940, puis aux *Lettres françaises*), natif du Maroc, arabisant et

fin connaisseur de cette culture (plus tard auteur d'un essai sur *Le Fou*[85]) de lui fournir une documentation. Et quelle documentation ! Tous les auteurs arabes, tous les grands orientalistes – Massignon, Lévi-Provençal, Berque – ont été consultés, lus, assimilés, interprétés[86]… Lors du recensement de la bibliothèque personnelle de l'écrivain, on retrouvera plus d'une centaine d'ouvrages sur cette question[87]. Jacques Berque en témoignera : « C'était un artiste extrêmement consciencieux et érudit, qui a dépouillé, pour écrire *Le Fou d'Elsa*, la valeur d'une bibliothèque, incluant dans son livre d'incroyables détails que seuls peuvent connaître les spécialistes[88]. » Il en a résulté un très grand livre, un des chefs-d'œuvre de la poésie du XXe siècle, nourri d'une érudition récente, mais étincelante.

Les romans de guerre « décalés » d'André Stil

André Stil était après Aragon le deuxième écrivain préféré des communistes[89]. Après Aragon certes, mais peut-être plus accessible, plus lu par la masse des militants. D'extraction modeste, enfant du pays des mines – son premier roman s'intitulait *Le Mot « mineur », camarades* (1949) –, chacun pouvait s'assimiler à lui, le tutoyer. Ses premiers écrits étaient une application directe d'un « réalisme socialiste » à la

française, qu'il avait d'ailleurs théorisé : le rôle de l'écrivain était d'aider le lecteur à trouver le chemin des « idées justes » à partir du « chaos » que constitue la politique « à l'état brut » ; et, pour cela, il devait partir du vécu des militants [90]. Sa trilogie *Le Premier Choc*, publiée de 1951 à 1953, exaltant les dockers, ces « héros positifs », lui avait valu le prix Staline de littérature en 1953. Comme Stil était par ailleurs membre du comité central et rédacteur en chef de *L'Humanité* (de 1950 à 1959, voir *supra*, chapitres 9 et 19), où son nom apparaissait chaque jour ou presque, et qu'il avait connu la prison à cause de ses éditoriaux, son nom était très populaire au sein du PCF.

Durant la guerre d'Algérie, Stil fut pourtant moins consensuel au sein de sa famille politique. Sa nouvelle trilogie romanesque, *Nous nous aimerons demain* (1957), *Le Foudroyage* (1960) et *Le Dernier Quart d'heure* (1962) [91], présenta des personnages qui n'étaient plus d'un bloc, qui connaissaient des remises en question, voire passaient « de l'autre côté ». D'où un malaise.

Dans le premier, le sujet était le mur d'incompréhension, décrit minutieusement, entre les soldats de retour d'Algérie et la population. Discussion de bistrot lorsque le héros, Raymond, revenu d'Algérie traumatisé, « silencieux » et « honteux » [92], retrouve ses anciens copains :

> « Alors, t'as vu du pays ? Qu'est-ce que t'en dis ?
>
> — T'aurais de quoi écrire dans le journal, non, Raymond ?
>
> — C'est autre chose que le fotball [*sic*], là-bas, hein ?

— Tu leur as appris à vivre, aux fellaghas ? »

On était loin de l'imagerie d'une population laborieuse tout entière dressée contre la guerre. Raymond est un homme brisé, qui ne comprend plus la société dans laquelle il est revenu. Pis : il n'est plus compris des siens, de sa fiancée, de sa propre mère (« Mon Raymond ! Qu'est-ce que tu as ? Qu'est-ce qu'ils t'ont fait ? »).

Dans le deuxième roman, le jeune Bernard, fils de militant communiste, s'engage pour l'Algérie [93]. Persuadé qu'il pourra échapper aux horreurs de la guerre, il est pourtant peu à peu happé par le climat de haine. Un soir, après une journée éprouvante au cours de laquelle certains de ses copains ont été tués, hébété, ivre de rage, il se porte volontaire pour exécuter un otage, un « vieil Arabe ». Dès lors, il est pris dans l'engrenage, au point de participer à des tortures, d'enterrer des prisonniers vivants, etc. « Comment expliquer, commentera en 1979 Stil lui-même à propos de ce roman de 1960, qu'au plus fort de cette guerre, de jeunes Français prévenus contre la guerre, dressés contre elle, de jeunes ouvriers, de jeunes communistes, arrivent là-bas, se laissent prendre par la guerre, la font, et la font quelquefois jusque dans ce qu'elle a de plus cruel, jusqu'aux tortures [94] ? » On imagine que cette question bien réelle fit grimacer certains, à un moment où Thorez rappelait les enseignements de Lénine sur la présence des « fils du peuple » dans toutes les guerres. *Le Foudroyage*, paru en avril 1960, n'eut droit à une référence dans *France nouvelle* qu'en juillet [95]. Aragon dut jeter dans la balance le poids de son

autorité pour éviter qu'à la censure d'État (*Le Foudroyage* fut interdit) s'ajoutât une prise de distance de la critique communiste, et donc en partie du lectorat : « L'Algérie, c'est un sujet qui brûle. Alors, d'un livre qui en parle, [...] les nôtres en parlent politiquement, et les autres se taisent à son sujet [96] . »

Le troisième roman de Stil, dont le titre reprend ironiquement une formule des partisans de la guerre, le « dernier quart d'heure », se déroule dans sa totalité en France, toujours dans le Nord, dans une petite cité ouvrière. L'installation d'une communauté d'Algériens ne s'y fait pas sans difficultés relationnelles, même si les deux héros, Charlemagne le Français et Saïd l'Algérien, tentent de jeter des passerelles. L'usage de la torture dans un commissariat est l'occasion d'un échange de propos entre deux militants français : « Nous sommes tous complices ! », dit une femme. Et Charlemagne lui répond que la culpabilisation n'est pas la solution, que la seule question qui vaille est : « Qu'est-ce qu'on va faire ? » Là encore, on était loin de l'enjolivement...

André Stil passa-t-il près de la disgrâce du fait de ces trois romans ? Son prestige était si grand auprès des militants que la direction du PCF ne pouvait se permettre ce soupçon. Mais le fait est que c'est précisément à cette période qu'il quitta son poste de rédacteur en chef de *L'Humanité* pour « raisons de santé [97] ». Son départ, dira-t-il plus tard, ne fut pas « serein [98] ». Une décennie encore et il quittera le comité central, contre sa volonté selon son propre témoignage [99] .

L’engagement d’autres intellectuels et artistes

Parmi les autres écrivains communistes ou « compagnons de route » qui évoquèrent à l’époque la guerre d’Algérie, on peut citer : Gabrielle Hildas Andrievski, qui imagine en 1957 une histoire d’amitié entre un fils de petit colon et un jeune berger musulman, à mi-chemin entre littérature pour enfants et conte moral (*Pas de cheval pour Hamida*) [100] ; Vladimir Pozner, auteur de six nouvelles d’un terrible réalisme sur les horreurs de la guerre, dont la torture (*Le Lieu du supplice*, 1959) [101] ; ou encore Pierre Gamarra, imaginant un Mohammed, paysan analphabète algérien, vivant dans la France occupée par les nazis et découvrant la Résistance française – un parallèle fortement suggéré au lecteur (*Le Jardin d’Allah*, 1961) [102]. Claude Juin [103], soldat de retour d’Algérie, à l’époque plutôt de sensibilité PSU, publia sous le pseudonyme de Jacques Tissier un récit autobiographique exposant crûment le racisme (« Ici, ce n’est pas la même chose, ce sont des bougnoules »), matrice des pratiques quasi quotidiennes de l’armée française, tortures et « corvées de bois »… (*Le Gâchis*, 1960) [104].

Il faut citer également la mésaventure de Pierre Courtade qui, comme Stil, menait de pair son travail de journaliste à *L’Humanité* et une carrière d’écrivain. En 1958, il achève un livre, *L’Arabe sans maître*, jouant sur les mots (l’ouvrage alors connu *L’arabe sans maître*, sans majuscule, était un guide de

conversation [105]), le confie à l'éditeur Fasquelle, qui le refusera. Les extraits retrouvés par un chercheur américain permettent d'affirmer qu'il aurait pu s'agir du grand roman anticolonialiste de l'époque qui finalement fit défaut [106] .

Les poètes se mobilisèrent également [107] . Avant même le début de la guerre, Jacques Dubois, officier de réserve affecté en Algérie, revient avec un long poème, « Afrique du Nord », s'achevant par ce vers : « Assez de sang, assez de sang, Indépendance [108] ! »

Lorsque commence le conflit, les poètes communistes, déjà actifs lors de la guerre d'Indochine, reprennent leur plume. Madeleine Riffaud, en septembre 1955, dénonce déjà la pratique de la torture :

> « On les tue par le feu, l'eau, l'électricité
> Eux qui vécurent loin des sources
> En rêvant d'eau toute leur vie
> Eux qui grelotaient, sans charbon
> Au soleil glacé du Mouloud.
> Eux qui veillaient sans lumière
> Au fond d'un bidonville obscur
> La première fois qu'il vit
> De près
> Une baignoire
> Fut le dernier jour de sa vie [109] . »

Henri Deluy, militant marseillais, fut en 1960 la cheville ouvrière d'une publication d'un grand intérêt, un numéro

spécial d'*Action poétique* réunissant les signatures de Guillevic, Pierre Seghers, Charles Dobzynski, Anna Greki, Antoine Vitez [110] … Enfin, il faut souligner l'effort remarquable fait pour porter à la connaissance d'un public peu informé sur la question la culture algérienne. En janvier 1960, *La Nouvelle Critique* consacre à ce thème un numéro entier, avec des textes d'auteurs alors peu connus ou même inconnus en France, Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, Kateb Yacine, Malek Haddad, Assia Djebar…

Dans le combat historico-politique, les éditeurs contrôlés par le PC mirent à la disposition des militants ou sympathisants un choix d'ouvrages assez varié. Les Éditeurs français réunis publièrent *Moi, maréchal Bugeaud* (Patrick Kessel, 1958), *L'Algérie des colonels, journal d'un témoin* (Albert-Paul Lentin, 1958), *Moi, maréchal P*. (Georges Arnaud, 1958), *Le Pouvoir, pour quoi faire ?* (Claude Juin, 1958). Les Éditions sociales, qui ne publiaient d'ouvrages qu'après l'*imprimatur* du bureau politique du PCF, demandèrent à un permanent de la Section coloniale, Marcel Égretaud, d'illustrer *a posteriori* l'abandon (encore une fois, sans le dire) du concept de « nation en formation » en publiant deux éditions de *Réalité de la nation algérienne* (3e trimestre 1957 et 1961), toutes deux préfacées par François Billoux.

En 1961, les Éditions sociales firent appel à quatre intellectuels communistes (pourtant peu soupçonnables d'orthodoxie), André Nouschi, Yves Lacoste, André Prenant, plus le préfacier Jean Dresch, pour livrer au public une somme, *L'Algérie, passé*

et présent, « livre, riche d'approches nouvelles, marqu[ant] une étape décisive dans l'historiographie décolonisée de l'Algérie [111] ». Ce volume s'arrêtait en 1919. Un second était annoncé, mais… « On n'a jamais fait le deuxième tome, qui était le présent, on n'a donc fait que de l'histoire, mais c'était suffisamment convaincant pour qu'on ait des ennuis avec la direction du parti, qui ne voulait pas nous laisser aller plus loin […] parce que nous insistions sur le fait colonial et l'absence de réaction correcte de la gauche française en face du fait colonial » (témoignage d'André Prenant) [112]. Compléteront cette liste un ouvrage plus général, *Procès du colonialisme* (Jacques Arnault, 1958) et un recueil de textes à vocation autojustificatrice, *La Lutte du Parti communiste français contre le colonialisme* (Monique Lafon, 1962). Dans la dénonciation des horreurs et exactions, les éditions communistes furent en revanche nettement distancées par les grands du cri protestataire (Minuit et Maspero) [113].

Chez les artistes plasticiens, on pense immédiatement à Picasso [114]. Le grand artiste commença en décembre 1954 – et ce ne peut être le fruit d'un hasard – une série (quinze toiles et deux lithographies) reprenant la thématique des *Femmes d'Alger* de Delacroix [115]. Reprenant… et combattant. Là où le peintre du XIXe siècle, si génial fût-il, n'avait observé que des prostituées, Picasso vit des victimes du colonialisme : « Ces femmes d'Alger ressemblent tellement à celles de Guernica. C'est dire combien le peintre avait ressenti l'Algérie douloureuse de l'époque comme l'Espagne douloureuse de la période franquiste », écrira Rachid Boudjedra [116]. Mais aussi

des combattantes : en cette période où les corps des femmes algériennes étaient les proies meurtries de bien des militaires adverses, Picasso, en une œuvre éminemment protestataire, montra des silhouettes « rigides, agressives, desérotisées et en mouvement presque accéléré. “Ce sont des guerrières”, dira-t-il lorsqu’il acheva de les peindre” [117] ». Intervention politique plus directe encore, il dessina un portrait de Djamila Boupacha, publié en une des *Lettres françaises* le 8 février 1962, puis en couverture du livre de Simone de Beauvoir et de Gisèle Halimi la même année. L’agitation entretenue par ces intellectuels de renom « aura au moins sauvé une femme de la guillotine [118] ». On peut citer également Vasco Gayet (*Fusillade*, d’après Goya), Matta (*La Question*), Boris Taszlitzky (*Transport de blessés dans les maquis*) [119], André Fougeron (*Massacre de Sakkiet-Sidi-Youssef*, *Les Orphelins*, *Le Cortège du 13 février 1962*) [120]. *L’Humanité* accorda également une grande attention au *Triptyque sur la torture*, œuvre majeure de Robert Lapoujade [121] qui, lui, n’était nullement communiste (il était membre du réseau Jeanson et signataire du Manifeste des 121) [122].

Le cas des cinéastes communistes doit être nettement différencié. René Vautier, déjà cité, et Paul Carpita, francs-tireurs assumés, n’étaient nullement liés à l’appareil du PCF. Le premier, dont le parcours algérien a été décrit précédemment, a toujours été un militant de l’anticolonialisme (*Afrique 50*). Dès 1953, il s’attela à la lecture des textes des généraux qui avaient fait la conquête de l’Algérie. Il en naquit *Une nation, l’Algérie* coréalisé avec Jean Lotz (1954). « Dans le commentaire du film,

je disais que l'indépendance des trois départements français d'Algérie était inéluctable. Et qu'il était grand temps de discuter des termes de cette indépendance avant que trop de sang ne coule de part et d'autre de la Méditerranée. Le film a été immédiatement interdit en France et m'a valu une condamnation pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État [123]. » Lorsque éclate la guerre, il se rend d'abord en Tunisie, puis en Algérie, aux côtés des maquisards algériens. « Je leur donnais la parole pour qu'ils expliquent pourquoi ils se battaient, et l'image témoignait de leur combat. » En ressort un second film, *Algérie en flammes* (1958). Enfin, l'indépendance acquise, il réalise *Peuple en marche* (1963) [124].

Paul Carpita (1922-2009), pour sa part, fut une « victime collatérale » de la guerre d'Algérie. Son film *Rendez-vous des quais* retraçait la lutte des dockers marseillais contre la guerre d'Indochine. Il fut achevé en… 1954, puis projeté un court temps (et seulement à Marseille) en avril 1955, ce qui n'était certes pas une bonne année pour exalter un combat ouvrier anticolonialiste. On mesure l'effroi des censeurs. Le décret d'interdiction (12 août 1955) avançait la justification suivante : « Ce film […] contient des scènes de résistance violente à la force publique. Sa projection est de nature à présenter une menace pour l'ordre public [125]. » Les communistes ne se bousculèrent pas pour défendre l'œuvre de leur camarade. Trop marginal ? Trop engagé, à une époque où l'appareil du PC sous-estimait encore la portée de la guerre qui commençait ? Trop marseillais ? Le film sera porté disparu jusqu'en 1989, date à laquelle un autre cinéaste, Jean-Pierre Daniel, le

retrouvera dans les archives du cinéma de Bois-d'Arcy. Enfin commercialisé, le film obtiendra un grand succès, tant auprès du public que de la critique.

Notes du chapitre

[1] ↑ Sharon Elbaz et Liora Israël, « L'invention du droit comme arme politique dans le communisme français. L'Association juridique internationale (1929-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 85, n° 1, 2005.

[2] ↑ Ces deux avocats auront des destins tragiquement différents. Le premier, Me Foissin, sera en 1940 l'intermédiaire entre la direction clandestine du PCF et les Allemands pour une éventuelle reparution de *L'Humanité* ; il sera exclu du PCF (alors qu'il n'avait fait qu'appliquer un ordre de sa direction). Me Pitard, résistant, sera fusillé par les nazis le 20 septembre 1941.

[3] ↑ Marcel Willard, Éditions sociales internationales, 1938 (première édition).

[4] ↑ Voir Francis Koerner, « Le Secours rouge international et Madagascar (1930-1934) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 72, n° 269, 1985.

[5] ↑ Sharon Elbaz, « Les avocats métropolitains dans les procès du Rassemblement démocratique africain (1949-1952) : un banc d'essai pour les collectifs d'avocats en guerre d'Algérie ? », *Bulletin de l'IHTP*, n° 80, 2002 ; Meredith Terretta, « "Cause Lawyering" et anticolonialisme : activisme politique et état de droit dans l'Afrique française, 1946-1960 », *Politique africaine*, vol. 138, n° 2, 2015.

[6] ↑ « Notre collège juridique », *La Défense*, 26 mai 1950.

[7] ↑ Pierre Braun, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, Autoédition, 2015.

[8] ↑ Voir Sharon Elbaz, « L'avocat et sa cause en milieu colonial. La défense politique dans le procès de l'Organisation spéciale du Mouvement pour le triomphe des libertés en Algérie (1950-1952) », *Politix*, vol. 16, n° 62, 2003.

[9] ↑ Ataouia KRALFA, *La Profession d'avocat en Algérie coloniale (1830-1962)*, thèse de droit, université de Bordeaux, 2016, <frama.link/XdjGg8_D>.

[10] ↑ Louis GRANGE, « Témoignage », *Histoire de la justice*, numéro spécial, « La justice en Algérie, 1830-1962 », vol. 16, n° 1, 2005.

[11] ↑ Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[12] ↑ Contrairement à ce qui est souvent écrit, Me Popie ne fut pas assassiné par l'OAS, qui n'existait pas encore à ce moment, mais par un Front de l'Algérie française (FAF). Mais c'étaient les mêmes activistes ultras (Alain RUSCIO, *Nostalgérie*, *op. cit.*).

[13] ↑ Natif d'Algérie, avocat au barreau d'Alger, arrêté début 1957 puis incarcéré en camp onze mois avant d'être expulsé vers la France. Il s'installa ensuite au Maroc, où il fut assassiné le 28 novembre 1958.

[14] ↑ Axelle BRODIEZ, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième Siècle*, n° 2, 2006.

[15] ↑ *Liberté*, 23 décembre 1954.

[16] ↑ Voir Henri J. DOUZON, « Justice coloniale, justice d'exception », *La Nouvelle Critique*, juin 1955.

[17] ↑ « Des avocats ! », *La Défense* (SPF), mars 1956.

[18] ↑ Qui dut très vite renoncer à voyager en Algérie pour raisons de santé.

[19] ↑ Sous son premier nom marital, Saramito, elle fut la première à défendre Alban Liechti, sans d'ailleurs l'accord du PC (voir *supra*, chapitre 19).

[20] ↑ Axelle BRODIEZ, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie », *loc. cit.*

[21] ↑ « Dix-sept avocats ont défendu en Algérie des centaines d'emprisonnés politiques », *L'Humanité*, 14 mai 1956.

[22] ↑ Julien LAUPRÊTRE, « Rapport au IXe congrès national du SPF », Paris, 13-15 avril 1963, document dactylographié (Archives du SPF, Paris).

[23] ↑ Nicole DREYFUS, « D'une enfance alsacienne à la guerre d'Algérie : racines et permanences du combat dreyfusard », *in* Gilles MANCERON et Emmanuel NAQUET (dir.),

Être dreyfusard hier et aujourd'hui, PUR, Rennes, 2009.

[24] ↑ *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, entretiens avec Philippe Karim Felissi, Le Félin, Paris, 2005.

[25] ↑ Voir Gisèle HALIMI, *Avocate irrespectueuse*, Plon, Paris, 2002. Paul Aussaresses a confirmé qu'une élimination physique de l'avocate fut envisagée (*Services spéciaux. Algérie, 1955-1957*, Perrin, Paris, 2001).

[26] ↑ Arrêté d'expulsion du territoire algérien en date du 27 juin 1958, signé par le général Raoul Salan ; du même Salan, lettre au préfet de police Maurice Papon, 5 août 1958 (APPP, HA 10, « Mouvements entre l'Afrique du Nord et la métropole », Affaires générales, 1958, dossier 4513-9).

[27] ↑ Vanessa CODACCIONI, notice « Claudine Nahori », *loc. cit.*

[28] ↑ Fonds Me Pierre Kaldor (AD 93, Bobigny, 503 J 52).

[29] ↑ Récit de Me Nicole Rein recueilli par Madeleine RIFFAUD, « Ils frappaient pour tuer », *L'Humanité*, 11 juillet 1960.

[30] ↑ Voir son témoignage : « Je devais être assassinée par l'OAS aujourd'hui », interview recueillie par Gérard GATINOT, *L'Humanité*, 7 février 1962.

[31] ↑ Nicole DREYFUS, « D'une enfance alsacienne… », *loc. cit.*

[32] ↑ Pierre BRAUN, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, *op. cit.*

[33] ↑ Sur le site du barreau d'Alger, rubrique « Historique » (<frama.link/K2bzCyQJ>), les paragraphes consacrés à la lutte juridique pendant la guerre d'indépendance commencent par la phrase : « Le célèbre collectif des avocats du FLN a participé activement à la libération nationale », sans référence aucune aux autres collectifs. Les seuls noms cités des avocats « qui n'étaient pas algériens » sont ceux de Gisèle Halimi, Michelle Beauvillard, Paul Bouaziz, Albert Smadja et Jacques Vergès.

[34] ↑ Toussaint RÉTHORÉ, « Les avocats et la guerre d'Algérie », *ColonialCorpus*, septembre 2014, <frama.link/8jkzp76K>.

[35] ↑ Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya*, *op. cit.*

[36] ↑ *Ibid.*

[37] ↑ Cité par Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, *op. cit.*

[38] ↑ Bernard VIOLET et Robert HEGADEN, *Vergès, maître de l'ombre*, Seuil, Paris, 2000.

[39] ↑ *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, *op. cit.*

[40] ↑ Jacques VERGÈS, *Dictionnaire amoureux de la justice*, Plon, Paris, 2002.

[41] ↑ *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, *op. cit.*

[42] ↑ Jacques VERGÈS, *L'Ultime Plaidoyer. Entretiens avec François Dessy*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 2014.

[43] ↑ Jacques VERGÈS, *De mon propre aveu. Souvenirs et rêveries*, Pierre-Guillaume de Roux, Paris, 2013.

[44] ↑ Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice*, *op. cit.*

[45] ↑ Me Amokrane Ould Aoudia sera assassiné à Paris sur ordre donné en très haut lieu, le 24 mai 1959 (voir Jean-Philippe OULD AOUDIA, « Un crime d'État », *in Deux Fers au feu. De Gaulle et l'Algérie : 1961*, Tirésias, Paris, 2015).

[46] ↑ Mohand ZEGGAGH, *Prisonniers politiques en France pendant la guerre d'Algérie. La prison, un champ de bataille*, Publisud, Paris, 2012.

[47] ↑ Jean-Philippe OULD AOUDIA, entretien avec l'auteur, Paris, 24 avril 2017.

[48] ↑ Jacques VERGÈS, Michel ZAVRIAN et Maurice COURRÉGÉ, *Le Droit et la Colère*, Minuit, Paris, 1960.

[49] ↑ Nicole DREYFUS, « D'une enfance alsacienne… », *loc. cit.*

[50] ↑ Sarah RAOUF, « Jacques Vergès : "Procès de rupture, droit international et USA", *Le Quotidien d'Oran*, 16 février 2006.

[51] ↑ Sylvie THÉNAULT, « Défendre les nationalistes algériens en lutte pour l'indépendance. La "défense de rupture" en question », *Le Mouvement social*, vol. 240, n° 3, 2012.

[52] ↑ Jacques VERGÈS et *al.*, *Défense politique*, *op. cit.*

[53] ↑ Me François Saint-Pierre, « Non, Jacques Vergès n'a pas inventé la défense de rupture », *Le Monde*, 20 août 2013 ; Me Jean Danet, « De Marcel Willard à Jacques Vergès : la défense de rupture », colloque Cour de cassation, 5 novembre 2015, <frama.link/cRntMBSW>.

[54] ↑ Marcel Willard, *La Défense accuse*, seconde édition, Éditions sociales, Paris, 1955.

[55] ↑ Mohand Zeggagh, *Prisonniers politiques en France pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[56] ↑ Nicole Dreyfus, « Témoignage », *in* Michel Reynaud (dir.), *Elles et Eux, l'Algérie*, Tirésias, Paris, 2004.

[57] ↑ Pierre Braun, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, *op. cit.*

[58] ↑ Fonds Me Pierre Kaldor (AD 93, 503 J 5). Ces notes sont parfois constituées de phrases totalement rédigées, parfois de simples formules. Nous avons évidemment respecté la forme.

[59] ↑ « Amis du Secours », *La Défense*, mars 1956.

[60] ↑ Henri Douzon, « Les condamnés à mort d'Alger », *L'Humanité-Dimanche*, 20 mars 1955.

[61] ↑ Frédérick Genevée et Sharon Elbaz, notice « Michel Bruguier », *Dictionnaire Maitron*, <frama.link/kxe_u8C6>.

[62] ↑ Pierre Braun, « Justice à la chaîne », *France nouvelle*, 19 décembre 1957.

[63] ↑ Témoignage de Pierre Vidal-Naquet, « Histoire d'une amitié » (avec Jérôme Lindon), *Libération*, 14 avril 2001.

[64] ↑ Roger Vailland, *Écrits intimes*, Gallimard, Paris, 1968 ; Dominique Desanti, *Ce que le siècle m'a dit. Mémoires*, Plon, Paris, 1997 ; Pierre Daix, *Tout mon temps. Mémoires*, Fayard, Paris, 2001.

[65] ↑ Archives du PCF, Commission centrale de contrôle politique, « Intellectuels communistes », Courrier à Léon Feix, 261 J 6/9.

[66] ↑ Voir par exemple Jean-François Sirinelli et Jean-Pierre Rioux (dir.), *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Complexe, Bruxelles, 1999 ; Michel Winock, *Le Siècle des intellectuels*, Seuil, Paris, 1997.

[67] ↑ Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, La Découverte, Paris, 2005 (ouvrage portant sur la période ultérieure, mais qui donne quelques indications sur notre sujet).

[68] ↑ Louis ARAGON, « Il revient », *L'Humanité*, 8 avril 1953.

[69] ↑ Louis ARAGON, *Les Egmont d'aujourd'hui s'appellent André Stil*, brochure, supplément aux *Lettres françaises*, n° 416, 29 mai 1952.

[70] ↑ Louis ARAGON, *L'Humanité*, 19 décembre 1952.

[71] ↑ Louis ARAGON, *Le Neveu de M. Duval, suivi d'une lettre d'icelui à l'auteur de ce livre*, Éditeurs français réunis, Paris, 1953.

[72] ↑ Référence à une phrase de Goethe, utilisée par Paul Éluard, « La poésie de circonstance », 1952.

[73] ↑ Louis ARAGON, intervention au comité central du PCF, 15-16 janvier 1958 (Archives du PCF, document enregistré, bande 202, 1 AV 121/7075, transcrit en document dactylographié) ; repris *in* « Discours d'Aragon au comité central en 1958 », *Les Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, n° 4, 2002, présentation de François Eychart (qui donne la date du 18 janvier).

[74] ↑ Jean AMROUCHE, « La France comme mythe et comme réalité. De quelques vérités amères », *Le Monde*, 11 janvier 1958 (document reproduit in *Les Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, numéro cité).

[75] ↑ Hervé BISMUTH, « Aragon dans la guerre d'Algérie », *in* Hervé BISMUTH et Fritz TAUBERT (dir.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, *op. cit.*

[76] ↑ Louis ARAGON, « Un roman qui commence », *Les Lettres françaises*, 8 juillet 1954 (cité par Hervé BISMUTH, *loc. cit.*).

[77] ↑ Entre autres, en une des *Lettres françaises* : nouvelle, 1er septembre 1955 ; poème, 20 octobre 1955 ; dénonciation du boycottage dont ses écrits étaient l'objet, 9 février 1956 ; quatre poèmes, 24 avril 1958 ; poème, 16 octobre 1958 ; nouvelle, 19 février 1959 ; trois poèmes, 15 octobre 1959, etc.

[78] ↑ Louis ARAGON, « Mohammed Dib, poète », préface à *L'Ombre gardienne*, Gallimard, Paris, 1961.

[79] ↑ Louis ARAGON, « Mouloud Feraoun, écrivain algérien », *Les Lettres françaises*, 12 mars 1962.

[80] ↑ François Kerel, « Une guerre de cent ans » ; Andrée Barret, « Poème pour Alban Liechti », *Les Lettres françaises*, 28 juin 1958.

[81] ↑ Pierre Daix, « Les écrivains et le sentiment national », *Les Lettres françaises*, 29 septembre 1955 ; « La tragédie algérienne », 4 juillet 1957 ; « La question », 19 juin 1958 ; « L'abîme », 19 février 1959.

[82] ↑ Françoise d'Eaubonne, « Algérie, fin 1954 », *Les Lettres françaises*, 24 février 1955 ; Rédaction, « L'affaire Audin, l'affaire de la France », 29 mai 1958 ; appel de personnalités contre le procès intenté à Georges Arnaud, 19 mai 1960 ; Pierre Boulle, « À propos de Georges Arnaud », 16 juin 1960 ; etc.

[83] ↑ Hervé Bismuth, *Un poème à thèses :* Le Fou d'Elsa *d'Aragon*, Publications de l'ENS, Lyon, 2004.

[84] ↑ Louis Aragon, *Entretiens avec Francis Crémieux*, Gallimard, Paris, 1964.

[85] ↑ Charles Haroche, *L'Idée de l'amour dans* Le Fou d'Elsa *et dans l'œuvre d'Aragon*, Gallimard, Paris, 1966.

[86] ↑ Charles Haroche, « Lectures d'Aragon pour *Le Fou d'Elsa* », *Recherches croisées Aragon/Elsa Triolet*, n° 5, Presses universitaires franc-comtoises, Besançon, 1994.

[87] ↑ Suzanne Ravis-Françon, « Aragon et les cultures arabo-islamiques », *La Pensée*, n° 332, octobre-décembre 2002.

[88] ↑ Jacques Berque, *Il reste un avenir. Entretiens avec Jean Sur*, Arléa, Paris, 1993. Aragon, accompagné de Roger Garaudy, assista au séminaire de Berque (témoignage de ce dernier *in* Charles Haroche, « Lectures d'Aragon… », *loc. cit.*).

[89] ↑ Reynald Lahanque, « Les romans du réalisme socialiste français », *Sociétés et Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003.

[90] ↑ André Stil, *Vers le réalisme socialiste*, La Nouvelle Critique, Paris, 1952 (cité par Reynald Lahanque, *loc. cit.*).

[91] ↑ Les trois ouvrages sont parus aux Éditeurs français réunis. L'unité du projet sera soulignée par leur reparution en un seul volume (*Trois Pas dans une guerre*, Grasset, Paris, 1978), avec comme sous-titre : *Roman*, au singulier.

[92] ↑ Pour reprendre les mots du livre bien postérieur du psychanalyste communiste Bernard Sigg, *Le Silence et la Honte* (*op. cit.*), fruit d'un long travail

auprès des anciens d'Algérie.

[93] ↑ On sait aujourd'hui que Stil, qui ne connaissait pas l'Algérie, prit pour écrire ce livre force conseils auprès de Jean Brugié, ancien FTP et officier communiste en Algérie (Isabelle SOMMIER et Jean BRUGIÉ, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Flammarion, Paris, 2005).

[94] ↑ André STIL, *L'Optimisme librement consenti. Entretiens avec Pierre-Luc Séguillon*, Stock, Paris, 1979.

[95] ↑ Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit*.

[96] ↑ Cité par Maryse VASSEVIÈRE, « "Aragon vous parle", étude d'une chronique », *Recherches croisées Aragon/Elsa Triolet*, n° 6, 1998.

[97] ↑ *L'Humanité*, 18 août 1959.

[98] ↑ André STIL, *L'Optimisme librement consenti*, *op. cit.*

[99] ↑ André STIL, *Une vie à écrire. Entretiens avec Jean-Claude Lebrun*, Stock, Paris, 1993.

[100] ↑ Gabrielle HILDAS ANDRIEVSKI, *Pas de cheval pour Hamida*, ouvrage d'abord publié en feuilleton dans *Les Lettres françaises*, puis paru en un volume, Éditeurs français réunis, Paris, 1957.

[101] ↑ Vladimir POZNER, *Le Lieu du supplice*, Julliard, Paris, 1959.

[102] ↑ Pierre GAMARRA, *Le Jardin d'Allah*, Éditeurs français réunis, Paris, 1961.

[103] ↑ Il fut plus tard auteur d'une thèse sur le même thème (*Guerre d'Algérie : la mémoire enfouie des soldats du contingent*, thèse de sociologie, EHESS, 2011, publiée sous le titre *Des soldats tortionnaires. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'intolérable*, Robert Laffont, Paris, 2012).

[104] ↑ Jacques TISSIER, *Le Gâchis*, Éditeurs français réunis, Paris, 1960.

[105] ↑ *L'arabe sans maître. Guide de la conversation arabe en Tunisie, en Algérie et au Maroc, à l'usage des colons, des militaires et des voyageurs* (première édition, Armand Colin, Paris, 1937).

[106] ↑ John E. FLOWER, « *L'Arabe sans maître* : un inédit de Pierre Courtade », *in* Philippe BAUDORRE (dir.), *La Plume dans la plaie. Les écrivains journalistes et la guerre*

d'Algérie, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2003.

[107] ↑ Voir Francis Combes (textes choisis et présentés par), *Les Poètes et la guerre d'Algérie*, Le Temps des cerises, Pantin, 2012.

[108] ↑ Jacques Dubois, « Deux peintres et un poète, retour d'Algérie », Cercle d'Art, Paris, 1952.

[109] ↑ Madeleine Riffaud, repris *in La Folie du jasmin. Poèmes dans la nuit coloniale*, Tirésias, Paris, 2002.

[110] ↑ *Action poétique*, n° 12, 4e trimestre 1960.

[111] ↑ Gilbert Meynier, « À la mémoire d'André Prenant », *Confluences Méditerranée*, vol. 76, n° 1, 2011.

[112] ↑ Cité par Yann Kindo, « À la mémoire d'André Prenant, géographe de l'Algérie et militant communiste anticolonialiste », *Comité Valmy*, 27 novembre 2010, <frama.link/_Tjn-j3q>.

[113] ↑ Julien Hage, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit.*

[114] ↑ Anissa Bouayed, *L'Art et l'Algérie insurgée*, *op. cit*.

[115] ↑ Si le colonialisme « à la papa » est mort, la spéculation contemporaine, elle, se porte bien : les *Femmes d'Alger*, désormais propriétés de riches collectionneurs, ont battu des records de ventes : 179 millions de dollars pour une des versions, record absolu aux enchères (Christie's, Londres, mai 2015).

[116] ↑ Rachid Boudjedra, « Les Algéroises selon Picasso », *El Watan*, 16 juin 2005.

[117] ↑ Même titre, *El Watan*, 9 juin 2005.

[118] ↑ Chawki Amari, « Picasso-Delacroix : à chacun sa peinture de l'Algérie », *Slate-Afrique*, 5 décembre 2012, <frama.link/nRc9kWJW>.

[119] ↑ Djilali Khellas, « Djamila Boupacha, par Pablo Picasso », *Village de Colbert*, s. d., <frama.link/5MZbBZ7A>.

[120] ↑ « André Fougeron (1913-1998), exposition du 15 février au 18 mai 2014 », Musée d'art et d'industrie André Diligent, Roubaix, <frama.link/V4jY-vRo>.

[121] ↑ Interview, 7 octobre 1960.

[122] ↑ Jean-Paul Sartre signa la préface du catalogue, « Le peintre sans privilège », repris *in Situations*, tome 4, Gallimard, Paris, 1964.

[123] ↑ René VAUTIER, Entretien, site *Avoir vingt ans dans les Aurès*, <frama.link/WsNMmN7P>.

[124] ↑ Comme pour les autres créateurs, nous n'évoquons ici que les œuvres réalisées durant la guerre d'Algérie. Mais nul ne peut évidemment oublier que Vautier fut également l'auteur d'*Avoir vingt ans dans les Aurès*, dix ans après l'indépendance.

[125] ↑ Cité par Benjamin STORA, *La Gangrène et l'Oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1991.

21. Le PCF et la « troisième gauche » : rencontres, rivalités, controverses

Pour la première fois de son histoire, en tout cas si massivement, le Parti communiste français s'est trouvé confronté durant la guerre d'Algérie à une force politique autonome, ayant la volonté de le dépasser ou, pour le moins, de le concurrencer sur sa gauche.

Sans que cela ait jamais été écrit, sans même probablement que cela ait jamais été pensé en ces termes, la division de la gauche en deux grandes tendances depuis 1920 convenait finalement aux socialistes et aux communistes. Frères ennemis, mais complémentaires. Pour les premiers, l'extrémisme, l'outrance et l'attachement inconditionnel à l'URSS du PCF permettaient de conserver l'hégémonie sur un électorat « raisonnablement » à gauche. Pour les seconds, le réformisme, les timidités et les compromis – ou plutôt les compromissions – de la SFIO étaient de sérieux certificats de pureté révolutionnaire, par simple comparaison. D'autant que, depuis Tours, toutes les tentatives de regrouper des forces à la fois antiréformistes et antistaliniennes avaient échoué. En 1923, Ludovic-Oscar Frossard, quittant le PCF, fonde le Parti communiste unitaire, devenu en 1924 l'Union socialiste-communiste : il revient peu

après à la SFIO. En 1938, Marceau Pivert et la gauche révolutionnaire claquent la porte de la SFIO et fondent le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), dissous en 1940, qui ne renaîtra jamais de ses cendres ; Pivert et la majorité de ses camarades reviendront eux aussi à la SFIO. Plus éphémères encore furent les vies du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) de Jean-Paul Sartre, Georges Altman et David Rousset (1947-1948) ou d'un Parti socialiste unitaire, dit « premier PSU », formé en 1948 autour de *La Bataille socialiste* (Me Pierre Stibbe, André Blumel, Pierre Naville, Élie Bloncourt, Gilles Martinet), lequel éclatera après trois années d'existence.

1960 (1) : la « troisième gauche » occupe un espace laissé vacant

Mais dès le début de la guerre d'Algérie, divers indices laissent penser que ces échecs successifs pourraient bien avoir une fin. Progressivement, une « nouvelle » (ou « troisième ») gauche prend ses marques. Elle se veut, sinon intermédiaire, en tout cas alternative aux deux autres. La déviation droitière de la SFIO est telle que la « vieille maison » est de moins en moins attractive ; elle critique violemment Moscou, mais assume Alger. Le PCF, quant à lui, dénonce la guerre d'Algérie, mais défend en tout l'Union soviétique. N'y a-t-il pas une place pour une gauche qui dénonce « et Moscou et Alger » ? Un premier

jalon est posé en décembre 1954 : quelques militants encore isolés de l'Union progressiste, du Centre d'action des gauches indépendantes et de Jeune République convoquent des Journées d'études nationales de la Nouvelle Gauche. Ce sera là l'embryon d'un mouvement qui ira crescendo, jusqu'à constituer une véritable force autonome. Cette mouvance va souffrir de son émiettement, mais elle va peser de plus en plus dans la vie politique française.

Dans cette genèse, puis dans cet essor, la question algérienne va jouer un rôle majeur. Et ce, avant même le début de la guerre. En octobre 1954, Messali Hadj est placé en résidence forcée en Vendée. Un Comité pour la libération de Messali est mis sur pied, présidé par Jean Cassou, animé par Marceau Pivert, Daniel Guérin, Jean Rous, les trotskistes de la tendance « PCI exclu [1] » (Pierre Boussel, *alias*Pierre Lambert, Annie Cardinal et son compagnon Daniel Renard). Cependant, lié aux seuls messalistes, ce comité n'eut jamais de grand rayonnement.

Autrement plus important fut le Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, fondé comme on l'a vu le 5 novembre 1955 par Dionys Mascolo, Robert Antelme, Louis-René Des Forêts et Edgar Morin, et qui compta dans ses rangs Roger Martin du Gard, Louis Massignon, Marguerite Duras, Irène et Frédéric Joliot-Curie, André Breton, Charles Vildrac, Jean Cassou, Louis Guilloux, Pierre Boulez, Jean Genet, etc. [2] (voir *supra*, chapitre 16). En janvier 1956, il organise salle Wagram un meeting d'envergure, au cours duquel s'expriment la quasi-

totalité de ceux qui deviendront les intellectuels en pointe contre la guerre [3] : Robert Barrat, Jean Amrouche, Aimé Césaire, Jean Dresch, Michel Leiris, Dionys Mascolo, Jean Rous, Daniel Guérin (qui aura le courage, seul contre une salle déchaînée et une partie de la tribune hostile, de saluer le messalisme), Jean-Paul Sartre, auteur d'une intervention synthétique exceptionnelle sur la question [4], ainsi qu'André Mandouze, porteur d'un message qui fit scandale : « Ce matin encore, j'étais à Alger et je vous apporte le salut de la Résistance algérienne. Je viens du théâtre d'opérations. Il est partout et dans Alger même. »

Progressivement, d'autres personnalités et d'autres forces politiques vont dénoncer la guerre : les membres des rédactions d'*Esprit* (dirigée par Jean-Marie Domenach), des *Temps modernes* (Jean-Paul Sartre et Francis Jeanson), du jeune *France Observateur* (Gilles Martinet, Claude Bourdet et Roger Stéphane), l'équipe de *La Révolution prolétarienne*, les deux organisations trotskistes, les libertaires, les minoritaires de la SFIO – Alain Savary, Robert Verdier, Yves Dechezelles, André Philip ou Daniel Mayer, regroupés en septembre 1958 en un Parti socialiste autonome (PSA) autour d'Édouard Depreux, qui en sera le premier secrétaire général –, des chrétiens de gauche, des communistes en rupture de ban (*Tribune communiste* de Jean Poperen, *La Nation socialiste* d'Auguste Lecœur, diverses feuilles oppositionnelles), des individualités qui avaient mené des combats lucides et courageux avant de créer des organes de presse semi-clandestins comme *Témoignages et Documents* puis

Vérité-Liberté, dont les historiens Pierre Vidal-Naquet et Madeleine Rebérioux.

L'année 1960 marquera une étape décisive dans la structuration de cette mouvance. C'est d'abord la naissance en avril du « second PSU » (ainsi nommé pour le distinguer de celui, éphémère, de 1948), par la fusion du PSA et de plusieurs petites organisations de gauche. Ce parti aux effectifs modestes deviendra vite un pôle de ralliement aux contours assez flous, rassemblant des trotskistes jusqu'aux partisans de l'ancien président du Conseil Pierre Mendès France – lequel avait fait bien du chemin depuis sa phrase tonitruante de novembre 1954 à l'Assemblée nationale, « Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française, ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable » (voir *supra*, chapitre 10), sans pour autant avoir forcé ensuite sur l'autocritique [5]. En 1960 toujours, sont constitués le Mouvement anticolonialiste français (par Henri Curiel et d'autres, en juillet) et le mouvement Jeune Résistance, en août. Et c'est en septembre qu'est rendu public le « Manifeste des 121 », au moment même où commence le procès Jeanson – on va y revenir [6].

Les communistes avaient alors deux choix possibles : soit considérer que cette évolution était le fruit d'une maturation politique, de l'arrivée de couches nouvelles dans la lutte – et alors l'accompagner, au besoin tenter de la canaliser –, soit à l'inverse ne voir que le risque d'« aventurisme gauchiste » – et donc la combattre. Ce fut le second choix, sans trop

d'hésitations, qui fut fait : cette « sensationnelle souris », dont « les partis anticommunistes s'apprêt[ai]ent à accoucher [7] » ne leur inspira, dès l'origine, nulle sympathie [8]. La plupart des noms précités (des exclus, des oppositionnels, des trotskistes, d'anciens « compagnons de route » qui les avaient quittés) provoquaient mépris et répulsion chez les membres de la direction communiste (sentiments d'ailleurs mutuels).

1960 (2) : les « porteurs de valises » et le « Manifeste des 121 »

Francis Jeanson, bien avant le début de la guerre d'Algérie, avait dénoncé le colonialisme, alternant les publications dans *Esprit* et dans *Les Temps modernes* [9]. S'il n'avait jamais eu de tendresse pour le Parti socialiste, il avait accepté comme d'autres, sans enthousiasme aucun, le leadership de fait du PCF dans la lutte contre la guerre d'Indochine. Il avait par exemple participé en 1953 à l'ouvrage de défense d'Henri Martin coordonné par Sartre [10]. Le déclenchement de la guerre d'Algérie ne le surprend pas. Dès 1955, avec son épouse Colette, il publie au Seuil un ouvrage pionnier, *L'Algérie hors-la-loi*, un temps le « bréviaire des révolutionnaires » (*dixit* Jean Daniel [11]). Jeanson passe les deux premières années de la guerre à ferrailler, protester, pétitionner. Combats classiques de l'intellectuel engagé. Mais il est insatisfait. Le comportement de

sa famille politique l'inquiète, puis le met en colère. Le vote en faveur des pouvoirs spéciaux de mars 1956 emporte sa décision : il faut rompre avec le comportement de ce que son collègue des *Temps modernes*, Marcel Péju, appellera en 1960 la « gauche respectueuse [12] ».

C'est sans doute dans une « Lettre à Jean-Paul Sartre », également publiée en 1960 dans *Les Temps modernes*, que Jeanson a le mieux synthétisé la logique de son action. Les discours étaient devenus insuffisants, il fallait agir pour réveiller la gauche : « Puisque le problème français numéro un était le problème algérien, il fallait rappeler à la gauche la seule voie qui fût la sienne en pareille matière : la solidarité avec un peuple en lutte pour sa libération. Puisque la gauche avait perdu le sens de l'action, il fallait agir pour le lui rendre, et donc agir dans le sens de cette solidarité [13]. » Puis, seconde étape, pour entraîner les masses à l'action : « Quoi qu'on entreprenne d'expliquer aux masses, encore faut-il qu'elles en viennent à agir, que la voie de l'action ait d'abord été frayée devant elles : il faut que l'action soit déjà parmi elles. » Pour conclure : « Notre choix est-il le bon ? Oui, je le crois : tout simplement parce qu'il n'y en avait pas d'autre. » Pensait-il, en écrivant ces lignes, à Lénine, proposant à la social-démocratie russe au début du siècle une pratique équivalente, qu'il appelait le « travail artisanal », débouchant sur la seconde étape, l'« action révolutionnaire » (*Que faire ?*, 1902) ? Le drame du réseau Jeanson fut qu'il ne parvint pas à dépasser le « travail artisanal ». Quelle fut la cause de cet échec ? L'apathie, voire la trahison des « masses » ? L'absence de combativité de la

« gauche respectueuse » ? Ou une analyse excessivement optimiste des capacités d'un réseau de quelques centaines de personnes à imposer la paix ? Sans doute une combinaison de ces facteurs.

Le passage à l'acte se fit par étapes. À partir de 1956, le couple Jeanson rend des « services » à des militants FLN : hébergement dans des lieux secrets, déplacements. Il s'agit alors seulement d'une protection à dimension humaine. De premiers volontaires se joignent à eux, comme Hélène Cuénat, communiste critique, Étienne Bolo (1928-1985), professeur de philosophie. Le passage d'un petit groupe d'amis à un réseau structuré se fait progressivement. Se joindront au noyau initial des « internationalistes professionnels », dont le communiste égyptien Henri Curiel, déjà cité, le trotskiste Michel Raptis (1911-1996), dit Pablo [14], des artistes et comédiens recrutés par Jacques Charby (1929-2006) [15], des prêtres ouvriers, dont le plus actif et le plus exposé fut l'abbé Robert Davezies (1923-2007), d'anciens soldats, déserteurs ou non, comme Jean-Louis Hurst (1935-2014), dit Maurienne, ou Gérard Meïer, des intellectuels radicalisés comme Robert Bonnaud (1929-2013) ou Georges Mattei (1933-2000). Le groupe éditera un bulletin, *Vérités pour*, dans le but de tenter d'informer la population et de justifier sa forme de lutte. En octobre 1957, les membres constituent officiellement ce réseau, désormais en liaison avec – et sous la direction de fait de – Omar Boudaoud, premier responsable de la Fédération de France du FLN. Les tâches sont multiples : hébergements et déplacements discrets de militants algériens, dont des passages délicats des frontières ; surtout,

transport des sommes récoltées auprès de la communauté algérienne en France, au nom de l'*ichtirak*, ou impôt révolutionnaire (d'où le nom qui leur sera attribué). L'aide de ces Européens, non repérables, va permettre au FLN de donner sa pleine efficacité à cet impôt, qui fournira de l'ordre de 400 millions de francs par mois (environ 6 millions d'euros d'aujourd'hui), somme énorme, vitale pour le Front.

La police, évidemment, ne reste pas inactive. En février 1960, elle réussit un coup de filet. Francis Jeanson, seul du noyau initial, en réchappe. Le flambeau est alors repris de ses mains par la Fédération de France et remis à Henri Curiel, lequel est arrêté à son tour en octobre de la même année et remplacé par Georges Mattei. Mais les réseaux sont alors réduits à la portion congrue. Jeanson, en fuite, se permet toutefois un affront aux autorités. Le 15 avril 1960, en plein Paris, il tient une conférence de presse clandestine, en présence de plusieurs dizaines de personnes. Dont Georges Arnaud – pseudonyme d'Henri Girard (1917-1987) –, qui en rend compte dans *Paris Presse* [16] . Ce qui lui vaut une incarcération de deux mois et, en juin, un procès à grand spectacle devant le Tribunal permanent des forces armées (TPFA) [17] . L'accusation n'a pas de chance (ou alors érige la bêtise en mode de gouvernement) : la renommée de l'accusé – Arnaud avait signé, après son roman de 1950, le scénario du *Salaire de la peur* (1953), l'un des plus grands succès de l'histoire du cinéma – lui donne un retentissement international. L'action en justice se retourne contre ses instigateurs. Des témoins prestigieux défilent à la barre, certains pour y poursuivre leur dénonciation de la guerre,

d'autres simplement au nom de la liberté d'expression (Joseph Kessel, André Frossard du *Figaro*, Pierre Lazareff de *France-Soir*, Robert Lazurick de *L'Aurore*…). L'écrivain journaliste est finalement condamné à deux années d'emprisonnement avec sursis, verdict ensuite annulé par la Cour de cassation.

Puis vient le procès du réseau Jeanson proprement dit [18]. Il s'ouvre le 5 septembre 1960 devant le même TPFA. Vingt-quatre accusés (dix-huit Français et six Algériens) sont présents. Les avocats sont tous jeunes et talentueux (d'ailleurs promis à un grand avenir) : outre Me Jacques Vergès, Me Gisèle Halimi (qui quittera le tribunal en cours de procès), Me Roland Dumas, Me Robert Badinter… Ce procès est un grand moment d'affrontement public. Il est marqué par une nouvelle intervention de Sartre, en réalité une lettre qui lui est attribuée – absent de France, il n'avait envoyé qu'un télégramme de soutien ; Marcel Péju et Claude Lanzmann rédigèrent une fausse lettre, puis Siné imita la signature du philosophe [19]. Sans crainte d'être démentis, ils y inscrivirent les formules les plus radicales, faisant notamment référence à l'« inévitable épreuve de force avec l'armée, ajournée depuis mai 1958 ».

Le verdict tombe le 1er octobre : il est le plus lourd qui pouvait être décidé : dix années pour les onze principaux accusés (plus les quatre absents, dont Jeanson), plus diverses autres peines ; seuls neuf inculpés furent acquittés, car ils n'avaient servi que de relais [20]. La tension est grande. À la même époque commence à circuler sous le manteau le « Manifeste sur le droit à l'insoumission », dit également « des 121 » [21], né à l'initiative

de Dionys Mascolo et de son entourage, réécrit et finalisé par Maurice Blanchot qui lui donnera son titre définitif et qui sera signé par autant d'intellectuels, écrivains, artistes, éditeurs, etc. Début septembre 1960, en quelques jours, le tout-Paris sait qu'un tel texte circule, certains l'ont en main. Dès le 6 septembre, *Le Monde* en signale l'existence, sans avoir le droit de le citer. Il est publié le même jour par le journal semi-clandestin *Vérité-Liberté*, immédiatement saisi [22] .

L'attitude du PCF : méfiance et prise de distance

L'activité illégale au service du FLN fut immédiatement pour le PCF une interrogation et une gêne. La première réaction publique fut une nette prise de distance. Le 4 juillet 1956 – le réseau Jeanson était alors seulement en voie de formation –, un encadré de *L'Humanité*, intitulé « Mise en garde », précisa : « Nous apprenons que certains individus se présentent à des camarades ou à des militants d'organisations démocratiques comme délégués du PC algérien ou habilités par lui. Il ne peut s'agir là que de vulgaires provocateurs ; ils doivent être reçus comme tels en pareil cas. Il doit en être de même de tout individu qui préconiserait des actes allant à l'encontre de la politique de masse du PCF. » Première manifestation d'un raisonnement qui ne variera plus (en tout cas publiquement) :

l'opposition rigide, radicale, entre action des « provocateurs » et « politique de masse ». Paul Noirot, alors collaborateur direct de Jacques Duclos à la revue *Démocratie nouvelle*, témoigna plus tard que le leader communiste était sincèrement persuadé que les réseaux étaient pénétrés par la police [23].

Retenons cette date : 4 juillet 1956. Donc, quatre mois après le vote des pouvoirs spéciaux. La direction n'a pas bien pris la mesure du véritable séisme qui avait traversé une partie de la famille communiste à ce moment : comment poursuivre le combat internationaliste, puisque la voie parlementaire menait à une impasse ? La quasi-totalité des communistes en rupture de ban interrogés par l'historien américain Martin Evans datent de ce moment leur décision de franchir un pas vers l'action concrète [24]. Au total, nombreux furent les communistes qui s'engagèrent dans les réseaux. « Évidemment, on ne demandait pas aux voisins de réunion s'ils avaient la carte d'un parti politique. Ce n'est qu'après, lorsque la guerre fut finie, et que j'ai adhéré au PC, que j'ai découvert qu'il y avait beaucoup de militants de base du parti qui étaient dans les réseaux, sans faire de bruit », se souvient Martin Verlet [25]. Mais aucune étude n'est depuis venue étayer cette impression.

Le PCF s'opposa à cette forme d'action au nom de deux critères : l'« efficacité » et la « dangerosité » (pour l'appareil). Fondamentalement, les dirigeants communistes ne crurent pas une seconde à l'« efficacité » de cette forme d'action. Elle leur apparaissait comme un recul devant la difficulté du « travail de masse », le seul qui comptait à leurs yeux. Pis, ils craignirent

qu'elle ne coupât les militants qui s'y engageaient de ces mêmes « masses » : faire passer de l'argent à ceux qui après tout combattaient les soldats français, était un geste noble du point de vue algérien, évidemment plus contestable vu par les familles de métropole – et donc par les millions d'électeurs communistes.

Inefficace, cette forme d'action était également jugée dangereuse pour l'appareil. La prudence commandait de ne pas engager le parti en tant que tel dans cette forme d'activité. D'où la pratique de demander à ces militants de ne pas apparaître comme communistes, de rendre leur carte. Ou, lorsqu'ils s'y refusaient, de procéder à leur exclusion. Mais, en même temps, discrètement, des signaux furent envoyés. On sait par le témoignage de Didar Fawzy-Rossano que Curiel dépêcha son ami et camarade Joseph Hazan pour approcher la direction du parti sur cette question [26]. Hazan contacta le docteur Raymond Leibovici, ancien résistant et proche des sphères dirigeantes. Par la voix de Jacques Duclos, il fut répondu en substance : d'accord, mais à condition de ne pas « mouiller » le parti. Propos confirmés par Léo Figuères : « Écoutez, prenez vos précautions, il est préférable que vous donniez la carte du parti à quelqu'un qui la gardera pendant toutes vos missions plutôt que de la garder sur vous [27]. » Michel Muller, lui-même porteur de valises (il habitait le Bas-Rhin et avait des missions régulières en Allemagne ou en Suisse), adhéra simultanément au PCF et ne fut nullement désavoué par ceux de ses camarades qui connaissaient cette activité : « Après tout, si ça aide, on n'a rien vu [28]. » Claude Mazauric, dans une autre région, obtint la

même réponse lorsqu'il tint à prévenir les responsables de sa région de sa volonté d'intégrer un réseau, en novembre 1957 : « Prudence, fais attention à ne pas te laisser entraîner dans les conflits entre Algériens. […] Le parti ne sera pas engagé par ce que tu fais, mais s'il y a des difficultés, nous te soutiendrons [29] » (le secrétaire de la fédération, Blanchard) ; « Fais comme tu l'entends. L'important c'est de gagner l'opinion française à l'idée de la paix et de l'indépendance de l'Algérie » (Roger Pierre, un enseignant communiste, aîné de Mazauric).

Disons que ce type de réaction fut la version… douce. Mohammed Harbi côtoyait alors souvent Louis Deroche, membre discret de l'appareil (il avait été membre des cabinets ministériels de Billoux et de Tillon). Deroche, natif d'Alger, très attaché au combat indépendantiste, hébergeait des militants FLN. Lorsque le parti l'apprit, Deroche reçut l'ordre formel de renoncer à cette pratique. « Il obéit. En me l'annonçant, il était sincèrement désolé, il avait des larmes aux yeux [30]. » Dans la pratique, lorsqu'un cadre avait à s'expliquer avec un adhérent qui voulait entrer dans un réseau, le langage le plus fréquent fut : « Qu'est-ce que c'est que cette connerie ? » ; ou : « Tu te crois plus révolutionnaire que nous ? Tu n'es qu'un petit-bourgeois gauchiste. » Si l'adhérent refusait de mettre son appartenance entre parenthèses, le désaccord aboutissait à une exclusion – et être un exclu était alors une tare. Maguy Verlet, militante ouvrière de Saint-Denis, était la sœur de Maurice Manoel, adjoint au maire de Saint-Denis. Lorsque celui-ci apprit qu'elle était dans les réseaux, il lui dit : « Tu vas te faire torturer. Maintenant, t'arrêtes ou tu te barres. C'est un ordre. »

Par parenthèse, elle ne pouvait se « barrer » de nulle part, n'étant pas à ce moment membre du PC. Elle était lucide : « Ils se foutaient de ma personne. En fait, ce qui les gênait le plus, c'était le lien que les flics pouvaient faire avec la mairie [31]. » Son mari, Martin, renchérit : « Ils excluaient à tour de bras. »

Dans ce parti où à la plus totale fraternité pouvait succéder des ruptures définitives, des militants ont été rudoyés, rejetés, certains contraints à la démission – Madeleine Rebérioux, Roger Rey, Clara Benoits, Claude Vinci, Hélène Cuénat, tant d'autres. Certains sont redevenus militants communistes après mars 1962, d'autres ont quitté définitivement le PCF, tous en ont été marqués à vie [32]. Jean Beckouche, jeune militant juif constantinois, venu en métropole pour ses études, se souvient avoir pris, dès le début de la guerre, avec ses camarades Amokrane Ould Aoudia et Jacques Vergès, des positions « en pointe ». Ce qui leur valut une convocation au siège du CC, par Léon Feix, Laurent Casanova et Élie Mignot : « Ils ont eu une position très dure, en nous expliquant que l'Union française… le parti communiste… on ne pouvait pas être dépendant d'un parti nationaliste… les Américains allaient prendre la suite de la France en Algérie… […] Et puis on a été exclus du parti. Je ne sais pas si on n'a pas déchiré notre carte dans un geste théâtral. Mais je sais qu'on s'était dit en sortant que si le parti avait eu le pouvoir – c'est quelque chose qui m'est resté –, ils nous auraient fusillés. C'était un diktat, […] un ordre du parti. Bon. Et on n'a pas obéi [33]. »

Alain Krivine, issu d'une famille de militants communistes, lui-même membre de l'UJRF dès l'âge de quinze ans, très actif immédiatement (« J'ai été sélectionné comme un des meilleurs diffuseurs de *L'Avant-Garde* »), fut délégué par son organisation au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants de 1957 à Moscou. Une délégation de la jeunesse FLN est présente, dirigée par Mohamed Khemisti. Krivine prend seul l'initiative d'approcher cette délégation : « J'étais déjà attiré par le côté radical de leur lutte, les maquis, etc. » Sans doute à cause de son jeune âge (il a alors seize ans), il est bien accueilli par les Algériens. Il revient, tout heureux, auprès de la délégation française, porteur d'un projet de rencontre. « J'ai été voir ma direction, c'était alors Paul Laurent. Je me fais engueuler, en me disant : "Qu'est-ce que c'est que ça, ils sont clandestins !" Mais ils étaient obligés d'y aller. Moi, le jeunot, ils m'emmènent. Très vite, ils s'engueulent, la délégation algérienne disant à la française : "Vous avez une attitude scandaleuse, vous nous avez trahis, vous avez fait l'inverse au moment de la guerre d'Indochine." Bref, une engueulade maison. Les Français ne répondaient pas, ou mal, dénonçaient les attentats – "Le peuple français ne comprend pas", etc. Je suis sorti de là tout à fait mal à l'aise [34] … » À son retour en France, il critique, au sein de sa famille, cette attitude. Un de ses frères, membre du PCF mais déjà militant trotskiste, lui propose de participer à l'aide concrète au FLN. Il entre donc, toujours très jeune, au réseau Jeune Résistance. « Dans le parti, je me taisais, je n'ai jamais dit que je faisais ça. On était clandestins par rapport à la police et clandestins par rapport à la direction du parti. »

Cette fermeture d'esprit aboutit même à des drames : en février 1961, une salariée de Renault, Yvette Magué, militante du PCF et de la CGT, accepte de transporter des tracts du FLN. Arrêtée, emprisonnée, elle est non seulement exclue du PCF, mais également dénoncée par tract – le SPF lui enverra toutefois un avocat pour sa défense [35].

Le cas d'Anne Beaumanoir, épouse Roger, est sans doute plus pénible encore [36]. Médecin neurologue réputée, ancienne résistante, elle quitte le PCF en 1955. Devenue « porteuse de valises », elle est arrêtée le 5 novembre 1959, dans la même voiture qu'un cadre du FLN. Devenue pour la presse de droite la « doctoresse rouge », elle est insultée, traînée dans la boue (les insinuations sur ses relations amoureuses sont sordides [37]), puis condamnée à dix années de prison (elle réussit à s'enfuir en Tunisie). La fédération des Bouches-du-Rhône prendra immédiatement ses distances avec cette femme courageuse [38].

« Soutenir les condamnés, défendre les 121 »

Dans les derniers temps de la guerre, pourtant, une évolution remarquable se produisit. Le risque d'une coupure avec une partie de l'opinion la plus hostile à la guerre avait été perçu. Lorsque le réseau Jeanson fut démantelé et que le procès se profila à l'horizon, les dirigeants du PCF furent confrontés à un

choix politique. Il ne pouvait être question de participer au lynchage médiatique et politique délirant qui commençait. Il fallait soutenir ces victimes de la répression colonialiste. Mais aussi marquer une distance prudente avec les formes de lutte qu'elles avaient adoptées. Lorsque commença le procès, contrairement à ce qui avait été pratiqué lors d'autres événements liés à la résistance non communiste à la guerre, *L'Humanité* fut assez réactive. Elle envoya des reporters à la réputation déjà forte, Roger Pourteau et Madeleine Riffaud. La stratégie des accusés et de la défense fut présentée positivement aux lecteurs du quotidien communiste. Lorsque le verdict, d'une extrême sévérité, tomba, *L'Humanité* titra : « Cent quarante-huit ans et huit mois de prison en cent vingt-cinq minutes [39] . »

Même réactivité lors de l'apparition du phénomène « Manifeste des 121 ». Dès le 9 septembre 1960, trois jours après *Le Monde*, *L'Humanité* titre : « Une information contre X vient d'être ouverte contre une centaine de personnalités », avec ce commentaire : « Ces personnalités ont pris position à leur manière contre la guerre d'Algérie. Les communistes ont de la lutte pour la paix une conception différente. [...] Cependant – est-il besoin de le dire – les communistes sont pour la libération, l'acquittement ou le non-lieu des hommes et des femmes emprisonnés, traduits devant les tribunaux ou inculpés pour avoir, à leur façon, pris part à la lutte pour la paix. » Le 3 octobre, elle dénonce « le maccarthysme français, [...] la chasse aux sorcières, les rafles et réquisitions dans les milieux

intellectuels, notamment aux revues *Esprit* et *Temps modernes* ».

Ce même 3 octobre, le journal publie un article de fond dont le titre est un programme « Soutenir les condamnés, défendre les 121 ». Ce n'est plus, cette fois, un journaliste qui le signe, mais un membre du comité central, le physicien Jean-Pierre Vigier (1920-2004). La dénonciation du verdict, le soutien aux condamnés et aux 121 sont exprimés de façon nette : « Nous, communistes, soutiendrons les condamnés et défendrons les 121, comme nous défendrons toujours et sans distinction à l'avenir, tous les partisans de la paix en Algérie. Leur défense est l'affaire de tous les démocrates, de tous les républicains. Il est du reste caractéristique, et le gouvernement ferait bien d'y réfléchir, que les ouvriers, la jeunesse, l'immense masse des intellectuels et de l'université entourent de compréhension et de sympathie les victimes toujours plus nombreuses de la répression organisée par le président de la République. » Le Manifeste, pour Jean-Pierre Vigier, a « le mérite de contribuer au réveil de l'opinion et d'élargir le débat sur la nature de la guerre d'Algérie et les moyens d'y mettre un terme ». Phrase qui constituait un pas en avant considérable en ces temps de raideur idéologique.

Mais… il y avait un « mais » : « L'insoumission n'a jamais été une position du mouvement ouvrier. Déjà, Guesde et Jaurès condamnaient avec raison l'attitude de Gustave Hervé sur ces questions. On ne répond pas avec des gestes individuels de désespoir à un problème collectif qui ne peut se régler que sur

le plan de la lutte des masses et d'une bataille politique groupant l'ensemble des forces démocratiques de ce pays. » L'auteur ne masquait pas les appréhensions communistes face à cette forme de résistance : « Les activités de certains accusés, les moyens préconisés par les 121 montrent que la poursuite d'une guerre atroce, injuste, inhumaine, conduit parfois les adversaires des ultras, à partir d'une impatience compréhensible, à des gestes de désespoir utilisés parfois par les ultras et le régime. » Tout était dit dans cette formule. Enfin, Vigier insistait sur la différence de nature entre l'activité d'un petit groupe, si courageux et déterminé fût-il, et le PCF : « Il n'est pas sérieux non plus de demander à un parti ouvrier révolutionnaire comme le nôtre de subordonner son action et les objectifs de la démocratie française à l'action et aux objectifs du FLN, même si nous avons aujourd'hui un ennemi commun : l'impérialisme français et le régime des grands monopoles. »

Cet article a une histoire, qui fut racontée plus tard, après son éviction du PCF en 1961, par Jean-Pierre Vigier lui-même. Une alliance de fait Thorez-Casanova, étonnante quand on connaît la dégradation rapide ultérieure de leurs relations, semble avoir forcé les portes de la résistance orthodoxe au sein du parti : « Ce fut homérique. [Il fallait] pousser, au moins, à ce que le parti n'abandonne pas les réprimés. C'est Casanova qui a eu l'idée d'un papier net et clair dans *L'Huma*. Je l'ai rédigé et nous l'avons attentivement repris. Puis j'ai dû le négocier, un jour durant, mot à mot, virgule après virgule, avec Thorez lui-même. Enfin – Thorez était obligé, lui aussi, de transiger, car l'issue de l'affrontement était encore incertaine –, je me pointe à *L'Huma*

muni de l'*imprimatur*. Et là, nouvel obstacle : je tombe sur Étienne Fajon et René Andrieu qui refusent l'article, m'engueulent avec la dernière énergie, et interviennent auprès de Thorez pour que la publication soit remise. Thorez ne peut se contredire. Et le papier sort, intact à quelques infimes retouches près. Et le voyant imprimé, Fajon et Plissonnier ont piqué une véritable crise de nerfs. » Vigier ne s'était pas fait que des amis : un membre du comité central, Jean Llante (en mission ?), évoqua moins de deux semaines plus tard la « publicité anticommuniste faite autour du procès Jeanson » et reprocha à Vigier « d'avoir signé un texte extérieur au PCF [40] ». Malgré la – certes courte – collaboration Thorez-Vigier, le secrétaire général se garda d'intervenir pour le défendre. Peu de temps après éclata l'« affaire Servin-Casanova » (voir chapitre suivant), et Vigier fut de la charrette.

La manifestation du 27 octobre 1960 : un rendez-vous manqué

Durant les premières années, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) n'avait pas pris d'engagements hostiles à la guerre d'Algérie, encore moins participé aux luttes. En avril 1956, le XLVe congrès à Strasbourg avait même adopté une motion condamnant les « positions nationalistes de l'UGEMA [41] ». Au grand dam des militants de la minorité plus

radicale – vite appelés les « minos » –, aux convictions anticolonialistes [42].

C'est sur la question des sursis, à laquelle les étudiants sont particulièrement sensibles, que le courant antiguerre commence à acquérir de l'audience [43]. Au congrès de Lyon en avril 1960, une motion dénonce le « caractère anachronique de la guerre d'Algérie qui entrave le développement normal du processus de décolonisation dans l'ensemble des pays d'Afrique » et appelle à des « négociations avec le FLN sur les conditions d'un cessez-le-feu et les garanties d'application de l'autodétermination [44] ». Une nouvelle direction est chargée de faire appliquer cette politique : Pierre Gaudez, par ailleurs adhérent de l'Union de la gauche socialiste (UGS, l'une des composantes à l'origine du PSU, fondé le même mois), est nommé président. En juin, l'organisation étudiante fait savoir publiquement qu'elle a noué contact avec l'UGEMA, notoirement liée au FLN : une première depuis novembre 1954.

Parallèlement, dans le mouvement syndical, l'aspiration à l'unité progresse. L'UNEF s'associe à l'appel CGT-CFTC-FEN d'une journée de protestation contre la guerre, le 1er février 1960, qui est un succès. Le 9 mars, un meeting sur ce thème devait réunir la CGT, l'UNEF et des représentants de la tendance « Reconstruction » de la CFTC, soutenus par le Mouvement de la paix, la Ligue des droits de l'homme, le PCF et le PSA [45]. Mais le meeting est interdit. En juin, la commission administrative de la CGT lance un appel à la constitution d'un « front syndical commun » pour la paix en Algérie [46]. Dans un premier temps,

seule la CFTC répond, du reste prudemment. Mais l'évolution récente de l'UNEF amène les étudiants et, dans leur sillage, les enseignants de la FEN, à se mobiliser. Le 24 juin est constitué, de façon encore informelle, un front UNEF-FEN-CFTC-CGT. Un appel commun pour la négociation en Algérie, le premier de cette nature, est rendu public[47]. Dans *La Vie ouvrière* du 20 juillet, Marcel Caille, secrétaire confédéral de la CGT, signale l'accord avec ce commentaire : « Un large front syndical est en train de se réaliser[48]. » La rentrée à venir devrait en voir la confirmation, conclut-il.

Le clash commence pourtant début octobre. Pierre Gaudez, Gilles Martinet, éditorialiste de *France Observateur* et dirigeant du tout jeune PSU, et Jean-Jacques Servan-Schreiber, patron de *L'Express*, se concertent pour lancer l'idée d'une manifestation nationale[49]. La CGT n'a pas été invitée. Le 5 octobre, Pierre Gaudez adresse un courrier circulaire, appelant « toutes les organisations et personnalités [à] se joindre à la manifestation, la plus importante possible, que l'UNEF organise[50] ». Dès le lendemain, 6 octobre, les hebdomadaires *L'Express* et *France Observateur* consacrent leur une à cet appel : les couvertures étaient prêtes. Gilles Martinet invite « tous les mouvements de gauche et tous les syndicats à se rassembler autour de la jeunesse ». Le 7 octobre, Pierre Mendès France, au cours d'un meeting tenu à Saint-Denis, se déclare à son tour partisan de la participation à la manifestation[51]. La FEN, le PSU, la Ligue des droits de l'Homme, la CFTC et l'Union départementale de la région parisienne de FO[52] – qui n'avait jamais jusqu'à cette

date participé à une manifestation – donnent également leur accord.

Chez bien des dirigeants du PCF et de la CGT, la méfiance l'emporte immédiatement. Pour eux, la marque d'un PSU rival à sa gauche est visible. Il y a là une alliance des « droitiers mendésistes », des « trotskistes » et des exclus ou oppositionnels du parti, qui veut les contraindre au choix : ralliement suiviste ou refus sectaire. On pouvait donc s'y attendre : la première réaction, sous la forme d'un éditorial de *L'Humanité* du 6 octobre signé Étienne Fajon, est marquée par la défiance [53]. Le directeur du journal appelle certes à « organiser de puissantes manifestations » lors d'une journée nationale, mais… ne cite pas l'UNEF. Il en reste à la politique traditionnelle : ceux qui veulent se regrouper pour lutter peuvent le faire à travers le Mouvement de la paix. Cette obstination à vouloir canaliser ces énergies nouvelles vers cette organisation à la « ligne molle » (allusion de Madeleine Rebérioux aux positions jugées excessivement prudentes à ses yeux du Mouvement de la paix [54]) fut une erreur tactique d'importance.

Le même jour, le bureau politique publie un communiqué contenant en filigrane tout l'argumentaire à venir : 1) la lutte s'élargit ; 2) nos organisations y ont puissamment contribué ; 3) « Pour que le mouvement revête l'ampleur qui lui permettra de parvenir à imposer la paix, il importe de ne pas disperser les efforts en multipliant les mots d'ordre contradictoires qui ne peuvent que désorienter les masses. » Pour conclure par une pique contre l'UNEF : « Lancer des mots d'ordre isolés, sans

consultation préalable des grandes organisations et mouvements qui veulent la paix ne peut que diviser les forces et faciliter la répression [55]. » Le 7, la CGT à son tour regrette publiquement le caractère unilatéral de l'appel du syndicat étudiant : une organisation qui vient de faire un louable virage antiguerre depuis six mois a-t-elle le droit de demander à la plus grande centrale ouvrière, aux vieilles traditions anticolonialistes, de « se joindre » à elle ? « Nous pensons qu'il aurait été normal qu'avant de prendre toute initiative du genre de celle que vous avez prise et pour laquelle vous demandez l'appui de notre organisation, vous ayez eu avec nous les entretiens que nous avions sollicités. Nous regrettons que cela n'ait pas été fait. Vous comprendrez aisément que la CGT, qui mène l'action contre la guerre d'Algérie depuis 1954, ne peut accepter de cautionner n'importe quelle initiative prise sans qu'elle ait eu à en délibérer [56]. » Mais cette lettre n'est pas une fin de non-recevoir. La centrale ouvrière propose des réunions de concertation avec toutes les autres forces opposées à la guerre. Durant les jours qui suivent, les contacts sont effectivement nombreux.

Le 14 octobre est une journée à rebondissements. Le matin, le bureau politique du PC se réunit [57]. Deux membres, Laurent Casanova et Marcel Servin, sont franchement pour une réponse positive – ce sera un moment de basculement de l'« affaire » qui portera très vite ensuite leur nom. Casanova affirmera plus tard que c'est à cette occasion qu'il s'éleva contre certains membres de la direction : « Il [faut] admettre l'éventualité d'aller à une manifestation centrale si l'union sur les mots d'ordre politiques

se [fait]. […] S'il y [a] interdiction, on [verra]. […] En raison des changements intervenus dans la situation et en rapport avec une volonté de lutte et une poussée vers l'union plus forte dans les masses populaires, on peut envisager, dans certains cas, de passer outre aux interdictions gouvernementales. Et ne pas nous laisser enfermer simplement dans une salle. Ça peut être fait en évitant le danger réel des aventures[58]. » Il se heurte à un refus de ses collègues, résumé d'un ton sec par Thorez : « Casanova [a] proposé d'aller à une manifestation centrale quelle que soit la décision du gouvernement. Eh bien le BP a dit : Non. Voilà[59]. » On peut imaginer le climat. Lors de la séance du comité central qui commence immédiatement après, le même jour[60], de fortes réticences s'expriment. Bernard Jourd'hui, secrétaire de la fédération de la Seine, porte la critique contre la « troisième gauche », le Manifeste des 121, prononce au passage des noms de communistes qui l'ont signé « hâtivement ». Puis deux dirigeants de la CGT interviennent : Léon Mauvais, regrette que « l'extrême gauche [veuille] dévoyer le mouvement et en prendre la tête » ; Eugène Henaff précise qu'il « préfère les actions de masse, comme celle organisée par le Mouvement de la paix à Ivry-sur-Seine, aux petites manifestations qui risquent d'être interdites ». Jeannette Vermeersch – on sait combien son avis comptait alors – « critique l'initiative de l'UNEF pour une manifestation nationale à Paris. Il faut créer les conditions favorables avant d'agir. Les masses ne sont pas encore prêtes ». En revanche, les deux dirigeants soupçonnés de « déviation » persistent. Casanova : « Il faut poser la question de l'unité avec toutes les

organisations qui la cherchent. » Puis Servin : « En ce qui concerne l'initiative unilatérale de l'UNEF, c'est une chose que nous avons une raison de critiquer. » Mais pour ajouter immédiatement : « Il faut voir que le texte de l'UNEF, l'appel de l'UNEF, s'appuyait sur une volonté de lutte réelle dans les masses. C'est-à-dire qu'il aurait forcément de l'écho. Or, à partir de ce texte je pense [...] que, dès le début, les réactions premières ont été de ne pas tenir compte du texte, d'envoyer [mot non transcrit] enfin de tenir pour inexistant ou négligeable l'appel de l'UNEF, de laisser tomber, de parler d'autre chose[61]. » Chaque membre du CC est à même de constater le fossé béant entre Vermeersch (« Les masses ne sont pas encore prêtes ») et Servin (« Une volonté de lutte réelle dans les masses »). Comme il est alors habituel, c'est le secrétaire général, Maurice Thorez, qui conclut : sans citer directement les désaccords du matin avec Casanova, il demande de « faire attention aux manipulations des gauchistes, du PSU », taxe Jean-Paul Sartre d'« anarchiste petit-bourgeois », puis rappelle que le parti ne peut être une « force d'appoint » – thème qui reviendra souvent à cette période. La tendance est nettement au refus de l'initiative de l'UNEF, mais aucune décision n'est encore prise.

Cette impression de navigation à vue subsiste. Lorsque, le 18, quatre jours après le CC, un appel à une journée d'action unitaire est adopté – c'est à ce moment qu'apparaît la date du 27 octobre – suite à une nouvelle rencontre intersyndicale, *L'Humanité* paraît s'enflammer, titrant en une, en gros caractères[62] : « À l'appel de la CGT, de la CFTC, de l'UNEF et de la FEN, 27 octobre : journée nationale d'action pour la

négociation en Algérie ». Sous-titre : « La CGT recommande à ses organisations des arrêts de travail d'une heure dans l'unité ». En interne, ce même 19 octobre, Gaston Plissonnier, membre du secrétariat, à la réputation d'« homme de l'ombre » influent, n'est pas tendre avec ses partenaires : « L'initiative de l'UNEF, fixant d'une manière unilatérale les mots d'ordre et les formes d'action, ne favoriserait pas cette entente. Elle contribuerait à écarter la classe ouvrière, son parti, ses organisations, de la direction de la lutte. » Cependant, poursuit-il, les communistes participeront à toutes les initiatives, « comme celles du Mouvement de la paix, ou celle que viennent de prendre ensemble la CGT, l'UNEF, la CFTC, la FEN, appelant à faire du 27 octobre une journée nationale d'action pour la paix en Algérie [63] ». Le 19 au soir, les fédérations de la Seine du PCF se réunissent et appellent à « assurer le succès de la manifestation [...] le jeudi 27 octobre, à 18 heures, à la place de la Bastille [64] ». Le jeudi 20 au matin, a lieu une séance du bureau politique « sous la présidence de Maurice Thorez » (précision du communiqué) qui « approuve les fédérations de la Seine du parti qui appellent à la manifestation envisagée à Paris, ainsi qu'à celles qui sont organisées autour des entreprises et dans les localités de la banlieue ». Ce même jour, le PCF, représenté par Waldeck Rochet, Marcel Servin et Gaston Plissonnier (savant dosage), rencontre la direction du PSU, Robert Verdier, Gilles Martinet et Édouard Depreux. Durant ces journées, les contacts avec l'UNEF ne sont pas rompus, Pierre Gaudez effectue une multitude de va-et-vient entre les différentes composantes du mouvement en gestation. Même si

les méfiances (réciproques) sont fortes, l'unité est à ce moment maintenue.

Mais une donnée nouvelle de grande importance tombe ce même 20 octobre : l'interdiction gouvernementale. Le discours communiste ne change pas immédiatement. *L'Humanité* titre en une le lendemain : « Le Parti communiste : assurons le plein succès de la journée nationale d'action du 27 octobre pour la paix en Algérie ». Sous-titre : « Le gouvernement interdit une manifestation projetée à Paris par les organisations syndicales (CGT-FEN-CFTC-UNEF). Celles-ci élèvent une protestation commune [65] ». Ce même numéro s'orne de trois textes des instances dirigeantes. Ici, la chronologie fine est indispensable : l'appel des fédérations de la région parisienne date du 19 au soir, l'approbation par le bureau politique du 20 au matin. C'est après l'adoption de ces textes, durant l'après-midi, que le secrétariat apprend l'interdiction (le communiqué est suivi de la mention « 20 octobre, 16 heures ») et proteste immédiatement. Mais n'esquisse pas, à ce moment, l'hypothèse du retrait.

Ce manque de directives était bien peu dans la tradition communiste. Tout observateur de la vie du PC pouvait dès ce moment y discerner des désaccords internes. Certains dirigeants, on l'a vu, étaient méfiants dès le début, hostiles au principe même de la manifestation unitaire. Lorsque l'interdiction gouvernementale, avec son cortège de violences policières à prévoir, tombe, ils acquièrent une certitude : un « complot » ourdi par le gouvernement, avec la complicité,

« objective » ou pas, de la FEN et de l'UNEF, est en cours, qui vise à faire retomber sur le « parti de la classe ouvrière » tout le poids de la répression. Un mot court, un classique du vocabulaire communiste : « aventurisme ». Apostrophant Jean-Pierre Vigier lors du comité central du 14 octobre, Jeannette Vermeersch avait déjà insinué que certains camarades voulaient « organiser des manifestations de rue susceptibles de compromettre la sécurité de la direction du parti [66] ». La même, cette fois lors d'un CC ultérieur, les 14 et 15 décembre, refusera de serrer la main à Philippe Robrieux, en lui disant : « Que fais-tu encore ici ? Qu'attends-tu pour aller au PSU [67] ? »

On peut donc considérer que c'est à ce moment, dans les deux ou trois jours qui suivent l'interdiction, que la décision politique de ne pas participer à une manifestation centrale est prise. C'est en tout cas le 25, à l'avant-veille de la date retenue, que cette décision est rendue publique : « Oui » aux actions unitaires locales prévues depuis longtemps, « Non » catégorique à la manifestation de Paris. Après une dénonciation habituelle du « comportement des hommes et des partis qui, par anticommunisme, s'opposent encore à l'union sans exclusive », les attendus de ce refus sont clairs : « De ce fait [formule qui rejette sur les autres forces la responsabilité de la division], les conditions ne sont pas actuellement réalisées pour qu'une manifestation centrale interdite à Paris puisse rassembler la masse des partisans de la négociation, sans même parler de ceux qui conservent des illusions envers de Gaulle [68]. Le PCF déclare qu'une telle manifestation, limitée à une avant-garde, favoriserait aujourd'hui les provocations du pouvoir personnel,

la division des adversaires de sa politique et la réalisation des nouvelles menaces proférées par le chef de l'État contre ce qui reste des libertés. » En page intérieure, on trouve un communiqué de l'Union départementale CGT de la Seine, qui demande à ses adhérents de ne pas aller à la manifestation interdite.

Comble d'ironie, c'est à ce moment que la fédération de la Seine de la SFIO, en accord avec la direction nationale, trop heureuse de se refaire une virginité en matière algérienne, décide de se joindre à l'appel. Le 27 octobre au matin, *Le Populaire* titre en une : « Toutes les organisations démocratiques participeront au meeting de la Mutualité. La Fédération socialiste invite à manifester. Le Parti communiste est contre. » Le 28, le même quotidien se félicitera de la « puissante manifestation [...] malgré l'abstention et le sabotage du Parti communiste ».

Les conséquences politiques du refus communiste

Sans les communistes ? Plusieurs témoignages attestent que de nombreux militants, et parmi eux des étudiants, déroutés par ces tergiversations et réfractaires aux injonctions de la direction, ont ce soir-là manifesté. D'autres sont venus pour se rendre compte, histoire de ne pas être totalement hors du coup [69] . En tout cas, le soir du 27, la salle de la « Mutu » étant

pleine à craquer, la foule se répand dans les rues alentour. La police charge, comme elle en a l'habitude. On comptera une centaine de blessés – parmi lesquels de nombreux journalistes, mais aussi au sein de la police – et plus de cinq cents arrestations.

Mais si la division l'emporta à Paris, il convient de souligner le succès de bien des rassemblements unitaires en province : quinze meetings et cent trois manifestations dans cinquante-trois départements différents, avec seulement trois heurts avec la police signalés. Dans la seule région parisienne, une quarantaine de cortèges sont organisés [70]. À Saint-Denis, un cortège qui paraît assez compact traverse la ville [71]. À Lyon, où la manifestation est unitaire, plus de 5 000 personnes défilent (et sont également l'objet de violences policières) [72]. D'autres manifestations ont lieu à Angers, Chambéry, Annecy, Villeurbanne, Caen, Besançon, Grenoble, etc.

L'Humanité titre le lendemain : « Immense succès de la journée pour la paix en Algérie », mais il s'agit des manifestations en province et en banlieue. À l'appui, quelques photos. Le lecteur attentif doit chercher un sous-titre, en bas de page, pour apprendre qu'il y a eu « 15 000 personnes à la Mutualité », puis, en page intérieure, pour avoir connaissance des violences policières. Le 29, le quotidien présente l'analyse du bureau politique : la journée d'action « a obtenu un grand succès », elle a été marquée par des progrès dans l'unité d'action avec les socialistes. Dans le numéro de *L'Humanité-Dimanche* qui suit (30 octobre), les lecteurs apprendront qu'il y a eu « plus de

100 000 personnes dans le département de la Seine », dont 4 000 à 5 000 à Montreuil, 8 000 à Saint-Denis… mais rien sur la « Mutu ». Même satisfaction à la CGT : les « travailleurs » ont été des « centaines de milliers » à manifester [73] .

La polémique, cependant, n'est pas loin. Dans le communiqué du BP du 28 octobre déjà cité, l'autosatisfaction règne : « Les résultats sont venus confirmer la tactique juste du parti qui, tout en refusant d'être la force d'appoint de certaines formations, a lutté sur des bases justes pour l'unité d'action. » Deux fois l'adjectif « juste » dans la même phrase. Parmi les actions à développer, il est préconisé de « travailler à développer l'organisation et l'activité du Mouvement de la paix » et à « être très offensif pour briser l'exclusive anticommuniste, poser cette question dans les masses, y compris dans les syndicats de l'enseignement et à l'UNEF », combattre la tentative de « reconstituer une troisième force » (une formule sans aucun doute utilisée sciemment pour disqualifier celle de « troisième gauche »). Le langage public est le même : René Andrieu, toujours le 28, signe l'éditorial de *L'Humanité*, « Et maintenant ? », regrettant une « occasion perdue », par la faute de « certains » de « ressusciter le fantôme de la troisième force ».

En observant de près les réactions, on décèle cependant une différence de ton et d'attitude entre la direction du PCF et celle de la CGT. Si, avant le 27, Léon Mauvais et Eugène Henaff – dirigeants simultanément, rappelons-le, du parti et du syndicat – avaient été en pointe dans la dénonciation de

l'« opportunisme de gauche », Benoît Frachon, pour sa part, avait été étonnamment discret. Or le secrétaire général prend l'initiative, dès le 28, d'écrire aux dirigeants de la CFTC, de le FEN et de l'UNEF : « Les manifestations qui se sont produites dans l'ensemble du pays le 27 octobre à la suite de l'appel que nous avons lancé d'un commun accord ont revêtu une grande ampleur. Elles représentent sans conteste la plus forte expression de volonté de paix enregistrée jusqu'ici. Le fait que notre appel ait eu un si grand retentissement crée des responsabilités communes à ceux qui l'ont lancé. Conscients de ces responsabilités, nous vous proposons de nous réunir le plus tôt possible pour examiner les caractéristiques de l'ensemble du mouvement, en tirer les leçons et prendre des dispositions pour poursuivre en commun la lutte pour la paix en Algérie, et répondre ainsi à la confiance qu'ont mis en nous ceux qui ont suivi notre mot d'ordre en faisant face à toute évolution de la situation [74]. » Pas un mot, pas une formule, pas une allusion aux divisions toutes fraîches de la veille… On peut imaginer des discussions un peu « vives » entre Frachon et ses subordonnés les moins ouverts. En tout cas, c'est sa ligne qui, le 9 novembre, l'a emporté. La Commission administrative du syndicat propose en effet : « Compte tenu du mouvement montant d'opposition à la guerre d'Algérie, et notamment des résultats importants enregistrés le 27 octobre, de nouvelles actions organisées en commun pourront revêtir encore plus de puissance [75]. » Les tensions persistantes entre forces de gauche ne permirent pas à cette proposition d'avoir des suites.

Cependant, le refus communiste ne pouvait pas ne pas avoir des répercussions. Les milieux étudiants, en particulier, sont ébranlés : alors que les militants communistes qui y propagent la dénonciation de la guerre d'Algérie depuis des années voient (enfin) l'UNEF agir, on leur demande de ne pas participer à une manifestation ! De « premiers doutes », comme l'écrira plus tard Philippe Robrieux, naissent ces jours-là [76]. Des témoignages convergents confirment ce malaise. *A contrario*, chez les organisateurs, cette « Mutu du 27 octobre », sans doute magnifiée avec les années, reste comme un symbole de l'engagement de la « troisième gauche » et de l'effacement du PCF. « Nous avions obligé [les communistes] en 1960 à 1961 à passer d'une attitude prudente à la politique des manifestations de rue », dira des années plus tard Gilles Martinet à l'historien allemand Hartmut Elsenhans [77]. Affirmation un rien prétentieuse pour qui se souvient que la première Mutualité organisée par les communistes pour dénoncer la « répression en Algérie » date du 14 juin 1955 [78], pour qui a étudié la multiplication des manifestations initiées – encore une fois, modestes, souvent maigres, mais des manifestations de rue tout de même – depuis septembre 1955 par un PC ou une JC alors bien seuls [79].

Il reste que la fermeture d'esprit, l'attachement aux formes traditionnelles d'action, la volonté d'imposer un Mouvement de la paix rejeté par les autres forces politiques et syndicales ont mené le PCF à l'impasse, dans laquelle il s'est lui-même enfermé. De ce point de vue, les Casanova, Servin, Vigier et autres, ces futurs exclus, défendaient mieux la place du PCF

dans le mouvement protestataire que ceux qui voulaient à toute force le contrôler. Laurent Casanova, dans l'intervention devant le CC déjà citée du 13 janvier, dira : « Je l'ai dit à Maurice dans une conversation particulière : "Je ne comprends pas comment, ayant raison comme nous avons raison, on se soit laissés manœuvrer comme des enfants" [80] . » On imagine les rictus sur les visages de plus d'un présent. Voilà le genre de phrase qui achevait d'instruire un procès. Il viendra en son temps.

Notes du chapitre

[1] ↑ Toutes leurs interventions sont reproduites dans la brochure : COMITÉ D'ACTION DES INTELLECTUELS CONTRE LA POURSUITE DE LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD, *Guerre d'Algérie et colonialisme*, Paris, 1956.

[2] ↑ Jean-Paul SARTRE, « Le colonialisme est un système », *loc. cit.*

[3] ↑ Sur toute cette période, voir notamment le travail très précisément documenté d'un auteur à la fois acteur et historien : Bernard RAVENEL, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, La Découverte, Paris, 2016.

[4] ↑ André STIL, *L'Humanité*, 18 janvier 1955.

[5] ↑ Voir par exemple l'article très hostile de Jean GACON, « La "nouvelle gauche" ou les apartés de l'unité », *La Nouvelle Critique*, n° 81, janvier 1957.

[6] ↑ Appelé ainsi car évincé de la IVe Internationale ; le plus souvent appelé « lambertiste », du nom de son principal leader.

[7] ↑ On a déjà signalé *supra* qu'exactement au même moment (6 novembre) se constitua, dans l'orbite des PCF/CGT, un Comité national d'information et d'action pour la solution pacifique des problèmes d'Afrique du Nord.

[8] ↑ François Mitterrand avait quant à lui demandé également à adhérer au PSA – demande rejetée avec mépris, notamment par Alain Savary –, puis avait manœuvré pour approcher le PSU, toujours sans succès (Marc HEURGON, *Histoire du PSU*, tome 1, *La Fondation et la guerre d'Algérie, 1958-1962*, La Découverte, Paris, 1994).

[9] ↑ Francis JEANSON, « Le tournant algérien », *Esprit*, octobre 1951 ; « Logique du colonialisme », *Les Temps modernes*, juin 1952.

[10] ↑ Francis JEANSON, « L'art d'être grand-père », *in* Jean-Paul SARTRE (dir.), *L'Affaire Henri Martin*, Gallimard, Paris, 1953.

[11] ↑ Cité par Patrick ROTMAN et Hervé HAMON, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

[12] ↑ Marcel PÉJU, « La gauche respectueuse », *Les Temps modernes*, n° 169-170, avril-mai 1960.

[13] ↑ Francis JEANSON, « Lettre à Jean-Paul Sartre », *Les Temps modernes*, n° 169-170, avril-mai 1960.

[14] ↑ Sylvain PATTIEU, « Le "camarade" Pablo, la IVe Internationale et la guerre d'Algérie », *Revue historique*, n° 619, 2001.

[15] ↑ Jacques CHARBY (dir.), *Les Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie : les acteurs parlent*, La Découverte, Paris, 2004.

[16] ↑ Le second journaliste français présent était Paul-Marie de La Gorce, mais il ne publia pas de compte rendu (voir son témoignage, « L'Algérie », *in* Michel REYNAUD (dir.), *Elles et Eux, l'Algérie*, Tirésias, Paris, 2004).

[17] ↑ Voir Georges ARNAUD, *Mon procès*, Minuit, Paris, 1961.

[18] ↑ Dont les minutes seront publiées dès avril 1961 par Marcel PÉJU, *Le Procès du réseau Jeanson*, Maspero, Paris, 1961 (rééd. La Découverte, Paris, 2002). Le livre sera immédiatement saisi par la police.

[19] ↑ Sartre, de retour, ne put désavouer, se contentant de dire à Dumas : « Vous y êtes allés un peu fort » (tout cet épisode *in* Roland DUMAS, *Le Virtuose diplomate*, entretiens avec Françoise Dessy, L'Aube, La Tour d'Aigues, 2014). Jacques Vergès affirme qu'il a également participé à la rédaction (*Jacques Vergès l'anticolonialiste*, *op. cit.*).

[20] ↑ La France officielle avait cependant la rancune tenace. L'indépendance de l'Algérie obtenue, les clauses amnistiantes des accords d'Évian ne furent pas appliquées aux « porteurs ». Francis Jeanson ne reviendra en France qu'à l'occasion

de son amnistie tardive, en 1966 (voir Stéphane GACON, « Histoire d'une amnistie, l'amnistie de la guerre d'Algérie », *in* Thomas BOUCHET, Stéphane GACON et Serge WOLIKOW (dir.), *Traces de la guerre d'Algérie. Quarante ans de turbulences dans la vie politique française*, *Territoires contemporains*, *Cahiers de l'IHC*, n° 2, 1995).

[21] ↑ D'où peut-être une confusion qui subsiste entre ce « Manifeste » et les « porteurs » : les deux mouvements se complétaient, mais ne doivent pas être confondus.

[22] ↑ Voir le texte et la liste des signataires reproduits par Jean-François SIRINELLI, « Algérie, Manifeste des 121. "Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie" », *Libération*, 12 janvier 1998, <frama.link/bQWFhdMr>.

[23] ↑ Paul NOIROT, *La Mémoire ouverte*, Stock, Paris, 1976.

[24] ↑ Martin EVANS, *Mémoires de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

[25] ↑ Martin VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

[26] ↑ Didar FAWZY-ROSSANO, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990)*, *op. cit*.

[27] ↑ Cité par Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, *op. cit*.

[28] ↑ Michel MULLER, entretien avec l'auteur, Saint-Denis, 17 janvier 2017.

[29] ↑ Claude MAZAURIC, communication écrite à la journée d'études de l'Amicale des vétérans du PCF, Draveil, 13 janvier 2001 (Archives du CN du PCF, fonds Louis Baillot, 1 CN 11).

[30] ↑ Mohammed HARBI, entretien avec l'auteur, Paris, 21 juillet et 25 novembre 2017.

[31] ↑ Maguy VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

[32] ↑ Nombreux exemples *in* Jacques CHARBY (dir.), *Les Porteurs d'espoir*, *op. cit.*

[33] ↑ Cité par Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, préface de l'ouvrage de William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

[34] ↑ Alain KRIVINE, entretien avec l'auteur, Montreuil, 25 avril 2014.

[35] ↑ Henri Benoits, militant CGT, membre du PCI chez Renault durant la guerre d'Algérie, entretien avec l'auteur, 4 mars 2017.

[36] ↑ Voir son autobiographie : Anne Beaumanoir, *Le Feu de la mémoire. La Résistance, le communisme et l'Algérie, 1940-1965*, Bouchène, Saint-Denis, 2009.

[37] ↑ « Les mystérieuses activités de la doctoresse Annette Roger provoquaient des scènes de ménage entre elle et son mari », *France-Soir*, 13 novembre 1959.

[38] ↑ Dominique Desanti, *Les Staliniens. Une expérience politique, 1944-1956*, *op. cit*.

[39] ↑ « Cent quarante-huit ans et huit mois de prison en 125 minutes », *L'Humanité*, 2 octobre 1960.

[40] ↑ CC du PCF, 14 octobre 1960, cité *in Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches*, tome 3, *1954-1964* (Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri/Conseil général, 2010).

[41] ↑ Union nationale des étudiants musulmans d'Algérie, sous la coupe de la Fédération de France du FLN (voir Guy Pervillé, *Les Étudiants algériens à l'université française, 1880-1962*, CNRS Éditions, Paris, 1984).

[42] ↑ Daniel Agacinski, « Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant », *Cahiers du Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (GERME)*, n° 3, 2012. Ainsi que : Eithan Orkibi, *Les Étudiants de France et la guerre d'Algérie : identité et expression collective de l'UNEF (1954-1962)*, Syllepse, Paris, 2012 ; « La manifestation du 27 octobre 1960 », *Cahiers du GERME*, n° 30, 2012-2013.

[43] ↑ Instruction ministérielle en date du 18 août 1959, selon laquelle les sursis jusqu'alors accordés aux étudiants ne seront plus automatiques, limitant de fait l'accès aux concours nationaux, agrégation et CAPES.

[44] ↑ « UNEF : du corporatisme au syndicalisme », *Tribune socialiste*, n° 3, 23 avril 1960, <frama.link/wBwKBvqa>.

[45] ↑ *La Vie ouvrière*, 23 mars 1960.

[46] ↑ « Déclaration de la CGT sur le problème algérien », *La Vie ouvrière*, 15 juin 1960.

[47] ↑ Déclaration commune CGT-CFTC-FEN-UNEF, 30 juin 1960, *La Vie ouvrière*, 13 juillet 1960.

[48] ↑ Marcel Caille, « Hâter l'heure de la paix », *La Vie ouvrière*, 20 juillet 1960.

[49] ↑ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

[50] ↑ Archives IHS-CGT, Montreuil, fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/11, sous-dossier « UNEF ».

[51] ↑ Pierre Mendès France, *Œuvres complètes*, tome 4, *Pour une République moderne, 1955-1962*, Gallimard, Paris, 1987.

[52] ↑ « Pour la paix en Algérie », tract de l'Union des syndicats FO de la région parisienne, 1960 (Archives IHS-CGT, Montreuil, fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/11).

[53] ↑ Étienne Fajon, « Ne pas disperser les efforts », *L'Humanité*, 6 octobre 1960.

[54] ↑ Madeleine Rebérioux, *in* Patrick Éveno et Jean Planchais (dir.), *La Guerre d'Algérie. Documents et témoignages*, La Découverte/Le Monde, Paris, 1989.

[55] ↑ Bureau politique du PCF, « Résolution », *L'Humanité*, 7 octobre 1960.

[56] ↑ Lettre du bureau confédéral de la CGT à l'UNEF, 7 octobre 1960 (IHS-CGT, Montreuil, fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/11, sous-dossier « UNEF »). Texte rendu public par *Le Peuple*, 15 octobre 1960.

[57] ↑ On peut reconstituer les péripéties de cette session du bureau politique grâce aux Archives du PCF : fonds Commission centrale de contrôle politique, Affaire Servin-Casanova, 261 J 6/11 ; fonds Waldeck Rochet, chemise « Affaire Casanova-Servin », 307 J 55 ; enregistrements sonores des séances du comité central, session du 13 janvier 1961, 1 AV 4693-4703.

[58] ↑ Laurent Casanova, lettre du 27 janvier 1961 au secrétariat du CC, résumant sa position du 17 octobre (Archives du PCF, fonds Waldeck Rochet, 307 J 55).

[59] ↑ Laurent Casanova, CC du 13 janvier 1961, résumant sa position du 17 octobre, enregistrement sonore (Archives du PCF).

[60] ↑ CC du 14 octobre 1960, *in* Parti communiste français, *Les Réunions du comité central*, tome 3, *op. cit.*

[61] ↑ Compte rendu sténographique (Archives du PCF, fonds Commission centrale de contrôle politique, dossier « Archives Servin-Casanova », 1, 261 J 6/10).

[62] ↑ *L'Humanité*, 19 octobre 1960.

[63] ↑ Gaston PLISSONNIER, lettre à Jean Devèze, secrétaire général du SNESUP, 19 octobre (Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, 264 J 34).

[64] ↑ Ce communiqué a dû tomber trop tard pour paraître dans *L'Humanité* du 20. Il figure donc dans l'édition du 21.

[65] ↑ *L'Humanité*, 21 octobre.

[66] ↑ Philippe ROBRIEUX, *Notre génération communiste, 1953-1968*, Robert Laffont, Paris, 1977.

[67] ↑ Propos rapportés par Jean-Pierre Vigier, mais qui ne figurent pas dans le compte rendu (Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*).

[68] ↑ Allusion à la FEN, qui s'en tenait alors à une position prudente, la réunion d'une table ronde avec toutes les parties.

[69] ↑ Jacques GIRAULT, entretien avec l'auteur, Pierrefitte, 26 octobre 2017.

[70] ↑ Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit*.

[71] ↑ « Huit mille travailleurs dans nos rues », *L'Humanité*, 27 octobre 1960.

[72] ↑ Alain BUJARD, « La guerre en Algérie, le syndicalisme étudiant et les luttes pour la paix et pour l'indépendance », *Cahiers d'histoire sociale Rhône-Alpes*, IHS-CGT, n° 62, décembre 2002.

[73] ↑ *La Vie ouvrière*, 2 novembre 1960.

[74] ↑ Benoît FRACHON, plaquette ronéotée, CGT/FSM, Courrier confédéral, *Bulletin d'information du bureau confédéral*, n° 8, 16 novembre 1960.

[75] ↑ *Ibid.*, n° 7, 10 novembre 1960.

[76] ↑ Philippe ROBRIEUX, *Notre génération communiste*, *op. cit.*

[77] ↑ Gilles MARTINET, entretien accordé à Hartmut Elsenhans, mai 1970 (cité *in* Rachid OUÏSSA (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, *op. cit.*).

[78] ↑ Il est vrai qu'elle fut interdite par les autorités (voir *L'Humanité* des 13 et 14 juin 1955).

[79] ↑ Danielle Tartakowsky (*Les Manifestations de rue en France*, *op. cit.*) a recensé vingt-six manifestations antiguerre lors de la première année pleine 1955 et cent

quatorze en 1956 (étant entendu qu'elles ne furent évidemment pas toutes à l'initiative des communistes), avant de connaître un creux durable, pour repartir effectivement en 1960.

[80] ↑ Laurent CASANOVA, intervention, comité central, session du 13 janvier 1961 (Archives du PCF, enregistrements, 1 AV 4693-4703).

22. Face à la Ve République et aux évolutions du gaullisme

L'arrivée de De Gaulle au pouvoir, la grande popularité dont il a longtemps joui, l'avènement de la Ve République, considérée par les opposants comme d'essence monarchique, autant d'événements qui ont marqué une étape, dramatique aux yeux des concernés, dans l'affaiblissement du PCF. Certes, au cours des deux dernières années de la IVe République, les communistes avaient connu bien des déboires, bien des crises, bien des désaffections. Mais ils avaient la sensation que l'appareil, affaibli quantitativement, restait solide, que le socle électoral était stable, à défaut d'être acquis.

La thèse d'un de Gaulle décolonisateur dès les années sombres de la guerre mondiale, visionnaire lors de la conférence de Brazzaville de janvier-février 1944, puis acquis très tôt à l'idée de l'indépendance de l'Algérie, est à ranger dans l'armoire bien remplie des révisions de l'Histoire – et les gaullistes ne furent pas les derniers à y amasser des légendes. Celle d'un homme continûment et totalement conservateur en matière coloniale n'est pas plus crédible. Mais il reste que c'est un homme de droite, né à la fin du XIXe siècle, qui fit ce qu'aucun gouvernement de gauche n'eut le courage de mettre en chantier : ni le Front populaire et son projet minimal Blum-

Viollette avorté, ni le gouvernement Ramadier de 1947 et sa volonté de vider de toute substance le statut de l'Algérie, ni *a fortiori* celui de Guy Mollet, dont l'illusion liée à une politique pacifiste vola en éclats au bout de quelques semaines. Il a fallu à l'appareil du PCF prendre en compte cette donnée radicalement nouvelle. Il ne le fit pas sans hésitations.

Mai 1958 : « Le fascisme ne passera pas »

L'histoire de la relation entre le monde communiste français et l'action et la personne du général de Gaulle est longue et chaotique [1]. À une courte période de coopération, certes conflictuelle, durant la Résistance et aux lendemains immédiats de la Libération, a succédé une longue, très longue, hostilité (mutuelle), de la fondation du Rassemblement du peuple français (RPF) en 1947 à la veille de la crise de 1958. On sait que de Gaulle avait en horreur le « séparatisme » communiste (c'est lui qui le premier utilisa ce mot). La réciproque est vraie : « Le programme RPF est le même que celui de Pétain, de La Rocque et de Franco », lance à ses adversaires Jacques Duclos, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale le 7 mai 1951 [2].

Mais la fièvre RPF retombe aussi vite qu'elle était montée. Jamais, dans l'histoire politique française, un parti-mouvement n'avait réuni autant d'adhérents en si peu de temps… et jamais

une chute ne fut aussi rapide. En 1955, par la volonté de son créateur, le RPF a cessé d'exister. De Gaulle a soixante-cinq ans : il se réfugie dans sa belle demeure de Colombey pour y rédiger ses Mémoires et y « traverser le désert ». Il ne voit plus que ses fidèles. En décembre 1955, il ne se trouve plus que 1 % des Français pour espérer voir un jour le retour du Général aux affaires [3]. C'est justement la guerre d'Algérie qui va permettre à la mouvance gaulliste de revenir sur le devant de la scène. L'idée avancée par un lobby gaulliste, minoritaire mais très actif, est que le régime a failli, que le grand homme qui avait servi la France aux heures les plus sombres est le seul capable de la sauver de nouveau. En juillet 1956, les Français sont 9 % à espérer le retour du Général, début 1958, 13 % [4]. Rien d'une lame de fond, mais un mouvement s'esquisse. Les atermoiements, les échecs et, pour tout dire, l'insigne médiocrité du personnel de la IVe République vont faire le reste. Au terme d'un processus alternant le chantage à l'intervention des parachutistes de Massu et le respect des apparences démocratiques, le « coup d'État démocratique » du 13 mai 1958, pour reprendre le terme du journaliste Christophe Nick, réussit [5].

Pour les dirigeants communistes, ce n'est pas – ou pas seulement – à un changement de République que l'on assiste, mais à un basculement dangereux vers le « fascisme ». Dès le 14 mai, le bureau politique réemploie la vieille formule : « Le fascisme ne passera pas » ; et le bureau confédéral de la CGT appelle à « assurer la victoire contre les ennemis de la liberté et de la République ». Le lendemain, le comité central du PCF

invite le peuple de France à « barre[r] la route à Charles de Gaulle et à la dictature militaire et fasciste ». Le 29 est décidée la mise en place de comités de défense républicaine, « ouverts à tous les démocrates ». La presse communiste fait appel à la culture historique ou à la mémoire des lecteurs : de Gaulle est tour à tour, ou simultanément, Napoléon-le-petit, le général Boulanger, Pétain et même Louis XIV [6]. Cette fixation n'est pas seulement une parade, elle correspond à une véritable crainte, fondée d'ailleurs sur des éléments sérieux : l'alliance de fait – déjà un peu conflictuelle, mais nul observateur extérieur n'en est conscient à l'époque – entre des éléments de l'armée, des groupes fascisants et des cercles gaullistes manipulateurs. Cette crainte était partagée par bien des militants de base. De nouveau, une idée s'imposa : « Ils vont interdire le parti. » Dans les fédérations, sans doute également dans certaines sections fortes, on se met à chercher des planques pour les dirigeants, des locaux de repli pour stocker machines à écrire, ronéos, papier, stencils, tracts [7] … Preuve que cette crainte a au moins effleuré les principaux responsables, les agents des RG informent leur direction que des militants communistes d'Allemagne de l'Ouest ont aménagé des bases pour des dirigeants du PCF, en vue d'un repli ultérieur en RDA [8]. Info ou intox ? Ce qui est certain, c'est que des dépôts d'armes planquées à la Libération furent opportunément « retrouvés ». Ce fut par exemple le cas en Corse, où les communistes avaient une « certaine expérience » dans la guérilla et où l'on passa très près d'affrontements armés avec les troupes parachutées du colonel Jean-Robert Thomazo (1904-1973). En région parisienne,

il y aurait eu, dans des locaux discrets, des réserves de manches de pioches, de matraques, de sacs de boulons, mais aussi d'acide sulfurique et de cocktails Molotov [9] .

Fantasme ? Crainte irraisonnée d'une réédition de février 1934 ? *A posteriori*, on peut analyser de façon distante cette crainte. Mais qui sait ce qui aurait pu se passer en cas de refus des parlementaires ? Les militaires seraient-ils rentrés chez eux ? Le journaliste Pierre Courtade, avec un humour grinçant, écrivit, dans un éditorial de *L'Humanité*, que « la majorité de M. de Gaulle se [composait] de cent députés et de 5 000 parachutistes [10] ». Symboliquement, ce mois de mai 1958 verra un record de saisies du quotidien communiste – ce qui ajouta évidemment à la crainte du fascisme qui se profilait. Crainte allant *crescendo* qui trouva sa traduction dans les grands titres des unes : « On ne peut céder aux ultras et parler de négociations » (13 mai) ; « Après Alger, Ajaccio : les reculs du gouvernement encouragent les généraux factieux qui trament la guerre civile. Renforcez d'urgence l'action antifasciste, multipliez les assemblées, les manifestations, les comités antifascistes. Face à toute extension du complot gaulliste, préparez-vous à la grève générale » (25 mai) ; « Défi à la République. Coty pressent de Gaulle pour former le gouvernement. Pour barrer la route au fascisme, pour un gouvernement de défense républicaine, rassemblez-vous et unissez-vous, multipliez les arrêts de travail, manifestez contre la dictature » (30 mai).

Une partie de la gauche non communiste réagit de la même façon. Le 28 mai a lieu une manifestation centrale à Paris. Même si les appels à protester ont été séparés (SFIO, UDSR, quelques radicaux, même quelques MRP d'un côté, PCF, CGT, JC et autres organisations de l'autre), c'est sur le même parcours, de la Nation à la République, qu'est invité à défiler le peuple de Paris, premier cas depuis plus d'une décennie. Défile ce jour-là une foule considérable, ce qui induira en erreur les dirigeants politiques, confondant un peu vite la détermination de ces manifestants et l'opinion profonde des Français. Le lendemain, *L'Humanité* titre : « Un demi-million de la Nation à la République. Formidable manifestation d'union antifasciste. » Pour une fois d'accord, *Le Populaire* titre pour sa part : « Ils étaient 500 000 aux cris de : "Nous défendrons la République." » En fait, cette façade d'unité cache mal de profondes divisions. Des socialistes, et non des moindres (Guy Mollet), ont une analyse bien différente : si la « République » est à « défendre », c'est à la fois contre les factieux et contre les « bolcheviks », et de Gaulle peut très bien être le bouclier contre les uns et les autres. Finalement, le 29 mai en début de soirée, Coty fait appel à de Gaulle. Le 1er juin a lieu le débat d'investiture, qui n'est plus alors qu'une formalité. Mendès, Mitterrand, Daladier, les députés communistes et quarante-neuf députés socialistes voteront contre (total : deux cent vingt-quatre voix) ; la droite modérée, les poujadistes, la majorité des radicaux (dont Edgar Faure), des UDSR, des MRP (dont Bidault), quarante-deux députés socialistes (dont Mollet) permettront cependant l'investiture (trois cent vingt-neuf voix). À 21 h 15, Charles de

Gaulle devient président du Conseil d'une République dont il n'a qu'une hâte : se débarrasser. Dès le 3 juin, l'Assemblée, mi-complice, mi-craintive, lui donne d'ailleurs mandat de préparer une nouvelle Constitution. Michel Debré, le plus « Algérie française » de l'entourage du Général, devenu garde des Sceaux, est chargé d'animer une équipe de juristes et de politiques acquis aux conceptions gaullistes, afin de rédiger la Constitution d'une Ve République qui sera soumise à un référendum le 28 septembre 1958. Pour les communistes, elle ne peut être que totalitaire, d'essence monarchique. Le combat pour le « Non » commence. Le ton est donné par Thorez qui, le 26 août, invite ses camarades à ne jamais oublier les vers célèbres : « Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun [11] . »

Les communistes n'ont pas le choix de leurs alliés. Ni les organisations qui leur sont habituellement liées, ni la « troisième gauche », encore faible malgré le regroupement de l'aile gauche de la SFIO en un Parti socialiste autonome (qui sera officiellement créé en mai 1959), ni l'active Ligue des droits de l'Homme ne pèsent lourd dans l'opinion. Aussi le PCF abandonne-t-il ses anciennes préventions contre des ennemis déclarés de la veille qui n'ont alors comme seule qualité que de s'opposer à de Gaulle : Daladier (l'« homme de Munich »), Moch (le « bourreau des mineurs »), Mendès et Mitterrand (les partisans acharnés de la guerre d'Algérie en novembre 1954), Denis Forestier (l'ennemi juré au sein du monde syndical), tous partisans comme le PCF du « Non » au référendum de

septembre, redeviennent un temps fréquentables et ont même les honneurs de quelques citations dans *L'Humanité*.

Mais face aux partisans du « Non », le camp du « Oui » bénéficie d'un avantage considérable (outre les moyens de l'État qui lui sont quasi exclusivement réservés) : l'ambigüité du langage du Général. Calculée. En fait, de Gaulle a soigneusement dit à chacun des camps – partisans de l'Algérie française, réformateurs – ce qu'il avait envie d'entendre. Parfois dans le même discours, comme dans ce célèbre « Je vous ai compris » du 4 juin sur le balcon du Forum à Alger. D'où la conjonction des voix venues d'horizons opposés pour le soutenir. Utilisant à fond l'image du Général, ses partisans forment un nouveau parti, l'Union pour la nouvelle République (UNR). Le 28 septembre, au terme d'une campagne d'une grande intensité, le projet est adopté avec près de 83 % des suffrages. Rare tour de passe-passe dans l'histoire française : des comploteurs contre la République ont été absous par ceux qui étaient chargés de la défendre, les parlementaires, puis approuvés avec enthousiasme par huit Français sur dix. Jean-Paul Sartre, fou de rage, écrit dans *L'Express* qui paraît le jour même du référendum un article titré : « Les grenouilles qui demandent un roi ». Lors des élections législatives qui suivent (23 et 30 novembre 1958), les premières de la nouvelle République, il fallait s'attendre à ce que le nouveau parti majoritaire, l'UNR, jouât la carte de la continuité. Ce qui est fait. C'est un raz-de-marée. Les partis se réclamant de la majorité présidentielle obtiennent 43 % des suffrages au premier tour, puis grâce au scrutin majoritaire uninominal à deux tours,

raflent la majorité absolue à l'Assemblée (453 sièges sur 576). Toutes les grandes personnalités antigaullistes sont battues : Jules Moch, Gaston Defferre, François Mitterrand, Édouard Daladier, Pierre Mendès France… Pour le PCF, c'est une déroute : il perd 1 630 000 voix, passant d'un quart (25,3 %) à moins d'un cinquième (18,9 %) des suffrages exprimés. Son groupe parlementaire passe de cent cinquante à dix [12]. À la grande joie de la droite, le porte-parole du groupe, Jacques Duclos, est évincé de l'Assemblée. Et la défaite n'est pas que quantitative : plus grave peut-être, un sondage effectué à la veille des législatives montre qu'un électeur communiste de 1956 sur deux (49 %) « fait confiance » au général de Gaulle pour résoudre la question algérienne [13].

Dès lors, il faut composer. La presse communiste a beau jouer d'imagination pour présenter sous le jour le moins sombre la situation, la direction, l'appareil et les militants sont en état de choc. D'autant que, en l'absence d'une analyse incluant un minimum d'autocritique lors des deux sessions en octobre du comité central, des voix s'élèvent en interne. C'est précisément à ce moment qu'est rendue publique la fameuse lettre de la cellule Sorbonne-Lettres, déjà citée ; et d'autres voix s'expriment au sein même de l'appareil. On a signalé ci-dessus que les prodromes de la crise Servin-Casanova et desdits « khrouchtchéviens » étaient apparus (ou plutôt s'étaient confirmés) en cet automne 1958. Une sérieuse mise à jour idéologique – et donc organisationnelle – est devenue nécessaire. Elle tardera.

Septembre 1959 : les communistes et l'autodétermination

Sur la question algérienne, il faut aux opposants au nouveau président de la République un sens aigu de l'observation pour porter une analyse. D'une part, comment ne pas le voir, de Gaulle résiste à la pression des plus « ultras » de ses partisans et il commence à nuancer son discours dès qu'il a les pleins pouvoirs. Le 23 octobre 1958, lors d'une conférence de presse, il évoque la « personnalité courageuse de l'Algérie » et son « association étroite avec la métropole française [14] ». Puisque l'Algérie était invitée à s'associer à la métropole, c'est bien qu'elle n'était pas la France… Fin avril 1959, de Gaulle, recevant le directeur de *L'Écho d'Alger*, Pierre Laffont, lâche une formule qui fait mouche : « L'Algérie de papa est morte, et si on ne le comprend pas, on mourra avec elle », immédiatement répercutée [15]. Cette fois, même les plus obtus des partisans de l'Algérie française, qui étaient passés à côté d'une partie du message de mai 1958, comprennent : comme, à leurs yeux, toute évolution est capitulation, ils passent à l'antigaullisme aussi rapidement qu'ils avaient basculé dans le gaullisme. En septembre 1959, Georges Bidault, avec à ses côtés l'emblématique Jacques Soustelle (lequel sera évincé du gouvernement en février 1960), fonde un Rassemblement pour l'Algérie française, qui va vite recueillir tous les déçus de droite du gaullisme. Mais, dans le même temps, de Gaulle semble

accentuer la présence française. Sur le terrain, le plan Challe est, de loin, le plus violent qu'aient subis les *moudjahidin* ; l'ALN connaît ses pires moments. Fin 1958, la proclamation, puis la mise en place, même lente, du « Plan de développement économique et social en Algérie » – dit « plan de Constantine », car annoncé dans cette ville par de Gaulle le 3 octobre – sont une marque incontestable de la volonté gaulliste de se maintenir en Algérie, *a fortiori* après la confirmation des réserves pétrolifères du Sahara.

Ces nuances, cette évolution ne changent en rien les analyses du PCF sur le gaullisme – du moins dans le discours public, car on a vu que les réticences de Marcel Servin et de Laurent Casanova apparaissaient dès ce moment en interne. Lors du XVe congrès du PCF, tenu à Ivry du 24 au 28 juin 1959, le rapport présenté par Maurice Thorez dénonce le régime dans les termes classiques : « Ce régime s'appuie sur les éléments les plus rétrogrades, les plus militaristes, les plus colonialistes de la grande bourgeoisie. Il ouvre la voie au fascisme. » Sa politique sociale est « la plus rétrograde depuis Laval et Pétain ». En Algérie, il « n'a su que continuer et aggraver la guerre [16] ». C'est dire que la direction du PC ne veut voir qu'un aspect – réel – des choses, l'offensive sur le terrain, sans tenir compte de l'autre face de la politique gaulliste, le cheminement certes chaotique vers une issue du conflit. Le divorce entre l'analyse et la réalité va devenir éclatant au lendemain d'un discours, devenu célèbre, du Général.

Le 16 septembre 1959, de Gaulle fait une déclaration solennelle au pays. En son cœur, un mot choc, qui va susciter bien des commentaires : « Je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé. » Bien, sûr, il assortit cette proposition d'un choix entre trois solutions, dont deux manifestement n'ont pas ses faveurs : la « sécession », décrite comme génératrice de « misère épouvantable », de « chaos politique », prélude à un « égorgement généralisé » et à la « dictature belliqueuse des communistes », ou la « francisation complète », présentée certes de façon positive, mais à l'évidence irréaliste. Reste, et la plupart des commentateurs le comprennent parfaitement, la solution qui a ses faveurs : « Le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle, pour l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures. »

La première réaction officielle du PCF est sans nuance aucune. *L'Humanité* titre le lendemain [17] : « La guerre va durer. De Gaulle : refus total de négocier en Algérie. Promesse d'un référendum… quatre ans après la fin des hostilités, à condition qu'il y ait moins de deux cents morts par an. » L'éditorial de René Andrieu ne voit rien de nouveau dans le discours du Général [18]. Et d'abord, qu'est-ce donc que cette « autodétermination » ? « Les mots ont peu d'importance en regard de la réalité qu'ils recouvrent », de Gaulle veut nous endormir avec son verbe, ses « artifices de vocabulaire. […] Il est possible cependant que certains propos du général soient de nature à entretenir la confusion. […] Mais les manœuvres

subalternes et les clauses de style ne suffiront pas à masquer le refus d'accepter le nécessaire dialogue pour rétablir la paix ». Le quotidien reprend par ailleurs une déclaration de Jacques Duclos, faite le soir même du discours gaulliste au micro d'Europe n° 1 : « La promesse d'autodétermination, quatre ans après la fin de la guerre, dont on ne voit d'ailleurs pas l'issue, apparaît tout simplement comme une manœuvre destinée à tromper l'ONU et d'essayer d'obtenir par la ruse, la confusion et la corruption ce qui ne peut être imposé par la force. » Dans cette même journée du 17, le bureau politique se réunit. Le lendemain, son communiqué figure dans *L'Humanité*, sous le titre : « Dissiper l'équivoque gaulliste. Que dans tout le pays grandisse le mouvement pour la paix en Algérie ! » Les mots sont durs : « Ruse, [...] slogan, [...] confusion », pour conclure : « Faire semblant de reconnaître aux Algériens le droit à l'autodétermination est une manœuvre purement démagogique [19] . » Vingt-quatre heures de plus, et c'est au tour de Jacques Duclos de revenir à la charge : il faut savoir distinguer la « paille des mots » (les beaux discours de De Gaulle) et le « grain des choses » (« une guerre allant en s'aggravant et comportant de graves risques d'extension [20] »).

Lors du discours gaulliste, Thorez était en Union soviétique, pour soins. De retour en France, il ne manifeste dans un premier temps aucune distance avec cette position négative. Le discours qu'il prononce le 27 septembre au Martinet (Gard) est de la même veine : « La récente déclaration faite par de Gaulle nous éloigne toujours plus de la solution du problème algérien. Il refuse de négocier avec ceux contre lesquels on se bat. Il ne

parle plus d'un cessez-le-feu. Il nie la réalité de cette nation algérienne dont nous signalions la formation il y a vingt ans déjà. Il subordonne tout à l'écrasement des combattants algériens, qu'il appelle la "pacification" [21] . »

Une fédération, pourtant, fait cavalier seul, celle de la Seine-Maritime, dirigée par Roland Leroy [22] : « Non seulement nous avons pensé que le discours gaullien était un pas en avant, non seulement nous l'avons dit, mais nous l'avons maintenu. Je me souviens que le membre du BP qui était chargé de nous "suivre" – c'était le mot alors – était Léon Feix. Il était venu à Rouen pour nous convaincre, mais après discussion seul à seul, il a repris le train, il n'a pas assisté à la réunion de la direction fédérale. Ça lui a évité de prendre position. Au fond, il n'était pas convaincu lui-même ! »

Mais le temps de la réflexion vient. Tout le monde politique, toute la presse ne parlent que du changement radical de la politique gaulliste. Les cris de colère des « ultras » – civils et militaires – d'Algérie, le divorce spectaculaire entre les coalisés de mai 1958 auraient pu, auraient dû, démontrer aux communistes qu'il se passait décidément quelque chose au sein des classes dirigeantes quant à la politique algérienne. De plus, le GPRA, s'il a rappelé que le préalable à toute négociation était la reconnaissance du droit à l'indépendance, a fait comprendre, certes officieusement, qu'il voyait dans ce discours gaulliste un pas en avant [23] . Enfin – et ce n'était certes pas un détail pour le PCF –, Moscou fera assez vite savoir qu'il approuve le choix

gaulliste, à condition qu'il soit accompagné de « mesures réalistes visant à assurer les intérêts du peuple algérien [24] ».

À quel moment la position initiale fut-elle perçue place Kossuth comme purement négative et par conséquent menant à une impasse ? C'est en tout cas cinq semaines plus tard que, pour la première fois, un véritable changement de ton du raisonnement communiste est introduit. Et c'est sous la plume de Maurice Thorez. Changement considérable, marqué par l'emploi du mot brocardé jusque-là : le 26 octobre, *L'Humanité* barre sa première page par ce titre : « Pour mettre un terme à la guerre d'Algérie : négociation immédiate sur la base de l'autodétermination ». Thorez définit désormais le discours gaullien comme un « changement notable », dû essentiellement à l'« échec de la pacification ». Il ne se fait pas d'illusions quant aux capacités manœuvrières du chef de l'État, mais « le fait capital, c'est qu'il a admis ouvertement que l'Algérie ce n'est pas la France, puisque le peuple algérien peut et doit déterminer lui-même son propre avenir ». Dans le reste de l'article, Thorez dénonce « les réactionnaires et les ultras qui ne veulent pas entendre parler de négociation et de paix, encore moins d'autodétermination ». Qu'est-ce à dire, sinon que les communistes se doivent de soutenir cette thématique, se trouvant ainsi « objectivement » – un adverbe qu'ils adorent – avec de Gaulle, contre la réaction colonialiste ? Comme ce fut toujours le cas en cette période, l'appareil suivit, après un moment que l'on devine difficile. Le 1er novembre, dans *L'Humanité-Dimanche*, René Andrieu évoqua un « changement de langage […] en haut lieu ». Le titre même de son article, « La

paix à portée de la main ? », même avec un point d'interrogation, montrait le chemin parcouru depuis l'hostilité ouverte de septembre.

Mais il paraît difficile de tenir successivement, en si peu de temps, deux discours opposés sans s'expliquer. Il faut reconnaître l'erreur initiale. Mais, surtout, sans égratigner l'image du secrétaire général. Une légende est alors créée de toutes pièces : l'absence de Maurice Thorez le 17 septembre avait pesé sur le ton d'hostilité et l'incapacité de discerner le nouveau qui présidèrent à cette première réaction. Légende initiée par Thorez lui-même, lors de la session du comité central qui suit : « Dès mon retour, j'avais formulé des observations sur la déclaration du BP du 17 septembre. Je l'avais trouvée hâtive, précipitée et donc incomplète, inexacte. Maintenant je dois dire plus : il y avait déjà là une autre ligne, il y avait déjà là une autre appréciation de la situation. Et cette appréciation donnée par le bureau politique s'écartait notablement de la ligne telle qu'elle avait été fixée par le congrès et par nos organismes dirigeants [25] . »

Parade un peu facile, en ces temps où nul ne se fût avisé de contredire sa version, ne serait-ce que rappeler son discours du Martinet. Le CC valide le changement d'analyse, « approuve le bureau politique d'avoir complété et modifié la première analyse faite dans sa déclaration du 17 septembre, en considérant que celle-ci s'écartait sur certains points de l'analyse générale du problème algérien faite à différentes reprises par le parti et notamment par ses XIVe et XVe congrès ».

La politique d'autodétermination est à présent analysée comme le reflet des contradictions – mot qui pourtant sera reproché aux accusés de l'« affaire Servin-Casanova » – au sein de la bourgeoisie : « Les monopoles sont prêts à sacrifier certains intérêts des colons pour tenter de rester maîtres des principales richesses de ce pays, et particulièrement du pétrole du Sahara [26]. »

Six mois encore et Maurice Thorez écrit, pratiquement sur la moitié de la une de *L'Humanité*, un article, « À propos de l'autodétermination », qui sanctionne définitivement ce changement : après tout, « les communistes ont toujours proposé une telle solution du problème algérien », c'est de Gaulle qui a évolué [27]. Un point positif. Mais, ajoutait-il immédiatement, il y a encore des pas à accomplir : le chef de l'État n'a aucunement le droit, au seuil de la nouvelle étape, de fixer un calendrier et des limites au peuple algérien. Si autocritique il devait y avoir, c'est à lui qu'il fallait la demander : « La nation algérienne a droit à son indépendance totale. C'est nier le principe même de l'autodétermination que d'en déterminer les limites et les conditions et d'évoquer la partition de l'Algérie pour le cas où son peuple se prononcerait pour l'indépendance. »

L’affaire Servin-Casanova et la guerre d’Algérie

La vie du PCF, en cette période de guerre froide, aura été ponctuée de divisions de sommet, de « procès de Moscou à Paris [28] », à un rythme soutenu, de Marty-Tillon (1952) en Lecœur (1954) [29], jusque, donc, l’« affaire Servin-Casanova » de février 1961, dont on a évoqué les premiers craquements visibles à l’automne 1958 (voir chapitre précédent). Fondamentalement, la genèse de cette nouvelle affaire est à chercher dans des analyses divergentes face aux révélations du XXe congrès du PCUS en 1956 et secondairement – mais c’est le même phénomène – de la crise hongroise [30]. La fable, inventée par la direction du PCF, du « rapport attribué au camarade Khrouchtchev », fut un révélateur des réticences à accepter les critiques du stalinisme. Les prémices naquirent dès le début de l’année 1957, avec le début d’un regroupement de communistes critiques, étiquetés *a posteriori* « khrouchtchéviens », autour de deux membres du bureau politique, Laurent Casanova, figure historique, ami proche et de longue date de Thorez, et Marcel Servin, jusque-là présenté comme le dauphin du secrétaire général, de membres du comité central, Jean-Pierre Vigier, Jean Pronteau, Maurice Kriegel-Valrimont, Claudine Chomat (compagne de Casanova), ainsi que d’un noyau au sein de l’UEC, dont son secrétaire Philippe Robrieux. Regroupement informel, pas même pensé comme tel chez ses principaux animateurs :

comme souvent dans l'histoire des « grandes affaires » du communisme, la notion de groupe, *a fortiori* oppositionnel, fut avancée par l'accusation, sans que les individus censés y appartenir aient eu forcément les mêmes positions, encore moins esquissé un rapprochement.

C'est peut-être lors d'une séance du CC, le 30 juin 1960, que le sort de Casanova a commencé à basculer. Ce jour-là, il attaque violemment les thèses chinoises (la possibilité d'une guerre atomique). Or Pékin, comme la direction du PCF, a manifesté à l'époque de la méfiance à l'égard de Khrouchtchev et une esquisse de rapprochement Thorez-Mao est en cours, ce que Casanova ne peut ignorer [31]. Puis il plaide pour une modification du style de travail et même de pensée. Selon le témoignage de Maurice Kriegel-Valrimont (1914-2006), « en fait, il dit ce jour-là qu'il faut tenir compte du XXe congrès ». Son discours terminé, il reçoit des membres du comité central une « véritable ovation », alors que « Thorez tapote avec sa main sur la table. Il est visiblement hors de lui [32] ». L'attribution, à grand renfort de publicité, du prix Lénine de la paix à Casanova, en décembre 1960 (attribution qui ne pouvait être faite qu'à l'instigation de la direction du PCUS, chacun le savait), ajoute à la mauvaise humeur du secrétaire général.

L'autre divergence porte sur l'analyse du gaullisme. De premières interrogations étaient apparues dans la revue *Économie et Politique* (qui deviendra vite de ce fait suspecte). En novembre 1958, Michel Hincker [33] y décortiquait le plan de Constantine, esquissant l'idée que l'impérialisme français

pouvait à terme s'orienter vers un « compromis avec l'intérêt national algérien », par exemple un partage des revenus du pétrole, tout en concluant : « Le discours de Constantine confirme l'obligation pour le camp impérialiste de concéder aux pays économiquement retardés un certain développement[34]. » Formules alors rarissimes dans l'argumentaire communiste, nuances qui durent passer inaperçues pour bien des lecteurs, mais pas pour la direction du PCF. Plus grave, c'est un dirigeant de premier plan, Marcel Servin, qui avance en janvier 1960 une thèse jugée sulfureuse dans l'hebdomadaire des cadres du PC, *France nouvelle*[35]. Servin part d'un fait de la vie politique du moment, le renvoi d'Antoine Pinay (1891-1994), alors ministre des Finances, comme la manifestation de contradictions au sein de la grande bourgeoisie française : Pinay, naguère décoré de la francisque pétainiste en 1941 avant de changer de bord, vieux politicien de la IVe République, était un représentant typique d'une partie de cette bourgeoisie favorable à l'intégration impérialiste sous la houlette américaine, de Gaulle apparaissant de fait comme porteur d'une autre politique, donc d'une certaine indépendance nationale. L'Algérie n'est pas absente de l'article. Le secrétaire à l'organisation, pour soutenir la thèse des contradictions secondaires au sein de la bourgeoisie, fait référence à la déclaration gaulliste du 16 septembre 1959. Comme chacun a en tête – mais personne ne le dit – les hésitations et approximations de Thorez à ce moment, il est bien évident que cette allusion apparaît comme un affront.

La notion de contradictions interimpérialistes, certes secondaires mais réelles, ne faisait-elle pourtant pas partie du mode de pensée marxiste ? Était-il seulement le représentant des « couches les plus chauvines et les plus réactionnaires de la bourgeoisie », ce de Gaulle qui avait pris ses distances avec Washington – la flotte méditerranéenne française se retira du commandement de l'Alliance atlantique dès mars 1959 – et qui avait officiellement invité en octobre 1959 le chef de l'État soviétique Nikita Khrouchtchev à venir en France ? Était-il un colonialiste à l'ancienne, ce président qui avait fait introduire dans la nouvelle Constitution la notion, certes floue et paternaliste, de Communauté franco-africaine, au sein de laquelle les nouveaux États « jouir[aient] de l'autonomie, […] s'administrer[aient] eux-mêmes et gérer[aient] démocratiquement et librement leurs propres affaires », formules qui, après tout, n'étaient pas très loin de l'« Union française véritable » que les communistes défendaient encore en 1956 ? Était-il resté un ardent partisan de l'Algérie française, ce chef d'État qui avait chassé les « ultras », dont Salan, de bien des postes à Alger, qui avait proposé en septembre 1959 l'autodétermination à ce territoire ? Mais pour l'équipe Thorez, le rejet tout d'un bloc du pouvoir gaulliste était la seule analyse possible.

Immédiatement après l'article de Servin de janvier 1960 se tient une séance du comité central (Montreuil, 2 et 3 février 1960). De premières critiques, encore feutrées, sont portées contre lui. C'est pourtant un autre membre du comité central, rédacteur en chef d'*Économie et Politique*, Jean Pronteau (1919-1984), qui

a le courage de soutenir la même thèse, avec des formules plus fermes encore [36]. Si la « contradiction principale » est celle qui oppose bourgeoisie et classe ouvrière, il peut y avoir des « contradictions réelles objectives dans la bourgeoisie ». Ainsi, à propos de l'Algérie : « Il y a en gros – et je m'excuse de schématiser, il faut faire vite – deux lignes générales, deux conceptions générales à mon avis dans la bourgeoisie », de Gaulle étant « représentatif de ce courant néoimpérialiste, ou de néonationalisme [37] », qui heurte les « éléments [purement] impérialistes ». Cependant, dans l'état actuel des choses, les contradictions secondaires peuvent être déterminantes. Conclusion : « Il faut lutter avec de Gaulle et le cas échéant contre de Gaulle pour aggraver ces contradictions. » Cette analyse somme toute banale est attaquée par deux autres membres du CC, Georges Marrane et Camille Vallin, puis, plus grave, par Thorez lui-même : « Tu as dit aussi que, par moments, les contradictions secondaires peuvent devenir la contradiction principale. » Erreur d'analyse gravissime : aucune autre contradiction que celle opposant les deux grandes classes en lutte ne pouvait être « principale ». Dès lors, le sort de Pronteau est scellé. Le 23 mai 1960, au comité central suivant, il est destitué de la direction d'*Économie et Politique* : « Ses fautes ne sont pas fortuites et s'inscrivent dans une réflexion ancienne », dira Thorez. Suivra dans la même désapprobation Maurice Kriegel-Valrimont, alors rédacteur en chef de l'hebdomadaire *France nouvelle*, lui aussi démis de cette responsabilité [38].

Au cours du comité central qui suit la tenue de la manifestation du 27 octobre 1960 évoquée précédemment, les 15 et 16 décembre [39], l'attaque d'envergure se confirme. La première cible, la plus facile, est le dirigeant national de l'UEC Philippe Robrieux, attaqué de front par Jeannette Vermeersch. On a déjà cité ses propos de couloir (« Qu'attends-tu pour aller au PSU ? »). En séance, « elle critique le journal de l'UEC, en particulier l'article de Philippe Robrieux, "Les communistes et les autres", qui dénonce les crimes de Staline », rapprochant cette publication des « tentatives opportunistes de se servir du XXe congrès ». Comment un dirigeant peut-il affirmer que « le PCF n'a pas un langage propre à toucher les masses », que « son action est pervertie » ? Gaston Plissonnier prend le relais : quelle idée a eu l'UEC de laisser s'exprimer dans les colonnes de *Clarté* Pierre Gaudez, le président de l'UNEF, devenue un sigle qui fâchait place Kossuth ? « À ce niveau, il ne s'agit pas d'une erreur de l'UEC, mais d'un désaccord avec le comité central. Les réformistes sont à la tête de l'UNEF et nuisent à l'unité. » Mais la charge contre le secrétaire général de l'UEC n'est que le prélude à une accusation majeure contre les vraies cibles.

Début 1961, se précise une offensive en règle contre Servin et Casanova. Lors d'une nouvelle session du CC déjà évoquée [40], du 13 au 15 janvier [41], plusieurs membres – Pierre Doize, Eugène Henaff, Marcel Dufriche, Henri Krasucki, Lucien Lanternier, Georges Marchais – mènent une première offensive, avant de céder la parole au groupe dirigeant, Étienne Fajon, Jeannette Vermeersch, Raymond Guyot, Roger Garaudy, puis à Maurice Thorez lui-même. Casanova présente un long

plaidoyer, mais refuse l'autocritique attendue : « On peut me demander, et même exiger que j'applique la politique du comité central, mais on ne peut pas me demander de renoncer à ce que je crois [42] ! » Aucune mise sur la touche n'est décidée, mais chacun sait par expérience qu'une nouvelle affaire vient de commencer. Les 22 et 23 janvier, les secrétaires fédéraux, convoqués à Paris, sont informés – pour certains, c'est une confirmation – du conflit qui commence. Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire du PCF, la presse adverse s'en fait vite l'écho. Le 25, *France-Soir* titre : « Maurice Thorez va limoger ses deux amis fidèles : Marcel Servin et Laurent Casanova ». Ce qui, compte tenu des pratiques de l'époque, ne fit qu'accélérer la mise en accusation : si la « presse bourgeoise » s'en emparait, c'est que Servin et Casanova servaient « objectivement » l'« ennemi de classe », voire que « certains » la renseignaient.

Mais Servin ne fut pas au premier rang sur la question algérienne. Casanova, probablement l'homme le plus au fait des réalités de ce pays au sein de la direction, naguère très orthodoxe (rappelons qu'il avait été le rédacteur du discours sur la « nation en formation »), fut la cible. En fait, son nom était apparu très tôt dans toutes les initiatives d'ouverture du PCF. S'il avait, comme les autres, adhéré à la thématique de la « partie » et du « tout » de mars 1956, il avait dû longuement y réfléchir par la suite. Sa terre natale, pays martyr sous les feux de l'actualité, n'était-elle qu'une « partie » du combat ? Progressivement, naquit chez lui la certitude que l'activité du parti sur la question algérienne était en deçà des nécessités et, sans doute, des possibilités. Il fit du forcing pour imposer une

logique nouvelle à l'activité de son parti. Dans le discours précité de janvier 1958, il plaida pour la reprise des contacts avec le FLN devant le comité central, puis participa à cette tentative (avortée) au printemps. Il fut à l'initiative de la publication de l'article de soutien, certes critique, aux accusés du procès Jeanson à l'automne 1960 – « C'est Casanova qui a eu l'idée d'un papier net et clair dans *L'Huma* », témoignera son auteur Jean-Pierre Vigier. Il aurait également affirmé à l'époque : « Moi, si j'étais jeune, j'aurais envie de porter les valises du FLN [43] . » La divergence sur la tactique à adopter lors de l'affaire 27 octobre/UNEF fut sans doute un élément décisif qui entraîna sa mise à l'écart.

Il faut y ajouter le sentiment confus, chez Casanova, que le Mouvement de la paix (il y représentait le PCF depuis des années), s'il avait encore son utilité, ne pouvait décidément pas – ou plus – accueillir les forces jeunes et tumultueuses acquises à un anticolonialisme radical, qui rejoignaient le combat contre la guerre d'Algérie. D'où la crispation de bien des dirigeants communistes et leur insistance irréaliste de faire converger toute la lutte vers ce Mouvement, comme pour endiguer cette évolution. Casanova aurait-il voulu mettre en place cet endiguement qu'il aurait échoué. Mais justement : il ne le voulut pas. Dans son esprit, l'action nationale du Mouvement devait désormais être doublée de l'entrée des communistes dans des comités de base, unitaires, acceptant au besoin une cohabitation orageuse avec le PSU ou des militants plus radicaux. Nouvelle occasion pour la direction d'étayer son accusation de « gauchisme ».

La suite est connue – et classique : accusations politiques croissantes, refus des concernés de procéder à des autocritiques, constatation des désaccords, élimination fin février 1961 des accusés des postes de direction. Suivront dans la chute des deux principaux dirigeants Jean Pronteau, Maurice Kriegel-Valrimont, Jean-Pierre Vigier, Claudine Chomat, Philippe Robrieux… Le paradoxe est que cette affaire apparaît *a posteriori* comme un « ultime raidissement », préludant à une acceptation de la « déstalinisation khrouchtchévienne » (automne 1961) et à la (nouvelle) dénonciation du « sectarisme comme ennemi principal » (Roger Martelli [44]). Casanova et Servin ne furent-ils coupables que d'avoir eu raison trop tôt ?

Le massacre policier du 17 octobre 1961 à Paris : l'internationalisme à l'épreuve du feu

Plus d'un siècle durant, la notion de « mission civilisatrice » fut au cœur du « credo de l'homme blanc » : la France occupait certes par le fer et par le feu des territoires, mais c'était ensuite pour les « pacifier » et faire bénéficier les populations de ses valeurs supérieures, en un mot, les « civiliser ». On ne peut que constater que, dans ce chant du cygne du système que fut la guerre d'Algérie, c'est le contraire qui se produisit : la violence et la barbarie coloniales traversèrent les mers et gangrenèrent

alors la société française. À l'automne 1961, avec un apogée le 17 octobre, en plein cœur de la capitale d'un pays qui persistait à se dire celui des droits de l'homme, une véritable chasse à l'homme, avec assassinats froids, fut organisée [45]. « Pogrom » : le mot terrible réapparut alors sous la plume de journalistes [46].

Le 5 octobre 1961, en riposte à des assassinats de policiers dans la rue – c'est en tout cas comme cela que les faits sont présentés –, un Conseil des ministres restreint se réunit sous la présidence du Premier ministre Michel Debré. Sont présents le ministre de l'Intérieur Roger Frey, le garde des Sceaux Bernard Chenot, le ministre des Armées Pierre Messmer, le ministre des Affaires algériennes Louis Joxe, le directeur de la Police nationale Jean Verdier et le préfet de police de Paris Maurice Papon. Le président de la République ne pouvait donc pas ne pas être informé de cette réunion et des mesures retenues : il est décidé d'instaurer un couvre-feu visant les Algériens vivant en région parisienne. Le 10, la Fédération de France du FLN appelle à manifester pacifiquement contre cette mesure. Une date est communiquée discrètement à la population algérienne : le mardi 17 octobre 1961 au soir.

Après des décennies d'effacement, le récit du déchaînement des forces de police lors de cette soirée et de cette nuit interminables est aujourd'hui connu [47]. De partout sortent alors les « bidules », ces longues matraques meurtrières, les policiers frappent à tour de bras. Mâchoires brisées, yeux exorbités, fractures ouvertes, rien n'arrête la *furia*. Des coups de feu sont tirés dans divers lieux, à Bezons, au pont Saint-

Michel. Des hommes ensanglantés, souvent à demi inconscients, parfois ligotés, sont précipités dans la Seine, d'autres sont jetés pêle-mêle, sans ménagements, dans des cars de police où les attendent de nouveaux matraqueurs. Une véritable noria de cars se rend vers les dépôts et les commissariats, vite saturés. Des bus de la RATP sont utilisés, le Palais des sports est réquisitionné (le Vel' d'Hiv' avait été détruit en 1959). La répression se poursuivra durant tout le mois d'octobre, sans doute même au-delà. Au terme de cette terrible période, *plusieurs centaines* d'Algériens auront été assassinés en terre française par les « forces de l'ordre ».

Au lendemain de la manifestation, le bilan officiel établi par le ministre de l'Intérieur Roger Frey à l'Assemblée nationale fit état de trois morts (deux manifestants et un passant devant le cinéma Rex) ainsi que de « tirs échangés ». Évidemment, les bourreaux désignèrent les victimes comme les principaux fauteurs de désordre, suivis par une presse sans états d'âme : « 20 000 musulmans, encadrés par des meneurs FLN, ont manifesté avec violence [48] » ; « Les Algériens ont pris le métro comme ailleurs on prend le maquis [49] », etc.

La réaction face à cette répression des « Français moyens », des travailleurs, a fait l'objet de maintes études. L'impression dominante qui en ressort est celle d'une lâcheté, voire d'une complicité, parfois active et souvent tacite (vingt ans après la rafle du Vel' d'Hiv'…). Un des dirigeants du FLN en France, Omar Ouhadj, ancien militant du PC, eut dès novembre des propos d'une exceptionnelle sévérité : « La solidarité des

travailleurs et du peuple français [...] n'existe pas en dehors des communiqués, des tracts et des pétitions et des appels [50]. » Et de citer ces « chauffeurs de bus » qui conduisent leurs véhicules en connaissance de cause, pis, qui « signalent aux policiers [...] la présence d'Algériens dans leur autobus », des « ouvriers de chez Renault qui voient retirer, dans l'Île Seguin, un cadavre d'Algérien de la Seine et qui s'éloignent, indifférents », ces passagers du métro témoins de « scènes atroces » et qui « regardent la police "trier" et accomplir sa besogne », ces « délégués » qui ne prennent même pas la peine d'aller au domicile des disparus... Ces observations sont hélas incontestables. Mais prennent-elles en compte toute la réalité ?

Si les attitudes racistes signalées furent nombreuses, la généralisation est abusive et l'accusation est une injustice insupportable pour les Français, nombreux également, qui ont fait preuve de solidarité. Ceux-là firent leur simple devoir humain : relever un manifestant laissé à terre, le faire entrer dans une boutique ou dans un appartement avant tout contrôle policier [51]. De petits actes individuels devant l'effroyable bilan humain, mais bien réels. D'autres franchirent un degré dans la solidarité en hébergeant des blessés : « Les jours qui ont suivi l'horreur du 17 octobre 1961, écrira le militant communiste Daniel Jouanneau, nos logements ont été transformés en infirmeries où les malheureux pouvaient être soignés sans craindre le retour des rafles. Ironie de l'histoire, j'effectuais mon service militaire comme infirmier : la source de médicaments et de bandages était trouvée [52]. »

Il faut par ailleurs citer l'activité de solidarité organisée, dont la presse syndicale se fit l'écho[53]. Comme toujours depuis le début de la guerre, la Cimade fut en pointe dans ce domaine. Elle parvint à imposer la présence d'équipes dans certains lieux de détention des Algériens[54]. Dans les municipalités communistes, des collectes, des distributions de vêtements et de vivres aux rescapés furent effectuées[55]. Les organisations du « dispositif périphérique » paracommuniste se mobilisèrent également. Le Secours populaire français (SPF) lança un appel et réussit à réunir dès les premiers jours deux cent-dix volontaires qui visitèrent les hôpitaux : « Tous les Algériens hospitalisés, sans exception, ont été visités », affirma son hebdomadaire (exagération manifeste), beaucoup ont reçu des secours en argent et des vêtements[56]. Le 6 novembre, la commission médicale de ce même SPF et l'Association générale des étudiants en médecine organisèrent une réunion à la Mutualité, sous la présidence du docteur Georges Vidal-Naquet, l'oncle de l'historien très engagé dans la lutte contre cette guerre : y témoignèrent des médecins ayant soigné des blessés du 17 octobre, dont le docteur Henri Carpentier (1911-1994), militant communiste et médecin du dispensaire de *L'Humanité*. Le jeune étudiant Claude Pollack fit état d'un premier bilan : deux cent cinquante hospitalisés à Boucicaut, trente à Broussais, des dizaines à Nanterre – où six décédèrent –, un enfant de quatorze ans blessé par balles à Necker, un Algérien à Corentin-Celton portant des traces de strangulation, des dizaines de traumatisés crâniens[57]… Dans un document de l'Union des femmes françaises (UFF), section de Gennevilliers,

on peut lire : « Vendredi [20 octobre], à l'annonce des arrestations massives de femmes algériennes, nos amies ont pris immédiatement des dispositions pour recenser les femmes arrêtées dont les enfants auraient besoin d'être nourris, hébergés pour la nuit tant dans nos cités HLM que dans la cité du chemin des Burons. Elles organisaient ainsi en quelques heures le parrainage de ces enfants. […] De très nombreuses mamans, des directrices d'école, des institutrices, nous ont aidées dans ce travail de recensement des enfants et d'organisation de la solidarité [58]. »

Mais il y eut également, fort heureusement, des protestations de nature politique. La presse de la gauche non communiste (le quotidien *Le Populaire*, les hebdomadaires *L'Express*, *L'Observateur* et *Témoignage chrétien*) fit des récits précis sur plusieurs pages, dénonçant les violences policières et évoquant la probabilité d'un nombre élevé de morts algériens. Dès novembre, l'éditeur François Maspero publia *Ratonnades à Paris*, remarquable revue de presse sur la répression du 17 octobre établie à chaud par la journaliste Paulette Péju (1919-1979) – livre immédiatement interdit [59]. Diverses publications distribuées de façon militante répercutèrent de même la protestation. La meilleure information – mais confidentielle – vint des réseaux de soutien au FLN. Le n° 32 de *Témoignages & Documents*, daté de novembre, publia ainsi toutes les informations disponibles, en particulier grâce à un dossier spécial préparé par la CFTC accompagné de nombreux exemples et des déclarations de personnalités politiques (dont Eugène Claudius-Petit et Gaston Defferre) [60]. Dans les milieux

intellectuels, la revue *Les Temps modernes* remplit comme toujours son rôle. Claude Lanzmann fut à l'origine d'un éditorial dont la phrase forte était : « Entre les Algériens entassés au Palais des sports en attendant d'être "refoulés" et les juifs parqués à Drancy avant la déportation, nous nous refusons à faire une différence [61] . »

Et la rue ? L'idée qu'« aucun défilé de protestation ne suivra les "journée rouges" d'octobre », selon les termes de l'historien Olivier Milza, s'est progressivement imposée dans les mémoires [62] . Elle est simplement fausse. Face à l'ampleur du massacre, la protestation a certes été faible, mais elle a existé. On peut signaler la descente du boulevard Saint-Michel par quelques centaines d'étudiants le 23 octobre [63] ; trois initiatives, le 1er novembre : le dépôt d'une gerbe devant le cinéma Rex (cent personnes), un rassemblement place Maubert à l'appel du Comité Maurice Audin, en présence de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Pierre Vidal-Naquet (trois cents personnes), puis un nouveau rassemblement, l'après-midi, place Clichy, à l'appel du PSU, où quelques centaines de personnes écoutèrent une harangue d'Édouard Depreux avant de défiler quelques minutes avant l'arrivée de la police [64] ; le 8 novembre, le MRAP organisa une réunion salle Lancry [65] .

Les réactions des communistes aux tueries du 17 octobre 1961

Et la mouvance liée au PCF ? On sait maintenant que les dirigeants de la Fédération de France du FLN s'étaient interrogés sur l'opportunité d'un appel aux organisations françaises pour soutenir la manifestation du 17 octobre. Dans une note à Ali Haroun en date du 7 octobre, Mohamed Zouaoui, chef des opérations du FLN à Paris et en province, avait demandé à ce que « les partis politiques et syndicats démocratiques [conseillent] à leurs militants français de sortir aussi nombreux que possible, à partir de 20 h 30, pour s'intégrer s'il le [fallait] aux paisibles promeneurs algériens et s'opposer s'il y [avait] lieu aux provocations de la police [66] ». Hypothèse fermement rejetée lors de la réunion du comité fédéral du FLN du 10 octobre. Pourtant, une source indique que « le 15 ou le 16 octobre », à Bruxelles, Omar Boudaoud, premier responsable de la Fédération de France, rencontra Léon Feix et Étienne Fajon, lesquels auraient proposé la participation de femmes communistes aux côtés des femmes algériennes [67] : « Nous avons répondu non, expliquera plus tard Omar Boudaoud à Jean-Luc Einaudi. Il n'en était pas question du tout. Les relations entre nous et le PC étaient coupées depuis 1957. […] J'ai répondu que ce n'était pas comme cela qu'ils allaient effacer toute la rupture qu'il y a eu. Ils m'ont demandé pourquoi. Je leur ai dit : "Le lendemain des manifestations, des

femmes algériennes se trouveront en première page dans *L'Humanité* : Jeannine et Malika." Pendant que toutes les femmes algériennes seraient descendues dans les rues, les femmes communistes ne seront que celles qui seront désignées par le parti, quelques-unes. J'ai ajouté : "Vous pouvez – et ça nous aiderait énormément – faire une manifestation de femmes communistes en soutien à la manifestation des femmes algériennes [prévue] le lendemain." Évidemment, ils n'ont pas voulu [68]. » Seuls les plus proches soutiens français furent finalement prévenus de la manifestation du 17 octobre par ces mêmes dirigeants de la Fédération de France du FLN, à titre individuel, et invités à se disséminer sur les parcours des cortèges ; mais ils ne purent avoir qu'un rôle de témoins *a posteriori* [69]. Nul ne peut préjuger ce qu'auraient pu être les violences policières s'il y avait eu des manifestantes européennes dans la foule. Mais « en l'occurrence, comme l'ont expliqué les historiens Neil MacMaster et Jim House, la décision prise par le comité fédéral d'envoyer les Algériens manifester seuls et sans armes se révéla être une erreur fatale [70] ».

Malgré cette nouvelle incompréhension, le massacre a été dénoncé dès le lendemain par le PCF. Le 18 octobre au matin, *L'Humanité* titre d'abord sur le XXIIe congrès du PCUS, qui vient alors de s'ouvrir. Cela n'étonnera personne. Mais un large bandeau, en haut de page, évoque la manifestation. Deux pages pleines lui sont ensuite consacrées. Que pouvaient savoir les lecteurs du quotidien communiste ce matin-là ? Que la manifestation avait été massive (« Par milliers, les Algériens ont organisé de puissantes manifestations hier soir à Paris et en

banlieue »), pacifique (« Il y avait des femmes, nombreuses qui scandaient des *you-you*, il y avait des enfants que les travailleurs avaient emmenés avec eux »), clairement pour l'indépendance (« On entendait des mots d'ordre : "Algérie algérienne", "Libérez Ben Bella", "Le FLN au pouvoir"… » ; « Dans les premiers rangs du cortège, une jeune femme brandissait un parapluie blanc entouré d'une écharpe verte »), que la répression avait été sauvage et meurtrière (« En plusieurs endroits, les policiers et les CRS ont chargé et tiré. Il y a des morts. Aux dernières heures de la nuit, les dépêches d'agence en annonçaient deux. Le nombre est certainement plus élevé. Il y a de très nombreux blessés. Quant aux arrestations, elles se chiffrent par milliers » ; des Algériens ont été « assassinés »). Une formule suggérait que la rédaction en savait plus, mais qu'elle était astreinte à une certaine prudence : « Sur ce qu'a été cette tragique soirée d'hier, nous ne pouvons tout dire. La censure gaulliste est là. Et *L'Humanité* tient à éviter la saisie pour que ses lecteurs soient en tout état de cause, informés de l'essentiel. » Ce même 18, l'instance suprême du PC, le bureau politique, fait une déclaration, reprenant en gros le même argumentaire (dénonciation de la « brutalité sans précédent »). S'y ajoute un appel à « réagir vigoureusement contre la propagande et les mesures de discrimination raciale visant les Algériens », à la « multiplication » des « initiatives » afin « d'organiser dans l'unité la lutte de masse dans les usines et les localités, afin que se réalise concrètement la solidarité indispensable des travailleurs français et algériens », enfin l'exigence d'une

« véritable négociation avec le GPRA, sur la base de l'application du principe de l'autodétermination, dans le respect de l'unité du peuple algérien et de l'intégrité territoriale de l'Algérie[71] ». Ce texte sera repris en tract national et distribué.

De son côté, la CGT fait également part de sa « réprobation indignée ». Mais un mot figure dans son communiqué, absent de celui du PCF : « Le bureau confédéral a toujours considéré légitime l'aspiration du peuple algérien à son *indépendance*. » La centrale félicite les organisations qui ont pris des initiatives pour la « défense de leurs frères algériens » et appelle à les multiplier : « Partout, dans les entreprises et les localités, les organisations confédérées doivent prendre l'initiative et mener le combat avec ardeur et dans l'unité. Les événements qui ont marqué la manifestation du 17 octobre en rappellent l'importance et l'urgence[72]. » Le 25, *La Vie ouvrière*, sous le titre « Des travailleurs comme nous », évoque « vingt ouvriers tués, plus selon certains », reportage assorti de cinq photos de la répression.

Le 19, la séance du Sénat est inaugurée par deux questions, lues par le président Gaston Monnerville et transmise au ministre intéressé, Roger Frey. La première émane du dirigeant SFIO Gaston Defferre (1910-1986) et demande la création d'une commission d'enquête. La seconde vient de Jacques Duclos : « Contrairement aux affirmations gouvernementales, […] les événements du 17 octobre ont fait vingt morts et de nombreux blessés parmi les Algériens, qui avaient voulu donner un

caractère pacifique à leur manifestation, en y faisant participer femmes et enfants. » Le sénateur communiste demande donc qu'on lui indique le nombre exact de manifestants tués, d'individus transportés en Algérie et leur sort, enfin, ce que compte faire le gouvernement « pour reprendre au plus vite les négociations avec le GPRA, sur la base de la libre autodétermination du peuple algérien et dans le respect de l'intégrité du territoire algérien, afin d'en finir rapidement avec la guerre d'Algérie ». C'est à la suite de ces deux interpellations que le Sénat entendra le plaidoyer autojustificatif du ministre Frey. Mais seulement le 30 octobre.

Ensuite, au fil des jours, des informations seront données par *L'Humanité*. Dès le 19, le journal consacre un premier article à la macabre comptabilité (« Combien de morts ? »), qui conteste le bilan officiel et évoque la « puissance des manifestations d'après les chiffres du gouvernement : 11 538 arrestations pour 30 000 manifestants ». Le 20 : « Plus de 9 000 Algériens encore détenus au Palais des sports, à Vincennes et au stade de Coubertin. » Le 21 : « Près de cinq cents Algériens ont été expulsés hier » ; le même jour, un reportage sur la manifestation des femmes du 19 octobre, à l'appel du FLN : « Place de l'Hôtel de Ville, elles arrivaient de partout, leurs enfants dans les bras. » Le 25 paraît le premier numéro après le drame de l'hebdomadaire *France nouvelle*, dont la une porte en grand titre : « Chasse au faciès à Paris ». À l'intérieur, un long article du journaliste Roland Vuillaume avance un bilan de ce qu'il désigne comme une « ratonnade monstre, à l'échelle du grand Paris » : « Plus de 13 000 arrestations ; des expulsions par

centaines ; des blessés ; et des morts dont on ne fera jamais le compte exact[73]. » Trois photos illustrent cet article : la manifestation elle-même, des femmes et enfants appréhendés, un rassemblement de protestation dans la cour de la Sorbonne. Le 26, *L'Humanité* poursuit : « C'est le sixième depuis lundi… Un cadavre d'Algérien retiré de la Seine au Pont-Neuf. » Le 27 : « Combien de morts ? Combien de blessés ? Nouveaux témoignages sur la répression contre les Algériens » – cet article est accompagné par une photo d'Élie Kagan (1928-1999), la première à notre connaissance dans le quotidien. Le 28, Georges Bouvard titre un article « J'ai rencontré des rescapés de la Seine » et donne la parole à de nombreux témoins.

Le 29, dans l'hebdo *L'Humanité-Dimanche*, sous la plume de Paulette Pellencq, le fleuve reste le symbole de la répression : « La Seine rend quotidiennement son ou ses cadavres d'Algériens, mains et jambes liées, porteurs de blessures, la tête souvent trouée d'une balle[74]. » Le 7 novembre, apparition d'un nouveau chiffre : « Soixante cadavres d'Algériens noyés ou assassinés retrouvés en un mois à Paris » (chiffre qui inclut donc des victimes d'avant le 17 octobre). Dans l'hebdo de la JC *L'Avant-Garde* du 25 octobre, l'éditorial signé Lucien Mathieu, « Demain, il sera trop tard », est accompagné d'un reportage photo. Sous celle d'un manifestant algérien ensanglanté, on peut lire : « Il faut remonter à 1942 pour connaître à Paris une telle masse d'arrestations. […] Nos parents nous ont dit ces temps d'épouvante. Allons-nous les connaître ? » *France nouvelle* en date du 1er novembre 1961 préfère un autre parallèle historique : « La guerre colonialiste, avec ses

méthodes et ses Galliffet, s'installe dans nos cités et dans nos rues. » Roland Vuillaume reprend la plume : son enquête, illustrée par des photographies, dont certaines d'Élie Kagan, repose sur des témoignages directs d'Algériens, « un matraqué de la porte de Versailles, brûlant de fièvre, attendant son transfert à l'hôpital, [...] les éclopés retour de Coubertin ou de Vincennes, [...] tous ont été frappés, insultés, humiliés [75] ». Mais, insiste le journaliste, pas « apeurés ». Car les rescapés ont très bien compris le sens de la répression : « Pourquoi ces choses-là ? Je ne suis ni voleur ni criminel… Alors pourquoi ? Parce que je suis algérien… »

Comme ce fut souvent le cas au cours de cette guerre, c'est le Secours populaire qui fournit le plus d'informations sur la répression : « Est-il vrai que des coups de feu aient été tirés à l'intérieur du Palais des sports ? », interroge *La Défense* [76]. En décembre, le même hebdomadaire publie un supplément : « Le Secours populaire vous dit toute la vérité sur le martyre des travailleurs algériens en France. Il ouvre le dossier le plus complet après les manifestations musulmanes. » Des accusations précises sont portées : 14 094 Algériens ont été emprisonnés le 17, auxquels il faut ajouter 1 000 femmes et 500 enfants le 19. Sous le titre « Combien y a-t-il de morts ? », un article, sans pouvoir citer de chiffre global, évoque tout de même « plusieurs centaines » de cadavres. Un encadré donne des conseils pratiques aux membres du SPF en cas d'arrestations d'Algériens [77].

Y eut-il des mobilisations militantes de base pour dénoncer la répression ? Elles furent faibles, mais pas inexistantes. Localement, des tracts ont été écrits et distribués à la hâte. La presse communiste cite des distributions aux portes des entreprises ou dans les quartiers. Une est signalée à Renault-Billancourt le 18 au petit matin [78]. Certains ont pu être retrouvés : « Arrestations par milliers, disparitions par centaines, des dizaines d'Algériens jetés dans la Seine. Il faut agir vite et dans l'union contre les méthodes fascistes, pour la paix en Algérie [titre]. Dans la nuit du 17 octobre, l'hystérie policière a dépassé en ignominie ce que nous connaissons couramment en France pour en venir à des méthodes pratiquées en Algérie. […] Que partout la chaîne de vérité se fasse. Que partout soient dénoncées les méthodes policières de lynchage » (Montreuil) [79] ; « Les manifestations pacifiques des Algériens et les violences racistes de la police » (Montreuil) [80] ; « Le gouvernement gaulliste fait tirer sa police : sept tués, 7 500 Algériens arrêtés. […] Faut-il rappeler que, dans notre banlieue Seine-Ouest se sont multipliés depuis quelques semaines : les raids de terreur contre les Algériens de la part de harkis et de certains éléments de la police, les cartes d'identité volées et les papiers déchirés sous prétexte de vérification ; les cadavres d'Algériens sans papiers retirés de la Seine ; la fusillade de Boulogne avec un jeune Algérien de treize ans tué ; les Algériens matraqués sans raison ; les expéditions de harkis mitraillette pointée sur la rue, etc. » (Gennevilliers) [81]. Il y eut aussi des distributions en province : « Racisme aujourd'hui, fascisme demain [titre]. Plus de 25 000 Algériens ont manifesté

à Paris, le 17 octobre. […] Des dizaines d'Algériens ont été tués, leurs cadavres jetés à la Seine. […] Le peuple algérien mène une lutte juste pour son indépendance et contre le colonialisme » (UEC Montpellier)[82]. La (détestable) pratique de bien des organisations « de base » de ne pas conserver d'archives nous empêche, sans doute définitivement, de connaître l'ampleur de ces distributions. Le plus probable est qu'elles furent éparses. La mémoire des militants signale d'ailleurs une réelle difficulté à se faire écouter, les portes claquées au nez, les remarques hostiles, etc.

Une question, cependant, se pose : un parti qui se réclamait du léninisme, un syndicat qui se voulait de lutte ne pouvaient en principe se contenter de dénoncer et n'auraient-ils pas dû organiser la riposte, la porter dans la rue, dans les usines ? Si l'on se limite à la lecture de *L'Humanité* et de *La Vie ouvrière*, on peut avoir l'impression que la riposte populaire fut déterminée. Le 19, *L'Humanité* signale des « débrayages hier dans plusieurs usines contre la répression qui frappe les Algériens ». Le 20, le quotidien communiste fait état du « grand mouvement de protestation contre la répression », de la « solidarité des travailleurs français ». Mais ces généralités, et pour cause, ne sont guère illustrées d'exemples concrets. Le flou, ici, masque la gêne. Le 20, *L'Humanité* cite des débrayages d'« une heure », des collectes pour les familles algériennes… Il y eut également six manifestations et rassemblements de rue, organisés par les communistes et leurs alliés directs : le 19 à Montreuil, le 20 à Malakoff, le 21 à Gennevilliers, le 29 à Petit-Colombes, le 31 à Boulogne-Billancourt, le 2 novembre de nouveau à

Gennevilliers [83]. On peut également signaler une autre manifestation, programmée avant le 17 octobre 1961, qui eut lieu le 18 novembre sur les grands boulevards à l'appel de la JC, de l'UEC et des jeunes du PSU. Les mots d'ordre y furent classiques (« Paix en Algérie ! OAS assassins ! »), mais il y eut une référence aux Algériens de France (« Solidarité aux Algériens ») [84]. Ajoutons un meeting unitaire à la Mutualité, où devaient parler le 24 octobre Emmanuel d'Astier, Georges Montaron (*Témoignage chrétien*), Claude Bourdet (PSU), Jean Schaeffer (CGT) et André Souquière (Mouvement de la paix), interdit par l'inévitable Papon [85].

Sur ces initiatives de rue, pourtant, on sent bien que les journalistes de *L'Humanité* ont tout fait pour solliciter la réalité : contrairement aux habitudes triomphalistes, le nombre de manifestants n'est quasiment jamais indiqué (sauf à Montreuil, le 19, « cent cinquante jeunes » ; et à Gennevilliers, le 21, qui signale « plusieurs centaines »). Il y a parfois des photos (celle de Petit-Colombes montre une banderole « Les Algériens sont nos frères »), mais jamais de foules prises de loin, et pour cause. Il n'empêche : ces manifestations, certes trop timides et isolées, ont existé. Mais elles ont plus tard été en général ignorées par la tardive (et réduite) historiographie sur la question, pour des raisons certainement liées à la longue occultation par l'histoire officielle du massacre même du 17 octobre. Manifestations « portées disparues », selon la formule désormais consacrée ? Les quelques centaines de manifestants communistes de la banlieue (alors) « rouge » n'étaient pourtant pas moins importants que les intellectuels de

la place Maubert ou que les militants du PSU de la place Clichy, pas plus nombreux, dont la mobilisation fut rappelée et mise en avant par les premiers historiens du 17 Octobre.

La protestation pouvait aussi emprunter d'autres voies. L'exemple le plus célèbre est l'inscription « Ici, on noie des Algériens », faite à la peinture quelques jours après le massacre sur un mur parisien longeant la Seine [86]. Deux jeunes historiens, Vincent Lemire et Yann Potin, ont méticuleusement retracé en 2002 l'aventure de cette « icône militante », révélant qu'il y eut plusieurs inscriptions : deux premières à la peinture blanche quai des Orfèvres, puis face à l'Institut, à l'initiative d'un « Comité de paix du quartier Seine-Buci », animé notamment par le dramaturge Arthur Adamov [87]. C'est une troisième, faite à la peinture noire sur le quai Conti, à droite du pont des Arts et face à l'entrée de l'Académie française, qui passera à la postérité. Les auteurs en étaient Jean-Marie Mansion et Jean-Marie Binoche (le père de l'actrice Juliette Binoche). Son histoire est désormais connue : un matin de novembre 1961, Claude Angeli, alors rédacteur à l'hebdomadaire des JC *L'Avant-Garde* – il sera ensuite un des journalistes les plus lus du *Canard enchaîné* –, voit cette inscription, probablement faite le jour même au petit matin. Il contacte immédiatement un jeune photographe du même journal, Jean Texier, et revient sur les lieux avec lui. Texier descend de voiture et prend furtivement un seul cliché, car des policiers sont de faction et toute photo est prohibée [88].

Mais en cette année 1961, l'actualité des dernières années de la « guerre d'Algérie » marquée par la violence de la répression des militants nationalistes algériens, en métropole comme en Algérie, l'a été également par les violences de l'Organisation armée secrète (OAS). Fondée à Madrid en février 1961 autour du général Raoul Salan et d'un noyau dur « Algérie française » mêlant idéologues fascisants, soldats perdus, aventuriers et pieds-noirs portés au désespoir par leurs échecs répétés, elle a causé bien des malheurs [89]. Son action a retardé la paix en Algérie de nombreux mois, délai considérable en cette période où chaque jour tombaient en nombre des femmes et des hommes.

Les communistes, cible privilégiée des violences meurtrières de l'OAS

L'anticommunisme délirant, maladif et obsessionnel était la colonne vertébrale de l'idéologie de l'OAS : pour ses membres, les communistes étaient partout, toute personne qui acceptait l'inéluctabilité de l'indépendance de l'Algérie l'était peu ou prou, le gaullisme n'était que l'aile marchante du complot moscovite. Lors du procès dit « du Petit-Clamart » (attentat avorté contre de Gaulle en août 1962), Alain Bougrenet de la Tocnaye, descendant d'une vieille famille aristocrate bretonne, le numéro deux du commando, affirma à une cour un peu

ébahie que le Général obéissait à un « plan systématique » qui visait à rendre la France « marxisable [90] ». Derrière ce délire se cachait un calcul politique froid et une stratégie de la tension, résumés des années plus tard par l'un des chefs de cette « OAS-Métro » (pour métropole), Pierre Sergent (1926-1992) : il s'agissait d'obliger le pouvoir à choisir, « soit de tolérer les réactions du PCF et d'apparaître comme son complice, soit de s'opposer à lui au risque de se couper de la gauche [91] ». Comprenne qui pourra.

Évidemment, ceux qui étaient vraiment membres ou sympathisants des PCA et PCF devenaient des « ennemis de la France » à éliminer physiquement.

En Algérie même, l'OAS ne put assassiner beaucoup de communistes… faute de cibles. Le « sale travail » avait déjà été fait par la police ou les paras de deux républiques. Ceux qui n'avaient pas été éliminés avaient été expulsés ou bien étaient internés dans les prisons ou les camps (on imagine ce qu'ils seraient devenus si l'OAS était parvenue au pouvoir). Les commandos réussirent pourtant à éliminer physiquement les rares communistes qui avaient échappé à toutes les répressions précédentes. Le 18 août 1961, un militant connu et estimé, Albert Duclerc, fut poignardé au pied de son immeuble, dans le quartier du Ruisseau à Alger. Le 25 février 1962, Abdelhamid Benazouz, également militant du PCA, fut assassiné à Alger. Baptiste Pastor, surnommé « le Rouge » dans son quartier Bab El Oued, fut liquidé après le cessez-le-feu. À Oran, le 12 février 1962, Lucien Rieth, ancien conseiller municipal communiste, fut

abattu. Dans la même ville, la clinique du docteur Jean-Marie Larribère, d'une famille de militants communistes, fut rasée par une explosion [92]. Madeleine Riffaud, journaliste emblématique de *L'Humanité*, partie clandestinement en Algérie – elle n'a pas choisi la facilité, comme toujours tout au long de sa vie : c'est à Oran, plus gros bastion de l'OAS, qu'elle se rend –, est repérée, malgré son pseudonyme [93] et sa couverture. Avec Jean-Pierre Farkas, qui couvre alors la guerre pour Radio-Luxembourg, elle échappe miraculeusement à un attentat début juillet 1962 : « Vers 10 heures, nous essayions de sortir de cette ville folle quand un camion fou à 120 à l'heure s'est jeté sur notre voiture en grillant un feu rouge. Farkas a essayé de l'éviter, j'ai vu son visage ruisselant de sang, et puis plus rien [94]. » Ils sont grièvement blessés (Farkas à la tête, Riffaud a le bras droit fracturé, une blessure à la tête et de multiples contusions), sauvés par des soldats français, puis évacués *in extremis* sur Alger, alors que l'OAS les cherche pour les achever.

En métropole, au printemps 1961, avant même le putsch des généraux, l'organisation avait décidé de porter le fer dans la plaie : il fallait que les « Français moyens », ressentis comme endormis, indifférents et accaparés par une société de consommation qui commençait à s'installer, souffrent à leur tour pour comprendre le désarroi de leurs compatriotes d'outre-Méditerranée. Par un de ces paradoxes que l'histoire affectionne, cela avait été, trois ans auparavant, presque terme à terme, le raisonnement du FLN. L'histoire de l'« OAS-Métro » est courte, une année de pleine activité, plus des reliquats d'activisme courant sur deux ou trois autres années. Mais elle

marqua durement les esprits : depuis des décennies, aucune organisation française n'avait entretenu aussi systématiquement et durablement un climat d'affrontement sur le territoire national. Les communistes furent les premières cibles, même s'ils furent loin d'être les seuls [95] : sur la totalité des agressions, plastiquages, attentats commis par la sinistre organisation, les communistes comptèrent pour près de la moitié (45 %) [96].

La première victime communiste connue s'appelle Étienne Baloux. Le 6 novembre 1961, une cellule de Bobigny donne une petite fête de quartier. Une bande d'une quarantaine de « voyous », dont certains venus d'Algérie, l'interrompt et tabasse à mort ce militant (l'article de *L'Humanité* qui dénonce son assassinat ne signale pas l'OAS en tant que telle [97]). Dans le cas d'Alfred Locussol, il s'agit bien d'un meurtre ciblé [98]. Ce pied-noir communiste, fonctionnaire, avait été muté autoritairement en 1956 à Alençon (Orne). C'est là qu'un commando, envoyé spécialement d'Alger par deux chefs OAS, Roger Degueldre et Jacques Achard, le supprima froidement le 3 janvier 1962. Fin mars 1962, un militant communiste, Georges Bazoche, de garde à son local de la rue Jean-Robert (Paris XVIIIe), est poignardé [99]. En juin, c'est un autre militant de ce parti, Pierre Verger, qui meurt de la même façon alors qu'il était en train de peindre des inscriptions anti-OAS rue Condorcet [100] (ces derniers crimes de sang, notons-le, largement postérieurs à la signature des accords d'Évian).

Les commandos avaient également pour mission de s'attaquer aux locaux d'organisations et aux domiciles de certaines personnes. Fin 1961, *L'Humanité* ouvre une rubrique quasi quotidienne dénonçant des plastiquages de domiciles de communistes connus : les élus Madeleine Marzin, Marcel Paul, Raymond Barbet, les journalistes Gérard Gatinot, André Wurmser, l'avocat Gaston Amblard, etc. Ou encore de sièges d'organisations communistes locales : en région parisienne, Étampes, Issy-les-Moulineaux, Paris XIIIe (Butte-aux-Cailles), Saint-Denis, etc. Certains locaux de sections seront attaqués plusieurs fois (9 rue de Meaux plastiqué les 7 et 17 février 1962, section de Neuilly les 5 et 15 avril), etc. Le 4 janvier 1962, le siège national du PCF, place Kossuth, est mitraillé de nuit. Un militant de garde est blessé, ainsi que, plus grièvement, un gardien de la paix en faction. Le 22 février, c'est la fédération de Paris, 120 rue La Fayette. La province n'est pas épargnée. *Le Monde* en date du 13 février fait état des plasticages du local de l'Union des femmes françaises à Lanester (Morbihan), de l'école communale (et en même temps domicile de l'instituteur communiste) de Force (Mayenne), du local du PCF à Angers, de la mairie communiste de Saint-Cyr l'École, etc. Le midi est le plus touché [101] . Les fédérations PCF de l'Hérault et du Vaucluse, le local de l'Union des femmes françaises de Montpellier, le Cercle du prolétariat (café coopératif à Nîmes) et diverses agences du journal régional *La Marseillaise* furent victimes de plasticages ou de mitraillages.

Le 7 février 1962, dix plasticages se produisent à Paris, dont celui de la maison où habite André Malraux. La même soirée,

sont attaqués les domiciles de deux professeurs de droit, Roger Pinto et le doyen Georges Vedel, ainsi que celui du journaliste du *Figaro* Serge Bromberger. Mais également les domiciles de deux communistes connus : le sénateur Raymond Guyot, dont l'épouse est blessée, et l'écrivain Vladimir Pozner, très engagé dans la dénonciation de la guerre, lui aussi blessé, plus grièvement.

Il faudrait y ajouter les fréquentes lettres de menaces de mort reçues par tous les opposants. En avril 1961, le maire communiste de Montreuil André Grégoire (1908-1988) – par ailleurs père d'un soldat du refus, Raphaël – reçut une lettre anonyme dans la grande tradition de la lâcheté (lettres découpées dans un journal et collées) : « Le maire d'Évian tué en pleine nuit par une charge de plastic [102]. La victime a été décapitée. Bientôt ton tour [103] » (la section locale du PCF reproduisit ce document, accompagné d'un appel à la protestation, dans un tract distribué à la population de la ville). En décembre 1961, René Guesnier, maire de Bobigny, reçut une lettre de même type [104]. Le 6 décembre, la direction du PC reçut cette lettre manuscrite [105] : « OAS, Commandos "Vengeance". Aux membres du bureau politique du PCF. Demain 6, vos troupes de choc vont se trouver face à face avec nos sections spéciales de combat. Nous vous avisons que nous n'hésiterons pas à tirer dans le tas si nous le jugeons utile. Ni le gouvernement de fantoches ni vos menaces ne nous ferons [*sic*] reculer. Pour nous c'est une question d'honneur et de devoir. Là où vous serez, nous serons. Car la lutte à mort est ouverte entre les patriotes et les fascistes rouges alliés de l'URSS. Votre ami de

Gaulle à qui il ne manque plus qu'une perruque poudrée et le jabot pour réunir sa cour d'espions et de traitre [*sic*], comprendra que l'épreuve de force a commencée [*sic*] car nous ne tolérerons jamais votre immixtion dans les affaires du pays. Il y aura du sang demain sur les pavés de Paris et vos cellules ainsi que celles du PSU sauteront comme des châteaux de cartes. Vive Salan, vive la France, les commandos de l'OAS [106] . » Pratique semble-t-il largement étendue à la province. Un dirigeant de la fédération du Doubs, Serge Paganelli, reçoit ce message le 6 mars 1962 : « OAS zone 6 : tu as trop parlé le 2 mars 1962 à Besançon. Ton silence, nos agents sauront l'obtenir [107] . »

La vie quotidienne des militants en fut un temps bouleversée. D'abord par les tours de garde. Tous les nombreux locaux d'organisations communistes ou liées au PC furent gardés. « À l'époque, témoignera le militant Michel Duranton, j'étais étudiant à Grenoble. C'était simple : une nuit, je montais la garde à la "Fédé", la seconde à la section, la troisième à notre librairie. Et on recommençait [108] . » Mais les militants savaient que l'OAS connaissait beaucoup d'adresses. Les directions de cellules et de sections furent invitées discrètement à sélectionner leurs militants les plus déterminés afin de monter la garde dans les domiciles de dirigeants. D'autres se « débrouillaient », comme le racontera Patrick Gregogna : « Mes parents étaient menacés. Comme on habitait un petit logement, ils mettaient les enfants au fond et eux dormaient dans le couloir. Le soir, notre père nous embrassait tous, ce n'était pas dans ses habitudes [109] . »

Mais les communistes de cette génération en avaient vu d'autres. Ils préparèrent une riposte à deux niveaux : l'« action de masse », selon la terminologie habituelle, et des mesures de protection plus… discrètes. La première forme est traditionnelle : au moindre attentat, à la moindre menace, porter la protestation dans la population. Face à la menace, l'unité des forces antifascistes fut d'ailleurs assurée – à la notable exception de la SFIO. Ainsi, le 18 novembre 1961, une manifestation interdite – comme elles le furent toutes à l'époque – rassembla contre l'OAS les militants de la JC, de l'UEC et des jeunes du PSU. Et à la suite du mitraillage de la façade du siège du PCF en janvier 1962, une nouvelle manifestation fut organisée en 48 heures.

L'autre forme est moins connue, mais pouvait être attendue. Un certain nombre de dirigeants menacés demandèrent et obtinrent des autorisations de port d'arme. Ce fut le cas par exemple de Me Pierre Kaldor, infatigable avocat de colonisés et de militants anticolonialistes, menacé à plusieurs reprises [110]. Souvent, les autorisations n'étaient pas dans les poches, mais les armes, si. « Je sais que mon père gardait un revolver sur lui » (Patrick Gregogna) [111] ; « J'emmenais Paul Balmigère [dirigeant communiste de l'Hérault] dans les réunions. Nous avions un flingue dans la voiture » (Amado Garcia) [112].

Enfin, une plongée dans les archives de Gaston Plissonnier, dirigeant aussi discret qu'efficace souvent cité ici, montre que les communistes disposaient pour contrer l'OAS d'un formidable réseau d'informateurs dans quasiment tous les

départements [113]. Des militants furent spécialement chargés de trouver puis de contrôler des éléments factieux ou considérés comme tels : « Activiste déclaré » ; « Très antirépublicain » ; « Ex-paras, qui viennent s'entraîner » ; « A été à l'armée secrétaire de l'ex-général Houhaud [pour Jouhaud] » ; « Des militants du centre de tri PTT X [114] ont intercepté quelques exemplaires de tracts OAS [envoyés de Constantine] adressés à une correspondante de Vincennes », etc. Ces militants informaient les fédérations, lesquelles envoyaient ces infos à Plissonnier. Dans les dossiers, on retrouve souvent sous forme manuscrite des notes avec noms et adresses des individus surveillés, avec parfois les numéros d'immatriculation de leurs véhicules, leurs numéros de téléphone, leurs habitudes de déplacements et relations, etc. On y trouve même des documents authentiques (pelures à en-tête) émanant de l'OAS elle-même. Les communistes infiltrèrent-ils quelques cercles « oasiens » ? Ce n'est pas impossible. En tout cas, s'il y avait eu escalade supplémentaire, les militants avaient les moyens de répondre. Et il est assez probable qu'ils auraient été moins laxistes que la police d'État…

Février 1962 : le drame du métro Charonne

On aurait pu penser que la décision du gouvernement de négocier avec le GPRA à partir de juin 1960 (entretiens de Melun), puis d'accepter *in fine* l'indépendance de l'Algérie, ajoutée à la crainte de l'activisme OAS, aurait incité à laisser la gauche s'exprimer dans la rue, afin de hâter le dénouement de cette guerre. C'est le contraire qui se produisit : tous les témoignages attestent que les manifestations des derniers mois de 1961 et du début de 1962, toutes interdites, subirent une répression policière bien plus frontale et violente que les précédentes. On se perd en conjectures sur les causes de ce durcissement. Crainte de voir une gauche, pourtant divisée, recueillir une partie des bénéfices politiques de la paix à venir ? Gages donnés aux membres du gouvernement les moins enclins à accepter l'indépendance, Debré en tête ? Infiltration de certaines sphères de l'État d'éléments sympathisants de l'OAS ? Inclinaison « naturelle » de la police et de ses chefs à penser que les ennemis étaient seulement à gauche ? Probablement tout cela à la fois.

Le 19 décembre 1961, diverses organisations syndicales, soutenues par le PCF, le PSU, mais aussi l'UDSR et la Ligue des droits de l'Homme, avaient appelé à manifester contre l'activisme OAS [115] . La police chargea, blessant une centaine de manifestants, dont certains durent être hospitalisés. Des élus et

des journalistes furent matraqués. Le 21 décembre, *L'Humanité* publia une photo impressionnante en une : des corps inanimés étendus sur le pavé parisien. En pages intérieures, d'autres photos montraient des blessés (à la tête) ensanglantés.

Mais le pire était à venir : ce sera la féroce répression de la manifestation du 8 février 1962 à Paris, qui se soldera par neuf morts au métro Charonne. Un « massacre d'État » rigoureusement documenté par l'historien Alain Dewerpe (1952-2015) dans un livre majeur publié en 2006, dont on reprend ici l'essentiel des informations [116] .

Le début de la soirée du 7 février 1962, dans une « grande maison de brique rose », en lisière du bois de Boulogne, sera le dernier moment de calme avant des années de souffrances pour la petite Delphine Renard [117] . L'explosion qui détruisit le rez-de-chaussée de la maison la blessa grièvement : les tueurs de l'OAS, aussi crétins que criminels, s'étaient trompés d'étage : c'était au premier qu'habitait le ministre André Malraux. La photo de l'enfant, le visage ensanglanté, les premiers diagnostics – elle devint finalement aveugle – plongèrent la France entière dans la stupeur, puis dans la colère. Dans la journée du 8, les syndicats CGT, CFTC région parisienne, UNEF, SNI Seine-et-Oise, lancent un appel à manifester, soutenu et relayé par le PCF, le PSU et diverses organisations de gauche – à l'exception, comme toujours, de la SFIO. La manifestation est une fois de plus interdite, par la volonté du préfet Maurice Papon, qui évidemment agit sur ordre de son ministre de tutelle, Roger Frey, lui-même soutenu par le Premier ministre

Michel Debré, le tout sur un fond d'accord – et de souverain mépris pour les « choses de l'intendance » – du chef de l'État. Comme pour le 17 octobre 1961, la responsabilité de De Gaulle est criante, elle ne peut être masquée par la figure, aussi antipathique soit-elle, de Papon. C'est la conclusion sans équivoque d'Alain Dewerpe. De la même façon, l'auteur dément, après un exposé rigoureux, la thèse de l'infiltration de l'OAS, qui a comme fonction commode de disculper le pouvoir, de « garder immaculée la sainte image du Général [118] ».

L'appartenance politique et syndicale des victimes a souvent fait de Charonne, dans l'historiographie et plus encore dans la mémoire, une « manifestation communiste et cégétiste ». Si la majorité des participants de cette terrible soirée l'étaient, bon nombre d'entre eux étaient venus à l'appel des autres signataires.

Les manifestations – car les organisateurs ont donné des rendez-vous dans divers lieux de la capitale – réunissent des foules conséquentes, de l'ordre de 20 000 personnes [119]. L'hostilité à l'OAS et l'émotion suscitée par l'image de Delphine Renard sont venues s'ajouter aux précédentes raisons de combattre la guerre d'Algérie. La première partie de la soirée est assez classique. Les policiers contrôlent de loin ces manifestations officiellement interdites, mais qui n'occasionnent aucun débordement. À l'angle du boulevard Voltaire et de la rue de Charonne, la masse des policiers qui fait face à la manifestation est impressionnante. Comme pour une première mise en condition, ils frappent le sol, en rythme, de

leurs longues matraques, les sinistres « bidules » – beaucoup de manifestants ont gardé ce bruit en mémoire. L'ordre de dispersion vient d'être donné. Trois élus communistes, Léo Figuères, ceint de son écharpe tricolore, Guy Ducolonné et Pierre Néron avancent alors vers les policiers, avec la volonté manifeste d'en informer le responsable du service d'ordre, sur place. Les gestes sont d'apaisement. C'est alors que l'ordre est donné et que les policiers chargent, bousculent et blessent Figuères, puis commencent à matraquer les premiers rangs de manifestants, qui à ce moment tournent le dos. De nombreux témoins et victimes attesteront que les coups visaient en priorité les têtes. Sur certains blessés déjà à terre, des policiers s'acharnent, donnent des coups de bidule sur les membres. D'autres pourchassent les manifestants, qui fuient désormais, jusque dans les cafés, sous des porches, dans des escaliers d'immeuble, voire des appartements. Le tout est accompagné de cris, de menaces : « Attendez, mes salauds, vous allez déguster, Tuez-les tous ! » Certains d'entre eux étant directement politiques : « Mort aux cocos ! Algérie française ! »

C'est alors que certains manifestants, qui s'étaient rués par peur vers la station de métro Charonne, s'y trouvent bloqués. Dans la bouche de métro, il y aurait eu de l'ordre de deux cents personnes ! Mais au bas des marches, les blessés inanimés bloquent la possibilité de fuir des autres. La panique croît. Les policiers lancent sur cette foule des grenades asphyxiantes, puis trois lourdes grilles de protection d'arbres, une grille d'aération de métro, une table de café et, comble d'abjection, d'autres corps de manifestants blessés [120] . Cet enfer pour les personnes

bloquées dure une vingtaine de minutes. Lorsque les policiers se retirent enfin, huit manifestants ont perdu la vie : Suzanne Martorell, Fanny Dewerpe (son mari, André, était mort des suites de ses blessures après la manifestation Ridgway, en mai 1952), Anne-Claude Godeau, Jean-Pierre Bernard, Édouard Lemarchand, Hippolyte Pina, Raymond Wintgens, Daniel Féry, le plus jeune, seize ans. Un neuvième, Maurice Pochard, mourra de ses blessures le 20 avril suivant. Sept étaient communistes, huit adhérents de la CGT. On peut considérer qu'un dixième mort est dû aux massacreurs : un agent de la RATP, Mohamed Aït-Saada, vingt-huit ans au moment de la manifestation, resta cloué sur un fauteuil roulant durant vingt et une années, avant de mourir des séquelles de l'agression en 1983. Les estimations de blessés varient : quatre-vingt-deux en tout ont subi des arrêts de travail. Les médecins de garde assimilèrent bien des blessures observées, certaines opérées en urgence, à de la « chirurgie de guerre ».

On passera rapidement sur l'ignominie des déclarations officielles (Debré, Frey, Papon) et de certains écrits journalistiques (*Le Figaro*, *Le Parisien libéré*, *Paris-Presse*), de la nuit du 8 au 9 et des jours suivants (la palme revenant sans doute à *France-Soir*, qui titra : « Affreux bilan d'une soirée de violence ! Les communistes ont cherché le pire : huit morts, deux cent cinquante blessés. […] Le service d'ordre a été attaqué par des émeutiers organisés [121] »), qu'Alain Dewerpe a appelée la « thèse de la faute du mort ».

Pour les communistes, c'est dès le début un crime d'État et la riposte populaire doit être à la mesure du défi. Le numéro de *L'Humanité* qui rend compte des manifestations tombe très tôt le matin [122]. Au dernier moment, en première page, un encart encadré de noir a ajouté : « Sept morts au moins (dont trois femmes). Des centaines de blessés. » Le PCF a fait une déclaration solennelle qui figure aussi en première page, mais… dans un rectangle blanc car elle a été censurée. En page intérieure, un article décrit ce qui s'est passé à Charonne. Enfin, « essaie » de décrire : plus de la moitié est également censurée. Les témoignages qui réussissent à passer montrent que la volonté de tuer des policiers et de leur hiérarchie est évidente : « Ils ont tué. Sur ces hommes et ces femmes qui criaient dans la rue leur haine du fascisme, la police de De Gaulle a frappé sauvagement. Boulevard Voltaire, un policier a tiré, cinq coups de feu claquaient, des manifestants s'écroulaient [123]. Au métro Boulets-Montreuil, les blessés s'entassaient et les infirmiers disaient aux policiers, désignant deux corps : "Ceux-là sont morts, vous pouvez les amener." Au métro Charonne, les policiers jetaient des grilles d'arbres sur les manifestants bloqués dans l'entrée. Il y a certainement sept morts, peut-être d'autres. […] Combien de blessés et de blessés très graves ? "Les pharmacies ne suffisaient plus", nous disait à 21 h 30 hier soir une femme rue de Charonne. Dans celle située à l'angle du boulevard Beaumarchais et de la rue Saint-Gilles, quinze personnes ont reçu des soins. Boulevard Beaumarchais, à la hauteur du métro Chemin-Vert, les secouristes de la Croix-Rouge ont donné de premiers soins à une quinzaine de blessés,

dont des femmes. À la polyclinique des Bleuets[124], quatre-vingts personnes ont été pansées, et plusieurs envoyées à l'hôpital pour blessures graves. Une des blessées, Francine L., raconte : "J'étais du côté de Charonne. Je ne sais pas avec quoi ils m'ont tapée. Chaque fois que je me relevais, ils tapaient. Des copains sont intervenus et ont fait le vide, d'autres m'ont emmenée en taxi." Un conducteur de métro de Levallois, J., a eu le bras cassé à coups de gourdin. Danielle T., chargée boulevard Voltaire : "Les employés d'un garage nous ont fait entrer. Ils étaient bouleversés. Ça n'est pas croyable d'être aussi sauvages". »

La CGT, touchée de plein fouet, appelle dès le 8 à des débrayages. Le 9, un premier bilan fait état de 2 millions de participants. Par-delà les rangs habituellement politisés, une grande partie de la population est indignée. L'effet conjugué du terrorisme OAS, de la sauvage répression de Charonne et du cynisme des gouvernants a produit des changements rapides dans l'opinion. L'Algérie est désormais un fardeau, les pieds-noirs des empoisonneurs d'atmosphère, l'OAS l'objet d'un rejet quasi unanime. Plus par lassitude que par internationalisme et passion soudaine pour l'indépendance de l'Algérie, la population française aspire à – exige – la paix immédiate. On en a une démonstration spectaculaire le mardi 13 février. Les syndicats ont appelé à un arrêt national de travail d'une demi-journée. À Paris, un cortège immense (les organisateurs parlent d'un million de personnes : en tout cas, l'un des plus importants de l'après-guerre) accompagne les cercueils de la Bourse du travail au Père-Lachaise.

Il a fallu attendre 1982 pour que la commémoration de Charonne ne soit plus interdite. En 2007, la pose d'une plaque commémorative à l'intérieur de la station de métro, par le maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë, et l'inauguration d'une « Place du 8 février 1962, date de la manifestation contre la guerre d'Algérie, où neuf manifestants trouvèrent la mort au métro Charonne », a marqué une première reconnaissance officielle du crime d'État.

Il reste des questions, lancinantes, qui ne concernent évidemment pas que les seuls historiens, mais qui interpellent les citoyens que nous sommes tous. Pourquoi l'image de la petite Delphine Renard au visage ensanglanté a-t-elle hanté la société française et pas – en tout cas pas assez – celles des Algériens morts ou blessés et grimaçants, quelques mois plus tôt ? Pourquoi les morts français avaient-ils des noms, des visages aujourd'hui encore en mémoire, et les morts algériens sont-ils devenus avec les décennies des silhouettes, peut-être même des fantômes ? « Parce qu'à prononcer leurs noms sont difficiles » (Aragon). Sans aucun doute. Mais il faut également chercher dans d'autres directions.

Notes du chapitre

[1] ↑ Pour les évolutions communistes face au phénomène gaulliste, nous suivons ici en partie Marc LAZAR, « Le PCF et le gaullisme, 1958-1969 », *in* colloque *De Gaulle en son siècle : la République*, Institut Charles de Gaulle, tome 2, Plon, Paris, 1990 ; et Roger MARTELLI, préface à *Les Réunions du comité central du PCF*, tome 3, *op. cit.*

[2] ↑ Jacques Duclos, discours repris en brochure sous le titre « Non, le fascisme ne passera pas ! », avec comme sous-titre « De Gaulle, le fasciste, espère prendre le pouvoir, grâce à la complicité des politiciens SFIO, radicaux, MRP… », Paris, s. d. (1951).

[3] ↑ Jean Ferniot, *De Gaulle et le 13 mai*, Plon, Paris, 1965.

[4] ↑ *Ibid.*

[5] ↑ Christophe Nick, *Résurrection. Naissance de la Ve République. Un coup d'État démocratique*, Fayard, Paris, 1998.

[6] ↑ Voir par exemple l'éditorial de Pierre Courtade, « C'est la République qui est la France », *L'Humanité*, 19 mai 1958.

[7] ↑ Nombreux entretiens de l'auteur avec des témoins de l'époque.

[8] ↑ Frédéric Charpier, *Les RG et le Parti communiste. Un combat sans merci dans la guerre froide*, Seuil, Paris, 2000.

[9] ↑ *Ibid.*

[10] ↑ Pierre Courtade, *L'Humanité*, 30 mai 1958.

[11] ↑ Maurice Thorez, « La double imposture des fabricants de monarchie », article-leader de *L'Humanité*, 26 août 1958, repris dans toutes les publications communistes du moment.

[12] ↑ Il est vrai que le scrutin désavantagea considérablement le PCF, plus encore que les autres formations antigaullistes : avec 3 880 000 voix au premier tour, il n'eut que dix députés ; l'UNR, avec 3 600 000, en eut cent quatre-vingt-neuf, par le jeu des alliances ; la SFIO, avec 3 100 000, quarante députés ; le MRP, avec 1 850 000, cinquante-sept députés, etc.

[13] ↑ Jacques Fauvet (en collaboration avec Alain Duhamel), *Histoire du Parti communiste français, 1920-1976*, Fayard, Paris, 1977.

[14] ↑ Charles de Gaulle, *Discours et Messages*, tome 3, *op. cit.*

[15] ↑ Charles de Gaulle, *L'Écho d'Alger*, 29 avril 1959.

[16] ↑ *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juillet 1959.

[17] ↑ Les citations qui suivent dans les numéros de septembre 1959 de *L'Humanité.*

[18] ↑ René ANDRIEU, « La seule voie qui vaille », *L'Humanité*, 17 septembre 1959.

[19] ↑ BUREAU POLITIQUE DU PCF, *L'Humanité*, 18 septembre 1959.

[20] ↑ Jacques DUCLOS, *L'Humanité*, 19 septembre 1959.

[21] ↑ Maurice THOREZ, *L'Humanité*, 28 septembre 1959.

[22] ↑ Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

[23] ↑ Déclaration, Tunis, 29 septembre 1959, presse française, 30 septembre 1959.

[24] ↑ *Radio-Moscou*, 1er novembre 1959 (cité par *Le Monde*, 3 novembre 1959) ; déclaration postérieure donc au virage du PCF, mais dont le contenu avait forcément été connu plus tôt par ses dirigeants.

[25] ↑ Maurice THOREZ, CC du PCF, session du 3 novembre 1959, *L'Humanité*, 11 novembre. Notons au passage qu'il était alors assez rare qu'un tel délai passe entre un discours et son impression dans l'organe central.

[26] ↑ CC du PCF, 3 novembre 1959 (*in* PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les Réunions du comité central du PCF*, tome 3, *op. cit.*).

[27] ↑ Maurice THOREZ, « À propos de l'autodétermination », 11 mars 1960.

[28] ↑ Selon le titre de l'ouvrage rappelant la première affaire : Charles TILLON, *Un Procès de Moscou à Paris*, Seuil, Paris, 1989.

[29] ↑ Voir Michel DREYFUS, *PCF. Crises et dissidences, de 1920 à nos jours*, Complexe, Bruxelles, 1990.

[30] ↑ La mise au point la plus récente, appuyée sur des recherches en archives, est celle de Paul BOULLAND, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2016.

[31] ↑ Roger MARTELLI, « Le PCF et le PCI face à Khrouchtchev (1953-1964) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 112-113, 2010.

[32] ↑ Maurice KRIEGEL-VALRIMONT, *Mémoires rebelles* (avec Olivier Biffaud), Odile Jacob, Paris, 1999.

[33] ↑ À ne pas confondre avec François Hincker, alors dirigeant national de l'UEC.

[34] ↑ Michel HINCKER, « Le discours de Constantine », *Économie et Politique*, novembre 1958.

[35] ↑ « Pourquoi ? Marcel Servin répond à vos questions », *France nouvelle*, 28 janvier 1960.

[36] ↑ Archives du PCF, archives de direction, 331-J-2/36, sous-chemise « CC Montreuil, 2-3 février 1960 ».

[37] ↑ En marge, au stylo, un lecteur – forcément un cadre – a inscrit un « ? ».

[38] ↑ CC du PCF, 23 mai 1960 (*in* PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les Réunions du comité central*, tome 3, *op. cit.*).

[39] ↑ La guerre d'Algérie n'était pas au centre de cette session : une délégation du PCF revenait de la réunion internationale des quatre-vingt-un partis, tenue à Moscou, et rendit longuement compte de cet événement.

[40] ↑ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les Réunions du comité central*, *ibid.*

[41] ↑ Les observateurs les plus attentifs notèrent que le CC, convoqué pour les 13 et 14, se poursuivit le 15. Dans *L'Humanité* du lendemain, il n'y avait pas, comme à l'habitude, le discours de clôture de Maurice Thorez, mais seulement l'annonce de sa publication prochaine.

[42] ↑ Enregistrements sonores des séances du comité central, session du 13 janvier 1961 (Archives du PCF, 1 AV 4693-4703).

[43] ↑ Propos rapportés par Philippe Robrieux (cité par Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*).

[44] ↑ Roger MARTELLI, « Le PCF et le PCI… », *loc. cit.*

[45] ↑ Voir Jean-Luc EINAUDI, *La Bataille de Paris. 17 octobre 1961*, Seuil, Paris, 1991 ; *Octobre 1961 : un massacre à Paris*, Fayard, Paris, 2001. Et Jim HOUSE et Neil MACMASTER, *Paris 1961. Les Algériens, la mémoire et la terreur d'État*, Tallandier, Paris, 2008.

[46] ↑ *Les Temps modernes*, éditorial, novembre 1961 ; Pierre VILLETTE, « Paris 1942-1961 », *Démocratie nouvelle*, décembre 1961.

[47] ↑ Voir notamment, outre les ouvrages précités de Jean-Luc Einaudi : Marcel PÉJU et Paulette PÉJU, *Le 17 octobre des Algériens. Suivi de « La triple occultation d'un massacre » par Gilles Manceron*, La Découverte, Paris, 2011.

[48] ↑ Robert Bony (pseudonyme de Robert Lazurick), *L'Aurore*, 18 octobre 1961.

[49] ↑ *Paris-Presse*, 19 octobre 1961.

[50] ↑ « Un miroir pour les Français », entretien (évidemment anonyme) accordé à Jean Cau, *L'Express*, 16 novembre 1961.

[51] ↑ Mohammed Aarabi, témoignage, janvier 2001, *in* film de Samira Meshabi, *17 octobre 1961 : contre l'oubli*, <frama.link/QX3DrGRp> ; Yasmina Adi, *Ici, on noie des Algériens*, film, 2011.

[52] ↑ Daniel Jouanneau, « Les communistes et la répression du 17 octobre 1961 contre les Algériens », page dactylographiée (Musée d'histoire vivante, Montreuil, fonds Madeleine Rebérioux).

[53] ↑ Georges Frischmann, « C'est écrit avec du sang dans les rues de Paris », *La Vie ouvrière*, 8 novembre 1961.

[54] ↑ Ouanassa Siari Tengour, « Octobre 1961 dans les archives de la Cimade », *in* Olivier Le Cour Grandmaison (dir.), *Le 17 octobre 1961. Un crime d'État à Paris*, La Dispute, Paris, 2001.

[55] ↑ Roland Vuillaume, « Violences racistes et complot fasciste », *France nouvelle*, 25 octobre 1961 ; « Si la Seine parlait… », *France nouvelle*, 1er novembre 1961.

[56] ↑ « Déjà des millions », *La Défense*, n° 445, novembre 1961.

[57] ↑ « Des médecins accusent », *L'Humanité*, 7 novembre 1961 ; « À la Mutualité… », *La Défense*, n° 446, décembre 1961.

[58] ↑ Comité UFF de Gennevilliers, « Solidarité aux femmes algériennes », document dactylographié non daté, 21 ou 22 octobre 1961 (Archives municipales, Gennevilliers).

[59] ↑ Voir la réédition : Paulette Péju, *Ratonnades à Paris*, précédé de *Les Harkis à Paris*, préface de Pierre Vidal-Naquet, introduction de Marcel Péju, postface de François Maspero, La Découverte, Paris, 2000.

[60] ↑ « Le dossier de la CFTC sur la répression », *Témoignages et Documents*, novembre 1961.

[61] ↑ « La bataille de Paris », *Les Temps modernes*, n° 186, novembre 1961.

[62] ↑ Olivier Milza, *Les Français devant l'immigration*, Complexe, Bruxelles, 1988.

[63] ↑ *L'Humanité*, 24 octobre 1961 (reportage et photo en première page).

[64] ↑ *L'Humanité* du 2 novembre 1961 signale le rassemblement de la place Maubert, mais ignore la manifestation du PSU, ce qui n'est guère étonnant.

[65] ↑ Jean-Luc EINAUDI, *La Bataille de Paris*, *op. cit.*

[66] ↑ Note citée par Mohammed HARBI, *Sou'al*, document 20, n° 7, septembre 1987.

[67] ↑ Tout cet épisode et le témoignage de Boudaoud *in* Jean-Luc EINAUDI, *Octobre 1961*, *op. cit.*

[68] ↑ Boudaoud ajoutait au contentieux un désaccord financier : la Fédération de France aurait remis 200 millions de francs aux émissaires du PCF, à faire transiter en Suisse. Et le PCF n'aurait remboursé que 180 millions au gouvernement algérien après Évian.

[69] ↑ Clara et Henri Benoits, nombreux entretiens avec l'auteur, Maguy et Martin Verlet, entretien avec l'auteur, 21 novembre 2017.

[70] ↑ Neil MACMASTER et Jim HOUSE, « La Fédération de France du FLN et l'organisation du 17 octobre 1961 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 83, n° 3, 2004.

[71] ↑ *L'Humanité*, 19 octobre 1961.

[72] ↑ *Ibid.*

[73] ↑ Roland VUILLAUME, « Colonialisme. Violences racistes et complot fasciste », *France nouvelle*, 25 octobre 1961.

[74] ↑ Paulette PELLENCQ, « Après les manifestations algériennes de Paris, ou le long cheminement de la vérité », *L'Humanité-Dimanche*, 29 octobre 1961.

[75] ↑ Roland VUILLAUME, « Si la Seine parlait… », *France nouvelle*, 1er novembre 1961.

[76] ↑ « Après les manifestations musulmanes, des témoignages par centaines », *La Défense*, n° 445, novembre 1961.

[77] ↑ « Un Algérien est arrêté : que faut-il faire ? », *La Défense*, n° 445, novembre 1961.

[78] ↑ *L'Humanité*, 19 octobre 1961.

[79] ↑ Tract ronéoté, section Montreuil-Est, 18 ou 19 octobre 1961 (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil).

[80] ↑ Tract ronéoté, cellule Le Morillon, section Montreuil-Est, 18 ou 19 octobre (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil).

[81] ↑ Tract ronéoté, section de Gennevilliers, 18 octobre (Archives municipales, Gennevilliers).

[82] ↑ Tract ronéoté, 20 octobre (Archives Bernard Deschamps). Voir également Robert MALCLÈS, « Octobre 1961 : solidarité à Montpellier », *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 98, décembre 2005.

[83] ↑ Voir les articles successifs de *L'Humanité* des 20, 21, 22 et 30 octobre 1961 ; puis ceux « Pour la paix en Algérie, contre le racisme, manifestation hier dans les rues de Boulogne », 1er novembre 1961, et « Pour la paix, contre la répression, plusieurs centaines de personnes ont manifesté hier dans les rues de Gennevilliers », 3 novembre 1961.

[84] ↑ *L'Humanité-Dimanche*, 19 novembre 1961.

[85] ↑ *L'Humanité*, 26 octobre 1961 ; protestation des organisateurs : *L'Humanité*, 28 octobre 1961.

[86] ↑ Slogan qui a donné le titre du très beau film de Yasmina Adi déjà cité (2011).

[87] ↑ Vincent LEMIRE et Yann POTIN, « "Ici, on noie les Algériens". Fabriques documentaires, avatars politiques et mémoires partagées d'une icône militante (1961-2001) », *Genèses*, vol. 49, n° 4, 2002, p. 140-162.

[88] ↑ Probablement par crainte d'une censure qui serait tombée inéluctablement, ni *L'Humanité* ni *L'Avant-Garde* n'ont alors publié cette photo. Elle ne sera publiée par le quotidien communiste que le 18 octobre 1985, en illustration d'un article de Claude Lecomte, « Les noyés du 17 octobre ».

[89] ↑ Voir Alain RUSCIO, *Nostalgérie. L'interminable histoire de l'OAS*, La Découverte, Paris, 2015.

[90] ↑ Alain BOUGRENET DE LA TOCNAYE, déposition, 1er février 1963, *in Le Procès du Petit-Clamart. Exposé des faits. Débats. Dépositions. Réquisitoire. Plaidoiries*, présentés par Yves-Frédéric Jaffré, Nouvelles Éditions latines, Paris, 1963.

[91] ↑ Pierre SERGENT, *Ma peau au bout de mes idées*, La Table ronde, Paris, 1967.

[92] ↑ L'établissement, reconstruit, est aujourd'hui encore appelé « Clinique Larribère » par les Oranais, bien qu'il n'ait pas de nom. Un appel a été lancé pour que ce nom lui soit attribué officiellement (*El Watan*, Alger, 7 juillet 2014).

[93] ↑ Elle avait choisi celui de Paul Reiner, le même que sous la Résistance.

[94] ↑ Madeleine RIFFAUD, *L'Humanité*, 30 juin 1962 (récit confirmé par Jean-Pierre FARKAS, entretien avec l'auteur, Paris, 10 novembre 2017).

[95] ↑ On sait que la folie sanguinaire de l'OAS s'attaqua également aux gaullistes, aux adhérents du Parti socialiste ou du PSU, aux militants syndicalistes, à des journalistes de gauche et de droite, à des personnalités qui refusèrent de payer un tribut, etc.

[96] ↑ Raphaëlle BRANCHE et Sylvie THÉNAULT , *La Guerre d'Algérie*, La Documentation française, Documentation photographique, n° 8022, août 2001.

[97] ↑ *L'Humanité*, 7 novembre 1961.

[98] ↑ Gérard BOURDIN, « Groupuscules et culture de nostalgie : l'Orne et l'Algérie française (1958-1965) », *in* Sylvie THÉNAULT et Raphaëlle BRANCHE (dir.), *La France en guerre, 1954-1952*, *op. cit*.

[99] ↑ *L'Humanité-Dimanche*, 1er avril 1962.

[100] ↑ *L'Humanité*, 23 juin 1962.

[101] ↑ Didier LAVRUT, « La fin de la guerre d'Algérie et les législatives de 1962 dans le Gard », *Le Midi rouge. Bulletin de l'association Maitron Languedoc-Roussillon*, n° 10, décembre 2007.

[102] ↑ Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil.

[103] ↑ Camille Blanc, maire socialiste d'Évian, fut tué pour la seule raison qu'il présidait aux destinées de la ville choisie pour les négociations franco-algériennes.

[104] ↑ *L'Humanité*, 2 décembre 1961.

[105] ↑ Sur l'enveloppe, il était inscrit : « Bureau politique du Parti communiste, place Kossuh Paris 10e » (la place Kossuth, et non Kossuh, est dans le IXe arrondissement), lettre postée le 6 décembre à la Poste centrale, rue du Louvre (Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, dossiers « Lutte contre l'OAS », 264 J 29).

[106] ↑ Nous avons évidemment respecté l'orthographe.

[107] ↑ Cité par Bénédicte Ponçot, *Besançon à l'heure de la décolonisation*, *op. cit*.

[108] ↑ Michel Duranton, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[109] ↑ Patrick Gregogna, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[110] ↑ François Kaldor, fils de l'avocat menacé, entretien avec l'auteur, Paris, 31 octobre 2017.

[111] ↑ Patrick Gregogna, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[112] ↑ Amado Garcia, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

[113] ↑ Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, 264 J 29, dossiers « Lutte contre l'OAS ».

[114] ↑ Suivait le nom du centre.

[115] ↑ *L'Humanité*, 21 novembre 1961.

[116] ↑ Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Gallimard, Paris, 2006.

[117] ↑ En 2012, après un demi-siècle de silence, Delphine Renard voulut participer à la manifestation du cinquantième anniversaire de Charonne. Elle publia dans la foulée deux récits liés à son drame, *Tu choisiras la vie* (Grasset, Paris, 2012) et *La Grande Maison de brique rose. La mémoire blessée dans l'attentat de l'OAS contre André Malraux (1962)* (Tirésias, Paris, 2013).

[118] ↑ Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962*, *op. cit.*, chapitre 4, « Les raisons du pouvoir ».

[119] ↑ Loin, en revanche, des chiffres annoncés par *L'Humanité* du lendemain.

[120] ↑ Voir l'un des premiers témoignages paru dans la presse, celui du syndicaliste CFTC Claude Bouret, *Le Monde*, 10 février 1962.

[121] ↑ 10 février 1962 (cité par Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962*, *op. cit.*).

[122] ↑ *L'Humanité*, 9 février 1962 ; reportages et témoignages de terrain de Nelly Feld, Georges Bouvard, Pierre Cames, Fernand Chatel, Paul Gillet, Jean Le Lagadec, Jean-Émile Vidal.

[123] ↑ Il n'y eut aucun mort par balles.

[124] ↑ La polyclinique Pierre-Rouquès, dite « des Bleuets » car située dans cette rue du XIe arrondissement de Paris, fondée et gérée par des syndicalistes de la CGT.

Conclusion

Les communistes ont-ils été « bons par rapport à eux-mêmes » ?

En 1925, Aragon, alors jeune surréaliste et tout nouveau communiste – il sera l'un des seuls de son groupe à rester membre du PCF – marche dans les rues de Paris avec son ami d'alors André Breton. Les deux jeunes hommes croisent une manifestation de fonctionnaires qui crient : « Nos dix sous ! » Breton, outré, trouve une telle revendication « misérable » et dit alors à Aragon « avec un mépris incroyable » : « Quand il y a la guerre au Maroc ! » Aragon, qui rapportera cette anecdote plus de trente ans plus tard devant le comité central du PCF, avouera qu'à ce moment il partageait peu ou prou ce mépris [1] . Les « dix sous » ou l'internationalisme ? Grave question, qui traverse toute l'histoire du mouvement ouvrier. Mais fallait-il même la poser ? Qui a bien pu dire avec certitude à Breton et à Aragon que ces manifestants – qui, après tout, avaient bien raison de demander de quoi vivre décemment – ne s'engageaient pas également contre les massacres au Maroc ? Et s'ils ne l'avaient pas fait, fallait-il pour autant les mépriser ?

Quel bilan des résistances au colonialisme et à la guerre d'Algérie ?

Pour qui parcourt le tiers de siècle séparant le congrès de Tours du début de la guerre d'Algérie, cette problématique apparaît en tout cas sans cesse présente, quasi à l'état pur. C'est particulièrement vrai dans les phases d'affrontement aigu entre la puissance coloniale et le mouvement national. Force est de constater que la dissolution de l'Étoile nord-africaine (1937), les massacres du Constantinois (1945), le procès de l'Organisation spéciale (1950), l'angoissante question de Claude Bourdet en décembre 1951 (« Y a-t-il une Gestapo algérienne ? », *L'Observateur d'aujourd'hui*), le massacre de la place de la Nation (14 juillet 1953) n'ont guère ému les « masses populaires », y compris l'électorat censé être le plus réceptif, celui du Parti communiste. Des millions de grévistes, des centaines de milliers de manifestants pour les revendications, pour les « dix sous » qui horripilaient tant Breton. Bien moins pour clamer un refus des exactions et des crimes commis outre-mer ou même en métropole au nom de la France. Et infiniment moins pour exiger l'indépendance des colonies… Amères mais inévitables constatations.

Cela explique qu'à la veille de la guerre d'indépendance, la presse nationaliste d'Algérie était dubitative sur les capacités

du peuple français de soutenir son combat : « Nous avons eu l'occasion de constater [...] que les Français demeuraient sans réaction devant les problèmes d'Afrique du Nord. Nous l'avons constaté à propos des événements de Tunisie et de la répression en Algérie. Et cela nous amène à mettre l'accent sur une dangereuse illusion qui pourrait naître au sein du nationalisme maghrébin et qui consisterait à compter sur l'opinion en France pour faire pression sur son gouvernement. Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de négliger cette opinion. Il faut entreprendre un travail d'explication et de dénonciation du colonialisme dans ce domaine : c'est très utile. Mais en aucun cas nous ne devons perdre de vue que la lutte se déroule avant tout sur le sol national et que c'est là que doivent porter principalement nos efforts [2] . »

Quatorze mois après cette lucide mise en garde commençait la guerre d'indépendance.

Nul n'a mieux résumé que Frantz Fanon les motivations de ceux qui passèrent à l'aide concrète au peuple algérien lors de cette phase décisive. Médecin-chef à l'hôpital de Blida depuis 1953, il épouse la cause nationaliste dès le début de la guerre d'indépendance. Fin décembre 1956, il est à Paris. Lui qui a eu sous les yeux les effets dévastateurs du conflit sur le peuple algérien, qui a noué déjà des contacts avec le Front, ne peut supporter l'indifférence des « Français moyens » : « Chaque jour le journal m'apprenait des arrestations, des expulsions parmi mes amis. Chaque nouvelle m'accablait. Je me sentais encore plus inutile. J'essayais de lutter, de susciter dans mon entourage

des réactions de protestation, j'essayais de leur faire prendre conscience. Peine perdue… Les Parisiens ne se souciaient que de leurs sorties, que de leur théâtre, que de leurs vacances préparées trois mois à l'avance. Je me pris a les détester, à mépriser en bloc tous ces Français qui envoyaient leurs fils torturer en Algérie et qui ne se préoccupaient que de leur petite boutique. Je rejetai toute appartenance à la nation française [3] . »

Dans le même registre, on peut citer le militant communiste réfractaire Robert Bonnaud, dont nous avons déjà croisé la trajectoire (voir *supra*, chapitres 14 et 16). Lorsqu'il était en prison aux Baumettes en 1961, celui-ci croisa un ancien militant de la JC, dans les mêmes lieux que lui pour délit de droit commun. Ce dernier, apprenant son engagement, lui dit, tout fier, qu'il avait manifesté naguère contre la guerre d'Algérie. Commentaire de Bonnaud : « Les Français de gauche ressemblent à mon ex-JC qui croit être quitte avec les Algériens et de plus mériter leur amour parce qu'il a tenu une banderole [4] . » Certains poussèrent cette logique jusqu'à son terme. En 1956, Jean Biou – incorporé deux ans plus tard à l'École militaire d'Autun puis déserteur en 1959 – est interpellé par un ami « désemparé » par la gauche française (SFIO au pouvoir, PCF votant les pouvoirs spéciaux) : « Il affirmait que deux personnes seulement en France étaient contre la guerre d'Algérie : Claude Bourdet et lui [5] . » Anecdote plaisante par son outrance. Mais qui a une signification : le sentiment de solitude des plus engagés, des plus ardents dans la lutte contre la guerre, pouvait aller jusqu'au désarroi. Les autres Français ne

s'intéressaient donc qu'à leurs « dix sous » ? Ou qu'aux télévisions et aux réfrigérateurs qu'ils commençaient à pouvoir s'acheter ?

Pour un Fanon qui mit ses actes en concordance avec ses convictions, qui lutta jusqu'à son dernier souffle pour l'indépendance de son pays, l'Algérie, pour un Bonnaud qui avait sacrifié sa liberté, qui aurait pu laisser sa peau dans la résistance active à la guerre, de telles réactions se comprennent. Mais après tout, qui disait à Fanon que les Parisiens qui se souciaient de « leurs sorties, de leur théâtre et de leurs vacances » n'avaient pas aussi protesté contre la guerre ? Et l'ex-JC porteur de banderole de Bonnaud avait-il fait un acte totalement gratuit ? Ils auraient pu, ils auraient sans doute dû faire plus ; mais ils avaient fait « quelque chose ». Les accuser de tiédeur, les regarder « avec un mépris incroyable » comme Breton l'avait fait en 1925 ne faisait en rien avancer la cause de l'indépendance de l'Algérie. Pourquoi à toute force rejeter dans la catégorie des pleutres, voire des complices, ceux qui n'eurent ni la lucidité ni peut-être le courage de s'élever au plus haut degré de la lutte ?

L'action des « porteurs de valises » ou des autres Français engagés dans l'aide directe au FLN fut un fort moment d'expression de l'internationalisme. Mais au nom de quoi, plus d'un demi-siècle plus tard, ne retenir que cette forme-là de résistance ? Le sous-titre du livre qu'Hervé Hamon et Patrick Rotman leur ont consacré en 1979, maintes fois cité ici, est de ce point de vue significatif : *La Résistance française à la guerre*

d'Algérie. Il ne s'agit pas (ou pas seulement) d'une formule accrocheuse. Les auteurs assument ce qui est devenu une thèse, dès la première page de l'essai : « Soldats mobilisés qui manifestent contre leur envoi en Afrique du Nord, appelés qui "s'insoumettent", conscrits qui désertent, civils enfin qui forment des réseaux de soutien aux "rebelles" sont les acteurs de la résistance, en métropole, à la guerre d'Algérie. » On va y trouver, poursuivent les auteurs, l'« histoire inédite de ceux qui, en France, s'opposèrent à la guerre menée contre le peuple algérien ». Tous les autres Français sont donc exclus de *la* résistance. C'est la matrice d'un raisonnement omniprésent depuis dans l'historiographie [6] et, plus encore, dans la production journalistique. Lorsque *Le Monde* décide en 2004 de publier un épais hors-série sur la guerre d'Algérie, la seule référence à l'opposition à la guerre est une page consacrée à un militant du réseau Jeanson, Jean-Marie Boëglin [7]. En 2018, une recherche sur Internet avec la simple entrée « résistance française à la guerre d'Algérie » ne permet de dégager, de façon écrasante, que cette forme de l'aide directe au FLN. Une grande partie de l'historiographie nationaliste algérienne a adhéré également à cette thèse exclusive (dans les deux sens de ce mot).

En admettant ce seul critère, il n'y aurait donc eu que quelques milliers de Français résistants, il est vrai extrêmement actifs : deux à trois centaines de « porteurs de valises », un millier en y ajoutant « ceux qui ont simplement apporté une aide à un certain moment, ceux aussi qui ont aidé un camarade de travail » (Denis Berger) [8]. Plus une centaine de militants de La

Voie communiste de Gérard Spitzer (1927-1996), dissident du PCF qui a créé ce mouvement en 1958, deux centaines au sein des deux mouvements trotskistes [9], un nombre difficile à évaluer au sein d'une mouvance libertaire très éclatée [10], quelques centaines au Front universitaire antifasciste (FUA) fondé en décembre 1961, huit cents personnes à Jeune Résistance [11], quelques dizaines de fondateurs, autour de Curiel, du Mouvement anticolonialiste français (MAF), la « quintessence du soutien français au FLN » (juillet 1960) [12], ainsi que les 121 personnalités de l'appel de septembre 1960.

Faible poids politique, donc. D'autant que ces mouvements étaient à l'évidence divisés entre eux – une grande majorité était pro-FLN, mais certains, tels les militants proches de Daniel Guérin, restèrent messalistes –, parfois au sein de chacun d'eux, d'où une certaine impuissance [13]. Chez les « porteurs de valises », une fracture se dessina ainsi entre « jeansonniens » et « curiéliens » [14]. Dans la famille trotskiste, se firent jour des choix différents – et dans les conditions de l'époque, cela signifiait : férocement opposés. Les lambertistes soutinrent le MNA, au point de l'assimiler au parti bolchevique et de voir en Messali un « Lénine algérien », avant de connaître une cruelle désillusion lorsque ce même Messali ne repoussa pas fermement les avances gaullistes [15]. Les pablistes, devenus majoritaire au sein de la mouvance, étaient pour leur part totalement – et même pour une part organiquement – liés au FLN. Sans même parler d'un troisième groupement trotskiste, La Voix ouvrière (l'ancêtre de Lutte ouvrière), quantitativement plus faible encore, qui renvoyait dos à dos nationalisme

français et nationalisme algérien. Ou pis, un groupement dissident du lambertisme au nom ronflant, « Tendance bolchevique-léniniste », fort de vingt membres [16]. Le « pablisme » lui-même éclata : Pablo sera exclu de la IVe Internationale peu après la guerre d'Algérie [17]. Les mouvements regroupant des communistes oppositionnels connurent également des déchirures, des désaccords (moins d'ailleurs sur la question algérienne que sur l'analyse de la nature de l'Union soviétique) – *L'Étincelle*, par exemple, subissant un « éclatement général » après une seule année d'existence [18].

Enfin, ces groupes paraissent avoir pris quelque distance avec les réalités concrètes. Combien de membres des réseaux ont-ils placé leurs espoirs dans l'effet d'entraînement du combat algérien, considérant que leur action pouvait préluder à une transformation révolutionnaire de la société française ? Voire plus. Les pablistes, par exemple, espéraient en faire le début d'un processus de portée mondiale [19]. Le groupement Jeune Résistance voyait dans la révolution algérienne l'« avant-garde de la révolution coloniale [20] ».

Qu'en pensèrent les nationalistes algériens ? On a déjà souligné que la majorité considérait la lutte comme strictement indépendantiste, et nul ne songerait à le leur reprocher. Le FLN compta certes dans ses rangs des progressistes, des marxistes. Mais bien d'autres, en silence, ne se sentirent en aucun cas impliqués dans un processus révolutionnaire futur et

observèrent avec distance, voire cynisme, les constructions idéologiques de leurs alliés d'un moment.

Furent-ils donc les seuls résistants ? Le sous-titre du livre d'Hamon et Rotman (« La Résistance française à la guerre d'Algérie ») est aussi peu crédible qu'une histoire de la résistance antinazie qui n'évoquerait que le sacrifice de Moulin, le geste de Fabien ou le réseau de Manouchian. Car ces héros auraient-ils pu agir s'il n'y avait pas eu, en complément, des « mégères de la rue Daguerre [21] » ? Des jeunes qui inscrivaient à la craie sur les murs, ne serait-ce qu'une seule fois, « Mort à Hitler » ? Des cyclistes qui véhiculaient au fond d'un panier à provisions quelques tracts ? Des Français moyens qui planquèrent des résistants ? Des « Monsieur Batignole » qui sauvèrent des enfants juifs [22] ? Si on retenait les critères d'Hamon et Rotman, on serait en droit d'écrire, à l'instar de ce qu'avait fait de façon frauduleuse Henri Amouroux à propos de Vichy, qu'il y a eu « 45 millions de colonialistes » de 1954 à 1962.

Le livre d'Hamon et Rotman – et toute une littérature dans son sillage – ne répond pas à des questions importantes : pourquoi *la* et non pas *une* Résistance ? Pourquoi *ceux* et pas *certains de ceux* qui s'opposèrent ? Les politiques, les journalistes, les intellectuels qui dénoncèrent dès 1954 l'usage de la torture n'étaient-ils pas des résistants à la guerre ? Les militants – et nous y incluons évidemment ceux de toutes les familles politiques – qui firent des manifestations « sans jamais rater l'occasion de se faire casser la gueule » (Jean Ferrat) ne résistaient-ils pas ? Les banderoles porteuses d'un minimal

« Paix en Algérie », même en retrait par rapport à un idéal « Indépendance de l'Algérie », furent-elles sans portée ? Les collages d'affiches furent-ils sans effet ? Les ouvriers d'une chaîne qui tentaient d'épargner à ceux de leur classe les pièges du racisme parlèrent-ils dans le désert ? Et les citoyens oubliés qui pétitionnèrent pour la paix en Algérie, essuyant longtemps plus de refus, parfois d'insultes, que de sourires complices ? L'auteur, qui a pratiqué abondamment de l'histoire orale sans en avoir l'air auprès de militants communistes de cette époque, n'a jamais rencontré l'un d'entre eux affirmant qu'il était bien reçu, spontanément, par la majorité de la population.

L'activité communiste : *une* résistance à la guerre d'Algérie

Durant la guerre d'Algérie, face à ce qui était à juste titre ressenti comme une non-réceptivité, voire une hostilité, des « masses », que fallait-il faire ? Considérer que, ce combat étant perdu d'avance, il fallait « sauver l'honneur » du peuple français en pratiquant des actions d'avant-garde, d'un courage militant exceptionnel, contre vents et marées, espérant le « réveiller » ? Et, devant l'échec prévisible, se dire que, décidément, il n'y avait rien à tirer de ce peuple amorphe ? Voire coupable, comme devait l'écrire dans un accès de rage Simone de Beauvoir : « Je ne supportais plus cette hypocrisie,

cette indifférence, ce pays, ma propre peau. Ces gens dans les rues, consentants ou étourdis, c'était des bourreaux d'Arabes : tous coupables. Et moi aussi[23]. » Ou tenter, jour par jour, de combattre les idées reçues, accepter d'en passer par des tâches ingrates, répétitives, espérant de ces petits ruisseaux faire – un jour lointain – une rivière ? Même si rivière il n'y eut jamais, faut-il les en accuser ?

Les militants communistes furent les premiers Français[24], dès septembre 1955, et parfois les seuls à descendre dans la rue pour dénoncer la guerre en Algérie. Sur toute la période, Danielle Tartakowsky, dans une thèse qui a marqué, a recensé neuf cent soixante-sept manifestations antiguerre dans l'espace public, rues, gares, parvis de mairies, etc. (évidemment, les communistes ne furent organisateurs ou partie prenante que d'une partie d'entre elles, mais une partie importante)[25]. Les militants communistes vendirent à la criée une presse qui était tout sauf neutre : « Quelles qu'ait été les hésitations du parti, écrira plus tard Pierre Vidal-Naquet, la mollesse dont il a fait preuve, c'est tout de même dans la presse communiste que l'on trouve l'information la plus continue sur la répression du mouvement national[26]. » *L'Humanité* et son supplément dominical furent les seuls médias de grande diffusion – malgré la chute des ventes déjà signalée – à porter la contradiction à la bonne conscience ambiante, qui rebutait tant Simone de Beauvoir. Les militants communistes collèrent des affiches (quatre-vingt-treize ont été recensées, ayant pour thème unique ou majeur la guerre d'Algérie[27]), distribuèrent des tracts (cent huit pour le matériel national, soit une moyenne de un par

mois)[28]. Les chiffres de diffusion annoncés par la presse communiste et cégétiste paraissent énormes : 250 000 exemplaires du tract « Négociez en Algérie » (1956), 1,4 million pour la brochure de Léon Feix « Pour imposer la paix en Algérie » (1957), 100 000 exemplaires pour un tract spécifique des cheminots CGT[29], les tracts du Secours populaire tournant en permanence entre 100 000 et 200 000 exemplaires[30]. L'appareil central de propagande du PCF publia également plusieurs dizaines de brochures, la plupart du temps des reprises de discours de dirigeants (en 1956, par exemple, il y eut vingt-trois documents de cette catégorie[31]). Fin 1955, le secteur de travail chargé de la propagande avait produit un document audiovisuel (images fixes) « vendu 200 francs aux cellules [...] pour expliquer les réalités algériennes et nos solutions pour le règlement pacifique du problème algérien. Recommandé pour clôturer les réunions du parti pour la paix en Algérie[32] ». Production complétée par un autre document du même type, présentant un « tableau de la misère des masses musulmanes contrastant avec l'opulence des seigneurs de la colonisation, de la répression féroce contre le mouvement national algérien[33] ».

Il faudrait y ajouter l'activité des organisations de base. La lecture des tracts, mal présentés, la plupart ronéotés, bavures d'encre comprises, ne permet certes pas de découvrir une grande littérature. On sent, à la lourdeur du style, qu'un secrétaire de cellule avait dû assez laborieusement reprendre une pile d'articles découpés dans ses *Humas* et tenter une synthèse, en veillant à être « dans la ligne ». Les formules sont

répétitives (un « Paix en Algérie » omniprésent) et maladroites (le « désir profond de la classe ouvrière », la « sale guerre », l'« action unie des masses », etc.). Mais là n'est pas le problème. S'il est définitivement impossible de quantifier cette documentation, on peut penser que la plupart des quartiers des villes et des entreprises où le PCF avait quelque force – et il en restait beaucoup, malgré l'affaiblissement déjà souligné – furent irrigués par ces tracts. La multiplication des petites réunions-apéros chez les militants, dans des préaux d'écoles, dans des arrière-salles de bistrots, au pied des immeubles HLM, sur les points de vente de *L'Humanité-Dimanche*, alors nombreux et animés, a pu compter dans l'évolution des esprits. « Journellement, notait alors un informateur de police chargé de surveiller le PC, les formations d'extrême gauche suscitent, en dehors des comptes rendus de mandat de leurs élus, de multiples petites assemblées ayant le même objet ["Paix en Algérie"] et auxquelles n'assistent dans la plupart des cas que quelques auditeurs [34] . » On est partagé devant ce texte. Qu'est-ce qui est le plus important dans ce témoignage d'origine policière : le « journellement » ou le « quelques auditeurs » ?

De ce point de vue, comparer terme à terme un parti politique structuré nationalement, qui diffuse une propagande à des centaines de milliers d'exemplaires, et un petit groupe ou un simple individu – même si le premier a été confus et les seconds très lucides – peut avoir un certain intérêt pour l'histoire des idées, à condition de n'oublier jamais que celle-ci n'est qu'une parcelle de l'Histoire tout court. Or l'historiographie sur la question communiste tombe trop souvent, selon nous, dans le

travers de l'angle unique d'observation et de commentaires de l'émission des idées. Mots d'ordre contre mots d'ordre, arguments contre arguments. Et seulement cela : Thorez a émis une thèse contestable en février 1939, mais Daniel Guérin, à la même époque, avait des positions en pointe ; de 1954 à 1962, *L'Humanité* a multiplié les « Paix en Algérie », alors que les périodiques des deux mouvements trotskistes, *La Vérité* et *La Vérité des travailleurs*, imprimaient de flamboyants appels à la révolution mondiale, dont la guerre d'Algérie devait être une première étape ; la presse orthodoxe communiste a souvent noyé l'Algérie dans l'actualité nationale et internationale, alors que *Vérité-Liberté*, de Pierre Vidal-Naquet et de Robert Barrat, a mené le combat sur le seul terrain algérien. Mais ces constatations ne peuvent être recevables que si elles sont accompagnées de réponses à ces questions : qui a entendu ces mots d'ordre ? Qui les a écoutés ? Qui les a acceptés ? Qui, ultime étape, les a ensuite répercutés ? Dans la vie réelle, comment les idées lancées dans un discours ou dans un éditorial de presse deviennent-elles ou non force matérielle ? Envers et contre tout, le PCF resta malgré tout la seule force nationale capable, non certes de retourner l'opinion, mais de battre en brèche l'« édredon d'indifférence » dont parlait Pierre Vidal-Naquet [35] .

La faille : l’impensé du rôle des mouvements de libération nationale

Pourtant, au terme d’une étude qui s’est voulue minutieuse, on a l’impression d’avoir été en permanence ballotté entre respect, irritation et désolation. Respect pour deux ou trois générations de militants qui, sous quatre régimes (IIIe République, Vichy, IVe et Ve Républiques), ont bataillé ferme pour dénoncer la « situation coloniale », n’ont jamais compté leur temps pour combattre les injustices et le racisme, ont été les premiers à organiser les colonisés, en France et en Algérie, à l’époque où tous les autres grands courants politiques les insultaient, où bien peu de voix se joignaient à eux. Respect pour des milliers de femmes et d’hommes qui, de 1920 à 1962, ont accumulé, tous ensemble, des décennies, voire plusieurs siècles de prison ou de camp, qui souvent ont été torturés. Respect infini pour ceux, nombreux, qui ont fait le sacrifice suprême, de Kaddour Belkaïm mort du typhus attrapé dans un camp d’internement à Fernand Iveton guillotiné par une IVe République haineuse, d’Ahmed Inal, *moudjahid*, blessé au combat puis brûlé vif par des militaires français, à Daniel Féry, le plus jeune des martyrs de Charonne.

Mais également irritation contre des va-et-vient dans l’appréciation du fait national algérien, des errements (le grand

tournant du Front populaire, l'attachement tardif à l'Union française, le trop fameux vote des pouvoirs spéciaux), des retards (« nation en formation »), des analyses horrifiantes (massacres du Constantinois), des hésitations dans le vocabulaire, des comportements « fraternalistes » blessants. Et, finalement, désolation devant une impression de gâchis : tant de sacrifices pour aboutir *de facto* à une élimination de toute influence sur la vie du pays (PCA), à l'échec manifeste de l'internationalisme, greffe en état de perpétuel rejet (PCF).

Que ce second sentiment, pourtant, n'amène pas une extrême sévérité à l'encontre des limites du combat des partis des deux bords de la Méditerranée. Car même avec les hésitations décrites, même avec les faux pas soulignés, qui pourrait nier qu'ils furent, comme partis, bien seuls à protester, à appeler continûment les choses par leur nom : d'abord, avant 1954, une « féroce exploitation », ensuite une « guerre coloniale » ? Quel autre grand courant de la vie politique du XXe siècle peut-il en dire autant ?

Mais la comparaison avec ce que firent les autres forces politiques ne saurait suffire. C'est par rapport aux enjeux du moment, aux questions posées par l'histoire concrète qu'il faut produire une analyse. Et c'est également, pour ce parti qui se voulait « pas comme les autres », par rapport à des principes, ceux qui avaient présidé à sa naissance (la huitième condition), ceux qui faisaient sa raison d'être, dont le principal, l'internationalisme. Et cette analyse, ici, est plus nuancée.

« Nous avons été bons par rapport aux autres, il nous reste à être bons par rapport à nous », a écrit un jour Aragon.

René Dazy, un opposant de longue date, écrit en avertissement au lecteur d'un livre d'une grande sévérité pour le PC : « Ce qui va suivre est une étude théorique volontairement limitée aux aspects négatifs de la lutte du PCF pour mettre fin à la guerre d'indépendance algérienne. S'il n'est venu à l'esprit de personne, sympathisant ou adversaire, de nier que le rôle du PCF a été positif globalement, il convenait de se poser la question : a-t-il fait tout ce qu'il fallait faire[36] ? » C'est effectivement, selon nous, la seule question qui vaille, loin des polémiques stériles, du genre réquisitoires *versus* plaidoyers, décrites dans l'introduction. Et la réponse est probablement négative. Il aurait pu, il aurait dû s'engager plus à fond et surtout de façon plus permanente, dans la dénonciation du système à l'apogée de la domination coloniale, puis dans l'ultime combat de la « décolonisation tragique ». Pour deux raisons majeures.

La première est d'ordre intérieur français. Face aux idées dominantes, l'appareil du PCF et son « dispositif périphérique » se sont voulus éducateurs des militants, des sympathisants, des électeurs. Par-delà : du peuple. Pour cela, il a voulu être « un pas en avant » du peuple, selon la célèbre formule léniniste. Mais jamais deux pas. Or, à force de coller à l'opinion « moyenne », au « sens commun » décrit naguère par Gramsci, il risquait de se couper des éléments les plus combatifs. Et on sait que ce fut le cas. N'a-t-il pas touché là les limites de la

conception léniniste du parti, à la vocation tout à la fois d'« avant-garde » et de « masse » ? Ce tiraillement, pour ne pas dire cet écartèlement, était-il évitable ? Questions que l'historien ne peut trancher de façon péremptoire.

La seconde tient à l'analyse des grands phénomènes de l'époque. Ce qui a entravé continûment l'analyse, ce qui a empêché de comprendre totalement la décolonisation reste à nos yeux une sous-estimation criante de la place des mouvements de libération nationale dans le jeu des relations internationales. Les peuples colonisés étaient devenus des acteurs à part entière de ce jeu. Ils l'étaient déjà, certes, aux beaux jours de l'Internationale communiste. Mais, en 1954, quand commença la guerre d'Algérie, le phénomène était devenu mondial : l'Inde s'était débarrassée des Britanniques, l'Indonésie des Hollandais, l'Indochine des Français… Un an plus tard, à Bandoeng, le tiers monde faisait une entrée fracassante dans le concert des nations. Et le PCF resta longtemps, trop longtemps, prisonnier des schémas anciens : dans le monde, au cœur du mouvement, l'Union soviétique et le mouvement communiste international ; aux « marges », les mouvements de libération nationale ; en France, la lutte du prolétariat avec à sa tête son parti communiste, au « centre », entraînant la libération de la « périphérie » coloniale. Pourtant, à ce moment, Ho Chi Minh et ses camarades, tout en remerciant le peuple français de son aide, ne l'avaient pas attendu pour conquérir l'indépendance du Viêt-Nam. Les autres peuples colonisés firent de même.

Nous avons ici cité à maintes reprises l'analyse de la cellule Sorbonne-Lettres du PCF d'octobre 1958, en fait rédigée par Jean-Pierre Vernant [37]. En voici le cœur : « L'erreur du parti dans la question coloniale est d'avoir continué à penser, après la Seconde Guerre mondiale, que c'était la classe ouvrière française, guidée par le parti, qui devait, au terme de la lutte pour le socialisme, apporter aux peuples coloniaux le présent de l'indépendance. Tout au contraire, cette indépendance a été et sera conquise contre la bourgeoisie française au pouvoir par les peuples coloniaux en lutte, qui apportent ainsi une aide fondamentale au combat de la classe ouvrière de la métropole. » Il arrive parfois que les intellectuels ne soient pas totalement déconnectés de la réalité…

Notes du chapitre

[1] ↑ Louis Aragon, intervention devant le comité central du PCF, 15 et 16 janvier 1958, enregistrement transcrit en document dactylographié (Archives du PCF, bande 202, 1 AV 121/7075). Repris *in* « Discours d'Aragon au comité central en 1958 », *Les Annales de la société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, n° 4, 2002 (qui donne la date du 18 janvier).

[2] ↑ Article paru dans l'hebdomadaire du MTLD, *L'Algérie libre*, 4 septembre 1953 (cité par Moulay Abdelhadi Alaoui, *Le Maroc et la France, 1912-1956. Textes et Documents à l'appui*, Fanigraph, El Jadida, Maroc, 2007).

[3] ↑ Frantz Fanon, *Sociologie d'une révolution*, *op. cit.*

[4] ↑ Robert Bonnaud, « Lettre à *Vérité-Liberté* », 3 octobre 1961 (repris *in* Robert Bonnaud, *Itinéraire*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Minuit, Paris, 1962).

[5] ↑ Jean Biou, « Le temps du refus », *Les Temps modernes*, novembre 1959.

[6] ↑ Voir Kader Benamara et Fritz Keller, *Solidarité en action. Soutien européen à la résistance algérienne, 1954-1963*, Barkat, Alger, 2013.

[7] ↑ Catherine Simon, « Le “porteur de valises” est désenchanté, pas amer », *1954-2004, il y a cinquante ans, la guerre : France-Algérie, mémoires en marche*, supplément au *Monde*, 28 octobre 2004.

[8] ↑ Dénis Berger, témoignage, *in* Jacques Charby (dir.), *Les Porteurs d’espoir*, *op. cit.*

[9] ↑ Avec un mouvement de balancier : au début de la guerre, les lambertistes étaient cent cinquante et les pablistes cinquante, proportion inversée vers 1960 (voir Jean-Paul Salles, « Les trotskistes et la guerre d’Algérie », *Dissidences*, n° 3, printemps 2012, <frama.link/kSEE9MXf>).

[10] ↑ Sylvain Boulouque, *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2003.

[11] ↑ Claude Liauzu, « Ceux qui ont fait la guerre à la guerre », *in* Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d’Algérie. 1954-2004, la fin de l’amnésie*, *op. cit.*

[12] ↑ Ces informations et ces chiffres *in* Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

[13] ↑ Voir le récit désolé (et furieux) qu’en fait Edgar Morin dans *Autocritique*, *op. cit.*

[14] ↑ Tramor Quemeneur, « Réfractaires français dans la guerre d’Algérie », *in* Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d’Algérie*, *op. cit*.

[15] ↑ Pierre Lambert, « La parole au peuple algérien », *La Vérité*, 16 décembre 1955 (voir Jean-Guillaume Lanuque, « Messali Hadj et les trotskystes français (1940-1958) », *Les Cahiers du Centre fédéral Henri Aigueperse. Le retour de l’histoire : Messali Hadj (1898-1974)*, UNSA Éducation, 2000) ; Stéphane Just (*alias* Roger Ducros), *La Vérité*, 12 octobre 1956 (cité par Jean-Guillaume Lanuque, *ibid.*) ; Jean Hetzgen, « 1958, le tournant lambertiste », *Dissidences*, avril 2009.

[16] ↑ Frédéric Charpier, *Histoire de l’extrême gauche trotskiste en France de 1929 à nos jours*, Éditions n° 1, Paris, 2002.

[17] ↑ Au Ve congrès de la IVe Internationale, 1965 (voir Pierre Frank, *Une révision du trotskysme. À propos de la rupture de Pablo avec la IVe Internationale*, Éditions de

la IVe Internationale, Paris, 1967 ; texte accessible sur le site Internet de l'association RaDAR, <http://association-radar.org>).

[18] ↑ Denis BERGER, « Méditations critiques, de la guerre d'Algérie à l'indépendance », *Variations*, n° 11, 2008, <frama.link/NxC_6jGJ>.

[19] ↑ Michel PABLO, *La Guerre qui vient*, Éditions de la IVe Internationale, Paris, 1953, <http://association-radar.org>.

[20] ↑ Cité par Marin EVANS, *Mémoires de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, Paris, 2007.

[21] ↑ Allusion à la prise de parole de Louise Ricol-London dans cette rue commerçante de Paris, le 1er août 1942, invitant les femmes présentes à protester contre les pénuries et dénoncer les nazis (voir son ouvrage autobiographique, *La Mégère de la rue Daguerre. Souvenirs de Résistance*, Seuil, Paris, 1995).

[22] ↑ Allusion au film de Gérard Jugnot (2002) qui conte l'histoire d'Edmond Batignole, petit boucher-charcutier de quartier pas trop courageux qui sauve malgré lui un enfant juif lors de la rafle du Vel' d'Hiv' de 1942, puis qui assume son geste.

[23] ↑ Simone DE BEAUVOIR, *La Force des choses*, Gallimard, Paris, 1963.

[24] ↑ Car, dès le printemps 1955, le MNA, encore hégémonique au sein de la communauté algérienne, avait réussi à rassembler des manifestants, souvent nombreux, contre l'état d'urgence.

[25] ↑ Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit*. L'auteure a distingué les manifestations d'Algériens (trente-six), celles de la droite (vingt-trois) et les « autres » (neuf cent soixante-sept) (tableau, p. 635).

[26] ↑ Pierre VIDAL-NAQUET, « Une fidélité têtue, la résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 10, 1986.

[27] ↑ Voir « Les affiches du fonds du Parti communiste français (PCF) 1945-1962 », recensement effectué par Pascal Carreau, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, <frama.link/vaAWJ3wP>.

[28] ↑ Chiffre obtenu en additionnant diverses sources : fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 53 6 à 10) ; *Bulletin de propagande édité par le CC du PCF*, à destination des dirigeants de fédérations, secrétaires de sections et de cellules (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil) ; collection de l'auteur.

[29] ↑ « Pour la paix en Algérie. Appel de la fédération CGT à tous les cheminots ». Le chiffre de 100 000 est cité dans un courrier interne du bureau fédéral de cette organisation aux secrétaires de secteurs et de syndicats, 7 octobre 1960 (fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/7 IHS-CGT, Montreuil).

[30] ↑ Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit*.

[31] ↑ CC du PCF, *Bulletin de propagande*, n° 3, juin-juillet 1956 (Archives du PCF).

[32] ↑ CC du PCF, *Bulletin de propagande*, n° 2, mai 1956 (Archives du PCF).

[33] ↑ CC du PCF, *Bulletin de propagande*, n° 4, août-septembre 1956 (Archives du PCF). Malgré nos recherches, nous n'avons pu retrouver ce matériel.

[34] ↑ Document dactylographié, non signé, 4 juin 1956 (APPP, HA 33, dossier 4563, « Propagande nord-africaine, réunions publiques »).

[35] ↑ *In* Laurent THEIS et Philippe RATTE, *La Guerre d'Algérie ou le temps des méprises*, Mame, Tours, 1974.

[36] ↑ René DAZY, *La Partie et le Tout*, *op. cit.*

[37] ↑ Reprise *in* Jean-Pierre VERNANT, *Entre mythe et politique*, Seuil, Paris, 1996.

Annexes

Sources, références et abréviations

1. Archives publiques, associatives et privées

Académie des sciences d'outre-mer, Paris : *L'Écho d'Alger*, 1954-1962.

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (AD 93), Bobigny. Dépôts privés : *Alger républicain* (microfilms), fonds Henri Alleg, *L'Étincelle* (collection, 1956-1958), fonds Jacques Girault, fonds François Hilsum, fonds Claude et Micheline Lecomte, *Liberté* (hebdomadaire du PCA, microfilms), Mouvement de la paix, *Tribune de discussion* (collection, 1956-1957), *La Voie communiste* (collection, 1958-1962), *La Voix de l'Est* (collection), Union régionale Île-de-France CGT. Autres dépôts : Internationale communiste, fonds de Moscou (microfilms) ; Archives du PCF (Affiches, bureau politique, comité central, Commission centrale de contrôle politique, fonds Léon Feix, fonds Raymond Guyot, fonds Paul Laurent, fonds Henri Lozeray, fonds Victor Michaut, fonds André Moine, fonds Gaston Plissonnier, fonds Waldeck Rochet, secrétariat,

fonds Auguste Touchard, Tracts, Union des Jeunesses communistes).

Archives d'histoire contemporaine de Sciences Po : fonds Charles-André Julien.

Archives municipales de Bobigny.

Archives municipales de Gennevilliers.

Archives nationales (AN), Pierrefitte-sur-Seine : FRAN_IR_050130, Surveillance du Parti communiste par la direction de la sûreté nationale du ministère de l'Intérieur de la IIIe République, fonds de Moscou.

Archives nationales, Service historique de la défense (SHD), Château de Vincennes.

Archives nationales, dépôt d'outre-mer (ANOM), Aix-en-Provence : Service de liaison avec les originaires des territoires français d'outre-mer (SLOTFOM).

Archives de la Préfecture de police de Paris (APPP), Le Pré-Saint-Gervais.

Association Combattre le colonialisme aujourd'hui (ACCA), archives, Malakoff.

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskiste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) (Bibliothèque numérique).

Confédération générale du travail (CGT), Institut d'histoire sociale, Montreuil : fonds de la direction confédérale, fonds Marcel Dufriche, fonds CGTU.

L'Humanité, service Documentation.

Musée de l'histoire vivante (MHV), Montreuil : dossiers divers Algérie, fonds Madeleine Rebérioux, fonds Louis Odru, fonds Paul Vienney.

Portail archives numériques et données de la recherche (PANDOR), Maison des sciences de l'homme de Dijon, <https://pandor.u-bourgogne.fr/>.

PCF, Conseil national, Paris : Groupe de travail Jacques Fath-Hélène Cuénat, fonds Louis Baillot.

RaDAR (Rassembler, diffuser les archives des révolutionnaires) (Bibliothèque numérique, <www.association-radar.org>).

Secours populaire français, Paris, archives.

Archives privées : Jacques Blin, Alain Bujard, Bernard Deschamps, Armand Dymentzstajn (dit Dimet [1]), Alban Liechti, Dominique Maugars, Alain et Yvan Mignot, Charles Rollandin.

2. Témoignages oraux ou écrits [2]

Saïd Abtou (entretien, Malakoff, 15 février 2017) ; Henri Alleg (nombreux entretiens, Paris, Malakoff et Palaiseau, 1990-2012) ; Josette Audin (entretien, Paris, 11 juin 2017) ; Leïla et Azeddine Babou (entretien, Paris, 8 novembre 2017) ; Myriam Barbera-Boyer (entretien, Sète, 4 et 6 décembre 2017) ; Clara et Henri Benoits (nombreux entretiens, Issy-les-Moulineaux, 2013-2017) ; Jacques Bidet (entretien, Paris, 30 novembre 2017) ; René Boyer (entretien, Paris, 22 février 2013) ; Alain Bujard (courrier, Lyon, 19 mai 2017) ; Geneviève Buono (courrier, Bezons, 8 août 2017) ; Daniel Cognard (courrier, 10 juin 2017) ; Jean Cordillot (entretien, Bobigny, 29 novembre 2006 ; courrier, Sens, début 2007) ; Bernard Deschamps (courrier, Nîmes, 12 mai 2017) ; Gilbert Deverines (courrier, Charenton, 29 mars 1983) ; Jean Diard (entretien, Paris, 9 janvier 2017) ; Nicole Dreyfus (entretiens, Sétif et Constantine, mai 2005) ; Michel Duranton (entretien, Sète, 4 décembre 2017) ; André Espi (nombreux entretiens, Paris et Malakoff, 1990-2017) ; Jean-Pierre Farkas (entretien, Paris, 10 novembre 2017) ; Paul Fromonteil (entretiens, Châtellerault, 2 et 16 décembre 2017) ; Jenny et Amado Garcia (entretien, Sète, 4 décembre 2017) ; Alfred Gerson (entretiens, Paris, 7 avril 2016 ; Vitry-sur-Seine, 14 février 2017) ; Jacques Girault (entretien, Pierrefitte, 26 octobre 2017) ; Patrick Gregogna (entretien, Sète, 4 décembre 2017) ; Sadek Hadjerès (nombreux entretiens, dont un, synthétique, Malakoff, 3 février 2017) ; Lucien Hanoun (nombreux entretiens, Malakoff

et Vitry-sur-Seine, 1990-2017) ; Mohammed Harbi (entretiens, Paris, 14 avril, 21 juillet et 25 novembre 2017) ; René Justrabo (courrier, Dijon, 27 avril 1987) ; François Kaldor (entretien, Paris, 31 octobre 2017) ; Alain Krivine (entretien, Montreuil, 25 avril 2014) ; Julien Lauprêtre (entretiens, Paris, 8 et 21 juin 2017) ; Jean Laurans (entretiens, Paris, 10 novembre et 15 décembre 2017) ; Claude Lecomte (nombreux entretiens, Paris, 1983-2007) ; Roland Leroy (entretiens, Clermont-l'Hérault, 3 et 5 décembre 2017) ; François Liberti (entretien, Sète, 4 décembre 2017) ; Alban Liechti (nombreux entretiens, Paris et Malakoff, 1990-2017) ; Youssef Khider Louelh (entretien, Blanc-Mesnil, 24 mai 2017) ; Henri Malberg (entretien, Paris, 9 janvier 2017) ; Claude Mazauric (entretien, Nîmes, 3 juillet 2017) ; Ange Morenao (entretien, Sète, 4 décembre 2017) ; Michel Muller (entretiens, Saint-Denis, 17 janvier et 29 août 2017) ; Paul Noirot (nombreux entretiens, Paris, 2000-2005) ; Jean-Philippe Ould Aoudia (courrier, Meudon, 24 avril 2017) ; François Perez (courriers, Grenoble, 8 au 12 juillet 2017) ; Jean-Paul Plassard (entretien, Paris, 29 novembre 2017) ; Jean Portejoie (courrier, Tarbes, 30 décembre 2016) ; Mohamed Rebah (entretiens, Paris, 16 et 17 septembre 2017) ; Francis Renda (entretien, Sète, 4 décembre 2017) ; Madeleine Riffaud (nombreux entretiens, Paris, 1979-2014) ; André Roch (nombreux entretiens, Montreuil, 2000-2017) ; Georges Serano (entretien, Marseille, 6 juin 1981) ; Bernard Sigg (entretiens, Ivry-sur-Seine, 8 mai 2014 ; Paris, 2 octobre 2017) ; Charles Silvestre (entretien, Paris, 12 septembre 2017) ; William Sportisse (nombreux entretiens, Paris, Malakoff et Villejuif, 2010-2017) ; Charles Tillon

(entretien, La Bouexière, Liffré, Ille-et-Vilaine, 13 avril 1978) ; André TOLLET (entretien, Paris, 23 octobre 1981) ; René VAUTIER (nombreux entretiens, Paris, 1995-2013) ; Jean VENDART (nombreux entretiens, Paris et Malakoff, 1990-2017) ; Maguy et Martin VERLET (entretien, Paris, 21 novembre 2017) ; Claude VINCI (nombreux entretiens, Paris, 2000-2011).

4. Sigles des mouvements et associations

AGTA : Amicale générale des travailleurs algériens.

ALN : Armée de libération nationale.

CISL : Confédération internationale des syndicats libres.

CFLN : Comité français de libération nationale.

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens.

CGT : Confédération générale du travail.

CGTU : Confédération générale du travail unitaire.

CRUA : Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action.

FLN : Front de libération nationale.

FO : Force ouvrière.

FSM : Fédération syndicale mondiale.

GPRA : Gouvernement provisoire de la République algérienne.

JC : Jeunesses communistes.

LDH : Ligue des droits de l'Homme.

MNA : Mouvement national algérien.

MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.

OAS : Organisation armée secrète.

PPA : Parti du peuple algérien.

PSA : Parti socialiste autonome.

PSU : Parti socialiste unifié.

RDA : Rassemblement démocratique africain.

SFIC : Section française de l'Internationale communiste.

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière.

SPF : Secours populaire français.

SRI : Secours rouge international.

UDMA : Union démocratique du Manifeste algérien.

UEC : Union des étudiants communistes.

UFF : Union des femmes françaises.

UGTA : Union générale des travailleurs algériens.

UJFF : Union des jeunes filles de France (branche féminine des Jeunesses communistes).

UJRF : Union des jeunesses républicaines de France (ancêtre des Jeunesses communistes).

UNEF : Union nationale des étudiants de France.

USTA : Union syndicale des travailleurs algériens.

Bibliographie

3. Bibliographie

Histoire générale : Algérie coloniale, guerre d'Algérie, communismes algérien et français

AGERON Charles-Robert, « L'opinion française à travers les sondages », *in* Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, colloque IHTP/CNRS, 15-17 décembre 1988, Fayard, Paris, 1990.

ALLEG Henri *et al.*, *La Guerre d'Algérie*, 4 volumes, Temps actuels, Paris, 1981.

AMIRI Linda, *La Bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, Paris, 2004.

BENALLÈGUE-CHAOUIA Nora, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, OPU, Alger, 2004.

BENAMARA Kader et KELLER Fritz, *Solidarité en action. Soutien européen à la résistance algérienne 1954-1963*, Barkat, Alger, 2013.

BOUAYED Anissa, *La CGT et la guerre d'Algérie*, thèse de troisième cycle d'histoire, université Paris-VII, 1985.
—, *L'Art et l'Algérie insurgée. Les traces de l'épreuve, 1954-1962*, préface de Henri Alleg, ENAG, Alger, 2005.
BOULLAND Paul, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2016.
BOUROUIBA Boualem, *Les Syndicalistes algériens. Leur combat de l'éveil à la libération*, L'Harmattan, Paris, 1998.
BRANCHE Raphaëlle et THÉNAULT Sylvie (dir.), *La France en guerre, 1954-1952. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Autrement, Paris, 2008.
BRODIEZ Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Presses de la FNSP, Paris, 2006.
CHOUKROUN Jacques, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936 (du Congrès de Tours au Front populaire)*, thèse de troisième cycle, université de Provence, 1985.
CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire. La création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Libertalia, Paris, 2017.
CODACCIONI Vanessa, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, CNRS Éditions, Paris, 2013.
COLLOT Claude et HENRY Jean-Robert (dir.), *Le Mouvement national algérien. Textes, 1912-1954*, L'Harmattan, Paris, 1978.
DAZY René, *La Partie et le Tout. Le PCF et la guerre franco-algérienne*, Syllepse, Paris, 1990.
DREW Allison, *We are no Longer in France. Communists in Colonial Algeria*, Manchester University Press, Manchester, 2014.

DURAND Pierre, *Cette mystérieuse* Section coloniale. *Le PCF et les colonies, 1920-1962*, Messidor, Paris, 1986.
ELSENHANS Hartmut, *La Guerre d'Algérie, 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV* e *à la V* e *République*, Publisud, Paris, 1999.
GALLISSOT René, *Maghreb, Algérie, classes et nation*, tome 2, Arcantère, Paris, 1987.
GALLISSOT René (dir.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Cahiers du *Mouvement social*, n° 3, Éditions ouvrières, Paris, 1978.
—, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, Algérie : engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance, de 1830 à 1962*, L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2006.
GIOVANINETTI Marc, *Cinquante Ans au cœur du système communiste : Raymond Guyot, un dirigeant du PCF*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris-XIII, 2009.
GOBIN Charlotte, *Genre et engagement. Devenir « porteur-e de valises » en guerre d'Algérie (1954-1966)*, thèse de sociologie, université de Lyon, 2017, <frama.link/jRMg8YR9>.
HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Les Porteurs de valises. La Résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris, 1979.
HARBI Mohammed, *Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie*, Christian Bourgois, Paris, 1975.
—, *Les Archives de la Révolution algérienne*, Jeune Afrique, Paris, 1981.

IZAMBERT Caroline, « Le rendez-vous manqué des Algériens en France et du PCF : le cas de *L'Algérien en France* (1950-1960) », *in* Raphaëlle BRANCHE et Sylvie THÉNAULT (dir.), *La France en guerre, 1954-1952. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Autrement, Paris, 2008.
JOLY Danièle, *The French Communist Party and the Algerian War*, St Martin's Press, New York, 1991.
JURQUET Jacques, *La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, 4 volumes, Éditions du Centenaire, Paris, 1973 à 1984.
KADDACHE Mahfoud, *Histoire du nationalisme algérien*, 2 volumes, EDIF, Alger, 2000.
KHETTAB Rachid, *Frères et compagnons. Dictionnaire biographique d'Algériens d'origine européenne et juive et la guerre de libération (1954-1962)*, Dar Khettab, Alger, 2012.
LE FOLL-LUCIANI Pierre-Jean, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, PUR, Rennes, 2015.
LIAUZU Claude, *Aux origines des tiers-mondismes. Colonisés et anticolonialistes en France, 1919-1939*, L'Harmattan, Paris, 1982.
MAHSAS Ahmed, *Le Mouvement révolutionnaire en Algérie, de la Première Guerre mondiale à 1954*, L'Harmattan, Paris, 1979.
MALDIDIER Denise, *Analyse linguistique du vocabulaire politique de la guerre d'Algérie d'après six quotidiens parisiens*, thèse de troisième cycle, université Paris X-Nanterre, 1969, <frama.link/xgRDNAy6>.
MARYNOWER Claire, *Être socialiste dans l'Algérie coloniale. Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le*

département d'Oran, 1919-1939, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2013.
—, *L'Algérie à gauche (1920-1962)*, PUF, Paris, 2018.
—, « Quand prendre la rue c'est subvertir l'espace colonial : le cas oranais (années 1920-1930) », *in* Morgan CORRIOU et M'Hamed OUALDI (dir.), *Une histoire sociale et culturelle du politique en Algérie et au Maghreb. Études offertes à Omar Carlier*, Éditions de la Sorbonne, Paris, 2018.
MEYNIER Gilbert, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX e siècle*, Librairie Droz, Genève, 1981 (nouvelle édition : Bouchène, Saint-Denis, 2015).
—, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, Paris, 2002.
MONETA Jacob, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Maspero, Paris, 1971.
MOUSSAOUI Rosa et RUSCIO Alain, *L'Humanité censurée. 1954-1962, un quotidien dans la guerre d'Algérie*, Le Cherche-Midi, Paris, 2012.
O'MELIA Robert, *French Communists and Colonial Revolutionaries. The Colonial Section of the French Communist Party, 1921-1926*, A dissertation submitted to the Graduate Faculty in History in partial fulfillment of the requirements for the degres of Doctor of Philosophy, The City University of New York, 1980, document dactylographié.
OUÏSSA Rachid (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, Casbah, Alger, 2009.
PITTI Laure, *Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, thèse d'histoire, université Paris-VIII, 2002.

PLANCHE Jean-Louis, *Antifascisme et anticolonialisme à Alger à l'époque du Front populaire et du Congrès musulman, 1934-1939*, thèse de doctorat de troisième cycle, université Paris-VII, 1980.
QUASHIE-VAUCLIN Guillaume, *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, L'Harmattan, Paris, 2009.
QUEMENEUR Tramor, *Une guerre sans « non » ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris-VIII, 2007.
—, *Résister à la guerre d'Algérie par les textes de l'époque*, Les Petits Matins, Paris, 2012 (préface).
REBAH Mohamed, *Des chemins et des hommes*, préface d'Ahmed Akkache, Mille-feuilles, Alger, 2009
RIOUX Jean-Pierre (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, colloque IHTP/CNRS, 15-17 décembre 1988, Fayard, Paris, 1990.
ROCHE Émilie, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie :* Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, L'Express, France Observateur, *1954-1962*, thèse de doctorat de sciences de l'information et de la communication, université Lumière Lyon-II, 9 novembre 2007, <frama.link/rh_WpKPQ>.
SÉGUI Sandrine, *Les Communistes français en guerre d'Algérie. Histoire, mémoires et représentations (1954-1992*), thèse, université de Provence, 1994.
SIVAN Emmanuel, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Presses de la FNSP, Paris, 1976.

STORA Benjamin, *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens, ÉNA, PPA, MTLD, 1926-1954*, L'Harmattan, Paris, 1985.
—, *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France, 1912-1962*, Fayard, Paris, 1992.
STORA Benjamin et AMIRI Linda (dir.), *Algériens en France. 1954-1962 : la guerre, l'exil, la vie*, Autrement/CNHI, Paris, 2012.
TALEB Sayah, *Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier. Les communistes d'Algérie dans la stratégie révolutionnaire du Komintern*, maîtrise, faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, université Lille-II, juin 1976.
TALEB BENDIAB Abderrahim, *Écrire l'Histoire. Contribution à une nouvelle méthodologie de la recherche historique*, Apic, Alger, 2015.
TARTAKOWSKY Danielle, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997.
TÉGUIA Mohamed, *L'Algérie en guerre*, OPU, Alger, s. d.
THÉNAULT Sylvie, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 2001.
—, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, Paris, 2005.
TOUMERT Abasse, *Le Parti communiste algérien de 1945 à 1954*, maîtrise d'histoire contemporaine, université Paris-X-Nanterre, 1991.
VIDAL-NAQUET Pierre, « Une fidélité têtue, la résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 10, 1986.
VITTORI Jean-Pierre, *Nous les appelés d'Algérie*, Stock, Paris, 1977.

WOLIKOW Serge, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déçu du parti mondial de la révolution*, L'Atelier/Éditions ouvrières, Ivry-sur-Seine, 2010.

Mémoires, récits de vie, itinéraires [3]

ADIDA Claude (pseudonyme de Claude Ouazana), *Les Aventures d'Oreste* (voir <frama.link/kn1XhJgc>).
AKOUN André, *Né à Oran. Autobiographie en troisième personne*, Bouchène, Saint-Denis, 2004.
ALLEG Henri, *La Question*, Minuit, Paris, 1958.
—, *Mémoire algérienne*, Stock, Paris, 2005.
AMRANE-MINNE Danièle Djamila (dir.), *Des femmes dans la guerre d'Algérie*, Karthala, Paris, 1994.
ANTELME Robert, *La Permission*, Les Belles Lettres, Paris, 1958.
AUDIN Michèle, *Une vie brève*, L'Arbalète/Gallimard, Paris, 2013.
BABY Jean, *Critique de base. Le PCF entre le passé et l'avenir*, François Maspero, Paris, 1960.
BEAUMANOIR Anne [4], *Le Feu de la mémoire. La Résistance, le communisme et l'Algérie, 1940-1965*, Bouchène, Saint-Denis, 2009.
BENOITS Clara et Henri, avec Jean-Claude Vessilier, *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Boulogne-Billancourt*, Syllepse, Paris, 2014.
BONNAUD Robert, *Itinéraire*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Minuit, Paris, 1962.

BOUKORT Ben Ali, *Le Souffle du Dahra. La Résistance algérienne de 1924 à 1962*, L'Harmattan, Paris, 2013.
BOULANGER Selim, *Insoumis*, Éd. Baudelaire, Lyon, 2011.
BRAUN Pierre, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, Autoédition, 2015.
BUONO Christian, *Témoignage d'une babouche noire (École de guerre 1954-1966)*, Nouvelle édition Pleine Plume, Paris, 1989.
CHAINTRON Jean, *Le Vent soufflait devant ma porte*, Seuil, Paris, 1993.
CHARBY Jacques, *Les Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie : les acteurs parlent*, La Découverte, Paris, 2004.
COËDELO Edmond, *Rebelles dans les djebels. Guerre d'Algérie, lutte contre le colonialisme*, Le Travailleur du Sud-Ouest, Agen, 2002.
COTS Pierre, *D'un Européen de Bab el Oued. Le temps des ruptures*, L'Harmattan, Paris, 2014.
CUÉNAT Hélène, *La Porte verte,* Bouchène, Saint-Denis, 2001.
DJABI Nasser, *Kaidi Lakhdar, une histoire du syndicalisme algérien*, Chihab, Alger, 2005.
DONNAT Gaston, *Afin que nul n'oublie. Itinéraire d'un anticolonialiste. Algérie-Cameroun-Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1986.
EINAUDI Jean-Luc, *Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton. Enquête*, L'Harmattan, Paris, 1986.
—, *Un rêve algérien. Histoire de Lisette Vincent, une femme d'Algérie*, Dagorno, Paris, 1994.
—, *Un Algérien. Maurice Laban*, Le Cherche-Midi, Paris, 1999.

FAWZY-ROSSANO Didar, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990). Du Caire à Alger, Paris et Genève. Lettre aux miens*, L'Harmattan, Paris, 1997.
GALLAND Jean, *En Algérie, « du temps de la France », 1950-1955*, Tirésias, Paris, 1998.
GALLISSOT René, *Henri Curiel, le mythe mesuré à l'histoire*, Riveneuve, Paris, 2009.
GUERROUDJ Jacqueline, *Des douars et des prisons*, Bouchène, Alger, 1993.
HADJ ALI Bachir, *L'Arbitraire*, Minuit, Paris, 1966.
HADJ ALI Lucette, *Itinéraire d'une militante algérienne (1945-1962)*, Éditions du Tell, Blida, 2011.
HADJERÈS Sadek, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *1928-1949*, INAS, Alger, 2014.
HARBI Mohammed, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *1945-1962*, La Découverte, Paris, 2001.
JEANSON Francis, *Notre guerre*, Minuit, Paris, 1960.
KASTELL Serge, *Le Maquis rouge. L'aspirant Maillot et la guerre d'Algérie, 1956*, L'Harmattan, Paris, 1997.
LIECHTI Alban, *Le Refus*, Le Temps des cerises, Pantin, 2005.
LOUELHYoucef Khider, *Un homme du peuple. De la Kabylie à Paris, Moscou et Bakou. Parcours d'un militant progressiste*, El Dar El Othmania, Alger, 2012.
MASSEBŒUF Jean-Louis, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, Bouchène, Saint-Denis, 2017.
MESSALI HADJ, *Mémoires*, Lattès, Paris, 1982.
MOINE André, *Déportation et Résistance, Afrique du Nord 1939-1944*, Éditions sociales, Paris, 1972.

—, *Ma guerre d'Algérie*, Éditions sociales, Paris, 1979.
Morin Edgar, *Autocritique*, Julliard, Paris, 1959.
Ouzegane Amar, *Le Meilleur Combat*, Julliard, Paris, 1962.
Péju Marcel, *Le Procès du réseau Jeanson*, Maspero, Paris, 1961.
Phéline Christian et Spiquel-Courdille Agnès, *Camus, militant communiste. Alger, 1935-1937*, Gallimard, Paris, 2017.
Rey Benoît, *Les Égorgeurs*, Minuit, Paris, 1961.
Righi Abdellah, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien*, Casbah, Alger, 2006.
Robrieux Philippe, *Notre génération communiste, 1953-1968*, Robert Laffont, Paris, 1977.
Sempé Alexis, *Un instituteur communiste en Algérie. L'engagement et le combat (1936-1965). Carnets, correspondance, discours et photographies de Gaston Revel*, La Louve, Toulouse, 2013.
Sportisse William, *Le Camp des oliviers. Parcours d'un communiste algérien*, appareil critique de Pierre-Jean Le Foll-Luciani, PUR, Rennes, 2012.
Stora Benjamin, *Messali Hadj, 1898-1974*, Le Sycomore, Paris, 1982.
Timsit Daniel, *Récit de la longue patience. Journal de prison, 1956-1962*, Flammarion/Bouchène, Paris, 2002.
Vautier René, *Caméra citoyenne*, Apogée, Rennes, 1998.
Vergès Jacques, *Le Salaud lumineux*, Michel Lafon, Paris, 1996.
—, *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, entretiens avec Philippe Karim Felissi, Le Félin, Paris, 2005.
Vidal-Naquet Pierre, *L'Affaire Audin*, Minuit, Paris, 1958 (rééd. avec documents complémentaires, Minuit, Paris, 1978).

VINCI Claude, *Les Portes de fer. « Ma » guerre d'Algérie et « ma » désertion*, Le Temps des cerises, Pantin, 2002.
VOGEL Marie, « Andrée Michel, sociologue sans frontières », suivi d'un entretien avec Andrée Michel, *Travail, genre et sociétés*, vol. 22, n° 2, 2009.
YANNELLI Marcel, *J'ai mal à l'Algérie de mes vingt ans. Carnets d'un appelé, 1960-1961*, L'Harmattan, Paris, 2016.

Notes du chapitre

[1] ↑ Aimablement mises à la disposition de l'auteur par Yves et Jacques Dimet.

[2] ↑ Certains de ces soixante témoignages sont très anciens : l'auteur avait naguère préparé et présenté une thèse sur le rôle des communistes lors de la guerre d'Indochine et avait rencontré de nombreux témoins. Ils ont pu, au coup par coup, évoquer la question algérienne.

[3] ↑ Études portant uniquement ou principalement sur l'Algérie coloniale et la guerre d'Algérie.

[4] ↑ Connue également sous son nom marital, Annette Roger.

Note

Notes de l’introduction (pages 7 à 12)

1. *Le Capital*, postface de la seconde édition allemande.

2. Jean-Paul Sartre, « Le socialisme qui venait du froid », préface à Antonin Liehm, *Trois Générations. Entretiens sur le phénomène culturel tchécoslovaque*, Gallimard, Paris, 1970.

3. Pierre Frank, préface à l’ouvrage de Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Maspero, Paris, 1971.

4. Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Éditions sociales, Paris, 1937 (rééditions remaniées : 1949, 1954, 1960). Le livre a en fait été rédigé par Jean Fréville.

5. Voir sa biographie par Frédéric Charpier, *L’Agent Jacques Duclos. Histoire de l’appareil secret du Parti communiste français (1920-1975)*, Seuil, Paris, 2015.

6. Jean Bruhat, *Il n’est jamais trop tard. Souvenirs*, Albin Michel, Paris, 1983.

7. *Bulletin de liaison*, janvier 1973 (cité par Frédérick GENEVÉE, *La Fin du secret. Histoire des archives du PCF*, L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2012).

8. « Le coiffeur, être formidable/a toujours et toujours raison », *in* Raymond QUENEAU, *L'Instant fatal*, Gallimard, Paris, 1948.

9. Alain RUSCIO, *Les Communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, L'Harmattan, Paris, 1985.

10. René GALLISSOT, « Pour l'histoire du communisme », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1971.

11. Jean BOUVIER, « Une ou des histoires du PCF ? », *in* Jean-Pierre AZÉMA, Antoine PROST et Jean-Pierre RIOUX (dir.), *Le Parti communiste français des années sombres (1938-1941)*, Seuil, Paris, 1986.

12. Axelle BRODIEZ, *Le Secours populaire français, 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Presses de la FNSP, Paris, 2006.

Notes du chapitre 1 (pages 17 à 26)

13. Discours à la jeunesse, Lycée d'Albi, 1903.

14. Je me permets ici de reprendre le raisonnement de Gilbert Meynier, dans sa critique du livre d'Henri Alleg, *Mémoire algérienne* (Stock, Paris, 2005), *in Confluences Méditerranée*,

n° 62, mars 2007. Je reviendrai en fin d'ouvrage sur cette notion.

15. Charles-Robert AGERON, *France coloniale ou Parti colonial ?*, PUF, Paris, 1978.

16. Gilles BOETSCH, « La Mauresque aux seins nus. L'imaginaire érotique colonial dans la carte postale », *in* Pascal BLANCHARD *et al.*, *Images et Colonies*, Syros/ACHAC, Paris, 1993.

17. Patrick CABANEL, *La République du certificat d'études. Histoire et anthropologie d'un examen*, Belin, Paris, 2002.

18. Paul-Joseph BERNARD et Frantz REDON, *Notre premier livre d'histoire. Cours élémentaire*, Nathan, Paris, 1950.

19. INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques d'outre-mer*, Supplément série Études, n° 22, s. d. (1951).

20. Michel DE LA FOURNIÈRE, « Les étudiants face à la guerre (1954-1957) », *in* Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, Paris, 1990. L'auteur évoquait le monde des étudiants. On peut évidemment élargir la formule à toute la population.

21. « L'œuvre de la France : succès et échecs », *Sondages*, 1er juillet 1947.

22. Marc MICHEL, « Y a-t-il eu impréparation de la France à la décolonisation ? », *in Mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1986.

23. Source des informations qui suivent : Commandant BÉRENGUIER, *Quelques notes sur les Algériens musulmans dans le département de la Seine*, document dactylographié, janvier 1961, 74 p. + annexes, à diffusion interne pour les services de police (Archives de la Préfecture de police de Paris – APPP –, Série GD 4, GA Br 50).

24. Maxime RODINSON, « Les étapes du regard occidental sur le monde musulman », *in La Fascination de l'islam*, La Découverte, Paris, 1989.

25. Enquête menée par Alain GIRARD et Jean STOETZEL, *Français et Immigrés. L'attitude française*, INED, Cahier n° 19, PUF, Paris, 1953.

26. Jacques ESTRINES, « Les Nord-Africains au Chambon-Feugerolles », *Esprit*, août-septembre 1954.

27. Source de ces citations : « État d'esprit des Européens à l'égard des Nord-Africains, 1951-1964 » (APPP, HA 14).

28. « Plainte collective (avec noms et signatures) des locataires de l'immeuble du 90, quai de la Loire », 28 mai 1951 (APPP, HA 14, dossier 4560-120-99).

29. « Lettre collective des habitants du quartier Clignancourt au préfet Baylot », non signée, 20 avril 1952 (APPP, même dossier).

30. « Note à l'intention de M. le Préfet », 6 décembre 1951 (APPP, même dossier).

31. Frantz FANON, « Le syndrome nord-africain », *Esprit*, février 1952.

32. APPP, même fonds, dossier 4530-8. Tous les documents cités sont issus de ce dossier.

33. Voir par exemple l'étude de Maurice THOREZ, « Notion de classe et rôle historique de la classe ouvrière. Exposé présenté à la séance inaugurale de la Semaine de la pensée marxiste », brochure PCF, 13 mars 1963, Paris.

34. « Lettre à Siegfried Mayer et August Vogt », 9 avril 1870, *in* Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Textes sur le colonialisme*, Éditions du Progrès, Moscou, 1977.

35. « Quelques réflexions sur la question coloniale », *L'Humanité*, 25 mai 1922.

36. « La main-d'œuvre coloniale et les comités d'usines », 9 mai 1923.

37. CGTU, Comité confédéral national, « Le débat sur la main-d'œuvre étrangère », *L'Humanité*, 21 septembre 1924.

38. Les deux documents paraissent le même jour, le 10 janvier 1925. La réponse a pour titre : « Le nationalisme ouvrier ».

39. « La conférence de Maurice Thorez », 22 juin 1933.

40. *L'Humanité*, 18 juillet 1933.

41. Session du comité central du PCF du 18 juin 1952, document dactylographié (Archives du PCF, AD 93, Bobigny [ce qui sera noté par la suite seulement « Archives du PCF »], 261 J 2/24).

42. Georges THÉVENIN, « Nos devoirs envers les travailleurs coloniaux immigrés », *Cahiers du communisme*, août-septembre 1954.

43. Titre de son article, *Le Peuple*, 1er août 1953.

44. Cité par Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, thèse pour le doctorat de troisième cycle d'histoire, université Paris-VII, 1985.

45. Numéro spécial de *La Voix du peuple*, XXVIIIe congrès confédéral (XXXIVe congrès national corporatif), Rapports confédéraux, Parc des expositions, Paris, 27 mai au 1er juin 1951.

Notes du chapitre 2 (pages 27 à 53)

46. Sur la création du PCF, on pourra se référer utilement à : Romain DUCOULOMBIER, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, préface de Marc Lazar, Perrin, Paris, 2010.

47. Claude WILLARD, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes*, Éditions sociales, Paris, 1965.

48. Madeleine Rebérioux, « France : diversité des options à la veille de la guerre », *in* Georges Haupt et Madeleine Rebérioux (dir.), *La IIe Internationale et l'Orient*, Cujas, Paris, 1967.

49. François Bédarida, « Perspectives sur le mouvement ouvrier et l'impérialisme en France au temps de la conquête coloniale », *Le Mouvement social*, n° 86, janvier-mars 1974.

50. Paul Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*, Guillaumin et Cie, Paris, 1874.

51. John Akson Hobson, *Imperialism, a Study*, James Nisbet & Co, Londres, 1902.

52. Paul Louis, *Le Colonialisme*, Société nouvelle de Librairie et d'Édition, Paris, 1905.

53. Jules Guesde, *Le Citoyen*, 11 avril 1882 (*in Textes choisis (1867-1882)*, Éditions sociales, Paris, 1959).

54. Jules Guesde, *Le Cri du peuple*, 7 avril 1885 (*in État, politique et morale de classe*, V. Giard et E. Brière Libraires, Paris, 1901).

55. Benoît Malon, *Le Socialisme intégral*, vol. 1, *Histoire des théories et tendances générales*, Félix Alcan/Librairie de la Revue socialiste, Paris, 1890, <c.bnf.fr/v2a>.

56. *La Petite République*, 25 mai 1899 (cité par Charles-Robert Ageron, « Jaurès et les socialistes français devant la question algérienne (de 1895 à 1914) », *Le Mouvement social*, n° 42, janvier-mars 1963).

57. Raoul EVRARD, « Les compagnies minières du Pas-de-Calais embauchent des Kabyles », *L'Humanité*, 30 avril 1913.

58. Raoul EVRARD, « Les Kabyles dans le Pas-de-Calais », *L'Humanité*, 9 juin 1913.

59. *Le Petit Parisien*, 2 février 1914.

60. « On avait trompé les Kabyles », *L'Humanité*, 21 avril 1914.

61. Gilbert MEYNIER, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX e siècle*, Librairie Droz, Genève, 1981 (nouvelle édition : Bouchène, Saint-Denis, 2015).

62. Bernard VIALA, « Grèves et immigrés nord-africains à Marseille, 1907-1940 », *in Grèves en Méditerranée maghrébine*, *Cahiers du GRENAMO*, Laboratoire Tiers monde, université Paris-7, 1986-1987.

63. Philippe BOUBA, « Le mouvement anarchiste en Algérie de 1887 à 1926 », *in* Aïssa KADRI, Moula BOUAZIZ et Tramor QUEMENEUR (dir.), *La Guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regards*, Karthala, Paris, 2015.

64. Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, Office des publications universitaires, Alger, 2004.

65. « Congrès du Havre, 9 novembre 1880 », document manuscrit, Bibliothèque du Musée social, <c.bnf.fr/v2d>.

66. Adhémar Leclère et Louis Dramard, « Rapport de la Fédération algérienne », Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français, VIe congrès national, Saint-Étienne, 25-31 septembre 1882, Aux bureaux du *Prolétaire*, Paris, 1882.

67. Nora Benallègue-Chaouia, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit*.

68. Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée*, *op. cit.*

69. Adéodat Compère-Morel et Jean-Lorris (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, vol. 1, *Les Fédérations socialistes*, Librairie Aristide Quillet, Paris, 1913.

70. Marcel Cachin, « La question algérienne », *L'Humanité*, 25 juin 1912.

71. Cité par Claire Marynower, *Être socialiste dans l'Algérie coloniale. Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939*, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2013.

72. André Julien, « Les mouvements nationalistes dans les colonies », *L'Humanité*, 7 janvier 1921.

73. Salem Chaker, Jean Déjeux et Louis Pierre Montoy, « Mohand Saïd Lechani », trois notices biographiques *in Parcours. L'Algérie, les hommes et l'histoire*, n° 13-14, 1990.

74. Adéodat Compère-Morel et Jean-Lorris (dir.), *Encyclopédie socialiste*, *op. cit.*

75. Jean Fréville, *La Nuit finit à Tours*, Éditions sociales, Paris, 1950.

76. Voir en particulier Robert O'Melia, *French Communists and Colonial Revolutionaries. The Colonial Section of the French Communist Party, 1921-1926*, A dissertation submitted to the graduate faculty in history in partial fulfillment of the requirements for the degrees of doctor of philosophy, The City University of New York, 1980.

77. Repris *in* Charles-André Julien, *Une pensée anticoloniale. Positions, 1914-1979*, Sindbad, Paris, 1979.

78. Maurice Heine, *L'Humanité*, 28 mars 1922.

79. Comité national, Fédération des jeunesses communistes, *L'Humanité*, 19 juin 1922.

80. Voir la biographie de ce militant algérien de la première heure : Abdellah Righi, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien*, Casbah, Alger, 2006.

81. Service de liaison avec les originaires des territoires français d'outre-mer (SLOTFOM), Archives nationales, dépôt d'outre-mer (ANOM), Aix-en-Provence, Série III, carton 3, dossier « Union intercoloniale, liste des adhérents » (cité par Robert O'Melia, *French Communists and Colonial Revolutionaries*, *op. cit.*).

82. Montluçon, *L'Humanité*, 18 mai 1922 ; « La civilisation européenne et la répression », *L'Humanité*, 3 novembre 1922.

83. Salle de l'utilité sociale, 94 bd Auguste-Blanqui, *L'Humanité*, 13 septembre 1924 ; rue Cambronne, *L'Humanité*, 31 mars 1926.

84. René GALLISSOT, notice « Ben Lakhal Mahmoud », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, Algérie : engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance, de 1830 à 1962*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2006.

85. *Le Paria, tribune du prolétariat colonial*, n° 27, juillet 1924 (cote BNF, JO-35859).

86. « Travailleurs coloniaux et français célèbrent l'écrasement des impérialistes espagnols au Maroc », *L'Humanité*, 28 septembre 1924.

87. « Contre le sultan de carnaval », *L'Humanité*, 11 juillet 1926.

88. René GALLISSOT, notice « Ben Lakhal Mahmoud », *loc. cit.*

89. « La répression en Algérie. Des communistes indigènes sont encore arrêtés », *L'Humanité*, 10 septembre 1926.

90. *In Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977, État des sources et des instruments de recherche*, tome 1, *1921-1939* (Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri/Conseil général, 2008) ; voir également Linda AMIRI, « Abdelaziz Menouar et Abdelkader Hadj Ali, les dignes

représentants d'une génération pionnière », *in* Ouanassa SIARI TENGOUR et Aissa KADRI (dir.), *Générations engagées et mouvements nationaux. Le XX e siècle au Maghreb*, Éditions du Crasc, Oran, 2012, <frama.link/gANd1V3u>.

91. Abdellah RIGHI, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien*, *op. cit.*

92. *L'Humanité*, 16 septembre 1921.

93. Voir Jean MAITRON, « Ho Chi Minh anarchiste ? », *Le Mouvement social*, n° 83, avril-juin 1973.

94. « Le délégué allemand arrêté à Marseille au sortir du congrès communiste », *Le Petit Parisien*, 30 décembre 1921.

95. *L'Humanité*, 22 janvier 1924.

96. Lettre à en-tête de la Commission coloniale, 5 mars 1924 (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, première série de microfilms, AD 93, Bobigny, 3 Mi 6/7, bobine 7).

97. *In* HO CHI MINH, *Textes*, L'Harmattan, Paris, 1990.

98. C'est par Camille Larribère que cette affaire a été pour la première fois révélée (lettre citée, 5 mars 1924).

99. Rapport, « La question nationale et coloniale », 20e séance, 30 juillet 1924, *La Correspondance Internationale*, n° 60, 4e année, Vienne, 27 août 1924.

100. Marcel Cachin, « La IIIe Internationale au secours des peuples opprimés. L'impérialisme colonial », *L'Humanité*, 7 juillet 1924.

101. Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier, *L'Émir Khaled. Premier za'îm ? Identité algérienne et colonialisme français*, L'Harmattan, Paris, 1987.

102. « Les revendications des musulmans d'Algérie », *L'Humanité*, 3 juillet 1924.

103. « La vie des parias coloniaux. L'émir Khaled accuse le colonialisme et réclame l'amnistie », *L'Humanité*, 14 juillet 1924.

104. « Un imposant meeting. Des milliers de parias accourent entendre l'émir Khaled », *L'Humanité*, 24 juillet 1924.

105. *L'Humanité*, 11 septembre 1924.

106. « Une réunion intercoloniale », *L'Humanité*, 12 septembre 1924 ; « Les parias coloniaux veulent leur émancipation », *L'Humanité*, 13 septembre 1924.

107. Benjamin Stora, *Messali Hadj, 1898-1974*, Le Sycomore, Paris, 1982.

108. Annonce dans *L'Humanité*, 26 septembre 1925.

109. Jacques Cremadeills, « Le mot d'ordre de fraternisation pendant la guerre du Rif », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 14, n° 1, 1977.

110. « La civilisation occidentale ! », *L'Humanité*, 3 janvier 1926.

111. Gaston MONMOUSSEAU, *La Vie ouvrière*, 16 octobre 1925.

112. René GALLISSOT, « Le PCF et la guerre du Rif », *in Abd el-Krim et la République du Rif*, Actes du Colloque international de janvier 1973, Maspero, Paris, 1976.

113. J. LUDOVICO, *in Le Conscrit*, octobre 1925 (cité par Robert BRÉCY, *Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire*, Hier et Demain, Paris, 1978).

114. PCF, *Quatre Ans de répression, mai 1924-mai 1928*, Paris, 1928, <frama.link/cFmrfDTh>, p. 14.

115. Georges OVED, *La Gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, tome 1, L'Harmattan, Paris, 1984.

116. Pierre SEMARD, « M. Henri Guernut, de la LDH, contrefait la vérité », *L'Humanité*, 20 août 1925.

117. « Le centenaire de l'occupation de l'Algérie », *L'Humanité*, 30 avril 1930.

118. Alain RUSCIO, « Contre l'Exposition coloniale de 1931 (Paris-Vincennes) : des voix fermes, mais bien isolées. Aperçu », *Aden*, Groupe interdisciplinaire d'études nizaniennes, numéro spécial, « Anticolonialistes des années 1930 et leurs héritages », n° 8, octobre 2009.

119. *Bulletin communiste*, n° 28, 7 juillet 1921 (CERMTRI).

120. *Bulletin communiste*, n° 3, 18 janvier 1924 (CERMTRI).

121. *Bulletin communiste*, n° 49, 7 décembre 1922 (CERMTRI).

122. Magdeleine Marx (1889-1973) épousera plus tard Maurice Paz (1896-1985). L'un et l'autre, communistes en 1920, quitteront le PC dès 1923, rejoindront un temps Trotski, puis reviendront à la SFIO, où ils animeront l'aile gauche, portant en permanence leur attention sur les questions coloniales (voir Anne MATHIEU, « *Le vent se lève…* Magdeleine Paz face au colonialisme », *Aden*, Groupe interdisciplinaire d'études nizaniennes, n° 8, octobre 2009).

123. « L'islam », *L'Humanité*, 25 janvier 1922.

124. Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *1928-1949*, INAS, Alger, 2014.

125. Devenu Messali Hadj (voir son témoignage dans *Le Monde*, 29 janvier 1959).

126. Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. Le milieu algérien : Européens et indigènes », *L'Humanité*, 14 avril 1922.

127. Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. L'esclavage de la femme arabe », *L'Humanité*, 13 mai 1922.

128. Robert LOUZON, « L'arbitraire en Tunisie », *L'Humanité*, 14 juin 1924.

129. « Question coloniale et religion », *L'Humanité*, 3 février 1924.

130. Karl MARX, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843.

131. Céline MARANGÉ, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, mai-août 2016.

132. Procès-verbal de la réunion de la Section coloniale centrale (SCC) élargie, 16 juin 1933 (Archives d'État russes d'histoire sociopolitique (RGASPI), Moscou, cité par Cécile MARANGÉ, *loc. cit.*).

133. Note aux membres du bureau politique, août 1933, RGASPI (cité par Cécile MARANGÉ, *ibid.*).

134. Denise MORAN, *Tchad*, Gallimard, Paris, 1934.

135. *L'Humanité*, 11 juin 1934.

136. Jean CHESNEAUX, « Compte rendu du livre de Marcel Égretaud, *L'Orient soviétique* », *La Pensée*, juillet-août 1960.

137. Paul LOUIS, « La révolte de l'Inde », *L'Humanité*, 27 août 1921.

138. Paul DUMONT, « L'axe Moscou-Ankara (Les relations turco-soviétiques de 1919 à 1922) », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 18, n° 3, 1977.

139. *L'Humanité*, 1er juillet 1921.

140. Roger GARAUDY, *La Contribution historique de la civilisation arabe*, Liberté, Alger, s. d. (1946). Malgré nos efforts, nous n'avons pu consulter cette étude. Mais nous avons pu en localiser un exemplaire, dans les archives d'André Mandouze, au Centre d'histoire de la résistance et de la déportation, Lyon, carton NI, boîte 4, « Documentation communiste ou progressiste sur l'Algérie ».

141. Mohamed BEDJAOUI, préface à Roger GARAUDY, *Promesses de l'islam*, Seuil, Paris, 1981.

142. Claude CAHEN, « À propos d'Avicenne », *La Pensée*, novembre-décembre 1952 ; Maxime RODINSON, « La pensée d'Avicenne », *La Pensée*, novembre-décembre 1952 et janvier 1953.

143. Yves LACOSTE, « La grande œuvre d'Ibn Khaldoun », *La Pensée*, septembre 1956.

144. Claude CAHEN, « Critique du livre de Maurice Gaudefroy-Demombynes, *Les Institutions musulmanes* », *La Pensée*, novembre 1947.

145. Yves LACOSTE et André Prenant, « Quelques données du problème algérien », *La Pensée*, mai-juin 1956.

146. Jean DRESCH, « Le fait national algérien », *La Pensée*, juillet 1956 (voir *infra*, chapitre 14).

147. Bachir Hadj Ali, « Essai sur la nation algérienne », *Réalités algériennes et marxisme*, revue théorique du PCA, juillet 1958 (l'étude parut sans nom d'auteur).

148. Louis Massignon, « Carte de répartition des Kabyles dans la région parisienne », *Revue des études islamiques*, Cahier n° 1, 1930.

149. Paul Vaillant-Couturier, « Les obsèques de Beradia. À celui qui tomba », *L'Humanité*, 16 mai 1923.

150. « Le PC présente deux candidatures de travailleurs coloniaux », *L'Humanité*, 25 avril 1925.

151. Cité par Abdellah Righi, *Hadj Ali Abdelkader, pionnier du mouvement révolutionnaire algérien*, *op. cit.*

152. *Cahiers du bolchevisme*, n° 7, 2 janvier 1925.

153. Jacques Doriot, « Le Congrès des ouvriers nord-africains », *L'Humanité*, 8 décembre 1924.

154. Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 1, PUF, Paris, 1979.

155. Henri Lozeray, « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (décembre 1924), document dactylographié (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70).

156. Linda AMIRI, « Résistants-déportés algériens, les oubliés de l'Histoire », *L'Humanité*, 26 décembre 2006.

157. « La grande journée "nationale" du Parti communiste et de la CGTU », *Le Figaro*, 8 novembre 1926.

158. « Le maintien de l'ordre et les étrangers », *Le Gaulois*, 30 avril 1926.

159. M. CHEMINAIS, « Les grèves des mines de la Loire, du Gard et de l'Aveyron », *Le Musée social*, 36e année, n° 6, juin 1929.

160. Benoît FRACHON, « La grève du bassin de la Loire », *L'Humanité*, 28 décembre 1928.

161. Même titre, *L'Humanité*, 30 décembre 1928.

162. « La leçon des grèves », *L'Humanité*, 15 janvier 1929.

163. Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, vol. 1, *1919-1939*, EDIF, Alger, 2000.

164. Lettre à *La République algérienne* (UDMA), 24 décembre 1948 (cité par Ahmed MAHSAS, *Le Mouvement révolutionnaire en Algérie, de la Première Guerre mondiale à 1954*, L'Harmattan, Paris, 1979).

165. Charles-Robert AGERON, « La naissance de l'Étoile nord-africaine », *in L'Étoile nord-africaine et le mouvement national algérien*, Actes du colloque, février-mars 1987, Publications du Centre culturel algérien, Paris, 1988.

166. Mustapha KRAÏEM, *Pouvoir colonial et Mouvement national. La Tunisie des années 1930*, Alif, Tunis, 1990.

167. Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936 (du Congrès de Tours au Front populaire)*, thèse pour le doctorat de troisième cycle, Université de Provence, Centre d'Aix, 1985.

168. Messali HADJ, *Mémoires*, Lattès, Paris, 1982.

169. « Le meeting de protestation des travailleurs indigènes », *L'Humanité*, 15 juillet 1926.

170. « Contre la répression en Afrique du Nord », *L'Humanité*, 8 octobre 1926.

171. Cité par Claude COLLOT et Jean-Robert HENRY (dir.), *Le Mouvement national algérien. Textes, 1912-1954*, L'Harmattan, Paris, 1978.

172. « La colonisation, c'est l'esclavage "modernisé" », 14 février 1927.

173. René GALLISSOT, notice « Messali Hadj », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

174. « Défendez le droit d'organisation et de réunion ! », *L'Humanité*, 6 novembre 1934.

175. « Le procès de l'Étoile nord-africaine », *Le Populaire de Paris*, 17 mai 1935.

176. « Sur l'injonction des fascistes, des centaines de travailleurs algériens brutalisés et arrêtés hier à Paris », *L'Humanité*, 29 octobre 1934 (Guérin et Longuet ne sont pas cités par le journal communiste).

177. « L'odieux procès contre les trois militants de l'Étoile nord-africaine », *L'Humanité*, 22 mars 1935 (voir également le même journal aux dates des 1er mars, 20 avril et 27 juin 1935).

178. « Grand meeting », *L'Humanité*, 22 novembre 1934 ; « 2 000 travailleurs à la Mutualité », *L'Humanité*, 23 novembre 1934 (cette fois, la présence d'orateurs de la SFIO et de la LDH est signalée).

179. « Contre la dissolution de l'Étoile nord-africaine », *L'Humanité*, 11 décembre 1935.

180. *L'Humanité*, 25 janvier 1936.

181. Jean MAITRON et Claude PENNETIER, notice « André Ferrat », *Dictionnaire Maitron*, vol. 27, 1986, <frama.link/sRMPeoFY>.

Notes du chapitre 3 (pages 54 à 79)

182. Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, tome 2, Éditions du Centenaire, Paris, 1974.

183. *La Lutte sociale*, 4 mai 1919 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, « Formation des idées du socialisme scientifique, 1920-1931 », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, n° 14, 22 juin 1977).

184. *Ibid.*

185. André JULIEN, « Le socialisme en Algérie », *Le Populaire de Paris*, 19 janvier 1920.

186. Rapport du sous-inspecteur auxiliaire au commissaire central, Oran, 27 avril 1919 (ANOM/Oran/92/2541, cité par Claire MARYNOWER, *Être socialiste dans l'Algérie coloniale. Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939*, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2013).

187. Allison DREW, *We are no Longer in France. Communists in Colonial Algeria*, Manchester University Press, Manchester, 2014.

188. André JULIEN, « Les mouvements nationalistes dans les colonies », *loc. cit* (article du 7 janvier 1921 déjà cité, paru donc

après Tours mais qui concernait bien les débats d'avant congrès).

189. Camille LARRIBÈRE, « Les élections municipales d'Oran », *L'Humanité*, 11 juin 1921.

190. *L'Humanité*, 13 septembre 1921.

191. *L'Humanité*, 30 septembre 1921.

192. « Un succès communiste à Alger », *L'Humanité*, 18 octobre 1921.

193. « La manifestation communiste de dimanche », *L'Écho d'Alger*, 23 mai 1922.

194. « La police interdit une réunion contre la guerre et frappe les manifestants », *L'Humanité*, 22 mai 1922.

195. « La manifestation communiste de dimanche », *L'Écho d'Alger*, *loc. cit.*

196. Il en revendiquera la paternité lors de son départ du PC (*Le Populaire*, 21 janvier 1923).

197. Citée par Ahmed KOULAKSSIS et Gilbert MEYNIER, « Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la Première Guerre mondiale », *Le Mouvement social*, n° 130, janvier-mars 1985.

198. René MARAN, *Batouala, véritable roman nègre*, Gallimard, Paris, 1921.

199. Cité par Charles-Robert AGERON, « Les communistes français devant la question algérienne de 1921 à 1924 », *Le Mouvement social*, n° 78, janvier-mars 1972.

200. *La Lutte sociale*, 21 octobre 1921 (cité par Mahfoud KADDACHE, « La question nationale algérienne et le Parti communiste entre 1919 et 1939 », *Revue d'histoire et de civilisation du Maghreb*, Alger, n° 2, janvier 1967).

201. *Bulletin communiste*, n° 49, 7 décembre 1922 (CERMTRI).

202. C'était l'objet de la seconde livraison du *Bulletin communiste*, n° 50, 14 décembre 1922 (CERMTRI).

203. *La Lutte sociale*, 19 mars 1921, cité par Ahmed KOULAKSSIS et Gilbert MEYNIER, « Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie… », *loc. cit.*

204. Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. Le milieu algérien : Européens et indigènes », *L'Humanité*, *loc. cit.*

205. Paul VAILLANT-COUTURIER, « L'impérialisme français en Algérie. Esquisse générale de la politique communiste en Algérie », *L'Humanité*, 9 juin 1922.

206. Robert LOUZON, « Une honte », *Bulletin communiste*, n° 1, 4 janvier 1923 (CERMTRI).

207. Abdelkader HADJ ALI, « L'action coloniale », *Bulletin communiste*, n° 50, 14 décembre 1922 (CERMTRI).

208. *Bulletin communiste*, n° 2-3, 11 janvier 1923 (CERMTRI).

209. Cité par Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936 (du Congrès de Tours au Front populaire)*, thèse pour le doctorat de troisième cycle, Université de Provence, Centre d'Aix, 1985.

210. Cité par Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*

211. « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, document dactylographié, s. d. (décembre 1924) (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70).

212. « Sur la tactique électorale », *L'Humanité*, 5 janvier 1924.

213. « Si nous reparlions de la question coloniale », *L'Humanité*, 17 janvier 1924.

214. « L'émiettement communiste », *Le Populaire*, 21 janvier 1923 (Guillon y est prénommé Maurice).

215. Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*, *op. cit.*

216. Maurice VIOLLETTE, gouverneur général de l'Algérie, « Les menées communistes », *L'Écho d'Alger*, 15 octobre 1925.

217. *V^e^ congrès national du Parti communiste français, tenu à Lille du 20 au 26 juin 1926*, compte rendu sténographique,

Bureau d'édition, de diffusion et de publicité, Paris, 1927, <c.bnf.fr/v2p>.

218. Henri LOZERAY, « Rapport sur le travail colonial du PCF », probablement à destination du secrétariat de l'IC, document dactylographié, s. d. (décembre 1924) (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, 3 Mi 7/70).

219. « Intervention de Paul Louis », procès-verbal de la réunion de la Commission coloniale centrale du PCF, 17 janvier 1927 (Archives de l'Internationale communiste, fonds 517.1, AD 93, Bobigny, documents produits par la SFIC, 1921-1947, Microfilms, 3 MI 6/35, document 241).

220. Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*¸ *op. cit.*

221. *La Lutte sociale*, 25 décembre 1925 (cité par Jacques CHOUKROUN, *ibid.*).

222. Suzanne GIRAULT, « Notre travail en Algérie », *L'Humanité*, 23 octobre 1925.

223. « Les élections municipales à Alger », *L'Écho d'Alger*, 4 mai 1925.

224. « Élections municipales indigènes », *L'Écho d'Alger*, 11 mai 1925.

225. *L'Humanité*, 12 mai 1925.

226. « Le Comité discute du sursalaire familial, de l'interversion des congrès et de la situation en Algérie », *L'Humanité*, 2 février 1926.

227. « L'odyssée d'un communiste », *L'Écho d'Alger*, 15 avril 1927.

228. « Condamnation d'un communiste », *L'Écho d'Alger*, 31 mai 1927.

229. Jean MAITRON et Claude PENNETIER, notice « Georges Claveri », *Dictionnaire Maitron*, <frama.link/c4DRzXxG>.

230. « Intervention de Paul Louis », 17 janvier 1927, *loc. cit.*

231. Situation dénoncée par le *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques*, publication patronale, cité avec ironie par *L'Humanité*, 23 novembre 1926.

232. Albert AYACHE, « Essai sur la vie syndicale en Algérie, l'année du Centenaire (1930) », *Le Mouvement social*, n° 78, janvier-mars, 1972.

233. Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit*.

234. René GALLISSOT, « Syndicalisme ouvrier et question nationale en Algérie : les positions de la CGTU dans les années 1930-1935 », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1969.

235. Discours prononcé à l'occasion du jubilé parlementaire de Gaston Thomson, député de Constantine, *Le Figaro*, 23 avril 1927.

236. « La propagande communiste à Alger », *L'Écho d'Alger*, 9 juin 1925.

237. Même titre, 11 juin 1925.

238. « Cour d'appel d'Alger. Les poursuites contre les communistes », *L'Écho d'Alger*, 8 août 1925.

239. *L'Humanité*, 14 juillet 1925.

240. Sid-Ahmed Belarbi, dit « Boualem », témoin des événements, entretien avec Abderrahim Taleb Bendiab, Alger, avril 1991 (cité par Amar BENAMROUCHE et René GALLISSOT, notice « Si Belarbi Sid-Ahmed/Boualem », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*).

241. Voir cependant René GALLISSOT, notice « Cormon Édouard », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *ibid.*, <frama.link/5GrM40XR>. Mais aussi Jean-Pierre TUQUOI, *Oubangui-Chari, le pays qui n'existait pas*, La Découverte, Paris, 2017 (où l'auteur documente par des archives inédites les tribulations algériennes de Cormon à l'époque).

242. « Blida, réunion publique », *Alger socialiste*, 3 mars 1928.

243. « À Alger, 1 500 travailleurs acclament nos mots d'ordre », *L'Humanité*, 16 avril 1928.

244. *L'Écho d'Alger*, 2 mai 1928.

245. Abderrahim TALEB BENDIAB, « La pénétration des idées et l'implantation communiste en Algérie dans les années 1920 », *in* René GALLISSOT (dir.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Cahiers du *Mouvement social*, n° 3, Paris, 1978.

246. Activité qui nous est connue grâce à un article dénonciateur de Jacques LADRET DE LACHARRIÈRE, « Le centenaire de l'Algérie et le bolchevisme », *Le Temps*, 27 mai 1930, supplément colonial.

247. « La répression en Algérie », *L'Humanité*, 10 septembre 1926.

248. *L'Écho d'Alger*, 29 mars 1925.

249. « À l'aide des prisonniers de Barberousse », *L'Humanité*, 22 septembre 1926.

250. « La répression en Algérie », *L'Humanité*, 21 octobre 1925.

251. « La libération de nos camarades s'impose immédiatement », *L'Humanité*, 28 avril 1926.

252. Intervention d'un « camarade algérien », congrès des cheminots CGTU, *L'Humanité*, 8 juillet 1928.

253. Lettre n° 3.104 en date du 16 mai 1928 au commissaire central de Bône, citée *in* « L'affaire Abdallah », *La Révolution prolétarienne*, 1er juillet 1928.

254. « Sous le régime de l'indigénat », *L'Humanité*, 3 juin 1928.

255. Céline MARANGÉ, « Komintern, PCF et indépendance algérienne », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 131, juillet-septembre 2016.

256. *L'Humanité*, 14 avril 1927.

257. René GALLISSOT, notice « Mahmoud Ben Lakhal », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

258. *La Lutte sociale*, 11 février 1927 (cité par Mahfoud KADDACHE, « La question nationale algérienne et le Parti communiste entre 1919 et 1939 », *loc. cit.*).

259. René CAZALA, « Opprimés contre oppresseurs », *La Lutte sociale*, 6 avril 1928 (cité par Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*¸ *op. cit.*).

260. Éphémère – mais important – parti fondé en terre algérienne au début des années 1930 à l'initiative d'un militant venu du PCF, Sid-Ahmed Belarbi dit Boualem, estimant que l'arabisation de la région algérienne du PCF était trop lente (voir Jean-Louis PLANCHE, « Aux origines de l'Étoile nord-africaine à Alger. Le Parti national révolutionnaire », *in L'Étoile nord-africaine et le mouvement national algérien*, *op. cit*.).

261. Extraits différents du même document *in* Allison DREW, *We are no Longer in France, op. cit.* ; et « La bolchevisation a passé là… Les sauterelles en Algérie », *La Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927.

262. *Le Combat social*, 31 mars 1927 (cité par Abderrahim Taleb BENDIAB, « La pénétration des idées et l'implantation communiste en Algérie dans les années 1920 », *loc. cit*.).

263. « La lettre de démission de Lemédioni », *La Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927.

264. « La crise du Parti communiste. Lettre aux camarades algériens », *La Révolution prolétarienne,* mars 1926.

265. Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit*.

266. *La Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927 et numéros suivants.

267. MOGHREB (pseudonyme), « Sur le travail de la région algérienne », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mars 1932.

268. Note sur le travail colonial du PCF, janvier 1934-juin 1935, probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (Archives du PCF, copies d'archives de l'IC, documents produits par la SFIC, 1921-1947, Microfilms, MI 6/115, fonds 517-1, document 737).

269. Annie REY-GOLDZEIGUER, « Quelques témoignages pour une étude du PCA de 1934 à 1937 », colloque *La Méditerranée de 1919 à 1939*, organisé par le Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, Nice, 28-31 mars 1968, Bibliothèque générale de l'EPHE, Paris, SEVPEN, 1969.

270. Préfet du département d'Oran, rapport au ministre de l'Intérieur, 2 mai (Archives nationales, Pierrefitte, 19940500.180./1, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

271. Gouverneur général de l'Algérie, rapport au président du Conseil, ministre de l'Intérieur, 30 juillet 1931 (Archives nationales, Pierrefitte, même fonds, même cote).

272. « Maurice Thorez en Algérie », *L'Humanité*, 16 mai et 23 mai 1933 ; *L'Écho d'Alger*, 24 mai 1933.

273. « 500 paysans algériens menacés d'expropriation manifestent avec Maurice Thorez », *L'Humanité*, 25 mai 1933.

274. « Maurice Thorez en Algérie », *L'Humanité*, 16 mai 1933.

275. « En Algérie : le problème de la conquête des travailleurs indigènes », *L'Humanité*, 18 juillet 1933.

276. Cité par Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, tome 4, *op. cit.*

277. « Dans la région algérienne », bulletin ronéoté, « rigoureusement intérieur au parti », édité par la Section

coloniale du PCF, n° 2, 15 août 1929.

278. SECRÉTARIAT POLITIQUE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE, « Thèse sur le travail du PCF dans les colonies », 16 décembre 1929, *Cahiers du bolchevisme*, avril 1930.

279. *L'Humanité*, 14 mars 1932.

280. « Propositions sur le travail colonial du PCF émises par le secrétariat d'Orient et le secrétariat des pays romains de l'Internationale communiste », 26 novembre 1932 (document cité par Céline MARANGÉ, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *loc. cit.* ; d'après l'auteure, cette directive serait due à André Ferrat lui-même).

281. *L'Humanité*, 20 octobre 1932.

282. L'essentiel des informations données ici sur ce grand militant proviennent de : Céline MARANGÉ, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *loc. cit.*

283. Document cité par le préfet de police, rapport au ministre de l'Intérieur, 13 décembre 1934 (Archives nationales, Pierrefitte, 19940500.183, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

284. « Notre Révolution et notre tâche », *La Lutte sociale*, 15 mai 1934 (article signé Mourad) (cité par Jacques CHOUKROUN, *Le Parti communiste en Algérie de 1920 à 1936*¸ *op. cit.*).

285. Note sur le travail colonial du PCF, janvier 1934-juin 1935, probablement à destination du secrétariat de l'IC, non daté (Archives du PCF, copies d'archives de l'IC, fonds 517-1, documents produits par la SFIC, 1921-1947, Microfilms, MI 6/115, document 737).

286. René GALLISSOT, notice « Élie Mignot », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

287. Cet épisode d'après la retranscription d'un enregistrement d'un entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, 4 et 5 juin 1977, document aimablement transmis par Alain et Yvan Mignot.

288. *L'Humanité*, 20 août 1934.

289. En août 1934, la ville de Constantine a connu une brusque flambée de violence antisémite (voir Joshua COLE, « Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie. Les émeutes antijuives de Constantine (août 1934) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, vol. 108, n° 4, 2010).

290. *L'Humanité*, 20 août 1934.

291. André FERRAT, « Que signifient les événements de Constantine ? », *Cahiers du bolchevisme*, n° 116, 15 août 1934.

292. André FERRAT, « Les questions de la révolution en Algérie et l'idéologie colonialiste », *Cahiers du bolchevisme*, 1er juillet 1935.

293. « Circulaire du PCF à destination des communistes d'Algérie, 17 septembre 1935 », *La Dépêche algérienne*, 16 octobre 1935, fac-similé *in* Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte*, Seuil, Paris, 1993.

294. Voir son ouvrage autobiographique : Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte*, *ibid.*

295. Il en ramènera une brochure-témoignage : Jean CHAINTRON, *Regards sur l'Indochine*, La Défense, Paris, 1934 (Portail Pandor).

296. Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte*, *op. cit.*

297. Rapport, 16 octobre 1935 (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/35, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

298. « Haute trahison », *L'Écho de Paris*, 19 novembre 1935.

299. *Bulletin colonial*, Supplément au n° 22 des *Cahiers du bolchevisme*, 1er novembre 1935.

300. Témoignage cité par Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 1, Temps actuels, Paris, 1981.

301. *L'Humanité*, 25 janvier 1936.

302. Philippe ROBRIEUX, *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 1, Fayard, Paris, 1984.

303. Gabriel PÉRI, « Le Front populaire et les colonies », *L'Humanité*, 23 mai 1936.

304. *Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherche*, tome 1, *op. cit.*

305. Marcel GITTON, « La position du camarade Ferrat unanimement condamnée », *L'Humanité*, 4 juillet 1936.

306. Résolution du CC du PCF, 13 juin 1936, *L'Humanité*, 7 juillet. Ferrat a eu cependant la possibilité d'exprimer son point de vue, ce qu'il a fait dans le même numéro, sur deux colonnes.

307. Il publia immédiatement en brochure un recueil de ses textes lors de cet épisode : *Lettre ouverte aux membres du Parti communiste*, Imprimerie nouvelle, Paris, 1936 (Office universitaire de recherches socialistes, OURS, fonds Ferrat, 5 APO 1).

Notes du chapitre 4 (pages 80 à 107)

308. Georges VIDAL, *La Grande Illusion ? Le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2006 ; Paul VAILLANT-COUTURIER, « Les bolcheviks défendent la paix », *L'Humanité*, 18 mai 1935.

309. Maurice THOREZ, *Une politique de grandeur française*, brochure réunissant les discours des congrès de Villeurbanne (1936), d'Arles (1937) et d'une session du CC du PCF (1939), Éditions du PCF, Paris, 1939.

310. Danièle JOLY, *The French Communist Party and the Algerian War*, Saint-Martin's Press, New York, 1991.

311. Paul VAILLANT-COUTURIER, « Factieux d'Alsace et factieux d'Algérie contre la France », *L'Humanité*, 15 octobre 1936.

312. *L'Humanité*, 28 et 29 octobre 1936.

313. Gabriel PÉRI, « Le Front populaire et les colonies », *L'Humanité*, *loc. cit*.

314. René GALLISSOT, notice « Robert Deloche », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

315. Robert DELOCHE, « Le pain, la paix, la liberté aux peuples coloniaux », *Cahiers du bolchevisme*, 20 mai 1937.

316. « Il faut que ça change ! Dans les colonies », *L'Humanité*, 10 juillet 1936.

317. Toutes ces citations *in* « Dans les colonies », *L'Humanité*, 13 novembre 1936.

318. *La France du Front populaire et les peuples coloniaux*, Brochure, Éditions du Comité populaire de propagande, Paris,

s. d. (1938).

319. *Ibid.*

320. *L'Humanité*, 28 décembre 1937.

321. Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 20, Paris-Moscou, 1959.

322. Discours sur la question nationale, 29 avril (12 mai) 1917, VII[e] conférence de Russie du POSD(b)R, mai 1917, *in* Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 24, Paris-Moscou, 1966.

323. Michael Löwy, « Lénine contre Staline : la question nationale », *La Brèche numérique*, 9 mars 2009, <frama.link/7PVK2vzc>.

324. François Ferrette, *La Véritable Histoire du PCF*, Demopolis, Paris, 2011.

325. Aimé Césaire, *Lettre à Maurice Thorez*, Présence africaine, Paris, 1956 (l'original se trouve dans les Archives du PCF, dossiers « Commission centrale de contrôle politique », 261 J 6/9).

326. Laurent Casanova, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *Cahiers du bolchevisme*, mars 1939.

327. Amar Ouzegane, *Le Meilleur Combat*, Julliard, Paris, 1962.

328. *L'Humanité*, 23 janvier 1936.

329. *L'Humanité*, 26 janvier 1936.

330. Notice « Amar Ouzegane », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

331. Rapport, non signé, sur papier pelure, en date du 26 novembre 1936 (Archives nationales, Pierrefitte, 19940500/183, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur ») ; chiffres et informations confirmés par toutes les études ultérieures.

332. *Ibid.*

333. *Ibid.* Voir également des extraits dans *L'Humanité*, 7 novembre 1936.

334. « Grand succès de la tournée du Parti communiste en Algérie », *L'Humanité*, 7 avril 1937.

335. Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*

336. Cité par Christian PHÉLINE et Agnès SPIQUEL-COURDILLE, *Camus, militant communiste. Alger, 1935-1937*, Gallimard, Paris, 2017.

337. Toutes ces informations *in* Denys GAZQUEZ, notice « Brigades internationales (les colonisés dans les) », *in* Alain RUSCIO (dir.), *Encyclopédie de la colonisation française*, tome 1, Les Indes savantes, Paris, 2017.

338. Francisco SÁNCHEZ RUANO, *Islam y Guerra civil española. Moros con Franco y con la República*, La Esfera, Madrid, 2004 (cité par Denys GAZQUEZ, *ibid.*).

339. *La Défense*, 3 janvier 1936 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire. Contribution à une nouvelle méthodologie de la recherche historique*, Apic, Alger, 2015).

340. *L'Écho de la presse musulmane*, Alger, 4 juillet 1936.

341. *La Lutte sociale*, 8 août 1936 (cité par Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 1, *op. cit.*).

342. René GALLISSOT, notice « Mohamed Badsi », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit*.

343. Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit.*

344. Arslan fut souvent réceptif aux sirènes du fascisme, puis du nazisme, ce qui ne fut jamais le cas de Messali (voir Évariste LÉVI-PROVENÇAL, « L'émir Shakib Arslan », *Cahiers de l'Orient contemporain*, n° 9-10, 1er-2e trimestres 1947 ; Juliette BESSIS, « Chekib Arslan et les mouvements nationalistes au Maghreb », *Revue historique*, n° 259, avril-juin 1978).

345. *El-Oumma*, 26 août 1936 (cité par Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, tome 2, *1939-1951*, EDIF, Alger, 2000).

346. « Pendant deux heures, 20 000 travailleurs indigènes et européens manifestent dans la rue », *L'Humanité*, 14 février 1934.

347. « La manifestation des groupements de gauche s'est déroulée hier à Alger dans le calme et la dignité », *L'Écho d'Alger*, 13 février 1934 ; une photo de foule, en une, accompagne cet article.

348. René GALLISSOT, notice « Roger Bellissant », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

349. La première apparition de ce drapeau en terre algérienne est signalée lors d'une manifestation le 16 avril 1934 à Alger, particulièrement à la haute Casbah (voir Belkacem BABACI, « Le drapeau algérien », < www.babzman.com/le-drapeau-algerien>).

350. *L'Écho d'Alger*, 14 février 1934.

351. « L'unité d'action contre les deux ans à Constantine », *L'Humanité*, 31 mars 1935.

352. « Près d'Oran, 6 000 antifascistes s'assemblent », *L'Humanité*, 10 juillet 1935.

353. *La Lutte sociale*, 15 août 1935 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire, op. cit.*).

354. Jean BARTHEL, « Un réveil en Algérie », *Cahiers du bolchevisme*, n° 12-13, 25 juillet 1936.

355. « La situation en Algérie », *Le Temps*, 11 juillet 1936.

356. *L'Humanité*, 15 juin 1936.

357. Jean CHAINTRON, *Le Vent soufflait devant ma porte, op. cit.*

358. *L'Écho d'Alger*, 28 juin 1937.

359. *L'Humanité*, 6 juillet 1937.

360. Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, Bouchène, Saint-Denis, 2017.

361. Sayah TALEB, *Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier. Les communistes d'Algérie dans la stratégie révolutionnaire du Komintern*, maîtrise, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, université Lille-II, juin 1976 ; et Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, PUR, Rennes, 2015.

362. Note, 19 mars 1938, pelure sans en-tête (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/35, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

363. Notes, 28 avril 1938 (Algérois), 13 mai 1938 (Oranais), pelures sans en-tête (Archives nationales, même fonds, même

cote).

364. « Un beau meeting pour la défense des peuples coloniaux », *Le Populaire de Paris*, 28 juin 1936 ; « 4 000 auditeurs coloniaux au meeting de la Mutualité », *L'Humanité*, 1er juillet 1936.

365. « Un fleuve d'hommes de la Bastille à Vincennes », *L'Humanité*, 15 juillet 1935.

366. « De la Bastille à Vincennes, avec les manifestants », *Le Populaire de Paris*, 15 juillet 1935.

367. « Une démonstration sans précédent », *L'Humanité*, 25 mai 1936.

368. « Par centaines de mille, de Charonne à la République et à la Bastille », *L'Humanité*, 15 juillet 1936.

369. « Le défilé du Front populaire », *L'Écho de Paris*, 15 juillet 1936.

370. Gaston Le Provost de Launay, « Les Nord-Africains, troupe de choc du communisme », *Le Figaro*, 12 novembre 1936.

371. Estimation des élus colons (André Mallarmé, Conseil général d'Alger, 30 octobre 1936, *in* « La représentation parlementaire des indigènes musulmans », *L'Écho d'Alger*, 31 octobre).

372. Selon le recensement de cette même année, cité par Augustin Bernard, « Le recensement de 1936 dans l'Afrique du

Nord », *Annales de géographie*, vol. 46, n° 259, 1937.

373. Motion de la Fédération des maires d'Oranie, 5 janvier 1937 (citée par Charles-Robert AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 2, 1871-1954, PUF, Paris, 1979).

374. Pierre ROUX-FREISSINENG, député d'Oran, Chambre des députés, 29 janvier 1937.

375. *Journal des débats*, Éditorial, non signé, 9 mars 1938.

376. Ferhat ABBAS, « Justice aux Algériens ! », *Le Populaire*, 20 mars 1937.

377. *L'Humanité*, 13 avril 1937.

378. Ben Ali BOUKORT, *L'Humanité*, 15 avril 1937.

379. *L'Humanité*, 18 janvier 1937.

380. *L'Humanité*, 19 février 1937.

381. Robert DELOCHE, « La France du Front populaire fera voter le projet Viollette », *L'Humanité*, 12 février 1938.

382. Henri LOZERAY, « Le Front populaire ne doit pas perdre l'Algérie », *L'Humanité*, 24 septembre 1937.

383. Henri LOZERAY, « Droits politiques aux musulmans d'Algérie », *L'Humanité*, 26 février 1939.

384. Jean BARTHEL, « Échec au fascisme par le triomphe du projet Viollette », *La Lutte sociale*, 23 janvier 1937.

385. Paul-Émile VIARD, « Deux retouches au statut de l'indigène algérien », *Questions nord-africaines*, n° 13, 15 janvier 1939.

386. Jacques BERQUE, « Perdre une seconde fois la guerre d'Algérie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994 (repris in *Une cause jamais perdue. Pour une Méditerranée plurielle. Écrits politiques, 1956-1995*, Albin Michel, Paris, 1998).

387. Herbert R. LOTTMAN, *Albert Camus*, Seuil, Paris, 1978 ; Olivier TODD, *Camus, une vie*, Gallimard, Paris, 1996 ; Christian PHÉLINE et Agnès SPIQUEL-COURDILLE, *Camus, militant communiste. Alger, 1935-1937*, *op. cit.*

388. Jean GRENIER, *Albert Camus, Souvenirs*, Gallimard, Paris, 1968.

389. *Ibid.* (*Commune* était une revue très lue dans les milieux d'extrême gauche).

390. Olivier TODD, *Camus, une vie*, *op. cit.*

391. Cité par Herbert R. LOTTMAN, *Albert Camus*, *op. cit.*

392. « Contre la guerre et le fascisme », *L'Écho d'Alger*, 14 mars 1936.

393. « Contre la guerre et le fascisme », *L'Écho d'Alger*, 24 mars 1936.

394. Cité par Jean GRENIER, *Albert Camus, Souvenirs*, *op. cit.*

395. René GALLISSOT, notice « Albert Camus », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

396. Jean-Louis PLANCHE, « Une jeunesse algéroise », *in Albert Camus*, numéro spécial de la revue *Europe*, n° 846, octobre 1999.

397. « Camus exclu du parti », *L'Histoire en question*, <frama.link/1HWV2DnQ> ; voir également Morvan LEBESQUE, *Camus par lui-même*, Seuil, Paris, 1963.

398. « Conférences », *L'Écho d'Alger*, 25 avril 1937.

399. *Jeune Méditerranée*, mai 1937.

400. Albert CAMUS, « Les procès du nationalisme algérien », *Méditerranée-Afrique du Nord*, juin 1939.

401. Albert CAMUS, « La culture méditerranéenne », conférence, Maison de la culture, Alger, 8 février 1937.

402. Voir Alain RUSCIO, « Conflit indochinois et premiers temps de la guerre d'Algérie : Mauriac, Camus, Sartre et les guerres de décolonisation », *in* Catherine BRUN (dir.), *Algérie, d'une guerre à l'autre*, Presses Sorbonne nouvelle, Paris, 2014.

403. « L'Étoile nord-africaine proteste », *L'Écho de la presse musulmane*, 31 octobre 1936, <c.bnf.fr/v2s>.

404. *L'Écho de la presse musulmane*, 14 novembre 1936, <c.bnf.fr/v2v>.

405. Cité par Benjamin STORA, notice « Imache Amar », *in Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens, ENA, PPA, MTLD, 1926-1954*, L'Harmattan, Paris, 1985.

406. « Où est Imache Amar ? », *L'Humanité*, 20 novembre 1935.

407. Robert DELOCHE, « La dissolution de l'Étoile nord-africaine », *L'Humanité*, 12 février 1937.

408. « Le deuxième congrès musulman a tenu ses assises », *L'Humanité*, 16 juillet 1937.

409. « Le défilé du Front populaire », *L'Écho d'Alger*, 15 juillet 1937.

410. « Six trotskistes arrêtés à Alger pour reconstitution de ligue dissoute », *L'Humanité*, 29 août 1937.

411. « Arrestation de quatre dirigeants du "Parti du peuple algérien" », *L'Humanité*, 28 février 1938.

412. « Union des peuples de France et des colonies pour le pain, la liberté et la paix ! », discours prononcé le 23 juillet 1937 au comité central du PCF par Ben Ali Boukort, secrétaire du Parti communiste d'Algérie, conseiller municipal d'Alger, Éditions du Comité populaire de propagande, Paris, 1937.

413. Laurent Casanova, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *loc. cit.*

414. Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.*

415. Voir René Gallissot, notice « Laurent Casanova », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

416. Voir notamment *Regards*, numéro spécial consacré à cette visite, 2 mars 1939. Mignot sera également le rédacteur et le commentateur du film de douze minutes consacré à l'événement par le PCF (visionnable sur le site < Ciné-Archives.org>, < frama.link/yzuWpAZD>).

417. Gouverneur général de l'Algérie, « Rapport au ministre de l'Intérieur », 13 février 1939 (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/35, « Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur »).

418. « Le peuple d'Algérie », *L'Humanité*, 7 février 1939.

419. Gouverneur général de l'Algérie, « Rapport au ministre de l'Intérieur », *loc. cit.*

420. « Maurice Thorez en Afrique du Nord », *L'Humanité*, 13 février 1939.

421. « Maurice Thorez à Alger », *L'Écho d'Alger*, 12 février.

422. Conférence nationale du PCF à Gennevilliers, *L'Humanité*, 23 janvier 1939.

423. Laurent CASANOVA, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *loc. cit.*

424. *L'Humanité*, 14 février 1939.

425. *L'Humanité*, 22 février 1939.

426. *L'Humanité*, 24 février 1939.

427. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017 (Hadjerès, trop jeune à l'époque, n'a pas été témoin direct de cette attitude).

428. Élie Mignot, enregistrement cité, juin 1977.

429. Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, chemise « Souvenirs de militants », pages de cahier d'écolier, 23 feuillets, sans date. En haut, une autre écriture a inscrit « Nicolas Zannettacci ».

430. Sayah TALEB, *Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier*, *op. cit.*

Notes du chapitre 5 (pages 108 à 136)

431. *L'Humanité* (clandestine), 1er juillet 1940.

432. *Cahiers du bolchevisme*, 1er trimestre 1941.

433. G. Richard, *Cahiers du bolchevisme*, 2e-3e trimestres 1941.

434. Louis Aragon, « Vive la paix ! », *Ce Soir*, 24 août 1939.

435. Voir l'essai biographique de Jean-Luc Einaudi, *Un rêve algérien. Histoire de Lisette Vincent, une femme d'Algérie*, Dagorno, Paris, 1994.

436. Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, chemise « Souvenirs de militants », *loc. cit*.

437. « M. Ben Ali Boukort a pris et est prêt à reprendre les armes contre l'ennemi germano-soviétique », *L'Écho d'Alger*, 12 janvier 1940.

438. Texte cité par Ben Ali Boukort, *Le Souffle du Dahra. La Résistance algérienne de 1924 à 1962*, L'Harmattan, Paris, 2013.

439. Témoignage d'Amar Ouzegane (cité par Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*).

440. Il s’agit d’un texte rédigé par la seconde direction clandestine, probablement par Maurice Laban et Mohamed Kateb (Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, Le Cherche-Midi, Paris, 1999). Quatre numéros de cette feuille, de novembre 1940 à septembre 1942, sont numérisés sur Gallica, <c.bnf.fr/vEp>.

441. Cité par Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

442. Conférence clandestine du PCA, juin 1941 (texte cité par Charles-Robert AGERON, « Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *Vingtième Siècle*, vol. 12, n° 12, 1986).

443. Tract du 8 juillet 1941 (cité par Nora BENALLÈGUE-CHAOUIA, *Algérie. Mouvement ouvrier et question nationale, 1919-1954*, *op. cit.*).

444. *L’Écho d’Alger*, 16 janvier 1940.

445. *L’Écho d’Alger*, 23 janvier 1940.

446. « Un mauvais Français », *L’Écho d’Alger*, 14 mars 1940.

447. René GALLISSOT, *La République française et les indigènes. Algérie colonisée, Algérie algérienne (1870-1962)*, Éditions de l’Atelier, Ivry-sur-Seine, 2006.

448. « À Kaddour Belkaïm, qui n’est pas mort », coécrit avec Roland DOUKAN, *Liberté*, Alger, 27 juillet 1950 ; « À Kaddour Belkaïm », *Liberté*, Alger, 27 août 1953.

449. Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

450. « La bataille à Alger contre les communistes. Sept militants notoires ont été arrêtés cette semaine », *L'Écho d'Alger*, 27 janvier 1941.

451. « Le tribunal militaire d'Alger condamne six militants communistes, dont une femme, à la peine de mort », *L'Écho d'Alger*, 22 mars 1942.

452. Jean-Louis PLANCHE, notice « Larbi Bouhali », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

453. André MOINE, *Déportation et Résistance, Afrique du Nord 1939-1944*, Éditions sociales, Paris, 1972.

454. *In Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches*, tome 2, 1944-1953 (Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri/Conseil général, 2008).

455. « Blida entend avec ferveur la grande voix du Parti communiste », *Liberté*, 9 décembre 1943.

456. Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*

457. *Liberté*, Alger, n° 6, 5 août 1943.

458. *In Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977*, tome 1, *op. cit.*

459. « Réunion commune des trois PC d'Afrique du Nord », 15 mai 1944, *in 1937-1945, Sept ans de lutte ardente au service du peuple contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre démocratique et indépendan*te, rapports du CC pour le Xe congrès national du PCF, Paris, 26-30 juin 1945.

460. Serge WOLIKOW, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déçu du Parti mondial de la révolution*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2010.

461. « Un exposé d'Étienne Fajon », *Liberté*, Alger, 15 juin 1944.

462. *Ibid.*

463. « Indépendance française », éditorial, juillet 1943.

464. Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, Stock, Paris, 2005 ; même témoignage chez Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit.*

465. Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.* ; la forme du langage parlé a été respectée.

466. Lettre de Maurice Laban à Odette Dei, 14 août 1943, citée par Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

467. Lettre de Maurice Laban à Odette Dei, 2 octobre 1943, *ibid.*

468. *Ibid.*

469. William Sportisse, *Le Camp des oliviers. Parcours d'un communiste algérien*, PUR, Rennes, 2012 ; mêmes témoignages chez Henri Alleg, *Mémoire algérienne*, *op. cit.*, et Sadek Hadjerès (qui n'était pas communiste à cette époque), *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit*.

470. Jean-Luc Einaudi, *Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton. Enquête*, L'Harmattan, Paris, 1986.

471. William Sportisse, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

472. « L'Algérie devant le conflit colonial. Manifeste du peuple algérien », 10 février 1943 (cité par Claude Collot et Jean-Robert Henry (dir.), *Le Mouvement national algérien. Textes, 1912-1954*, L'Harmattan, Paris, 1978).

473. Charles-Robert Ageron, « Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *loc. cit.*

474. « Union dans l'action », *Liberté*, éditorial, Alger, 30 septembre 1943.

475. Voir José Aboulker, *La Victoire du 8 novembre 1942. La Résistance et le débarquement allié à Alger*, Le Félin, Paris, 2012.

476. Abasse Toumert, *Le Parti communiste algérien de 1945 à 1954*, maîtrise d'histoire contemporaine, Université Parix-X Nanterre, 1991.

477. *L'Écho d'Alger*, 15 juillet 1943.

478. Cité par Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

479. « Rapport d'orientation du PCA », 14 août 1943 (cité par Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 2, *op. cit.*).

480. René GALLISSOT, notice « André Moine », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

481. Edgar MORIN, *Autocritique*, Julliard, Paris, 1959.

482. *L'Humanité*, 2-3 septembre 1945.

483. Voir Roger MARTELLI, *Prendre sa carte, 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri/Département de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 2010.

484. Emmanuel MOUNIER, « Débat à haute voix », *Esprit*, 1er février 1946.

485. *Times*, Londres, 18 novembre 1946.

486. Henri LOZERAY, « La question coloniale », *Cahiers du communisme*, avril 1945.

487. Henri LOZERAY, « La lutte du peuple français pour la démocratie et l'émancipation des peuples coloniaux », *Cahiers du communisme*, avril 1946.

488. Florimond Bonte, Assemblée constitutive provisoire, 21 novembre 1944.

489. Joanny Berlioz, « Où mène-t-on l'Algérie ? », *Liberté*, Alger, 2 novembre 1944.

490. Amar Ouzegane, « L'avenir de l'Algérie est en jeu », *Liberté*, Alger, 21 septembre 1944.

491. *L'Humanité*, 25 février 1945.

492. Joanny Berlioz, « Où mène-t-on l'Algérie ? », *loc. cit.*

493. Amar Ouzegane, « L'avenir de l'Algérie est en jeu », *loc. cit.*

494. Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945. De Mers el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, La Découverte, Paris, 2002.

495. Charles-Henri Favrod, *La Révolution algérienne*, Plon, Paris, 1959.

496. Mohammed Harbi, « La guerre d'Algérie a commencé à Sétif », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

497. Voir la somme de Jean-Pierre Peyroulou, *Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale*, La Découverte, Paris, 2009.

498. Jacques Driand, « La crise nord-africaine. II. Européens et indigènes », *Le Monde*, 24 mai 1945, <frama.link/R5MkoYMw>.

499. *Combat*, 15 juin 1945.

500. Alain RUSCIO, « Les communistes et les massacres du Constantinois (mai-juin 1945) », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, Presses de Sciences Po, n° 94, avril-juin 2007.

501. Témoignage d'Andrée Djemad (cité par Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 2, *op. cit.*).

502. Cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit*.

503. Annie REY-GOLDZEIGUER, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945*, *op. cit.*

504. Entretien d'Henri Alleg avec l'auteur, 2 mai 2004.

505. Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale. Le cas d'*Alger républicain *(1938-1955)*, master d'histoire, IEP Paris, 2006-2007.

506. Michel ROUZÉ, *Rapport sur les émeutes du Constantinois et leurs conséquences immédiates (8 mai 1945)*, Alger, 12 juin 1945 (consultable dans le fonds Tubert, BDIC, Nanterre, 1975).

507. Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit*.

508. Le 22 mai, le secrétariat décide d'envoyer Auguste Touchard, Arthur Musmeaux et Antoine Demusois, pour une mission d'enquête « de trois semaines à un mois » (réunion du

22 mai 1945, Archives du PCF, 261 J 5/1). La présence de Demusois, au moins, est attestée.

509. Réunion du comité central du PCF du 18 mai 1945 (Archives du PCF, CC, 261 J 2/4).

510. Réunion du bureau politique du 10 mai 1945 (Archives du PCF, 261 J 4/1).

511. *L'Humanité*, 20 mai 1945.

512. *Liberté*, Alger, 17 mai 1945.

513. *L'Humanité*, 13 mai 1945.

514. *Liberté*, Alger, 17 mai 1945.

515. M'hamed YOUSFI, *Le Complot (Algérie, 1950-1954)*, ENAL, Alger, 1986.

516. Charles TILLON, *On chantait rouge*, Robert Laffont, Paris, 1977.

517. « Pierre Kaldor, dernier témoin d'un épisode peu connu », entretien avec Nadjia Bouzeghrane, Paris, 18 mars 2005 (*El Watan*, Alger, supplément spécial, 8 mai 2005).

518. Ce texte est souvent cité sans référence précise. Nous nous sommes reportés à l'original : « Un grand soldat répond aux calomniateurs de Charles Tillon », *Liberté*, Alger, 30 mai 1946.

519. Jean-Charles JAUFFRET (dir.), *La Guerre d'Algérie par les documents*, tome 1, *L'Avertissement, 1943-1946*, Service historique de l'Armée de terre, Vincennes, 1990.

520. « Un an de gestion communiste de l'Air », Note de l'état-major de l'Armée de l'air, Service historique de l'Armée de l'air (cité par Paul et Marie-Catherine VILLATOUX, *La République et soin armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques, 1945-1960*, Les Indes savantes, Paris, 2005).

521. Voir Pierre DAIX, *Tout mon temps. Mémoires*, Fayard, Paris, 2001.

522. Pierre DURAND, *Cette mystérieuse Section coloniale. Le PCF et les colonies, 1920-1962*, Messidor, Paris, 1986.

523. Gaston DONNAT, *Afin que nul n'oublie. Itinéraire d'un anticolonialiste. Algérie-Cameroun-Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1986.

524. *Ibid.*

525. Sur l'histoire de l'UDMA, créée en mai 1946, voir l'ouvrage de référence de Malika RAHAL, *L'UDMA et les udmistes. Contribution à l'histoire du nationalisme algérien*, Barzakh, Alger, 2018.

526. Gilbert MEYNIER, « Critique de l'ouvrage de Mémoires d'Henri Alleg (2005) », *Confluences Méditerranée*, n° 62, mars 2007.

Notes du chapitre 6 (pages 137 à 164)

527. MESGUICHE, secrétaire du Secours populaire algérien, *La Défense*, Paris, 28 septembre 1945.

528. Discours du député communiste Gabriel Palomba (cité par Radouane AINAD TABET, *Le 8 mai 1945 en Algérie*, OPU, Alger, 1985).

529. PCA, « Communiqué du 31 octobre 1945 », *Liberté*, Alger, 1er novembre 1945.

530. *Liberté*, Alger, 8 novembre 1945.

531. *Liberté,* Alger, 15 novembre 1945.

532. *L'Humanité*, 6 janvier 1946.

533. Abasse TOUMERT, *Le Parti communiste algérien de 1945 à 1954*, *op. cit*.

534. *L'Humanité*, 3 novembre 1945.

535. *L'Humanité*, 5 janvier 1946.

536. *L'Humanité*, 6 janvier 1946.

537. *Amnistie des détenus politiques musulmans*, Brochure, Liberté, Alger, 1946.

538. *La Défense*, 20 septembre 1946.

539. *Liberté*, Alger, 19 septembre 1946.

540. « André Marty en Algérie », *L'Humanité*, 19 mars 1946 ; André MARTY et Amar OUZEGANE, « Union et action pour accentuer la démocratisation en Algérie, avec l'aide de la nation française », *L'Humanité*, 26 mars 1946.

541. *Liberté*, Alger, 28 mars 1946.

542. Tract « Appel du IIIe congrès du PCA : Union pour la démocratie, gage du bien-être de toutes les populations algériennes », 21-24 mars 1946 (Archives du PCF, Archives de la Commission centrale de contrôle politique, Affaire André Marty, 261 J 6/2, sous-dossier 9, « L'Algérie et les colonies »).

543. D'après le compte rendu fait, une fois de plus, par André Marty (« La question algérienne », *Cahiers du communisme*, août 1946).

544. *Liberté*, Alger, 25 juillet 1946.

545. Assemblée nationale constituante, 23 août 1946.

546. *Ibid.*

547. PCA, « La lutte des peuples pour la liberté et la démocratie », 17-19 avril 1947 (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Congrès », document dactylographié, non signé, 42 pages pelures).

548. « Il faut doter l'Algérie d'un statut véritablement démocratique », *L'Humanité*, 19 avril 1947.

549. René GALLISSOT, notice « Amar Ouzegane », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

550. « Mise en garde », *Liberté*, 29 janvier 1948.

551. Amar OUZEGANE, *Le Meilleur Combat*, *op. cit*.

552. Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit*.

553. Charles DE GAULLE, *Discours et Messages*, tome 1, *Pendant la guerre, 1940-1946*, Plon, Paris, 1970.

554. Odile RUDELLE, « Le vote du statut de l'Algérie », *in* Serge BERSTEIN et Pierre MILZA (dir.), *L'Année 1947*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000.

555. Charles DE GAULLE, *Discours et Messages*, tome 2, *Dans l'attente, 1946-1958*, Plon, Paris, 1970.

556. Cette notion, alors nouvelle, figurait au Titre VIII de la Constitution de la IVe République, qui venait d'être adoptée.

557. Sur les évolutions socialistes, voir l'étude de Guy PERVILLÉ, « Paul Ramadier et le statut de l'Algérie », *in* Serge BERNSTEIN (dir.), *Paul Ramadier, la République et le socialisme*, Complexe, Bruxelles, 1990, <frama.link/rbZNUnu3>.

558. *Liberté*, Alger, 27 mars 1947.

559. *Liberté*, Alger, 21 mars 1946.

560. PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN, « Avril 1947-mai 1949, deux années de lutte pour la liberté et la paix, la terre et le pain », Rapport du CC pour le Ve congrès du PCA, 1949, *Socialgerie.net*, <frama.link/b_asgP3J>.

561. *L'Humanité*, 24 juillet 1947.

562. *L'Humanité*, 25 juillet 1947.

563. *L'Humanité*, 26 juillet 1947.

564. Entretiens accordés à Jacques Jurquet en juin 1976, reproduits par celui-ci *in La Révolution nationale algérienne et le PCF*, tome 4, *op. cit.*

565. *Alger républicain*, 23 septembre 1947 (cité par Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*).

566. *L'Humanité*, 28 août 1947.

567. Pierre DARZEU, « Souhaitons que la France n'ait pas à regretter les insuffisances et erreurs du statut de l'Algérie », *L'Humanité*, 3 septembre 1947.

568. Léon FEIX, « Quelques vues sur le problème algérien », *Cahiers du communisme*, septembre 1947.

569. Cité par Roger Quilliot, *La SFIO et l'exercice du pouvoir*, Fayard, Paris, 1972.

570. Guy Pervillé, « Marcel-Edmond Naegelen », *Parcours. L'Algérie, les hommes et l'histoire, recherches pour un dictionnaire biographique*, n° 12, mai 1990, <frama.link/MVhLaCvw>.

571. Pierre Frédérix, « Perspectives algériennes », *Le Monde*, 3 avril 1952.

572. Fernand Grenier, « Dénonciation des élections préfabriquées en Algérie », *L'Humanité*, 10 août 1951.

573. Ahmed Boumendjel, « L'Algérie unanime », *Esprit*, octobre 1951.

574. Jean Sénac, *Ébauche du père*, Gallimard, Paris, 1989 (roman rédigé entre 1959 et 1962, publié à titre posthume).

575. Larbi Bouhali, « L'avenir de l'Algérie se décidera avant tout par la lutte de notre peuple sur le sol national », discours prononcé à l'ouverture de la session du comité central du PCA, Hussein Dey, 2-3 octobre 1948 (Liberté, Alger, 1948).

576. Titre barrant toute la première page de *Liberté*, 16 novembre 1950.

577. Larbi Bouhali, « Les communistes et l'indépendance nationale », *Liberté*, 21 janvier 1951.

578. *Liberté*, 2 août 1951 (éditorial de Larbi Bouhali reproduit sur *Socialgerie.net*, <frama.link/eFyqq89r>).

579. *Liberté*, 9 août 1951.

580. Cité *in Journal du septennat*, tome 4, *Année 1951*, Armand Colin, Paris, 1974.

581. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

582. William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

583. Voir Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, *op. cit.*

584. « Action unie sur le sol national pour une Algérie libre et indépendante », rapport présenté au VIe Congrès national du Parti communiste algérien, Hussein Dey, 21-23 février 1952 (Liberté, Alger, s. d.).

585. *Algériens, le peuple de France est avec vous. Discours prononcé par André Marty, député de Paris, secrétaire du PCF, au meeting d'Hussein Dey, le 24 février 1952*, brochure, Liberté, Alger, s. d.

586. *Liberté*, 28 février 1952.

587. Session des 8 et 9 février 1949, Hussein Dey (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « comité central du PCA »).

588. D'après *L'Algérie nouvelle*, 20 avril 1947.

589. Henri ALLEG, « Le torrent souterrain », *in La Guerre d'Algérie*, tome 1, *op. cit*.

590. Mohammed DIB, « Les intellectuels algériens et le mouvement national », 26 avril 1950 ; « Inventions et inventeurs d'Algérie », 25 juillet 1950 ; « Sur les monuments d'Alger », 20 décembre 1950 ; « Cheminots d'Algérie », 24 mai 1951 ; etc.

591. Yacine KATEB, trente-cinq articles entre 1948 et 1951, dont « Les nuits du ramadan », 21 juillet, 1949 ; « Je reviens de La Mecque », 9 novembre 1949 ; « Molière et les Algériens », 8 février 1950 ; « Les USA accélèrent l'occupation de l'Afrique du Nord », 7 février 1951, etc. Il reprendra cette coopération dans l'Algérie indépendante.

592. Ce paragraphe et le suivant d'après Abderrahim TALEB BENDIAB, « Le mouvement syndical algérien de 1943 à 1954 et ses rapports avec les partis politiques », *in* Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit.*

593. *La Voix du peuple*, octobre 1948 (cité in brochure de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, *La CGT et les travailleurs des pays d'outre-mer*, s. d.).

594. Jacques CHOUKROUN, *Le Syndicalisme en Algérie et la question nationale, 1926-1954*, mémoire de maîtrise, Paris Sorbonne, 1969.

595. Nasser DJABI, *Kaidi Lakhdar, une histoire du syndicalisme algérien*, Chihab, Alger, 2005.

596. Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

597. Tout ce développement d'après Ahmed AABID, « La grève historique des dockers d'Oran », *El Watan*, 13 février 2010.

598. Numéro spécial de *La Voix du peuple*, XXVIIIe congrès confédéral, *op. cit.*

599. Alice SPORTISSE, Intervention à l'Assemblée nationale, 15 mars 1950.

600. Le bureau de l'UGSA, au moment de l'insurrection, compte neuf musulmans sur dix-neuf membres (*Le Travailleur algérien*, 10 novembre 1955).

601. Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit.*

602. Cité par Jean-Luc EINAUDI, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

603. Voir le compte rendu *in Le Travailleur algérien*, 15 novembre 1951 (*Alger républicain* intégrait alors une fois par semaine cet encart des syndicats CGT algériens).

604. « Les revendications des ouvriers agricoles », même numéro.

605. Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, Bouchène, Alger, 1993.

606. Philippe MARÇAIS, « Cohabitation linguistique en Algérie », *in À la recherche d'une communauté. La cohabitation en Algérie*, Éditions du secrétariat social, Alger, 1955.

607. Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, *op. cit*.

608. Témoignage de Gaston DONNAT, *Afin que nul n'oublie*, *op. cit.*

609. Cité par Jean-Louis MASSEBŒUF, *op. cit.*

610. Saïd ABTOUT, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017.

611. Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 1, *op. cit.*

612. Boualem KHALFA, Henri ALLEG et Abdelhamid BENZINE, *La Grande Aventure d'*Alger républicain, Messidor, Paris, 1987.

613. Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J – 1, sous-chemise « 1953. CC 17 et 18 janvier, rapport Bachir Hadj Ali ».

614. Notice « René Arrus », non signée, *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

615. Notice « Pierre Sanchez », non signée, *ibid.*

616. Mohamed Boualem, venu des rangs du PPA, militant CGT puis PCA, secrétaire général des dockers CGT d'Oran (René GALLISSOT, *ibid.*).

617. « 1953. CC 17 et 18 janvier, rapport Bachir Hadj Ali », *loc. cit.*

618. *L'Algérie libre*, 11 septembre 1953 (voir Charles-Robert AGERON, « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36, n° 3, 1989).

619. Tayeb MALKI (secrétaire régional de l'Oranais), « Le cas Sanchez », *Liberté*, Alger, 3 septembre 1953.

620. Emmanuel SIVAN, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Presses de la FNSP, Paris, 1976.

621. André TOLLET, entretien avec l'auteur, Paris, 23 octobre 1981.

622. Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit.*

623. *Alger républicain*, 17 avril 1953 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *ibid.*).

624. Blanche MOINE, rapport, décembre 1953 (cité par René GALLISSOT, *La République française et les indigènes*, *op. cit.*).

625. Charles-Robert AGERON, « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *loc. cit.*

626. *L'Écho d'Alger*, 4 août 1951 (cité par Emmanuel SIVAN, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, *op. cit.*).

627. José-Alain FRALON, *Jacques Chevallier, l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie*, Fayard, Paris, 2012.

628. Proposition n° 9668, Assemblée nationale, Annexe au PV de la séance du 29 mars 1950, *JORF*.

629. Emmanuel SIVAN, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, *op. cit.*

630. Léon FEIX, « La Tunisie aux Tunisiens », *L'Humanité*, 5 avril 1952.

631. Louis ARAGON, « Discours au Congrès des partisans de la paix », Vienne, *L'Humanité*, 19 décembre 1952.

632. Boris TASLITZKY, Mireille MIAILHE et Jacques DUBOIS, *Deux Peintres et un poète, retour d'Algérie*, Cercle d'art, Paris, 1952 ; ce voyage a été l'objet, plus d'un demi-siècle plus tard, d'une exposition présentée au nouveau musée d'Alger Le Mama, *Les Artistes internationaux et la Révolution algérienne*, avril-juillet 2008, dont la commissaire générale a été l'historienne Anissa Bouayed (voir le catalogue : Anissa BOUAYED (dir.), *Un voyage singulier. Deux peintres en Algérie à la veille de l'insurrection, 1951-1952. Mireille Miailhe et Boris Taslitzky*, préface d'Henri Alleg, Association Art et Mémoire au Maghreb, Vitry-sur-Seine, 2009).

633. Voir Anissa BOUAYED, *L'Art et l'Algérie insurgée. Les traces de l'épreuve, 1954-1962*, ENAG, Alger, 2005 ; cette œuvre a été exposée à l'exposition *Vies d'exil, 1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie*, commissaires Linda Amiri et Benjamin Stora, CNHI, Paris, octobre 2012-mai 2013 (catalogue, p. 26).

634. Jacques DUCLOS, « Tous unis, nous abattrons le colonialisme ! », Alger, 5 juin 1949 (brochure PCA, Liberté, Alger, 1949).

635. Léon FEIX, « Le mouvement de libération nationale des peuples d'Afrique du Nord », *Cahiers du communisme*, décembre 1953.

636. « SOS Afrique du Nord », *L'Humanité-Dimanche*, 18 juillet 1954.

637. Andrée VIOLLIS, *SOS Indochine*, préface d'André Malraux, Flammarion, Paris, 1935 (seconde édition : Éditeurs français réunis, Paris, 1949).

Notes du chapitre 7 (pages 165 à 176)

638. Charles-Robert AGERON, « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *loc. cit.*

639. Laure Pitti, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 : une décennie de tournants », *in* Élyane Bressol et Michel Dreyfus (dir.), *La CGT dans les années 1950*, PUR, Rennes, 2005.

640. Voir la vidéo de la manifestation sur < Ciné-Archives.org>, < frama.link/hF6k2PWd>.

641. « Contre les provocations racistes, solidarité aux travailleurs algériens », *La Vie ouvrière*, 9 mai 1951.

642. Madeleine Riffaud, « Un 1er Mai historique ! », *La Vie ouvrière*, 2 mai 1951. Elle signe également une courte nouvelle sur le même thème, « L'accusé Saïd souriait », *La Vie ouvrière*, 16 mai 1951.

643. Daniel Kupferstein, *Les Balles du 14 juillet*, La Découverte, Paris, 2017.

644. René Gallissot, notice « M'hamed Yazid », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

645. Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.*

646. Témoignage de Mohammed Harbi, entretiens avec l'auteur, Paris, 21 juillet et 25 novembre 2017.

647. Léon Feix, note au secrétariat « sur nos relations avec l'immigration algérienne », 25 juin 1954 (AD 93, nouveau fonds

Léon Feix, 334 J 6).

648. MTLD, « Messali Hadj déporté. Des patriotes algériens assassinés », tract, 21 mai 1952 (archives Renault, cité par Laure Pitti, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 », *loc. cit.*).

649. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997.

650. Saïd Abtout, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017.

651. Hocine Aït-Ahmed, « Rapport devant le comité central élargi du PPA », décembre 1948 (cité par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, Jeune Afrique, Paris, 1981).

652. Sur cette question, voir Annie Lacroix-Riz, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington*, L'Harmattan, Paris, 1988.

653. Charles-Robert Ageron, « Les forces internationales et la décolonisation de l'Afrique du Nord », *Publications de l'École française de Rome*, vol. 95, n° 1, 1987, <frama.link/hhoJd2N->.

654. Albert Ayache, *Le Mouvement syndical au Maroc*, tome 3, *Vers l'indépendance, 1949-1956*, L'Harmattan, Paris, 1982.

655. Daniel Guérin, « Farhat Hached, l'Afrique du Nord et l'Amérique », *Tribune des peuples*, n° 1, mars-avril 1953 (repris *in Au service des colonisés*, Minuit, Paris, 1953).

656. Mathilde VON BÜLOW, « Irving Brown and ICFTU labor diplomacy during Algeria's struggle for independence, 1954-1962 », *in* Robert A. WATERS Jr. et Geert VAN GOETTHEM (dir.), *American Labor's Global Ambassadors. The International History of the AFL-CIO during the Cold War*, Palgrave Macmillan, New York, 2013.

657. Irving BROWN, « Importance du syndicalisme tunisien », *Preuves*, mars 1953 ; article sous le titre « Oui, la Tunisie nous concerne tous », *Le Populaire*, 14-17 mars 1953.

658. Cité par Mohammed HARBI, *Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie*, Christian Bourgois, Paris, 1975.

659. Charles-Robert AGERON, « Les forces internationales et la décolonisation de l'Afrique du Nord », *loc. cit.*

660. Bachir HADJ ALI, *Liberté*, Alger, 16 avril 1953 (cité par Abderrahim TALEB BENDIAB, *Écrire l'Histoire*, *op. cit*.).

661. Session des 14-15 mai 1953 du comité central du PCA (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « Comité central du PCA »).

662. La première étude sur ce massacre policier est due, en 1985, à Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*. Voir également Danielle TARTAKOWSKY, « Un 14 juillet 1953 à Paris », *in La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises*, Actes du colloque en l'honneur de Charles-Robert Ageron,

Société française d'histoire d'Outre-Mer, Paris, 2000, <c.bnf.fr/v0b> ; Maurice RAJSFUS, *1953, un 14 Juillet sanglant*, Agnès Viénot, Paris, 2003 ; Emmanuel BLANCHARD, « 14 juillet 1953 : une répression coloniale, place de la Nation », *in La Police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Nouveau Monde, Paris, 2011, p. 129-143.

Mais c'est surtout le réalisateur Daniel Kupferstein qui a permis que cet événement sorte vraiment de l'oubli, grâce à l'enquête fouillée, en France comme en Algérie, de son documentaire *Les Balles du 14 juillet 1953*, 2014, <frama.link/-6DFgJjR> ; et de son livre publié en 2017 sous le même titre à La Découverte, *op. cit.*

663. Nombreux exemples dans l'ouvrage de Daniel KUPFERSTEIN, *Les Balles du 14 juillet 1953*, *ibid.*

664. Entretien de Daniel Kupferstein avec Amar Bentoumi, Alger, 2012 (cité par Daniel KUPFERSTEIN, *Les Balles du 14 juillet 1953*, *ibid.*).

665. Danielle TARTAKOWSKY, *La Part du rêve. Histoire du 1er Mai en France*, Hachette-Littérature, Paris, 2005.

666. Léon FEIX, « Note au secrétariat », 4 mai 1954 (AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

667. Compte rendu dactylographié, AD 93, même fonds.

668. Cité par Benjamin STORA, *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France, 1912-1962*, Fayard, Paris, 1992.

669. *L'Entente*, 23 février 1936 (cité par Charles-André JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche*, Seuil, Paris, 1952).

670. Gilbert MEYNIER, « Critique de l'ouvrage de Mémoires d'Henri Alleg (2005) », *loc. cit*.

671. Albert MEMMI, *Portrait du colonisé, précédé de Portrait du colonisateur*, Buchet-Chastel, Paris, 1957.

672. *Manuel d'histoire*, Éditions sociales, Paris. Achevé d'imprimer – grimace de l'histoire – en juillet 1964, date de la mort de Thorez.

673. *Le PCF et la guerre d'Algérie. Retours sur l'histoire*, supplément à la *Lettre des relations internationales*, Publications du PCF, Paris, 2012.

674. Bachir HADJ ALI, « Essai sur la nation algérienne », *Réalités algériennes et marxisme*, revue théorique du PCA, juillet 1958 (l'étude parut sans nom d'auteur). Il faut cependant signaler que la revue théorique du PCF, les *Cahiers du communisme*, a publié cette analyse du PCA en août 1958, texte également paru en brochure autonome à l'initiative de ce même PCF.

675. Karl MARX, *Les Luttes de classes en France*, 1850.

Notes du chapitre 8 (pages 179 à 198)

676. Cette étude se fonde sur une recherche effectuée dans la revue de l'IFOP, *Sondages*, appuyée sur un article de Charles-Robert Ageron, « L'opinion française à travers les sondages », *in* Jean-Pierre Rioux (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Colloque IHTP/CNRS, 15-17 décembre 1988, Fayard, Paris, 1990 ; voir également la synthèse « De 1955 à 1959, l'évolution de l'opinion sur la situation en Algérie », *IFOP Collectors*, n° 33, novembre 2014.

677. Barbara Vignaux, « L'AFP en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 83, mars 2004.

678. Gilles Martinet, « Les maîtres de la presse française », *France Observateur*, 20 janvier 1955.

679. William G. Andrews, *French Politics and Algeria. The Process of Policy Formation*, Appleton Century Crofts, New York, 1962.

680. Les études historiques portant sur la presse de province confirment cet unanimisme. Voir par exemple Claude Déroche, *Les Ardennais et la guerre d'Algérie*, Terres ardennaises, Charleville-Mézières, 2002 ; Yves Frey, *La Guerre d'Algérie en Alsace. 1945-1965, enquête sur les combattants de l'ombre*, La Nuée bleue, Strasbourg, 2013 ; Bénédicte Ponçot, *Besançon à*

l'heure de la décolonisation. Le processus de décolonisation vu d'une ville moyenne de province, de 1945 aux années 1960, doctorat en histoire, Université de Bourgogne, École doctorale LISIT, 2016.

681. Pierre ALBERT, *La Presse française*, La Documentation française, Paris, 2004.

682. Claude PAILLAT et François PAGÈS, 16 juin 1956.

683. *Paris Match*, 31 mai 1958 ; légende en une, accompagnant une photo de musulmanes dévoilées.

684. *Jours de France*, 14 avril 1956.

685. *Jours de France*, 22 septembre 1956.

686. Marcel PÉJU, « L'affaire Maurice Audin et la presse d'"information" », *Les Temps modernes*, n° 166, décembre 1959 (cité par Patrick KESSEL, *Guerre d'Algérie. Écrits censurés, saisis, refusés, 1956-1961*, L'Harmattan, Paris, 2002).

687. Jean LARTÉGUY, *Les Centurions*, Presses de la Cité, Paris, 1960.

688. *Les Centurions*, réalisation de Mark Robson, 1965.

689. Henri ALLEG, *La Question*, Minuit, Paris, 1958. Il est vrai que le livre fut vite interdit. Mais, même en ajoutant les exemplaires qui furent diffusés sous le manteau, on est très loin des chiffres lartéguyens.

690. Lucien Rioux, « De *Bambino* à *Mustapha*, le fond sonore de la guerre », *in* Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora (dir.), *La France en guerre d'Algérie*, Musée d'Histoire contemporaine/BDIC, Paris, 1992.

691. Archives INA, <frama.link/6og0ewPv>.

692. Jean-Pierre Farkas, ancien correspondant de cette radio en Algérie, entretien avec l'auteur, Paris, 10 novembre 2017.

693. Martin Harrison, « Government and press in France during the Algerian war », *The American Political Science Review*, vol. 27, n° 2, juin 1964 (cité par Christophe Barthélémy, « Les saisies de journaux en 1958 », *in* Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora (dir.), *La France en guerre d'Algérie*, *op. cit.*).

694. Christophe Barthélémy, « Les saisies de journaux en 1958 », *loc. cit.* (ce titre est d'ailleurs trompeur, car l'auteur ne limite aucunement son étude à l'an 1958).

695. Claude Estier, *Journalistes engagés*, Le Cherche-Midi, Paris, 2011.

696. *Le Canard enchaîné*, 12 mars 1958.

697. *Le Monde*, 3 juillet 1960.

698. Jean-Pierre Farkas, blessé lors du même attentat, entretien cité avec l'auteur.

699. Pierre COURTADE, « Faites cesser la terreur » ; Roger LAMBOTTE, « En Algérie, les hameaux rasés étaient encore habités », *L'Humanité*, 24 août 1955.

700. Émilie ROCHE, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie :* Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, L'Express, France Observateur, *1954-1962*, thèse de doctorat de sciences de l'information et de la communication, Université Lumière-Lyon-II, 9 novembre 2007, <frama.link/rh_WpKPQ>.

701. Ses lettres sont publiées, après sa mort au combat, par les *Cahiers de Témoignage chrétien*, immédiatement saisis (février 1957). Outre *L'Humanité-Dimanche*, *France Observateur* (28 février) qui avait repris ce témoignage, subit le même sort.

702. Madeleine RIFFAUD, « J'ai diffamé M. Papon », *L'Humanité*, 6 mars 1961.

703. Sébastien MADAU, *La Marseillaise*, 9 avril 2014.

704. Liste établie d'après les archives de Me Paul Vienney, avocat de la presse communiste, déposées au Musée d'Histoire vivante, Montreuil.

705. René ANDRIEU, *La Guerre d'Algérie n'a pas eu lieu*, Éditions sociales, Paris, 1992.

706. Archives de l'Union des Jeunesses communistes (AD 93, Bobigny, 500 J 350).

707. *France-Soir*, 12 septembre 1952.

708. *Paris Match*, 6 novembre 1954 (voir Marie CHOMINOT, « Les débuts de la guerre d'Algérie dans l'hebdomadaire *Paris Match* », *in* Mohammed HARBI et Benjamin STORA (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004. La fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004).

709. IFOP, « De 1955 à 1959, l'évolution de l'opinion sur la situation en Algérie », *loc. cit.*

710. De Gaulle emploie l'expression le 23 août 1961 devant l'ambassadeur Hervé Alphand (Hervé ALPHAND, *L'Étonnement d'être. Journal 1939-1973*, Fayard, Paris, 1977).

711. *Le Monde*, 7 juin 1958. Il faut noter que, dans la publication des *Discours et Messages*, ce texte est absent (de Gaulle tenait à ce que seuls ses discours écrits figurent dans ses recueils).

712. Charles DE GAULLE, conférence de presse, 11 avril 1961, *in Discours et Messages*, tome 3, *Le Renouveau, 1958-1962*, Plon, Paris, 1970.

713. Jeannette VERMEERSCH, « Le problème algérien et l'intérêt national », *Cahiers du communisme*, mars 1959.

714. « Note sur les difficultés rencontrées à Nanterre par rapport au problème des Algériens », 5 novembre 1954. Ce document a été retrouvé dans les archives de la Section outre-mer du PCF, à l'appui d'une note de Léon Feix au secrétariat sur

cette question, ressentie comme grave (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

715. Cité par Françoise DE BARROS, « Les effets de la guerre d'indépendance algérienne sur des espaces politiques locaux métropolitains : représentations "coloniales", pratiques électorales et politiques publiques communales », *in* Emmanuel BELLANGER et Julian MISCHI (dir.), *Les Territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Armand Colin, Paris, 2013.

716. Cédric DAVID, *La Résorption des bidonvilles de Saint-Denis. Un nœud dans l'histoire d'une ville et de « ses » immigrés (de la fin des années 1950 à la fin des années 1970)*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université Paris-I, Centre d'histoire sociale du XX e siècle, octobre 2002 (fonds Jacques Girault, AD 93, Bobigny, 319 J 42).

717. Emmanuel BLANCHARD, « La police et les "médinas algériennes" en métropole, Argenteuil 1957-1962 », *Métropolitiques*, 2012, <frama.link/hgP9q-fx>.

718. Georges THÉVENIN, « Nos devoirs envers les travailleurs coloniaux immigrés », *loc. cit.*

719. Georges THÉVENIN, « Notre alliance avec les travailleurs algériens en France », *Cahiers du communisme*, juillet-août 1955.

720. Saïd ABTOUT, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017. Saïd Abtout ajoute : « Des années plus tard, à Prague où je

représentais le PCA, j'ai revu Marchais, qui était devenu un chef connu. Il m'a dit : "Qu'est-ce que tu fais là ?" Il n'avait pas oublié. Il ne m'aimait pas beaucoup. »

721. Voir Alexis Berdchavski, La Question *d'Henri Alleg. Un "livre-événement" dans la France en guerre d'Algérie*, Larousse, Paris, 1994.

722. René Justrabo, Lettre à l'auteur, Dijon, 27 avril 1987.

723. Laure Pitti, « Renault, la "forteresse ouvrière" à l'épreuve de la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (83), 2004.

724. Daniel Mothé, *Journal d'un ouvrier*, Minuit, Paris, 1959.

725. Commandant Hippolyte Bérenguier, *Quelques notes sur les Algériens musulmans dans le département de la Seine*, Document dactylographié, janvier 1961, 74 p. + annexes, à diffusion interne pour les services de police (APPP, Série GD 4, GA Br 50).

726. Rapport cité par Claude Déroche, *Les Ardennais et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

727. *Journal d'Aubervilliers*, 25 mai 1956. Ce meeting a fait l'objet d'un rapport de police : Direction de la police municipale, « Propagande nord-africaine, réunions publiques » (APPP, HA 33, dossier 4563).

728. Julien Lauprêtre, entretien avec l'auteur, Paris, 9 juin 2017.

729. Citée par Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.).

730. Edmond AMIABLE, « Témoignage d'un syndicaliste CGT », *in* COLLOQUE CGT, *Le rôle du syndicalisme pour la paix et l'indépendance de l'Algérie* (*L'Union*, Union régionale CGT d'Île-de-France (URIF), supplément au n° 83, décembre 2001).

731. Andrée MICHEL, *Les Travailleurs algériens en France*, Travaux du Centre d'études sociologiques, Éditions du CNRS, Paris, 1956.

732. Elle s'engagea dans un réseau de porteurs de valises (voir Marie VOGEL, « Andrée Michel, sociologue sans frontières », suivi d'un entretien avec Andrée Michel, *Travail, genre et sociétés*, vol. 22, n° 2, 2009).

733. Andrée MICHEL, « La sociologie des relations raciales », *La Pensée*, février 1960.

734. Henri KRASUCKI, « La CGT et les travailleurs algériens. Réponse à Andrée Michel », *La Pensée*, mars-avril 1960.

735. Voir notamment Maurice THOREZ, « Notion de classe et rôle historique de la classe ouvrière. Exposé présenté à la séance inaugurale de la Semaine de la pensée marxiste », *loc. cit*.

Notes du chapitre 9 (pages 199 à 212)

736. Winston CHURCHILL, « Discours au Westminster College », Fulton (Missouri), 5 mars 1946.

737. *Rapport d'André Jdanov sur la situation internationale*, présenté à la conférence d'information des neuf partis communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin septembre 1947, Imprimerie Maréchal, Paris, 1947.

738. Ronald TIERSKY, *Le Mouvement communiste en France, 1920-1972*, Fayard, Paris, 1973.

739. Edgar MORIN, *Autocritique*, *op. cit.*

740. PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « XIIIe congrès, Ivry-sur-Seine, 3-7 juin 1954 », *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juin-juillet 1954.

741. Roger MARTELLI, *Prendre sa carte, 1920-2009*, *op. cit.*

742. Guillaume QUASHIE-VAUCLIN, *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, L'Harmattan, Paris, 2009.

743. Paul LAURENT, « Rapport au congrès constitutif de l'Union des Jeunesses communistes de France », *Notre Jeunesse*, revue

de l'UJCF, numéro spécial congrès, janvier 1957 (Archives de l'UJCF, AD 93, Bobigny, 302 J 8).

744. Georges LEFRANC, *Le Mouvement syndical, de la Libération aux événements de mai-juin 1968*, Payot, Paris, 1969.

745. Maurice THOREZ, *Cahiers du communisme*, numéro spécial, mai 1950.

746. Auguste LECŒUR, « Rapport sur les effectifs, bureau politique du PCF », 14 septembre 1953 (cité par Roger MARTELLI, *Prendre sa carte, 1920-2009*, *op. cit.*).

747. Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *in* Hervé BISMUTH et Fritz TAUBERT (dir.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, Éditions universitaires de Dijon, Dijon, 2014.

748. Marius PATINAUD, « La scission RPF et la politique fasciste du gouvernement Pinay », *Cahiers du communisme*, septembre 1952.

749. « Le Parti communiste algérien », *Bulletin de l'Association d'études et d'informations politiques internationales (BEIPI)*, n° 139, 16-31 octobre 1955. Ce bulletin a été fondé en mars 1949 par Georges Albertini (1911-1983), ancien collaborateur actif, condamné à la Libération, lié au préfet Jean Baylot (1897-1976, préfet de police de Paris de 1951 à 1954), qui lui fournissait des renseignements en général justes.

750. Boualem KHALFA, Henri ALLEG et Abdelhamid BENZINE, *La Grande Aventure d'*Alger républicain, *op. cit.*

751. *Ibid.*

752. Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*

753. Michel PIGENET, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. La manifestation Ridgway*, L'Harmattan, Paris, 1992.

754. Louis ARAGON, *Blanche ou l'oubli*, Gallimard, Paris, 1967.

755. Voir Alain RUSCIO, *Les Communistes français et l'Indochine, 1945-1954*, *op. cit.*

756. « Bravo Nice ! », *La Vie ouvrière*, 23 février 1950.

757. *L'Humanité*, 2 janvier 1950.

758. *L'Humanité*, 25 janvier 1950.

759. *L'Humanité*, 28 janvier 1950.

760. Vanessa CODACCIONI, « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures et Conflits*, n° 89, printemps 2013, <frama.link/Y61cLmJR>.

761. Numéro spécial de *La Voix du peuple*, XXVIIIe congrès confédéral, *op. cit.*

762. CC du PCF, Session du 18 juin 1952, document dactylographié (Archives du PCF, 261 J 2/24).

763. Raymond Barbé, Lettre à l'auteur, Auch, 14 mars 1983.

764. Georges Serano, secrétaire du syndicat CGT des marins de Marseille, entretien avec l'auteur, Marseille, 6 juin 1981.

765. Jean-Claude Lahaxe, *Les Communistes à Marseille à l'apogée de la guerre froide (1949-1954). Organisations et militants, engagements et contre-société*, thèse de doctorat d'histoire, Publications de l'Université de Provence, Aix-en-Provence, 2002.

766. *Ibid.*

767. Michel Pigenet, « Le syndicalisme docker et la guerre d'Algérie », *L'Union*, union régionale CGT Île-de-France, numéro spécial Algérie, supplément au n° 83, décembre 2001.

768. Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

769. Cité par Robert Mencherini, « Les dockers et les guerres coloniales : les trois temps et la double articulation des luttes syndicales sur les quais de Marseille », *in* Jean Domenichino, Jean-Marie Guillon, Robert Mencherini (dir.), *Dockers, de la Méditerranée à la mer du Nord*, Édisud, Aix-en-Provence, 1999.

770. Fait rapporté par Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises. La Résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris, 1979.

771. Raymond Barbé, Lettre citée.

772. Entretien avec Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

773. Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, Éditions sociales, Paris, 1983.

774. René Mouriaux, « 1895-2003. La grève générale en France. Pratiques et débats », Institut d'histoire sociale CGT, s. d., <frama.link/bmFSaQ5B>.

775. Cité par René Mouriaux, *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, La Découverte, Paris, 1994.

776. Document dactylographié, XXXe congrès, 12-17 juin 1955 (IHS, Montreuil).

777. Charlotte Gobin, *Genre et engagement. Devenir « porteur-e de valises » en guerre d'Algérie (1954-1966)*, thèse de sociologie, université de Lyon, 2017, <frama.link/jRMg8YR9>.

778. Jacques Chevalier, Proposition n° 9668, Assemblée nationale, Annexe au PV de la séance du 29 mars 1950, *JORF*.

779. Raymond Dronne, Assemblée nationale, 31 mai 1956.

780. Jean Dides, même séance.

781. Jean Dides, question n° 3497, Assemblée nationale, 16 octobre 1956, *JORF*.

782. Gilles Morin, « Les communistes et Jules Moch, représentations et pratiques en temps de guerre froide », *in* Philippe Buton *et al.* (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, CNRS Éditions, Paris, 2014.

783. Michel Debré, Assemblée nationale, 9 juin 1959.

784. Le *Bulletin mensuel de renseignements sur l'ennemi intérieur* est consultable au Service historique de la Défense (Château de Vincennes, Sous-série GR 4 U, Inventaire des archives des régions militaires) ; voir Olivier Buttner et Annie Martin, « Imaginaires de guerre : l'ennemi intérieur en guerre froide. France années 1950 », *in* Philippe Buton *et al.* (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, *op. cit.*

785. André Narritsens, « 1956, la CGT et la Hongrie », *Cahiers d'Histoire sociale*, IHS-CGT, août 2001.

Notes du chapitre 10 (pages 213 à 244)

786. Ouanassa Siari Tengour, « Dits et non-dits dans les mémoires de quelques acteurs de la guerre d'Algérie », CRASC, Oran, 2015, <frama.link/MY33ws02>.

787. Cité par Yves Courrière, *La Guerre d'Algérie*, tome 1, *Les Fils de la Toussaint*, Fayard, Paris, 1968.

788. *Le Monde*, 2 novembre 1962.

789. Lakhdar BENTOBAL, « Conférence aux cadres du FLN du Maroc et de Tunisie », 5 février 1960 (cité par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

790. François Mitterrand, Chambre des députés, 12 novembre 1954.

791. Jean-Charles JAUFFRET (dir.), *La Guerre d'Algérie par les documents*, tome 2, *Les Portes de la guerre, 1946-1954*, Service historique de l'Armée de terre, Vincennes, 1998.

792. « Histoires Aïn Sefra-ville », article non signé, *Encyclopédie de l'Afrique du Nord, 1830-1962*, < encyclopedie-afn.org>, 4 mai 2010.

793. Jean-François MENDEZ, « C'était la veille de la Toussaint 1954 », < Algerie-française.org>, 2010, < frama.link/ZCHbrHWq>.

794. Voir Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, Paris, 2002.

795. Mohamed LEBJAOUI, *Vérités sur la révolution algérienne*, ANEP, Alger, 2005.

796. Amar OUZEGANE, *Le Meilleur Combat*, *op. cit*.

797. *Ibid.*

798. Benjamin STORA, « La différenciation entre le FLN et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955). Contribution à

l'histoire intérieure de la révolution algérienne », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 26, n° 1, 1983.

799. Mohammed HARBI, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *1945-1962*, La Découverte, Paris, 2001.

800. *L'Écho d'Alger*, 6 novembre 1954 (cité par Benjamin STORA, *loc. cit.*).

801. *L'Écho d'Alger*, 3 novembre 1954.

802. André LEVEUF, *Le Monde*, 4 novembre 1954.

803. René JANON, *Le Figaro*, 6 novembre 1954.

804. Jean-Louis PLANCHE, « De la solidarité militante à l'affrontement armé : MNA et FLN à Alger, 1954-1955 », *in* Jean-Charles JAUFFRET et Maurice VAÏSSE (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Complexe, Bruxelles, 2001.

805. *L'Année politique 1954*, PUF, Paris, 1954.

806. Général Paul CHERRIÈRE, « Les débuts de l'insurrection algérienne », *Revue de Défense nationale*, décembre 1956.

807. François MITTERRAND, Conseil de la République, 24 novembre 1954.

808. Général Paul CHERRIÈRE, « Les débuts de l'insurrection algérienne », *loc. cit.*

809. William G. ANDREWS, *French Politics and Algeria*, *op. cit.*

810. François MITTERRAND, « Discours à Alger », 16 octobre 1954, *L'Écho d'Alger*, 17-18 octobre 1954.

811. Pierre MENDÈS FRANCE, Assemblée nationale, 12 novembre 1954, <frama.link/9jkN_0XZ>.

812. La première référence retrouvée par nous de cette phrase célèbre se trouve dans *Le Figaro*, 6-7 novembre 1954 (voir *infra* la citation complète).

813. Jules ROMAINS, « Afrique du Nord », *L'Aurore*, 11 novembre 1954.

814. Charles-André JULIEN, « Les rendez-vous manqués de la France avec l'Algérie », *Témoignage chrétien*, 12 novembre 1954.

815. André MANDOUZE, *La Quinzaine*, 15 novembre 1954 (cité *in André Mandouze. Un chrétien dans son siècle. De Résistance en résistances*, Textes choisis et présentés par Olivier Aurenche et Martine Sevegrand, Karthala, Paris, 2007).

816. Jean-Marie DOMENACH, *in* « Journal à plusieurs voix », *Esprit*, décembre 1954.

817. Ferhat ABBAS, « Éléments constitutifs d'une politique FLN », 29 juillet 1958 (cité par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

818. Ce développement d'après Anne DULPHY, « La guerre d'Algérie dans les relations franco-espagnoles », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 71, n° 2, 2005.

819. Luis GONZALEZ-MATA, *Cygne. Mémoires d'un agent secret*, Grasset, Paris, 1976.

820. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

821. Première publication, à notre connaissance, dans une brochure clandestine du PCA, *Pour une nation algérienne libre, souveraine et heureuse*, CC du PCA, sans date (1957). Voir *infra*, chapitre 15, le texte plus complet.

822. Richard NIXON, « The emergence of Africa », *Department of State Bulletin*, vol. 36, n° 930, 22 avril 1957.

823. Cité par Fredj MAATOUG, « John F. Kennedy, la France et l'Algérie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 224, n° 4, 2006.

824. Voir Frédéric CHARPIER, *La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Seuil, Paris, 2008.

825. Témoignage de Boualem Bourouiba, membre fondateur de l'UGTA, *El Watan*, Alger, 19 février 2005.

826. Irvin M. WALL, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, Soleb, Paris, 2006 (édition américaine, 2001).

827. « À Alger où elle est arrivée hier, une délégation de la CISL conduite par M. Irving Brown, a été reçue à la Casbah par l'UGTA. Le président Ben Khedda lui a accordé son audience » (*La Dépêche quotidienne*, Alger, 10 juillet 1962).

828. Commission exécutive de l'UGTA, « Les raisons de notre affiliation à la CISL », *L'Ouvrier algérien*, 6 juin 1956.

829. « La CISL accepte l'adhésion de l'UGTA », *Franc-Tireur*, 9 juillet 1956.

830. « Meeting intersyndical à Tunis sous le signe de l'unité nord-africaine. MM. Oldenbroeck et Irving Brown attaquent violemment la politique française en Algérie », *Le Monde*, 26 mars 1957.

831. Jean Baby, *Critique de base. Le PCF entre le passé et l'avenir*, Maspero, Paris, 1960.

832. Abdelhafid Boussouf, « Mission libératrice de l'ALN », *El Moudjahid*, n° 2, juillet 1956 (*in* collection reliée, imprimée à Belgrade en 1962, vol. 1).

833. Cité par Ali Haroun, *La VIIe Wilaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Seuil, Paris, 1986.

834. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, *op. cit*.

835. Léon Feix, deux notes au secrétariat sur la situation du MTLD, 4 mai et 4 septembre 1954 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

836. René Gallissot, notice « Omar, Saïd Belouachrani », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

837. La version communo-cégétiste de ces incidents figure dans *L'Humanité* (« Un incident regrettable », 2 mai 1955) et dans plusieurs numéros de suite de *La Vie ouvrière* à partir du 3 mai. Les trotskistes du PCI consacrèrent un numéro de *La Vérité* à dénoncer cette attitude (6 mai 1955) (CERMTRI). On peut également se reporter à un récit sobre, non partisan, dans *France Observateur*, 5 mai 1955.

838. Entretien d'Élie Mignot avec Henri Alleg et Henri Douzon, *loc. cit.*

839. Jacques DE BONIS, « À la recherche du dernier quart d'heure », *in* Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 3, *op. cit.*

840. Mohammed HARBI, entretiens avec l'auteur, Paris, 21 juillet et 25 novembre 2017.

841. *Ibid.*

842. D'après l'entretien accordé à Claude LECOMTE, « Le 1er novembre 1954 à la Section coloniale du PCF », *L'Humanité*, 29 octobre 1984.

843. Omar BOUDAOUD, témoignage *in* Jean-Luc EINAUDI, *Octobre 1961 : un massacre à Paris*, Fayard, Paris, 2001.

844. Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya*, *op. cit*.

845. Mohammed HARBI, entretiens cités.

846. *Le Monde*, 20 mars 1962 (cité par Charles-Robert AGERON, « Les Français devant la guerre civile algérienne », *in* Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, Paris, 1990).

847. Paul-Marie ATGER, « Le Mouvement national algérien à Lyon. Vie, mort et renaissance pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 104, avril 2009.

848. Charles-Robert AGERON, « Les Français devant la guerre civile algérienne », *loc. cit*.

849. *Ibid.*

850. Guillaume D'HOOP, *Les Algériens sous le prisme des faits divers*, L'Harmattan, Paris, 2011.

851. Jean RONY, *Trente Ans de Parti. Un communiste se souvient*, Christian Bourgois, Paris, 1978.

852. *La Voix du Nord*, 20 juillet 1957 (cité par Annie DEPERCHIN et Arnaud LECOMPTE, « Les crimes commis par les Algériens en métropole devant la cour d'assises du Nord, 1954-1962 », *Histoire de la justice*, vol. 16, n° 1, 2005).

853. Note au secrétariat, 17 juin 1957 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

854. *L'Humanité*, 17 juin et 11 juillet 1957.

855. *France Observateur*, 31 octobre 1957.

856. *La Vérité*, PCI, 17 octobre 1957 (CERMTRI).

857. Mohammed HARBI, entretien avec l'auteur, Paris, 25 novembre 2017.

858. « Les attentats en France et l'échec de la campagne anti-FLN », *El Moudjahid*, n° 12, 15 novembre 1957 (d'après la collection reliée, imprimée à Belgrade en deux volumes en 1962).

859. « Les intellectuels et les démocrates français devant la Révolution algérienne », *El Moudjahid*, n° 14, 15 décembre 1957 (même source).

860. Enregistrements sonores, 4 octobre 1958 (Archives du PCF, 4 AV 179/189).

861. Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit*.

862. *Ibid.*

863. D'après les chiffres de la police, cités par Linda AMIRI, « Les relations entre le FLN et le MNA en métropole », *Cahiers d'histoire sociale*, n° 23, printemps-été 2004.

864. Toutes les citations sont tirées des lettres de réponses des responsables d'unions départementales, entre le 6 février et le 13 mars 1957 : Arthur Buchmann, Moselle ; G. Charreton, Isère ; J. Colas, Calvados ; M. Colombini, Bouches-du-Rhône ; R. Desgrand, Rhône ; Jean Dréan, Seine-et-Oise ; R. Marzi,

Ardennes ; R. Rousselot, Loire-Inférieure (Fonds Marcel Dufriche, IHS-CGT, Montreuil, 16 B 1/52).

865. Jacques SIMON, « L'Amicale des Algériens : la police politique du FLN en France », *Le Soir d'Algérie*, 31 janvier 2012.

866. « Développer la solidarité entre travailleurs français et algériens », *L'Humanité*, article non signé, 5 mars 1958.

867. Léon FEIX, « Les travailleurs algériens et nous », *L'Humanité*, 5 mars 1958.

868. Cité par Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

869. Michel MULLER, entretien avec l'auteur, Saint-Denis, 29 août 2017.

870. Maguy et Martin VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

871. Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

872. Toutes les citations qui suivent *in* Enregistrements sonores, 15 janvier 1958 (Archives du PCF, 4 AV 3760). Nous avons respecté le langage parlé.

873. Lettre personnelle de Léon Feix à Maurice Thorez, 25 avril 1958 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

874. Didar Fawzy-Rossano, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990). Du Caire à Alger, Paris et Genève. Lettre aux miens*, L'Harmattan, Paris, 1997.

875. Pierre Vidal-Naquet, entretien, septembre 1970 (*in* Rachid Ouïssa (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, Casbah, Alger, 2009).

876. Récit *in* Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

877. Mohammed Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *op. cit.*

878. *Ibid.*

879. Mohamed Lebjaoui, *Vérités sur la révolution algérienne*, *op. cit.*

880. *Ibid.*

881. Daho Djerbal, *L'Organisation spéciale de la Fédération de France du FLN. Histoire de la lutte armée du FLN en France (1956-1962*), Chihab, Alger, 2012.

882. Mohammed Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *op. cit.*

883. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

884. Saïd Abtout, entretien avec l'auteur, Malakoff, 15 février 2017.

885. Roger FALIGOT et Pascal KROP, *DST Police secrète*, Flammarion, Paris, 1999.

886. Ahmed BOUMENDJEL, « Rapport politique du GPRA », août 1959 (cité par Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

887. APPP, Procès-verbal de la réunion du 24 septembre 1958 (cité par Linda AMIRI, *La Bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, Paris, 2004).

888. « À Paris, rafles monstres de travailleurs algériens », *L'Humanité*, 29 août 1958.

889. *L'Humanité*, 11 septembre 1958.

890. *L'Humanité*, 2 septembre 1958.

891. Toutes ces citations in Enregistrements sonores, 4 octobre 1958 (Archives du PCF, 4 AV 179/189). Nous avons respecté le langage parlé.

892. « Les travailleurs algériens et l'Occident », *El Moudjahid*, n° 31, novembre 1958 (*in* collection reliée, imprimée à Belgrade en 1962, vol. 1).

893. « Aux origines de l'amitié algéro-chinoise. Des fellaghas à Pékin », *Le Soir d'Algérie*, 20 février 2017.

894. Jean-Luc EINAUDI, *Octobre 1961 : un massacre à Paris*, Fayard, Paris, 2001.

Notes du chapitre 11 (pages 245 à 265)

895. D'après l'entretien accordé par ces trois derniers à Claude Lecomte, « Le 1er novembre 1954 à la Section coloniale du PCF », *L'Humanité*, 29 octobre 1984.

896. D'après les mêmes témoignages. Mais nous n'avons pas retrouvé de trace de cette seconde réunion.

897. « S'apprête-t-on à étendre les mesures de guerre à l'Algérie ? », *L'Humanité*, 18 octobre 1954.

898. Document dactylographié, 1982 (Archives Musée d'histoire vivante, Fonds Louis Odru, Montreuil).

899. *L'Humanité*, 6 novembre 1954.

900. Secrétariat, 8 novembre 1954 (Archives du PCF, 261 J 4/14).

901. Mohamed LEBJAOUI, *Vérités sur la révolution algérienne*, *op. cit.*

902. Claude BOURDET, « Le carrefour du Maghreb », *France Observateur*, 4 novembre 1954.

903. Léon FEIX, « Note au secrétariat du PCF », 15 décembre 1954 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

904. « Note sur les positions politiques des Algériens de chez Renault » (manuscrite, non signée), 15 décembre 1954, envoyée à Léon Feix (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

905. Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale*, *op. cit.*

906. André Akoun, *Né à Oran. Autobiographie en troisième personne*, Bouchène, Saint-Denis, 2004.

907. Mémoires publiés sous le pseudonyme de Claude Adida, *Les Aventures d'Oreste* (cité par Pierre-Jean Le Foll-Luciani, « Saisir les héritages de la guerre par une entrée minoritaire : autour des mémoires de guerre de militants anticolonialistes juifs algériens », *L'Esprit créateur*, vol. 54, n° 4, 2014, p. 37-50, <frama.link/kn1XhJgc>).

908. Sadek Hadjeres, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017 ; même témoignage chez Raymond Hannon, membre du PCA, lettre manuscrite, 3 octobre 2004 (Archives CN du PCF, dossier « Algérie-groupe de travail-Jacques Fath »).

909. Robert Lambotte, « Quinze jours au Maroc où gronde la colère », *L'Humanité*, 8 septembre 1953 et jours suivants.

910. Robert Ballanger, Assemblée nationale, 12 novembre 1954.

911. Robert Ballanger, Assemblée nationale, 10 décembre 1954.

912. Claude Bourdet, « Votre Gestapo d'Algérie », *France Observateur*, 13 janvier 1955.

913. Lettre d'un soldat en Algérie, *L'Humanité*, 4 janvier 1955.

914. Raymond GUYOT, Assemblée nationale, 2 février 1955.

915. Poème plus connu sous le titre « L'affiche rouge », depuis sa mise en musique par Léo Ferré en 1959.

916. Madeleine RIFFAUD, « Le pont de l'amitié », *La Défense*, 1er novembre 1954.

917. « La vie du Secours populaire. Bouches-du-Rhône », *La Défense*, 1er décembre 1954.

918. Cette présence sera, pour certains auteurs partisans de l'Algérie française, la preuve irréfutable que le communisme international était bien le grand manipulateur de l'insurrection.

919. Loi nº 55-385 du 3 avril 1955. Les députés communistes, socialistes et UDSR ont voté contre (voir Sylvie THÉNAULT, « L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi », *Le Mouvement social*, n° 218, janvier 2007).

920. *Le Monde*, 11 mai 1955.

921. Claude BOURDET, « Vers la guerre d'Algérie ? », *France Observateur*, 26 mai 1955.

922. Léon FEIX, lettre au secrétariat du PCF, 15 décembre 1954 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

923. Cité par « Revue des journaux de cellules », *France nouvelle*, 11 décembre 1954.

924. Rapports des 12 novembre 1954, 20 janvier, 4 et 10 février 1955 (cités par Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste : Raymond Guyot, un dirigeant du PCF*, thèse de doctorat d'histoire, Paris-XIII, 2009).

925. « La situation en Afrique du Nord et l'activité du Parti parmi les travailleurs algériens en France », Archives du PCF, bureau politique, réunion du 15 février 1955 (Archives du PCF, 261 J 4/12).

926. Jacques DUCLOS, « Amnistie ! », *L'Humanité*, 5 juillet 1955.

927. « Raids aériens, villages incendiés, camps de concentration et exécutions », *L'Humanité*, 6 juin 1955.

928. Cent vingt-trois morts, d'après l'étude de Claire MAUSS-COPEAUX, *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Payot, Paris, 2011.

929. 7 500 morts, selon Claire MAUSS-COPEAUX, *ibid.*

930. Jean MÉZERETTE et Jean DURIEUX, « Fureur sur l'Afrique du Nord », *Paris Match*, 3 septembre 1955.

931. Robert LAMBOTTE, « Les événements du Constantinois », *L'Humanité*, 22 août 1955.

932. *Regards*, n° 393, août 1955.

933. Jean Bruhat, « Petite histoire (véridique) de la conquête de l'Algérie », *ibid.*

934. Voir la reproduction *in* Fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF). Également reproduite in *France nouvelle*, 26 mars 1955.

935. *France nouvelle*, 17 septembre 1955.

936. *France nouvelle*, 1er octobre 1955.

937. *Ibid.*

938. Archives de la police, citées par Bénédicte Ponçot, *Besançon à l'heure de la décolonisation, op. cit.*

939. Fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55).

940. *Ibid.*

941. Voir Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris-VIII, Saint-Denis, 2007 ; Clément Grenier, « La protestation des rappelés en 1955, un mouvement d'indiscipline dans la guerre d'Algérie », *Le Mouvement social*, vol. 218, n° 1, 2007.

942. *L'Humanité*, 27 août, 2 et 3 septembre 1955.

943. « 2 000 "rappelés" manifestent à la gare de l'Est », *L'Humanité*, 2 septembre 1955.

944. Particulièrement bien étudiée par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

945. *Ibid.*

946. Tout ce récit d'après R. GUIBERT, « L'exemple de Rouen », *L'Avant-Garde*, tiré à part spécial, 19 octobre 1955 ; puis étude de Clément GRENIER, « La protestation des rappelés en 1955… », *loc. cit.*

947. Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

948. Clément GRENIER, « La protestation des rappelés en 1955… », *loc. cit.*

949. Voir Guillaume QUASHIE-VAUCLIN, *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, L'Harmattan, Paris, 2009.

950. Tract ronéoté, 1 500 à 2 000 exemplaires saisis. Rapport du commissaire du XIVe arrondissement, 12 septembre 1955 (APPP, HA 33, dossier 4560-120-131-0, « Envoi du contingent en Algérie. Manifestations et incidents lors de l'acheminement des troupes, 1955-1960 »).

951. *Ibid.*

952. Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, CNRS Éditions, Paris, 2013.

953. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de police, 21 septembre 1955 (citée par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*).

954. *France nouvelle*, 17 septembre 1955.

955. Pourtant non recensée par Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit.*

956. Jean VENDART, entretien avec l'auteur, Paris, 5 janvier 2017.

957. *L'Humanité*, 3 octobre 1955, photo en une.

958. *La Voix de l'Est*, 6 octobre 1955, photo représentant une quille géante montée sur un véhicule.

959. *L'Humanité*, 5 octobre 1955.

960. *L'Humanité*, 20 octobre 1955.

961. *L'Humanité*, 16 octobre 1955.

962. Cité par Charlotte GOBIN, *Genre et engagement*, *op. cit.*

963. Marcel DUFRICHE, « Lettre aux secrétaires généraux de fédérations », document dactylographié à en-tête, dossier « Préparation XXXe congrès CGT, Paris, 12-17 juin 1955 » (Fonds Marcel Dufriche, IHS-CGT, Montreuil).

964. Document dactylographié, XXXe congrès, 12-17 juin 1955 (Fonds Marcel Dufriche, IHS-CGT, Montreuil).

Notes du chapitre 12 (pages 266 à 279)

965. Voir les Mémoires de Jean GALLAND, *En Algérie, « du temps de la France », 1950-1955*, Tirésias, Paris, 1998.

966. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

967. Cité par Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*

968. Cité par Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, L'Harmattan, Paris, 1997.

969. André MOINE, *Regards critiques et dialogues d'un communiste avec son passé, les Algériens, les chrétiens*, L'Étincelle, Le Boucaun, 1986.

970. Sadek HADJERÈS, entretien cité.

971. « Une déclaration du bureau politique du PC algérien », *Liberté*, Alger, 4 novembre 1954.

972. Saïd BOUAMAMA, *Algérie, les racines de l'intégrisme*, EPO, Bruxelles-Anvers, 2000. L'auteur précise à juste raison que les accusations contre la position initiale du PCA viennent d'une confusion, volontaire ou non, entre les textes du PCA (2 novembre) et du PCF (8 novembre).

973. « La seule solution, faire droit aux légitimes aspirations du peuple algérien », *Liberté*, Alger, 4 novembre 1954.

974. Nordine Boulhaïs, *Des harkis berbères, des Aurès au nord de la France*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2002 ; voir également Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, *op. cit.*

975. Jean-Luc Einaudi, *Un Algérien. Maurice Laban*, *op. cit.*

976. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

977. Sadek Hadjerès, entretien cité du 3 février 2017.

978. « Une déclaration du bureau politique du PC algérien », *Liberté*, Alger, 14 novembre 1954.

979. Jacqueline Guerroudj, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

980. Daniel Timsit, *Récit de la longue patience. Journal de prison, 1956-1962*, Flammarion/Bouchène, Paris, 2002.

981. Henri Alleg, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

982. Note de renseignement, Alger, 10 novembre 1954 (ANOM ; gouvernement général d'Algérie (GGA) 10 CAB 2 ; cité par Pierre-Jean Le Foll-Luciani, « Algérianisation et radicalisation : les étudiants communistes de l'université d'Alger (1946-1956) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 126, 2015).

983. Note de la PRG de Blida, 12 novembre 1954 (ANOM GGA 10 CAB 2 ; cité par Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *ibid.*).

984. Abdelkader GUERROUDJ, « Voici venu le temps des imposteurs », *El Watan*, Alger, 24 avril 2017.

985. Cité par Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, *op. cit.*

986. *Liberté*, Alger, 17 février 1955.

987. Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, tome 1, *op. cit.*

988. Une reconstitution de cette séance est possible grâce à deux sources concordantes : « Texte reconstitué de l'intervention de Moine au BP du 2 mai 1955 » (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « Cadres », sous-chemise « bureau politique ») ; « Document saisi lors de l'arrestation de M. Caballero », photocopie des notes manuscrites du dirigeant communiste, *in* Courrier de M. le général Cherrière à M. le général d'armée, inspecteur des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, 2 juillet 1955 (SHD, Vincennes, 1 H 1719/2).

989. Dossier « comité central du PCA », sous-dossier « 1955, CC du 8 mai » (Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J 1).

990. Le document n'est pas signé, mais il est porté à la main le nom d'Akkache sur le sous-dossier.

991. « Essai sur l'histoire du mouvement ouvrier algérien de 1920 à 1954 », *Révolution socialiste*, n° 7, PAGS, s.l.n.d.

992. Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, « Un microcosme de l'Algérie nouvelle ? Le Parti communiste algérien clandestin à Constantine pendant la guerre d'indépendance (1954-1962) », *Atala. Cultures et sciences humaines*, 2013.

993. Serge KASTELL, *Le Maquis rouge. L'aspirant Maillot et la guerre d'Algérie, 1956*, L'Harmattan, Paris, 1997.

994. *Ibid.*

995. Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 2001.

996. René GALLISSOT, notice « Guy Drouillard », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit.*

997. « Plusieurs membres de notre parti arrêtés dans l'Aurès », *Liberté*, Alger, 9 décembre 1954.

998. « Un mois de prison pour notre camarade Martinez », même numéro.

999. « Nos camarades Alice Sportisse et Pierre Fayet interviennent auprès du ministre de l'Intérieur », *Liberté*, Alger, 25 novembre 1954.

1000. « Un grand procès politique », *Liberté*, Alger, 16 décembre 1954.

1001. *Ibid.*

1002. « Henri Alleg inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État », *Liberté*, Alger, 25 novembre 1954.

1003. *L'Humanité*, 3 janvier 1955.

1004. 24, 29, 31 mars, 1er avril, 28 avril 1955 (cité par Guillaume LAISNE, *Engagements d'un quotidien en société coloniale*, *op. cit.*).

1005. *Ibid.*

1006. Roger PARET, « L'Algérie au régime des otages », *France Observateur*, 14 juillet 1955.

1007. « Démocrates algériens et français doivent obtenir vendredi la libération du directeur d'*Alger républicain* et de ses collaborateurs », *L'Humanité*, 14 juillet 1955.

1008. Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

1009. Roger PARET, « L'Algérie au régime des otages », *loc. cit.*

1010. Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

1011. *Ibid.*

1012. *Liberté*, Alger, n° 1, sans date (daté par nous d'après le titre de l'article leader : « Trois semaines après… ») (Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse »).

1013. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

1014. Jean-Louis PLANCHE, « De la solidarité militante à l'affrontement armé : MNA et FLN à Alger, 1954-1955 », *loc. cit.*

1015. Lucette HADJ ALI, *Itinéraire d'une militante algérienne (1945-1962)*, Éditions du Tell, Blida, 2011 ; citée sur *Socialgerie.net*, <frama.link/Gpuh_S2c>.

1016. Rachid KHETTAB, *Frères et compagnons. Dictionnaire biographique d'Algériens d'origine européenne et juive et la guerre de libération (1954-1962)*, Dar Khettab, Alger, 2012.

1017. Jean-Louis MASSEBŒUF, *Jean Sadek Massebœuf, itinéraire d'un médecin algérien*, *op. cit.*

1018. Voir son émouvante déclaration lors de la première audience, *La Pensée*, n° 77, novembre 1957.

Notes du chapitre 13 (pages 280 à 290)

1019. Denise MALDIDIER, *Analyse linguistique du vocabulaire politique de la guerre d'Algérie d'après six quotidiens parisiens*, thèse de troisième cycle, université Paris X-Nanterre, 1969, <frama.link/xgRDNAy6>.

1020. « Un menaçant plaidoyer de M. Mitterrand », *L'Humanité*, 8 novembre.

1021. Assemblée nationale, 24 novembre 1954, *JORF*.

1022. Robert Franck, « Sous la casquette du père Bugeaud », *L'Avant-Garde*, 16 février 1955.

1023. Madeleine Riffaud, « La tragédie algérienne », *La Vie ouvrière*, 6, 13 et 20 mars 1956.

1024. Marcel Égretaud, « Français à part entière ? », *L'Humanité*, 24 juin 1958.

1025. « J'étais médecin militaire », *France nouvelle*, 12 novembre 1959.

1026. Léon Feix, « Note au secrétariat », 21 février 1956 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

1027. « Quelques idées sur la nation algérienne », document dactylographié, non signé, 1er février 1958 (Archives du PCF, fonds Léon Feix, 334 J 1, dossiers divers concernant l'Afrique du Nord, sous-dossier « Léon Feix »). Ce texte est repris plus complètement *infra*.

1028. « "Notre" colon, 20 000 hectares, trois avions », *L'Humanité*, rubrique « Le coin du soldat », 29 décembre 1956.

1029. *L'Humanité*, rubrique « Le coin du soldat », 30 juillet 1955.

1030. *L'Humanité*, 29 décembre 1956.

1031. *L'Humanité*, rubrique « Le coin du soldat », 15 décembre 1956.

1032. Émilie ROCHE, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1033. *L'Humanité*, 9 juillet 1960.

1034. *L'Humanité*, une pleine page, 26 février 1957.

1035. « Deux Algériens guillotinés », *L'Humanité*, 20 juin 1956.

1036. Marie PERROT, *L'Humanité*, 8 novembre 1954.

1037. Fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF).

1038. « Les députés fascistes Le Pen et Demarquet : "Nous avons participé nous-mêmes à des "interrogatoires" en Algérie" », *L'Humanité*, 27 mai 1957.

1039. Robert LAMBOTTE, *L'Humanité*, 6 octobre 1956.

1040. *L'Humanité*, 2 avril 1957.

1041. *L'Humanité*, 19 novembre 1957 (il s'agit de la plainte de Boualem Khalfa, dirigeant du PCA, et de la dénonciation de la mort sous la torture de Ben Miloud, ancien conseiller général d'Oran).

1042. Cités par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.* Nombreux autres exemples dans le même travail.

1043. *L'Avant-Garde*, 3 avril 1957.

1044. Publication des Jeunesses communistes, sans date (second semestre 1957).

1045. Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

1046. *L'Humanité*, 14 mai 1956.

1047. *L'Humanité*, 20 juin 1956.

1048. André BEAUGENCY, « L'Algérie après huit mois de pacification », premier article, *L'Humanité*, 9 décembre 1956.

1049. *Ibid*., second article, 11 décembre 1956.

1050. *L'Humanité*, 18 septembre 1956.

1051. Léon FEIX, *L'Humanité*, 25 septembre 1956.

1052. Madeleine RIFFAUD, « Les haïks rouges » (allusion aux voiles des femmes algériennes tachés de sang), *L'Humanité,* 12 décembre 1960.

1053. Jacques DUCLOS, *L'Humanité*, 1er juin 1956.

1054. Yves MOREAU, *L'Humanité*, 21 juillet 1956.

1055. Fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF).

1056. André WURMSER, « Aujourd'hui, le procès de Léo Figuères », *L'Humanité*, 17 janvier 1957.

1057. Affiche de 1957, *in* Fonds Affiches du PCF, 1945-1962.

1058. Yves Moreau, « Un enjeu national », *L'Humanité*, 31 mai 1956.

1059. Maurice Moissonnier, « Les relations économiques entre la France et l'Algérie », *L'Humanité*, 6 juin 1956.

1060. Affichette de 1957, *in* Fonds Affiches du PCF, 1945-1962.

1061. *La Vie ouvrière*, 17 février 1960.

1062. *L'Avant-Garde*, 5 juin 1956.

1063. Georges Séguy, *L'Humanité*, 8 octobre 1958.

1064. Cité par Nicolas Hatzfeld, « Les syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux : un modèle renouvelé (1948-1963) », *in* Élyane Bressol *et al.* (dir.), *La CGT dans les années 1950*, PUR, Rennes, 2005

1065. « Les combattants algériens et les travailleurs français ont le même ennemi : l'impérialisme français », *Tribune de discussion*, n° 8, mars 1957.

1066. Appel d'un Comité des mères et femmes de soldats du IXe arrondissement de Paris (Archives du PCF, 261 J 9/5).

1067. Union des femmes françaises, « Appel à toutes les mères de Montreuil qui ont un fils soldat ou conscrit », 16 décembre 1959 (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil).

1068. *France nouvelle*, 15 septembre 1956.

1069. Reproduction de cette affiche dans *La Vie ouvrière*, 29 juin 1960.

1070. L. Auroux, commissaire principal de Gentilly, « Envoi du contingent en Algérie. Obsèques de militaires tués au combat, 1956-1961 », rapport, juin 1960 (APPP, HA 33, dossier 4560-134).

1071. Nombreux exemples dans *La Voix populaire*, hebdomadaire cité.

1072. Hélène Fraye-Ouanas et Sylviane Viscogliosi, *Étrangers et Français musulmans d'Algérie à Saint-Denis de 1945 à 1962. Immigration et intégration*, thèse de doctorat d'histoire du monde contemporain, université Paris X-Nanterre, UER Sciences sociales et administration, septembre 2003 (fonds Jacques Girault, AD 93, Bobigny, 319 J 46).

1073. *La Marseillaise-Dimanche*, 30 avril 1961.

1074. Toutes les citations qui suivent in *La Voix de l'Est* (banlieue nord-est, correspondant au département actuel de la Seine-Saint-Denis).

Notes du chapitre 14 (pages 291 à 311)

1075. Dominique Desanti, *Les Staliniens. Une expérience politique, 1944-1956*, Fayard, Paris, 1975.

1076. René Dazy, *La Partie et le Tout. Le PCF et la guerre franco-algérienne*, Syllepse, Paris, 1990.

1077. Jean-Louis Hurst, cité par Martin Evans, *Mémoires de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, Paris, 2007.

1078. *L'Humanité*, 6 novembre 1954.

1079. Marie Perrot, *L'Humanité*, 14 novembre 1954.

1080. Raymond Guyot, Assemblée nationale, deuxième séance du 2 février 1955, *JORF*, p. 632.

1081. Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6.

1082. Propos rapportés par André Moine, *Ma guerre d'Algérie*, *op. cit*.

1083. Ce développement d'après Sadek Hadjerès, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

1084. Larbi Bouhali, « La lutte des patriotes algériens contre le régime colonial », *Paix et Démocratie. Hebdomadaire*

d'informations politiques, Vincennes, 3 juin 1955.

1085. Jeannette VERMEERSCH, « L'organisation du front unique de la classe ouvrière », *France nouvelle*, 11 juin 1955.

1086. Marcel CACHIN, « En Algérie », *L'Humanité*, 13 juin 1955.

1087. René HENRI, « Un témoignage : ce que j'ai vu en Algérie », *L'Avant-Garde*, 3 juillet 1955.

1088. Jean FAUCHER, « Pas un soldat du contingent pour la guerre en Algérie », *L'Avant-Garde*, 14 juillet 1955.

1089. PCF, *L'Humanité*, 23 août 1955.

1090. Fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55/6).

1091. MAZZA, « Fraternellement unis, les travailleurs français et algériens préparent le XXXe congrès », 20 mai 1955 (cité par Anissa BOUAYED, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.).

1092. « En finir avec la répression en Algérie ! », *La Vie ouvrière*, 5 juillet 1955.

1093. Alain LE LEAP, « Guerre ou paix en Algérie. Enquête et conclusions sur le problème algérien », *Les Études du peuple*, n° 501, Paris, 15 février 1956.

1094. Alain LE LEAP, *Données sur le problème algérien*, brochure de la CGT, Paris, 15 avril 1956.

1095. Marcel SERVIN, « La situation politique et les tâches du Parti », *France nouvelle*, 3 septembre 1955.

1096. Marcel CACHIN, première séance du 4 octobre 1955, *JORF*, p. 4755.

1097. Jacques DUCLOS, deuxième séance du 11 octobre 1955, *JORF*, p. 5006-5010.

1098. *Ibid.*, p. 5009.

1099. 12 octobre 1955. Texte reproduit *in* Maurice THOREZ, Jacques DUCLOS et François BILLOUX, *La France et l'Afrique du Nord*, brochure Éd. France nouvelle, s. d. (1955). On sait que la publication de petites brochures, à l'époque, était un moyen pour les directions de populariser leurs thèses en direction de l'appareil et des militants. Le fait de reprendre le texte de Duclos était donc un signe envoyé au parti.

1100. Deuxième séance du 13 octobre 1955, *JORF*, p. 5101.

1101. *L'Humanité*, 14 octobre 1955.

1102. Étienne FAJON, Discours prononcé le 13 avril 1956 à l'assemblée des communistes de la région parisienne, salle des métallurgistes à Paris, brochure *La Lutte pour la paix en Algérie*, Éd. du PCF, 1956.

1103. Maurice THOREZ, *L'Humanité*, 14 mai 1956.

1104. « Voici ce que Maurice Thorez a dit aux communistes du Pas-de-Calais », *L'Humanité*, 4 juin 1956.

1105. « Quelques idées sur la nation algérienne », document dactylographié, non signé, 1er février 1958 (Archives du PCF, fonds Léon Feix, 334 J 1, dossiers divers concernant l'Afrique du Nord, sous-dossier « Léon Feix »).

1106. Jeanine Verdès-Leroux, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, *op. cit.*

1107. Jacques Duclos, *France nouvelle*, 7 mars 1957.

1108. Marcel Dufriche, « Le fait national algérien », *Les Cahiers du communisme*, avril 1957.

1109. Émilie Roche, *Étude de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1110. Voir la reproduction *in* fonds Affiches du PCF, 1945-1962 (Archives du PCF). Les chiffres sont cités par le *Bulletin de propagande* édité par le CC du PCF, n° 12, septembre-octobre 1957.

1111. Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

1112. Deux entretiens cités par Jacques de Bonis, « À la recherche du dernier quart d'heure », *in* Henri Alleg (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 3, *op. cit.*

1113. Bernard Favre et Benjamin Stora, *Les Années algériennes*, Antenne 2, septembre 1991.

1114. Robert Bonnaud, « La paix des Nementchas », *Esprit*, avril 1957.

1115. Laurent Theis et Philippe Ratte, *La Guerre d'Algérie ou le temps des méprises*, Mame, Tours, 1974.

1116. Clara Benoits, « Persiste et signe, souvenirs d'une militante », *L'Humanité*, 17 novembre 2001.

1117. Clara et Henri Benoits, avec Jean-Claude Vessilier, *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Boulogne-Billancourt*, Syllepse, Paris, 2014.

1118. Alain Krivine, entretien avec l'auteur, Montreuil, 25 avril 2014.

1119. Voir le récit de cet épisode *in* Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard*, *op. cit.*

1120. Martin Verlet, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

1121. Pierre-Jean Le Foll-Luciani, préface à l'ouvrage de William Sportisse, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

1122. *L'Année politique 1944-1945*, Éditions du Grand Siècle, Paris, 1946.

1123. XIe Congrès national du PCF, *L'Avenir de l'Union française*, Strasbourg, 25-28 juin 1947 (brochure, Éditions du PCF, Paris, 1947).

1124. Aimé Césaire, *Lettre à Maurice Thorez*, *op. cit.*

1125. Maurice Thorez, « Intervention devant les élèves de l'École centrale du PCF le 10 octobre 1955 », *L'Humanité*, 11 octobre 1955.

1126. Léon Feix, *Cahiers du communisme*, janvier-février 1956 ; Georges Thévenin, *L'Humanité*, 25 février 1956.

1127. Étienne Fajon, « La lutte pour la paix en Algérie », *L'Humanité*, 14 avril 1956.

1128. PCF, XIVe congrès, Le Havre, 18-21 juillet 1956, *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juillet-août 1956.

1129. Archives du PCF, *loc. cit.*

1130. Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6.

Notes du chapitre 15 (pages 312 à 342)

1131. Cité par Mohammed Harbi, *Aux origines du FLN*, *op. cit.*

1132. Résolution du IIe congrès du MTLD, avril 1953 (cité par Mohammed Harbi, *ibid.*).

1133. Mohammed Harbi, « Culture et démocratie en Algérie : retour sur une histoire », *Le Mouvement social*, vol. 219-220, n° 2, 2007.

1134. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit*.

1135. Lakhdar Bentobal, « Questions et réponses lors d'une tournée au Maroc », 14 mars 1960 (cité par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

1136. Hadjerès précise qu'il avait eu, alors, connaissance de ces déclarations par les « feuillets dactylographiés » de ces réunions. Ces formules ne figurent cependant pas dans le document publié plus tard par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*

1137. Tout ce raisonnement sous la plume de Bachir Hadj Ali, « Les progrès politiques en Algérie et le problème de l'union », *France nouvelle*, 8 novembre 1961.

1138. Robert Barrat, « Un journaliste français chez les "hors-la-loi" algériens », *France Observateur*, 15 septembre 1955.

1139. Mohammed Harbi, entretien avec l'auteur, Paris, 21 juillet 2017.

1140. Abdelhafid Boussouf, « Mission libératrice de l'ALN », *El Moudjahid,* n° 2, juillet 1956 (*in* collection reliée, imprimée à

Belgrade en 1962, vol. 1).

1141. Frantz FANON, *Sociologie d'une Révolution. L'An V de la révolution algérienne*, Maspero, Paris, 1959.

1142. Toutes les citations qui suivent *in* « Les communistes et le FLN » (éditorial), *Liberté*, Alger, n° 8, mars 1956.

1143. Lieutenant-colonel Jean RUYSSEN, Centre de renseignement et d'opérations du gouvernement général (CROGG), rapport, 30 décembre 1955 (cité par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*).

1144. L'ouvrage de base est celui de Serge KASTELL, *Le Maquis rouge*, *op. cit.*

1145. « Un tract des Combattants de la libération », *Le Monde*, 7 avril 1956.

1146. Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse ».

1147. William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

1148. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

1149. Voir sur ce militant d'exception, Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, préface d'Ahmed Akkache, Mille-feuilles, Alger, 2009.

1150. Chiffres donnés par *Le Journal d'Alger* dès le 6 avril, correspondant à ceux retrouvés plus tard dans les archives (CROGG, 5 avril 1956, cité par Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*).

1151. Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

1152. Sadek HADJERÈS, entretien cité.

1153. Gaston DONNAT, « Note sur la période 1955-1956 à Ténès », lettre manuscrite, sans date (Archives Yvan Donnat).

1154. Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

1155. *L'Humanité* publie *in extenso* cette lettre le 18 avril… ce qui lui vaut une saisie (voir *infra*).

1156. Récit in Rapport de l'officier de police des renseignements généraux, sous-préfecture d'Orléansville, à Commissaire divisionnaire de la police des RG, Alger, s. d. (SHD, Vincennes, 1 H 1719/2, sous-dossier « Affaire Maillot »).

1157. Serge KASTELL, *Le Maquis rouge*, *op. cit.*

1158. « La mort de l'aspirant Maillot », *France Observateur*, 14 juin 1956.

1159. Voir Raphaëlle BRANCHE, *L'Embuscade de Palestro. Algérie 1956*, La Découverte, Paris, 2018.

1160. *Journal d'Alger*, 6 avril 1956, p. 3.

1161. Titre en une du *Journal d'Alger*, 6 avril 1956.

1162. Cité par Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, *op. cit.*

1163. Témoignage d'André Prenant qui, avec Yves Lacoste, rencontre à ce moment Feix, communication devant le groupe de travail « Guerre d'Algérie » (Archives du CN du PCF, fonds Louis Baillot, 1 CN 11, 2002).

1164. « Le Parti communiste algérien rend hommage à Henri Maillot », *L'Humanité*, 15 juin 1956.

1165. Guy MOLLET, Assemblée nationale, 2 juin 1956.

1166. Ordre du jour n° 2, 2e rectification, Assemblée nationale, 2 juin 1956. La confiance est accordée au gouvernement le 5 juin suivant.

1167. *Le Populaire de Paris*, 23 octobre 1956.

1168. Toutes ces citations *in* Enregistrements sonores, 18 octobre 1956 (Archives du PCF, 1 AV 4696/4703).

1169. Jean-Pierre A. BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 30, n° 1, 1991.

1170. *JORF*, Débats parlementaires, première séance du mercredi 7 novembre 1956, p. 4529-4530.

1171. Ramette sera d'ailleurs « blâmé » pour ses « extravagances parlementaires » lors du comité central qui

suivit (Ivry, novembre 1956) (voir Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*).

1172. Assemblée nationale, deuxième séance du 18 décembre 1956.

1173. Tout ce développement d'après divers travaux de Sadek Hadjerès, principal négociateur communiste de ces contacts, qui a publié plusieurs récits, plus de nombreux entretiens avec l'auteur.

1174. Emprisonné en novembre 1954, libéré depuis le 18 janvier 1955, il devient très vite l'organisateur en chef du Front.

1175. René GALLISSOT, notice « Laïd Lamrani », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

1176. Gaston DONNAT, « Note sur la période 1955-1956 à Ténès », *loc. cit*.

1177. Mot employé par le même Gaston Donnat, lettre à Sadek Hadjerès, Les Milles, 30 janvier 2007 (Archives Yvan Donnat).

1178. Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

1179. Une collection presque complète est consultable aux Archives du PCF (fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse »).

1180. Lettres du PCA au FLN, 12 juillet et 16 août 1956 (un extrait de cette dernière a déjà été cité *supra*, chapitre 10). Première publication, à notre connaissance, dans la brochure clandestine du PCA déjà citée : *Pour une nation algérienne libre, souveraine et heureuse*, *loc. cit*.). Ces documents figurent, sous forme de pelures dactylographiées, *in* Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-1, chemise « Relations avec le FLN, l'UGMA, le GPRA, le Conseil national de la révolution algérienne ». On peut également les trouver dans l'ouvrage de référence de Mohammed HARBI, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*

1181. René GALLISSOT, notice « Amar Ouzegane », *loc. cit.*

1182. PCA, *Pour une nation algérienne libre, souveraine et heureuse*, *loc. cit*.

1183. Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

1184. Voir Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya*, *op. cit*.

1185. Les exemples qui suivent *in* Mohamed REBAH , *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

1186. René GALLISSOT, notice « Abdelhamid Boudiaf », *in* René GALLISSOT (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb/Le Maitron*, *op. cit.*

1187. « À l'occasion de la parution de l'ouvrage *Des chemins et des hommes* », *Socialgerie.net*, 30 janvier 2010, <frama.link/tkjAFkJx>.

1188. Rapport du 5 mars 1959 (cité par Mohammed Harbi, *Les Archives de la Révolution algérienne*, *op. cit.*).

1189. Courriers de novembre 1958, juillet et août 1959 (cités par Mohammed Harbi, *ibid.*).

1190. Charles-Robert Ageron, « Complots et purges dans l'armée de libération algérienne (1958-1961) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 89, n° 1, 1998 ; Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

1191. Nordine Boulhaïs, *Des harkis berbères, des Aurès au nord de la France*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2002.

1192. Tahar Ouettar, *L'As*, Messidor, Paris, 1983.

1193. Mohamed Rebah, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

1194. Voir Ali Guenoun, « Mémoire et guerre d'Algérie : quand des maquisards (ré)écrivent le(ur) passé », *L'Année du Maghreb*, n° 1, 2006.

1195. Cherifa Diffelah-Placidet, *La Valeur d'archive du cinéma engagé : « Algérie en flammes » et « Avoir vingt ans dans les Aurès » de René Vautier*, master 1, université Paris-Nanterre, UFR Philia, 2016-2017.

1196. Cité par Alice Cherki, *Frantz Fanon. Portrait*, Seuil, Paris, 2000.

1197. Voir l'entretien de René Vautier avec Cherifa DIFFELAH-PLACIDET, *La Valeur d'archive…*, *op. cit.* ; et son autobiographie, *Caméra citoyenne*, Apogée, Rennes, 1998.

1198. Mohamed REBAH, *Des chemins et des hommes*, *op. cit.*

1199. Henri ALLEG, *Mémoire algérienne*, *op. cit*.

1200. « Cinquantième anniversaire de la création du PAGS, double anniversaire PCA-PAGS, 1936-1966 », *Le Lien*, 27 janvier 2016, <frama.link/vSMrhp33>.

1201. Mohamed BENCHICOU, « Pardon, Alleg ! », *Le Matin*, Alger, 20 juillet 2013 (article nécrologique).

1202. Il raconta ce parcours de douleur dans son livre-témoignage *L'Arbitraire*, préface de Mohammed Harbi, Minuit, Paris, 1966.

1203. Lettre passée clandestinement, 31 décembre 1965 (Archives du PCF, AD 93, fonds Raymond Guyot, 283 J 24, dossier « Algérie 1965 »).

1204. Catherine SIMON, *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance aux désillusions*, La Découverte, Paris, 2009.

1205. Henri ALLEG, « Quand l'Algérie se libérait », entretien accordé à Francis ARZALIER, *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 92, juin 2004.

1206. On consultera en priorité l'ouvrage de Jean-Luc EINAUDI, *Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton. Enquête*, L'Harmattan, Paris, 1986. Un récit romancé, mais excellemment documenté, évoque ce drame : Joseph ANDRAS, *De nos frères blessés*, Actes Sud, Arles, 2016.

1207. Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

1208. Emmanuel Roblès, préface à l'édition américaine de *Plaidoyer pour un rebelle*, 1967 (cité par Christiane CHAULET-ACHOUR, « Camus, Roblès et Fernand Iveton », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 18 février 2014, <frama.link/bo1mMrCe>).

1209. Général Paul AUSSARESSES, *Services spéciaux. Algérie, 1955-1957*, Perrin, Paris, 2001.

1210. Jacqueline GUERROUDJ, témoignage, *in* Danièle Djamila AMRANE-MINNE (dir.), *Des femmes dans la guerre d'Algérie*, Karthala, Paris, 1994.

1211. Article non signé, *L'Écho d'Alger*, 15 novembre 1956.

1212. Francis ATTARD, *Le Journal d'Alger*, 16 novembre 1956.

1213. Robert LACOSTE, déclaration, déjeuner de la presse diplomatique, 6 décembre 1956, citée par Jacques DE BONIS, « À la recherche du dernier quart d'heure », *in* Henri ALLEG (dir.), *La Guerre d'Algérie*, tome 3, *op. cit.*

1214. Alfred GERSON, entretien avec l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017.

1215. Témoignage de Me Nicole Dreyfus, qui évoque une formule de la « direction », sans précision (cité par Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, *op. cit.*).

1216. Propos de Léon Feix cités par Jean-Luc EINAUDI, *Pour l'exemple*, *op. cit.*

1217. Pierre-Louis LE FOLL-LUCIANI, « Algérianisation et radicalisation : les étudiants communistes de l'université d'Alger (1946-1956) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 126, 2015.

1218. Me Albert SMADJA, entretien avec Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

1219. « Fernand Yveton condamné à mort ? », *L'Humanité*, 26 novembre 1956.

1220. Voir le récit dans son ouvrage de Mémoires (avec Anne Brunel) : Joë NORDMANN, *Aux vents de l'Histoire, Mémoires*, Actes Sud, Arles, 1996.

1221. Télégramme du 28 décembre 1956, cité par Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice*, *op. cit.*

1222. L'attitude de Mitterrand a été confirmée par l'étude de Benjamin STORA et de François MALYE, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*, Seuil, Paris, 2012. Les auteurs ont publié en particulier le texte de la délibération du 6 février.

1223. Nathalie FUNÈS, *Le Camp de Lodi. Algérie, 1954-1962*, Stock, Paris, 2012.

1224. Jean-Paul SARTRE, « Nous sommes tous des assassins », éditorial, *Les Temps modernes*, mars 1958.

1225. Akram EL KEBIR, *El Watan*, 6 septembre 2016.

1226. Voir Mohamed REBAH, « Raymonde Peschard. Elle est morte pour l'Algérie, son pays », < *huffpostmaghreb.com*>, juin 2014.

1227. *L'Écho d'Alger*, 22 mars 1957.

1228. « Arrestation de la terroriste communiste Raymonde Peschard », *Le Figaro*, 26 mars 1957.

1229. *L'Écho d'Alger*, 18 juillet 1957.

1230. *Le Monde*, 25 juillet 1957.

1231. Future épouse de Khellil Amrane. Elle prendra alors le prénom de Djamila.

1232. Témoignage du docteur Laliam, conférence, Alger, 10 juillet 2005, *Alger républicain*, 2e quinzaine de juillet 2005.

1233. Andrée DORE-AUDIBERT, *Des Françaises d'Algérie dans la guerre de libération*, Karthala, Paris, 1995.

1234. Djoudi ATTOUMI, *Avoir vingt ans dans le maquis*, Casbah, Alger, 2005.

1235. Témoignage de Danielle Djamila Amrane-Minne, cité par Andrée DORE-AUDIBERT, *Des Françaises…*, *op. cit.*

1236. Marcel THIÉBAULT, « Plusieurs militantes communistes aux côtés de Raymonde Peschard dans le maquis où elle a été tuée », *Le Monde*, 30 novembre 1957.

1237. René JANON, « Le FLN a lancé des assauts répétés pour tenter de reprendre le corps de Raymonde Peschard », *Le Figaro,* 30 novembre 1957.

1238. *Combat*, 29 novembre 1957.

1239. « Raymonde et Djamila », 29 novembre 1957.

Notes du chapitre 16 (pages 343 à 380)

1240. Guy PERVILLÉ, « La SFIO, Guy Mollet et l'Algérie de 1945 à 1955 », *in Guy Mollet, un camarade en République*, Presses universitaires de Lille, Lille, 1987 ; site Internet Guy Pervillé.

1241. Guy MOLLET, « Que faire ? », *L'Express*, 19 décembre 1955, repris en première page du *Populaire,* le 20, sous le titre : « Il dépend de nous que les peuples d'outre-mer soient nos associés et nos amis ».

1242. *L'Humanité*, 1er février 1956.

1243. *L'Écho d'Alger*, 22 février 1956.

1244. François MAURIAC, « Bloc-notes », 6 avril 1956, *in D'un bloc-notes à l'autre, 1952-1969*, Bartillat, Paris, 2004.

1245. André PRENANT, communication au groupe de travail « Guerre d'Algérie », 16 mai 2002 (Archives du CN du PCF, fonds Louis Baillot, 1 CN 11).

1246. R. GUENNE, commissaire principal de Saint-Denis, rapport, 10 mars 1956 (APPP, HA 33, dossier 4563, « Propagande nord-africaine. Réunions publiques »).

1247. Archives du PCF, 261 J 4/13.

1248. *Ibid.*

1249. « Les relations franco-algériennes », *L'Humanité*, 3 mars 1956.

1250. *L'Humanité*, 7 mars 1956.

1251. Archives du PCF, 261 J 4/13.

1252. Alain RUSCIO, « Les communistes français et la guerre d'Algérie, 1956 », *in Le Parti communiste français et l'année 1956*, Actes des Journées d'étude organisées par les archives départementales de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 29-30 novembre 2006, Conseil général/Fondation Gabriel Péri, Bobigny/Paris, 2007.

1253. Bureau politique, « Décisions », séance du 12 mars 1956 (Archives du PCF, 261 J 4/13).

1254. Dans une revue oppositionnelle, *Le Débat communiste*, 15 avril 1963 (cité par René Dazy, *La Partie et le Tout*, *op. cit.*).

1255. Étienne Fajon, *Ma vie s'appelle liberté*, Robert Laffont, Paris, 1976.

1256. Roland Leroy, *L'Humanité*, 8 juin 2001.

1257. Entretien avec Jean-Pierre Vittori, *Le Choix des larmes. Algérie, 1954-1962*, Le Félin/Arte Éditions, Paris, 2002.

1258. Jean Cordillot, lettre à l'auteur, non datée (début 2007).

1259. Jean Cordillot, témoignage oral, *in Le PCF et l'année 1956*, *op. cit.*

1260. Jean Cordillot, lettre citée.

1261. « Robert Ballanger vota contre les pouvoirs spéciaux » (Jean-Paul Monferran, *L'Humanité*, 20 décembre 2000).

1262. *JORF*, Assemblée nationale, séance du 12 mars 1956, scrutin n° 53, « Sur la question de confiance posée au cours de la discussion du projet de loi autorisant le gouvernement à mettre en œuvre un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative ». Mêmes votes sur les scrutins n° 54, 55 et 56, sensiblement sur les mêmes textes. Annexes au PV, p. 869-875.

1263. Jacques CHARBY, « Henri Alleg : une mémoire algérienne communiste », *Le Monde*, 5 novembre 2005, <frama.link/cK36VwNa>.

1264. Voir Ouanassa Siari TENGOUR, « Dits et non-dits dans les mémoires de quelques acteurs de la guerre d'Algérie », *loc. cit.* ; et Sofia PAPASTAMKOU, « French-Egyptian relations before the Suez crisis (1954-1956) », *in* Philippe VIAL, Georges-Henri SOUTOU, Robert FRANK, Martin ALEXANDER (dir.), *Les Occidentaux et la crise de Suez. Une relecture politico-militaire*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2015, <frama.link/TK7HVh4Q>.

1265. Jacques FAUVET, *Histoire du Parti communiste français, 1920-1976* (en collaboration avec Alain Duhamel), Fayard, Paris, 1977.

1266. Commission du PCF, audition du 16 mai 2002 (Archives CN du PCF, dossier « Algérie-groupe de travail-Jacques Fath »).

1267. *L'Humanité*, 12 avril 1956.

1268. *L'Humanité*, 28 avril 1956.

1269. LÉNINE, « Bilan sur une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916 (*Œuvres complètes*, Moscou, tome 22).

1270. Marcel SERVIN, « Les problèmes de l'union entre la France et les pays d'outre-mer », conférence du 11 juin 1956 devant les communistes des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise,

sous la présidence de Marcel Servin, brochure, Éditions du PCF, Paris, 1956.

1271. André STIL, « Non à la guerre », *L'Humanité*, 12 avril 1956.

1272. CC du PCF, séance du 9 mai 1956, document dactylographié (Archives du PCF, 261 J 2/32).

1273. *L'Humanité*, 1er juin 1956.

1274. fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55/6).

1275. Explications de vote par le même Waldeck Rochet, *L'Humanité*, 26 octobre 1956.

1276. Denis BERGER, « La fin de la nuit. Les trotskistes et l'"entrisme" au Parti communiste français », *Variations*, n° 9-10, 2007.

1277. Marcel Prenant, lettre, 30 septembre 1958 (Archives du PCF, 261 J 6/9, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », courrier Léon Feix).

1278. André PRENANT, témoignage, communication au groupe de travail « Guerre d'Algérie », 16 mai 2002 (Archives du CN du PCF, Groupe de travail Jacques Fath).

1279. André PRENANT, témoignage cité, 16 mai 2002.

1280. François CHATELET, *Les Années de démolition*, Hallier, Paris, 1976.

1281. Jean-Pierre VERNANT, *Entre mythe et politique*, Seuil, Paris, 1996.

1282. Archives du PCF, 261 J 6/9, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », courrier Léon Feix.

1283. *Voies nouvelles*, n° 9, 1959.

1284. Denis BERGER, entretien accordé à Hartmut Elsenhans, juin 1970 (*in* Rachid OUÏSSA (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, *op. cit.*).

1285. « La politique algérienne », *Tribune de discussion*, n° 3, juillet 1956.

1286. Courrier à Léon Feix, lettre tapuscrite, 15 décembre 1958 (Archives du PCF, Commission centrale de contrôle politique, dossier « Intellectuels communistes », 261 J 6/9).

1287. C'est le titre de son ouvrage de Mémoires (André WURMSER, *Fidèlement vôtre. Soixante ans de vie politique et littéraire*, Grasset, Paris, 1979).

1288. Élie DAYAN, *Tribulations d'un militant en usine*, La Mémoire vive, Paris, 1998.

1289. Jean CORDILLOT, lettre à l'auteur, non datée (début 2007).

1290. Laure PITTI, « Renault, la "forteresse ouvrière" à l'épreuve de la guerre d'Algérie », *loc. cit.*

1291. Clara et Henri Benoits, avec Jean-Claude Vessilier, *L'Algérie au cœur*, *op. cit.*

1292. Frédéric Charpier, *Les RG et le Parti communiste. Un combat sans merci dans la guerre froide*, Seuil, Paris, 2000.

1293. Maurice Thorez, CC du PCF, 9 mai 1956, enregistrements sonores (Archives du PCF, 1 AV 4679). Nous avons respecté le langage parlé, rapporté par le tapuscrit.

1294. Léon Feix, CC du PCF, enregistrements sonores, 10 mai 1956 (Archives du PCF, 1 AV 4679).

1295. *La Vérité*, PCI, 16 mars 1956 (CERMTRI).

1296. Jean-Paul Sartre, « Les communistes et la paix », *Les Temps modernes*, n° 81 (juillet 1952), n° 84-85, (octobre-novembre 1952) et n° 101 (avril 1954), repris *in Situations*, tome 6, *Problèmes du marxisme, 1*, Gallimard, Paris, 1964.

1297. Jean-Paul Sartre, « Pouvoirs spéciaux », *Les Temps modernes*, mars-avril 1956.

1298. Pierre de Massot, « Un maître à penser » (portrait au vitriol de Léon Feix), *La Vérité*, 19 avril 1957 (CERMTRI).

1299. Fédération de France du FLN, tract (Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J-4, dossier « FLN Fédération de France »).

1300. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit*.

1301. Malek Haddad, *L'Élève et la Leçon*, Julliard, Paris, 1960.

1302. Laure PITTI, « Renault, la “forteresse ouvrière” à l’épreuve de la guerre d’Algérie », *loc. cit.*

1303. Mohammed HARBI, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome 1, *op. cit.*

1304. Cité par Bernard DESCHAMPS, « Un cas : militants anticolonialistes dans le Gard (1954-1962) », colloque *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l’histoire franco-algérienne*, 20-22 juin 2006, Lyon, ENS LSH, 2007, <frama.link/KaprFAXd>.

1305. Roger BOISSEAU, entretien avec Jean-Pierre VITTORI, *Le Choix des larmes*, *op. cit*.

1306. Gilles DÉROCHE, *Les Ardennais et la guerre d’Algérie*, *op. cit*.

1307. Lettre manuscrite du 11 juillet 1957, adressée à Léon Feix, agrafée à la réponse du destinataire (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

1308. Caroline IZAMBERT, « Le rendez-vous manqué des Algériens en France et du PCF : le cas de *L’Algérien en France* (1950-1960) », *in* Raphaëlle BRANCHE et Sylvie THÉNAULT (dir.), *La France en guerre, 1954-1952. Expériences métropolitaines de la guerre d’indépendance algérienne*, Autrement, Paris, 2008.

1309. « La politique algérienne », *Tribune de discussion*, n° 3, juillet 1956.

1310. Archives du PCF, fonds André Moine, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse ».

1311. Parti communiste algérien, déclaration, 20 mars 1956 (Archives du PCF, fonds André Moine, 332 J 2, dossier « Tracts, communiqués, déclarations, lettres ouvertes »).

1312. Gaston DONNAT, *Afin que nul n'oublie*, *op. cit.*

1313. Jacques JURQUET, *Années de feu, Algérie, 1954-1956*, *op. cit.* (il est probable que cette anecdote a été rapportée à l'auteur par Baya, plus tard sa compagne).

1314. Serge KASTELL, *Le Maquis rouge*, *op. cit.*

1315. Sadek HADJERÈS, entretien avec l'auteur, Malakoff, 3 février 2017.

1316. William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

1317. Alfred GERSON, entretien avec l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017.

1318. Jacqueline GUERROUDJ, *Des douars et des prisons*, *op. cit*.

1319. Alfred GERSON, entretien cité avec l'auteur.

1320. Étienne FAJON, *Ma vie s'appelle liberté*, *op. cit.*

1321. Roland LEROY, « L'erreur des pouvoirs spéciaux », entretien accordé à Jean-Paul Monferran, *L'Humanité*, 8 juin 2001.

1322. Document dactylographié (Archives CN du PCF, dossier « Algérie-groupe de travail-Jacques Fath », séance du 27 février 2003).

1323. Marie-George BUFFET, « Déclaration de Mme Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire du 1er novembre 1954, point de départ de la guerre d'Algérie », Paris, 28 octobre 2004, <frama.link/BEUHRgjw>.

1324. Jeanine VERDÈS-LEROUX, « La guerre d'Algérie dans la trajectoire des intellectuels communistes », *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, *Cahiers de l'IHTP*, CNRS, n° 10, novembre 1988.

1325. Vanessa CODACCIONI, « "Le futurisme historique, c'est la catastrophe". La conflictualité de la mémoire de l'anticolonialisme communiste pendant la guerre d'Algérie », *Terrains et travaux*, vol. 17, n° 1, 2010.

1326. Henri MALBERG, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

1327. Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

1328. « Vauvert a sonné le tocsin », *L'Humanité-Dimanche*, 22 avril.

1329. Cité par *L'Humanité*, 22 mai 1956.

1330. Cité par Charlotte GOBIN, *Genre et engagement*, *op. cit.*

1331. François PEREZ, entretien accordé à Charles Rollandin, Grenoble, juillet 2017, copie transmise à l'auteur, qui remercie l'interviewé et l'intervieweur. Sur cet épisode, voir également Paul MUZARD, *Algériens en Isère, 1940-2005*, Association Algériens en Dauphiné, Grenoble, 2006.

1332. Pour les manifestations de cette période, voir Tramor QUEMENEUR, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

1333. *L'Humanité*, 29 mai 1956.

1334. Jean-Pierre VITTORI, *Nous les appelés d'Algérie*, Stock, Paris, 1977.

1335. « Grenoble », *L'Humanité*, 21 mai 1956.

1336. Robert ANTELME, *La Permission*, Les Belles Lettres, Paris, 1958.

1337. Robert BONNAUD, « Le grand refus », *Vérité-Liberté*, mai 1960 (repris *in Itinéraire*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Minuit, Paris, 1962).

1338. Jean-Pierre VITTORI, *Nous, les appelés d'Algérie*, *op. cit.*

1339. Cité par Charlotte GOBIN, *Guerre et engagement*, *op. cit.*

1340. Bernard DESCHAMPS, « Un cas : militants anticolonialistes dans le Gard (1954-1962) », *loc. cit.*

1341. Jean-Marie Le Pen, Assemblée nationale, 8 mars 1956.

1342. Michel Debré, Conseil de la République, 31 juillet 1956.

1343. Christian Pineau, Radio-télévision française, 3 août 1956 (cité par Henri Azeau, *Le Piège de Suez*, Robert Laffont, Paris, 1964).

1344. Guy Mollet, 5 septembre 1956 (cité in « Histoire du Parti socialiste SFIO, 30e partie, juillet 1956-juin 1957 », *L'OURS, Cahier et Revue*, n° 184, novembre-décembre 1988).

1345. *L'Humanité*, 3 août 1956.

1346. *JORF*, p. 4520.

1347. Fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 55/7).

1348. Photo de couverture de *Combat pour la paix*, n° 94, juin 1956.

1349. Victor Franco, « 2 000 étudiants acclament à Paris le drapeau des fellaghas ! », *Paris-Presse l'Intransigeant*, 24 février 1956.

1350. Voir notamment *Paris Match*, 17 mars 1956.

1351. Jean-Pierre Chabrol, *L'Humanité*, 25 février 1956.

1352. Le mot figure au *JORF*, 1er mars 1956, p. 576.

1353. René GALLISSOT, « Information et action contre la guerre d'Algérie. La reconnaissance communiste du fait national algérien », *Hérodote*, *Géographie/Anticolonialisme/Jean Dresch*, n° 11, 3e trimestre 1978.

1354. Léon FEIX, note au secrétariat, 5 octobre 1955 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

1355. Marcel DUFRICHE, lettre manuscrite non datée ni signée, sur papier à en-tête du Musée de l'histoire vivante de Montreuil ; mais Éric Lafon, directeur de ce musée, naguère ami proche de Dufriche, a reconnu son écriture sans aucune hésitation (entretien avec l'auteur, Montreuil, 2 mars 2017). Voir également, du même Dufriche : entretien accordé en 1996 à Dominique LABBÉ, *Communisme*, *loc. cit*.

1356. *La Répression en Algérie*, Imprimerie centrale commerciale, J. London Imprimeur, Paris, s. d. (1955).

1357. *La Vérité sur l'Algérie*, Imprimerie PPI, Paris, sans date (1956) ; voir Marcel DUFRICHE, lettre citée.

1358. Toutes ces informations d'après : « La paix en Algérie à l'ordre du jour », *L'Humanité*, 6 février 1956 (titre en une) ; Hélène PARMELIN, « Montreuil, bouleversante journée d'union. 2 000 représentants de toute la France », *ibid*.

1359. *L'Humanité*, 24 février 1956.

1360. « Graciez les Algériens condamnés à mort ! », *L'Humanité*, 15 février 1956 ; « Appel à envoyer des délégations auprès des

groupes parlementaires à l'Assemblée », *L'Humanité*, 18 février 1956 ; « Communiqué sur les pouvoirs spéciaux », *L'Humanité*, 2 mars 1956.

Notes du chapitre 17 (pages 383 à 392)

1361. Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/14).

1362. *Ibid.*

1363. *L'Humanité*, 18 septembre 1957.

1364. *Bulletin de propagande édité par le CC du PCF*, n° 12, septembre-octobre 1957. Mais on a déjà signalé que les chiffres avancés par la propagande communiste étaient excessifs.

1365. Reproduction de ces affiches dans le même numéro.

1366. « La journée du 17 octobre », *France Observateur*, 10 octobre 1957.

1367. *L'Humanité*, 1er octobre 1957.

1368. *L'Humanité*, 8 octobre 1957.

1369. « Un glorieux précédent au 17 octobre : le 12 octobre 1925 », *L'Humanité*, 12 octobre 1957.

1370. Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/14).

1371. *L'Humanité*, 15 octobre 1957.

1372. « Pour la paix en Algérie, Saint-Denis a puissamment manifesté », *La Voix de l'Est*, 17 octobre 1957 (mais la légende précise que la manifestation a eu lieu le dimanche précédent, donc le 13).

1373. Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

1374. Marguerie, Congrès fédéral des Bouches-du-Rhône, 1957 (cité par Anissa Bouayed, *ibid.*).

1375. Témoignage de Marcel Harbelot, « Pour la paix en Algérie », *in* Amicale des vétérans de la Fédération du PCF de Dijon, *La Lutte des communistes de Côte d'Or contre les guerres coloniales*, document dactylographié, Dijon, décembre 1999.

1376. « Quelques centaines de communistes se sont heurtés aux barrages de police », *Le Bien public*, Dijon, 18 octobre 1957, *ibid.*

1377. Henri Malberg, entretien avec Vanessa Codaccioni, « "Le futurisme historique, c'est la catastrophe" », *loc. cit.*

1378. Voir *Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches*, tome 3, *1954-1964*, *op. cit.*

1379. *L'Humanité*, 10 octobre 1958.

1380. André Narritsens, « 1956, la CGT et la Hongrie », *Cahiers d'histoire sociale*, IHS-CGT, août 2001.

1381. Rapports cités par Nicolas Monod, « L'impact des événements de Hongrie, octobre-novembre 1956 », *in* Philippe Buton *et al.* (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, *op. cit.*

1382. Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1383. « La journée du 17 octobre », *L'Ouvrier algérien en France*, mensuel de l'UGTA, décembre 1957.

1384. Sur les circonstances et les raisons du massacre, voir notamment Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, *op. cit.*

1385. Bachir Hadj Ali, lettre à Maurice Thorez, 22 juin 1957. Numéro saisi : puisque le PCA était dissous, nul ne pouvait bien sûr s'exprimer en son nom…

1386. Jean Baby, *Critique de base. Le PCF entre le passé et l'avenir*, *op. cit*.

1387. Maurice Thorez, « À propos de l'autodétermination », *L'Humanité*, 11 mars 1960.

Notes du chapitre 18 (pages 393 à 415)

1388. CASAMAYOR, « La justice vivante », *Esprit*, octobre 1962.

1389. Roger FAULQUES, entretien accordé à Dominique VENNER, *Nouvelle Revue d'histoire*, mai 2004.

1390. René DE POSSEL, « Mon assistant, Maurice Audin », *Les Lettres françaises*, 19 décembre 1957.

1391. Michèle AUDIN, *Une vie brève*, L'Arbalète/Gallimard, Paris, 2013.

1392. Henri ALLEG, *La Question*, *op. cit*.

1393. Titre de l'éditorial (non signé) des *Lettres françaises*, 29 mai 1958.

1394. Pierre BRANA et Joëlle DUSSEAU, *Robert Lacoste (1898-1989). De la Dordogne à l'Algérie, un socialiste devant l'histoire*, L'Harmattan/Fondation Jean Jaurès/OURS, Paris, 2010.

1395. Josette AUDIN, « Lettre à Me Maurice Garçon », *L'Humanité*, 26 septembre 1957 ; numéro spécial, *France nouvelle*, 2 décembre 1959.

1396. Gérard BOËLDIEU, « À l'origine du comité Audin : Jean-Fernand Cahen », *in* Raphaëlle BRANCHE et Sylvie THÉNAULT (dir.),

La France en guerre, 1954-1952, op. cit.

1397. Pauline SCHMITT PANTEL, « Pierre Vidal-Naquet, historien engagé. Autour de *L'Affaire Audin* », *Anabases. Traditions et réceptions de l'Antiquité*, n° 15, 2012.

1398. Lettre du 23 janvier 1958, citée par Pauline SCHMITT PANTEL, *ibid.*

1399. Voir : Christian BUONO, *Témoignage d'une babouche noire (École de guerre 1954-1966)*, Nouvelle édition Pleine Plume, Paris, 1989.

1400. Voir son ouvrage de réflexions et autobiographique : René-William THORP, *Vues sur la justice*, Fayard, Paris, 1962.

1401. Madeleine RIFFAUD, « Un grand procès s'ouvre ce matin à Alger », *L'Humanité*, 13 juin 1960.

1402. Détails d'après les comptes rendus de Madeleine RIFFAUD dans L'*Humanité*, 13 juin (*loc. cit.*), puis : « Huis clos au procès d'Alger », 14 juin ; « Lourdes peines au procès d'Alger », 16 juin ; et, dans *Le Monde*, de Jean-Marc THÉOLLEYRE, « Tumulte au procès du Parti communiste algérien », 14 juin ; « Le tribunal rejette en audience publique une demande de levée de huis clos déposée par la défense », 15 juin.

1403. « Maurice Audin aurait été étranglé au cours d'un interrogatoire au centre de tri d'El-Biar », *Le Monde*, 4 décembre 1959. Cet article, qui rendait compte d'un

communiqué du Comité Maurice Audin, précisait que ce dernier avait cité les noms, et non les initiales.

1404. Propos prononcés devant le garde des Sceaux Edmond Michelet, répétés ensuite à Robert Barrat (voir Pierre VIDAL-NAQUET, « Disparition », *in L'Affaire Audin*, réédition, Minuit, Paris, 1978).

1405. Michel CHARBONNIER, « Non, mon père n'était pas un bourreau », *Marianne*, 24 juillet 2000.

1406. Paul AUSSARESSES, *Le Monde*, 23 novembre 2000.

1407. Nathalie FUNÈS, « Guerre d'Algérie : révélations sur l'affaire Audin », *Le Nouvel Observateur*, 1er mars, puis 22 mars 2012.

1408. Jean-Charles DENIAU, *La Vérité sur l'Affaire Maurice Audin*, Éditions des Équateurs, Sainte-Marguerite-sur-Mer, 2014.

1409. Sylvie THÉNAULT, « La disparition de Maurice Audin. Les historiens à l'épreuve d'une enquête impossible (1957-2014) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 31, janvier-février 2017.

1410. Josette AUDIN, entretien avec l'auteur, 11 juin 2017.

1411. « Déclaration du président de la République a propos de l'affaire Maurice Audin », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 13 septembre 2018, <frama.link/VKudkH_V>.

1412. Sylvie THÉNAULT, « La reconnaissance des responsabilités de l'État, enfin ! », *Le Monde*, 14 septembre 2018.

1413. Titre de son interview, *Le Monde*, 14 septembre 2018.

1414. Jean-Paul SARTRE, « Discours », Paris, Salle Wagram, 27 janvier 1956 (repris sous le titre « Le colonialisme est un système », *Les Temps modernes*, mars-avril 1956 ; et dans *Situations,* tome 5, *Colonialisme et néocolonialisme*, Gallimard, Paris, 1964).

1415. On a vu que cette lettre avait été publiée par le journal communiste le 30 juillet. Bloquée, probablement par la hiérarchie militaire, elle ne fut finalement connue par le procureur Reliquet que par cet article (Alexis BERDCHADSKY, *« La Question » d'Henri Alleg. Un « livre-événement » dans la France en guerre d'Algérie*, Larousse, Paris, 1994).

1416. Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/15).

1417. Alexis BERDCHADSKY, *« La Question » d'Henri Alleg*, *op. cit.*

1418. Edmond TAYLOR, 12 août 1957 (cité par *Le Monde*, 13 août 1957).

1419. Récit détaillé *in* Alexis BERDCHADSKY, *« La Question » d'Henri Alleg*, *op. cit.*

1420. Henri ALLEG, entretien accordé à Charles Silvestre, *Huffington Post*, 28 octobre 2004.

1421. Voir son témoignage en annexe de la réédition de *La Question*, Minuit, Paris, 2008.

1422. Archives du PCF, bureau politique, 261 J 4/15.

1423. Confirmé par Nils Andersson (second éditeur du livre, en Suisse, après son interdiction en France), *Mémoire éclatée. De la décolonisation au déclin de l'Occident*, Éditions d'En-Bas, Lausanne, 2016.

1424. Edgar Morin, « Les livres », *France Observateur*, 20 février 1958.

1425. Gabriel Marcel, lettre à François Mauriac (citée par celui-ci, « Bloc-Notes », *L'Express*, 20 mars 1958).

1426. Robert Escarpit, « Éloge de la censure », *Le Monde*, 31 mars 1958 (cité par Laurent Goblot, *Apologie de la censure*, Subervie, Lodez, 1959).

1427. Jean-Yves Mollier, « Les tentations de la censure entre l'État et le marché », *in* Jean-Yves Mollier (dir.), *Où va le livre ?*, La Dispute, Paris, 2007.

1428. Albert Camus, lettre à Jérôme Lindon, 7 avril 1958 (citée par Alexis Berdchavsky, *« La Question » d'Henri Alleg*, *op. cit.*).

1429. André Salem (fils de Gilberte et Henri Alleg), témoignage public, soirée d'hommage à Fernand Iveton, siège du CN du PCF, 24 février 2017.

1430. Jacques Thouroude, « L'évasion rennaise d'Henri Alleg en 1961 », *Place publique*, novembre-décembre 2015.

1431. Gilberte Alleg, « Témoignage », *La Pensée*, mai-juin 1958.

1432. « Synthèse des renseignements recueillis au 15 août 1954 par le Poste SSDN/FA/G de la dixième Région », Alger, quatre-vingt-neuf pages dactylographiées (SHD, Vincennes, 1 H 1719/1).

1433. Fonds Me Pierre Kaldor (Archives du PCF, AD 93, 503 J 2).

1434. Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

1435. « Activités du PCA de février à octobre 1957 », six feuillets dactylographiés, non signés, avec noms et condamnations des militants (SHD, Château de Vincennes, 1 H 1719/1). Voir également Secrétariat de l'UGSA, « Une lettre d'Algérie », 20 novembre 1956, *Le Travailleur parisien* (syndicats CGT de la Seine), n° 178, 30 novembre 1956.

1436. Claude Bourdet, « Tortures en Oranie ? Robert Lacoste, souvenez-vous ! », *France Observateur,* 27 septembre 1956.

1437. Léon Feix, « Lettre à Guy Mollet sur les tortures en Algérie », *L'Humanité*, 25 avril 1957.

1438. Jean-Luc Einaudi, *Un rêve algérien. Histoire de Lisette Vincent, une femme d'Algérie*, *op. cit*.

1439. Jean GALLAND, *En Algérie, « du temps de la France », 1950-1955*, *op. cit*.

1440. Alexis SEMPÉ, *Un instituteur communiste en Algérie. L'engagement et le combat (1936-1965). Carnets, correspondance, discours et photographies de Gaston Revel*, La Louve, Toulouse, 2013.

1441. Gaston DONNAT, *Afin que nul n'oublie*, *op. cit.*

1442. Ce développement grâce à la documentation réunie par Nathalie FUNÈS, *Le Camp de Lodi*, *op. cit.*

1443. Grand-oncle de Nathalie Funès. Voir également de cette auteure *Mon oncle d'Algérie*, Stock, Paris, 2010.

1444. On peut reconstituer une collection relativement complète du *Liberté* clandestin grâce à deux sources radicalement différentes : le fonds André Moine (Archives du PCF, 332-J-2, dossier « Journaux, coupures de presse ») ; les nombreuses saisies opérées par l'armée, regroupées au SHD, Vincennes, séries 1 H 1719 et 1 H 1720.

1445. SHD, Vincennes, 1 H 1720/2.

1446. William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

1447. Dossier « Autres activités séparatistes (MNA, PCA, etc.) », janvier 1962 (SHD, Vincennes, 1 H 1719/2).

1448. Dossier « Tracts » (SHD, Vincennes, 1 H 1720/2).

1449. Rapport du commissaire Rauzy, 9 juin 1961 (SHD, Vincennes, 1 H 1254/2).

1450. Voir notamment : Sadek HADJERÈS, *Quand la nation s'éveille. Mémoires*, *op. cit.*

Notes du chapitre 19 (pages 416 à 453)

1451. « Marianne », *L'Express*, 7 juin 1957 (cité par Ludivine BANTIGNY, « Jeunesse et engagement pendant la guerre d'Algérie », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, vol. 8, n° 2, 2007).

1452. Enquête menée en novembre 1959 par le Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP), citée par Claude JUIN, *Guerre d'Algérie : la mémoire enfouie des soldats du contingent*, thèse de sociologie, EHESS, 2011 (publiée sous le titre *Des soldats tortionnaires. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'intolérable*, Robert Laffont, Paris, 2012).

1453. Cité par Jean-Paul JULLIAND, enquête orale menée auprès d'anciens conscrits de cette petite ville, publiée sous le titre *Ils ne savaient pas que c'était une guerre ! Appelés en Algérie*,

aujourd'hui ils racontent, Chronique sociale, Lyon, 2017. Film du même titre.

1454. Pierre FRECHET, « Ma môme », chanson, 1960.

1455. Cité par Jean-Paul JULLIAND, *Ils ne savaient pas que c'était une guerre*, *op. cit.*

1456. « Quand les conscrits lisent "Tintin" », *France Observateur*, 23 mai 1957.

1457. Claude JUIN, *Des soldats tortionnaires*, *op. cit.*

1458. Sébastien DENIS, *Le Cinéma et la guerre d'Algérie. La propagande à l'écran (1945-1962)*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2009.

1459. Ludivine BANTIGNY, « Jeunes appelés et rappelés en guerre d'Algérie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Nanterre, vol. 74, n° 1, 2004.

1460. Pierre GUILLAUMAT, « Développement des forces morales dans l'armée par la formation civique et l'information », 3 avril 1959 (cité par Ludivine BANTIGNY, « Le contingent français… », *loc. cit.*).

1461. Ludivine BANTIGNY, « Jeunes appelés… », *loc. cit.*

1462. Marc GIOVANINETTI, « Le travail antimilitariste : le PCF et l'armée dans les années 1920 », *Paprika*, 21 novembre 2013, <frama.link/LUpz7Rf3>.

1463. Yves LANCHON, *L'Action antimilitariste du PC et de la JC, 1928-1935*, maîtrise, Centre d'histoire du syndicalisme, université Paris-I, 1974 (fonds Jacques Girault, AD 93, Bobigny, 319 J 70).

1464. *L'Humanité-Dimanche*, supplément du Cher, 24 mai 1959.

1465. François HILSUM, intervention, journée d'études organisée par l'Amicale des vétérans du PCF, 15 avril 2001 (anecdote confirmée par *L'Humanité*, « Le coin du soldat », 13 août 1955).

1466. *L'Humanité*, 30 mars 1957.

1467. *L'Humanité*, 18 août 1956.

1468. Nombreux rapports, avec parfois listes nominatives de participants (« Surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur » (Archives nationales, Pierrefitte, 20010216/0033).

1469. Nombreuses listes, Archives nationales, même cote.

1470. Cité par Jean-Charles JAUFFRET, *Soldats en Algérie. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Autrement, Paris, 2000.

1471. Amado GARCIA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1472. François PEREZ, entretien accordé à Charles Rollandin, Grenoble, 2 avril 2013 (copie transmise à l'auteur, qui remercie

l'interviewé et l'intervieweur).

1473. Paul FROMONTEIL, entretien avec l'auteur, Châtellerault, 3 décembre 2017.

1474. Edmond COËDELO, *Rebelles dans les djebels. Guerre d'Algérie, lutte contre le colonialisme*, Le Travailleur du Sud-Ouest, Agen, 2002.

1475. Archives de l'Union des jeunesses communistes (AD 93, Bobigny, 500 J 649).

1476. Claude DESPRETZ, témoignage, *in* Gérard COUTURIER (dir.), *Des profs d'EPS témoignent. À l'épreuve de la guerre d'Algérie*, Institut de recherches de la FSU/Centre EPS et société, Syllepse, Paris, 2005.

1477. Voir son court ouvrage de mémoires, signé Selim BOULANGER, *Insoumis*, Éditions Baudelaire, Lyon, 2011.

1478. Jean LAURANS, témoignage, *in Une mémoire meurtrie. Paroles d'appelés du contingent lors de la guerre d'Algérie*, témoignages recueillis par le club Histoire du lycée Buffon au cours des années 2000-2002, publication de la région Île-de-France, Paris, 2002.

1479. Edmond COËDELO, *Rebelles dans les djebels*, *op. cit.*

1480. Marcel YANNELLI, *J'ai mal à l'Algérie de mes vingt ans. Carnets d'un appelé, 1960-1961*, L'Harmattan, Paris, 2016.

1481. Jean-Paul JULLIAND, *Ils ne savaient pas que c'était une guerre*, *op. cit.*

1482. Gilbert ARGELÈS, « Un communiste isolé durant la guerre d'Algérie », blog Gilbert Argelès, 20 août 2012, <frama.link/w3Ap39F4>.

1483. *Ibid.*

1484. Jean-Pierre FARKAS, entretien avec l'auteur, Paris, 10 novembre 2017.

1485. Paul FROMONTEIL, entretien avec l'auteur, Châtellerault, 3 décembre 2017.

1486. Jacques TOURTAUX, « Mon vécu de la guerre d'Algérie », conférence, Bryay-la-Bussière, 30 avril 2011, *Le Réveil communiste*, <frama.link/udqscV-r>.

1487. Jean DIARD, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

1488. Claude VINCI, *Les Portes de fer. « Ma » guerre d'Algérie et « ma » désertion*, Le Temps des cerises, Pantin, 2002.

1489. « Bernard Sigg, témoin d'une blessure toujours vive », entretien accordé à France Berlioz, *L'Humanité*, 2 décembre 2000.

1490. Bernard SIGG, entretien avec l'auteur, Paris, 2 octobre 2017.

1491. Claude VINCI, nombreux entretiens avec l'auteur.

1492. Bernard SIGG, entretien avec l'auteur, Paris, 2 octobre 2017.

1493. Francis RENDA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1494. Paul LEFEBVRE, « Lettre au président de la République, René Coty », fin 1957 (citée par Jacques DUQUESNE, avec Antoine D'ABBUNDO, *Carnets secrets de la guerre d'Algérie*, Bayard, Paris, 2012).

1495. Claude JUIN, *Des soldats tortionnaires*, *op. cit.*

1496. Claire MAUSS-COPEAUX, *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Hachette, Paris, 1998.

1497. Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

1498. Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

1499. Jean PORTEJOIE, lettre à l'auteur, 16 août 1983.

1500. Claude LECOMTE, entretien avec l'auteur, Paris, 5 janvier 1983. Voir également son témoignage : « Ma plus belle rencontre avec *L'Huma* », *L'Humanité*, 14 octobre 2003.

1501. Tract en date du 17 novembre 1952, distribué aux recrues en gare de Bône, aujourd'hui Annaba (reproduction d'un

document de la Sécurité militaire, *in* Micheline LECOMTE, *Claude Lecomte, la beauté d'une vie*, plaquette, s.l.n.d.).

1502. Tract en date du 2 décembre 1952, retrouvé par la Sécurité militaire au sein de la caserne de Bône (cité *in* « L'affaire Lecomte et ses camarades… Maccarthysme dans l'armée », *La Défense*, SPF, juillet 1953).

1503. « Ils veulent étendre leur complot », *L'Humanité*, 27 février 1953.

1504. Jacques DUCLOS, « Amnistie ! », *L'Humanité,* 12 juillet 1955.

1505. Jean-Pierre CHABROL, « L'affaire de Constantine », *L'Humanité*, série du 20 au 24 juillet 1955.

1506. Raymond LAVIGNE, « Constantine. Le tribunal militaire décide le renvoi du procès des 9 », *L'Humanité*, 27 juillet 1955.

1507. Jean DIARD, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

1508. Chiffres donnés par Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit*.

1509. Élie MIGNOT, « *Soldats de France* et l'intervention du PCF auprès des soldats du contingent », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 8, 1982 ; François HILSUM, « Guerre d'Algérie : le contingent, les JC et le PCF », *loc. cit.*

1510. Note au secrétariat du PCF, 25 février 1958, fonds Raymond Guyot (Archives du PCF, 283 J 70).

1511. Note du commandant supérieur des Forces armées en Algérie, 25 juillet 1961 (SHD, Vincennes, 1 H 1720/2).

1512. André Moine, « Communistes algériens, communistes français, guerre d'Algérie », entretien avec Roger Bourderon, *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 8, 1982.

1513. Témoignages d'Alfred Gerson et Lucien Hanoun, « Un journal clandestin pour les appelés : *La Voix du soldat* », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 8, 1982. Lors d'un entretien croisé entre Lucien Hanoun (alors âgé de cent deux ans), Alfred Gerson et l'auteur, Vitry-sur-Seine, 14 février 2017, les détails de cette aventure peu ordinaire furent confirmés.

1514. Jacques Massu, *La Vraie bataille d'Alger*, Plon, Paris, 1971.

1515. Jean-Charles Deniau, *La Vérité sur l'Affaire Maurice Audin*, *op. cit.*

1516. Alfred Gerson, entretien cité.

1517. Julien Hage, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit.*

1518. François Hilsum, témoignage cité.

1519. Feuille dactylographiée, non signée (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil, fonds Louis Odru).

1520. Question écrite n° 8328 à M. le ministre des Armées, 15 décembre 1960, *JORF*.

1521. Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

1522. Jean-Charles Jauffret, *Soldats en Algérie : expériences contrastées des hommes du contingent*, Autrement, Paris, 2000.

1523. Comme en a par exemple témoigné Jean Diard, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

1524. Paul-Louis Darnar, « Le gouvernement de guerre d'Herriot-Boncour fait condamner Raymond Guyot à un an de prison. "Vive l'Armée rouge, vive le Parti et la Jeunesse communistes, vive l'amnistie !" », *L'Humanité*, 5 octobre 1932.

1525. Cité par Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ?*, *op. cit.*

1526. Étienne Fajon, *L'Humanité*, 27 avril 1960.

1527. Alban Liechti, *Le Refus*, Le Temps des cerises, Pantin, 2005. Toutes les citations d'Alban Liechti sont tirées de cet ouvrage.

1528. Note dactylographiée, ni datée ni signée, probablement de Josette Liechti, mère d'Alban (Archives famille Liechti).

1529. « Pour libérer Alban Liechti », *La Défense*, janvier 1957.

1530. Vanessa Codaccioni, notice « Claudine Nahori », *in* René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement*

ouvrier, Maghreb/Le Maitron, op. cit. ; voir BDIC, Nanterre, fonds Claudine Nahori, <frama.link/UUzZb07G>.

1531. *L'Humanité*, 20 novembre 1956.

1532. Raymond Guyot, « Nouvel an du soldat », *L'Humanité*, 31 décembre 1956.

1533. Bureau politique (Archives du PCF, 261 J 4/14).

1534. Secrétariat (Archives du PCF, 261 J 5/14).

1535. *Ibid.*

1536. Léon Feix, *L'Humanité*, 18 septembre 1957.

1537. André Stil, « Libérez Alban Liechti », 30 septembre 1957.

1538. Lettre de Marcel Dufriche à Léon David, ancien sénateur communiste, principal dirigeant des comités Henri Martin de 1951 à 1953, 7 octobre 1957 (IHS-CGT, Montreuil, Fonds Marcel Dufriche, 15 B1/43).

1539. Julien Lauprêtre, entretien avec l'auteur, Paris, 9 juin 2017.

1540. Lettre de Julien Lauprêtre « aux camarades Dupuy, Bailly et à l'attention du secrétariat du CC », 31 mars 1958 (Archives du PCF, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

1541. Alain Guérin, « Il faut libérer Alban Liechti. L'honneur en prison », *L'Humanité*, 25 avril 1958. Interventions du pasteur

Jean Bosc, de l'abbé Jean Boulier, d'Andrée Marty-Capgras et de Léon Feix en page intérieure. Un message de Louis Massignon fut lu.

1542. Ce développement d'après Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, *op. cit*.

1543. Gilbert Dubant, « René Boyer, le militant qui refusait de tuer des Algériens », *Mémoires vives. Revue de l'Institut d'histoire sociale CGT d'Île-de-France*, juillet-septembre 2012.

1544. Alban Liechti, témoignage, *in* Alban Liechti *et al.*, *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie. La parole aux témoins*, L'Épervier, Noisy-le-Sec, 2012.

1545. Henri Martin, *Quelques souvenirs du siècle passé*, Le Temps des cerises, Pantin, 2009 ; François Hilsum, témoignage cité.

1546. Secrétariat (Archives du PCF, 261 J 5/14).

1547. Toutes les citations qui suivent *in* Enregistrements sonores, CC du PCF, 16 septembre 1957 (Archives du PCF, bande 202, 4 AV 3741/3750).

1548. Léandre Letoquart, *L'Humanité*, 27 septembre 1957.

1549. Jean Clavel, nombreux entretiens avec l'auteur, Paris et Malakoff, 1990-2017.

1550. Raphaël Grégoire, témoignage, *in* Alban Liechti *et al.*, *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1551. Jean Diard, entretien avec l'auteur, Paris, 9 janvier 2017.

1552. Marc Giovaninetti, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

1553. Voir Alban Liechti *et al.*, *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1554. Claude Despretz (lui aussi soldat du refus, mais pas à Timfouchi), « Les souffrances de Lucien Fontenel », *L'Humanité*, 17 novembre 2000.

1555. Marc Sagnier, lettre manuscrite au président de la République, 4 mai 1958, reproduite sous forme de tract ronéoté (Archives Bernard Deschamps).

1556. Marc Sagnier, lettre manuscrite, 1er décembre 1958 (Archives Bernard Deschamps).

1557. La date d'octobre 1957 figure à côté de la signature (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

1558. Gaston Plissonnier, note à Léon Feix, 21 janvier 1958 (Archives du PCF, AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

1559. « Deux jeunes soldats du XIe, Jean Vandart et Gilbert Bleiveis, arrêtés pour leur action en faveur de la paix en Algérie » (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

1560. Fonds Raymond Guyot (Archives du PCF, chemise « Autres soldats », 283 J 70).

1561. Léon Feix, note au secrétariat, 3 mars 1958 (AD 93, nouveau fonds Léon Feix, 334 J 6).

1562. « Trois lettres de soldats », la date de mars 1958 figure à côté de la signature PCF (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

1563. Gaston Plissonnier, lettre à Léon Feix, 11 mars 1958 (Archives du PCF, fonds Léon Feix, 334 J 1, chemise « Algérie »).

1564. Jeunesses communistes, « Serge Magnien, étudiant en architecture, fait le procès de la guerre d'Algérie », brochure, 16 pages, août 1958.

1565. Jeunesses communistes, « Jeunes de France, un jeune soldat vous parle », 21 septembre 1958 (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

1566. Une note manuscrite jointe au tract signale qu'il a été tiré à 10 000 exemplaires et que cinq cents affiches furent collées (Archives du PCF, fonds Raymond Guyot, chemise « Pierre Guyot », 283 J 70).

1567. Madeleine Riffaud, *L'Humanité*, 24 décembre 1958.

1568. *L'Avant-Garde*, 4 mars 1959.

1569. PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN, « Des soldats français refusent de combattre notre peuple », 22 décembre 1957 (Archives du PCF, fonds Tracts du PCF, 261 J 55/7).

1570. Raymond GUYOT, lettre tapuscrite, 4 janvier 1958 (Archives du PCF, fonds Raymond Guyot, chemise « Dossiers autres détenus », 283 J 70).

1571. Raymond GUYOT, lettre tapuscrite, 25 février 1958 (Archives du PCF, mêmes références).

1572. Julien LAUPRÊTRE, entretien avec l'auteur, Paris, 9 juin 2017.

1573. Maurice THOREZ, « Rassemblons toutes les forces pour la bataille contre le pouvoir personnel », discours de clôture à la conférence fédérale de Paris (31 mai 1959), *L'Humanité*, 3 juin 1959.

1574. Maurice THOREZ, « Lénine et l'attitude des jeunes devant le service militaire », *L'Humanité*, 1er novembre 1960.

1575. *Le Figaro*, 10 juin 1959. Ce quotidien tenait depuis des années une rubrique, en général bien informée, intitulée « *Le Figaro* donne ici les informations que *L'Humanité* refuse à ses lecteurs ». Il est assez probable que les informateurs anonymes étaient pilotés par l'ancien préfet Jean Baylot.

1576. Jean GAJER, témoignage, *in* Marc GIOVANINETTI, *Cinquante Ans au cœur du système communiste*, *op. cit.*

1577. Article soutenant Alban Liechti, *L'Humanité*, 28 mai 1959.

1578. Cité par *Le Monde*, 14 juin 1960.

1579. *L'Humanité-Dimanche*, 1er avril 1962.

1580. Jean PLANCHAIS, « Le putsch manqué d'Alger », *Le Monde*, 23 avril 2001 (cité dans l'article de François NADIRAS, « Les appelés en Algérie et le putsch d'avril 1961 », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 12 avril 2011, <frama.link/fgkdSSHd>).

1581. Sous-lieutenant Jacques GUY, témoignage, « Soldats et citoyens », *Esprit*, juin 1961.

1582. Vincent LENDORMY, témoignage, *ibid.*

1583. Francis RENDA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1584. UJCF, *Algérie, 22-25 avril 1961*, *Le Contingent*, supplément à *L'Avant-Garde*, 31 mai 1961.

1585. Ce récit d'après le témoignage d'un appelé du contingent : Jacques LAMBOUR, « La base de Blida pendant le putsch des généraux », *Histoire coloniale et postcoloniale*, 21 avril 2011, <frama.link/oTS8eVup>.

1586. UJCF, *Algérie, 22-25 avril 1961*, *op. cit.*

1587. Serge DROUOT, témoignage *in Une mémoire meurtrie*, *op. cit.*

1588. Raymond GUYOT, « Le contingent aux côtés du peuple pour la paix en Algérie », *L'Humanité*, 6 mai 1961.

1589. Bernard SIGG, *Le Silence et la Honte*, Éditions sociales, Paris, 1989.

1590. Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, *Lieutenant en Algérie*, Julliard, Paris, 1957.

1591. Cet épisode d'après Paul FROMONTEIL, *Mémoires d'un militant communiste et d'un élu républicain*, plaquette, Naintré, s. d. (2015) ; également entretien avec l'auteur, Châtellerault, 3 décembre 2017.

1592. Voir les plateformes des trois organisations *in* Jean-Luc EINAUDI, *Franc-Tireur : Georges Mattei, de la guerre d'Algérie à la guérilla*, Éditions du Sextant/Danger public, Paris, 2004.

1593. Paul FROMONTEIL, entretien cité.

1594. Cité par Jean-Luc EINAUDI, *Franc-Tireur*, *op. cit.*

1595. *L'Ancien d'Algérie*, n° 1, décembre 1958 (*Fnaca.org* , < frama.link/QjUYTf35>).

1596. COMITÉ DE LIAISON DES ASSOCIATIONS NATIONALES DES RAPATRIÉS (CLAN-R), « La nature exacte de la FNACA… », 16 mars 2016, <frama.link/put6Xf0b>.

1597. Paul FROMONTEIL, entretien avec l'auteur, Châtellerault, 16 décembre 2017.

1598. *Ibid.* ; Jean Laurans, entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

1599. Georges Mattei, témoignage, *in* Jean-Luc EINAUDI, *Franc-Tireur*, *op. cit.* Il s'agit probablement du 17, rue Édouard Manet, Paris XIIIe, premier siège national de la fédération.

1600. *L'Ancien d'Algérie*, n° 2, juillet-août 1959, <frama.link/XJdAWKbR>.

Notes du chapitre 20 (pages 454 à 478)

1601. Sharon ELBAZ et Liora ISRAËL, « L'invention du droit comme arme politique dans le communisme français. L'Association juridique internationale (1929-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 85, n° 1, 2005.

1602. Marcel WILLARD, Éditions sociales internationales, 1938 (première édition).

1603. Voir Francis KOERNER, « Le Secours rouge international et Madagascar (1930-1934) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 72, n° 269, 1985.

1604. Sharon ELBAZ, « Les avocats métropolitains dans les procès du Rassemblement démocratique africain (1949-1952) : un banc

d'essai pour les collectifs d'avocats en guerre d'Algérie ? », *Bulletin de l'IHTP*, n° 80, 2002 ; Meredith TERRETTA, « "Cause Lawyering" et anticolonialisme : activisme politique et état de droit dans l'Afrique française, 1946-1960 », *Politique africaine*, vol. 138, n° 2, 2015.

1605. « Notre collège juridique », *La Défense*, 26 mai 1950.

1606. Pierre BRAUN, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, Autoédition, 2015.

1607. Voir Sharon ELBAZ, « L'avocat et sa cause en milieu colonial. La défense politique dans le procès de l'Organisation spéciale du Mouvement pour le triomphe des libertés en Algérie (1950-1952) », *Politix*, vol. 16, n° 62, 2003.

1608. Ataouia KRALFA, *La Profession d'avocat en Algérie coloniale (1830-1962)*, thèse de droit, université de Bordeaux, 2016, <frama.link/XdjGg8_D>.

1609. Louis GRANGE, « Témoignage », *Histoire de la justice*, numéro spécial, « La justice en Algérie, 1830-1962 », vol. 16, n° 1, 2005.

1610. Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1611. Axelle BRODIEZ, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième Siècle*, n° 2, 2006.

1612. *Liberté*, 23 décembre 1954.

1613. Voir Henri J. DOUZON, « Justice coloniale, justice d'exception », *La Nouvelle Critique*, juin 1955.

1614. « Des avocats ! », *La Défense* (SPF), mars 1956.

1615. Axelle BRODIEZ, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie », *loc. cit.*

1616. « Dix-sept avocats ont défendu en Algérie des centaines d'emprisonnés politiques », *L'Humanité*, 14 mai 1956.

1617. Julien LAUPRÊTRE, « Rapport au IXe congrès national du SPF », Paris, 13-15 avril 1963, document dactylographié (Archives du SPF, Paris).

1618. Nicole DREYFUS, « D'une enfance alsacienne à la guerre d'Algérie : racines et permanences du combat dreyfusard », *in* Gilles MANCERON et Emmanuel NAQUET (dir.), *Être dreyfusard hier et aujourd'hui*, PUR, Rennes, 2009.

1619. *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, entretiens avec Philippe Karim Felissi, Le Félin, Paris, 2005.

1620. Voir Gisèle HALIMI, *Avocate irrespectueuse*, Plon, Paris, 2002. Paul Aussaresses a confirmé qu'une élimination physique de l'avocate fut envisagée (*Services spéciaux. Algérie, 1955-1957*, Perrin, Paris, 2001).

1621. Arrêté d'expulsion du territoire algérien en date du 27 juin 1958, signé par le général Raoul Salan ; du même Salan, lettre au préfet de police Maurice Papon, 5 août 1958 (APPP, HA 10, « Mouvements entre l'Afrique du Nord et la métropole », Affaires générales, 1958, dossier 4513-9).

1622. Vanessa CODACCIONI, notice « Claudine Nahori », *loc. cit.*

1623. Fonds Me Pierre Kaldor (AD 93, Bobigny, 503 J 52).

1624. Récit de Me Nicole Rein recueilli par Madeleine RIFFAUD, « Ils frappaient pour tuer », *L'Humanité*, 11 juillet 1960.

1625. Voir son témoignage : « Je devais être assassinée par l'OAS aujourd'hui », interview recueillie par Gérard GATINOT, *L'Humanité*, 7 février 1962.

1626. Nicole DREYFUS, « D'une enfance alsacienne… », *loc. cit.*

1627. Pierre BRAUN, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, *op. cit.*

1628. Toussaint RÉTHORÉ, « Les avocats et la guerre d'Algérie », *ColonialCorpus*, septembre 2014, <frama.link/8jkzp76K>.

1629. Ali HAROUN, *La VIIe Wilaya*, *op. cit.*

1630. *Ibid.*

1631. Cité par Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, *op. cit.*

1632. Bernard VIOLET et Robert HEGADEN, *Vergès, maître de l'ombre*, Seuil, Paris, 2000.

1633. *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, *op. cit.*

1634. Jacques VERGÈS, *Dictionnaire amoureux de la justice*, Plon, Paris, 2002.

1635. *Jacques Vergès l'anticolonialiste*, *op. cit.*

1636. Jacques VERGÈS, *L'Ultime Plaidoyer. Entretiens avec François Dessy*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 2014.

1637. Jacques VERGÈS, *De mon propre aveu. Souvenirs et rêveries*, Pierre-Guillaume de Roux, Paris, 2013.

1638. Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice*, *op. cit.*

1639. Mohand ZEGGAGH, *Prisonniers politiques en France pendant la guerre d'Algérie. La prison, un champ de bataille*, Publisud, Paris, 2012.

1640. Jean-Philippe OULD AOUDIA, entretien avec l'auteur, Paris, 24 avril 2017.

1641. Jacques VERGÈS, Michel ZAVRIAN et Maurice COURRÉGÉ, *Le Droit et la Colère*, Minuit, Paris, 1960.

1642. Nicole DREYFUS, « D'une enfance alsacienne… », *loc. cit.*

1643. Sarah RAOUF, « Jacques Vergès : "Procès de rupture, droit international et USA", *Le Quotidien d'Oran*, 16 février 2006.

1644. Sylvie THÉNAULT, « Défendre les nationalistes algériens en lutte pour l'indépendance. La "défense de rupture" en question », *Le Mouvement social*, vol. 240, n° 3, 2012.

1645. Jacques VERGÈS et *al.*, *Défense politique*, *op. cit.*

1646. Me François SAINT-PIERRE, « Non, Jacques Vergès n'a pas inventé la défense de rupture », *Le Monde*, 20 août 2013 ; Me Jean DANET, « De Marcel Willard à Jacques Vergès : la défense de rupture », colloque Cour de cassation, 5 novembre 2015, <frama.link/cRntMBSW>.

1647. Marcel WILLARD, *La Défense accuse*, seconde édition, Éditions sociales, Paris, 1955.

1648. Mohand ZEGGAGH, *Prisonniers politiques en France pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1649. Nicole DREYFUS, « Témoignage », *in* Michel REYNAUD (dir.), *Elles et Eux, l'Algérie*, Tirésias, Paris, 2004.

1650. Pierre BRAUN, *Itinéraire d'un avocat de conviction (1945-1998)*, *op. cit.*

1651. Fonds Me Pierre Kaldor (AD 93, 503 J 5). Ces notes sont parfois constituées de phrases totalement rédigées, parfois de simples formules. Nous avons évidemment respecté la forme.

1652. « Amis du Secours », *La Défense*, mars 1956.

1653. Henri DOUZON, « Les condamnés à mort d'Alger », *L'Humanité-Dimanche*, 20 mars 1955.

1654. Frédérick GENEVÉE et Sharon ELBAZ, notice « Michel Bruguier », *Dictionnaire Maitron*, <frama.link/kxe_u8C6>.

1655. Pierre BRAUN, « Justice à la chaîne », *France nouvelle*, 19 décembre 1957.

1656. Témoignage de Pierre VIDAL-NAQUET, « Histoire d'une amitié » (avec Jérôme Lindon), *Libération*, 14 avril 2001.

1657. Roger VAILLAND, *Écrits intimes*, Gallimard, Paris, 1968 ; Dominique DESANTI, *Ce que le siècle m'a dit. Mémoires*, Plon, Paris, 1997 ; Pierre DAIX, *Tout mon temps. Mémoires*, Fayard, Paris, 2001.

1658. Archives du PCF, Commission centrale de contrôle politique, « Intellectuels communistes », Courrier à Léon Feix, 261 J 6/9.

1659. Voir par exemple Jean-François SIRINELLI et Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Complexe, Bruxelles, 1999 ; Michel WINOCK, *Le Siècle des intellectuels*, Seuil, Paris, 1997.

1660. Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, La Découverte, Paris, 2005 (ouvrage portant sur la période ultérieure, mais qui donne quelques indications sur notre sujet).

1661. Louis ARAGON, « Il revient », *L'Humanité*, 8 avril 1953.

1662. Louis ARAGON, *Les Egmont d'aujourd'hui s'appellent André Stil*, brochure, supplément aux *Lettres françaises*, n° 416, 29 mai 1952.

1663. Louis ARAGON, *L'Humanité*, 19 décembre 1952.

1664. Louis ARAGON, *Le Neveu de M. Duval, suivi d'une lettre d'icelui à l'auteur de ce livre*, Éditeurs français réunis, Paris, 1953.

1665. Référence à une phrase de Goethe, utilisée par Paul Éluard, « La poésie de circonstance », 1952.

1666. Louis ARAGON, intervention au comité central du PCF, 15-16 janvier 1958 (Archives du PCF, document enregistré, bande 202, 1 AV 121/7075, transcrit en document dactylographié) ; repris *in* « Discours d'Aragon au comité central en 1958 », *Les Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, n° 4, 2002, présentation de François Eychart (qui donne la date du 18 janvier).

1667. Jean AMROUCHE, « La France comme mythe et comme réalité. De quelques vérités amères », *Le Monde*, 11 janvier 1958 (document reproduit in *Les Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, numéro cité).

1668. Hervé BISMUTH, « Aragon dans la guerre d'Algérie », *in* Hervé BISMUTH et Fritz TAUBERT (dir.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, *op. cit.*

1669. Louis ARAGON, « Un roman qui commence », *Les Lettres françaises*, 8 juillet 1954 (cité par Hervé BISMUTH, *loc. cit.*).

1670. Entre autres, en une des *Lettres françaises* : nouvelle, 1er septembre 1955 ; poème, 20 octobre 1955 ; dénonciation du boycottage dont ses écrits étaient l'objet, 9 février 1956 ; quatre poèmes, 24 avril 1958 ; poème, 16 octobre 1958 ; nouvelle, 19 février 1959 ; trois poèmes, 15 octobre 1959, etc.

1671. Louis ARAGON, « Mohammed Dib, poète », préface à *L'Ombre gardienne*, Gallimard, Paris, 1961.

1672. Louis ARAGON, « Mouloud Feraoun, écrivain algérien », *Les Lettres françaises*, 12 mars 1962.

1673. François KEREL, « Une guerre de cent ans » ; Andrée BARRET, « Poème pour Alban Liechti », *Les Lettres françaises*, 28 juin 1958.

1674. Pierre DAIX, « Les écrivains et le sentiment national », *Les Lettres françaises*, 29 septembre 1955 ; « La tragédie algérienne », 4 juillet 1957 ; « La question », 19 juin 1958 ; « L'abîme », 19 février 1959.

1675. Françoise D'EAUBONNE, « Algérie, fin 1954 », *Les Lettres françaises*, 24 février 1955 ; RÉDACTION, « L'affaire Audin, l'affaire de la France », 29 mai 1958 ; appel de personnalités contre le procès intenté à Georges Arnaud, 19 mai 1960 ; Pierre BOULLE, « À propos de Georges Arnaud », 16 juin 1960 ; etc.

1676. Hervé Bismuth, *Un poème à thèses :* Le Fou d'Elsa *d'Aragon*, Publications de l'ENS, Lyon, 2004.

1677. Louis Aragon, *Entretiens avec Francis Crémieux*, Gallimard, Paris, 1964.

1678. Charles Haroche, *L'Idée de l'amour dans* Le Fou d'Elsa *et dans l'œuvre d'Aragon*, Gallimard, Paris, 1966.

1679. Charles Haroche, « Lectures d'Aragon pour *Le Fou d'Elsa* », *Recherches croisées Aragon/Elsa Triolet*, n° 5, Presses universitaires franc-comtoises, Besançon, 1994.

1680. Suzanne Ravis-Françon, « Aragon et les cultures arabo-islamiques », *La Pensée*, n° 332, octobre-décembre 2002.

1681. Jacques Berque, *Il reste un avenir. Entretiens avec Jean Sur*, Arléa, Paris, 1993. Aragon, accompagné de Roger Garaudy, assista au séminaire de Berque (témoignage de ce dernier *in* Charles Haroche, « Lectures d'Aragon… », *loc. cit.*).

1682. Reynald Lahanque, « Les romans du réalisme socialiste français », *Sociétés et Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003.

1683. André Stil, *Vers le réalisme socialiste*, La Nouvelle Critique, Paris, 1952 (cité par Reynald Lahanque, *loc. cit.*).

1684. André Stil, *L'Optimisme librement consenti. Entretiens avec Pierre-Luc Séguillon*, Stock, Paris, 1979.

1685. Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit*.

1686. Cité par Maryse VASSEVIÈRE, « "Aragon vous parle", étude d'une chronique », *Recherches croisées Aragon/Elsa Triolet*, n° 6, 1998.

1687. *L'Humanité*, 18 août 1959.

1688. André STIL, *L'Optimisme librement consenti*, *op. cit.*

1689. André STIL, *Une vie à écrire. Entretiens avec Jean-Claude Lebrun*, Stock, Paris, 1993.

1690. Gabrielle HILDAS ANDRIEVSKI, *Pas de cheval pour Hamida*, ouvrage d'abord publié en feuilleton dans *Les Lettres françaises*, puis paru en un volume, Éditeurs français réunis, Paris, 1957.

1691. Vladimir POZNER, *Le Lieu du supplice*, Julliard, Paris, 1959.

1692. Pierre GAMARRA, *Le Jardin d'Allah*, Éditeurs français réunis, Paris, 1961.

1693. Il fut plus tard auteur d'une thèse sur le même thème (*Guerre d'Algérie : la mémoire enfouie des soldats du contingent*, thèse de sociologie, EHESS, 2011, publiée sous le titre *Des soldats tortionnaires. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'intolérable*, Robert Laffont, Paris, 2012).

1694. Jacques Tissier, *Le Gâchis*, Éditeurs français réunis, Paris, 1960.

1695. *L'arabe sans maître. Guide de la conversation arabe en Tunisie, en Algérie et au Maroc, à l'usage des colons, des militaires et des voyageurs* (première édition, Armand Colin, Paris, 1937).

1696. John E. Flower, « *L'Arabe sans maître* : un inédit de Pierre Courtade », *in* Philippe Baudorre (dir.), *La Plume dans la plaie. Les écrivains journalistes et la guerre d'Algérie*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2003.

1697. Voir Francis Combes (textes choisis et présentés par), *Les Poètes et la guerre d'Algérie*, Le Temps des cerises, Pantin, 2012.

1698. Jacques Dubois, « Deux peintres et un poète, retour d'Algérie », Cercle d'Art, Paris, 1952.

1699. Madeleine Riffaud, repris *in La Folie du jasmin. Poèmes dans la nuit coloniale*, Tirésias, Paris, 2002.

1700. *Action poétique*, n° 12, 4e trimestre 1960.

1701. Gilbert Meynier, « À la mémoire d'André Prenant », *Confluences Méditerranée*, vol. 76, n° 1, 2011.

1702. Cité par Yann Kindo, « À la mémoire d'André Prenant, géographe de l'Algérie et militant communiste anticolonialiste », *Comité Valmy*, 27 novembre 2010, <frama.link/_Tjn-j3q>.

1703. Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit.*

1704. Anissa BOUAYED, *L'Art et l'Algérie insurgée*, *op. cit*.

1705. Rachid BOUDJEDRA, « Les Algéroises selon Picasso », *El Watan*, 16 juin 2005.

1706. Même titre, *El Watan*, 9 juin 2005.

1707. Chawki AMARI, « Picasso-Delacroix : à chacun sa peinture de l'Algérie », *Slate-Afrique*, 5 décembre 2012, <frama.link/nRc9kWJW>.

1708. Djilali KHELLAS, « Djamila Boupacha, par Pablo Picasso », *Village de Colbert*, s. d., <frama.link/5MZbBZ7A>.

1709. « André Fougeron (1913-1998), exposition du 15 février au 18 mai 2014 », Musée d'art et d'industrie André Diligent, Roubaix, <frama.link/V4jY-vRo>.

1710. Interview, 7 octobre 1960.

1711. René VAUTIER, Entretien, site *Avoir vingt ans dans les Aurès*, <frama.link/WsNMmN7P>.

1712. Cité par Benjamin STORA, *La Gangrène et l'Oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1991.

Notes du chapitre 21 (pages 479 à 502)

1713. Toutes leurs interventions sont reproduites dans la brochure : Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, *Guerre d'Algérie et colonialisme*, Paris, 1956.

1714. Jean-Paul Sartre, « Le colonialisme est un système », *loc. cit.*

1715. Sur toute cette période, voir notamment le travail très précisément documenté d'un auteur à la fois acteur et historien : Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, La Découverte, Paris, 2016.

1716. André Stil, *L'Humanité*, 18 janvier 1955.

1717. Voir par exemple l'article très hostile de Jean Gacon, « La "nouvelle gauche" ou les apartés de l'unité », *La Nouvelle Critique*, n° 81, janvier 1957.

1718. Francis Jeanson, « Le tournant algérien », *Esprit*, octobre 1951 ; « Logique du colonialisme », *Les Temps modernes*, juin 1952.

1719. Francis JEANSON, « L'art d'être grand-père », *in* Jean-Paul SARTRE (dir.), *L'Affaire Henri Martin*, Gallimard, Paris, 1953.

1720. Cité par Patrick ROTMAN et Hervé HAMON, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

1721. Marcel PÉJU, « La gauche respectueuse », *Les Temps modernes*, n° 169-170, avril-mai 1960.

1722. Francis JEANSON, « Lettre à Jean-Paul Sartre », *Les Temps modernes*, n° 169-170, avril-mai 1960.

1723. Sylvain PATTIEU, « Le "camarade" Pablo, la IVe Internationale et la guerre d'Algérie », *Revue historique*, n° 619, 2001.

1724. Jacques CHARBY (dir.), *Les Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie : les acteurs parlent*, La Découverte, Paris, 2004.

1725. Voir Georges ARNAUD, *Mon procès*, Minuit, Paris, 1961.

1726. Dont les minutes seront publiées dès avril 1961 par Marcel PÉJU, *Le Procès du réseau Jeanson*, Maspero, Paris, 1961 (rééd. La Découverte, Paris, 2002). Le livre sera immédiatement saisi par la police.

1727. Voir le texte et la liste des signataires reproduits par Jean-François SIRINELLI, « Algérie, Manifeste des 121. "Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie" », *Libération*, 12 janvier 1998, <frama.link/bQWFhdMr>.

1728. Paul NOIROT, *La Mémoire ouverte*, Stock, Paris, 1976.

1729. Martin EVANS, *Mémoires de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

1730. Martin VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

1731. Didar FAWZY-ROSSANO, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990)*, *op. cit*.

1732. Cité par Vanessa CODACCIONI, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, *op. cit*.

1733. Michel MULLER, entretien avec l'auteur, Saint-Denis, 17 janvier 2017.

1734. Claude MAZAURIC, communication écrite à la journée d'études de l'Amicale des vétérans du PCF, Draveil, 13 janvier 2001 (Archives du CN du PCF, fonds Louis Baillot, 1 CN 11).

1735. Mohammed HARBI, entretien avec l'auteur, Paris, 21 juillet et 25 novembre 2017.

1736. Maguy VERLET, entretien avec l'auteur, Paris, 21 novembre 2017.

1737. Nombreux exemples *in* Jacques CHARBY (dir.), *Les Porteurs d'espoir*, *op. cit.*

1738. Cité par Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI, préface de l'ouvrage de William SPORTISSE, *Le Camp des oliviers*, *op. cit.*

1739. Alain Krivine, entretien avec l'auteur, Montreuil, 25 avril 2014.

1740. Henri Benoits, militant CGT, membre du PCI chez Renault durant la guerre d'Algérie, entretien avec l'auteur, 4 mars 2017.

1741. Voir son autobiographie : Anne Beaumanoir, *Le Feu de la mémoire. La Résistance, le communisme et l'Algérie, 1940-1965*, Bouchène, Saint-Denis, 2009.

1742. « Les mystérieuses activités de la doctoresse Annette Roger provoquaient des scènes de ménage entre elle et son mari », *France-Soir*, 13 novembre 1959.

1743. Dominique Desanti, *Les Staliniens. Une expérience politique, 1944-1956*, *op. cit*.

1744. « Cent quarante-huit ans et huit mois de prison en 125 minutes », *L'Humanité*, 2 octobre 1960.

1745. CC du PCF, 14 octobre 1960, cité *in Les Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches*, tome 3, *1954-1964* (Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri/Conseil général, 2010).

1746. Daniel Agacinski, « Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant », *Cahiers du Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (GERME)*, n° 3, 2012. Ainsi que : Eithan Orkibi, *Les Étudiants de France et la guerre d'Algérie : identité et expression collective de l'UNEF (1954-1962)*, Syllepse,

Paris, 2012 ; « La manifestation du 27 octobre 1960 », *Cahiers du GERME*, n° 30, 2012-2013.

1747. « UNEF : du corporatisme au syndicalisme », *Tribune socialiste*, n° 3, 23 avril 1960, <frama.link/wBwKBvqa>.

1748. *La Vie ouvrière*, 23 mars 1960.

1749. « Déclaration de la CGT sur le problème algérien », *La Vie ouvrière*, 15 juin 1960.

1750. Déclaration commune CGT-CFTC-FEN-UNEF, 30 juin 1960, *La Vie ouvrière*, 13 juillet 1960.

1751. Marcel Caille, « Hâter l'heure de la paix », *La Vie ouvrière*, 20 juillet 1960.

1752. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

1753. Archives IHS-CGT, Montreuil, fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/11, sous-dossier « UNEF ».

1754. Pierre Mendès France, *Œuvres complètes*, tome 4, *Pour une République moderne, 1955-1962*, Gallimard, Paris, 1987.

1755. « Pour la paix en Algérie », tract de l'Union des syndicats FO de la région parisienne, 1960 (Archives IHS-CGT, Montreuil, fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/11).

1756. Étienne Fajon, « Ne pas disperser les efforts », *L'Humanité*, 6 octobre 1960.

1757. Madeleine Rebérioux, *in* Patrick Éveno et Jean Planchais (dir.), *La Guerre d'Algérie. Documents et témoignages*, La Découverte/Le Monde, Paris, 1989.

1758. Bureau politique du PCF, « Résolution », *L'Humanité*, 7 octobre 1960.

1759. Lettre du bureau confédéral de la CGT à l'UNEF, 7 octobre 1960 (IHS-CGT, Montreuil, fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/11, sous-dossier « UNEF »). Texte rendu public par *Le Peuple*, 15 octobre 1960.

1760. On peut reconstituer les péripéties de cette session du bureau politique grâce aux Archives du PCF : fonds Commission centrale de contrôle politique, Affaire Servin-Casanova, 261 J 6/11 ; fonds Waldeck Rochet, chemise « Affaire Casanova-Servin », 307 J 55 ; enregistrements sonores des séances du comité central, session du 13 janvier 1961, 1 AV 4693-4703.

1761. Laurent Casanova, lettre du 27 janvier 1961 au secrétariat du CC, résumant sa position du 17 octobre (Archives du PCF, fonds Waldeck Rochet, 307 J 55).

1762. Laurent Casanova, CC du 13 janvier 1961, résumant sa position du 17 octobre, enregistrement sonore (Archives du PCF).

1763. CC du 14 octobre 1960, *in* Parti communiste français, *Les Réunions du comité central*, tome 3, *op. cit.*

1764. Compte rendu sténographique (Archives du PCF, fonds Commission centrale de contrôle politique, dossier « Archives Servin-Casanova », 1, 261 J 6/10).

1765. *L'Humanité*, 19 octobre 1960.

1766. Gaston PLISSONNIER, lettre à Jean Devèze, secrétaire général du SNESUP, 19 octobre (Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, 264 J 34).

1767. Ce communiqué a dû tomber trop tard pour paraître dans *L'Humanité* du 20. Il figure donc dans l'édition du 21.

1768. *L'Humanité*, 21 octobre.

1769. Philippe ROBRIEUX, *Notre génération communiste, 1953-1968*, Robert Laffont, Paris, 1977.

1770. Jacques GIRAULT, entretien avec l'auteur, Pierrefitte, 26 octobre 2017.

1771. Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit*.

1772. « Huit mille travailleurs dans nos rues », *L'Humanité*, 27 octobre 1960.

1773. Alain BUJARD, « La guerre en Algérie, le syndicalisme étudiant et les luttes pour la paix et pour l'indépendance », *Cahiers d'histoire sociale Rhône-Alpes*, IHS-CGT, n° 62, décembre 2002.

1774. *La Vie ouvrière*, 2 novembre 1960.

1775. Benoît FRACHON, plaquette ronéotée, CGT/FSM, Courrier confédéral, *Bulletin d'information du bureau confédéral*, n° 8, 16 novembre 1960.

1776. *Ibid.*, n° 7, 10 novembre 1960.

1777. Philippe ROBRIEUX, *Notre génération communiste*, *op. cit.*

1778. Gilles MARTINET, entretien accordé à Hartmut Elsenhans, mai 1970 (cité *in* Rachid OUÏSSA (documents rassemblés par), *La Guerre d'Algérie par ses acteurs français*, *op. cit.*).

1779. Laurent CASANOVA, intervention, comité central, session du 13 janvier 1961 (Archives du PCF, enregistrements, 1 AV 4693-4703).

Notes du chapitre 22 (pages 503 à 540)

1780. Pour les évolutions communistes face au phénomène gaulliste, nous suivons ici en partie Marc LAZAR, « Le PCF et le gaullisme, 1958-1969 », *in* colloque *De Gaulle en son siècle : la République*, Institut Charles de Gaulle, tome 2, Plon, Paris, 1990 ; et Roger MARTELLI, préface à *Les Réunions du comité central du PCF*, tome 3, *op. cit.*

1781. Jacques DUCLOS, discours repris en brochure sous le titre « Non, le fascisme ne passera pas ! », avec comme sous-titre « De Gaulle, le fasciste, espère prendre le pouvoir, grâce à la complicité des politiciens SFIO, radicaux, MRP… », Paris, s. d. (1951).

1782. Jean FERNIOT, *De Gaulle et le 13 mai*, Plon, Paris, 1965.

1783. *Ibid.*

1784. Christophe NICK, *Résurrection. Naissance de la Ve République. Un coup d'État démocratique*, Fayard, Paris, 1998.

1785. Voir par exemple l'éditorial de Pierre COURTADE, « C'est la République qui est la France », *L'Humanité*, 19 mai 1958.

1786. Nombreux entretiens de l'auteur avec des témoins de l'époque.

1787. Frédéric CHARPIER, *Les RG et le Parti communiste. Un combat sans merci dans la guerre froide*, Seuil, Paris, 2000.

1788. *Ibid.*

1789. Pierre COURTADE, *L'Humanité*, 30 mai 1958.

1790. Maurice THOREZ, « La double imposture des fabricants de monarchie », article-leader de *L'Humanité*, 26 août 1958, repris dans toutes les publications communistes du moment.

1791. Jacques FAUVET (en collaboration avec Alain DUHAMEL), *Histoire du Parti communiste français, 1920-1976*, Fayard, Paris,

1977.

1792. Charles DE GAULLE, *Discours et Messages*, tome 3, *op. cit.*

1793. Charles DE GAULLE, *L'Écho d'Alger*, 29 avril 1959.

1794. *Cahiers du communisme*, numéro spécial, juillet 1959.

1795. Les citations qui suivent dans les numéros de septembre 1959 de *L'Humanité.*

1796. René ANDRIEU, « La seule voie qui vaille », *L'Humanité*, 17 septembre 1959.

1797. BUREAU POLITIQUE DU PCF, *L'Humanité*, 18 septembre 1959.

1798. Jacques DUCLOS, *L'Humanité*, 19 septembre 1959.

1799. Maurice THOREZ, *L'Humanité*, 28 septembre 1959.

1800. Roland LEROY, entretien avec l'auteur, Clermont-l'Hérault, 3 décembre 2017.

1801. Déclaration, Tunis, 29 septembre 1959, presse française, 30 septembre 1959.

1802. *Radio-Moscou*, 1er novembre 1959 (cité par *Le Monde*, 3 novembre 1959) ; déclaration postérieure donc au virage du PCF, mais dont le contenu avait forcément été connu plus tôt par ses dirigeants.

1803. Maurice THOREZ, CC du PCF, session du 3 novembre 1959, *L'Humanité*, 11 novembre. Notons au passage qu'il était alors assez rare qu'un tel délai passe entre un discours et son impression dans l'organe central.

1804. CC du PCF, 3 novembre 1959 (*in* PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les Réunions du comité central du PCF*, tome 3, *op. cit.*).

1805. Maurice THOREZ, « À propos de l'autodétermination », 11 mars 1960.

1806. Selon le titre de l'ouvrage rappelant la première affaire : Charles TILLON, *Un Procès de Moscou à Paris*, Seuil, Paris, 1989.

1807. Voir Michel DREYFUS, *PCF. Crises et dissidences, de 1920 à nos jours*, Complexe, Bruxelles, 1990.

1808. La mise au point la plus récente, appuyée sur des recherches en archives, est celle de Paul BOULLAND, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2016.

1809. Roger MARTELLI, « Le PCF et le PCI face à Khrouchtchev (1953-1964) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 112-113, 2010.

1810. Maurice KRIEGEL-VALRIMONT, *Mémoires rebelles* (avec Olivier Biffaud), Odile Jacob, Paris, 1999.

1811. Michel HINCKER, « Le discours de Constantine », *Économie et Politique*, novembre 1958.

1812. « Pourquoi ? Marcel Servin répond à vos questions », *France nouvelle*, 28 janvier 1960.

1813. Archives du PCF, archives de direction, 331-J-2/36, sous-chemise « CC Montreuil, 2-3 février 1960 ».

1814. CC du PCF, 23 mai 1960 (*in* PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les Réunions du comité central*, tome 3, *op. cit.*).

1815. PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les Réunions du comité central*, *ibid.*

1816. Enregistrements sonores des séances du comité central, session du 13 janvier 1961 (Archives du PCF, 1 AV 4693-4703).

1817. Propos rapportés par Philippe Robrieux (cité par Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*).

1818. Roger MARTELLI, « Le PCF et le PCI… », *loc. cit.*

1819. Voir Jean-Luc EINAUDI, *La Bataille de Paris. 17 octobre 1961*, Seuil, Paris, 1991 ; *Octobre 1961 : un massacre à Paris*, Fayard, Paris, 2001. Et Jim HOUSE et Neil MACMASTER, *Paris 1961. Les Algériens, la mémoire et la terreur d'État*, Tallandier, Paris, 2008.

1820. *Les Temps modernes*, éditorial, novembre 1961 ; Pierre VILLETTE, « Paris 1942-1961 », *Démocratie nouvelle*, décembre 1961.

1821. Voir notamment, outre les ouvrages précités de Jean-Luc Einaudi : Marcel PÉJU et Paulette PÉJU, *Le 17 octobre des*

Algériens. Suivi de « La triple occultation d'un massacre » par Gilles Manceron, La Découverte, Paris, 2011.

1822. Robert BONY (pseudonyme de Robert LAZURICK), *L'Aurore*, 18 octobre 1961.

1823. *Paris-Presse*, 19 octobre 1961.

1824. « Un miroir pour les Français », entretien (évidemment anonyme) accordé à Jean Cau, *L'Express*, 16 novembre 1961.

1825. Mohammed AARABI, témoignage, janvier 2001, *in* film de Samira MESHABI, *17 octobre 1961 : contre l'oubli*, <frama.link/QX3DrGRp> ; Yasmina ADI, *Ici, on noie des Algériens*, film, 2011.

1826. Daniel JOUANNEAU, « Les communistes et la répression du 17 octobre 1961 contre les Algériens », page dactylographiée (Musée d'histoire vivante, Montreuil, fonds Madeleine Rebérioux).

1827. Georges FRISCHMANN, « C'est écrit avec du sang dans les rues de Paris », *La Vie ouvrière*, 8 novembre 1961.

1828. Ouanassa Siari TENGOUR, « Octobre 1961 dans les archives de la Cimade », *in* Olivier LE COUR GRANDMAISON (dir.), *Le 17 octobre 1961. Un crime d'État à Paris*, La Dispute, Paris, 2001.

1829. Roland VUILLAUME, « Violences racistes et complot fasciste », *France nouvelle*, 25 octobre 1961 ; « Si la Seine parlait… », *France nouvelle*, 1er novembre 1961.

1830. « Déjà des millions », *La Défense*, n° 445, novembre 1961.

1831. « Des médecins accusent », *L'Humanité*, 7 novembre 1961 ; « À la Mutualité… », *La Défense*, n° 446, décembre 1961.

1832. Comité UFF de Gennevilliers, « Solidarité aux femmes algériennes », document dactylographié non daté, 21 ou 22 octobre 1961 (Archives municipales, Gennevilliers).

1833. Voir la réédition : Paulette PÉJU, *Ratonnades à Paris*, précédé de *Les Harkis à Paris*, préface de Pierre Vidal-Naquet, introduction de Marcel Péju, postface de François Maspero, La Découverte, Paris, 2000.

1834. « Le dossier de la CFTC sur la répression », *Témoignages et Documents*, novembre 1961.

1835. « La bataille de Paris », *Les Temps modernes*, n° 186, novembre 1961.

1836. Olivier MILZA, *Les Français devant l'immigration*, Complexe, Bruxelles, 1988.

1837. *L'Humanité*, 24 octobre 1961 (reportage et photo en première page).

1838. Jean-Luc EINAUDI, *La Bataille de Paris*, *op. cit.*

1839. Note citée par Mohammed HARBI, *Sou'al*, document 20, n° 7, septembre 1987.

1840. Tout cet épisode et le témoignage de Boudaoud *in* Jean-Luc Einaudi, *Octobre 1961*, *op. cit.*

1841. Clara et Henri Benoits, nombreux entretiens avec l'auteur, Maguy et Martin Verlet, entretien avec l'auteur, 21 novembre 2017.

1842. Neil MacMaster et Jim House, « La Fédération de France du FLN et l'organisation du 17 octobre 1961 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 83, n° 3, 2004.

1843. *L'Humanité*, 19 octobre 1961.

1844. *Ibid.*

1845. Roland Vuillaume, « Colonialisme. Violences racistes et complot fasciste », *France nouvelle*, 25 octobre 1961.

1846. Paulette Pellencq, « Après les manifestations algériennes de Paris, ou le long cheminement de la vérité », *L'Humanité-Dimanche*, 29 octobre 1961.

1847. Roland Vuillaume, « Si la Seine parlait… », *France nouvelle*, 1er novembre 1961.

1848. « Après les manifestations musulmanes, des témoignages par centaines », *La Défense*, n° 445, novembre 1961.

1849. « Un Algérien est arrêté : que faut-il faire ? », *La Défense*, n° 445, novembre 1961.

1850. *L'Humanité,* 19 octobre 1961.

1851. Tract ronéoté, section Montreuil-Est, 18 ou 19 octobre 1961 (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil).

1852. Tract ronéoté, cellule Le Morillon, section Montreuil-Est, 18 ou 19 octobre (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil).

1853. Tract ronéoté, section de Gennevilliers, 18 octobre (Archives municipales, Gennevilliers).

1854. Tract ronéoté, 20 octobre (Archives Bernard Deschamps). Voir également Robert Malclès, « Octobre 1961 : solidarité à Montpellier », *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 98, décembre 2005.

1855. Voir les articles successifs de *L'Humanité* des 20, 21, 22 et 30 octobre 1961 ; puis ceux « Pour la paix en Algérie, contre le racisme, manifestation hier dans les rues de Boulogne », 1er novembre 1961, et « Pour la paix, contre la répression, plusieurs centaines de personnes ont manifesté hier dans les rues de Gennevilliers », 3 novembre 1961.

1856. *L'Humanité-Dimanche*, 19 novembre 1961.

1857. *L'Humanité*, 26 octobre 1961 ; protestation des organisateurs : *L'Humanité*, 28 octobre 1961.

1858. Vincent Lemire et Yann Potin, « "Ici, on noie les Algériens". Fabriques documentaires, avatars politiques et mémoires partagées d'une icône militante (1961-2001) », *Genèses*, vol. 49, n° 4, 2002, p. 140-162.

1859. Voir Alain Ruscio, *Nostalgérie. L'interminable histoire de l'OAS*, La Découverte, Paris, 2015.

1860. Alain Bougrenet de la Tocnaye, déposition, 1er février 1963, *in Le Procès du Petit-Clamart. Exposé des faits. Débats. Dépositions. Réquisitoire. Plaidoiries*, présentés par Yves-Frédéric Jaffré, Nouvelles Éditions latines, Paris, 1963.

1861. Pierre Sergent, *Ma peau au bout de mes idées*, La Table ronde, Paris, 1967.

1862. Madeleine Riffaud, *L'Humanité*, 30 juin 1962 (récit confirmé par Jean-Pierre Farkas, entretien avec l'auteur, Paris, 10 novembre 2017).

1863. Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault , *La Guerre d'Algérie*, La Documentation française, Documentation photographique, n° 8022, août 2001.

1864. *L'Humanité*, 7 novembre 1961.

1865. Gérard Bourdin, « Groupuscules et culture de nostalgie : l'Orne et l'Algérie française (1958-1965) », *in* Sylvie Thénault et Raphaëlle Branche (dir.), *La France en guerre, 1954-1952*, *op. cit*.

1866. *L'Humanité-Dimanche*, 1er avril 1962.

1867. *L'Humanité*, 23 juin 1962.

1868. Didier Lavrut, « La fin de la guerre d'Algérie et les législatives de 1962 dans le Gard », *Le Midi rouge. Bulletin de*

l'association Maitron Languedoc-Roussillon, n° 10, décembre 2007.

1869. Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil.

1870. *L'Humanité*, 2 décembre 1961.

1871. Sur l'enveloppe, il était inscrit : « Bureau politique du Parti communiste, place Kossuh Paris 10e » (la place Kossuth, et non Kossuh, est dans le IXe arrondissement), lettre postée le 6 décembre à la Poste centrale, rue du Louvre (Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, dossiers « Lutte contre l'OAS », 264 J 29).

1872. Cité par Bénédicte PONÇOT, *Besançon à l'heure de la décolonisation*, *op. cit*.

1873. Michel DURANTON, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1874. Patrick GREGOGNA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1875. François KALDOR, fils de l'avocat menacé, entretien avec l'auteur, Paris, 31 octobre 2017.

1876. Patrick GREGOGNA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1877. Amado GARCIA, entretien avec l'auteur, Sète, 4 décembre 2017.

1878. Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, 264 J 29, dossiers « Lutte contre l'OAS ».

1879. *L'Humanité*, 21 novembre 1961.

1880. Alain DEWERPE, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Gallimard, Paris, 2006.

1881. En 2012, après un demi-siècle de silence, Delphine Renard voulut participer à la manifestation du cinquantième anniversaire de Charonne. Elle publia dans la foulée deux récits liés à son drame, *Tu choisiras la vie* (Grasset, Paris, 2012) et *La Grande Maison de brique rose. La mémoire blessée dans l'attentat de l'OAS contre André Malraux (1962)* (Tirésias, Paris, 2013).

1882. Alain DEWERPE, *Charonne, 8 février 1962*, *op. cit.*, chapitre 4, « Les raisons du pouvoir ».

1883. Voir l'un des premiers témoignages paru dans la presse, celui du syndicaliste CFTC Claude Bouret, *Le Monde*, 10 février 1962.

1884. 10 février 1962 (cité par Alain DEWERPE, *Charonne, 8 février 1962*, *op. cit.*).

1885. *L'Humanité*, 9 février 1962 ; reportages et témoignages de terrain de Nelly Feld, Georges Bouvard, Pierre Cames, Fernand Chatel, Paul Gillet, Jean Le Lagadec, Jean-Émile Vidal.

Notes de la conclusion (pages 541 à 552)

1886. Louis ARAGON, intervention devant le comité central du PCF, 15 et 16 janvier 1958, enregistrement transcrit en document dactylographié (Archives du PCF, bande 202, 1 AV 121/7075). Repris *in* « Discours d'Aragon au comité central en 1958 », *Les Annales de la société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, n° 4, 2002 (qui donne la date du 18 janvier).

1887. Article paru dans l'hebdomadaire du MTLD, *L'Algérie libre*, 4 septembre 1953 (cité par Moulay Abdelhadi ALAOUI, *Le Maroc et la France, 1912-1956. Textes et Documents à l'appui*, Fanigraph, El Jadida, Maroc, 2007).

1888. Frantz FANON, *Sociologie d'une révolution*, *op. cit.*

1889. Robert BONNAUD, « Lettre à *Vérité-Liberté* », 3 octobre 1961 (repris *in* Robert BONNAUD, *Itinéraire*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Minuit, Paris, 1962).

1890. Jean BIOU, « Le temps du refus », *Les Temps modernes*, novembre 1959.

1891. Voir Kader BENAMARA et Fritz KELLER, *Solidarité en action. Soutien européen à la résistance algérienne, 1954-1963*, Barkat, Alger, 2013.

1892. Catherine SIMON, « Le “porteur de valises” est désenchanté, pas amer », *1954-2004, il y a cinquante ans, la guerre : France-Algérie, mémoires en marche*, supplément au *Monde*, 28 octobre 2004.

1893. Dénis BERGER, témoignage, *in* Jacques CHARBY (dir.), *Les Porteurs d’espoir*, *op. cit.*

1894. Sylvain BOULOUQUE, *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2003.

1895. Claude LIAUZU, « Ceux qui ont fait la guerre à la guerre », *in* Mohammed HARBI et Benjamin STORA (dir.), *La Guerre d’Algérie. 1954-2004, la fin de l’amnésie*, *op. cit.*

1896. Ces informations et ces chiffres *in* Hervé HAMON et Patrick ROTMAN, *Les Porteurs de valises*, *op. cit.*

1897. Voir le récit désolé (et furieux) qu’en fait Edgar Morin dans *Autocritique*, *op. cit.*

1898. Tramor QUEMENEUR, « Réfractaires français dans la guerre d’Algérie », *in* Jean-Charles JAUFFRET et Maurice VAÏSSE (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d’Algérie*, *op. cit*.

1899. Pierre LAMBERT, « La parole au peuple algérien », *La Vérité*, 16 décembre 1955 (voir Jean-Guillaume LANUQUE, « Messali Hadj et les trotskystes français (1940-1958) », *Les Cahiers du Centre fédéral Henri Aigueperse. Le retour de l’histoire : Messali Hadj (1898-1974)*, UNSA Éducation, 2000) ; Stéphane JUST (*alias* Roger

DUCROS), *La Vérité*, 12 octobre 1956 (cité par Jean-Guillaume LANUQUE, *ibid.*) ; Jean HETZGEN, « 1958, le tournant lambertiste », *Dissidences*, avril 2009.

1900. Frédéric CHARPIER, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France de 1929 à nos jours*, Éditions n° 1, Paris, 2002.

1901. Au Ve congrès de la IVe Internationale, 1965 (voir Pierre FRANK, *Une révision du trotskysme. À propos de la rupture de Pablo avec la IVe Internationale*, Éditions de la IVe Internationale, Paris, 1967 ; texte accessible sur le site Internet de l'association RaDAR, < http://association-radar.org>).

1902. Denis BERGER, « Méditations critiques, de la guerre d'Algérie à l'indépendance », *Variations*, n° 11, 2008, <frama.link/NxC_6jGJ>.

1903. Michel PABLO, *La Guerre qui vient*, Éditions de la IVe Internationale, Paris, 1953, < http://association-radar.org>.

1904. Cité par Marin EVANS, *Mémoires de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, Paris, 2007.

1905. Simone DE BEAUVOIR, *La Force des choses*, Gallimard, Paris, 1963.

1906. Danielle TARTAKOWSKY, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit*. L'auteure a distingué les manifestations d'Algériens (trente-six), celles de la droite (vingt-trois) et les « autres » (neuf cent soixante-sept) (tableau, p. 635).

1907. Pierre VIDAL-NAQUET, « Une fidélité têtue, la résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 10, 1986.

1908. Voir « Les affiches du fonds du Parti communiste français (PCF) 1945-1962 », recensement effectué par Pascal Carreau, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, <frama.link/vaAWJ3wP>.

1909. Chiffre obtenu en additionnant diverses sources : fonds Tracts du PCF (Archives du PCF, 261 J 53 6 à 10) ; *Bulletin de propagande édité par le CC du PCF*, à destination des dirigeants de fédérations, secrétaires de sections et de cellules (Archives Musée d'histoire vivante, Montreuil) ; collection de l'auteur.

1910. « Pour la paix en Algérie. Appel de la fédération CGT à tous les cheminots ». Le chiffre de 100 000 est cité dans un courrier interne du bureau fédéral de cette organisation aux secrétaires de secteurs et de syndicats, 7 octobre 1960 (fonds de la Documentation confédérale, 15 B 4/7 IHS-CGT, Montreuil).

1911. Julien HAGE, « La guerre d'Algérie et les publications communistes en France », *loc. cit*.

1912. CC du PCF, *Bulletin de propagande*, n° 3, juin-juillet 1956 (Archives du PCF).

1913. CC du PCF, *Bulletin de propagande*, n° 2, mai 1956 (Archives du PCF).

1914. CC du PCF, *Bulletin de propagande*, n° 4, août-septembre 1956 (Archives du PCF). Malgré nos recherches, nous n'avons pu retrouver ce matériel.

1915. Document dactylographié, non signé, 4 juin 1956 (APPP, HA 33, dossier 4563, « Propagande nord-africaine, réunions publiques »).

1916. *In* Laurent THEIS et Philippe RATTE, *La Guerre d'Algérie ou le temps des méprises*, Mame, Tours, 1974.

1917. René DAZY, *La Partie et le Tout*, *op. cit.*

1918. Reprise *in* Jean-Pierre VERNANT, *Entre mythe et politique*, Seuil, Paris, 1996.

Index

Aabid, Ahmed 586

Aarabi, Mohammed 594, 628

Abane, Ramdane 221, 238, 313, 326, 331-332

Abbas, Ferhat 88, 94, 109, 117, 127, 136, 138-139, 142, 149, 170, 174, 216, 220, 275, 313, 579, 594

Abbundo (d'), Antoine 616

Abd el-Krim (Abdelkrim El Khattabi, dit) 35, 38

Abdelli, Mohammed 471

Abed, M'hamed 457

Aboulker, José 117, 124, 138, 582

Abtout, Saïd 160, 168, 194, 239, 555, 586, 588, 591, 596

Achard, Jacques 532

Acherchour, Tahar 92-93

Acompora, Georges 278

Acquaviva, Antoine 282

Adamov, Arthur 529

Adi, Yasmina 7, 529, 628

Adida, Claude (Claude Ouazana, dit) 561, 597

Agacinski, Daniel 625

Ageron, Charles-Robert 228, 556, 566-567, 571-572, 579, 581-582, 586-589, 595, 606

Aït-Ahcène, Améziane 456-457

Aït-Ahmed, Hocine 168, 221, 237, 588

Aït-Saada, Mohamed 538

Akkache, Ahmed 117, 154, 270, 272-273, 366, 399-400, 559, 600, 605

Akoun, André 250, 561, 597

Al Khalifa, Mohamed Laïd 296

Albert, Pierre 589

Alduy, Paul 135

Alexandre, Jacques 442

Allaouchiche, Baya 267, 366

Alleg, Gilberte 394, 398, 404-407, 410, 614

Alleg, Henri (Harry Salem, dit) 7, 116, 124, 155, 160, 182-184, 195, 267, 269, 275-278, 283, 305, 331-333, 393-397, 399-400,

402, 404-410, 413, 467, 553, 555-557, 561, 566, 576, 578, 580, 582-583, 585-587, 589, 592, 595, 600-601, 604, 606-607, 609, 613-614

Allouache, Hamid 331

Alphand, Hervé 590

Altman, Georges 479

Amari, Chawki 624

Amblard, Gaston 337, 457, 532

Amiable, Edmond 197, 591

Amiache, Gisèle 413

Amiri, Linda 556, 560, 569, 571, 587, 596-597

Amrane, Khellil 608

Amrane-Minne, Danielle Djamila 278, 341, 561, 607-608

Amrouche, Jean 124, 469, 481, 622

Andersson, Nils 409, 614

Andras, Joseph 607

Andrews, William G 589, 594

Andrieu, Raymond 290

Andrieu, René 492, 500, 510, 512, 590, 627

Andrievski, Gabrielle Hildas 474, 623

Angeli, Claude 529

Angonin, Élie 154

Anquetil, Jacques 188

Ansart, Gustave 352, 363

Anselme, Daniel 372, 469

Antelme, Robert 378, 480, 561, 611

Apostolo, Marius 208, 265

Aragon, Louis 39, 45, 109, 154, 163, 203, 252, 422, 468-473, 540-541, 551, 581, 587, 592, 622-623, 630

Arbib, Georges 334

Argelès, Gilbert 426, 616

Arnaud, Georges 475, 484, 623-624

Arnault, Jacques 476

Aron, Raymond 181

Arrus, René 161, 586

Arslan, Chekib 89, 100, 127, 578

Astier de la Vigerie (d'), Emmanuel 173, 201, 377, 528

Atger, Paul-Marie 595

Attal, Georges 457
Attard, Francis 607
Attouche, Louisa 341
Attoumi, Djoudi 608
Aubaud, Raoul 100
Aubert, Claude 290
Aubertin, Jean 457
Aucouturier, Jean-Baptiste 66
Audax (pseudonyme) 36
Audin, Josette 394-404, 555, 613-614
Audin, Maurice 181, 188, 278, 305, 393-405, 409-410, 432, 467, 522, 589, 613-614, 623
Audin, Michèle 395, 402, 561, 613
Auriol, Vincent 143, 152
Aussaresses, Paul 335, 393, 401-402, 432, 607, 613, 621
Aveline, Claude 97
Avicenne 47, 570
Avril, Maurice 453
Ayache, Albert 573, 588

Azeau, Henri 611

Azéma, Jean-Pierre 565

Azoulay, Georges-Samuel 215

Azouz, Bouzid 117

Babaci, Belkacem 578

Babatz, Nicole 442

Babou, Abdelkader 274, 317

Baby, Jean 223, 391, 468, 561, 595, 613

Bacha, Abdallah 69, 171, 574

Badinter, Robert 464, 485

Badsi, Mohamed 67, 88, 578

Baillot, Louis 206, 554, 605, 608, 625

Baisnée, Marcel 260

Baklouti, Jean 240

Ballanger, Robert 250-251, 258, 281, 349, 351, 597, 608

Balmigère, Paul 534

Baloux, Étienne 532

Bantigny, Ludivine 615

Barbé, Raymond 145, 207-208, 227, 419, 592-593

Barbera-Boyer, Myriam 13, 555

Barbet, Raymond 193, 532

Barbie, Klaus 126

Barbusse, Henri 39, 451

Bardinet, Claude 442

Bardot, Brigitte 188

Barel, Virgile 87, 113

Bari, Dominique 420

Barrat, Robert 314, 481, 549, 604, 613

Barreda, André 240

Barret, Andrée 623

Barros (de), Françoise 590

Barthel, Jean 76-79, 85, 90, 95, 106-107, 359, 378, 578-579

Barthélémy, Christophe 590

Basly, Émile 30

Bastie 359

Batignole, Edmond 546

Baudorre, Philippe 623

Baylot, Jean 208, 592, 619

Bazoche, Georges 532

Beaugency, André 602

Beaumanoir, Anne (devenue Annette Ro-ger) 489, 561, 625

Beauvillard, Michelle 460, 464

Beckouche, Jean 488

Bédarida, François 28, 567

Bedjaoui, Mohamed 47, 570

Belaïd, Hocine 203

Belarbi, Sid-Ahmed (dit Boualem) 67, 574

Belbegra, Mohamed 456

Belghoul, Rabah 69

Belkaïd, Aboubeker 288

Belkaïm, Kaddour 83, 111, 158, 550, 581

Belkhodja, Abdelkader 330-331

Bellanger, Emmanuel 591

Bellissant, Roger 89, 578

Belot, Robert 113

Belouchrani, Omar 225, 265, 595

Ben Badis, Abdelhamid 88

Ben Bella, Ahmed 163, 216, 221, 237, 333, 354, 456, 524
Ben Boulaïd, Mostefa 268-269
Ben El Hadj, Saïd 456, 562
Ben Khedda, Benyoucef 326, 595
Ben Lakhal, Mahmoud 35, 67, 69, 568, 574
Ben Miloud, Aziz 602
Ben Moussa, Abdelkader 334
Ben Youssef, Mohammed 163, 186
Ben Youssef, Salah 126
Benabdallah, Abdessamed 463
Benallègue-Chaouia, Nora 556, 567-568, 573, 575, 578, 581
Benamara, Kader 557, 630
Benamrouche, Amar 574
Benazouz, Abdelhamid 530
Benchicou, Mohamed 332, 607
Bendiab, Abderrahim Taleb 572, 574-575, 577-578, 583, 585-586, 588
Bendjelloul, Mohammed 88
Benguigui, Jean 278
Benhamou, Ali 159, 318

Benhamou, René 347

Benoits, Clara 306, 361, 488, 555, 561, 604, 610, 628

Benoits, Henri 306, 555, 561, 604, 610, 625, 628

Benseman, Youssef 24

Bentobal, Lakhdar 214, 313-314, 332, 593, 604

Bentoumi, Amar 173, 456, 588

Benyellès, Mustapha 67

Benzine, Abdelhamid 26, 160, 274, 331, 586, 592

Beradia 48, 93, 571

Berdchavski, Alexis 591, 614

Bérenguier 566, 591

Berger, Denis 544, 609

Bernard, Augustin 579

Bernard, Jean-Pierre 538

Bernard, Paul-Joseph 566

Berque, Augustin 129

Berque, Jacques 95, 471, 579, 623

Berrahil 268

Berrahou, Medjdoub 158, 270

Berraïl, Hocine 269
Berthon, André 34, 53, 91, 455
Besse, Annie 461
Bessis, Juliette 578
Beuve-Méry, Hubert 181
Bidault, Georges 324, 506, 509
Bidi, Mohammed 117
Biffaud, Olivier 627
Bigeard, Marcel 181, 228, 393
Billotte, Pierre 398
Billoux, François 79, 113-117, 131, 205-206, 299, 385, 476, 488, 603
Binoche, Jean-Marie 529
Biou, Jean 543, 630
Bismuth, Hervé 236, 592, 622-623
Blachette, Georges 275
Blanc, Camille 533
Blanchard, André 425
Blanchard, Emmanuel 588, 591
Blanchard, Pascal 566

Blanchot, Maurice 486
Bleiveiss, Gilbert 442, 619
Bloch, David 457
Bloncourt, Élie 35, 480
Blum, Léon 82, 93-95, 98-100, 142, 503
Blumel, André 480
Bodéré, Guillaume 209
Boëglin, Jean-Marie 544
Boëldieu, Gérard 613
Boetsch, Gilles 566
Bogomolov, Alexandre 133
Boillat, Fernand 399
Boisgontier, Pierre 442
Boisseau, Roger 351, 364, 610
Boisset, Yves 372
Bollardière (Pâris de), Jacques 452
Bonis (de), Jacques 595, 604, 607
Bonnaud, Robert 208, 305, 372, 484, 543, 561, 604, 611, 630
Bonte, Florimond 41, 113, 115, 582

Bony, Robert 628
Borgeaud, Henri 275
Borker, Jules 457, 459, 461-462, 467
Bosc, Jean 618
Bossus, Raymond 71, 388
Boualem, Abderrahmane 465-466
Boualem, Mohamed 320, 412-413, 586
Bouamama, Saïd 268, 599
Bouayed, Anissa 13, 297, 390, 557, 567, 587-588, 591, 593, 603, 612, 618, 624
Bouaziz, Moula 567
Bouaziz, Paul 460
Bouba, Philippe 567
Bouchafa, Salah 50-51
Bouchet, Thomas 485
Bouchouchi, Mokrane 326
Boudah, Ahmed 139
Boudaoud, Omar 227, 237, 239, 244, 484, 523, 595, 628
Boudiaf, Abdelhamid 154, 317, 330, 606
Boudiaf, Mohammed 214

Boudjedra, Rachid 476, 624

Bougeant, Hervé 442

Bougerol, Guy 442

Bougrenet de la Tocnaye, Alain 530, 629

Bouhali, Larbi 67-68, 110-112, 114, 116, 118, 138, 141, 151-154, 270, 272, 275, 278, 294-295, 297, 366, 395, 431, 457, 581, 585, 603

Bouhired, Djamila 342, 410, 461-462

Boukharouba, Mohamed (dit Boume-diene, Houari) 106

Boukort, Ben Ali 67-68, 86, 90, 102, 104, 109, 561, 579-581

Boulanger, Étienne Selim 424, 442, 561, 616

Boulanger, Georges 505

Boulganine, Nicolaï 354

Boulhaïs, Nordine 599, 606

Boulharouf, Taïeb 167, 226

Boulier, Jean 445, 618

Boulland, Paul 557, 627

Boulle, Pierre 623

Boulouque, Sylvain	630
Boumediene, Houari	106, 122, 332, 410
Boumendjel, Ahmed	139, 150, 152, 244, 585, 596
Boumendjel, Ali	395, 457
Boupacha, Djamila	477, 624
Bourdeleau, Roger	304
Bourderon, Roger	617
Bourdet, Claude	249, 252, 254, 412, 481, 528, 542-543, 597-598, 614
Bourdin, Gérard	629
Bouret, Claude	630
Bourgès-Maunoury, Maurice	334, 346, 385, 405
Bourguiba, Habib	83, 91, 126
Bourhala, Ahmed	35, 38
Bourouiba, Boualem	155, 557, 594
Boursier, André	442
Boussel, Pierre	480
Boussouf, Abdelhafid	224, 237, 315, 332, 595, 604
Bouvard, Georges	526, 630
Bouvier, Jean	11, 565

Bouxom, Fernand 324
Bouzeghrane, Nadjia 583
Boyer de Latour, Pierre 246
Boyer, René 438, 442, 555, 618
Brachet, Albert 208
Branche, Raphaëlle 404, 557-558, 605, 610, 613, 629
Brault, François 458
Braun, Pierre 379, 455-460, 465, 467, 561, 620-622
Brécy, Robert 569
Breillat, Lucien 24
Bréjon, Bernard 417
Bressol, Elyane 587, 602
Breton, André 39, 230, 481, 541-543
Bréval, Marcel 78
Briki, Yahia 339
Bris, Françoise 457
Brisson, Pierre 359
Broca (de), Philippe 418
Brodiez, Axelle 11, 557, 565, 620

Bromberger, Serge 533
Brown, Irving 170, 222, 588, 595
Brugié, Jean 426, 473
Bruguier, Michel 457, 459, 467, 622
Bruhat, Jean 10, 258, 359, 565, 598, 604
Bruneau, Élie 76
Bruyneel, Robert 323
Buchmann, Arthur 596
Bugeaud, Thomas 251, 281
Bujard, Alain 554-555, 626
Buono, Charlie 395
Buono, Christian 278, 395, 399-400, 407, 413, 561, 613
Buono, Geneviève 13, 407, 555
Buquant, Émilie 53
Buton, Philippe 593, 612
Buttner, Olivier 593
Caballero, Paul 127, 135, 154, 267, 269-270, 272, 276, 278, 395, 399-400, 600
Cachin, Marcel 30-31, 37, 93, 295, 297, 352, 568-569, 603

Cagne, Jean 363
Cahen, Claude 47, 570
Cahen, Jean-Fernand 397, 613
Caillaux, Joseph 49
Caille, Marcel 493, 625
Caillez, Rosa 380
Calas, Raoul 324, 428
Calder, John 409
Calvetti, Oswald 243
Cames, Pierre 630
Camus, Albert 19, 91, 96-99, 123, 282, 339, 409, 579-580, 607, 614
Capitant, René 285
Cardinal, Annie 480
Carpentier, Henri 521
Carpita, Paul 477
Carreau, Pascal 13, 631
Carrière, Françoise 359
Cartier, Raymond 181
Casamayor (Serge Fuster, dit) 393, 613

Casanova, Laurent 85, 102-103, 105, 235-237, 255, 352, 360, 488, 491-492, 495-496, 501, 508-509, 513-514, 517-518, 577, 580, 626

Cassan, Marcel 442

Cassou, Jean 226, 480-481

Castel, André 412

Catherineau, Paul 399

Catogni, Georges 399-400

Catroux, Georges 132, 346

Cavalier, Alain 460

Cayron, Adolphe 89

Cazala, René 87, 574

Célor, Pierre 71

Césaire, Aimé 84, 308-309, 351, 359, 481, 577, 604

Cevaer, Roger 457

Chabrol, Jean-Pierre 204, 378, 430, 611, 617

Chaintron, Jean 76-77, 87, 359, 378, 561, 576, 578

Chaker, Salem 568

Challe, Maurice 509

Chambeiron, Robert 352
Chanderli, Abdelkader 221
Chaouadria, Mohamed 139
Charbonnier, André 400-401
Charbonnier, Michel 401, 613
Charby, Jacques 352, 484, 561, 609, 624-625, 630
Charpier, Frédéric 565, 594, 610, 627, 631
Charreton, G 596
Chatagner, Jacques 377, 379
Chatel, Fernand 385, 630
Chatelet, François 359-360, 609
Chaulet-Achour, Christiane 607
Cheminais, M 571
Chen Yi 244
Chenot, Bernard 519
Cherki, Alice 331, 606
Cherrière, Paul 217, 594, 600
Chesneaux, Jean 46, 359, 570
Chevalier, Jacques 162, 210, 593
Chevauchet, Gabriel 373

Cheyrouze, Henri 442
Chiavarini 124
Chitrit, Joseph 111
Chomat, Claudine 514, 518
Chomat, Madeleine 413
Chominot, Marie 590
Choukal, Abdelkader 326
Choukroun, Jacques 557, 571, 573-574, 576, 586
Chuzeville, Julien 557
Clainville-Bloncourt, Max 35
Clamamus, Jean-Marie 87, 100
Claudius-Petit, Eugène 522
Clavel, Jean 441-443, 618
Clavel, Maurice 230, 441
Claveri, Georges 65, 573
Codaccioni, Vanessa 368, 557, 592, 599, 607, 611-612, 618, 621, 625
Coëdelo, Edmond 423, 425, 561, 616
Cogniot, Georges 172, 301, 311
Cohen, Gilbert 413

Cohen, Marcel 359
Colas, J 596
Cole, Joshua 576
Collet, Jean 429, 431
Collot, Claude 557, 571, 582
Colombini, M 596
Colonna, Henry 433
Colozzi, Félix 278, 334
Combes, Francis 623
Commin, Pierre 354
Compère-Morel, Adéodat 31, 568
Constant 62, 70
Cordillot, Jean 351, 555, 608-609
Cot, Pierre 230, 234, 282
Cots, Pierre 278, 561
Coty, René 338, 408, 424, 435-436, 440-441, 506, 616
Counillon, Georges 270, 330-331
Coupon, Henri 464
Couronnet, André 317

Courrégé, Maurice 459, 464, 621
Courrière, Yves 593
Courtade, Pierre 184, 206, 302, 338, 351, 474, 505, 590, 623, 627
Couturier, Gérard 616
Cremadeills, Jacques 569
Crémieux, Francis 623
Crevel, René 39
Cristofol, Jean 113
Croizat, Ambroise 113
Crouzet, Michel 359, 397
Cuénat, Hélène 11, 367, 483, 488, 554, 562
Curiel, Henri 235, 237, 482, 484, 487, 545
Cusinberche, Paul 92
Daix, Pierre 133, 471, 583, 622-623
Daladier, Édouard 95, 111, 506-508
Dalibey, Rachid 123, 139, 154, 271
Danet, Jean 621
Daniel, Jean 483
Daoui, Larbi 171

Darnar, Paul-Louis 617
Darzeu, Pierre 144, 147, 585
Dassault, Marcel 181
Dauvergne, Jean 442
Davezies, Robert 484
David, Cédric 591
David, Léon 618
Dazy, René 551, 557, 602, 608, 631
Debiesse, Paul 452
Debré, Michel 7, 210, 375, 401, 449, 506, 519, 535-536, 538, 593, 611
Dechezelles, Yves 226, 230, 379, 455-456, 481
Defferre, Gaston 311, 354, 508, 522, 525
Degrond, Germaine 325
Degueldre, Roger 423, 532
Dei, Odette 111-112, 116, 118, 582
Déjeux, Jean 568
Delanoë, Bertrand 402, 540
Deloche, Robert 82, 86-87, 94, 98, 100, 577, 579-580
Delourme, Clothaire 49

Demarquet, Jean-Maurice 285, 601
Demusois, Antoine 118, 125, 134, 139, 141, 583
Deniau, Jean-Charles 402, 613, 617
Denier, Albert 123
Denis, Jacques 278
Deperchin, Annie 595
Depreux, Edouard 143-144, 241, 322, 481, 497, 522
Déroche, Claude 589, 591, 610
Deroche, Louis 488
Des Forêts, Louis-René 378, 480
Desanti, Dominique 291, 359, 602, 622, 625
Deschamps, Bernard 13, 290, 554-555, 610-611, 618, 629
Desgrand, R 596
Desnos, Robert 39
Després, Fernand 35
Despretz, Claude 424, 440, 442, 616, 618
Dessy, François 485
Develay, Voltaire 442-443, 445, 537-539
Devèze, Jean 626

Dewerpe, Alain 536, 538, 630

Dewerpe, André 538

Dewerpe, Fanny 538

Diard, Jean 427, 430, 442, 555, 616-618

Dib, Mohammed 155-156, 258, 470, 475, 585, 622

Dides, Jean 210, 593

Didouche, Mourad 214

Dien, Raymonde 206, 397, 438, 444, 456

Diethelm, André 132

Dietmar, Danielus 111-112

Dimet, Armand (Armand Dymentzstajn, dit) 457, 464, 554

Dimet, Jacques 13, 554

Dimet, Yves 13, 554

Dimitrov, Georges 455

Diraison 359

Djabi, Nasser 562, 586

Djebar, Assia 475

Djemad, Abderrahmane 144

Djemad, Chérif 144, 154, 159

Djerbal, Daho 596
Djilani, Mohamed Saïd 51
Dobzynski, Charles 475
Doize, Pierre 517
Domenach, Jean-Marie 219, 481, 594
Domenech, Henri 412
Domergue, Manuel 318
Dominici, Gaston 186
Dominique, Angeline 457
Donnat, Gaston 135, 327, 366, 413, 562, 583, 586, 605-606, 610, 615
Donnat, Yvan 13, 605-606
Dore-Audibert, Andrée 253, 608
Dorgères d'Halluin, Henri 378
Doriot, Jacques 34, 38, 40, 50, 66-67, 69, 72, 81, 102, 571
Dosse, Roger 458
Doukan, Roland 581
Doukhan, Fernand 414
Douzon, Henri J 163, 379, 455-457, 466, 576, 580, 582, 587, 595, 620, 622

Dramard, Louis 568

Draris, Abdelkader 171

Dréan, Jean 596

Dresch, Jean 47, 234, 282, 300-301, 359, 379-380, 397, 476, 481, 570

Drew, Allison 557, 572, 575

Dreyfus, Alfred 304, 407

Dreyfus, Germain 405

Dreyfus, Michel 13, 587, 627

Dreyfus, Nicole 196, 457, 459-460, 464-465, 555, 607, 621-622

Dreyfus-Schmidt, Pierre 358

Driss, Hadj 456

Dronne, Raymond 23, 210, 593

Drouet, Marie-Noëlle (dite Minou) 180

Drouillard, Guy 274, 600

Drouot, Serge 450, 619

Dubant, Gilbert 618

Dubois, Jacques 475, 587, 623

Duclerc, Albert 530

Duclos, Jacques 9, 145-147, 164, 168, 204-206, 209, 245, 247-248, 256, 258-259, 275, 282, 292-293, 295, 298, 302, 346, 348-351, 358, 362, 367, 379, 396, 405, 430-431, 444-446, 452, 486-487, 504, 508, 510, 525, 587, 598, 602-603, 617, 626-627

Ducolonné, Guy 206, 384, 537

Ducros, Roger 631

Dufriche, Marcel 167, 232, 243, 253, 265, 302, 379, 438, 517, 554, 596, 599, 603, 611-612, 618

Duhamel, Alain 609, 627

Duhamel, Georges 39

Dulphy, Anne 594

Dumas, Michel 418

Dumas, Roland 464, 485

Dumont, Paul 570

Dumoulin 359

Dupuy 618

Duquesne, Jacques 180, 616

Durand, Pierre 134, 557, 583

Durand-Dastes, François 359
Duranton, Michel 534, 555, 629
Duras, Marguerite 468, 481
Durieux, Jean 598
Dusseau, Joëlle 613
Dutoit, Adolphe 387
Duval, Léon-Étienne 405
Eddaikra 327
Égretaud, Marcel 258, 282, 476, 570, 601
Einaudi, Jean-Luc 340, 523, 562, 581-582, 586, 595, 597, 599, 607, 615, 620, 628
Ekberg, Anita 187
El Fassi, Allal 221
El Kebir, Akram 607
El Madani, Toufik 282
El Oulo, Oum 270
Elbaz, Sharon 620, 622
Elsenhans, Hartmut 501, 557, 609, 626
Éluard, Paul 39, 622
Émerit, Marcel 282

Engelhard, Jean-Pierre 260
Enrico, Robert 418
Érulin, Philippe 400
Escarpit, Robert 408, 614
Escoute, Charles 97
Espi, André 278, 414, 555
Estier, Claude 590
Estorges, Paul 88, 111, 116
Estrines, Jacques 21, 566
Etcherelli, Claire 195
Evans, Martin 486, 603, 625, 631
Evrard, Raoul 567
Eychart, François 622
Fabien, Pierre Georges (dit colonel Fa-bien) 41, 546
Fabre, André 290
Fabre, Pierre 263, 341
Faivre, André 363
Fajon, Étienne 114-115, 206, 244, 255, 299, 308-309, 324, 351, 361, 367, 384, 434, 436, 445, 448, 492,

494, 517, 523, 582, 603-604, 608, 610, 617, 625

Faligot, Roger 596

Fanon, Frantz 22, 315, 330-331, 542-543, 566, 605, 630

Fanton, Gaston 373

Farkas, Jean-Pierre 426, 531, 555, 590, 616, 629

Fath, Jacques 13, 367, 554, 597, 609, 611

Faucher, Jean 296, 603

Faulques, Roger 393-394, 613

Faure, Edgar 183, 254, 260, 277, 343, 432, 506

Fauvet, Jacques 355, 609, 627

Favre, Bernard 604

Favrod, Charles-Henri 122, 582

Fawzy-Rossano, Didar 237, 487, 562, 596, 625

Fayemendy 442

Fayet, Pierre 118, 124, 139, 144, 154, 298, 351, 600

Feix, Léon 25, 114, 118, 134, 147, 164, 173, 195, 204, 206, 225, 229-231, 234, 236, 244-245, 249, 254-255,

283, 293, 299, 309-311, 322, 337, 345, 357, 359, 362, 367, 377, 379, 384, 405, 407, 413, 431, 438, 441, 444, 488, 511, 523, 548, 553, 585, 587-588, 590, 595-598, 601-605, 607, 609-611, 615, 618-619, 622

Feld, Nelly 630

Félice (de), Jean-Jacques 464

Félici, Marius 89

Felissi, Philippe Karim 563, 621

Fenaux, Henri 464

Feraoun, Mouloud 471, 475, 622

Feret, André 442

Fernandel (Fernand Constandin, dit) 188

Fernandez, Ramon Via 110-111

Ferniot, Jean 626

Ferrat, André 11, 45, 53, 72-76, 78-79, 85-86, 91, 102, 105, 570, 572, 575-576

Ferrat, Jean 417, 546

Ferrette, François 577

Ferrugia, Jean 335, 339, 414

Ferucci, Jérôme 457
Féry, Daniel 538, 550
Figuères, Léopold 206, 422, 456, 487, 537, 602
Finidori, Jean-Paul 70
Fleury, Marcel 290
Flower, John E 623
Foissin, Robert 69, 455
Fontaine, H 22
Fontaine, Just 187
Fontenel, Louis 442, 618
Forestier, Denis 507
Forget, Nelly 413
Fougeron, André 163, 468, 477, 624
Founès, Florent 442
Fournier, Henri 442
Frachet, Pierre 615
Frachon, Benoît 50, 206, 209, 253, 379, 500, 571, 626
Fralon, José-Alain 586
Francis, Ahmed 244, 313

Franck, Robert	601
Franco, Francisco	100, 102, 110, 221
Franco, Victor	611
François, Laurent	215
François, Michel	442
Frank, Pierre	9, 565, 609, 631
Frédérix, Pierre	149, 585
Fréminville (de), Claude	96
Fréville, Jean	565, 568
Frey, Roger	519-520, 525, 536, 538, 589
Fried, Eugène	72
Frischmann, Georges	628
Froger, Amédée	336
Fromonteil, Paul	423, 426, 430, 451-452, 555, 616, 620
Frossard, André	485
Frossard, Ludovic-Oscar	62, 479
Funès, Nathalie	401, 607, 613, 615
Fuster, Serge	393
Gabriel-Péri, Mathilde,	437

Gachelin, 43

Gacon, Jean, 11, 624

Gacon, Stéphane, 485

Gager, Jean 448

Gaillard, Félix 408

Galland, Jean 266, 413, 562, 599, 615

Galliffet (de), Gaston 526

Gallissot, René 10, 109, 226, 557, 562, 565, 568-569, 571, 574, 576-582, 584, 586-587, 595, 600, 606, 611, 618

Gamarra, Pierre 474, 623

Gandhi, Mohandas Karamchand 57

Garaudy, Roger 47, 113-114, 118, 352, 378, 385, 428, 517, 570, 623

Garcet, Gérard 402

Garcia, Amado 421, 534, 555, 616, 630

Garcia, Charles 263

Garcia, Jenny 555

García Valiño, Rafael 221

Garçon, Maurice 613

Garnier	209
Garrigues, Pierre	457
Gastaud, Maurice	433
Gatinot, Gérard	532, 621
Gaudefroy-Demombynes, Maurice	570
Gaudez, Pierre	493, 497, 517
Gaulle (de), Charles	7, 108, 113-114, 123, 130-132, 142, 187-191, 237, 241, 307, 401, 438, 448-449, 498, 503-513, 515-516, 530, 533, 536, 538, 584, 590, 626-627
Gautherat, Pierre	459
Gautrat, Jacques	195
Gautron, Éliane	327, 413
Gautron, Jacques	327
Gayet, Vasco	477
Genevée, Frédérick	13, 565, 622
Gensous, Pierre	445
George, Évelyne	359
George, Pierre	359
Gerbal, Raymond	196

Gérôme, Jean 360

Gerson, Alfred (Alfred Sepcélévitius, dit) 367-368, 413, 429, 431-433, 555, 607, 610, 617

Gervereau, Laurent 589-590

Gex, Serge 333, 412-413

Ghenassia, Pierre 278

Gherab, Abdelhamid 318

Ghomri, Tahar 269-270

Gide, André 98

Gilbert-Jules, Jean 369

Gillet, Paul 630

Gillot, Auguste 193, 204, 290, 387, 453

Gimenez, Gabrielle 274, 413

Giovaninetti, Marc 431, 446, 558, 598, 605, 615, 617-619

Girard, Alain 566

Girard, Henri 484

Giraud, Henri 113

Girault, Jacques 13, 553, 555, 591, 602, 616, 626

Girault, Suzanne 64, 281, 573

Gitton, Marcel 79, 86, 576

Glayman, Mireille 459, 464
Gobin, Charlotte 558, 593, 599, 611
Goblot, Laurent 614
Godard, Yves 401-402
Godeau, Anne-Claude 538
Goethe, Johann Wolfgang 622
Gonzalez-Mata, Luis M 594
Gorki, Maxime 96
Gramsci, Antonio 17, 551
Grandjouan, Jules 39
Grange, Louis 456, 620
Grau, Joseph 318
Gravoille, Gilles 363
Gregogna, Patrick 534, 555, 630
Grégoire, André 442, 533
Grégoire, Raphaël 442, 444, 533, 618
Greki, Anna 475
Grenier, Fernand 114-115, 145, 149-150, 585
Grenier, Jean 96, 98, 579
Grosman, Jacques 429

Guaydamour	433
Guedj, Élie	456
Guenne, R	608
Guenoun, Ali	606
Guérin, Alain	184, 618
Guérin, Daniel	53, 169-170, 480-481, 545, 549, 588
Guernut, Henri	569
Guerroudj, Abdelkader (dit « Djilali »)	270, 274, 334, 339, 600
Guerroudj, Jacqueline	157, 269-270, 274, 278, 329, 334-336, 339-340, 367, 413, 562, 586, 600, 606-607, 610
Guerrouf, Mohamed	268-269, 271
Guesde, Jules	28, 491, 567
Guesnier, René	533
Guglielmo, Raymond	359
Guibert, R	598
Guillemot, Jean	458
Guillevic, Eugène	475
Guillon, Maxime	30, 57, 62, 359

Guy, Jacques 619

Guyot, Pierre 442, 445-447

Guyot, Raymond 166, 205, 252, 259, 262, 292, 324, 349, 376, 384, 419-420, 428-429, 431, 434, 437, 440-441, 444-448, 454, 517, 533, 553, 597, 603, 607, 617-619

Hached, Ferhat 163, 170, 588

Haddad, Malek 111, 364, 475, 610

Hadj Ali, Abdelkader 34-35, 38, 44-45, 48-49, 51-52, 60

Hadj Ali, Bachir 47, 154, 156, 161, 171, 175, 221, 250, 266-267, 270-271, 314, 317-318, 326, 333, 366, 391, 414-415, 570, 586, 588-589, 604, 613

Hadj Ali, Lucette 562, 601

Hadjadj, Georges 395, 432

Hadjerès, Sadek 43, 105, 142, 152-154, 156-157, 221, 271, 293, 314, 317-318, 326, 330, 368, 414-415, 555, 562, 570, 580, 582, 584-586, 594, 597, 599-601, 603-606, 610, 615

Hage, Julien 592, 617, 623-624, 631

Hajje, Antoine 52

Halimi, Gisèle 459-460, 477, 485, 621

Halimi, Viviane 118

Hamon, Hervé 235-236, 498, 544, 546, 558, 593, 596, 624-625, 628, 630

Hamouda, Mohammedia (dit Salim) 273

Hannon, Raymond 278, 413, 597

Hanoun, Belkacem 320

Hanoun, Lucien 278, 367, 413, 431-432, 555, 617

Harbelot, Marcel 612

Harbi, Mohammed 13, 122, 224, 227, 230, 234, 237-239, 260, 293, 306, 313, 315, 333, 488, 555, 558, 562, 583, 587-588, 590, 593-596, 604, 606-607, 610, 625, 628, 630

Harnois 359

Haroche, Charles 471, 623

Haroun, Ali 227, 329, 461, 464, 523, 595, 606, 621

Harrison, Martin 590

Hatzfeld, Nicolas 602
Haupt, Georges 567
Hazan, Joseph 487
Haziz, Abdel 35
Hegaden, Robert 621
Hegel, Georg Friedrich 566
Heine, Maurice 33, 568
Henaff, Eugène 167, 225, 495, 500, 517
Hénault, Robespierre 40
Hennequin, Pierre 429
Henri, René 296, 603
Henry, Jean-Robert 557, 571, 582
Herbuto 428
Herriot, Édouard 37
Hervé, Gustave 491
Hervé, Pierre 468
Hetzgen, Jean 631
Heurgon, Marc 482
Heynemann, Laurent 278
Hilsum, François 206, 420, 430, 440, 553, 616-618

Hincker, François	514
Hincker, Michel	514, 627
Hitler, Adolf	80, 109, 375-376, 408, 546
Ho Chi Minh (Nguyen Ai Quoc ou Nguyen Tat Thanh, dit)	23, 32, 34, 36-37, 119, 140, 209, 254, 287, 552, 569
Hobson, John Akson	567
Hollande, François	403
Houphouët-Boigny, Félix	146
House, Jim	524, 628
Huette, Guy	290
Huisman, Mme	380
Hurst, Jean-Louis (dit Maurienne)	484, 603
Ibanez, Thomas	110-112
Ibn Khaldoun	47, 570
Idir, Aïssat	155, 222
Illoul, Mouloud	171
Imache, Amar	53, 99-101, 580
Inal, Ahmed	293-294, 550
Isorni, Jacques	285
Israël, Liora	620

Iveton, Fernand 7, 254, 274, 278, 325, 328, 333-340, 413, 550, 607, 614

Izambert, Caroline 558, 610

Jacquier-Cachin, Marie-Louise 456-457, 459

Jacubowicz, Maurice 442

Jamati, Yves 451

Janon, René 216, 594, 608

Jans, Parfait 365

Jauffret, Jean-Jacques 583, 616-617, 630

Jaurès, Jean 17, 23, 28-29, 44, 54, 491, 567, 613

Jdanov, Andreï 199

Jean-Lorris (Léon Leroy, dit) 568

Jeanson, Colette 173, 234, 482-483

Jeanson, Francis 234-235, 237, 367, 450, 477, 481-486, 490, 492, 518, 544, 562, 624

Joannès, Victor 127, 135

Joliot-Curie, Frédéric 97, 481

Joliot-Curie, Irène 97, 481

Joly, Danièle 558, 577

Jornet, Jeanne 399
Joseph, Georges 245
Jouanneau, Daniel 520, 628
Joubert 35
Jouhaud, Edmond 423, 450, 535
Jourd'hui, Bernard 351, 361, 363, 495
Jourdain, Francis 139
Joxe, Louis 519
Jugnot, Gérard 546
Juin, Alphonse 131-133
Juin, Claude 428, 474-475, 615-616
Jules-Julien, Alfred 270
Julien, Charles-André 31, 42, 219, 358, 553, 568, 588, 594
Julliand, Jean-Paul 615-616
Jurquet, Jacques 558, 572-573, 575, 577, 581-582, 584, 599-600, 605, 610
Just, Stéphane 631
Justrabo, René 136, 162, 195, 271, 283, 413, 555, 591
Kaddache, Mahfoud 558, 571-572, 574, 578

Kadri, Aïssa 567, 569

Kagan, Élie 526

Kagansky, Michel 457, 459

Kahn, Émile 406

Kaidi, Lakhdar 155-156, 253, 282

Kaldor, François 555, 630

Kaldor, Pierre 131, 411, 455, 457-459, 464-465, 534, 583, 614, 621-622

Kalifa, Simon 87

Kastell, Serge 562, 600, 605, 610

Kateb, Yacine 122, 155-156, 293, 471, 475, 585

Kauski, Jacques 457

Keller, Fritz 557, 630

Kennedy, John Fitzerald 221, 594

Kerel, François 623

Kessel, Joseph 485

Kessel, Patrick 475, 589

Khaïrallah, Chedly 51

Khaled (émir) (Khaled El-Hassani Ben El-Hachemi Ibn Hadj Addelkader, dit) 37, 64, 569

Khalef, Ahmed 154

Khalfa, Boualem 154, 156, 160, 268, 270, 272, 274-275, 457, 586, 592, 601

Khemisti, Mohammed 489

Khettab, Rachid 558, 601

Khider, Mohammed 216, 221, 237, 354

Khrouchtchev, Nikita 354, 468, 513-515, 627

Kindo, Yann 624

Kiouane, Abderrahmane 170

Koerner, Francis 620

Kopa, Raymond (Raymond Kopaszewski, dit) 187

Koskas, Lucie 413

Kouch, Younès 139

Koulakssis, Ahmed 13, 569, 572

Kraïem, Mustapha 571

Kralfa, Ataouia 620

Krasucki, Henri 197-198, 517, 591

Kravtchenko, Viktor 160, 199

Kriegel-Valrimont, Maurice 237, 514, 516, 518, 627

Krivine, Alain 306, 489, 555, 604, 625

Krivo, Paul 245

Krop, Pascal 596

Kubaziak, Joseph 450

Kupferstein, Daniel 173, 587-588

L'Huillier, Waldeck 290

La Bruyère (de), Jean 198

La Gorce (de), Paul-Marie 355, 484

La Rocque (de), Casimir 504

Laban, Maurice 87, 110-112, 116-118, 141, 152, 157, 269, 278, 318, 320, 328, 581-582

Labbé, Dominique 253, 612

Labi, C 62

Lachenal, Georges 226-227, 245-246

Lacoste, Robert 222, 286, 323, 332, 334, 336, 338, 347, 349-350, 356, 363, 366, 394, 396, 405-406, 607, 614

Lacoste, Yves 47, 359, 476, 570, 605

Lacroix-Riz, Annie 588

Ladret de Lacharrière, Jacques 574

Lafargue, Paul 28

Lafon, Éric 13, 612
Lahanque, Reynald 623
Lahaxe, Jean-Claude 592
Lainné, Charles 337
Laisne, Guillaume 149, 583, 585, 592, 599-600
Lajoinie, André 368
Lakhdar, Hamma 316
Lakhnache, Ahmed 339
Laliam, Mustapha 341, 608
Lambert, Gabriel 101
Lambert, Marie 247, 250, 292
Lambert, Pierre 480, 631
Lambotte, Robert 184, 206, 250, 252, 257-258, 342, 357, 590, 597-598, 601
Lambour, Jacques 619
Lamoudi, Lamine 101
Lamrani, Laïd 268, 271, 273, 326, 330-331, 430, 456
Lanchon, Yves 615
Langumier, Adrien 87
Lanternier, Lucien 517

Lanuque, Jean-Guillaume 631
Lanzmann, Claude 485, 522
Lapoujade, Robert 477
Lareppe, Pierre 350-351, 365
Larribère, Camille 34-36, 139, 145, 271, 569, 572
Larribère, Jean-Marie 156, 531
Lartéguy, Jean 181, 589
Lassale, Ferdinand 201
Latrèche, Mahmoud 68
Lauprêtre, Julien 196, 429, 437, 446, 555, 591, 618-619, 621
Laurans, Jean 425, 453, 555, 616, 620
Lauransot, Émile 442
Laurent, Paul 206, 420, 445, 453, 489, 553, 592
Laval, Pierre 80, 98, 424, 509
Lavigne, Raymond 617
Lavrut, Didier 629
Lazar, Marc 567, 626
Lazard 359
Lazareff, Pierre 485

Lazurick, Robert 485, 628
Le Beau, Georges 109
Le Foll-Luciani, Pierre-Jean 558, 563, 578, 597, 600, 604, 607, 625
Le Lagadec, Jean 630
Le Léap, Alain 206, 225, 297, 377, 380
Le Meur, Jean 442
Le Moullac, Roland 373
Le Pen, Jean-Marie 183, 285, 375, 393, 601, 611
Le Rest 40
Le Troquer, André 33, 324, 350
Lebesque, Morvan 579
Lebjaoui, Mohamed 215, 234, 238-239, 249, 594, 596-597
Lebrun, Jean-Claude 623
Lechani, Mohand Saïd 31, 568
Leclère, Adhémar 568
Lecœur, Auguste 201, 481, 513, 592
Lecompte, Arnaud 595
Lecomte, Claude 429, 529, 553, 555, 595, 597, 617

Lecomte, Micheline 553, 617

Leduc, Victor 360

Lefebvre, Paul 428, 442-443, 616

Lefranc, Pierre 592

Legendre, Jean 376, 378

Leibovici, Raymond 487

Leiris, Michel 39, 173, 230, 481

Lejeune, Max 181, 346, 348-350, 363

Lelouch, Claude 418

Lemarchand, Édouard 538

Lemédioni, Édouard 70, 575

Lemire, Vincent 529, 629

Lendormy, Vincent 619

Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) 54, 83-84, 120, 201, 203, 227, 248, 355-356, 423, 427, 441, 447, 473, 483, 514, 545, 577, 609, 619

Lentin, Albert-Paul 475

Léonard, Roger 149, 152, 216, 246

Leroy, Roland 260-261, 351, 367-368, 511, 555, 598, 608, 610-611, 617, 627

Lespiau, Julien 351
Letoquart, Léandre (fils) 441-442, 618
Leveuf, André 216, 594
Lévi-Provençal, Évariste 471, 578
Liauzu, Claude 558, 630
Liechti, Alban 13, 368, 435-442, 444-446, 448, 457, 554-555, 562, 617-619, 623
Liechti, Josette 438-439, 618
Liehm, Antonin 565
Lindon, Jérôme 398, 407-409, 614, 622
Linet, Roger 207, 209
Llante, Jean 492
Locussol, Alfred 413, 532
Lollobrigida, Gina 186
Longuet, Jean 32-33, 52, 91, 571
Lopez, Leonardo 109, 412-413
Lorenzi, Léo 243
Lotz, Jean 477
Louelh, Youssef Khider 556, 562
Louis, Paul 28, 34, 567, 570, 573

Louis XIV 505

Loup, Elyette 413

Louzon, Robert 34-35, 44, 60, 570, 573

Löwy, Michael 84, 577

Loyola (de), Ignace 363

Lozeray, Henri 34-35, 62, 66, 91, 103-104, 113-114, 120, 129, 145, 553, 571, 573, 579, 582

Ludovico, J 569

Lurot, Maurice 172

Lyautey, Hubert 38, 49

M'Hidi, Larbi 188, 330

Maatoug, Fredj 594

MacMaster, Neil 524, 628

Macron, Emmanuel 403-404

Madau, Sébastien 590

Madaule, Jacques 379

Madjène, Tahar 172

Magnien, Serge 442, 445-446, 619

Magué, Yvette 489

Mahmoudi, Ahmed 154

Mahsas, Ahmed 558, 571

Maillot, Béatrice 319

Maillot, Henri 184, 254, 278, 316-328, 330, 336, 357, 366, 411, 605

Maisonneuve, Pierre 405

Maitron, Jean 569, 572-573, 581

Malberg, Henri 368, 388, 556, 611-612

Malclès, Robert 629

Maldidier, Denise 558, 601

Malki, Tayeb 586

Mallarmé, André 90, 579

Malon, Benoît 29, 567

Malraux, André 96, 408, 533, 536, 587

Malraux, Clara 230

Malvasio, Jean 260

Manaranche, Lucette 278

Manceron, Gilles 621

Mandouze, André 188, 219, 481, 570, 594

Manoel, Maurice 488

Manouchian, Missak 546

Manouïlski, Dimitri 37, 71
Mansion, Jean-Marie 529
Manville, Marcel 457
Maran, René 57, 572
Marangé, Céline 570, 574-575
Marault, René 361
Marçais, Philippe 586
Marcel, Gabriel 408, 614
Marcelli, Georges 339
Marchais, Georges 194-195, 347, 360, 517, 591
Marcos, Vafiadis 169
Marguerie 612
Marin, Fernand 442
Maroc, Hocine 391
Marouf, Mohammed 51, 413
Marrane, Jean 444
Marrou, Henri-Irénée 397
Martelli, Roger 13, 200, 518, 582, 592, 626-628
Martin, Annie 593
Martin, Henri

206, 290, 397, 416, 437-438, 440-441, 444-445, 456, 482, 618

Martin du Gard, Roger 408, 481

Martinaud-Déplat, Léon 172

Martin-Chauffier, Louis 406

Martinet, Gilles 172, 379, 480-481, 493, 497, 501, 589, 626

Martinet, Jean 453

Martinez, André 330-331

Martinez, Roland 274

Martorell, Suzanne 538

Marty, André 25, 113-114, 118, 125, 128-129, 133-134, 138-141, 144-145, 153, 206, 235, 262, 454, 513, 584

Marty-Capgras, Andrée 618

Marx, Karl 8, 23, 32, 44, 49, 176, 201, 203, 267, 566, 570, 589

Marynower, Claire 558, 568, 572

Marzi, R 596

Marzin, Madeleine 532

Mascolo, Dionys 378, 468, 480-481, 485

Massebœuf, Jean Sadek 91, 159-160, 279, 318, 578

Massebœuf, Jean-Louis 562, 585-586, 601
Massignon, Louis 471, 481, 570, 618
Massot (de), Pierre 363, 610
Massu, Jacques 333, 393-394, 402, 412, 432, 504, 617
Matarasso, Léo 399, 406-407, 455, 457-459, 467
Mathieu, Anne 570
Mathieu, Lucien 526
Matonti, Frédérique 622
Matta, Roberto 477
Mattei, Georges 451-452, 484, 620
Mauriac, François 347, 398, 406, 408, 469, 580, 608, 614
Mauss-Copeaux, Claire 598, 616
Mauvais, Léon 495, 500
Mayer, Daniel 398, 481
Mazauric, Claude 13, 487, 556, 625
Mazoyer, Étienne 56, 63
Mazri, Azzedine 244, 271
Mazza 603
Meaux, Jean 260-261

Meïer, Gérard 484

Melloul, Saïd 391

Memmi, Albert 174, 589

Mencherini, Robert 593

Mendès France, Pierre 218-219, 241, 254, 344, 346, 482, 493, 508, 594, 625

Mendez, Jean-François 593

Menez, Alain 310

Menouer, Ali 67

Merat, Raymond 458

Meshabi, Samira 628

Messali, Ahmed (dit Messali Hadj) 25, 39, 43, 51-52, 74, 89, 91, 99-102, 109, 121-122, 127, 129, 136, 138-139, 142, 144, 153, 161, 166, 168, 170-171, 174, 215-217, 225-226, 249, 275, 364, 380, 455, 480, 545, 562, 570-571, 578, 587, 631

Messer, Jean 206

Messmer, Pierre 183, 519

Meunier, Antoine 373

Meynier, Gilbert

13, 30, 136, 174, 225, 559, 565, 567-569, 572, 583, 589, 594-596, 599, 604, 606, 610, 613, 624

Mézerette, Jean 598

Mezerna, Ahmed 167-168, 170, 173, 225-226

Miailhe, Mireille 163, 587

Michaud, Pierre 442

Michel, Andrée 197-198, 234, 563, 591

Michel, François 442

Michel, Marc 566

Michelet, Edmond 130, 613

Michelin, Jean 443

Midol, Lucien 113

Mignerat, Maxime 442

Mignot, Alain 13, 554, 576

Mignot, Élie 74, 86, 90, 96, 102-103, 105, 167-168, 226-227, 245-246, 306, 407, 410, 456, 488, 576, 580, 582, 587, 595, 617

Mignot, Yvan 13, 554, 576

Milza, Olivier 522, 628

Mimoun, Alain 19, 188

Mira, Ali 67

Mischi, Julian 591

Mittelberg, Louis 343

Mitterand, Jacques 379

Mitterrand, François 217-218, 225, 241, 251, 275, 280-281, 324, 334, 338-339, 346, 379, 421, 482, 506-508, 593-594, 601, 607

Moch, Jules 210, 507-508, 593

Moine, André 118-119, 154, 171, 267, 269-272, 278, 283, 293, 323, 367, 399-400, 413, 431-432, 553, 562, 580-582, 584-586, 588, 599-601, 603, 605-606, 610, 615, 617

Moine, Blanche 278, 323, 412-413, 586

Moissonnier, Maurice 288, 602

Mokhtari, Mohamed 144

Molina, Jules 411

Molino, Lucien 206

Mollet, Guy 143, 181, 184, 227, 283, 287, 298, 311, 322-323, 333-334, 338, 344-348, 350, 352, 354-355, 357-358, 363, 366, 368-369,

374-376, 385, 435, 503, 506, 605, 608, 611, 615

Mollier, Jean-Yves 247, 614

Monaco (de), Grace 180

Monaco (de), Rainier 180

Monatte, Pierre 34, 63

Monferran, Jean-Paul 608, 610

Monjauvis, Lucien 296

Monmousseau, Gaston 40, 51, 93, 282, 569

Monnerot, Guy 215, 219, 246

Monnerot, Jeannine 219

Monsabert (de), Joseph 276

Montagne, Louis 286

Montagnié, Marcel 90

Montagnier, Luc 397

Montand, Yves 422

Montaron, Georges 528

Montel, Pierre 376, 378

Montoy, Louis Pierre 568

Môquet, Guy 113

Moran, Denise 570

Moreau, Jean-Bernard 442
Moreau, Yves 164, 184, 287, 371, 602
Morel, André 73
Morin, Edgar 119, 200, 230, 378, 408, 468, 480, 562, 582, 592, 614, 630
Morin, Gilles 593
Morinaud, Émile 40
Moritz, Jean-Louis 442
Mossé, Éliane 359
Mothé, Guy 195, 591
Moulfi, Abdelkader 125
Mouriaux, René 593
Moussaoui, Djillali 320
Moussaoui, Rosa 559
Moustier (de), Roland 376
Moutet, Marius 82
Müller, Jean 184
Muller, Michel 235, 487, 556, 596, 625
Musmeaux, Arthur 134, 583
Mussolini, Benito 81

Muzard, Paul 611
Nadeau, Maurice 230
Naegelen, Marcel-Edmond 148-150, 585
Nahori, Claudine 436, 457, 459, 618, 621
Namy, Louis 443
Naquet, Emmanuel 621
Narritsens, André 593, 612
Nasser, Gamal Abdel 354-355, 374-376
Naville, Pierre 480
Nefaa, Mohammed 155
Nehou, Edgar 442
Néron, Pierre 537
Neveu, Henriette 127, 135, 154
Nguyen The Truyen 35, 38
Nixon, Richard 221, 594
Noirot, Paul 486, 556, 625
Nordmann, Joë 338, 457, 607
Nouschi, André 476
O'Melia, Robert 559, 568
Obitchkina, Evgueniya 235

Oculi, Clément	318
Odru, Louis	245, 554, 597, 617
Oldenbroeck, Jacobus	222
Orhant, Louis	434
Orkibi, Eithan	625
Ouazana, Claude	250, 561
Oudjina, Driss	156
Ouenouri, Mohamed	339
Ouettar, Tahar	330, 606
Ouhadj, Omar	520
Ouïssa, Rachid	559, 596, 609, 626
Ould Aoudia, Amokrane	463, 488
Ould Aoudia, Boudjemâ (dit Benjamin Ould Aoudia)	282
Ould Aoudia, Jean-Philippe	463, 556, 621
Oussedik, Mourad	463
Oussedik, Omar	244, 331
Oussidhoum, Rabah	67, 87
Ouzegane, Amar	11, 73, 85-88, 98, 109-112, 114, 116, 118, 121, 127, 134-135, 138-143, 145, 150, 154, 216,

328, 563, 577, 581-582, 584, 594, 606

Ouzoulias, Albert 410

Oved, Georges 569

Ozanne, Yves 413

Pablo (Michel Raptis, dit) 484, 545, 624, 631

Paganelli, Serge 533

Pagès, François 589

Paillat, Claude 589

Painlevé, Paul 65

Palewski, Gaston 270

Papastamkou, Sofia 609

Papon, Maurice 7, 184, 241, 519, 528, 536, 538, 590, 621

Paris, Georges 442

Parmelin, Hélène 359, 468, 612

Parodi, Anne-Marie 458

Pastor, Baptiste 530

Paternot, Maurice 276

Pattieu, Sylvain 624

Paul, Marcel 398

Paulat 359

Paz, Magdeleine 570

Paz, Maurice 570

Péju, Marcel 181, 483, 485, 563, 589, 624, 628

Péju, Paulette 522, 628

Pellegrin 413

Pennetier, Claude 572-573

Péret, Benjamin 39, 230

Perez, François 370-371, 422-423, 556, 611, 616

Péri, Gabriel 76, 79, 82-83, 353, 569, 576-577, 581-582, 608

Péri, Jean 239

Perrot, Marie 247, 250-252, 292, 601, 603

Perrot, Roland 372

Pervillé, Guy 492, 584-585, 608

Peschard, Raymonde 278, 328, 340-341, 607-608

Pétain, Philippe 504-505

Peyrefitte, Alain 182

Peyroulou, Jean-Pierre 583

Pfrimmer 359

Pham Van Dong 247

Phéline, Christian 563, 577, 579

Philip, André 481

Pierre, abbé (Henri Grouès, dit) 186

Pierre, Roger 487

Pigenet, Michel 592

Pignon, Édouard 359

Pilhes, René-Victor 452

Pina, Hippolyte 538

Pinay, Antoine 385, 515, 592

Pineau, Christian 354-355, 375-376, 611

Pinto, Roger 533

Pitti, Laure 195, 559, 587, 591, 610

Pivert, Marceau 226, 230, 479-480

Placette, Henriette 253

Planchais, Jean 619, 625

Planche, Jean-Louis 559, 574, 579, 581, 594, 601

Planès, Marcel 104

Plissonnier, Gaston 245, 444, 492, 496-497, 517, 534-535, 553, 618-619, 626,

629-630

Pochard, Maurice 538

Poincaré, Raymond 61

Pointal, Mauricette Blanche 433

Pollack, Claude 521

Ponçot, Bénédicte 589, 598, 629

Pont, Louis 275

Poperen, Claude 195, 209, 593

Poperen, Jean 481

Popie, Pierre 457

Porée, Prudent 409

Porro, Nelly 413

Portejoie, Jean 429, 556, 617

Possel (de), René 394, 613

Potin, Yann 529, 629

Pouchkine, Alexandre 201

Pourtalet, Henri 113

Pourteau, Roger 490

Pozner, Vladimir 468, 474, 533, 623

Prenant, André 47, 347, 359-360, 368, 468, 476, 570, 605, 608-609, 624

Prenant, Marcel 359, 468, 609

Prin, Jeannette 262, 349

Pronteau, Jean 351, 514, 516, 518

Proust 359

Provost de Launay, Gaston 92, 579

Quashie-Vauclin, Guillaume 13, 559, 592, 598

Quemeneur, Tramor 13, 264, 303, 433, 442, 559, 567, 598-599, 602, 604-605, 611, 617, 630

Queneau, Raymond 10, 565

Quilliot, Roger 585

Rabier, Maurice 142-144

Racamond, Julien 24

Radziewsky, Marie-Claude 464

Raffini, Georges 87, 111-112, 118, 269, 273, 276, 278, 328, 330-331, 456

Raimbault, Jacques 420

Raingard, Michel 325

Ramadier, Paul 143-144, 503, 584

Ramette, Arthur 324-325, 386, 605

Rappaport, Roland 407, 467

Ratte, Philippe 604, 631
Rauzy 615
Raveau, Régine 359
Ravenel, Bernard 624
Ravis-Françon, Suzanne 623
Ré, Michel 442
Rebah, Mohamed 13, 556, 559, 605-607
Rebah, Noureddine 272, 329-331
Rebérioux, Madeleine 28, 261, 307, 468, 481, 488, 494, 554, 567, 625, 628
Rein, Nicole 459, 464, 621
Reiner, Paul 531
Reliquet, Jean 405, 614
Renard, Daniel 480
Renard, Delphine 536-537, 540, 630
Renda, Francis 428, 442, 449, 556, 616, 619
Renoult, Daniel 379
Renucci, Jérôme 442
Retail-Kopp, Claudine 458
Réthoré, Toussaint 621

Reuther, Walter 222

Revel, Gaston 413

Rey, Roger 488, 575

Rey-Goldzeiguer, Annie 122, 582-583

Reynaud, Michel 484, 622

Ricol-London, Lise 546

Ridgway, Matthew 168, 203, 208-209, 211, 390, 435, 538

Rieth, Lucien 531

Riffaud, Madeleine 167, 184, 242, 253, 282, 286, 399-400, 445, 468, 475, 490, 531, 556, 587, 590, 597, 601-602, 613, 619, 621, 624, 629

Righi, Abdellah 563, 569, 571

Rioux, Jean-Pierre 556, 559, 565-566, 589-590, 595, 622

Rioux, Lucien 589

Rivat, Albert 304

Rives, Louis 399

Roblès, Emmanuel 335, 339-340, 607

Robrieux, Philippe 360, 498, 501, 514, 516, 518, 563, 576, 626, 628

Robson, Mark 589

Rochas, Paul 426

Roche, Émilie 303, 560, 590, 601, 603

Rochet, Waldeck 113-114, 237, 244, 358, 374, 384, 497, 553, 609, 626

Rodinson, Maxime 20, 47, 282, 359, 377, 566, 570

Rolland, Jacques-Francis 281, 359, 468

Rolland, Romain 407

Rollandin, Charles 13, 554, 611, 616

Romains, Jules 219, 594

Romanet, René 373

Romen 359

Rony, Jean 229, 595

Rosenberg, Ethel 160

Rosenberg, Julius 160

Rosenfeld, Oreste 358

Rosmer, Alfred 34

Rotman, Patrick 235-236, 498, 544, 546, 558, 593, 596, 624-625, 628, 630

Roucaute, Gabriel 352

Rouchouze, Michel 417

Rous, Jean 230, 358, 480-481
Rousselot, R 596
Rousset, David 479
Roux-Freissineng, Pierre 579
Rouzé, Michel 124-126, 138, 154, 583
Rouzeau, Roger 138, 154
Roy, Claude 359
Roy, Jules 319
Rozis, Augustin 96
Rudelle, Odile 584
Rudolph, Luc 167
Ruffe, Hubert 352
Ruiz, André 156, 162, 254
Ruyssen 605
Saadane, Chérif 127
Saadi, Yacef 335, 463
Saadoun, Mustapha 317-318, 320, 329-330, 332
Saâl, Bouzid 122
Sabatier, André 40
Sadok, Mohamed Hadj 215

Sagnier, Marc 442-443, 618
Saïd, Salah Mohand 330
Saillant, Louis 225
Sainteny, Jean 140
Saint-Jacques, Camille 38
Saint-Pierre, François 621
Sala, Joseph 413
Salan, Raoul 336, 450, 515, 529, 533, 621
Salem, André 13, 614
Salem, Jean 13
Salignac, Laurent 275
Salles, Jean-Paul 544
Salmeron, Antoine 274
Salort, Jacques 317, 333, 339, 413
Samson, Jean-Marie 442
Sanchez, Pierre 161, 586
Saramito-Nahori, Claudine 436, 457, 459
Sarkozy, Nicolas 402
Sarraut, Albert 65, 67, 77
Sartre, Jean-Paul

8-9, 181, 201, 339, 363, 380, 398, 408-409, 470, 477, 479, 481-483, 485, 496, 507, 522, 565, 580, 607, 610, 614, 624

Sauvy, Alfred 374, 453

Savary, Alain 241, 346, 481-482

Schaeffer, Jean 528

Schiavo, Henri 70

Schmitt-Pantel, Pauline 613

Schwartz, Laurent 230, 397, 402

Scotto, Jean 318

Seghers, Pierre 475

Ségui, Sandrine 560

Séguillon, Pierre-Luc 623

Séguy, Georges 385, 602

Seiss, Fernand 89

Semard, Pierre 38, 41, 63-64, 569

Sempé, Alexis 563, 615

Sénac, Jean 150, 585

Serano, Georges 265, 556, 592

Sergent, Pierre 530, 629

Servan-Schreiber, Jean-Jacques 451, 453, 493, 620

Servin, Marcel 200, 245, 297, 355-357, 369, 492, 495-497, 501, 508-509, 513-515, 517-518, 603, 609, 626-627

Si Slimane 268-269

Sigg, Bernard 368, 427-428, 472, 556, 616, 619

Signac, Paul 39

Silvestre, Charles 261, 556, 614

Siméon, Roland 274, 330-331

Simon, Catherine 607, 630

Simon, Jacques 596

Sirinelli, Jean-François 622, 625

Sivan, Emmanuel 560, 586-587, 599

Smadja, Albert 337, 339, 413-414, 456, 460, 607

Smaïli, Ahmed 111-112

Soupault, Philippe 39

Souquière, André 380, 528

Soustelle, Jacques 184, 240, 277, 509

Spielmann, Victor 59, 63, 66

Spinneweber, Martial 261

Spiquel-Courdille, Agnès 563, 577, 579

Spire, Arnaud 333

Spitzer, Gérard 544

Sportisse, Alice 139-141, 144, 147, 152, 154, 156, 247, 270-271, 298, 351, 586, 600

Sportisse, William 117, 215, 317, 333, 367, 414, 556, 563, 582, 585, 604-605, 610, 615, 625

Staline, Joseph (Joseph Dougachvili, dit) 10, 75, 80, 84, 203, 308, 321, 353, 472, 516, 577

Stefanaggi, Dominique 459

Stéphane, Roger 481

Stibbe, Pierre 234, 377, 379, 455, 459, 462, 464-465, 480

Stibbe, Renée 455-456, 459

Stil, André 168, 202, 204, 206, 256, 356-357, 422, 429, 431, 437-438, 456, 468-469, 472-474, 609, 618, 623-624

Stoetzel, Jean 566

Stora, Benjamin

260, 560, 563, 569, 580, 587-590, 594, 604, 607, 624, 630

Sussan, Marcel 56

Tabet, Radouane Ainad 584

Tadjadit, Amar 172

Tahrat, Larbi 101

Taleb Bendiab, Abderrahim 560

Taleb, Sayah 560, 578, 580

Tartakowsky, Danielle 232, 501, 539, 547, 560, 587-588, 596, 599, 626, 631

Taslitzky, Boris 163, 477, 587

Taubert, Fritz 236, 592, 622

Tauveron 31

Taylor, Edmond 614

Tchitcherine, Georgui 33

Téguia, Mohamed 560

Teitgen, Paul 335, 395, 459

Tengour, Ouanassa Siari 569, 593, 609, 628

Terretta, Meredith 620

Teulade, Jules 64

Texier, Jean 529

Theis, Laurent 604, 631

Thénault, Sylvie 402, 404, 463, 557-558, 560, 598, 600, 602, 607, 610, 613-614, 620-621, 629

Théolleyre, Jean-Marc 613

Thévenin, Georges 26, 194, 227, 296, 309, 366, 567, 591, 604

Thiébault, Marcel 608

Thierry Maulnier (Jacques Talagrand, dit) 285

Thomas, Eugène 229, 323-324

Thomas, Victor 386

Thomazo, André 263

Thomazo, Jean-Robert 393, 505

Thomson, Gaston 574

Thorez, Maurice 9-10, 24-25, 38, 40, 45, 71-73, 78, 81, 83, 85, 102-107, 115, 119, 129, 131, 141, 144, 175-176, 195, 201, 203, 223, 231, 236, 243, 245, 294, 299, 301-302, 309-311, 323-324, 352-353, 356-357, 359, 362, 367, 389, 391, 419, 422, 428, 441, 444, 446-448, 454, 469, 473, 491-492,

495-497, 507, 509, 511-517, 549, 565-566, 575, 577, 580, 589, 591-592, 596, 603-604, 610, 613, 619, 627

Thorp, René-William 399-400, 613

Thouroude, Jacques 614

Thuveny, Alphonse 457

Tichit, Jean 164

Tiffou, Constant 399-400

Tillard, Paul 359

Tillon, Charles 130-134, 488, 513, 556, 583, 627

Tim (Louis Mittelberg, dit) 343

Timsit, Daniel 269, 274, 334, 563, 600

Tissier, Jacques 474, 623

Tito, Josip Broz 354

Tixier, Adrien 132

Todd, Olivier 470, 579

Tollet, André 26, 161, 166, 206, 233, 253, 556, 586

Torrecillas, Juan (dit Jean Torrecillas) 111

Torrès, Georges 413

Touati, Émile	112
Touchard, Auguste	553, 583
Toumert, Abasse	560, 582, 584
Tourtaux, Jacques	426, 616
Toussaint-Desanti, Jean	359
Triboulet, Raymond	453
Trotski, Léon (Lev Davidovitch Bronstein, dit)	54, 60-61, 570
Troubat, Georges	429
Tubert, Paul	117, 136-137, 144
Vailland, Roger	359, 468, 622
Vaillant-Couturier, Marie-Claude	438
Vaillant-Couturier, Paul	32-34, 43-44, 48, 56, 59, 67, 80-81, 92, 570-573, 577
Vaïsse, Maurice	594, 631
Vallin, Camille	516
Van Goetthem, Gert	588
Vanuxem, Paul	393
Vassevière, Maryse	623
Vaucher, Roland	429

Vedel, Georges 533

Vendart, Jean 264, 442, 556, 599

Venner, Dominique 613

Venner, Jacques 239, 241-242

Vercors (Jean Bruller, dit) 230, 379

Verdès-Leroux, Jeanine 368, 603, 611

Verdier, Jean 519

Verdier, Robert 481, 497

Verger, Pierre 532

Vergès, Jacques 167, 457, 459-465, 485, 488, 563, 621

Vergès, Raymond 461

Vergnes 31

Verlet, Maguy 235, 488, 556, 596, 625, 628

Verlet, Martin 235, 307, 487-488, 556, 596, 604, 625, 628

Verlhac, Jean 379

Vermeersch, Jeannette 103, 192, 242, 250, 255, 286, 295, 323-324, 351, 384, 444, 495-496, 498, 516-517, 590, 603

Vernant, Jean-Pierre 11, 359-360, 368, 552, 609, 631

Verneuil, Maurice 442

Vessilier, Jean-Claude 561, 604, 610

Viala, Bernard 567

Vian, Boris 182

Viard, Paul-Émile 579

Vidal, Georges 576

Vidal, Jean-Émile 630

Vidal-Naquet, Georges 521

Vidal-Naquet, Pierre 181, 304-305, 394, 397-398, 401-402, 467, 481, 522, 548-549, 560-561, 563, 596, 611, 613, 622, 628, 630-631

Vienney, Paul 379, 456-457, 554, 590

Vigier, Gérard 290

Vigier, Jean-Pierre 490-492, 498, 501, 514, 518

Vignaux, Barbara 589

Vildrac, Charles 481

Villatoux, Marie-Catherine 583

Villatoux, Paul 583

Villemaux, Roger 196

Villette, Pierre 628

Villhaume, Jean 290

Vincent, Lisette 109, 112, 278, 413

Vincent, Madeleine 384

Vinci, Claude 368, 427-428, 488, 556, 563, 616

Violet, Bernard 621

Viollette, Maurice 93-95, 98-99, 101, 142, 275, 503, 573, 579

Viollis, Andrée 164, 587

Virebagre, Suzanne 359

Vitez, Antoine 475

Vittori, Jean-Pierre 371, 560, 608, 610-611

Vlaminick (de), Maurice 39

Vogel, Marie 563, 591

Voisin, Claude 442

Von Bülow, Mathilde 588

Vuillaume, Roland 526, 628-629

Wagmaeker 458

Waldeck-Rousseau, Pierre 30

Wall, Irvin 595

Walter, Paul 290

Wanner, Léo (Léonie Berger, dite)	46, 631
Waters, Robert A	588
Weil-Hallé, M	380
Weiss, Pierre	132
Werth, Léon	39
Weyl, Roland	457
Willard, Claude	28, 567
Willard, Marcel	454-455, 464, 620-621
Winock, Michel	622
Wintgens, Raymond	538
Wolikow, Serge	485, 560, 581
Wurmser, André	97, 287, 361, 532, 602, 609
Yannelli, Marcel	425, 563, 616
Yazid, M'Hamed (dit Zoubir)	167, 170, 221-222, 225-226, 354, 456, 587
Youbi	69
Yousfi, M'Hamed	583
Zabana, Hamida	284, 334
Zannettacci, Nicolas	106, 109, 112, 136, 154, 580
Zavarro, Maurice	457

Zavrian, Michel 464, 621
Zeggagh, Mohand 465, 621
Zelmatt, Abdelkader 320
Zidi, Salah 456
Zinoviev, Grigori 33
Zitrone, Léon 182, 188
Zouaoui, Mohamed 523

Cet e-book contient un filigrane (watermark) et une identification:
ATMAPVw6BT5UM1Q2BDNdZQ0xBDJbZAtsWjgJbwY6AzFSNw83AD
YPNVU2 - 675d526de5b55